UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

BINDING LIST APR 1 5 1921

LA REVUE
DE
GENÈVE

JUILLET 1920. N° 1.

DIRECTEUR : ROBERT DE TRAZ

ADMINISTRATEUR : PAUL CHAPONNIÈRE

POUR LA PUBLICITÉ, S'ADRESSER A
PUBLICITAS S.A., CORRATERIE, 15, GENÈVE
DÉPOSITAIRE GÉNÉRAL POUR L'ANGLETERRE :
MESSAGERIES HACHETTE, KING WILLIAM
STREET, 16. LONDON W. C. 2.

ABONNEMENTS : SUISSE : Un an, Fr. 36.— ; Six mois, Fr. 19.— ; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS : Un an, Fr. 44.— ; Six mois, Fr. 23.— ; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: ::

ADMINISTRATION : 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX : I. 1778

164798
13/9/21

AP
24
R4
t.1

EDITORIAL

Voici nos intentions :

Nous voudrions réunir ici des écrivains de valeur, appartenant à des pays divers, et les faire entendre côte à côte, sans autre intermédiaire que la traduction. Nous convoquerons des hommes typiques et nous les laisserons s'exprimer librement. Nous apporterons des textes d'une portée littéraire et psychologique, pour aider à comparer et à savoir. Que l'on nous comprenne bien : nous ne venons pas prêcher une doctrine de conciliation obligatoire, mais simplement fournir l'occasion de rencontres qui ne se produiraient pas ailleurs. Dessein prudent, d'une sagesse empirique, et qui vise à juxtaposer, non à confondre.

Nous ne sommes pas des sceptiques, loin de là, mais qu'aurions-nous donc appris, depuis six années, si nous n'avions pas appris à nous méfier des phrases déclamatoires. Détestant les malentendus et les sous-entendus, nous ne préconisons pas une embrassade générale ; nous savons que les hommes sont différents, inégaux en civilisation, opposés par les souvenirs, les haines, les gloires, déchirés par les luttes économiques et sociales. Et néanmoins l'ordre, le bonheur sont au prix d'une compréhension réciproque, et le monde en ruines ne peut être rebâti que par des efforts conjugués. Nous tâcherons donc de renseigner, au moyen de témoignages directs. De cette connaissance améliorée, naîtra plus tard une collaboration progressive, une entente, et, plus tard encore, peut-être une amitié.

La Revue de Genève *se propose également de pratiquer une analyse de notre époque orageuse afin d'en dégager et d'en définir les lignes directrices. Aujourd'hui, tous les problèmes se reposent à la fois et contradictoirement. L'avenir de la tradition humaine semble mis en péril. Jamais il n'a* *été plus nécessaire d'être intelligent : concevoir, c'est commencer à résoudre. Mais cette enquête sur ce qui se passe — qui n'aura rien de systématique — pour devenir féconde ne doit pas être plus limitée par les classes que par les frontières. Là encore, nous ferons appel à des hommes d'origines très variées. Notre souci, en confrontant des esprits libres et informés, n'est pas d'imposer une doctrine toute faite, mais de permettre à nos lecteurs un jugement personnel.*

Ainsi donc, et pour nous résumer en une formule sommaire, la Revue de Genève, *internationale, ne sera pas internationaliste, et sera intersociale sans être socialiste. Appelons-la une revue de liaison intellectuelle et de documentation originale.*

Pratiquement, chaque numéro se divisera en trois. Dans la première partie, on trouvera des œuvres d'imagination ou d'idées, des études de caractère général, des essais, de la critique, de l'histoire, de la politique. Certains de ces morceaux seront signés de grands noms, d'autres de noms peu connus, ou pas connus du tout. Nous n'avons pas le préjugé de la marque célèbre : il est, en dehors du succès, rebutés par les revues importantes et les coteries, des écrivains isolés qui ont beaucoup de talent.

La seconde partie apportera des chroniques nationales *qui seront toujours rédigées par des ressortissants des pays dont elles traitent. Ce ne sera donc pas l'opinion d'un étranger, même sympathique à son sujet, mais le témoignage, peut-être passionné, d'un autochtone. Nous lui demanderons d'être représentatif. La voix sera française, italienne, ou russe, et aussi française, italienne, ou russe, que possible. Plusieurs de ces chroniques ne seront pas faites par un seul titulaire, mais par une équipe, de façon à éclairer un peuple et notre temps de divers côtés à la fois. Elles ne seront ni des résumés bibliographiques, ni des articles politiques comme on peut en lire dans les journaux quotidiens, mais offriront la philosophie des événements, des vues d'ensemble. Souples, variées, elles apporteront l'état des idées, des sentiments, de l'art, des mœurs, le portrait d'un homme déterminant, le compte-rendu d'une œuvre symbolique. A côté des grands peuples civilisateurs comme l'Angleterre, la France, l'Italie, nous comptons faire large place aux petits Etats comme la Belgique, la*

Hollande, les pays scandinaves, qui ont beaucoup à apprendre au monde. Les Etats nouvellement créés ou régénérés au centre de l'Europe, quelle part prendront-ils à la civilisation contemporaine ? nous voulons le savoir. Les républiques moralement et matériellement inégales de l'Amérique nous retiendront particulièrement. Enfin est-il besoin de dire que l'Allemagne et l'Autriche, que l'immense et malheureuse Russie seront l'objet de notre curiosité la plus attentive. Si l'on ajoute les autres pages que nous publierons successivement sur tous les peuples, on se rendra compte ainsi que nous visons à donner, mis au point de l'actualité, un tableau comparé, une image synthétique du monde moderne. Il ne sera pas sans intérêt d'en suivre le développement à travers nos numéros.

Etant fermement attachés nous-même à notre patrie, nous accordons de l'importance à ces chroniques nationales. Qu'il se soit battu ou non, chaque peuple, au cours de ces dernières années, a pris profondément conscience de lui-même. Sous l'empire de la douleur ou de l'angoisse, il s'est connu et il s'est affirmé. Et il a le droit de dire ce qu'il est, le rôle qu'il veut jouer. L'œuvre de reconstruction générale dont nous parlions plus haut n'est réalisable que si chaque nation y apporte ses dons particuliers et ses compétences historiques. Il ne s'agit pas, aujourd'hui, d'abolir les variétés spécifiques de l'humanité, il s'agit de les accorder.

C'est pour obéir à cette distinction qu'à nos chroniques nationales, succédera une chronique internationale. *Nous pensons traduire ainsi le rythme évident de notre époque où les peuples, certains d'eux-mêmes, sont néanmoins travaillés par une solidarité de fait et souvent de désir. Même ceux qui se détestent savent bien qu'ils ne peuvent plus se passer l'un de l'autre : l'horrible guerre accouple en même temps qu'elle détruit. Il n'y a pas d'opposition dans cette double tendance des peuples, pas plus qu'il n'est contradictoire à l'individu, après s'être formulé, de collaborer et de servir. C'est à retracer ces efforts pour s'entendre et s'organiser que sera consacrée notre troisième partie. Elle comptera des exposés d'idées et des informations de fait, des définitions et des classements. Nous envisageons, entre autres, une série sur les grandes forces indépendantes des frontières, les internationales* *ouvrière, chrétienne, juive, économique, financière, etc, des comptes-rendus de congrès, des textes documentaires, etc. Ajoutons que, puisqu'elle paraîtra au siège de la Ligue des nations, la revue sera en mesure, grâce au voisinage, de fournir sur les institutions nouvelles des renseignements directs, et, par des enquêtes, des discussions, de contribuer à leurs progrès. Elle apportera à leurs dirigeants, en toute bonne foi, la réaction de l'opinion, le commentaire public : n'est-ce pas le meilleur service à rendre à une noble et grande entreprise qui a besoin du concours et de la confiance de tous ? D'ailleurs, et toutes pvoportions gardées, bien entendu, notre revue poursuit sur le plan intellectuel un but analogue au sien : groupe des hommes différents afin qu'ils s'expliquent. On sait aussi que le siège de la Ligue abrite et va abriter d'autres institutions générales, et qu'elle est, pour ne prendre que cet exemple, la métropole de la Croix-rouge.*

Nous croyons donc que Genève, dont la tradition de culture est illustre et séculaire, est particulièrement favorable à la réalisation de notre projet. Toujours passionnée des choses de l'esprit, elle est dans une même proportion fidèle à son caractère national et préoccupée de l'humanité entière, jalousement particulariste et audacieusement universelle. Sur le pont dont elle est gardienne, et qui, au dire de César, rejoint la latinité aux terres germaniques, on sent le courant d'air de l'Europe. Tout le monde y passe, on y est informé de première main sur plusieurs races, l'on y respire naturellement la curiosité des idées et le désir de l'action. Stendhal l'avait bien remarqué qui soutenait que le «Journal littéraire», à la fois indépendant et renseigné, ne peut être fait qu'à Genève. Et il ajoutait que si ce journal avait le courage de dire la vérité sur tout, en trois ans il aurait une réputation européenne. Nous acceptons l'augure de ce maître.

Nous l'acceptons avec modestie, car nous ne nous dissimulons pas les difficultés de notre tentative.

Qu'on nous permette de les énumérer pour montrer que nous n'en sommes pas dupes. Tout d'abord on la jugera peut-être sans tenir compte de l'ensemble du programme, et sur une page ou deux qui auront fait sursauter. Le lecteur n'est pas habitué à une revue qui n'est pas exclusive. Ici les collaborateurs ne seront pas solidaires entre eux, et même ils ne le seront pas *toujours avec la direction. En un mot notre publication ne sera pas l'organe d'une coterie : il paraît que c'est assez rare. Ainsi nous créerons-nous des ennemis, non des défenseurs te des patrons, mais il en est de ceux-là qui sont utiles.*

Un second risque à courir sera celui du disparate, voire même de l'incohérence. Nous en souffrons à l'avance. Mais c'est la condition de notre entreprise. On s'y résignera quand on aura reconnu nos raisons profondes. Certains musiciens contemporains ne nous ont-ils pas persuadés qu'il est des dissonnances agréables ? D'ailleurs si l'unité est nécessaire dans une œuvre personnelle, soucieuse d'expression et de durée, elle l'est moins dans le groupement provisoire, collectif et didactique qu'est un simple numéro de revue. Nous prévenons donc, dès maintenant, que nos sommaires seront hétéroclites et encombrés. Ce n'est que lorsque le succès, s'il vient, nous permettra d'augmenter le nombre de nos pages qu'il sera possible de donner de l'air et d'harmoniser.

Ajoutons qu'au milieu de tant de contrastes et même de contradictions, nous risquons de paraître nous-même indifférents, éclectiques ou pusillanimes. Ce reproche-là nous serait très pénible. En accueillant des écrivains de nationalités et d'idées diverses, nous n'abdiquons pas. Dans ce va et vient dont l' imprévu sera tout au moins amusant, nous planterons notre fanion personnel, qui sera fixe. Dès le prochain numéro nous publierons chaque fois, aux dernières pages, un éditorial *court mais franc, signé ou non, rédigé tantôt par l'un tantôt par l'autre, où nous prions que l'on veuille bien voir l'opinion de la* Revue de Genève *elle-même.*

Enfin un dernier danger réside dans l'ampleur même et le caractère ambitieux de notre programme : on s'apercevra bien que nous ne le réalisons qu'imparfaitement. Mais n'accomplir qu'à moitié ses projets, c'est encore, pour qui a l'habitude de rêver, une enviable proportion.

Robert DE TRAZ.

⁂

La Revue de Genève *publiera dans ses premiers numéros un roman de Maxime Gorki, un roman d'Israël Zangwill et un roman de Geijerstamm ; des lettres inédites de Rousseau et de Tolstoï, des fragments inédits du* Journal intime *d'Amiel ; des nouvelles de René Boylesve, Edouard Estaunié* (La découverte), *Jean Richard-Bloch* (Le faiseur de fédérations), *Jean-Louis Vaudoyer* (Les premiers lilas), *Joseph Conrad* (l'Associé), *Thomas Hardy* (Un cas de conscience), *Per Hellstrœm* (L'éternel masculin), *L. Andréief* (Plein ciel), *Dostoïevsky* (Le journal d'un phtisique), *Sologoub* (La triste fiancée), *Tchekov* (Le duel) ; *une pièce de théâtre de Remisov ; des autobiographies de Strindberg et de Kierkegaard ; des études politiques de Jacques Bainville* (L'Attitude de la France vis-à-vis de l'Allemagne) *et Maximilien Harden* (L'Attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la France), *des études militaires du général von Kluck* (La Bataille de la Marne) *et du Colonel Feyler* (La défense stratégiques des montagnes) ; *des études esthétiques de Jacques-Dalcroze* (l'Art et les fêtes de demain), *d'Edmond Pilon* (Notes sur la danse dans l'œuvre de Poussin, de Watteau, de Corot) ; *des essais de Georges Duhamel* (Lettre sur le sentiment international), *René Gillouin* (Les formes modernes du mysticisme), *Camille Mauclair* (La critique française devant l'étranger), *Pierre Mille* (Les démocraties paysannes) *André Suarès* (Le Poète tragique), *Ernest Seillière* (La conversion morale de Taine), *Albert Thibaudet* (En campagne avec Thucydide), *G. Ferrero* (Mémoires d'un souverain déposé), *G. Prezzolini* (Le moyen âge qui s'avance), *Chesterton* (Petite histoire d'Angleterre), *Bernard Shaw* (La Maison de Crève-cœur), *Ernest Curtius* (l'Allemagne et l'Asie), *Richard Dehmel* (Souvenirs de guerre), *Freud* (Cinq leçons de psychanalyse) *Heinrich Mann* (Empereur et République).

Parmi les autres collaborateurs de la revue, citons Maurice Barrès, Georges Deherme, Georges Eckhoud, Lord Dunsany, Elie Faure, Emile Henriot, Francis de Miomandre, Vilfredo Pareto, Probus, *Walther Rathenau, Henri de Régnier,* *Jules Romains, Gaston Riou, Alphonse Séché, André Spire, J. J. Tharaud, ainsi que les écrivains suisses les plus importants.*

Les chroniques nationales *auront comme titulaires, entre autres, Daniel Halévy et Edmond Jaloux (France), Ferrero et Prezzolini (Italie), Förster et Curtius (Allemagne) Louis Piérard (Belgique), Robbers (Hollande) Blanck (Suède), Hasbovec (Tchéco-Slovaquie), Roubakine (Russie), Markovitch (Serbie), Jorga (Roumanie), Redlich (Autriche), Robalino d'Avila et Alfonso Reyes (Amérique latine), etc. etc. Cette liste est encore incomplète.*

Parmi les diverses études de la chronique internationale, *nous publierons une étude sur le* Bureau du travail (*Miss Sanger),* l'Alliance féminine *(Mrs Chapmann-Catt), le* Tribunal de la Haye *(André Mercier),* Genève capitale de la Croix-Rouge *(W. Rappard), etc.*

Rappelons, ce qui n'est pas sans intérêt, que le capital de la Revue de Genève *a été réuni sous le patronage de MM. Gustave Ador, Bernard Bouvier, Calonder, F. Chiesa, A. Egger, Henri Fazy, Horace Micheli, Paul Seippel, Carl Spitteler.*

AMOUR ET NATURE[1]

I

AVENIR, PRÉSENT

L'amour est le Dieu des chrétiens et du monde moderne. Dans le bel âge de la chrétienté, tout est amour de Dieu et le doit être. Cet idéal est présent dans la cathédrale : elle abrite l'assemblée ; elle fait passer sur tant d'injustice, d'intempéries atroces, d'ignorance absurde et de misère.

La force est le Dieu des Anciens, muée ou non en droit et en raison. L'antique est réaliste comme la force. Avec les dieux, il n'est point d'amour. On ne prie pas les dieux, on traite avec eux, de client à patron, ou de serf à maître. L'oraison est un marché : donnant, donnant. L'orgueil est le grand péché qui consiste à ne pas tenir compte des dieux, une erreur du jugement. L'homme fort ne doit pas se vanter de sa force, ou du moins il lui faut payer pour elle. Les dieux ne demandent pas à l'homme puissant de s'humilier, mais d'acquitter toute la dette de la puissance humaine à l'égard des forces supérieures. Les dieux eux-mêmes ne connaissent entre eux que la force. Leurs dynasties se succèdent à l'empire de l'univers, comme celles des Césars à l'empire du monde. Que l'homme ne soit donc point si mal avisé de méconnaître la loi des lois, miroir de la fatalité.

Ainsi l'amour, qui n'est vraiment rien dans le drame antique, gouverne en dieu et en tyran jaloux le drame des chrétiens. Pas un héros n'est victime de l'amour, dans la tragédie grecque. Sur la scène moderne comme dans le roman, l'amour a créé la personne dans les femmes, et seul il la révèle. Il les a faites volontaires, sinon libres, et il asservit l'homme : car un destin se substitue à un destin.

---

[1] Extrait de *Poète tragique*, à paraître prochainement.

On ne peut plus prendre un intérêt humain à tous ces illustres infortunés de la fable : ils ne sont ni hommes ni dieux. Ils sont les jouets d'une puissance obscure, sans cœur, et sans raison. Il nous faut des dieux qui soient hommes, et des hommes qui soint divins. Œdipe, Agamemnon, Ulysse même, Thésée, Ajax, Oreste et tous les autres ne nous touchent plus guère : ils ne font que les gestes ; une main cachée tire les ficelles. Le destin est sans mesure commune à notre conscience. C'est à notre amour seul qu'il paraît aveugle, comme la somme des hasards inconnus. Ce qui est trop déterminé nous laisse dans une sorte d'indifférence. La providence des chrétiens est une espèce de fatalité qui tient compte de l'homme : elle est toute clairvoyance, comme la raison suprême où la parfaite bonté et la parfaite intelligence impliquent tous les effets. Illusion salutaire, elle rassure les modernes, qui ont besoin de se croire libres. Le destin est sourd : la providence est exorable. On ne prie pas la fatalité : on doit prier Dieu. Tout est présent, pour le païen ; et la sagesse consiste à ne jamais vivre que dans l'heure présente, comme si elle était la seule qui eût une réalité et un sens. Le présent n'est rien pour le chrétien. Il ne vit que dans le temps à venir. Et telle est la folie des modernes. Le chrétien espère et le païen croit tenir. De ces deux moitiés du génie humain, il est bien temps qu'enfin l'on fasse l'homme.

La poésie antique est de la pensée qu'en son plus haut vol le rythme élève au sentiment. Platon n'est pas moins poète qu'Homère. La poésie moderne est du sentiment, que le rythme porte à l'émotion de la musique. Ici, l'amour est le maître du chœur ; et là, plutôt l'intelligence qui considère la nature. De l'une à l'autre, on ne saurait parler de progrès, au sens où l'on passe du moindre au plus grand ou du moins bon au meilleur. Quel progrès peut-il y avoir d'un Eschyle, d'un Sophocle ou d'un Platon à qui que ce soit, fût-ce à Pascal, à Dante et à Shakspeare ? Mais il se fait un changement : les mêmes éléments sont répartis selon un ordre nouveau : ainsi se renouvelle le semblable. Horace, Sénèque, d'autres anciens encore se retrouvent dans Montaigne ; toutefois, la vieille logique y cède au jeu de la conscience, et le plaisir abstrait de la raison aux retours continuels de la raison aux prises avec la vie, et de la vie sur elle-même. Le moderne a une dimension de plus.

Faute d'amour, la poésie antique reste en deçà de l'émotion. Faite de pensée, la poésie moderne se perd souvent dans la musique. D'ailleurs, l'émotion, dans la grande poésie, n'est pas moins faite d'intelligence que de sentiment. La pensée des Anciens cherche obscurément l'amour, et ne le trouve pas. L'amour des modernes cherche les sommets où la pensée contemple. Tout doit finir par l'esprit : il est le vœu de toute grandeur humaine, et même de la passion.

II

CARESSES

Les caresses ne sont pas tout l'amour ; mais il n'est point d'amour sans les caresses. Le plus sûr est de satisfaire au désir des caresses, entre amants : même en se trompant, elles ne trompent pas. Tandis qu'il en est des passions profondes et de la profonde tendresse, comme des esprits : tout le monde en parle et personne ne les voit. La chair a des caresses que n'a point le cœur ; il a les siennes, que la chair n'a pas : il en rêve, et elle les espère. Les caresses de l'âme sont bien moins communes que les autres : celles-ci ont peu de prix, si l'on croit à celles-là ; mais faute des unes, on fait difficilement croire aux autres. On ne doute pas du plaisir que l'on donne, fît-on bon marché de celui que l'on prend : tandis qu'on peut toujours de la tendresse secrète, et de celle même qui se prodigue. Le plus grand nombre des amants ne s'assure de l'amour que dans les caresses, et le plaisir est leur unique preuve. Ceux qui ont les caresses du plaisir désirent la tendre ivresse du cœur, qui leur manque ; et ceux qui ont l'ivresse tendre de l'âme voudraient avoir aussi les voluptés sensibles, qui les trahissent trop souvent. De là, que le parfait amour est si rare: il demande un accord qui ne se fait presque jamais entre les sensations et le sentiment, entre le fait et l'imagination, entre la nature et l'esprit. A un certain degré, l'intelligence sépare les amants plus qu'ils ne savent : car elle seule fait l'harmonie. Les femmes s'en doutent peu : la nature ne veut pas cultiver le doute en elles. Au nom du cœur, les femmes refusent d'abord les caresses ; puis, elles s'y installent avec béatitude : elles en goûtent bien mieux la certitude et y trouvent plus assurément le bonheur. Et l'homme, qui prétend d'abord à la preuve des caresses, voire avec brutalité, s'en lasse infiniment plus vite, parce que son esprit est plus avide, plus voyageur dans l'inconnu, et moins dupe du cœur.

La réalité envie la poésie ; et la poésie regrette la réalité qu'elle repousse pourtant et qu'elle abandonne.

Il n'est pas si sorcier de lever un des obstacles, où le naturaliste achoppe : les yeux fixés sur les origines, il ne voit pas ce qui le touche, ni lui-même ce qu'il est. Il admire que le genre humain puisse durer et garder une bonne santé, en perdant la saine pratique du rut et de la bête, qui livre toujours la femelle au mâle le plus fort, ce vainqueur du combat dont Chimène est le prix. Car selon la doctrine, le plus fort est le plus digne. Qu'il serait donc prudent qu'on définît la force. Et d'abord, la multitude humaine suit de près la coutume animale. Entre les artisans, le plus habile en son métier est le plus fort. Si les cerfs les plus intelligents savent le mieux se servir de leurs bois, il est bien permis aux hommes de tirer bon parti de leurs outils et de leur intelligence. En outre, la femme ne se trompe pas si souvent qu'on le dit, toute femelle qu'elle soit, et son mâle pas davantage : la bataille est dans l'ordre économique, au lieu d'être uniquement dans l'ordre de la violence charnelle et du corps à corps. Les femelles se donnent au plus fort, qui souvent est celui qui assure le mieux leur vie, soit parce qu'il a plus d'argent, soit qu'il ait plus d'esprit. Tant bien que mal, la santé du genre humain se maintient de la sorte : parce que le genre humain ne mesure plus la force au coup de poing seulement, mais aux moyens qui multiplient infiniment la main, aux armes qu'elle se donne, au succès et aux aises que s'assure la vie.

Une loi profonde mène l'élite des hommes, à leur insu, je l'avoue, et qui, par là, régit obscurément toute la masse humaine, ou la doit régir tôt ou tard. Le plus haut effort de la pensée et du génie ne va nullement à perpétuer l'espèce, mais à s'y dérober peut-être, allant à réaliser parfaitement l'individu. Tout grand homme en est la preuve. A travers les siècles des siècles, une famille s'accomplit dans un individu plus ou moins, et disparaît ensuite. Dans le fond taciturne du génie et de la pensée, médite un vœu tout puissant de mettre fin à l'espèce et à la chaîne des moments : ce désir immanent de délivrance, toutes les religions nobles l'expriment par la recherche d'une rédemption et du salut éternel. *Eritis sicut dii* veut sans doute dire: Vous ne serez plus. Et vous ne serez plus, quand vous aurez enfin été parfaitement.

Les espèces veulent persévérer dans leur être pour s'élever et s'accomplir. Mais ceux qui ont la conscience d'y atteindre et qui s'accomplissent, veulent mettre, en eux-mêmes, un terme à la vie et au monde : telle est la délivrance et le signe de la vie éternelle. Car l'accomplissement est à ce prix. Là encore, le sacrifice et la perfection s'épousent : non pas un sacrifice d'immolation précaire et que la faiblesse incline : mais un sacrifice vainqueur de toutes les servitudes et de toutes les limites imposées d'abord par la nature ou par l'espèce, un sacrifice à la façon de Prométhée.

Dans l'âme vulgaire, tout continue d'aller cahin caha selon la nature et comme chez les bêtes. Mais l'amour des poètes oppose la nature humaine au reste de la nature. Amour des poètes, parce que cet amour est une création : on pourrait aussi bien le nommer divin, comme il est. Il doit tout à ceux qui l'éprouvent et s'y enferment. Le cycle des existences et de l'univers s'y achève. Le rayon parti du centre passionné tend vers une sorte d'absolu, ou de limite, et ce mouvement définit le cercle de la passion. La courbe décrite est peut-être la mort, peut-être l'éternité, selon que les amants goûtent plus sensiblement ce qui les divise encore ou ce qui les confond, ce qui les abîme suivant leur vœu ou ce qui les sépare. En tout cas, ce grand amour, d'ailleurs si rare et tout semblable aux plus belles œuvres de l'art, est bien plus différent de l'amour ordinaire, que celui-ci de l'amour commun à tous les animaux, ce rut aveugle de la nature. La manie des origines, comme je l'ai si souvent remarqué, ne concerne dans l'homme que ce qu'il y a de moins humain.

La recherche des origines est la juste étude des savants, mais l'art n'en a que faire. L'homme est tout entier dans ce qu'il doit être, et non dans ce qu'il a été. Sa vie au sein de la mère en est une image saisissante : cette larve, cet œuf, ce têtard, ce petit marsupial, ce singe même sont précisément ce que l'homme ne doit plus être pour être homme : ils n'en sont que la matière cachée, qui dort, sans vouloir et sans conscience, muette comme tout ce qui attend sa forme. Et pour que l'homme soit, il lui faut sortir de cet abîme muet.

Que l'amour, dans la multitude humaine, diffère peu du rut animal, qu'importe ? L'amour n'est l'amour que dans l'élite des hommes. Assurément, à l'origine du langage humain on trouve les cris des bêtes et les jacasseries stridentes des singes. La parole spirituelle de l'homme n'est pourtant la langue humaine que dans les grands poètes. Quel rapport réel y a-t-il entre le garrulement des perroquets et l'adieu de Prospéro à la scène du monde ? Tout de même, entre la passion des vrais amants et le rut des brutes, entre le combat des sangliers pour une laie indifférente et le sage délire de l'amour qui conclut

Toutes en une seule, et la même dans toutes.

Enfin, voici le mot du mystère : l'amour est une fin parfaite dans l'homme, et n'est qu'un moyen de l'espèce dans les animaux.

Certes, la passante et le passant sont plus voisins du cerf et de la biche que de Béatrice et de Tristan. Il n'en reste pas moins que Tristan est l'homme, Béatrice la femme, et mâles et femelles les passants. Bien loin d'être esclave et serve à jamais de la nature, la passion est destructrice de la nature dans les grands amants. Elle ne se soucie pas de perpétuer la vie, mais de l'épuiser. Elle cherche presque la mort, parce qu'elle n'y croit plus et qu'elle est ivre de perfection. Elle prétend réaliser l'infini ; et en fait elle le réalise, du moins par tous ses vœux et dans toutes ses intentions. A l'opposite, dans la nature et l'amour vulgaires, le rut transmet cet infini et fait passer d'esclave en esclave ce furet de feu. Pour la passion des grands amants, tout est possession plus que la possession même; tout est plénitude, arrêt de la mécanique fatale, totalité de l'être et sommation. Tout est choix, en un mot. La volonté de l'homme, sa pensée et l'élan sensible se confondent si profondément, qu'à tout instant la fatalité du désir semble l'expression du choix et de la conquête dans l'amant : combien plus encore dans l'amante. Ici, au lieu d'être la femelle passive, la biche qui broute tranquillement le trèfle en fleurs, tandis que les mâles s'entretuent à qui la couvrira, la femme choisit le bien-aimé, au moins autant qu'elle est l'objet de son choix. Loin d'être indifférente au maître qu'elle se donne, pourvu qu'il soit le plus fort et le maître en effet, elle n'en veut qu'un, elle n'en peut souffrir qu'un ; elle ne rêve que de lui seul ; elle n'a de joie que par lui ; elle ne peut aimer que lui, enfin. Un seul amant, telle est la loi de la grande passion dans la femme, et celui-là est l'unique entre tous : et de préférence à la vie sans lui, plutôt cent fois la mort. Que reste-t-il de la biche en folie dans cette vocation et ce divin quant à soi de femme ? Et de même, tous les profonds connaisseurs de l'amour, Shakspeare, Racine, Stendhal, Wagner, Dostoïevski, ont montré les amants partagés entre deux devoirs contraires, qui supposent toujours l'illusion du choix et de la volonté, jusque dans les contraintes les plus fatales de la furie primitive ou de l'instinct : un devoir envers la famille, la religion, le devoir qui nous lie à la cité où il nous est enjoint de vivre, bref la nature ; et un devoir envers notre propre vie, dont la passion est la souveraine fatalité. La conscience de la passion est la fatalité moderne : l'individu ne peut plus se méconnaître : tout mensonge se dissipe à la lueur de ce brasier. Ce devoir-là est absolu : il est un monde dans un monde. On peut se vaincre ; on le doit peut-être ; mais on ne saurait se flatter d'y trouver son compte. Le besoin d'être à soi contre tout l'univers a toujours le dessus dans les amants, fussent-ils séparés par la sphère céleste, par tout le globe de la terre ; ou si quelque autre sentiment trop puissant le balance, il résout le conflit dans la mort : il accomplit la vie. On ne l'accomplit pas moins en mourant de son amour qu'en vivant pour lui. Ainsi le sacrifice finit par être le suprême effort de la volonté, de la possession de soi et de la puissance.

Habituez-vous enfin à ne considérer l'homme que dans l'élite humaine : car il n'y a qu'elle qui compte, et l'homme n'est qu'en elle.

III

PRÉJUGÉ DE LA JEUNESSE

Rien est si séduisant, dans les jeunes filles, que leur croyance à l'amour et au bonheur : elles ne les séparent point ; elles attendent l'un de l'autre ; et toutes ailées de cette lumière qui fait l'aurore en elles, mélancoliques ou joyeuses, elles-mêmes semblent très sûres, en donnant leur amour, de donner le bonheur. Cette promesse est ce qu'elles ont de plus rare et d'unique : quelques femmes, par là, restent toujours jeunes filles. Pour elles, l'amour qui arrive est pareil à l'amour attendu ; et le bonheur est l'amour arrivé. A peines mariées, l'extrême flétrissure qu'on remarque en presque toutes est de l'âme déçue : même si l'amour est là, même si le bonheur y est encore, la foi n'y est plus. Les jeunes filles sont les appeaux préférés de la nature, et la grande déesse, pour les mieux tenir, dupe d'abord les appelants.

Ces êtres charmants ne sont pas de grande conséquence ; mais les jeunes hommes, en amour, ne sont guère d'aucune. J'ai tant vanté le jeune amour que je puis bien dire qu'il est presque toujours léger, même quand il tombe dans la mort, et toujours égoïste. Aussi bien, cette force égoïste est sa plus forte vertu. Que la nature est donc bien servie par les jeunes. L'amour qui ne pense qu'à se satisfaire est plus sage qu'un autre ; et il satisfait son objet plus sûrement, que s'il y pensait trop sans lui donner satisfaction. Deux désirs qui se contentent pleinement l'un l'autre, quelle certitude ou quel gage de bonheur égal à celui-là ? Adieu le drame, adieu la poésie. Il n'y a rien de plus plat que la vie heureuse. On ne tire pas grand chose de la joie : elle n'est admirable, que si elle couronne, à la fin, le poème tragique. On ne sent pas son corps dans l'état de santé : on n'a pas conscience de soi dans le bonheur.

La passion n'est pas le propre des jeunes gens, même si leurs amours sont si forcenés qu'ils en meurent. Les jeunes sont amoureux : ils ne sont pas amants. La passion veut beaucoup d'âme : il y faut cette richesse intérieure, cœur et tête, sentiment et pensée, qui est l'aliment nécessaire d'une belle flamme. Le bois vert et toute sorte de branches ne conviennent pas à un feu divin, comme celui où les vrais amants se consument. Il faudrait que l'homme accompli eût les formes et l'élan frais de la jeunesse ; mais quoi ? le grand Jupiter lui-même n'est pas Hébé ni Ganymède : il les prend donc dans ses bras. J'avoue que la jeune femme est plus près de la passion que le jeune homme : elle en est même assez digne parfois, mais moins souvent capable : la plupart des femmes perdent plus à vivre, qu'elles ne gagnent. Les hommes s'usent aussi : mais ils s'enrichissent. La folie amoureuse est le délire propre des jeunes filles : elles ne savent pas ce qu'elles font. Le premier appel du dieu les dépossède d'elles-mêmes. Elles vivent dans une fiction. Un désir inconnu est leur oracle et leur poète : il leur parle un langage qu'elles ignorent, qu'elles interprètent à leur guise, et qui les égare absurdement. Elles sont aveugles et se précipitent. Presque toutes immolent ainsi tout le bonheur de la vie à cette folie d'une heure. Quels choix misérables elles font, quels pîtres, quels escrocs, quels mannequins, quels hercules sans tête, quelles enseignes à cosmétiques, quels corps sans âme, quels larrons d'avenir et de félicité. On les dirait affamées d'erreur et d'humiliation. La nature se joue d'elles avec une cruauté inouïe, en effet. Ces charmants petits ventres ne sont si gracieux, que pour appeler le soc qui les disgrâcie et les déforme.

Adorer la jeunesse est une imagination de poète : fou de jeunesse, fou de la vie. La jeunesse n'est qu'une apparence, pourtant. Ah, bénie soit-elle. Le poète est trop épris de la forme, pour résister à cette séduction. Quel vrai poète n'est pas l'amant des fleurs ? Le vieillard l'est encore, pour son tourment.

Avec les ans, Amour croît sans cesse en esprit, pour croître en beauté, sinon même en force. C'est l'âme d'amour qui fait les grands amants et les amours de la légende. Anacréon ne l'entend pas si bien que François d'Assise. Voilà ce que les marmots ni les jeunes gens ne peuvent pas savoir, ni les héros antiques. L'idée qu'une vertu toute puissante peut se vouer à cet enchantement, qui le retranche de tout le reste, qu'on peut vivre et mourir d'amour ne saurait venir à un Ancien : elle ne lui semblerait pas moins malsaine ni ridicule, que le mouvement de la terre à un petit bouvier sans soupçon de la géométrie. Pas un Ancien, même le plus subtil, ne peut comprendre l'invocation de Dante aux dames qui ont l'*esprit d'amour*.

Un homme n'est vieux que lorsqu'il meurt. Et on ne meurt que le jour où l'âme est stérile. Celui-là est à l'agonie, qui ne pense plus ; celui-là est vieux qui ne fait rien, n'eût-il pas vingt ans. La vie est l'œuvre même de la force, et le pouvoir d'œuvrer en tout ordre. Le plus haut privilège des poètes et des artistes est, pour l'ordinaire, qu'ils vivent réellement jusqu'à l'extrême limite. Tel s'en va passé quatre-vingts ans, qui est bien plus jeune que tous ses petits-neveux. Hélas, à mesure qu'on prend de l'âge, même si l'on reste jeune, on ne jouit plus de sa jeunesse : c'est ici l'amère rançon de l'esprit qui ne vieillit jamais. Rien n'est si dur que de ne plus goûter la volupté de sa propre force. Mais écoute : on peut jouir du monde encore, si on ne jouit plus de soi. La tristesse des jeunes gens est une ombre au soleil. L'immense tristesse des puissants hommes est du soleil dans l'ombre. Un artiste ne doit pas succomber à la douleur : il n'est pas assez fort, s'il n'est pas plus fort qu'elle. La douleur de vieillir n'est pas la moindre. La pire peine nous doit être l'occasion d'une œuvre, ou naïvement avouée, ou secrète.

Là est la morale du poète et sa raison d'être.

IV

TRAGIKÔTATON

Quoi de plus tragique, l'antique ou le chrétien ? La conscience, qui est la fatalité intérieure, ou le destin qui est la loi munie d'un masque divin ? Les fatalités du drame moderne sont surtout de l'amour aux prises avec les puissances. Un sentiment absolu ne rencontre pas souvent de l'aide ; il voudrait que tout l'univers lui fût complice, et l'univers lui fait presque toujours obstacle. L'amour croit naturellement au bonheur, et d'autant plus qu'il y peut moins atteindre : il lui semble que la fatalité est la maison qu'il voit au tournant de la route : il y est attendu ; elle est son héritage ; et si un prestige infernal rend la route plus longue à mesure qu'il y marche, il ne perd pas courage. Les Anciens ont le bonheur sans y croire, et les modernes croient au bonheur sans l'avoir. Les Anciens le tiennent pour un bien qu'on acquiert comme un autre, pourvu que le destin s'y prête ; les modernes le prennent pour un droit qu'ils ont, et dont l'injustice seule les sépare. L'amour corrompt ainsi l'esprit moderne : il dispose l'homme à la souffrance et lui propose le bonheur comme une nourriture naturelle, à portée de la main, à la mesure de l'appétit et dont il réclame la satisfaction légitime. La réalité est toute contraire : la peine est la loi ordinaire de la vie, sinon la souffrance ; et le bonheur est le miracle, la fleur unique suspendue au précipice du hasard. La vie est dans une lutte perpétuelle, un continuel effort vers le soleil, l'héliotrope en marche, qui gravit la montagne.

La fatalité du drame antique est de la puissance humaine aux prises avec les puissances aveugles, ou la puissance inconnue. Chez les chrétiens, la force tend à prendre une conscience ; et c'est son illusion. Chez les païens, là même où l'homme a conscience, la force tend à l'écraser et la lui ôte. L'homme antique est délivré de la conscience, quand il en a. Le héros moderne en est affligé, même quand il n'en veut pas avoir. En vertu de l'amour, tout est plus intérieur dans le moderne, et tend à l'individu. En vertu du destin, tout est plutôt extérieur à l'homme, et tend à l'anonyme, dans les Anciens. La cité est la fatalité même, fort souvent. Les dieux sont des forces naturelles. L'amour est le seul dieu des modernes, et il est tout chrétien. Dès l'origine, l'amour s'est vu et s'est connu en croix : car il n'accepte d'autre loi que la sienne.

Voilà pourquoi les catastrophes de la tragédie grecque nous pénètrent si peu : nous n'en sommes pas plus troublés que le chœur lui-même. Il y assiste en témoin, qui n'en perd pas une bouchée, et qui n'y va pas de son âme. Le chœur est un miroir intelligent et fidèle. Un miroir ne souffre pas. Ou bien, le chœur est un écolier qui prend une forte leçon. Les héros sont là pour l'instruire. Tout est prévu dans le drame antique. Le moi est absent. Antigone elle-même est vouée à son rôle divin, comme Hécube à celui de la chienne qui hurle, comme Clytemnestre à son destin de louve chaude. Seule entre toutes, Alceste est une femme qui aime à la façon des modernes. Aussi Racine et les chrétiens vont-ils d'une pente aisée à Euripide, comme au plus tragique des poètes. A la mieux pratiquer, Alceste même n'est qu'une apparence de femme : elle est moins amante qu'épouse. Encore plus que dévouée, elle est vouée étrangement au sacrifice. Point de femmes donc, chez les Anciens : elles sont les occasions du destin, rien de plus. Jamais elles n'évoluent : elles sont telles quelles, une fois pour toutes. Dans Sophocle, Jocaste est la plus singulière des figures : une forme d'épouvante muette, passive, ouverte sur le vide.

Quoi que nous fassions, nous ne pouvons pas ne pas être chrétiens. Notre doute s'arrête à l'amour, et notre négation l'excepte. Repliés sur nous-mêmes, nous y affrontons la fatalité intérieure : la conscience a toute la force que notre action n'a point. Elle a du volume : le moi est en nous ; et le moi seul intéresse profondément le moi. L'esprit de finesse est celui de la poésie moderne : pour le dire en gros, dans la poésie antique, même la moins pensante, règne l'esprit de géométrie. Les femmes sont la création de l'art et du sentiment chrétien. Les plus beaux antiques n'ont pas de têtes : les corps heureux ont tout équilibre, parce que la tête manque, à savoir le moi et la conscience. Dans les héros de la tragédie grecque, je ne saisis pas des individus. Ce sont des masques : ce ne sont pas des voix.

Il nous faut, à présent, sommer ces deux ordres l'un par l'autre : rendre l'homme à la nature sans l'ôter à lui-même ; multiplier l'univers par l'amour, et la conscience par le destin.

V

SOURIRE, DIVIN SOURIRE

Beaucoup de farceurs, si on les laisse dire, se donnent pour de profonds philosophes : parce que le faux sublime est bouffon, ils proclament que le bouffon est sublime. Ainsi les Triboulets se prennent pour les dieux : cette opinion romantique est la plus outrée des gageures : ceux qui s'appellent les humoristes, l'étant souvent peu, sont des romantiques à rebours : leurs drôleries n'ont pas la céleste importance qu'ils supposent. Merlin Coccaie se figure vainement qu'il est un plus beau poète que Dante : qu'il s'en vante, s'il veut, et que les amateurs de macaroni donnent dans le panneau, qu'importe ? Ils sont le nombre, ni forts, ni délicats. Le rire bête est le vrai rire. Toute foire a ses pîtres. La comédie doit être modeste, quelle que soit sa force et son mérite. Même si elle a des ailes, elle vole au ras de terre. Il y a toujours un côté bas dans le comique, et toujours une attache réaliste : la comédie ne croit pas à la grandeur, parce qu'elle n'éprouve pas les passions. Les bouffons sont tous forcés à la grimace.

L'excès de la farce touche seul au tragique, où ne va pas la comédie. La farce peut être une tragédie de la dérision, une parodie infernale. Ainsi les dieux ne font pas venir le poète comique dans l'Olympe ; mais ils laissent entrer Crépitus. Le rire inextinguible est celui de la farce. Les poèmes d'Aristophane sont des farces étincelantes. Il est naturel aux grands tragiques de farcir, quand il leur plaît ; mais le comique ne peut venir à bout du drame. Même Molière n'y réussit pas. Bien entendu, le mélodrame y échoue encore davantage. La tragédie médiocre n'est qu'une lugubre comédie. Dans le poète comique, le manque n'est pas du comique, mais de la poésie. La vraie poésie n'est jamais comique et ne fait presque jamais rire. J'entends par tragique le monde supérieur de l'illusion. Le sang n'y est pas nécessaire, qui inonde le mélodrame.

La comédie ne croit pas aux passions, puisqu'elle s'en moque, et il lui est défendu d'y croire. Les passions ne sont pas comiques, sinon pour les âmes médiocres. En quoi la comédie est serve, et n'atteint pas à la poésie. Aussi, le ravissant Aristophane, plus poète encore que comique, change-t-il soudain le ton dans ses chœurs : il s'élève comme une flamme heureuse sur la lyre : elle le délivre du rire.

Ni le rire ni les pleurs ne sont libres. Le propre des dieux est le sourire. Le chant de la comédie est plein de hoquets et de fifres. La sérénité est l'ode continue de la plus haute tragédie.

Il n'est point de sérénité dans le comique, parce que la sérénité est le sourire de la mer après l'orage. La sérénité est une imortelle victoire ; et quelle victoire sans combat ? Sans les passions éprouvées et toujours présentes, la sérénité n'est qu'un masque. Le sourire naît de l'âme apaisée sur le visage divin, et telle est l'Aphrodite céleste.

La sérénité contemple son objet, parce qu'elle le possède. Elle ne l'ignore pas. La moquerie et la comédie sont engagées dans le débat. Comme elles ignorent les passions, elles n'en voient que le ridicule. Tant elles sont loin de les connaître. La comédie est le drame de la vie ordinaire, qui est la vie médiocre. Voilà pourquoi on ne saurait comparer *Madame Bovary* à *La Chartreuse de Parme* : quoi qu'il fasse, quelque entassement qu'il se permette de crimes, de suicides, de rébellions ou d'événements sanglants, Flaubert est presque toujours un poète comique : *Salammbo* ne sera jamais qu'un opéra. Même quand il pratique la plus riante ironie, Stendhal est toujours tragique. *L'Education Sentimentale* est le modèle de toute comédie : jusque-là, qu'elle finit par être d'un ennui écrasant, celui de la réalité commune et quotidienne.

Sans poésie, le drame est serf de la vie ordinaire et de l'événement. C'est là poésie qui porte la tragédie à la légèreté de l'ironie, liberté suprême. Les larmes sont sauvées par le sourire, et n'en sont que plus belles. O que le rire peut être épais et lourd, que les larmes peuvent être aériennes et légères.

L'ironie n'est pas du tout la moquerie. Toute comédie est un peu grossière, si la poésie ne lui fait perdre la pesanteur de l'ordre commun. Les actions violentes de la tragédie sont moins lourdes que les faits comiques, parce qu'elles sont toujours plus rares et moins vulgaires. Le jeu de l'imagination est infiniment plus vif et plus libre dans le spectacle d'Othello, que dans la vue du jaloux qui prête à rire, fût-ce Arnolphe.

La moquerie est le fait du médiocre, qui regarde les dieux. Apollon, tombé par hasard dans la ville de Marsyas, tout le peuple le considère sous le nez, et le tourne en dérision. Apollon écorche Marsyas et ne s'en moque pas.

Tous les dieux sont ridicules pour le commun des mortels, s'ils ne se rendent pas redoutables. Les prêtres même en rient. D'où les augures. Le rire est de l'ignorance, n'étant jamais du fond : témoins, les enfants. L'ironie est, au contraire, le fait de la connaissance. Pour la moitié, la sérénité est de l'ironie. Les sots et les fanatiques n'en pourront pas convenir.

La tragédie des grands poètes est le poème divin. Dans la tragédie, les dieux sont maîtres des hommes et de la vie : ils les meuvent et ils les contemplent. Les hommes se moquent d'eux-mêmes et de la vie, dans la comédie ; mais ils ne s'y possèdent point : se moquer est le jeu de l'esclave. Tous les bouffons ont un maître.

VI

VOLENS NOLENTEM DIMISIT

Dans le drame de l'amour, les caresses sont l'action. Toutes les entreprises des héros ne tendent qu'à la possession du dénoûment. Le jeune amour est une conquête. Mais les pensées et l'esprit d'amour sont le poème.

Les simples sont des enfants : ils sont toujours dans la nature. Ils n'y échappent, çà et là, que par un éclair de la pensée. L'amour des modernes, le grand amour est une évasion : le même poème, dans l'ordre du cœur, que celui de la métaphysique, par où l'esprit veut se soustraire à la tyrannie de la nature. L'idée de se dérober ainsi à la prison est inconcevable aux Anciens : l'amour est pour eux le lien le plus solide à la cité comme à la nature, et le mieux accepté. Leur amour n'est jamais un poème de l'individu. Par là, il nous semble être à peine de l'amour.

L'amour moderne, au contraire, dans les grandes âmes qui en ont le génie, est la création d'un monde contre la nature. Il se suffit à lui-même. Il est fermé. Il donne à l'homme ce que la nature, et même la raison, lui refuse : un absolu, une éternité. L'homme accomplit l'espèce et n'est plus l'esclave de l'espèce. Quel abîme entre le serf de Vénus et l'amant. Il n'est point de mot en grec pour dire un amant, ni dans les autres langues mortes.

C'est pourquoi une grande passion ne paraît pas moins dangereuse à la société qu'un chef-d'œuvre trop neuf, un poème sans règles connues, au rythme trop beau et trop fort, où l'individu est seul, où il se montre dans toute sa puissance, où il l'ose, où il ne tient plus compte ni de l'espèce, ni de la famille, ni de l'Etat.

Les poètes, au contraire, voient dans la passion ce qui leur ressemble le plus, et le plus à l'œuvre du génie, libre et sans autre loi que son élan même. L'audace est extrême de se rendre double pour tout embrasser et borner tout à soi. Même quand ils n'ont point de passion et qu'ils s'en défendent pour eux-mêmes, les poètes l'admirent où ils la trouvent, ils la conçoivent comme le poème de leur prédilection, ils la flattent, ils y exaltent une œuvre de choix.

Bonsoir, Anne Hathaway, et pour longtemps. Je n'avais pas vingt ans, vous en aviez près de trente ; vous m'avez fait venir, un soir d'été, dans votre chambre et j'ai été pris au filet. Vos bons amis et votre oncle m'ont forcé à vous épouser : c'est faire beaucoup durer une nuit de la Saint-Jean ; et vous m'avez rendu, six mois après la noce, l'enfant que je vous avais prêté trois mois trop tôt à ce qu'il paraît. Il a bien fallu vous avoir pour femme, tout jeune homme que je fusse. Que faire ? il en faut toujours une. Tout le monde, au bourg, se connaît ; et il n'est pas plus permis d'y prendre rendez-vous pour les baisers avec une jeune fille, que d'y faire son lit avec les fées. Gare au garde champêtre, gare aux dames patronesses, gare au pasteur, gare au curé.

Je vous laisse au village. Vous allez gémir que vous êtes abandonnée. Oui, ma chère, je vous abandonne. Vous m'avez assez ennuyé. Vous n'êtes pas seule, après tout. Vous avez trois enfants, je crois. Est-ce trois ou quatre ? Je ne sais plus. J'ai bien d'autres enfants en tête, que ces marmots qui vous ressemblent. Voyez-vous, j'ai toujours rêvé, chaque printemps, de faire un fils ou une fille à la reine des fées. Personne, je l'espère, ne vous tourmentera plus et vous ne tourmenterez plus personne. Vous allez trouver le temps bien long : vous n'aurez plus à vous plaindre de moi. Vous ne direz plus que vous n'arrivez pas à me comprendre et que vous êtes incomprise. Vous ne crierez plus quand je me tais, pour vous taire sépulcralement quand je chante. Si je pleure, vous n'aurez pas envie de rire. Et vous ne pleurerez pas, si je ris. On vous consolera, peut-être ; et vous rencontrerez enfin un homme plein de finesse, comme vous le souhaitez, un homme délicat, un homme de cœur, un homme bon, pour tout dire, qui ne soit pas comme moi indigne de vos vertus, ma mie. Surtout, un homme avec qui on ne s'ennuie pas toujours, comme celui avec qui vous êtes. Et s'il a parfois l'humeur pointue, il fera la tierce avec la vôtre, ô ma hérissonne.

Bonsoir, Anne Hathaway. Je m'en vais. A qui la faute ? pas à vous, j'en suis sûr. Et peu à moi, sans doute. Toute faute et tout mérite ne sont qu'à la nature. Nous nous sommes trompés ; nous avons fait ce que nous avons pu. On est vite au bout de ce que l'on peut, quand le cœur n'y est plus. Bonsoir. Nous nous reverrons à mon lit de mort ; je vous laisserai les draps et l'une des trois couvertures. Je vous confie aux amis : ils vous diront pis que pendre de moi. Vous vous plaindrez ; on vous plaindra. Il vous reste le sage Shallow, qui est si moral même quand il a bu, et le squire Page, un si joyeux compagnon, même les jours de jeûne : voilà des hommes comme il vous en aurait fallu pour goûter votre génie et n'être pas incomprise : ils ont des idées, ceux-là, qui forcent le respect, et le mot pour rire : tout le monde les approuve : ils ne mourront pas sans avoir été aldermen ou conseillers municipaux. Ils vous tiendront compagnie, ma mie. Ah, je vous laisse en bonnes mains : après un peu de dépit, vous serez heureuse ; et votre bonheur sera mon œuvre : j'y ai mis tous mes soins. Croyez-en ma jeune expérience : en me délivrant, je vous délivre. Consolez-vous, si l'on vous raconte que j'ai une maîtresse : toute femme est chargée d'en venger une autre, tôt ou tard. Bonsoir.

Il s'en va donc, avec toute la superbe égoïste de la jeunesse. Il fait don de sa femme au village, et du mariage à la paroisse. Une grande vie l'attend à Londres, et ces amours qui, avant l'heure sereine de la contemplation, pour ardentes qu'elles soient, ne sauraient jamais être heureuses. L'amour est le propos du poète, et n'est pas sa vocation. D'ailleurs, s'il n'est pas une illusion, le bonheur est dans l'ardeur seule : il n'est pas dans la joie.

Nombre de bons nigauds feignent de croire que le dégoût du mariage est une opinion romantique. Le mariage est nécessaire à l'homme ; mais à la condition d'en sortir. Il est aussi vain de l'exalter que de le honnir. Il n'est pas vrai, sans doute, que le poète doive mener une vie de désordre. Il n'en est pas plus poète pour passer toutes ses nuits à la taverne ; et même il l'est moins, ayant moins le temps de l'être. On dort mal au milieu des bouteilles, et l'on s'enrhume sous les ponts. Mais enfin, même dans un grenier ou dans un lit d'hôpital, le vrai poète fait l'ordre. Il aspire partout à une harmonie réelle, jusque dans l'agonie. Le ménage peut être le pire des bouges froids. Tel mariage, régulier comme un cimetière, est parfois la plus cruelle des anarchies. Quand l'artiste tourne le dos à une famille pesante, il montre de la vertu. Il y a un beau courage à briser les liens de la laideur et de l'habitude : ce sont les nœuds solides de la famille, piège de l'espèce. La maison est une étuve à détendre toute énergie. Le bercail est le plus mauvais lieu pour les poètes. A en juger par l'importance inouïe qu'on leur donne, les enfants sont des parasites ruineux : ils abaissent à leur niveau des parents qui bêtifient; plus grands sont les hommes, plus il faut qu'ils s'abêtissent, pour être de plain pied avec ces petits animaux : jolies tant qu'on voudra, petites bêtes toutefois. Le feu même de l'esprit se consacre à la marmite du ménage ; il s'y fait une éternelle pot bouille d'intérêts, dont les convives, tous complices, ne s'écœurent même plus et ne se lassent jamais. D'ailleurs, tous les intérêts en vase clos sont sordides. Il n'est rien de tel pour abaisser l'âme et corrompre le jugement ; rien de tel même pour avilir le sens, épointer le désir et l'émousser de toute délicatesse. Entre le lit conjugal et la chambre d'enfants, les soucis les plus égoïstes prennent un air de dévoûment et la plus plate servitude se flatte d'être une forme héroïque du sacrifice.

En toute vérité, le poète se doit à son œuvre bien plus qu'à tous les devoirs de la famille et de la cité. Victor Hugo, mormon sans remords, montre beaucoup de force, entre sa femme et sa maîtresse. Il n'est pas à blâmer pour ce qu'il fait mais pour sa façon de le faire : il serait sans reproches, s'il ne troussait assidûment les bonnes : il ne répugne pas au torchon. Par là, et quoi qu'il semble, Sainte-Beuve et Victor Hugo sont restés de bons frères ; ils n'ont pas cessé d'être fidèles à la Vénus ancillaire. Le vers se sent toujours des goûts bas de l'amant. Victor Hugo est un sultan bourgeois : il ne se plaît qu'aux amours faciles ; il lui faut d'abord ses aises et son repos : moyennant quoi, chaque matin, il fait des vers en toute tranquillité. Il a raison : il gouverne sa vie au mieux de son génie. S'il eût été trop sensible aux pleurs d'Adèle, il n'eût pas si bien pleuré lui-même dans les *Contemplations*.

Malheur à celui qui est si tendre et si délicat, si soucieux du mal qu'il peut faire, qu'il néglige le mal qu'on lui fait. Personne n'aura souci de lui, s'il n'y pense pas lui-même. Ou il lui faudra trois fois plus de force que de génie à un autre, pour triompher du mal qu'il se fait dans tout le bien qu'il veut faire à ceux qui l'attendent tout de lui. Car ils exigent. L'habitude est bientôt prise. Qui peut le plus s'enchaîne en ne se dérobant point. Qui peut le moins se fait alors un droit de sa faiblesse. La faiblesse abuse peut-être plus que la force. Ou du moins, si la force abuse pour accomplir et créer, la faiblesse abuse pour abaisser et détruire. Les hommes se marient communément pour se retirer de la vie : au foyer, ils prennent leur retraite de toute invention et de toute ardeur héroïque. Et ils vivent dans leurs enfants, comme ils disent, parce qu'ils ont cessé de vivre. Il faut avoir le courage de faire souffrir les autres: ils ont toujours celui de nous obliger au sacrifice. Et leur démarche la plus ordinaire, ils nous y invitent.

La volonté de vivre, dans l'artiste et le poète, est une volonté de renouveler la vie. Or, les passions seules nous renouvellent. Nouvel amour, nouvelle vie. J'entends d'ailleurs que le plus souvent l'occasion ne s'accomplit qu'en esprit.

L'hypocrisie des mœurs ne doit pas donner le change là-dessus. A un siècle de distance, à vingt ans même, qui s'occupe, dans un grand poète, de sa vie et de ses discordes conjugales ? On ne voit que ses œuvres. Il serait donc sage de ne vivre que pour ses œuvres. Il n'a de vrai devoir qu'envers elles, et non à l'égard de la société, de la famille et de toutes ces misérables occurrences : misérables, en ce qu'elles sont communes ; et les chefs-d'œuvre ne le sont pas.

Après tout, fût-il vrai que Wagner a fait beaucoup de mal à sa femme et aux amis Wesendonck, puisqu'on doit *Tristan* à sa cruauté amoureuse, bénie soit-elle. Les Titans seuls peuvent persévérer dans la poésie, sans renouveler la vie qui en est le prétexte. Car la vie n'est jamais qu'un prétexte, à mes yeux. Ils inventent toute leur matière. Et encore, sait-on ce qu'ils eussent fait, s'ils avaient pris sur eux d'être plus égoïstes ? Gœthe est le plus illustre exemple de cette indépendance, et le plus décrié. Il est un beau modèle de la morale qui sied à l'artiste. Avoir tout le courage de vivre, c'est bien souvent l'avoir de ne penser qu'à soi. La vie a besoin d'excuse : le chef-d'œuvre, non.

André SUARÈS.

LA MARCHE SUR PARIS ET LA BATAILLE DE LA MARNE

AVANT-PROPOS

Ces mémoires ont été terminés le 6 février 1918. Nous n'avons pas utilisé certaines sources plus récentes telles que le livre très intéressant du major Bircher, de l'armée suisse, sur la bataille de la Marne, ni les rapports du maréchal French parus en été 1919, ni les articles de Maurice *Forty Days in 1914.* Nous avons renoncé à utiliser l'œuvre du général Baumgarten-Crusius, si remarquable qu'elle puisse être, de même que les publications du maréchal von Bulow, ou celles du général von Hausen.

Nous avons fait abstraction de toute considération supplémentaire. Il nous a semblé d'autant plus nécessaire de nous limiter à l'essentiel, que nous voulions nous soustraire à toute influence extérieure dans notre façon de présenter la situation telle qu'elle était envisagée au quartier général de la première armée pendant l'année 1914.

Afin de respecter ce point de vue nous avons été obligés de donner littéralement, dans leur texte intégral, les documents décisifs.

L'opinion du commandant en chef au sujet des dangers d'un passage de la Marne — au début de septembre 1914 — est exposée dans la troisième partie de ces mémoires.

Dans sa brochure *Strategisches aus dem Weltkriege* le major général von Nordenswan, de l'armée suédoise, a souvent développé des idées très justes, pour autant que les sources qu'il avait à sa disposition lui rendaient la chose possible.

Les relations entre les Chefs des I^re^ et II^me^ Armées furent des plus conciliantes. En cas de divergences chacun exposait ses opinions. Dans quelle mesure l'un ou l'autre avait raison, l'étude des sources le démontrera plus tard.

Après le regroupement nécessaire de l'armée allemande de l'ouest, la situation ne paraissait nullement défavorable, à condition de limiter à temps et dans une mesure suffisante, les buts, politique et stratégique, de la guerre, afin d'exploiter les faiblesses stratégiques de l'ennemi devenues manifestes. A la guerre, découvrir ces faiblesses est la tâche principale du Commandement suprême.

Berlin-Grunewald, février 1920.

PRÉFACE

Les considérations suivantes sont basées sur les documents de guerre, les mémoires, les écrits et les notes journalières du Commandant en chef[1]. Dans l'état actuel de l'histoire de la guerre, ces considérations ont pour but de compléter les écrits et les livres publiés jusqu'à maintenant et de nous guider dans leur lecture. Stegemann, dans son premier volume, a souvent véritablement deviné quels étaient les principes directeurs et secrets du Haut Commandement, et démêlé avec beaucoup d'art les facteurs complexes de la stratégie. Notre point de départ est un rapport rédigé par le Commandant de la I^re^ armée pendant l'hiver de 1914/1915, lors des combats de la guerre de position sur l'Aisne. Les grands événements étaient encore présents au souvenir de tous ceux qui y avaient pris part. En reproduisant ce rapport et en le distribuant à quelques officiers supérieurs, on comptait en finir avec toutes les imprécisions et les bruits contradictoires touchant les objectifs et la conduite de la I^re^ armée, et mettre ainsi en lumière les efforts considérables fournis par les corps d'armée, les corps de cavalerie et leurs chefs. Ce rapport avait les sous-titres suivants, qui correspondent aux différentes phases de la campagne : Bruxelles, Somme, Grand Morin, Ourcq, Aisne.

---

[1] ...de la I^re^ armée, c'est à dire le général Von Kluck lui-même (N. D. L. R.).

Cette division nous paraît pratique ; le coup d'œil rétrospectif que nous jetons sur ces grands événements s'y conformera dans les grandes lignes.

Les sources qui ont servi à l'étude de cette époque jusqu'au mois d'avril 1915 environ, sont indiquées dans notre préface; il nous semble donc important de les citer textuellement. Ce sont surtout les documents du Commandement Supérieur de la I^re^ armée qui servent de base à la description des opérations depuis le commencement de la marche en avant jusqu'à l'arrivée aux positions de l'Aisne. Il était alors possible de décrire les opérations d'une façon irrécusable, telles qu'elles se présentaient au Commandement Supérieur de l'armée d'après les ordres, renseignements et rapports qui motivaient chaque décision, mais non de les envisager d'une façon critique en liaison avec la situation générale. Toutes ces données ne permettaient pas, en effet, de présenter un aperçu, nous ne dirons pas complet, mais approximatif, de l'activité de combat des corps d'armée, ni d'en apprécier les résultats à leur juste valeur. Il aurait fallu pouvoir consulter les documents des armées voisines et du Commandement Suprême, et dépouiller aussi à fond les documents des corps d'armée et des divisions qui n'étaient pas subordonnés au Commandement de la I^re^ armée. L'exactitude historique des événements décrits dans ce travail a été vérifiée par les chefs des corps qui ont fait partie de la I^re^ armée,et, quand on n'a pas pu les atteindre, par leurs officiers d'état-major. Aujourd'hui le temps est venu de passer au crible une fois de plus, et en se plaçant au point de vue du Commandement en Chef[1], les renseignements que nous possédons sur cette époque, et d'utiliser aussi les documents, ordres et considérations, que nous avions négligés alors, faute de place et de temps; le temps est venu d'éclairer l'histoire de l'aile marchante de l'armée allemande d'occident, en août-septembre 1914. Ainsi notre compte-rendu sera d'une valeur indiscutable pour suivre ce mouvement d'armée torrentiel. Maintenant que quelques années se sont écoulées, on peut en discuter avec plus de calme.

---

[1] De la I^re^ armée (N. D. L. R.).

Bruxelles-Anvers

La première conférence entre le Commandement en chef de la I^re^ armée et le major général von Kuhl, — nommé chef d'état-major de cette armée après avoir été quartier-maître général au Grand Etat-Major et chargé de « l'ouest », — eut lieu le 2 août 1914. Le même jour, le chef d'état-major se rendit à Stettin, où se constituait le quartier général de la I^re^ armée. Le Commandant en chef l'y suivit le lendemain. Le 4 août, dans une conférence préliminaire, le Commandant en chef et le chef d'état-major arrivèrent à un complet accord sur les objectifs de la I^re^ armée. Celle-ci, aile droite de toute l'armée de l'ouest, avait une tâche excessivement importante : elle devait exécuter un mouvement débordant et probablement de grandes conversions à travers la Belgique, l'Artois et peut-être jusqu'en Picardie. Il était à prévoir qu'elle traverserait de vastes régions en livrant de violents combats et en surmontant de nombreux obstacles. La rapidité dans le mouvement était la condition de la réussite, afin d'atteindre l'objectif lointain : détruire d'abord l'armée belge, puis l'armée anglaise de débarquement, ensuite attaquer l'armée française.

La I^re^ armée, en formation de guerre, comprenait tout d'abord les II^e^, III^e^ et IV^e^ corps d'armée, III^e^ et IV^e^ corps d'armée de réserve, et les brigades de Landwehr 10, 11 et 27. Le IX^e^ C. A. devait lui être rattaché par la suite. Les deux corps de réserve ne possédaient pas d'artillerie lourde et leurs compagnies de mitrailleurs avaient grand besoin d'être complétées. Le III^e^ C. A. R. en avait sept et le IV^e^ C. A. R. seulement quatre. Au total l'armée comprenait provisoirement 142 bataillons, 37 escadrons, 110 batteries et 21 compagnies du génie.

Les formations très importantes qui s'y rattachaient : service de santé, munitions, subsistances, transports, étaient en train de s'organiser rapidement. Sous la direction du Commandant en chef et du quartier-maître général, puis du médecin-chef et de l'intendant supérieur, la répartition du travail, la coordination, la liaison morale des états-majors s'opérèrent avec sang-froid, et portèrent au plus haut degré le zèle pour le service et l'enthousiasme.

Le 7 août au soir, l'état-major du Commandant en chef quittait Stettin pour Grevenbroich. Le transport des troupes à l'ouest se fit, autant qu'on put s'en rendre compte, dans un ordre parfait. Peuple et soldats rivalisaient en manifestations patriotiques. Les vivres offerts aux troupes par le public et par la Croix-Rouge qui se dévouait d'une façon infatigable jour et nuit, dépassaient de beaucoup le nécessaire.

L'activité ininterrompue de l'état-major atteignit son point culminant grâce à un travail approfondi, à des conférences, décisions et enquêtes, tandis que le repos était réduit au minimum. L'état-major était très heureusement composé, comme les événements le prouvèrent.

Le chef d'état-major de la Ire armée, major-général von Kuhl, était un homme remarquable, d'un caractère énergique, qui voyait les choses de haut et dans leur ensemble, d'un grand calme intérieur et extérieur, très cultivé, et très hardi sur le champ de bataille, ce qui lui attira souvent des observations du Commandant en chef.

Le colonel von Bergmann, quartier-maître de l'armée, ne ménageait jamais sa personne dans le danger ; il montra une puissance de travail vive et infatigable, et dirigea avec une admirable conscience le jeu des organes essentiels d'une armée : colonnes, trains des équipages, communications, mesures de sûreté, liaisons, réserves, munitions, etc. ; il observa scrupuleusement ses devoirs de service au quartier général.

Le colonel von Berendt, qui faisait fonction de général d'artillerie, témoigna son mérite en obtenant de son arme des résultats supérieurs dans les combats décisifs, qu'il s'agît de la guerre de mouvement ou de la guerre de position, ainsi qu'en prodiguant sans compter sa personne dans toutes les batailles, combats et rencontres. En France, sur la Vistule, sur le Danube, dans les Balkans, en Italie, partout il sut se servir avec succès de son arme. Il devait avoir sa part dans les grandes décisions de la guerre.

Le lieutenant-général Telle s'était fait connaître à fond et avantageusement du Commandant en chef pour son esprit pénétrant et sûr, dans ses multiples fonctions aux manœuvres de siège de Posen en 1907, et comme commandant du génie dans le secteur du I^er^ corps d'armée. Très actif, nuit et jour, dans un rayon qui allait jusqu'aux premières lignes, il venait à bout des obstacles et des résistances, aussi bien dans la guerre de mouvement que dans celle de tranchées, et corrigeait les erreurs, parce qu'il savait prévoir, condition essentielle pour une conduite souple des masses.

Grâce à la sûreté de ses vues et à son énergie, les travaux sans gloire des célèbres troupes du génie de la I^re^ armée donnèrent de beaux résultats, lors de la guerre de tranchées.

Mentionnons encore avec éloge et reconnaissance l'intendant d'armée Litty, mort trop tôt au cours de la guerre, et le médecin-chef de l'armée, le D^r^ Thel, aux vues très larges et qui se dévoua à l'organisation du service sanitaire, enfin tous les autres collaborateurs de l'état-major. Avec un tel état-major d'armée, dont le caractère se fit bientôt sentir, on pouvait envisager en toute confiance les grandes vicissitudes de la guerre. Tous ceux qui lui appartenaient étaient animés d'une volonté ferme et grave. Tous les chefs avaient présent à l'esprit le mot de Moltke : « Lorsqu'on songe de combien peu de succès l'on est redevable à soi-même, et que c'est Dieu qui manifeste sa force dans les faibles, on apprend à devenir modeste ». Ajoutons que le maître immortel de la guerre attribuait le principal mérite de la réussite aux « braves troupes qui savent vaincre partout où on les envoie ».

Désireux de formuler les expériences de la guerre et de la paix amassées au cours d'une longue vie et les résultats de quarante années d'études historiques, le Commandant en chef écrivit les réflexions suivantes qui furent transmises au moyen d'exposés faits par les chefs d'état-major des corps à leurs commandants :

« A la guerre, pour manœuvrer et réussir il faut garder sa troupe bien disciplinée et savoir utiliser le temps. De tels principes font naître chez les chefs, aussi bien supérieurs qu'inférieurs, la rapidité sans nervosité et l'exaltation de la bravoure innée qui est la vertu suprême. Les premiers jours de la guerre et les moments suivants, lourds de graves conséquences, pendant lesquels il s'agira d'économiser non seulement les heures mais encore les minutes, seront employés à maintenir, à augmenter la valeur guerrière de la troupe. L'exercice des armes pour le combat, au quartier, au bivouac ou n'importe où, avant ou après les journées d'offensive, complètera l'instruction des hommes à peine entrés au service, et qui n'ont pu manœuvrer suffisamment. Cette prescription concerne toutes les troupes d'élite, de landwehr, du service des étapes et du train. Sans surmenage, mais en stimulant et en augmentant la confiance en soi, cet exercice développe la force morale de l'homme qui est le fondement de toute valeur combative. A la guerre, tout effort humain, même le plus ambitieux, peut aboutir, si les chefs, des premiers aux derniers, tiennent à ce principe : « L'arme l'emporte sur le nombre. » C'est une grande faute de traiter tout de suite de succès un médiocre fait d'armes, que l'on ne connaît que par la rumeur publique. Il retarde ou diminue d'autres succès possibles et plus importants, qu'on n'aurait pu obtenir qu'en agissant vite et avec toutes ses forces. Les moyens d'augmenter et de maintenir la force combative de l'homme sont innombrables. Ils dépendent du caractère et de l'intelligence du chef. Ainsi, il faut surveiller tous les jours que la troupe donne un maximum d'efforts durant la marche, malgré les nombreuses suites possibles, telles que blessures aux pieds ou aux tendons, accidents de ferrage ou pressions de selles. De même il est nécessaire d'accélérer le ravitaillement en munitions et en vivres, et tout le service sanitaire, depuis les postes de commandement les plus humbles jusqu'au Commandant en chef de l'armée. Toute négligence dans un quelconque de ces domaines diminue la force combative de l'armée. Sauf cas de force majeure, toute disparition doit éveiller la méfiance. Pas un fusil, pas une lance ne doit manquer au moment du combat. C'est une loi d'une nécessité absolue dans notre situation ».

Quatre exemples de caractère tactique étaient joints à ces préceptes. Des indications analogues venant des corps d'armée contribuèrent à faire passer les troupes de l'enthousiasme débordant du début au sérieux exigé par les jours à venir.

Le premier ordre d'armée important qui suivit fut élaboré pendant le trajet de quarante-neuf heures de Stettin à Grevenbroich, et communiqué le 10 août, après l'arrivée dans le secteur d'opérations :

« La I^{re} armée forme l'extrême droite de l'Armée. Sitôt le débarquement dans le secteur de marche terminé, elle se concentrera sur Aix-la-Chapelle, en évitant le territoire hollandais, et en utilisant les routes qui franchissent la Meuse au nord de Liége, entre Visé et Herstal. La concentration de l'armée sur Aix-la-Chapelle et le passage de la Meuse doivent se faire rapidement. Ce rassemblement dans un petit rayon et cette marche en avant en colonnes très profondes exigeront des préparatifs minutieux. Des marches pénibles sont à prévoir. »

Cet ordre était basé sur les directives du Commandement suprême qui suivent :

« Les forces principales de l'armée allemande marcheront sur la France par la Belgique et le Luxembourg. Il faut considérer leur mouvement comme une conversion autour du pivot Thionville-Metz. Au cas où la Belgique s'opposerait au passage, Liége sera enlevé par la II^{me} armée afin de dégager les routes d'approche que barre cette forteresse. A cet effet, la 11^{me} brigade d'infanterie du III^{me} C. A. et la 14^{me} du IV^{me} C. A., de la I^{re} armée, sont placées sous les ordres du général commandant le X^{me} C. A. de la I^{re} armée. La I^{re} armée avancera dans la direction d'Aix-la-Chapelle dès que le IX^{me} C. A. qui fait encore partie de la II^{me} armée, pourra être poussé en avant. L'ordre général de marche des forces principales sera donné par le Haut Commandement dès que Liége sera prise et que les I^{re} et II^{me} armées, arrivées à la hauteur de Liège, seront prêtes à marcher.

« L'aile droite de la II^{me} armée[1] marchera sur Wavre ; la I^{re} armée recevra l'ordre de marcher sur Bruxelles pour couvrir le flanc droit de l'armée. Sa marche en liaison avec la II^{me} armée réglera la conversion générale. »

---

[1] Commandée par le général von Bulow (N. D. L. R.)

Le commandant du II^{me} corps de cavalerie — 2^{me}, 4^{me} et 9^{me} divisons — était d'abord subordonné à la II^{me} armée; dès le commencement de la marche en avant, il devait être placé directement sous les ordres du Commandement Suprême et avancer au nord de Namur, contre la ligne Anvers-Bruxelles-Charleroi. Son rôle était de reconnaître où se trouvait l'armée belge, de constater un débarquement éventuel de troupes anglaises et l'apparition de troupes françaises dans le nord de la Belgique. Il devait également renseigner le Commandant de la I^{re} armée.

Pendant ce temps, du 7 au 15 août, la marche de la I^{re} armée se poursuivit sans difficultés sur la rive gauche du Rhin, au nord-est d'Aix-la-Chapelle, Dusseldorf étant tête d'étape principale. A l'arrivée du Haut Commandement à Grevenbroich, le 9 août au soir, la situation était la suivante : « Liége est prise et occupée par le général von Emmich avec trois brigades, après la chute du fort de Barchon. (Ce fort, situé à 8 kilomètres au nord-est de Liége et à droite de la Meuse, barrait au sud les routes se dirigeant vers l'ouest, entre la frontière hollandaise et la forteresse). Le bombardement des autres forts est prévu pour le 10 août. Le pont de Visé est détruit. A Bruxelles, les troupes belges ont probablement été rejointes par des troupes françaises qui pourraient appartenir au 2^{e} corps, cependant signalé la veille près de Thionville. Il est probable que des Anglais vont débarquer à Zeebrugge. Le débarquement des troupes combattantes de la I^{re} armée sera achevé comme suit : Celles des III^{me} et IV^{me} C. A. le 2, celles du II^{me} C. A. le 12, celles du III^{me} C. A. R., le 13, et celles du IV^{me} C. A. R, le 14. Le 14 est prévu pour la traversée d'Aix-la-Chapelle.

Le 10 août, la situation s'éclaircit un peu. Les 2^{me} et 4^{me} divisions de cavalerie ont, en avançant sur Saint-Frond, rejeté des parties de la division de cavalerie belge sur Tirlemont. On annonce de la cavalerie ennemie près de Diest, à 50 kilomètres au sud-est d'Anvers. La 9^{me} division de cavalerie du corps de cavalerie du général von der Marwitz n'est pas parvenue à franchir la Meuse, entre Liège et Huy. Des éléments du IX^{me} C. A. sont poussés au nord de Liége, jusqu'à la Meuse et sur l'autre rive. La reconstruction du pont de Visé sous le feu du fort de Pontisse n'est pas possible; aussi le X^me^ corps va construire un pont plus au nord, près de Lixhe. Le pont d'Argenteau est également détruit ; celui près de Herstal est en notre possession. Plusieurs routes détruites ont besoin d'être remises en état. La situation peu claire autour de Liége ne permet pas de prendre des décisions. On se borne à préparer la traversée difficile d'Aix-la-Chapelle. A 9 heures du soir arrive du Commandement Suprême l'ordre suivant : « Les préparatifs de la marche de la I^re^ armée sur les routes prescrites pour atteindre la hauteur de Liége doivent commencer immédiatement. Le IX^me^ C. A. appartient toujours à la II^me^ armée. Il évacuera les routes dès l'arrivée de la I^re^ armée. »

Le 13 août au lieu du 14 est choisi pour traverser Aix-la-Chapelle. Le 12, on ordonne des déplacements de troupes en vue de la marche en avant des corps d'armée. Leurs têtes de colonnes doivent atteindre ce jour-là : Pour le II^me^ C. A., Herzogenrath, pour le IV^me^ C. A. Birk, pour le III^me^ C. A. Weiden. Les III^me^ et IV^me^ C. A. R. indiqueront leurs lieux de débarquement qui peut s'opérer plus loin. Dans tous les cas ces deux corps sont autorisés à se mettre en mouvement un jour plus tard.

Ce même 10 août, d'importantes instructions pour la traversée d'Aix-la-Chapelle sont transmises : « D'une façon générale, on traversera la ville par trois rues. Le II^me^ C. A. et le III^me^ C. A. R. passeront par Herzogenrath-Richterich-lisière ouest d'Aix-F. Adamshauschen - hauteur 341 de la carte d'état-major-Gemmenich. Le IV^me^ C. A. et le IV^me^ C. A. R. passeront par Birk, à l'ouest d'Euchen-Wurselen-centre d'Aix-Moresnet prussien. Les IX^me^ et III^me^ C. A. passeront par Weiden-Haaren-partie est d'Aix-Eynatten. (Un croquis était joint à l'ordre.) Le gouverneur de la ville, major-général von Strumpff, établira exactement les itinéraires à travers la ville et, afin de garder le secret, ne désignera pas les rues par les numéros des corps et les isolera du reste de la ville. Dès que l'ordre de marche sera donné aux corps d'armée, ils devront se mettre en rapport avec le commandant de place qui leur remettra des croquis des rues qu'ils auront à traverser. Il répond que la traversée de la ville se fera d'une façon continue, sans arrêt, et que les troupes n'utiliseront pas d'autres rues que celles qui leur sont assignées. La troupe a l'ordre d'exécuter à la lettre toutes ses prescriptions. Tout désordre sera immédiatement réprimé avec la plus extrême sévérité. La traversée d'Aix-la-Chapelle sans à-coup est la condition essentielle de la réussite du passage de la Meuse .»

Gagner du temps était le principal. En outre, des instructions étaient données aux commandants au sujet des officiers et des troupes qui leur étaient attribués. Seuls les états-majors supérieurs devaient prendre leurs quartiers en ville. Il fallait maintenir la liaison avec la II^me^ armée et le IX^me^ C. A. et évaluer le temps que prendrait cette traversée de plusieurs jours. Ainsi les mouvements d'une masse de plus de 200.000 hommes, avec tous ses bagages, à travers une ville large de moins de 2 kilomètres, paraissaient assurés grâce aux mesures prises par les chefs et à la discipline de ces excellentes troupes. Les heures et les buts ultérieurs demeuraient réservés.

Le 11 août, la situation autour de Liége semblait inchangée. Suivant l'opinion du Commandant de la II^{me} armée, l'artillerie lourde dont il disposait n'était pas suffisante; il n'était donc pas possible de savoir quand les forts du nord tomberaient. Avant leur chute le IX C. A. ne pouvait dégager les routes entre Aix et la Meuse, ni commencer la marche en avant au nord de Liége. Au contraire, le Commandement Suprême, à en juger par son ordre, mentionné plus haut, d'activer les préparatifs de marche, envisageait la situation d'une façon beaucoup plus favorable. D'après les renseignements arrivés jusqu'au 11 au soir, l'armée belge semblait se déployer sur la ligne Anvers-Louvain-Namur. Le II^{me} corps de cavalerie demeurait près de St-Trond avec sa 9^{me} division au sud-ouest de Liége, le I^{er} corps de cavalerie marchait sur Dinant.

Le but des premiers mouvements de l'aile droite allemande était donc simple, mais difficile à atteindre. La marche vers l'étranglement d'Aix-la-Chapelle devait commencer avant la fin du débarquement des colonnes de munitions, des trains des corps d'armée de première ligne et des troupes combattantes des corps de seconde ligne, de sorte que les différents corps ne pouvaient pas se déployer.

Les deux corps de réserve, après des trajets en chemin de fer de plusieurs jours, devaient immédiatement couvrir de très fortes étapes par une chaleur accablante. La Ire armée en marche formait des colonnes compactes de deux corps sur chacune des trois routes très rapprochées qui traversaient Aix ; jusqu'au défilé de la Meuse, au nord de Liége, et au-delà, elles ne s'éloignaient guère les unes des autres. Pour chacune de ces trois routes on désigna un général qui devait donner les ordres concernant la marche, le cantonnement et le ravitaillement. Le service des étapes envoyait en avant des convois de vivres, car le Commandant de l'armée avait exigé que les hommes atteignissent la Meuse avec un ravitaillement complet. Près d'Aix-la-Chapelle, le Commandant fit installer des batteries d'obusiers contre les attaques aériennes et barrer toutes les routes dans la direction de la Hollande. Il ordonna en outre de pousser à fond les reconnaissances sur les routes de marche choisies, de préparer leur mise en état et de surveiller tous les ouvrages d'art.

Dans les détails comme dans l'ensemble, la mise en mouvement et le ravitaillement d'une telle masse d'hommes, à travers une ville extrêmement étroite par rapport à la grandeur de l'armée, sont un objet d'instruction du plus haut intérêt.

Jamais dans sa vie mouvementée le Commandant en chef n'eut un spectacle pareil à celui de cette marche enthousiaste de colonnes sans fin, à travers la vénérable cité impériale !

Afin de faciliter plus tard l'avance rapide de l'armée, le Commandant en chef recommanda de faire suivre chaque division de son train de bagages ou de ses propres voitures de vivres ; après la deuxième division devait venir une réserve de vivres de deux jours et, à la fin de la colonne, le reste du premier échelon des munitions et des trains. Le second échelon des deux corps pouvait être réuni et suivre le deuxième corps à distance. Les C. A. R., comme on l'a vu, étaient autorisés à débarquer plus loin et à fixer eux-mêmes leurs étapes, ceci afin de leur faciliter les marches pénibles. Le lieutenant général Telle, en qualité de chef du génie de la I^re^ armée, se chargea, avec beaucoup d'autres travaux préparatoires, de reconnaître la Meuse et son canal, de faire avancer le matériel des ponts et d'assurer leur construction ainsi que le passage de la rivière. Les premiers projets de l'attaque d'Anvers purent se faire d'après des notes prises déjà à Grevebroich.

Le 12 août, tandis que les reconnaissances et les déplacements de troupes pour la mise en marche s'exécutaient rapidement, nous reçûmes de bonne heure la nouvelle de la chute du fort Evegnée, relié au Barchon au sud-est. Le bombardement des forts de Fléron, Chaudefontaine, au sud du précédent sur le front est, devait commencer le soir même. Mais sur le front nord-est la ligne des forts était entamée, ce qui donna de l'air à la I^re^ armée pour sa marche en avant. Le mouvement commença le lendemain matin à 9 heures et continua sans accroc contre la ligne de la Meuse, dans la région Visé-Herstal. Le gros de l'avant-garde du II^me^ C. A. atteignit Sippenaeken, celui du IV^me^ Hombourg et celui du III^me^ Lontzen. Le corps de droite devait marcher ensuite par Sinnich-St-Martin-Fouron le Comte sur Lixhe et Visé ; celui du centre par Chèvemont-Hagelstein-Neufchâteau sur Argenteau ; celui de gauche par Crosenberg-Henri Chapelle-Clermont-Battice-Barchon sur Herstal : Visé, Argenteau et Herstal sont tous trois situés dans la vallée de la Meuse. Le quartier général se transporta de Grevenbroich à Aix-la-Chapelle, le Commandant en chef s'établit dans la maison accueillante du représentant du gouvernement von Sandt. Celui-ci exerça ses qualités d'homme d'Etat d'abord à Bruxelles, puis à Varsovie ; il fut victime de son labeur pendant la guerre : lourde perte ! Cependant le IX^me^ C. A. avait évacué à temps le terrain au sud de la route du III^me^ et tous deux avaient établi leur liaison. Les ponts sur la Meuse à Visé et à Argenteau étaient signalés comme détruits, celui d'Herstal était utilisable à certaines conditions ; sur ces entrefaites on avait jeté un pont à Lixhe, au nord de Visé, et l'on était en train d'en construire un autre à Visé. A 5 heures 25 du soir, la II^me^ armée fit savoir que le fort de Pontisse était tombé. Dominant la contrée à gauche de la Meuse il avait fermé jusqu'alors la zone d'avance de la I^re armée entre Liége et la Hollande. De ce fait le passage de la Meuse en masses était rendu possible et c'était un gain de temps considérable pour le déploiement de la I^re armée ainsi que pour la réalisation du plan de campagne à l'ouest. Le général von Emmich, dont une des brigades était sous les ordres du major général Ludendorff, avait surmonté l'obstacle que lui opposait le fleuve sur le front nord-est de la forteresse récemment agrandie. Les forts Liers et Lantin à l'ouest de Pontisse gênaient encore les calculs du Haut Commandement.

Les renseignements sur l'armée belge laissaient supposer que trois à quatre divisions belges se trouvaient dans la région Louvain-Wavre avec des avant-gardes près de Diest-Tirlemont, une division près d'Anvers et une près de Namur. Les transports de troupes françaises semblaient dirigés sur Bruxelles et sur Namur-Dinant, les Anglais paraissaient débarquer des détachements de leur armée près d'Ostende et des forces plus importantes dans la région Dunkerque-Calais. Des rapports de cavalerie faisaient prévoir des rassemblements de fortes masses de cavalerie ennemie à l'est de Bruxelles.

La 9^me division de cavalerie s'était trouvée jusqu'à ce moment au sud-ouest de Liége, à droite de la Meuse ; sa jonction avec le corps Marwitz fut ordonnée sur la proposition de la I^re armée à la II^me. Les divisions du corps Marwitz souffraient du manque d'avoine et de munitions. Grâce à des colonnes d'autos-camions formées à cet effet et placées sous le commandement de l'énergique capitaine von Lekow, du quartier général de l'armée, on put rapidement leur faire parvenir ce qui leur manquait.

D'après les données du commandant français Gedel dans son livre : *La campagne de* 1914. *La bataille de la Marne,* paru en janvier 1916, l'armée belge comptait, au commencement de la guerre, 117,000 hommes, 93,000 fusils, 6,000 sabres, 324 canons, 102 mitrailleuses. On peut admettre que cette armée, forte de six divisions et d'une divison de cavalerie, était le 3 août dans la situation suivante :

La 1^{re} division en marche de Gand sur Thienen (Tirlemont), la 2^{me} d'Anvers sur Louvain, la 5^{me} de Mons sur Pervez, la 6^{me} de Bruxelles sur Wavre ; la 4^{me} occupait la forteresse de Namur ; la 3^{me} celle de Liége. La division de cavalerie marchait sur Varennes, mais Gedel ne dit pas d'où elle venait.

Sur la base des renseignements reçus et d'après les idées du Haut Commandement, on ne pensait pas avoir à compter avec la masse compacte de la plus grande partie de l'armée belge. Si ces prévisions étaient justes, il devenait singulièrement facile à la I^{re} armée, marchant sur une profondeur de 50 à 70 kilomètres, de sortir du défilé Aix-la-Chapelle-Visé-Herstal. Les choses se seraient passées autrement si l'armée belge avait réussi ou si sa tâche avait consisté à résister avec toutes ses forces réunies à l'avance des I^{re} et II^{me} armées, et si, en prenant Liége, Huy et Namur comme base d'opérations elle avait fourni une vigoureuse défensive pour empêcher l'enlèvement de la ligne des forts. Elle aurait pu ainsi obliger les armées allemandes de l'aile droite à un retard désastreux. Dans le tumulte de la lutte des peuples, économie de temps signifie diminution des pertes et, par conséquent, économie du sang précieux des braves combattants. Tout chef, mais surtout le Commandant suprême d'une armée, ne doit jamais perdre ce principe de vue, surtout à l'instant de la crise. L'exemple porte des fruits chez les subordonnés. Qu'il soit de toute importance dans la conduite de la guerre de savoir utiliser immédiatement le moindre gain journalier, les combats qui vont suivre et la terrible bataille de la Marne le prouveront. Ce principe s'imposera — chez nous aussi bien que chez les autres — avec une évidence dramatique comme une loi essentielle de la guerre de mouvement. *Lege artis praeceptiva.*

Le 14 août, les trois corps avancés II^{me}, IV^{me}, III^{me}, de la I^{re} armée atteignent la Meuse, et les deux C. A. R. en seconde ligne la frontière belge à l'ouest d'Aix-la-Chapelle. Le 15, le II^{me} C. A. atteint Bilzen à 20 kilom. à l'ouest de Mæstricht, le IV^e C. A. Membrugge ; le III^{me} C. A. atteint Nederheim près de Tongres et s'empare des passages du Demer. Ainsi la sortie de ce défilé angoissant est assurée.

En possession de la ligne du Demer, d'accord avec le Commandement suprême, la I^{re} armée doit tout d'abord se déployer. Les forts des fronts sud-ouest et sud qui résistaient encore tombent rapidement les uns après les autres ensuite de la prise de Liers et de Lantin, et grâce à l'emploi des pièces de 420. Le IX^{me} C. A. passe à la I^{re} armée et les brigades des III^{me} et IV^{me} C. A., employées contre Liége, rentrent le 16 dans leurs corps respectifs. L'aile droite de la II^{me} armée, soit le VII^{me} C. A. atteint ce jour là, 14 août, Lantin, près du fort en ruine du même nom, du front nord-ouest. Les Belges sont loin en arrière de la ligne de la Meuse, derrière la Gette, de Diest à Tirlemont et près de Wavre ; ils ont encore des troupes à l'ouest près de Louvain. Dans le courant de la journée les derniers forts au sud de Liége tombent ainsi que la ville fortifiée d'Huy.

Les 1^{er} et 2^{me} corps français semblent amener des renforts à leur aile gauche, à la droite des Belges, dans la Meuse supérieure, près de Namur. Grâce à la rapide avance de l'aile droite allemande on peut espérer que ces déplacements de forces ne réussiront pas ou seront tout au moins fortement entravés.

La I^{re} armée, tablant sur cette situation, continue le 17 août sa marche en avant, tandis que la II^{me} armée reste sur place. Les avant-gardes du II^{me} C. A. atteignent Kermpt sur la voie ferrée Hasselt-Diest ; le IV^{me} atteint Stevort, le II^{me} Gorssum au nord-ouest de St-Trond, le IX^{me} Brusthem au sud-est de St-Trond, le II^{me} C. A. R. Visé, le IV^{me} C. A. R. St-André : ces deux derniers se trouvent donc à la sortie ouest du défilé. Le quartier général se transporte d'Aix-la-Chapelle à Glons en passant par Liége. Dans cette ville se tient une conférence entre les Commandants en chef et les chefs d'état-major des I^{re} et II^{me} armées formant l'aile droite.

A 4 heures 30 du soir, le Commandement suprême donne l'ordre suivant :

« Pour l'avance au nord de la Meuse, les I^{re} et II^{me} armées et le II^{me} corps de cavalerie (Marwitz) sont placés sous les ordres du Commandant de la II^{me} armée. On commencera la marche en avant le 18 Août. Il s'agit de couper d'Anvers les forces ennemies en position sur la ligne Diest-Tirlemont-Wavre. Il est prévu que les deux armées agiront ensuite sur la ligne Bruxelles-Namur en s'assurant contre Anvers. »

Aucune explication ne fut fournie sur cette subordination inattendue. Le Commandant en chef de la Ire armée considérait que cette mesure restreignait l'exercice de son commandement et qu'il aurait mieux valu donner en temps utile des directives aux deux armées, tout en plaçant le corps de cavalerie von der Marwitz sous les ordres de la Ire armée. On pouvait considérer la tâche de la IIme armée appuyée des deux côtés comme tactique, tandis que la Ire armée devait surtout chercher une décision stratégique. Des désaccords paraissaient devoir se produire, touchant la situation de la Ire armée, rendue plus difficile. Néanmoins la deuxième partie de l'ordre du Chef de l'état-major général de l'armée correspondait aux vues du Commandant en chef de la Ire armée et de son chef d'état-major.

Le soir du 17 Août, les quatre corps de première ligne se trouvaient à portée de canon de l'armée belge sur la Gette.

La Gette, affluent du Demer, forme un obstacle franchissable seulement à certaines places et au moyen de ponts de fortune, car elle traverse des prairies étendues, au sol mouvant par endroits. Des fossés et des fils de fer empêchent toute liberté de mouvement. Dans son cours inférieur qui intéressait la Ire armée, la Gette décrit un saillant important dirigé vers l'est. Une attaque venant de cette direction devrait être enveloppée par Haelen-Geet-Betz-Budingen-Tirlemont. La largeur et la profondeur de la rivière varient ; elle se divise en outre en nombreux bras. La rive ouest domine la rive est, spécialement près de Diest, de Hælen à l'ouest de Budingen, au nord de Tirlemont.

« Ordre d'armée pour le 18 août. Quartier général de l'armée, Glons, le 17. 8. 1914, 11.15 soir.

« 1. L'ennemi a pris position sur la ligne Diest-Tirlemont-Wavre ; il paraît avoir de grandes forces en arrière près de Louvain.

« 2. Demain l'armée attaquera en enveloppant l'aile gauche ennemie, pour la couper d'Anvers.

Le II^me^ C. A. marchera par Beeringen-Pæl-Veerle et par Kermpt-Lummen-Diest avec une division pour envelopper l'ennemi ; le IV^me^ C. A. par Herck la Ville-Rummen vers Haegen-Geet-Betz. A 8 heures 30 du matin il mettra à ma disposition près de Stevort trois bataillons, un peloton de cavalerie et trois batteries ; le III^me^ C. A. par Nieuwekerken-Gorssum sur Budinger-Neerlinter; le IX^me^ C. A. venant de St-Trond sur Oplinter-Tirlemont ; il conservera une forte réserve à son aile gauche pour le cas d'une attaque ennemie venant du sud-ouest de Tirlemont.

« 3. La 2^me^ division de cavalerie est mise à la disposition de l'armée. Elle s'avancera au delà de Veerle, afin de couper la retraite à l'ennemi.

« 4. Les corps d'armée franchiront la ligne Pæl-Lummen-St-Trond à 8 heures du matin.

« 5. Les bagages et les trains, à l'exception de leur formations de combat, ne doivent pas dépasser la ligne Hasselt-Looz.

« 6. Exploration aérienne : pour le II^me^ C. A. au nord du Demer direction d'Anvers ; pour le IV^me^ C. A. direction d'Aerschot-Malines ; pour le II^me^ C. A. contrée de Louvain ; pour le IX^me^ C. A. celle de Tirlemont-Wavre.

« 7. Le III^me^ C. A. R. s'avancera jusqu'à Bilsen-Beverst. Quartier général à Bilsen.

« 8. Le IV^me^ C. A. R. s'avancera jusqu'à Argenteau-Tongres. Quartier-général à Tongres.

« 9. A 8 heures 30 du matin le Commandement de l'armée se trouvera à Stevort, qui à ce moment sera relié par fils téléphoniques à tous les C. A.

« 10. La II^me^ armée atteindra avec son aile droite — VIII^me^ C. A. — Wamont demain à midi. La I^re^ armée est subordonnée au Commandement de la II^me^. Toutes les indications de temps sont données d'après l'heure allemande.

« (sig.) von Kluck. »

D'après ce qui précède, les objectifs principaux de l'attaque étaient : Empêcher ou gêner la jonction des troupes françaises avec les belges, quoique la II^me^ armée fût obligée de rester immobile le 17 août. Le VII^me^ C. A. de la II^me^ armée avec de fortes réserves du IX^me^ C. A.

couvrirait le flanc gauche de la Ire armée le 18 à partir de midi. Ensuite attaquer avec des forces probablement supérieures sur un front très large afin de se donner de l'air dans la direction Louvain-Bruxelles. A ce même effet écarter une partie de l'armée belge d'Anvers et couper ses communications avec la forteresse dans un terrain très difficile. Prendre des précautions pour éviter le choc du IXme C. A., pressé en échelons très denses, contre le IIIme C. A. La masse du corps de cavalerie Marwitz était à la disposition du Haut Commandement de la IIme armée pour des tâches à grand rayon, vers l'ouest. Ce jour-là tous les C. A. R. de la Ire armée avaient réussi, comme les unités de combat, à se dégager des défilés de la Meuse. La Ire armée était échelonnée en deux groupes, quatre corps en avant, deux en réserve. De ces derniers, de forts détachements devaient être bientôt dirigés sur le front sud d'Anvers. Telle était à peu près la situation.

En face du IIme C. A. l'ennemi n'accepta le combat que partiellement ; en face du IXme C. A. près de Tirlemont il ne recula qu'après une résistance opiniâtre. Il avait retiré son centre à temps, tout en opposant une habile résistance sur les deux ailes. L'armée belge se replia sur Rillaer-Winghe St-Georges-les hauteurs à l'ouest de Tirlemont, pour occuper des positions qui semblaient préparées d'avance. La Ire armée arriva le soir du 8 sur la ligne Hersselt - Montaigue - Winghe - St - Georges - Glabbek Suerbempde-Tirlemont. Dans ces combats on n'avait pu identifier de troupes françaises parmi les troupes belges. L'armée belge, en évitant prudemment de s'engager, laissait voir qu'elle reconnaissait une supériorité écrasante des Allemands dans les Flandres et préférait s'appuyer sur les ouvrages de Brialmont à Anvers pour compenser l'inégalité des forces. Une poussée rapide sur Bruxelles nous permettait d'escompter un éclaircissement de la situation d'autant plus que, sur la gauche de la Ire armée, la IIme suivait par échelons.

Depuis qu'elle avait franchi la frontière belge, l'armée était en butte aux embûches de la population excitée, disait-on, par les autorités. Chaque jour des coups partaient des haies, des officiers et des soldats étaient victimes d'assassinats abominables auxquels participaient des soldats belges déguisés[1]. Le droit des gens était foulé aux pieds. Les proclamations les plus menaçantes ne produisaient aucun effet. Des mesures de représailles sévères, mais méritées, furent édictées par les chefs responsables pour empêcher ces attentats. Les fusillades et les incendies ordonnés sur et derrière le front ne portèrent que lentement remède à la situation. Au quartier comme au dehors il était toujours prudent de rester armé, même les officiers supérieurs à l'arrière. Partout où le Haut Commandement était logé, il devait se faire protéger par un bataillon, des mitrailleuses et quelques canons prêts à tirer. Jusqu'à la frontière sud de la Belgique, l'existence de l'armée fut ainsi empoisonnée.

Dans tout le pays les communications à l'arrière de l'armée durent être protégées efficacement contre des attentats malveillants et même inhumains. Entre temps l'inspection du service des étapes avait été avancée jusqu'à Aix-la-Chapelle et son rayon étendu jusqu'à la Meuse le 19 août : elle a rendu les meilleurs services à la Ire armée pendant sa marche jusqu'à la Seine, lors de la bataille de l'Ourcq et durant la guerre de position. Ce même jour, un nouveau pont important fut jeté près de Visé et l'inspection transférée d'abord à Tongres, ensuite à St-Trond. Après avoir consolidé les têtes de pont, la 10me brigade de landwehr occupa tous les passages du fleuve, de Visé à Herstal, et assura les derrières des corps d'armée de première ligne. La 11me brigade de landwehr devait avancer jusqu'à Tongres, la 27me cantonner à Aix. Sur le terrain des opérations et des deux côtés de la Meuse, les deux C. A. R. devaient assurer les communications au moyen de colonnes volantes ; sur territoire allemand, le landsturm fut chargé du même service ainsi que de la garde des frontières. Le 17 août les deuxièmes échelons avaient été amenés à leurs corps respectifs, en avant des C. A. R., ou plutôt ce mouvement était commencé.

Le 18 août, à 10 heures du soir, le Quartier général à Stevort rendit compte de la situation et communiqua les décisions suivantes arrivées du Haut Commandement :

---

[1] Nous laissons au général von Kluck la responsabilité de ces affirmations comme de celles qui suivent, et qui sont contestées par le gouvernement belge (N. D. L. R.)

« 1. La Ire armée a rejeté aujourd'hui l'ennemi vers Diest et Tirlemont.

« 2. Des troupes françaises semblent être en marche de Charleroi sur Gembloux.

« 3. La Ire armée rejettera demain l'ennemi et continuera sa marche en poussant ses têtes de colonnes jusqu'à la ligne Campenhout-Bossut, au nord-est de Wavre. A 10 heures du matin elle dépassera la ligne Aerschot-Meldert au sud-ouest de Tirlemont. Dispositif de marche : Le IIme C. A, par Aerschot-Wesemael-Wegegabel au sud de Werchter-Thildonck-Vierstraaten. Protection du flanc droit, surtout du ravitaillement et du train, contre Anvers. A l'ouest d'Aerschot toutes les routes menant vers le nord sont sous le feu de la forteresse. Le IVme C. A. par Winghe-St-Georges-Linden-lisière nord de Louvain-Velthem. Le IIIme C. A. par Bautersem-lisière sud de Louvain-Berthem. Le IXme C. A. par Meldert-Tourinnes-Mille-Neeryssché-Loonbeck. Des instructions sur les limites de secteur des C. A. suivront.

« 4. La 2me division de cavalerie se portera de bonne heure devant l'aile droite et avancera par Aerschot vers Bruxelles ; elle explorera dans la direction d'Anvers, à l'ouest, des deux côtés de Bruxelles.

« 5. La pointe du IIIme C. A. R. atteindra Lummen en passant par Hasselt. Quartier général du corps Hasselt. La pointe du IVme C. A. R. atteindra Dormael en passant par St-Trond. La ligne Kermpt-St-Trond ne sera dépassée qu'à 2 heures de l'après-midi. A ce moment les trains des corps avancés auront évacué cette ligne. Quartier général du corps, St-Trond.

« 6. L'aile droite de la IIme armée atteindra demain Grez Doiceau.

« 7. Jusqu'à 10 heures 30 les corps d'armée établiront les communications téléphoniques avec Winghe St-Georges, où je me trouverai.

« 8. Exploration aérienne : pour le IIme C. A. direction Anvers ; pour le IVme direction de l'ouest en passant au nord de Bruxelles ; pour le III. C. A. direction de l'ouest en passant au sud de Bruxelles. Pour le IX^me^ C. A. direction du sud-ouest en passant par Wavre.

« (signé) von Kluck. »

Le 19 août l'armée avança conformément aux ordres, en livrant quelques combats sans grande importance. L'ennemi (1^re^, 2^me^ et 3^me^ divisions) se retira vers l'ouest et le nord-ouest probablement sous la pression des circonstances. Près de Werchter la 2^me^ division de cavalerie fut engagée dans un combat avec les 5^me^ et 6^me^ régiments d'infanterie belge, appartenant probablement aux troupes d'Anvers. La 2^me^ division de cavalerie se mit au repos près d'Aerschot, après que le II^me^ C. A. eut pris part au combat ; les avant-gardes de ce dernier s'arrêtèrent près de Haecht-Lipseveld. Le Haut Commandement de l'armée s'installa à Louvain. On retrouva des proclamations du gouvernement belge excitant la population à l'assassinat, ainsi que des cadavres de femmes les armes à la main [1].

Après avoir identifié les 1^re^, 2^me^, 3^me^ divisions d'infanterie belges devant le front de la I^re^ armée, nous reçûmes confirmation de la marche de troupes françaises, dont l'aile droite avançait de Charleroi sur Gembloux. En outre nous apprîmes que la 5^me^ division de cavalerie française avait dû reculer près de Pervez sous le feu des 4^me^ et 5^me^ divisions de cavalerie Marwitz, en subissant de lourdes pertes. Les progrès de la I^re^ armée paraissaient correspondre aux exigences de la situation. D'Anvers nous n'avions pas à craindre pour le moment d'obstacles sérieux à nos progrès. Bruxelles devait être occuppé le 20, le III^me^ C. A. R. devait dépasser Aerschot en surveillant Anvers, le IV^me^ C. A. R., Tirlemont.

Un ordre du Haut Commandement de la II^me^ armée nous prescrivit « d'atteindre la ligne Ninove-Gembloux et de dépasser la voie ferrée Bruxelles-Gembloux le 20 à 9 heures du matin ». Les événements ne devaient pas permettre d'atteindre en temps voulu des objectifs de marche plus rapprochés, à plus forte raison d'atteindre en un jour l'objectif le plus éloigné. La nécessité de maintenir hommes et chevaux en forme pour les rudes combats qui s'annonçaient, les grandes fatigues par lesquelles ils venaient de passer, ne nous permirent pas d'exécuter cet ordre qui réclamait beaucoup plus de temps.

---

[1] Voir notre note plus haut. (N. D. L. R.).

Le 19 Août, le recul des divisions belges derrière la Dyle, tout en livrant de petits combats, parut en relation avec l'entrée en ligne de troupes anglaises à l'aile gauche belge telle qu'on pouvait la prévoir d'après des lettres interceptées. Un ordre d'armée daté de Louvain le 20 Août, 8 heures du matin, informait les corps que les Ire et IIme armées devaient continuer ce jour-là leur marche contre la ligne Ninove-Gembloux ; le VIIme C. A. formant la droite de la IIme armée devait atteindre Thaen par Arthennes-Okembourg, nord de Wavre-Rosières-Ohain. Les troupes de la Ire armée devaient marcher comme suit : « Le IIme C. A. par Vilvorde-Konigsloo, au nord-ouest de Bruxelles, en se couvrant du côté d'Anvers Ganshoren ; le IVme par Kortenberg - centre de Bruxelles-Anderlecht, à l'ouest de la capitale ; le IIIme C. A. par Tervueren-Boitsfort vers Droogenbosel, au sud de Bruxelles ; le IXme C. A. par Overysche-Hœylaert-La Hulpe-sur Waterloo ; les IIme et IVme C. A. devra arriver à midi à la hauteur de Bruxelles ; le IIIme C. A. dépassera la voie ferrée Bruxelles-Gembloux à 10 heures 30 du matin, le IXme à 9 heures 30. Le IIme C. A. poussera des reconnaissances à grande distance vers Termonde-Alost, le IVme vers Ninove, le IIIme vers Enghien, le IXme vers Ittres-Braine le Comte. Exploration aérienne : secteur du IIme C. A. routes et voies ferrées dans la région de Vilvorde, nord-est de Bruxelles-Termonde-Alost-Ninove-Bruxelles, ainsi que Louvain-Anvers ; secteur du IIIme C. A. Bruxelles-Ninove-Roubaix-Mons-Bruxelles ; secteur du IXme C. A. région de Louvain-Mons-Charleroi-Wavre.

« La 2me division de cavalerie, d'accord avec le IIme C. A. occupera à tout prix les routes disponibles devant l'aile droite de la Ire armée, pour remplir l'urgente mission de constater l'avance des Anglais entre Anvers-Bruxelles. Le IIIme C. A. R. marchera par Blankelaer-Diest sur Betecom, pour couvrir l'armée du côté d'Anvers ; les têtes de colonnes du IVme C. A. R. atteindront Roosbeek par Tirlemont. Les trains et ravitaillements des premiers échelons de l'armée devront avoir évacué la ligne Aerschot-Tirlemont à midi. »

En même temps, le II^me C. A. annonçait que la veille, 19 août, il n'avait pu atteindre que la ligne Lipseveld-Wackerzeel, Wespelaer étant occupé par l'ennemi ; qu'à la suite des combats, des marches et des difficultés de ravitaillement de ces derniers jours, le 20 août, il n'avait pu dépasser Vilvorde. Pour le 21, il demandait un objectif rapproché, la division d'arrière devant être amenée en tête. La 2^me division de cavalerie, attendue impatiemment par le Haut Commandement, après avoir progressé entre Anvers et Bruxelles, arriva dans le courant de la journée à Wolwerthem. Le VII^me C. A. de la II^me armée marcha en étroite liaison avec le IX^me C. A. de la I^re armée jusqu'à l'ouest d'Ohain. L'aile gauche de la II^me armée prépara l'attaque de Namur.

Le 20 août la formation et le groupement de la I^re armée étaient donc les suivants : La 2^me division de cavalerie vers Wolwerthem, les têtes de colonnes du II^me C. A. à Vilvorde ; les éléments avancées du III^me C. A. R. en formations profondes à l'ouest d'Aerschot, en face du front sud d'Anvers, sans se laisser gêner ni attirer par la forteresse ; les IV^me, III^me, IX^me C. A. à l'ouest, au sud de Bruxelles, front au sud-ouest dans la direction d'Enghien ; le IX^me C. A. en liaison avec le VII^me C. A. de la II^me armée ; le IV^me C. A. R. à Tirlemont comme réserve générale d'armée, prêt à faire face au nord, à l'ouest ou sud, et à atteindre en une ou deux journées de marche les champs de bataille éventuels.

En ce qui concerne les mouvements de l'armée jusqu'à ce moment, notre compte-rendu conclut ainsi pour la première et importante partie Aix-Bruxelles : « Par l'occupation de Bruxelles le premier objectif de l'armée était atteint. L'avance très rapide et sans à-coups qui avait exigé des efforts considérables de la part des troupes combattantes ainsi que du train des équipages et des colonnes de munitions, avait complètement surpris l'armée belge et rendu impossible l'aide anglo-française; l'offensive concertée à l'avance entre les Belges, les Anglais et peut-être une partie de l'armée française avait échoué ; ainsi s'était réalisée l'occupation rapide de la Belgique. Nous n'avions pas réussi à battre complètement les Belges ni à les couper d'Anvers, car, malgré une résistance opiniâtre par endroits, ils avaient toujours su rompre à temps le combat. Mais ils avaient été battus de telle façon qu'avec des forces relativement faibles nous pouvions les enfermer dans Anvers et ne plus tenir compte d'eux pour les batailles décisives. L'avance avait été rendue difficile, mais non retardée, par la résistance de la population : celle-ci, excitée par les autorités et la presse, aidée par des soldats en civil, faisait une guerre acharnée de francs-tireurs, rendait peu sûres les routes à l'arrière du front et détruisait surtout les communications téléphoniques. »

Si la mobilisation et la concentration de l'armée allemande avaient eu lieu trois jours plus tôt, on aurait obtenu probablement des résultats plus décisifs encore. Gagner du temps au début d'une guerre c'est beaucoup, c'est quelquefois tout. Napoléon disait : « Vitesse, vitesse ».

D'après le premier rapport adressé le 7 septembre 1914 au Secrétaire d'Etat pour la guerre par Sir John French, chef du corps expéditionnaire anglais, on ne paraît pas, du côté anglais, avoir envisagé un débarquement de l'armée britannique sur sol belge, mais plutôt, après entente avec le gouvernement français, sur une meilleure base, Dunkerque-Calais-Boulogne. Ensuite les généraux French et Joffre se seraient mis d'accord pour préparer l'armée anglaise dans la région Condé-Mons-Maubeuge. Nous pouvons ajouter encore que le 22 août l'armée anglaise s'y trouvait prête au combat ou à la marche. L'espoir du Haut Commandement de la I^{re} armée de rencontrer en Flandre des corps d'armée anglais avec des divisions belges et de les écraser, ne s'est pas réalisé.

BRUXELLES-SOMME.
BATAILLE CONTRE LA PREMIÈRE ARMÉE ANGLAISE.
POURSUITE. — ARMÉE D'AMADE.

Comme nous l'avons vu dans la première partie, le Haut Commandement escomptait pour le 20 Août la présence de détachements anglais aux côtés de l'armée belge. Le groupement de la I^{re} armée terminé le 20 paraissait correspondre à cette supposition : IV^{me} C. A. Bruxelles ; II^{me} C. A. Vilvorde et est de Malines, face au front sud d'Anvers ; en avant de ces deux corps, la division de cavalerie à Wolwerthem ; III^{me} C. A. R. à l'ouest et à l'est d'Aerschot, face au front sud-est de la forteresse ; IV^{me} C. A. R. au nord-ouest et à l'est de Tirlemont, III^{me} C. A. au sud de Bruxelles. Les III^{me}, IV^{me} et II^{me} C. A. étaient prêts à la bataille en direction Wolwerthem-Termonde, et Alost-Ninove, les IV^{me}, III^{me}, IX^{me} C. A. en direction sud avec couverture du flanc droit par les II^{me} et III^{me} C. A. R. et de la cavalerie. Le IV^{me} C. A. R. pouvait au besoin être employé en direction Malines-Wolwerthem ou Bruxelles-Wavre, en une ou deux étapes. Le IX^{me} C. A. à Waterloo pouvait servir de réserve générale au nord, à l'ouest, ou comme point d'appui en cas de conversion vers le sud-ouest.

Un extrait de l'ordre de l'armée du 20 août, 8 heures du soir, dit : « Le IV^{me} C. A. est entré à Bruxelles sans résistance ; de forts détachements de l'armée belge paraissent s'être retirés sur Anvers ; une division d'infanterie a été identifiée près de Termonde. Le débarquement des troupes anglaises s'est probablement terminé le 18 août dans les ports français, avec objectif inconnu. L'aile gauche de la II^{me} armée attaque Namur et entre en contact avec les Français signalés en marche sur Gembloux ; le VII^{me} C. A. forme l'aile droite au sud du Mont St-Jean, sur la grande route de Nivelles. La cavalerie de cette armée a complètement battu une division de cavalerie française.

« Malgré ses mouvements rapides, n'ayant pas réussi à désorganiser l'armée belge, ni à la couper d'Anvers, la I^{re} armée est obligée d'assurer sur une grande étendue la droite de l'armée non seulement en direction d'Anvers, mais encore de la côte française du nord.

« Afin de parer à cette éventualité, la I^{re} armée fera le 21 une courte marche en s'échelonnant sur la droite et en se couvrant du côté d'Anvers : les têtes de colonnes du II^{me} C. A. en direction de Ganshoren, couverture et reconnaissances à l'ouest du canal de la Dyle, Louvain-Malines ; celles du IV^{me} C. A. jusqu'à Castre ; III^{me} C. A. Hal ;

IXme C. A. Braine le Château, ces deux corps avec leurs avant-gardes ; le rôle de la 2me division de cavalerie autour de Wolwerthem reste le même ; le IIIme C. A. R. se tiendra prêt demain, au sud d'Aerschot et du Demer, à couvrir le flanc de l'armée en direction d'Anvers, à l'est du canal de la Dyle Louvain-Malines ; en cas de nécessité il se portera en avant à l'ouest. Le coude de la route de Haecht est, à notre connaissance, exposé au feu de l'artillerie d'Anvers. Les avant-gardes du IVme C. A. R. occuperont Louvain. Les distances entre les divisions d'avant et d'arrière des deux C. A. R. seront données d'après les marches accomplies aujourd'hui. » De cette façon la majeure partie des troupes de la Ire armée était en mesure de prendre du repos.

En outre, l'ordre d'armée prescrivait à l'échelon du IIme C. A. de serrer sur le premier, à travers le IIIme C. A. R., et au IVme C. A. d'avancer par Bruxelles ou sa lisière sud en évacuant à temps Louvain et en évitant les routes du IIIme C. A. Des ordres spéciaux étaient donnés pour protéger les dépôts de munitions des corps contre la population, pour faire réparer le pont de la Gette près de Hælen par le IIIme C. A. R., pour remettre rapidement en état, avec le concours du service des étapes, le passage à niveau à l'ouest de St-Trond par où circulaient les auto-camions. Le quartier général de l'armée restait à Louvain.

Le rapport reçu ce jour-là signalant que toute la région jusqu'à Gand-Audenarde-Tournai était libre d'ennemis, avait son importance. Le Haut Commandement devait décider la marche à suivre. Le rôle de la Ire armée — comme nous l'avons répété plusieurs fois — était de se couvrir du côté d'Anvers, d'assurer les communications, de protéger le flanc droit de l'armée contre les Belges, contre l'armée anglaise sur le point d'intervenir, et peut-être contre les Français. On devait compter d'une façon certaine avec les Anglais venant de Lille ; il convenait donc d'infléchir légèrement vers le sud-ouest la marche de la Ire armée en dirigeant son aile gauche à l'ouest de Maubeuge, tout en restant en liaison avec le VIIIme C. A. de la IIme armée. La Ire armée serait ainsi en mesure d'évoluer vers le sud, l'ouest ou le nord-ouest suivant la direction prise par l'ennemi. Et l'on gagnerait de l'espace sur la droite — à l'ouest vers Tournai et Douai. On éviterait de la sorte que les deux armées de l'aile droite allemande en continuant leur marche et en opérant une conversion vers le sud ne fussent comprimées.

Envisageant les événements à un autre point de vue, le Haut Commandement de la II^me^ armée donna le 21 août les ordres suivants : « La II^me^ armée progressera le 22 août jusqu'à la ligne Binche-Jemappe ; le 23 août elle traversera la Sambre, afin d'ouvrir le passage de la Meuse à la III^me^ armée. La I^re^ armée, tout en se couvrant du côté d'Anvers et en maintenant l'occupation de Bruxelles, participera à ce mouvement, de façon qu'en isolant le front nord et nord-est de Maubeuge elle puisse soutenir la II^me^ armée à l'ouest de cette place ». Ces dispositions furent maintenues malgré l'opposition du Haut Commandement de la I^re^ armée auquel on répondit « qu'autrement la I^re^ armée s'éloignerait trop et n'arriverait pas à temps pour soutenir la II^me^ armée. » Le Haut Commandement de la II^me^ armée ne croyait pas à l'arrivée prochaine de forces anglaises, sans doute par suite d'un communiqué du Commandement Suprême arrivé le 21 août au soir : « Les Anglais ont débarqué à Boulogne et se dirigeront sur Lille. Nous ne croyons pas cependant que des débarquements importants aient eu déjà lieu. »

Comme la suite le démontrera, les opinions qui prévalaient au quartier-général de Louvain étaient plus justes. D'après le rapport de French, déjà cité, l'armée anglaise avait été concentrée du 21 au 22 août sur le canal Condé-Mons et vers Binche.

Le Haut Commandement de la II^me^ armée exigea que la I^re^ se rapprochât ; celle-ci désirait avoir les mouvements plus libres afin de remplir sa tâche d'ordre surtout stratégique, condition essentielle du développement des opérations tactiques. La décision du Haut Commandement de la II^me^ armée n'est pas restée sans influence sur la suite des combats avec les Anglais. Elle fit sentir son poids longtemps encore au Commandant de la I^re^ armée et à son chef d'état-major.

Le 21 août à midi arriva à Louvain par t. s. f. la nouvelle que le général von der Marwitz, avec les divisions de cavalerie 2, 4, 9, rassemblées dans la région d'Ath, avait été mis à la disposition de la II^me^ armée ; la I^re^ armée perdit ainsi malheureusement l'appui d'une puissante masse de cavalerie, faute grave au moment où il s'agissait pour elle d'opérer une conversion rapide !

L'ordre d'armée, daté de Louvain 21 août, 9 heures 30 du soir, informait les corps que suivant des rapports d'aviateurs, Termonde semblait évacué par l'ennemi qui aurait aussi abandonné les régions de Gand-Ostende et d'Audenarde-Ath-Tournai : qu'au sud de la Sambre, entre Namur et Maubeuge, des forces ennemies marchaient vers le nord ; que le 22 août la II^{me} armée progresserait de Nivelles à Binche avec le VII^{me} C. A. à l'aile droite. La 2^{me} division du corps de cavalerie Marwitz passerait par Nederbrakel, à mi-chemin de Grammont-Audenarde, la 4^{me} par Enghien, la 9^{me} par Soignies.

«La I^{re} armée s'infléchira vers la gauche pour soutenir la II^{me}.

«Les avant-gardes du II^{me} C. A. atteindront Ninove, Q. G. à Dilbeck ; celles du IV^{me} C. A. Ollignies-Silly, Q. G. Enghien ; celles du III^{me} C. A. Thoricourt-Chaussée Notre Dame-Louvignies, Q. G. Rebecq-Roygnion, celles du IX^{me} C. A. Langrenée-Mignault, Q. G. Braine le Comte. Q. G. de l'armée jusqu'à midi à Louvain, ensuite à Hal en passant par Bruxelles. Là le Haut Commandement se trouvera près du front, en liaison étroite avec les Commandements de corps.

«De bonne heure, le III^{me} C. A. devra envoyer un détachement de toutes armes vers Campenhout, à 10 kilomètres au sud de Malines pour protéger les colonnes de munitions et les trains du II^{me} C. A. qui rejoindront le 22. A partir de midi, le III^{me} C. A. R. prendra position sur les deux rives du canal de la Dyle, de Louvain à Malines, pour protéger le flanc de l'armée dans la direction d'Anvers, Q. G. à Thildonck. Le IV^{me} C. A. R. atteindra Bruxelles. Exploration à grande distance : III^{me} C. A. R. de Vilvorde à Opwyck ; II^{me} C. A. jusqu'à la ligne Alost-Grootenberge-Lessines ; IV^{me}, III^{me}, IX^{me} C. A. jusqu'à Ath-Mons-Givry, ce dernier à 10 kilomètres au nord des forts de Maubeuge. Liaison ininterrompue avec la cavalerie d'armée dans le grand rayon sud-ouest-sud. Les aviateurs du II^me^ C. A. auront à surveiller d'une façon constante la région Audenarde-Courtrai-Lille, ceux du III^me^ C. A. Tournai-Lille-Douai, ceux du IX^me^ C. A. Valenciennes-Maubeuge-Solesmes. Fournir immédiatement des rapports sur tout événement à Louvain ou à Hal. » Ainsi le groupement et l'ordre de marche de l'armée permettaient encore de la faire opérer suivant notre propre conception de la situation. La II^me^ armée avait l'intention d'atteindre ce jour même la ligne Binche-Mellet.

Dans le courant du 22 août on constata la présence de troupes anglaises devant le front de la II^me^ armée : un escadron près de Casteau au nord-est de Mons ; un avion de l'armée anglaise qui avait pris l'air à Maubeuge pour aller en reconnaissance, fut descendu. Nous trouvâmes le canal du Centre occupé depuis Mons jusqu'à Ville sur Haine ; par contre tout le terrain à l'ouest jusqu'à l'Escaut, de même que Lille et les voies ferrées menant vers l'ouest étaient libres d'ennemi. Nous avions identifié la présence de troupes anglaises devant le front de la I^re^ armée, mais nous ignorions si le gros de l'armée anglaise était arrivé près de Maubeuge. Il nous paraissait de la plus haute importance de chercher à étreindre l'aile gauche anglaise, en faisant décrire un large mouvement à l'armée, surtout à l'aile droite, vers l'ouest. Par un officier d'état-major envoyé au Haut Commandement de la II^me^ armée, nous tentâmes de faire prévaloir nos idées qui étaient contraires à l'ordre donné concernant l'aile gauche de la I^re^ armée. Auparavant, en réponse à une demande adressée au Commandement Suprême, nous avions eu confirmation que la I^re^ armée se trouvait toujours provisoirement subordonnée à la II^me^ armée. Le commandement de celle-ci donna comme raison du resserrement de la I^re^ armée sur la II^me^, que toutes les têtes de colonnes de cette dernière avaient pris contact avec l'ennemi sur les rives de la Sambre et avaient eu à subir des combats partiels mais très durs. La III^me^ armée pouvait aussi rencontrer de grandes difficultés lors du passage de la Meuse. Nous proposâmes alors de faire avancer l'aile gauche de la I^re^ armée dans la direction de Bavai, en passant par Mons, mais cette suggestion ne fut pas admise. En revanche on ne demanda plus à la I^re^ armée d'isoler le front nord-est de Maubeuge. Nous sollicitâmes l'appui d'une division près de Givry pour soutenir le VII^me^ C. A., car le 23 août, la II^me^ armée voulait attaquer avec son aile droite dans la direction de Binche-Solre.

Marwitz réunit ses trois divisions dans la région Renaix-Ath-Leuze, et changea de direction du sud au nord-ouest.

La proposition de la I^re^ armée d'élargir vers l'ouest l'intervalle entre elle et la II^me^ avait donc été rejetée. Une crise grave en conséquences allait se produire à l'aile occidentale de toute l'armée. Plus libre de ses mouvements, la I^re^ armée aurait pu fixer par l'ouest l'armée anglaise, la séparer de Maubeuge, la rejeter sur la 5^me^ armée française et tomber dans le dos de cette dernière.

L'extension toujours grandissante des communications à l'arrière de la I^re^ armée exigeait des précautions minutieuses. A partir du 22 août le Commandement Suprême mit à notre disposition 20 bataillons et 4 escadrons de landsturm ; ce même jour nous ordonnâmes le transfert de ces troupes à l'inspection des étapes pour être employées au delà d'Aix-la-Chapelle. Le service des étapes eut à amener toute la landwehr disponible au III^me^ C. A. R. pour assurer les derrières de l'armée. Pour ce même but la 27^me^ brigade de landwehr devait se mettre en route le 24 sur Waenrode, au sud-ouest de Diest. Les troupes de sûreté laissées en arrière par les corps devaient être remplacées aussi rapidement que possible par le service des étapes et dirigées sur le front. Pour renforcer les communications avec les corps d'armée nous avions réussi en outre à établir le 22 août un service à voie étroite allant à Ninove-Vollezeel pour le II^me^ C. A. ; pour le IV^me^ C. A. d'abord jusqu'à Castre, bientôt jusqu'à Enghien ; pour le III^me^ C. A. jusqu'à Hal. Le IX^me^ C. A. avait à organiser des transports fluviaux rapides sur le canal Bruxelles-Hal-Tubize. L'intendant-chef de l'armée fut invité à approvisionner en permanence les magasins de Bruxelles et assurer le ravitaillement jusqu'au front. Du nouveau Q. G. à Hal partirent des instructions aux corps concernant la couverture du côté de Maubeuge et l'attaque des forts de barrage entre Lille et Maubeuge. On ne pouvait supposer qu'ils allaient être évacués sans combat.

En face de Maubeuge, mais hors de la portée des forts, des détachements devaient être prêts à répondre d'une façon efficace à des attaques débouchant des positions avancées.

Comme forts de barrage il fallait considérer les forts désarmés de Maulde, Flines, Curgies et les vieux remparts de Valenciennes et du Quesnoy. Maulde, Curgies ne pouvaient être pris d'assaut ; nous ordonnâmes seulement de détruire leur artillerie et de les masquer. Flines était de moindre importance.

Les réduits voûtés de ces ouvrages étaient à l'abri des obusiers lourds. Il fallait compter avec la crue de l'Escaut de Flines à Condé. Largeur du canal de l'Escaut à cet endroit : 15 mètres.

Avant de traiter des combats de la I^re^ armée sur le canal du Centre et à l'ouest de Maubeuge, il nous paraît utile de considérer la situation de la première armée anglaise sur la base des communiqués de Sir John French, qui furent connus ultérieurement. D'accord avec le généralissime Joffre, l'armée anglaise était déjà arrivée en ligne à l'exception de son 3^me^ corps. Le 1^er^ C. A. sur la ligne Binche-Mons exclus, le 2^e^ Mons-Condé, la 5^e^ brigade de cavalerie près de Binche, la division de cavalerie derrière l'aile gauche du 2^me^. Le 22 et le 23, des escadrons d'exploration des deux cavaleries avancèrent jusqu'à Soignies. Nous n'avions pas encore pu nous former une opinion claire sur le plan du général Joffre.

L'adversaire supposait se trouver en face de deux corps d'armée allemands et d'une division de cavalerie. Des reconnaissances aériennes et sur le terrain paraissaient confirmer cette supposition. Dans l'après-midi du 23, le général French reçut des rapports disant que les Allemands attaquaient la ligne de Mons. L'aile droite de Mons à Bray était surtout menacée, de telle sorte que le 1^er^ C. A., général Haig, avait retiré son aile droite au sud de Bray et que la 5^me^ brigade de cavalerie s'était repliée au sud de Binche, dès lors occupé par les Allemands. Le 23, le général Hamilton se trouvait à Mons avec l'aile droite de sa 3me division. Il risquait d'être enveloppé ; aussi French lui ordonna-t-il de se replier vers le sud avant la tombée de la nuit, au cas où le 2me C. A. serait sérieusement menacé. A 5 heures de l'après-midi, Joffre communiquait la nouvelle inattendue que trois corps allemands au moins attaquaient de front et qu'un quatrième essayait de tourner French par Tournai. La 5me armée française et 2me division de réserve battraient en retraite, parce que, le 22, les Allemands auraient occupé les passages de la Sambre entre Charleroi et Namur. D'après son rapport le général French avait déjà envisagé une position plus en arrière, appuyé à droite sur Maubeuge, à gauche sur Curgies, à l'ouest de Jenlain, sur la route Maubeuge-Valenciennes. Après avoir vérifié la retraite de cette armée française et la menace allemande, l'armée anglaise se replia sur cette position le matin du 24.

(A suivre) Général von KLUCK.

LA CAMPAGNE AVEC THUCYDIDE

Il semble qu'il y ait, comme en des œuvres d'art, une vie intérieure intense et un rayonnement indéfini dans certains apologues de l'antiquité. Apologue, allégorie, mythe, je ne sais : des histoires simples, en tout cas, qui respirent d'intelligence subtile. Je ne me souviens plus du sens que je voyais autrefois à l'histoire de la sibylle de Cumes et de ses livres, je sais seulement que ce sens me charmait et que j'y vois aujourd'hui un sens qui, certainement, n'est pas le même, et qui me séduit et me fait songer autant que l'ancien.

On sait le conte. La Sibylle apporta un jour à Tarquin neuf livres dans lesquels était contenu l'avenir de Rome, et dont elle demandait beaucoup d'argent. Tarquin, économe, refusa. L'année suivante, elle revint, dit au roi qu'elle avait brûlé trois de ses neuf livres et lui offrit les autres pour le même prix. Tarquin la tint pour folle et la chassa. Un an après il la revit : elle avait brûlé trois livres encore, et des trois qui restaient elle voulait toujours la même somme. Tarquin alors, soit sur un bon conseil, soit de lui-même, la reconnut pour sage, lui fit compter l'argent et les trois livres furent conservés dans le Capitole : les livres sibyllins.

Les prêtres qui gardaient les livres sibyllins, pour peu qu'ils eussent le goût poétique, pouvaient proposer de nombreux thèmes à leur imagination. Les trouvant plus chers — aux deux sens du mot — d'être un reste et un débris, ils purent éprouver déjà cette poésie des ruines que les Orientaux et les Grecs ignorèrent et que les grands Latins allaient donner à l'humanité. Mais aussi dans ces corporations de devins, où l'esprit était tendu tout entier vers le futur, où l'on contractait comme à Delphes un sens inquiet et scrupuleux de l'avenir pareil à celui du passé chez nos historiens, peut-être, en pensant aux six livres perdus, dut-on songer que cette proportion d'un tiers dans notre connaissance possible de l'avenir était à peu près normale et proportionnée à l'intelligence humaine. L'étude de l'histoire peut nous amener à conclure qu'en matière historique il y a des lois et que ce qui a été sera. Elle peut aussi nous conduire à penser que la durée historique comporte autant d'imprévisible que la durée psychologique, et que l'histoire figure un apport incessant d'irréductible et de nouveau. Les deux raisonnements sont également vrais et se mettraient face à face comme les preuves des antinomies kantiennes. Mais à la longue l'impression nous vient que dans la réalité les deux ordres auxquels ils correspondent sont mêlés indiscernablement, que ce qui est raisonnablement prévisible existe, débordé de toutes parts par ce qui ne l'est point, par ce qui a pour essence de ne point l'être, que l'intelligence humaine, appliquée à la pratique, doit sans cesse faire une moyenne entre les deux tableaux, et que cette proportion d'un tiers prévisible (dépourvue de sens au point de vue théorique) constituerait une croyance pragmatique assez saine, fournirait une bonne base à la sage Descartomancie que prêche un journaliste qui n'est point du tout une bête, M. Louis Forest.

Ce tiers prévisible, fondé sur la régularité des lois de l'univers, suffit, quand nous savons l'exploiter, à notre action et à l'enchaînement à peu près raisonnable de notre vie individuelle et sociale. Sans lui nous ne saurions vivre. Mais sans les deux tiers d'imprévisible nous ne vivrions pas davantage, ou plutôt nous vivrions à l'état de machine. La Sibylle aurait dû vendre au roi de Rome plus cher encore une prévision de trois neuvièmes qu'une prévision de neuf neuvièmes. Une prévision complète de l'avenir enlèverait à notre action tout son caractère humain, vivant, tragique. Et, à notre intelligence, elle n'offrirait aucun intérêt. Nous connaîtrions deux passés, l'un en arrière, l'autre en avant. Une histoire de l'avenir, doublant l'histoire du passé, à quoi bon, alors qu'une vie d'homme, absorbée par l'histoire et oublieuse de tout le reste, arrive juste à connaître de ce passé un lambeau ou des poussières ? Le passé m'offre toujours assez de nouveau, dussé-je vivre cent ans, pour que le nouveau d'un avenir intégralement prévisible me paraisse superflu. N'imitons pas ce bachelier à qui ses professeurs avaient donné pour Sophocle une estime qui lui faisait déplorer profondément la perte de cent de ses pièces, mais n'avait pas suffi pour qu'il eût jamais consenti à lire une des sept qui nous sont demeurées. En histoire comme ailleurs, le tiers d'avenir prévisible donne du poids, un sens, une portée, à notre connaissance du passé, les deux tiers prévisibles lui fournissent une atmosphère et des ailes.

A un certain degré de raréfaction le prévisible et l'imprévisible finissent par se confondre. Sur le chemin de l'histoire des livres sibyllins on pourrait placer ce conte d'Orient que rapporte Anatole France. Une histoire du monde, composée sur l'ordre d'un prince par tous les savants de son royaume et qui charge je ne sais combien de chameaux, finit par s'abréger, de résumé en résumé, en cette ligne : ils vécurent, ils souffrirent, ils moururent. Elle résume aussi bien l'histoire future que l'histoire passée : un pur κτῆμα ἐς ἀεί.

* * *

L'histoire de la sibylle de Cumes, sa variante sur le beau proverbe delphique : la moitié est plus que le tout, me venaient souvent, pendant la guerre, à l'imagination. Lorsque j'étais obligé de limiter ma bibliothèque à ce que peut recevoir un sac de soldat, trois livres me suffisaient (six volumes qu'avec de la complaisance finissaient toujours par contenir Azor et son cortège de musettes), un Montaigne, un Virgile, un Thucydide. Un soldat de 1914 pouvait être un homme qui vit avec poésie un moment important de l'histoire, et comme à l'étape on puise dans sa main l'eau des sources, confondues ici avec des essences éternelles, en Montaigne je puisais l'eau de la vie, en Virgile l'eau de la poésie, en Thucydide l'eau de l'histoire. Les trois formes, Naïades, Nymphes ou Parques, française, latine et grecque, s'enchaînaient comme un chœur parfait autour de mon sac, et une sibylle ingénieuse m'enseignait que, reste et témoin de milliers d'autres, cette bibliothèque de trois livres était strictement d'un prix bien plus haut que les six et les neuf, les dix et les cent, les mille et les dix mille, aujourd'hui lointains, inexistants, brûlés.

J'ai écrit beaucoup dans les marges de tous trois (je n'ai jamais plus barbouillé de papier que pendant ces quatre ans). Les marges sont ici une façon de parler. J'écrivais sur des feuilles de papier auxquelles j'avais bien soin de donner la figure extérieure de lettres. L'apparence d'écrire des « mémoires » vous attirait, dans nos tribus nomades, des étonnements et des quolibets. Rien de plus naturel. Ecrire pour soi est aussi absurde, socialement, que parler tout haut à soi et pour soi. Le dialogue étant la forme normale de l'écriture, mes lignes en prenaient l'apparence. Et ce n'était point qu'une apparence. J'entrais aussi docilement dans cet habit que dans mon bourgeron ; ce sont bien des lettres à Montaigne ou à Thucydide, tous ces petits morceaux de papier que je garde dans un meuble, et d'où je tire aujourd'hui ce livre, des correspondances entre un front de guerre et un arrière de paix, entre l'aujourd'hui et l'hier, entre le moment et la chose de toujours.

Cette chose de toujours que Thucydide a voulu réaliser dans son livre, elle a reçu de cette guerre sa preuve authentique. Il est beau de voir les lignes de la guerre entre les nations épouser les lignes de la guerre entre les cités, telles que les a isolées et retracées le génie solitaire du fils d'Oloros. L'*Histoire de la Guerre du Péloponèse* cristallise comme un diamant lumineux le tiers prévisible que comportait la guerre mondiale.

Entre ce cartouche oriental du : ils vécurent, ils souffrirent, ils moururent, — et le détail innombrable, toujours nouveau de l'histoire, l'esprit grec a compris qu'il y avait place pour un raccourci à la fois généralisateur et vivant, faiseur d'ordre et créateur d'humanité. Clio comme la sibylle de Cumes, s'est arrêtée en un point, en une juste mesure digne de ce Capitole qui garde l'écrit où la sagesse la fixa. L'histoire de Thucydide développe, rend présents, vivants et ordonnés comme des frontons du Parthénon les thèmes éternels de la vie, de la souffrance et de la mort tels qu'ils s'imposent à l'homme constructeur, destructeur et défenseur de cités. Ils nous arrêtent en un point solide, en un foyer indestructible de l'esprit. Par eux lentement notre intelligence prend de la dureté et du poids, ainsi que les madriers et les poutres de la construction primitive sont devenus, dans le temple grec, pierre et marbre et ont transporté intact à une matière solide et compacte le détail même des formes qu'inspira la matière encore molle et docile du bois.

I

L'Historien

Thucydide, bien qu'il ait eu dès le début de la guerre l'intention de se consacrer à son histoire, écrit sans doute sur l'histoire faute de pouvoir faire l'histoire, être de l'histoire. On lui donnerait volontiers pour devise le mot de son contemporain Démocrite : λόγος σκὶας ἔργου. Le discours est l'ombre de l'action. Mais la merveille de l'esprit humain ne consiste-t-elle pas à faire avec des ombres une réalité dont le corps lui-même ensuite paraîtra l'ombre ? Le dessin, selon la légende, est né du trait par lequel un homme circonscrivit un jour sur un mur l'ombre d'un corps qu'il aimait, et de ce trait autour d'une ombre naît le monde des formes éternelles.

Il a écrit sur l'histoire comme un homme d'aujourd'hui, Stendhal par exemple, écrit sur l'amour. Rémy de Gourmont a fait des livres sur l'amour une psychologie qu'on pourrait être tenté d'appliquer à ces livres sur l'ambition que sont la plupart des ouvrages de grande histoire ou de grande politique depuis Hécatée de Milet jusqu'à Auguste Comte. « On n'écrit jamais sur l'amour en état de santé parfaite. Il faut pour cela être malade de corps ou de sentiment, éprouver des troubles physiques ou psychologiques. Un homme parfaitement sain, jeune, fort et joyeux, fait l'amour et n'écrit pas sur l'amour ; il ne lit pas non plus de livres écrits sur l'amour. Le sujet l'intéresse comme action, et non comme dissertation. »

Attitude élégante chez l'auteur de *Sixtine* et de la *Physique de l'amour*, mais, comme toutes les affirmations de ce genre, cela n'est vrai qu'à moitié. M. Desmaisons trouverait ici de quoi répondre à M. Delarue. Cet état de santé, de jeunesse, de force et de joie parfaites, on le verra par exemple chez un jeune Anglais construit pour l'eau froide, le foot-ball et la chasse au renard; il donne admirablement un bonheur de surface, sans dessous, et, après tout, le bonheur tout court. Aimer sans complications sentimentales fait partie de ce bonheur, y tient une place analogue à celle des autres satisfactions normales, tant physiques que morales. Qui a tiré cette destinée à la loterie ne pouvait évidemment amener un meilleur numéro. C'est là faire l'amour au sens presque tout physique où l'entend Gourmont, mais est-ce connaître l'amour, sentir l'amour, vivre l'amour, avec la signification que toute la sensibilité moderne, particulièrement française, donne à ce mot, et qu'un grammairien est par conséquent obligé de lui maintenir ? Certainement non. L'amour, tel qu'il existe pour des amants de chez nous, pour des amants français, est tout de même quelque chose d'un peu plus délicat, multiple et tourmenté. L'amour n'intéresse comme action et non comme dissertation que s'il est tout physique, et l'amour purement physique n'est peut-être comme l'individu isolé qu'une abstraction sociale. Il comporte chez tout être un minimum de cristallisation. Or, cristalliser, c'est disserter. Faire l'amour, pour un homme, c'est déjà écrire sur l'amour. Ecrire sur l'amour, c'est encore faire l'amour, puisque c'est se souvenir, c'est espérer, et si l'on enlève de l'amour le souvenir et l'espérance, le passé et l'avenir, qu'est-ce qu'il en reste ?

Dans l'autre grande passion humaine, l'ambition, et dans la vie politique où elle s'exerce, on verrait des rapports généraux analogues. Un véritable homme politique, dirait-on ici en calquant Gourmont, gouverne et n'écrit pas sur le gouvernement, le sujet l'intéresse comme action et non comme dissertation. Evidemment, il faut faire les distinctions nécessaires. En amour, la cristallisation se sépare facilement, à l'analyse, de l'acte ou du fait sur lequel on cristallise. En politique, elle se sépare plus mal, mais il n'y a qu'à analyser plus délicatement. Ici, la cristallisation s'appelle l'imagination, comme l'imagination dans la métaphore de Stendhal est devenue, par un fait même d'imagination cristallisatrice, la cristallisation.

Il n'y a pas de grand politique, pas plus que de grand militaire, sans imagination, sans une puissante et fine imagination. Je n'insiste pas, on l'a déjà dit et démontré : « Il ne suffit pas, écrit un général français tué pendant la guerre, d'un courage inébranlable, pour concevoir à l'instant de la défaite de Caldiero, l'étonnante manœuvre d'Arcole ; pour imaginer l'ingénieuse défensive offensive de Rivoli et cette prodigieuse embuscade d'Austerlitz. Si les campagnes et les batailles de Napoléon inspirent tant d'admiration, et semblent aux militaires de véritables œuvres d'art, c'est à cause du tour original, extraordinaire, dû à l'effort d'imagination qui les a produites, et qui les distingue des opérations conduites régulièrement, dans la voie la plus naturelle pour les esprits ordinaires. » Ce qui est vrai de l'art de la guerre est tellement vrai de l'art politique que l'un et l'autre, et les deux imaginations auxquelles ils correspondent, figurent les deux espèces d'un genre. On reconnaît dans le Code civil et le blocus continental des œuvres d'imagination extraordinaire : imagination précise et puissante qui réalise le citoyen moderne administré, la lutte entre un empire de terre et un empire de mer. Bismarck excitait sa puissance d'imagination politique en se faisant jouer par sa femme des sonates de Beethoven. En 1866, entre Guillaume et les militaires, qui veulent une entrée triomphale et en musique dans Vienne, et Bismarck qui veut ménager l'Autriche, il y a la différence exacte entre d'honnêtes professionnels appliqués à leur tâche et un homme d'imagination vaste qui construit d'avance la figure d'une Europe centrale organisée, comme Napoléon construisait celle d'une Europe continentale organisée. Le *Testament Politique* de Richelieu — en dehors de ses grandes imaginations de politique extérieure — nous le montre imaginant un noble, un évêque ou un bourgeois avec le même réalisme substantiel et charnu qu'un Napoléon met à se représenter au physique et au moral un soldat de son armée, que le Bismarck de la loi sur les retraites (autre œuvre de grande imagination constructrice) se représente un ouvrier allemand. Car on ne se représente bien ce qui doit être que par le jeu des mêmes facultés qui font que l'on se représente bien ce qui est.

On n'est un homme d'action que si on imagine, de même qu'on n'est un homme d'amour que si on cristallise. Sans imagination, sans cristallisation, il n'y a que le spécialiste borné et l'animal reproducteur. Mais, dans les deux ordres, l'imagination et la cristallisation, si elles sont seules, se dissipent en la même fumée. Il est certain que Louis-Philippe manquait d'imagination, mais son gouvernement valait mieux que ceux de M. de Polignac ou des hommes de 1848, qui n'avaient guère que cela. Napoléon à Sainte-Hélène, quand la captivité a ankylosé ses facultés d'action, fait de l'imagination politique extravagante à la Victor Hugo ou à la d'Annunzio. L'amour qui n'est que cristallisation pure porte un nom, c'est l'amour platonique, qui peut se dispenser de la présence réelle de la personne, celui de Dante pour Béatrice, de Jaufré Rudel pour la comtesse de Tripoli ou de Victor Cousin pour M^me^ de Longueville. Alors cette cristallisation cesse à peu près d'être cristallisation amoureuse, elle devient cristallisation artistique, elle se confond peu à peu avec une véritable impuissance d'aimer. Il y a quelque chose d'analogue dans l'ordre de l'action politique et dans ce qui répond à la passion ambitieuse. C'est la politique en idée, l'ambition platonique, qui ne va pas sans l'impuissance d'agir : celle de Platon, de Rousseau, de Comte. L'imagination y est pure, comme plus haut la cristallisation, imagination constructrice qui bâtit de grandes idées comme la cristallisation de l'amour platonique construisait de belles figures. Ces idées et ces figures serviront d'ailleurs à d'autres, qui sauront en nourrir leur action et leur amour : une partie des vues politiques de Rousseau ont pu passer dans nos constitutions modernes, et le souvenir de Béatrice a, chez des milliers de couples, donné plus de finesse au véritable amour. Mais il n'y a aucune raison pour qu'on n'écrive pas sur l'amour du fonds dont on aime, sur l'action politique du fonds dont on agit. Racine écrit ses tragédies d'amour quand il commence d'aimer et les cesse quand, cessant d'aimer, il se marie. Si Stendhal ne fut pas un grand amoureux, ce fut tout de même un vrai amoureux. On peut l'appeler au moins le Jomini de l'amour. Et quand je regarde mes contemporains, je vois l'amour tenir bien autant de place chez la moyenne de ceux qui en écrivent que chez la moyenne de ceux qui n'en écrivent pas. Ainsi et plus encore pour l'action. De grands hommes d'action et même la plupart d'entre eux, ont agi en écrivant, écrit en agissant ; une certaine écriture *imperatoria* leur est même assez commune et les tient très haut : César, Henri IV, Napoléon, Frédéric II, Bismarck. L'action et le style ne se font d'ailleurs point face chez eux, comme deux colonnes d'Hercule opposées. Entre leur action et leur style il y a un palier qui réunit tout dans une même essence, et qui leur est parole. Ils ont parlé, ce qui est chez un homme d'action agir ; et leur style est celui de la parole, non de l'écrit.

Puis, être amoureux, c'est être conduit à penser à l'amour, agir c'est être conduit à penser à l'action. Quand l'amour ou l'action sont froissés, comprimés ou heurtés, leur pensée s'impose, se formule de façon plus aigüe ; les contrariétés donnent à l'un comme à l'autre sa conscience, — dites en termes bergsoniens que cette pensée est une coupe, une détente de la vie qui s'arrête, se manifeste dans cet arrêt comme l'étoile filante dans la ligne où elle se détruit, — ou transférez à la pensée ces lignes que je cueille dans le même livre de Gourmont : « Le christianisme a maté la chair comme un resserrement de roches mate un fleuve dans son cours : il a obtenu des chutes, des cascades, des bouillonnements, des tourbillons et beaucoup d'écume.» Ces chutes et ces bouillons et ces écumes sont encore de l'eau. Ainsi amour et pensée sur l'amour, action et pensée sur l'action, ne sauraient se dissocier chez l'homme complet d'amour ni chez l'homme complet d'action.

Il n'est pas plus exact et pour les mêmes raisons, de dire avec Gourmont : « De ce fait qu'il faut être au moins un peu malade pour écrire sur l'amour, il s'ensuit que tous les livres de ce genre sont des livres tristes, cyniques ou désenchantés. Les traités de l'amour sont rédigés avec des regrets, des désillusions, de la rage, de la mélancolie, de la rancune, de la haine, jamais de l'amour ». Mais pas du tout. Le signalement de Gourmont s'applique tout juste au livre de Senancour, qui était en effet malade et pessimiste. Il ne s'étend ni au *Phèdre* ni au *Banquet* qui sont deux traités de l'amour, ni à Stendhal, pour qui l'amour est bien la seule chose délicieuse de la vie, ni à la Physiologie de M. Bourget, ni aux deux livres sur l'Amour de M. Mauclair, — et je ne connais pas d'autres « traités » de l'amour, car la *Physique de l'Amour* de Gourmont lui-même, est autre chose. « Tristes, cyniques, désenchantés ». Il faut bien qu'il y ait dans de tels livres mélancolie, goût de la volupté, et les alternatives d'enchantement et de désenchantement, temps faible et temps fort de ce rythme poétique ; mais Gourmont, qui écrit dans ces lignes un traité des traités sur l'amour a tout l'air de projeter lui-même sur eux cette tristesse qu'il leur reproche ensuite de projeter sur l'amour : il l'y retrouve parce qu'il l'y a mise.

⁂

Je ne croyais pas que mon détour irait si loin, mais enfin je reviens à Thucydide. Thucydide est évidemment une tête politique puissante, équilibrée, complète. L'accident qui coupe brusquement sa destinée politique, qui le confine dans l'exil et la retraite et le concentre en réflexions et en écrits, n'altère pas (sauf probablement en ce qui concerne Cléon) la tranquillité de son jugement. Rien à peu près de ces regrets, désillusion, rage, mélancolie, rancune, haine que Gourmont croit voir dans les traités sur l'amour, et qu'il n'y a aucune raison de principe pour que nous trouvions dans les traités de l'ordre politique et historique, mais que tout de même en réalité nous y rencontrons quelquefois et même assez souvent. C'est ainsi que Platon, dans la République, n'aborde pas la politique avec la même joie lumineuse et profonde qu'il apportait dans le *Phèdre* et le *Banquet* aux choses de l'amour, Thucydide a écrit son histoire du même fonds dont il aurait agi s'il était resté général et homme politique, de même que Racine ou Stendhal (je ne dis pas Rousseau) écrivaient de l'amour ou sur l'amour du même fonds dont ils aimaient.

On trouvera peut-être un peu artificielle cette insistance à mettre sur le même plan deux questions fort différentes et à impliquer Thucydide dans une comparaison inhabituelle. C'était pourtant une coutume assez juste de notre psychologie classique, après Montaigne et l'auteur du *Discours sur les passions de l'Amour*, que de considérer en fonction l'un de l'autre l'amour et l'ambition, et Stendhal lui-même, élève des idéologues, n'y a pas manqué. Selon Montaigne, l'amour et l'ambition s'excluent, et quand ils sont en lutte dans une même conscience, l'un et l'autre à leur plus haut point, la seconde l'emporte toujours. L'auteur du *Discours*, Pascal ou un autre, les aimeraient alternés, une belle vie devant commencer par l'amour et finir par l'ambition. Stendhal a montré souvent que la grande culture amoureuse française du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècles, dans son détail sentimental et intellectuel, son raffinement de conscience et d'analyse, sa merveilleuse histoire et sa riche littérature, chef-d'œuvre de notre civilisation, n'allait pas dans l'ancienne France sans la monarchie centralisée et l'absence de vie politique. Evidemment l'ambition et l'amour sont deux puissances du même ordre, et le même homme est apte généralement à l'une comme à l'autre : les écrits de jeunesse de Napoléon, sa vie jusqu'à la campagne d'Italie, nous le montrent capable d'une passion dévorante qui aurait sans doute été sa destinée s'il avait fait sous la monarchie sa carrière d'officier sans appui. Il faut choisir entre elles, ou la destinée choisit pour nous. Mais une belle vie d'ambition sera chez un Napoléon aussi riche, aussi infiniment nuancée que l'est une grande vie d'amour.

Une complète nature d'homme moderne (je laisse de côté l'exception des spectateurs et des philosophes) a donc le choix entre ces deux registres. Vouloir l'un et l'autre entièrement serait désirer comme les enfants à la foire. La société peut choisir en gros pour l'individu : ainsi l'ancienne France avait choisi l'amour. Un Thucydide s'explique en partie par le choix différent qu'a fait de l'autre registre la cité antique.

La cristallisation propre de l'amour est évidemment une cristallisation amoureuse ; mais nous la voyons tendre chez un Dante ou un Pétrarque à une cristallisation idéologique ou esthétique. Dans la cité grecque l'amour cherche à prendre, il est encouragé à prendre une cristallisation politique. La seule forme de l'amour qui cristallise publiquement avec une bonne conscience, avec des raffinements qui donnent leur caractère et leur achèvement à la sculpture et à la philosophie du v^e^ siècle, comme l'amour moderne le fait pour le théâtre et le roman, c'est avec mille nuances l'amitié passionnée entre jeunes gens ou entre hommes et adolescents. Ce que nous savons de ces mœurs, aussi bien en Crète, à Sparte, à Thèbes qu'à Athènes, nous les montre données fort naturellement dans une société où l'homme seul, actuel ou futur, soldat et citoyen, avait une valeur, une réalité publique. Cet amour qui nous paraît à première vue répandu comme quelque chose de si étrange dans la littérature des Grecs, il perd sa bonne conscience en plusieurs étapes, dont la principale est l'étape romaine. Rome, en intégrant à la cité la femme, vestale ou matrone, a fait tourner en même temps et par là même sa littérature dans le sens de l'amour féminin, dont Lucrèce, Virgile, Ovide, Tibulle, Properce, développeront les nuances avec une complaisance inconnue aux Grecs. La deuxième églogue virgilienne, d'ailleurs presque unique dans la littérature latine, est un exercice de lettré sur des thèmes grecs, avec des vers d'ailleurs aussi beaux et de même source, que ceux de *l'Après-midi d'un Faune.* (Je ne parle pas d'Horace à peu près aussi étranger à l'amour que Boileau, mais moins honnêtement). En même temps, Rome conserve de l'amour grec, en y ajoutant même beaucoup, tout son côté physique et grossier. Ce n'est plus que le gitonisme, voué par l'Eglise victorieuse au bûcher des hérétiques. La femme fait désormais partie de la société au même titre que l'homme, en attendant qu'elle devienne le noyau même de la « société » et du « monde », et que la cité se féminise avec le même excès qui l'avait, chez les Grecs, masculinisée.

On comprend alors un peu cette maturité, cette plénitude vigoureuse et qu'aucun moderne n'a pu atteindre, même de loin, de la culture politique chez Thucydide. La quantité et la qualité même de la culture féminine morale chrétienne et française, qu'il a fallu pour produire un Pascal et un La Bruyère, un Stendhal et un Sainte-Beuve, transportons-les sur la culture exclusivement masculine et politique que peut représenter chez les Grecs un Thucydide. Voyons dans cette culture politique donnée par le génie de la cité antique l'équivalent de la culture intérieure donnée par le génie de la Cité de Dieu. Un même nombre, une même loi, ici dans le milieu politique et là dans le milieu moral : un Discours sur les passions de l'ambition forme avec Thucydide la somme oratoire d'une civilisation comme un Discours sur les passions de l'amour donne le schéma verbal d'une autre civilisation. L'ambition et l'amour sont faits du même métal et ces hommes aussi. Ils se répondent en des groupes alternés avec ce même équilibre établi dans les deux moitiés de *l'Apothéose* d'Ingres.

On comparerait facilement le génie de Thucydide et le génie de Montesquieu, mais moins facilement la place et l'assiette de ces deux génies dans leur temps. Un Montesquieu occupe moins qu'un Rousseau et un Voltaire, moins qu'un Pascal et un La Bruyère le centre des idées, des préoccupations et de l'être même de son époque. Si l'homme antique est avant tout un animal politique, l'homme moderne, surtout chrétien et français, est davantage un être religieux et social. Sa religion ou les succédanés sentimentaux qu'il donne à cette religion, les sociétés multiples et complexes auxquelles il appartient avant d'appartenir à l'Etat, la « société » surtout, et le « monde », termes qu'il serait aussi impossible de faire passer dans une langue ancienne que chocolat et tabac, tout cela désigne bien comme centre d'une époque une *Nouvelle Héloïse* plutôt qu'un *Esprit des Lois*. Mais dans une civilisation politique un livre comme celui de Thucydide occupe rigoureusement cette place centrale, cette ligne d'axe. On peut lui voir la même force de résonance que nous voyons à Pascal ou à Rousseau dans le monde moderne. De là —il me semblait en avoir le sentiment très exact pendant la guerre — son actualité. La guerre a donné pendant cinq ans aux Etats, en les ramassant uniquement dans leur être politique et militaire, la figure de cités grecques. Noyon fut notre Décélie. J'éprouvais là-bas que la lecture de Thucydide en même temps me mettait en pleine réalité contemporaine, et m'en isolait pour me placer dans le monde des lois, de l'abstrait. Par lui le procès où j'étais pris se sublimisait dans une grande épure des destinées humaines. Le son politique qu'il rendait se propageait en ondes aussi éternelles que les sons religieux des *Pensées*, le son d'amour de la *Nouvelle Héloïse*.

* * *

L'Histoire, telle que l'a comprise et exposée Thucydide, est placée au cœur de la vie et de l'intelligence grecque. La vie grecque, je veux dire la cité, les remparts, la mer, la palestre, la sculpture, Olympie, Delphes. Comme la géométrie grecque dans l'ordre théorique, Thucydide nous fournit ici cette clef, l'idée du vrai...

Non, pour parler rigoureusement, le vrai. Lorsque nous y portons une réflexion intense, la réalité du fait historique, comme toute réalité humaine et vivante, se complique, se multiplie, se brise en nuances, se développe en finesses, le système clos que constitue un livre comme celui de Thucydide se détaille, se broie comme le monde de Démocrite en des milliards de systèmes, de totalités vivantes qui ne sont pas seulement des individus et des cités. Qu'est-ce que Cléon ? Qu'est-ce que Sparte ? Quel rôle jouèrent dans la guerre la question du blé, celle des espèces monnayées, celle du Barbare ? Quelles causes de la guerre doivent s'ajouter à celles que donne Thucydide ? Toute cette série indéfinie des questions que soulève l'ouvrage le fractionne en des pensées dont la file successive, c'est-à-dire l'ensemble jamais totalisé, constituerait l'histoire. Cette pulvérisation conduit une intelligence faible au scepticisme historique et à rappeler comme parabole d'évangile l'anecdote de Walter Raleigh à la tour de Londres. Ainsi, lorsque Henri Poincaré eût, dans un petit volume exotérique de grande diffusion, popularisé les idées des métagéomètres et montré quel rôle jouait la commodité dans la géométrie euclidienne, bien des gens s'en allèrent répétant que le professeur Poincaré ne croyait même plus à la vérité des mathématiques, et, tout comme le bonhomme Strepsiade trouve dans la philosophie de Socrate un moyen de ne point payer ses dettes, des personnes qui s'étaient déjà déclarées nietzschéennes en arguèrent de nouvelles raisons pour vivre leur vie.

Mais la décomposition d'un système en ses éléments et de ces éléments eux-mêmes ne doit pas nous gêner si ce système total nous a donné l'instrument de pensée avec lequel nous abordons ces systèmes partiels. Le livre de Thucydide réalise devant nous une idée de la vérité telle que nous pouvons l'appliquer à toutes les questions que nous nous posons au sujet de son Histoire, que lui-même ne résout pas ou bien ne pose pas. Nous l'appliquons aux problèmes restés en suspens de cette Histoire, comme nous l'appliquons aux problèmes qui se sont posés après elle, aux problèmes et aux faits de l'Histoire moderne, de l'Histoire de notre guerre, aujourd'hui. Toute histoire est incomplète et inexacte, si l'on veut, par cela seul qu'elle est dans le temps, qu'elle fait abstraction d'une histoire plus ancienne dont elle n'est que la suite, d'une histoire future qui lui conférera seule son sens clair, d'une histoire présente avec laquelle elle est infiniment mêlée. Etre historien c'est découper des systèmes dans cette durée. Imaginons une création planétaire d'êtres intelligents qui seraient tous historiens, tous fixateurs du passé comme toutes les abeilles sont faiseuses de miel, ils n'épuiseraient pas plus les possibilités d'histoire que, tous sculpteurs épuisant le marbre de la terre ainsi que l'humanité machiniste épuisera son charbon, ils n'épuiseraient les possibilités de nouvelles figures vivantes. Au contraire ce qui n'est point inépuisable, ce qui ne se trouve pas tout de suite, mais finit par se trouver et ne se trouver qu'une fois, pour demeurer ensuite identique à la perfection de cet acte pur, c'est la meilleure manière de fixer pour un système déterminé, si fragmentaire qu'il soit, ce miel de la vérité historique ; c'est la cellule hexagonale de l'abeille, obtenue après les tâtonnements des mélipones. L'histoire de Thucydide eût été plus complète s'il avait pu se rendre à Suse et consulter les archives du roi, certainement fort intéressantes pour les affaires de Grèce. Mais il n'eût pas étudié ces archives avec une autre méthode, avec une autre idée du vrai qu'il n'étudie les témoignages de ses contemporains.

L'Histoire de Thucydide eût été encore plus complète si un miracle de longévité lui avait permis d'assister à la construction de l'Europe dans les temps modernes et à sa destruction par la guerre de 1914. Mais, à l'heure où nous sommes, nous ne pouvons même pas concevoir qu'il existe un cerveau assez puissant, assez calme et assez libre pour contempler, raconter et pénétrer notre guerre avec la même méthode sûre, la même lucidité pure que Thucydide a pu appliquer à la guerre qui se déroulait devant lui. Un historien moderne reste encore l'héritier des vieux légistes, auxquels les rois en mal d'agrandissement commandaient leurs plaidoyers, il est seulement passé au service des peuples. Un Macaulay, un Michelet, un Treitschke ont pour eux des moyens historiques, artistiques, et un acquis humain qui manquaient à Thucydide, mais quelle nostalgie nous emporte vers le vieil historien et vers la belle chair nue de la Clio grecque quand nous voyons la Clio moderne déguisée chez eux sous ces oripeaux du pharisaïsme britannique, du féminisme français et de la morgue militaire prussienne ! La pureté historique d'un Thucydide demeure à notre génération, pour cette seconde guerre du Péloponnèse, inaccessible. Il a fallu cent ans pour que les guerres d'où était sortie l'Europe du XIX^e siècle trouvassent un Sorel. De sorte qu'aujourd'hui, en plein siècle de l'histoire, des archives, des bibliothèques, en plein déluge de l'imprimé, on peut dire que l'idée du vrai, la notion abstraite et solide du vrai, est en recul sur le IV^e siècle grec, exactement comme notre sculpture sur celle de la même époque. Archives, bibliothèques, imprimés, sont à cette idée du vrai ce que les écoles primaires, secondaires et des Beaux-Arts, les Académies et les Musées sont à l'idée statuaire du corps humain. Ces milliards d'assignats n'arrivent plus à fournir la valeur d'une pièce d'or à l'effigie de l'Homme.

Employée par nous avec plus ou moins de science, d'adresse et d'art, l'idée du vrai telle que Thucydide l'a exposée, aussi pure que l'idée du bien dans la philosophie platonicienne et que l'Homme qui, à l'angle du fronton du Parthénon, s'éveille devant le soleil, cette idée demeure le schéma directeur de la recherche historique, comme la géométrie grecque figure le schéma de notre activité dans l'espace. Quel historien de la grande guerre se soumettra à la discipline de ce texte.

« Pour ce qui est des actes accomplis pendant la guerre, je n'ai pas cru devoir en écrire d'après les récits du premier venu, ni en suivant ma propre impression ; mais j'en ai parlé soit d'après ce que j'avais vu moi-même, soit après enquête aussi attentive que possible sur le témoignage d'autrui. Tâche bien difficile, parce que de chaque côté les récits des témoins oculaires étaient commandés non par les faits eux-mêmes, mais par la partialité des deux camps, ou par des caprices de mémoire ». (I, 22).

II

L'HISTOIRE

L'histoire telle que la propose l'exemple de Thucydide unit et fait servir l'un à l'autre deux caractères qui, penserait-on d'abord, s'excluent : la plus grande exactitude matérielle, et la plus grande généralité. D'ailleurs quand on croit qu'elles s'excluent, c'est qu'on ne pense pas à l'art qui les implique au contraire toutes deux et emploie rigoureusement l'une à la perfection de l'autre. Dans les arts plastiques l'homme n'est typique que s'il est vrai, un Praxitèle et un Léonard, un Rembrandt et un Rodin l'attestent également ; cherchez le vrai à l'exclusion absolue du type, vous avez le Musée Grévin ; cherchez le type à l'exclusion du vrai, vous avez l'académisme. Le beau, est une combinaison de ces deux éléments comme l'eau et l'air sont une combinaison de deux gaz.

L'histoire de Thucydide tient sa place éminente dans les monuments de la beauté grecque : elle n'échappe pas aux lois de la beauté, elle les confirme au contraire et les expose lisibles sur son visage sérieux. La dernière chose d'ailleurs à laquelle il pensait était bien, comme Pascal lorsqu'il écrivait ses fragments, la beauté. Mais elle résultait nécessairement de sa double recherche du vrai et du type. Et le type lui-même résultait nécessairement de la façon dont il cherchait le vrai. Il y a entre ces termes un certain ordre irréversible, un mouvement qui constitue la ligne vivante de l'histoire. L'historien n'arrive pas plus au beau et au type, s'il les cherche avant tout et pour eux-mêmes, que l'homme, —selon l'observation banale —n'arrive au bonheur s'il cherche expressément le bonheur. Il ne saurait y avoir pour lui d'autre directive consciente et méthodique que la recherche du vrai.

Néanmoins dans le principe même et la texture continue de l'histoire tels que les ont conçus après Thucydide tous les anciens, on discerne comme les cotylédons dans la graine, l'idée de deux vérités, l'une plus orientée vers le fait, l'autre plus orientée vers le type, — deux ordres de l'histoire comme il y a deux ordres de l'architecture, et l'histoire de Thucydide formant comme l'Acropole d'Athènes la perfection de cette beauté sexuée. La première chez Thucydide s'exprime par les récits, et la seconde par les discours.

* * *

Le récit sobre, musclé, où chaque phrase porte un fait, repose sur une attention et un travail prodigieux. D'Hérodote à Thucydide la vraie critique historique est née. On se représente volontiers Hérodote après ses voyages écrivant son histoire à Delphes, centre de la sagesse grecque, et à Athènes, centre du mouvement grec, arrondissant en charmant langage les récits artistes, ingénieux et bien composés qu'on lui apporte, ainsi que Froissart à la cour de Richard II et de Gaston Phébus. Thucydide est plus difficile. Comme Bacon pour mettre la nature à la question, il a dû se faire un art d'interroger les témoins.

Le tableau de la vie intérieure d'Athènes dans les premières années de la guerre, alors qu'il y vivait comme un des hommes considérables de la Républiquc, et ce même tableau à l'époque de l'expédition de Sicile, alors qu'il le recomposait du dehors avec les renseignements qu'il colligeait, ne diffèrent nullement en vraisemblance, en intensité, en profondeur. On sent que dès le début il a, comme il le laisse entendre, lié partie avec cette guerre, connu que sa destinée lui était consubstantielle.

Le récit de Thucydide nous donne l'idée parfaite de ce qu'on pourrait appeler la vérité narrative, c'est-à-dire de ce qu'on obtient de pur dès qu'on a éliminé le pathétique, le plaidoyer, l'oratoire, le dramatique. Je pense en ce moment aux plus beaux récits de l'histoire, à ceux qui laissent dans le souvenir la plus ineffaçable empreinte : le bûcher de Crésus dans Hérodote, la mort de Pompée dans Plutarque, l'arrivée d'Agrippine à Brindes dans Tacite, la mort du grand Dauphin dans Saint-Simon, les Cent jours dans les *Mémoires d'Outre-tombe*, la chute de Jacques II dans Macaulay, le 9 Thermidor dans Michelet, ce sont des tableaux admirablement composés et mouvementés, mais on sent dans leur mouvement et dans leur texture que le travail de l'auteur leur est incorporé. Cette grande histoire décorative et tragique procède d'un goût moitié oriental et moitié grec, moitié poétique et moitié historique. Le père de l'histoire est aussi et surtout le père de l'art historique, et sa narration a fait école plus que celle de Thucydide. Mais quand on passe de cette narration et de celles qui en procèdent aux récits de Thucydide, il semble qu'on passe d'une fleurissante et féminine chair d'Orient à la chair musclée, lisse et dorée de soleil, sans graisse et sans sueur, d'un jeune lutteur olympique. On se sent placé au centre du nu, à l'antipode exact de cette philosophie des habits, que construisent dans leur Nord le Germain Teufelsdrœck et l'Ecossais Carlyle. Si nous parlons style, la phrase de Thucydide n'est pas nue à la manière de la phrase aisée d'Hérodote ou de la phrase limpide de Xénophon.

Elle est nue puissamment, à la façon de ces marbres du V^e^ siècle dont notre œil sent le poids de muscles et d'entrailles, nue comme eux avec son chargement intérieur de faits, d'idées, d'antithèses, d'ellipses et de ruptures, cette diagonale qui à six lignes de distance fait répondre la saillie d'un genou au mouvement d'une épaule, nue aussi par cette exclusion des images, cette absence de métaphores, non seulement dans les phrases, mais dans les mots, cette abstraction qui ne fait qu'un avec l'action comme la couleur dorée de midi ne fait qu'un avec la vibration de la lumière. Les batailles de l'expédition de Sicile, la bataille d'Amphipolis (V, 10), la bataille de Mantinée (V, 70), tracées avec la précision d'un peintre hollandais, ramassent dans le plus court espace un mouvement vivant, une sorte de schéme dynamique réel donné pour l'éternité. Au VIII^e^ livre le récit compliqué, jamais embrouillé, des affaires de Samos et des intrigues qui s'y entrecroisent rappelle le mouvement clair et subtil de la *Chartreuse de Parme.* Une seule fois peut-être le récit a pris une forme oratoire, a revêtu ce qu'on pourrait appeler la grande tenue de l'histoire : c'est lorsque l'expédition de Sicile quitte le Pirée. A ce point culminant du tableau, à ce moment décisif où le plateau plus léger des destinées d'Athènes va s'abaisser irrévocablement, l'historien atteint sans effort son ton le plus grave et le plus large, laisse apparaître sa puissance dans une détente rapide de la discipline qui la ramasse et la contracte.

* * *

Ainsi un homme cherchant uniquement le vrai et le trouvant intégralement, le reste lui est donné par surcroît. C'est par l'intensité même de sa réaction contre l'*Iliade* que la *Guerre du Péloponèse* nous paraît équilibrer l'*Iliade.* Alors qu'Hérodote s'engage avec joie, vieil Ionien à la robe traînante, à la cigale d'or, dans le grand chemin homérique, Thucydide comme Platon, mais pour d'autres raisons que lui, méprise les poètes habitués à amplifier et à embellir (I, 10). Il sait isoler dans Homère les matériaux qui peuvent être utilisés par l'histoire. Evidemment il croit à l'existence d'Homère et à la guerre de Troie, et il n'a pas tort : nous savons que Troie fut prise et brûlée antérieurement au siècle homérique, et nous ne pensons plus que *l'Iliade* se soit faite toute seule, ou ait été trouvée dans le chou populaire comme nous le chantaient mère l'Oye ou père Loup (je veux dire Auguste Wolf). Mais dans la discussion critique que Thucydide fait des données homériques, tout se passe comme si le siège même de Troie était un épisode secondaire. La présence des Grecs en Ionie est avant tout une dispersion; «la nécessité de se procurer des vivres les contraignit à cultiver les terres et à courir le pays ». L'histoire aujourd'hui suit la direction indiquée par Thucydide : cette dispersion en laquelle consiste précisément la colonisation ionienne, elle l'étend dans l'espace en constatant une colonisation sporadique qui va jusqu'à Chypre, et dans la durée en la répartissant sur plus d'un siècle. De même il nous conduit à penser (I, 12) que le retour des Grecs ainsi que leur départ est surtout une étiquette mise sur les migrations du monde hellénique.

Il y a ainsi une opposition harmonieuse entre la vérité historique telle qu'elle résulte de Thucydide et la vérité esthétique telle que la comprend un poète. L'historien disperse comme le poète concentre. Le génie d'Homère, comme on l'a dit cent fois, consiste à avoir choisi dans l'histoire du siège de Troie un épisode type, la colère d'Achille, ou plutôt la querelle d'Achille et d'Agamemnon, à s'être servi de cet épisode type pour exprimer tout l'intérêt dramatique du siège de Troie et de son histoire de dix ans, tout le cycle de sentiments qui peuvent animer sous le regard de dieux vivants une humanité virile et guerrière. A l'extrémité de cette direction on trouve la tragédie classique et ses trois unités. L'interprétation historique des données homériques consiste chez Thucydide à détendre dans l'espace et à diluer dans la durée ce tableau concentré, à en conserver les éléments qui intéressent toute la guerre de Troie, à conserver de la guerre de Troie ceux qui intéressent les côtes grecques d'Asie Mineure et les migrations de peuples, de cette histoire des siècles anciens ce qui intéresse l'histoire totale de la Grèce dont il va conter un épisode nouveau, et, à la limite de cette histoire grecque et de cet épisode, ce qui doit intéresser éternellement l'histoire humaine, le κτῆμα ἐς ἀεί.

Le sujet de l'*Iliade* est une discorde intérieure embranchée sur un conflit de peuples. La guerre troyenne est complétée par la guerre d'Agamemnon et d'Achille, mais en réalité cette guerre et cette querelle, expression du même homme passionné, bouillonnement du même θυμός, puisent leur vie aux mêmes racines. Comme la mort de Patrocle et la déférence d'Agamemnon apaisent pour un temps la querelle d'Achille et du roi des rois, la mort d'Hector et la soumission de Priam apaisent pour un temps la querelle d'Achille et de Troie. Une seule réalité : les passions de la nature humaine, et ces passions une fois posées, posées aussi les deux formes intérieure et extérieure de la guerre, nourries l'une de l'autre et balancées l'une par l'autre, et commençant et se terminant sur le même thème. La guerre du Péloponèse est construite sur les mêmes rythmes et prise sous une figure analogue dans l'art de Thucydide. Le vieux procès hellénique, le conflit de la Grèce et de l'Orient, tel que l'ont connu Homère et Hérodote, est arrêté par un conflit intérieur, le duel d'Athènes et de Sparte. Dans Athènes la lutte contre Sparte est enrayée, la victoire compromise et empêchée par la lutte des partis, la bataille entre la démocratie impérialiste et inconstante et l'oligarchie pacifique et tortueuse. La colère d'Achille, qui amène Hector la flamme à la main sur les vaisseaux des Grecs, se retrouve, avec des causes et des effets et une nature pareils, dans la trahison d'Alcibiade, principe de la ruine d'Athènes. Ce n'est point là un hasard, mais bien les moments divers d'une même nature hellénique qui s'explicite dans la poésie et l'histoire sous des figures analogues. Comme les veines du marbre ébauchent dans la matière la forme de la statue, la « chose de toujours » est esquissée dans cette réalité pérenne, dans cette cité spirituelle dont Homère a bâti les temples et que l'histoire peuple de ses maisons, de ses marchés, de ses foules.

La réalité a fourni à Thucydide exactement le cas privilégié que le génie poétique avait su extraire de la guerre troyenne. De là sa joie d'intelligence devant la grandeur, l'importance et la signification de sa guerre, à laquelle il semble que toute l'histoire grecque aboutisse, et si, comme le dit Mallarmé, tout existait pour aboutir au livre, la guerre n'aurait été que l'intermédiaire nécessaire entre l'histoire et le livre de Thucydide. Si l'histoire d'Hérodote est pleine de l'inspiration delphique, celle de Thucydide paraît écrite dans l'idée d'Olympie. Il semble que le stade d'Olympie lui-même prépare tout à cette lutte suprême des deux athlètes frottés d'huile, Athènes et Lacédémone. Et plus tard l'auteur des *Parallèles* comprendra de même l'histoire des Grecs et celle des Romains comme des jeux dans un stade idéal pour la perfection du type humain. « Je voyais, dit Thucydide, les deux nations au faîte de leur puissance, et le reste des Grecs prenant parti pour l'une ou l'autre ou en formant le projet ». Tout se prépare ainsi pour une lice où la Destinée organise à Thucydide une place de spectateur privilégié. Cette lice est d'ailleurs une figure de la racine élémentaire du génie grec : l'opposition ou l'harmonie, la lutte ou l'accord de deux éléments, de deux modes, le dorien et l'ionien, qui font la vie d'Athènes, la vie de la Grèce, la vie du classicisme gréco-romain. L'histoire les dépose bruts, élémentaires et frais dans Thucydide, lorsque la poussière de la lutte retombe et laisse apparaître les puissances idéales de cette lutte, Lacédémone fournissant avec Brasidas cette statue du héros qui sera répétée avec quelques variantes dans Callicratidas, Agésilas, Epaminondas, et qui passera par Xénophon et Plutarque dans les musées des types humains, Athènes donnant le belvédère d'intelligence d'où est pensée la nature héroïque et politique.

Là est le premier aboutissement, la première fleur cristallisée de la vérité historique : la vérité de l'homme. Il n'arrive que très rarement à Thucydide de porter un jugement : les appréciations, les épithètes de son livre tiendraient en une demi-page, et pourtant ses protagonistes, Périclès, Cléon, Nicias, Alcibiade, Démosthène, Archidamas et Brasidas, dessinés au simple trait comme par un maître des vases à figures rouges, demeurent réels, vivants, posés comme chez un romancier par les faits, par la narration elle-même. Evidemment, il ne faut pas demander à ce dessin au trait le relief d'un Tacite ou d'un Saint Simon. Ce relief, en nous détournant de la narration, en nous appesantissant sur un individu, romprait l'un des équilibres intérieurs qui font le ton de Thucydide.

(*A suivre.*) Albert THIBAUDET.

L'ASSOCIÉ

« Quelle histoire à dormir debout ! Voilà des années que les mariniers d'ici à Westport racontent ce mensonge aux touristes en été, cette espèce qui se fait promener en barque, à un franc par tête, et qui vous pose des questions stupides : il faut bien leur raconter quelque chose pour passer le temps. Connaissez-vous rien de plus bête que de se faire tirer comme ça dans une embarcation, le long d'une plage ? . . . C'est comme de boire de la mauvaise limonade quand on n'a pas soif. Je me demande un peu quel plaisir ils y trouvent. Ils n'attrapent même pas le mal de mer.»

Un verre de bière traînait sur la table, près de son coude. Cela se passait dans le respectable petit fumoir d'un respectable petit hôtel : et le goût que je nourris pour les liaisons de rencontre était la raison qui me faisait veiller assez tard en sa compagnie. Il avait de grandes joues plates et ridées, soigneusement rasées, et une touffe épaisse de poils blancs taillée en carré lui pendait au menton. Le balancement de cette barbiche accentuait encore sa voix sourde : et le mépris absolu qu'il professait pour l'espèce humaine, son agitation et ses moralités, se marquait par la pose cavalière de son vaste chapeau mou, un feutre noir à larges bords qui ne lui quittait pas la tête.

Son aspect était celui d'un vieil aventurier qui se serait retiré, après pas mal d'aventures dans les plus sombres coins du monde et fleurant peu la sainteté. J'eus toute raison de croire pourtant qu'il n'avait jamais quitté l'Angleterre. D'une remarque fortuite que me fit quelqu'un, je crus comprendre qu'il avait eu jadis affaire aux navires, mais aux navires dans les ports. Pour ce qui est de la personnalité, il n'en manquait certes pas, et c'est même ce qui avait, dès l'abord, attiré mon attention : mais il n'était pas facile de le classer, et avant qu'une semaine se fût écoulée j'y renonçai, me contentant de cette vague définition « un vieux forban fort imposant .»

Un après-midi de pluie, en proie à un terrible ennui, j'entrai dans ce fumoir. Il était assis, dans une immobilité absolue et impressionnante, à la manière d'un fakir. Je me mis à me demander quels pouvaient bien être les relations d'un homme de cette sorte, son milieu, ses opinions, ses conceptions morales, ses amis et même sa femme, lorsqu'à ma grande surprise il entama la conversation d'une voix sourde et marmonnante.

Je dois dire que depuis qu'on lui avait raconté que j'écrivais des histoires, il s'était mis le matin à accueillir ma présence d'une sorte de vague grognement.

Il était naturellement taciturne. Il y avait comme une sorte de grossièreté dans ses phrases entrecoupées. Il me fallut quelque temps avant de découvrir que ce qu'il voulait savoir était la façon dont on s'y prend pour publier des contes dans les revues.

Que dire à un homme de ce genre ? Mais je m'ennuyais à périr : le temps persistait à se montrer impraticable, et je résolus d'être aimable.

— Alors vous fabriquez ces histoires-là vous-même. Comment diable ça vous vient-il dans la tête ? grommela-t-il.

Je lui expliquai que, d'habitude, on avait un canevas pour écrire un conte.

— Quel sorte de canevas ?

— Eh bien, par exemple, lui dis-je, je me suis fait promener en barque l'autre jour, au delà des rochers. Le marinier m'a parlé d'un naufrage sur ces mêmes rochers, il y a environ vingt ans. Cela peut servir de canevas pour un bout d'histoire, une description principalement, avec un titre comme *Dans la Manche* par exemple.

Ce fut alors qu'il s'en prit aux mariniers et aux touristes qui écoutent leurs histoires. Sans qu'un seul muscle de son visage bougeât, il lança vigoureusement le mot : « Idiotie », sorti des profondeurs de sa poitrine, et reprit son marmonnement rauque et entrecoupé. « Regardez-moi ces stupides rochers, saluez-moi leurs stupides têtes (celles des touristes, je présume). Qu'est-ce qu'ils pensent donc que c'est qu'un homme, un sac de papier plein de vent ou quoi ? qui crève comme cela quand on le frappe. Fichue bête d'histoire ! Un beau canevas, oui... un mensonge ! »

Il faut se représenter ce forban sculptural auréolé du feutre noir de son chapeau, et vous sortant tout cela comme un vieux chien qui grogne de temps à autre, et la tête droite et les yeux fixes.

— Après tout, m'écriai-je, même si c'est faux, c'est tout de même un canevas qui me permet de voir ces rochers, cette tempête dont ils parlent, le lourd déferlement des flots, etc., etc., dans leurs rapports avec l'humanité. Le combat contre les forces de la nature, et son effet sur au moins quelqu'un, comment dirais-je, d'exalté.

Il m'interrompit, et d'un ton agressif :

— Est-ce que la vérité pourrait vous servir à quelque chose ?

— Je n'oserais pas l'affirmer, repris-je prudemment. On dit que la vérité est encore plus étrange que la fiction.

— Qui est-ce qui dit cela ?

— Ma foi, personne en particulier.

Je me tournai vers la fenêtre, car l'individu m'agaçait avec son bras immobile sur la table. Je crois bien que ce fut mon attitude impolie qui le décida à se lancer dans un discours relativement long.

— Avez-vous jamais vu des bêtes de rochers comme ça ? Comme des raisins dans une tranche de pudding froid.

Je les regardai. Un acre, ou plus, de points noirs dispersés parmi les ombres d'un gris d'acier de la mer unie, sous l'uniforme brouillard gris et vaporeux ; et, à un endroit, une tache informe plus claire, la blancheur voilée de la falaise qui se dégageait comme un rayonnement diffus et mystérieux. C'était un tableau délicat et singulier, quelque chose d'expressif, d'impressionnant et de désolé tout ensemble, une symphonie en gris et noir, un vrai Whistler.

Mais ce qui suivit, dit par la voix dans mon dos, me fit me retourner. Elle grogna son mépris pour toute association possible avec les flots rugissants, d'un ton énergique et concis, puis poursuivit :

— Moi ! non pas si bête... quand je regarde ces rochers là-bas... ça me rappelle plutôt un bureau... J'avais l'habitude d'y entrer quelquefois, dans le temps... un bureau à Londres... dans une de ces petites rues derrière la gare de Cannon street...

Il s'exprimait délibérément, d'une façon non pas saccadée, mais fragmentaire et quelquefois blasphématoire.

— C'est un rapprochement plutôt éloigné, observai-je.

— Un rapprochement ! Le diable soit de vos rapprochements. Ce fut un hasard.

— Cependant, dis-je, un hasard possède ses rapprochements avec des événements antérieurs et ultérieurs, et qui, si on peut les développer . . .

Tout immobile qu'il était, il paraissait prêter une oreille attentive.

— Ah ! oui ! développer. C'est peut-être ça que vous pouvez faire n'est-ce pas ? Ça n'a rien à faire avec la mer, mais vous pouvez la faire sortir de votre tête, si ça vous plaît.

— Bien sûr, si c'est nécessaire, dis-je. Quelquefois il faut tirer un tas de choses de sa tête, et quelquefois rien. Je veux dire que l'histoire n'en vaut pas la peine : tout ça dépend.

Cela m'amusait de lui parler ainsi. Il manifestait clairement que, pour lui, les romanciers vous en donnaient pour votre argent, de même que le reste des gens qui vivent de leurs facultés, et que c'était extraordinaire de voir jusqu'où peuvent aller des gens qui courent après l'argent . . . quelques uns, du moins.

Il fit une sortie contre la vie maritime : une stupide sorte d'existence, selon lui. Pas d'occasions, pas d'expériences, pas de variété, rien ! Des gens de valeur en sont sortis, il l'admettait. Mais pas plus de chance de réussir dans le monde que de voler dans les airs. Des enfants ! Ainsi, le capitaine Harry Dunbar. Un bon marin. Grande réputation comme capitaine . . . Gros homme, des favoris courts et grisonnants, belle figure, forte voix. Un brave garçon, mais pas plus à la coule de la fausseté humaine qu'un bébé.

— C'est le capitaine du *Sagamore* dont vous parlez ? dis-je enhardi.

Après un méprisant « bien sûr », il sembla fixer du regard, sur le mur, la vision de ce bureau dans Cannon street, tout en grognant et en mâchonnant une description par lambeaux, et en levant de temps à autre le menton, comme si la colère le prenait.

C'était, d'après sa description, un modeste bureau, pas le moins du monde louche, mais un peu à l'écart dans une petite rue qui, depuis, a été rebâtie de bout en bout. La septième porte, après le café du *Cheshire Cat*, sous le pont du chemin de fer. « C'est là que je prenais d'habitude mon déjeuner quand mes affaires m'appelaient dans la Cité. Cloete y venait prendre une chope et plaisanter avec la servante. Il n'avait pas besoin d'en dire long pour cela. Rien qu'à la façon dont il faisait étinceler son lorgnon vers vous et contorsionnait sa bouche épaisse, cela suffisait pour vous faire rire avant même qu'il eût commencé à débiter une de ses histoires. Un drôle de type. Cloete, C-l-o-e-t-e, Cloete.

— Qu'est-ce qu'il était, hollandais ? demandai-je, ne voyant absolument pas ce que tout cela avait à faire avec les mariniers de Westport, les touristes de Westport, et la façon dont ce vieil individu les considérait comme des menteurs et des imbéciles.

— Le Diable seul le sait! grogna-t-il (les yeux fixés sur le mur comme s'il ne voulait pas perdre un seul mouvement d'une vue cinématographique). Il ne parlait jamais qu'anglais. La première fois que je le vis, il sortait d'un bateau dans le bassin, un bateau qui venait des Etats-Unis, un bateau à passagers. Il me demande si je connais un petit hôtel dans les environs. Il avait besoin d'être tranquille et avait à faire par là pendant quelques jours. Je l'ai conduit à un hôtel, chez des amis à moi . . . La fois suivante, dans la Cité. « Eh ! là-bas ! Vous êtes bien obligeant : venez donc prendre un verre. » Il se mit à me parler énormément de lui-même. Et de ses années aux Etats-Unis. Toutes sortes d'affaires un peu partout, là-bas. Avec des marchands de spécialités pharmaceutiques aussi. Des voyages ! Il rédige des annonces et tout ce qui s'ensuit. Il me raconte des histoires drôles. Un type bien planté, dégingandé. Des cheveux noirs dressés sur la tête, comme une brosse, une figure longue, de longs bras, de longues jambes, de l'éclat dans les vues, une amusante façon de parler à voix basse . . . Vous voyez cela d'ici ?

J'acquiesçai, mais du diable s'il y prenait garde.

— Je n'ai jamais autant ri de ma vie. Ce bougre-là vous aurait fait rire en vous racontant comment il avait écorché son propre père. Il en était capable d'ailleurs. Un homme qui a été dans le commerce des spécialités pharmaceutiques doit être prêt à tout, depuis pile ou face jusqu'à crime avec préméditation. Voilà un morceau de vérité pour vous en passant. Ne vous mêlez pas de ce qu'ils font, pensez qu'ils peuvent tout faire disparaître et se disculper de tout ... Un homme d'affaires, en outre, ce Cloete. Il vous revint avec quelques centaines de livres, cherchant quelque chose à faire, d'un genre tranquille. « Rien ne vaut le vieux pays, somme toute », me dit-il . . . Et nous nous quittons là-dessus, moi m'étant flanqué plus de verres qu'à mon habitude.

Au bout de quelque temps, six mois, peut-être, à peu près, je me cogne sur lui dans le bureau de Mr George Dunbar. Oui, le bureau en question. C'était assez rare que je . . . Cependant il y avait une partie d'un chargement à lui dans un bateau, au dock, à propos duquel il me fallait causer avec Mr George. Et voilà que je vois Cloete qui sort de la pièce du fond, des papiers à la main... Associé. Vous comprenez ?

— Ah, oui, dis-je, les quelques centaines de livres.

— Et aussi sa langue, grommela-t-il. N'oubliez pas cette langue-là. Quelques-unes de ses histoires ont dû éclairer un peu George Dunbar sur la compréhension des affaires.

— Un garçon persuasif, suggérai-je.

— Hum ! Vous arrangerez cela à votre façon. Bon. Associé. George Dunbar lève la tête et me prie d'attendre un moment. George avait toujours l'air de gagner des mille et des cents par an, un gandin de la Cité... « Allons, mon vieux. » Et les voilà qui sortent, lui et le capitaine Harry; une affaire avec un avoué au tournant de la rue. Le capitaine Harry, quand il était en Angleterre, avait l'habitude de venir au bureau de son frère régulièrement à midi. Il s'asseyait dans un coin, comme un petit garcon bien sage, lisait les journaux et fumait sa pipe... Des frères modèles. Deux pigeons ! Je m'occupe de la partie « fruits conservés» dans la boutique, me dit Cloete. Il me tient une conversation dans ce genre-là. Puis, de fil en aiguille : « Quel genre de vieillerie est ce *Sagamore* ? Le plus beau bateau qui soit, hein ? Tous les bateaux sont bons pour vous, naturellement, vous en vivez ! Je vais vous dire. Je voudrais mettre mon argent, au plus tôt, dans un vieux bas. Au plus tôt.»

L'homme poussa un soupir, et je remarquai que sa main, jusqu'alors posée nonchalamment sur la table, se referma lentement. De la part de cet homme immobile, ce fut effrayant et de mauvais augure ; quelque chose comme le geste du Commandeur.

— Ainsi déjà à cette époque, remarquez, grommela-t-il.

— Mais, dites-moi, interrompis-je, le *Sagamore* appartenait à Mundy et Rogers, à ce qu'on m'a dit.

Il grogna dédaigneusement. Le diable soit des mariniers, ils n'y connaissent rien. Il portait le pavillon de la maison. C'est autre chose. Une faveur. Voilà ce que c'était. Quand le vieux Dunbar mourut, le capitaine Harry commandait déjà sur un bateau de chez eux. George lâche la banque où il était employé, pour faire son chemin avec ce qui lui revenait du vieux. George était débrouillard. Il commença par faire du magasinage, puis deux ou trois autres choses à la fois : de la pâte de bois, des fruits conservés, et ainsi de suite. Et le capitaine Harry lui confie sa part pour faire marcher l'affaire... « J'ai tout ce qu'il me faut avec mon navire», dit-il... Mais voilà que Mundy et Rogers se mettent à vendre tous leurs bateaux à des étrangers, et qu'ils se fourrent dans la navigation à vapeur. Le capitaine Harry en devient tout à fait embêté : perdre son commandement, lâcher un bateau qu'il aimait; tout à fait découragé. Juste à ce moment, voilà que les frères ramassent un peu d'argent, une vieille femme qui meurt, ou quelque chose dans ce genre. Un petit magot. Alors le jeune George dit : « Nous avons, à nous deux, de quoi acheter le *Sagamore.* » « Mais tu vas avoir besoin de plus d'argent pour ton affaire », s'écrie le capitaine Harry, et l'autre se met à rire : « Mon affaire va très bien. Je puis sortir et ramasser une poignée de louis pendant le temps que tu tires une pipe, mon vieux... » Mundy et Rogers furent très aimables à ce sujet : « Mais certainement, capitaine, et nous agirons, si vous voulez, pour votre compte comme si le bateau nous appartenait encore... » Dans ces conditions, vous pensez que c'était un bon placement que d'acheter ce bateau, à cette époque !

La façon dont il tourna légèrement la tête vers moi équivalait à une manifestation de violent sentiment chez un autre homme.

— Tout cela, vous le pensez, se passa bien avant que Cloete ne survînt, murmura-t-il.

— Oui, je comprends, dis-je. Nous disons généralement : « Quelques années passèrent,.. » c'est plus vite fait.

Il me considéra un moment, en silence, avec un regard inexprimable comme s'il était absorbé dans la pensée de ces années dont on faisait si bon marché ; c'était aussi ses propres années, les années avant et les années (pas si nombreuses) après, où Cloete entra en scène. Quand il se fut remis à parler, je remarquai son intention de bien me faire sentir, à travers sa manière obscure et emphatique, l'influence qu'avaient exercée sur George Dunbar un long commerce avec les principes de morale facile de Cloete, le don de persuasion sans scrupules de celui-ci (drôle de type) et sa disposition aventureusement insouciante. Il désirait me voir bien insister sur ce point-là et je l'assurai que c'était tout à fait en mon pouvoir. Il désirait aussi que je comprisse bien que l'affaire de George avait des hauts et des bas (l'autre frère, pendant ce temps-là, voyageait tranquillement ici où là), si bien que parfois les fonds manquaient : ce qui l'inquiétait plutôt, car il avait épousé une jeune femme pas mal dépensière. Il était, d'une façon générale, assez anxieux à ce sujet. Et justement Cloete courait dans la Cité après un homme qui travaillait dans les spécialités (l'ancien commerce de ce bougre-là) avec succès ; mais qui, avec un capital de quelques vingtaines de mille susceptible d'être dépensé à pleines mains en annonces, pourrait devenir une affaire, d'un bien meilleur rapport qu'une mine d'or. Cloete se monta le bourrichon à l'idée des perspectives d'une pareille affaire, il s'y connaissait très suffisamment. Je compris que l'associé de George était très agité à l'idée de cette chance unique.

Chaque jour, vers onze heures, il s'en va donc au bureau de George, et lui rebat les oreilles de cette chanson jusqu'à ce que George grince des dents de rage : «Fermez-ça ! A quoi cela sert ? Pas d'argent ! A peine de quoi continuer : laissez votre homme dépenser des milliers de francs en publicité. » Il n'ose pas proposer à son frère de vendre le bateau. Il ne pouvait même pas y penser. Cela l'obsède à fond. C'était comme si la fin du monde arrivait. Et sûrement pas pour une affaire de ce genre !... «Pensez-vous que ce serait une escroquerie», demande Cloete, en se tortillant la bouche ? George reconnaît que non, et qu'il faudrait qu'il fût un âne bâté pour croire cela, après toutes ces années passées dans les affaires.

Cloete le regarde sévèrement. Jamais pensé à *vendre* le navire. Il faut compter que cette vieille coque de noix ne donnerait pas la moitié de la valeur assurée par le temps qui court. Voilà George hors de lui. Que signifient alors ces plaisanteries idiotes, à propos de l'armement, depuis trois semaines. Il en a assez, à la fin !

Le voilà dans une fureur à en avoir la bave à la bouche. Cloete ne se démonte pas... « Je ne suis pas un âne bâté non plus, dit-il lentement. Il n'y a pas besoin de vendre votre vieux *Sagamore.* Cette vieille chose a seulement besoin d'un coup de tomahawk (il paraît que le nom de *Sagamore* veut dire chef indien ou quelque chose d'approchant. La figure de proue était un sauvage à moitié nu avec des plumes à l'oreille et une hache à la ceinture). Un coup de tomahawk », dit-il.

— Qu'est-ce que vous voulez dire ? demande George..... « Faire naufrage, cela peut s'arranger en toute sécurité, continue Cloete, votre frère aurait alors sa part de l'assurance. Il n'y a pas besoin de lui dire exactement pourquoi. Il pense que vous êtes l'homme d'affaires le plus débrouillard qu'on ait jamais vu. Vous faites sa fortune aussi...» George crispe ses deux mains sur son bureau, dans sa rage... « Vous croyez que mon frère est un homme à couler son bateau exprès. Je n'oserais même pas penser une chose pareille dans la même pièce que lui : le plus brave garçon qui soit au monde... » « Ne faites pas tant de bruit, dit Cloete, on va vous entendre de dehors, » et il lui dit que son frère est le modèle embaumé de toutes les vertus, mais que tout ce qu'il faut, c'est de le décider à rester à terre pendant un voyage : « Un congé, un peu de repos, pourquoi pas ? En fait, j'ai quelqu'un en vue, pour ce genre d'affaires, » chuchotte Cloete.

Voilà mon George presque suffoqué ... « Ainsi vous pouvez penser que je suis de cette espèce, vous me croyez capable, moi ! Pour qui me prenez-vous...? » Il en perd presque la tête ; cependant Cloete ne se démonte pas et devient seulement un peu pâle autour des narines. « Je vous prends pour un homme qui sera diantrement à sec, avant qu'il soit longtemps...» Qu'est-ce que vous avez à vous indigner ? Est-ce que je vous demande de voler la veuve et l'orphelin ? Eh, mon cher, le Lloyd est une corporation, cela ne fera mourir personne de faim. Ils sont au moins quarante qui ont assuré votre stupide navire. Personne n'en sera affamé ni refroidi pour cela. Ils prennent tous les risques en considération. Tous, je vous dis . . . » Un entretien de ce genre! Hum !

George, trop déconcerté pour pouvoir parler, murmure seulement et agite les bras. C'est si soudain, vous comprenez. L'autre, tout en se chauffant le dos au feu, continue. L'affaire de pâte de bois à deux doigts de la faillite. Le commerce des fruits conservés au bout de son rouleau... «Vous avez peur, dit-il, mais la loi ne doit faire peur qu'aux imbéciles...» Et il lui montre comment le bateau pourrait être coulé en toute sécurité au loin. Des primes payées depuis tant, tant d'années.

Pas le moindre soupçon ne serait éveillé. Et puis, zut, après tout. Il faut bien qu'un navire finisse un jour ou l'autre.

— Je n'ai pas peur, je suis indigné, dit George Dunbar.

Cloete bouillait de rage au fond de lui-même. La chance de toute sa vie, sa chance. Et il dit doucement: « Votre femme sera beaucoup plus indignée encore quand vous lui demanderez de quitter votre jolie maison et de vous entasser dans deux pièces sur une cour, avec les enfants, aussi peut-être . . . »

George n'avait pas d'enfants: marié depuis deux ans environ. Il souhaitait vivement un enfant ou deux. Il se sent plus déconcerté que jamais. Il parle de son honnête homme de père, et ainsi de suite. Cloete grimace : « Hâtez-vous avant qu'ils n'arrivent et ils auront un père riche, et personne ne s'en portera plus mal. C'est le bon de la chose. »

George se met presque à pleurer. Je crois qu'il pleurait à ses moments perdus. Des semaines se passèrent. Il ne pouvait se fâcher avec Cloete. Il ne pouvait le rembourser de ses quelques milliers de francs : en outre, il était habitué à l'avoir avec lui. C'était un faible ce George, Cloete était généreux d'ailleurs . . . «Ne vous occupez pas de ma petite somme. Naturellement, elle sera perdue quand vous serez obligé de fermer boutique ; mais tant pis», dit-il. . . Et puis il y avait la jeune femme de George. Quand Cloete dînait chez eux, l'animal se mettait en tenue de soirée, la petite femme aimait cela . . . « Mr Cloete, l'associé de mon mari: un homme si intelligent, un homme du monde, et si amusant » . . . Quand il dîne chez eux, et qu'ils sont seuls : « Oh, Mr Cloete, je voudrais tant que George pût faire en sorte d'améliorer notre avenir. Notre situation est vraiment si médiocre . . . » Et Cloete sourit mais ne s'étonne pas, parce qu'il a lui-même fourré toutes ces idées dans cette petite tête sans cervelle . . . « Ce dont votre mari a besoin, c'est d'esprit d'entreprise, d'un peu d'audace. Vous devriez l'encourager davantage, Mrs Dunbar. . . » C'était une extravagante et sotte petite personne. Elle avait poussé George à prendre une maison à Norwood. Ils dépensent bien plus que des gens qui sont dans une situation supérieure à la leur. Je l'ai vue une fois ; robe de soie, jolies bottines, plumes et parfums, un visage rose : mieux pour le promenoir de l'Alhambra que pour une maison honnête, il m'a semblé. Mais il y a des femmes qui vous mettent diablement la main sur un homme.

— Oui, certes, répondis-je, même quand l'homme est le mari.

Ma femme, me déclara-t-il alors d'un ton solennel, et bizarrement grave, aurait pu m'enrouler autour de son petit doigt. Je ne m'en suis aperçu que lorsqu'elle n'a plus été là. Hélas ! Mais c'était une femme de bon sens, tandis que ce gibier-là aurait pu faire le trottoir, et c'est tout ce que je puis dire... Vous vous la représentez vous-même, dans votre tête ; vous devez connaître le genre.

— Vous pouvez compter sur moi, lui dis-je.

— Hum, grommela-t-il d'un air de doute, puis, reprenant son intonation dédaigneuse : Un mois plus tard, environ, le *Sagamore* rentre de sa campagne. Tout va gaiement pour commencer... « Eh, mon vieux George. » « Ah ! Harry, mon vieux... » Mais voilà que le capitaine Harry trouve que son débrouillard de frère n'a pas l'air très en train. Et George a l'air de moins en moins bien. Il ne peut se débarrasser de l'idée de Cloete. Cela ne démord pas de sa tête... « Rien de fâcheux ? tout va bien ? » Le capitaine Harry toujours anxieux. « Les affaires marchent. Tout à fait bien. Beaucoup d'affaires et de bonnes... » Naturellement le capitaine Harry le croit aisément. Et il se met à taquiner son frère gentiment comme toujours sur le fait de rouler sur l'or. George sent sa chemise lui coller au dos, et une colère lui vient contre le capitaine. « Imbécile, se dit-il. Rouler sur l'or, ma foi, oui. » Et il se dit, tout d'un coup : « Pourquoi pas ? »... Parce que l'idée de Cloete lui a mis le grappin sur l'esprit.

Quelques jours plus tard, il faiblit, et dit à Cloete : « Cela vaudrait peut-être mieux de vendre. Est-ce qu'on ne pourrait pas en dire un mot à mon frère ? » Et Cloete lui explique encore pour la vingtième fois pourquoi cela ne servirait à rien de vendre, en tout cas. Non. Le *Sagamore* a besoin d'un bon coup de tomahawk, comme il disait, pour ménager les sentiments de George, probablement. Mais chaque fois qu'il disait ce mot, George frissonnait... « J'ai sous la main un homme qui ferait tout à fait l'affaire : il fera la chose pour cinq cents livres, et encore il sera trop heureux de l'occasion, » dit Cloete... A ce propos George ferme le yeux, mais en même temps il réfléchit. Quelle blague ! Il n'y a pas un homme capable de cela, et même s'il y en avait un serait-il assez sûr ? savoir ?...

Et Cloete ne cesse de plaisanter là dessus. Il ne pouvait jamais parler de quoi que ce soit, sans donner la sensation de plaisanter . . . « Maintenant, dit-il, je sais que vous êtes un homme plein de moralité. La moralité c'est surtout de la peur, et je pense que vous êtes l'homme le plus heureux que je n'aie jamais rencontré dans mes voyages. Eh quoi ! cela vous fait peur de parler à votre frère ? Cela vous fait peur d'ouvrir la bouche quand il y a pour nous tous la perspective d'une fortune ? . . . » Là-dessus, voilà George qui bondit : Non, il n'a pas peur ; il lui parlera. Il se met à frapper du poing sur le bureau. Et Cloete lui tape sur l'épaule... « Nous serons bientôt des gens riches », dit-il.

Mais la première fois que George Dunbar essaye de parler au capitaine Harry, le cœur lui tombe dans les bottes. Le capitaine se met à rire à l'idée de rester à terre. Il ne veut pas prendre de congé, bien sûr que non : mais Jane a envie de rester en Angleterre pendant ce voyage. Aller un peu aux environs et voir des gens de sa famille. Jane était la femme du capitaine : une femme aimable au visage rond. George y renonce pour cette fois : mais Cloete ne lui donne pas de cesse. Il essaie encore : et le capitaine fronce les sourcils. Il les fronce d'étonnement. Il n'y comprend rien. Il ne lui est jamais venu à l'idée de vivre loin du *Sagamore*.

— Ah ! dis-je, maintenant je comprends.

— Non, pas du tout, grogna-t-il en tournant vers moi nu regard sombre et dédaigneux.

— Je vous demande pardon, murmurai-je.

— Hum. Ça va bien. Le capitaine Harry prend un air rébarbatif et George se sent tout chiffonné au fond de lui-même... « Il lit dans mon esprit », se dit-il... Naturellement, il n'en était rien, mais alors George avait peur de son ombre. Il essaie en même temps de se dégager de Cloete. Il donne à entendre à son associé que son frère a à moitié l'idée de faire l'essai d'un séjour à terre, et ainsi de suite. Et Cloete attend en se rongeant les doigts : et dans une impatience ! Cloete avait vraiment trouvé un homme pour faire la chose. Croyez-le si vous voulez, il l'avait trouvé dans la pension même où il logeait, dans les abords de Tottenham Court Road. Il avait remarqué, en bas, un individu, à moitié pensionnaire, flânant la plupart du temps dans la partie la plus sombre du passage : une sorte de monsieur dans la maison, un personnage furtif. Des yeux noirs, une figure blême. La patronne, une veuve, elle le disait du moins, avait toujours à la bouche : Mr Stafford, Mr Stafford par ci, Mr Stafford par là... Toujours est-il qu'un soir Cloete emmène notre homme prendre un verre. Cloete passait la plupart de ses soirées dans un bar. Pas un ivrogne pourtant ; mais par besoin de compagnie. Il aimait à causer avec toutes sortes de gens, simple habitude, la mode américaine.

Puis Cloete emmène cet homme encore plusieurs fois. Pas une très bonne compagnie pourtant. Pas grande conversation. Il s'assied tranquillement et boit ce qu'on lui donne, les yeux à moitié fermés, il parle comme une sorte de sainte-nitouche... « J'ai eu des malheurs, » qu'il dit. La vérité, c'est qu'on l'avait fichu à la porte d'une grosse maison d'armement pour sa mauvaise conduite : rien qui pût porter atteinte à son certificat, vous comprenez, et il s'était laissé dégringoler facilement. Cela lui plaisait, je crois. Tout plutôt que travailler. Il vivait aux crochets de la veuve qui tenait la pension.

— C'est presque incroyable, me hasardai-je à dire. Un capitaine au long cours, dites-vous ?

— Oui. J'en ai connu conducteurs d'omnibus, grogna-t-il avec mépris. Oui. Se balançant sur la plate-forme, près de la courroie et criant « quat' sous jusqu'au bout ». La boisson ! Mais ce Stafford était d'une autre espèce. L'enfer est plein de Stafford de ce genre-là. Cloete se moquait un peu de lui et alors on voyait poindre une lueur mauvaise dans les yeux à moitié fermés du type. Mais Cloete était généralement aimable avec lui. Cloete était un type capable d'être aimable avec un chien galeux. En tout cas, l'homme s'habitua à aller prendre un verre avec lui, et de temps à autre Cloete lui donnait une pièce, car la dame veuve laissait Mr Stafford à court d'argent de poche. Presque chaque jour, il y avait des scènes dans le sous-sol . . .

Le fait que l'individu était un marin fut ce qui mit dans la tête de Cloete l'idée de se débarrasser du *Sagamore*. Il se met à l'étudier, pense qu'il y a en lui assez de diable pour se laisser tenter, et un soir il lui en parle... « Je suppose que vous ne voudriez pas retourner à la mer, pour quelque temps...» L'autre ne lève même pas les yeux, et dit que cela ne vaut vraiment pas la peine pour le maigre salaire qu'on en tire... « Oui, bien sûr, mais que diriez-vous du salaire d'un capitaine pour une fois, et deux cents livres de plus si vous êtes forcé de rentrer sans le bateau. Des accidents peuvent arriver, » dit Cloete... « Oh, bien sûr, » dit ce Stafford ; et il continue à siroter son verre, comme si tout cela lui était bien égal.

Cloete le presse un peu ; mais l'autre observe, insolent et d'un air nonchalant : « Vous savez, il n'y a pas d'avenir dans une affaire comme ça, n'est-ce pas ?... » « Oh ! non, dit Cloete. Assurément pas. Je ne peux pas dire qu'il y ait là de l'avenir, pour vous. C'est une affaire une fois pour toutes. Eh bien, à combien estimez-vous votre avenir ? » demande-t-il... Et voilà l'homme plus indifférent que jamais, à moitié endormi. M'est avis que le bougre était trop paresseux pour s'en soucier. Quelques tricheries aux cartes, tirer sa subsistance d'une femme ou d'une autre, à coup de câlineries ou de menaces, c'était plutôt son genre. Cloete l'engueule à voix basse. Tout cela dans le bar du *Horse Shoe*, dans Tottenham Court Road. Finalement, ils se mettent d'accord, au-dessus d'un second whisky chaud, à cinq cents livres comme prix d'un coup de tomahawk au *Sagamore*.

Une semaine ou deux se passe. L'autre type se balade dans les parages de la maison comme si de rien n'était, et Cloete commence à douter qu'il songe vraiment à s'occuper de l'affaire. Mais un jour, il arrête Cloete à la porte, et toujours les yeux baissés ; « Quoi de nouveau pour cet emploi que vous vouliez me donner ? » demande-t-il... Probable qu'il avait joué de plus sales tours à la femme et qu'il s'attendait à des embêtements et à être fichu à la porte, pour sûr. Voilà Cloete satisfait. George avait tellement lanterné à ce sujet devant lui qu'il considérait l'affaire comme dans le sac. Et il dit : « Oui. Il est temps que je vous présente à mon ami. Mettez votre chapeau et allons-y... »

Ils s'amènent tous les deux dans le bureau, et George assis à sa table se dresse comme pris de panique et les regarde. Il voit un gros individu, avec une sorte de belle figure douteuse, des yeux lourds à moitié fermés, un pardessus court de couleur noisette, un chapeau melon râpé, des mouvements précautionneux. Et il se demande : « C'est donc ça l'aspect d'un tel homme. Non, cela ne se peut pas... » Cloete fait la présentation, et l'homme se retourne pour regarder la chaise sur le devant de laquelle il s'assied... « Un homme tout à fait compétent, » poursuit Cloete. L'homme ne dit mot, reste assis parfaitement tranquille. Et George ne peut articuler un mot, la gorge trop sèche. Alors, il fait un effort : « H'm, H'm. Oui, oui, malheureusement, désolé de vous désappointer. Mon frère a fait d'autres arrangements, il s'arrange lui-même. »

L'homme se lève, tenant toujours les yeux à terre comme une jeune fille modeste et, doucement, sans dire un mot, sort du bureau. Cloete se prend le menton dans la main et se mord le bout des doigts ensemble. Le cœur de Georges cesse de battre et il parle à Cloete... « Ce n'est pas possible. Comment cela se pourrait-il ? Aussitôt le bateau perdu, Harry verrait clair. C'est un homme à aller trouver lui-même les assureurs avec ses soupçons. Et il aurait le cœur brisé à mon sujet. Comment pourrais-je lui faire cela ? Il n'y a que nous deux dans le monde qui nous aimions comme cela . . . »

Cloete proféra un abominable juron, sursauta, et se précipita dans son bureau où George l'entendit bousculer les objets autour de lui... Au bout d'un moment il alla à la porte et dit d'une voix tremblante : « Vous me demandez une chose impossible. » Cloete était tout prêt à s'élancer comme un tigre et à le déchirer, mais il ouvrit la porte un peu plus et dit doucement : « Question de cœur, le vôtre n'est guère plus gros que celui d'une souris, permettez-moi de vous le dire » . . . Mais George s'en moque, plus de fardeau sur le cœur, en tout cas. Et juste à ce moment le capitaine Harry entre . . . « Eh bien, mon vieux George, je suis un peu en retard, que dirais-tu d'une chope au *Cheshire* maintenant ?... » « Cela me va, mon vieux... » Et ils sortent pour aller déjeuner ensemble. Cloete ce jour-là ne peut rien manger.

Georges se sent un autre homme, pendant un moment ; mais tout à coup, voilà le Stafford en question qui commence à rôder dans la rue, devant la porte. La première fois que George le voit, il pense qu'il a fait erreur. Mais non ; la seconde fois qu'il sort il le voit se défiler de l'autre côté de la rue. Cela rend George très nerveux ; mais il lui fallait sortir pour affaires ; et lorsque l'individu traverse la rue, il l'évite, il l'évite une fois, deux fois, trois fois ; mais à la fin il le trouve collé à sa propre porte. « Que voulez-vous ? » dit-il en essayant de paraître furieux.

Il paraît qu'il y avait eu du grabuge dans le sous-sol de la pension ; et la dame veuve, folle de jalousie, s'était déchaînée contre lui jusqu'à parler de prévenir la police. Cela, Mr Stafford ne voulait pas en entendre parler ; il fila donc comme un lièvre, et il se trouvait maintenant sur le pavé, ni plus ni moins à vrai dire. Cloete avait l'air si peu aimable quand il allait et venait qu'il n'avait pas eu le courage de l'accoster ; mais George lui semblait d'un genre plus abordable. Il serait heureux d'avoir une livre, n'importe quoi. « J'ai eu des malheurs », dit-il, d'un ton discret qui effrayait plus George que ne l'eût fait une scène violente... » « Comprenez combien je suis désappointé », dit-il...

George, au lieu de lui dire d'aller au diable, perd la tête. « Je ne vous connais pas. Que voulez-vous ?» crie-t-il, et il se précipite en haut chez Cloete.... « Vous voyez ce qui arrive, dit-il en haletant, nous voilà maintenant à la merci de ce sacripant... » Cloete tente de lui démontrer que l'homme ne peut rien faire, mais George pense qu'on peut faire du scandale avec tout cela, en tout cas. Il dit qu'il ne peut vivre avec cette horrible obsession. Cloete allait se mettre à rire. Comme s'il n'en avait pas plein de dos de tout cela. Mais tout à coup une pensée le frappe et il change de ton... «Mais oui, peut-être. Je vais descendre et le renvoyer pour commencer...» Il revient. « Il est parti. Mais peut-être avez-vous raison. L'homme est à la côte et cela pousse parfois des gens au désepoir. La meilleure chose à faire serait de l'expédier loin d'ici pour un bout de temps. Le pauvre diable, voyez-vous, est vraiment dans le besoin. Je n'ai pas l'intention de vous demander grand'chose cette fois ; seulement de tenir votre langue, et je vais tâcher de décider votre frère à le prendre comme second. En entendant cela George se met les deux bras et la tête sur son pupitre, si bien que Cloete s'apitoie. Mais, en même temps, Cloete se sent plus joyeux parce qu'il a mis un peu de cœur au ventre à ce Stafford. Dans l'après-midi même il lui achète un complet bleu, et lui raconte qu'il faut se débrouiller et travailler pour gagner sa vie. Aller à la mer comme second sur le *Sagamore.* Le bougre n'en avait guère envie, mais c'est que, n'ayant rien à manger, ne sachant où dormir et la femme lui ayant fait peur avec ses histoires de poursuites et autres, il n'avait guère le choix, à vrai dire. Cloete s'occupe de lui pendant deux jours... « Notre arrangement tient toujours, dit-il. Le bateau doit aller maintenant à Port-Elisabeth, ce n'est pas un ancrage de tout repos. Si par hasard le bateau se détachait de son ancre dans un coup de nord-est et se collait à la côte, comme il y en a, eh bien ! c'est cinq cents livres dans votre poche, et un rapide retour chez vous. Cela vous va, n'est-ce pas ? »

Notre excellent Mr Stafford prend tout cela les yeux baissés. « Je suis un bon marin, dit-il d'un air sournois et modeste. Un second a, sans aucun doute, pas mal d'occasions de manipuler les chaînes et les ancres... » Là-dessus, Cloete lui donne une bonne tape dans le dos. « Parbleu, mon brave marin. Allez-y... » Peu après, George apprit de son frère qu'il avait eu l'occasion d'obliger son associé. Il en est fort heureux. Il aime tellement l'associé. Il a pris un de ses amis comme second. L'homme a eu des ennuis, il a été à terre depuis un an pour soigner une femme mourante, paraît-il. Assez mal en point maintenant... George déclare vivement qu'il ne sait rien de l'homme en question. Il l'a vu une fois. Il n'est pas très sympathique d'apparence... Et le capitaine Harry se met à dire bonnement : « Bah, il faut bien donner une chance à ce pauvre diable. »

Mr Stafford se rend donc au dock. Il paraît qu'il a manœuvré comme un singe avec un des câbles, ayant toujours en tête la question de Port-Elisabeth. Les gréeurs avaient disposé le câble sur le pont pour nettoyer les puits. Le nouveau second s'assure qu'ils étaient à terre, c'était l'heure du dîner, et envoie le gardien hors du navire pour chercher une bouteille de bière. Alors il se met à l'ouvrage pour décaler le maillon de quarante-cinq degrés, il donne un ou deux petits coups de marteau, juste pour le desserrer et, naturellement, le câble n'avait plus aucune sûreté. Les gréeurs reviennent, vous savez comment ils sont ; un jour vient, un jour s'en va et le bon Dieu vous envoie le dimanche. On descend la chaîne dans le puits sans que le contre-maître daigne seulement examiner les anneaux. Qu'est-ce que cela peut lui faire ? Il ne part pas sur le bateau. Et deux jours plus tard le bateau prend la mer...

A ce moment j'eus l'imprudence de proférer un autre : « Ah oui, je vois », qui le froissa de nouveau et m'attira un brusque : « Non, pas du tout. » Comme précédemment. Mais sur ces entrefaites il se ressouvint du verre de bière placé près de son coude. Il le vida à demi, essuya sa moustache et fit cette remarque sur un ton désagréable :

— Ne vous imaginez pas qu'il y aura quelque scène maritime dans cette histoire, car il n'y en a pas. Si vous voulez en mettre une de votre invention ; c'est le moment. Je suppose que vous savez à quoi cela ressemble dix jours de mauvais temps dans la Manche. Je n'en sais rien. En tout cas, voilà dix jours qui passent. Un lundi, Cloete s'amène au bureau un peu en retard, il entend une voix de femme dans le bureau de George, et y jette un œil ... « Regardez » dit George, très agité, en lui montrant un journal. Le coeur de Cloete bondit dans sa poitrine. « Ah. Un naufrage dans la baie de Westport. Le *Sagamore* à la côte, dimanche matin, de bonne heure » ; les journalistes avaient eu le loisir de se mettre à l'œuvre. Il y en avait des colonnes. Deux fois le canot de sauvetage. Le capitaine et l'équipage restés sur le bateau. Des remorqueurs appelés à l'aide. Si le temps se remet on peut encore sauver ce beau bateau . . . Vous savez comment ces gaillards-là arrangent les choses... Mrs Harry était passée par là en allant prendre son train à Cannon street. Elle avait une heure devant elle.

Cloete prend George à part et lui chuchotte quelque chose. « Le bateau est sauvé maintenant. Ah, sacré nom d'un chien. Il ne faut pas. » Mais George le regarde effaré et Mrs. Harry continue à sangloter doucement . . . « J'aurais dû aller avec lui . . . Je vais le retrouver ... « Nous y allons tous », dit Cloete soudain. Il sort, fait envoyer à la dame une tasse de bouillon chaud de la boutique d'en face, lui achète une couverture, pense à tout, et, dans le train, il l'enveloppe, et fait la conversation, en veux-tu en voilà, tout le long du chemin, pour la remonter, mais en vérité parce qu'il ne se tient pas de joie. Voilà donc la chose faite d'un coup, et rien à payer. Faite, et bien faite. Par moment la tête lui tourne quand il y pense. Quelle veine. Cela l'effraie presque. Il voudrait pouvoir crier et sauter de joie. Cependant, George Dunbar reste dans son coin, l'air si mortellement misérable qu'à la fin la pauvre Mrs Harry essaie de le remonter, et elle se remonte en même temps elle-même en faisant remarquer combien Harry est toujours prudent ; ce n'est pas un homme à risquer son équipage ni lui-même inutilement, et ainsi de suite.

La première chose qu'ils entendent dire à la gare de Westport c'est que le bateau se sauvetage vient de repartir vers le navire, et a ramené le lieutenant qui s'était blessé et quelques matelots. Le capitaine et le reste de l'équipage, quinze en tout environ, sont encore à bord. On attend les remorqueurs d'une minute à l'autre,

On emmène Mrs Harry à l'auberge, juste en face les rochers, elle se précipite en haut pour regarder par la fenêtre, et elle pousse un grand cri quand elle voit le naufrage. Elle n'a de cesse qu'elle aille à bord retrouver son Harry. Cloete la calme de son mieux . . . « Je vous en prie, essayez de manger un peu et nous irons aux nouvelles. »

Il emmène George hors de la chambre. « Dites-moi, elle ne peut pas aller à bord, mais moi je vais y aller. Je vais veiller à ce qu'il ne reste pas sur le navire trop longtemps. Allons trouver le patron du bateau de sauvetage... » George le suit, frissonnant par moments. Les vagues déferlent sur la vieille jetée ; pas beaucoup de vent, un ciel sombre, farouche, au-dessus de la baie. Et à l'horizon rien qu'un remorqueur, dominant la mer, luttant contre la mer, paraissant et disparaissant avec la régularité d'un pendule.

Ils trouvent le patron du bateau de sauvetage qui leur dit : « Oui. On repart. Mais non, ils ne sont pas en danger sur le navire, pas encore. Mais pour le navire. il n'y a pas grand espoir. Si le vent ne s'élève pas, et que la mer se calme, on pourra peut-être essayer tout de même. » Après avoir échangé quelques mots il accepte de prendre Cloete à bord : soit-disant un message urgent des armateurs pour le capitaine.

De quelque côté que Cloete regarde le ciel, il se sent rassuré. Il paraît tellement menaçant. George Dunbar le suit blême et sans pouvoir articuler un mot. Cloete l'emmène prendre un verre ou deux et peu à peu il commence à repiquer... « Cela va mieux, dit Cloete, du diable si tout à l'heure je n'avais pas l'air de me promener avec un mort. Vous devriez jeter votre casquette en l'air, mon vieux. J'ai des envies de me mettre à battre des mains dans la rue. Votre frère est sain et sauf, le bateau est perdu et nous voilà riches. » « Etes-vous sûr qu'il soit perdu ? demande George. Ce serait un sacré coup après toutes les transes que j'ai eues, depuis que vous m'avez parlé de cela la première fois, si on pouvait encore l'en tirer, et... et... si toute cette tentation allait recommencer... Car nous n'y avons été pour rien, n'est-ce pas ? » « Bien sûr que non, dit Cloete. N'était-ce pas votre frère lui-même qui commandait ? C'est providentiel . . . » « Ah . . . » s'écria George révolté. « Bon, dites que c'est la faute du diable, dit Cloete gaiement, ça m'est égal. Vous n'y êtes pour rien, pas plus qu'un enfant au biberon. Vous êtes une grande chiffe . . . » Cloete en était arrivé presque à aimer George. Ma foi, oui. C'était comme cela. Je ne veux pas dire qu'il avait du respect pour lui, mais il avait vraiment un faible pour son associé.

Ils reviennent, on peut dire, en sautillant à l'hôtel, et trouvent la femme du capitaine à la fenêtre ouverte, les yeux fixés sur le bateau comme si elle voulait voler à travers la baie . . . « Eh, bien ! Mrs. Dunbar, crie Cloete, vous ne pouvez pas y aller ; mais j'y vais. Avez-vous des commissions ? N'ayez pas peur. Je transmettrai tout fidèlement. Et si vous voulez me donner un baiser pour lui, je le lui transmettrai aussi, du diable, si je ne le fais pas. »

Il fait rire Mrs. Dunbar avec sa parlotte . . . « Ah, mon cher Mr Cloete, que vous êtes donc un homme calme et raisonnable. Faites-le se conduire raisonnablement. Il est un peu entêté vous savez, et il est tellement toqué de son bateau, aussi. Dites-lui que je suis là, à le regarder... » « Comptez sur moi, Mrs. Dunbar. Seulement fermez cette fenêtre, soyez sage. Vous allez sûrement attraper froid si vous ne le faites pas, et le capitaine ne sera pas très content de sortir d'un naufrage pour vous trouver toussant et éternuant au point de ne pas seulement pouvoir lui dire combien vous êtes heureuse. Si vous pouvez me donner un bout de ruban pour attacher mon lorgnon à mes oreilles et je pars... »

Comment il arriva à bord, je n'en sais rien. Trempé, secoué, énervé et hors d'haleine, il arriva à bord. Le bateau penchait de côté, balayé d'écume, mais ne bougeant guère ; juste de quoi vous agacer les nerfs. Il les trouva tous en groupe sur le rouf d'avant dans leurs suroîts luisants, avec des figures retournées. Le capitaine Harry ne peut en croire ses yeux. Quoi ? Mr Cloete. « Que faites-vous ici, au nom du ciel... » « Votre femme est sur le rivage et vous regarde », halète Cloete et après avoir parlé un peu. Le capitaine Harry trouve que c'est vraiment courageux et gentil de la part de l'associé de son frère d'être venu comme cela. Il est heureux d'avoir quelqu'un à qui parler... « Mauvaise affaire, M. Cloete », dit-il. Cloete se réjouit d'entendre cela. Le capitaine croit qu'il a fait tout ce qu'il pouvait, mais la chaîne s'est rompue quand il a voulu ancrer le bateau. C'est une rude épreuve que de perdre un bateau. Il tâchera de la supporter. De temps à autre, il pousse un profond soupir. Cloete est presque attristé d'être venu à bord parce que d'être dans ce naufrage lui contracte la poitrine sans cesse. Ils se mettent à l'abri sous le vent de l'embarcation de bâbord, un peu à l'écart des matelots. La chaloupe de sauvetage était repartie après avoir amené Cloete, mais devait revenir à la marée suivante pour prendre l'équipage si on ne pouvait réussir à remettre le bateau à flot. Le soir tombait ; un jour d'hiver ; un ciel noir, le vent s'élève. Le capitaine Harry se sent tout chaviré. « Que la volonté de Dieu soit faite. S'il faut le laisser sur les rochers, il le faut. Un homme doit accepter ce que Dieu lui envoie, courageusement ». Soudain sa voix se brise, il serre le bras de Cloete. « Il me semble que je ne pourrai pas le quitter » murmure-t-il. Cloete regarde autour de lui les matelots comme un troupeau de moutons débandés, et il songe en lui-même : « Ils ne voudront pas rester ». Soudain le navire se soulève un peu et s'abaisse avec une secousse. La marée montante. Tous commencent à regarder si l'on voit le bateau de sauvetage. Quelques-uns l'aperçoivent là-bas et aussi deux remorqueurs. Mais la tempête a repris et tous savent qu'aucun remorqueur ne risquera d'approcher le bateau.

« C'est fini », dit le capitaine Harry, tout bas. Cloete songe que de sa vie il n'a eu aussi froid... « Et il me semble que ça m'est égal de vivre maintenant » murmure le capitaine Harry... « Votre femme est là-bas sur le rivage, et vous attend » dit Cloete... « Ah oui, cela doit être affreux pour elle de voir notre pauvre vieux bateau couché là comme cela. Voyez-vous, c'est notre foyer ».

Cloete, lui, pense que pour ce qui est de la perte du *Sagamore*, cela lui est égal, il souhaite seulement d'être n'importe où, ailleurs que là. Le plus léger mouvement du bateau lui coupe la respiration. Le danger l'énerve, en outre. Le capitaine le prend à part... « Le canot de sauvetage ne peut venir nous prendre avant une heure d'ici. Ecoutez moi, Cloete, puisque vous êtes ici et si courageux, faites quelque chose pour moi ». Il lui dit alors qu'en bas dans sa cabine d'arrière, dans un certain tiroir, il y a un paquet de papiers importants et quelque soixante livres dans un sac. Il demande à Cloete d'aller lui chercher cela. Il n'est pas descendu depuis que le bateau a touché, il lui semble que s'il en détournait les yeux il tomberait en morceaux. Quant aux hommes, effrayés comme ils sont, s'il les laissait livrés à eux-mêmes ils essaieraient de mettre une des chaloupes à la mer, pris de panique devant un coup plus violent, et il y en aurait qui risqueraient de se noyer... « Il y a deux ou trois boîtes d'allumettes sur les planchettes de ma cabine si vous avez besoin de lumière, dit le capitaine Harry. Seulement essuyez-vous les mains avant de tâtonner pour les trouver ».

Cloete ne trouve pas l'affaire de son goût, mais il ne veut pas montrer qu'il a peur, et il y va. Pas mal d'eau sur le pont ; il clapote là-dedans ; il commence à faire tellement noir, en plus. Tout à coup, près du grand mât, quelqu'un l'attrappe par le bras, Stafford. Il ne pensait pas du tout à Stafford. Le capitaine Harry lui avait dit à propos de son second quelque chose de peu satisfaisant, mais c'était assez vague. Cloete ne le reconnait pas d'abord dans son suroît. Il voit une figure blanche avec deux gros yeux fixés sur lui. « Etes-vous satisfait, Mr Cloete ?... »

Cloete a bonne envie de rire de cette voix plaintive et l'écarte. Mais l'homme grimpe après lui sur la dunette et le suit en bas dans la cabine de ce navire naufragé. Et les voilà tous les deux là, osant à peine se regarder l'un l'autre. « Vous n'allez pas me faire croire que vous y êtes pour quelque chose... » dit Cloete.

Tous deux frissonnent, presque hors d'eux dans l'excitation de se sentir à bord de ce bateau. Le navire talonne et titube, et ils chancellent tous deux, se sentant mal. Cloete de nouveau éclate de rire à l'idée que cette pauvre épave de Stafford puisse prétendre être pour quelque chose dans une affaire aussi désespérée... « Est-ce ainsi que vous croyez pouvoir me traiter maintenant ? » hurle l'autre tout à coup...

La mer vient frapper la coque, le bateau tremble et geint tout autour d'eux ; on entend le bruit des vagues, tout autour et sur la tête, Cloete se sent troublé, et il entend l'autre crier comme un perdu : « Ah, vous ne me croyez pas ? Allez voir le câble de bâbord. Rompu ? Hein ? Allez voir s'il est rompu. Allez chercher la maille brisée. Je vous en défie. Il n'y a pas de maille brisée. Cela vaut mille livres pour moi. Pas moins. Le lendemain de notre débarquement, rapidement — je n'ai pas l'intention d'attendre que le bateau soit complètement brisé — je vais trouver les assureurs, quand je devrais marcher nu-pieds jusqu'à Londres. Le câble de bâbord. Regardez-le, que je leur dirai. Je l'ai faussé, pour le compte des armateurs, tenté par une crapule nommé Cloete. »

Cloete ne comprend pas exactement ce que tout cela signifie. Tout ce qu'il voit, c'est que l'homme a l'intention de faire du grabuge. Il prévoit quelque ennui... « Est-ce que vous croyez me faire peur, demande-t-il, à crier ainsi comme un putois... ? » Et Stafford le dévisage ; tous deux se tiennent à la table de la cabine. « Ah ! nom de

Dieu, non, vous n'êtes qu'un sacré voyou ; je peux faire peur à l'autre, le type au paletot noir... »

Il entendait par là George Dunbar. A cette idée l'esprit de Cloete vacille; non pas qu'il croit l'homme capable de faire vraiment du mal, mais il sait comment est George; il mettra toute l'affaire par terre; fichue toute l'affaire qu'il avait tellement prise à cœur. Il ne dit rien; il écoute l'autre, qui, au milieu de la panique, de la terreur, de l'énervement, halète comme un chien... « Aboulez mille livres, vingt-quatre heures après le débarquement, après-demain. C'est mon dernier mot, Mr Cloete. » « Mille livres après-demain, dit Cloete. Oui. Et aujourd'hui prenez toujours ça, sale bête !... » Et il lui donne un coup de poing droit dans la figure d'un mouvement de rage, rien d'autre. Stafford s'en va s'aplatir sur la cloison. Et voyant cela, Cloete s'avance d'un pas et lui envoie un autre coup quelque part dans la mâchoire. L'homme vacille et s'en va tomber en arrière dans la cabine du capitaine dont la porte était ouverte. Cloete l'y suit, l'entend tomber lourdement par terre et rouler sous le vent, alors il claque la porte et tourne la clef... « Voilà, se dit-il, qui vous empêchera de nous embêter. »

— Nom d'un chien! murmurai-je.

Le vieux se départit un moment de son impressionnante immobilité pour tourner vers moi sa tête cavalièrement coiffée et me regarder de ses yeux noirs et ternes.

— Il le laissa là, articula-t-il pesamment en se remettant à contempler le mur. Cloete n'avait pas l'intention de laisser quelqu'un, une malheureuse chose comme Stafford, se mettre en travers de son projet de rendre riches George, lui-même et le capitaine Harry, et il ne se souciait pas des conséquences. Ces gens qui s'occupent de spécialités pharmaceutiques se soucient assez peu de ce qu'ils disent ou de ce qu'ils font. Ils pensent que le monde est fait pour gober toutes les histoires qu'il leur plaît de raconter.... Il reste là un moment à écouter, cela lui donne un coup d'entendre frapper du poing dans la porte et une sorte de cri de rage étouffé sortir de la cabine du capitaine. Il lui semble entendre aussi son nom, à travers cet horrible fracas, tandis que le vieux *Sagamore* se soulève et retombe au gré de la mer. Ce bruit et cette terrible impression le font sortir précipitamment de la cabine. Une fois sur la dunette il reprend ses esprits. Mais son cœur chavire un peu en présence de la sombre sauvagerie de la nuit. Il songe au risque qu'il a d'être noyé avant qu'il soit longtemps. Il se penche par le capot de l'échelle. Parmi le vent et les flots qui se brisent il peut entendre le tapage de Stafford qui essaie d'ébranler la porte et qui blasphème. Il écoute et se dit : « Non. Pas moyen d'avoir confiance en lui maintenant. »

Quand il revient sur le rouf, il dit au capitaine Harry, qui lui demande s'il a trouvé les choses, qu'il regrette bien, mais qu'il y a quelque chose de démoli dans la porte. Il n'a pas pu l'ouvrir, et pour vous dire franchement, dit-il, je ne tenais pas à rester davantage dans cette cabine. On entend des bruits comme si le bateau s'en allait en morceaux... » Le capitaine se dit : « Il est nerveux ; il ne peut rien y avoir de démoli dans la porte. » Mais il dit : « Merci, ça va bien, ça va bien.... » Toutes les mains se tendent maintenant vers le canot de sauvetage. Chacun pense à soi. Cloete se demande : vont-ils l'oublier ? Mais le fait est que Mr Stafford a fait une si pauvre impression en mer que depuis l'échouage du bateau, personne n'a fait attention à lui. Personne ne s'est occupé de savoir ce qu'il faisait ni où il était. D'ailleurs dans la nuit noire, on ne pouvait pas compter les têtes. Le feu du remorqueur avec le canot de sauvetage à la traîne se distingue faisant route vers le navire, et le capitaine Harry demande : « Nous sommes tous là ?... » Quelqu'un répond : « Oui tous, capitaine... » « Tenez-vous prêts à quitter le bateau, alors, dit le capitaine Harry, et que deux d'entre vous aident monsieur à descendre le premier... Dites-moi, monsieur... » Cloete s'en va demander au capitaine Harry de le laisser rester le dernier, mais le canot de sauvetage a jeté le grappin sur les haubans d'avant ; deux matelots s'emparent de lui, attendent le bon moment et le lancent dans le canot sain et sauf.

Le voilà presque épuisé, pas habitué à ce genre de choses, vous comprenez. Il s'assied à l'arrière, les yeux fermés. Pas besoin de regarder l'eau blanche qui bouillonne tout autour. Les hommes se jettent l'un après l'autre dans le canot. Alors il entend le capitaine Harry criant dans le vent au patron du canot d'attendre un moment, et d'autres mots qu'il ne peut saisir, et le patron qui lui crie : « Faites vite, capitaine... » « Qu'est-ce qu'il y a ? » demande Cloete, se sentant défaillir... « Quelque chose à propos des papiers du bord, dit le patron très inquiet. Il ne fait pas un temps à rester bord à bord, vous comprenez. » Ils déhalent un peu le canot, et on attend. L'eau passe par dessus bord, en lames. Cloete se trouve presque mal. Il ne pense à rien. Il est tout à fait engourdi, quand soudain on entend un : « Où ? le voilà ! ».... Il voit une forme qui attend dans le hauban d'avant, ils halent sur la ligne du grappin et l'embarquent facilement. On entend vaguement un cri, tout se mêle au bruit de la mer. Cloete s'imagine entendre la voix de Stafford parler tout près de son oreille. Il y a une accalmie dans le vent, et la voix de Stafford semble parler très rapidement au patron du canot ; il lui dit que naturellement il était resté près du capitaine, près de lui tout le temps, jusqu'à ce que celui-ci lui eût dit au dernier moment qu'il doit aller chercher les papiers du bord dans la cabine d'arrière ; il a insisté pour y aller lui-même ; il lui a dit à lui, Stafford, d'embarquer dans le canot.... Il voulait attendre son chef, seulement cette accalmie est venue et il a pensé qu'il valait mieux saisir cette occasion.

Cloete ouvre les yeux. C'est vrai. Stafford est assis là tout près de lui dans ce canot encombré. Le patron se penche au-dessus de Cloete et lui crie : « Avez-vous entendu ce que dit le second, monsieur ? » La figure de Cloete devient comme si elle s'était changé en plâtre, lèvres et tout. « Oui, j'ai entendu », se force-t-il à répondre. Le patron attend un moment, puis dit : « Je n'aime pas cela du tout » ... Et il se retourne vers le second en lui disant que c'est bien dommage qu'il n'ait pas essayé de courir au long du pont et de faire se presser le capitaine quand l'accalmie est venue. Stafford répond immédiatement qu'il y a pensé, seulement il a craint de le manquer sur le pont dans l'obscurité. « Car, dit-il, le capitaine aurait pu s'en aller de suite, pendant que j'étais déjà dans le canot de sauvetage, et vous auriez peut-être largué tout, en me laissant là. » « C'est vrai aussi » dit le patron. Une minute environ se passe. « Il faut en finir » dit le patron. Soudain Stafford parle d'un ton caverneux : « J'étais près de lui quand il a dit à Mr Cloete qu'il ne savait pas s'il aurait jamais le courage d'abandonner ce vieux bateau, n'est-ce pas, hein ?... » et Cloete se sent le bras empoigné doucement dans l'obscurité... « n'est-ce pas ? Nous étions ensemble juste au moment ou vous êtes survenu, Mr Cloete. »

Et voilà qu'alors le patron crie : « Je vais voir ce qui est arrivé à bord.... » Cloete dégage brusquement son bras : « Je vais avec vous.... »

Quand ils sont à bord, le patron dit à Cloete de suivre tout le long d'un côté du navire, tandis qu'il suivra de l'autre pour ne pas manquer le capitaine... « Et tâtonnez bien autour de vous avec les mains, dit-il, il se pourrait qu'il fût tombé et qu'il soit resté évanoui quelque part sur le pont...» Quand Cloete atteint le capot d'échelle de la dunette, le patron y est déjà. Et il crie : « Etes-vous là, monsieur.... ?» « Ce n'est pas la peine de crier », dit Cloete sentant son cœur se pétrifier, un peu plus qu'il ne l'était.... Ils descendent. Nuit noire. Le navire penchait tellement que le patron, cherchant son chemin en tâtonnant dans la chambre du capitaine, glisse et roule en bas. Cloete l'entend pousser une exclamation comme s'il s'était fait mal, et il lui demande ce qu'il y a. Et le patron lui répond qu'il a buté dans le capitaine qui gît là par terre, sans connaissance. Cloete sans mot dire commence à tâtonner sur les tablettes pour trouver une boîte d'allumettes, en trouve une et allume. Il voit le patron avec sa ceinture de sauvetage agenouillé près du capitaine Harry.... « Du sang », dit le patron en relevant les yeux. L'allumette s'éteint.

« Attendez un peu, dit Cloete, je fais faire une torche de papier. » Il avait senti le dos de quelques livres sur les planchettes, et il allume plusieurs torches l'une après l'autre cependant que le patron retourne le pauvre capitaine Harry. « Il est mort, dit-il. Une balle dans le cœur. Voilà le revolver.... » Il le tend à Cloete qui le regarde avant de le mettre dans sa poche, et voit une plaque sur la crosse avec H. Dunbar dessus.... « C'est le sien », murmure-t-il.... « Le revolver de qui pensiez-vous trouver ? » dit le patron. Et voici qu'il enlève son suroît dans la cabine avant de sortir. « Mais qu'est-ce que c'est que ce tas de papiers brûlés ? Qu'avait-il besoin de brûler les papiers du bord ? »

Cloete voit tous les petits tiroirs ouverts et demande au patron de bien regarder à l'intérieur... « Il n'y a rien, dit l'homme. Vidés. On dirait qu'il en a retiré tout ce qu'il pouvait pour y mettre le feu. Fou, voilà ce qu'il y a eu, il est devenu fou. Et maintenant il est mort. Vous allez avoir à apprendre cela à sa femme.... »

« Il me semble que je deviens fou moi-même », dit Cloete, soudain, et le patron le supplie pour l'amour de Dieu de se reprendre, et il l'arrache de la cabine. Il leur fallait abandonner le corps ; et même avec cela ils arrivèrent juste à temps avant qu'un grain furieux se déchaînât. Cloete est enlevé dans le canot ; le patron s'y laisse dégringoler. « Largue le grappin, crie-t-il ; le capitaine s'est suicidé....»

Cloete était comme un mort, il ne prêtait attention à rien. Il se laisse pincer deux fois le bras par Stafford sans donner signe de vie. La plupart des gens de Westport étaient sur la vieille jetée pour voir sortir les hommes du canot de sauvetage, et il y eut d'abord des acclamations confuses quand le canot aborda ; mais après que le patron eut crié quelque chose les voix s'éteignent, et chacun devient calme. Dès que Cloete a remis le pied sur la terre ferme, il se sent redevenir lui-même. Le patron lui serre la main : « Pauvre femme, pauvre femme je préfère que ce soit vous que moi...»

« Où est le second, demande Cloete, c'est le dernier qui ait parlé au capitaine... » ? On héberge l'équipage au Mission Hall, où il y avait du feu et des couchettes préparées. Quelqu'un courut le long de la jetée et rattrapa Stafford : « Eh là-bas, l'agent des armateurs vous demande... » Cloete prend le bras de l'homme sous le sien et l'emmène vers la gauche, du côté du port des barques de pêche. « Je ne suppose pas vous avoir mal compris. Vous désirez que je m'occupe un peu de vous », dit-il. L'autre se suspend à lui un peu mollement, mais il a un vilain petit rire. « Vous auriez mieux fait, murmure-t-il ; mais réfléchissez bien, pas de blague, Mr Cloete, pas de blague ; nous sommes à terre maintenant ».

« Il y a un poste de police à cinquante mètres d'ici », dit Cloete. Il entre dans un bar, pousse Stafford dans le couloir. Le propriétaire sort de son comptoir en courant... « C'est le second du bateau qui s'est échoué sur les rochers, explique Cloete. Je voudrais que vous ayiez soin de lui cette nuit...» «Qu'est-ce qu'il a ?» dit l'homme. Stafford s'adosse au mur du couloir, pâle comme un fantôme. Et Cloete dit que ce n'est rien, il n'en peut plus naturellement... « C'est moi qui paierai la dépense, je suis l'agent de l'armateur. Je reviendrai dans une heure ou deux pour le voir. »

Et Cloete revient à l'hôtel. Les nouvelles avaient déjà circulé et la première chose qu'il voit, c'est George, dehors, sur la porte, blanc comme un linge, et l'attendant. Cloete lui fait signe et ils rentrent. Mrs Harry est au haut de l'escalier et quand elle ne voit qu'eux deux monter, elle lève les bras au ciel et s'enfuit dans sa chambre. Personne n'avait osé lui dire, mais de ne pas voir son mari lui a suffi. Cloete entend un cri affreux : « Allez près d'elle », dit-il à George.

Une fois seul dans le salon, Cloete boit un verre de brandy et se met à réfléchir à toute l'affaire. George entre... « La patronne est avec elle », dit-il. Et il commence à marcher en long et en large dans la pièce, agitant les bras et parlant de façon entrecoupée, et une expression si dure sur le visage, que Cloete ne lui en a jamais vu de pareille... « Ce qui doit arriver, doit arriver. Mort, mon frère unique. Oui, mort, tous ses soucis sont finis. Mais nous vivons, dit-il à Cloete ; et je suppose, dit-il en le regardant avec des yeux brûlants et secs, que vous n'oublierez pas de télégraphier au matin à votre ami que nous arrivons pour certains.... » « Vous voulez parler de l'homme aux spécialités pharmaceutiques ? » « La mort est la mort et les affaires sont les affaires, continue George ; et regardez, mes mains sont propres », dit-il en les montrant à Cloete. Cloete se dit : « Il devient fou ». Il le prend par les épaules et se met à le secouer. « Sacré nom d'un chien, si vous aviez eu le culot de lui parler vous, personnage moral, il serait en vie à l'heure qu'il est » crie-t-il.

Et voilà George qui le regarde fixement, puis éclate en sanglots. Il se jette sur un canapé, enfouit son visage dans un coussin, et se met à hurler comme un enfant. « Cela vaut mieux », se dit Cloete, et il le laisse en disant à l'hôtelier qu'il a besoin de sortir pour différentes petites choses qu'il faut faire dès ce soir. La femme de l'hôtelier, tout en pleurant, le rattrape sur l'escalier. «Oh, monsieur, cette pauvre dame va devenir folle !....»

Cloete l'écarte, se disant à lui-même : « Oh, non, certes non. Elle surmontera cela. Personne ne deviendra fou dans cette affaire, à moins que ce soit moi. Ce n'est pas la douleur qui rend les gens fous, c'est le tourment. »

En cela Cloete se trompait. Ce qui affecta Mrs Harry fut que son mari s'était suicidé sous ses yeux même. Elle surmonta tout cela tellement bien qu'en moins d'une année il fallut la mettre dans une maison de santé. Elle était très, très calme ; de la folie douce. Elle a vécu encore longtemps.

Bon. Voilà donc Cloete qui clapote dans le vent et la pluie. Personne dans les rues ; l'agitation est finie. Le cafetier sort à sa rencontre dans le couloir et lui dit : « Pas par ici. Il n'est pas dans sa chambre. Nous n'avons pas pu le décider à aller se coucher, malgré tout. Il est là dans ce petit salon. Nous lui avons allumé du feu... » « Vous lui avez donné à boire aussi, dit Cloete. Je n'ai jamais dit que je me chargeais des consommations. Combien y en a-t-il ? » « Deux », dit l'autre. « C'est bon. Je veux bien faire cela pour un marin naufragé. » Cloete se met à rire de son rire drôle : « Allons donc ? Il a payé ? » Le cafetier cligne de l'œil... « Il vous a donné de l'or, n'est-ce pas ? allons, dites... » « Eh bien quoi ?, s'écrie l'homme. Qu'est-ce que vous avez encore, je lui ai rendu exactement sa monnaie sur son souverain. » « C'est bon », dit Cloete. Il s'en va dans le petit salon et il voit notre Stafford les cheveux en broussaille, habillé d'une chemise et d'un pantalon du cafetier, les pieds nus dans des pantoufles, assis près du feu. Quand il aperçoit Cloete, il se met à baisser les yeux.

« Vous ne pensiez pas que nous nous retrouverions, Mr Cloete,» dit Stafford, doucement.... Cet homme-là, quand il avait juste sa dose de boisson, ce n'était pas un ivrogne, il vous prenait un petit air sournois et modeste. « Mais depuis que le capitaine s'est suicidé, dit-il, je suis resté assis là à repenser à tout cela. Tout arrive. Conspiration pour perdre le navire, tentative d'assassinat, et ce suicide. Car s'il n'y avait pas eu ce suicide, Mr Cloete, je connais alors la victime de la plus cruelle et de la plus froide tentative d'assassinat, quelqu'un qui a souffert mille morts. Et cela fait les mille livres dont nous avons parlé, une somme bien insignifiante. Voyez comme ce suicide est venu à propos... »

Il lève les yeux vers Cloete qui se met à sourire et se rapproche de la table.

« Vous avez tué Harry Dunbar », murmure-t-il... L'autre le regarde fixement et lui montre les dents : « Bien sûr que je l'ai tué. Je suis resté dans cette cabine pendant une heure et demie comme un rat dans une souricière.... Enfermé et condamné à couler dans ce sinistre. Que la chair et le sang jugent. Naturellement je l'ai tué. Je pensais que c'était vous, vous misérable meurtrier qui reveniez pour me faire mon affaire. Il ouvre la porte brusquement et dégringole sur moi ; j'avais un revolver à la main, et je l'ai tué. J'étais fou. Des gens sont devenus fous à moins.»

Cloete le regarde sans sourciller : « Ah ! ah ! voilà votre histoire ? » et tout en parlant avec animation il secoue un peu la table. « Maintenant, écoutez la mienne. Quelle est cette conspiration ? Qui peut la prouver ? Vous êtes allé là pour voler. Vous étiez en train de dévaliser la cabine. Il vous a surpris à l'improviste la main dans le tiroir, et vous l'avez tué avec son propre revolver. Vous l'avez tué pour voler, pour voler. Son frère et les employés savent dans le bureau qu'il avait emporté en mer soixante livres. Soixante livres en or, dans un sac. Il m'avait dit où elles étaient. Le patron du canot de sauvetage peut porter serment que les tiroirs étaient vides, tous. Et vous êtes assez idiot pour, moins d'une demi-heure après être débarqué, changer une livre pour payer une consommation. Ecoutez-moi. Si vous n'allez pas après-demain chez les avocats de George Dunbar faire la déposition convenable en ce qui concerne la perte du navire, je mets la police à vos trousses. Après-demain.... »

Et alors que croyez-vous ? Que Stafford commence à s'arracher les cheveux. Précisément. Il se les arrache à deux mains sans rien dire. Cloete donne un coup à la table qui envoie presque l'homme rouler hors de sa chaise, et tomber contre le garde-feu auquel il lui fallut se rattrapper... « Vous savez quel genre d'homme je suis, lui dit Cloete, férocement. J'en suis à un point où je me soucie peu de ce qui peut m'arriver. Je vous tuerais maintenant pour un rien ».

En entendant cela, l'animal disparaît sous la table. Cloete sort ; comme il tourne dans la rue, vous savez ces petites maisons de pêcheurs, dans l'obscurité, de la pluie à torrents, d'ailleurs, l'autre ouvre la fenêtre du petit salon et lui dit d'un ton larmoyant : « Vous êtes un sale diable d'Américain ; vous me paierez cela un de ces jours. » Cloete s'éloigne avec un rire amer, parce qu'il se dit que cet individu s'est déjà payé : si seulement il le savait.

Mon impressionnant brigand but la bière qui restait, tout en me regardant de ses yeux noirs et éteints par dessus le bord de son verre.

— Je ne comprends pas bien, lui dis-je, comment cela ?

Il se détendit un peu et m'expliqua sans trop de dédain qu'après la mort du capitaine Harry, la moitié de l'argent de l'assurance alla à sa femme, et que ses tuteurs naturellement achetèrent des fonds d'Etat avec. Juste de quoi lui assurer son confort. La part de George Dunbar, comme Cloete le craignait tout d'abord, ne fut pas suffisante pour lancer convenablement le médicament. D'autres capitalistes entrèrent dans l'affaire et nos deux hommes durent se retirer de l'opération à peu près dépouillés de tout.

— Je suis curieux de savoir, lui dis-je, ce qu'était le motif principal de cette tragique histoire, je veux dire la spécialité pharmaceutique. Vous savez ce que c'est ?

Il me la nomma et je sifflai respectueusement ; ni plus ni moins que les Parker's Lively Lumbago Pills. Une énorme affaire. Vous connaissez cela ; le monde entier connaît cela. Un homme sur deux au moins sur notre globe en a essayé.

— Sacristi, m'écriai-je, mais ils ont raté une immense fortune !

— Oui, grommela-t-il, pour le prix d'un coup de revolver.

Il me dit encore que par la suite, Cloete retourna aux Etats-Unis, comme passager sur un cargo d'Albert Dock. La veille au soir de son départ, il le rencontra qui se promenait du côté des quais et il l'emmena chez lui prendre un verre. Un drôle de type, ce Cloete. Nous sommes restés toute la nuit à boire des grogs jusqu'à ce qu'il fût temps pour lui de s'embarquer.

Ce fut alors que Cloete, sans amertume mais assez las, lui avait raconté cette histoire, avec cette espèce de franchise tout à fait inconsciente de ces placiers en spécialités pharmaceutiques, tout à fait étrangers aux règles morales ordinaires. Cloete conclut en déclarant qu'il en avait assez du vieux continent. George Dunbar l'avait lâché aussi, à la fin. Cloete était visiblement très désillusionné.

En ce qui concerne Stafford il est mort, comme un vagabond de profession dans quelque hôpital de l'East End, et à son heure dernière il a réclamé un pasteur, parce que sa conscience était troublée d'avoir tué un innocent. « Il avait besoin de quelqu'un qui vînt lui dire que c'était très bien, » grogna mon vieux brigand avec le plus profond mépris. « Il dit à ce pasteur que je connaissais ce Cloete qui avait voulu le tuer, et c'est ainsi que le pasteur (qui travaillait parmi les ouvriers des quais) m'en parla un jour. Quand le bougre se trouva pris au piège, dans la cabine du navire, il hurla pour demander miséricorde... Il promit d'être honnête et tout ce qui s'ensuit... Alors il devint fou... cria, se jeta par terre, se frappa la tête contre les murs.... vous voyez cela d'ici, hein ?.... jusqu'à ce qu'il n'en pût plus. Il se calma. Il se rejeta par terre, ferma les yeux, voulut prier. C'est du moins ce qu'il a dit. Il essaya de penser à quelque prière en vue d'une prompte mort. Il était à ce point terrifié. Il pensait que s'il avait un couteau ou quelque chose de ce genre il se couperait la gorge ; et ce serait fini. Alors il réfléchit. Non ! il veut essayer d'enlever le bois autour de la serrure.... Il n'a pas de couteau dans sa poche... Il se met à pleurer et à supplier Dieu de lui envoyer un outil quelconque, quand soudain il se dit : la hache. Dans la plupart des navires, il y a une hache de réserve, en cas de besoin, dans la chambre du capitaine, dans une caisse ou une autre. Il se remet sur pied... Nuit noire. Il pousse un tiroir pour trouver des allumettes, et tâtonnant à cet effet, la première chose sur laquelle il tombe : le revolver du capitaine Harry. Chargé. Le voilà rassuré. Il peut tirer sur la serrure pour la mettre en miettes. Sauvé : c'est la Providence. Il y a aussi des boîtes d'allumettes. « Je peux donc voir ce qui se passe par ici. « Il gratte une allumette et voit le petit sac de toile au fond du tiroir, se rend compte immédiatement de ce que c'est, le fourre vivement dans sa poche. « Ah, se dit-il, voilà qui réclame davantage de lumière. » Il jette un tas de papier par terre, y met le feu et commence des investigations pour trouver quelque chose de valeur. Voyez -vous cela ? Il a dit à ce pasteur de l'East End que le diable l'avait tenté. D'abord la miséricorde de Dieu, puis, après, l'œuvre du diable. Chacun son tour.

Tout vaurien qui se tortille peut en dire autant. Il était tellement absorbé dans ses tiroirs que la première chose qu'il entendit fut ce cri : « Grands Dieux ! » Il lève la tête, la porte était ouverte (Cloete avait laissé la clef dans la serrure) et le capitaine Harry debout, au dessus de lui en plein dans la lumière des papiers enflammées. Les yeux lui sortaient de la tête. « En train de voler, tonna le capitaine. Un marin. Un officier. Non ! Un misérable comme vous ne mérite rien d'autre que de rester à couler ici. »

Ce Stafford, à son lit de mort, dit au pasteur qu'à ces mots il se sentit devenir fou de nouveau. Il arracha du tiroir la main qui tenait le revolver, et fit feu sans viser. Le capitaine Harry tomba raide, avec un bruit comme celui d'une pierre, sur le tas de papiers en feu et en éteignant les flammes. Obscurité complète. Pas le moindre bruit. Il écouta un moment, puis jeta le revolver et grimpa sur le pont comme un fou.

Le vieux frappa la table de son poing lourd.

— Cela me fait mal au cœur d'entendre ces idiots de mariniers raconter aux gens que le capitaine s'est suicidé. Peuh ! Le capitaine Harry était un homme qui pouvait regarder en face son Créateur, n'importe quand là-haut, et ici-bas aussi. Il n'était pas de ceux qui se dérobent à la vie. Certes non. C'était un brave homme de la tête aux pieds. C'est lui qui m'a fait faire ma première affaire comme arrimeur trois jours seulement après mon mariage.

Comme son seul objet paraissait être de justifier le capitaine Harry de l'accusation de suicide, je ne le remerciai pas avec beaucoup d'effusion du sujet qu'il m'avait fourni. Et puis cela ne méritait pas grand remerciement, de toute façon.

Il est tout de même effrayant de penser que de pareilles choses peuvent se passer dans notre respectable Manche, en pleine vue du trafic de luxe qui se fait vers la Suisse et Monte-Carle. Il aurait fallu, pour rendre cette histoire acceptable, la transporter quelque part dans les mers du Sud. Mais ç'aurait donné trop de mal de la cuisiner à l'usage des lecteurs de magazine. La voilà, toute brute pour ainsi dire, exactement comme elle me fut racontée, mais malheureusement privée du saisissant effet du narrateur ; le plus imposant vieux forban qui ait jamais embrassé la carrière, combien peu romanesque, d'arrimeur dans le port de Londres.

Joseph CONRAD.
(Traduit par G. Jean-Aubry.)

LES CHRONIQUES NATIONALES

AMÉRIQUE LATINE

LES VINGT NATIONS LATINES DU NOUVEAU MONDE DEVANT LA GUERRE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — LA DOCTRINE DE MONROE. — ÉTUDES HISTORIQUES ET VIE INTELLECTUELLE DANS L'ÉQUATEUR. — AU GUATÉMALA : LE SOULÈVEMENT POPULAIRE D'AVRIL ET LE CAS DU POÈTE SANTOS CHOCANO.

J'ai l'honneur immérité d'inaugurer cette chronique sur l'Amérique latine à laquelle la *Revue de Genève* a très heureusement voulu faire place dès son premier numéro. Le nombre assez élevé de nations établies sur le vaste et prodigieux territoire qui va du Mexique à la Terre de Feu ne permet pas de consacrer une rubrique spéciale à chacune : la Direction de la *Revue* a songé que sous la rubrique large d'Amérique latine on pouvait très bien parler de toutes à la fois, plus particulièrement, peut-être, de deux ou trois, à tour de rôle, au hasard des événements et, sans doute aussi, selon la nationalité des écrivains qui se succèderont dans cette libre tribune ; celle-ci est bien placée dans une ville comme Genève, dont la tradition de culture est ancienne et qui a été choisie à juste titre pour être le siège de la Société des Nations.

Je dois confesser, pour ma part, que cette réunion des pays latino-américains en un seul faisceau, me plaît infiniment. Cela répond non seulement à l'unité géographique du Nouveau Monde méridional, mais surtout à l'idéal commun de peuples qui ont la même origine, qui parlent une seule langue (excepté toutefois l'illustre République du Brésil) et qui possèdent, dès les temps héroïques de la Conquête et l'aurore de leur indépendance, tant de souvenirs mêlés, d'aspirations identiques et une si parfaite ressemblance d'institutions politiques et sociales. Elles forment ainsi la grande famille ibéro-américaine, appelée, sûrement, aux plus hautes destinées de l'histoire.

Cette similitude est toute naturelle. Au temps de la domination espagnole et portugaise, ces pays reçurent une éducation analogue, furent gouvernés de façon similaire, apprirent les mêmes choses. Le droit canon de l'époque formait leurs docteurs, l'imitation servile des modèles ibériques était toute leur littérature. Les idées en vogue de cette période assombrissaient le continent, jusqu'au jour où un rayon de lumière de la libérante influence française perça les nuages amoncelés par le régime colonial. Ce fut le premier éveil. Dans le Vice-Royaume de la Nouvelle Grenade, Narino traduisit les Droits de l'homme, propagés à Quito par un précurseur de l'émancipation, Espejo. Et ce furent alors les premiers cris de révolte, jetés un peu partout presque au même moment, mais plus particulièrement à Quito, le 10 août 1809. Peu après commencent les guerres sanglantes de libération, conduites par deux hommes de génie, Bolivar et San Martin, et qui donnent naissance à des nations diverses, après une lutte forcenée de presque vingt ans.

Hélas ! une fois affranchies de ce qu'on appelait, d'un nom cher aux romantiques, le « joug » de la métropole, d'autres luttes s'ensuivirent, d'abord pour le partage du domaine colonial, puis pour chasser le « tyran», en appelant un « libérateur » dont on éprouvait ensuite un besoin urgent de se libérer aussi..... Mais ces tristes épopées, si infécondes, ont fait leur temps dans la plupart des nations ibéro-américaines.

On trouve bien encore chez quelques-unes, de jour en jour moins nombreuses, les angoisses politiques propres à des démocraties jeunes, inquiètes, voire même turbulentes, auxquelles manquent les mœurs, la discipline, et qui conservent la fatale empreinte des conflits militaires dont elles sont nées. On y trouve aussi des difficultés internationales surgies des anciennes querelles de frontières : mais la plupart se sont résolues, ou tendent à se résoudre, par des négociations directes qu'inspirent la cordialité qui unit des nations sœurs. Un bel exemple de cette fraternité fut donné dernièrement par l'Equateur et la Colombie affranchies désormais d'un litige vieux de presque un siècle.

Mais ce sont les nouveaux problèmes de la période actuelle qui préoccupent les esprits dans ces pays où il y en a tant et de si pressants. Chez les plus avancés c'est l'assimilation des immigrants que le Vieux Monde envoie dans nos terres vierges du travail humain. Ce sont les problèmes sociaux compliqués, nés de la différence des races, de la nécessité d'élever, par l'éducation et les mœurs, les indigènes longtemps asservis et exploités. Ce sont enfin, les problèmes de la culture intellectuelle et du progrès matériel. Mais on possède chez nous, en général, et faute d'expérience, une croyance parfois simpliste dans le futur. Puisque ces nations n'ont pas un passé, elles veulent tout l'avenir. Une tradition est un enseignement heureux mais c'est aussi une entrave. Si elles savent modérer leur impatience, elles étonneront le monde par leur audace réfléchie.

La communauté de sentiments et d'idéals des nations latines d'Amérique se manifesta, comme on le sait, de façon très significative durant la guerre mondiale. Dès 1914, l'opinion publique fut unanime à condamner la violation de la neutralité belge, premier crime de la guerre. De fortes protestations s'élevèrent dans les Congrès du Brésil et de l'Uruguay. Et quand les brutalités des sous-marins eurent dépassé toute mesure, obligeant les Etats-Unis à devenir belligérants, trois nations sud-américaines déclarèrent à leur tour la guerre, presque toutes les autres rompirent leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne, et celles, très peu nombreuses, qui gardèrent leur neutralité jusqu'à la fin du conflit, manifestèrent leur sympathie officielle aux premières, soulignant ainsi la solidarité latino-américaine.

Mais ce sont là des souvenirs presque anciens, tant le monde a marché dans ces dernières années pleines d'événements prodigieux et de bouleversements imprévus. Il ne s'agit plus de se concerter pour la guerre nécessaire, mais de préparer l'œuvre de la paix, plus nécessaire encore, dans l'effort universel le plus audacieux qui ait été jamais entrepris. Comme il fallait s'y attendre, toutes ou presque toutes les Républiques ibéro-américaines sont déjà des membres originaires de la Société des Nations. Ce grand espoir d'une organisation internationale solide et puissante n'a pas laissé indifférents ces peuples d'outre-mer dont l'histoire, au cours du XIX^{me} siècle, a été une longue lutte, glorieuse ou triste, pour le droit et la liberté ; dont les héros les plus représentatifs sont des soldats doublés d'hommes d'Etat, tels que Bolivar et San Martin. Ces peuples se considéraient déjà comme une famille de nations lors des batailles pour l'Indépendance, et certains essais d'organisation juridique internationale, comme la Cour de Justice des cinq Républiques de l'Amérique centrale, citée souvent en Europe ces temps-ci, ont précédé les événements et réalisé en quelque sorte des essais d'avant-garde. La constitution démocratique de tous ces Etats facilite aussi leur coopération à la grande tâche mondiale et leur donne un droit légitime d'intervenir. Sans compter qu'un continent si vaste, peuplé par une race vigoureuse qui a transplanté chez elle la civilisation européenne, magnifiquement riche par la fertilité merveilleuse de son sol, fournisseur du monde en matières premières essentielles, est un facteur d'une immense importance dans le concert universel des nations.

La coopération de l'Amérique latine à l'œuvre nouvelle ne sera sûrement pas une coopération passive, un acquiescement bénévole à tout ce que feront les grandes puissances qui se sont réservées, pour le moment seulement, espérons-le, la direction exclusive des affaires du monde. Elle entend, et déjà ses écrivains et ses hommes d'Etat le disent avec franchise, apporter aux futures délibérations un esprit sans préjugés, libre de haine et de cupidité, car son atmosphère n'est pas chaude et enfumée comme celle des champs de bataille européens. Elle veut s'appartenir d'abord à elle-même et se donner ensuite à la Société des Nations, sans se laisser gêner par les vieux principes de politique continentale et de classements géographiques qui ont fait leur temps.

Cette résolution commença de se manifester dans les discussions passionnées qui se produisirent lorsque l'article XXI sur la Doctrine de Monroë fut intercalé dans le Pacte de Versailles. L'étonnement fut très grand partout. Le Mexique fit entendre une protestation officielle. Le ministre des affaires étrangères de la République du Salvador demanda à Washington de fixer l'interprétation actuelle d'une doctrine qui, dans la nouvelle organisation internationale, constituait un véritable non-sens, que justifiaient à peine les luttes des partis aux Etats-Unis, dont nous connaissons l'âpreté et, parfois, l'incohérence.

Par la bouche d'un illustre ancien Président de la République Argentine, l'Amérique espagnole énonça, il y a bien des années, une formule qui est un programme, en opposition à la vieille doctrine, quelque peu obscure et pas mal suspecte maintenant, de l'Amérique anglo-saxonne. « L'Amérique pour les Américains », avait dit le Président Monroë, afin de défendre les nouveaux Etats du monde de Colomb contre la Sainte Alliance et ses menaces impérialistes. Mais lorsque cette formule prit une signification équivoque et fut interprétée de façon extraordinaire par certains hommes politiques des Etats-Unis, l'Amérique latine adopta, avec enthousiasme, la noble et généreuse devise : « L'Amérique pour l'Humanité ». Elle montrait ainsi qu'elle voulait rester maîtresse de ses destinées et que, les circonstances ayant changé, il était illogique de persister dans des formules désuètes. A plus forte raison, maintenant que toutes les querelles, toutes les discussions, toutes les affaires internationales du monde auront un seul conciliateur et juge dans l'organe librement élu par la société de toutes les nations de l'univers. Si la Société des Nations est le grand espoir de tous, et spécialement des Etats faibles, c'est qu'elle constitue enfin une organisation juridique reconnue et acceptée, qui saura protéger contre les griffes des tout-puissants.

La doctrine de Monroë, souhaitons-le, viendra à l'ordre du jour d'une des premières assemblées de la Ligue. Nous comptons sur le concours des pays clairvoyants d'Europe. Il y aura d'autres questions à trancher, naturellement : et par exemple l'évolution de la Société dans un sens plus démocratique, l'élargissement du Conseil Suprême. Sans doute, l'opinion ibéro-américaine s'est-elle réjouie de voir le Brésil occuper au Conseil Suprême un poste d'honneur, d'y voir l'Espagne avec laquelle nous nous sentons de plus en plus étroitement unis. Mais les dix-neuf autres Etats de l'Amérique du sud ne mériteraient-ils pas, ne serait-ce que par leur nombre, une place plus large dans l'organe exécutif ?

Naturellement, ce ne sont pas ces problèmes universels, quelque peu lointains si on les compare aux sollicitations urgentes de la vie nationale, qui tiennent la première place en Amérique latine. J'ai signalé plus haut quelques uns des plus importants. Et pour passer à un ordre d'idées moins proche de la réalité mais non moins intéressant pour les esprits curieux dans le beau sens du mot, il y a aussi là-bas des problèmes historiques, ceux de la Conquête, de la domination ibérique, de l'Emancipation, et ceux qui ont trait aux secrets que recèle le passé du continent. Par de savantes conjectures, on veut savoir qui étaient, ce que faisaient, d'où venaient, les hommes bronzés que Colomb et ses navigateurs rencontrèrent installés sur la terre américaine. La préhistoire de l'Amérique devient de cette façon, non seulement une étude d'une grande portée scientifique générale, mais en même temps une préoccupation intellectuelle des classes cultivées. Comme elle a besoin, pourtant, de nombreuses sciences auxiliaires, l'archéologie, l'anthropologie, l'ethnographie, comme les matériaux indispensables, les fouilles coûteuses et difficiles, ne sont pas accessibles à tous, son étude est réservée, comme partout, à un petit nombre d'initiés. Sans mentionner les savants, qui, en Europe et aux Etats-Unis, se sont adonnés à ce passionnant travail, la préhistoire a été cultivée tout [spécialement au Mexique, en Colombie, en Argentine, au Pérou et en Equateur.

Dans l'Equateur, le goût des choses de l'esprit est d'ancienne date. Ce pays a donné naissance, entre autres hommes remarquables dans tous les domaines, à Espejo et Mejia, deux précurseurs de l'Indépendance, célèbres par leurs connaissances très étendues pour l'époque, au poète Olmedo, chantre de Bolivar et de l'Emancipation sud-américaine. Le premier prosateur de langue espagnole en Amérique, Montalvo, si justement appelé le « Cervantès américain », était aussi un équatorien, comme Garcia Moreno, le fameux président de la République, doué d'un tempérament énergique de conducteur d'hommes et d'une intelligence surprenante d'administrateur. Plus près de nous, mentionnons Borja, commentateur du code civil, auteur d'une œuvre immense de législation comparée, très répandue dans le continent, et Gonzalez Suarez, l'avant-dernier archevêque de Quito, littérateur, orateur, historien renommé, et l'initiateur dans son pays des études sur la préhistoire.

De son vivant, Gonzalez Suarez fonda à Quito la « Société Equatorienne d'études historiques américaines ». Deux membres de la Société, après un long stage aux « Archives des Indes », à Séville, publièrent, comme résultat de leurs études scientifiques en Europe, de leurs voyages en Bolivie et de leurs fouilles entreprises dans quelques régions de l'Equateur, des livres sur la préhistoire équatorienne ; ils fondèrent, il y a peu de temps, le Bulletin de la Société, lequel, depuis son apparition, s'est acquis une place d'honneur parmi les publications de ce genre en Amérique. Un des derniers numéros du Bulletin publie un article très documenté de M. Jijon Caamano qui va donner lieu, sans doute, à des recherches et des discussions intéressantes, car l'auteur soutient, contre l'opinion généralement admise, qu'un des empires américains, les *Schiris*, n'a jamais existé que dans l'imagination de l'historien Juan de Velasco, trompé à son tour par le témoignage des premiers chroniqueurs espagnols qui entendirent de la bouche des Indiens des légendes.

L'historien remarquable et le patriote fervent qu'était Gonzalez Suarez, en s'adonnant à l'œuvre de sa vie, *Histoire Générale de la République de l'Equateur*, et en fondant ladite société, persuada ses contemporains de reprendre goût aux choses nationales, qu'ils oublient trop volontiers par indifférence, par désir très sud-américain d'aller chercher ailleurs de quoi se satisfaire. De jour en jour on revient maintenant à la terre natale, on interroge son passé, on connaît mieux les hommes qui formèrent l'âme héréditaire, on exploite une tradition poétique, parfois négligée, et on regarde même avec des yeux dessillés les aspects de ce beau pays. Car il y a là-bas, non seulement la végétation inépuisable de la forêt vierge avec ses profondeurs humides, ses oiseaux multicolores, ses fruits innombrables, mais aussi la majestueuse sérénité des Andes, les glaciers sous lesquels brûle le feu des volcans, le désert émouvant des plateaux, les lacs endormis entre des montagnes éternellement printanières, les paysages d'une Suisse plus grande et plus sauvage : là, les touristes sont absents, l'effort humain y est moins visible, qui, rapetissant le beau, a mis le joli à la disposition de tout le monde. Les forces primitives y apparaissent dans tout leur orgueil, et aussi l'immense solitude, la nature encore toute puissante et rebelle...

Cette nature démesurée, la proximité ou la distance de la mer, les influences climatériques des côtes chaudes ou des plateaux froids, les hérédités de race et tant d'autres causes, ont formé dans l'Equateur deux genres de vie qu'incarnent ses deux villes principales. Guayaquil, c'est le grand port où l'on accède par le plus beau fleuve qui soit au monde, la ville de la joie et du mouvement, où tout se fait en criant, au son des musiques qui éclatent de partout comme des fusées ; la cité du travail, de la richesse offerte à tous, et, par ses habitudes et la compétence de ses habitants, la métropole commerciale du pays.

Une ville blanche élevant vers le ciel toujours bleu les nombreuses coupoles de ses vieilles églises coloniales, pas de cheminées sur ses toits à tuiles rouges, un calme presque oriental, des montagnes et des collines qui lui font une ceinture d'une verte fraîcheur, de noirs bouquets d'eucalyptus remplaçant les sapins dans ce paysage qu'on dirait alpestre, [peu d'animation par ses rues en pente, un étrange silence qui laisse mieux goûter les sons clairs des cloches tintant le matin et le soir : tel est Quito, siège d'une Audience royale sous la domination espagnole, et capitale aujourd'hui de la République de l'Equateur depuis sa fondation en 1830. La fièvre commerciale ne l'a pas encore envahie. Le travail dans les bureaux, les lentes allées et venues de la campagne à la ville de propriétaires fonciers qui ont eu le temps de se raffiner l'esprit et qui savent employer les loisirs d'une vie sédentaire et quiète : voilà les occupations de ses habitants. N'importe quelle maison d'allure seigneuriale, à grandes cours et vastes dépendances, dispose d'une bibliothèque. Quito conserve la physionomie des villes éloignées de la mer, elle est perchée sur les hauteurs comme un nid d'aigle, protégée des vents par les murs de ses montagnes. Son université date du XVIII^{me} siècle (déjà un mystérieux passé pour nous, si jeunes !), et, comme à Genève, une élite intellectuelle s'est formée qui a tenu toujours à honneur de fournir les professeurs de l'*Alma Mater*. De la Colonie à nos jours, Quito a été le refuge de tous ceux qui avaient besoin d'une atmosphère intellectuelle. Ses livres, les revues que publient ses sociétés littéraires, sa presse, ont beaucoup d'influence sur la nation. Quito partage avec Cuenca, une ville isolée dans un merveilleux paysage des Andes, une certaine royauté de pensée.

La beauté et la grâce de ses femmes, les traces de la pompe espagnole dans sa vie mondaine, son hospitalité, donnent à Quito du caractère. C'est un centre d'où rayonnera toujours l'âme nationale.

* * *

Le cas du poète Santos Chocano est un cas typique, né des dernières convulsions révolutionnaires d'une violente période qui dura pendant de longues années dans plusieurs Etats de l'Amérique centrale et du Sud, mais qui n'y existe plus, par bonheur, qu'à titre exceptionnel.

Nous connaissons un peu le procès intenté à Chocano et qui a mérité, très justement, l'intervention des intellectuels espagnols et ibéro-américains, des journaux tels que le *Figaro* de Paris, et même du roi d'Espagne et du ministre des affaires étrangères de la République Argentine. Ce qu'on connaît moins ce sont les antécédents de l'affaire, que nous tâcherons de raconter.

Le Guatemala vient de se libérer, au mois d'avril dernier, par un soulèvement de très courte durée, de l'insupportable tyrannie d'Estrada Cabrera, un de ces hommes néfastes qui, maître du pouvoir par la force, dans telle ou telle malheureuse nation ibéro-américaine, l'exercent personnellement en faisant fi des lois et de toute contrainte ; ils se maintiennent dans le fauteuil présidentiel pour de longues périodes, grâce à des élections truquées. Il n'est pas vrai, a-t-on dit avec justesse, que les peuples aient toujours les gouvernements qu'ils méritent. Il y a des moments, au contraire, où les nations valent beaucoup mieux que leur politique.

Estrada Cabrera s'intronisa au Guatemala il y a vingt-deux ans, après l'assassinat du président Reyna Barrios dont il était le ministre de l'intérieur. Ce que fut la domination de cet homme, M. William A. Deverall, ancien attaché spécial au Département d'Etat à Washington, nous le dit dans un article du *New York Herald* du 9 mai 1920 :

« .....Quand en 1898 fut assassiné le général Reyna Barrios, on vit s'installer au pouvoir un homme énergique mais sans scrupules, Manuel Estrada Cabrera... Alors furent inaugurées les méthodes cruelles qui eurent pour conséquence, vingt-deux ans plus tard, la révolte du peuple de Guatemala... Pendant sa présidence il a mené son pays à deux doigts de sa ruine ; le change, qui était avant lui de 2 *pesos* pour 1 dollar, sous son régime monta à 50 *pesos* pour 1 dollar... La censure était impitoyable pour les lettres et les télégrammes, et la presse soumise à ses caprices. Il instaura un système d'espionage qui ne respecta pas même les demeures et personnes du corps diplomatique ni les citoyens d'autres pays établis au Guatemala pour faire du commerce ou s'occuper de questions financières... La tyrannie d'Estrada Cabrera, digne d'un tsar, frappait le voyageur dès son arrivée dans le pays... Le soulèvement du Guatemala mérite la sympathie et l'appui de tout honnête homme et de toute nation honnête... »

Pour mieux comprendre la révolution de ce pays, il faut dire quelques mots de certaines questions internationales mêlées à la politique intérieure du Guatemala. Jugeant la « politique du dollar », traduction américaine de la « Realpolitik » allemande, M. Deverall continue :

« Estrada Cabrera était rusé ; il possédait une vive intelligence. Il s'aperçut bientôt que sa seule planche de salut était d'entretenir des relations amicales avec les Etats-Unis. Il réussit à gagner les bonnes grâces de Washington en faisant croire à une conspiration ourdie entre les Républiques du Salvador et du Mexique et en se faisant passer pour un martyr constamment exposé aux attaques de l'un ou de l'autre de ces pays ou même à une action combinée. Il représenta le Guatemala comme un Etat tampon, une espèce de rose entre deux épines dans le flanc des Etats-Unis... Ses créatures aux Etats-Unis exerçaient la censure des journaux américains destinés au Guatemala... Le gouvernement américain, à moins qu'il ne désire faire abstraction de la réelle et sincère amitié de tout un peuple, devra reconnaître sous peu le nouveau gouvernement du Guatemala ».

Il faut aussi savoir qu'un des anciens idéals du Guatemala a été la fédération d'Etats entre les cinq républiques de l'Amérique centrale. Le parti « unioniste » qui a toujours combattu Estrada Cabrera, vient de faire le soulèvement au nom de cet idéal. Comme tous les despotes, Cabrera suivait le vieil adage de diviser pour régner, ou plutôt pour mieux asservir. Il était donc opposé à la fédération rêvée. Ajoutons que le président provisoire, M. Carlos Herrera (à qui, par erreur ou par habitude, les journaux donnent le titre de général), est un homme d'une grande intelligence, cultivé, et d'une parfaite honnêteté publique et privée.

Depuis quelque temps on croyait reconnaître des signes d'altération mentale chez Estrada Cabrera. L'assemblée nationale, en session ordinaire dans les premiers jours d'avril, se basant sur des rapports médicaux, déclara le dictateur « séparé » de la présidence et nomma président provisoire M. Herrera. Apprenant cette résolution, Cabrera, qui se trouvait avec des forces importantes dans sa résidence de La Palma, à quelques kilomètres de la capitale, en ordonna le bombardement, ce qui lui valut, de la part d'un journal italien, le surnom de « Néron de l'Amérique du Sud. » Le soulèvement se fit aux cris de « Vive le Guatemala », « Vive l'Amérique centrale unie ». Après la capitulation, on trouva à La Palma Cabrera et ses intimes, parmi lesquels José Santos Chocano, qui fut emprisonné comme les autres.

Né au Pérou, Chocano vint au Guatemala, il y a environ quinze ans, au hasard d'une tournée de conférences sur l'arbitrage international. Il passa ensuite en Espagne et revint au Guatemala peu après. Il y servit de secrétaire à Cabrera et fut plusieurs fois son agent officieux aux Etats-Unis et au Mexique. Les raisons pour lesquelles un homme comme lui, poète, écrivain, orateur fougueux, fut accueilli par un *caudillo* comme Cabrera, sont faciles à comprendre si l'on sait ce que sont, en règle générale, ces hommes. Sauf exception, les *caudillos* sortent de l'armée ou bien sont des ratés des carrières libérales. Ce sont des êtres d'action, dans le sens brutal et primitif du mot, habitués au rude commandement des hordes « réquisitionnées » par la force, sans une idée des choses du gouvernement, pleins de préjugés bornés, d'une éloquence incohérente et démagogique, telle qu'elle est appréciée par les masses incultes. Mais, avertis par instinct, sachant bien ce que leur manque, les *caudillos* ont pour les intellectuels, et spécialement pour les écrivains et les poètes, l'espèce de culte intuitif des inférieurs pour les supérieurs. Ils font d'eux, non seulement les rédacteurs attitrés de leurs messages, programmes et discours, mais aussi les conseillers écoutés et même respectés pour toutes leurs affaires politiques, à une condition toutefois : que ces majordomes intellectuels obéissent à la volonté unique du dictateur qui est de conserver le pouvoir par tous les moyens, de s'enrichir le plus possible et de satisfaire ses basses inimitiés personnelles. Si l'on se rend compte des relations qui existent entre ces tyrans et leurs guides, si l'on sait les grands avantages dont jouissent ces derniers, la haine dont ils s'entourent, surtout quand ils sont des étrangers, des intrus, on comprendra facilement les vengeances bien humaines auxquelles ils s'exposent une fois que la faveur du maître les abandonne ou quand celui-ci disparaît de la scène politique.

Or, Chocano était l'enfant gâté de Cabrera qui satisfaisait ses grands et ses petits désirs. Il devint son mentor et son poète, « le chantre du vice et du crime », au dire d'un journal du Guatemala. Il fut nommé colonel. Il épousa, aidé par son bienfaiteur, la fille d'un ministre du Tribunal Suprême de Guatemala, oubliant l'épouse délaissée chez lui. Toutes ces faveurs étaient payés de strophes qui aiguillonnaient la fureur populaire. Trouvé aux côtés de Cabrera le jour de la vengeance, on l'accusa même de l'incendie de la capitale, on se rappela ses anciennes fautes, et, soumis à un conseil de guerre, il es jugé à présent pour incendie, meurtre, bigamie, escroquerie, et encore bien d'autres crimes.....

C'est une histoire funambulesque et affligeante. Le *Diario de Centro América*, du 28 avril 1920, disait : « Voici un poète devenu célèbre dans le monde avant que Cabrera l'eût subjugué avec une poignée de billets de banque. Sa renommée s'abolit devant son rôle politique· misérable et criminel. »

Chocano, se laissant entraîner, sans doute, par un tempérament fougueux et par l'esprit aventureux de la race, partit un beau jour à la recherche des seules prouesses possibles dans le monde médiocre où nous vivions avant la guerre. N'importe, il est un poète et un grand poète. Il n'est pas, assurément, le barde de l'Amérique espagnole tel que nous concevons Ruben Dario. Mais Chocano a l'accent épique et des visions flamboyantes. Il est américain, aussi bien par les thèmes que par la redondance encombrée mais magnifique de l'expression. Dans sa jeunesse, il débuta par des apostrophes enflammées au « tyran », et en se faisant persécuter pour la liberté. Dans son âge mûr, il chanta le tyran afin de vivre avec confort dans son ombre. Vagabond et grandiloquent, il a triomphé partout, mais il a dû sortir de partout en faisant éclater derrière lui des poèmes et des scandales. Peut-être l'incendie de la ville de Guatemala fut-il considéré par lui sous un jour néronien, et qui sait s'il n'a pas déjà célébré cette belle horreur en aidant à l'accomplir...

On nous assure que Chocano ne sera pas condamné à mort. Ses beaux vers et l'intervention ibéro-américaine lui sauveront une vie qui peut être encore féconde, surtout si l'expérience de sa dernière aventure l'écarte des contacts avilissants et des turbulentes luttes anarchiques. La vie d'un poète devrait être au-dessus des bassesses.

Luis ROBALINO DAVILA
(EQUATEUR)

FRANCE

HIVER ET PRINTEMPS 1920

Vous me demandez le récit d'un maussade hiver. Du moins s'est-il bien terminé : ma tâche en est rendue plus agréable.

Jusqu'en juillet dernier, le peuple français savourait son triomphe : Tout allait bien. Depuis un an, il savoure sa paix, et il lui trouve un goût douteux.

Le doute, c'est bien cela, a dominé nos douze derniers mois. Doute, sur notre victoire : est-ce une vraie victoire ? Doute, sur notre paix : est-ce une vraie paix ? Vous m'entendez, lecteur, quelle que soit votre patrie : le même doute travaille l'Europe entière, et l'exténue. C'est une épreuve dont chacun sent les effets. J'ose dire que la guerre était, en un certain sens, moins épuisante. La guerre était un état simple, elle avait sa stabilité, elle fixait les cœurs, les pensées. Mais la paix, notre paix, est un ébranlement subtil, sans limites et sans terme.

Il est affreux pour les vaincus ; pour les vainqueurs même il est sévère. Il a sa gravité particulière, ses peines. Le vainqueur doit à tous les directions, les exemples. Qui donc, sinon lui, les donnera ? Notre ancienne France, à ce point de vue, et notre France révolutionnaire encore, se firent honneur. *La Victoire*, écrivait Nietzsche en 1872, *ce danger.....* Il craignait que son Allemagne dominatrice de l'Europe ne fût incapable de la régir et de la guider noblement. Il vécut pour voir ses craintes accomplies, et son œuvre est un cri de colère contre les abaissements de l'Europe asservie et germanisée. C'est à nous que maintenant le danger revient avec la victoire, d'autant plus grand que la victoire est plus grande et l'effondrement des vaincus plus entier. C'est à nous, à nous seuls en Europe qu'il revient aujourd'hui de rendre la vie à nouveau tolérable, de l'embellir,de l'ennoblir, de réconcilier l'homme avec sa destinée.

La tâche est lourde et les aînés, je dis presque les vieux, sont laissés seuls pour l'accomplir. Quatorze cent mille voix jeunes, inventives, audacieuses, se taisent d'un silence éternel ; ce silence explique, sans doute, une certaine monotonie, une certaine atonie, que je trouve dans les pensées. Quel conseil trouveriez-vous, Péguy ? Quel chant, Jean Marc Bernard ? Fournier, quel récit ? Je n'écris pas les noms que nul ne connaîtrait, mais je connais tant de plaies invisibles ! Le prophétique Péguy l'a dit : « *Une voix manque, nulle autre ne peut la remplacer, et elle ne souffre pas d'être contrefaite* . »

* * *

Ce même Péguy, je m'en souviens, nous invita naguère à former le parti des hommes de quarante ans, qui atteignent la gravité, l'expérience, l'aînesse. Aujourd'hui c'est bien autre chose que je vois : je vois le parti des hommes de quarante-cinq, cinquante ans même, qui se forme. Et ce sont eux les jeunes, eux qui soutiennent le combat. Voici Joachim Gasquet : ses *Hymnes*[1] sont parmi les plus beaux chants qu'ait inspiré la guerre, lisez-les ; ne vous effrayez pas de ce mouvement, de cette houle lyrique qui prolonge les vers, multiplie les appels ; que l'aspect singulier qu'ont certaines pages ne vous détourne pas ; dites-vous qu'une partition d'orchestre est sous vos yeux ; parcourez, saisissez, écoutez les voix. Faites confiance au poète : il est poète ; sa muse innombrable et prodigue vous entraînera, et ce sera toujours vers de hauts lieux :

Le ciel se peuple d'ailes, l'aube se peuple d'êtres ; à jeunes ailes immortelles
Toute la terre accourt vers Paris triomphant. C'est le matin de la Victoire.

Pour la défense de la Victoire, Gasquet s'est fait prosateur et critique. Poète, il est davantage dans le plein de ses dons. Il faut avoir un coin de glace au cœur pour bien faire le métier de critique, et Gasquet est tout feu, tout flamme. Il ne sait pas se défendre contre le noble plaisir d'admirer, il cède trop vite à son désir de voir les génies en nombre à ses côtés. Rare défaut, heureux désir ! Joachim Gasquet défend la victoire en poète. Il sent avec justesse que la poésie est une force pour les peuples, qu'une certaine tonalité lyrique mesure l'énergie des races, et la confirme. Il a écrit sur cette donnée un livre entier, *L'art vainqueur*, un livre qu'il faut lire ; et il a généreusement voulu assurer leur gloire entière à ces créateurs souvent méconnus par les modes, qui sont les vrais poètes de la patrie, de l'humanité. Gasquet, par sa campagne de l'*Eclair* a utilement servi deux gloires : l'une, celle du romancier Rosny, l'autre celle du sculpteur Bourdelle. Rosny, Bourdelle, ce sont deux grands, et leurs œuvres conviennent à l'Européen d'aujourd'hui.

---

[1] *Les Hymnes*, par Joachim Gasquet, Nouvelle Librairie Nationale.

Celle de Rosny raconte toute l'histoire de l'homme, depuis l'âge de pierre jusqu'à l'heure extrême de notre temps ; sans pessimisme, sans illusion, son esprit visionnaire découvre ce labeur, cette inquiétude, cette invention continuelle, et non moins ces transmissions, qui ont fait l'homme ce qu'il est ; avec la même certitude, la même divination, Rosny raconte le guerrier primitif ou le militant libertaire, et sa légende des siècles va sans hiatus de la *Guerre du feu* aux *Armes nues*. Rosny est un tragique. Il ignore également la lassitude, l'élan fiévreux. Il n'y a pas de livre moderne sur la force ou sur la bonté, qui soient plus beaux que *La guerre du feu*, ou que *L'Impérieuse Bonté*. Rosny est un maître, un maître salutaire, et c'est grand dommage que le public reçoive si mollement son influence.

Le sculpteur Bourdelle est un artisan magnifique. C'est un moderne : il en porte la peine, il en commet les fautes. Mais la source même de ces fautes l'honore. Bourdelle a la passion du style. Or, le style, en nos temps mal venus, ne se trouve pas sans qu'on le cherche. Bourdelle a cherché, beaucoup cherché. Il s'est fait une main d'archaïsant, une technique dorienne. Entraîné par l'effort, il a exagéré la manière, c'est possible. Qu'importe si la recherche est terminée, si elle est réussie ? si les manières s'effacent, si la beauté grandit ? Bourdelle a retrouvé le secret, perdu par les faiseurs, de la sculpture monumentale. Mais qui le sait ? Ses projets, ses belles études, emplissent, encombrent ses vastes ateliers du boulevard du Maine. Pourtant nos villes, notre Etat continuent d'adresser leurs commandes à des fournisseurs recommandés et diplômés. Nombreux, très nombreux sont ceux qui doivent à Gasquet d'avoir appris le chemin de ces salles où dix, où vingt statues, honneur de notre temps, attendent leur jour et la justice. Elle vient, la boîteuse déesse. Au Salon de cette année, la Force, le Courage, la Jeanne d'Arc, de Bourdelle dominaient le reste des œuvres exposées comme un langage viril domine les balbutiements de l'enfance. Moins d'yeux, sans Gasquet, les auraient regardées. Puisse l'Europe entière les connaître, et ces dignes figures lui rendre le bienfait de la beauté !

* * *

Fernand Gregh, consentant à oublier un instant, comme Gasquet, qu'il est poète, lui aussi s'est fait critique : il a suivi, jugé, les comédies et les drames qui ont été joués cette saison. Il y fallait l'autorité, le goût, car la tâche était difficile. Nul art n'est plus sensible que le dramatique aux vacillations du goût, aux impulsions de l'esprit et du cœur. L'auteur dramatique, le directeur de théâtre sont, comme les comédiens, penchés vers le public, engagés à lui plaire. Or, le public des salles de théâtre a été extrêmement modifié par la catastrophe. Il a été (en tous pays, je crois) accru, c'est-à-dire mêlé, abaissé. En même temps, sa sensibilité est devenue très vive, et différente. C'est un curieux phénomène : le public parisien, très conservateur en politique, est volontiers antimilitariste et presque défaitiste au théâtre. Ces hommes, ces femmes, qui diversément ont fait la guerre et l'ont soufferte, la haïssent ; et cette haine a tant de force qu'elle leur rend sympathique un vague anarchisme. D'autre part, la rhétorique du patriotisme a épuisé tous ses effets ; une autre rhétorique est donc la bienvenue. Que de tentations mauvaises pour les directeurs, les auteurs ! Gémier a donné au Cirque d'Hiver une transposition d'*Œdipe-Roi* qui servait de prétexte à des jeux, des exhibitions d'athlètes. Henry Bataille, habile à faire vibrer, pleurer, crier ; Bataille, le type accompli du bolchéviste de répétition générale, a très bien su comprendre et capter cette nervosité mécontente du public : il a greffé, dans son *Animateur*, sur une belle idée dramatique, des scènes entières pour la démagogie. Fernand Gregh a été le meilleur juge, le meilleur observateur de cette saison difficile. Il a reconnu les voies périlleuses où menacent de s'engager le goût, la sensibilité, et il a été juge sans cesser d'être artiste. Je vous recommande sa critique, lecteur, lectrice lointaine de notre Europe qui auriez, en d'autres temps, pour vous renseigner, quelque Grimm à vos gages : faites-vous envoyer les critiques de Fernand Gregh dans *Comœdia*.

Saison difficile, disais-je tout à l'heure, mais non ingrate, saison féconde même, et c'est un signe heureux auquel je m'attache. Que nous étions sévères, cet automne, pour notre théâtre ! Que nous augurions mal de son état ! Nous voyions partout l'ordure, la barbarie, et l'art dégradé lui-même vaincu par le cinéma mécanique. Nous avions tort. Un vieux peuple cultivé a des instincts qui le défendent. La réaction a été vive, heureuse. De toutes parts se sont ouvertes les petites scènes. Que la foule occupe les grandes ! Le vrai public se retrouve ailleurs, et retrouve ses auteurs. Copeau et sa troupe rénovent au *Vieux-Colombier* la mise en scène et le jeu ; Lugné-Poe, à *l'Œuvre*, joue Ibsen avec une suite, un succès qu'il n'a jamais connus; le *Théâtre des Arts* joue Curel, et les drames d'un nouvel auteur, M. Lenormand. Je dis « nouveau », l'épithète est pour moi. Car il est connu dans votre Genève, me dit-on. Je vous en parle, d'ailleurs, avec estime, mais sans goût aucun : ses pièces me font horreur et je ne peux supporter de les entendre jusqu'au bout. La même préférence décidée que Corneille avait pour le noble, l'héroïque, pour la volonté victorieuse, notre fâcheux contemporain l'a pour l'ignoble, le vil, pour la défaite et la déchéance de l'homme. Sa dernière œuvre, *Les ratés*, était à cet égard tout à fait réussie. Vous pourrez la lire imprimée. Excusez-moi si je ne vous en rends pas un compte exact. Je n'ai écouté que le début ; puis, aimant mieux, selon ma coutume, le plein air et la promenade, j'ai laissé se terminer sans moi ces choses nauséabondes. J'ai ainsi manqué, je crois, quelques suicides. Je ne puis le céler : je trouve à l'œuvre de M. Lenormand un affreux goût ; mais j'y reconnais aussi une belle science dramatique, une vive intelligence de l'âme vaincue, je dirai même un sentiment tragique.

Quel que soit son art, le style de M. Lenormand s'oppose radicalement à ce *style de la victoire* que Joachim Gasquet, enfermant en une formule heureuse un juste vœu, nous invite à chercher ensemble.

* * *

C'est beaucoup vous parler d'art, et je crains qu'en cet an de grâce 1920 vous ne soyez curieux d'autre chose. Sans doute, je me suis évadé, j'ai choisi la conversation la plus aisée. L'art, l'art moderne est si souvent une évasion ! Si je vous parlais, par exemple, des vifs plaisirs de lecture que nous ont donnée Proust avec ses *Jeunes filles en fleur*, Giraudoux avec son *Elpégor*, je m'évaderais encore. Reposante mythologie, titres qu'eut choisis un poète persan ! L'art de Proust et de Giraudoux est une arabesque singulière qui, se jouant très loin de nos réalités, défiant la triste contagion, tente très fort les dilettantes, parfois même peut-être les sages..... Je ne suis pas un sage de cette force, et les beaux plaisirs de l'esprit, si bien que je les goûte, ne me distraient pas d'entendre le bruit sinistre que fait l'Europe, effritée. Je ne désire pas m'en laisser distraire. Et si vous voulez que je change le thème de ma chronique, laissez-moi vous raconter une de mes soirées de ce douteux hiver.

Une après-midi, comme je descendais le boulevard Saint-Michel, quelques mots sur un mur arrêtèrent ma vue : *Conférence..... L'avenir de l'ordre.....* Quels mots ! Il fallut bien sourire. Une conférence, une heure de bavardage, et cet ambitieux programme ! Quel jouvenceau, quel primaire innocent, s'aventurait ainsi ? Donc, m'approchant (l'affiche était petite, nos temps sont pauvres et tout s'y ratatine), je lus l'affiche entière : *Institut d'Action Française. Conférence par Charles Maurras, L'avenir de l'ordre.....* C'était Maurras. Ce nom modifiait mes jugements rapides ; s'il est aujourd'hui un homme qui ait qualité pour réunir autour de lui quelques jeunes hommes, et devant eux examiner ce thème immense, c'est Maurras. Je décidai d'aller l'entendre, d'aller revoir l'ardent visage que je n'ai vu depuis six ans.

Connaissez-vous la rue St-André-des-Arts ? C'est là que je vous mène. Connaissez ce quartier de ruelles qu'enferment le palais de l'Institut, le boulevard Saint-Germain, le boulevard Saint-Michel et les quais ?

Connaissez-le, si vous voulez bien connaître Paris. C'est un fragment intact de l'antique cité. Des demeures souvent belles, qu'occupaient autrefois les grands bourgeois et les parlementaires, bordent les voies étroites ; l'artisan les occupe aujourd'hui et s'accoude le soir à des balcons exquis. Molière eut ici son théâtre ; ici Diderot, Danton vécurent, le lieutenant Bonaparte eut sa chambrette ; ici fut logé le jeune Victor Hugo et Sainte-Beuve y vint comploter près de lui la résurrection du lyrisme français ; ici logea Proudhon, droit venu du Jura, en bas de laine et gros souliers, tout près de l'Institut où il puisait des livres ; Oscar Wilde mourut à cent pas dans cet hôtel meublé..... Allez et promenez-vous là, si vous voulez connaître Paris› l'odeur de ses mille ans, le travail de sa sève : elle circule toujours, active en ces parages. Rue de Savoie, la Fédération du Livre a son bureau, et Keufer, son chef, le vieux positiviste, le sage et le mentor syndicaliste français, s'y acheminant chaque jour, croise et salue de la main notre fougueux Daudé-Bancel, qui travaille dans la maison voisine, l'Union des Coopératives. Tout auprès, rue des Grands-Augustins, un temple posiviste s'est installé ; il a très peu duré, le grand prêtre, qui était aussi le propriétaire, est mort, et un lithographe fait rouler ses presses aux lieux même du culte manqué. Quelques pas encore : ici fréquentent les étudiants d'Action Française. Quand ils ont fondé leur Institut, ce vieil immeuble de la rue Saint-André-des-Arts les a reçus. Ici Bainville, ici Maurras, ici Gasquet ont enseigné, et tant d'autres dont la parole a fortement agi. Depuis six années je n'étais entré dans ce local. Je le trouve changé, et d'un changement qui est signe des temps. L'Action Française n'est plus telle que nous l'avons connue, ses jeunes gens ne vont plus abattre les statues, insulter les magistrats, prendre d'assaut le Théâtre Français si la comédie qu'on y joue leur déplaît. Il ne faudrait pas les défier : ils recommenceraient volontiers. Mais ils reçoivent aujourd'hui des directions plus calmes, et le fanatisme royal ne les agite plus. Leur ancien Institut était indistinctement voué à l'étude intellectuelle et à la boxe. Les livres avaient leur salle, les gants de crin et les fleurets avaient aussi la leur. C'est fini. Les gants de crin, les fleurets, l'Union Sacrée les condamna. La cloison qui séparait les deux salles est tombée, il en reste une seule vaste et consacrée à l'étude, aux livres. La voici ce soir pleine de jeunes, d'éclatants et sérieux visages. Quelle fête pour les yeux, quel repos pour l'esprit ! Pendant si longtemps le spectacle de la jeunesse fut pour nous les anciens un souci, un remords. Nous la voyions qui s'en allait, disparaissait au feu, nous laissant seuls avec au cœur ce froid que l'âge apporte. Mais elle a comblé ses vides, ou les oublie, l'heureux âge qui peut oublier ! Elle nous revient confiante comme aux jours les plus beaux.

Maurras paraît : lui aussi a changé. Les sombres années ont marqué les visages ! Maurras avait avant la guerre l'allure d'un jeune chef, d'un ami, à peine d'un aîné, entraînant des amis. Ce n'est plus cela. L'âge aggrave son énergique visage, la longue expérience tempère son regard. C'est un homme, c'est un maître, et qui s'adresse à des enfants. Il regarde un instant l'assistance inconnue, puis il parle sur un ton de familiarité; de réflexion intime :

— L'heure est trouble, et jamais il n'a été plus urgent de considérer en face ce qu'Auguste Comte appelait *l'immense problème de l'ordre*. Sommes-nous menacés par un retour du chaos ? Certains de nos contemporains le craignent. Ils s'inquiètent, je le conçois. Ils s'alarment, l'alarme a ses raisons. Mais il en est qui désespèrent....

(Maurras, en prononçant ce mot, relève la tête avec une vivacité soudaine, il a reconnu l'ennemi.)

— Désespérer ? Il n'y a pas lieu ; l'avenir est essentiellement à l'espérance.

Il entreprit aussitôt un diligent examen des affaires d'Europe. Il montra dans leur vrai caractère les révolutions de Russie, d'Allemagne : ce sont des convulsions de vaincus. L'idée du paradis terrestre socialiste se dissout : on n'y croit plus. Il importe qu'elle se dissolve, qu'elle soit éliminée, pour que les peuples reprennent goût aux bonheurs mesurés qu'une société réglée doit donner. Il montra la paysannerie partout victorieuse : la paysannerie, c'est-à-dire le travail réfléchi, la propriété acquise et transmise, l'héritage... Mais l'ouvrier ? Maurras parla de l'ouvrier avec souci. Là est le mécontentement, là le péril. Nulle part encore on n'a réussi l'installation sociale de la classe ouvrière. Il importe qu'elle soit trouvée, qu'une juste place soit faite à l'ouvrier, que son intelligence même consente au pacte. « La grande industrie, dit-il, comporte le changement des mœurs pour un grand nombre d'hommes, la plupart arrachés à la vie rurale. Sont-ils voués à l'anarchie ? ou bien trouveront-ils leur ordre ? »

* * *

Sur ce doute, cette question ; sur la définition de cette tâche, Maurras conclut son entretien. Il avait justement exprimé le doute qui nous tient tous.

C'est Macaulay, je crois, qui, voici trois quarts de siècle, prévint ses contemporains optimistes que le monde moderne, leur monde, n'avait pas lieu d'être plus fier, plus sûr de soi, que le monde antique un siècle avant son effondrement. Le monde antique avait ses barbares alentour ; le monde moderne a ses barbares en lui-même : ce sont les masses ouvrières. C'est un flot intérieur ; qu'il s'élève (peu suffira) et votre civilisation est engloutie... Ainsi parlait Macaulay. Macaulay avait raison. Ces masses ouvrières, que la grande industrie suscite sans cesse et ne fixe jamais, sont notre mauvaise conscience et notre menace. Au moindre ébranlement, quel qu'en soit l'origine, elles s'agitent, respirant la destruction ou la vengeance. Comment ne seraient-elles pas attentives et en éveil dans notre Europe ébranlée ? Attentifs nous-même et en éveil tout l'hiver, nous avons surveillé la menace, nous nous sommes efforcés de mesurer les progrès que faisaient chez nous l'étrange séduction bolchéviste. Elle se manifestait, je vous l'ai dit, au théâtre. Elle se manifestait aussi par des grèves. A tout instant, les grandes bandes anarchistes organisées dans les syndicats menaçaient de nous refuser la lumière, les transports, l'eau, les vivres. Ces grèves, moins nombreuses chez nous qu'en tout autre pays, se sont terminées presque toutes par des défaites ouvrières. Je dis les principales : en novembre celle des imprimeurs ; en mars, celle des cheminots. Nous aurions dû nous rassurer : nous ne nous rassurions pas. Plus que des grèves déclarées, les industriels s'inquiètaient des résistances sournoises, insaisissables, que les ouvriers leur opposent en venant aux chantiers mais en travaillant peu, en se désintéressant de la production. Le travail, d'abord réduit par la loi de huit heures, réduit une seconde fois par la négligence obstinée des ouvriers, voilà des maux dont pourrait cruellement souffrir une société ruinée et que la production seule peut sauver. La profondeur du mal, nous l'ignorions, et les indications données par la cote des changes n'étaient pas pour rendre nos pronostics meilleurs.

Or, depuis un mois les signes favorables se sont accumulés. Les extrémistes du syndicalisme ouvrier, prenant la haute main, ont déclenché un mouvement de grève révolutionnaire et quasi-générale qui nous a permis de prendre la mesure de leur force : nous l'avons trouvée faible. Les réactions, au contraire, ont été énergiques : réactions de la bourgeoisie, qui a fourni en bon nombre les volontaires du travail ; réaction de la paysannerie, du commerce, du petit commerce même, qui connaît l'ouvrier et le juge, tous d'accord pour réprouver cette incessante agitation des ouvriers d'usine, manœuvres assouvis, travailleurs sans compétence et qui prétendent mener, eux-même ne savent où, la société dont ils vivent plus qu'ils ne la font vivre. Ils sont rentrés vaincus dans leurs chantiers : c'était justice. En même temps d'autres signes favorables apparaissaient : notre balance commerciale s'améliorait ; nos impôts rentraient abondamment ; notre parlement votait bravement huit milliards de nouveaux impôts ; et la nature enfin, ajoutant à nos mérites ses bienfaits, nous dotait d'une récolte magnifique. Nos blés, nos avoines, nos foins, sont superbes ; nos poulets engraissent, nos lapinières débordent, nos vaches et nos chèvres ont leur pis distendus, nos abeilles sont folles de butin. Jamais plus beau printemps, plus bel été, n'a davantage comblé la belle France de ses dons, ne lui a plus utilement rappelé sa profonde richesse, sa puissance laborieuse.

L'herbe coupée exhale un parfum qui m'enivre

a dit un vers du vieux Ponsard. La France entière, aujourd'hui, vous répètera ce vers. « Une ivresse », objecterez-vous, peut-être, lecteur sévère, n'est enfin qu'une ivresse ; et vos problèmes... » Il est vrai. Accordez-moi pourtant que notre ivresse est la plus bienfaisante, la plus innocente du monde. Nos problèmes, nous les retrouverons quand nous aurons rempli nos granges.

Daniel HALEVY.

ITALIE

L'ITALIE DANS LA GUERRE MONDIALE. — HISTOIRE POLITIQUE DE TROIS ANS

I

Il est impossible de comprendre ce qui se passe et ce qui se passera en Italie, sans connaître l'histoire *politique* de la guerre contre les empires centraux. Une courte histoire politique de la guerre est donc la préface nécessaire des chroniques qui doivent être consacrées aux événements d'Italie. Je vais tâcher d'écrire en quelques pages cette histoire *vraie*, en débarrassant le terrain de toutes les légendes absurdes et ridicules qu'on a mises en circulation depuis cinq ans, surtout en France et en Angleterre. Cette opération faite, il sera plus facile d'éclairer l'énigme italienne.

Jamais l'Allemagne n'avait occupé, dans l'opinion italienne, une situation plus haute que dans les trois ou quatre années qui ont précédé la guerre mondiale. On peut dire que tous les partis et que toutes les classes s'accordaient alors à reconnaître dans l'Allemagne le premier peuple du monde, le modèle le plus accompli de la civilisation occidentale, la colonne de l'ordre et de la prospérité universelle. Une haine mêlée de mépris entourait la France, dont la décadence semblait incurable. Faisait exception à la règle un petit nombre d'idéalistes attachés fidèlement aux traditions du passé, et quelques esprits puissants mais isolés qui avaient le don de voir plus loin dans l'avenir.

En une semaine la guerre a renversé la situation. Jamais, au cours de leur longue histoire, les vieilles villes d'Italie n'ont vu une explosion de fureur antigermanique aussi violente que celle qui a secoué le pays tout entier entre le 25 juillet et le 4 août 1914. L'Italie avait besoin de la paix ; elle avait accepté la Triple alliance parce qu'on lui avait dit qu'elle en était la plus sûre garantie ; elle avait cru sérieusement que l'Allemagne gardait avec soin, dans l'intérêt universel, l'outre des vents, et qu'elle empêcherait tout le monde de la délier. Mais quand elle la vit enfoncer dedans sa baïonnette et la déchirer avec brutalité en lâchant sur le monde le plus terrible orage de l'histoire, elle se révolta contre sa propre admiration. La France redevint tout à coup la nation sœur et amie, dont le sort était lié au nôtre, indissolublement. La bataille de la Marne fut fêtée presque comme un bonheur commun.

L'Italie fut donc unanime dans son horreur de la guerre et de l'Allemagne qui l'avait déchaînée. Mais quand les événements posèrent la question de notre intervention, cette unanimité se brisa. Deux partis se formèrent, devenus célèbres en Europe sous les noms, assez expressifs, de *neutralistes* et *interventionnistes*.

Depuis cinq ans, on s'est habitué, en France et en Angleterre, à considérer le parti « neutraliste » comme un ramassis de germanophiles, poussés par des intérêts plus ou moins louches, et d'une bonne foi contestable. C'est là une erreur capitale, qui suffit à elle seule à fausser toute la vision de notre histoire et de notre politique contemporaine. Tout le monde sait que j'ai appartenu à l'autre parti ; j'espère donc ne pas être suspect quand je répète ici ce que je n'ai cessé de dire, depuis cinq ans, en public et dans les conversations privées, à tous mes amis de France et d'Angleterre. Le parti « neutraliste » était un parti puissant, comme le parti opposé, et plus nombreux ; il se composait, de même que le parti « interventioniste », d'éléments venus de tous les partis politiques et de tous les milieux ; il représentait, comme son adversaire, un courant d'intérêts importants et des tendances très largement répandues dans le pays ; et il avait, pour défendre sa thèse, des arguments qui n'étaient pas moins sérieux que ceux dont se servait le parti interventionniste pour défendre la thèse opposée. Comment s'explique ce paradoxe apparent ?

Dès que la guerre mondiale a éclaté, on a considéré, en France et en Angleterre, l'intervention de l'Italie comme la chose la plus naturelle du monde. En réalité elle était une décision terrible à prendre, parce que soit l'intervention soit la neutralité présentaient des dangers formidables. On ne peut rien comprendre à ce qui s'est passé et à ce qui va se passer en Italie, si on ne comprend pas ce point capital. Rien ne l'explique mieux que les propos tenus, à quelques mois de distance, pendant notre période de neutralité, par un très haut personnage, qui a joué un rôle décisif dans le choix à faire et qui a hésité longtemps : ces propos ont été tenus devant deux hommes politiques — un député et un sénateur — d'opinions différentes.

Le grand personnage dit un jour au député : « L'Allemagne déclare qu'elle fait la guerre, parce qu'elle y est obligée par son traité d'alliance avec l'Autriche ; la Russie, la France, la Belgique, la Serbie parce qu'elles ont été attaquées ; l'Angleterre, parce qu'un traité la force à défendre la Belgique, attaquée dans sa neutralité ; l'Autriche elle-même, qui a déchaîné tout cet orage, cherche à démontrer, par des sophismes compliqués, qu'elle aussi se défend contre le péril national et révolutionnaire. L'Italie devrait être le seul pays qui entrerait en guerre de propos délibéré contre deux anciens alliés, sans avoir reçu aucune provocation directe, sans pouvoir justifier son attaque par aucune raison de défense assez simple et claire pour que les masses la comprennent ? Comment donc justifierions-nous les sacrifices de sang que nous serions obligés de demander au peuple ? »

Quelques mois après, le même personnage disait à un sénateur : « Vous dites que nous avons bien fait de déclarer notre neutralité en 1914 ! D'accord : nous ne pouvions pas marcher avec nos anciens alliés ; le peuple ne l'aurait pas permis. Mais, n'ayant pas marché avec les anciens alliés, nous sommes obligés de marcher avec leurs ennemis si nous ne voulons pas rester isolés. L'Italie aura besoin dans l'avenir comme elle en a eu besoin dans le passé, de points d'appui en Europe ; elle n'en trouverait plus aucun, si toute sa politique devait consister à se tenir à l'écart, quand une grande crise, comme aujourd'hui, se produit en Europe. »

Dans ces deux propos on voit comme schématisées les thèses des deux partis. Le grand argument de la thèse neutraliste était, au fond, qu'il faudrait faire la guerre avec les masses et que les masses ne la voulaient pas, ne la comprenaient pas, et qu'il n'y aurait pas moyen de la leur expliquer, parce qu'elles n'admettraient pas d'autre motif de se battre qu'une agression pareille à celle dont la France venait d'être victime en 1914. Obliger dans de telles conditions tout un pays à faire une guerre qui pourrait durer des années, c'était, pour un Etat encore jeune, courir un risque terrible. Mais le grand argument du parti interventionniste n'était pas moins fort. Seules les puissances qui avaient été neutres avant la guerre, qui avaient pu se tenir à l'écart, au moins depuis cinquante ans, des grandes luttes politiques et diplomatiques de l'Europe, comme l'Espagne, la Hollande, la Suisse et les pays scandinaves, ont pu garder leur neutralité pendant la guerre. Toutes les autres ont été obligées, bon gré mal gré, de se battre. L'Italie s'était formée et avait vécu en jouant sur les rivalités qui ont divisé, après 1848, les grands Etats de l'Europe ; il aurait été trop commode pour elle de se déclarer neutre au moment où les rivalités en venaient à un conflit décisif. Elle se serait mise pour des générations dans l'impossibilité de discuter et de contracter, à titre d'égale, une alliance; autrement dit, elle serait, dans la meilleure des hypothèses, devenue un Etat protégé par les vainqueurs.

Les deux arguments étaient de poids équivalents. Les balances de la sagesse n'arrivaient pas à distinguer une différence sensible. Il fallait choisir, pourtant. Comme on sait, ce fut le parti de l'intervention qui l'emporta, dans les fameuses journées de mai.

II

Que d'inepties n'a-t-on pas écrites, sur ces fameuses journées ! Elles furent le résultat d'une double erreur des deux partis ; premier grand malheur de la guerre, car elles lui imprimèrent un caractère ineffaçable de guerre civile. « Si la guerre n'est pas terminée en six mois, qu'allons-nous devenir ? » dis-je, au soir d'une de ces journées, à un ami français qui me regarda avec étonnement, sans comprendre.

Tout bien calculé, le parti neutraliste était plus fort que le parti interventionniste. Il avait pour lui le Parlement, les masses, la majorité des classes moyennes et des classes supérieures, les grandes puissances d'argent. La presse était divisée. Pourquoi le parti interventionniste l'emporta-t-il ? Parce qu'il eut pour lui le gouvernement. Le ministère

Salandra avait décidé la guerre ; et il jeta dans la balance le poids de son autorité.

Le parti neutraliste s'aperçut au dernier moment de la faiblesse de son adversaire ; et comme il avait pour lui le Parlement, il tâcha de s'emparer du gouvernement. La fameuse manœuvre accomplie par M. Giolitti et qui déchaîna les tumultes de mai n'avait pas d'autre but ni d'autre signification. Mais elle arrivait trop tard, quand déjà le ministère s'était engagé à tel point que le pays ne pouvait plus reculer sans un très gros danger. Au mois de décembre ou de février le parti neutraliste, conduit par M. Giolitti, aurait pu facilement s'emparer du pouvoir. Au mois de mai il ne le pouvait plus sans compromettre la sécurité et la réputation de l'Italie. Il le tenta, néanmoins ; et cette grave erreur, en provoquant un mouvement très vif et très justifié de colère dans une partie très influente de l'opinion publique, rendit possibles les journées de mai. Le parti interventionniste et le gouvernement en profitèrent avec habileté pour obliger le Parlement à approuver la guerre et pour s'emparer définitivement de la direction de l'Etat. Mais, enivrés par le succès, ils commirent à leur tour une erreur non moins grave : ils s'opposèrent au parti adverse comme les représentants de la patrie contre ceux de la trahison ; comme l'élite destinée à purifier et à renouveler le pays, à lui donner une gloire immense et un bonheur sans exemple, contre les forces de la plus basse corruption, de l'intrigue et du marchandage politique qui avaient dominé pendant tant d'années. La guerre civile commençait. Comme le parti qu'on traitait de la sorte avait pour lui, plus ou moins consciente, la majorité numérique du pays, l'attitude était un peu risquée.

M. Salandra l'aggrava par une erreur politique qui devait entrainer les conséquences les plus funestes. Il avait constitué son ministère pendant l'hiver 1914, en pleine paix, ne se préoccupant que de mettre sur pied une bonne combinaison parlementaire, d'après les règles qui étaient alors obligatoires dans cette sorte d'opérations. Mais ce ministère ne pouvait pas suffire à l'effort d'une guerre immense qui exigeait du gouvernement une énergie et une autorité indépendantes de l'autorité du Parlement. C'est le second point d'importance capitale qu'il faut bien comprendre pour saisir le sens de la crise actuelle. Dans les journées de mai le ministère, qui voulait la guerre, avait triomphé du Parlement, qui ne la voulait pas. Il y avait donc eu une diminution morale du Parlement au profit du gouvernement. Mais cette victoire entraînait le gouvernement à ne plus compter, pour la guerre, sur le Parlement, mais sur lui-même, sur son énergie, sur son intelligence, sur sa fortune. Il l'avait si bien compris que, parmi les lois extorquées aux Chambres sous l'impression des journées de mai, il y en avait une qui autorisait le gouvernement à légiférer par décret royal. Le Parlement était ainsi dépossédé, le gouvernement transformé en une dictature ministérielle avec pouvoirs illimités. Mais de tels pouvoirs supposaient chez le gouvernement l'intelligence et la force morale nécessaires pour s'en servir.

Il aurait donc fallu constituer un grand ministère en y appelant l'élite du parti interventionniste et les éléments les plus loyaux et les plus capables du parti adverse. M. Salandra n'en fit rien. Il monta au Capitole prononcer un discours qui provoqua pendant une semaine des éloges stériles dans toute la presse de l'Entente ; il garda son ancien ministère, en se contentant de nommer M. Barzilai ministre d'Etat, à titre de Triestin ; et il s'efforça d'exercer utilement sa dictature avec cet instrument impuissant. L'armée avait commencé la guerre dans un très bon état d'esprit. L'agitation des journées de mai s'était communiquée aux régiments qui partaient pour le front. La conviction que la guerre serait courte était d'ailleurs générale à ce moment ; et elle explique, probablement, certaines imprudences commises par le gouvernement comme par le parti interventionniste. Cette erreur de calcul est un des reproches les plus amers qu'on fait aujourd'hui à M. Salandra. Il se pourrait, cependant, que parmi toutes les erreurs du gouvernement qui a déclaré la guerre, celle-ci soit celle qui avait le fondement le plus sérieux. Je me suis demandé souvent si, dans un certain sens, M. Salandra n'avait pas, à son point de vue, raison d'avoir tort sur cette question.

Les mémoires du général Ludendorff pourraient le faire croire. Ludendorff raconte qu'une des grandes surprises de la guerre a été, pour l'Etat-major allemand, la faiblesse de l'Autriche. Il affirme que les campagnes contre les Russes et contre les Serbes en 1914 avaient mis l'empire de François-Joseph dans un tel état qu'on avait redouté, à Berlin, pendant l'hiver de 1914 à 1915, un effondrement. Les informateurs que le gouvernement italien avait en Autriche ne se trompaient donc pas et ne le trompaient pas davantage, quand ils lui disaient, au commencement de 1915, que la monarchie danubiènne agonisait sous les coups de ses ennemis. Comment expliquer alors que dans l'été de 1915 l'Italie se soit heurtée à une résistance militaire d'une force grandissante ? C'est qu'on avait commencé à faire en Autriche ce qu'on a fait ensuite partout ailleurs — en Allemagne, en Angleterre, en France : à organiser, sous l'impression des premières défaites, des armées nouvelles. La durée de la guerre — le temps, comme on disait alors — a été, à ce point de vue, également favorable aux deux adversaires. Pendant l'hiver de 1915 ce travail de réorganisation de la nouvelle armée devait être encore peu visible, à côté de la désorganisation de l'ancienne; d'où probablement ces informations qui étaient fausses, tout en étant exactes. La situation changeait en somme chaque jour, et devenait plus mauvaise pour nous, car la réalité sur laquelle le gouvernement italien comptait et qui existait à la fin de 1914, disparaissait de jour en jour.

Quoi qu'il en soit, l'armée, préparée hâtivement, se heurta à une résistance opiniâtre et dut entreprendre à son tour la guerre de position. Il fallut appeler de nouvelles classes, préparer des centaines de milliers d'officiers, élargir les cadres, organiser une industrie de guerre, mobiliser toutes nos ressources, multiplier les émissions de billets de banque et les emprunts, élever l'édifice apparent et irréel de la richesse nouvelle sur les ruines de l'ancienne, solide et vraie, laisser dans tout le pays libre cours aux hideuses saturnales des profiteurs de la guerre, tandis qu'au front l'élan des soldats se brisait dans des offensives extrêmement sanglantes et stériles. Dans les tranchées l'horreur de la guerre moderne se dévoila bien vite aux soldats qui avaient marché à l'ennemi avec l'idée de terminer la guerre en quelques mois. Imaginez l'état d'âme d'un paysan toscan ou sicilien, d'un ouvrier de Naples ou d'Ancône, arraché d'un jour à l'autre à son travail, à sa femme, à ses enfants, soumis à la discipline terrible de l'armée, réduit à l'esclavage sous les ordres de ses supérieurs, et envoyé au front, sous les obus, exposé aux attaques meurtrières, astreint à apprendre en quelques semaines, et dans les conditions les plus difficiles, ce terrible métier de la guerre pour lequel nos ancêtres exigeaient l'éducation la plus longue et la plus soignée ! Imaginez cette immense multitude, bousculée d'un bout à l'autre de la péninsule, dépouillée de tous les droits politiques et civils, réduite à la condition de « matériel humain », livrée aux dangers les plus horribles, dans une guerre dont elle ne pouvait pas comprendre les raisons profondes, tandis que les gens de l'arrière, leurs amis et leur parents, gagnaient de l'argent et s'amusaient !

Un vif mécontentement contribua bien vite à agiter l'armée, trop hâtivement organisée. Ce fut, pendant un certain temps, une mode d'attribuer ce mécontentement de l'armée, les émeutes et les révoltes qu'il fit naître et qui furent parfois très graves, à la propagande défaitiste, entreprise par les partis neutralistes — et surtout par le parti socialiste et le parti catholique. C'est une légende. L'attitude du parti socialiste pendant la guerre a été très mauvaise, mais les discours de ses orateurs et les articles de ses journaux n'ont eu aucune influence sur l'état d'âme des soldats. L'immense majorité de ceux-ci n'a jamais su ce que les socialistes disaient ou écrivaient. Quant aux catholiques, sauf de très rares exceptions, ils se sont tus pendant toute la guerre. Le mécontentement des soldats avait ses origines dans la guerre elle-même, dans ses fatigues et dans ses dangers, dans les sacrifices effroyables des offensives tentées sur la montagne, dans la réaction de millions d'hommes obligés de faire un métier qu'ils ne connaissaient pas. Les généraux traitèrent cette maladie par la terreur : décimations, exécutions sommaires et sans jugement, conseils de guerre, etc. Nous n'avons pu encore que jeter quelques regards dans les sombres mystères de la justice militaire pendant la campagne. La commission d'enquête sur le désastre de Caporetto nous a fourni quelques documents vraiment terribles. Au mois de juillet de 1919, dès que le censure sur la presse fut abolie, l'*Avanti*, le journal socialiste, avait commencé sur cette question une campagne de révélations. Elles excitèrent une telle émotion qu'on se hâta de rétablir la censure. Les généraux avec lesquels j'ai eu occasion de parler de ces horreurs, les ont toujours justifiées par l'argument de la nécessité. L'armée était jeune encore, composée de soldats ayant reçu une instrution militaire bien superficielle, et qui, arrachés à leurs travaux et à leurs familles, n'avaient aucun goût belliqueux. On avait dû l'engager dans une offensive en montagne, très difficile et très sanglante, qui exigeait des sacrifices continuels. Les Autrichiens avaient élevé sur ce terrain escarpé un rempart formidable qu'il fallait enfoncer à coups de bélier. Pour entretenir dans une telle armée le courage nécessaire à de si sanglantes offensives, les plus beaux discours, même ceux que Tite-Live fait prononcer à ces généraux, ou la poésie héroïque de tous nos poètes de guerre ne suffisaient pas. Il fallait la terreur. Tout cela est vrai. Mais ces soldats, témoins et victimes de cette discipline sanguinaire, n'étaient pas des esclaves ou des brutes ; ils étaient des citoyens auxquels l'Etat, qui maintenant les traitait avec tant de cruauté et d'arbitraire, avait lui-même enseigné les notions de droit, de liberté, d'humanité. Il est facile d'imaginer quel trouble, quelles rancunes devaient jeter, dans l'âme des soldats, la rigueur d'une discipline qui contredisait leur conception de la vie et leurs aspirations développées par une longue civilisation.

III

En somme la guerre, en se prolongeant, déterminait toutes sortes de difficultés nouvelles, politiques, économiques, sociales, auxquelles on n'avait pas songé quand on l'avait déclarée. Déjà au commencement de 1916 on commença à s'apercevoir des première difficultés économiques. Les rappels continuels des classes troublaient toute l'existence du pays. De mois en mois, les exigences de l'armée et les dépenses augmentaient, en répandant dans le pays cette fausse prospérité qui a été, après le massacre des hommes, la plus grande calamité de la guerre. Les rapports entre le parti interventionniste et le parti neutraliste s'envenimaient, celui-ci cherchant à profiter de la première déception quant à la durée de la guerre, l'autre dénonçant avec de plus en plus d'âpreté et d'exagération le défaitisme qui menaçait la patrie dans sa grande entreprise. Les premiers combats d'injures et d'accusations s'engageaient sur tout le « front intérieur » — comme on l'appelait. Des difficultés naissaient aussi entre le gouvernement et le Grand Quartier Général, quant à leurs pouvoirs et droits respectifs, ce qui a été partout, comme auraient dit les anciens, le *problème d'Archimède* de la guerre.

Il aurait fallu un gouvernement fort, résolu, énergique, intelligent, actif, ayant l'œil à tout. Au contraire M. Salandra, après avoir négligé de refaire son ministère au bon moment, commit l'erreur suprême — celle d'où dérive directement la crise politique actuelle du royaume. Embarrassé par les difficultés croissantes, harcelé par les ambitions et les rivalités des groupes politiques qui voulaient se prévaloir de son autorité pour leurs fins, il saisit la première occasion qui se présenta pour déclarer, au commencement de 1916, que le Parlement était et devait être le juge suprême de toutes les questions soulevées par la guerre. A sept mois de distance il renversait ainsi le système politique avec lequel il avait déclaré la guerre. Il avait alors, au moment de la décision suprême et irrévocable, écarté le Parlement, pour ne pas être embarrassé par ses scrupules et ses craintes neutralistes, en superposant à son autorité l'autorité du gouvernement : il subordonnait maintenant de nouveau l'autorité du gouvernement à celle du Parlement, en redonnant au Parlement la direction et la responsabilité de la guerre qu'il n'avait jamais voulue !

La manœuvre sembla habile à beaucoup d'hommes politiques. C'était au contraire le fléchissement soudain d'une situation révolutionnaire, que son créateur n'avait pas pu ou su soutenir jusqu'au bout. Les conséquences apparurent en juin, quand le ministère Salandra fut renversé par un vote de la Chambre. La chute du ministère Salandra est un événement encore fort obscur. Comme je ne veux raconter ici que des choses dont je suis tout à fait sûr, je ne tâcherai pas d'éclaircir son mystère. Mais quelles qu'en aient été les causes, la démission de M. Salandra changea toute la situation, en passant la haute direction de la guerre au Parlement. Le ministère Salandra pouvait disposer en face de la Chambre d'une autorité qu'il puisait dans l'audace et dans la chance avec lesquelles il avait réussi, en mai 1915, à forcer les événements incertains et à grouper autour de lui les grands corps de l'Etat dans la déclaration de guerre. C'était une autorité d'origine révolutionnaire et que M. Salandra aurait pu payer de sa tête, en cas d'insuccès. Mais c'était une autorité réelle et qui, servie par beaucoup d'énergie, aurait pu rendre de grands services. Son successeur, issu d'une crise parlementaire, n'aurait au contraire que l'autorité qui lui viendrait de la bienveillance des Chambres. Le grand effort de la crise de 1916 fut en effet d'assurer au ministère une forte majorité dans une Chambre où les deux partis — le neutraliste et l'interventionniste — se détestaient plus que jamais, et où ils étaient tous les deux nécessaires au gouvernement, car aucun gouvernement n'aurait pu s'appuyer sur l'un ou sur l'autre seul.

Le résultat fut déplorable. On chercha, pour composer ce ministère qui devait plaire à tout le monde, un vieillard usé, M. Boselli, qui eût été, trente ans plus tôt, apte à présider un bon ministère pour temps de paix. M. Boselli chercha dans tous les coins de la Chambre et dans tous les partis des collaborateurs capables, et composa un ministère où il y avait des hommes remarquables, interventionnistes et neutralistes, et qui pouvait représenter la nation en guerre. Mais ce ministère qui, né un an plus tôt et dirigé par un homme jouissant d'une autorité analogue à celle de M. Salandra dans la seconde moitié de 1915, aurait pu rendre des services immenses, ce ministère ne servit en 1916, et sous la direction de M. Boselli, qu'à précipiter une situation déjà compromise. Tous les maux qui affligeaient le pays augmentèrent rapidement d'intensité ; la disette, le gaspillage administratif, la faiblesse du gouvernement, l'abus effréné des décrets royaux ayant force de loi, les discordes entre les ministères, la haine, la violence, les rancunes, les soupçons des partis, l'inflation monétaire, la fièvre de l'argent et des jouissances, le découragement de l'opinion publique, le mécontentement des soldats, l'esprit d'indiscipline dans l'armée. Au point de vue de l'armement et du nombre des soldats, l'armée faisait chaque jour de grands progrès ; mais les révoltes se multipliaient en même temps et il fallait de plus en plus avoir recours aux rigueurs d'une discipline terrible. Le pays perdait la confiance dans la victoire, dans la cause qu'il défendait, dans les Alliés. Les socialistes commençaient à faire ouvertement leur propagande contre la guerre. La révolution russe augmenta encore l'inquiétude et l'agitation. La haine de la guerre, latente au fond des masses, éclata ; deux représentants des soviets, que la faiblesse du gouvernement avait laissé entrer en Italie et reçu avec des honneurs officiels, purent prêcher dans toutes les grandes villes la fin de la guerre par la fraternisation des fronts, et furent l'objet de démonstrations délirantes. Le gouvernement voyait le désordre augmenter, les greniers se vider, la famine menacer le pays, l'armée se dissoudre ; mais il ne faisait rien. On sentait la catastrophe approcher.

Caporetto nous sauva.

IV

Caporetto est encore une énorme légende. La trahison des soldats dont on a tant parlé n'a jamais existé. La désagrégation de l'armée par la propagande défaitiste est une invention fantastique, comme les ténébreuses intrigues par lesquelles l'Allemagne aurait préparé sa victoire à l'intérieur même du pays. Tout se réduit à une bataille perdue, à cause de certaines erreurs de généraux qu'on aurait pu éviter, mais qui, en elles-mêmes, n'ont rien de plus grave ni de plus extraordinaire que tant d'autres erreurs commises par tant d'autres généraux au cours de la guerre mondiale. On l'appelle à tort la bataille de Caporetto ; son nom véritable serait la bataille de Tolmino. Les Austro-Allemands ont attaqué le front de la seconde armée italienne à Tolmino avec des forces écrasantes ; ils l'ont brisé ; ils ont, par une marche rapide sur Caporetto, menacé les communications de la seconde armée en l'obligeant à se retirer ; en se retirant la seconde armée a entraîné avec elle dans la retraite la seconde et la quatrième. Il fallut rectifier le front en reculant jusqu'au Piave. Les Austro-Allemands n'obtinrent aucun effet de surprise. Deux jours auparavant, le général qui commandait la seconde armée avait sur son bureau le plan d'attaque de l'ennemi. Il savait que l'ennemi voulait marcher par Tolmino sur Cividale. Les troupes se battirent avec courage et tant qu'elles purent. La trahison est une légende. L'erreur des généraux consista dans un calcul inexact des effectifs nécessaires à la résistance. Ils crurent pouvoir repousser l'attaque dirigée sur Tolmino avec les forces qu'ils avaient à leur disposition, tandis qu'elles étaient insuffisantes. Le désastre commença avec la retraite. Les armées, immobilisées depuis deux ans dans la guerre de position, ne surent pas effectuer un recul aussi rapide et se désorganisèrent plus ou moins. La seconde armée se volatilisa ; la troisième fut très ébranlée ; la quatrième résista mieux.

Mais Caporetto nous sauva. L'histoire militaire prouve qu'aucune guerre n'a jamais été décidée sur les Alpes ; que la décision a toujours été cherchée et trouvée dans la plaine, en deçà ou au delà des Alpes[1]. Cela est si vrai que, dans tous les plans de guerre contre l'Autriche faits par l'Etat-major italien, on envisageait la retraite sur le Tagliamento ou sur le Piave, pour attirer et attendre l'ennemi dans la plaine, et pratiquer dans la plaine une guerre défensive. Mals après avoir, à la face du monde, déclaré la guerre à l'Autriche pour libérer les Italiens opprimés par l'empire des Habsbourg, l'Italie n'aurait pu adopter ce plan, se retirer sur le Tagliamento, et attendre l'attaque des Autrichiens ; qu'aurait dit le pays, qu'auraient dit les Alliés qui attendaient de notre entrée en guerre un prompt secours à la Russie fléchissante ? Il fallait attaquer ; mais nous n'avions pas les moyens ni la force de franchir les Alpes et de porter la guerre dans la plaine de Lubiana. Nous restâmes ainsi accrochés aux montagnes, là où la guerre ne pouvait se décider et où nous nous sommes épuisés en deux ans de sanglantes et stériles offensives. Le général Cadorna a été la victime de cette situation dans laquelle nous avait mis la politique beaucoup plus que la guerre.

Caporetto nous obligea à faire ce que la sagesse aurait conseillé dès le début, si des nécessités politiques invincibles ne l'eussent empêché : porter la guerre dans la plaine *là où seulement elle pouvait se décider à notre avantage*, et la transformer en une guerre défensive. Je me rappelle que, le 6 novembre 1917, je fus appelé à Milan pour tâcher de remonter avec un discours l'opinion déprimée. Je trouvai tout le monde qui parlait de se retirer sur le Mincio et sur le Pô ! Je fis alors un discours qui étonna beaucoup le public par son tranquille optimisme, et dans lequel je développais cette idée bien simple Toute l'histoire, depuis les Cimbres et les Teutons, prouve qu'il est facile à une armée d'entrer dans la vallée du Pô mais qu'il est très difficile d'en sortir. La vallée du Pô est une espèce de souricière : malheur à l'armée qui y entre, guidée par la victoire, et qui y trouve une résistance sérieuse. Elle finit par être rejetée contre les montagnes et écrasée. Les Autrichiens sont venus se précipiter dans le piège ; il dépendra de nous de faire jouer le ressort au bon moment. Si nous savons attendre, nous réorganiser, les attaquer à l'heure juste, l'armée qui vient de pénétrer en Italie n'en sortira pas.

C'est ce qui arriva. Dès que la guerre avec l'Autriche devint une guerre défensive dans la vallée du Pô, tout changea. L'esprit public se ressaisit, mit une trêve à ses rancunes et à ses colères, domina son mécontentement, sut attendre avec patience. La haine implacable des masses pour la guerre s'atténua aussi. Un esprit nouveau souffla sur le pays et sur l'armée. On constitua un nouveau ministère, un peu plus sérieux que le précédent. L'armée qui, loin de verser désormais son sang dans des offensives stériles, était appelée à une guerre défensive dont elle comprenait la nécessité et la raison, se régénéra. Il ne fut plus nécessaire de la soumettre à la discipline terrible des années précédentes. Le régime s'adoucit ; un esprit nouveau et meilleur anima les soldats et les officiers, les transforma en un seul organisme doué d'une âme unique. La guerre reprit son caractère de réalité terrible mais simple. On put ainsi attendre, réorganiser nos forces, repousser l'attaque désespérée de l'ennemi au mois de juin 1918, préparer la grande bataille de Vittorio Veneto. La prévision de l'historien se vérifia à la lettre : l'armée autrichienne qui était entrée en Italie sur la fin de 1917, ne réussit jamais à en sortir.

---

[1] Nous publierons dans un de nos prochains numéros une étude du Colonel Feyler qui démontre rigoureusement la même vérité (N.D.L.R.).

Telle est, dans ses grandes lignes, l'histoire vraie et impartiale de la guerre de l'Italie. Nous montrerons prochainement comment en découle la crise effroyable où le pays se débat aujourd'hui, et dont les répercussions sur la situation de l'Europe pourraient être formidables.

Guglielmo FERRERO.

SUISSE

LE VERDICT DU PEUPLE SUISSE

L'étranger qui, durant la guerre, s'est tant inquiété de l'opinion suisse, n'a pas paru attacher grande importance au vote du 16 mai par lequel, le peuple suisse a décidé d'entrer dans la Société des Nations. Il n'était pourtant pas sans intérêt de savoir quel verdict porterait sur une institution créée par un petit nombre d'hommes d'Etat omnipotents le seul peuple qui fût appelé à la juger. Et ce recours au suffrage universel avait d'autant plus de portée que l'on peut bien considérer la plus ancienne démocratie du monde comme étant celle dont les citoyens ont l'éducation politique la plus avancée.

On semblait croire que cette consultation populaire n'était qu'une formalité. Le peuple suisse, pensait-on, ne pourrait faire autrement que de ratifier la décision prise par son gouvernement et ses Chambres. C'était là une profonde erreur. Ceux qui habitent la Suisse allemande savaient à quel point l'issue de la votation était douteuse. Il ne faut pas s'en étonner. Quel est le peuple qui, consulté de la même manière, se serait prononcé pour la Société des Nations ? Le peuple de France ?

C'est plus que douteux. Le peuple d'Italie ? Certainement non. Le peuple des Etats-Unis ? Il se dérobe devant l'obstacle. Et pourtant ces pays sont au nombre de ceux dont les chefs responsables ont institué la Société des Nations tandis que la Suisse n'a eu au chapitre que voix consultative.

Sans doute, quelques-uns d'entre ses meilleurs citoyens avaient été des premiers en Europe à appeler de leurs vœux une institution capable de créer une organisation internationale nouvelle et d'assurer, dans la mesure du possible, le maintien de la paix. Qu'il nous suffise de nommer M. le conseiller fédéral Félix Calonder. Au début de toute grande œuvre humaine il faut un acte de foi individuel : Wilson aux Etats-Unis, Calonder en Suisse. L'homme d'état des Grisons avait mis la question à l'étude avant qu'elle eût été résolue à Paris par la tenace volonté du président des Etats-Unis. Et le remarquable projet préparé par la commission fédérale fut pris en sérieuse considération. Plusieurs de ses dispositions ont passé dans le pacte de Paris.

La conviction de Calonder et son haut idéal humain étaient partagés par une élite morale de personnalités appartenant à toutes les parties de la Suisse. Mais c'était une entreprise extraordinairement difficile que d'arriver dans un temps limité à faire comprendre au peuple suisse des idées si nouvelles pour lui. L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations demeurera un des chapitres les plus intéressants de notre histoire nationale. Une plume plus autorisée que la mienne traitera, dans la *Revue de Genève*, ce grand sujet au point de vue juridique. Dans les pages qu'on va lire, je me propose de décrire une crise morale qui a bouleversé la conscience d'un peuple. Je parlerai de la conversion de ce peuple. En rendant compte du mémorable débat qui a abouti à sa conclusion le 16 mai, je m'efforcerai surtout de poser exactement le point de vue des adversaires de la Société des Nations, pensant que c'est ce côté de la question qui est le moins connu de nos lecteurs. Puissé-je réussir à leur faire comprendre que les vainqueurs peuvent garder toute leur estime et toute leur amitié à ceux de leurs adversaires — et ils sont nombreux — dont la loyauté et le patriotisme sont hors de doute.

* * *

En novembre 1919, la campagne s'engageait sous les plus fâcheux auspices. Nous avions contre nous, d'après l'estimation des hommes compétents, les neuf dixièmes des électeurs de la Suisse allemande et, dans l'ensemble du pays, le parti socialiste qui, dans les grands jours, peut mettre debout cent-vingt mille hommes. En revanche nous pouvions compter, défalcation faite des voix socialistes, sur la Suisse française et italienne, laquelle forme environ un cinquième de la population totale. Dans de telles conditions, la victoire paraissait presque impossible.

Il est évident qu'une votation telle que celle du 16 mai est, pour chacun des deux camps, la résultante de tout un faisceau de forces diverses. Les électeurs qui ont voté *non* étaient divisés en plusieurs groupes obéissant aux mobiles les plus contradictoires : Officiers supérieurs élevés à l'école du militarisme prussien et ne pouvant se résigner à l'écroulement des Empires déchus ; socialistes bolchévisants déchaînés contre la Société des Nations parce qu'ils y voient l'internationale des « bourgeois », une digue contre la vague rouge ; intellectuels incapables de rien considérer dans le monde autrement qu'à travers les lunettes qu'ils ont apportées de leurs séjours en Allemagne ; dévôts protestants agenouillés devant le Vieux-Dieu (bien qu'il ait laissé les siens en panne), dévôts catholiques demeurés fidèles au dogme qu'on leur a enseigné durant toute la guerre, à savoir que le sort de l'Eglise romaine était lié au triomphe des Empires centraux ; pangermanistes déguisés en Helvètes, rêvant des revanches futures de la grande Allemagne laquelle, victorieuse, doit absorber un jour tous les élus qui parlent la langue allemande, y compris les Suisses ; enfin des faibles d'esprit, croyant comme à l'Evangile à toutes les sornettes et à toutes les calomnies qu'on leur a débitées en tranches avant, pendant et après la guerre ; persuadés aujourd'hui encore que la Société des Nations est une machination infernale faite pour livrer l'Europe au bon plaisir de la France et de ses turcos et pour réduire à la famine par le blocus les enfants d'Allemagne et d'Autriche. Laissons là ces pauvres gens et leurs pauvres idées. Il ne vaut plus la peine d'en parler.

Chez les hommes intelligents et cultivés, nous avons constaté surtout un scepticisme absolu en ce qui concerne l'avenir réservé à la Société des Nations Cela n'a, certes, rien de surprenant. Le même sentiment est très courant aujourd'hui dans les nations de l'Entente, en France en particulier. Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui beaucoup de Français qui aient une foi ardente dans l'institution nouvelle. Le comité contre l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations avait recueilli et publié des déclarations vraiment peu encourageantes des grands chefs militaires et civils de l'Entente [1]). En veut-on quelques exemples ?

Du Maréchal Foch : « La Société des Nations n'existe que de nom. Je ne crois pas qu'elle puisse assurer la paix et la sécurité de la France..... La Société des Nations n'est qu'une théorie, un rêve, rejeté déjà par ceux qui l'ont rêvé »[1]. (*France militaire*, 9 mars 1920).

De M. Lloyd George : « Je ne vois pas comment la Société des Nations peut exister puisque les Etats-Unis ne veulent pas en faire partie ». De San Remo, au *Journal*, 23 avril 1920.

De M. Bullit : « Je suis persuadé que la Société des Nations ne sera pas en état d'empêcher les guerres futures ». (Lettre au Président Wilson.)

On conçoit l'impression que de telles citations ont produite en Suisse allemande. Et nos adversaires en trouvaient d'analogues dans d'anciens articles d'un petit nombre de publicistes romands. Car il fut un temps où ceux-ci déclaraient qu'une *Société des nations* n'était ni désirable, ni possible. On devait se borner, selon eux, à fonder une *Ligue des nations* qui n'eût été qu'une Entente élargie et consolidée. Le comité adverse rappelait également, par des citations habilement choisies, que certains Romands avaient cherché à prouver que l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations entraînerait nécessairement l'abandon de notre neutralité militaire. Si cette thèse eût été admise, le peuple aurait voté *non* à une écrasante majorité.

---

[1] Je dois retraduire en français ces relations publiées en allemand.

Et tout cela concourait à confirmer nos Confédérés dans leur méfiance. De nature, ils ont l'esprit réaliste.

Ils se défient des chimères. Or, pour beaucoup d'entre eux la Société des Nations est une chimère. Pour croire en elle, il faut un acte de foi. Et la foi ne s'inculque pas. J'ai du reste constaté le même scepticisme chez beaucoup d'entre ceux qui ont accepté l'accession de la Suisse, dans un sentiment de résignation et comme une nécessité politique et économique inéluctable.

* * *

Dans le peuple, on aurait pu éveiller la foi qui manquait aux classes dirigeantes. Ce qui engageait le peuple des campagnes et de la bourgeoisie laborieuse à voter *non*, c'était, nous devons le reconnaître, une raison honorable et dictée par quatre siècles d'histoire suisse. Au XV^e^ et au début du XVI^e^ siècle, la Suisse a fait de la grande politique internationale. Elle a eu sa crise d'impérialisme conquérant. En 1515, Marignan l'a coupée net. Revenus dans leurs montagnes, la tête haute et redoutables encore, les vieux Suisses ont eu la sagesse de profiter de la dure leçon qu'ils avaient reçue. Dès lors leur mot d'ordre constant fut la fameuse parole de Nicolas de Flue : « Confédérés, ne vous mêlez pas des querelles étrangères ». Comme les Suisses conservaient leur antique valeur militaire, ils servaient sous les drapeaux étrangers et versaient leur sang généreux sur tous les champs de bataille de l'Europe. Mais la Suisse avait définitivement renoncé à tout esprit de conquête. Il lui suffisait de défendre jalousement son indépendance. En fait, sa neutralité date de 1515. Elle procède de sa volonté réfléchie. Les puissances n'ont fait que la reconnaître trois siècles plus tard, exactement.

S'étonnera-t-on qu'une neutralité qui a valu à la Suisse une si longue période de paix relative et de prospérité soit devenue pour le peuple le plus précieux des héritages ? La dernière guerre n'a fait qu'en accroître le prix à ses yeux. Le peuple a vu dans sa neutralité le talisman qui le préservait du fléau ravageant toutes les nations voisines. On nous a enviés, on nous envie encore notre bonheur. Il ne faut pas oublier que nous le devons à l'héroïsme de nos ancêtres d'abord, et ensuite à leur sagesse.

De toute l'histoire suisse se dégage donc une doctrine constante, semblable à celle de Monroë. Elle peut se résumer par cette formule : « Ne nous mêlons jamais des affaires de l'étranger et ne permettons jamais à l'étranger de se mêler de nos affaires à nous »[1].

---

[1] Par la Convention du Gothard, le Conseil fédéral et les Chambres ont fait un accroc à ce principe. Si le peuple avait été consulté, il aurait certainement rejeté cette convention funeste.

C'est à peu près la parole de Nicolas de Flue que, durant la dernière campagne, on a redite sur tous les tons et jamais en vain. « En entrant dans la Société des Nations, répétaient sans cesse nos adversaires, le peuple suisse s'oblige à se mêler des affaires de l'étranger et permet à l'étranger de s'occuper des siennes ; malgré certaines garanties, plus ou moins illusoires, il renonce à une partie de sa neutralité et de son indépendance. »

Pour la plupart des électeurs bourgeois ou paysans qui ont voté *non*, cela a été l'argument déterminant. L'on doit bien reconnaître que, par la nature même des choses, tout individu ou toute nation qui s'associe, doit apporter à la collectivité une partie de ses biens ou de ses droits. La question est de savoir si les avantages sont supérieurs à l'apport. Dans le cas présent, la réponse, à notre avis, ne pouvait être douteuse. Mais un grand nombre d'entre nos confédérés n'étaient pas à même de le comprendre. Et nous ne pouvons pas leur en faire de reproches.

A vrai dire les plus clairvoyants d'entre nos adversaires ne se disaient pas opposés à toute espèce de Société des Nations. Ils reconnaissaient bien que quelque chose devait être tenté pour éviter le retour d'une guerre générale qui serait la ruine irrévocable de l'Europe et par conséquent de la Suisse. Leurs critiques, souvent minimes, portaient sur les lacunes de ce qu'ils ne se lassaient pas d'appeler le *Versailler Vœlkerbund*, en le représentant comme une simple annexe d'un traité de paix dont toutes les dispositions ne peuvent être approuvées. Ils alléguaient que cette Société n'était pas l'œuvre commune des peuples, mais celle de quelques dictateurs travaillant d'après les méthodes de l'ancienne diplomatie. La Suisse, ajoutaient-ils, n'avait pas eu part aux délibérations. Elle était mise en demeure d'accepter tel quel le parti proposé ou imposé. Par ses origines ce parti n'était donc pas démocratique. On cherchait à le représenter comme constituant non pas une *Société* mais une *Ligue* [1], une Entente nouvelle, renforcée par les neutres, dirigée en fait contre les Puissances centrales exclues jusqu'à nouvel avis. On prétendait que le Pacte de Paris était fait pour garantir la durée illimitée des stipulations même les plus discutables des traités de Versailles et de Saint-Germain, alors que nous le considérions comme étant, en vertu de son article 19, le seul moyen de corriger, sans nouvelle effusion de sang, les erreurs commises, et d'arriver à un état stable de l'Europe.

Bien que la vérité ait fait des progrès chez nos confédérés, un très grand nombre d'entre eux, abusés par tout ce qu'ils ont lu pendant la guerre, ne reconnaissent pas encore dans toute son étendue la culpabilité des ex-Empires centraux et ne comprennent pas, par conséquent, la légitimité des réparations imposées aux pays vaincus. C'est pour cela qu'une divergence d'opinion fondamentale subsiste entre la

---

[1] Thèse identique par ses prémisses à celle des publicistes romands dont nous avons parlé plus haut. Seule la conclusion différait : *Oui* pour les uns, *non* pour les autres.

Suisse romande unanime et une partie de la Suisse allemande, très importante encore, mais de plus en plus diminuée.

Au demeurant, l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations n'a pas été présentée comme un débat entre les partisans de l'Entente et ceux de l'Allemagne. De notre côté, cela eût été une erreur capitale. Nous avons tenu à rester inébranlablement sur le terrain suisse, conformément à nos convictions. Nos adversaires ne s'y sont pas toujours maintenus. Au début pourtant ils ont évité de démasquer toutes leurs batteries. Mais ils tenaient un raisonnement fort habile. « L'histoire, disaient-ils, a des tournants inattendus. Chacun doit reconnaître que les traités de Versailles et de Saint-Germain, dictés par les vainqueurs, n'ont pas amené l'apaisement désiré. Ils contiennent les germes de futurs conflits armés. Cela est si vrai que le pacte de la Société des Nations lui-même n'a pas osé exclure la possibilité de la guerre. Dans de telles conditions, la Suisse doit demeurer fidèle à sa politique plusieurs fois séculaire. La neutralité militaire que lui reconnaît l'article 435 du traité de Versailles, est une garantie insuffisante, en cas de guerre générale[1]. Il faut donc que la Suisse conserve sa neutralité absolue et ne se laisse pas lier les mains en entrant dans une Société des Nations encore bien incomplète puisqu'il y manque non seulement l'Allemagne, l'Autriche et leurs alliés, mais les Etats-Unis, la Russie et d'autres pays encore. » C'est donc en inscrivant à la hampe de leur drapeau aux couleurs suisses les mots *Indépendance* et *Neutralité*, que nos adversaires ont mené leur campagne et entraîné la majorité des électeurs de la Suisse allemande.

En exposant objectivement, dans cette revue qui veut cultiver l'indépendance de l'esprit, les arguments les plus plausibles invoqués contre l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations nous espérons avoir fait comprendre à nos lecteurs que, parmi les deux cent quarante mille électeurs alémaniques qui ont déposé un *non* dans l'urne le 16 mai, il se trouve un très grand nombre de bons citoyens suisses ayant voté au plus près de leur conscience, pour ce qu'ils estimaient être le bien du pays. A ceux-là nous tendons la main dès aujourd'hui. Dans l'avenir, beaucoup d'entre eux seront heureux de reconnaître qu'ils se sont trompés et qu'on les a trompés. Car nous comptons bien leur montrer par l'évidence des faits que l'indépendance de la Suisse sera mieux sauvegardée au dedans de la Société des Nations qu'elle ne l'eût été au dehors. Plus tard, les fils de nos adversaires célébreront avec nos fils l'anniversaire du 16 mai comme une des dates les plus heureuses de notre histoire. Tous les Suisses reconnaîtront alors que, loin d'avoir été sacrifiée ce jour-là, la liberté helvétique s'est élevée si haut, par un acte de volonté consciente pour l'ordre juridique et pour la paix du monde, qu'elle luira comme l'étoile polaire aux yeux de toutes les nations.

---

[1] Même remarque que plus haut. On voit, ici également, l'analogie des prémisses avec la thèse d'une minorité romande, et l'opposition des conclusions.

* * *

La foi qui manquait à la plupart de nos confédérés était entière en Suisse romande comme on l'a bien vu au magnifique élan qui l'a soulevée tout entière, le jour de la grande bataille. Cette foi, fort heureusement, était entièrement partagée par une élite de Suisses allemands, auxquels nous devons une reconnaissance sans borne. Ces hommes dont je n'ai pas besoin de citer les noms — ils sont dans tous les esprits — ont mené une campagne admirable[1]. On peut dire qu'ils ont soulevé des montagnes. Et quelles montagnes ! Les Alpes suisses. Par la parole et par la plume ils ont, durant six mois, poursuivi, sans fléchir un instant, leur œuvre de propagande. Les événements semblaient être conjurés contre eux. Marraine de la Société des Nations, l'Amérique abandonnait la partie. L'Entente remettait en question la garantie solennelle de la neutralité militaire stipulée par l'article 435 du traité de Versailles. Il fallut l'heureuse intervention diplomatique de MM. Gustave Ador et Max Huber pour parer ce mauvais coup. Sans le beau succès qu'ils ont obtenu, la partie était perdue. Il n'y a aucun doute possible à cet égard. Nos adversaires profitèrent des angoissantes semaines pendant lesquelles se poursuivirent les négociations pour faire une première contre-offensive et regagner beaucoup du terrain perdu par eux.

Mais une fois la situation diplomatique rétablie, la propagande reprit avec un nouvel élan. Jamais on n'a assisté en Suisse à rien de semblable. A cette heure où le destin du pays était en jeu, l'on a vu renaître de vénérables coutumes. D'imposantes *Landsgemeinden* se sont réunies sur les places publiques des vieilles villes, en des contrées où cette antique institution alémanique est depuis longtemps tombée en désuétude. Ceux qui ont assisté à ces émouvantes réunions en garderont à jamais le souvenir. Elles avaient un caractère de sérieux et de dignité vraiment suisse. Un silence religieux planait sur la foule. Les paysans, les montagnards accourus des vallées lointaines, écoutaient avec une attention concentrée, cherchant à comprendre les idées qui leur étaient demeurées jusqu'ici étrangères. Renonçant aux effets oratoires faciles, les rapporteurs expliquaient et commentaient, article par article, le Pacte de Paris. Ce Pacte est aujourd'hui mieux connu en Suisse allemande qu'en pays romand ou même dans n'importe quel autre pays du monde.

* * *

D'un mot, on peut caractériser ce mémorable débat. Dans la conscience du peuple alémanique, il a été une lutte entre la raison et l'instinct. Négligeant tous les moyens mesquins ou équivoques les partisans de la Société des Nations n'ont fait appel qu'à la raison par des arguments d'un ordre élevé. Se sentant menacés, leurs adversaires ont tout fait pour réveiller l'instinct. C'est l'instinct qu'ils ont cherché à exciter dans leur vigoureuse contre-offensive de la dernière heure. Peu s'en est fallu qu'ils ne nous aient arraché la victoire, grâce à cette stipulation de la Constitution fédérale, peu connue à l'étranger. qui exige, pour une votation populaire, à la fois la majorité des électeurs suisses, et celle des cantons souverains. On sait que, tandis que la majorité populaire a été d'environ quatre-vingt six mille suffrages,[1] les cantons n'ont donné qu'une voix de majorité, soit 11 ½ contre 10 ½[2].

---

[1] Dans l'article que nous avons annoncé on parlera sans doute du rôle des Chambres et des conseillers fédéraux qui ont payé de leur personne et ont porté la bonne parole partout où cela paraissait nécessaire. Une grande part du succès leur revient, tout particulièrement au président Motta.

Dans les mois qui ont précédé le vote, le peuple suisse, dans son ensemble, ne s'est pas rendu compte du tragique de sa situation. Nous demeurons persuadés que si, par malheur, il avait voté *non*, c'eût été sa perte. Isolé, s'étant mis lui-même au ban des nations libres, lié par là au sort des peuples vaincus, ayant désormais à porter avec eux le poids d'un crime dont il est innocent, par-dessus tout incurablement divisé contre lui-même, notre peuple n'aurait plus eu la vitalité nécessaire pour résister longtemps aux forces qui tendent à disjoindre les éléments divers qui le composent. C'eût été le cas de prononcer le mot dont nos adversaires ont abusé :

Finis Helvetiae.

Chose plus grave encore, la doyenne des démocraties aurait été infidèle à la mission qu'elle a à remplir entre les nations. Les apôtres de la Socité des Nations ont révélé au peuple suisse cette mission qu'il ignorait lui-même et qu'il a eu le grave tort de négliger pendant la guerre. En particulier, il n'a pas rempli son devoir envers le peuple allemand lui-même, auquel il fallait crier la vérité et dont il fallait faire l'éducation démocratique. Depuis 1870, la Suisse alémanique s'était peu à peu mise, sans s'en douter, à la remorque de l'Allemagne impérialiste au lieu de chercher à être son guide. Cette attraction exercée sur elle par un Empire militariste, conquérant et visant à la domination économique sur le monde, a été la raison des dangereuses discordes qui nous ont divisés. Etant une minorité, la Suisse romande a dû réagir avec énergie. Le 16 mai lui a donné raison ; ce n'est par pour elle une raison de s'enorgueillir. Au contraire, elle doit redoubler d'efforts pour achever la conversion de ses confédérés de langue allemande. L'œuvre a fait un pas immense. Nos amis alémaniques n'étaient qu'une poignée au début de la guerre. La petite troupe a grossi à tel point qu'au jour de la bataille décisive elle a formé une armée de deux cent quarante mille hommes. Cette journée doit mettre un terme aux inutiles querelles. Mais elle ne marquera pas la fin de nos débats. Elle est un aboutissement, mais elle doit être aussi un début. Des deux côtés de la Sarine, les Suisses de bonne volonté doivent demeurer étroitement unis pour se préparer aux grandes tâches qu'ils ont encore à accomplir.

---

[1] La Suisse latine, non compris le Jura bernois, a donné cent trente quatre mille voix de majorité.

[2] La Confédération suisse compte 19 cantons entiers et 6 demi-cantons, Unterwald, Appenzell et Bâle ayant été divisés en deux à la suite d'anciennes dissensions politiques qui n'existent plus. On a fait observer avec raison, que, contrairement à l'usage, mais selon le texte strict de la Constitution fédérale, chacun de ces trois cantons devrait avoir non pas deux demi-voix, mais une voix en totalisant tous les suffrages émis. Dans ce cas, le canton d'Appenzell aurait été parmi les acceptants et la majorité eût été de 12 contre 10.

* * *

Voici donc le dénouement de la crise psychologique que le peuple suisse a traversée. Epargné par le fléau de la guerre, il a pourtant payé sa rançon à l'immense douleur du monde. Il a souffert moralement, souffert des injustices et des horreurs dont il était le témoin impuissant, souffert de ses doutes, de ses défaillances, de ses dissensions intimes, souffert d'avoir mal répondu à l'appel d'un devoir supérieur. Concentré dans sa volonté de défendre son existence toujours menacée, trop replié sur lui-même, il n'a pas vu qu'un monde s'effondrait autour de lui et qu'un ordre nouveau aspirait à naître. Dans une humanité transformée, il a cru pouvoir rester semblable à lui-même. C'eût été le suicide. La question qui lui a été posée était celle d'Hamlet : « Etre ou ne pas être ». Pour être, il faut agir, et dans l'isolement on n'agit pas. Il a donc fallu à notre peuple, et surtout à nos confédérés alémaniques, un immense effort moral pour briser avec un passé mort et pour arriver à la compréhension des nouveaux devoirs qu'imposent des temps nouveaux. Et c'est ainsi que le peuple suisse a remporté sur lui-même une victoire morale plus grande et plus belle que les batailles gagnées par les armes. Nous sera-t-il permis, sans être immodestes, d'exprimer le vœu que l'exemple donné par la plus vieille démocratie de l'Europe soit suivi bientôt par sa grande sœur américaine avec laquelle elle se sent étroitement liée ? Chacun dans notre pays se rend bien compte que la grande institution que M. Wilson a fondée ne peut grandir et donner tous ses fruits que si les Etats-Unis font honneur à la signature de leur président, ce dont nous ne voulons pas douter.

Quant à la Suisse, elle est résolue à ne pas entrer passivement dans la Société des Nations Par tous les moyens en son pouvoir et surtout par l'influence morale qu'elle pourra exercer sur ses hôtes, elle s'efforcera de jouer un rôle en dehors et au delà des compétences modestes que le pacte de Paris lui a reconnues. La volonté de la Suisse est que l'institution nouvelle devienne non pas une ligue de gouvernements attachés aux vieux errements de la diplomatie, mais bien une société de toutes les nations conforme aux vrais principes démocratiques. Et c'est ainsi que la frêle bouture que M. Wilson a plantée dans la terre genevoise deviendra un jour un arbre immense, dont les rameaux couvriront de leur ombre bienfaisante les peuples de tous les continents. Voilà ce que la Suisse a voulu en votant *oui* le 16 mai 1920.

Paul SEIPPEL.

LA
CHRONIQUE INTERNATIONALE

LA RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

I. Histoire du Mouvement en faveur de la Législation Internationale du Travail.

Il n'y a pas lieu de présenter en détail les arguments en faveur de l'unification des conditions du travail. Tout le monde est d'accord sur cette question. Les travailleurs désirent naturellement voir leurs camarades de tous les pays jouir de conditions de travail également avantageuses. Outre ce sentiment international, dont l'intensité s'accroît parmi les travailleurs du monde entier, les classes ouvrières, dans les pays plus développés, se rendent compte de l'entrave mise à leur progrès par l'idéal moins élevé des autres pays. D'autre part, les patrons ont intérêt à voir pratiquer par toutes les nations la réglementation des industries. L'industriel qui est tenu d'accorder la journée de huit heures à ses ouvriers, ou qui doit se conformer à certains règlements au sujet des conditions d'hygiène et de sécurité dans ses usines, tient naturellement à voir les mêmes restrictions imposées à ses concurrents dans les autres pays. On a raison de dire que les hommes d'affaires sont des internationalistes acharnés. Devant cette unanimité, il est remarquable que le moyen d'établir un code international du travail n'ait été trouvé que récemment. L'idée fut conçue il y a déjà cent ans, on n'a jamais opposé d'objections sérieuses à cette suggestion, et cependant rien n'a été tenté pour la mettre à exécution.

La première démarche pratique fut faite en 1890, quand une conférence officielle fut convoquée à Berlin pour discuter certaines questions concernant la réglementation du travail[1]. Certaines résolutions furent adoptées, mais elles n'avaient pas force de loi. Elles ne furent pas même rédigées sous forme de Convention, destinée à être soumise à la ratification des divers Etats. Cette conférence ne semble avoir eu aucun résultat important, et bien que plusieurs conférences internationales non officielles aient été tenues depuis, aucun progrès pratique ne fut accompli jusqu'à ce que l'Association Internationale pour la Protection légale des travailleurs fût créée en 1900. Cette Association avait un caractère semi-officiel. Elle recevait des subventions gouvernementales pour lui permettre de publier un bulletin international de la législation du travail, et des représentants des gouvernements assistaient à ses conférences bisannuelles en qualité de conseillers. Au début, il paraissait probable que l'Association réussirait à établir le Code international du travail. Le résultat de ses efforts fut qu'une conférence officielle, à laquelle divers pays européens étaient représentés, eut lieu en 1905, et adopta deux projets de conventions, dont l'une était destinée à interdire le travail de nuit des femmes dans les entreprises industrielles, et l'autre à interdire l'emploi du phosphore blanc toxique dans la fabrication des allumettes. En outre ces projets de convention, examinés par une conférence diplomatique tenue l'année suivante, furent signés par certains Etats. Ceci peut être considéré comme un premier pas très important vers la législation internationale du travail. Mais malgré les conférences tenues régulièrement et l'influence exercée sur les divers gouvernements par les sections nationales de l'Association, il fut impossible d'amener les gouvernements à réunir de nouveau une conférence officielle avant 1913, et même, à cette occasion, deux questions seulement furent inscrites à l'ordre du jour : l'adoption de la journée de huit heures pour les femmes et les adolescents et l'interdiction du travail de nuit des jeunes gens. Ces conventions devaient être étudiées plus en détail par une conférence diplomatique en 1914, mais le projet dut être abandonné par suite de la guerre. Il est donc évident que le progrès a été extrêmement faible, si faible en effet qu'on peut à peine le qualifier de progrès. La cause en est claire aujourd'hui : c'était parce que les gouvernements n'avaient aucune facilité pour communiquer les uns avec les autres, sauf par les voies diplomatiques.

---

[1] L'initiative intelligente et généreuse de cette conférence remonte au gouvernement suisse; l'empereur d'Allemagne s'en empara pour la réaliser à son bénéfice. (N. D. L. R.)

Les diplomates qui devaient faire les démarches préliminaires et qui devaient finalement signer les conventions, appartenaient pour la plupart à l'ancien régime, n'étaient pas au courant des conditions du travail et n'y portaient qu'un faible intérêt. Ni ouvriers, ni patrons n'ont aucun moyen efficace de contrôler la diplomatie. Les grands industriels peuvent bien exercer une influence sur celle-ci dans les questions importantes du commerce international. Le petit industriel, au contraire, qui s'intéresse surtout à sa propre fabrique et qui est disposé à accorder à ses ouvriers les meilleures conditions possibles, est forcé de se défendre contre la concurrence étrangère et n'a presque aucune relation avec son ministère des Affaires Etrangères. On considérait encore moins les ouvriers. La diplomatie ne s'occupait guère des résolutions adoptées par les Conférences Internationales du Travail ou autres organisations du travail. Il n'y avait aucun organisme permanent auprès duquel des organisations pouvaient imposer leurs recommandations. D'autre part, la méthode qui présidait à la convocation des conférences et l'adoption des conventions du travail suffisait à faire échouer le mouvement. La procédure était plus ou moins la suivante : l'Association Internationale pour la législation du travail étudiait et adoptait une résolution. Le bureau de l'Association était chargé de faire des démarches auprès du gouvernement suisse, lui proposant d'inviter les autres gouvernements à se réunir et à examiner la question. Peut-être, après des pourparlers diplomatiques, trouvait-on que le moment n'était pas opportun pour convoquer la conférence ; à la réunion suivante l'Association présentait la question de nouveau. Finalement le gouvernement suisse envoyait des invitations à prendre part à une conférence fixée à une date assez éloignée pour permettre aux différents pays de nommer leurs délégués et de faire les arrangements nécessaires. La conférence ainsi convoquée devait être composée de fonctionnaires des différents ministères du Travail. Ils se présentaient avec des instructions très précises de la part de leurs ministères ce qui leur laissait fort peu de liberté d'action. Ni les ouvriers ni les patrons n'étaient représentés ou consultés en aucune manière. Les projets de conventions rédigés à cette conférence étaient renvoyés aux divers gouvernements pour leur permettre d'y ajouter leurs observations, et soumis l'année suivante à une conférence diplomatique chargée de rédiger un projet définitif à signer par tous les délégués présents ou par quelques-uns d'entre eux ; ensuite, cette convention était renvoyée aux divers gouvernements pour ratification, et ses dispositions étaient mises à exécution par voie législative partout où cela était nécessaire.

Rien de pratique ne pouvait être accompli avec cette procédure lente et compliquée. Il fallait une organisation internationale permanente capable d'agir promptement et à laquelle les différents partis intéressés fussent réellement représentés. La Conférence de la Paix adopta ce point de vue et nomma une Commission « pour examiner les conditions du travail au point de vue international, pour trouver un moyen international d'assurer une action commune dans les questions concernant les conditions du travail et pour recommander la forme que devrait prendre un bureau permanent afin de continuer cette enquête et cet examen avec le concours et sous la direction de la Société des Nations.» Des travaux de cette Commission résulta une organisation internationale permanente du travail qui fait partie de la Société des Nations.

II. La nouvelle Organisation Internationale du Travail.

Cette organisation comprend une Conférence (qui doit se réunir tous les ans) et un Bureau International permanent du Travail, sous la direction d'un conseil d'administration représentatif. Chacun des membres de l'organisation peut envoyer quatre représentants à la Conférence, dont deux sont les délégués du gouvernement et dont les deux autres représentent respectivement, d'une part les patrons, d'autre part les travailleurs. Chaque délégué pourra être accompagné de conseillers techniques, deux au plus, pour chacune des matières distinctes, inscrites à l'ordre du jour de la session. Quand des questions intéressant spécialement les femmes doivent venir en discussion à la conférence, une au moins des personnes désignées comme conseillers techniques, devra être une femme. Les conseillers techniques seront autorisés à prendre la parole sur la demande du délégué auquel ils sont adjoints et, s'il le désire, le délégué peut désigner l'un de ses conseillers techniques comme son suppléant : le dit suppléant, en cette qualité, pourra prendre part aux délibérations et aux votes.

Le Conseil d'administration maintient la même proportion entre les délégués gouvernementaux, patronaux et ouvriers. Sur ces vingt-quatre membres, six seront élus par les représentants patronaux à la Conférence, six par les représentants ouvriers et quatre par les représentants des gouvernements. Les huit autres représentants des gouvernements seront nommés par les huit Etats dont l'importance industrielle est la plus considérable. La durée du mandat des membres du Conseil d'administration sera de trois ans. Le Conseil d'administration surveillera d'une façon générale les travaux du Bureau International du Travail et désignera le directeur de ce Bureau. Les fonctions du Bureau International du Travail comprendront la centralisation et la distribution de toutes informations concernant les questions du travail. Il organisera les sessions annuelles de la Conférence générale, il s'occupera des publications et il aura tous autres pouvoirs et fonctions que la Conférence jugera à propos de lui attribuer.

La Conférence annuelle a le pouvoir d'adopter des projets de conventions par une majorité des deux tiers, qui seront obligatoires pour tous les membres de l'organisation.

Pour qu'un projet de convention soit mis en œuvre dans chaque pays, il faudra sans doute que ses stipulations soient incorporées à la législation du pays par le parlement. Si le parlement rejette la mesure, le gouvernement du pays en question n'aura plus aucune responsabilité. Mais le point important à noter est qu'il est obligatoire pour les gouvernements de promulguer une loi qui stipulerait la mise en vigueur des conventions dans un délai d'un an, ou de dix-huit mois dans des cas exceptionnels. Ainsi il leur sera impossible de déposer les conventions au fond de leurs archives et de ne plus s'en occuper. Ils devront les présenter aux parlements pour leur permettre de les examiner publiquement. Si le sujet ne se prête pas à une convention, la Conférence peut adopter des « Recommandations ». Les Recommandations seront aussi soumises aux autorités pour les mettre à exécution, mais chaque gouvernement aura le droit de décider la manière dont elles seront exécutées, pourvu que chaque année il soumette un rapport à ce sujet à la Conférence.

Aussitôt qu'une convention sera adoptée et ratifiée, chaque Etat devra prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. Si un Etat ne remplit pas cette obligation, tout autre membre de l'organisation pourra porter plainte devant le Bureau International du Travail, qui se chargera de la question en premier lieu par correspondance et publicité. Si le résultat désiré n'est pas obtenu par ces moyens la question sera renvoyée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui constituera une commission d'enquête chargée d'étudier et de faire un rapport. En cas de nécessité, la Société des Nations pourra autoriser d'autres membres de l'organisation à prendre les mesures économiques qu'ils jugeront utiles jusqu'à ce que l'Etat contrevenant se décide à remplir ses obligations.

Telles sont les grandes lignes de la nouvelle organisation internationale du travail. Elle présente un caractère nouveau et très remarquable. D'abord, la représentation qu'elle assure est une innovation dans les organisations gouvernementales internationales. Les délégués des patrons et des ouvriers sont en effet nommés par leurs gouvernements, mais ils doivent être désignés « d'accord avec les organisations professionnelles les plus représentatives, soit des employeurs, soit des travailleurs du pays considéré, sous la réserve que de telles organisations existent. » L'examen sévère auquel le Groupe du Travail soumit les pouvoirs de certains délégués représentant les travailleurs à la première réunion de la Conférence de Washington, prouve que ceux-ci ne seront certainement pas de simples représentants du gouvernement, mais véritablement ceux de leurs organisations nationales respectives. La présence de « conseillers » donne de l'aisance au projet. Un délégué ouvrier ou patronal aurait une grande difficulté à représenter toutes les industries de son pays. Mais un choix prudent de conseillers pourra dans une grande mesure remédier à cette difficulté sans rendre la Conférence trop nombreuse pour être maniable. Pour certaines quesstions on devra consulter tout spécialement des femmes. Les femmes, en qualité de conseillers, prirent une part active à la Conférence de Washington. Quand il s'agissait de questions les intéressant, quelques femmes siégèrent en qualité de conseillers et votèrent.

Il est vrai que les ouvriers réclamèrent au Congrès International Socialiste, et à la Conférence de Berne en 1919, que la moitié des représentants d'un Parlement International du Travail fût choisie parmi les classes ouvrières. Dans le système actuel, les ouvriers et les patrons se partagent la moitié seulement du nombre de sièges. Mais il faut rappeler qu'il n'y a aucune raison de considérer les délégués gouvernementaux comme adversaires obligatoires des demandes des ouvriers. Plusieurs d'entre eux, à la Conférence de Washington, manifestèrent des idées avancées. De plus, comme le vote des délégués est individuel, et non pas par pays, les deux délégués gouvernementaux d'un même pays peuvent ne pas voter tous deux toujours dans le même sens. Et enfin, étant donné les tendances actuelles, il n'est pas improbable qu'à l'avenir les délégués gouvernementaux représentent en grand nombre les gouvernements ouvriers. Il n'y a donc pas de motifs pour que les ouvriers soient mécontents de la Conférence. De même que dans tous les autres corps législatifs — et ce terme n'est guère exagéré quand il s'applique à la nouvelle Conférence Internationale du Travail — tantôt un groupe et tantôt l'autre peut avoir de temps à autre une influence prédominante. Mais, différant à cet égard des autres corps législatifs, le nouvel organisme devra nécessairement contenir une représentation très importante des personnes principalement intéressées à l'adoption des mesures en discussion.

On a encore critiqué la nouvelle organisation en déclarant que les pouvoirs de la Conférence ne sont pas assez étendus. Le Congrès International Socialiste et le Congrès des Syndicats à Berne, réclamèrent l'institution de Conférences du Travail annuelles ayant « la compétence d'adopter des résolutions impératives dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés. » Le projet allemand présenté à la Conférence de la Paix offrait une recommandation du même genre. La Conférence de la Paix ne parut pas pouvoir adopter cette suggestion, en partie à cause des difficultés constitutionnelles qu'elle créait. Plusieurs Etats, sinon tous, auraient à amender leur constitution, pour pouvoir transférer à un organisme international une part de leurs compétences législatives. Mais il est intéressant de noter que la Commission de la Conférence exprime l'espoir qu'aussitôt qu'il sera possible, un accord aura lieu entre les Hautes Parties contractantes, en vue de doter la Conférence Internationale du Travail, dans des conditions à fixer, du pouvoir de passer des résolutions possédant force de loi internationale. En vertu de cette résolution et des voeux exprimés par les organisations ouvrières du monde, l'arrangement actuel en ce qui concerne les pouvoirs de la Conférence doit être considéré comme provisoire. Dès que la confiance universelle en faveur de la Conférence sera complète, il sera sans doute possible de lui attribuer des pouvoirs plus étendus.

Une autre question plus importante est celle qui consiste à appliquer les conventions internationales, une fois qu'elles ont été adoptées et mises en vigueur. Tout le monde ne pense pas que les pouvoirs de la Société des Nations soient suffisants à cet égard. Mais il suffit de rappeler l'absence complète de tout principe obligatoire dans les précédentes conventions ouvrières, pour se rendre compte que le nouveau projet représente un progrès très considérable. La Société des Nations est chargée d'établir une liste de membres nommés à raison de trois par Etat, et représentant respectivement les ouvriers, les patrons et des personnalités indépendantes. C'est sur cette liste que le Secrétaire général choisit, le cas échéant, la Commission Internationale d'Enquête sur les contraventions éventuelles aux conventions. Si le pays en contravention refuse d'accepter le verdict de la Commisssion, on peut déférer la question à la Cour permanente de justice internationale de la Société des Nations. L'expérience montrera si cet arrangement donne des résultats satisfaisants. On pourra éventuellement le développer et en faire un vaste plan de contrôle international. Mais en tous cas il semble évident que l'on peut trouver des garanties satisfaisantes pour la stricte observation des conventions dans le fait que les délégués doivent se présenter tous les ans à la Conférence Internationale, et se préparer là à répondre aux critiques des représentants des autres pays. Il sera très difficile de faire passer sous silence la non-observance des conventions ou d'excuser les négligences apportées à leur observation.

Si, d'autre part, le Bureau International s'arrange pour nommer des correspondants dans les différents pays de manière à rester en contact avec les organisations industrielles et avec les institutions gouvernementales, il sera très difficile que la négligence à l'égard d'une convention passe inaperçue.

Une comparaison entre l'ancien et le nouveau système montre le progrès qui a été réalisé. Au lieu de conférences tenues à intervalles irréguliers, convoquées de temps à autre avec beaucoup de peine, par voie diplomatique, nous avons une Conférence du Travail annuelle et régulière.

Au lieu de conférences tenues à huis clos par des fonctionnaires et des diplomates, nous avons des conférences publiques où les différentes parties intéressées sont fortement représentées.

Au lieu d'une organisation internationale privée, soutenue en partie par de faibles subsides accordés en partie par les gouvernements, en partie par des souscriptions volontaires, et s'efforçant avec des fonds tout-à-fait insuffisants de publier un recueil international de législation ouvrière et de préparer des mesures nouvelles de réglementation internationale du travail, nous avons un Bureau International permanent du Travail, soutenu par la Société des Nations, et dirigé par un Conseil représentant à la fois les différents pays et les différentes parties intéressées.

Au lieu de conventions votées par les Etats et dépourvues de tout pouvoir pour s'imposer, nous avons des conventions adoptées par des délégués, que nous devons soumettre à l'opinion publique, même dans les pays où les gouvernements y sont opposés.

Et enfin, pour la première fois, nous avons un système international de contrôle et la possibilité de faire imposer des mesures économiques de répression par l'entremise de la Société des Nations.

III. La première Conférence Internationale du Travail

La première réunion de la Conférence annuelle de la nouvelle Organisation permanente Internationale du Travail a eu lieu à Washington dans le courant du mois de Novembre 1919. Cette conférence avait été préparée par un Comité d'Organisation provisoire, nommé dans ce but par la Commission de la Conférence de la Paix. 40 pays en tout y étaient représentés. La plupart envoyèrent des délégations complètes composées de représentants des gouvernements, des patrons et des ouvriers. Quelques Républiques de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale n'envoyèrent que des délégués de leurs gouvernements, ainsi que quelques pays très en retard au point de vue industriel, tels que la Chine, la Perse et le Siam. Etant donné le peu de temps dont ils disposaient quelques-uns de ces pays se bornèrent à envoyer des représentants de leurs légations de Washington. Mais tous les pays d'importance industrielle étaient pleinement représentés en dépit des difficultés du voyage. Il faut malheureusement excepter les Etats-Unis d'Amérique, que l'attitude du Sénat avait empêchés de nommer des représentants officiels. Toutefois le ministre du Travail américain, l'Hon. W. B. Wilson, fut choisi comme Président de la Conférence.

Après l'adoption d'un ordre de procédure provisoire et la réception du rapport du président du Comité d'organisation, M. Fontaine (France), la première tâche de la Conférence fut de discuter l'admission des délégués allemands et autrichiens. En réalité il n'y avait aucune diversité d'opinion à cet égard. Le délégué des patrons français, M. Guérin, vota, il est vrai, contre leur admission, et le délégué des patrons belges s'abstint de voter, bien qu'il ne pût pas voter contre, pour des motifs économiques ; mais en réalité aucun autre délégué ne fit entendre un avis opposé.

Les délégués allemands, auxquels cette décision fut immédiatement cablée, ne purent malheureusement pas faire la traversée à temps pour assister à la Conférence et ils n'y prirent en fait aucune part. S'ils avaient osé courir le risque de s'embarquer avant que la décision eut été prise, ou si la Conférence avait eu lieu dans un pays d'accès plus facile, ils auraient pu prendre part aux débats dès le début. On leur réserva une place dans le groupe des délégués des gouvernements, dans le Comité spécial chargé de choisir les membres des différentes commissions. Finalement les commissions ainsi nommées furent au nombre de neuf, à savoir : Commission de la vérification des pouvoirs ; Règlements intérieurs ; Admissions de certains pays ; Journée de huit heures ; Conditions spéciales aux pays tropicaux pour les heures de travail ; Chômage ; Travail des femmes ; Travail des enfants ; industries insalubres.

1. *Commission chargée d'étudier la question de l'admission de certains pays*

L'admission de certains pays à la Conférence souleva une importante question de principe. On proposait l'admission du Luxembourg, de la République Dominicaine et de la Finlande. Il n'y eut pas de difficulté en ce qui concernait le Luxembourg et la République Dominicaine, ces pays n'ayant adressé aucune demande officielle. Mais la question de l'admission de la Finlande fut discutée en détail. On s'accordait à désirer l'admission de la délégation finlandaise, qui était sur les lieux et n'attendait qu'une autorisation pour prendre sa place à la Conférence. Mais on fit remarquer que la Conférence n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour admettre les pays qui n'appartenaient point à la Société des Nations, sauf dans certains cas spéciaux comme ceux de l'Allemagne et de l'Autriche, le Conseil suprême de la Conférence de la paix ayant autorisé la Conférence du travail à prendre, à l'égard de ces derniers pays, la décision qu'elle jugerait opportune. On finit par décider d'admettre la délégation finlandaise sans se prononcer sur la question de principe, et l'on adopta une résolution aux termes de laquelle les personnes autorisées de la Conférence étaient invitées à attirer l'attention de la Société des Nations sur cette question et à soumettre le cas à la décision de la Cour permanente de justice internationale. Comme les pays qui s'associaient à l'Organisation internationale du travail étaient d'une importance considérable, et pouvaient ne pas adhérer tous à la Société des Nations l'avis prédominant à la Conférence était que la participation à l'organisation du travail ne fût pas strictement limitée aux Etats faisant partie de la Société des Nations. D'autre part la Conférence semblait s'accorder à reconnaître, au point de vue légal, qu'étant donné la constitution actuelle de l'organisation, seuls les membres de la Société des Nations étaient en droit d'y être admis.

(A suivre.) Sophy SANGER

L'ALLIANCE INTERNATIONALE POUR LE SUFFRAGE DES FEMMES

L'Alliance internationale pour le suffrage des femmes, qui a tenu sa première assemblée depuis la guerre, à Genève, du 6 au 13 juin, a groupé plus de représentants de tous pays que n'importe quel autre congrès féministe. Trente-cinq Etats y envoyèrent des délégués, dont seize étaient des mandataires officiels de leurs gouvernements : c'est assez dire l'importance de cette réunion.

Les décisions du congrès pourront influencer heureusement la marche de la civilisation car l'opinion unanimement proclamée fut que les femmes, dans le monde entier, doivent s'efforcer de maintenir la bonne volonté entre les nations et de combattre non seulement la guerre mais encore les malentendus.

Cette concorde internationale sera l'un des buts principaux de l'Alliance durant les années qui viennent. De même elle inscrivit à son programme l'égalité de la femme et de l'homme non pas seulement dans le domaine politique, mais encore dans le domaine social, économique et pédagogique.

Le congrès se mit en rapport, d'une manière pratique, avec la Société des Nations. Il adopta une Charte de la femme, préconisée par la France, la Hollande et l'Angleterre, qui définit les principes législatifs propres à assurer l'égalité des sexes. Le quartier général de l'Alliance fut maintenu à Londres, en vue de continuer l'œuvre entreprise. En un quart d'heure, soixante-quinze mille francs furent réunis à cet effet.

L'esprit conciliateur qui régna au congrès fit la preuve que des femmes aux points de vue très divers peuvent trouver des solutions pacifiques à leurs différends. Par exemple, ce furent les femmes allemandes qui, les premières, déclarèrent qu'on ne devait proposer à la Société des Nations aucun amendement qui tendrait à modifier le traité de Versailles. Les femmes australiennes, elles, suggérèrent que, puisque, par leur métropole et leurs colonies, les Anglais avaient un nombre de voix considérable, ils les réduisent au chiffre des autres pays.

Le congrès s'ouvrit sur un culte à la cathédrale de Saint-Pierre, au cours duquel prêcha Miss Maud Roydon, de Londres, tandis qu'une messe était célébrée dans une église catholique. Le dimanche qui termina la session, Miss Picton Turbeville prêcha à l'Eglise anglaise, avec le consentement de l'évêque de Londres.

A la qualité des congressistes, on put mesurer combien les femmes avaient accompli de progrès dans les carrières juridiques, médicales, universitaires, sacerdotales. Quant aux femmes qui font de la politique, elles étaient représentées par plusieurs députés, Lady Astor, de la Chambre des Communes, Mme Elna Munch, du Parlement danois, Mlle Thékla Kaufmann, du Parlement wurtembergeois. Ajoutons-leur Mrs Helen Ring Robinson, naguère sénateur de l'Etat du Colorado. La réunion consacrée aux femmes députées fut présidée par Mlle Annie Furunjelm, qui appartient au Parlement finlandais.

Le suffrage féminin, tel qu'il se présente aujourd'hui dans la pratique, fut exposé au congrès par les représentantes des vingt-deux nations qui ont accordé le droit de vote aux femmes depuis le début de la guerre. Il fut constaté qu'aujourd'hui plus de cinq mille femmes remplissent des mandats municipaux, et plus d'une centaine des mandats législatifs.

Pour la première fois, des femmes venues d'Asie participaient à un congrès féministe. Trois des déléguées hindoues et deux déléguées japonaises prirent la parole. Les femmes hindoues ont actuellement le droit de vote à la commune dans plusieurs parties de l'Inde, et comptent être bientôt complètement affranchies, grâce à l'autorisation du Parlement britannique.

Toutes les congressistes se félicitèrent de l'accueil qu'elles reçurent à Genève. Elles eurent, il est vrai, une certaine peine à comprendre comment, alors que tant de monarchies accordent le droit de vote aux femmes, des républiques aussi progressistes que la France ou la Suisse n'y aient pas encore consenti. Les femmes suisses sont aussi intelligentes, aussi consciencieuses, aussi remarquables que n'importe quelles autres femmes dont, en d'autre pays, les services ont été demandés par leurs gouvernements. Elles ont autant de responsabilités que celles-ci, auxquelles on a reconnu un juste privilège. J'ai le ferme espoir que leurs déléguées pourront, au prochain congrès de l'Alliance féminine qui se tiendra en France, en 1922, nous annoncer qu'enfin le suffrage politique leur a été accordé.

Carrie CHAPMAN-CATT,

Présidente de l'Alliance Internationale
pour le suffrage des femmes,
Présidente du Congrès de Genève.

LA REVUE
DE
GENÈVE

AOUT 1920. N° 2.

DIRECTEUR:
ROBERT DE TRAZ

ADMINISTRATEUR:
PAUL CHAPONNIÈRE

POUR LA PUBLICITÉ, S'ADRESSER A
PUBLICITAS S.A., CORRATERIE, 15, GENÈVE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

La Revue de Genève

a publié dans son premier numéro :

Robert de Traz : Editorial ; André Suarès : Amour et Nature ; Général von Kluck ; La marche sur Paris et la bataille de la Marne, I ; Albert Thibaudet ; La campagne avec Thucydide, I ; Joseph Conrad : L'Associé.

LES CHRONIQUES NATIONALES

L. Rabalino-Davila ; Amérique latine *(Monroë et la Société des Nations. Le poète Chocano)* ; Daniel Halévy : France *(Hiver et Printemps* 1920*)* ; Guglielmo Ferrero : Italie *(Histoire politique de trois ans)* ; Paul Seippel : Suisse *(Le Verdict du Peuple suisse)*.

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE

Sophie Sanger : La réglementation internationale du travail I. ; Carrie Chapmann-Catt : Le Congrès de l'Alliance féminine.

⁂

Dans ses prochains numéros, la *Revue de Genève* publiera la suite de *La campagne avec Thucydide*, d'Albert Thibaudet, un roman de Maxime Gorki, *La maison de Crève-cœur*, de Bernard Shaw, *Le Moyen-Age qui s'avance*, par G. Prezzolini, *L'Attitude de la France vis-à-vis de l'Allemagne*, par Jacques Bainville, des études sur Taine, par Ernest Seillière et sur Mérimée, par G. J. Aubry, etc. Elle poursuivra ses chroniques nationales, et consacrera sa chronique internationale aux divers congrès, conférences et réunions qui vont avoir lieu. Son numéro du 15 novembre traitera de la Société des Nations, à l'occasion de l'assemblée qui se tiendra à cette date, à Genève.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street, 16, London W. C. 2.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

UN BALLET DE DESCARTES

Les vers qu'on va lire et qui ne sont pas les seuls que Descartes ait écrits sont les premiers qui paraissent sous son nom. On avait essayé de retrouver sa main d'écolier précoce dans des vers latins composés par les meilleurs écoliers de La Flèche. On savait que la reine Christine l'avait employé à écrire un ballet et une comédie en vers français. On retrouvera peut-être la comédie. Voici le ballet.

Sa découverte est due à un jeune étudiant d'Upsal, M. Nordström qui la présente ici au public. Ce n'est pas la découverte d'un inédit. Cette *Naissance de la Paix* dont on connaissait l'existence par de nombreux témoignages, avait été imprimée sans nom d'auteur, et l'exemplaire d'Upsal n'est sans doute pas le seul qui figure dans les bibliothèques suédoises. Le système défectueux de classement qui règne à la *Carolina Rediviva*, l'absence de ces catalogues publics sur fiches qui dans nos bibliothèques universitaires mobilise sous les yeux du fureteur toutes les richesses de l'endroit, n'ont pas permis de la retrouver et de l'identifier avant le hasard heureux qui l'a fait rencontrer à M. Nordström.

Cette trouvaille ajoute certainement à notre connaissance de Descartes, elle n'ajoute rien à sa gloire. S'il dit vérité lorsqu'il déclare que son inclination lui a toujours fait haïr le métier d'écrire des livres, ce ne dut être qu'à son corps défendant qu'il laissa imprimer ce ballet, arraché à sa veine par l'ordre de Christine, et au moins avait-il réussi à ce que ses vers restassent anonymes. Ils ne le sont plus.

La Naissance de la Paix appartient à la carrière de Descartes courtisan. S'il s'est accommodé de la vie indépendante et solitaire, ce n'est pas sans avoir pensé plusieurs fois qu'une vie plus mondaine et plus brillante était peut-être préférable, ni sans avoir tenté plusieurs expériences dans ce sens. Pente bien humaine d'ailleurs.

Ce vizir quelquefois cherchait la solitude,
Cet ermite aux vizirs allait faire sa cour.

Il y alla une première fois, en France, attiré par les flatteries de Mazarin et par la promesse d'une bonne pension. Il tomba dans un milieu où un philosophe avait peu à faire. Il se plaignit qu'on le regardât simplement comme une bête curieuse, « un éléphant ou une panthère ». Il dut payer les frais d'expédition du brevet de sa pension, mais il en attendit toujours vainement le premier quartier. L'expérience le dégoûta pour un temps, mais des princesses le rengagèrent dans cette voie. La philosophie ne lui paraissait jamais plus aimable que lorsqu'elle formait le sujet d'un entretien ou d'une correspondance avec une femme distinguée par l'esprit et par la naissance. Le démon de midi s'en mêlant peut-être, ses relations avec la princesse Elisabeth demeurèrent sans doute pour lui un des beaux épisodes de sa vie, et il en fut heureusement assez éloigné pour être obligé à la correspondance précieuse qui nous reste. En 1649 les offres de la reine Christine étaient faites pour l'attirer.

La fille de Gustave-Adolphe appelait en Suède des lettrés et des savants, sur lesquels elle n'avait pas toujours la main heureuse, mais qui témoignaient par leur présence de sa bonne volonté pour la philosophie et les lettres. La renommée la louait de parler une demi-douzaine de langues, de connaître le grec, d'être portée vers toutes les connaissances par une curiosité et une vivacité d'esprit extraordinaires. Descartes se laissa tenter. On lui promettait de riches revenus en biens poméraniens, dans la province germanique que la guerre de Trente ans avait value à la Suède. La séduction intellectuelle de Christine (l'autre lui manquait) et les châteaux en Poméranie le détachèrent de la paisible et confortable Hollande qui nous l'eût probablement conservé dix ou vingt ans de plus. Sorbière, qui le vit au moment de son départ pour la Suède, se moque du singulier vêtement de cour dont il avait jugé bon de se décorer, et ne manque pas d'en tirer quelques brocards contre les philosophes à qui la philosophie, en les trempant dans un Styx qui les gardât de la vanité, a toujours au moins laissé un talon d'Achille.

La cour de Suède était alors dans tout l'éclat des fêtes qui après une paix glorieuse devaient se multiplier autour d'une jeune reine amie du plaisir et du mouvement. La noblesse suédoise, enrichie du pillage de l'Allemagne, jouissait largement de la victoire et de son butin. Il n'y a pas lieu de croire que cette vie ait d'abord déplu à Descartes. Il y avait en lui un homme du monde, et aussi un Français sensible aux flatteries, au plaisir de tenir pour la première fois une place éminente chez les grands. Mais il eût souhaité sans doute que cette place fût occupée de moitié avec la philosophie, et que celle-ci entrât pour une plus grande part dans sa faveur auprès de la reine. Ces vœux, s'il les fit, furent trop exaucés. Christine éprise tout à coup de philosophie cartésienne en fit venir l'auteur, pour qu'il la lui expliquât, tous les jours au palais en plein hiver à cinq heures du matin. Habitué à méditer dans son lit la plus grande partie de la matinée, tenant de sa mère une poitrine délicate, Descartes ne résista ni à l'hiver ni aux médecins suédois.

Entre temps la fantasque Christine l'avait employé dans ses divertissements, lui avait fait écrire la comédie qui reste perdue et le ballet en vers reproduit ici. Descartes, à l'occasion de la paix de Munster joue à peu près à la cour de Suède le rôle de Molière et de Quinault, voire de Benserade, à la cour du grand roi. Si Christine avait ménagé la santé de son maître et si les quelques mois qu'il passa à Stockholm avant de mourir avaient été autant d'années, peut-être se fût-il trouvé sur le tard une vocation poétique. Il n'eût fait que relever la plus auguste des traditions philosophiques, puisque Socrate dans sa prison ayant reçu en songe l'ordre divin de s'adonner à l'art des Muses, employa ses derniers jours à mettre en vers des fables d'Esope. Et ses œuvres complètes consistent en un vers de cette traduction, qui nous a été conservé et semble bien authentique.

Tout au moins les œuvres complètes de Descartes, telles que nous les possédons maintenant dans la monumentale édition Adam et Tannery, s'achèveront-elles avec élégance par cette présence de la musique et par cette dernière œuvre qu'il ait écrite.

* * *

Ce ballet a été évidemment écrit avec rapidité, et rien ne prouve qu'écrit moins vite il eût été meilleur. Improvisé pour une fête, sans grand effort d'imagination, il nous apprend du moins comment Descartes entendait la poésie et quels sont les poètes de son temps dont il se rapproche.

Il fait un ballet et suit les lois du genre, les personnages de la mythologie viennent danser sur la scène, en débitant des vers où ils se présentent aux spectateurs. Mais il semble bien que dans un genre si conventionnel et si froid, qui n'a donné que des fadaises (et la plus grande partie de la *Naissance de la Paix* n'est point pour le démentir), Descartes ait introduit quelque chose de personnel, et que le savant expérimental qu'il était devenu dans les derniers temps de sa vie ait voulu mettre dans une matière aussi indifférente que sa poésie un peu de son expérience passée. La guerre représentée par les personnages humains de la *Naissance de la Paix,* les soldats et les paysans, c'est bien la guerre de Trente ans à laquelle Descartes a assisté. La part qu'y ont la Terreur panique et le chœur des fuyards ne convient peut-être pas beaucoup à la guerre telle que la firent des armées disciplinées, composées de soldats professionnels, telles qu'on les vit avec et après Tilly, Wallenstein et Gustave-Adolphe; mais il semble qu'il y ait là un souvenir de l'unique bataille à laquelle ait été présent Descartes, celle de la Montagne-Blanche, où les troupes bohémiennes furent facilement dispersées. Surtout Descartes y témoigne à nouveau de ce mépris pour la guerre et l'état militaire qu'il n'a pas caché dans ses écrits, et qu'il avait rapporté de son court passage dans une armée Il sait faire parler ses soldats estropiés en vrais estropiés.

Qui voit comme nous sommes faits
Et pense que la guerre est belle
Et qu'elle vaut mieux que la Paix
Est estropié de cervelle.

Son bref passage à l'armée du prince de Nassau, où il ne semble pas qu'il ait rempli de fonction combattante bien sérieuse, son expérience passagère de la guerre lui avait donné ou avait renforcé en lui ce goût de la tranquillité et de l'indépendance paisible qui le conduisait dans ses retraites de Hollande et lui faisait fuir si vite Paris, laissant mourant son seul ami (s'il en eut jamais) le P. Mersenne, dès que les premiers mouvements de la Fronde eurent agité le Parlement et la rue. Le *Discours sur la Méthode* et la Correspondance nous le font voir tenant ce repos et cette paix pour le premier des biens. Nul doute qu'il ne pensât des Etats ce qu'il pensait des hommes, qu'il n'ait salué avec autant de joie qu'en comportait son détachement philosophique la fin de la guerre européenne. Essayer sa veine poétique sur la *Naissance de la Paix* n'était probablement pas pour lui déplaire.

Essai bien gauche et qui sous les ornements empruntés et lourds dont se pare le style poétique de Descartes amène un peu sur nos lèvres le sourire de Sorbière lorsqu'il le vit dans son costume de cour tout neuf.

Notons d'abord que Descartes n'est pas encore très sûr dans ce costume, ou bien qu'il le porte avec de singuliers archaïsmes. En retard d'assez loin sur la prosodie de son temps, il n'évite pas le hiatus:

Mais quand tu annonces la Paix...

et il intercale dans le corps du vers des syllabes muettes qu'il fait compter

Encore que cette cour soit remplie de Dames.....
Sont obligées d'aimer.....
N'envoyent la Paix en ces lieux.....
Toute la vie précédente....

On trouverait d'ailleurs quelques exemples de ces archaïsmes prosodiques chez des poètes du temps de Louis XIII. La réforme de Malherbe n'a pas encore surmonté toutes les résistances, et Descartes poète écrit à la manière des poètes indépendants et en belle humeur de cette époque. Les soldats qui « tremblent comme des veaux » nous rappellent que le veau est de consommation courante à la rime des vers de Scarron. Et Descartes est certes plus proche en poésie de Scarron, de Théophile, de Saint-Amand, que de Corneille, avec qui la critique lui découvre volontiers, un peu par goût de la symétrie, tant de rapports et de ressemblances. On avait autrefois beaucoup de considération pour une thèse d'Emile Krantz, *Essai sur l'Esthétique de Descartes*, où Descartes était présenté comme le fondateur et l'instituteur de l'esprit qui règne sur l'art et la poésie du XVII^e^ siècle. Et Brunetière dirigea contre cette théorie son vigoureux article de *Cartésiens et jansénistes* dont la partie négative est fort juste et dont la partie positive reproduit en les mettant au compte de l'influence janséniste les mêmes exagérations. En tout cas les vers de Descartes nous permettent d'affirmer hautement que l'esprit de Boileau et de Racine, voire de Corneille et même de Malherbe est complètement étranger à sa poésie.

Et le caractère attardé de cette poésie s'accorde parfaitement chez Descartes avec le caractère de sa prose. Il m'a toujours paru étrange de voir l'histoire littéraire faire du *Discours sur la Méthode* une date dans l'histoire de la prose française. On doit être frappé au contraire par le caractère archaïque du style et même de la langue de Descartes. En 1636 Balzac a commencé depuis plusieurs années sa correspondance, et son style laisse de plus de cinquante ans en arrière les longues phrases que Descartes a transposées du latin. La phrase de Descartes paraît même en arrière de celle de Guillaume du Vair, ou de Malherbe dans sa prose. Il semble qu'elle participe à l'archaïsme de la langue des Parlements et du barreau. N'oublions pas que Descartes appartient à une famille de parlementaires transplantés en Bretagne, et que, bien qu'il n'ait jamais songé qu'à s'en évader, il a pu en garder quelques traits héréditaires ; il reste en dehors du grand mouvement d'épuration de la langue et du style qui se produit dans les cercles de Paris, il sent le provincial et l'étranger. Même le fond du *Discours* est empreint du même esprit. Cette sorte de biographie intellectuelle, de confession individuelle, est assez étrangère aux habitudes du XVII^e^ siècle, se relie davantage à celles du XVI^e^ et particulièrement aux *Essais* de Montaigne, le livre probablement le plus lu, si on en juge par les nombreuses réminissences du *Discours* et d'autres œuvres, par Descartes, qui lisait peu. Quant à sa philosophie, on sait aujourd'hui à quel point elle est pleine des souvenirs scolastiques. La nouveauté générale de la science cartésienne, celle de la partie centrale de sa philosophie, celle du *cogito* et des démarches spéculatives qui le suivent en tant qu'ils ont servi de pierre angulaire à la philosophie moderne, a par suite d'une illusion naturelle, rejailli sur le reste de son œuvre et sur son style, qui deviennent au contraire bien plus intéressants et plus vivants quand on y fait la part de cet archaïsme tenace et savoureux. Notez que la vie errante de Descartes a été non celle d'un homme assis et raciné du XVII^e^ siècle, mais d'un nomade curieux et original du XVI^e^, d'un Erasme ou d'un Muret, d'un Rabelais ou d'un Estienne. Cette nature qui est tournée par tant de côtés vers le passé (un passé historique, ce XVI^e^ siècle plein lui-même comme Descartes et plus que le XVII^e^ siècle de l'idée de l'avenir), le style poétique de Descartes serait certainement le dernier trait qui pourrait nous la tourner vers l'avenir.

J'y note pourtant un caractère qui ferait peut-être exception. La plus grande partie du ballet est écrite en vers de huit syllabes, c'est-à-dire dans le vers le plus familier aux poètes dont Descartes rappelle la manière, Scarron, Théophile, Saint-Amand, vers qu'ils ont fort bien traité et où ils ont obtenu nombre de leurs bonnes réussites. Ce vers, lorsqu'il n'est pas soutenu, élevé au ciel par la charpente lyrique de l'ode, risque de choir dans la prose et la platitude, et le talent du poète qui sait le manier consiste à le garder de cette chute par sa verve, son esprit et sa fantaisie. Or ce talent Descartes ne le possède nullement : ces petits vers se traînent lamentablement dans la prose la plus vulgaire et certains discours des personnages du ballet sont presque pénibles à lire. En revanche on trouve avec surprise qu'il sait vraiment manier un instrument poétique élevé au XIX^e^ siècle à une brillante fortune et dont les siècles poétiques précédents ont su fort peu user. C'est la suite de stances à quatre alexandrins qui (mettons à part le sonnet, dont le mouvement lyrique est tout particulier) n'apparaît guère alors en tout son épanouissement que dans une admirable pièce de Ronsard, *la Fontaine d'Amour* (je cite le titre de mémoire sans en être sûr), une ou deux pièces de Bertaut, *la Belle Vieille* de Maynard. On ne saurait dire que les vers de Descartes soient dignes d'être cités après ces chefs-d'œuvre, mais tout en laissant la stance à peu près vide de matière, il en manie la forme avec assez de nombre :

Ses éclairs et ses feux ne font qu'un peu de peur,
Au lieu que mes canons et mes autres machines,
Mes mortiers, mes pétards, mes brusleaux et mes mines
Portent partout la mort avecque la terreur.

J'escrase les rochers, j'applanis les montagnes,
Je comble les fossés, je mine les chasteaux,
J'ensanglante les mers, je brusle les vaisseaux
Et je jonche de morts les plus belles campagnes.

Quoiqu'il en soit le bon Baillet s'avance beaucoup lorsque, sur la foi des fragments de ce ballet qu'il a eus entre les mains, il estime que, si Descartes avait voulu, il aurait pu, mieux que Thalès (?), Xénophon, Empédocle, Epicure (?), Cléanthe, Lucrèce, Varron, Boèce, mettre la philosophie en vers. Félicitons-nous que ni lui, ni la philosophie, ni les vers français n'aient été conduits par aucune des Christines embusquées sur le chemin du génie à une extrémité aussi calamiteuse.

* * *

Mais enfin c'est encore une bonne fortune que cette découverte de la *Naissance de la Paix* alors que nous vivons autour d'une autre paix de Westphalie à la figure plus chaotique et à l'enfantement plus laborieux. Si quelque chose avait pu atténuer la mauvaise humeur avec laquelle Descartes, qui voulut sa pièce anonyme et la confina dans l'obscurité, l'eût vue ainsi reparaître au jour, peut-être eût-ce été qu'elle reparût d'abord à l'ombre d'une institution humaine destinée à augmenter et à consolider sur notre planète les chances précaires de paix : réjouissons-nous de la revoir pour la première fois à Genève et dans l'entourage de la Société des Nations.

Célèbrons donc cette Naissance,
Et remarquons en cette Danse
Où la guerre et la paix estalent leur pouvoir,
Que Pallas a raison de penser que la guerre,

La meilleure qu'on puisse avoir,
Oste toujours beaucoup des beautés de la terre,
Et que de nous donner la Paix
C'est le plus grand de ses bienfaits.

Descartes eût souscrit à la Grande illusion de Norman Angell. Sa philosophie, sa conception du monde et de l'homme ont, à travers une vie d'expérience et de pensée, passé par bien des phases. Mais une idée ne l'a jamais quitté : celle de l'empire possible étendu, de plus en plus, de l'homme sur la nature, et d'abord sur ces deux natures proches de lui, son propre corps et son être intérieur. Il a toujours vu dans la science un arbre qui a pour tronc les mathématiques, pour branches les sciences, branches dont trois portent des fruits, la mécanique, la médecine et la morale, la seconde étant une mécanique du corps, la troisième une médecine de l'âme, toutes trois liées ainsi dans la nature commune de l'action. Ainsi à la limite du cartésianisme est l'idée d'une extension de la puissance humaine, la foi en la force, en les ressources de la nature et de l'homme, et le bien dernier de la terre c'est l'accord des hommes, guidés par la science, pour l'exploitation de la planète, la vie étant prolongée loin par la connaissance du corps, les passions et les désirs équilibrés au sein d'une conscience devenue plus claire et plus juste. Ce sont les idées qui, exposées par Descartes de façon timide et fragmentaire, recouvertes au XVII^e^ siècle par une culture chrétienne, apparaîtront puissament au XVIII^e^ siècle, puis s'étendront démesurément dans les rêves de Saint-Simon et de Fourier, dans les théories de Comte et de Spencer. Nous apercevons aujourd'hui dans les problèmes de cet ordre plus de complexité, l'esprit s'avance sur de telles voies avec timidité et prudence : que de lieux communs oratoires à déblayer, que de restrictions à apporter, que de nuances à observer ! Mais, quoi qu'il en soit d'autres points de vue humains aussi importants, il y a là, sous ces broussailles, à travers des précipices qui la coupent et des torrents qui la ravagent, une des grandes routes de l'activité et de l'intelligence, une de celles qui nous forcent, quand nous les suivons, à l'optimisme et à la santé, et vers laquelle nous poussent invinciblement les forces spontanées qui s'épanouissent après une guerre. Ce mois de juillet 1920, où les belles moissons du plus bel été recouvrent déjà dans les territoires libérés de la France les deux tiers de l'étendue qu'elles occupaient avant la guerre, c'est une joie de lire les vers que Descartes écrit pour être dits par « la Terre qui danse avec les trois Grâces ».

Ne vous estonnez pas de me voir jeune et belle,
Moi qui vous paroissois tantost tout autrement :
Mon naturel est tel que je me renouvelle
Si tost que je jouis de mon contentement.

Quand mes bois sont coupez, mes villes ruinées,
Tous mes champs délaissez, mes chasteaux démolis,
On peut dire à bon droit que j'ay maintes années
Et que mes membres morts sont presque ensevelis.

Mais la Paix revenant, on répare mes villes,
On sème d'autres bois, on fait d'autres chasteaux,
On cultive mes chams pour les rendre fertiles,
Et j'ay parce moyen des membres tout nouveaux.

Ces membres nouveaux que la terre de France, la plus blessée de toutes, reprend aujourd'hui peu à peu, la terre entière, dans le sang, la misère et les bouleversements, les sent qui lentement croissent sur la place des membres ensevelis. Croyons qu'elle contractera par eux une beauté aussi nouvelle. Nietzsche disait : « Aimez la paix comme le moyen d'une autre guerre ». Peut-être, plus tard, notre guerre, aujourd'hui détestée, sera-t-elle aimée des hommes comme le moyen qui aura servi à une paix magnifique. Peut-être aussi, comme la paix de Westphalie célébrée par Descartes, ne sera-t-elle qu'un anneau dans la chaîne des guerres et des repos qui les séparent. Un homme politique, un patriote, un militaire, un religieux, un humanitaire penseront ici de façons opposées, et qui découleront de leur nature et de leur fonction. Si nous nous plaçons au point de vue du philosophe, peut-être reconnaîtrons-nous que le jour où quelque vision ou quelque accident vient lui donner aux derniers temps de sa vie le conseil mystérieux, « Socrate, adonne-toi aux arts des Muses », la même détente, la même destinée qui le conduisent à ces arts, le conduisent aussi à ce sujet de la Paix, — le *Phédon* n'est-il pas le livre de la paix intérieure ? — et que tout se passe comme si ce mot et ce regard inhabitué vers les sœurs célestes attestaient mystérieusement un feu suprême de sa pensée.

Albert THIBAUDET.

II [1]

Dans la dernière édition des *Œuvres* de Descartes, par MM. Adam et Tannery (Paris 1897 suiv.), on trouve (vol. V., page 455) une lettre, jusqu'alors inédite, de Descartes au Vicomte de Brégy, dont la fin est conçue en ces termes :

---

[1] Dans l'édition particulière de *la Naissance de la Paix* que nous publierons bientôt, nous donnerons une introduction plus détaillée. Ici nous ne communiquons que les faits les plus nécessaires à l'établissement de l'authenticité du texte.

« Auiourdhui, qui est le iour de la naissance de la Reine, on a chanté le *Te Deum*, et on celebre la resiouissance de la Paix ; mais vous apprendrez mieux cela des gazetes que de moy qui suis,

Monsieur,
Vostre tres humble, tres obeissant
et tres zelé seruiteur,
Descartes.

De Stokholm, le 8/18 Dec. 1649. Affin que la grosseur de ce pacquet empesche qu'il ne soit aysé a égarer, i'y adiouste *les vers d'un balet* qui sera dansé icy demain au soir. »

Descartes est-il l'auteur du ballet, dont il fait mention ici ? Les éditeurs n'en doutent pas. Dans leur commentaire de cette lettre, ils citent un extrait de la *Vie de Monsieur Des. Cartes* de *Baillet*, ouvrage qui fut publié en 1691 et dont l'auteur a été très bien informé. Baillet écrit (ouvrage cité T. II, page 395) :

« Cependant M. Descartes étoit à Stockholm, déjà fatigué de l'oisiveté dans laquelle il étoit retenu par la Reine, qui sembloit ne l'avoir fait venir que pour le divertir. La Cour n'étoit occupée que des réjouissances qui s'y faisoient pour la paix de Munster, et la Reine, qui voulut qu'il y joüât son rôle, voyant qu'elle ne pouvait obtenir de luy qu'il dansât des balets, sçut l'engager au moins à composer des vers françois pour le bal. [*En marge* : Ils étoient sur la paix, et il en reste quelques fragmens.] Il s'en acquita d'une maniére assez enjoüée pour plaire à une Cour qui se picquoit déjà de vouloir imiter la politesse de celle de France. Mais ces vers ne dérogeoient point à la sagesse d'un Philosophe de son rang. Ils furent trouvez trop beaux pour être les fruits d'un âge si avancé, et pour venir d'une imagination, dont il sembloit depuis près de quarante ans avoir étouffé le génie poetique sous les épines de l'Algébre et des autres sciences les plus sombres. Ce qui nous en est resté sert encore à nous faire juger que M. Descartes aurait été plus heureux, que n'ont été [*En marge* : qu'on en juge par les fragmens recueillis par H. Est.] Thalés, Xénophane, Empédocle, Epicure, Cléanthe, parmi les Grecs, Lucréce, Varron et Boéce, parmi les Latins, à mettre la Philosophie en vers. »

Les indications du savant allemand Morhof, dans son *Polyhistor* (1692), et de la *Bibliothèque Universelle* (1692) s'accordent avec celles de Baillet. Morhof donne aussi le titre du ballet en écrivant : « Ceterum nec Poeticæ artis rudis fuit (Cartesiusæ). Habeo enim, inter Schediasmata mea, Choream, Gallice *Ballet* dictam, super Natalem Reginæ Christinæ, *La Naissance de la Paix*, quam in Germanicam linguam convertit Joh. Freinshemius. [1] » Ce titre s'accorde bien, comme on le voit, avec les données ci-dessus.

---

[1] Le bibliothécaire de la Reine Christine. Il y a aussi une traduction suédoise, faite par *Georg Stiernhielm*, le plus grand poète suédois du XVII^me^ siècle.

Les éditeurs des *Œuvres* regrettent (vol. V, pag. 458) que ce ballet, dont Baillet lui-même n'avait que des fragments, soit perdu. Et certainement, c'est un fait étrange qu'aucune copie, imprimée ou manuscrite, de ces vers du plus célèbre philosophe de la France n'ait été conservée dans son propre pays.

C'est donc un bonheur extraordinaire de pouvoir redonner à la France et au monde le texte si longtemps regretté du ballet de Descartes. Nous le réimprimons exactement d'après un exemplaire qui appartient à la Bibliothèque de l'Université d'Upsal.

Johan NORDSTRÖM.

LA NAISSANCE DE LA PAIX

Ballet dansé au Chasteau Royal de Stokmolm
le jour de la NAISSANCE
de sa MAJESTÉ[1]

MDCXLIX
Imprimé
PAR JEAN JANSSONIUS

RÉCIT
Chanté avant le
BALLET.

Qu'on observe icy le silence,
Et qu'on revere la presence
De la divinité qui preside en ces lieux,
Elle nous veut tirer des périls de la guerre,
Et malgré plusieurs autres Dieux,
Elle veut que la Paix reviene sur la Terre.

Reconnoissons que cete Paix
Est le plusgrand de ses bienfaits.

Jusques icy par sa prudence
Et par la secrète influence,
Des ordres généreux qu'elle nous a donnez
Nous avons combatu avec tant d'avantage,

---

[1] En dehors de l'indication de la lettre de Descartes (v. l'introduction), on sait par des relations contemporaines que la représentation du ballet fut remise au jour suivant, le $^9/_{19}$ décembre.

Que de grans peuples estonnez
Ont pris la loy de nous et nous rendent homage.
Mais la Naissance de la Paix
Est le plusgrand de ses bienfais.

Célébrons donc cette Naissance,
Et remarquons en cete Danse,
Ou la guerre et la Paix estalent leur pouvoir,
Que Pallas a raison de penser que la guerre,
La meilleure qu'on puisse avoir,
Oste tousjours beaucoup des beautez de la terre,
Et que de nous donner la Paix
C'est le plus grand de ses bienfais.

LES VERS
DU BALLET

DE LA NAISSANCE DE LA PAIX

Pour MARS qui danse la Première Entrée.

Ie veux faire trembler tous les coins de la Terre,
Et monstrer aux mortels qu'aucun des autres Dieux
N'eut jamais tant que moy de pouvoir en ces lieux.
Non pas mesme celuy qui lance le tonerre.

Ses exclairs et ses feux ne font qu'un peu de peur.
Au lieu que mes canons et mes autres machines,
Mes mortiers, mes petards, mes brusleaux et mes mines
Portent partout la mort avecque la terreur.

J'escrase les rochers, j'applanis les montagnes,
Je comble les fossez, je mine les chasteaux,
J'ensanglante les mers, je brusle les vaisseaux
Et je jonche de morts les plus belles campagnes.

Pour quatre gros, deux de Cavalerie et deux d'Infanterie, qui representent un cors d'Armée conduit par PALLAS, en la Seconde Entrée.

MARS ne doit pas s'attribuer
Le premier honneur de la guerre.
Encor qu'il puisse remuer
Le Ciel, la Mer, l'Air et la Terre,
C'est la Fille de Jupiter
Qui seule peut le meriter.

C'est PALLAS de qui la prudence
Est si bien jointe a la valeur,
Que jamais le trop d'assurance
Ne luy donne trop de chaleur.
Elle est sage, elle est vigilante,
Elle est courageuse, et constante.

Aussy est elle en nostre corps
Le chef sans quoy il ne peut vivre ;
Et nous faisons tous nos efforts
Pour avoir l'honneur de la suivre.
Sans elle ce cors divisé
Seroit d'un chascun mesprisé.

Pendant qu'il luy plaist nous conduire
Tous les païs nous sont ouvers,
Rien est capable de nous nuire
Nous pouvons vaincre l'univers.
Et nous avons souvent la Gloire
D'amener icy la Victoire.

Pour la Terreur Panique qui danse la Troisiesme Entrée.

C'EST a tort que PALLAS et MARS
Se vantent que dans les hasars
Leur pouvoir est incomparable,
Le mien est bien plus redoutable.
Il leur faut beaucoup de travail :
Il leur faut un grand attirail :

De poudres, de chevaux et d'armes,
Et de gens qui vont aux alarmes,
Pour ne livrer qu'un seul combat
Ou assez souvent on les bat,
Encor qu'ilz facent bonne mine
Et qu'ils soient de race divine.

Mais moy qui fais bien moins de bruit,
Moy qui suis fille de la nuit,
Qui suis froide, pale et tremblante,
Quand je veux donner l'espouvante
A un milion de guerriers,
Et fouler aux pieds leurs lauriers,
Il ne me faut qu'une chimère,
Un songe, ou une ombre legere,
Qui j'envoye dans leurs cerveaux.
Et ils tremblent comme des veaux
Ils fuient, ils deviennent blesmes,
Et souvent se jetent eux mesmes,
En des maux plus a redouter
Que ceux qu'ilz pensent eviter.

Pour quelques fuyarts que la Terreur Panique a fait sortir de l'Armée avant le combat en la Quatriesme Entrée.

AUX DAMES.

Nous nous sommes bien defendus.
Mais nous estions vendus.
Tous nos chefs n'ont rien fait qui vaille.
Tous les chams sont couverts de cors.
Tous les nostres sont morts.
Nous avons perdu la bataille.

Les enemis sont icy pres.
Nous accourons expres.
Affin d'estre vostre defense
S'ils viennent nous leur ferons voir.
Que nous avons pouvoir
De punir leur outrecuidance.

Cheres beautez n'ayez pas peur
Que nous manquions de cœur,
Bienque reteniez les nostres,
Nous serons assez valeureux,
Et aussy tresheureux.
S'ils vous plaist nous donner les vostres.

Pour les Volontaires qui se rendent au camp lors qu'on se prepare a donner bataille et dansent la Cinquiesme Entrée.

Nous allons courageusement,
Sans craindre le fer, ny la flamme,
Pour ayder a l'enlevement
D'une tresbelle et riche Dame.
Et nous n'y cherchons que des coups.
Car la Dame n'est pas pour nous.

Les plus haut point de nostre attente,
C'est qu'affin de nous resiovir
Peut estre nous pourrons jovir
De sa Demoyselle suivante.
Pour tel prix nous ne craignons pas,
De nous exposer au trepas.

Si vous doutiez de nos courages
Vous pourriez oyant ce dessein
Penser que nous sommes peu sages,
Et que nostre esprit est mal sain.
Et peut estre aussy que nos belles
Nous estimeroient infidelles.

Mais quand nous vous aurrons appris
Quelle est cete fille suivante
Dont chascun de nous se contente,
Vous cesserez d'estre surpris.
Car cete suivante est la Gloire
Et sa maitresse est la Victoire.

Pour la Victoire qui danse la Sixiesme Entrée.

ENcor que cete cour soit remplie de Dames
Qu'on ne peut trop estimer,
Et que les plus nobles ames
Sont obligées d'aymer.
Je surpasse pourtant en beauté les plus belles.
Et ce qui en fait foy,
C'est que pour un amant qui souspire pour elles
Mille meurent pour moy.

Pour des soldats estropiez qui dansent la Septiesme Entrée.

Qui voit comme nous sommes faits
Et pense que la guerre est belle,
Ou qu'elle vaut mieux que la Paix,
Est estropié de ceruelle.

Pour des Gouiats qui vont au pillage et dansent la Huictiesme Entrée.

Nostre fortune est estimée
La plus heureuse de l'armée,
Car nous n'allons jamais aux coups,
Nos maistres combatent pour nous,
Et quands ils ont de l'avantage
Nous allons mieux qu'eux au pillage.
Mais quel butin que nous facions,
Quel profit que nous en tirions,
Nous ne devenons jamais riches,
Car nous ne scaurions estre chiches.
Car nous dissipons sans jugement
Ce que nous gaignons promptement.

Estant un jour en l'abondance,
Et l'autre faisant penitence.
Nous avons tant de mauvais temps,
Et nous sommes si peu contens,
Qu'il faut avouer que personne
Ne peut trouver la guerre bonne ;

Que tous ses fruits sont tres mauvais :
Et qu'on doit desirer la Paix.
Car nostre vie est estimée
La plus heureuse de l'armée.

Pour des Paysans ruinez qui dansent la neufiesme Entrée.

Nous pouvons assez assurer,
Sans avoir besoin de jurer,
Que la guerre nous est nuisible.
Mais on a sujet de penser
Que nostre cœur est peu sensible
Lors qu'on nous voit icy danser.

Toutefois si on considere
Qu'estans en extreme misere
Nous n'avons ny chevaux ny bœufs
Pour travailler a nostre ouvrage ;
Ny beurre ny poules ny œufs
Pour porter vendre hors du village.

On connoist que la pauvreté
Nous enseigne l'oisiveté.
Et que n'ayant plus rien a craindre,
Nous avons plus aussi besoin
D'employer du tems a nous plaindre
C'est pourquoy nous sommes sans soin.

Pour la Terre qui danse avec les trois autres elemens
en la Dixiesme Entrée.

Voyant le feu parmy les eaux,
Lorsqu'il y brusle des vaisseaux :
Et le sentant en ma poitrine,
Lors qu'enfermé dans une mine
Il me dechire, et fait voler
Plusieurs de mes membres en l'air :
Voyant cet air rempli de poudre,
Et de feux pires que la foudre :

Enfin voyant que les combats
Troublent tous les corps d'icy bas.
Je crains qu'en peu de tems le monde
Ne perisse ou ne se confonde,
Et face un chaos, si les Dieux
N'envoyent la Paix en ces lieux.

Recit chanté dans le ciel avant l'unziesme Entrée, ou Pallas danse seule.

Bien que la guerre vous outrage,
Et que MARS semble s'obstiner
A vous vouloir tous ruiner,
Peuples, ne perdez point courage,
Pallas a pouvoir du destin.
D'y mettre bientost une fin.

Les victoires luy sont certaines
Lors qu'il luy plaist de les chercher.
Mais vostre bien luy est plus cher.
Elle est lasse de voir vos peines.
Et elle a pouvoir du destin
D'y metre bientost une fin.

Remerciez donc sa clemence
Des bons desseins qu'elle a conceus
Et pour les maux desia receus
Souffrez les avec patience :
Car elle a pouvoir du destin
D'y metre bientost une fin.

Pour la Iustice qui danse avec Pallas et à la Paix en la Douxiesme Entrée.

PALLAS m'ordonne tousjours
D'accompagner ses armées,
Pour ce que sans mon secours,
Elles seroient trop blasmées.

Mais elle m'ordonne aussy
D'estre compagne fidelle
De la Paix, qui vient icy
Pour y regner avec elle.

Et j'espere desormais
Pourvoir estre si constante
A maintenir cete Paix
Qu'elle fera florissante.

Pour tous les Dieux qui déliberent de la Paix en la Treiziesme Entrée.

Nos interest sont si divers,
Que nous ne sommes pas a croire
En ce qui regarde la gloire
Et le biens de tout l'univers.

Car MARS, par exemple, seroit
Blasmable s'il n'aymoit la guerre,
Et au contraire si la Terre
L'aymoit, on s'en estonneroit.

PALLAS seule est egalement
Et belliqueuse, et pacifique,
Qu'aucun de nous donc ne se pique
De controler son jugement.

Pour Mercure, a la Renommée qui danse avec luy lors qu'il vient publier la Paix en la Quatorziesme Entrée.

DEMEURE après moy Renommée.
Car tu es si accoustumée
A mentir quand tu vas devant,
Que les plus sages bien souvant
Ne jugent vray que le contraire
De ce que tu veux faire croire.

Response pour la Renommée.

Es tu donc plus que moy croyable ?
Es tu moins que moy reprochable ?
Toy qui es le Dieu des marchans,
Et des larrons les plus mechans ;
Toy de qui les maquerelages
Ont escroqué maints pucelages.
Mais quand tu annonces la Paix
Puisses tu ne mentir jamais.

Pour Apollon qui dance avec Pallas en la Quinziesme Entrée.

MAINTENANT que la Paix est faite,
Et que MARS a fait sa retraite,
PALLAS se peut servir de moy,
Pour reparer en peu d'années
Toutes lez places ruinées
Des estatz soumis a sa loy.

Et j'ay de tresbonnes raisons
Pour assurer que mes chansons
Ne luy seront pas inutiles.
Car comme Amphion autrefois,
Par les seuls accors de ma voix
J'ay pouvoir de bastir des viles.

Pour les neuf Muses qui dansent la Seiziesme Entrée.

Nous venons pour inviter
Les Dames a imiter
Leur trescavante Maitresse,
PALLAS qui n'ignore rien,
Et dont le souverain bien
Est d'avoir de la sagesse.

S'il leur plaist apercevoir
Quel est nostre grand scavoir,

Et de quel sexe nous sommes :
Elles ne pourront ceder
La gloire de posseder
Tous les arts a aucuns hommes.

Mesme si elles n'ont soin
De les passer de bien loin,
Elles n'auront point d'excuses :
D'autant que nous nous trouvons
Dans le lieu ou nous vivons,
Pour un Apollon, neuf Muses.

Pour la Terre qui danse avec les trois Graces en la Dix-septiesme Entrée.

Ne vous estonnez pas de me voir jeune et belle,
Moi qui vous paroissois tantost tout autrement :
Mon naturel est tel que je me renouvelle
Si tost que je jouis de mon contentement.

Quand mes bois sont coupez, mes villes ruinées,
Tous mes chams delaissez, mes chasteaux demolis :
On peut dire a bon droit que j'ay maintes années,
Et que mes membres morts sont presque ensevelis.

Mais la paix revenant on repare mes viles,
On seme d'autres bois, on fait d'autres chasteaux,
On cultive mes chams pour les rendre fertiles,
Et j'ay par ce moyen des membres tous nouveaux.

Pour Ianus qui ferme les portes de son temple en la Dix-huitiesme Entrée.

Vous ne devez estre estonnez
De me voir avec deux visages,
Je suis mis au nombre des sages
Par ceux qui me les ont donnez.

Ils ont creu que le souvenir
Des choses qui ont cesse d'estre
Servoit à me faire connoistre
Les choses qui sunt a venir.

Et j'ay deux fronts pour ce sujet
L'un est derriere, et represente
Toute la vie precedente.
L'autre a l'avenir pour objet.

Or on a creu communement
Que ces deux fronts estoient semblables,
Mais les tems estant variables
On en doit juger autrement.

Ainsy n'ayant jusques icy
Rien vu qu'une treslongue guerre,
Et la Paix venant sur la Terre
Pour nous delivrer de souci.

On croira, sans estre scavant,
Ny rien penser d'extraordinaire,
Le visage que j'ay derriere
Moins beau que celuy de devant.

Pour les Cavaliers qui dansent

UN

GRAND BALLET

En la Dix-neufiesme Entrée.

A PALLAS.

Adorable PALLAS dont le divin pouvoir
Preside egalement a tous les exercices
Et de guerre, et de Paix, qui repugnent aux vices,
Qui pourroit vous suivant manquer a son devoir ?

Nous qui avons l'honneur d'estre vos chevaliers,
Nous desirons vous suivre, aussy bien sur Parnasse,
Que dans les chams poudreux du puissant Dieu de Thrace
Pour paroistre avec vous, et ceuillir des lauriers.
Mais nous n'esperons pas aller si haut que vous,
Ce mont a des degrés : plus un chascun en passe,
Plus on juge qu'il a de scavoir et de grace :
Vous seule avez monté sur le plus haut de tous.

Et cela nous suffit, nous vivons dans un corps,
Dont nous sommes les bras, vous la divine flamme
Qui seule conduit tout, et qu'on appele l'ame.
C'est assez pour les bras qu'ils soient souples et forts.

RECIT
chanté avant le
GRAND BALLET
des DAMES ou PALLAS la Paix et la justice dansent avec les Muses et les Graces.

Peuples que pensez vous voyant tant de merueilles,
Qui vous eblouissent les yeux ?
On n'en a jamais vû sur terre des pareilles.
Pensez que vostre esprit est ravi dans les cieux.

Vous allez voir Pallas, les Muses, et les Graces,
La justice, et la Paix aussy.
Ne jugerez vous pas, en regardant leurs faces,
Que tout, ce qui est beau dans le ciel, est icy ?

Par PALLAS on entend la sagesse eternelle ;
C'est PALLAS qui regne en ce lieu.
La justice et la Paix y regnent avec elle.
Et pourtant nous n'avons qu'une Reine, et un Dieu.

Fin.

René DESCARTES.

LA CRITIQUE FRANÇAISE
DEVANT L'ÉTRANGER

C'est à une joie profonde, suivie de désillusion et d'anxiété, que sont dues les réflexions qu'on va lire. Elles concerneront la critique telle que je la rêverais, et telle qu'elle se présente dans mon pays. Sur ce dernier point je pourrai sembler plus sévère que le nationalisme ne l'eût permis : mais j'ai accoutumé de considérer l'expression de la vérité comme un hommage d'amour à ma patrie, même si cette expression doit la blâmer. J'aime dans la France un lieu idéalement destiné à donner et à recevoir la vérité.

Ma joie profonde est née le jour de l'armistice de novembre 1918, alors qu'après une lutte affreuse et des angoisses infinies, l'immortelle campagne de juillet-novembre méritait à la France, devant l'effondrement des Barbares, l'universelle explosion d'admiration, de gratitude et de respect que les héroïsmes de la Marne, de l'Yser, de Verdun, avaient préparée. Jamais la France n'a été si belle, jamais elle n'a été plus sollicitée, plus glorieusement plébiscitée par le suffrage des âmes. On l'attendait partout. Partout on lui a crié qu'elle avait une place splendide à occuper. La Kultur s'anéantissait dans le dégoût général. Les calomnies qu'elle avait répandues pour travestir et avilir la mentalité et la moralité françaises faisaient honte à ceux qu'elles avaient pu abuser. Toutes les mains nous étaient tendues, toutes les consciences nous étaient ouvertes.

Or, ces mains, il fallait les prendre. Ces consciences, il fallait y pénétrer. Cette place, il fallait y siéger. Ce sont là des métaphores. Comment se traduisent-elles dans le domaine des faits ? Par l'activité intermédiaire d'une haute et vigilante critique.

Cette critique, je ne l'ai pas vue éclore. Et c'est de là que viennent, ma désillusion et mon anxiété. Elles répondent, je le sais, à celles de beaucoup d'étrangers. Ils attendent, ils ne voient rien venir, ils ne comprennent pas que nous laissions passer l'heure admirable. Ils pressentent qu'un obstacle indéfinissable nous sépare d'eux.

Cet obstacle existe. Il est double. Il y a l'inertie de nos organes critiques. Il y a notre xénophobie psychologique. Celle-ci, les étrangers la connaissent moins, et même n'y croient pas, parce que nos mœurs sont avenantes. Cependant elle est la raison essentielle de notre inertie critique. Si celle-ci se prolonge, c'est qu'elle n'est pas violentée par une poussée intérieure, un désir national de savoir ce qui se passe hors de France.

Nous sommes des xénophobes courtois, très courtois, mais doucement obstinés, des esprits sans porosité. Nous sommes des protectionnistes intellectuels inconscients. Le mot « étranger » nous inspire toujours une légère appréhension. Nous ne sommes pas curieux du dehors et nous sommes jaloux de notre dedans. Pendant cinq ans notre pays a été, par force, un rendez-vous guerrier pour une douzaine de peuples : aucun n'a eu a se plaindre de nos façons de recevoir. Mais rien n'a été changé, sinon que nous avons enrichi notre langage vulgaire des divers apports de tous les sabirs du monde. Nous ne sortons point de cette période avec l'appétit de connaître. Nous avons assez affirmé notre individualité et le génie particulier de notre race pour nous permettre un internationalisme idéologique dosé et rationnel : il ne nous tente pas. Nous sentons bien qu'autour de notre demeure circulent les vastes méandres de la vie européenne, mais nous calfeutrons la porte et ne regardons guère à la fenêtre ce que ces courants peuvent charrier. On a longtemps plaisanté à trop bon droit, l'ignorance géographique des Français : il leur a bien fallu, dans la grande crise, étudier un peu cette carte que le sang teintait partout. Mais voici la paix, et elle ramène la routine, les Français bâillent devant la carte idéologique du monde.

Cette indolence s'aggrave d'une prétention naïve. Nous ne nous informons des étrangers que pour retrouver en eux ce qui nous flatte et nous ressemble, ou pour être ravis de pouvoir dire qu'ils nous ont imités. Nous trouvons naturel qu'ils viennent à nous et sachent tout de nous, même le négligeable : mais nous n'allons pas à eux et ne rougissons pas d'en ignorer l'essentiel. Nous les recevons personnellement de façon chevaleresque : intellectuellement nous les recevons avec un ennui visible. Et il nous paraît légitime que ces singulières relations amoureuses ne risquent point de finir par la lassitude de celui qui offre tout et ne reçoit rien en retour.

C'est là un énorme défaut de notre caractère, et il est si bien enraciné que sur lui se fonde l'inertie douillette de notre critique. Cette critique devrait être, par définition, un actif organe de transmission, un filtre clarifiant. L'organe est rouillé, le filtre est bouché. La critique française n'apprend, de l'étranger, à peu près rien à un public français qui ne tient à en savoir à peu près rien, alors que si elle avait une idée claire et haute de sa mission, elle se donnerait mandat d'exciter sans cesse cette torpeur.

Je sais fort bien qu'on m'objectera de suite qu'une pareille déclaration est fort injuste, qu'on me le prouvera en dressant la liste considérable des ouvrages étrangers traduits dans nos librairies, joués sur nos scènes, admis dans nos expositions, depuis une trentaine d'années ou plus. Et j'en demeure d'accord. Mais j'ai à répondre ceci : toute cette enquête française sur la mentalité étrangère est restée presque inefficace, parce qu'elle a été conduite sans cohésion, selon le caprice de la mode et des intérêts matériels. Elle n'a pas éveillé la sympathie profonde de nos foules : elle n'a représenté que les successives amours de tête de nos snobs. Elle n'a pas été ordonnée et vivifiée par la conviction générale, nationale, de l'urgence de se tenir constamment en contact avec l'évolution idéologique de l'Europe, et même de l'univers.

Cette conviction a été mienne depuis mes débuts en 1890. J'étais « un enfant du siège ». Sur mon adolescence a pesé, avec le sentiment de déchéance obscure de la défaite, la pensée que cette défaite et l'abandon de l'Europe avaient été dus en partie au déplorable isolement, à l'incuriosité de mon pays, et qu'il devait cesser d'être, comme la monade de Leibniz sans fenêtre sur le dehors. Cette intuition a été partagée et souvent exprimée par les générations des « psychologues », qui s'attachèrent au roman russe et à la poésie anglaise, puis des « symbolistes » qui étendirent leur curiosité à tous les autres pays. J'ai assisté, et parfois aidé, au wagnérisme, à l'ibsénisme, à d'autres mouvements. J'apporte le témoignage formel de l'hostilité sournoise ou ouverte, de la niaiserie, de l'incompétence et de la mauvaise volonté de la presse parisienne, qui n'a jamais manqué de jeter l'épithète de « sans-patrie » à quiconque entreprenait une telle œuvre, et où l'on comptait les journalistes assez courageux pour lui exprimer, à défaut de compréhension complète,une sympathie de principe. J'apporte le droit motivé de m'inscrire en faux contre les gazetiers qui, aujourd'hui, feignent d'avoir découvert jadis de grands étrangers qu'ils ne pourraient plus ignorer ou nier sans ridicule. C'est sans eux, c'est contre eux, c'est malgré leurs injures ou leurs silences, que des chefs-d'œuvre nous ont été révélés. Presque tout ce qui a été fait en ce sens l'a été par des indépendants engageant de maigres ressources, bravant les sarcasmes et risquant la mévente, pour se voir ensuite enlever bénéfice et honneur par des firmes plus riches. Les faits et les dates sont là.

Ce qu'a fait la critique installée et patentée, s'appuyant sur de fortes maisons d'éditions, ç'a été de paraître protéger l'introduction des littératures étrangères en nous gratifiant précisément et uniquement, avec une grande rouerie commerciale, des œuvres surfaites, faciles, banales qui n'avaient déjà plus de crédit et ne contribuaient plus à la vitalité dans leurs pays d'origine, de façon que le public ne fût point dérouté et goûtât même le plaisir puéril de constater qu'après tout ces fameux étrangers ne valaient point nos auteurs, et même les avaient souvent démarqués : ce que la critique ne manquait pas de lui confirmer pour mieux renforcer son chauvinisme protectionniste, avec un zèle de faux patriotisme qui n'était que de l'auto-courtisanerie. Il en a été de même sur nos scènes. Ce sont nos théâtres « à côté » qui ont révélé les vraies belles choses, que les autres ont daigné leur confisquer après une glorieuse répugnance.

Dans ces conditions, il était fatal que l'enquête fût incohérente, et que ses leçons n'atteignissent pas au fond de la sensibilité de nos foules. Et le tableau d'ensemble est presque caricatural par le déséquilibre des valeurs et le gâchis de la présentation.

Le pays le moins desservi a été la Russie, c'est même, de la malheureuse alliance défunte, le résultat le plus net. Le public français a connu et compris assez bien Tolstoï, Dostoievsky, Gorki et quelques autres.

Il sait que l'Italie possède un très grand poète et romancier en la personne de Gabriele d'Annunzio, d'abord imposé par les snobs, auxquels en passant je rends grâces, car ils ont fait à l'art et à l'intellectualité contemporaines autant de bien que notre critique leur a fait de mal : ils les ont nourris, alors qu'elle les desservait. Mais le public français n'a qu'un très vague soupçon de la littérature italienne post-d'annunzienne, et du mouvement intellectuel intense, étonnamment varié, qui fait de l'Italie d'aujourd'hui, de la « sœur latine » si mal connue, un centre idéologique de première importance. Il la prend toujours pour un musée — et la presse a fait presque autant de réclame à Mme Mathilde Serao qu'à d'Annunzio, avant que sa gallophobie nous délivrât de cette copieuse feuilletonniste. Les noms, fort inégaux, de Dora Melegari, de Grazia Deledda, de Fogazzaro, de Verga, ne sont pour les Français que des noms.

Ils ont fini par se familiariser avec Nietzsche, après quelles luttes et au prix de quelles interprétations saugrenues : mais on leur a présenté pêle-mêle Sudermann et Hauptmann sans qu'ils y vissent grande différence, et c'est à peu près tout pour l'Allemagne littéraire actuelle, dont le « manifeste des quatre vingt-treize intellectuels » est encore la production la plus connue chez nous !

Un fort mouvement, hardi et bien conduit, a obligé jadis notre public à s'intéresser à Ibsen, il a senti qu'une grandeur était là : mais on a passé à Bjornson, qui nous traitait non sans raison de « Chinois de l'Europe » , à Strindberg, à Hamsun, et la curiosité s'est vite lassée quant à la

Scandinavie. Il n'y a plus une trace d'Ibsen dans la mentalité française.

De l'Espagne notre public sait quelques romans de Blasco Ibanez, mais les noms d'Echegaray, de Perez Galdos, de Hoyos y Vinent, ne sont pour lui, cette fois encore, que des noms. Et quant à l'immense Amérique Latine, son ignorance est radicale. Il ne sait pas que des hommes comme Ruben Dario et Enrique Rodo ont été de grands poètes adorant la France, mais un Argentin qui, venant à Paris, ignorerait ce que sont MM. Bordeaux ou Jean Aicard, passerait pour un éleveur de bœufs sans aucune culture.

L'Angleterre est assez convenablement partagée, bien qu'avec une étonnante cocasserie. Beaucoup de nos gazettes publient de ces feuilletons innocents et somnifères qui sont dus aux ingéniosités d'innombrables misses, et qu'alternent les aventures horrifiques de Nick Carter, de Raffles ou de Sherlock Holmes. On a connu Wilde pour des motifs non adjacents à ses mérites. On lit et aime toujours Dickens. Kipling s'est imposé, et on a une petite idée de Thomas Hardy. Mais Meredith, Stevenson, Chesterton, sont comme s'ils n'étaient pas. Je ne parle point d'une certaine élite, qui s'enquiert de tout : je parle du grand public.

Je crois inutile d'ajouter qu'Edgar Poe est encore pris pour un conteur macabre, sans plus, et que Whitman commence péniblement à sortir des ténèbres. Quant à la littérature d'Europe orientale, glissons. Il ne vient pas à l'esprit de la critique, et par conséquent du public qui s'y fie, que des écrivains dignes d'être lus puissent exister en Bohême, où tous les nôtres sont adorés, en Serbie, où un grand poète dramatique comme Ivo de Voinovitch a forcé même l'admiration de l'Austro-Hongrie, en Arménie qui s'enorgueillit d'un Archag Tchobanian, en Pologne, où *Quo Vadis* représente pour les Français toute littérature imaginable. La Belgique et la Suisse romande n'ont pas à se plaindre. Mais Styn Streuwels ? Mais Carl Spitteler ? Et j'abrège, en priant qu'on excuse bien des oublis.

Ce que je veux seulement, c'est montrer dans quel désordre nous recevons ce qu'on veut bien nous donner, et sans aucune méthode d'appréciation. Cette méthode, notre critique devrait la donner: elle n'en a cure. Elle a d'autres soucis.

Elle est divisée en deux groupements inégaux : la critique des revues, la critique des journaux.

La critique des revues est faite avec compétence souvent, avec bonne volonté et probité toujours. Il a été accompli de très sérieux efforts pour créer un libre-échange intellectuel, et multiplier les associations, soit qu'elles propagent les amitiés françaises à l'étranger, soit qu'elles se proposent d'acclimater les amitiés étrangères en France. L'idée de Latinité, entre autres, a été ardemment servie. Mais le monde de nos revues est restreint, il ne s'adresse qu'à un public trop peu étendu, et les sommaires sont trop chargés. Il en est d'eux commes des programmes de concerts : on y donne une audition d'un auteur, la place manque pour y revenir, le souvenir ne s'implante pas. Les rubriques de « revues des revues », créées par des indépendants, encore et toujours ! et copiées depuis par la presse, sont forcément des mosaïques, de petits résumés. Et je ne parle pas des revues d'art, que les images et les monographies ont envahies au point qu'il est devenu impossible d'y publier un article de doctrine.

La critique des journaux a pour elle la force immense de la publicité quotidienne à tirages impressionnants. Cette force fait d'elle la « faiseuse de gloire » plus que la lente et lourde revue. De cette force, que fait-elle ? De la publicité payée. Le guichet du caissier est interposé entre le public et la littérature : on ne parle que de ce qui paie. Cette vérité, je l'écris avec une honte qui serait sans bornes si l'on ne savait qu'il en est de même, plus ou moins, dans tous les journaux du monde. C'est le résultat immoraliste de la conception moderne de la presse, et, quant à mon pays, je ne crains pas de dire que l'avilissement dont nous souffrons a été créé par Nefftzer, Girardin et Villemessant, dieux néfastes du « quatrième pouvoir ». Où est le temps où Gœthe déclarait ne pouvoir se passer de la lecture du *Globe* ?

Cependant, la pudeur exige qu'il y ait dans les journaux, en dehors de la réclame tarifée à laquelle le public lui-même commence à ne se plus laisser prendre, au moins une apparence de critique libre. La place lui est mesurée chichement. Elle est confiée soit à des universitaires, qui ont toujours confondu littérature et professorat, soit à des romanciers à la mode, soit à des gens dont chacun se demande les titres et capacités sans pouvoir répondre, et qui font de la critique une sorte de politique de couloirs, de salons, d'antichambres. On compte très vite les quelques hommes autorisés, impartiaux, et animés d'une sincérité généreuse.Ceux-là font tout ce qu'ils peuvent. Mais ils ne peuvent point grand chose contre l'esprit de routine, l'incompétence, la suffisance et le dénigrement de la majorité. On a l'impression d'un continuel abus de pouvoir d'hommes sans mandat défini, et il est préhistorique, le temps où un Lamartine ou un Sainte-Beuve pouvaient créer la renommée sérieuse d'un inconnu, sans affiches, sans «lancement», par la seule autorité d'un jugement accrédité ! Une telle critique est, par intérêt corporatif, hostile à ce qui vient du dehors : elle a son siège fait, elle vit d'une grasse gérance de l'opinion, elle ne veut pas se donner le mal d'étudier, elle ne s'informe pas, elle ignore la joie haute de découvrir et d'apporter une beauté, à moins qu'un profit caché lui soit promis pour son courtage. Sceptique, elle vit du public et non pour lui : lassée de l'effrayante surproduction, elle expédie bureaucratiquement les affaires courantes, selon « l'esprit du journal » et le ton de la mode. Je constate sans plaisir cette déchéance que pressent la méfiance grandissante de la foule : la France n'en a pas le triste monopole.

Or, les étrangers qui viennent à nous observent cette situation avec un étonnement péniblement dissimulé. Ils savent tout de nous, qui ne savons rien d'eux : et notre air de trouver cette inégalité toute naturelle les étonne plus encore. Nous les jugerions incultes s'ils ignoraient nos romanciers de quatrième ordre et nos chroniqueurs boulevardiers : mais notre égoïsme inconséquent nous absout d'ignorer leurs écrivains célèbres, et nous leur donnons à sourire lorsque les mieux informés leur disent quelques mots d'hommes qui, chez eux, sont des gloires nationales. Ils restent béants lorsque nous leur vantons des gens qui, personnages imposants à Paris, cessent de compter hors des fortifications. Ils ne peuvent arriver à comprendre l'importance que notre public donne à nos académiciens et la réclame industrielle prodiguée à leurs productions. Pour eux, ce sont là des hommes fatigués, usés, vivant une gloire viagère, mais ayant cessé de contribuer à la vie des idées et se répétant au point que certains leur semblent de véritables morts « anthumes ». Pour eux, la littérature française intéressante est faite par des écrivains auxquels les revues s'entr'ouvrent avec bouderie ou hésitation, et que le dédain de la presse ignore. Ils ont traduit, compris, aimé, honoré ces écrivains bien longtemps avant qu'on s'avisât ici de leur existence, et ils trouvent vraiment que la « faiseuse de gloire » traite les gens comme les grands vins ou les actrices, en ne les vantant qu'en raison de leur vieillissement. Ils sont, enfin, un peu froissés de voir qu'il leur faut bien nous aimer pour nous-mêmes sans chercher de réciprocité en dehors de vagues assurances. Ils reclassent nos hommes et nos idées selon un tout autre classement que le nôtre, et ils déplorent que notre sensibilité, notre intuition, notre goût, ne nous permettent pourtant pas de comprendre l'intérêt extrême de saisir, de suivre, d'assimiler les grands courants européens dans une Europe intellectuelle et morale qui se réorganise, et où tous trouveraient équitable et conforme au bien général de nous voir jouer un grand rôle. Moins qu'à notre xénophobie, ils attribuent cette sorte d'aboulie à l'insuffisance manifeste de notre presse aux artères durcies, tarée de vénalités, encombrée de frivolités, peureuse devant l'information idéologique, et alléguant l'hommage de l'Europe comme une excuse nécessaire et suffisante à un « splendide isolement », beau pseudonyme d'une paresse invétérée murmurant avec ironie qu'il ne faut jamais remettre à demain ce qu'on peut faire après-demain.

Cette situation française, je l'expose sans ménagement, avec une âpreté qu'on sentira bien faite de l'ardent regret d'une meilleure position morale de mon pays. Elle n'est point due, certes, au manque d'hommes de savoir, d'imagination, de talent : mais ils restent inemployés, et supplantés par les intrigants. Elle n'est point due à une antipathie irrémédiable de notre foule : sa xénophobie n'a rien d'amer, elle a senti dans la grande crise bien des fraternités s'éveiller, elle voudrait que quelque chose de profond restât de l'Entente, elle est curieuse, elle abjurerait assez aisément des routines et des partis-pris, elle est trop intelligente pour ne pas deviner le danger de l'isolement. Mais elle prend ce qu'on lui offre ; elle attend des directions. La situation est due à la caducité et à la mauvaise qualité de l'organe intermédiaire. La France n'a pas la critique qu'elle mérite, et c'est du rôle lui-même de la critique que le sens élevé s'est perdu insensiblement. C'est une question d'organisation et de moralité.

On en est arrivé à un tel point que les gens épris d'une culture réelle l'enrichissent eux-mêmes en se passant dédaigneusement de la critique, qu'elle ne transmet qu'aux médiocres des jugements bâclés et inopérants, et qu'à peu près personne ne croit plus à son utilité organique. Les artistes et les écrivains la raillent on s'en irritent et, s'insurgeant contre ses arrêts ou ses services, demandent durement aux hommes qui en font métier de quel droit ils tiennent leur mandat incontrôlable, en revenant à l'idée simpliste de la supériorité de l'invention sur l'appréciation, du producteur sur l'improductif. Ils ne sont pas éloignés de ne plus voir dans la critique qu'un parasitisme à mépriser, ou un moyen de publicité à s'assurer, en tous cas un genre littéraire périmé, incapable de contenter et d'attester un homme supérieur. Cette tendance, accrue par de multiples déceptions et de justes rancunes, les empêche de voir qu'il faut pourtant un office de relations intellectuelles entre les pensées échangées en différents idiomes, que rien ne peut suppléer à cet office, et que la critique n'est pas née consécutivement à toute production sans un motif essentiel. L'ablation de la critique est aussi impossible que l'ablation du foie dans le corps intellectuel; il faut soigner et non détruire. La grande idée de la nécessité d'un libre-échange dans l'européanisme doit amener logiquement à l'idée de réfection de la critique et de croyance confiante dans l'efficacité de son rôle. L'opinion qu'un romancier ou un poète sont, d'emblée, supérieurs à un critique, parce qu'ils créent alors qu'il commente, est un paradoxe enfantin: c'est voir une supériorité là où il y a différences et équivalences, et il y a plus de création dans une analyse profonde que dans une fade affabulation.

Ces réflexions me conduiront à indiquer la conception que je me suis faite du critique tel qu'il devrait être et pourrait être. Je lui demande beaucoup, parce que précisément je suis frappé de la grandeur et de la beauté que pourrait revêtir une critique vraiment digne de ce nom, et non moins frappé de l'inanité de la distinction entre critique et création. Ce qu'on appelle création, par une convention verbale et une illusion de notre esprit, n'est jamais qu'une critique des éléments sensibles de l'univers, car on n'invente rien. Mais la fantaisie dissocie et réassocie arbitrairement ces éléments et leur donne ainsi une apparence insolite : la critique accomplit les mêmes opérations de transposition sur l'œuvre qui lui est soumise, et la fait comprendre en replaçant dans l'ordre naturel les éléments qu'elle en a extraits pour sa combinaison arbitraire. La critique est de la création renversée, et la création est une critique renversée. Il y a un moment tangentiel où leurs qualités sont exactement les mêmes bien que leurs directions soient opposées et la critique et la poésie se trouvent comparables à ces télégrammes qu'on fait passer en sens inverse par le même fil. L'image et la métaphore ne sont pas autre chose que des analogies constatées, et l'analogie est aussi le don essentiel du critique supérieur. Un poète est grand en raison du nombre d'analogies qu'il découvre, et c'est même sa seule façon de « penser ». Cette faculté qu'il applique au monde sensible, le critique peut être non moins grand en l'appliquant au monde logique. S'il est à peu près sans exemple qu'un grand critique puisse devenir un grand poète alors que le contraire s'est vu souvent, cela tient à ce que la première opération est innée tandis que la seconde est acquise, mais il n'y a aucune raison absolue pour défendre d'imaginer un écrivain en qui l'aperception innée des analogies du monde sensible s'accompagnerait de la faculté de les classer dans le monde logique, et qui pourrait s'instituer ainsi le critique méthodique de sa propre imagination.

Le travail de reconstitution des phases créatrices d'un écrivain par le critique qui le commente ne serait qu'une sorte de récréation arithmétique, si son but élevé n'était pas de faire comprendre et aimer l'auteur. Les joies de la compréhension ne sont qu'un délicieux égoïsme : la critique commence à l'altruisme, c'est-à-dire à l'exercice d'une mission d'amour et d'enthousiaste désintéressement. Pour pénétrer à fond une œuvre et en faire sentir l'émotion de beauté, pour être non un « jugeur » qui distribue prix et accessits, mais un homme qui propose un autre homme à la compréhension reconnaissante et émue des hommes, il est nécessaire que le critique repasse par tous les états d'esprit du créateur, c'est-à-dire qu'il soit là encore si proche de la faculté créatrice qu'une mince cloison verbale l'en sépare. Et ici apparaît le caractère de vertu morale qui magnifie la virtuosité mentale de l'analyste, ici le but prime les moyens. Le fondement de toute compréhension n'est pas uniquement l'exercice de l'intelligence : pour qu'elle soit communicative, il faut qu'elle soit vivifiée par l'amour et le désir de faire aimer. L'ascension morale du critique doit aller de pair avec l'amplification de sa culture.

Cette culture ne saurait plus se limiter aux lettres elles-mêmes dans un temps où les sensations d'art s'interpénètrent et où l'écrivain est presque obligé de faire intervenir dans ses méthodes les conditions des divers arts, en tous cas d'en attester la connaissance. Les enquêtes de la haute critique seront de plus en plus appelées à s'exercer dans des régions jusqu'ici peu explorées, les régions limitrophes des arts, les « marches » qui les unissent autant qu'elles les séparent, et les transitions subtiles qui transposent la sensation musicale, picturale ou lyrique dans la conscience n'ont encore été qu'à peine envisagées. C'est là un domaine ouvert à une critique qui pourrait vraiment mériter le nom de « créatrice » en créant des plans imprévus de l'esprit humain en marge de la philosophie et de la morale comme de l'art. Ces plans seuls pourraient servir d'assises à ces méthodes, à ces doctrines dont expriment le vœu tous ceux que rebute la tradition, mais dont le vœu reste inopérant. A ces fins de la critique doit s'attacher une volonté de haute et impartiale synthèse. Le critique doit savoir plus que l'artiste, et en être moins remercié.

Ce rôle qu'il assume en effet est de second plan, celui d'un intercesseur aux lourdes responsabilités, d'un homme dont la maïeutique doit avoir pour première condition de réussite une incontestable probité. C'est l'ami désintéressé, le conseiller persuasif, et non impératif, des producteurs et du public, l'homme qui sait et l'honnête homme, étranger à toute mesquine envie et heureux des triomphes qu'il aura trouvé juste d'assurer à autrui. Seul le sentiment altier de son devoir lui évitera de souffrir de l'ingratitude des artistes et du public, tout à leur bonheur de s'être aimés grâce à lui qui disparaîtra derrière eux. Mieux que « faiseur de gloire » : faiseur d'union, tel est le critique que je rêve, circulateur d'idées, augmentateur de beautés — et ne limitant pas sa tâche à son propre pays mais allant butiner dans tous les autres les éléments du miel français. Il lui faut être profond, mais il lui faut rester humain, et ne pas séjourner sur les glaciers de l'intelligence : il lui faut garder l'ingénuité de la Fontaine abordant chacun pour demander : « Avez-vous lu Baruch ? » Et Baruch, aujourd'hui, se trouve dans toutes les patries, et il est bon à l'âme française qu'elle ne soit frustrée de la connaissance d'aucun Baruch. La tâche du critique est de lui répéter que l'internationalisme intellectuel bien étudié est sa référence la plus claire pour comprendre justement l'apport et la zone de la patrie. Elle ne sait ce qu'elle est qu'au degré où elle peut savoir en quoi les autres diffèrent d'elle : et cela seul peut la délivrer de la vaniteuse et funeste illusion que ces autres n'aspirent qu'à la copier. L'établissement de cette table des valeurs internationales, du cours du change intellectuel de la France, la haute critique seule peut le faire.

Il me semble qu'un ricanement m'interrompe, et m'engage à briser là ma digression. On me dit que je fais le portrait d'un ange, d'un critique avec des ailes, tel qu'on n'en a jamais vu : et ce ricanement me rappelle celui de Courbet, splendide ouvrier d'art, pauvre cerveau, goguenardant qu'il peindrait des anges quand il aurait vu des hommes avec des ailes au dos — alors que Fra Angelico et Léonard en avait vus et peints avec plus et mieux que leurs rétines. On me montre la critique des quotidiens, cette gent suffisante, que possède l'esprit province et concierge, qui invoque toujours si bruyamment les droits de la critique et jamais ses devoirs, gent qu'a définie pour les siècles le poète latin, « nation d'ardélions, s'essoufflant gratuitement, ne faisant rien en touchant à tout, importune à elle-même et intolérable aux autres ». Je sais. Je sais qu elle n'aura jamais le désir d'incarner le portrait que je trace. J'attendais peu d'elle depuis la guerre : elle a donné moins encore que je n'attendais. Mais je sais aussi que le portrait que j'ébauche est celui non d'un être inviable, mais d'un homme logiquement possible, que rien en lui n'excède les facultés normales de la conscience et du talent, et que plusieurs êtres que je connais possèdent ces facultés. Si la fonction crée l'organe, les nécessités de la fonction française leur accorderont la vraie place que la sottise avide a disputée à un Rémy de Gourmont, à un Péladan, à un Wyzewa. Nous sommes dans un temps de grande brisure où un guichet de caissier ne peut être sûr d'interposer éternellement ses grillages entre public et auteurs libres, et où nul prélassement de satisfaits ne peut se penser garanti. Je n'aurais peut-être point, devant un lecteur très ami mais étranger après tout, relevé si nettement dans ma patrie des tares dont elle n'a point l'exclusif privilège, si je n'espérais encore que mes inquiétudes auront un terme, que la pression des grands courants extérieurs rompra les obstacles du scepticisme, de la routine et du lucre, et que se peuplera d'intercesseurs nouveaux et forts le désert où j'aurai semblé parler.

Camille MAUCLAIR.

LA MARCHE SUR PARIS ET LA BATAILLE DE LA MARNE

(Suite[1]*)*

Le 28 août au matin les 61^me^ et 62^me^ divisions françaises de réserve tombèrent sur la cavalerie Marwitz dans ses quartiers. Pendant ce temps les Français furent complètement battus par des troupes des II^me^ et IV^me^ C.A.R.; d'autres troupes du II^me^ C.A. et du IV^me^ C.A.R., ce dernier avec toutes ses forces, repoussèrent en leur infligeant de lourdes pertes d'importantes masses ennemies à Sailly Sallisel-Morval vers l'ouest, donc dans la direction de Combles, prescrite à l'aile droite du II^me^ C.A. Des circonstances encore inconnues amenèrent le II^me^ C. A. dans le secteur réservé au IV^me^ C.A.R., de telle sorte que ce dernier n'opéra pas ses mouvements à la gauche du II^me^ C. A., mais derrière lui.

Les journaux de guerre des deux corps donneront l'explication de cette énigme. L'intention du Commandant en chef de constituer son aile droite très fortement au moyen d'un corps d'armée au complet avec de l'artillerie lourde ne fut donc pas réalisée.

Le II^me^ C. A. rejeta plusieurs bataillons qui venaient de Saint-Quentin et des fractions de la 3^me^ division de cavalerie française. Le soir, après de brefs mais vifs engagements, la rive gauche de la Somme, de Feuillières à Saint-Christ, était entre nos mains. En face se trouvaient les 3^me^ et 5^me^ divisions de cavalerie françaises et probablement huit bataillons, pour la plupart des chasseurs alpins de réserve.

D'autres forces françaises auraient été, paraît-il, débarquées dans la région d'Amiens. Le Haut Commandement se trouvait le matin du 29 à Péronne, dont le IV^{me} C. A. s'était emparé.

---

[1] Voir le numéro de juillet.

Le 28 après midi, le message impérial suivant était parvenu par radio au Q. G. de Villers-Faucon : « Après des coups rapides et décisifs portés aux Belges, aux Anglais et aux Français, la I^{re} armée dans sa course victorieuse s'apprête aujourd'hui à pénétrer jusqu'au cœur de la France. Je félicite l'armée de ses glorieux exploits et je lui exprime ma gratitude et ma reconnaissance impériales. »

Au Q. G. de la I^{re} armée on envisageait ainsi la situation : L'aile gauche des principales forces françaises se retire au sud et au sud-ouest devant les II^{me} et III^{me} armées victorieuses. Il est de la plus haute importance de gagner le flanc de ces forces pendant leur retraite ou au moment où elles prendront position, de les repousser de Paris et de les envelopper. Par contre, il est moins urgent d'essayer de couper l'armée anglaise de la côte. D'après ces considérations, on proposa au Haut Commandement de la II^{me} armée, le 28 à midi, d'opérer avec la I^{re} armée un mouvement de conversion sur l'Oise : la I^{re} armée marchant sur Compiègne-Noyon, et l'aile droite de la II^{me} armée sur Quierzy et Chauny. Mais, le soir, des instructions générales pour la suite des opérations arrivèrent du Commandement Suprême. Elles escomptaient une nouvelle résistance des forces franco-anglaises sur l'Aisne, l'aile gauche avancée à hauteur de Saint-Quentin-La Fère-Laon ; puis, ultérieurement sur la Marne, l'aile gauche appuyée à Paris ; mais elles admettaient aussi comme possible une concentration de nouvelles forces sur la Seine inférieure. Une marche immédiate des armées allemandes sur Paris enlèverait tout répit aux Français et leur interdirait d'opérer de nouvelles concentrations.

« La I^{re} armée avec la cavalerie de la II^{me} armée qui lui est subordonnée, marchera à l'ouest de l'Oise vers la Seine inférieure.

« Elle doit être prête à participer aux combats de la II^{me} armée.

« En outre elle assurera la protection du flanc de l'armée ; elle empêchera de nouvelles concentrations de l'ennemi dans son rayon d'opérations. La II^{me} armée, avec la cavalerie de la Ire armée qui lui est subordonnée, se dirigera sur Paris par La Fère-Laon. Elle est chargée du siège et de la prise de Maubeuge, ensuite de la Fère, et, d'accord avec la IIIme Armée, de Laon. Toutes les armées doivent opérer en parfait accord et s'entr'aider dans les différents secteurs. Si l'ennemi oppose une forte résistance sur l'Aisne et plus tard sur la Marne, la direction des armées pourra être changée du sud-ouest vers le sud. »

La continuation de la marche de la Ire armée vers le sud-ouest correspondait à ces instructions. Elles n'excluaient pas une conversion vers le sud comme l'avait envisagé le Haut Commandement, au cas où la situation générale la demanderait. Pour la conduite de la Ire armée, à l'aile droite, il aurait été utile que le Commandement Suprême fît parvenir des renseignements sur la situation générale de l'armée allemande en France.

Ces renseignements ne furent pas communiqués, ou ne devaient pas l'être. Il convient de mentionner ici combien l'armée fut affaiblie à l'ouest par l'envoi dans l'est de deux corps. A notre avis les prélèvements auraient dû être faits sur le front de Lorraine ou pas du tout. Car à l'ouest la situation n'avait pas atteint son complet développement. Pour le hâter il aurait fallu enlever à l'aile gauche plusieurs divisions avec des batteries lourdes et les échelonner derrière l'aile droite.

Il aurait fallu obtenir d'abord des résultats décisifs en France, avant de s'occuper de la Prusse orientale et occidentale. Le retard de trois jours apporté à la mobilisation en raison de considérations politiques ne pouvait être regagné que par la rapidité des mouvements et la concentration du maximum de forces à l'endroit décisif.

Les instructions citées plus haut ne permirent pas de ménager la Ire armée, ni de donner assez de repos à ces troupes si dévouées. La gratitude de l'empereur éperonna tous ceux qui prenaient part à la campagne ; les deux étapes suivantes ne furent pas inférieures à la moyenne, et la capacité de marche des troupes fut maintenue à un degré supérieur grâce à des mesures sanitaires minutieuses, grâce aussi au bon fonctionnement des cuisines roulantes qui assurèrent une nourriture abondante en route et au repos. Le mot du feld-maréchal Comte Haeseler se confirma : « A la guerre l'homme et le cheval sont capables d'efforts extraordinaires ».

L'histoire de la guerre le montre bien. Il résulte des sources françaises dont nous disposons que l'état d'âme de l'adversaire qui battait en retraite après de durs combats de jour et de nuit était très déprimé.

Coup d'œil rétrospectif : Grâce à l'occupation du secteur de la Somme, les combats avec l'armée anglaise étaient arrêtés pour le moment. Malgré l'endurance des troupes de la Ire armée, les Anglais avaient échappé à tous nos essais d'enveloppement. Avec leurs forces principales ils se retirèrent au sud. L'armée d'Amade fut surprise au moment de sa concentration et dispersée en partie. De même qu'au cours des combats avec l'armée belge, la rapidité des mouvements et des attaques avait été décisive contre les armées French et d'Amade. Ainsi la coopération des Belges, des Anglais et des Français fut empêchée, de grandes forces au moment de se déployer se virent accrochées et bousculées. Du rapport du général French ressortent l'inquiétude de son armée et les craintes de ses Alliés. La vaillante et endurante armée anglaise transféra ses communications de la Manche à Saint-Nazaire, sur la côte de Bretagne. Si l'on avait détaché quelques forces de l'armée, un peu de chance aurait suffi pour faire tomber Calais entre les mains allemandes.

CONVERSION CONTRE LES PRINCIPALES FORCES ENNEMIES. PARIS. — PASSAGE DE LA MARNE.

En possession de la boucle de la Somme, le 29 août, la Ire armée avança dans la direction de Villers-Bretonneux-Nesle vers l'Avre, affluent de la Somme. Les combats contre l'armée d'Amade prirent plus d'ampleur. Le IVme C.A.R., gravement menacé, couvrit à Combles le flanc droit vers Arras-Amiens, le IIme C.A. eut des luttes très dures à soutenir à Proyart. Le IVme C. A. et le corps de cavalerie eurent des combats moins violents à Rosières-Méharicourt avec la plus grande partie du 7me corps français et des chasseurs alpins. L'ennemi fut rejeté sur tout le front et, déjà dans la nuit du 30 août, le IIme C.A. le poursuivit jusqu'à Villers-Bretonneux. Le IVme C.A.R. reconnut d'importants bivouacs à Albert ; il voulut attaquer la position sur l'Ancre mais la trouva évacuée.

D'autres débarquements de l'ennemi furent signalés à Amiens, à Moreuil, et, au sud, on constata que Roye et Noyon étaient occupés. Il est probable que le G. Q. G. français opposait à la Ire armée toutes ses troupes disponibles, et même en retirait sur d'autres parties du front. Les jours suivants on put identifier le 7me corps, des chasseurs alpins, les 61me et 62me divisions de réserve, les 81me, 82me, 84me, 88me divisions territoriales, les 3me et 5me divisions de cavalerie. Il s'agissait donc de battre l'ennemi avant qu'il ait eu le temps de réunir ses forces.

A cet effet l'offensive devait être poursuivie le 30 août en cherchant à envelopper l'ennemi de deux côtés : le IVme C.A.R. marcherait sur Amiens, tandis que le IXme C.A. devait se déployer au sud de Roye, soutenu par la cavalerie Marwitz.

La coopération de cette dernière était d'autant plus nécessaire que le IXme C.A. avait été considérablement affaibli par l'attribution provisoire de sa 17me division d'infanterie à la IIme armée chargée d'une mission spéciale. L'armée de Bulow avait communiqué le 29 au soir qu'elle était engagée dans une lutte difficile avec des forces supérieures en nombre sur la ligne Essigny le Grand-Mont d'Origny sur l'Oise-Haution. Vu ses multiples obligations, les troupes détachées jusqu'à ce jour — tels le IIIme C.A.R. à Anvers, la 43me division d'infanterie de réserve von Lepel à Bruxelles, — le renforcement des étapes, l'allongement des communications, il devenait difficile au Commandant de la Ire armée d'accorder cette division ; mais la situation invoquée ne permettait pas un refus.

L'artillerie de cette 17me division participa avec la IIme Armée à la bataille de Saint-Quentin, tandis que son infanterie servait de réserve à l'aile droite de von Bulow. L'artillerie lourde et l'état-major du IXme C.A. restèrent à Roye avec la 18me division.

Déjà dans la matinée du 30 on s'aperçut que l'armée d'Amade ne résistait pas sur la rive nord de l'Avre ; les forces en position près d'Amiens, estimées à un corps d'armée, reculèrent devant le IV^me^ C.A.R. Les rapports de la II^me^ armée indiquaient que le principal effort de l'ennemi se portait contre son aile droite à Saint-Quentin. Pour ces motifs le Haut Commandement de la I^re^ Armée estima qu'il pourrait devenir nécessaire d'opérer une conversion du sud-ouest, qui était la direction suivie jusque là, au sud, et même au sud-est si la II^me^ Armée réclamait un soutien immédiat. Par l'ordre d'armée daté du 30 août, 9 heures 30 du soir, ce déplacement de la I^re^ Armée vers la gauche avait été prévu comme suit : le IV^me^ C.A.R. et le II^me^ C.A. avanceraient vers Amiens-Moreuil, les IV^me^ et III^me^ C.A. et la moitié du IX^me^ C.A. à droite vers Braches sur l'Avre au dessus de Moreuil et à la gauche vers Roye et au sud-ouest ; l'échelonnement des corps d'armée et leur liaison se feraient sur la gauche.

A 11 heures 30 du matin, le Haut Commandement donnait les nouveaux objectifs de marche suivants : le IX^me^ C.A., moins la 17^me^ division d'infanterie, Guiscard; le III^me^ C.A. la route de Roye à Noyon ; le IV^me^ C.A. Roye sur Matz. Le II^me^ C. A. devra couvrir la marche sur l'Avre et le IV^me^ C.A.R. sur Amiens. Ainsi l'enveloppement de l'ennemi en retraite sur les deux ailes entraînait une conversion vers le sud, qui ne devait rencontrer aucune difficulté si les corps d'armée étaient bien conduits. A 5 heures 55 de l'après-midi arriva un radiogramme de la II^me^ armée : « Ennemi complètement battu ; il recule en masse sur la Fère. » Les Anglais, qui barraient l'Oise au sud-ouest de la Fère, se retiraient aussi au sud et en partie au sud-est. Devant les III^me^ et IV^me^ armées l'ennemi se repliait également.

La II^me^ armée voulait se reposer le 31 août, mais les forts de La Fère la canonnèrent. A 6 heures de l'après-midi le radiogramme suivant réclamait la collaboration de la I^re^ armée :

« Afin d'exploiter à fond le succès on prie instamment la I^re^ armée d'opérer une conversion sur La Fère-Laon, avec Chauny comme pivot. »

Il en résulte que le Haut Commandement de la II^me^ armée donnait plus d'importance à la Fère, Laon et Reims que la suite ne devait le démontrer. A notre avis nous ne pouvions répondre à ce désir qui était contraire aux instructions du Commandement Suprême, d'autant plus que notre rôle était de poursuivre énergiquement, afin de tomber sur le flanc de l'ennemi en retraite au sud et au sud-est. Aussi le soir du 30, nous transmîmes au Commandement Suprême : « La I^re^ armée a obliqué vers l'Oise et avancera le 31 sur Compiègne-Noyon pour exploiter le succès de la II^me^ armée. » Le matin du 31 arriva ce radiogramme : « Les mouvements entamés par la I^re^ armée correspondent aux intentions du Commandement Suprême. »

CAPACITÉ DE MARCHE ET VALEUR COMBATIVE DE L'ARMÉE.

Le cours de la campagne exigeait, à l'arrière des troupes, des efforts de plus en plus considérables de la part des trains et convois, artères vitales de l'armée.

La préoccupation constante des chefs était de les maintenir en forme. L'état des animaux de trait était satisfaisant, car nous avions à notre disposition de riches champs d'avoine, en plus des approvisionnements que l'intendance nous fournissait avec abondance. Les officiers et les sous-officiers, malgré une instruction parfois insuffisante faisaient de leur mieux pour éviter des à-coups. Au commencement de la guerre les cadres des services du train étaient trop peu nombreux ; il ne faut donc pas s'étonner si des incidents fâcheux se produisaient parfois. Bien des années auparavant, le Commandement Suprême avait voulu reconstituer et renforcer le train des équipages, mais cette œuvre n'avait malheureusement pu être achevée ; aussi l'augmentation du personnel qui aurait dû se produire à partir de l'heure de la mobilisation restait-elle en suspens. Une étroite surveillance et des ordres énergiques étaient nécessaires pour corriger les défauts d'organisation. L'expérience acquise petit à petit nous amena à la conviction que l'armée ne pouvait se maintenir en état de combattre et mettre en ligne les effectifs nécessaires que si l'organisation des trains et convois était perfectionnée. Au cours d'opérations pénibles et difficiles, ils ont pu faire face à des exigences formidables. Le type, la forme, le poids de certains véhicules aussi bien à traction animale que mécanique, et leur mobilité feront l'objet d'un examen ultérieur.

Le 31 Août.

Conformément à la décision prise le 30 au soir et communiquée au Commandement Suprême, et malgré les fatigues extrêmes de ces dernières semaines, il n'était pas possible de faire autrement que d'imposer aux troupes des étapes plus longues que les jours précédents. Les avant-gardes du IV^me^ C. A. R. devaient atteindre Ailly ; le II^me^ C.A. Maignelay et Tricot ; le IV^me^ C. A. la région boisée à l'est de Saint-Maur et de Mareuil, le III^me^ C. A. Bailly et Cuts ; le IX^me^ C. A. devait avancer vers Coucy le Château, la 17^me^ division d'infanterie être ramenée par Chauny.

Dans le courant de la journée il devint évident que l'ennemi se repliait par Verberie-Vic-Soissons, l'aile gauche française probablement par Soissons. Les corps d'armée durent continuer la marche ; ainsi les têtes de colonnes du II^me^ atteignirent l'Aisne inférieure à Attichy-Vic. Une visite du Commandant en chef à Lassigny lui permit de constater la parfaite discipline de la 5^me^ division.

Les avant-gardes du IX^me^ C.A. occupèrent Vezaponin ; la cavalerie Marwitz quitta la région au nord de Roye pour marcher sur Matz ; elle passa l'Oise à Thourotte, traversa la forêt de Laigue et se rencontra dans la région d'Attichy au nord de l'Aisne avec la 5^me^ division, à l'aile droite du III^me^ C. A. Le I^er^ corps de cavalerie de la II^me^ armée était arrivé le 30 août dans la région de Noyon : on lui demanda d'avancer le 31 vers Soissons par Ribécourt sur l'Oise.

Au soir, la I^re^ armée était disposée sur deux échelons : le premier avec les corps de Marwitz, Lochow, Quast, sur l'Aisne inférieure, le second sur la droite avec les corps de Gronau, Linsingen, Sixt von Armin, en cercle depuis

Ailly sur la Selle par Maignelay à Moreuil-Lamotte dans les bois à l'ouest de Noyon. Le IV^me^ C.A.R. couvrait le flanc droit, la cavalerie de l'armée Bulow le flanc gauche et assurait la liaison entre les deux armées. Le Q. G. se transporta de Péronne à Noyon.

Le 1^er^ septembre nous entrâmes en contact étroit avec de fortes arrière-gardes ennemies. L'ordre de la veille avait indiqué que l'aile gauche française s'était repliée le 31 de La Fère par Soissons.

De la ligne de l'Oise-Noyon-Verberie l'ennemi, probablement l'armée anglaise, allait se replier sur la ligne Senlis-Crépy en Valois-Villers-Cotterets, des forces moindres seraient en face du I^er^ C. A., dans la direction de Clermont. Afin de tomber sur les Anglais pendant leur retraite, le 1^er^ septembre il fut prescrit à l'armée de poursuivre vers le sud dans l'ordre suivant :

Le IV^me^ C. A. R. vers la région au nord de Saint-Just en Chaussée ; il continuera à couvrir le flanc droit de l'armée et protégera les trains et convois.

Le II^me^ C. A. par Estrées Saint-Denis et par Remy ; ses avant-gardes, au delà de l'Oise, à Verberie et au Meux. Exploration sur le flanc droit jusqu'à Clermont-Creil-Senlis.

Le IV^me^ C. A. par Compiègne-Gilocourt et par Thourotte-Pierrefonds sur la lisière sud de la forêt de Compiègne.

Le III^me^ C. A. par Attichy-Taillefontaine et par Vic-Vivières.

Le IX^me^ C. A. par Ambleny-Longpont, en amenant sa 17^me^ division d'infanterie par Chauny, après avoir atteint le 31 août Saint-Simon à l'embouchure du canal Crozat dans la Somme.

Le 1^er^ septembre, à 8 heures du matin, les avant-gardes des IV^me^, III^me^, IX^me^ corps d'armée passeront l'Aisne et l'Oise. La cavalerie de Marwitz sera lancée contre l'aile gauche française en passant par Villers-Cotterets ; on demandera à la cavalerie de la II^me^ armée d'avancer par les forêts de Villers-Cotterets et de Soissons.

Ces mouvements amenèrent de violents combats à Verberie et à Saint-Sauveur là où le II^me^ C. A., soutenu par le corps de cavalerie Marwitz revenant d'un raid dans la région d'Attichy, vers l'ouest, s'empara des importants passages de l'Oise.

Le IVme C. A. combattit à Gilocourt, vers la fin de l'après-midi, le IIIme C. A. à Villers-Cotterets. Par suite des combats de Verberie, le corps Marwitz ne put atteindre son but, Nanteuil le Haudouin. Sa 4me divison, après avoir surpris les bivouacs ennemis à Néry, fut vivement harcelée par des forces supérieures qui lui infligèrent de lourdes pertes, dans la région de Rosières, au nord de Nanteuil le Haudoin.

Les Anglais, identifiés devant le front de l'armée, s'étaient retirés de la région de Compiègne-Noyon vers Senlis-Crépy en Valois-La Ferté-Milon, l'aile gauche française, probablement, au sud par Soissons.

Après ces opérations, le soir du 1re septembre l'armée était disposée comme suit :

Le IVme C. A. R. autour de Quimquempoix,

Le IIme C. A. au sud de Verberie jusqu'à Saint-Sauveur,

Le IVme C. A. autour de Crépy en Valois,

Le IIIme C. A. à Vauciennes-Villers-Cotterets,

Le IXme C. A. à Longpont, sa 17me division d'infanterie à Champs.

Dans son avance sur Amiens le IVme C. A. R. s'était emparé d'énormes approvisionnements ; à Noyon il trouva de grandes quantités d'avoine, de paille et de foin. Entre temps La Fère avait été évacuée par l'ennemi, et, après s'être reposé le 1er septembre, l'aile droite de la IIme armée avait progressé jusqu'à Brancourt, sa cavalerie jusqu'au nord de Soissons. Le 2 septembre son intention était de continuer la poursuite au sud, l'ennemi ayant également reculé devant la IIIme armée.

Il résulta d'une lettre interceptée le soir du 1er septembre, que ce même jour à midi l'armée anglaise avec ses 1re, 2me, 3me, 5me divisions, le 2me corps, les 3me et 5me brigades de cavalerie, avait eu l'intention de prendre du repos au sud de la ligne Verberie-Crépy en Valois-La Ferté-Milon. L'ennemi pouvait donc encore être atteint. Il était nécessaire de refuser aux troupes le repos qu'elles espéraient depuis longtemps, afin de les préparer pour une offensive générale, le 2 septembre. Le 1er septembre 1914, à 10 heures 15 du soir, l'ordre d'armée suivant fut émis :

« 1. L'ennemi a opposé aujourd'hui de la résistance à Verberie-Crépy en Valois et à Villers-Cotterets. L'armée anglaise composée de 3 corps d'armée, sans cavalerie, se trouve probablement au sud, dans les forêts de Crépy et de la Ferté-Milon, ainsi qu'au sud de Verberie.

« 2. Le I^er^ corps de cavalerie progressera dans la région à l'est de Soissons. L'aile droite de la II^me^ armée ne dépassera probablement pas Soissons, demain, dans la direction du sud.

« 3. L'armée attaquera demain les Anglais comme suit : Le II^me^ C. A. à l'ouest de la voie ferrée Orrouy-Nanteuil ; exploration à l'est de la route Creil-Paris vers le front est de Paris.

« Les IV^me^ et III^me^ C. A. entre cette voie ferrée et la lisière est des forêts de Villers-Cotterets et l'Ourcq. Limite des secteurs d'attaque : Vaumoise-Betz-Puisieux. La ligne Verberie-Villers-Cotterets sera dépassée demain matin à 8 heures.

« Le IX^me^ C. A. se mettra en mouvement à 3 heures du matin et avancera à l'est du III^me^ C. A. et des forêts mentionnées plus haut pour attaquer l'ennemi ; la 17^me^ division d'infanterie avancera par échelons sur la gauche. Couverture et exploration sur le flanc gauche. Liaison avec le I^er^ corps de cavalerie.

« Le IV^me^ C.A.R. se mettra en mouvement à 1 heure du matin pour atteindre Creil de bonne heure. Exploration pendant la marche et à l'ouest de la route Creil-Paris vers le front nord de Paris.

« Le corps de cavalerie Marwitz avancera entre le II^me^ et IV^me^ C. A., en liaison avec l'aile gauche du II^me^ C. A., pour soutenir l'attaque. Dès qu'il le pourra, il poussera de fortes reconnaissances vers le front nord et nord-est de Paris. Demain matin à 11 heures, transfert du Q.G. de Noyon à Compiègne. »

Mais ces instructions furent inutiles, car l'armée anglaise se déroba à temps à l'enveloppement en se retirant par la Marne sur la ligne Meaux-La Ferté sous Jouarre et ensuite sur Coulommiers. Seul le II^me^ C. A. rencontra à Agnon-Montépilloy, à l'est de Senlis une division d'infanterie française et une division de cavalerie anglaise. L'ennemi opposa une résistance énergique, mais avec l'aide du corps de cavalerie survenant de Borest, il fut battu et poursuivi jusqu'à Pontarmé-Montaby.

Il ne fallait plus compter obtenir là un succès décisif sur les Anglais. Aussi fut-il décidé de faire marcher les deux corps d'armée de l'aile gauche, les III^me^ et IX^me^, dans la direction générale de Château-Thierry contre le flanc des Français qui se repliaient devant la II^me^ armée, de Braisne-Fismes sur Château-Thierry-Dormans. En liaison avec l'armée Bulow il y avait des chances de porter des coups sensibles à l'aile gauche française. Mais, échelonnée en profondeur, la I^re^ Armée n'était pas en mesure de couvrir cette opération sur le flanc et à l'arrière, et de contenir en même temps la garnison de Paris et les Anglais.

Le 2 septembre, en plus des rapports concernant les combats à l'est de Senlis, nous reçûmes les suivants : « Vers 11 heures du matin, de fortes colonnes ennemies se retiraient de Braimes sur Château-Thierry et à l'est par Fère en Tardenois. A 11 heures du matin d'importants bivouacs encore occupés étaient signalés à l'est de Fère en Tardenois. L'ennemi a été vu se retirant au sud-ouest de Beauvais dans la direction de Gisors. A l'est de Beauvais, de la cavalerie est en marche sur Clermont. La contrée à l'ouest et au nord de Beauvais est libre d'ennemis. »

Des ordres d'armée, émis à Compiègne à 1 heure 15 et à 2 heures, tinrent au courant les corps d'armée. Le dernier ordre disait que ce jour-là l'aile droite de la II^me^ armée passerait l'Aisne à Soissons et que le IV^me^ C. A. obliquerait sur Château-Thierry pour prendre de flanc l'ennemi en retraite. Le II^me^ C. A. se dirigerait également sur Château-Thierry, en avançant aussi loin que possible et en envoyant de la cavalerie, de l'artillerie, de l'infanterie et des mitrailleuses par autos pour soutenir le IX^me^ C. A. et reconnaître la Marne jusqu'à Vareddes. Le IV^me^ C. A. avancerait jusqu'à la Thérouane dans la région d'Oissery et de Fosse Martin, le II^me^ C. A. continuerait l'offensive à l'est de Senlis et le IV^me^ C. A. R. couperait à l'ennemi la retraite vers l'ouest. Le corps Marwitz resterait sur l'aile droite, reconnaîtrait le front nord et nord-est de Paris, la Marne plus haut que

Paris, et en outre la rive droite de l'Oise dans la direction de Beauvais-Pontoise.

Le soir du 2 septembre, au quartier-général de Compiègne, la situation fut exposée de la manière suivante et formulée en un ordre à 9 heures 45 :

« 1. Outre les colonnes en retraite sur Meaux on en signale d'autres qui viennent de Nanteuil-Dammartin. Le II^{me} C. A. et le corps de cavalerie Marwitz ont rejeté l'ennemi à Senlis. Nous n'avons pas d'autres nouvelles concernant l'adversaire au sud de la Marne, sur la ligne Meaux-La Ferté sous Jouarre.

« 2. La II^{me} armée atteint aujourd'hui la ligne au sud de Soissons-Reims ; son aile droite avancera demain de Soissons sur Château-Thierry.

« 3. Le IX^{me} C. A. continuera l'offensive contre le flanc des Français, qui, devant la II^{me} armée, se retirent sur Château-Thierry par Fère en Tardenois. Le III^{me} C. A. avancera au sud du IX^{me} C. A. sur Château Thierry. De la cavalerie, de l'artillerie, des mitrailleurs et de l'infanterie sur autos seront envoyés en avant pour attaquer l'ennemi au passage de la Marne.

« 4. Les III^{me} et IX^{me} C. A. se concerteront pour l'offensive. Si le contact avec l'ennemi n'est pas pris, ils évacueront sans tarder la route de marche de l'aile droite de la II^{me} armée Soissons-Château Thierry (VII^{me} C. A.) vers l'ouest. Le II^{me} C. A. explorera dans sa direction de marche vers la Ferté sous Jouarre-Château-Thierry et reconnaîtra les passages.

« 5. Demain le IV^{me} C. A. avancera, en couvrant le flanc droit vers Paris-Meaux, dans la direction de Crouy, au sud de la route Betz-Mareuil-Brumetz. Mesures de sûreté et d'exploration vers Meaux-La Ferté sous Jouarre. Q. G. Crouy.

« 6. Le II^{me} C. A. chassera l'ennemi des forêts au sud de Senlis et marchera dans la direction de Nanteuil et à l'est de la route Crépy en Valois-Nanteuil. Q. G. Nanteuil. Exploration et sûreté vers Dammartin-Meaux.

« 7. Le IV^{me} C. A. R., après s'être mis d'accord avec le II^{me} C. A., l'aidera à débarrasser de l'ennemi les forêts au sud de Senlis et avancera dans la région à l'est et au nord-est de Senlis, à l'ouest des quartiers du corps de cavalerie. Il se protégera par un détachement à Creil et disposera des postes à la lisière sud des forêts, au sud de Chantilly et de Senlis. Q. G. Rully. Exploration sur le flanc droit par l'Oise et vers le front nord de Paris.

« 8. Le corps de cavalerie Marwitz prendra ses quartiers à l'ouest de la route Crépy en Valois-Nanteuil et y restera demain.

« 9. Exploration aérienne des III^{me}, IV^{me}, II^{me} C. A. de la Marne dans leurs rayon respectifs. Les ponts de fortune pour poids lourds à Noyon et Compiègne seront terminés. Le 18^{me} régiment du génie suivra le III^{me} C. A. Demain matin à 10 heures, Q. G. de l'armée à La Ferté Milon. Des instructions spéciales règleront les communications à l'arrière et les mouvements des trains et convois.

PLAN DU COMMANDEMENT SUPRÊME POUR REFOULER LES FRANÇAIS AU SUD-EST DE PARIS.

LE 3 SEPTEMBRE.

Dans la nuit du 2 au 3 le Commandement suprême envoya le radiogramme suivant : « Le plan général est de refouler les Français au sud-est de Paris. La I^{re} armée suit la II^{me} armée en échelon, et continue à protéger le flanc des Armées. » On avait donc laissé tomber les instructions générales du 28 août qui prescrivaient à la I^{re} armée ses mouvements à l'ouest de l'Oise vers la Seine inférieure. La conversion de la I^{re} armée sur l'Oise et son passage dans le secteur Compiègne-Noyon le 31 août pour exploiter les succès de la II^{me} armée avaient eu cependant l'approbation du Commandement Suprême.

Le soir du 2 seprembre, la I^{re} armée avait achevé ses mouvements et se trouvait avec quatre corps d'armée et le corps de cavalerie dans l'espace compris entre Creil, La Ferté Milon, au nord-est de Paris ; elle était prête à toute opération à l'ouest du camp retranché de Paris, à l'est ou contre lui. Conformément aux ordres reçus, le vaillant IX^me^ C. A., qui était à l'aile gauche avancée de l'armée, faisait de son mieux pour envelopper à Château-Thierry le flanc gauche des Français en retraite.

Le Haut Commandement considérait le refoulement de l'ennemi de Paris vers le sud-est et, simultanément, le passage de la Marne et de la Seine comme une entreprise difficile et hasardée. Il était probable qu'au début on obtiendrait quelques succès, mais on ne pouvait guère espérer une poursuite de l'offensive capable de remporter une décision sur l'ennemi et de l'anéantir en partie. Il manquait aux armées de l'aile droite allemande quatre ou cinq divisions pour couvrir efficacement le flanc droit contre Paris, pendant qu'on continuerait les opérations au cœur de la France, et protéger les communications de plus en plus étendues des I^re^ et II^me^ armées. Cependant le Commandement Suprême était absolument convaincu que la garnison de Paris ne pourrait intervenir en dehors de la ceinture des forts. Tous les renseignements reçus jusqu'à ce jour confirmaient cette opinion. La position des armées à l'aile droite pouvait et devait devenir dangereuse, si le G. Q. G. français disposait de masses capables d'une offensive importante, sortie de Paris, et se basant sur une ligne de forts très étendue. Mais le Commandement Suprême allemand n'avait aucune crainte de ce côté ; grâce aux renseignements de son service d'informations il était sûr de son affaire. Jusque dans notre état-major cette opinion avait des partisans. Le Haut Commandement insista d'autant plus pour récupérer la brigade du IV^me^ C. A. R. toujours retenue à Bruxelles par le gouverneur général ; il demanda aussi de faire rallier toutes les troupes actives et de la zone des étapes et de les remplacer par de la landwehr et du landsturm.

Le développement ultérieur du rôle de la I^re^ armée fut exposé succintement durant ces jours décisifs dans le rapport suivant, daté du 4 septembre et adressé par le Haut Commandement au Commandement Suprême :

« Suivant le premier paragraphe de l'ordre précédent donné par radio les IX^me^ et III^me^ C. A. doivent être mis en mouvement aujourd'hui 3 septembre. Hier, après un violent combat à Chézy et Château-Thierry le IX^me^ C. A.

a passé la Marne, tandis que sa 17me division d'infanterie atteignait Oulchy la Ville. Entre temps les avant-gardes de la Ire armée occupaient la ligne Pontarmé-Montaby-Lagny le Sec-Fosse Martin-Rouvres, à l'ouest de Mareuil-La Villeneuve sous Thury-La Ferté Milon-Troesnes.

L'aile droite de la IIme armée a passé l'Aisne à Soissons et se trouve donc à une forte journée de marche en arrière des masses de la Ire armée. La IIIme armée paraît être en arrière sur la gauche de la IIme armée. Si l'on compare cette situation avec le deuxième paragraphe de l'ordre reçu par radio il en résulte ce qui suit : Si la Ire armée, qui est en avance d'une journée de marche, s'échelonne en arrière de la IIme armée, un refoulement de l'ennemi vers le sud-est devient impossible ; or, cette action a commencé hier au soir par l'occupation des passages de la Marne à Château-Thierry et en aval par la 18me division d'infanterie du IXme C. A. La Ire armée doit donc opérer la poussée principale pour refouler l'ennemi, elle seule le serre de près et peut exercer une influence sur la direction de sa retraite. Si elle reste sur place pendant deux jours pour s'échelonner derrière la IIme armée, le Commandement ennemi acquerra l'entière liberté d'action qu'il n'a pas actuellement. Le grand succès que le Commandement Suprême voudrait obtenir par son « Refoulement de l'ennemi au sud-est » et qu'il croit possible, ne peut plus être atteint si la Ire armée demeure momentanément sur place. C'est donc, pour la Ire armée, rester dans le sens des instuctions souvent mentionnées, que de continuer la poursuite dans la direction actuelle en passant la Marne. La protection du flanc allemand du côté de Paris semble assurée, si le IVme C. A. R., avec une division de cavalerie, la brigade attendue de Bruxelles et le IIme C. A., restent échelonnés en face du camp retranché et si des reconnaissances par cavalerie et avions sont poussées à fond. Le IVme C. A. R. à l'ouest de Senlis, le IIme C. A., le corps de cavalerie à Nanteuil le Haudoin sont en position d'attente. Q. G., à la Ferté Milon en arrière du centre de l'armée qui est disposée provisoirement en deux échelons forts de trois corps chacun.

Les dernières instructions du Commandement Suprême, qui devront être jugées dans leur ensemble, amenèrent alors aux conclusions suivantes, qui furent exposées dans un rapport au printemps 1915 :

« Jusqu'à la Ferté Milon le Haut Commandement de la Ire armée avait cru que le plan d'opérations allemand avait été exécuté à la lettre, que toutes les armées avançaient victorieusement et que partout l'ennemi avait été battu d'une façon décisive. L'inexactitude de ces renseignements, le fait surtout que l'aile gauche allemande s'était étendue au sud-ouest devant le front des forteresses françaises, étaient ignorés du Haut Commandement, lequel du reste ne connaissait qu'imparfaitement la situation générale de l'armée allemande. Les liaisons téléphoniques ne pouvaient pas toujours être établies en temps utile à cause de la rapidité de la marche; elles étaient souvent détruites par les gens du pays, par les incendies, et accidentellement aussi par nos propres troupes ou d'autre manière. Les communications avec le Commandement Suprême devaient se faire surtout par les stations de télégraphie sans fil, surchargées par le service du corps de cavalerie Marwitz et de l'armée voisine ; le Commandant en chef eut souvent l'occasion de s'en rendre compte lui-même. L'échange d'idées personnelles qui eût été absolument nécessaire entre le Haut Commandement et le Commandement Suprême ne pouvait se faire. Le Haut Commandement de la Ire armée était convaincu que la protection du flanc de l'armée allemande prendrait une importance toujours plus grande au cours de la marche ultérieure et que ses troupes qui, par la force des choses, devraient à la fois attaquer et protéger le flanc, ne suffiraient pas à la longue. Le renforcement de l'aile droite par un échelon d'environ deux corps d'armée semblait absolument nécessaire. »

Le matin du 4 septembre, ces considérations prirent corps sous forme d'un radiogramme adressé au Commandement Suprême :

« La Ire armée désire être renseignée sur la situation des autres armées ; car les nouvelles de leurs victoires décisives sont souvent suivies de demandes de renforts. La Ire armée, à la suite de combats continuels et de marches épuisantes, est arrivée à la limite de ses forces. C'est à ce prix seulement que le passage de la Marne a été ouvert au autres armées et l'ennemi obligé à une retraite prolongée. Par la hardiesse de ses opérations le IX^me C. A. s'est acquis une gloire éclatante. Maintenant nous espérons pouvoir exploiter le succès.

« L'instruction 2220 du Commandement Suprême qui prescrit à la I^re armée de s'échelonner derrière la II^me armée ne peut être suivie dans ces circonstances. Le refoulement projeté de l'ennemi, de Paris vers le sud-est, ne peut réussir que si la I^re armée se porte en avant. La nécessité de couvrir le flanc diminue la force offensive. On demande d'urgence des renforts. Dans cette situation toujours variable la I^re armée ne peut prendre de nouvelles décisions importantes que si elle est renseignée d'une façon permanente sur la situation des autres armées qui paraissent être plus en arrière. Nous sommes en liaison constante avec la II^me armée. »

Le soir du 3 septembre les instructions suivantes furent adressées de la Ferté Milon aux corps d'armée :

« Sur les hauteurs au sud-est de Château-Thierry la division de tête du IX^me C. A. a engagé la lutte avec l'ennemi en recul de Chézy sur Montmirail. Au soir l'adversaire a étendu sa position par Courboin-Viffort sur Vieil Maison. D'après tous les indices les colonnes en retraite sont en grand désordre. L'adversaire, probablement anglais, qui est en marche de Meaux sur Coulommiers a pris ce soir ses quartiers au nord de Coulommiers. Cet après-midi le terrain entre Coulommiers et près de Vieil Maison a été reconnu libre d'ennemis. On a identifié de la cavalerie anglaise au nord de la Ferté sous Jouarre. La II^me armée a atteint la Marne; son aile droite est tout près de Château-Thierry; elle avancera demain de Brasles par Confremaux-Corrobert, le I^er corps de cavalerie marchera de Château-Thierry sur Montmirail.

« La I^re Armée continuera demain sa marche en passant la Marne pour refouler les Français à l'est. Si les Anglais offrent de la résistance il faudra les repousser. La marche se fera comme suit : le IX^me C. A., d'accord avec le VII^me C. A., par Chézy sur Marne-Rozoy-Belleville et sur la route Château-Thierry-Montmirail, dans la direction de Montmirail ; le III^me C. A. par Bois Martin-

Sablonnières sur Saint-Barthélemy et par Vieil Maison-Montolivet.

« Le IV^me^ C. A. passera la Marne à la Ferté sous Jouarre et à Saacy puis il avancera dans la direction générale de Rebais.

« Le II^me^ C. A., en se couvrant du côté de Paris, atteindra la Marne à l'ouest de La Ferté sous Jouarre et enverra des avant-gardes jusqu'à la chaussée de Meaux-La Ferté sous Jouarre.

« Le IV C. A. R. d'accord avec le II^me^ C. A. avancera dans la région de Nanteuil le Haudoin et à l'est. Il assurera vers Paris la couverture du flanc et des communications et sera prêt à se joindre le 5 septembre au mouvement de l'armée sur l'aile droite. La brigade laissée à Bruxelles arrivera probablement le 5 septembre à Compiègne.

« Deux divisions du corps de cavalerie marcheront sur La Ferté sous Jouarre. Pour le passage ultérieur de la Marne elles se mettront d'accord avec le IV^me^ C. A. et au besoin avec le III^me^. Elles devront s'entendre avec le II^me^ C. A. pour traverser son rayon de cantonnements. Le corps de cavalerie laissera une division en face du front nord-est de Paris. Demain elle restera dans ses quartiers et sera placée sous les ordres du général commandant le IV^me^ C. A. R.

« Dès demain on commencera à détruire les voies ferrées du nord, du nord-ouest et de l'ouest menant à Paris. Les postes du IV^me^ C. A. R. à Creil et à la lisière sud de la forêt de Senlis seront remplacés par de la cavalerie.

« Les ponts de la Marne, de Saacy jusqu'à Château-Thierry, sont en état ; nous n'avons pas encore de renseignements sur ceux de la Ferté sous Jouarre et plus à l'ouest. Le 18^e^ régiment du génie se joindra au III^me^ C. A. »

Des instructions spéciales visaient les communications à l'arrière et le transfert de la tête d'étapes à Chauny dès le 5 septembre.

Conformément au radiogramme du Commandement Suprême cinq corps d'armée accomplirent une forte étape en formations denses vers le sud-est ; les II^me^ C. A., IV^me^ C. A. R., 4^e^ division de cavalerie et la 5^me^ brigade attendue de Bruxelles assuraient la protection du flanc.

Le 4 Septembre les IV^me^ et III^me^ C.A., le IX^me^ C.A.R., ces deux derniers en livrant des combats à de fortes arrière-gardes ennemies, atteignirent la ligne de Rebais-Montmirail, à mi-chemin entre Le Petit et Le Grand Morin.

Le corps de cavalerie atteignit La Ferté sous Jouarre ; le II^me^ C. A. atteignit Tilport à l'est de Meaux, formant l'aile et le flanc droits de l'armée pour passage de la Marne.

Des renseignements d'aviateurs nous apprirent que de grandes forces ennemies abandonnaient la région de Coulommiers et de Montmirail au sud, à l'abri de leurs arrière-gardes. La II^{me} armée atteignit la ligne de Pargny la Dhuis-Epernay, la III^{me} armée Reims. La II^{me} avait communiqué le soir du 3 que « devant elle l'ennemi était également en pleine retraite au sud de la Marne ».

L'ordre du 4 septembre, à 8 heures 30 du soir, daté de La Ferté Milon, escomptait que le Commandement Suprême maintiendrait son intention de refouler l'ennemi de Paris dans la direction du sud-est. Nous le résumons comme suit :

« Les 2 et 3 septembre le IX^{me} C. A. a avancé par Château-Thierry et a fixé l'ennemi en le prenant de flanc. Aujourd'hui il l'a rejeté sur Montmirail. Ce soir de fortes colonnes françaises se retirent de Montmirail par Esternay. L'aile droite de la II^{me} armée avancera de Pargny la Dhuis sur Montmirail. Reims est pris. Demain la I^{re} armée continuera sa marche vers la Seine, en se couvrant du côté de Paris. Si loin que les Anglais battent en retraite, il faudra les attaquer.

« Après qu'il aura rejeté l'ennemi de Montmirail le IX^{me} C. A. fera avancer son aile droite par Montenils-Le Veziers-Neuvy jusqu'aux environs d'Esternay. La route de Montmirail-Mailaunay-Sézanne est réservée à la II^{me} armée. L'aile droite du III^{me} C. A. passera par Saint-Barthélemy-La Chapelle Veronge jusqu'à Sancy.

« Le IV^{me} C.A. poussera jusqu'aux environs de Choisy ; couverture et exploration sur le front et en direction de Coulommiers-Rozoy. Le II^{me} C. A. avancera par la Marne jusqu'au Grand Morin inférieur, en aval de Coulommiers. Il protégera le flanc de l'armée du côté est de Paris.

« Le IV^{me} C.A.R. avancera demain de la région de Nanteuil le Haudoin dans celle de Marcilly-Chambry au nord de

Meaux. Il assurera la couverture au nord de la Marne du côté du front nord-est de Paris.

« La 4^me^ division de cavalerie sur l'aile droite restera demain subordonnée au IV^me^ C. A. R. Le II^me^ corps de cavalerie avancera à l'ouest du IV^me^ C. et ultérieurement dans la direction de Provins. Sa tâche consistera probablement à attaquer l'aile française au moment du passage de la Seine. Demain matin dès 10 heures Q. G. à Rebais. »

Les mouvements s'accomplirent sans difficulté le 5 septembre. Trois corps d'armée, les IV^me^, III^me^, IX^me^ et le II^me^ corps de la cavalerie constituaient une forte aile marchante dans la direction sud-est où l'ennemi devait être refoulé ; le II^me^ C. A., le IV^me^ C. A. R. et la 4^me^ division de cavalerie dirigés vers le sud formaient la couverture du côté de Paris. Le II^me^ C.A. était de plus en mesure d'enfoncer les Anglais à condition toutefois qu'ils résistassent : on les supposait au sud de Coulommiers et du Grand Morin inférieur.

Ainsi la I^re^ armée avait atteint le 5 septembre en une une marche ininterrompue, depuis la frontière de la Province Rhénane jusqu'à la Seine moyenne, par le Grand Morin, le point culminant de ses opérations. Les marches, petites et grandes, s'étaient succédées avec quelques rares intervalles de repos, ainsi que des combats presque ininterrompus, supportés grâce à la force morale des chefs subordonnés et à l'héroïsme des troupes. Capable encore, sans doute, d'accomplir des exploits guerriers, l'armée n'était plus en mesure d'exécuter de vastes mouvements. Ces combats et ces marches de troupes suivies de leurs trains et de leurs convois, représentent une somme d'efforts telle qu'il en a été rarement fournie dans l'histoire de la guerre. La saison favorisait la campagne : le ravitaillement était abondant et de bonne qualité. L'état sanitaire donnait toute satisfaction.

Le 5 septembre, après que l'armée eut commencé ses mouvements, arriva à La Ferté Milon, à 7 heures 15 du soir un radiogramme parti du Commandement Suprême le 4, à 7 heures du soir, et donnant de nouvelles instructions :

« Les I^re^ et II^me^ armées resteront face au front est de Paris. La I^re^ armée entre l'Oise et la Marne, en occupant les passages de la Marne à l'ouest de Château-Thierry ; la IIme armée entre la Marne et la Seine, en occupant les passages de la Seine entre Nogent et Méry, inclus. La IIIme armée marchera sur Troyes et vers l'est. »

A la Ferté Milon nous ne savions pas dans quelle mesure cette décision du Commandement Suprême était en rapport avec notre exposé du 4 septembre. Nous aurions préféré recevoir ces instructions quelques jours plus tôt. Car le but fixé à l'offensive de la Ire armée, le refoulement de l'armée française de Paris vers le sud-est, n'était possible que si le service central des renseignements avait constaté avec certitude qu'il n'existait pas de forces ennemies importantes capables, en venant de Paris, d'attaquer notre flanc disposé en profondeur et les communications de l'aile droite allemande. Les conclusions suivantes furent adoptés à La Ferté Milon :

Le 3 septembre les têtes de colonnes de la Ire armée ont passé la Marne et s'approchent aujourd'hui de la Seine. Pour exécuter l'ordre reçu par radio, il faudra abandonner le contact avec l'ennemi et reculer de 2 à 3 jours de marche en arrière. Nous avons l'impression que l'ennemi, malgré les lourdes pertes qu'il a éprouvées, s'est retiré en assez bon ordre. Si nous le lâchons, il peut se refaire, reprendre la liberté de ses mouvements et même passer à l'offensive. Par conséquent il semble préférable de le rejeter au delà de la Seine et d'opérer seulement alors la conversion des Ire et IIme armées sur Paris. Le temps qui est nécessaire à l'ennemi pour se concentrer à Paris et passer à l'attaque, serait suffisant pour nous permettre de mener à bien l'offensive contre la Seine. Cette opinion se base sur le fait que — autant que nous le savons — partout les armées allemandes progressent victorieusement et que l'ennemi ne peut disposer de forces assez nombreuses pour menacer notre flanc.

Comme nous l'avons déjà dit le 4 septembre, le Haut Commandement de la Ire armée n'était pas à même de savoir si telle était bien la situation générale. Cette proposition fut donc soumise au Commandement Suprême et au Haut Commandement de la IIme armée mais en même temps on prépara l'exécution de la conversion ordonnée pour le lendemain, 6 septembre. La poursuite prescrite pour le 5 septembre, et déjà en cours, continua de haute lutte. Le IV^me C. A. R. et le corps de cavalerie reçurent l'ordre de s'arrêter, le dernier sur le route de Rozoy-Beton Bazoches ; en tête, la 22^me division d'infanterie du IV^me C. A. R., au moment de recevoir l'ordre de s'arrêter, était parvenue dans la région de Marcilly-Chambry, et la 4^me division de cavalerie, sur l'extrême aile nord, avait dès 10 heures du matin atteint le but fixé pour la journée. Des reconnaissances par avions confirmèrent que l'ennemi se retirait sur tout le front, de Paris jusqu'à la route de Sézanne-Romilly.

De l'avis formel du Commandement Suprême parvenu le 5 au soir il résultait que l'ennemi transportait vers l'ouest des troupes de la ligne Belfort-Toul et qu'il en enlevait d'autres devant le front de nos III^me, IV^me et V^me armées. Le Commandement Suprême en déduisit qu'il concentrait de grandes forces pour protéger la capitale et menacer l'aile droite allemande. Il résulta d'explications verbales du lieutenant-colonel Hentsch, qui était venu apporter l'ordre, que — au grand étonnement du Haut Commandement de la I^re armée qui, sur la foi des communiqués du 4 septembre au matin, croyait toutes nos armées victorieuses — notre aile gauche, formée des V^me, VI^me, VII^me armées était arrêtée devant les frontières françaises de l'est et ne pouvait fixer l'ennemi. Par conséquent il fallait admettre que celui-ci pourrait transporter par voie ferrée des troupes de son aile droite vers Paris. Pour la I^me armée il en découlait une toute autre conception de la situation. Cette opinion fut renforcée par la nouvelle, arrivée tard dans la soirée, de la présence de grandes forces ennemies à Dammartin, au nord-est de Paris.

ATTAQUE DU IV^me C. A. R. DANS LA DIRECTION DE DAMMARTIN.

Le 4 septembre déjà, ce corps, chargé de la couverture au nord de la Marne, avait constaté des forces ennemies considérables à Dammartin et au sud. Le 5, lorsque de petits détachements s'avancèrent dans la direction de

Saint-Soupplet et au sud, en vue de soutenir les reconnaissances de la 4^{me} division de cavalerie dans la direction de Paris, ils constatèrent que des colonnes ennemies s'avançaient de Saint-Mard et du sud. Pour s'assurer avec précision de ce qui se passait à Dammartin le général von Gronau ordonna une attaque qui, après un rude combat, obligea l'ennemi à reculer sur tout le front du corps d'armée, de Saint-Soupplet jusqu'à la hauteur à 2 kilomètres à l'ouest de Ponchard. La 4^{me} division de cavalerie qui s'avançait au nord du IV^{me} C. A. R. rencontra aussi d'importantes forces ennemies, dont elle réussit à briser l'attaque dans la région d'Ognes-Brégy. Les Français comptaient au moins deux divisions et demie avec une puissante artillerie lourde. Pour ne pas être exposé au feu des positions avancées du camp retranché de Paris et afin d'éviter un enveloppement de l'aile droite par l'ennemi en face de la 4^{me} division de cavalerie, le général von Gronau arrêta la poursuite sur la ligne de Cuisy-Iverny et, à la tombée de la nuit, fit retirer ses troupes derrière Thérouanne, sur la ligne La Ramé-Gué à Tresmes.

Ces mouvements s'opèrent sans être gênés en rien par l'ennemi. Le premier coup dans le flanc exposé de la I^{re} armée fut paré grâce aux excellentes mesures du général von Gronau, à la ténacité de son corps d'armée et à la valeur de la 4^{me} division de cavalerie.

RELATIONS AVEC LE COMMANDEMENT SUPRÊME. SES INSTRUCTIONS.

Ainsi qu'il résulte de cet exposé, la liaison de la I^{re} armée avec le Commandement Suprême n'était pas assez complète. Nous en avons déjà donné quelques motifs. Avec la II^{me} armée le contact et les échanges de vue étaient continuels. Mais les instructions du Commandement Suprême arrivaient en retard sur les événements, du fait que la I^{re} armée, placée à l'extrême droite, marchait très vite et décrivait une courbe démesurée.

Ces instructions seront soumises à un rapide examen du point de vue du Haut Commandement de la

Ire armée. Et il ne faut pas négliger, à la gloire des troupes et de leurs chefs, l'opinion du Commandement Suprême exprimée par le porteur des ordres du 4 septembre : « Les efforts fournis par la Ire armée sont au-dessus de tout éloge. » L'armée était convaincue d'avoir rempli son devoir jusqu'à la limite du possible.

L'idée principale des instructions du 28 août était que la Ire armée avec le corps de cavalerie marcherait à l'ouest de l'Oise vers la Seine inférieure. Elle devait être prête à participer aux combats de la IIme armée, couvrir le flanc de l'armée allemande et empêcher la concentration de nouvelles forces ennemies dans son champ d'opérations. Elle était destinée à s'étendre très loin, peut-être dans la région de Compiègne-Abbeville-Dieppe-Rouen-Mantes-Creil. La IIme armée, précédée de son Ier corps de cavalerie, avancerait sur Paris par La Fère-Laon. Elle emporterait Maubeuge, ensuite La Fère et — d'accord avec la IIIme armée — Laon. Ces trois armées devaient agir d'un commun accord et se soutenir réciproquement dans leurs secteurs de combat. Il était possible qu'une forte résistance opposée sur l'Aisne et plus tard sur la Marne provoquât une conversion des armées du sud-est vers le sud.

Comme nous l'avons dit, la Ire armée avait d'abord continué sa progression de la Somme vers le sud-ouest. Les instructions générales envisageant un déplacement des trois armées plus à l'ouest, on avait assigné à la Ire armée, lors de ses progrès ultérieurs à l'ouest de l'Oise, la direction du secteur de la Seine Rouen-Mantes ; elle devait détruire les forces ennemies qu'elle y rencontrerait, les jeter si possible dans la Seine dont elle occuperait les passages. Tâche pleine de promesses, mais impossible à remplir. Car les forces allemandes de l'aile droite pouvaient être appelées à tout moment à se diriger vers Beauvais-Vernoz, par fractions ou en totalité, afin de soutenir les armées voisines. L'insuffisance des effectifs sur le front français, qui aurait rendu nécessaire le prélèvement de gros renforts sur le front oriental, s'opposait à des opérations d'une telle envergure. Les bruits qui avaient circulé auprès du Haut Commandement, d'une attaque de la Ire armée dans le dos des Anglo-Français par la Seine inférieure-Dreux-

Etampes, étaient absurdes tant nos forces de l'aile étaient disproportionnées à ce dessein. Il fallait encore ajouter à tout cela l'encerclement de Paris par le nord-est et le nord-ouest et la protection de communications illimitées.

D'après les idées du Commandant en chef, à la fin d'août et au commencement de septembre, une intervention du Commandement Suprême pour ralentir les opérations aurait pu déterminer une stratégie plus solide. Il aurait fallu respirer, attendre plusieurs divisions de Lorraine, occuper le secteur de la Marne, encercler Paris par la rive droite de la Seine et de la Marne, attaquer le front nord-est de Paris avec l'artillerie lourde de la I^re^ armée et celle disponible de la II^me^ armée. Une fois l'armée en place et reposée, renforcée au moyen d'éléments de Lorraine, de troupes de l'active auxquelles on substituerait dans le service des étapes la landwehr et le landsturm, au moyen enfin de la brigade de Bruxelles ralliée à sa vraie destination, la guerre de mouvements pouvait alors reprendre ses droits Sans doute, pendant ce temps l'ennemi pouvait également s'arrêter, se renforcer, acquérir plus de liberté dans ses mouvements, mais c'était un moindre mal et sans conséquences trop graves, puisqu'un important déplacement de nos forces pouvait être exécuté dans le sens indiqué. Aussi longtemps que l'armée française n'avait pas été battue décisivement, il ne fallait pas envoyer des renforts à l'armée de l'est au détriment de celle de l'ouest, comme cela se fit au mois d'août ; une fois l'armée en meilleure posture sur le front français, on aurait pu être plus large dans le prélèvement des renforts pour l'Allemagne orientale. De plus il fallait évaluer des impondérables politiques que laissaient entrevoir les dispositions à la paix du gouvernement du Président Poincaré, rapidement transféré à Bordeaux dès l'apparition de l'aile droite allemande devant Paris.[1]

Seul l'examen de la situation générale pouvait conseiller au Commandement Suprême de suspendre le mouvement de l'aile droite allemande. Dès que de fortes masses françaises attaquèrent le flanc de la I^re^ armée, il fallut bien s'arrêter. Ainsi échoua le plan général, qui était basé sur une exécution rapide. Le Haut Commandement de la I^re^ armée ignorait le fait très grave que les IV^me^ et VII^me^ armées étaient clouées à l'est de la Moselle et laissaient à l'ennemi toute liberté d'action ; s'il avait connu cette circonstance il n'aurait pas même envisagé de franchir la Marne.

---

[1] Nous estimons, au contraire, que le transfert à Bordeaux du gouvernement français signifiait la résistance à outrance. Les Allemands étaient destinés à sentir le poids de cet « impondérable ». (N. D. L. R.).

5

Le 29 août la I^re^ armée commença la conversion du sud-ouest vers l'Oise et voulait avancer le 31 par Compiègne-Noyon pour exploiter le succès de la bataille de Saint-Quentin transmis par la II^me^ armée. Le Commandement Suprême approuvait cette décision.

L'ordre, par radio du 28 août, de marcher à l'ouest de l'Oise vers la Seine inférieure, fut provisoirement suspendu. Peut-être certaines inquiétudes s'étaient-elles fait jour. L'aile droite allemande était-elle assez forte pour opérer une offensive victorieuse sur un front très étendu contre l'aile gauche française et l'armée anglaise auxquelles s'ajouteraient éventuellement des troupes sorties de Paris, pour tenir en échec en même temps le grand camp retranché? Sans compter la couverture du flanc Lille-Rouen vers la Manche.

Notre plus haute autorité militaire ne semblait pas avoir sous-estimé l'adversaire, comme d'autres chefs plus ou moins responsables l'ont fait. Cependant il est vraisemblable qu'en massant à temps en septembre des forces considérables dans le rayon des trois armées d'aile droite, soit pour percer, soit pour envelopper l'ennemi, soit pour faire l'un et l'autre, on aurait réussi à porter des coups définitifs.

Dans la nuit du 3 septembre parvint à une heure décisive le troisième radiogramme du Commandement Suprême. Les Français devaient être refoulés de Paris vers le sud-est, la I^re^ armée devait suivre la II^me^ armée par échelons et continuer à protéger le flanc de l'armée. Ce mouvement fut esquissé. Mais le 4 septembre au soir, probablement à la suite du rapport fourni, le matin du 4 septembre, par la I^re^ armée, il fut bouleversé par l'ordre aux armées Kluck et Bulow de barrer le front nord-est de l'Oise jusqu'à la Seine en amont de Paris. A ce moment commence la conversion difficile qui devait aboutir à la bataille sanglante de l'Ourcq; de cette rivière jusqu'à Nanteuil le Haudoin et Baron il s'agissait de repousser l'armée Maunoury vers la Thérouane et sur Dammartin, et de la démolir.

Général VON KLUCK.

(La fin au prochain numéro.)

L'ÉTERNEL MASCULIN

Ils étaient deux cousins, de la même bonne famille ; ils avaient la même situation de fortune ; ils habitaient leurs terres, sur les bords opposés d'un lac sinueux et long, comme on en trouve plusieurs dans notre pays. La nature semble les avoir façonnés pour servir de chemin et favoriser la sociabilité en hiver ; pour offrir le reste de l'année des lieux de repos et un peu de rêverie lyrique aux travailleurs surmenés.

La ressemblance ne s'arrêtant point à cela, elle pouvait être constatée chaque fois que s'établissait un parallèle entre les deux cousins.

Ils avoisinaient la trentaine, cet âge agréable où les jeunes gens, mûris, renoncent à toutes les folies inutiles, mais gardent encore leur fraîche gaieté. Ils jouissaient à la fois d'une bonne santé et d'une humeur égale. Ils avaient des visages hardis, mordus par le grand air, sur lesquels tranchait la blancheur des fronts. Ils étaient de grande taille, parfaitement proportionnés, mais un peu raides dans leurs vêtements bien taillés, et leurs yeux reflétaient le même calme insouciant. A l'école, ils avaient marché de pair, sinon brillament, du moins avec une grande fidélité réciproque, et ils en avaient retiré toute la satisfaction que peut donner une heureuse nature. Ils avaient eu les mêmes mauvaises notes au printemps, ensemble avaient regagné des rangs l'été. Ils avaient abattu leurs premiers renards aux mêmes parties de chasse, ils avaient été refusés et reçus aux mêmes examens. Enfin, ils avaient côte à côte, à l'école militaire de Kalberg, subi les épreuves humiliantes de la première année comme conscrits et savouré les triomphales revanches de la seconde.

Ils avaient revêtu l'uniforme du même régiment. En résumé, ils avaient bu à la même coupe les joies solides et les chagrins fugitifs de la vie. Maintenant, chacun s'occupait de sa propriété, à ses moments de loisir, avec une énergie moyenne, sans le moindre esprit d'émulation. Ils étaient aussi bons amis qu'on peut l'être en pareil cas.

Jusqu'au moment où commence cette histoire, il n'y avait eu entre eux qu'un sujet de rivalité, mais leur bonne harmonie n'en était pas altérée. Il s'agissait des coureurs qui, l'hiver, emportaient leurs traîneaux vers les mêmes réunions mondaines ; elles se suivaient coup sur coup dans le pays pendant la mauvaise saison. Là non plus ne se glissait point l'égoïsme ni la jalousie. Ce n'était pas pour eux-mêmes que les jeunes gens briguaient le succès : c'était pour leurs chevaux.

La nature humaine est ainsi faite : quand de forts sentiments entrent en jeu, on désire voir briller l'objet qui les inspire, même si cela doit humilier un peu l'être auquel par ailleurs on ne souhaite que du bien. Les plus douces femmes peuvent devenir ambitieuses pour leurs enfants, ne pas reculer devant un peu d'intrigue pour les faire valoir, même aux dépens de leurs meilleurs amis. Ainsi, entre les deux cousins, la seule possibilité de conflit était leurs intrépides chevaux.

Le moment est venu pour la clarté du récit de distinguer les deux parties.

Les barons s'appelaient Karl et Gustav ; les animaux, Hektor et Van Houten. Il nous paraît important de ne pas les confondre, de retenir que le cheval Hektor était brun et appartenait au baron Karl, tandis que le cheval de Gustav avait une teinte caractéristique de chocolat au lait, d'où son nom. Il pouvait paraître mauve sous une certaine lumière, ce qui lui donnait un aspect peu flatteur, mais c'était un animal très respectable, ayant la même belle structure et les mêmes qualités morales que l'autre.

Car les deux chevaux, comme les maîtres, étaient égaux ; aux courses de la province, ils remportaient tour à tour le premier prix, suivant leurs dispositions du moment. Les propriétaires fêtaient cordialement le succès en buvant du champagne, mais le vaincu critiquait un peu le vin, avec la nette résolution de prendre bientôt sa revanche

Cette rivalité avait fait surgir ailleurs l'ombre d'un mur de séparation entre eux. Le maître de Van Houten qui, malgré le goût général, se voyait obligé de tenir le brun chocolat en honneur, avait été amené par suite de cela à afficher une certaine liberté d'esprit sur d'autres points que la couleur des chevaux. Il éveillait donc chez les plus âgés des autres barons du pays une certaine méfiance. Quand il donnait un dîner, par exemple, il allait jusqu'à supprimer le vieil et cordial usage de s'asseoir sur un banc à la table des hors-d'œuvre, et faisait circuler parmi les invités le domestique Anderson, avec un plateau chargé de petites assiettes modernes. En buvant les vins de liqueur, il lui arrivait, dans sa joyeuse insouciance, de se laisser entraîner à discuter certains changements politiques qu'il aurait dû condamner d'avance. Les convives, un peu raides, harponnaient les sardines et les olives avec de trop petites fourchettes d'argent, cherchaient à ne pas se compromettre, goûtaient, rendaient justice à ce qui leur était offert. Mais quand la question des nouveautés religieuses venait sur le tapis, ils n'avalaient plus, car la nourriture s'arrêtait dans leurs gorge et leurs visages devenaient rouge sombre comme du vieux bourgogne. Cela n'était jamais allé encore jusqu'au scandale : le baron Gustav continuait à être apprécié, bien qu'un peu partout on fût porté à croire que Van Houten serait à la longue moins solide que son rival.

Les choses en étaient là quand s'ouvrit pour nos cousins une nouvelle sphère d'activité, où leurs sentiments risquaient de se froisser. Ils tombèrent amoureux de la même jeune fille. Elle s'appelait Ebba et demeurait dans un château voisin, à un angle du lac et à égale distance des deux jeunes gens.

On la considérait généralement comme jolie, et elle était trop bien élevée pour avoir une autre opinion que celle de son entourage, mais, malgré ses avantages physiques, elle ne tombait pas dans la coquetterie. Blonde, rose, toujours habillée avec goût, elle se tenait fort bien à cheval, ainsi que sur le tabouret du piano, où elle jouait même assez correctement de la musique facile. Elle faisait toujours plaisir à voir, soit qu'elle fût assise dans un salon et tînt à distance, par de petites exclamations de reproche, les riches courants de la plaisanterie, soit qu'elle dansât, soit qu'elle marchât d'un pas glissant sur le parquet, sans rythme fixe. Ses yeux bleus étaient honnêtes et impassibles. Jamais une pensée rude ou tranchante ne lui traversait l'esprit, elle n'avait jamais saisi avec fermeté que les rênes d'un cheval bien dressé.

Or, la voilà maintenant qui se sentait presque amoureuse, sans pouvoir démêler auquel de ses deux adorateurs allaient ses préférences. Il lui fallait choisir, décider, comme l'exigeaient les convenances, que l'un lui était complètement indifférent, tandis que dans la vie commune avec l'autre résidait tout le bonheur humain.

Ce n'était pas facile à débrouiller, alors que tous deux lui rendaient exactement les mêmes hommages, que personne n'arrivait à les distinguer de dos, que, par dessus le marché, on ne pouvait trouver chez l'un une particularité que l'autre ne possédât point au même degré.

La situation menaçait de devenir pénible pour une jeune fille bien élevée, qui certes n'était pas très moderne, mais qui cependant avait lu assez de choses sur l'amour pour le considérer comme une sorte de grâce céleste, un acte sacramentel où se jouait le bonheur éternel ou l'éternelle damnation, selon que l'on avait la vraie foi ou non. C'était comme si on lui avait tendu deux calices remplis de vin consacré, dont elle aurait su l'un empoisonné, mais sans pouvoir deviner lequel. A force d'hésiter, elle devint si indécise qu'à l'heure du thé, elle n'arrivait même plus à choisir entre deux gâteaux secs pareils. Elle commençait à en maigrir.

La situation devenait intolérable aussi pour les deux cousins. Quand ils n'étaient pas chez la jeune fille, ils passaient leurs journées dans leurs tourelles, à regarder avec de grandes jumelles la glace du lac, blanche comme une feuille de papier immaculée. Dès qu'un traîneau, attelé d'un des chevaux bien connus, filait sur la nappe neigeuse, l'autre cousin faisait aussitôt préparer le sien et arrivait avant que le tête-à-tête entre le rival et la bien-aimée eût pu prendre une forme décisive. Ou encore, ils restaient tout l'après-midi aux aguets, s'interdisant de partir comme avec des gueules menaçantes de canons, puis, quand venait le soir, vivement se mettaient en route à la belle étoile. Une fois chez la jeune fille, ils ne pouvaient s'empêcher de beaucoup s'amuser à trois, car ils continuaient à s'aimer, et leur tension morale ne servait qu'à faire ressortir leurs plus aimables qualités, dans une harmonie correcte et mesurée. Ils riaient mutuellement de leurs plaisanteries, sans la moindre arrière-pensée, et M^{lle} Ebba riait aussi. Mais, quel que fût celui vers lequel se tournait son regard, elle ne pouvait retenir cette expression d'amitié confiante qui, pour des esprits masculins, présage toujours un bonheur possible, prochain, incroyablement grand. Quand les deux jeunes gens l'avaient quittée, elle se sentait coupable et infidèle, sans savoir envers qui, ce qui augmente toujours le malaise, car dans ce cas on ne peut en vouloir à personne !

Tel était l'état des choses un soir de février, où il y avait un dîner au château de Mademoiselle Ebba. C'était sans cérémonie, ce qui voulait dire qu'on ne débouchait point de champagne et que les messieurs avaient revêtu la redingote, mais la société restait aussi nombreuse et aussi choisie que les jours de gala. On se serrait les coudes dans le pays, on ne manquait jamais d'inviter quiconque faisait partie du cercle assez large de la noblesse. Tous se connaissaient bien, tous s'étaient dit maintes fois tout ce qu'ils avaient à se dire. Cela ne les empêchait point de le répéter une fois de plus, avec la même ardeur, et d'engager à travers la table des discussions enflammées, jusqu'à ce qu'on découvrît que personne ne pouvait changer d'opinion, ce qui paraissait d'ailleurs extrêmement naturel.

Il n'y avait qu'une chose sur laquelle tout le monde fût d'accord : c'est que les trois sortes de vin prescrits par l'usage pour ces occasions-là étaient aussi bons que d'habitude, et la bière centenaire toujours centenaire.

On buvait cette bière dans un haut verre spécial avec une cuillère à café et un peu de sucre au fond, car l'âge l'avait rendue sûre. Elle se remplissait de grumeaux, qu'il fallait laisser déposer après chaque gorgée. A vrai dire, elle n'était pas âgée d'un siècle, mais il y avait bien longtemps que le grand tonneau avait été rempli pour la première fois, bu à moitié dans le courant de l'année — comme l'exigeait la coutume — et puis rempli de nouveau. C'est ainsi que cela se passait depuis des générations.

Parmi les habitants du château se trouvait un capitaine en retraite, qui était venu là comme invité pour une partie de chasse, il y avait bien des années, avec deux grands fusils et une énorme gibecière, et qui n'en était plus reparti. Il avait un cerveau de mathématicien. Chaque fois que la fameuse bière arrivait sur la table, il cherchait à calculer, au moyen d'une série géométrique, quelle quantité de la boisson primitive elle pouvait encore contenir. Il traçait des formules imaginaires sur ses manchettes avec sa fourchette à dessert, ahurissait sa voisine, en perdait lui-même la tête, car chaque année le calcul devenait plus difficile. Le principal, c'était que le liquide fût toujours resté dans le même tonneau et n'eût jamais voyagé, qu'on se le fût transmis précieusement, comme une sorte de fidei-commis, même quand les familles avaient changé, même quand les parquets au-dessus de la cave avaient été ébranlés tous les ans par de joyeuses danses. Cette bière avait un goût vineux délicat, elle procurait un enjouement particulier et l'oubli des soucis matériels. Elle ne faisait jamais mal lorsqu'on en buvait modérément, ce qui était toujours le cas, car elle vous en imposait un peu.

La jeune fille de la maison y trempait les lèvres, pour répondre au toast que lui portait le capitaine du bout opposé de la table. Si elle avait bu d'un autre verre, il aurait trouvé cela désobligeant, à peu près comme lorsqu'on répond à une autre question qu'à celle qui vous a été faite. Elle se montrait, comme tout le monde, pleine d'attentions pour lui, à cause de sa situation dépendante, que de son côté il rendait très digne par une paisible et simple courtoisie.

D'ailleurs, M^{lle} Ebba n'avait besoin de toucher à aucun verre : la tête lui tournait déjà bien assez. Comme on manquait de dames, elle avait accepté à la fois ses deux adorateurs comme cavaliers, dans son impuissance absolue à décider lequel devait être favorisé. Elle restait torturée par le doute, et ressemblait sans le savoir à l'âne de Buridan dans l'exercice scolastique sur la liberté humaine. Elle était condamnée à mourir de faim, au sens figuré, en équilibre entre deux impulsions de force égale, comme l'animal entre les deux bottes de foin, et cette situation pouvait durer longtemps. Devant elle brillaient, à la lueur des candélabres, mille séductions inconnues et tout un royaume de rêves, mais elle ne pouvait pas pénétrer dans ce monde nouveau parce que deux chemins y conduisaient. Son âme honnête se lamentait au milieu de la gaieté et du plaisir. Plus se prolongeait le repas, plus elle devenait préoccupée. Elle éprouvait les tourments d'un premier amour, sans pouvoir chercher même en songe une compensation. Il apparut plus clairement que jamais ce soir-là que les deux cousins se barraient mutuellement le chemin, et cette pensée harcelait même les autres personnes.

Le maître de forges, comme à tous les repas où il se trouvait, éprouva bientôt un tel bien-être, une telle animation, qu'il invita sur le champ tous ceux qui étaient présents à dîner chez lui à Norrbo dès le lendemain, car il fallait entretenir l'amitié. Pendant qu'on prenait le café, il serra dans ses bras les jeunes barons et leur présenta sa requête, une tasse dans la main droite et une soucoupe dans l'autre. Personne ne se sentit le courage ni l'envie de dire non, avec un pareil danger derrière soi !

— Cher Karl, dit-il, sans cérémonie, comme c'est l'habitude chez un vieux camarade et un vieux célibataire. Te voilà averti hein ? Ha ! Ha ! ha ! Pas d'excuse possible. Je connais quelqu'un qui ne viendra pas si tu ne viens pas. Peux-tu deviner qui, coquin ?

Karl venait d'entendre son cousin faire à la même invitation, formulée dans les mêmes termes, une réponse évasive, ce qui l'avait un peu agacé. Aussi répondit-il, tout en tapant si cordialement le futur amphitryon au creux de l'épaule que la porcelaine tinta et qu'il sentit couler sur lui un peu de café chaud :

— C'est sans doute Goesta.

En même temps il lançait de côté vers son cousin le regard le plus froid qui fût jamais tombé entre ces deux hommes.

Le maître de forges se mit à rire aux éclats, bruyamment :

— Goesta ! Ha ! ha ! ha ! entends-tu ce qu'il a dit, Goesta ?

Mais quand il vit les deux cousins devant lui, il se sentit glacé par leurs physionomies et intérieurement navré qu'une chose désagréable eût pu arriver à deux si beaux, si braves et si florissants garçons !

— Hem ! hem ! murmura-t-il. Tu viendras, n'est-ce pas ? Ce sera si intime et si cordial. Tout ce qu'un vieux garçon.....

Il s'arrêta, gêné. Son embarras augmenta encore quand il découvrit ce qui était arrivé avec le café. Il retourna au fumoir, de mauvaise humeur pour toute la soirée.

Le capitaine s'approcha ensuite. D'un air sérieux et discret, il pria les deux jeunes gens de venir causer un instant avec lui dans la chambre d'un des châtelains. La conversation eut lieu sous des trophées de chasse : quelques majestueuses cornes d'élan et une peau de lynx à laquelle étaient suspendues des armes de toutes sortes.

— Messieurs, commença-t-il, je vous ai connus quand vous étiez hauts comme cela.

Et il indiqua la mesure sur le mur, tout près d'une paire de pistolets, puis il hésita, scruta ses souvenirs, mais en revint à son affirmation :

— Juste comme cela.

— Certainement, mon vieil ami, vous nous avez vus tout enfants, répondirent-ils.

Ils se rappelèrent le temps où le capitaine leur avait appris à chasser, où il venait à la première aube jouer sous leurs fenêtres de joyeuses fanfares dans son cor de chasse. Le réveil devait bien être entouré de quelque solennité en de pareilles circonstances. La poésie de toutes ces choses se dressait devant eux : les brumes bleues du matin, la toilette un peu négligée, dans la peur de ne pas se trouver dehors avant le soleil, enfin l'excitation et la joie d'être prêts à l'heure. Pendant ce temps, le capitaine attendait patiemment et gaiement dans la cour, au milieu des chiens qu'il apaisait par des caresses.

— Certainement, mon vieil ami, vous nous avez connus hauts comme cela.

Et leur ton était vraiment cordial.

— Vous avez grandi, depuis, vous êtes devenus deux superbes garçons. Moi — ici il poussa un petit soupir — j'en suis resté au même point.

— Oui, mais si vous aviez rivalisé de croissance avec nous, ce serait effrayant ! répondirent les cousins avec un sourire. Et ils ajoutèrent, voyant son regard mélancolique : La nature nous a voulus tous les trois de la même taille.

Le capitaine laissa tomber ce sujet de conversation.

— Quant à M$^{\text{lle}}$ Ebba, je l'ai connue quand elle était petite comme cela, reprit-il, et il se pencha pour retrouver exactement la mesure, un peu au-dessous de la queue de lynx.

Les jeunes gens continuaient à rire, bien qu'ils comprissent que quelque chose de grave approchait :

— Elle n'a pas autant grandi que nous, dirent-ils en plaisantant.

Sans relever cette remarque, le capitaine continua simplement :

— Elle avait de bien jolies robes, quand elle descendait à l'heure du déjeuner. Je lui baisais la main, comme à la comtesse sa mère, et me constituais bientôt son chevalier. Je lui cueillais des bouquets d'anémones, ou bien des noisettes quand c'était la saison. C'était tout ce que je pouvais faire pour elle. Elle les acceptait si gentiment, d'un petit air si digne ! Je lui suis très attaché, ajouta-t-il avec un hochement de tête énergique, mais je vous aime aussi.

Les cousins devinrent plus émus qu'ils ne voulurent se l'avouer à eux-mêmes. Ils prouvèrent leur reconnaissance de la manière la plus opportune, en épargnant au capitaine des paroles difficiles.

— C'est cela, dirent-ils. Alors vous avez remarqué les choses, cher vieil ami ? Nous nous gênons mutuellement, et aucun n'avance d'un pas. Comment sortir de cette situation ? Donnez-nous une idée, nous vous obéirons.

— Il n'y a qu'une chose à faire, je le vois bien, répondit affectueusement le capitaine ; il faut que l'un de vous cède la place à l'autre..... Un petit voyage..... par exemple à..... Peu importe, choisissez l'endroit qui vous plairait le plus.

Ils mâchonnèrent leurs moustaches d'un air de mauvaise humeur :

— Une très habile solution, capitaine, et une bien séduisante perspective ! Nous en avions déjà trouvé autant tous les deux, chacun de son côté. Mais qui fera le petit voyage solitaire et qui fera l'autre ?

Le capitaine parut contrarié de ne pas avoir réfléchi plus profondément au problème.

— Oh ! le second point dépend du premier. Mais là, je l'avoue, gît la difficulté. Et maintenant je n'ai plus qu'à vous prier de m'excuser si..... Voyez-vous, je pensais à elle.

Ils ne purent s'empêcher de sourire de nouveau :

— Nous y pensons aussi, mon ami, et c'est ce qui rend les choses compliquées.

Le capitaine les regarda humblement, honteux de ne pas mieux savoir sonder le cœur humain.

— Oui, oui, dit-il. Oui, bien sûr, vous l'aimez aussi, cela se conçoit. De là vient la difficulté, Mais, continua-t-il, avec un accent de décision virile, il faut pourtant mettre fin à cela.

Sur quoi il les laissa réfléchir, trop plein de tact pour se mêler à la délibération qui, pensait-il, allait suivre.

Rien de tel ne se produisit cependant, car aucun des deux cousins n'avait l'audace de proposer le sacrifice à l'autre, ni l'envie de se dévouer lui-même. Ils jetèrent un coup d'œil sur les pistolets, mais repoussèrent en secouant la tête l'idée qu'éveillaient de pareils objets :

— Non, ces temps-là ne sont plus.

Et aussitôt, comme la musique du bal commençait, ils tournèrent les talons et allèrent inviter leurs danseuses.

— Le temps porte conseil, pensaient-ils. Peut-être arrivera-t-il ce soir quelque chose de décisif.

Leur espoir fut déçu, car si l'un valsait mieux, l'autre était maître en la polka, et l'équilibre se maintenait. Pour cacher l'inquiétude où les jetait leur insupportable situation, ils rivalisaient de folle gaieté. Jamais ils ne s'étaient montrés plus séduisants. M^{lle} Ebba riait aux larmes, puis continuait à rire bien longtemps après avoir séché ses yeux, mais elle n'entendait toujours pas dans son propre cœur l'émouvante cadence qui aussitôt l'aurait fixée.

— Je suis une créature vaine et superficielle, pensait-elle, je ne mérite aucun des deux.

Tant pis ! Puisqu'il en était ainsi, il fallait profiter du présent sans scrupule et ensorceler tous ceux qu'elle pourrait.

L'humeur fringante des jeunes cavaliers se maintint encore tandis que, debout sur le perron, ils voyaient leurs traîneaux s'avancer dans la longue file des autres, avec les yeux brillants et fixes des lanternes sous le claquement des fouets. Ce sentiment fataliste s'empara d'eux qu'il vaudrait tout autant monter dans la première voiture venue, à côté de celui ou de celle qui s'y trouverait déjà, et jouer pendant le reste de son existence le rôle de la personne dont on aurait pris ainsi la place.

Le baron Karl, jetant d'un air résolu son cigare dans la neige, murmura contre le col de castor de son cousin :

— Nous faisons une course en traîneau, n'est-ce pas ? Je mets tout là-dessus. Et toi ?

Le baron Gustav tourna la tête : les yeux de son rival étaient si étincelants qu'il aurait pu, lui semblait-il, y allumer son cigare s'il l'eût voulu. Il le laissa cependant tomber par terre, sans le fumer, dès qu'il eut compris toute la portée des mots.

— Bien, répondit-il. Faisons un petit détour pour nous éloigner des autres et donnons-nous rendez-vous sur la baie, au pied de la laiterie. Dans cinq minutes ?

— Dans cinq minutes ?

Là-dessus, ils se retournèrent vers leurs amis pour échanger des adieux et des plaisanteries.

Le maître de forges, chez qui les sentiments hospitaliers s'enflammaient de nouveau, vint demander si l'on acceptait son invitation. Il reçut une réponse vague sous forme d'oracle :

— Merci, merci, un de nous ira, et ce sera très agréable.

— Hein, bégaya-t-il, lequel ?

— Celui qui ne rencontrera pas d'obstacle..... Les affaires du régiment, cher monsieur, ajoutèrent-ils, pour calmer son étonnement.

Bientôt leurs traîneaux disparurent sous les noires branches des tilleuls, avec toutes les étoiles mystérieuses de la nuit au-dessus d'eux.

Quand ils se furent un peu éloignés celui des deux cousins qui était en tête leva le bras et poussa son cocher dans la neige, tout en saisissant les rênes :

— Rentrez à pied à la maison, Johansson, dit-il, rentrez à pied à la maison, cela vaut mieux. Vous ne prenez pas assez d'exercice.

Johansson, qui roula par terre ne comprit pas très bien cette soudaine attention pour la santé d'un cocher.

— Mais, monsieur.... commença-t-il.

— Vous seriez plus lourd ou plus léger que l'autre. D'ailleurs vous aurez un compagnon de route. Regardez !

Johansson obéit et vit à son vif étonnement que la même manœuvre s'était effectuée sur le second traîneau.

Il secoua la neige qui le couvrait et déboutonna son pardessus pour ne pas avoir trop chaud. L'autre cocher l'imita. Quand ils furent prêts, ils partirent ensemble en échangeant des réflexions. Leurs maîtres avaient déjà disparu au bas de la pente qui menait vers la glace.

Une fois arrivés sous les saules, les deux cousins regardèrent le lac.

Il s'étendait devant eux blanc et uni, sous une demi-lune aux contours aigus. Il y avait peu de neige et le froid était vif. Quelques flammes pâles d'aurore boréale jetèrent une faible lueur et s'évanouirent, comme si quelqu'un eût soufflé sur la voûte lumineuse. Le chariot de la Grande-Ourse semblait descendre une pente, mais l'étoile polaire restait paisible, ainsi que toutes les autres étoiles inconnues. Leur projet leur semblait joyeux et agréable, ils étaient impatients comme des enfants. Mais, se maîtrisant, ils montrèrent un sang-froid de sportsmen quand ils descendirent de traîneau. Ils excitèrent leurs coureurs par les énergiques caresses qui sont d'usage en pareil cas, les tâtèrent dans l'obscurité pour savoir si ces animaux étaient en bon état et n'avaient pas mangé trop d'avoine.

Puis ils se mirent d'accord sur le but, choisirent une espèce de long cap qui se trouvait à deux kilomètres de là, placèrent leurs traîneaux à la même distance, enfoncèrent leurs bonnets jusqu'aux yeux, s'assirent à droite des voitures avec le fouet en main et agitèrent les mèches en mesure, après avoir compté lentement : une, deux, trois. Leurs fouets ne firent qu'un seul bruit ; Hektor et Van Houten, qui comprenaient de quoi il s'agissait, se tendirent, comme des flèches sur les cordes d'un arc. Ils se relâchèrent au même moment, et ce fut le départ.

Pendant les premières minutes, les jeunes barons eurent l'impression que leurs bons chevaux n'avaient jamais si bien couru. L'air chantait et sifflait à leurs oreilles, et le sang se réjouissait dans leurs veines sur le même rythme. La glace unie et dure vibrait avec la pure ténuité d'une table de résonnance sous le choc des sabots et le coup d'archet des patins. Le gel sec leur piquait la peau, et les lignes sombres des rivages fuyaient derrière eux aussi vite qu'un fil qu'on met en pelote.

— C'est bien, Hektor, pensaient-ils, c'est bien. Van Houten, tu sais de quoi il s'agit ! Tu ne te laisseras pas évincer, tu prendras tout l'honneur et la récompense, et un bonheur éternel. Quelle merveilleuse idée ! Si agréable et si facile ! On voudrait presque continuer à se suivre d'aussi près, c'est dommage que personne n'assiste au final triomphe !

Mais quand ils glissaient un regard de côté vers le rival, ils se croyaient ensorcelés. La glace chantait toujours, l'air sifflait, il y avait du mouvement autour d'eux, mais eux-mêmes ne paraissaient pas plus bouger que les étoiles. La même tête de cheval, semblable à une ombre moqueuse, se tendait à côté de leurs jolis coureurs, sans avancer ni reculer d'un cheveu, comme si elle n'eût été vraiment qu'une ombre, jetée sur le sol par quelque lumière inconnue et agaçante à leur poursuite. La même silhouette emmitouflée, assise derrière l'animal, parodiait d'une façon écœurante leurs propres mouvements. Ils avaient l'impression de conduire leurs traineaux en rêve, dans un de ces rêves où l'on n'avance point, bien que l'on fasse un grand effort pour avancer. Et la lune jetait un regard à la dérobée sur toute la scène, avec une faible grimace dans son profil net et froid, et le chariot de la Grande-Ourse, malgré son allure, restait immobile comme eux.

La tête leur tournait à la pensée de l'enjeu, mais ils étouffaient leur colère avant même qu'elle fût née, et s'efforçaient de combiner le plus rapidement possible les mouvements de la course, raffinant sur l'art de tenir les rênes et de faire marcher les fouets. Il leur semblait que l'objet de leur amour était assis à côté d'eux dans le traîneau, doux et tiède, tout prêt à se laisser embrasser, dès qu'on serait arrivé, avec le charme piquant dont le gel relève une telle faveur. Ils comprenaient aussi l'ardeur que mettaient les chevaux à se distinguer, à vider une fois pour toutes leur querelle personnelle.

Mais il n'y avait rien à faire. En vain les sabots tambourinaient sur la glace, en vain l'air sifflait et chantait : l'ombre courait toujours à côté d'eux, entêtée comme une ombre. Le mouvement n'était qu'une illusion, on ne gagnait rien à cette course. Exactement à la même seconde, il y eut un craquement dans le neige et les patins grincèrent contre les pierres du rivage.

On était arrivé, on avait bien parcouru la distance fixée, et cela évidemment très vite, mais les choses restaient au même point qu'auparavant.

Les deux rivaux levèrent courtoisement leurs fouets, en guise de salut, tandis qu'ils redescendaient la pente. Mais ce n'était certes pas une expression aimable que leurs visages cachaient dans la nuit.

— Voilà, cria le baron Karl, un essai bien inutile ! Le diable ignore ce que peut valoir ton animal chocolat, qui n'a même pas honte de sa couleur ! Regarde-le au clair de lune, maintenant que le givre l'a poudré ! Il semble presque vert.

Le propriétaire du cheval ne daigna pas répondre à une pareille apostrophe. Il sauta du traîneau et caressa son Van Houten, mais sans une grande joie.

— Tout est à recommencer, dit-il, retournons au point de départ. Tant que la glace tiendra, moi je suis prêt à continuer.

Il souhaitait presque qu'une crevasse s'ouvrît devant eux pour mettre fin à la lutte en les engloutissant.

Le cousin eut honte de son emportement :

— Oui, c'est un animal superbe, dit-il, qui te fait grand honneur, mais il a un défaut : c'est d'être aussi bon que le mien. Aussi, quand nous donnons tout ce que nous pouvons donner à nous quatre, il n'y a pas de résultat.

Une intuition soudaine éclaira son esprit et il continua :

— Maintenant ce sera le contraire, celui qui arrivera le dernier au but gagnera.

Le baron Gustav eut la désagréable impression que cette proposition, qui lui paraissait incompréhensible, devait cacher quelque piège.

— Cela n'a aucun sens, objecta-t-il.

— Tu ne comprends donc pas ? Quand nous suivions un cours de mécanique autrefois, on nous parlait de quelque chose qui s'appelait le parallélogramme des forces. Une maudite invention, d'ailleurs, mais maintenant je vois ce que cela veut dire. Moi et Hektor, toi et ton chocolat, nous sommes nettement de force égale, si nous nous groupons deux par deux. Mais si quelque chose nous tire de côté l'un et l'autre, voilà le parallélogramme rompu, et personne ne sait ce qui en peut sortir. L'un aura le bonheur, l'autre aura la gloire. Cela se passera loyalement, nous nous connaissons assez pour tenter cette épreuve. Applique-toi de ton mieux, malgré ces conditions ; je ferai de même. Les chevaux y mettront du leur, nous les connaissons aussi.

Le baron Gustav devint plus pensif qu'il ne l'avait jamais été depuis ses derniers examens.

— Ce sera un petit enfer pour tous les deux, dit-il. Désirer des choses contraires, être tiraillé de ci, de là. Je ne crois pas qu'un homme puisse se trouver dans une situation plus pénible. Et, comme tu l'as remarqué, personne ne sait ce qui peut en sortir. Mais il est temps d'en finir. J'accepte tes conditions.

Avant de s'installer, il enleva son gant pour caresser Van Houten le plus cordialement possible, sans aucune arrière-pensée. Il se tint debout en face de sa tête et chercha à captiver son regard.

— Sois honnête, mon garçon, sois honnête, c'est comme cela qu'on va le plus loin, pensait-il.

L'animal s'efforcait de montrer qu'il comprenait les choses et n'avait que des intentions pures, mais ses yeux, comme ceux des autres chevaux, étaient placés de telle façon qu'il ne pouvait en tourner qu'un seul à la fois vers son maître — et encore cet œil-là restait-il obscur et vague. Goesta fixa en vain les grandes prunelles sombres, qui reflétaient avec une douceur mélancolique la lune et les étoiles. Il n'y puisa aucune force. Il frissonnait en songeant à tout l'inconnu qui est enfoui dans les profondeurs de l'âme humaine.

— Une crevasse fait moins peur, se disait-il, et il restait là sans bouger, quand son ami le rappela à la réalité.

— Oui, partons, murmura Goesta brièvement, et il se prépara.

Pendant que les jeunes gens comptaient jusqu'à trois en brandissant leurs fouets, chacun ne pensait plus qu'à ce qu'il faisait, et frémissait un peu, comme les chevaux, dans la hâte de se mettre en route et d'arriver le premier.

Le signal du départ retentit, et ils s'élancèrent joyeusement sur la glace comme des flèches. La lune projetait des ombres devant eux, tandis qu'ils glissaient sans bruit côte à côte. Cela devint prodigieusement excitant. Ils croyaient assister en spectateurs à une course dans laquelle ils ne pouvaient intervenir, mais où ils avaient joué tout ce qu'ils possédaient sur les concurrents. Cependant, instinctivement, sans se rendre compte de ce qu'ils faisaient, ils remplissaient de leur mieux leurs devoirs de cocher. L'impression restait aussi agréable qu'auparavant. Quand, sortant de leur rêve, ils avaient conscience que c'étaient eux-mêmes qui avançaient, ils jouissaient de la vitesse et du bruit, et aussi de voir les villages se dévider à rebours de tout à l'heure.

— Cela ira mieux cette fois, pensaient-ils, bravo, Hektor, bravo, Van Houten, tire, tire !

Et ils s'amusaient à crier au milieu de tous les craquements et sifflements que déchaînait leur course folle. Leurs consciences étaient légères et fortes, ils ne pensaient pas à l'enjeu, mais à la lutte.

Ce fut ainsi qu'ils arrivèrent au milieu du chemin. Les deux ombres bleues continuaient à filer devant eux sur la neige, si parallèles qu'elles semblaient avoir été harnachées ensemble : on eût dit qu'aucune force humaine ne pouvait changer leur situation réciproque. Les deux coureurs vivants qui venaient derrière les chevaux-fantômes avaient la même impression et renâclaient de colère. Mais ils faisaient cependant leur devoir, tel que le concevaient leurs cerveaux, et enfonçaient dans la glace les clous pointus de leurs sabots avec tant de force que des débris de neige tourbillonnaient autour d'eux. Le baron Karl brûlait d'impatience et de dépit :

— En finirons-nous cette nuit ? grondait-il. Ne sera-t-il donc jamais prouvé que mon cheval vaut mille fois ce fantôme bleu ? Je ne le comprends pas : il n'a aucune ambition. C'est pourtant son devoir d'arriver le premier : il est né pour cela, il a été entraîné à cela, et il devrait rougir jusqu'au bout de ses oreilles, même si elles étaient deux fois plus longues. Que ne suis-je à sa place ! que ne suis-je à sa place !

Et il sifflait et criait, oubliant ce que l'entreprise avait de solennel. Il s'efforçait de rassembler ses énergies pour les faire passer de quelque manière occulte dans son cheval, tout en conduisant lui-même avec le plus d'art possible.

Les pensées de Goesta avaient à peu près le même point de départ :

— Nos efforts seront-ils vains cette fois encore ? Mais de là elles se dirigèrent bientôt vers une autre piste : — Que nous mettrons-nous alors à faire ? A la fin, cela devient insupportable ! Si je pouvais seulement le dépasser d'une longueur de main !

Il leva les yeux pour voir quelles distance leur restait encore à parcourir. Comme il faisait cela, il aperçut sur une colline voisine le château de M^{lle} Ebba, dont plusieurs fenêtres étaient encore éclairées, parmi lesquelles celle de la bien-aimée.

Au même instant, il se rappela leurs folles conventions :

— C'est le contraire de tout à l'heure. Si je gagne, je perds ; si je perds, je gagne.

Il fut pris de vertige. Van Houten, le cousin, les étoiles, tout se confondit pour lui en un brouillard.

— N'est-ce pas évident maintenant qu'il faudra toujours recommencer ? On ne peut pourtant pas aller en traîneau sur la glace éternellement, et par un tel froid !

Mais quand il fut de nouveau en état de voir les choses, il s'aperçut que leur sort était déjà décidé. Abandonné une seconde par son maître, Van Houten avait reculé d'une longueur de cheval derrière Hektor. Il continuait quand-même à tirer infatigablement, mais il y avait dans ses oreilles rabattues comme un amer reproche.

Alors le baron Goesta fut en proie au plus violent courant de sentiments qui l'eût jamais secoué. Il se sentit soudain très las, mais content d'être las et que tout fût fini, car il comprenait bien que tout était fini, quoi qu'il pût faire. Il était honteux et mécontent pour le compte de Van Houten et même pour son propre compte. Sans doute il se réjouissait de ce qui l'attendait, mais il ne se croyait pas encore le droit de se livrer au bonheur. — Serait-il d'ailleurs pleinement heureux ?

La défaite devait être rendue aussi petite que possible. Il mit tous ses efforts à cela.

Mais il n'y réussit point, car il n'était plus un homme en pleine force, et une course exige un homme en pleine force. Il ne fit qu'empirer les choses.

Ce fut avec l'air d'un pauvre cheval bien humilié, désespérément couleur chocolat, que Van Houten frotta son nez contre les branches pendantes des saules, à l'endroit du but. Le baron Karl attendait sous les arbres, joyeux, souriant, un peu dédaigneux :

— Vois-tu, s'écria-t-il, vois-tu ? Qu'est-ce que je t'avais toujours dit ? J'ai gagné à la fin.

Mais quand il observa au clair de lune la physionomie étrangement complexe de son cousin, il se rappela que tout ne se bornait pas à la course. Son visage s'assombrit.

Cela ne dura qu'un instant, car la joie de la victoire remplissait à tel point son âme qu'il avait du mal à la comprimer, à l'empêcher de briller au dehors. Mais il se rendait compte de la situation gênante où se trouvait son adversaire. Avec tact, il s'empressa de le mettre à l'aise, pour qu'il n'y eût point de malentendu entre eux. Il le salua en levant son fouet :

— Ave, César, dit-il, le prétendant malheureux salue le prétendant fortuné et lui souhaite un bonheur continu. De tout cœur, je te prie de le croire, j'ai oublié ce qui ne concernait pas la course, moi ! Tu t'en es souvenu, semble-t-il, et ce n'est pas ta faute. Nous n'en parlerons plus. Adieu, pour ce soir : tu peux te livrer à un long et heureux sommeil. Car maintenant c'est moi qui pars pour......, quel était l'endroit que proposait le capitaine ?

La voix de Goesta trembla d'émotion quand il répondit

— Fais un bon voyage, tu resteras toujours mon cher vieil ami

Mais l'autre s'était déjà remis en route, très lentement, pour ménager son cheval et avoir le temps de réfléchir Il paraissait rêveur tandis que le traîneau l'emportait sur la glace, sa nette silhouette noire penchée un peu en avant

L'heureux vainqueur s'attarda quelques minutes près du but. Il jeta un regard vers la fenêtre du château pour y chercher des rêves, mais elle était sombre maintenant. Après quoi il rentra chez lui, lentement et rêveusement comme l'autre.

Le lendemain, en se rendant à la gare, le baron Karl vit de la route son cousin qui traversait le lac pour aller faire la demande en mariage. Il le regarda d'abord assez amicalement, bien qu'avec un peu de tristesse mais à la vue du cheval une sorte de hautain mépris vint dans son regard, puis se changea presque en une joie paisible.

— Je ne voudrais tout de même pas être à sa place, pensa-t-il, comme je l'aurais voulu s'il avait gagné la première course. Quelle déplorable couleur a cet animal ! Tout est venu de là. Moi, quand j'y mets du mien, je veux toujours gagner, même si la victoire n'a aucune importance. Je le ferai toujours, à n'importe quel prix !

Il se redressa et il lui tardait déjà d'être de retour chez lui, près de son Hektor, qu'il avait laissé à regret se reposer à l'écurie après l'exploit de la veille.

— A tout considérer, c'est grand dommage aussi pour la jeune fille que ce ne soit pas moi qu'elle ait, dit-il, avec un accent de conviction qui chassait loin toute tristesse.

PER HÆLSTROM.

(Traduit par Marg. Gay)

LE PATRON [1]

Le vent soulevait la neige grise et sèche ; dans la cour où traînent des brindilles de foin et des filaments de tille, se tenait un homme ventru, au visage boursouflé, vêtu d'une blouse tartare en toile de lin qui lui tombait sur les talons et chaussé de hauts caoutchoucs emboîtant ses pieds nus. Les mains croisées sur sa grosse panse, il se tournait les pouces et me toisant de ses petits yeux, dont le droit était vert et l'autre gris, il me dit d'une voix aiguë et rouillée :

— Va-t-en, va-t-en, il n'y a pas d'embauche. Il n'y a point de travail, l'hiver....

Son visage imberbe et bouffi se gonfla de mépris, sur la lèvre mince, la rare moustache blanchâtre remua ; la lèvre inférieure pendit en découvrant une rangée de petites dents serrées. Le furieux vent de novembre soufflant en rage sur l'homme, houspillait les quelques cheveux plantés sur sa tête au grand front et soulevait la blouse jusqu'aux genoux. Comme il ne portait pas de pantalon, la bise dénudait ses jambes massives, lisses comme des bouteilles et recouvertes d'un duvet jaunâtre. Cet être excita ma curiosité au suprême degré, parce qu'il était hideux et parce qu'une lueur insolente jouait dans son œil vert. N'étant pas du tout pressé, je voulus bavarder avec lui et lui posai cette question :

— Tu es le gardien, hein ?

— Va-t'en, cela ne te regarde pas...

— Tu prendras froid, mon ami, si tu ne mets pas de pantalon.

Les taches rouges qui, dans son visage, tenaient lieu de sourcils se haussèrent ; ses yeux dissemblables eurent un regard égaré ; l'homme vacilla, comme s'il allait tomber en avant.

— Tu n'as plus rien à dire ?

— Si tu prends froid, tu mourras....

— Eh bien ?

— C'est tout.

---

[1] *Le Patron* — roman inédit — est une douloureuse confession, une page de la vie de l'illustre romancier russe Maxime Gorki, alors que, jeune, misérable et solitaire, parcourant la Russie au hasard des jours, il devait, pour gagner son pain quotidien, faire tous les métiers, accepter les occupations les plus humbles, les besognes les plus rudes.

Le lecteur retrouvera dans *le Patron* — souvenir d'un hiver passé par Gorki adolescent au milieu de pauvres ouvriers boulangers, véritables esclaves du travail, dans un taudis infect, et sous les ordres d'un patron alcoolique et brutal — le talent original et fort du romancier des vagabonds qui ont fait sa gloire universelle.

S. P.

— C'est assez, fit-il d'une voix sourde en cessant de tourner les doigts.

Il caressa complaisamment ses flancs adipeux et se dirigeant vers moi, me demanda :

— Pourquoi me dis-tu cela ?

— Comme ça.... pour faire connaissance. Pourrai-je voir le patron Vassili Séménof lui-même ?

L'homme soupira, me considéra attentivement et dit :

— C'est moi qui suis le patron....

Mon espoir d'être embauché s'effondra. Du coup le vent devint plus froid et l'homme plus désagréable.

— Hein ! s'écria-t-il en ricanant. Ça te la coupe !

Il était maintenant tout près de moi et je vis qu'il avait dû se griser récemment d'une manière abominable. Sous ses yeux, les poches rouges étaient également bordées d'un duvet jaune à peine visible ; toute sa personne faisait penser à un énorme, à un horrible poussin.

— File d'ici ! ordonna-t-il gaîment, en me soufflant à la figure une haleine empuantie par l'alcool. Il agita sa courte main qui ressemblait, lorsqu'il montrait le poing, à une bouteille de champagne munie de son bouchon. Je lui tournai le dos et me dirigeai sans hâte vers le portail.

— Hé, là-bas...

— Hein...

— Trois roubles par mois, çà te va-t-il ?

J'étais robuste, j'avais dix-huit ans, je savais lire et écrire et il fallait travailler pour ce gros ivrogne à raison de dix copecks par jour. Mais l'hiver ne plaisante pas, je n'avais pas le choix ; faisant taire ma colère, je répondis :

— D'accord...

— As-tu ton passeport ?

J'allais sortir mes papiers de la poche de ma blouse lorsque le patron eut un geste de dédain.

— Non, non ; remets-les au commis. Va-t-en là-bas.... demande Sachka....

Franchissant le seuil d'une porte qui ne tenait que par un gond, je pénétrai dans un petit appentis aux parois fendues, pitoyablement adossé au mur jaune et décrépit d'une maison à deux étages. Elle était massive, elle suait l'ennui. Je me dirigeai, entre des sacs de farine, vers un coin encombré d'où s'exhalait une vapeur tiède, acidulée, appétissante, quand soudain des bruits étranges retentirent dans la cour : quelque chose ruait et claquait. Appliquant le visage contre une fente, je restai stupéfait : les coudes collés aux côtés, le patron courait par petits bonds, tel un cheval mené par une invisible corde. Ses mollets nus, ses genoux ronds brillaient ; son ventre s'agitait ainsi que ses joues pendantes ; arrondissant sa bouche de poisson, l'homme tendait les lèvres en trompette, soufflait :

— Fou.... fou....

La cour était exiguë ; partout de vieilles dépendances délabrées s'effondraient ; les gros cadenas suspendus aux portes ressemblaient à des têtes de chien ; les bourgeons d'un arbre grillé par le soleil et lavé par la pluie étaient comme de petits yeux morts. Tout un angle était occupé jusqu'aux toits par une pyramide de tonneaux défoncés, dont la gueule ronde laissait échapper de la paille cassée, comme à demi-mâchée. La cour était pareille à un trou où l'on aurait jeté les débris d'une demeure en ruine. Sur deux côtés se dressait, haut dans le ciel gris, le mur plein en briques rouges d'un hôtel à quatre étages ; le troisième côté était occupé par le toit d'un édifice voisin, puis c'était la maison décrépite d'un jaune sale. Et partout, on apercevait des hangars, des réduits, des traîneaux dressés en l'air, des piles de bois de chauffage recouvertes de sacs de farine en guise de bâches.

Les brins de paille et les filaments de tille voltigent ; des copeaux tournent comme de petites roues tandis qu'au milieu de ces décombres avec lesquelles il semble jouer, un gros homme saute lourdement, traînant ses caouchoucs sur le gravier fin. Il saute, son corps moite tremblote, il hennit :

— Fou, fou, fou....

Un porc lui répond par un glapissement aigu et un grognement ; un cheval hennit, puis tape du sabot ; et par le vasistas ouvert d'une fenêtre, au second étage de la maison, une voix de jeune fille s'épanche avec tristesse et chante :

« Pourquoi n'es-tu pas joyeux, mon prédestiné,
« Polisson insouciant ? »

Le vent s'engouffrant par l'orifice des tonneaux, remue la paille ; souvent, un copeau tambourine avec rapidité ; sur le faîte d'un hangar, des pigeons bleus se serrent les uns contre les autres d'un air frileux et roucoulent plaintivement.

Tout vit, mais d'une vie bizarre, comme écrasée, comme embrouillée, Au centre tourbillonne, ronflant et suant, un homme extraordinaire, tel que je n'en ai jamais vu.

« Où donc suis-je tombé ? » me demandai-je avec effroi.

II

Dans le sous-sol aux petites fenêtres fermées à l'extérieur par une grille de métal à mailles serrées, sous le plafond voûté, un nuage de vapeur se mêle à la fumée douceâtre et bleue du tabac. Il fait sombre ; les carreaux ébréchés sont éclaboussés de pâte, et, en dehors, constellés de boue. Dans les coins pendent, tels de vieux habits, des toiles d'araignée épaisses de poussière de farine, qui ont voilé de leur tissu gris et pesant le rectangle noir d'une image sainte.

Dans l'énorme fourneau au cintre bas, un feu doré flamboie intensément devant lequel se démène comme un diable, en traînant adroitement sa longue pelle, le boulanger Pavel, le tzigane, l'âme et la tête de l'atelier. C'est un petit homme aux cheveux noirs, aux dents d'une blancheur éblouissante et dont la barbe de Christ se sépare en deux pointes. Avec sa blouse de cotonnade rousse dépourvue de ceinture, sa poitrine nue recouverte de poils bouclés, il rappelle par sa souplesse un danseur de cabaret et l'on regrette de voir ses jambes bien faites chaussées de lourds souliers qui semblent être de plomb. Il lance dans tout l'atelier des cris alertes et joyeux qui jaillissent comme des étincelles.

— Bouillez et cuisez ! crie-t-il avec un juron obscène et il essuie la sueur de son beau front aux mèches noires.

Près du mur, sous les fenêtres, dix-huit hommes sont assis à une table ; ils se balancent sur un rythme monotone et fabriquent à raison de seize par livre de petits craquelins en forme de B ; à une extrémité de la table, deux ouvriers coupent en longues bandes la pâte élastique ; d'un geste d'automate, ils la pincent à intervalles réguliers et l'envoient à d'autres compagnons ; leurs mouvements sont si rapides qu'ils en deviennent presque imperceptibles. Après avoir aplati et tordu le morceau de pâte les mitrons le frappent avec la paume de la main et de légères claques retentissent sans cesse dans l'atelier. Debout de l'autre côté de la table, je mets les craquelins fabriqués sur des plateaux d'osier que les gamins saisissent lorsqu'ils sont remplis ; ils les apportent en courant au bouilleur qui jettent ces pâtons dans une marmite pleine d'eau bouillante ; un instant après, il les puise avec une cuiller de cuivre, pour les mettre dans une longue auge de cuivre étamé, ensuite un ouvrier place de nouveau sur des plateaux d'osier les morceaux de pâte bouillis, brûlants et glissants ; le boulanger les sèche en les posant sur le foyer ; il les prend sur sa pelle, les jette adroitement dans le four, d'où ils sortent enfin tout dorés.

Si je ne parviens pas à arranger assez vite tous les craquelins qu'on m'envoie, ils se déforment, se collent les uns aux autres, le travail est perdu et les hommes autour de la table m'injurient et me lancent au visage des débris de pâte.

Tout le monde me traite avec hostilité, avec méfiance, comme si l'on s'attendait à quelque chose de vilain de ma part.

Dix-huit nez se meuvent tristement, mollement au-dessus de la table, les visages se distinguent peu les uns des autres ; ils portent tous la même expression d'ennui, de fatigue et d'irritation. Les premiers jours, je ne pouvais me rappeller les noms ni même les sobriquets de ces êtres pareils à des pierres uniformes. Le levier de fer du pétrin tombe lourdement : l'homme qui le relève pétrit encore un sac de pâte. C'est un travail très pénible que de pétrir une masse pesant cent kilogrammes de manière à la rendre épaisse et élastique comme du caoutchouc sans qu'il y reste la moindre parcelle de farine sèche et non mélangée. Et il faut travailler très vite, en une demi-heure tout doit être prêt.

Le bois crépite dans le foyer ; l'eau chante dans le chaudron ; sur la table, les mains frôlent et claquent, et tout cela se marie pour former un bourdonnement monotone, incessant et ample que les exclamations rares et irritées des gens ne parviennent pas à animer. C'est sur le plancher seulement, parmi les garçonnets qui enfilent que résonne avec netteté la petite voix fraîche et grêle de Yacha Artioukof, un enfant de onze ans au nez camus et au parler zézayant ; il parle constamment ; ou bien il prend des airs sombres et terribles, ou bien il rit en racontant avec animation d'incroyables histoires sur la femme d'un prêtre qui, par jalousie, a inondé de pétrole et brûlé vive sa fille qu'elle venait de fiancer ; sur les voleurs de chevaux et les châtiments qu'on leur infligeait ; sur les sorciers et les lutins, les ondines et les jeteurs de sort. Et sa voix claire l'a fait surnommer Grelot.

J'ai déjà appris que récemment encore, il y a peut-être six ans, Vassili Séménof était un simple ouvrier boulanger ; il était devenu l'amant de la femme du patron, une vieille qu'il poussa à empoisonner avec de l'arsenic, son mari ivrogne ; ensuite il s'empara de tout ce qu'elle possédait, la battit et la terrorisa au point qu'elle était prête à vivre sous le plancher, comme une souris, pourvu qu'elle échappât à ses regards. On me narra cette histoire avec simplicité, comme quelque chose de très ordinaire, sans même témoigner de l'envie pour le chançard.

— Pourquoi se promène-t-il sans pantalon ?

Kouzine, un vieillard borgne à l'air sombre et méchant, m'expliqua d'un ton docte :

— C'est pour se dessoûler ; il y a trois jours seulement qu'il a fini de bambocher....

— Ne serait-il pas un peu fou ?

Quelques paires d'yeux me décochèrent un regard ironique et vexé, et le tzigane s'écria, d'un ton plein de promesses :

— Attends ! il te remettra le cerveau à sa place !

Tous les ouvriers, depuis le vieux Kouzine qui a soixante ans jusqu'au petit Yacha qui enfile des craquelins dans des fils de teille du premier octobre jusqu'à Pâques pour deux roubles, tous parlent du patron avec un sentiment voisin de la fierté : « Hein, quel homme c'est que notre Vassili Séménof ; trouvez-en un qui lui ressemble. C'est un paillard. Il a trois maîtresses ; s'il en torture deux, la troisième, en revanche, lui donne des coups. Il aime à se moquer des gens pour s'amuser et pour montrer sa puissance. Il est avare ; il nourrit mal ses ouvriers ; c'est seulement les jours de fête qu'il y a de la viande de porc dans la soupe, d'habitude ce ne sont que des tripes ; le mercredi et le vendredi, il y a des pois et du gruau de millet à l'huile de chènevis. Et il veut que tous les jours, on pétrisse sept sacs de farine, ce qui fait huit quintaux métriques de pâte ; il faut deux heures et demie pour travailler un sac. »

— Vous parlez bien drôlement de lui, m'écriai-je.

Un ouvrier interrogea, en roulant le blanc de ses yeux intelligents :

— Drôlement ? Comment çà ?

— On dirait que vous êtes fiers de lui.

— Il y a bien de quoi ! Pige donc : il était un simple ouvrier comme nous et maintenant, le commissaire de police lui tire son chapeau. Il ne sait ni lire ni écrire, il connaît seulement le calcul, et il emploie quarante hommes ; il a tout dans la tête.

Avec un soupir de vénération, Kouzine affirma aussi :

— Le Seigneur lui a donné beaucoup d'intelligence.

Et Pavel, le tzigane, s'échauffant, crie :

— La fabrication des craquelins, du pain, la boutique de la boulangerie, le séchoir, tire-toi de tout cela sans écritures ! Il vend chaque automne plus de quatre-vingts tonnes de craquelins rien qu'aux Tatares et aux Morduans du district ; il a en ville sept colporteurs qui sont obligés de vendre trente kilogrammes de craquelins et de biscuits de premier choix tous les jours. Qu'en dis-tu ?

L'enthousiasme du boulanger m'était incompréhensible et m'irritait ; j'avais déjà suffisament de raisons pour nourrir d'autres pensées et parler autrement des patrons.

Et le vieux Kouzine, cachant son œil fourbe sous son sourcil gris, sentencia comme s'il voulait me taquiner :

— Ça, mon ami, ce n'est pas un homme ordinaire.

— Je crois bien, ce n'est pas un homme ordinaire, puisque vous dites vous-même qu'il a empoisonné son patron...

— Doucement ! piailla Kouzine, et le boulanger, fronçant ses noirs sourcils, prononça d'une voix grave, à contre-cœur :

— Personne ne l'a vu. Il arrive aussi que par jalousie ou par haine, on dit de tel : il a tué, il a volé, il a empoisonné ; on n'aime pas que nous ayons de la chance, nous autres...

— Qu'as-tu de commun avec lui ?

Le tzigane ne répondit pas, et Kouzine, jetant un regard vers l'angle de la pièce, cria avec irritation aux gamins :

— Petits démons, vous devriez bien épousseter la saleté de cette image sainte ! Eh ! quels païens...

Tous les autres se turent, comme s'ils n'existaient pas....

III

Quand mon tour venait de garnir de craquelins le plateau, debout près de la table, je racontais tout ce que je savais et, qu'à mon avis, tous devaient savoir. Pour dominer le bruit grondant, il fallait parler fort et quand on m'écoutait bien, entraîné par mon propre enthousiasme, je haussais la voix, et dès la première fois, surpris par le maître dans l'un de ces moments d'exaltation, je fus gratifié par lui d'un sobriquet et d'une punition.

Il arriva sans bruit derrière moi, sous l'arc qui séparait l'atelier de la boulangerie ; le plancher de celle-ci était plus élevé que le niveau de notre pièce dont trois marches la séparaient. Le patron était comme encadré par le cintre ; les mains jointes sur le ventre, il se tournait les doigts et il était vêtu comme toujours d'une longue blouse, nouée au cou par une chevillière ; il était massif et gauche, tel un sac de farine.

Il resta là, regardant de haut tout le monde ; tandis que sa prunelle verte, arrondie, brillait et se rétrécissait comme celle d'un chat, la prunelle grise ovale restait au contraire immobile et terne, tel un œil de cadavre.

Je ne le vis pas et je continuai à parler jusqu'à ce que je m'aperçus que tous les sons s'étaient atténués dans l'atelier quoique le travail marchât plus vite. En même temps, une voix nasillarde et moqueuse résonna derrière moi :

— Qu'est-ce que tu trompettes, Trombone ?

Je me tournai et me tus embarrassé ; il passa devant moi en me toisant d'un regard aigu de son œil vert ; puis, il demanda au boulanger:

— Comment travaille-t-il ?

Le tzigane fit mon éloge :

— Il n'y a rien à dire ! Il est à la hauteur !

Sans hâte, pareil à une balle qui va s'arrêter, le patron tangua en travers de l'atelier ; il monta les degrés, se dirigeant vers la porte du corridor, et il dit au tzigane, d'une voix basse et nonchalante :

— Tu le mettras au remplissage de la pâte pendant une semaine, sans relève...

Et il disparut derrière la porte, après avoir fait entrer dans l'atelier un blanc nuage de froid.

— Mazette ! fit Oulanof, un jeune homme chétif, au visage cynique, incroyablement obscène dans ses paroles comme dans ses gestes.

Quelqu'un siffla ironiquement ; le tzigane lança un regard furieux sur tout le monde :

— Bougez-vous ! Et il jura d'une manière effroyable.

Dans le coin où les gamins étaient assis par terre, s'éleva la voix de Yacha :

— Eh, les diables, ceux qui sont au bout de la table ? Vous auriez dû le pousser quand vous avez vu venir le patron...

— Certes, fit son frère Artème, un adolescent de seize ans tout hérissé comme un coq après la bataille. Ce n'est pas une plaisanterie que de remplir pendant toute une semaine sans relève ; c'est ça qui fait mal aux os !

Le bout de la table était occupé par le vieux Kouzine et l'ex-soldat Milof, un brave paysan malade ; Kouzine, abaissant son regard, garda le silence ; Milof murmura avec confusion :

— Je n'y ai pas pensé... il aurait fallu l'avertir.

Avec un sourire qui lui fendait la bouche jusqu'aux oreilles, le tzigane me dit :

— A partir de maintenant, tu t'appelleras Trombone !

Deux ou trois ouvriers eurent un rire contraint ; puis il y eut un silence gênant. On s'efforçait de ne pas me regarder.

— C'est toujours Yacha qui trouve le premier ce qu'il faut faire ! s'exclama tout à coup, d'une voix de basse profonde, Ossip, un paysan tout déjeté, au visage de Kalmouk et aux petits yeux. Il ne fera pas de vieux os, notre Yacha.

— Va-t-en au diable ! cria gaîment l'enfant.

— Il ne vivra pas longtemps...

— Il faut lui couper la langue, au gamin, proposa Kouzine.

Artème lui cria avec colère :

— C'est à toi qu'il faudrait arracher la langue avec la racine, rapporteur !

— Silence ! cria-t-on du fourneau.

Artème se lève et se dirige sans se hâter vers le corridor ; son petit frère lui dit sévèrement :

— Où vas-tu ainsi, pieds nus ? Mets tes souliers, tu prendras froid et tu crèveras...

On voit que tout le monde est habitué à ces observations ; personne ne dit mot ; Artème regarde affectueusement son frère avec ses yeux dansants ; il met ses souliers et cligne de l'œil.

Je me sens triste ; le sentiment de la solitude, de l'isolement s'épaissit et fait un poids sur mon cœur. La tempête vient battre aux fenêtres sales ; il fait froid dehors ! J'ai déjà vu des gens comme ceux-là et je les comprends un peu : je sais que presque chacun d'eux passe par une crise intérieure douloureuse et inévitable ; l'âme est née à la campagne et y a paisiblement grandi, et maintenant, par mille petits chocs, la ville forge à sa manière cette âme malléable et tendre.

Ce travail impitoyable et cruel de la ville se faisait tout particulièrement sentir quand ces gens taciturnes se mettaient à chanter leurs chansons villageoises en laissant passer dans les paroles et dans les airs leurs perplexités et leurs souffrances inexprimées. « La mal-a-al-heureuse fi-i-ille ! » entonnait soudain Oulanof d'une voix aiguë, presque féminine ; aussitôt, quelqu'un continuait avec indécision, involontairement, semblait-il :

« ...Est allée la nuit dans les champs...»

Le mot « champs » soupiré avec lenteur réveillait deux ou trois autres ouvriers ; ils baissaient encore plus la tête et dissimulant leurs visages, il se remémoraient :

« Aux champs brille la lune lumineuse,
« Aux champs souffle une brise paisible ».

Avant que le dernier vers soit achevé, Oulanof reprend d'une voix sanglotante :

« Ah ! ma-a-alheureuse fille ! »

La chanson devient plus sonore ; on est mieux à l'unisson :

« Elle parlait au vent :
« Vent paisible, ami fidèle.
« Arrache mon cœur, arrache mon âme ».

On chante et on dirait que le vent frais des vaste campagnes a fait irruption dans le fournil ; on pense à des choses bonnes qui rendent les gens meilleurs et embellissent l'âme. Puis, comme si on avait honte de la mélancolie que dégagent les paroles caressantes, quelqu'un murmure :

— Ah ah ! Elle pleure, la donzelle !

Tout écarlate, tant il s'efforce de bien chanter, Oulanof reprend encore plus haut et plus tristement :

« Ma-a-alheureuse fille ! »

Des voix convaincues chantent avec une angoisse mortelle :

« Elle supplie plaintivement le vent :

« Emporte mon cœur dans les forêts profondes et sombres. »

— N'ayez pas peur, elle ne s'ennuie pas, glapit un ouvrier.

Et la chanson est interrompue par des paroles grossières, des suppositions malpropres. Au parfum des champs se mêle l'odeur puante de la ville, du sous-sol obscur.

— Ah ! mon Dieu ! soupire quelqu'un.

Oulanof et les meilleurs chanteurs font tous leurs efforts comme pour éteindre les flammes bleues de la corruption ; les autres sont de plus en plus gênés par cette histoire d'amour mélancolique ; ils savent qu'en ville, l'amour se vend ; on peut l'acheter à partir de dix copeck ; ils l'achètent, ils en tombent malades et en pourrissent ; ils s'en sont fait une idée très définie.

« Je suis bien malheureuse,

« Ah ! personne ne m'aime....

— Ne fais pas d'embarras, et une dizaine de gars t'aimeront, si tu veux, crie une voix.

« Enterre donc mon cœur.

« Sous les racines, sous les feuilles d'automne. »

— Elles veulent toutes se marier, les coquines, et être à la charge du mari...

— Naturellement.

Oulanof chante de belles chansons ; il ferme les yeux avec force et à ces moments-là, son visage vieillot, fripé et cynique se couvre de jolies petites rides et s'illumine d'un sourire.

Mais les exclamations obscènes éclaboussent de plus en plus la chanson, comme la boue de la rue jaillissant sur une robe neuve : Oulanof se sent vaincu. Il ouvre ses yeux troubles, qui étincellent comme du bois pourri ; un vilain sourire tord ses joues fripées et quelque chose de méchant tremble sur ses lèvres. Il faut absolument qu'il conserve sa réputation de bon chef de chœur ; cette gloire lui est nécessaire à l'atelier, car n'étant pas travailleur, il n'est pas aimé de ses camarades.

Secouant sa tête anguleuse aux rares cheveux roux, il entonne alors une chanson répugnante :

« Dans la rue Prolomnaïa, il y a par terre un immense étudiant. »

Avec des sifflements, des hurlements, avec un cynisme voluptueux et spécial, comme s'il éprouvait une jouissance vengeresse à chanter des choses infâmes, l'atelier tout entier rugit à l'unisson :

« Il est par terre et il sourit... »

On dirait qu'un troupeau de porcs a pénétré dans un magnifique jardin et piétine les fleurs. Oulanof inspire de la répulsion et de la crainte ; furieux, surexcité, il flambe tout entier ; son visage gris a des taches rouges ; ses yeux s'écarquillent ; son corps se contorsionne et prend des attitudes crapuleuses ; et sa voix incroyablement aiguë a une force qui déchire d'angoisse les cœurs :

« Des filles passent, des dames passent » continue-t-il en gesticulant. Les autres hurlent avec la même frénésie :

« Tout droit, eh ! toi.... Tout droit ! »

« Tout droit... »

La fange bouillonne tumultueusement, grasse et visqueuse ; des âmes humaines y mijotent, elles y cuisent, elles gémissent, elles sanglotent et il est si douloureux de voir cette horreur qu'on voudrait prendre son élan et se fracasser la tête contre une muraille de pierre. Mais au lieu de le faire, on ferme les yeux et on se met à chanter soi-même une chanson infâme, plus haut que les autres. C'est à faire pitié ; il n'est pas toujours agréable de se sentir meilleur que les camarades.

Parfois le patron survenait sans bruit ou bien Sachka, le commis aux cheveux bouclés et roux, accourait :

— Vous vous amusez, mes enfants ? demandait Séménof d'une petite voix doucereuse et fielleuse. Sachka, lui, criait simplement :

— Silence, canailles !

Immédiatement, tout se taisait et la rapidité avec laquelle ces êtres obéissaient à un ordre autoritaire, serrait encore plus le cœur.

Une fois, je demandai :

— Camarades, pourquoi gâtez-vous de belles chansons ?

Oulanof me regarda avec étonnement :

— Est-ce que nous chantons mal ?

Et Ossip ajouta de sa voix basse, toujours indifférente :

— Les chansons, on ne peut leur faire de mal ; comment pourrait-on les gâter ? Elles sont comme des âmes ; nous mourrons tous.... mais les chansons resteront.... C'est comme des âmes..... les chansons. Elles durent toujours....

Quand il parlait, Ossip baissait toujours les yeux, comme une petite nonne quêtant pour un couvent ; quand il se taisait, ses larges pommettes mongoles remuaient constamment ; il semblait que cet homme massif mâchait avec paresse on ne sait quoi....

IV

Avec des copeaux, je me fabriquai quelque chose qui ressemblait à un pupitre. Après avoir pétri la pâte, je me mettais près de la table pour disposer les craquelins sur les plateaux, je plaçais mon pupitre devant moi, je prenais une brochure et je lisais. Mes mains ne pouvaient abandonner leur tâche pendant une seconde ; ce fut à Milof qu'échut le soin de tourner les pages ; il s'acquittait de sa mission avec piété ; chaque fois, il faisait des efforts inouïs et enduisait son doigt d'une bonne couche de salive. Il s'était également chargé de me prévenir, par un coup de pied à la jambe, lorsqu'il voyait le patron sortir de sa chambre pour venir à la boulangerie.

Mais l'ancien soldat était plutôt distrait ; une fois que je lisais *La Légende des Trois Frères*, de Tolstoï, j'entendis derrière moi le hennissement chevalin de Séménof ; sa petite main potelée s'allongea sous mon aisselle ; il s'empara de la brochure et avant que je fusse revenu de ma surprise, il se dirigea vers le fourneau en brandissant le livre et en disant :

— Eh, ce qu'il a inventé là, hein ! Il n'est pas bête...

Je le rattrapai et le pris par le bras :

— On ne doit pas brûler les livres.

— Hein ? Pourquoi pas ?

— Parce qu'on ne doit pas.

Un silence absolu s'était fait. Je voyais le visage renfrogné du tzigane, ses dents blanches découvertes, et je m'attendais à l'entendre crier :

— Tombe-lui dessus !

Mes jambes vacillaient et tout se troublait à mes yeux. Les hommes travaillaient de toutes leurs forces, comme s'ils se hâtaient d'achever un ouvrage pour en commencer un autre.

— On ne doit pas brûler les livres ? répéta tranquillement le patron sans me regarder ; sa tête penchée de côté, il semblait prêter l'oreille à un bruit.

— Rendez-le moi, dis-je.

— Eh bien... tiens...

Je pris la brochure chiffonnée ; lâchant le bras de Séménof, je revins à ma place. Tête baissée, il s'en alla, comme toujours en silence, dans la cour. Longtemps, tout le monde se tut dans l'atelier ; puis le tzigane, essuyant d'un geste vif, la sueur qui coulait sur son visage, tapa du pied et dit :

— Ah ! mon cœur s'est tout glacé, que le diable t'emporte ! J'ai bien cru qu'il allait te flanquer une râclée...

— Et moi aussi, déclara gaîment Milof.

— Il aurait pu y avoir bataille ! s'exclama le tzigane avec regret. Mais fait attention maintenant, Trombone. Il ne va pas tarder à te mater...

Nikita, le bouilleur, fut de la même opinion :

— Il te retrouvera ! Ça ne se passera pas comme ça !

Et Kouzine grommela en hochant sa tête grise :

— Tu n'es pas à ta place ici, mon garçon ; nous n'avons pas besoin d'histoires ; c'est toi, toi seul qui agace le patron et lui, il se vengera sur nous tous, oui...

Artème se mit à invectiver le soldat à mi-voix.

— Animal ! Tu ne l'as donc pas vu ?

— Je ne l'ai pas vu !

— Est-ce qu'on ne t'avait pas dit de faire attention ?

— Voilà, je n'ai pas fait attention...

La majorité, indifférente, gardait le silence et écoutait les murmures irrités. Je ne pouvais comprendre quelle opinion ces gens avaient de moi ; je me sentais mal à l'aise et pensais qu'il vaudrait peut-être mieux m'en aller. Comme s'il m'avait deviné, le tzigane me dit avec colère :

— Demande ton compte, Trombone ; de toutes façons, la vie te deviendra impossible ici. Il lâchera Jégor sur toi et ce sera fini . . .

— Oui, c'est probable, je m'en irai . . .

Mais alors le petit Yacha assis sur une natte, les jambes croisées comme un tailleur, se leva, fit saillir son ventre, et flageolant sur ses jambes tordues de rachitique, les yeux bleus laiteux écarquillés et terribles, cria en brandissant son poing :

— Pourquoi partiras-tu ? Tape-lui sur son museau, au patron ! S'il veut te battre, je prendrai ta défense.

Un silence se fit, puis tout le monde se mit à rire, de ce rire sain et rafraîchissant qui, telle une pluie d'été, lave l'âme humaine, la débarrasse de la poussière, de la fange et de toutes les souillures, mettant à nu ce qui est bon et lumineux, invitant les gens à former un seul corps, un groupe compact et uni.

Abandonnant la besogne, tout le monde se tordait, se tenait les côtes, hurlait, glapissait, haletait et pleurait à force de rire. Yacha, déclara en souriant, mais avec embarras et en tiraillant sa blouse :

— Mais quoi ? Quelle idée de rire ainsi ! Si je prends un poids de trois livres, ou bien une bûche . . .

Ce fut Ossip qui se leva le premier ; il s'essuya le visage du plat de la main et sans regarder personne, il déclara :

— C'est de nouveau Yacha, le petit enfant, qui a le mieux parlé. Vous avez tort d'effrayer le camarade. Il vous apprend de bonnes choses et vous, vous lui dites de partir.

— Il faut bien le prévenir ! répondit le tzigane qui se reposait de son accès d'hilarité. Nous ne sommes pourtant pas des chiens !

Et tout le monde se mit à discuter. Comment me protègerait-on contre Jégor ?

— Tuer un homme, l'estropier, c'est une bagatelle pour lui.

Artème surtout faisait de son mieux ; il forgeait des plans insensés d'attaque et de défense ; le vieux Kouzine, le regard fixé grommelait avec colère :

— Combien de fois, garnements, vous ai-je dit de nettoyer la sainte icône ?

Le tzigane semblait vouloir se convaincre lui-même, tout en remuant sa pelle :

— Il faut être prêt à commettre tous les péchés... Chez nous, l'audace est une marchandise courante . . .

Une forme passa dans la cour, devant les fenêtres, en piétinant pesamment le sol et Yacha, toujours bien informé, cria avec vivacité :

— Jégor va fermer le portail ; ils vont regarder les porcs . . .

Quelqu'un grommela :

— On ne l'a pas fait crever, à l'hôpital . . .

Le calme se fit et l'ennui survint. Au bout d'un instant, le boulanger me proposa :

— Veux-tu voir la parade de Séménof ?

V

Je suis juché sur un sac de farine dans le corridor et je regarde au dehors à travers une fente : au milieu de la cour, les jambes nues, mon patron est assis sur une caisse ; dans le pan de son vêtement relevé, il tient un vingtaine de pains à la fleur. Quatre énormes verrats du Yorkshire grognent, se frottent contre lui, lui donnent du groin dans les genoux. Séménof fourre des pains dans les gueules rouges, il caresse les flancs roses et il grommelle avec une tendresse paternelle, d'une voix assourdie que je ne lui connaissais pas :

— Ou, ou, ils veulent manger, les petits, ils veulent du pain blanc, les petits ?

Son large visage se fend en un sourire doux et somnolent ; l'œil gris s'est animé, il a l'air bienveillant. Le patron est tout changé. Derrière lui se tient un homme aux larges épaules, au visage grêlé ; il porte de longues moustaches et a une boucle d'argent à l'oreille gauche ; le menton est rasé de si près qu'il est bleu. La casquette sur l'oreille, il regarde avec des yeux ternes et arrondis comme des boutons, les porcs qui poussent le maître. Les mains de l'inconnu plongées dans les poches de son habit bleu y remuent doucement et agitent le pan du vêtement.

— C'est le moment de les vendre, dit-il d'une voix enrouée, sans que son visage impassible ne tressaille.

— J'ai bien le temps, répond le patron très haut, avec un air mécontent. Je n'en aurai peut-être plus jamais de pareils.

Un verrat lui donna un coup de groin au côté ; Séménof chancela sur sa caisse et se mit à rire complaisamment ; son corps gélatineux tremblotait ; son visage se plissait au point que les yeux de couleur différente disparurent dans les épais replis de chair.

— Ah ! ces ermites, ces petits coquins ! glapissait-il en riant. Ils vivent dans l'obscurité, dans les ténèbres . . . et . . . voyez-vous ça . . . tcho, tcho ! Voyez-vous ça, hein ? Ah, mes petits solitaires, mes petits amours . . .

Les porcs se ressemblent d'une manière répugnante ; c'est un seul et même animal répété quatre fois avec une identité ironique, outrageante, qui se promène dans la cour. Petits de tête, montés sur courtes pattes, le ventre nu traînant presque sur le sol, les verrats se précipitent vers le patron, en agitant furieusement les cils gris de leurs petits yeux. Je les regarde et j'éprouve une sorte de malaise, comme si quelque cauchemar m'oppressait.

Avec des glapissements, des grognements et des claquements de lèvres, les porcs fourrent leur groin carré et avide dans les genoux du patron ; ils se frottent contre ses jambes et ses flancs ; il les écarte d'une main, glapissant lui aussi ; dans l'autre, il tient un pain blanc qu'il agite pour taquiner les animaux ; tantôt il l'approche, tantôt il l'écarte des museaux et il est tout secoué d'une gaîté animale ; il est presque pareil aux verrats, mais il est encore plus qu'effrayant, abominable.

Jégor lève lentement la tête et il regarde le ciel hivernal, froid et terne comme ses yeux ; sa boucle d'oreille rendue luisante par le frottement, se balance doucement sur son épaule.

— Une garde-malade, une plantureuse gaillarde m'a dit en secret à l'hôpital qu'il n'y aurait pas de fin du monde, commença-t-il très haut, d'une voix forcée.

Tout en essayant d'attraper un porc par l'oreille, Séménof répéta :

— Il n'y aura pas de fin du monde ?

— Elle a dit que non . . .

— Elle ment, cette bêtasse . . .

— C'est bien possible . . .

Le patron continue à caresser les pourceaux folâtres, propres et lisses, mais ses gestes se font de plus en plus paresseux ; on voit qu'il est las.

— Elle avait une grosse poitrine, de grands yeux, soupire Jégor, en évoquant ses souvenirs.

— La garde-malade ?

— Oui ! Il ne faut pas attendre la fin du monde, a-t-elle dit ; c'est le soleil qui s'obscurcira complètement au mois d'août.

— Complètement ? redemande Séménof plein d'incrédulité.

— Complètement. Seulement, ce ne sera pas pour longtemps ; c'est seulement une ombre qui passera . . .

— D'où vient-elle, cette ombre ?

— Je ne sais pas. De Dieu, sans doute.

Le patron se lève et déclare d'une voix sévère :

— C'est une imbécile ! Premièrement, il ne peut pas y avoir d'ombre cachant le soleil, parce qu'il perce de part en part toutes les ombres possibles ; deuxièmement, on dit que Dieu est lumineux ; comment pourrait-il donc avoir une ombre ? et troisièmement, dans le ciel, il n'y a que du vide, partout ; comment une ombre pourrait-elle sortir du vide ? C'est une idiote, ta garde-malade.

— Bien entendu, comme toutes les femmes . . .

— Parfaitement . . . Fais rentrer les petits dans la porcherie.

— Je vais appeler un des types, là-bas.

— Si tu veux. Fais attention qu'ils ne donnent pas de coups aux bêtes ; si un d'eux ose le faire, tape-lui sur la hure . . .

— Bien, je sais . . .

Le patron traverse la cour et les verrats le suivent, comme les petits cochons suivent la truie.

VI

Le lendemain matin, de bonne heure, le patron ouvrit toute grande la porte qui faisait communiquer l'atelier avec le corridor ; il resta sur le seuil et me dit avec une joie méchante :

— Monsieur le Trombone, tu vas aller chercher les sacs de farine dans la cour et les transporter dans le corridor.

Le froid pénètre en trombes blanches par la porte ouverte et enveloppe Nikita le bouilleur. Celui-ci se tourne vers le patron :

— Ferme la porte, maître, ça me souffle dessus . . .

— Quoi ? Ça souffle ? glapit l'interpellé. Il lui assène sur la nuque son petit poing serré et il disparaît en laissant la porte ouverte.

Nikita avait à peu près trente ans, mais on eût dit un adolescent ; craintif, petiot, il avait un visage jaune, parsemé de poils jaunes ; ses grands yeux étaient toujours écarquillés ; l'expression de la peur et de la souffrance était figée dans son regard. Depuis six ans, il se tenait de cinq heures du matin à huit heures du soir devant une marmite, en trempant continuellement les mains dans l'eau bouillante ; son flanc droit était grillé par le feu ; derrière lui, la porte de la cour qu'on ouvrait cent fois par jour, laissait pénétrer le froid. Les doigts de Nikita étaient déformés par les rhumatismes ; il avait une inflammation chronique des poumons ; et les veines de ses jambes saillaient en gros nœuds violacés.

Je me coiffai d'un sac vide et je sortis ; lorsque je passai devant Nikita, il me dit tout bas, sans desserrer les dents :

— C'est encore toi qui est cause de ça, que le diable t'emporte . . .

Des larmes troubles comme la sueur coulaient de ses grands yeux.

Dans la cour, je pensai avec découragement :

« Il faut m'en aller d'ici . . . »

Vêtu d'une courte pelisse de femme, le patron était là, près des sacs de farine ; il y en avait à peu près cent cinquante ; l'étroit corridor ne pouvait en contenir le tiers. Je le dis au patron ; il me répondit avec un ricanement moqueur :

— S'il n'y a pas de place, je te les ferai rapporter ici. Ça n'a pas d'importance ; tu es un solide gaillard.

Arrachant le sac qui me couvrait le tète. je déclarai à Séménof que je ne lui permettais pas de se moquer de moi et que je voulais mon compte.

— Porte les sacs, te dis-je ! ricana-t-il encore. Où irais-tu en hiver ? Tu crèveras de faim . . .

— Mon compte !

Son œil gris s'injecta de sang ; le vert luit avec colère ; Séménof montra le poing et le brandit en demandant d'une voix tonnante :

— Et des pochons, en veux-tu ?

L'indignation me fit bondir. Ecartant son bras tendu, je le pris par l'oreille et je le secouai sans mot dire ; de la main droite, il me donnait des coups à la poitrine tout en poussant de petits cris étonnés ;

— Attends ! Que fais-tu au patron ? Lâche-moi. diable . . .

Puis, tout en soutenant de la main droite son bras gauche meutri, et se frottant l'oreille rougie, il me regarda avec des yeux fixes, bêtement écarquillés, et se mit à murmurer :

— Toucher le patron . . . Toi . . . Qui es-tu, toi, hein ? Je te . . . je vais appeler la police . . . Tu vas voir . . .

Soudain, il avança les lèvres d'un air vexé, émit un sifflement lugubre et prolongé, puis s'en alla en clignant de l'œil droit.

Ma rage avait flambé comme de la paille ; c'était très drôle de voir le patron s'en aller lentement, l'air humilié, tandis que son gros derrière tremblotait sous la courte pelisse.

Le froid se faisait sentir ; je ne voulais pas rentrer à l'atelier ; pour me réchauffer, je résolus de porter les sacs dans le corridor ; mais comme j'y pénétrais avec la première charge, je vis Ossip, accroupi devant une fente de la paroi ; il avait l'air d'un hibou. Des cheveux raides étaient attachés avec un filament de tille dont les extrémités tombaient sur le front et remuaient en même temps que les sourcils.

— J'ai vu comme tu l'as secoué ! fit-il tout bas, en remuant avec difficulté ses mâchoires de cheval.

— Et puis après ?

Les petits yeux mongols s'agrandirent, ils eurent un regard étrange qui me troubla.

— Ecoute ! dit Ossip en se levant et en s'approchant tout près de moi. Je n'en dirai rien à personne ; n'en parle pas non plus, toi . . .

— Je n'en ai pas l'intention.

— Tant mieux ! C'est tout de même le maître ! N'est-ce pas ?

— Et après ?

— Il faut obéir à quelqu'un, sinon, on se battrait tous . . . .

Il parlait avec le désir de convaincre et, très bas, presque chuchotant :

— Il faut qu'il y ait du respect . . .

Ne le comprenant pas, je me fâchai :

— C'est bon, c'est bon, va-t-en au diable !

— N'aie pas peur de Jégor. Connaîtrais-tu par hasard une formule magique contre les terreurs nocturnes ? Jégor y est sujet, il a peur de la mort. Il a un grand crime sur la conscience . . . Une fois, j'ai passé la nuit devant l'écurie ; il était agenouillé et criait : « Sainte mère, Sainte Vierge Varvara, sauve-moi de la mort subite . . . » Comprends-tu ?

— Je ne comprends pas.

— C'est avec ça qu'il faut le faire marcher.

— Avec quoi ?

— Par la peur. Ne te fie pas à ta force ; il est cinq fois plus vigoureux que toi . . .

Je sens que cet homme me veut sincèrement du bien et je le remercie ; je lui tends la main. Il ne me donne pas la sienne immédiatement ; quand je serre ses doigt robustes, il claque de la langue avec compassion et, baissant les yeux, marmotte quelques paroles indistinctes.

— Hein, qu'as-tu ?

— Ça n'a pas d'importance, fit-il en s'éloignant de moi. Il rentra dans l'atelier tandis que je portais les sacs, pensant à ce qui venait d'arriver.

J'avais lu pas mal de choses sur le peuple russe, sa solidarité, sa sociabilité, son âme tendre, large, vibrante pour le bien ; mais je le connaissais infiniment mieux par moi-même, car, depuis dix ans, je vivais à mes risques et périls, en dehors des suggestions de la famille et de l'école. En général, mes impressions personnelles concordaient assez avec mes lectures ; oui, les gens aiment le bien, ils l'apprécient, ils en rêvent, ils s'attendent toujours à le voir arriver on ne sait d'où et illuminer, réchauffer la vie morne et cruelle.

Mais de plus en plus fréquemment, je me disais que si les gens aiment le bien comme les enfants aiment un conte de fée, s'ils étaient émerveillés par sa beauté et sa rareté, s'ils l'attendaient comme un jour de fête, en revanche, presque personne ne croyait à sa puissance et ils étaient peu nombreux, ceux qui se souciaient de veiller à son éclosion, de protéger son développement. Je ne voyais que des âmes où la charrue n'avait pas passé : elles étaient envahies de mauvaises herbes abondantes et épaisses, et quand le vent y apportait par hasard un grain de blé, le germe sans vigueur dépérissait bientôt.

Ossip m'intéressait beaucoup ; il me semblait qu'il y avait quelque chose d'extraordinaire en lui . . .

VII

Pendant toute une semaine, le patron ne se montra pas à l'atelier et il ne me règla pas mon compte ; je ne le réclamai pas non plus, d'ailleurs ; je n'aurais su où aller et ici la vie devenait de jour en jour plus intéressante.

Ossip me fuyait visiblement ; toutes mes tentatives pour parler avec lui « à cœur ouvert » n'eurent aucun succès ; quand je l'interrogeais, il baissait les yeux, ses joues tremblaient et il répondait des choses incompréhensibles :

— Bien sûr, si on savait les mots qu'il faut dire . . . Mais voilà, chacun a son âme . . .

En général, il parlait peu, il ne proférait pas de jurons obscènes, mais il ne priait pas non plus quand il se levait ou se couchait ; c'était seulement quand il s'attablait pour déjeuner ou dîner qu'il faisait silencieusement le signe de croix sur sa large poitrine. Aux moments de loisir, il s'installait sans bruit dans le recoin le plus obscur et, là, il reprisait ses vêtements ou bien il enlevait sa chemise et tuait au petit bonheur les parasites qui s'y trouvaient. Et il chantonnait toujours, d'une voix de basse profonde, presque à l'octave, des chansons bizarres que je n'avait jamais entendues.

« Oie, aujourd'hui le vaste monde ne réjouit pas mon âme . . . »

— Est-ce qu'il te réjouissait, hier ?

Il continuait en traînant les mots, sans répondre ni lever les yeux :

« Je boirais bien de la bière, mais je n'en ai pas envie. »

— Et puis, tu n'en as pas, de la bière . . .

Il ne remuait pas un cil ; il restait sourd et chantait lugubrement :

« J'irai bien chez l'aimée, mais mes pieds ne m'y conduisent pas.

« Oïe, les pieds ne m'y mènent pas et le cœur ne m'y appelle pas.»

Le tzigane n'aime pas les chansons tristes.

— Hé, le loup ! crie-t-il avec colère en découvrant les dents. Tu hurles du nouveau ?

Mais du recoin sombre s'échappent l'une après l'autre des paroles funèbres :

« Mon âme n'est pas bien malade.

« Oïe, elle ne sait pas souffrir, elle ne me laisse pas dormir la nuit».

— Oulanof ! commande le boulanger. Eteins-le, ce tison fumeux. Entonne le « Bouc ».

On chante un air de danse. Ossip, indifférent, lance artistement des notes profondes et gémissantes qui se placent avec une adresse particulière sous les mots et les sons de la chanson grivoise ; parfois la mélopée se noie complètement dans la voix d'Ossip, comme un alerte ruisseau disparaît dans l'eau stagnante d'une mare fangeuse.

Le tzigane et Artème me traitent mieux ; je le sens fort bien, quoique cette nouvelle attitude ne puisse être définie par des paroles. La nuit qui suivit ma querelle avec le patron, Yachka traîna son sac de paille dans le coin où je dormais et me déclara :

— Voilà, je veux me mettre à côté de toi, maintenant . . .

— C'est entendu.

— Soyons amis, veux-tu ?

Aussitôt il se roula tout près de moi et chuchota avec mystère :

— Les souris mangent-elles les cancrelats ?

— Non, pourquoi ?

— Ah ! je le savais bien !

A voix basse, remuant sa grosse langue, il se mit à parler et ses bons yeux étincelaient.

— Tu sais, j'ai vu une souris qui causait avec un cancrelat ; que le tonnerre m'écrase si je ne l'ai pas vue ! Une nuit, je me suis réveillé, et non loin de moi, à la clarté de la lune, elle était attelée à un craquelin ; elle rongeait, rongeait ; moi, je ne faisais point de bruit. Alors, il est venu un cancrelat et puis encore deux autres ; la souris a cessé de manger et elle a remué ses moustaches grises; les leurs aussi ont bougé comme le muet Nicandre ; ils ont parlé comme ça . . . on aimerait bien savoir de quoi. Hein, ce serait intéressant. Tu dors ?

— Non, continue, s'il te plaît . . .

— C'était comme si elle demandait aux cancrelats : — « D'où venez-vous ? » — « Nous sommes de la campagne ». Les cancrelats quittent les villages et viennent en ville, après les incendies . . . ils s'enfuient des maisons avant qu'elles ne brûlent ; ils savent quand un incendie doit éclater. Le vieux lutin de la maison leur dit : « Allez-vous-en, mes enfants ! » et ils filent. As-tu vu des lutins ?

— Pas encore.

— Moi, j'en ai vu . . .

Mais il se mit soudain à ronfler comme s'il étouffait et jusqu'au matin le Grelot se tut.

Brusquement, le patron réapparut ; il vint presque tous les jours à l'atelier ; il semblait choisir à dessein l'heure où je racontais ou lisais quelque chose. Il entrait sans bruit et s'asseyait sous la fenêtre dans un coin, à ma gauche, sur une caisse où les poids étaient renfermés ; quand je m'arrêtais en l'apercevant, il disait avec une ironie maussade :

— Jabote, jabote, professeur, ça ne fait rien, raconte toujours . . .

Et il restait là longtemps, silencieux, gonflant les joues avec une force telle que ses petites oreilles chétives et collées au crâne remuaient sous ses maigres cheveux. Parfois, il demandait en coassant :

— Quoi ? Quoi ?

Une fois que j'exposais la formation de l'univers, il glapit :

— Attends ! Et où est Dieu ?

— Mais il est là-dedans.

— Tu mens ! Où est-il ?

— Connaissez-vous la Bible ?

— Tu ne me feras pas prendre des vessies pour des lanternes. Où est Dieu ?

— « La terre était informe et vide ; il y avait des ténèbres à la surface de l'abîme et l'Esprit de Dieu se mouvait au-dessus des eaux.»

— Des eaux ? s'exclama-t-il triomphant. Et toi, tu dis que c'était du feu. Et puis, je veux demander au pope si c'est bien écrit comme ça .

Il se leva et il ajouta d'un ton mélancolique, en sortant :

— Tu sais beaucoup de choses, Trombone, fais attention ; ça ne te vaudra peut-être rien . . .

Le tzigane hocha la tête et d'une voix inquiète prédit :

— Il te fera tomber dans le piège !

Deux jours après, Sachka entrant en coup de vent dans l'atelier me cria sévèrement :

— Chez le patron !

Le Grelot leva son visage camus et constellé de taches de rousseur et me conseilla gravement.

— Prends un poids de trois livres . . .

Je sortis sous les rires étouffés des ouvriers.

Dans une pièce exiguë d'un sous-sol surélevé, Donof et Kouvchinof, deux patrons boulangers étaient attablés devant le samovar, en compagnie de Séménof. Je m'arrêtai sur le seuil ; le maître m'ordonna avec une douceur malicieuse :

— Eh bien, professeur Trombone, raconte-nous des affaires sur les étoiles et le soleil et comment tout ça s'est arrangé.

Il était rouge ; son œil gris était à demi fermé tandis que le vert flamboyait gaîment comme une émeraude ; à côté de lui luisaient deux autres hures souriantes ; l'une d'elles, de couleur écarlate, était encadrée par une barbe rousse ; l'autre était sombre et comme couverte de moisissure. Le samovar haletait paresseusement, auréolant de vapeur les trois têtes bizarres. Contre le mur, sur un vaste lit à deux places, était assise la vieille patronne : grisâtre comme une chauve-souris, elle s'appuyait des deux mains sur la couverture chiffonnée ; elle vacillait, la lèvre pendante et elle hoquetait bruyamment. Dans un coin, la flamme rosée d'une lampe solitaire tremblait devant les images saintes, comme si elle avait froid ; au mur, entre les deux fenêtres, était suspendue une chromolithographie, représetant une Allemande nue jusqu'à la taille qui tenait sur ses genoux un chat aussi gras qu'elle. La pièce était saturée d'une odeur d'eau de vie, de champignons salés, de poisson fumé ; pareilles à d'énormes ciseaux, les jambes des passants apparaissaient furtivement aux fenêtres et disparaissaient de même.

Je fis un pas en avant ; le patron s'empara d'une fourchette qui traînait sur la table ; il en frappa le bord et me dit :

— Non, reste là-bas . . . Reste là-bas et raconte . . . je te régalerai après . . .

Je résolus de le régaler aussi après et je me mis à parler.

La vie n'était pas facile sur la terre et j'aimais beaucoup le ciel. Parfois, en été, la nuit, je m'en allais aux champs, je me couchais sur le sol, face au firmament, et il me semblait que de chaque étoile descendait jusqu'à mon cœur un rayon doré ; lié à l'univers par tous ces fils, je voguais avec la terre au milieu des étoiles, comme entre les cordes d'une harpe immense, et le doux son nocturne de la vie terrestre chantait pour moi la chanson du grand bonheur de vivre. Ces heures bienfaisantes, où l'âme se confondait avec le monde, lavaient merveilleusement mon cœur des laideurs et des impuretés de l'existence quotidienne.

Ici aussi, dans cette pièce mal tenue, en face de trois patrons et d'une femme soûle qui écarquillait stupidement ses yeux morts, je me laissai entraîner, oubliant tout ce qui m'entourait. Je voyais que deux figures ricanaient ; mon patron, faisant la moue, sifflotait tout bas ; son œil vert courait sur mon visage avec une attention spéciale, aiguë pourrait-on dire ; j'entendis Donof déclarer d'une voix enrouée et lasse :

— Il a la langue bien pendue, ce diable !

Et Kouvchinof s'exclama avec irritation :

— Il a le choléra, quoi !

Mais je n'en fus pas troublé ; je voulais les obliger à m'écouter et il me semblait qu'ils commençaient déjà à céder à mes paroles . . .

Soudain, sans bouger, mon patron proféra lentement, d'une voix grêle et nasillarde :

— Ça suffit, Trombone ; je te remercie, mon ami. C'est très bien. Et maintenant que tu as mis toutes les étoiles à leur place, tu vas aller nourrir mes cochons, mes petits cochons . . .

Aujourd'hui, je ris en évoquant cette scène ; mais alors, je n'étais rien moins que gai ; je ne sais pas comment je pus vaincre la fureur qui m'envahit.

Je me rappelle que, lorsque je pénétrai en courant dans l'atelier, je faillis me trouver mal. Ossip et Artème s'emparèrent de moi, m'entraînèrent dans le corridor où ils me firent boire de l'eau. Yacha répétait avec conviction :

— Hein ! Tu n'as pas voulu m'écouter !

Le sourcil froncé, le tzigane grommelait en me tapotant le dos :

— Ça ne vaut pas la peine d'y faire attention . . . Quand il est en train, il ferait tourner en bourrique l'archevêque lui-même.

VIII

Le gavage des porcs était considéré comme une punition sévère et infâmante : les verrats étaient parqués dans une étable exiguë et sombre ; quand on leur portait un seau de soupe, ils se roulaient sous vos pieds, vous poussaient avec leur groin ; il était bien rare que l'objet de ces lourdes amabilités ne tombât pas dans la boue de la porcherie.

Quand on entrait, il fallait immédiatement s'appuyer le dos au mur, chasser les animaux à coups de pied, verser très vite la soupe dans l'auge et sortir aussitôt, car les porcs irrités par les coups essayaient de mordre. Mais c'était bien pis quand Jégor, ouvrant la porte de l'atelier, annonçait d'une vois funèbre :

— Eh, les gars, venez faire rentrer les cochons !

Cela voulait dire que les animaux lâchés dans la cour s'étaient excités mutuellement et ne voulaient pas retourner à l'étable. Quatre ou cinq ouvriers se précipitaient, soupirant et jurant, et une chasse amusante commençait, à la grande joie du patron. Les camarades prenaient plaisir à cette poursuite sauvage qui était pour eux une distraction ; mais bientôt, ils étaient haletants de colère et de fatigue ; les porcs entêtés roulaient par la cour comme des tonneaux, renversant tantôt l'un, tantôt l'autre ; le patron regardait ; puis, entraîné par l'ardeur de la chasse, il sautillait, tapait du pied, sifflait et glapissait :

— Tenez tête, petits ! Grattez-leur le poil !

Quand un homme roulait sur le sol, il piaillait avec une joie, une force redoublées ; il se donnait des claques sur les hanches, charnues comme celles d'une femme ; il étouffait de rire.

En effet, ce devait être très drôle que de voir ces boules de graisse rose rouler avec rapidité par la cour, suivies par de maigres bipèdes hurlant, gesticulant, tout poudrés de farine, vêtus de guenilles sales, les pieds nus dans leurs sandales ; ils couraient et tombaient, ou bien saisissant un verrat par la patte, ils étaient traînés sur le sol et se meurtrissaient les genoux contre les pierres.

Une fois, un porc se sauva dans la rue ; au nombre de six, nous courûmes pendant deux heures à sa poursuite par toute la ville ; enfin, un Tatare qui passait frappa l'animal sur les deux pattes de devant ; alors, nous pûmes placer la bête sur une natte et la porter ainsi à la maison, à la grande joie de la foule. Les Tatares hochaient la tête et crachaient avec mépris ; les Russes formèrent vite un attroupement qui nous accompagna ; un petit étudiant noiraud et alerte enleva sa casquette et demanda très haut à Artème, d'un ton compatissant, en désignant des yeux le porc qui glapissait :

— Est-ce ta mère ou ta sœur ?

— C'est le patron, répliqua Artème fatigué, irrité et triste.

Nous haïssions les porcs ; ils vivaient mieux que nous, et ils étaient pour tout le monde, sauf pour le maître, une source de graves humiliations et de répugnants soucis.

Quand on apprit à l'atelier que je devais soigner les porcs pendant toute une semaine, quelques-uns me plaignirent, de cette ennuyeuse pitié russe qui colle au cœur comme de la poix; la majorité se tut avec indifférence ; Kouzine nasilla d'un ton prêcheur :

— Ça ne fait rien ! Le patron a commandé, il faut faire de son mieux . . . Est-ce lui, oui ou non, qui nous nourrit ?

Artème répliqua :

— Vieux diable ! Mouchard maudit . . .

— Hein ? As-tu fini ? demanda le vieux.

— Chien couchant ! Va lui dire, au patron.

Kouzine l'interrompit en déclarant paisiblement :

— Oui, je le lui dirai ! Je dis tout, moi, mon ami ! Je vis selon la vérité . . .

Le tzigane proféra des jurons ; puis, contrairement à son habitude, il garda un morne silence.

Pendant la nuit, en une insomnie douloureuse, tandis que, couché dans un coin, j'écoutais, pétrifié d'horreur, les ronflements somnolents des ouvriers éreintés, tout en laissant mon esprit inquiet assembler des mots vides et muets, comme: «la vie, les hommes, la justice, l'âme», le tzigane se glissa vers moi sans faire de bruit, et se coucha à mes côtés.

— Tu dors ?

— Non.

— Tu n'es pas à la noce, hein ?

Il roula une cigarette et fuma. La petite clarté rouge éclairait sa barbe soyeuse et le bout de son nez ; soufflant la cendre, il chuchota :

— Ecoute, il faut empoisonner les cochons. C'est une affaire très simple; il faut leur donner du sel avec de l'eau chaude ; ça leur fait pousser des tumeurs à la pomme d'Adam et ils en crèvent . . .

— A quoi bon ?

— Primo, ce sera un soulagement pour nous tous ; secundo pour le patron, ce sera un grand coup. Toi, tu partiras. Je demanderai à Sachka de voler ton passeport dans le bureau du maître. Es-tu consentant ?

— Non, je ne veux pas . . .

— Tu as tort . . . Tu n'y tiendras pas longtemps quand même . . . Il viendra bien à bout de toi . . .

Il croisa les bras autour de ses genoux et se mit à se balancer d'un air rêveur, en continuant tout bas, très lentement :

— Ce que je t'en dis là, c'est pour ton bien . . . par amitié . . . Va-t-en, je t'assure . . . Depuis que tu es là, on est plus mal encore ; tu mets Séménof en colère et lui, il se venge sur tous . . . Prends garde, on est très mécontent de toi ; il se pourrait bien qu'une fois, on te roue de coups. Qu'en auras-tu de plus ?

— Et toi, qu'en penses-tu ?

— De quoi ?

— Tu es aussi fâché à cause de moi ?

Il garda le silence, sans quitter des yeux le feu pâle de sa cigarette ; puis il déclara à contre-cœur :

— Tu sais, je crois qu'on ne peut pas planter des pois dans un marais.

— Mais ce que je dis, est-ce juste ?

— Pour être juste, c'est juste ; seulement, à quoi ça sert-il ? Une souris ne peut pas percer une montagne. Que tu parles ou que tu ne parles pas, c'est tout un. Tu es beaucoup trop confiant, mon ami. C'est dangereux de croire aux gens, tu verras . . .

— Même à toi ?

— Même à moi. Que suis-je ? Est-ce que je défends une cause quelconque ? Aujourd'hui, je suis comme cela ; demain, je serais autrement . . . Et tous sont ainsi . . .

Il faisait froid ; l'odeur capiteuse de la pâte aigrie piquait le nez. Autour de nous, les ouvriers pareils à des monticules gisaient, ronflaient et soupiraient profondément. Quelqu'un murmurait en rêve :

— Natacha ... Na-ta-cha... Oh !.....

Un autre meuglait et sanglotait avec amertume ; il rêvait sans doute qu'on le battait. Le long du mur sale, les trois fenêtres noires regardaient comme des yeux aveugles ; on eût dit l'entrée de profonds souterrains conduisant on ne sait où dans la nuit. Des gouttes d'eau tombaient des tablettes des fenêtres ; du fournil venaient de légers claquements et un court glapissement ; Nicandre, le gindre sourd-muet pétrissait la pâte.

Le tzigane murmurait, rêveur :

— Tu devrais te faire maître d'école à la campagne . . . On a une jolie vie, bien propre . . . Et puis, c'est une affaire sûre, au service de l'Etat ; c'est un métier digne. Si j'avais de l'instruction, je me ferais tout de suite maître d'école. J'aime beaucoup les petits enfants, et les femmes aussi. Les femmes, c'est tout bonnement mon malheur. Dès que j'en vois une qui est un peu jolie, c'est fini ; il faut que je la suive, comme si elle me tirait par une corde. Si j'avais un autre caractère, si j'avais pu me faire paysan, j'aurais peut-être trouvé une brave fille et nous aurions eu au moins dix enfants, je te jure. Mais ici, les femmes sont toutes attrayantes : on peut toutes les avoir et on vit comme ça... on ne sait pas comment. C'est comme à la cueillette des champignons ; on en a déjà plein son panier, mais on est si avide qu'on se baisse toujours pour en cueillir encore.....

Il s'allongea, ouvrit les bras comme pour étreindre un corps ; puis il demanda soudain, d'un ton sérieux et affairé :

— Et alors, pour les cochons ?

— Ça ne va pas.

— Eh bien, tu as tort, je te jure. Tu ne veux pas ?

— Non.

Le tzigane se courba et retourna sans bruit à sa place vers le fourneau.

Tout était silencieux. Il me sembla que je voyais briller l'œil jésuitique de Kouzine sous la table où il dormait.

L'imagination erre sur le plancher sale, parmi les ouvriers qui dorment d'un sommeil de mort ; elle se débat contre les murs humides et noirs, contre le plafond voûté et malpropre, et elle se meurt, impuissante . . .

— Eh, délire quelqu'un, donne-moi.... la hache.... donne.... la hache . . .

IX

On empoisonna les porcs.

Le surlendemain matin, quand je pénétrai dans leur étable, ils ne se précipitèrent pas sur moi selon leur coutume ; rassemblés dans un coin obscur, ils m'accueillirent par un grognement rauque, inaccoutumé. M'éclairant avec la lanterne, je vis que les yeux des animaux semblaient s'être agrandis pendant la nuit ; ils sortaient de l'orbite sous les cils gris et me fixaient plaintivement, comme emplis de frayeur et d'un muet reproche. Les lourdes haleines ébranlaient l'obscurité fétide où flottait un gémissement profond, pareil à celui d'un être humain.

— Ça y est ! pensai-je. Mon cœur sursauta.

Je m'en allai à l'atelier ; j'appelai le tzigane dans le corridor ; il vint tout souriant, en effilant sa barbe et ses moustaches.....

— C'est toi qui as fait empoisonner les porcs ?

Se tenant tantôt sur un pied tantôt sur l'autre, il me demanda avec curiosité :

— Ils sont crevés ? Eh bien, viens, allons les voir.....

Dans la cour, il questionna ironiquement :

— Le diras-tu au patron ?

Je gardais le silence ; tout en frisant sa barbe, il s'excusa :

— C'est Yacha, ce petit démon. Il nous avait entendu bavarder, et hier, il me dit : — « Oncle Pavel, je le ferai, moi ; je leur donnerai du sel. » — « Je ne te permets pas », ai-je répondu.

Mais en s'arrêtant devant la porte de l'étable et en regardant avec des yeux à demi fermés dans les ténèbres où bouillonnait et grondait le souffle rauque des animaux, il ajouta d'un ton soucieux :

— Non, je ne le lui ai pas interdit.... je lui ai dit d'attendre un peu....

Il se gratta le menton ; son visage se plissa en une grimace d'ennui et mécontent, il murmura :

— En voilà une affaire ! Je sais très bien mentir et j'aime beaucoup mentir. Mais il y a des fois où je ne peux pas, où je ne peux pas du tout....

En revenant, transi de froid, il me regarda dans les yeux et il dit en traînant sur les mots :

— Qu'est-ce qui va se passer, eh là, là ! Le patron va devenir enragé ! Il arrachera la tête à Yacha.

— Le gamin n'a rien à y voir...

— C'est une affaire réglée d'avance, déclara le tzigane en clignant gaîment de l'œil. Dans les ateliers, c'est toujours les petits qui paient pour les grands.

Mais il s'assombrit aussitôt, me jeta un rapide coup d'œil et il s'enfuit dans le corridor en chuchotant :

— Va-t-en te plaindre au patron...

Je me rendis chez celui-ci ; il venait de se lever ; son gros visage était ridé et grisâtre ; ses cheveux mouillés se collaient étroitement aux proéminences de son crâne ; il était assis à la table, les jambes très écartées ; son ample blouse rose se tendait sur les genoux et y formait comme un berceau où reposait un chat couleur fumée.

La patronne plaçait les tasses sur la table ; elle se mouvait avec un léger froufrou, comme un tas de chiffons qu'une main invisible aurait traîné par terre.

— Qu'y a-t-il ? demanda Séménof, avec un sourire.

— Les porcs sont malades.

Il lança le chat à mes pieds et, les poings serrés, il se précipita vers moi, comme un taureau ; son œil droit s'était enflammé et l'autre, s'injectant de sang se remplit d'une grosse larme.

— Quoi ? Quoi ? fit-il en haletant.

— Il faut faire venir le vétérinaire au plus vite.

— Quoi ?

S'approchant tout près de moi, il se tapa sur les oreilles d'une manière comique ; on eût dit qu'il se gonflait tout à coup ; il devint tout bleu et se mit à hurler d'une voix sauvage et plaintive :

— Ah ! les di-i-ables, je sais toute l'affaire....

La patronne se glissa vers lui ; pour la première fois, j'entendis sa voix tremblante, comme transie de froid :

— Fais chercher la police, Vassili, vite.... la police....

Ses joues pendantes et fripées tremblaient ; sa grande bouche s'ouvrait sous l'effet de la peur et découvrait des dents inégales et noires. Le patron la repoussa brutalement, s'empara d'un vêtement suspendu au mur qu'il roula sous son bras et se précipita hors de la maison.

Mais dans la cour, quand il eut jeté un coup d'œil dans les ténèbres de la porcherie et prêté l'oreille au gémissement des animaux, il dit avec calme :

— Appelle trois hommes !

Le soldat, Artème et Ossip sortirent de l'atelier ; le patron cria sans nous regarder :

— Apportez-les ici !

Nous prîmes les quatre sales boules de graisse que nous plaçâmes au milieu de la cour. Le jour pointait à peine ; la lanterne posée à terre éclairait les flocons de neige qui tombaient doucement et les lourdes têtes des porcs aux gueules ouvertes ; l'un d'eux roulait des yeux comme ceux d'un poisson harponné.

Silencieux, immobile, la tête baissée, le patron, qui avait jeté sur ses épaules sa pelisse de renard, regardait ses porcs en train de crever.

— Allez, au travail . . . Appelez Jégor . . . fit-il sourdement.

— Il est touché ! murmura Artème comme nous nous heurtions dans l'étroit corridor encombré de sacs de farine. Il est si bouleversé qu'il n'est même pas en colère.

— Attends ! grommela Ossip ; le bois vert ne s'allume pas vite.

Je restai dans le corridor et je regardai à travers une fente ce qui se passait au dehors ; dans la pénombre de l'aube, la flamme de la lanterne brillait péniblement, éclairant à peine quatre sacs gris qui se gonflaient et se vidaient avec des sifflements et des gémissements rauques ; tête nue, le maître se penchait sur eux ; ses cheveux lui tombaient sur la figure ; il resta longtemps sans bouger en cette attitude ; sa pelisse le couvrait comme d'une cloche... Ensuite, il renifla et j'entendis un chuchotement plein d'affection et de douceur :

— Mes petits... vous avez mal ? Mes jolis petits... Tcho... tcho....

On eût dit que les animaux grognaient plus fort.

Le patron leva sa tête, regarda autour de lui et je vis nettement que son visage était inondé de larmes. Il les essuya des deux mains, avec un geste d'enfant humilié, et s'en alla tirer un torchon de paille qui sortait d'un tonneau ; puis, il revint, s'accroupit et se mit à essuyer avec cette paille le groin malpropre d'un de ses verrats ; mais la jetant presqu'aussitôt il se redressa et tourna lentement autour des bêtes.

Il fit un ou deux tours, accélérant sa marche. Soudain, comme s'il prenait son élan, il courut en rond ; ses poings serrés s'agitèrent en l'air. Les pans de sa pelisse le frappaient aux genoux ; il trébuchait, prêt à tomber ; puis il s'arrêtait, hochait la tête et geignait doucement. Enfin, brusquement, comme si on lui avait fauché les jambes, il s'accroupit ; pareil à un Tatare en prière, il se frotta le visage avec la paume de la main.

— Tcho, tcho, mes petits amis, tcho...

Sa pipe à la bouche, Jégor apparut nonchalamment dans les ténèbres, à une extrémité de la cour ; une clarté flamboyant par intermittence éclairait son visage noir, qui semblait avoir été taillé à la hâte dans une planche fissurée et sèche ; une boucle d'argent scintillait au lobe charnu de son oreille rouge.

— Jégor, appela tout bas le patron.

— Hein ?

— On me les a empoisonnés, mes jolis petits...

— L'autre là-bas ?

— Non. Tu ne le toucheras pas.

— Qui est-ce, alors ?

— Le tzigane et Artème. C'est Kouzine qui me l'a rapporté.

— Il faut les rosser, hein ?

Le patron en se relevant avec lassitude geignit :

— Attends un peu.

— Quelles canailles, ces gens, déclara sourdement Jégor.

— Oui. En quoi les animaux sont-ils coupables ?

Jégor cracha, mais sa salive tomba sur sa botte ; il leva la jambe et essuya sa chaussure avec le bas de son habit.

Le ciel gris et fermé d'un matin de gel couvrait pesamment la cour étroite ; une terne journée d'hiver se levait à contre-cœur.

Jégor s'approcha des animaux qui crevaient.

— Il faut les égorger.

— Pourquoi ? demanda le patron en secouant la tête. Qu'ils vivent aussi longtemps qu'ils peuvent....

— Si je les égorge, on pourra les vendre au charcutier. Mais s'ils crèvent, à quoi serviront-ils ?

— Le charcutier n'en voudra pas, dit le patron, en s'accroupissant de nouveau pour caresser le cou gonflé d'un verrat.

— Pourquoi pas ? Je dirai que tu t'es mis en colère contre eux et que tu m'as ordonné de les saigner. Je lui dirai qu'ils étaient en bonne santé.

Le patron garda le silence.

— Eh bien, que fait-on ? insista Jégor.

— Hein ?

Le patron se leva et se mit de nouveau à tourner lentement autour des porcs, en chantonnant à mi-voix :

— Mes petits ermites, mes petits coquins....

Enfin il s'arrêta, regarda autour de lui et jeta d'un ton irrité :

— Egorge-les !

X

On s'attendait à une tempête, à des renvois ; on pensait que le patron en manière de châtiment ajouterait encore un sac de plus à ceux qu'on devait travailler ; le tzigane n'était pas « dans son assiette », on le voyait, mais il se donnait des airs vaillants et il criait de temps à autre avec une insouciance feinte :

— Bouillez et cuisez ! Quand Séménof arrivera, il en cuira à tout le monde !

L'atelier gardait un silence maussade ; on me regardait avec hostilité et Kouzine marmottait :

— Il en distribuera à tous, aux coupables comme aux innocents.

L'atmosphère se faisait de plus en plus sombre et menaçante ; des querelles naissaient ; enfin, un jour qu'on se mettait à table pour dîner, le soldat Milof, la bouche fendue jusqu'aux oreilles, se mit à rire d'un rire idiot, et avec sa cuiller, il asséna un coup sonore sur le front de Kouzine.

Le vieillard poussa un cri d'étonnement et porta les mains à sa tête ; son œil méchant s'écarquilla, il se mit à geindre :

— Eh ! mes amis, pourquoi me frappe-t-il ?

Un tumulte général s'ensuivit ; on échangea des injures ; trois ouvriers se dirigèrent avec des gestes menaçants sur le soldat qui s'adossa au mur et, tout en pouffant de rire, expliqua :

— C'est pour le punir de sa traîtrise. C'est Jégor qui me l'a dit.... Le patron sait tout.... il sait qui a empoisonné les porcs....

Le tzigane, pâle, étrangement allongé, partit du fourneau comme une flèche et prit Kouzine au collet :

— Encore ? On ne t'a donc pas suffisamment rossé pour ta langue de vipère, pourriture ?

— N'est-ce pas la vérité ? s'écria l'autre, en geignant à la manière des vieux et en cachant dans ses mains son petit visage ridé. C'est toi qui as eu cette idée. Je t'ai bien entendu quand tu en as parlé au Trombone.

Le tzigane toussa, étendit le bras, mais Artème s'appuya sur son épaule :

— Laisse-le, ne le touche pas....

Le vacarme recommença. Maintenu par Ossip et Artème, le tzigane se débattait, rugissait, ruait et le blanc de ses yeux fous roulait avec férocité.

— Lâchez-moi, je veux l'achever.

Et le petit vieillard têtu, laissant aux mains du tzigane le col de sa blouse maculée, criait en envoyant des jets de salive :

— Quand il n'y a rien, je ne dis rien ; mais quand il y a quelque chose de vilain, je le dis ; je le dirai même si vous m'arrachez le cœur, canailles....

Et il se précipita soudain sur le petit Yacha, le frappa violemment, le fit tomber par terre et le piétina, en hurlant :

— C'est toi, toi, petite charogne, qui as mis le sel dans la soupe des cochons, c'est toi....

Artème s'élança, la tête en avant, et atteignit le vieillard en pleine poitrine ; celui-ci poussa un gémissement et s'effondra, en poussant un cri :

— Ou-ou-ou...

Avec des jurons affreux et des sanglots, Yacha, furieux, se jeta sur lui comme un chien enragé ; il lacéra la chemise du vieillard et le martela de coups de poing. J'essayai de lui faire lâcher prise; autour de nous, des pieds pesants se traînaient en soulevant du plancher une épaisse poussière ; des gueules bestiales mugissaient ; le tzigane criait comme un possédé ; une bataille générale s'engageait ; derrière moi, des claques retentissaient déjà et les dents grinçaient. Léchof, un paysan taciturne qui louchait, me tirait par l'épaule et me provoquait :

— Luttons un contre un, viens ! Sortons, entends-tu !

Le sang impur et épais, empoisonné par la mauvaise nourriture et par l'air infect imprégné des venins de l'humiliation, montait à toutes les têtes. Les visages devenaient écarlates ou bleus ; les oreilles s'injectaient de sang ; les yeux rouges avaient un regard aveugle, les mâchoires fortement serrées donnaient un air canin à toutes les physionomies.

Artème se précipita vers nous et cria dans la figure bestiale de Léchof :

— Le patron !

On eût dit qu'un vent soudain avait dispersé tout le monde ; chacun sauta prestement à sa place ; le silence s'établit ; on n'entendait plus qu'un ronflement irrité et lassé, et les mains tremblaient en s'emparant des cuillers.

Sous l'arc de la boulangerie se tenaïent deux ouvriers, Jakov Vichnévsky, un faraud au teint frais, qui faisait le pain blanc et Bachkine, qui faisait le pain ordinaire ; c'était un gros homme asthmatique au visage violacé, aux yeux de chouette.

— Il n'y aura pas de bataille ? demanda-t-il, d'un ton déçu et triste. Vichnevsky frisait sa moustache d'une petite main agile toute couverte de cicatrices, de brûlures ; il bêla d'une voix de chèvre :

— Eh ! ces capons, ces vers de farine...

La colère qui n'avait pu se dépenser se déversa sur eux ; l'atelier tout entier se mit à invectiver les deux boulangers qu'on n'aimait pas, leur travail étant plus facile que le nôtre et leur salaire plus élevé. Ils rendirent injures pour injures et la querelle se serait peut-être envenimée, si Yacha ne s'était tout à coup levé de table ; il fit quelques pas en chancelant, les mains sur la poitrine, puis il tomba face contre terre.

Je l'emportai dans la boulangerie qui était plus propre et mieux aérée que notre atelier ; je le posai sur un vieux coffre. Le garçonnet était jaune comme du vieil ivoire et immobile comme un mort. Le tapage avait cessé ; chacun était envahi par le pressentiment d'un malheur ; tout le monde prit peur et on se mit à injurier à voix basse le vieux Kouzine.

— C'est toi qui l'as massacré, diable borgne !

— On t'enverra au bagne, coquin !

Le vieux se justifiait avec rage.

— Moi ? Je n'y suis pour rien. C'est l'épilepsie qu'il a, ou bien une espèce d'accès.

Grâce aux efforts d'Artème et aux miens, l'enfant reprit connaissance ; il leva lentement les longs cils de ses yeux intelligents et gais ; il demanda d'une voix faible :

— Nous sommes déjà arrivés ?

— Où ça, chez le diable ! s'exclama avec angoisse son frère. Si tu te mêles encore une fois des affaires des autres, je te donnerai des gifles...

— Comment se fait-il que tu sois tombé ?

— Tombé ! D'où ? demanda-t-il, en fronçant les sourcils avec étonnement. Je suis tombé ?... J'ai oublié... Je rêvais que nous étions en bateau, toi et moi... pour aller à la pêche aux écrevisses... nous avions du pain et aussi un flacon d'eau-de-vie...

Il ferma les yeux, lassé ; après un instant de silence, il se mit à murmurer faiblement :

— Je me rappelle maintenant... on m'a frappé au cœur... C'est Kouzine, hein ? C'est lui, j'en suis bien sûr. Il me déteste. J'ai de la peine à respirer... Quel vieil imbécile ! Je le connais... il a fait mourir sa femme à force de la battre. Il voulait sa belle-fille. Nous sommes du même village. Je connais toute son histoire...

— Eh bien, tais-toi! dit Artème avec irritation. Tu ferais mieux de dormir...

— Notre village, c'est Eguildiévo... J'ai de la peine à parler, sinon...

On eût dit qu'il s'endormait tout en parlant ; il passait sans cesse sa langue sur ses lèvres sèches et noircies.

Quelqu'un traversa en courant la boulangerie, hurlant gaîment :

— Amusons-nous, camarades, le patron est en train de se soûler !

L'atelier se mit à rire et à siffler ; tout le monde se regarda amicalement, avec des yeux francs et contents ; la vengeance du patron était remise à plus tard, et pendant qu'il se livrait à sa passion favorite, on pouvait travailler moins.

Oulanof, ce rusé qui, en cas de grabuge se tenait toujours à l'écart, sauta au milieu de l'atelier et cria :

— En avant !

Le tzigane, les yeux fermés, la pomme d'Adam saillante, se mit à chanter d:une voix de ténor très aiguë :

« Eh ! Voilà un bouc qui passe dans la rue ».

Vingt hommes reprirent, en appliquant la paume de la main sur la table :

« Le jeune bouc s'en va par la large rue ».

« Il agite sa petite barbiche...

continua le tzigane, en tapant du pied en mesure ; et le chœur achève à l'unisson les paroles cyniques :

... il se secoue...

Sur un étroit emplacement du plancher sale, un petit bonhomme souple se contorsionne, comme un diable dans un bénitier, comme un ver, et il soulève la poussière.

— Encore ! lui crie-t-on et la gaîté qui avait éclaté si brusquement était aussi angoissante et plus pénible que le récent accès de fureur.

X

Vers le soir, l'état de Yacha empira ; il avait de la fièvre et respirait avec difficulté ; il remplissait sa poitrine d'une bouffée d'air corrompu et acide et il l'expirait par minces filets, en avançant les lèvres, comme s'il avait voulu siffler et que la force lui eût manqué. Il demandait souvent à boire et quand il avait pris une gorgée d'eau, il hochait la tête, ses yeux troubles souriaient et il murmurait :

— Je me suis trompé... je n'en veux pas...

Je le frictionnai avec de l'eau-de-vie et du vinaigre ; il s'endormit, un vague sourire illuminant son visage poudré de poussière de farine ;

ses cheveux bouclés se collaient à ses tempes ; on eût dit que tout son corps fondait ; sa poitrine se soulevait à peine sous sa blouse sale, à demi-pourrie, toute constellée de boulettes de pâte sèche.

On grommelait à mon adresse :

— As-tu fini de faire le docteur, toi là-bas ? Nous savons perdre notre temps, nous aussi, s'il le faut.

Mon âme était accablée de tristesse et d'ennui ; je me sentais de plus en plus étranger parmi tous ces hommes ; seuls le tzigane et Artème comprenaient ce que j'éprouvais, car Sachka me criait de temps à autre, d'une voix alerte :

— Eh ! ne flanche pas ! Pétris la pâte !

Artème tournait autour de moi et s'efforçait de plaisanter gaîment ; mais il n'y parvenait pas ce jour-là ; il soupirait avec tristesse ; par deux fois, il me demanda :

— Crois-tu qu'il soit bien atteint, Yacha ?

Ossip chantonnait plus haut qu'à l'ordinaire sa chanson favorite :

« Si l'on pouvait se placer à la croisée de deux grandes routes,
« Si on pouvait regarder où la destinée a été... »

La nuit venue, je me couchai par terre à côté du Grelot ; comme j'arrangeais les sacs, il se réveilla et questionna peureusement :

— Qui est-ce qui vient là ? Ah, c'est toi, Trombone...

Il voulut se dresser, s'asseoir, mais la force lui manqua, sa tête retomba lourdement sur les chiffons noirs qui lui servaient d'oreiller.

Tout le monde dormait déjà ; un souffle lourd bruissait ; une toux humide brassait l'air renfermé qui sentait fort. La nuit étoilée regardait glaciale, par les vitres maculées. Au mur, dans un coin du fournil brûlait une petite lampe en fer blanc qui éclairait les rayons chargés de panetons et ceux-ci faisaient penser à des crânes nus de guillotinés. Nicandre, le muet, dormait pelotonné sur lui-même sur un coffre à pâte. Sous la table où on posait et plaçait les pains, était allongé le boulanger ; on voyait sa jambe nue, jaune et couverte de plaies.

Yacha m'appela tout bas :

— Trombone...

— Quoi ?

— Je m'ennuie...

— Je ne sais pas que te dire... L'histoire du lutin de la maison, veux-tu ?

— Si tu veux...

Il se tut ; puis il descendit du coffre, se coucha, posa sa tête brûlante sur ma poitrine et il se mit à parler tout bas, comme s'il rêvait :

— C'était avant qu'on ait emmené le père à la maison de force ; on était en été et j'étais encore petit. Je dormais sous le hangar, dans le char, dans le foin. Voilà qui est agréable. Je me réveille et je vois le lutin qui sauta à bas des marches du petit escalier. Il était gros comme le poing et velu comme un moufle de laine ; il était tout gris et vert et il n'avait point d'yeux. Je me suis mis à crier. La mère m'a tout de suite battu, parce que je ne devais pas crier ; il ne faut pas l'effrayer, sinon il se fâche et il quitte la maison à tout jamais ; et ça, c'est un grand malheur Dieu ne s'occupe pas de ceux chez qui il n'y a pas de lutins, sais-tu ce que c'est ?

— Non. Dis-le moi !

— Les lutins rapportent tout à Dieu, au moyen des anges ; les anges descendent du ciel sur la terre ; et comme il ne leur est pas permis de comprendre la langue humaine qui les souillerait, et comme les hommes ne doivent pas entendre les paroles des anges...

— Pourquoi ?

— Parce que ! Ce n'est pas permis. Je trouve que c'est mal arrangé, tout ça. Cela éloigne tellement les hommes de Dieu !

Il s'anima, s'assit et se mit à parler plus vite.

— Chacun devrait dire à Dieu Lui-même ce qu'il lui faut ; mais non, il faut s'adresser aux lutins. Et eux ils sont parfois en colère contre les gens qui ne les ont pas contentés et ils racontent aux anges toutes les choses qu'il faudrait cacher, as-tu compris ? Voilà l'affaire. Les anges demandent à un lutin : « Comment est-il, ce paysan ? » Et l'autre qui est en colère, dit : « Ce paysan est un très méchant homme ! » Et alors, les malheurs pleuvent sur le pauvre homme. Les gens supplient : « Dieu, aie pitié de nous ! » Mais comme on Lui a raconté des horreurs sur eux, Il ne veut pas les écouter ; Il est aussi irrité contre eux.

L'enfant avait un air grave et sombre ; fermant à demi les yeux, il regardait le plafond gris comme un ciel d'hiver et dont les taches d'humidité ressemblaient à des nuages.

— De quoi ton père est-il mort ?

— Il a voulu faire parade de sa force. Cela se passait à la prison. Il a dit qu'il pouvait soulever cinq hommes vivants ; il leur a commandé de s'étreindre fortement ; il a commencé à les soulever et son cœur a sauté. Et le sang a jailli...

Le Grelot soupira profondément et se coucha de nouveau contre moi ; il frotta sa joue brûlante contre ma main en disant :

— Ah ! quelle force immense il avait ! Il se signait une vingtaine de fois sans reprendre haleine avec un poids de trente kilogs. Et il n'avait pas assez d'ouvrage ; il n'avait qu'un petit peu de terre, un tout petit peu, et nous n'avions rien à bouffer ; nous étions vêtus de guenilles. Moi, le dernier, je m'en allais mendier chez les Tatares ; il y a beaucoup de Tatares chez nous ; ils sont très bons ; on ne trouve pas de meilleures gens. Et ils sont tous pareils. Mais le père, qu'est-ce qu'il pouvait faire ? Il s'est mis à voler des chevaux... il avait pitié de nous.

Une lassitude toujours croissante affaiblissait sa voix grêle qui s'enrouait et s'interrompait de plus en plus souvent. L'enfant toussait et soufflait comme un vieillard.

— Quand il en volait beaucoup, tout le monde avait assez à manger et on vivait gaîment... Parfois, la mère sanglotait à fendre l'âme... ou bien elle se soûlait et alors ; elle se mettait à chanter... elle était petite... et jolie... et elle criait au père : « Ah ! mon cher homme, tu es une âme perdue ! » ... Les paysans le frappaient avec des pieux, mais cela ne lui faisait rien... Artème aurait dû être soldat, il avait l'âge... on espérait qu'il deviendrait un homme... mais il n'est pas bon pour le service...

Yacha se tut ; il ronfla bruyamment ; effrayé, je me penchai sur lui et je le tâtai ; j'écoutai : son cœur battait, à coups faibles et précipités, et la fièvre semblait un peu moins forte...

Un pâle rayon de lune traversait la fenêtre et tombait sur le plancher. Dehors, tout était calme et serein ; je descendis dans la cour pour regarder le ciel pur et respirer l'air glacial.

XI

En rentrant rafraîchi et transi de froid dans le fournil, j'eus peur ; dans un sombre recoin, près du fourneau, quelque chose de gris, un tas vivant et presque informe remuait en reniflant doucement.

— Qui est là ? demandai-je avec un tressaillement ; la voix familière du patron répliqua d'un ton rauque :

— Ne beugle pas !

Selon sa coutume, il était vêtu d'une longue blouse tatare qui le faisait ressembler à une vieille femme. Il semblait s'être caché derrière le poêle ; d'une main il tenait une bouteille d'eau-de-vie et de l'autre un verre ; ses mains tremblaient probablement, car le verre tintait ; on entendait le glouglou d'un liquide qu'on versait.

— Viens ici ! appela-t-il. J'obéis et quand je fus près de lui, il me tendit le verre, en en répandant le contenu. Bois !

— Je ne veux pas.

— Pourquoi pas ?

— Ce n'est pas le moment.

— Celui qui boit, boit à toute heure. Bois !

— Je ne bois pas.

Il hocha pesamment la tête.

— On m'a dit que tu buvais...

— Un petit verre ou deux, pour chasser la fatigue.

Il regarda dans le verre de son œil droit ; puis il soupira bruyamment et versa l'eau-de-vie dans le canal, devant le fourneau ; ensuite, il s'assit sur le plancher, les jambes pendant dans la rigole.

— Assieds-toi. Je veux te parler.

Dans l'obscurité, je ne pouvais distinguer l'expression de son visage rond comme une crêpe. Mais sa voix avait une intonation qui m'était inconnue. Très intéressé, je m'assis à côté de lui ; la tête baissée, il tambourinait très vite sur le verre qui tintait faiblement.

— Eh bien, dis-moi quelque chose...

— Il faut emmener Yacha à l'hôpital...

— Pourquoi ?

— Il est tombé malade, Kouzine l'a battu ; c'est grave...

— Kouzine est une fripouille. Il rapporte tout... sur tout le monde. Tu crois que nous sommes complices ? Tu crois que c'est moi qui l'achète ? Non seulement quand il vient moucharder je ne lui donnerais pas cinq copeks, mais j'enverrais plutôt une poignée de terre dans sa vilaine figure...

Il parlait d'une voix lente, très distincte et n'avait pas l'air ivre quoiqu'il sentît l'alcool.

— Je sais tout ! Pourquoi n'as-tu pas voulu faire crever les porcs ? Parle franchement. Je t'ai offensé, je le sais bien. Et toi, tu m'as offensé aussi. Alors ?

Je lui répondis :

— Ah, c'est comme ça ! fit-il, après un moment de silence. Je suis donc pire qu'un cochon ? Et c'est moi qu'il faudrait empoisonner, hein ?

On eût dit qu'il souriait ; je répétai :

— Ainsi, j'emmène Yacha à l'hôpital ?

— A l'abattoir, si tu veux. Qu'est-ce que cela me fait !

— A vos frais.

— C'est impossible, trancha-t-il avec indifférence. Cela ne s'est jamais fait. Si je commençais tous les ouvriers voudraient aller à l'hôpital. Ecoute, dis-moi pourquoi... dernièrement, tu m'as tiré l'oreille ?

— Parce que j'étais en colère.

— Cela, je le comprends ; ce n'est pas ce que je veux dire ! Pourquoi ne m'as-tu pas donné un soufflet, un coup de poing, bref ; pourquoi ne m'as-tu pas secoué comme si j'étais un petit gamin pour toi ?

— Je n'aime pas battre les êtres humains.

Longtemps il garda le silence ; il reniflait de temps à autre, comme s'il somnolait ; puis, il dit d'une voix ferme et nette :

— Tu es un sauvage, mon garçon ; chez toi, rien n'est comme chez les autres... même dans ta caboche... tu ne raisonnes pas comme les autres ...

Ses paroles n'avaient rien d'insultant ; elles exprimaient seulement un vif dépit.

— Eh bien... dis moi, suis-je un méchant homme ?

— Et vous, qu'en pensez-vous ?

— Moi ? Moi, je pense que je suis un brave homme ! Moi, mon ami, je suis un homme intelligent. Toi, tu es instruit, tu es loquace, tu parles de tout, des étoiles, des Français, des nobles... c'est très bien et très intéressant, je le reconnais ! Je t'ai jaugé du premier coup, quand tu m'as dit en me voyant pour la première fois que je pouvais prendre froid et mourir... moi, je vois toujours au premier coup d'œil ce que valent les gens...

Il se tapota le front avec son doigt gros et court et il expliqua avec un sourire :

— Là dedans, mon ami, il y a la mémoire la plus extraordinaire ; je me rappelle tout, même le nombre de poils de la barbe de mon grand-père. Discutons... Eh bien, parle...

— Discuter de quoi ?

— Est-ce que je suis plus intelligent que toi ? Ecoute : je ne sais ni lire ni écrire, je ne connais pas les lettres, je ne connais que les chiffres, et pourtant j'ai un grand commerce, quarante-trois ouvriers, un magasin et trois succursales. Toi, tu es instruit et tu es à mes gages. Si je veux, je puis engager un véritable étudiant et toi, te mettre à la porte. Si je veux, je puis chasser tout le monde, remettre ma boutique et boire l'argent. Est-ce vrai, oui ou non ?

— Il ne faut pas beaucoup d'intelligence pour cela... Ce n'est pas en cela qu'elle consiste...

— Tu mens ! Où serait-elle, alors, l'intelligence ? Si moi je n'en ai pas, c'est qu'il n'y en a nulle part. Tu t'imagines que l'intelligence est dans les paroles ? Non, l'intelligence, c'est dans les affaires qu'elle réside, et nulle part ailleurs...

Il eut un petit rire étouffé mais victorieux, en secouant son corps gélatineux ; puis il continua avec condescendance, tandis que son rire s'accentuait :

— Toi, tu ne serais pas capable de nourrir un seul homme et moi, j'en entretiens quarante ! Si je veux, je puis en nourrir cent. La voilà l'intelligence...

Et il prit un ton sévère, magistral, quoique sa langue eût toujours plus de peine à se mouvoir :

— En quoi voudrais-tu me faire le poil ? Tu essayes pourtant et c'est de la bêtise de ta part. Ça ne sert à rien ni à personne, et pour toi c'est nuisible. Tâche plutôt de faire ton possible pour que je reconnaisse tes qualités...

— Vous l'avez déjà fait.

— Moi, j'ai reconnu tes qualités ?

Il réfléchit un instant et reprit, en me poussant de l'épaule :

— C'est vrai ! Tu as raison. Seulement, il faut aussi que je te donne de l'avancement et je puis très bien ne pas le faire... Et pourtant je vois tout, je sais tout ! Mon commis Sachka est un voleur. Il est intelligent, lui aussi, et s'il ne fait pas de faux-pas, si on ne l'envoie pas en prison, il deviendra patron ! C'est lui qui écorchera les gens. Ici, je n'ai que des voleurs, pire que des brutes ; des charognes, tout simplement... Et toi, tu leur fais des avances... Que tu sois pareillement bête... on n'y comprend rien.

Le sommeil me gagnait ; les muscles et les os me faisaient mal après la dure besogne quotidienne ; ma tête se remplissait d'une pesanteur trouble. La voix ennuyeuse et molle du patron semblait coller les pensées.

— Tu dis des choses dangereuses sur les patrons ; tout ça, c'est de la bêtise de ta part, c'est péché de jeunesse. Un autre que moi aurait tout de suite appelé le gendarme, il lui aurait glissé un rouble dans la main ; et toi, tu serais au poste !

D'une main pesante, il me frappa sur le genou :

— Un homme intelligent doit viser à devenir patron et non pas tirer à hue ou à dia. Il y a quantité d'ouvriers, et peu de patrons : c'est pourquoi tout va mal... tout est faux, rien n'est solide ! Quand tu ouvriras les yeux, tu verras davantage et ton cœur s'endurcira ; tu comprendras aussi que c'est le peuple lui-même, les gens qui ne sont pas occupés qui sont nuisibles. Et il faut trouver de l'ouvrage à tout le monde, pour qu'il ne rôde pas sans profit pour personne. Quand un arbre pourrit, c'est dommage, mais quand on le brûle, il donne de la chaleur ; c'est la même chose pour l'homme, as-tu compris ?

Yacha poussa un gémissement ; je me levai pour aller voir comment il était ; allongé sur le dos, les sourcils froncés, la bouche ouverte, les mains le long du corps, il avait quelque chose de résolu, de guerrier.

Nicandre tomba à bas du coffre, courut vers le fourneau et se heurta au patron ; pendant un instant, il resta pétrifié d'effroi ; puis il ouvrit la bouche toute grande ; ses yeux de poisson battirent d'un air confus et il se mit à mugir en dessinant dans l'air, d'un doigt agile toutes sortes de figures compliquées.

Nou-ou, imita le patron, qui se leva et sortit. Vieil imbécile !

Quand il eut disparu, le sourd-muet cligna de l'œil de mon côté et se prenant la pomme d'Adam entre deux doigts, il fit d'une voix de gorge :

— Chok, chok...

Le lendemain matin, j'emmenai Yacha à l'hôpital, à pied, l'argent manquant pour prendre un fiacre ; l'enfant avait peine à marcher ; il toussotait faiblement et il disait, en se dominant avec virilité :

— Je ne peux plus respirer, tout simplement, mes poumons sont massacrés... Quels démons... quel sale monde...

Dans la rue, sous l'aveuglante clarté du soleil d'argent, parmi les gens chaudement habillés, l'enfant vêtu de guenilles noires semblait encore plus chétif qu'il ne l'était en réalité. Ses yeux clairs accoutumés à la pénombre de l'atelier, pleuraient abondamment.

— Si je meurs, Artème est perdu ; il se mettra à boire, l'animal ! Et il ne fera attention à rien ! Tu lui feras des remontrances, Trombone ; tu lui diras que c'est moi qui t'ai dit de les lui faire...

Les lèvres noires et sèches se tordaient ; le menton tremblait. Je tenais Yacha par la main et j'avais peur ; s'il se mettait à pleurer, je le sentais, je me jetterais sur les passants, je les battrais, je casserais les vitres, je jurerais et je hurlerais d une manière effroyable.

Le Grelot s'arrêta, reprit haleine et dit d'un ton sentencieux, comme un vieillard :

— Tu lui diras bien que c'est moi qui lui ordonne de t'obéir...

... En revenant à l'atelier, j'appris qu'il était survenu encore un malheur ; le matin, comme Nicandre s'en allait porter des craquelins à une succursale, il avait été renversé par l'attelage d'une pompe à feu et on avait dû l'envoyer aussi à l'hopital !

— On peut s'attendre à quelque chose d'autre encore, maintenant, fit Ossip avec assurance, en me regardant de ses yeux bridés : les malheurs vont toujours par trois ; le Christ en envoie un, St-Nicolas l'imite et St-Georges aussi. Et après, la Mère de Dieu leur dit . « Maintenant, c'est assez, mes enfants ! » Et alors, ils se calment...

On ne parlait pas de Nicandre ; comme il n'était pas de l'atelier, les ouvriers restaient indifférents à son sort ; en revanche. on commenta longuement l'agilité, la force et l'endurance des chevaux des pompiers.

Pendant le dîner survint Sachka, un être superbe et souple, aux yeux insolents de voleur et de débauché ; il se montrait hypocritement aimable envers les gens dont il avait peur. Avec solennité, il m'annonça que j'allais devenir aide-boulanger, en remplacement de Nicandre et que je toucherais un salaire de six roubles.

— Félicitations ! s'écria gaîment le tzigane ; mais il se rembrunit presqu'aussitôt et il demanda :

— Qui a décrété ça ?

— Le patron.

— Je croyais qu'il était en train de se soûler ?

— Pas précisément, dit Sachka en riant. Hier, il était en effet dans les vignes du Seigneur, mais aujourd'hui il a toute sa grâce et sa dignité ; il est allé acheter de la farine...

— Par conséquent, l'histoire des cochons n'est pas finie... prononça le tzigane, avec une lenteur mêlée de colère.

On me regardait avec irritation, avec envie, avec de mauvais ricanements ; des phrases pénibles, insultantes volaient par l'atelier.

— Monsieur a de l'avancement...

— Quand on est étranger, on l'est pour toujours...

Ossip mâchonnait des mots qui n'appartenaient qu'à lui :

— L'ortie à sa place, le pavot à la sienne...

Et Kouzine dissimula ses réflexions sous les paroles qu'il employait lorsqu'il pensait à quelque chose de mal :

— Combien de fois déjà vous ai-je dit de nettoyer la sainte icône, diables que vous êtes.

Seul Artème cria très haut :

— Eh bien, en voilà des ronchonnages, et des histoires.

.. La première nuit que je travaillai à la boulangerie, après avoir pétri la pâte et préparé le levain pour la seconde fournée, comme je venais de prendre un livre et de m'asseoir sous la lampe, le patron parut ; ses yeux se plissaient, tout somnolents et il claquait des lèvres.

— Tu lis ? C'est bien ; c'est mieux que de dormir ; comme ça la pâte ne lèvera pas trop longtemps.

Il parlait à mi-voix ; après avoir jeté un coup d'œil précautionneux sur le boulanger qui ronflait sous la table, il s'assit à côté de moi sur un sac de farine ; il me prit des mains le livre qu'il ferma ; puis il le posa sur son gros genou et le maintint du plat de la main.

— Sur quoi est-il, ce livre ?

— Sur le peuple russe.

— Sur quel peuple ?

— Le russe, te dis-je.

Il me jeta un coup d'œil en biais et pontifia :

— Des Russes, il y en a de Simbirsk et il y en a aussi de Kazan, comme nous, par exemple, excepté les Tatares. Desquels parle-t-il ?

— De tous.

Il ouvrit le livre, le tint à bout de bras, la tête rejetée en arrière ; son œil vert sonda les pages ; puis il déclara avec assurance.

— On voit que tu ne comprends pas les livres.

— A quoi cela se voit-il ?

— Comme ça. Il n'y a pas d'images ? Tu ferais mieux de lire des livres où il y a des images, c'est bien plus amusant, va ! Qu'est-ce qu'on dit du peuple, là-dedans ?

— On parle de ses croyances, des chants qu'il chante, des mœurs qu'il a...

Le patron ferma le livre, le glissa sous lui et bâilla longuement. Mais il ne fit pas le signe de croix sur sa bouche qu'il avait large comme une gueule de crapaud.

— Tout ça, c'est connu depuis longtemps, fit-il. Le peuple croit en Dieu ; des chants, il y en a de beaux et de vilains ; et ses mœurs, elles sont mauvaises. Tu peux me demander tout ce que tu veux sur ce sujet-là, je te renseignerai mieux que n'importe quel livre. Ce n'est pas dans les bouquins qu'il faut apprendre cela ; il faut aller au marché, dans la rue, au cabaret, ou bien à la campagne, les jours de fête ; c'est là que tu les verras, les mœurs. Tu peux aussi aller chez le juge de paix, et au tribunal du district.

— Vous ne parlez pas de la même chose que moi...

Il me jeta un regard sombre et dit :

— Je sais mieux que toi de quoi je parle ! Les livres ce sont des contes, des histoires... de pures inventions. Comment peut-on tout dire sur le peuple dans un seul petit livre...

— Il n'y a pas que celui-là.

— Eh bien, et après ? Les gens, il y en a des milliers de millions. On ne peut pas écrire un livre sur chacun d'eux.

Sa voix avait une intonation de mécontentement ; le duvet jaune qui surmontait ses yeux s'était durci et hérissé. Pour moi, cette conversation ressemblait à un cauchemar et l'ennui m'envahissait.

— Tu es un drôle de corps ; quelles idées embrouillées tu as ! fit-il, avec un soupir et un reniflement. Tu devrais comprendre que tout çà, ce sont des bêtises, des mensonges. Sur qui sont-ils écrits, les livres ? Sur les gens. Est-ce que les gens disent jamais la vérité sur eux-mêmes ? Toi, la dirais-tu, hein ? Moi non plus, je ne la dirais pas. Moi, je me tairai peut-être devant Dieu lui-même. Il me demandera : « Eh bien, Vassili, dis-moi de quoi tu es coupable ? » Je répondrai : « Tu dois savoir tout cela toi-même, Seigneur, mon âme est à Toi et non à moi. »

(A suivre) Maxime GORKI.

(Traduit par Serge Persky.)

LES CHRONIQUES NATIONALES

BELGIQUE

ETAT INTELLECTUEL ET MORAL. — RAPPORT INTERNATIONAUX.
LA QUESTION DES LANGUES. — NOUVEAUX ÉCRIVAINS.

En dépit d'une restauration économique dont la rapidité émerveille le monde et malgré l'absence de tout mouvement bolchévisant sérieux, la Belgique, dix-huit mois après l'armistice, est, au point de vue moral et intellectuel, dans un état d'équilibre instable, de trouble profond encore que peu apparent aux yeux de l'étranger non averti. La première offerte en holocauste aux implacables divinités de la guerre, elle a recouvré son indépendance, elle aspire à une souveraineté enfin sans partage. Nul chez elle, je crois pouvoir l'attester, ne regrette ou n'oserait publiquement regretter le geste du 4 août 1914, la fière réponse à l'ignoble ultimatum allemand, ni la longue, dure et coûteuse résistance à l'envahisseur. Qu'on interroge les plus humbles de ses tâcherons ; malgré les fruits amers de la victoire, ils vous diront : « On a bien fait. Si c'était à recommencer, il n'y aurait pas à répondre autrement. Nous étions en droit de légitime défense contre la plus sauvage des oppressions. » A six ans de distance, le bon sens, le froid raisonnement d'un peuple plus réaliste encore que mystique se trouvent d'accord avec ce généreux sursaut, ce réflexe de l'Honneur qui a valu à la petite nation, neutre jusqu'au scrupule, ce prestige moral dont elle jouit aujourd'hui dans le monde. On se dit : à supposer même que le gouvernement belge eût accepté l'outrageante proposition transmise par M. von Below-Saleské et confirmée par le général von Emmich devant Visé encore debout, la guerre ne s'en serait pas moins transportée en Flandre et en Wallonie, dans le triangle ouvert sur ses trois côtés. Les villes à pignons eussent été tout de même fracassées, la Belgique eût été une fois de plus, selon une destinée tragique et consacrée par les siècles, « le champ de bataille de l'Europe. »

Nul regret donc ; mais de l'amertume, des déceptions, comme partout il est vrai. Et la Belgique est inquiète, elle se cherche. Elle vit encore sous l'empire de la psychose de guerre et je crois bien qu'elle sera la dernière à en guérir. Avant la guerre,

Entre la France ardente et la grave Allemagne,

nous constituions un peuple turbulent, insouciant, plus friand de galimafrées, de bonne chère et de bon vin de France que de culture, de science, de pures joies intellectuelles, mais pacifique, laborieux, hospitalier à tous, respectueux jusqu'à l'absurde de ses devoirs de neutre, souriant béatement à l'énoncé de sa prospérité matérielle. Le sentiment national n'était point chez nous très développé. Disons plus exactement qu'il sommeillait. Peu de citoyens, dans ce pays bilingue, décentralisé, farouchement épris d'autonomie communale et provinciale, avaient conscience de la réalité, de la force de cette nation belge dont notre grand historien Henri Pirenne avait montré la lente, l'irrésistible formation dès l'époque du Téméraire. « Carrefour, confluent de civilisations, microcosme de l'Europe, composé de germanisme et de latinité, terre bénie de l'internationalisme ». Les avons-nous entendues assez souvent ces formules avant la guerre ? Il convenait de ne point les prendre à la lettre. Elles avaient pourtant une âme de vérité. La Belgique participait des trois grandes civilisations occidentales : la civilisation latine, l'anglo-saxonne et la germanique. L'équilibre aujourd'hui est rompu.

Voilà une première raison du trouble et de l'incertitude où le pays se trouve à cette heure. La haine pour l'Allemagne, cette haine aveugle et violente dont Verhaeren, le doux et bon Verhaeren recueillait avec plaisir l'aveu sur les lèvres d'un paysan des bords de l'Yser, vit toujours intensément au cœur des Belges. Cela c'est un fait, avec lequel il faut compter. Seuls pourront la condamner sévèrement, ceux qui mal renseignés ou aveugles volontaires, doutent encore du caractère particulièrement barbare de l'invasion et de l'occupation allemandes en Belgique. Le ressentiment de la ménagère bruxelloise qui s'est vu enlever les cuivres qu'elle aimait tant à faire reluire et la laine de ses matelas, peut prêter à sourire, et les incendies de Tamines et Andenne, de Louvain et Aerschot, le supplice de centaines de villes et de villages le martyre de plusieurs milliers de civils, hommes, femmes, enfants, vieillards, et plus encore que tout cela, les déportations, les razzias de milliers d'ouvriers dirigés sur le front, sur le bagne de Sedan, les marais de Reck, les fours à coke de Bochum, comment donc les oublier ? Il est vrai : on ne construit rien de bon sur la haine, mais il est trop naturel qu'elle existe encore dans ce pays crucifié. Je n'en veux citer que deux traits récents. Le dimanche 13 juin, une chorale socialiste de Bruxelles donnait au Théâtre de la Monnaie un concert au programme duquel figuraient, outre des œuvres de Berlioz, Franck ou Debussy, des fragments de *Tannhauser*. C'était la première réapparition de Wagner en Belgique, depuis les festivals dirigés par Weingartner et auxquels assistèrent les seuls Allemands de l'armée d'occupation. Dès l'annonce de ce modeste concert d'amateurs, ce fut dans toute la presse, et même chez des artistes, des intellectuels qui ne sont point des ânes bâtés, un déluge d'imprécations. Je plaidai de mon mieux dans deux articles du *Peuple*, en me gardant bien de toute violence de langage, de tout ce qui aurait pu paraître une provocation, un défi à de respectables douleurs, la cause de l'art. J'invoquai l'autorité de Vincent d'Indy et du général Mangin, fervents wagnériens, l'exemple de la France et de l'Angleterre, l'approbation des poilus mélomanes. Dieu merci !

je sais qu'il y eut plus d'un Belge pour l'approuver. Il n'en reste pas moins qu'à la dernière minute, l'orchestre de la Monnaie, composé de musiciens syndiqués, refusa son concours. Le concert eut lieu, sans incidents, grâce à des moyens de fortune. Il n'y eut de horions que... pour la musique de Wagner.

Un autre fait, minuscule peut-être, mais dont je fus témoin tout récemment. J'assistais à une réunion du comité de la Fédération socialiste républicaine du Borinage dont je suis l'élu au Parlement. Il y avait là des militants, ouvriers, administrateurs de coopératives ou de syndicats. On nous soumit un appel en faveur des enfants d'Allemagne et d'Autriche, l'idée d'une collecte parmi les groupes, d'une souscription dans le journal socialiste régional. Je racontai quelle impression de profonde pitié me fit en décembre dernier, dans une gare frontière de la Suisse. un convoi d'enfants qu'on amenait de Vienne. Ceux-là, tout de même, n'avaient point voulu la guerre. On en convint, mais on m'assura qu'une collecte, parmi les mineurs borains, fruste, mais généreuse population s'il en fût, ne produirait rien, était vouée à l'insuccès. Le ressentiment était trop grand encore, le souvenir trop poignant des horreurs infligées par les Allemands de *l'Etappenkommandantur*, des fusillades pour l'exemple, des déportations en masse, des ravages de la faim parmi les tout petits...

Que répondre ? A quoi bon brusquer ? Il faut laisser faire le temps, ce souverain maître qui pourtant n'obtiendra jamais ici l'oubli total.

En attendant, la Belgique ne se fatigue point de glorifier ses héros et ses martyrs. Des funérailles solennelles ont été faites aux civils fusillés au Tir National, agents des services de renseignements, prêtres, magistrats communaux, femmes héroïques comme Gabrielle Petit, cette petite Tournaisienne vaillante qui refusa de se laisser bander les yeux au moment de mourir. Je revois la grand'place de Bruxelles, les maisons de corporations aux façades dorées regardant un haut catafalque. On évoquait la mort d'Egmont à cette même place. Partout, dans les villages les plus reculés de la Flandre et de l'Ardenne, comme dans les grandes villes, on fête aujourd'hui encore, dans des cérémonies publiques, les libérateurs du territoire. La Belgique est l'un des rares pays où le gouvernement — pauvre et astreint aux expédients — se trouve aux prises avec un fort mouvement d'opinion réclamant la dotation immédiate des combattants, après l'indemnisation des mutilés, des veuves et des orphelins. Et l'on devine aisément que des factions démagogiques ont exploité un tel courant d'opinion. L'Etat est pauvre, mais dans le pays, des gens se sont enrichis à la faveur de la guerre ou de la restauration économique dont nous sommes les témoins depuis l'armistice. Tous les Belges ne furent pas des archanges. Le niveau de la moralité a baissé ici comme ailleurs. C'est la même ruée vers l'argent, la même soif de gains démesurés que dans l'univers entier. Mais la foule, la presse réclament avec véhémence la punition des trafiquants et des accapareurs. L'article 115 de notre Code pénal punit le commerce avec l'ennemi, tout au moins ce qui a pu servir ses desseins militaires. Dans une « guerre totale » comme celle qui vient de prendre fin, pour reprendre une expression chère à M. Léon Daudet, tout était « munition ». Quel Belge ayant travaillé sous l'occupation ennemie, dans le prétexte plus ou moins justifié de pourvoir aux besoins nationaux et de donner un gagne-pain à la classe ouvrière, quitte à obéir aux réquisitions, n'a point, dans ces conditions, « servi les desseins de l'ennemi » ? La question est grave, complexe et délicate. La foule réclama des têtes. Déjà, nombre de trafiquants ont été condamnés par les cours d'assises et l'on s'attend à des arrestations sensationelles de tanneurs, de distillateurs, de charbonniers qui portent de grands noms dans notre féodalité industrielle. Le baron Evence Coppée, qui en juin 1917, vint par la Suisse, apporter à son ami M. de Broqueville et à M. Briand les propositions de paix de M. von der Lancken, est sous les verrous, prévenu d'avoir livré aux Allemands les sous-produits de ses fours à coke, et notamment le benzol qu'utilisèrent les *U* de von Tirpitz. C'est d'un bon exemple et à supposer que la Belgique souffre d'une sorte de fièvre obsidoniale et goûte au « règne des suspects », il n'est point mauvais, pour la paix publique, que ses magistrats montrent qu'aucune considération de fortune ou de « respectability » n'arrête leur bras. Némésis, qui est la déesse de la mesure, trouvera toujours bien son heure.

* * *

Dans une Europe encore troublée, la Belgique tâtonne, cherche à fixer son statut international. Le traité de Versailles lui a donné ces *Kreise* de Malmédy et d'Eupen, longtemps rattachés à la principauté abbatiale de Stavelot, sous l'obédience de Liége et accaparés par la Prusse en 1815. Sur les 60,000 habitants des deux districts définitivement rattachés à la Belgique depuis le 23 juillet dernier, il en est un bon tiers au moins qui sont restés, par la langue, les mœurs, les aspirations, authentiquement et purement wallons, et qui résistèrent merveilleusement à 104 ans de germanisation par l'école, l'église et la caserne.

La Belgique fait en ce moment son apprentissage de politique extérieure. La première entraînée, à son corps défendant, dans l'effroyable cataclysme déchaîné sur le monde par l'impérialisme allemand, la Belgique — dans son immense majorité — estime qu'elle a surtout conquis dans cette guerre une souveraineté enfin sans partage. Sans verser jamais dans un chauvinisme puéril, elle ne voudra plus supporter la tutelle un peu humiliante que lui imposaient les traités de 1839. Elle croit être enfin une nation majeure, libre de toute entrave, ayant le droit de choisir en toute indépendance ses préférences et ses amitiés. Voisine d'une Allemagne chaotique, aux brusques soubresauts, qui oscille entre von Kapp et Spartakus, qui, après la semaine sainte de la Ruhr et le règne de Holz, le Falsacappa de Plauen, nous donne le spectacle d'un triomphe électoral du « Volkspartei » de M. Stinnes, la Belgique croit qu'il faut s'en tenir strictement, simplement, à l'exécution du traité de Versailles, encore qu'il soit l'œuvre des hommes, donc plein de tares et de lacunes. Hors de là, il ne peut y avoir que désarroi, inquiétudes et bouleversements. En attendant que la Ligue des nations soit devenue une forte réalité, vivante et agissante, capable d'assurer la paix du monde, il faut que dans l'intérêt de cette paix et pour notre sécurité, on maintienne, reconstitue ou affermisse (comment faut-il dire ?) ce bloc occidental France-Belgique-Angleterre qui nous a donné la victoire. Oh ! ce n'est pas facile. La politique de l'Angleterre — qui est une île... — tend de plus en plus à *s'insulariser.* Elle répugne à tout engagement pour l'avenir. Pressentie par la Belgique, elle a consenti à nous promettre son appui pour une période de cinq ans, si nous nous engagions à conserver notre neutralité un peu humiliante d'avant-guerre. Mais nous pouvons avoir confiance, en fin de compte, dans ce grand pays, qui a non seulement une parfaite conscience de ses intérêts vitaux, mais aussi un sens de l'honneur, un sentiment chevaleresque qui, aux premiers jours de la guerre, a fait frémir le peuple britannique comme le peuple italien, à l'évocation du martyre de la Belgique et du « scrap of paper » cyniquement déchiré par M. de Bethmann-Hollweg.

En attendant que se constitue ce bloc occidental, il faut bien commencer par quelque chose, car l'âne de Buridan ne peut être proposé comme un modèle de sagesse politique. Il y a un fort courant d'opinion en Belgique en faveur de la conclusion d'un accord défensif avec la France. Des pourparlers ont été engagés entre le Maréchal Foch et notre chef d'état-major ; ils ne peuvent qu'aboutir bientôt à un résultat positif. Cette alliance française est voulue par la grande majorité du peuple belge, du peuple belge tout entier, en dépit de l'agitation qu'essaie de déchaîner contre elle le parti flamingant et que traduisent des ordres du jour recueillis *con amore* par la presse de Hollande. Lors de la libération du territoire, quand les « chass'bis » du général de Serigny, quand les poilus de Degoutte, défilèrent dans les rues de Gand, de Bruxelles ou Louvain, nous avons eu la démonstration éclatante de l'amitié profonde qui unit les flamands comme les wallons au grand peuple qui nous a donné les cathédrales, les tragédies de Racine et la victoire de la Marne.

Cette amitié, elle a résisté à quelques déceptions amères que nous avons éprouvées à Paris comme ailleurs. La France ne nous connaît point, la France nous connaît mal. Il ne faut point qu'on puisse dire qu'elle abuse de l'affection, de l'admiration que nous lui garderons quoi qu'il arrive. Il ne faut point qu'on ait à Bruxelles l'impression que les Français se disent *in petto* chaque fois que notre intérêt est en balance avec d'autres : « Oh ! les Belges, ils sont de la famille : ils sont avec nous de toute façon... »

On s'est réjoui en Belgique du geste crâne qu'a fait le gouvernement en envoyant à Francfort un bataillon du 10^{e} de ligne. Et pourtant, on pouvait discuter l'occupation du Mein. On la discutait ; les avis, en Belgique, étaient partagés. Mais après certain désaveu public que la France parut recevoir alors d'un de ses alliés, nous la vîmes comme isolée et, dans le même instant, il nous sembla que tous les éléments belliqueux et revanchards de l'Allemagne en concevaient de folles espérances. D'un bond, nous fûmes à ses côtés. *Right or wrong, it was France* ! Or, le geste de la Belgique eut cet heureux effet de resserrer les liens un instant détendus entre la France et ses alliés. La Belgique peut encore, dans l'avenir, jouer ce rôle de trait d'union et d'agent de liaison. A notre politique extérieure, il faut une base et cette base ne peut être cherchée que dans l'alliance avec la France et l'Angleterre.

C'est sans doute parce qu'elle nous faisait défaut que nous avons, depuis un ans, éprouvé de si cruelles déceptions, trop nombreuses et imméritées, dans l'œuvre de revision des traités de 1839. Le système de la neutralité perpétuelle, imposée, garantie par la France, l'Angleterre la Prusse, l'Autriche et la Russie, ce système a vécu. Il est en morceaux. Dans les débats pathétiques qui se sont déroulés à la Chambre ou à la Commission des Affaires Etrangères, M. Woeste, le vieux leader ultramontain, a tenté, à mots couverts, avec une habileté, une vigueur étonnante chez cet homme de 84 ans, de ressusciter cette neutralité discréditée. Il est des morts qu'il faut qu'on tue. M. Woeste n'a pas eu la Chambre avec lui.

La Commission des XIV instituée par le conseil supérieur interallié et chargée de réviser les traités du 19 avril 1839, la Belgique et la Hollande étant parties aux négociations, décida le 8 mars 1919, sur la proposition de M. Tardieu, qu'il y avait lieu à révision et que la question serait examinée dans toute son ampleur, qu'il y avait lieu conformément à l'objet de la Société des Nations, de libérer la Belgique de la limitation de souveraineté qui lui avait été imposée en 1839, et de supprimer, tant pour elle que pour la paix générale, les risques et inconvénients divers dérivant des dits traités... Quelques jours plus tard, à la Chambre belge, M. Delacroix, président du Conseil faisait la communication suivante :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de la Chambre que le Conseil supérieur interallié, faisant droit à la demande de la délégation belge, a estimé qu'il y a lieu à révision des traités du 19 avril 1839. *(Tous les membres se lèvent et applaudissent cette déclaration.)*

« Le Parlement et le pays accueilleront cet arrêt avec satisfaction. Ils y verront le présage de décisions qui auront une influence heureuse et durable sur les destinées de la Belgique. *(Nouveaux et longs applaudissements.)*

« Le 12 mars 1839, il y a aujourd'hui exactement quatre-vingts ans, cette enceinte recueillait les paroles d'adieu des élus des provinces belges que l'exécution du traité des XXIV articles allait séparer de la Belgique. *(Mouvement)*. C'est avec émotion que la Chambre saluera cette émouvante coïncidence. *(Très bien* ! *très bien* ! *Bravos répétés. Longue salve d'applaudissements.)* »

Allusion pleine de tact et de discrétion à un événement historique sur lequel je sais qu'on médite encore avec amertume dans plus d'une maison de Maestricht. En 1839, à une époque où l'on troquait les peuples comme de misérables troupeaux, le Limbourg fut arraché à la Belgique, malgré les protestations de ses habitants et donné au roi de Hollande comme indemnité territoriale en échange de la partie aujourd'hui belge du Luxembourg qui lui avait été donnée en 1815 pour compenser l'abandon à la Prusse de la principauté de Nassau. La Belgique perdait, en même temps que le Limbourg, le Luxembourg aujourd'hui grand-ducal. Les conseils communaux, les députés des deux provinces au Parlement de Bruxelles, protestèrent alors contre cette violation du droit des peuples en des termes pathétiques, plus émouvants peut-être — malgré le romantisme de l'époque — que les paroles des Alsaciens à Bordeaux.

Le 4 juin 1919, le conseil supérieur interallié faisant fi de sa décision du 8 mars précédent, donnait le mandat à la Commission des XIV de réviser les traités de 1839 « sans transfert de souveraineté territoriale, ni création de servitudes internationales ». Cette décision nous ligotait. Il est fâcheux que la délégation belge à Paris ait accepté de continuer des négociations circonscrites de la sorte. C'est la faute que la Belgique expie aujourd'hui. Certes, le gouvernement belge n'avait jamais émis de revendication « annexionniste ». Il vit même d'un mauvais œil l'agitation intense déchaînée à Bruxelles par le C. P. N., le Comité de politique nationale, groupement de jeunes hommes un peu « fols », mais désintéressés et généreux, à la tête desquels se trouve M. Pierre Nothomb, bon poète doublé d'un théoricien politique très actif. Quand on eut bien cassé aux Belges bras et jambes par la décision du 4 juin, on refusa aux population de Maestricht et du Limbourg méridional le droit de se prononcer dans un plébiscite organisé sous l'égide de la Société des Nations. Il est vrai que la délégation belge n'osa point le demander à Paris. Je connais des Maestrichtois qui se sont rendus à l'hôtel Crillon, auprès du colonel House pour demander à être consultés. Combien sont-ils, ces Mosans du Limbourg « cédé » qui n'ont point oublié et qui se sentent irrésistiblement entraînés vers la Belgique ? Je ne veux point citer de chiffres. Il me suffit qu'ils soient une poignée pour que nous puissions dire qu'il y a un problème du sentiment populaire limbourgeois.

En août 1919, les délégués belges proposèrent à la Commission des XIV une coopération militaire avec la Hollande pour la défense de cette trouée du Limbourg, qui n'est point défendue par la Hollande dans son système de défensive passive appuyé sur les lignes d'eau, cette trouée du Limbourg qui est une menace pour Liége, et par laquelle passèrent à l'armistice 80,000 Allemands, emportant le butin de guerre ramassé en Belgique et dans le nord de la France. Cette collaboration hollando-belge, elle est dans le vœu de nombreux Français, elle est dans la ligne d'action de la Société des Nations. La Hollande refusa non sans hauteur la proposition belge.

Cependant, au cours de ces longues et pénibles négociations de Paris, des résultats furent atteints dans le domaine économique, au point de vue du régime des voies navigables, et spécialement de l'Escaut en temps de paix. Hélas ! la Belgique n'a pu obtenir encore une souveraineté sans partage sur le beau fleuve chanté par Verhaeren et qui est comme l'aorte par où Anvers et son hinterland reçoivent la vie. Mais des avantages sont consentis à la Belgique en ce qui concerne les relations d'Anvers avec le Rhin. Est-ce assez pour signer un traité qui, au point de vue politique, se borne à constater la disparition de la neutralité garantie instaurée par les puissances en 1839 et qui laisse la Belgique sans garantie, sans défense, sans sécurité, subissant encore dans une certaine mesure, à des siècles de distance, les déplorables effets du traité de Munster qui jugulait Anvers au profit de Rotterdam ?

L'immense majorité du peuple belge, j'en suis sûr, est d'avis qu'il faut ajourner la signature, attendre une situation diplomatique plus favorable. Il n'y a qu'un seul argument — je n'en vois pas d'autre — en faveur d'une signature immédiate, à très bref délai tout au moins : c'est la nécessité d'améliorer les relations entre la Hollande et la Belgique. L'argument est d'importance. Il m'impressionne beaucoup quant à moi. Les rapports entre les deux peuples, en ce moment, sont loin d'être empreints de cordialité. Hollandais et Belges diffèrent profondément les uns des autres par le tempérament, la mentalité, les mœurs. Il n'empêche que leurs deux pays se complètent à merveille au point de vue économique et que la géographie — sans compter l'histoire la plus récente — leur font un devoir de s'entendre et de tout faire pour mieux se connaître et loyalement collaborer. Mais un rapprochement n'est possible que dans la clarté, dans l'absolue franchise et si les intérêts vitaux, essentiels, de l'un comme de l'autre, sont sauvegardés.

Or, au moment où le gouvernement belge s'apprêtait à signer, la mort dans l'âme, un traité de renonciation, les délégués hollandais émirent tout-à-coup à Paris une prétention inouïe, saugrenue. Ils réclamaient pour leur pays, en s'appuyant sur des droits historiques et notamment sur le traité de Munster, la souveraineté sur les Wielingen, une passe continuant l'Escaut dans la mer du Nord, jusque dans les eaux territoriales belges, en face de Zeebrugge. La Hollande a laissé les sous-marins allemands évoluer dans ces Wielingen, sans protester. Elle les réclame aujourd'hui comme un domaine. Voilà la goutte qui a fait déborder le vase. La Hollande s'est laissée griser par ses succès à Paris. Le gouvernement belge, appuyé par toute la Chambre, a déclaré que jamais il ne céderait sur ce point. Ce sont des Hollandais eux-mêmes, comme M. Niermeyer, professeur d'histoire à l'Université d'Utrecht, qui se sont chargés de montrer l'inanité d'une prétention basée sur des droits historiques plus que douteux.

* * *

Voilà, brièvement définie, la situation de la Belgique au point de vue international. On ne peut la considérer comme très satisfaisante.

Il en va autrement au point de vue de la politique intérieure. Nous avons indiqué en débutant la rapidité avec laquelle le pays s'est relevé, une efflorescence économique qui déjà cache les ruines. Cela est dû à l'étonnant ressort de la race, à l'excellent esprit d'une classe ouvrière qui a le goût du travail, collabore loyalement à la restauration nationale et qui, malgré la journée de huit heures, la force sans cesse grandissante et agissante de l'organisation syndicale, a, pour nombre d'industries, ramené la production au taux de l'avant-guerre. Le socialisme y a gagné encore du terrain. Le suffrage universel pur et simple, appliqué pour la première fois le 16 novembre 1919 et conquis par les soldats prolétaires, dans les boues de l'Yser, a porté de 30 à 71 le nombre des socialistes au Parlement qui fait fonction d'assemblée constituante. Aucun parti n'ayant la majorité absolue, on a constitué successivement depuis l'armistice, deux gouvernements de coalition nationale, où les socialistes ont voulu prendre leurs responsabilités. A cette politique de collaboration, confirmée dans trois Congrès imposants après de longues discussions, on reconnaît bien le réalisme de ce vieux et glorieux Parti ouvrier belge, doté d'une forte armature de coopératives, de syndicats, de mutualités, de groupes d'art et d'éducation et qui, avide de réformes pratiques, de conquêtes lentes peut-être mais durables, a une sainte horreur du verbalisme révolutionnaire, du messianisme et de l'insupportable bolchévisme de salon. Le vin de la révolution russe n'est point monté à la tête des travailleurs socialistes de Flandre et de Wallonie.

Notre bolchévisme à nous, notre question d'Irlande, c'est l'irritante querelle linguistique, le flamingantisme. On croyait que la guerre, la trahison des « aktivistes », d'une poignée d'individus tous plus ou moins tarés qui se firent les complices de von Bissing, avait porté à ce mouvement un coup mortel. Il n'en est rien. Les Cours d'assises ont condamné sans pitié ces messieurs du *Raad van Vlanderen* (Conseil des Flandres). Mais à peu de chose près, leur programme sur bien des points (par exemple la flamandisation de l'Université de langue française de Gand) a été repris en Flandre par des soldats, des aumôniers, des brancardiers (instituteurs) rentrés du front, des politiciens dont La Haye fut le Coblence pendant la guerre et qui sacrifient à un pannéerlandisme enfantin, savamment entretenu par une certaine presse d'Outre-Mœrdijk. Ensemble, ils constituent une faction remuante, audacieuse, dont le mysticisme démagogique agit surtout dans les milieux catholiques.

Les flamingants ne veulent point reconnaître comme un fait d'expérience, comme une réalité dont la pérennité est indispensable, le *bilinguisme* de la Flandre où depuis les ducs de Bourgogne, depuis Philippe de Commines jusqu'à Maeterlinck, la culture française a des racines profondes. L'immense majorité des Belges, Wallons ou Flamands, ne demandent pas mieux que de reconnaître aux Flamands le droit d'être administrés, jugés, instruits chez eux en flamand ; mais ils entendent que ces Flamands puissent toujours librement choisir entre les deux langues nationales. Cela, le maintien de cette liberté proclamé par la Constitution belge, les flamingants n'en veulent pas. Et voilà la clef du problème.

C'est en vain qu'on veut rendre ces dangereux mystiques attentifs au fait que la plupart des écrivains de valeur que la Belgique a produits, depuis trente ans, sont des Flamands qui ont écrit, non pas en flamand comme le grand poète Guido Gezelle, ou les robustes conteurs Cyriel Buysse et Styn Streuvels, mais en français. Et ces écrivains s'appellent : Lemonnier, Charles de Coster, Verhaeren, Maeterlinck, Eekhoud, Demolder, Van Lerberghe et Max Elskamp, *Les Marges*, l'excellente revue de mon ami Eugène Montfort, publiait récemment une curieuse enquête sur la question de savoir pourquoi le Midi avait donné à la France peu de grands poètes. Certaines des réponses, généralisant, faisaient remarquer que la même loi — si loi il y a — se vérifie en Italie, où tous les grands lyriques sont du Nord. Il n'en va pas autrement en Belgique. La Wallonie, française de langue, n'a guère produit que Séverin et Mockel — pour ne pas citer des jeunes comme Toisoul, Lucien Christophe et Boumal. Elle est plutôt un pays de prosateurs, de conteurs rustiques délicieux. (N'en citons que deux : Louis Delattre et Hubert Krains). Mais la Flandre — le Nord bilingue — nous a donné la *Multiple Splendeur* et *Pelléas*, la *Chanson d'Eve* et les *Chemins dans l'ombre* que vient de publier Grégoire le Roy. Qu'en pensent nos bons flamingants ?

* * *

Je me promets de consacrer ma prochaine chronique plus spécialement au mouvement artistique et littéraire en Belgique pendant la guerre et depuis l'armistice. Mais dès à présent il ne me coûte rien de reconnaître que la production littéraire belge, au cours de ces dernières années, encore que féconde, ne nous a point donné de révélation sensationnelle.

Un nouveau nom pourtant et qui mérite d'être connu en dehors de nos frontières : Jean Tousseul. C'est celui d'un ancien ouvrier carrier d'Andenne qui, sous ce titre : *La morte de Petite Blanche*, dans un volume édité en province, a réuni une série de nouvelles où se découvre une âme d'homme du peuple, infiniment douloureuse et sensible à la peine des hommes. On discerne chez lui déjà quelques influences : celles de Tolstoï ou Romain Rolland surtout, mais dans un fragment comme *Les Carriers* sur quoi se clôt le livre, il y a une originalité réelle, une sensibilité suraiguë, un don d'évocation puissant des géhennes industrielles. L'œuvre de début de cet écrivain ouvrier mérite d'être connue autant que celle de Marguerite Audoux ou de tel conteur paysan de l'Auvergne ou de la Provence. La *Keetje* de madame Neel Doff doit être placée, comme son livre précédent : *Jours de famille et de détresse* (Ed. Fasquelle) dans la catégorie d'ouvrages en partie autobiographiques auquel le recueil de Jean Tousseul appartient. Dans une langue qui n'est peut-être pas très pure, mais avec une intensité, une accumulation de détails qui font presque mal, Mme Neel Doff évoque la plus noire, la plus sordide misère, la détresse d'une enfance qui se passe dans une cave humide d'Amsterdam...

Il ne nous reste qu'un nom de nouveau venu à citer : c'est celui de M. Paul Demasy, un jeune Liégeois qui, après avoir longtemps vécu pauvre et ignoré à Paris, a fini par faire représenter au théâtre, grâce à des acteurs dévoués à l'art désintéressé comme Jean Hervé, cette *Tragédie d'Alexandre* et surtout cette *Tragédie du Docteur Faust*, qui sont d'une belle audace. Ces deux œuvres sont à le bien prendre, des fantaisies, des divertissements autour de sujets rebattus. C'est merveille de voir notamment, dans la *Tragédie du Docteur Faust*, comment grâce à une richesse de verbe et de pensée étonnante, M. Paul Demasy a su rajeunir, après Goethe et Marlowe, un thème qu'on pouvait croire pour longtemps délaissé. Le seul reproche qu'on puisse faire peut-être à ce jeune Wallon remarquablement doué et qui est homme de théâtre, qui s'entend à nouer une action, à la faire rebondir quand on voit l'intérêt sur le point de faiblir, c'est que ses tragédies sont d'une inspiration livresque plutôt que profondément humaine. L'émotion directe y est rare. J'avais tort de dire que la littérature belge ne s'était point renouvelée : à le bien prendre, je crois que l'apport d'un Tousseul et d'un Demasy à cette littérature est d'une qualité très précieuse et digne d'être signalée à l'étranger.

Louis PIÉRARD.

FRANCE

LA LITTÉRATURE ET LA GUERRE. — LA JEUNE PEINTURE. UN CLASSICISME NOUVEAU.

Nous voudrions ici, à des périodes régulières, essayer de suivre le mouvement des idées en France et montrer dans quel sens va se faire leur évolution. Mais nous ne nous dissimulons pas la difficulté d'une telle entreprise ; il se fait dans un pays une sorte de circulation de pensée latente, qui se voit toujours mal, qui échappe au contrôle, qui se résume soudain dans un homme ou dans une œuvre sous l'influence desquels tout se modifie rapidement. Qui donc, aux plus beaux jours du naturalisme, vers 1880, aurait pu s'imaginer qu'il existait deux petits poètes inconnus dont l'exemple bouleverserait toute la littérature de leur temps ? Cependant, sans Verlaine et Mallarmé, la marche de l'esprit français eût été bien différente. Ce n'est pas la seule difficulté de notre tâche ; en un temps comme le nôtre, les générations vont vite et les expériences sont innombrables. Au milieu de tant d'entreprises et de noms nouveaux, comment distinguer la direction principale, la fleur capable de se transformer en fruit ? Autrefois, les jeunes gens allaient d'instinct au plus significatif, au plus riche ; aujourd'hui, et depuis le symbolisme, ils courent à la bizarrerie, à l'excentricité. Ils risquent fort souvent de passer à côté de ce qui va être l'avenir par amour de la nouveauté à tout prix. Enfin, l'on est à Paris bien près des événements pour les juger, et au milieu de ce tohu-bohu d'impressions diverses, en un moment surtout où il semble que l'univers entier s'y vienne déverser, on risque fort de perdre sa lucidité d'esprit et son équilibre. Parfois, je me dis même qu'à Genève, par exemple, on est mieux placé pour suivre le courant, — à Genève ou à Upsal, — l'opinion de l'étranger étant souvent un peu le commencement de la postérité. Mais il manque tout de même hors de Paris la vision quotidienne, le contrôle direct, incessant, que l'on ne peut avoir que sur place. Je me résigne donc, pour toutes ces raisons et pour bien d'autres, à me tromper fréquemment, mais je crois qu'en ces matières il est presque impossible de ne commettre aucune erreur.

* * *

La première constatation à faire est que la guerre, jusqu'ici, n'a eu aucune influence sur la production littéraire. Je tiens à l'affirmer parce que l'on dit souvent le contraire. Tout ce que nous voyons fleurir en ce moment était visible depuis 1910. En effet, ce qui nous paraît le plus significatif et le plus neuf, c'est l'exaltation du sentiment national, c'est le roman d'aventures, et c'est aussi l'effervescence des groupements cubistes ou *dada*, comme il vous plaira de les appeler. Or, ce sentiment national, nous le trouvons sous la même forme qu'aujourd'hui, à la veille même de la guerre, avec Péguy, Etienne Rey, Riou et quelques autres ; l'esthétique du roman d'aventures a été donnée par Jacques Rivière, dès 1912, dans la *Nouvelle Revue Française*, et les romans d'aventures d'André Gide et d'Alain Fournier, *les Caves du Vatican* et *le Grand Meaulnes*, datent de 1914 et du début de 1916 ; enfin pour ce qui est du cubisme, on le trouve déjà tout entier, à la même époque, dans les revues fondées par Guillaume Apollinaire, dans les *Soirées de Paris*, surtout, où collaboraient Max Jacob, Blaise Cendrars, Léonard Pieux, Roch Grey, etc. Seuls les écrivains révolutionnaires semblent avoir reçu de la guerre, — et plus encore du bolchévisme russe, — une impulsion plus forte ; mais ils s'occupent, d'une part, plus de politique que de littérature ou de philosophie, et d'autre part, ils continuent une tradition d'anarchisme intellectuel qui ne nous a jamais manqué et que l'on a bien vue à l'œuvre, lors de l'affaire Dreyfus, et, antérieurement, au moment des attentats de Ravachol et de Vaillant, lorsque Mirbeau, Félix Fénéon et quelques autres célébraient les lanceurs de bombes. Ici encore, par conséquent, rien de spécifiquement neuf. Je ne vois pas ce que la guerre a pu ajouter de curare au tempérament passionné de M. Léon Werth.

Que la guerre n'ait pas plus tard une influence considérable sur les lettres françaises, c'est un autre problème et que nous ne nous chargerons pas de résoudre encore. Il est vraisemblable que cette influence s'exercera quand on verra entrer dans les lettres ceux qui l'ont véritablement subie, c'est-à-dire non pas les combattants, mais leurs jeunes frères, mais leurs fils, comme cela s'est passé avec l'Empire. En ce cas nous aurions une littérature nouvelle vers 1928, 1930. Mais il se peut aussi que rien de tout cela ne se présente et que comme tant d'autres événements historiques formidables, les dures années que nous venons de traverser soient sans conséquences dans l'histoire des idées.

Il est coutumier, en ce moment, d'attribuer la plus grande action morale à la défaite de 1871 et de croire que les générations qui l'ont éprouvée ont été marquées par elle. On appelle même couramment génération de la défaite celle qui a grandi après 1875. Les preuves que l'on donne de cette dépression intellectuelle, on les puise dans le fait qu'elle a été pessimiste, déterministe, influencée par la métaphysique allemande et d'un réalisme injurieux et noir. Mais elle n'a été telle que parce qu'elle a subi l'action de ses maîtres : Baudelaire, Taine, Renan, Flaubert, les Goncourt. Or, l'œuvre de ceux-ci a été conçue entre 1850 et 1870. Il est vraisemblable de penser que si la France avait vaincu l'Allemagne en 1871, cela n'aurait fait qu'une victoire de plus à son actif, une victoire qui n'aurait pas plus modifié la pensée nationale que ne l'ont fait la guerre de Crimée ou la guerre d'Italie. Et je ne vois pas que les triomphes qui ont terminé ces deux campagnes aient changé quoi que ce soit dans la conception des *Fleurs du mal* ou de *Madame Bovary*. Il en eût été sans doute de même après une victoire française sur la Prusse, et je ne crois pas que l'œuvre de Maupassant, de Bourget, de Loti, de Mirbeau, eût été très différente dans son essence, ni plus optimiste. Il faut se méfier des idées toutes faites ; le plan de l'action et le plan de la pensée ne sont pas fatalement superposés. Au surplus, ce qui caractérise une vraie défaite, c'est l'épuisement intellectuel qui la suit et non une production d'ordre pessimiste.

Si cependant la guerre de 1914 n'a pas créé dans notre pensée un état d'esprit nouveau, elle a, quand même, agi à la façon de ces «précipités» chimiques qui solidifient des éléments encore latents. Elle a activé tous les ferments de la vie française, elle les a jetés en pleine lumière, elle les a rendus évidents. En art, en littérature, en morale, en sociologie, en économie, elle a dégagé les lois qui sont nécessaires à notre existence et qui nous paraissaient avant cette crise confuses, indéterminées. Tous les problèmes que nous nous posions obscurément sont devenus clairs à nos yeux. Cela ne veut pas dire qu'ils soient aisés à résoudre.

Ce qui est vrai dans la vie politique l'est aussi dans la vie intellectuelle : la France d'aujourd'hui cherche son équilibre. Elle essaie de réunir deux tendances absolument contraires et de les harmoniser.

Jetons, si vous le voulez bien, un regard sur la peinture. Deux tendances très nettes, la recherche d'un ordre nouveau et la poursuite éperdue de l'excentricité, étaient absolument sensibles au Salon d'automne de 1919, comme à celui des Indépendants, comme aux petites expositions de cette année. (Nous ne parlons pas, bien entendu, de la peinture officielle, qui ne représente plus rien qu'un ensemble de recettes et de procédés.)

Il y avait eu après la débauche de couleurs de l'impressionnisme un essai de reconstruction, qui devait aboutir au cubisme, doctrine essentiellement arbitraire. Mais le cubisme était une impasse dont il fallait bien sortir. Les meilleurs des jeunes peintres qui se sont évadés de lui cherchent avant tout à créer un style. Créer un style, c'est devenir classique. Et vous entendrez aussi tous les théoriciens des groupes parler uniquement de classicisme, et, à travers Cézanne et Ingres, vouloir remonter à Poussin. Retrouver l'équilibre classique sans rien perdre des acquisitions picturales du XIXe siècle, voilà, je crois, l'idéal de notre jeune peinture, née de Cézanne. Il me suffit de citer les noms de Fauconnet, mort si misérablement cet hiver, en laissant de délicates merveilles, de Pierre Laprade, d'André Favory, de Lhote, de Robert Lotiron, de Fournier, de Pierre Girieud, de Galanis, de Raoul Dufy, de Valdo Barbey, de Luc-Albert Moreau, de Dunoyer de Segonzac, de Lombard et de tant d'autres pour apporter des preuves visibles de ce que j'avance.

En littérature, la confusion est plus apparente, mais si l'on veut bien y regarder d'un peu près, on voit qu'elle n'est pas très profonde. En réalité, les principaux mouvements de notre temps peuvent se résumer dans le retour au roman d'aventures, la renaissance du roman psychologique, qui semblait abandonné depuis assez longtemps, et, en poésie, d'une part par le dadaïsme, et de l'autre, par la formation d'une poésie renouvelée, à la fois inspirée par les poètes du XVIme et du début du XVIIme siècle, par Mallarmé et par Paul Valéry. (Roger Allard est le meilleur exemple de ce genre ; c'est d'ailleurs un très beau poète.)

Mais si nous examinons ce qui est visible du mouvement dadaïste, c'est-à-dire l'horreur de toute sentimentalité, de tout détail pittoresque, la forme réduite à ses lignes essentielles, nous trouvons quelque chose qui n'est pas si éloigné de la volonté classique. N'exagérons rien ; la marque du classicisme français est le besoin irrépressible de la logique, le désir de ces jeunes gens est d'échapper à ses implacables lois et de créer une forme d'art d'où elle soit absente. Aussi nous nous garderons bien de dire qu'ils cherchent à devenir classiques ; mais ils portent, malgré eux, la marque d'une époque qui cherche à se rapprocher des époques de grand style.

Enfin, tous les romans qui ne tournent pas à l'aventure vont à la psychologie (il en paraît deux, en ce moment, dans les revues françaises, et de tout nouveaux venus, dont l'un, M. André Thérive, semble appelé à un bel avenir, qui sont uniquement d'analyse). Ce qui semble abandonné c'est le roman de mœurs ou le roman parisien ; le réalisme pour le réalisme sans généralisation, ni vie morale. Rien n'est plus éloigné de nous que l'art, par exemple, d'un Zola, d'un Huysmans.

Mais réunissez maintenant ces traits épars, retour à la ligne, abandon de la couleur, éloignement pour l'emphase sentimentale, pour l'aventure exceptionnelle, recherche d'une forme dépouillée, réintroduction de la volonté, de la liberté dans les problèmes humains, goût de la vie intérieure combiné avec le plaisir de l'action, réserve allant juqu'à l'excès, tendance à l'optimisme, et vous tracerez tout de même une physionomie générale qui me semble bien être celle de notre temps. Ce qui est fini, c'est le romantisme, c'est l'exaltation de l'individu aux dépens de la société, l'abus de la description pittoresque, de la couleur locale, c'est l'exagération du lyrisme, des sentiments trop personnels, mais on ne veut pas en l'abandonnant renoncer pourtant à toutes ses acquisitions, ni se priver des services qu'il a rendus.

Trouver un style classique nouveau en conservant ce qu'il y a eu de durable dans le romantisme du XIX^{me} siècle, voilà bien, je crois, quel est l'idéal de la France actuelle. Y réussira-t-elle ? L'avenir nous le dira.

Dans nos prochaines chroniques, nous analyserons en détail chacun des mouvements que nous avons à peine esquissés ici et qui demandent une étude plus complète et un examen plus approfondi.

Edmond JALOUX.

SERBIE

ÉTAT PSYCHOLOGIQUE GÉNÉRAL. — GROUPEMENT DES PARTIS POLITIQUES. — RÉFORME CONSTITUTIONNELLE.

La Serbie et le nouveau Royaume S. H. S. (des Serbes, Horvates et Slovènes) ont intéressé et intéressent encore aujourd'hui l'opinion publique européenne presque exclusivement au point de vue extérieur. Le problème adriatique n'est pas encore résolu, les rapports italo-serbes sont plus compliqués que jamais et l'on se demande non sans raison si l'avenir prochain ne nous réserve quelque surprise peu agréable. La situation dans l'Adriatique est jugée à Belgrade avec d'autant plus de malaise qu'on n'a rien à se reprocher, le gouvernement ayant fait constamment preuve d'un esprit de justice et de conciliation. La correspondance diplomatique publiée récemment par le cabinet de Londres est très instructive à cet égard. La lecture de ces pièces rend inutile toute discussion nouvelle sur la valeur des thèses respectives.

Quant aux événements les plus récents, il est bon de rappeler la décision du gouvernement de Belgrade d'entrer en pourparlers directs avec l'Italie et d'essayer aussi de ce moyen-là pour aboutir à une entente amiable. Cependant l'affaire n'a pas progressé, le cabinet de M. Nitti ayant démissionné au moment même où il aurait pu s'entendre avec Belgrade. Les causes qui ont déterminé la retraite de M. Nitti sont assez complexes et elles se reflètent aussi dans le choix du nouveau ministère. L'arrivée au pouvoir de M. Giolitti ne facilitera pas la liquidation du conflit. A l'heure où nous écrivons ces lignes un réveil dangereux du nationalisme impérialiste se manifeste en Italie, qui est d'autant plus caractéristique qu'il trouve un appui particulier chez les giolittiens.

Je me réserve pour une des prochaines chroniques de parler plus en détail non seulement de la question adriatique mais aussi de toute la situation politique et diplomatique dans le sud-est européen, issue de la victoire des Alliés et sanctionnée par les traités de paix signés avec les nations vaincues. Aujourd'hui il me paraît plus important de m'arrêter à l'état intérieur du pays sur lequel l'opinion étrangère ne possède pas de renseignements objectifs et coordonnés. Avant d'exposer la situation internationale d'un pays il semble logique de tracer, même sommairement, un tableau de sa structure intérieure. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes continue politiquement et diplomatiquement le Royaume de Serbie. C'est par la Serbie qu'on est arrivé au grand Etat nommé officiellement le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Cette transformation, opérée à l'enthousiasme de toute la nation libérée d'un joug séculaire, n'en laisse pas moins quelques questions ouvertes qu'il convient de traiter dans leur ensemble. Après vingt mois de vie dans l'union et l'indépendance, des courants politiques et économiques nouveaux se sont dessinés qui permettent ainsi de procéder à un examen rétrospectif et de juger avec un certain recul.

La première question qui se pose concerne l'état psychologique général de la nation. Quels sont les sentiments intimes du peuple serbo-croato-slovène ? L'idée d'union a-t-elle prévalu sur le particularisme séculaire ? Quelles sont les tendances profondes du peuple : cohésion et solidarité nationales, ou bien séparatisme centrifuge né des différences antérieures ? Tout en formant un Etat national, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes se compose de trois branches distinctes, sans compter les Serbes musulmans de Bosnie. La Serbie était par sa structure intérieure une unité politique simple et homogène. Le Royaume S. H. S., trois fois plus grand que la Serbie, montre une diversité intérieure assez marquée. Serbes, Croates et Slovènes parlent une même langue, mais cela ne les empêche pas de différer par la religion et par les traditions, administratives ou autres. Les deux branches principales du peuple, serbe et croate, possèdent en plus l'idéologie nationale du *serbisme* ou du *croatisme*. Cette idéologie était interprétée et exploitée par l'Autriche-Hongrie en vue de séparer et de diviser. Une fois l'union faite, ces deux éléments agissent-ils dans le sens unificateur ou demeurent-ils indépendants ? Les Slovènes, du groupement le plus occidental du peuple, comment s'accordent-ils à leur tour avec les Serbes de la région du Vardar ou de la Morava ? Autant de questions importantes qui méritent une réponse documentée.

Il y a un fait qui domine la situation du pays sous ce rapport-là c'est que l'unanimité avec laquelle les Serbo-Croates et les Slovènes dans leur ensemble ont salué et réalisé l'union nationale, n'a pas été le produit d'une disposition passagère mais plutôt l'expresssion profonde d'une communauté de race. Les divergences ne portent que sur la façon dont elle a été effectuée. Elles ont un caractère purement théorique. D'ailleurs le pays ne s'occupe guère de savoir si l'union a été réalisée par le fait, ou par un acte juridique, ou bien par le concours de ces deux facteurs. On laisse aux juristes et historiens le soin de former des théories sur ce point-là et d'expliquer juridiquement et historiquement comment l'on procéda depuis l'écroulement de l'Autriche-Hongrie jusqu'à l'union des pays serbo-croates et slovènes avec la Serbie. La discussion reste donc entièrement dans le cadre de l'union, à l'intérieur de l'Etat national des Serbes, Croates et Slovènes. Il existe des divergences qui touchent à l'organisation de l'Etat, mais non à l'Etat comme tel, ni à son unité.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes vit actuellement sous le régime de la constitution serbe, qui s'applique, par analogie, à tous les problèmes politiques et constitutionnels. D'autre part la législation provinciale autrichienne ou hongroise, pour autant qu'elle n'est pas de caractère exclusivement politique, restera en vigueur jusqu'à ce que l'administration soit unifiée. En Croatie et en Bosnie-Herzégovine on applique les lois locales, de même au Monténégro. Cette organisation provisoire qui s'appuie sur la machine gouvernementale de Serbie, fonctionne à l'aide d'un Parlement improvisé jouissant des prérogatives législatives. Ce Parlement est en train de voter la loi électorale pour l'Assemblée constituante. Divers motifs ont retardé les élections, mais ce retard a eu aussi des avantages. Une sorte de regroupement politique a pu se faire qui rendra la lutte électorale plus coordonnée et plus intelligente. Il sera possible de s'entendre d'avance sur les principes fondamentaux de la Constitution et d'épargner au pays le spectacle des conflits stériles. Quelques questions préalables ont déjà été résolues, que la Constituante n'aura qu'à sanctionner. C'est d'abord celle de la forme de l'Etat, et ensuite celle de l'organisation intérieure du royaume, quoique cette dernière n'ait reçu qu'une solution provisoire. Le fait que l'union sud-slave a été réalisée grâce aux efforts héroïques de la Serbie et autour de la Serbie, a imprimé d'avance à l'Etat le caractère de royaume héréditaire, avec la dynastie populaire des Karageorgévitch. Déjà la Déclaration de Corfou, en 1917, avait tranché cette question sans qu'on eût à craindre une opposition sérieuse quelconque. Le peuple est monarchiste dans sa grande majorité. La république ne correspondrait pas aux traditions nationales, et le parti républicain qui s'est formé il y a quelques mois ne compte, en somme, qu'un nombre restreint d'intellectuels. On attache ici plus de poids au régime démocratique et parlementaire qu'à la forme extérieure de l'Etat. Tous les hommes politiques sérieux considèrent donc la question de la forme d'Etat comme définitivement résolue en faveur de la monarchie.

En ce qui concerne l'organisation intérieure du royaume, les controverses sont plus aiguës. La diversité serbo-croato-slovène, née de sept administrations différentes, et la difficulté matérielle et technique d'unifier la législation influent nécessairement sur les projets d'organisation. On a émis l'idée d'une organisation fédérale et on cherche à la défendre non pas par des raisons politiques mais surtout par des raisons d'utilité. On ne peut nier cependant que certaines personnes professent soit le particularisme régional, soit le particularisme ethnique pour des motifs exclusivement politiques. Leur nombre est pourtant peu important. La majeure partie des fédéralistes ne sont pas des particularistes outrés mais plutôt des décentralistes avec lesquels on peut s'entendre. Pour eux le problème touche à l'administration proprement dite, et ils invoquent, avec conviction, l'utilité d'une administration locale plus ou moins autonome.

Pour comprendre le point de vue des principaux groupements politiques sur cette question, il faut se rappeler que le peuple serbo-croato-slovène a vécu pendant des siècles divisé, et gouverné par les autres. Aujourd'hui la nation est libre et unie. Or il se produit un phénomène curieux, une sorte de réaction contre la séparation d'autrefois. L'organisation unitaire de l'Etat, l'abolition de toutes frontières provinciales, de toutes traces d'anciennes divisions administratives est considérée comme étant seules compatibles avec l'idée d'union nationale. On estime qu'un Etat national doit nécessairement être centralisé. L'exagération a été poussée à tel point que tout partisan de la décentralisation risquait de se voir appliquer le nom peu agréable d'adversaire de l'union nationale. Un apaisement n'est survenu que depuis que des juristes compétents ont commencé à expliquer au public ignorant la différence essentielle entre un système fédéral et un système administratif décentralisé relevant d'un seul pouvoir souverain.

Il s'agit donc en premier lieu d'écarter les considérations politiques pour ne retenir que les motifs pratiques. Alors un accord moyen se réalisera et l'Assemblée constituante résoudra sa tâche sans trop de peine. Si, au contraire, le problème de l'administration intérieure devenait l'enjeu des luttes politiques, réveillant ainsi le souvenir de vieilles querelles et de divisions provinciales, il sera bien difficile de trouver une entente. Le problème est très délicat sous tous les rapports. Le ministère actuel de Vesnitch[1] est composé de représentants de tous les partis politiques, sauf les socialistes. C'est un ministère de coalition qui a pour mission principale de préparer l'accord sur ce problème controversé. Les chances de succès ne sont pas mauvaises si l'on regarde de près les relations internes entre Serbes, Croates et Slovènes: on doit reconnaître qu'un effort honorable a été fait en vue de fondre des éléments ethniques différents dans les mêmes partis politiques. Une tentative décisive a été faite dans ce sens par le groupe de l'Union Démocratique qui compte parmi ses adhérents aussi bien des Serbes que des Croates et Slovènes. D'autres ont suivi l'exemple, et le parti radical, le plus puissant de Serbie, dont les chefs sont MM. Pachitch et Protitch, a élargi son action sur tout le territoire du royaume en invitant les Croates et les Slovènes à entrer dans ses rangs.

---

[1] Il a démissionné depuis l'envoi de cette chronique (N. D. L. R.)

Il est vrai que le résultat n'a pas répondu aux espérances. Les Croates et Slovènes ont préféré jusqu'à présent rester dans le cadre de leurs anciens partis, tout en consentant à former des coalitions avec des partis serbes. Les démocrates, pour des raisons particulières, n'ont pas voulu tenir compte de l'insuccès de leur tentative, et ils se prétendent le parti qui groupe le plus de variétés ethniques. Les radicaux, au contraire, se sont placés à un autre point de vue. Considérant que la question de la fusion des trois éléments sud-slaves en une seule nation ne peut pas être résolue par un décret quelconque, ils ont décidé de conclure des arrangements provisoires avec les Croates et les Slovènes, en vue de la campagne électorale et du travail parlementaire. Cette tactique a rassuré les Croates qui redoutaient d'être majorisés pas les Serbes, et les radicaux ont contribué ainsi à créér une atmosphère de conciliation et de tolérance.

Il semble que le mérite du parti radical consiste précisément dans une appréciation très juste du facteur psychologique. Si aujourd'hui on ne craint plus de complications croates, c'est grâce à cette politique de sagesse et de modération dans toutes les questions constitutionnelles et administratives préalables. Les Croates et les Slovènes verraient d'un mauvais œil l'introduction d'un système centraliste qu'ils interpréteraient comme une tentative de «serbisation», comme une atteinte à l'individualité croate. Des raisons d'ordre sentimental jouent chez eux un rôle important, et tout homme politique responsable est obligé d'en tenir compte. D'autre part, pour sauvegarder l'unité de l'Etat et pour donner à la nation unie une seule direction au dedans et au dehors on est forcé d'adopter une organisation qui fasse converger toutes les forces et toutes les capacités nationales vers le centre. Il s'agit maintenant de faire comprendre aux Croates et aux Slovènes qu'un pouvoir central fort est une nécessité d'Etat, une condition de la prospérité et de la sécurité du nouveau royaume. Les rapports serbo-croates ou serbo-slovènes n'ont rien à faire avec une telle organisation, les garanties d'égalité de traitement étant déjà fournies par la composition du Parlement élu sur la base du suffrage universel égal et proportionnel. Pour tout ce qui concerne l'administration locale, et à l'exclusion de toute question politique, l'Etat pourrait concéder aux provinces une certaine autonomie. En d'autres mots, on peut accepter une décentralisation administrative assez large, mais on doit garder jalousement les prérogatives de l'unité de toute la nation, c'est-à-dire de l'Etat.

Un tel projet d'organisation avec un fort pouvoir central suppose la confiance absolue entre les diverses parties de la nation. Sans cette confiance, des doutes pourraient surgir à Zagreb ou à Ljubljana au sujet des tendances centralistes et de leur véritable nature. Or, l'attitude de M. Protitch, un des chefs du parti radical, a été telle que les Croates ne manifestent plus la réserve qu'ils éprouvaient autrefois vis-à-vis du parti serbe le plus important. M. Protitch, qui détient actuellement le portefeuille du ministère pour la Constituante, a élaboré, à l'aide d'une commission composée de juristes éminents appartenant aux universités de Belgrade, Zagreb et Ljubljana, un projet de Constitution qu'il a soumis au Prince-Régent et aux principaux chefs politiques. Le projet consacre la monarchie héréditaire, avec les Karageorgevitch, monarchie démocratique et parlementaire, organisée sur le modèle britannique. Le territoire de l'Etat est divisé en provinces qui jouissent d'une autonomie locale au même titre que les «counties» anglais. Ce système a soulevé déjà des critiques de la part des administrateurs professionnels qui doutent de la valeur d'une administration non bureaucratique. En tout cas le projet de M. Protitch a rompu définitivement avec le centralisme préconisé par les démocrates, et, sur la base de ce projet, on pourra trouver une solution qui donne satisfaction aux désirs croates. Il faut remarquer d'ailleurs que les éléments démocrates modérés sont tous en faveur de la décentralisation.

Les élections pour l'Assemblée constituante auront lieu probablement au mois de novembre. Leur issue est très incertaine. Mais elles sont nécessaires afin de donner au pays une véritable représentation nationale. Une fois la constitution votée, le Royaume S. H. S. prendra un tel essor que le monde en sera émerveillé. Les sacrifices des Serbes héroïques ont apporté à toute la nation la liberté et l'indépendance. La nature a doué la terre sud-slave de telles richesses qu'un avenir heureux attend le pays, après tant de siècles d'esclavage.

Lazare MARKOVITCH.

LA
CHRONIQUE INTERNATIONALE

LA RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

II[1]

2. *Commission concernant la journée de huit heures*

La question de la journée de huit heures ou de la semaine de 48 heures provoqua plus de discussions qu'aucun autre sujet à l'ordre du jour. L'écart entre les opinions des différents groupes semblait si grand tout d'abord, qu'il ne paraissait guère possible qu'on pût se mettre d'accord. Les principes généraux furent discutés avec chaleur au cours de cinq réunions plénières de la Conférence. On renvoya à une commission composée de cinq patrons, cinq ouvriers et cinq représentants des gouvernements, un projet de convention sur la semaine de 48 heures, établi par le Comité d'organisation, et accompagné des amendements proposés par les groupes des patrons et des ouvriers. Après maintes sessions de longue durée, la commission se mit d'accord pour présenter un rapport.

La convention s'étend à l'industrie tout entière, aux mines et aux transports, mais exclut le commerce et l'agriculture. La commission n'ignorait aucunement les difficultés spéciales qu'entraînerait l'obligation de la journée de huit heures à bord, aussi ajouta-t-on une clause en manière de modification, déclarant qu'une Conférence réunie dans ce but, prendrait des mesures spéciales en ce qui concerne la navigation.

On s'efforça d'appliquer cette convention aux industries domestiques. En fait, elle est applicable au cas où l'atelier domestique emploie même une seule personne en dehors des membres de la famille. Mais la Conférence se prononça contre toute tentative de réglementer les heures de travail, dans le cas d'un individu travaillant chez lui, seul, ou uniquement avec l'aide de sa famille.

Les ouvriers l'emportèrent sur le point suivant : la convention imposa à la fois la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures.

---

[1] Voir notre numéro de juillet.

(Le projet du Comité d'organisation n'avait en vue que la semaine de 48 heures). La question d'une demi-journée de repos, le samedi, est réglée comme suit: Quand, en vertu de lois, ou par suite de l'usage ou de contrats, les heures de travail s'élèvent à moins de huit un jour de la semaine, on peut les augmenter jusqu'à neuf les autres jours, pourvu que ce contrat reçoive la sanction des autorités compétentes ou qu'il soit passé d'accord entre les patrons et les ouvriers. On suggéra de présenter de nouveau à une prochaine Conférence la question d'imposer une plus courte journée de travail le samedi, en même temps qu'une journée de 8 heures, les autres jours de la semaine.

Dans le cas de travaux par équipe, la durée du travail pourra être prolongée au delà de huit heures par jour et de 48 heures par semaine, à la condition que la moyenne des heures de travail calculée sur une période de trois semaines ne dépasse pas 8 heures par jour et 48 heures par semaine. Dans les industries à fonctionnement continu, là où le travail ne cesse ni jour ni nuit, on permettra, aux termes de la convention, de travailler en moyenne 56 heures par semaine, à la condition de permettre aux ouvriers, dans ces industries, le nombre de jours de repos que leurs lois nationales leur accordent, en place d'un jour de repos régulier par semaine. Cette question d'imposer la semaine de 48 heures dans les industries à fonctionnement continu sera considérée de nouveau à une date ultérieure. On laissera pour le moment à la compétence de chaque gouvernement d'établir pour son pays la liste des industries qui sont par nécessité à fonctionnement continu ; cette liste sera communiquée au Bureau international du Travail et soumise à l'examen et aux critiques de la Conférence.

Les gouvernements devront également établir et présenter au Bureau International du Travail, un règlement fixant les travaux préparatoires et complémentaires qui doivent nécessairement dépasser la limite habituelle des heures de travail ; ils indiqueront les exceptions temporairement permises en cas de surcroît de travail. Ces règlements doivent être établis après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. Le taux du salaire pour ces heures supplémentaires sera majoré d'au moins 25 % par rapport au salaire normal. On laissa aux gouvernements, dans les cas précités, un pouvoir discrétionnaire, pour éviter la tâche très difficile d'établir sur place les listes et règlements nécessaires s'appliquant à tous les pays. Si cet arrangement ne donne pas satisfaction et si les règlements soumis présentent trop d'inégalités et d'irrégularités, le projet sera sans doute considéré à nouveau, et après due enquête et rapport du Bureau International du Travail, la Conférence sera à même d'établir les listes nécessaires ainsi que les règlements qui devront être appliqués par toutes les nations. Dans son rapport, la commission mettait clairement en évidence le caractère provisoire de l'arrangement présent.

Les gouvernements doivent encore fournir au Bureau le détail complet des accords spéciaux, sous la sanction de l'article 5, lequel permet dans des cas très spéciaux au gouvernement d'un pays de donner force de loi à des accords entre organisations patronales et ouvrières, permettant des heures de travail journalier plus longues, pourvu que la limite hebdomadaire de 48 heures soit conservée, en prenant pour moyenne un certain nombre de semaines. Cet article qui est très soigneusement rédigé, de façon à ne permettre raisonnablement aucune liberté d'interprétation, fut inséré pour obvier aux difficultés qui s'élèvent lors de l'établissement d'une journée de 8 heures dans le service des chemins de fer de certains pays. La conférence examinera soigneusement de temps à autre l'application pratique de ces règlements qui seront sans doute modifiés le cas échéant.

L'article concernant les travaux d'urgence est aussi soigneusement rédigé. Il permet de dépasser les limites d'heures légales en cas d'accident, ou de travaux urgents à exécuter aux machines, ou en cas de force majeure, « mais uniquement dans la mesure nécessaire, pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement ».

Afin de faciliter l'application de la convention, chaque patron devra afficher les heures auxquelles commence et finit le travail, et les heures de repos. Ces heures, une fois choisies, ne pourront être modifiées que selon le mode prescrit exactement par chaque gouvernement. Les patrons doivent aussi inscrire sur un registre toutes les heures supplémentaires de travail effectuées dans les cas permis par la convention.

Les modifications spéciales permises au Japon, au sujet de cette question des heures de travail, donnèrent lieu à de vifs débats. Les délégués du gouvernement japonais durent répondre aux attaques de leur propre collègue ouvrier, ainsi qu'à celles des autres délégués ouvriers. La motion de M. Jouhaux, aux termes de laquelle le Japon devrait être requis d'appliquer les termes de la Convention dans l'intervalle de deux années, fut repoussée par une faible majorité de 45 votes contre 42. Les patrons votèrent pour la plupart, mais non à l'unanimité, en faveur de mesures indulgentes pour le Japon, mais la proposition obtint l'appui d'un grand nombre de délégués des gouvernements, et finalement on adopta un article spécial à l'égard du Japon. Néanmoins il faut dire que le rapport de la commission qui s'occupe de l'application de cette convention à certains pays spéciaux, contient la remarque suivante : « La commission est d'avis que la Conférence pourrait requérir le gouvernement japonais de considérer s'il est possible d'appliquer les stipulations de la convention principale dans les limites d'une période de cinq ans après l'entrée en vigueur de cette convention modifiée ». Cette suggestion ne fut pas votée d'une manière définie, mais elle reste — sans doute avec le consentement des délégués japonais membres de la commission — enregistrée dans le rapport. Le rapport déclare en outre que le gouvernement japonais a exprimé l'intention de faire tous ses efforts pour hâter l'adoption complète de ce règlement, d'accord avec le progrès général de l'univers. Il est donc juste de considérer l'article sur le Japon, dans cette convention, simplement comme marquant un état transitoire du développement de la législation industrielle japonaise. Comme les mesures proposées avaient le plein consentement des délégués du gouvernement japonais à la Conférence, il est très probable qu'elles seront sans délai incorporées dans la législation. Si toute la convention avait été imposée au Japon, il est plus que probable que le gouvernement aurait rejeté la totalité de la mesure ; auquel cas, la Conférence n'aurait apporté aucune amélioration aux conditions des ouvriers japonais. La portée de la convention est restreinte de manière à ne pas toucher aux entreprises qui emploient moins de dix personnes. (Les lois industrielles actuelles du Japon ne sont applicables qu'au cas où il y a quinze personnes employées, à l'exception des cas où le travail est spécialement dangereux ou insalubre). On a exclu les transports par routes et le travail aux docks, mais, d'autre part, la Conférence spéciale à laquelle on a fait allusion plus haut, étudiera l'application de la journée de 8 heures aux gens de mer japonais. La limite de 48 heures par semaine ne s'applique qu'au cas de jeunes gens de moins de 15 ans et à tous les ouvriers des mines. Dans cinq ans la limite d'âge de 15 ans sera portée à 16. Toutes les autres personnes auxquelles s'applique la convention, ne peuvent travailler plus de 57 heures par semaine (c'est-à-dire une moyenne de 9 heures $^1/_2$ par jour, quoiqu'on n'ait pas fait mention d'une limite journalière), sauf dans l'industrie de la soie brute où on permet 60 heures par semaine. Un repos hebdomadaire de 24 heures devra être accordé à tous les ouvriers. C'est là une mesure importante, car à présent il n'existe pas de coutume locale au Japon, assurant à l'ouvrier un repos hebdomadaire régulier. Si l'on considère que la loi concernant les usines japonaises permet, en certains cas, de faire travailler les femmes et les enfants treize heures par jour ; que dans l'industrie autres que celles de la soie, la journée de travail ordinaire est de 12 heures, la convention marque un grand progrès de la législation industrielle japonaise. Dans quelques années, sans aucun doute, la Conférence reprendra cette question pour veiller à ce que, d'accord avec son développement industriel, le Japon s'élève au même niveau de législation ouvrière que les autres pays.

En ce qui concerne l'Inde, la commission spéciale décida qu'il serait impossible, dans les circonstances actuelles, d'imposer une limite générale aux heures de travail. Mais on suggéra que le gouvernement de l'Inde fût prié de recueillir rapidement tous les renseignements nécessaires à la rédaction d'un projet de loi convenant aux conditions moins avancées des industries indoues et aux habitudes des ouvriers. Dans l'intervalle, on adoptera le principe de 60 heures par semaine, pour tous les ouvriers indous sujets aux lois industrielles et minières de l'Inde, et la convention stipule qu'une réunion future de la Conférence générale s'occupera de règlements nouveaux pour limiter les heures de travail aux Indes.

On reporta à une autre réunion l'application de la convention à la Chine, la Perse et au Siam. Deux ans, et dans certains cas trois ans de grâce, sont accordés à la Grèce pour appliquer la convention à un certain nombre d'entreprises indiquées spécialement. Trois ans sont accordés à la Roumanie pour faire entrer la convention en vigueur, d'une manière générale. Les autres nations qui ont ratifié la convention doivent la mettre en vigueur en juillet 1921.

Telles sont les stipulations principales de la convention sur les heures de travail, sous sa forme définitive, et telle qu'elle fut adoptée par 82 votes contre 2 (les patrons canadiens et norvégiens). Dans le cas de tous les pays industriels importants qui étaient présents, tous les 4 délégués votèrent pour la convention. Quelques-uns étaient absents, étant partis avant le dernier jour de la Conférence, où l'on vota définitivement sur ces questions. Pratiquement le désir était donc unanime d'inserire cette mesure importante au livre des statuts internationaux, et c'est là un fait qui permet de croire que la convention sera ratifiée et imposée avec succès.

3. *Commission du chômage*

La commission du chômage rédigea deux projets de conventions et un ensemble de quatre recommandations. La première convention invite tous les Etats signataires à communiquer au Bureau International du Travail, à des intervalles ne dépassant pas trois mois, tous les renseignements dont ils disposeront, de nature statistique ou autre, relatifs au chômage et aux mesures prises ou envisagées pour y remédier. En second lieu elle demande la création dans chaque Etat, d'agences de placement libres et publiques, sous le contrôle d'une autorité centrale agissant avec l'assistance de comités consultatifs représentant les patrons et les ouvriers. Dans les pays où des bureaux de placement privés existent encore, des mesures devront être prises pour mettre sous un contrôle commun leur action avec celles des bureaux de placement officiels. Le Bureau International du Travail est invité à coordiner l'action des systèmes de bureaux de placement des différents pays. Le troisième article du projet de convention prévoit que là où des systèmes d'assurance contre le chômage existent, des mesures seront prises pour assurer sur la base de la réciprocité, le bénéfice de tous les avantages du système aux ouvriers travaillant dans un pays étranger.

Le second projet de convention n'a été adopté que sous la forme d'une recommandation. Celle-ci émet le voeu que sur la base de la réciprocité, le bénéfice des lois et règlements de protection ouvrière d'un pays soit assuré aux ouvriers étrangers occupés sur le territoire de ce pays, ainsi que la jouissance du droit d'association reconnu dans les limites de la légalité aux travailleurs du pays.

Les recommandations suivantes étendent un peu plus loin l'action des propositions contenues dans le projet de convention. L'on reconnut que ce serait trop exiger que de demander à tous les Etats de s'engager à supprimer tous les bureaux de placement privés ; toutefois la première recommandation invite les Etats intéressés à interdire la création de nouveaux bureaux de placement, à subordonner le fonctionnement des bureaux déjà existants à l'octroi des licences délivrées par le gouvernement et à prendre toutes mesures afin de les supprimer aussitôt que possible. La seconde recommandation demande que le recrutement collectif de travailleurs dans un pays ne puisse avoir lieu qu'après entente entre les pays intéressés et après consultation des patrons et des ouvriers appartenant dans chaque pays aux industries intéressées. En troisième lieu les membres de l'organisation internationale du travail sont invités à créer un système effectif d'assurance contre le chômage, soit au moyen d'institutions gouvernementales, soit en accordant des subventions aux associations dont les statuts prévoient en faveur de leurs membres l'indemnité de chômage. La commission a complété cette proposition par une résolution demandant que l'adoption d'une Convention sur l'assurance contre le chômage soit étudiée au cours de la prochaine conférence. La quatrième recommandation invite les membres de l'organisation internationale du travail à coordonner l'exécution des travaux entrepris pour le compte de l'autorité publique, afin d'assurer du travail au cours des périodes de chômage.

Cette commission eut à examiner une question très discutée, la proposition faite par le délégué italien du Travail, M. Baldesi, aux termes de laquelle la Société des Nations devait être invitée à étudier la question de la répartition équitable des matières premières, le manque de ces dernières étant dans l'industrie une cause fréquente et importante de chômage. La majorité décida que la commission n'était pas compétente pour exprimer un avis sur ce sujet; la commission présenta par la suite le rapport de la minorité de ses membres, mais après une discussion approfondie la Conférence repoussa la proposition par 43 voix contre 40.

La première des résolutions adoptées sur la proposition de la commission de chômage, invite le Conseil d'administration du Bureau International du Travail, à nommer une commission internationale destinée à rédiger des recommandations sur les meilleures méthodes adoptées par chaque Etat pour réunir et publier toutes les informations relatives aux problèmes de chômage, sous une forme et à des intervalles qui permettent de les comparer. En ce qui concerne l'agriculture, le Bureau International du Travail conclura une entente avec l'Institut International d'Agriculture de Rome, afin de se procurer régulièrement les informations que l'Institut pourra recevoir au sujet des conditions de l'emploi des ouvriers dans l'agriculture.

D'autres résolutions invitent le Bureau International du Travail : (1) à créer une section spéciale pour l'examen des questions relatives à l'émigration des travailleurs étrangers ; (2) à nommer une commission internationale pour présenter un rapport, après les avoir examinées, sur les mesures qui peuvent être adoptées pour garantir l'émigration des travailleurs hors de leur patrie et pour défendre les intérêts des salariés domiciliés dans un autre Etat. Au cours de la discussion de cette dernière proposition on demanda, les intérêts des pays autres que l'Europe étant très différents de ceux des pays européens, que ceux-là fussent fortement représentés à la commission. On ajouta en conséquence à la résolution une clause limitant la représentation des pays européens dans la commission à la moitié du total des membres.

4. *Commission du travail des femmes*

Un grand nombre de femmes siégeaient dans cette commission, et l'une d'elles, Miss Constance Smith, du groupe du gouvernement britannique, fut élue présidente. Cette commission présenta deux projets de conventions. La première s'occupe du travail de nuit des femmes et n'est pas autre chose que l'ancienne convention de Berne sous une forme modifiée. Elle s'étend aux entreprises industrielles et minières, mais ne touche pas le transport, ni l'agriculture et le commerce. Toutes les femmes employées dans des entreprises ressortissant de la convention ont droit à une nuit de repos de 11 heures comprenant la période qui s'étend de dix heures du soir à cinq heures du matin. Le fait que c'étaient là des heures prohibées pour le travail de nuit amena des discussions importantes. D'une part, il y avait un certain nombre de personnes qui voulaient étendre cette période de neuf à cinq — ou de dix à six. On faisait valoir que par cette mesure il resterait 16 heures de jour, que deux équipes pourraient se partager au besoin. M^me^ Casartelli, du groupe gouvernemental italien, présenta un amendement dans ce sens, qui fut contredit par M^me^ Letellier, conseiller des délégués du gouvernement français, laquelle insista vivement sur la nécessité de laisser 17 heures, afin que les femmes travaillant en deux équipes puissent avoir dans chaque équipe un repos d'une demi-heure. D'autre part le patron français, M. Guérin, désirait une réduction de cette période soit de 10 à 4 heures soit de 11 à 5, de manière à permettre une heure de repos aux femmes travaillant en deux équipes de 8 heures. Finalement ce fut la première proposition de la commission qu'on vota.

Le Japon devra accepter cette convention sans aucune modification. Le gouvernement de l'Inde pourra suspendre cette convention en ce qui concerne toute entreprise industrielle non comprise dans la définition des usines, formulée par la loi industrielle des Indes. Dans les pays où le climat rend le travail de jour spécialement malsain, la période de nuit peut être réduite pourvu qu'en échange on accorde une période de repos pendant le jour.

On excepte les cas de force majeure, et ceux où il s'agit de matières premières sujettes à une rapide détérioration.

La seconde convention présentée par la commission, réglemente l'emploi des femmes avant et après accouchement. Il est intéressant de noter au sujet de cette convention, qu'elle s'applique aussi bien aux entreprises commerciales qu'aux entreprises industrielles.

Cette convention stipule qu'une femme ne devra pas travailler pendant six semaines après son accouchement ; qu'elle aura le droit de quitter son travail dans les six semaines qui précèdent ses couches ; et que pendant son absence dans ces deux cas, elle recevra « une indemnité suffisante pour son entretien et celui de son enfant dans de bonnes conditions d'hygiène. »

La commission découvrit l'impossibilité de fixer exactement cette indemnité. On proposa que la convention déclarât qu'en aucun cas cette indemnité ne serait inférieure à la totalité du salaire de la femme. Mais on fit remarquer d'autre part que là où un subside de maternité est payé directement par l'Etat, l'adoption d'une échelle basée sur le taux des salaires n'était ni probable ni désirable ; et que même là où il existe des lois d'assurance, il faudrait les changer complètement pour les faire se conformer à un règlement définitif comme celui qu'on proposait. On laissa donc ce sujet dans le vague. La question sera soulevée, s'il le faut, à une conférence ultérieure. La convention stipule en outre qu'on accordera à la femme qui allaite son enfant une demi-heure prise sur la période des heures de travail, pour ce but spécial. Miss Macarthur qui représentait les ouvrières britanniques proposa le rejet de cet article, mais comme il fut chaudement recommandé par les autres femmes de la commission la Conférence résolut de le maintenir. Dans un autre article la convention s'efforce d'assurer à la femme le retour à son emploi après son absence en cas d'accouchement. Elle stipule que quand une femme s'absente de son travail soit pendant les six semaines qui précédent ou qui suivent son accouchement, soit même pour une plus longue durée par suite de maladie dûment certifiée par un médecin à la suite de sa grossesse ou de ses couches, elle ne pourra ni recevoir son congé pendant cette période, ni à une date telle que le préavis expirerait pendant cette période.

La commission discuta longuement une proposition du conseiller français, M^me^ Letellier, aux termes de laquelle les femmes enceintes ou les mères allaitant leurs enfants seront exclues de tout travail pénible. Miss Macarthur (Grande-Bretagne) s'y opposa formellement, refusant d'accepter une clause qui aurait même l'air d'envisager l'emploi des femmes dans ces conditions. Elle désirait les voir complètement libérées de toute nécessité de travailler pour gagner leur vie. La proposition de M^me^ Letellier fut repoussée à une faible majorité, et ne fut plus présentée à la Conférence. Le représentant du gouvernement norvégien fit aussi plusieurs propositions d'un profond intérêt. L'une d'elles fut choisie par la commission comme sujet d'étude à la prochaine conférence, à savoir qu'une femme pourrait avoir le droit de s'absenter de son travail pour une période au delà des six premières semaines de repos obligatoire, et qu'elle devrait recevoir l'indemnité pendant cette période pour être libre de rester avec son enfant et de l'allaiter.

Cette convention ne renferme aucune modification en faveur du Japon, de l'Inde ou de n'importe quel autre pays.

5. *Commission du travail des enfants*

Cette commission adopta deux projets de conventions. Le premier s'occupe de l'âge auquel on admettra les enfants à travailler dans les usines. En vue des conditions très arriérées de l'éducation dans plusieurs pays, on trouva qu'il était impossible de fixer une limite d'âge de plus de 14 ans, pour une convention internationale. On ne pourrait guère raisonnablement demander à des pays où l'éducation cesse à l'âge de 12 ans, d'exclure tout-à-coup les enfants des emplois industriels jusqu'à 15 ou 16 ans. Cette convention s'applique d'une manière générale à toutes les entreprises industrielles y compris les mines et transports. Sont seules exclues les industries domestiques n'employant aucune personne en dehors des membres de la famille. Elle ne s'applique pas au travail accompli dans les écoles techniques sous l'approbation et la surveillance de l'autorité publique. Pour faciliter l'application de la convention, tout patron est requis de tenir un registre des personnes employées par lui, et qui ont moins de 16 ans. On exempte spécialement le Japon et l'Inde. Au Japon les enfants de plus de 12 ans peuvent commencer un travail industriel pourvu qu'ils aient fini leurs études à l'école élémentaire. On abroge tout à fait certaines stipulations de la loi japonaise qui permettent le travail d'enfants de moins de 12 ans. Les articles spéciaux s'appliquant aux Indes firent l'objet de vifs débats. La commission suggéra, à la majorité, d'exclure complètement l'Inde pour le moment et de rappeler cette question à nouveau à la prochaine Conférence, quand le gouvernement de l'Inde serait mieux à même de fournir des suggestions plus définies. Mais sur la motion de Miss Bondfield, conseiller du groupe ouvrier britannique, on ajouta à la convention un article défendant l'emploi aux Indes d'enfants de moins de 12 ans dans les usines employant plus de 10 personnes, les mines et les entreprises de transport. Les délégués ouvriers de l'Inde, soutinrent cet amendement, mais les délégués du gouvernement s'y opposèrent fortement.

La seconde convention soumise à la commission de la Conférence interdit le travail de nuit des jeunes gens dans l'industrie. Sa portée est la même que celle de la convention sur l'âge d'admission des enfants. Le travail de nuit est défendu dans le cas des jeunes gens de moins de 18 ans. Le mot « nuit » signifie une période d'au moins 11 heures consécutives comprenant l'intervalle qui s'étend entre 10 heures du soir et 5 heures du matin. Au cas où le travail de nuit dans les boulangeries est complètement défendu, les jeunes gens peuvent y être employés à partir de 4 heures du matin. Dans les pays tropicaux, là où un repos plus long à midi est à souhaiter, la période de nuit peut être réduite en proportion. On permet exceptionnellement aux jeunes gens de plus de 16 ans de travailler dans cinq industries, à fonctionnement continu spécialement désignées à savoir : a) Usines de fer et de l'acier, travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération, galvanisation de la tôle et des fils de fer (sauf les ateliers de décapage). (b) Verreries, (c) Papeteries, (d) Sucreries où l'on traite le sucre brut, (e) Réduction du minerai d'or.

Au Japon la convention ne s'applique qu'aux jeunes gens de moins de 16 ans et pour une période de cinq années, les jeunes gens de moins de 15 ans sont exclus de tout travail de nuit. Aux Indes, la portée de la convention est restreinte, et ne s'applique qu'aux entreprises industrielles qui sont reconnues comme usines par la loi industrielle de l'Inde, et l'interdiction du travail de nuit ne s'applique qu'aux jeunes gens de moins de 14 ans.

6. *Commission des industries insalubres*

Cette commission rédigea une série de recommandations. La première propose que les membres du Bureau International du Travail prennent des mesures afin de désinfecter les laines infectées de charbon, soit dans le pays exportateur de la laine, ou, à défaut, dans le port d'entrée du pays important la laine. Dans le rapport rédigé par la commission sur ce sujet, on fait remarquer que tous les efforts faits pour éviter le risque d'infection par le charbon dans la laine n'ont eu aucun succès sauf quand la laine est désinfectée par un procédé spécial. On prend actuellement des mesures en Grande-Bretagne pour imposer la désinfection de la laine importée, et l'objet de la recommandation est d'assurer aux ouvriers des industries lainières des autres pays une protection efficace contre cette maladie, en faisant adopter la même méthode à toutes les nations.

La seconde proposition s'occupe de protéger les femmes et les enfants contre le saturnisme. Il y a des pays où les femmes et les enfants sont exclus d'un grand nombre d'industries insalubres. Il y en a d'autres où les progrès réalisés ont surtout consisté à rendre l'industrie plus salubre plutôt qu'à en exclure un certain nombre d'ouvriers.

Mais il existe néanmoins un certain nombre d'industries très dangereuses comportant un risque de saturnisme qu'il semble impossible de rendre sans danger. La commission recommande en conséquence l'interdiction universelle d'employer des femmes et des jeunes gens de moins de 18 ans, dans le cas de sept industries spécialement désignées, dont elles sont déjà exclues dans certains pays. Cette recommandation indique aussi certaines mesures pour réduire le saturnisme dans d'autres industries comportant l'emploi de composés plombiques et conseille de remplacer les sels de plomb solubles par des substances non toxiques, toutes les fois qu'il sera possible.

La troisième recommandation insiste sur l'établissement dans chaque pays d'un service d'hygiène spécial, en plus du système d'inspection des usines. La Conférence adopta encore une résolution demandant qu'on constituât un comité consultatif où seraient représentés les gouvernements, les patrons et les ouvriers, lequel resterait en rapport étroit avec la section d'hygiène du Bureau International du Travail. Les travaux de la commission des industries insalubres ont été restreints par l'ordre du jour à certains aspects particuliers de la question. C'est ainsi que la commission n'a pu étudier l'usage de la céruse dans la peinture décorative, ceci n'ayant pas trait spécialement aux femmes. Toutefois la commission recommanda que cette question fût renvoyée au Bureau International du Travail, pour décision ultérieure. Une résolution analogue fut adoptée à l'égard du danger causé par l'oxyde de carbone et la commission proposa aussi que la question de l'interdiction d'employer des jeunes gens dans les industries insalubres fût envisagée et étudiée plus tard, et enfin que la question de la défense de faire usage du mercure dans l'industrie des chapeliers fourreurs fût soulevée de nouveau au cours de la Conférence suivante.

IV. Œuvre de l'organisation internationale du travail à l'avenir

Avant de se séparer, la Conférence Internationale a élu le premier Conseil d'administration du Bureau International du Travail ; il s'est réuni immédiatement et a nommé comme directeur du Bureau International du Travail M. Albert Thomas (France). Bien que les délégués des huit pays d'importance industrielle prépondérante[1] n'aient pu être désignés d'une façon définitive à Washington, le conseil d'administration se mit immédiatement à l'œuvre pour gagner du temps, et ces décisions provisoires furent ratifiées au cours de la séance suivante tenue à Paris en janvier 1920. La tâche du conseil d'administration et du directeur, au cours de la première année, sera difficile, car elle comportera, outre l'expédition du travail normal de préparation de la Conférence de 1920, la constitution du personnel permanent et l'organisation des travaux du Bureau ainsi que l'adoption des mesures nécessaires pour assurer la publication régulière des informations du Bureau. La Conférence s'est pleinement rendu compte de ces difficultés, et par suite a décidé de laisser toute liberté au conseil d'administration pour le choix des questions à inscrire à l'ordre du jour de la Conférence de 1920, sauf en ce qui concerne l'application de la convention de la journée de huit heures aux gens de mer. La Conférence a prévu pour cette année l'examen de cette dernière question.

Pour donner une idée de l'activité de la Conférence, et de la tâche importante qui est réservée à l'organisation internationale du travail on peut se contenter de citer la liste des questions que des délégués, des groupes ou des commissions ont proposé, à Washington, d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Les questions que les commissions ont proposé d'étudier sont :

(1) L'insertion dans une convention d'un système d'assurance contre le chômage (proposé par la commission du chômage) : (2) La garantie du droit accordé aux ouvrières de prolonger leur absence après la naissance d'un enfant pour une période plus longue que celle prévue par le projet de Convention (proposé par la commission du travail des femmes) ; (3) L'interdiction de l'usage de la céruse dans la peinture décorative, la prévention de l'empoisonnement par l'oxyde de car-

---

[1] Il a été décidé que ces pays sont l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Pologne et la Suisse (ce dernier pays n'ayant été choisi qu'en l'absence des Etats-Unis d'Amérique, et jusqu'à ce que les Etats-Unis adhèrent à l'organisation).

bone, la défense d'employer des jeunes gens aux travaux insalubres, et l'interdiction de l'usage du mercure dans l'industrie des chapeliers fourreurs (proposé par la commission des travaux insalubres) ; (4) L'adoption de la limite d'âge pour l'admission des enfants aux travaux de l'agriculture et du commerce, l'application de la convention sur l'âge minimum des enfants aux travaux industriels dans les pays moins avancés, autres que le Japon et l'Inde, et la définition plus précise des industries dans lesquelles les garçons de 16 ans peuvent être employés la nuit (proposé par la commission du travail des enfants).

Les questions proposées par des délégués ou des groupes de délégués sont les suivantes :

(1) L'amendement du traité, de façon à assurer une représentation considérable dans le conseil d'administration aux pays hors d'Europe (patrons de l'Afrique du Sud) ; (2) La nomination et les fonctions des représentants du Bureau International du Travail dans chaque pays (délégué du travail espagnol) ; (3) L'adoption de la semaine de 48 heures dans les industries à fonctionnement continu (délégué du gouvernement norvégien) ; (4) La demi-journée de repos une fois pendant la semaine (délégué du travail suisse) ; (5) La révision des lois tendant à la suppression du travail des enfants, et des lois ayant trait à l'instruction obligatoire, la limitation des heures de travail des jeunes ouvriers (délégués des gouvernements espagnol, français, italien et polonais) ; (6) L'éducation technique (patrons espagnols) ; (7) L'extension du délai pour l'interdiction de l'emploi des femmes pendant la nuit (conseiller du gouvernement italien) ; (8) La protection des ouvriers agricoles (délégué du gouvernement italien et délégué du travail espagnol) ; (9) Les différentes formes d'assurance sociale (patrons japonais et délégué du gouvernement de l'Uruguay) ; (10) Les vacances annuelles (délégué du gouvernement suédois) ; (11) L'établissement des salaires minima (délégué du Paraguay) ; (12) La transformation en une convention de la recommandation relative à la réciprocité de traitement des ouvriers étrangers (délégué du gouvernement italien) ; (13) Le droit d'association et le droit de constituer des syndicats (délégué du travail espagnol) ; (14) Le contrôle collectif (délégué espagnol du travail ; (15) La définition du mot « travail » (délégation péruvienne) ; (16) Le travail obligatoire pour tous (délégué de l'Equateur) ; (17) La solution des conflits industriels, l'institution de tribunaux industriels, la garantie et le paiement des salaires, le repos hebdomadaire, les indemnités pour les accidents dans les industries, la prévention des accidents et la protection de la santé des ouvriers (délégation argentine).

Cette longue liste prouve que la Conférence n'a pas l'intention de rester inactive. Elle n'a pas non plus l'intention de ne pas occuper suffisamment le Bureau International du Travail. Celui-ci, en plus du travail de préparation destiné à permettre l'examen par la Conférence de nouveaux sujets, doit s'occuper d'organiser immédiatement les commissions chargées de réunir les informations relatives au chômage et à l'émigration auxquelles on a déjà fait allusion, et d'instituer le Comité consultatif en matière d'hygiène. Il a également à étudier la question de la procédure à suivre pour nommer les délégués autres que ceux du gouvernement, afin que l'on puisse être assuré que les principales organisations industrielles aient été consultées ; il doit se mettre en relations avec certains pays moins avancés, tels que la Chine, la Perse et le Siam, et les inviter à prendre au fur et à mesure des besoins nouveaux, des dispositions tendant à créer une législation industrielle ; il a pour mission d'insister auprès du gouvernement indien pour que celui-ci étudie la question de l'emploi des femmes avant et après l'accouchement, et enfin d'inviter tous les pays qui ne font pas partie de l'Organisation Internationale du Travail à adopter les mesures uniformes suggérées par les Conférences.

Le Bureau International du Travail doit en outre entreprendre immédiatement ses publications.

L'œuvre commencée sous les auspices du bureau international non-officiel institué par l'Association Internationale en faveur de la législation ouvrière, doit être continuée et étendue d'après un plan plus vaste que cela n'était possible à une organisation privée. Les textes des lois et règlements du travail doivent être traduits et publiés en plusieurs langues, et il faut éditer un bulletin périodique destiné à fournir les renseignements courants sur les lois et conditions de travail dans toutes les parties du monde. Le Bureau doit être prêt également à donner sur demande tous renseignements sur un point particulier intéressant le travail, et il doit par l'entremise de sa bibliothèque et de sa section d'information, être en mesure d'aider les personnes ou les organisations désireuses de faire des recherches dans n'importe quelle branche du sujet.

D'autres tâches incomberont encore au Bureau International du Travail au fur et à mesure. Il devra contrôler strictement l'observation des conventions, procéder de temps à autre à des enquêtes internationales spéciales, et présenter chaque année à la Conférence, un rapport sur les travaux effectués.

Sophy SANGER.
du B. I. T.

P. S. — Depuis que cet article a été écrit, les progrès réalisés dans l'organisation internationale du travail ont été si rapides, qu'il faudrait ajouter bien des renseignements pour le compléter. Quoiqu'il soit impossible de donner le détail de la besogne qui a été accomplie durant ces derniers mois, nous voulons au moins mentionner la seconde Conférence internationale du Travail.

Le traité de Versailles prévoit que la Conférence doit se réunir une fois par an. Mais, vu l'urgence des problèmes à résoudre, le Conseil n'a pas voulu attendre si longtemps avant de faire succéder à la réunion de Washington une seconde réunion, à Gênes. Celle-ci s'est ouverte le 15 juin et s'est occupée uniquement de questions qui intéressent les gens de mer. Une section spéciale du Bureau international du travail avait été consacrée aux marins, et elle avait préparé à l'usage des délégués quatre rapports : l'un traitait des heures de travail, un autre du chômage (application de la Convention de Washington).

un troisième traitait de l'emploi des enfants à la mer, et le dernier, enfin, étudiait la possibilité d'une charte internationale pour les marins.

La Conférence adopta deux conventions (fixant à quatorze ans l'âge minimum des mousses et améliorant le régime de l'embauchage des marins), et quatre vœux (sur l'assurance des chômeurs, sur les heures de travail dans la navigation intérieure et chez les pêcheurs, et sur des codes nationaux à l'usage des gens de mer.) Le vote d'une décision entraînant la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit, n'aboutit pas faute de la majorité indispensable des deux tiers.

Le développement de l'organisation internationale du travail ne s'est pas fait sentir seulement au sujet des gens de mer. Le gouvernement des Soviets a beau avoir refusé l'enquête qu'on lui proposait sur les conditions du travail en Russie, la valeur du mémoire préparé par le Bureau international du travail à l'usage des enquêteurs, reste entière. Ce mémoire contient une analyse critique et impartiale des renseignements recueillis sur le sujet à des sources très variées.

La section agricole du Bureau se prépare activement à la prochaine Conférence, en 1921, qui s'occupera surtout de réglementer le travail campagnard. Quand on songe que le Bureau ne s'est définitivement installé que depuis un mois, et que toute son organisation intérieure a été créée depuis six ou sept mois, on ne peut contester que ses progrès sont très satisfaisants. Nous pouvons en espérer de nouveaux, maintenant que le Bureau est confortablement logé dans sa belle demeure de Genève. S. S.

* * *

Ajoutons qu'en Suisse on n'a pas vu sans une extrême satisfaction le Bureau International du Travail prendre ses quartiers définitifs. Nous profitons de cette occasion pour lui souhaiter la bienvenue et former les vœux les plus sincères de succès. La *Revue de Genève* ne manquera pas de suivre avec intérêt le développement d'une institution si utile, si active, avant-garde de la Société des nations. (N. D. L. R.)

LES PRISONNIERS DE GUERRE

En août 1920, 22 mois après la signature de l'armistice, il y a encore un demi-million de prisonniers de guerre retenus loin de leurs foyers. Ce fait brutal, inconcevable, devrait tirer les gouvernements et les peuples de leur apathie. Deux hivers ont passé depuis cette journée historique du 11 novembre 1918 ; des traités de paix ont été signés, ratifiés, des conflits nouveaux se sont engagés, un troisième hiver déjà s'approche et il y a encore 250,000 Européens en Sibérie ou au Turkestan, 30,000 Bulgares en Grèce et en Serbie, 40,000 Ottomans aux Indes et en Mésopotamie, 180,000 Russes en Allemagne, 50,000 en Pologne, 20,000 en France, 10,000 en Hongrie et quelque 20,000 répartis entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie, l'Autriche et la Macédoine.

* * *

Les gouvernements quels qu'ils soient ont toujours été lents à s'émouvoir en faveur des prisonniers. Aux yeux des Etats-Majors, les prisonniers de guerre étaient jugés peu intéressants ; l'homme qui s'est rendu à l'ennemi dans quelque circonstance que ce soit, ses chefs ne désirent pas le voir reprendre sa place dans les rangs, son gouvernement ne désire pas son retour au pays ; militairement et socialement, le prisonnier de guerre constituait, au début de la guerre tout au moins, un élément indésirable. Mais cette conception archaïque du prisonnier de guerre n'a pas pu tenir devant la rigueur des circonstances.

Les conditions atroces de la guerre, les souffrances réelles d'une captivité prolongée, amplifiées encore par les lettres des prisonniers et les imaginations des familles et de la presse, ont tôt fait de conférer au prisonnier de guerre des grâces d'Etat. Nul n'a plus songé à s'enquérir des conditions dans lesquelles la capture avait été faite ; tous les prisonniers ont été mis sur le même plan de courage et d'infortune ; lors de défaites retentissantes, des prisonniers ont pu être faits par corps d'armée entiers, soit faute des chefs, soit défection des troupes insuffisamment entraînées ou gravement atteintes dans leur moral par la propagande pacifiste. La rancune des gouvernements n'a pu tenir sous la pression de l'opinion publique, régentée par l'angoisse des familles.

En tous pays, les Comités de secours aux prisonniers se sont multipliés, organisations sans couleur politique ni religieuse, mais exclusivement régionales, et les Gouvernements forcés de suivre la voie tracée par leurs administrés, ont commencé à s'occuper du sort des prisonniers de guerre captifs à l'étranger, ont engagé avec l'adversaire des pourparlers par l'entremise ou en la présence des neutres et ont élaboré lentement les éléments d'un code du prisonnier de guerre.

Si l'Etat auquel ressortissait le prisonnier de guerre a été amené à modifier son point de vue à l'égard de ses nationaux infortunés, l'Etat capteur de son côté a été conduit à considérer le prisonnier de guerre sous des angles différents. Selon la conception classique, le prisonnier de guerre a d'abord été, avant tout, une manifestation du succès remporté, au même titre que les trophées, et les trains chargés de prisonniers ont traversé des territoires entiers vers des lieux d'internements que l'on choisissait très éloignés du front pour la plus grande édification des populations victorieuses. Ces exhibitions ont cessé assez vite, leur effet étant contre-balancé fortement par celui des trains de blessés qu'on ne pouvait dissimuler. Elles ont été remplacées, comme l'exigeaient les perfectionnements de la vie moderne par des projections cinématographiques ; puis le caractère utilitaire du prisonnier de guerre a prévalu et, main-d'œuvre précieuse, il a été retenu dans la zone des armées et même souvent employé à des travaux militaires, au mépris des conventions.

Quand les lignes de front eurent été fixées et lorsque le moindre gain de terrain exigea des sacrifices considérables, c'est par le nombre des prisonniers que les communiqués officiels s'efforcèrent de justifier les offensives et de masquer les échecs. Si dans des actions limitées, le mot d'ordre a pu être de ne pas faire de prisonniers, en règle générale, les Etats-Majors se sont efforcés, au contraire, de faire le plus grand nombre possible de captifs et les commandants d'unité rivalisaient de zèle et d'ingéniosité tactique pour annoncer au tableau un nombre de prisonniers convenable. N'a-t-on pas vu dans certaines armées, tel officier favorisé par le sort, céder à son collègue moins heureux, un lot de prisonniers pour lui éviter un blâme de son supérieur.

Quoiqu'il en soit, le nombre des prisonniers s'est accru dans des proportions fantastiques, montant à des centaines de mille et dépassant même le million en deux ou trois pays. Les évaluations officielles font approcher de 5 millions le nombre total des prisonniers de guerre effectués en tous pays de 1914 à 1918.

L'imprudence et l'inutilité de semblables accumulations ont été dénoncées d'assez bonne heure par des esprits clairvoyants. A quoi bon garder captifs de part et d'autre, des prisonniers encombrants, quand il eut été si simple de procéder à des échanges au bout d'un laps de temps déterminé, avec engagement réciproque de ne pas renvoyer au front les hommes ainsi libérés. Sans doute on a craint de donner une prime à la désertion, mais la notoriété des souffrances endurées par les captifs eut suffi à écarter tout danger de ce côté,

Dès 1917, le Comité international de la Croix-Rouge adjurait les belligérants de procéder à des échanges de prisonniers de guerre ou à leur internement en pays neutres. On sait que pour les malades et les grands blessés, des accords furent signés et suivis d'effet. En ce qui concerne les valides, les diverses conventions signées en 1917 et 1918 à la Haye, Berne et Copenhague ont admis, malgré les objections très vives soulevées par les cercles militaires, le principe de leur rapatriement, mais en pratique aucun de ces accords n'entra en vigueur avant la conclusion des armistices de 1918.

La durée que devait exiger le rapatriement de telles masses d'hommes, même après la cessation des hostilités, avait frappé tous ceux qui s'occupaient de prisonniers de guerre. Le regretté Wilhelm Didring, directeur du service des prisonniers de guerre de la Croix-Rouge suédoise, estimait qu'il s'écoulerait encore deux ans après la conclusion de la paix avant que tous les prisonniers de guerre aient pu rentrer chez eux. Sa prédiction non seulement est près de se réaliser, mais sera sans doute encore dépassée. Si l'Allemagne s'est vidée en quelques mois sous la pression des armées victorieuses, des 6 à 800,000 prisonniers français, anglais, belges, etc. qu'elle détenait, les prisonniers de guerrre allemands en France et en Angleterre retenus il est vrai pour des raisons politiques et économiques n'ont été rapatriés qu'au début de l'année 1920. De même, le rapatriement des Italiens prisonniers de guerre en Autriche-Hongrie s'est effectué rapidement tandis que celui des ressortissants de l'ancien empire austro-hongrois, compliqué du fait des nationalités nouvelles auxquelles il fallait donner un tour de faveur, se prolongeait jusqu'en 1920.

Mais dans l'Europe occidentale, le problème était relativement facile ; dans l'Europe orientale au contraire, il se complique étrangement. Prisonniers russes d'une part, prisonniers des Etats centraux en Russie de l'autre, ont souffert cruellement des modifications survenues dans le régime politique de la Russie, et des guerres qui s'éternisent aux deux extrémités de l'ancien empire des tzars.

Le traité de Brest-Litowsk conclu le 20 février 1918 semblait devoir faire de ces malheureux des privilégiés en leur rendant aux uns et aux autres, la liberté. En fait, leur rapatriement que les distances retardaient considérablement a été de bonne heure interrompu, à la suite des événements politiques et militaires. La vaste Russie d'Europe et d'Asie avait englouti un million et quart de prisonniers. Ceux de Russie encore, ont pu, croit-on, en majeure partie, regagner le centre de l'Europe. Les prisonniers de Sibérie, égrenés le long du ruban de fer du transsibérien sur 6,000 kilomètres de longueur tournaient leurs regards tantôt vers l'Occident d'où ils étaient venus, tantôt vers l'Orient où s'embarquaient ceux d'entre eux qui pouvaient se recommander d'une nouvelle nationalité, Yougoslave, Tchécoslovaque ou Polonaise.

Viennent l'avance bolchéviste, l'effondrement du régime de Koltchak, ce dernier espoir leur est enlevé et de nouveau ils se retournent vers l'Ouest. D'aucuns n'hésitent pas à entreprendre à pied ce chemin de croix interminable et aux termes de leur fatigue, après avoir surmonté les mille obstacles matériels et moraux qui se dressent devant eux, ils se heurtent à des frontières fermées ou à des fronts en pleine activité.

Le sort des prisonniers russes en Europe n'est pas moins tragique. Certains sont venus en alliés combattre aux côtés de ceux qui les internent. En grands enfants, ils ont embrassé avec transport les doctrines sociales nouvelles de leurs frères restés en Russie ; ils ont refusé de marcher contre ces frères et d'aller grossir les armées de Denikine. Parlant une langue rarement comprise, ils se sont sentis perdus dans leur isolement et se sont butés dans une défiance irréductible.

Ceux qui se trouvaient prisonniers dans les Etats centraux ont vu s'ouvrir en partie les portes de leurs camps et se sont rués à l'aventure. Combien sont-ils encore en Autriche, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, fondus dans la masse de la population indigente. Les statistiques officielles sont impuissantes à les dénombrer. En Allemagne, 180,000 sont restés dans les camps ou sous la surveillance militaire. Les Allemands, puis les Alliés, puis les Allemands encore ont étudié la question de leur rapatriement, mais les mêmes défiances que l'on constate chez les quelques milliers qui se trouvent encore en France, reparaissent dans les camps d'Allemagne. L'armée du Colonel Bermondt Avaloff n'était-elle pas composée en grande partie de prisonniers recrutés en Allemagne et ceux qui ont réussi à passer la frontière n'ont-ils pas été enrôlés dans l'armée rouge. Tous ces prisonniers sont las de combattre. Ils n'aspirent qu'à regagner leurs foyers, quel que soit le régime politique sous lequel ils le retrouveront. Mais instruits par l'exemple des premiers Russes rapatriés, ils se refusent à prendre place dans les convois si des assurances formelles ne leur sont point données qu'ils ne vont pas être enrégimentés dans quelque armée nouvelle. On en vit dernièrement originaires de Sibérie, refuser de s'embarquer à Hambourg sur des paquebots à destination de Vladivostock, parce que l'engagement solennel du gouvernement japonais de ne pas leur faire prendre les armes, tardait à leur parvenir.

Le Comité international de la Croix-Rouge[1] a accepté la tâche délicate de faire rentrer un peu de calme dans ces âmes tourmentées. Il a assumé la surveillance des camps russes en Allemagne et une trentaine de ses délégués appartenant pour la plupart aux cadres de l'armée suisse, sont disséminés dans tous les camps d'internement et accompagnés d'interprêtes qualifiés écoutent leurs requêtes, prennent la défense de leurs intérêts et les acheminent peu à peu vers les stations d'embarquement. Contournant le front russo-polonais, les convois de prisonniers s'embarquent sur la Baltique, passent la frontière finlandaise et esthonienne à Bjorko, et à Narva, cependant que des transports frêtés à Vladivostock ramènent les prisonniers centraux et embarquent les Russes.

Le Comité international de la Croix-Rouge qui n'a pas hésité à entreprendre avec les ressources dont il dispose une action de cette envergure, s'est vu dernièrement apporter une aide efficace par la Société des Nations. L'appel qu'il avait lancé en décembre 1919 à toutes les Croix-Rouges et à tous les gouvernements en faveur des malheureux prisonniers de Sibérie a été suivi d'effet. La Société des Nations a demandé au célèbre explorateur Fritjof Nansen que sa grande expérience des expéditions lointaines et sa personnalité quasi mondiale désignaient entre tous, de bien vouloir prendre en mains cette question du rapatriement des prisonniers. M. Nansen a pris contact avec les délégués du Comité International de la Croix-Rouge et avec le Comité lui-même à Berlin, à Londres et les 21 et 22 juin à Genève même. Il n'a pas marchandé au Comité international son admiration pour le dévouement éclairé qu'il avait apporté à cette tâche. Il a adopté le programme d'action du Comité genevois et demandé un premier crédit de près de 700,000 livres à la Société des Nations pour en assurer l'exécution. Pour faire face aux besoins immédiats, il a demandé et obtenu de nouveaux bateaux qui sont dejà entrés en service sur la Baltique. Un expert naval, le lieut-col. Broome a été désigné par la Société des Nations pour étudier cette question si essentielle du tonnage.

---

[1] Sur l'action du Comité international de la Croix-Rouge en faveur des prisonniers, voir la *Revue internationale de la Croix-Rouge* et notamment un excellent article de M^{lle} R. M. Cramer, dans le numéro du 15 mai.

En ce qui concerne la Sibérie, le programme s'est simplifié par l'avance bolchéviste qui exclut du rapatriement par mer les prisonniers restés à l'ouest de la Transbaïkalie.

Il faut espérer que les efforts réunis du Comité International de la Croix-Rouge et de la Société des Nations sauront faire avancer le rapatriement des derniers prisonniers, mais il est à craindre que tous ne soient pas encore rentrés dans leurs foyers avant la venue du prochain hiver.

Etienne CLOUZOT,
Secrétaire du Comité international
de la Croix-Rouge.

ÉDITORIAL

Nous n'avons pas à nous plaindre de l'accueil qu'a reçu notre premier numéro. Malgré la saison défavorable, malgré les difficultés de change et de transport, il est parvenu à éveiller des sympathies déjà vives, à obtenir des compliments auxquels nous avons été sensibles. De France et d'Italie, surtout, nous sont venus des encouragements précieux. Nous demandons à ces amis spontanés de nous trouver d'autres amis, et — disons-le carrément — de nous procurer les abonnements nécessaires. Notre entreprise ne peut réussir que si nos lecteurs participent à notre développement et nous aident à résoudre le problème financier. L'époque que nous vivons, par sa fatalité de renchérissement, par ses exigences prolétariennes, est hostile aux œuvres de l'intelligence. Mais l'intelligence ne doit pas se laisser faire.

Presque partout on a compris les intentions de notre programme, et que nous voulions grouper des écrivains différents pour faire entendre des âmes différentes. Des témoignages recueillis en divers pays nous montrent qu'une telle tentative n'est pas sans intérêt. Notre revue est seule à l'assumer. Nous demeurons convaincus que nous collaborons honnêtement à notre temps en réunissant des textes significatifs sur les idées, la littérature, les mœurs, la politique, en montrant la réalité et la force des nationalismes qui s'affrontent, en montrant aussi l'effort qui s'accomplit de compréhension réciproque et d'organisation internationale.

Nous répétons qu'au risque d'un certain disparate, nous juxtaposons des noms et des œuvres sans les confondre, et sans chercher à créer de solidarité entre eux, ni entre eux et nous. C'est ici, dans les éditoriaux de la fin du numéro, qu'il faut chercher la pensée de la revue, ce que nous avons appelé son « fanion personnel ». Nous le disons pour la Libre Belgique *qui s'est étonnée de nous voir publier le Mémoire du général von Kluck sur la bataille de la Marne. Notre confrère nous reproche de ne relever que par une note, qu'il juge anodine, les affirmations du général allemand sur de soi-disants francs-tireurs belges, et il regrette que nous n'ayons pas supprimé ces passages.*

Nous estimons, au contraire. que l'on prendrait une idée bien fausse du général von Kluck si l'on ignorait son extraordinaire façon de concevoir le « droit des gens ». Supprimer de son récit les passages où il se montre odieux eût été lui rendre service bien plutôt qu'aux Belges. En l'exposant tel quel, dans sa vraie nature, et tout inconscient de son forfait, nous le faisons mieux comprendre, lui et beaucoup de ses compatriotes.

Nous ne reviendrions pas sur ce point s'il ne nous avait été très désagréable d'être mal compris par un journaliste qui appartient à un pays que nous aimons et admirons profondément. Que la conduite des Alle-

mands à l'égard de la Belgique ait été atroce et criminelle, c'est là une vérité tellement évidente, aux yeux de tout homme civilisé, que nous ne pensions pas qu'il fût nécessaire de la formuler à nouveau. Assurons la Libre Belgique *que nous avons lu la* Réponse du gouvernement belge au livre blanc allemand, L'Armée allemande à Louvain en 1914, *et que la preuve est faite, pour nous, que la légende des francs-tireurs belges et des prétendues proclamations du gouvernement à leur sujet, est une indigne calomnie.*

* * *

Depuis un mois, de nouveaux collaborateurs nous sont venus. Citons, entre autres, MM. G. Jean-Aubry, Johan Bojer, Pierre Chavannes, John Erskine, de Gerlach, Georges Goyau, Camille Huysmans, A. Kouprine, etc.

La nouvelle de Joseph Conrad, que nous avons publiée dans notre dernier numéro, est extraite du volume En marge des marées, *qui va paraître prochainement en librairie.*

* * *

Nous avons reçu d'Italie :

Dino Provenzal : *Le Passegiate di Bardalone.*
Renato Serra : *Le Lettere.*
Renato Serra : *Scritti critici.*
(Soc. an. ed. La Voce. Roma.)

De France :

Georges Duhamel : *L'œuvre des athlètes.*
Jules Romains : *Cromedeyre-le-Vieil.*
Samuel Butler : *Erewhon.*
André Gide : *La Symphonie pastorale.*
Rabindranath Tagore : *Le jardinier d'amour.*
Jean Richard-Bloch : *Carnaval est mort.*
Paul Claudel : *Le Père humilié.*
Albert Thibaudet : *Les Idées de Charles Maurras.*
Pierre Drieu la Rochelle : *Fond de Cantine.*
André Salmon : *La Négresse du Sacré-Cœur.*
(Edition de la Nouv. Revue française.)

Eugène Montfort : *Un cœur vierge* (Flammarion).
J. H. Rosny : *L'amoureuse aventure* (Id.).
André Arnyvelde : *L'arche* (Soc. mutuelle d'édition).
Gabriel Marcel : *Le seuil invisible* (Bernard Grasset).

De Belgique :

Louis Piérard : *De moins cinq à la délivrance.*
(Maurice Lamertin).

De Suisse :

Aimée Dostoïevsky : *Dostoïevsky* (Eugen Rentsch).
François Berthet : *Roman d'une fin d'été* (Payot).
Hélène Claparède : *Un précurseur : A. Spir* (Id.).

Des Etats-Unis :

John Erskine : *Democracy and ideals* (George H. Doran).
John Erskine : *The Kinds of Poetry* (Duffield).

LA REVUE
DE
GENÈVE

SEPTEMBRE 1920. N° 3.

DIRECTEUR: ROBERT DE TRAZ
ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

POUR LA PUBLICITÉ, S'ADRESSER A
PUBLICITAS S.A., CORRATERIE, 15, GENÈVE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

La Revue de Genève

a publié dans son deuxième numéro :

Albert Thibaudet, Johan Nordström : Un ballet de Descartes ; René Descartes : La Naissance de la Paix ; Camille Mauclair : La Critique française devant l'Etranger ; Général von Kluck : La marche sur Paris et la bataille de la Marne, II ; Per Hœllström : L'éternel masculin ; Maxime Gorki : Le Patron.

LES CHRONIQUES NATIONALES

Louis Piérard : Belgique *(Etat intellectuel et moral. La question des langues. Nouveaux écrivains)* ; Edmond Jaloux : France *(La littérature et la guerre. La jeune peinture. Un classicisme nouveau).* Lazare Markovitch : Serbie *(Etat psychologique. Les partis et la politique intérieure).*

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE

Sophy Sanger : La réglementation internationale du travail ; Etienne Clouzot : Les prisonniers de guerre.

⁂

Dans ses prochains numéros, la *Revue de Genève* publiera la suite des œuvres en cours, et *La maison de Crève-cœur*, de Bernard Shaw, *Le Moyen-Age qui s'avance*, par G. Prezzolini, *L'Attitude de la France vis-à-vis de l'Allemagne*, par Jacques Bainville, des études sur Taine, par Ernest Seillière et sur Mérimée, par G. J. Aubry, etc. Son numéro du 15 novembre traitera de la Société des Nations, à l'occasion de l'assemblée qui se tiendra à cette date, à Genève.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (IIe).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street, 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAARELSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16me et 17me rues, Avenue A. Cap Haïtien.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

LE PEUPLE AMÉRICAIN
ET SA
RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE[1]

C'était à l'Hôtel des Invalides, à Paris, il y a près d'un an de cela. Je causais avec le Maréchal Foch et les dernières paroles qu'il m'adressa ce jour-là et qui étaient empreintes d'une gravité impressionnante, furent : « Mon cher ami, la guerre est loin d'être terminée. » J'ai eu, plus d'une fois, depuis, l'occasion de me rendre compte de la profonde vérité de cette phrase. Non que je m'attende à une continuation, ou à un recommencement du conflit des armées, mais je vois, plus clairement que je ne le voyais alors, l'étendue du désastre que la civilisation a souffert par le fait de la guerre.

Ce désastre n'est pas, néanmoins, sans quelques compensations, car nous comprenons à présent que bien des méthodes de notre civilisation reposaient sur des fondations illusoires et que notre tâche ne consistera pas seulement à relever et à construire, mais à chercher de nouveau les principes fondamentaux sur lesquels il nous sera possible d'ériger un édifice solide.

Je sais bien que les peuples de l'Europe doivent éprouver une profonde stupeur, sinon bien des désappointements et des désillusions et aussi un certain découragement, quand ils observent l'attitude présente et apparente de la nation américaine. Cette attitude doit leur paraître d'un égoïsme dépourvu de tout cœur. Combien je voudrais pouvoir leur dire qu'ils se trompent, mais hélas, il me faut avouer que l'esprit national de l'Amérique n'est plus entièrement ce qu'il était en 1918. Nous devons constater certaines réactions qui, en ce moment, font opposition au grand élan moral qui était règle générale pendant tout le temps que nous avons pris part à la lutte.

---

[1] Il vient de se tenir en Suisse des congrès religieux d'une extrême importance qui ont réuni des ecclésiastiques de toutes les confessions. Nous en rendons compte plus loin. A l'occasion de l'un d'entre eux, à Genève, M. Macfarland a prononcé une allocution dans l'antique chapelle des Macchabées où l'on respire encore, au milieu du décor gothique, l'air même de la Réforme. En voici le texte un peu allégé. M. Macfarland, secrétaire du *Federal Council* des Eglises d'Amérique et parlant au nom de cinquante millions de protestants américains, est l'homme d'une grande idée, celle de la fédération de toutes les églises du monde. Nous vivons une ère démocratique, c'est-à-dire une époque où les sentiments, et parfois aux dépens de la raison, prennent un empire de plus en plus étendu sur les peuples : il est incontestable que, parmi eux, le sentiment religieux doit être observé dans ses manifestations les plus diverses par quiconque cherche à comprendre ce qui se passe. Le discours de M. Macfarland est un témoignage dont la valeur ne peut être méconnue.

Prochainement, et dans le même ordre d'idées, nous publierons une étude de M. Georges Goyau sur l'internationalisme catholique. (N. D. L. R.)

D'autre part, pour bien juger l'Amérique, il faut se reporter à l'histoire des derniers cent ou deux cents ans. Avant 1914, le peuple américain avait vécu isolé du reste du monde. Il avait suivi le conseil de Washington (donné dans des circonstances bien différentes), de s'écarter de toutes complications européennes. L'Amérique cherchait une nouvelle idée nationale, une nouvelle expression du sentiment démocratique. Elle avait l'isolement d'un pionnier, avec toutes les vertus et tous les défauts d'un pionnier.

Il va sans dire qu'elle n'avait pas négligé ses intérêts en ce qui concerne le commerce et les affaires internationales. Cependant, elle n'avait pas obéi à des mobiles purement égoïstes et elle avait permis aux nations européennes de s'emparer du commerce de certaines parties du monde, en partie du commerce dans l'Amérique du sud, donc sur son propre continent. Son isolement n'était pas tout à fait intéressé, néanmoins elle s'était créé un monde à elle. Sa population ne connaissait que bien peu la vie et les sentiments des peuples de l'Europe continentale. Elle a reçu ses idées de vos émigrants et de ses touristes, qui voyageaient par milliers mais qui n'apprenaient guère que l'histoire ancienne et l'art de l'Europe.

Et je puis dire la même chose de nos Eglises, même de celles qui étaient en rapports religieux avec les Eglises d'Europe ou qui leur étaient affiliées. Ces rapports étaient, dans bien des cas, dus à leur communauté d'origine et n'avaient créé entre ces églises aucune association d'un caractère pratique. Nous vivions dans un monde absolument à part et non dépourvu de quelque pharisaïsme.

Une des grandes compensations de la guerre, c'est qu'elle a permis à notre peuple de comprendre mieux le cœur et la vie de l'Europe, mais parfois cette compréhension n'était due qu'à des observations superficielles et qui prêtaient à bien des malentendus.

La cordialité a été plus marquée dans les relations entre les Eglises que dans celles d'autres éléments nationaux et, à l'heure actuelle, nous pouvons observer les germes d'une vraie entente et d'une réelle fraternité entre nos Eglises et les vôtres. Ceci est dû surtout aux missions envoyées des deux côtés de l'Atlantique.

Mais ce que j'ai dit au sujet de la situation politique ne répond guère aux questions qui se posent à vous. Où est cette Amérique qui, en 1917, laissa éclater sa sympathie avec franchise, cette Amérique qui versa généreusement son sang et ses richesses, l'Amérique dont la Croix-Rouge a jeté sa lueur d'espoir sur le continent d'Europe tout entier ? Où est l'Amérique dont le cœur parlait dans les déclarations si claires et si lumineuses de son Président ? Je vous l'avoue, je me suis surpris, bien des fois, en train de me poser à moi-même cette question. Et la seule réponse que je puisse vous faire est la suivante : Ne confondez pas le peuple d'Amérique avec ses représentants politiques. N'est-ce pas une distinction que vous êtes parfois obligés de faire aussi en Europe ?

Notre population est, d'une façon générale, la victime de nos politiciens. Les déplorables habitudes de nos partis politiques sont responsables d'un tel état de confusion. Nos responsabilités internationales, si évidentes il y a deux ans, lorsque nous étions vraiment un peuple uni, ont été obscurcies par nos dissensions intérieures. Il est difficile de trouver quelque part une expression bien claire de ce que l'Amérique pense, en ce qui concerne les affaires du dehors. Le peuple américain se trouve engagé dans un labyrinthe. N'oublions pas non plus que les grands élans de foi sont toujours suivis d'une réaction momentanée, et que notre peuple est en train de se rejeter aveuglément dans l'isolement où il se sentait en sûreté. En 1915 et 1916, une grande partie de la population avait oublié la catastrophe qui vous affligeait. Les journaux parlaient à peine de la guerre et de ses grands événements; aujourd'hui, les mêmes groupements de notre population essayent de se réfugier à nouveau dans le même provincialisme ignorant.

Un phénomène plus encourageant, c'est l'attitude des pasteurs et des laïques lesquels ne s'occupent guère de ce que font nos politiciens. Le Conseil fédéral des Eglises et toutes les organisations protestantes sans exception se sont déclarés, en termes qui ne prêtent à aucune équivoque, en faveur de la Ligue des Nations. Ils ont insisté pour que cette déclaration se fît sans aucune réserve, sauf que nous puissions sauvegarder nos valeurs morales, au sein même de la Ligue. Nous avons envoyé, de temps en temps, nos messagers à Washington, pour presser notre Congrès d'accepter nos responsabilités internationales.

De plus, l'Amérique passe en ce moment par une situation économique assez épineuse. Ce n'est pas la pauvreté, certes, mais le déséquilibre. Elle ne sait pas à quoi s'en tenir au sujet du traité de Versailles. Je crois que je dois parler franchement. Notre peuple regarde les détails de ce traité comme des approximations dont décidera, en fin de compte, la Société des Nations. Il réclame des négociations publiques, sans diplomatie secrète. Nous regrettons que l'ancienne diplomatie n'ait pas encore disparu, et nous cherchons avec vous une diplomatie absolument démocratique, sous les yeux du peuple.

Le sentiment incontestable de notre peuple est que des réparations doivent être fournies par les coupables. Cela va sans débat, mais il désire, pour l'avenir, un nouvel ordre de diplomatie, ouvert comme le ciel. Il nous revient toutes sortes de racontars d'Europe. Telles missions que nous avons envoyées n'ont observé parfois que vos grandes difficultés matérielles; d'autres nous parlent d'actions injustes commises, soit par vos politiciens, soit par certains de vos riches qui exploitent le peuple. Certains reviennent le cœur plein de sympathie, et certains nous parlent de vos jalousies de races. Et, bien que l'attitude de l'Amérique soit due, jusqu'à un certain point, à un retour d'égoïsme, elle est due aussi à un manque déplorable d'information et par conséquent de compréhension. Nous comprenons beaucoup mieux les territoires d'Afrique et d'Asie, où opèrent nos missions religieuses, que l'Europe elle-même.

C'est précisément pour cela que nous avons demandé à nos amis de venir passer ici une partie de l'été, afin qu'ils puissent, à leur retour, jeter un peu de lumière sur les questions qui intriguent notre peuple américain. Nous avons besoin d'interprètes, d'une nation à l'autre. Je ne veux pas dire des ambassadeurs. Je veux dire des hommes libres, qui parleraient ouvertement. Il nous faut un cercle international, mais sans les ficelles de la politique. Il nous faut une espèce de Ligue supplémentaire, composée d'hommes représentant le peuple. Pourquoi pas cette autre Ligue, qui représenterait les forces morales et spirituelles de chaque nation ?

Et maintenant, vous nous direz peut-être que nos Eglises ne semblent pas avoir montré assez de philanthropie en face des souffrances de l'Europe. Considérez, je vous en prie, que la seule aide qui vous soit venue est venue grâce aux Eglises. Toutes nos organisations européennes, depuis la Croix-Rouge et les Unions chrétiennes de jeunes gens et de jeunes filles, jusqu'aux groupes les plus humbles, se composent de membres de nos Eglises. Le grand mouvement inter-ecclésiastique (*Inter-Church Movement)*, qui partit d'un principe différent et a cherché à recueillir de grandes sommes en s'adressant à ceux qui n'appartiennent à aucune église, a échoué, car les seuls dons généreux qui se fassent en Amérique viennent de personnes en relations étroites avec nos institutions religieuses. Je le répète, tous les secours, et toute la sympathie qui vous sont venus d'Amérique, vous les devez aux Eglises chrétiennes de notre pays.

Beaucoup d'entre nous croient fermement, et nous voulons en convaincre notre nation à notre retour, que la charité privée est insuffisante quand il s'agit de guérir les souffrances d'immenses régions d'Europe. Notre gouvernement et toutes nos forces économiques devront s'allier pour obliger les puissants groupes commerciaux des Etats-Unis à oublier la loi de l'offre et de la demande. Il faudra leur faire comprendre que les lois économiques et commerciales sont suspendues en Europe, et que nous devons trouver les moyens, non seulement de fournir aux populations des vivres et des vêtements, mais surtout les ressources qui leur permettront de rétablir leur commerce et leurs industries.

Nos Eglises protestantes d'Amérique sont, comme vous le savez, unies en une fédération, ce qui leur permet d'agir en corps dans leurs négociations et leurs arrangements avec l'Europe. Le Conseil fédéral des Eglises a créé une commission des relations avec les Eglises d'Europe. Mais nous ne trouvons pas partout ici des organisations fédératives pour établir ces relations avec facilité. Pourquoi ne pas organiser une fédération du même genre dans chacune des nations européennes, puis une fédération continentale qui, dans l'esprit des groupes religieux d'Angleterre et d'Amérique, finirait par organiser une Fédération Evangélique Universelle, dont le centre serait ici-même à Genève, au centre du continent d'Europe ? N'est-ce pas là un idéal aussi noble que celui de la Ligue des Nations ? Nous sommes venus à vous, conduits par cet espoir et par notre foi en sa réussite.

L'Europe a donné, à ceux qui savent voir, le spectacle auguste d'une expiation rédemptrice. Elle a souffert ; elle a expié ses péchés, oui, mais elle a expié aussi les péchés du monde entier ; les péchés de l'Amérique, les péchés d'une organisation internationale qui était fondamentalement mauvaise. Ceux de nous qui ont eu le privilège d'être en rapports avec vous, vous ont regardés avec une admiration et une affection croissantes, pendant que vos nations se sacrifiaient magnifiquement. Nous avons vu aussi des nations neutres, comme la Suisse, porter avec bravoure leurs fardeaux et résoudre des problèmes ardus, et c'est non seulement avec admiration, mais avec un profond respect, avec révérence, que nous vous voyons, Européens, vous débattre au milieu des difficultés géantes de la reconstruction.

Mais nous avons aussi quelque honte de nous-mêmes, quand nous nous rappelons que l'Amérique, au fond, lorsqu'il s'agit de la vraie souffrance, a été presque complètement épargnée. Malheureusement notre peuple est trop loin de vous. Bien peu de nous ont vu de près votre sacrifice. Comment faire comprendre à cent millions d'êtres humains ce qu'une poignée d'entre eux a eu le triste privilège de voir de leurs propres yeux ?

Ceux d'entre nous qui se disent internationalistes ont parfois à subir, de la part de nos chefs politiques, le reproche de manquer de patriotisme. On nous accuse de négliger notre patrie dans l'intérêt d'une patrie étrangère. On prétend que le Président, et ceux qui partagent son idéal, ont perdu le sens commun. Nos accusateurs ne nous comprennent pas. Nous répudions, de toute notre âme, les mots : « America first », — L'Amérique d'abord ! Et nous n'aimons pas l'habitude qu'ont certains de nos amis qui disent : « L'avenir du monde est aux mains des Anglo-Saxons. » Pour moi, c'est une espèce de pharisaïsme.

Nous voulons que notre Amérique soit grande, nous voulons qu'elle prospère, mais nous refusons une grandeur et une prospérité acquises aux dépens des nations appauvries de l'Europe. Nous voulons que notre patrie soit puissante, mais nous ne voulons pas la voir se souiller par les méthodes des exploiteurs. Pour parler franc, nous attendons bien peu de nos diplomates et nous attendons tout aussi peu des vôtres. Nous avons peu de confiance en vos grands brasseurs d'affaires et nous vous voyons, vous aussi, la proie des profiteurs. Nous avons cessé de croire en la magie de la guerre, en ses pompes et en ses œuvres, que ce soit en Amérique ou en Europe.

Nous sentons, et nous le sentons au plus intime de notre être, que le seul espoir pour le monde, c'est l'union des forces morales de chaque nation. Nous employons les mots forces morales dans leur sens le plus profond. Nous ne voulons pas parler simplement d'une entente littéraire et artistique. Nous avons fort peu de foi dans le résultat des échanges de politesses politiques et de salutations diplomatiques. Nous ne comptons pas aveuglement sur la Ligue des Nations, car tout dépendra des hommes qui nous représenteront à ses délibérations.

Nous voulons mettre notre foi dans ces forces spirituelles qui résident dans le christianisme et nulle part ailleurs.

Nous lui rendons hommage, plus haut même que celui que nous rendons à nos patries. Nous jetons un défi à ceux qui prétendent que l'Etat est au-dessus du bien et du mal. Si cette question n'a pas été tranchée par la guerre, quelles questions la guerre a-t-elle donc tranché ?

Nous voici parmi vous, exprimant un espoir et formulant une prière : puissent ces forces spirituelles susciter une traînée d'idées, et fournir des inspirations telles que la Ligue des Nations devienne quelque chose de plus grand qu'une partie d'échecs jouée par des diplomates.

Alors, je vous entends dire : « Cette union, nous l'avions dans l'Eglise catholique romaine. N'existe-t-il pas, dans toutes ces nations européennes, une union de forces spirituelles qui fit une banqueroute lamentable lors des journées tragiques de 1914 ? » Je vous répondrai que nous ne comparons pas le pouvoir autocratique du Vatican à la constitution démocratique de toutes les Eglises du monde que nous essayons de réunir en une fédération. Prétendre que, tandis que l'Eglise catholique est unie, les Eglises protestantes sont divisées, c'est prétendre une absurdité. La vraie unité est chez elles une unité qui n'est point du dehors, mais intérieure. La seule chose à faire, c'est de la montrer et nous la montrerons, quand nous pourrons lire dans nos cœurs.

D'autre part, il est assez difficile de garder et de développer une unité intérieure sans aucune formule ou expression extérieure. Notre intelligence humaine et notre morale sont limitées et un certain formalisme est nécessaire à la vie.

C'est pourquoi notre Conseil Fédéral des Eglises du Christ en Amérique a adressé un message à tous les Américains chrétiens qui se trouvent en Europe, pour leur demander de ne pas borner leur visite aux cathédrales, aux musées et aux champs de batailles, mais de se mettre en rapports avec vos Eglises et avec vos familles. C'est pourquoi nous vous avons invités à vous joindre à nous pour une Conférence œcuménique à Genève.

Nous ne proposons pas que cette conférence discute aucune question de doctrine, ni l'ordre ou la forme des cultes. Nous laisserons tout cela à une autre assemblée.

Cette première conférence œcuménique s'attachera, nous l'espérons, à l'esprit non à la lettre, et se contentera d'examiner sous l'aspect pratique l'éducation chrétienne, les missions nationales et étrangères, les services sociaux, les œuvres philanthropiques, et enfin cette liste infinie d'activités pratiques qui nous sont communes à tous et au sujet desquelles ne se pose aucune divergence de foi ou de discipline.

La Société des Nations est à présent une forme et pas grand'chose de plus. Et c'est bien pour cela que certains, chez nous, ont peu de confiance en elle. Il faut que cette Société ait aussi une âme, et la question très grave à laquelle il nous faudra répondre est la suivante : « N'est-ce pas le premier devoir des églises de toutes les nations de lui donner une âme ? »

Mais nous sommes aussi venus à vous dans l'intérêt de notre chère patrie. Nous sommes égoïstes, je l'admets. Vous, les gens d'Europe, vous avez appris à souffrir, à vous sacrifier, à placer votre idéal au-dessus de la vie humaine ou de la vie nationale. Enseignez-nous cette science, à nous qui n'avons pas passé par ce baptême de feu. Notre patrie américaine est perdue, si elle retombe dans son isolement de jadis. Notre grand maître, Georges Washington, n'aurait jamais répété son mot célèbre s'il s'était trouvé en présence des circonstances actuelles. Notre patrie est en danger de tomber, comme Rome tomba, à moins qu'elle n'épouse une grande cause pour laquelle elle puisse se sacrifier. Cette grande cause, nous pressentons qu'elle se trouvera dans l'Europe d'aujourd'hui.

Ce dont les églises d'Amérique ont le plus besoin, c'est d'être sauvées de l'égoïsme, de l'amour-propre, de l'habitude de s'écouter parler elles-mêmes, d'un sentiment trop profond de confort, en un mot, de tous les dangers d'une vie facile et prospère.

Et ainsi, ces églises ont besoin d'une nouvelle source d'inspiration, d'un nouvel enthousiasme, d'une nouvelle tâche à accomplir. Elles ont besoin du clairon qui les appelle à de nouvelles conquêtes. Voici l'occasion de rendre service à vos amis d'Amérique en leur demandant de travailler avec vous.

Comment donc allons-nous faire communier les grandes forces spirituelles d'Europe, d'Angleterre et d'Amérique ?

La croix du Christ se dressait parmi vous durant ces six années de souffrance et de sacrifice. Plantons cette croix ici comme un monument grandiose, et puis, nous tous, que nous venions des pays d'Europe, d'Outre-Manche ou d'au-delà de l'Atlantique, partons en pèlerinage, et quand nous nous rencontrerons tous au pied de sa croix, nous nous comprendrons mutuellement, dans le grand amour qui bannit toute crainte.

Charles S. MACFARLAND,

Secrétaire général
du Conseil fédéral des Eglises du Christ en Amérique
et Commissaire pour l'Europe.

LA MARCHE SUR PARIS ET LA BATAILLE DE LA MARNE

(Suite et fin[1])

BATAILLE DE L'OURCQ

Avant d'exposer, sur la base des ordres d'armée et du compte-rendu de 1915, les graves événements de la seconde semaine de septembre, lesquels exigèrent de nos troupes tant de forces morales et de capacité manœuvrière, il est indiqué de dire comment l'ennemi envisageait la situation. D'après le major Gedel *(La guerre mondiale en Belgique et dans le nord de la France, de son début jusqu'au milieu de septembre* 1914), et d'après d'autres sources, le général Galliéni, gouverneur de Paris, ordonna le 4 septembre à la 6me armée, général Maunoury, de se tenir prête à marcher l'après-midi dans le secteur qui lui était assigné entre le front nord de Paris et la position avancée de Dammartin : cette armée était peut-être renforcée d'artillerie lourde. Le 5 septembre de grand matin, Maunoury devait attaquer le flanc de la Ire armée allemande. Le matin du 4 septembre, le généralissime Joffre avait reçu communication de la décision de Galliéni par radio. Le soir du 4 il donna l'ordre suivant :

« 1. Les armées alliées de l'aile gauche — française — doivent faire concourir leurs forces pour tirer le maximum d'avantages de la situation dangereuse où se trouve la Ire armée allemande. Toutes mesures devront être prises durant la journée du 5 pour passer le 6 à l'offensive.

2. Les préparatifs suivants devront être opérés le 5 au soir :

---

[1] Voir nos numéros de juillet et d'août.

a) La 6me armée, avec toutes ses forces disponibles au nord-est, se tiendra prête à franchir l'Ourcq entre Lizy et May en Multien, en direction générale de Château-Thierry. A cet effet les éléments disponibles de la cavalerie Sordet seront mis sous le commandement du général Maunoury. Objectif : von Kluck.

b) L'armée anglaise occupera la ligne Nangis-Coulommiers, prête à attaquer vers l'est, en direction générale de Montmirail. Objectif : von Kluck.

c) La 5me armée glissera légèrement vers la gauche et s'établira sur la ligne Courtacon-Esternay-Sézanne, prête à attaquer du sud au nord ; le 2me corps de cavalerie — général Conneau — assurera la liaison avec l'armée anglaise. Objectif : von Kluck et von Bulow.

d) La 9me armée — général Foch — couvrira le flanc droit de la 5me. Elle tiendra le débouché méridional des marais de Saint-Gond et marchera avec une partie de ses forces dans la plaine au nord de Sézanne. Objectif : von Bülow et von Hausen.

3. Le 6 septembre, de bonne heure, ces armées commenceront l'attaque. De même pour la 4me armée, — de Langle — à droite de la 5me, en direction du nord. Objectif : duc Albert de Wurtemberg. La 3me armée — Sarrail — se déploiera vers l'ouest, contre le flanc droit du Kronprinz allemand ».

Un enveloppement de l'armée allemande, dans l'esprit de la bataille de Cannes, était l'idée essentielle du G.Q.G. français ; il est possible que l'idée et la décision en soient dues à Galliéni et que Joffre et son état-major les aient amplifiées dans le sens d'un encerclement par les deux ailes.

Si admirable que fût ce plan, l'issue des opérations n'a pas correspondu à l'attente de l'ennemi. Hannibal domina les hasards de la guerre dans une bataille qui montre tout son génie ; Joffre n'eut pas ce bonheur en face des chefs allemands. Etre cité en compagnie du Punique, c'est un grand honneur pour des chefs militaires de notre temps, de quelque côté qu'ils soient, lorsqu'ils luttent pour un enjeu supérieur — à Tannenberg, à Moukden. (Voir Oscar Wiedebantt, *Hannibal à Cannes*).

D'après le major Gedel, le 2 septembre après une longue marche épuisante, la 6me armée s'était groupée comme suit au nord de Paris: le général Lamaze, avec les 55me et 56me divisions de réserve et une brigade de Marocains, au nord de Dammartin ; le général Vautier avec la 14me division du 7me corps et la 63me division de réserve à Louvres, entre Dammartin et Saint-Denis ; la brigade de cavalerie Gillet au nord-est de Clayes. Les 61me et 62me divisions, général Ebner, n'arrivèrent que le 4, très fatiguées, à Pontoise, pour avancer le 6 sur Attainville. La 45me division algérienne, général Drude, marcha le 5 au soir de Bourg-la-Reine sur Dammartin comme réserve générale de l'armée ; enfin le 4me corps, général Boelle, débarqua du 3 au 7 à Gagny, au sud du Raincy. En chiffres ronds dix divisions d'infanterie et la cavalerie Sordet et Gillet, y compris les huit à neuf bataillons de zouaves et de spahis arrivés le 9. Comme garnison de Paris il faut énumérer : les 83me, 85me, 89me, 92me divisions de territoriale et la brigade de fusiliers marins du contre-amiral Ronarch. La concentration de telles masses sur le flanc allemand était restée secrète. — Dans les *Maximes des rois et des capitaines*, de Plutarque, l'Athénien Chabrias considère que le plus grand capitaine est celui qui connaît le mieux les secrets de l'ennemi. L'importance capitale du service de renseignements dans une guerre moderne a été mise là en pleine lumière

PRÉPARATIFS DU MOUVEMENT DE LA Ire ARMÉE SUR LA DROITE

L'ordre suivant donné le 5 septembre à 11 heures du soir au Q. G. de Rebais, à l'arrière du front de l'aile marchante de la Ire armée, n'exprimait encore aucune inquiétude au sujet du flanc droit : le mouvement sur la droite pouvait s'exécuter tranquillement. Toutefois lorsque l'événement réclama une décision elle fut prise sans retard :

« 1. Les Ire et IIme armées rejetteront les Anglais et les Français sur la Seine; leur tâche, assignée par le Commandement Suprême est de tenir le front est de Paris et de passer à la contre-offensive contre toute attaque venant de cette direction, la Ire armée entre l'Oise et la Marne, la IIme armée entre la Marne et la Seine. Les aviateurs communiquent que de grandes forces ennemies se retirent sur Tournan et Rozy, ainsi que de Courtacon sur Provins et d'Esternay sur Nogent-sur-Seine.

« 2. La Ire armée commence son mouvement à droite comme suit :

Le IIme C. A. marchera en deux colonnes par Trilport jusqu'à Germigny et par Pierre Levée-Monteaux jusqu'à Isles les Meldenses; il avancera ses échelons par la Ferté-sous-Jouarre sur la route de Vendrest-Crouy.

Le IVme C. A. atteindra demain la région de Doue et y restera.

Le IIIme C. A. progressera demain dans la région de La Ferté-Gaucher ; 1er échelon à Charly-sur-Marne, rive nord de la Marne ; 2me échelon, région de Lizy-Clignon.

Le IX C. A. restera demain dans le secteur qui lui est réservé et ne fera avancer que des échelons par Nogent sur la rive nord de la Marne qui s'arrêteront à l'est de la route de Coupru-Domptin-Charly sur Marne.

Les IIme et IVme C. A. laisseront de faibles arrière-gardes sur le Grand-Morin.

« 3. Jusqu'à nouvel ordre le Haut Commandement donnera chaque jour les instructions aux trains et convois. Dès que le déplacement de l'armée sera terminé on règlera à nouveau les relations avec la station tête d'étapes de Chauny.

« 4. Les corps d'armée feront vérifier par des officiers d'état-major que les trains et convois effectuent en ordre le passage de la Marne.

« 5. Les ponts de la Marne seront fortement occupés : à Lizy et Germigny par le IIme C. A., à la Ferté-sous-Jouarre, Lamy et Nanteuil, y compris les ponts du chemin de fer, par le IVme C. A., à Charly sur Marne et Nogent par le IIIme C. A., à Chéry sur Marne et Château-Thierry par le IXme C. A., y compris le pont du chemin de fer.

« 6. Le IIme corps de cavalerie masquera la marche, à droite de l'armée, face au front sud-est de Paris et à la Seine en s'étendant jusqu'à la région de Lumigny-Rozoy.

« 7. Le 18^{me} régiment du génie marchera sur La Ferté ; il se ravitaillera auprès du IV^{me} C. A.

« 8. A partir de 10 heures du matin, Q. G. à Charly sur Marne. Distribution des ordres à 6 heures du soir.

La II /24 et une section de mitrailleurs avec deux canons seront envoyés à Charly pour garder le Q. G. »

Dans cette situation épineuse l'application de la maxime de César : « Pour les grandes et périlleuses entreprises il ne s'agit pas de réfléchir, mais d'agir » devait avoir une influence immédiate sur le mouvement de la I^{re} armée.

Après coup on songe à la grandeur surhumaine du génie de Frédéric, le Grand et l'Unique, qui dans des situations sans issue — au point de vue stratégique — s'en tire par des victoires rapides comme l'éclair qu'il sait ensuite exploiter par la politique.

Dans la nuit du 6 septembre apparut la nécessité d'un changement plus radical dans le mouvement de la I^{re} armée afin d'échapper à temps au danger d'être encerclé. En tenant compte des rapports du IV^{me} C. A. R. sur ses combats du 6, on ordonna au II^{me} C. A. de partir de grand matin pour soutenir éventuellement le IV C. A. R. dès le 6. Le général von Linsingen amena la 4^{me} division d'infanterie par Lizy vers Trocy, la 3^{me} par Vareddes pour soulager le IV^{me} C. A. R. qui était attaqué par un corps d'armée venant de Brégy-St-Soupplets-Penchard. La 3^{me} division d'infanterie rencontra à l'ouest et et au nord de Vareddes de nombreuses troupes anglaises. Les premières dispositions importantes pour essayer d'attaquer ce nouvel ennemi furent prises. Sur un ordre émis à 5.30 heures de l'après-midi le IV C. A. fut amené par la Marne jusque dans la région de La Ferté-sous-Jouarre, afin de participer en cas de besoin au combat livré par l'ennemi avec des forces supérieures. A 10 heures 30 du soir ordre fut donné au IV^{me} C. A. d'avancer encore dans la nuit, pour être à même d'attaquer dès l'aube sur la ligne Rozoy en Multien-Trocy. Le matin du 7 septembre le II^{me} C. A., le IV^{me} C. A. R. sans la brigade restée à Bruxelles, le IV^{me} C. A. pêle-mêle, étaient disposés depuis la Thérouane inférieure jusqu'à la Gergogne, affluent de l'Ourcq ; la 4^{me} division de cavalerie s'étendait vers le nord pour arrêter l'armée Maunoury, dont l'effectif et la composition étaient encore inconnus du Haut Commandement. On sentait néanmoins la pression de forces supérieures.

Le soir du 6 la situation des III^{me} et IX^{me} C. A. était la suivante : l'ennemi avait attaqué le matin, à l'ouest de la forêt de Traconne dans la direction d'Escardes-Seu, où le IX C. A. était en position dans la région d'Esternay. Malgré son mouvement déjà commencé il s'était décidé à contr'attaquer afin de faciliter les progrès de la II^{me} armée luttant sur le Grand Morin. Le III^{me} C. A. avait commencé l'opération commandée, mais ayant à faire face à une puissante artillerie ennemie, et sur le désir du IX^{me} C. A., il prit position à Sancy-Montceau afin de soutenir son voisin. D'après un ordre du 6 septembre, à 5 heures 25 de l'après-midi, le III^{me} C. A. devait assurer la couverture du flanc droit du IX^{me} C. A.

La II^{me} armée avait l'intention d'opérer une conversion autour de son aile droite à Montmirail, en faisant continuer son centre et son aile gauche jusqu'à la Seine, l'aile gauche devant atteindre Marigny-le-Grand. Ainsi les III^{me} et IX^{me} C. A. se trouvèrent devant l'aile droite de cette armée. A 10 heures du soir l'ordre fut donné à ces deux corps de revenir sur la rive nord du Petit Morin, sur la ligne Sablonnières-Montmirail. Là ils se soudèrent à l'aile droite de la II^{me} armée et pour unifier l'opération ils lui furent subordonnés. La cavalerie Marwitz progressa jusqu'à Lumigny-Rozoy et couvrit le flanc droit du III^{me} C. A. contre les forces ennemies venant de la région de Tournan en direction de Coulommiers. Marwitz céda la 2^{me} division de cavalerie au I^{er} corps de cavalerie que le Haut Commandement de la II^{me} armée fit avancer dans la région de Montmirail.

OFFENSIVE GÉNÉRALE DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Suivant un communiqué du Commandement Suprême, le généralissime Joffre avait ordonné l'offensive pour le 7 septembre, afin de provoquer la bataille décisive. Si cela est vrai, le succès de l'offensive française — à notre avis — dépendait de la réussite et de la force du coup porté de Paris dans le flanc de l'armée allemande. En vue, non seulement d'arrêter l'ennemi, mais encore de le battre au moyen d'une contre-offensive menée par le nord, les IX^me^ et II^me^ C. A. se mirent en mouvement le 7 de grand matin dans la direction de La Ferté Milon-Crouy; la subordination de ces deux corps à la II^me^ armée fut supprimée — nécessité d'une situation critique. Car le Haut Commandement croyait que la II^me^ armée — en exécutant le mouvement de conversion suivant les instructions du Commandement suprême du 4 septembre, 7 heures du soir — était arrivée au sud de la Marne dans la direction de l'ouest. Mais elle avait rencontré une forte résistance et n'avait pu dépasser le Petit Morin.

Afin de renforcer l'aile d'attaque de la I^re^ armée l'inspection d'étapes reçut l'ordre d'amener toutes les troupes disponibles de la station tête d'étapes de Chauny à Villers-Cotterets.

Pour en revenir à l'ordre du 6 septembre donné à 10 heures du soir et parti de Rebais à 10 heures 30, le IX^me^ C. A. devait diriger ses trains et convois sur la route de Nogent l'Artaud-Château-Thierry, au nord de la Marne et ensuite à Rocourt St-Martin, sur la route de Soissons, le II^me^ C. A. sur la route de Charly-Lizy-Clignon à Grissolles. Pour faciliter la marche d'approche des III^me^ et IX^me^ C. A. qui se hâtaient vers le nord, le terrain devait être rendu libre. Le Q. G. fut transféré le 7 septembre à 7 heures du matin de Charly sur Marne à Vendrest près des II^me^, IV^me^ C. A., et IV^me^ C. A. R. qui combattaient à l'ouest de l'Ourcq inférieure. Dans le deuxième ordre du soir du 6 on commanda au II^me^ C. A. de diriger ses trains et convois sur la route de Coulombs-Chézy en Orgois-Noroy et de leur faire passer avant une heure du matin la route Coulombs-Crouy dans la direction du nord. Ainsi l'arrière de l'armée était libre.

Sur l'Ourcq, le 7 septembre vers midi, le général von Linsingen, chef du II^me^ C. A., avait sous son commandement la 7^me^ division; le général Sixt von Armin, chef du IV^me^ C. A. avait les 4^me^ et 16^me^ brigades d'infanterie; sur la ligne d'Antilly-Acy-en-Multier se trouvait, aux ordres du général von Gronau, le groupe du centre, le IV^me^ C. A. R., la 8^me^ division d'infanterie — cette dernière sans la 16^me^

brigade d'infanterie — et la 7^me^ division de réserve. Sur la ligne Vincy-Manœuvre jusqu'aux environs nord-ouest de Trocy se trouvait le groupe sud composé de la 22^me^ division de réserve et de la 3^me^ division d'infanterie, sous les ordres du lieutenant-général von Trossel. Ce groupement avait été déterminé par la force des choses ; les divisions, séparées de leurs corps, devaient combattre individuellement vu la situation critique. Il en fut ainsi dans les grandes lignes jusqu'à l'arrivée sur l'Aisne, et l'on évita les croisements et les encombrements au cours de cette marche difficile. A midi 15, le général von Linsingen ordonna l'offensive sur la ligne Antilly-Acy-Trocy. On considérait cette attaque comme une conversion autour de l'aile gauche, contre laquelle était dirigée tout le poids de l'offensive ennemie, et qui souffrait beaucoup du feu de l'artillerie qui la prenait en écharpe. Le groupe Linsingen fit des progrès satisfaisants ; son aile droite rejeta l'ennemi au delà de Villars St-Genest-Le Bas Boullancy, la 22^me^ division prit Etrépilly et s'y maintint. Cette attaque par conversion s'exécuta sans amener de décision.

Afin de soutenir efficacement l'aile gauche battue avec violence par l'artillerie ennemie qui tirait de la direction de Meaux, l'ordre suivant fut donné à Vendrest à 1 heure 15 de l'après-midi :

« Les IV^me^ C. A. R. et II^me^ C. A. soutiennent une lutte opiniâtre sur la ligne Betz-Vareddes, au nord de Meaux. L'ennemi se renforce au nord de Meaux et presse notre aile gauche, en la prenant en écharpe avec son artillerie lourde.

« Les III^me^ et IX^me^ C. A. avanceront immédiatement autant que possible comme soutien. Demain matin au plus tard les troupes à l'aile orientale attaqueront aussi, en marchant comme suit : par le chemin le plus court jusqu'à Lizy la division du III^me^ C. A. qui se trouve le plus à l'ouest ; une brigade d'infanterie de cette division avec l'artillerie lourde du III^me^ C. A. et de la cavalerie avanceront sur la route de la Ferté-sous-Jouarre, vers Trilport. Les ponts d'Ussy et de Saint-Jean à l'ouest de la Ferté-sous-Jouarre sont détruits. Avec l'artillerie lourde qui l'accompagne cette brigade réduira au silence l'artillerie anglaise, en la prenant en écharpe. Couverture et exploration dans la direction de Coulommiers où l'ennemi est signalé, et vers le Grand Morin inférieur. Liaison avec le II^me^ C. de cavalerie qui, de la région de Trilport, doit aujourd'hui intervenir avec de l'artillerie.

Les trois autres divisions avanceront suivant les instructions du général von Lochow par le chemin le plus court dans la direction de la Ferté-Milon-Crouy. »

A 2 heures 30 de l'après-midi suivit un autre ordre ; rapproché de l'ordre donné à 2 heures 15 et qui découlait de la situation telle qu'on croyait la connaître, il jette une lumière éclatante sur la crise :

« Le général d'infanterie von Linsingen continuera à diriger les II^{me}, IV^{me} C. A. et IV^{me} C. A. R. dans l'ordre actuel. Comme soutien seront mis en marche :

1) De Charly à Lizy II/24 moins une compagnie et une section de mitrailleurs et deux canons, qui servent de protection au Q. G. Ils arriveront le soir à Lizy pour y attendre des ordres.

2) Au nord de Meaux le II^{me} C. de cavalerie avec de l'artillerie venant de Trilport attaquera l'artillerie ennemie en la prenant en écharpe.

3) Les III^{me} et IX^{me} C. A. venant du sud-est avanceront dans la direction de la Ferté-Milon-Crouy. Une division du III^{me} C. A. avec une brigade d'infanterie et l'artillerie lourde du corps d'armée marchera sur Trilport pour battre de flanc l'artillerie anglaise au nord de Meaux. Le gros de la division marchera sur Lizy. J'exprime aux commandants de corps d'armée et à leurs troupes ma profonde reconnaissance pour les hauts faits qu'ils ont accomplis.

(signé) von KLUCK. »

Le Commandant en chef et son chef d'état-major, examinant la situation sous toutes ses faces, étaient encore incertains quant aux résultats définitifs. Mais on avait déjà obtenu beaucoup en faisant converser la I^{re} armée et en livrant la bataille de l'Ourcq.

La 6^{me} division d'infanterie atteignit le 7 Charly sur Marne, le IX^{me} C. A. la Marne, près de Chézy. Q. G. à Vendrest, très bien relié à tous les postes de commandement. La contrée au nord de Crépy en Valois jusqu'à La Ferté-

Milon, de même que Senlis, Creil, Verberie étaient signalés libres d'ennemis; par contre, de grandes masses se trouvaient le soir du 7 dans la région de Nanteuil-le-Haudouin.

Afin de pouvoir suivre dans ses lignes essentielles la marche rapide des faits, du point de vue du Haut Commandement, il nous paraît utile de continuer à donner intégralement ou par extraits les principaux ordres d'armée. En parlant d'événements importants on ne peut échapper aux répétitions. A Vendrest, le 7 septembre, à 9 heures 15 du soir, la situation se présentait de la façon suivante :

« Ordre d'armée pour le 8 :

« Les II^me^, IV^me^ C. A. et IV^me^ C. A. R. ont maintenu la ligne Antilly-Puisieux-Vareddes. De grands bivouacs ont été signalés le soir à Monteuil, Silly-le-Long, Saint-Soupplets et à l'ouest. De nouvelles forces ennemies sont intervenues à Betz. Au sud du Grand Morin inférieur se trouvent quelques éléments, environ une division ennemie. La II^me^ armée se bat sur la ligne Montmirail-Fère Champenoise. Les II^me^, IV^me^ C. A. et IV^me^ C. A. R. restent groupés sous les ordres de von Linsingen. Sur son aile droite, au sud et au centre l'ennemi a surtout combattu avec une puissante artillerie lourde. L'essentiel est de se maintenir sur les positions enlevées et de s'y retrancher, en retirant de nuit, au besoin, l'aile gauche de Vareddes sur une position plus favorable. Dès l'arrivée de renforts l'offensive sera entreprise sur l'aile droite de l'armée.

« Le III^me^ C. A. partira demain matin à 2 heures de Montreuil par Mareuil et de la Ferté-sous-Jouarre par Crouy, pour attaquer à l'aile droite du groupe Sixt von Armin, au nord d'Antilly. Il est recommandé d'envoyer en avant de l'artillerie et de la cavalerie. Le IX^me^ C. A. partira à 2 heures du matin du sud de Château-Thierry et progressera au nord du III^me^ C. A., sur La Ferté-Milon. Le II^me^ C. de cavalerie, sans sa 4^me^ division, couvrira le flanc gauche de l'armée vers le Grand Morin inférieur et Coulommiers ; partant du nord de Trilport il opérera contre l'artillerie ennemie au nord de Meaux. Le Q. G. restera à Vendrest. Un bataillon de la brigade d'infanterie du IV^me^ C. A. R. venant de Bruxelles et un bataillon du régiment de grenadiers nº 2, sont arrivés ce soir à Villers-Cotterets et ont été incorporés au groupe Sixt von Armin. »

Le 8 septembre, à 9 heures 15 du matin, une autre modification paraît nécessaire : on fait avancer la 5me division d'infanterie par Cocherel sur Trocy, afin de s'opposer à un essai de rupture, en outre la colonne de gauche du IXme C. A. est dirigée sur Mareuil et celle de droite sur La Ferté-Milon. L'ennemi paraît en marche de Coulommiers et du sud sur la Ferté-Gaucher et Rebais. La division de cavalerie de la garde couvrira le Petit Morin vers Sablonnières, la 2me division de cavalerie La Ferté-sous-Jouarre. La colonne de gauche du IXme C. A. devra tenir comme réserve à la disposition du Haut Commandement un régiment d'infanterie et une section à Montreuil-aux-Lions, à 12 km. au nord de La Ferté-sous-Jouarre. Communications à l'arrière pour les trains et convois Château-Thierry-Epieds-Fère en Tardenois-Fismes. Le sort de la journée dépendra de l'intervention du IXme C. A. à La Ferté-Milon-Mareuil. « Le corps ne devra sous aucun prétexte se laisser détourner de cette intervention par l'ennemi qui avance sur Coulommiers. »

En anticipant sur les événements, nous mentionnerons que la 6me division d'infanterie participa efficacement le soir du 8 à Cuvergnon, au nord d'Antilly, au combat à l'aile droite de l'armée. Le soir, le IXme C. A. était prêt à exécuter, le 9, à droite et au nord de la 6me division d'infanterie, par la ligne La Ferté Milon-Mareuil, l'enveloppement de l'aile nord de l'ennemi. Quoique celui-ci eût fait avancer des réserves de Nanteuil-le-Haudouin au Bois du Roi, un encerclement de son aile nord semblait d'autant plus assuré que la 43me brigade de réserve (von Lepel) du IVme C. A. R., venant de Bruxelles, avait atteint le 8 Verberie par Compiègne ; le 9 elle tomberait dans le dos de l'ennemi en passant par Baron. Le 8, la 10me brigade de landwehr, colonel von Lenthe, devait atteindre derrière elle Ribécourt. Le général von Lochow prenait ce jour-là le commandement du groupe du centre, IVme C. A. R. et 8me division d'infanterie. Le flanc appuyé sur la Marne, le front à l'ouest de l'Ourcq, l'encerclement de l'aile nord ennemie paraissait assuré.

Avance des Anglais sur la Marne.

Dans la matinée du 8 septembre, on constata que de grandes forces ennemies marchaient au nord du Grand Morin sur La Ferté-sous-Jouarre-St-Cyr et par Rebais sur Orly. La couverture du flanc et des arrières de l'armée ne paraissait pas encore suffisamment garantie par le II^{me} C. de cavalerie le long de la Marne, à l'ouest de la Ferté-sous-Jouarre et par le I^{er} C. de cavalerie sur le Petit Morin, entre La Ferté et Villeneuve. A 11 heures 20 du matin, on ordonna au IX^{me} C. A. de protéger contre un mouvement de flanc des Anglais la ligne de la Marne, de la Ferté-sous-Jouarre à Nogent-l'Artaud, qui n'était plus tenue que par une brigade d'infanterie et deux régiments d'artillerie de campagne. La réserve de l'armée à Montreuil-aux-Lions fut mise à la disposition du IX^{me} C. A. On devait préparer et éventuellement détruire les ponts de la Marne, puis faire rapport.

La percée tentée par les Français le matin du 8 à Trocy avait entre temps échoué sans que la 5^{me} division d'infanterie qui se tenait prête, fût intervenue. Tard dans l'après-midi le Haut Commandement se transporta à La Ferté-Milon, où la bataille faisait rage. Au crépuscule, de hardis détachements de cavalerie française avaient attaqué une station d'avions au sud de La Ferté-Milon. Les autos du Haut Commandement arrivèrent justement en cet endroit. Tout l'état-major s'arma de fusils, de carabines, de revolvers pour se défendre contre une attaque éventuelle des cavaliers ennemis, et forma une ligne de tirailleurs couchés, à grands intervalles, conforme à la circonstance. Un ciel nuageux d'un rouge sombre éclairait en fantômes les personnages de ce groupe de combattants unique en son genre. Le tonnerre de l'artillerie des IX^{me} et IV^{me} C. A. composait une harmonie de grondements, les terribles éclairs de l'artillerie lourde sillonnaient les ombres de la nuit tombante.

Entre temps, les escadrons français furent dispersés, capturés ou anéantis. Une belle proie avait échappé à ces braves cavaliers !

L'ordre pour le 9, rédigé à La Ferté-Milon tard dans la soirée du 8, disait que la Ire armée s'était maintenue sur toute la ligne de Cuvergnon au nord de Betz-Antilly jusqu'au coude de la Marne à Congis ; il ajoutait encore que des réserves étaient signalées au sud et à l'ouest de Crépy-en-Valois. La décision devait être amenée le lendemain par une offensive enveloppante du général von Quast avec le IXme C. A., la 6me division d'infanterie et la 4me division de cavalerie sortant d'un terrain boisé, au nord de Cuvergnon. La brigade Lepel devait avancer de Verberie sur Baron à l'ouest de Nanteuil-le-Haudoin ; on laissa la faculté au groupe Sixt von Armin — 16me brigade d'infanterie, 7me et 4me divisions — de participer à cette offensive. La force de l'aile de choc était donc de 4 divisions d'infanterie, la moitié de 4 divisions de cavalerie, plus la brigade Lepel. Ce même ordre prescrivait à l'aile gauche von Linsingen de maintenir sa position, au général von der Marwitz de couvrir le flanc gauche de l'armée sur la Marne avec la 29me division de cavalerie et la brigade mixte von Kræmel du IXme C. A., arrivée à Montreuil-aux-Lions. Transfert du Q. G. le 9 à 9 heures du matin et liaisons téléphoniques à Mareuil.

A Vendrest le IXme C. A. avait déjà eu connaissance de cette situation et des intentions du Haut Commandement : participer, si possible, en cette même journée du 8, avec toutes ses troupes disponibles avancées, au combat de la 6me division d'infanterie ; le colonel von der Schulenburg était arrivé avec deux bataillons de renfort. Le reste du IXme C. A. devait avancer de bonne heure le 9, et intervenir comme nous l'avons déjà dit plus haut.

BRÈCHE DANS LE FRONT DE L'ARMÉE OCCIDENTALE ALLEMANDE

Le 9 septembre, le Haut Commandement arriva à 9 heures 30 à Mareuil. Le général von Quast s'était mis en mouvement de bonne heure avec son IXme C. A., la 7me division d'infanterie, quelques bataillons de landwehr Schulenburg et la 4me division de cavalerie, pour tenter une offensive enveloppante dans la direction de Nanteuil-le-Haudoin. Son aile droite avança au sud de Crépy-en-Valois par le Bois du Roi. L'offensive marcha bien jusqu'à 2 heures de l'après-midi. L'ennemi ne paraissait plus avoir de fortes réserves à sa disposition. Ce ne fut qu'à Baron, sur la route de Senlis-Nanteuil-le-Haudoin, que la brigade Lepel rencontra de la résistance. Suivant les renseignements des aviateurs — qui étaient vraiment infatigables, — les routes de la contrée de Senlis-Chantilly-Creil-Compiègne étaient libres d'ennemis.

Tandis que sur l'aile de choc tout semblait marcher à souhait, des événements importants exigèrent l'intervention du Haut Commandement sur l'aile gauche fortement menacée, et sur son flanc. Le 8 la II^{me} armée avait déjà dû retirer son aile droite sur Fontenelle, dans la région des sources de la Dollau et le 9, à 7 heures 35 du matin, elle nous dit qu'elle devait retirer son aile droite sur la ligne Margny-Le Thoult. Le I^{er} C. de cavalerie se retira en partie sur Condé-en-Brie et en partie sur la Marne. Un rapport du général von der Marwitz, parti à 10 heures 20 du matin et arrivé à 11 heures, nous annonça l'avance de masses d'infanterie anglaise qui passaient la Marne à Nanteuil et à Charly. En conséquence, à 11 heures 30 du matin, il fut ordonné à l'aile gauche de l'armée von Linsingen d'obliquer vers la ligne Crouy-Coulombs, à gauche de l'Ourcq inférieure ; la 5 ^{me} division d'infanterie qui n'était pas encore entrée en action, dut être mise en ligne de Trocy vers Dhuisy pour attaquer les Anglais qui franchissaient la Marne. Par un ordre donné à midi 35, cette division était placée sous les ordres du général von der Marwitz qui protégeait, avec la brigade Kraewel, le flanc gauche de l'armée à La Ferté-sous-Jouarre et au nord-est. Par un communiqué parti à 10 heures 30 du matin et arrivé à midi 42, il annonçait qu'il avait attaqué les Anglais qui avaient passé la Marne, prévenant ainsi les désirs du Haut Commandement. L'aile de choc entre la Ferté-Milon et Crépy-en-Valois continuait l'offensive. D'un entretien téléphonique avec le chef d'état-major du II^{me} C. A. il résultait que la situation sur l'Ourcq ne nécessitait pas encore le retrait de l'aile gauche. D'accord avec le Haut Commandement, le groupe Linsingen garda provisoirement ses positions. Peu après une heure de l'après-midi la II^me^ armée avisait par radio : « Aviateur communique avance de quatre longues colonnes ennemies sur Marne, avant-gardes 9 heures du matin Nanteuil-Citry-Pavant-Nogent l'Artaud. II^me^ armée commence retraite, aile droite Damery.» Par ce recul la fissure entre les deux armées, masquée jusqu'alors, devint une brèche sérieuse ; on devait s'attendre à ce qu'elle s'élargît de plus en plus du nord de Château-Thierry jusque vers Epernay et qu'elle prît les dimensions du front d'une armée. Vingt heures plus tard la II^me^ armée rectifiait sa communication en disant que son aile droite ne se repliait pas sur Damery, mais sur Dormans.

L'offensive de Marwitz réussit : des détachements ennemis qui avaient passé la Marne furent rejetés avant la nuit dans la région de Montbertoin.

Vers midi la situation de la I^re^ armée était tout à fait favorable, même en tenant compte du repli de la II^me^ armée vers le nord-est. Car à l'aile de choc, de laquelle dépendait la décision, le succès paraissait certain ; l'aile gauche résistait bien, le flanc semblait être suffisamment protégé par le groupe Marwitz avec deux divisions de cavalerie, la 5^me^ division d'infanterie et la brigade Kræwel. A ce moment arriva le lieutenant-colonel Hentsch du Grand Etat-Major, venant du Haut Commandement de la II^me^ armée à Mareuil ; mais le Commandant en chef n'en fut avisé qu'après son départ précipité : ce contretemps fâcheux eût été évité si le lieutenant-colonel s'était présenté lui-même au chef de l'armée, qui d'ailleurs se trouvait tout près.

Le lieutenant-colonel Hentsch fit la communication suivante, confirmée par procès-verbal dans les actes du Haut Commandement :

« La situation n'est pas favorable. La V^me^ armée est arrêtée devant Verdun, les VI^me^ et VII^me^ devant Nancy-Epinal. La retraite de la II^me^ armée derrière la Marne est inévitable, le VII^me^ C. A., aile droite de la II^me^ armée, ne s'est pas retiré, mais a été refoulé. Par conséquent toutes les armées doivent se replier; la III^me^ au nord-est de Châlons, les IV^me^ et V^me^ par Clermont-en-Argonne dans la direction de Verdun. La Ire armée se retirera vers Soissons-Fère-en-Tardenois et, en cas de nécessité, sur Laon-La-Fère. » Le lieutenant-colonel Hentsch dessina au fusain sur la carte du chef d'état-major von Kuhl la ligne approximative qui devait être atteinte par la Ire armée. « On forme une nouvelle armée à Saint-Quentin. Ainsi pourra commencer une nouvelle manœuvre. » Le général von Kuhl fait observer que la Ire armée était en pleine offensive et qu'une retraite serait périlleuse; en outre l'armée était complètement épuisée par le mélange des unités. Le lieutenant-colonel Hentsch répondit qu'il n'y a pas autre chose à faire. Il admettait qu'il était difficile de rompre le combat brusquement et de battre en retraite dans la direction ordonnée; en revanche l'aile gauche pourrait se retirer en ligne droite derrière l'Aisne, sans aller au delà de Soissons. Il insista pour affirmer que ces directives étaient impératives, même si d'autres instructions devaient parvenir par la suite; il dit avoir pleins pouvoirs. Une telle communication, qui montrait la situation d'un point de vue entièrement nouveau, aurait dû être soumise — nous le répétons encore une fois — directement par le lieutenant-colonel Hentsch au Commandant en chef de la Ire armée.

Retraite sur l'Aisne.

Comme il résulte des textes français qui sont maintenant à notre disposition, le général Maunoury comptait dès le soir du 8 septembre se retirer sur la position défensive de Monthyon-Saint-Soupplets-Le-Plessis-Belleville. La victoire tactique de la Ire armée sur l'armée Maunoury à l'extrême aile gauche française paraissait certaine; il semblait qu'un grand succès allait être obtenu en continuant la poussée le 9. De son côté l'armée anglaise n'avancerait peut-être plus aussi rapidement après le combat de Montbertoin. Mais d'après les instructions du Commandement Suprême il ne fallait plus douter de la nécessité de battre en retraite. L'influence qu'auraient d'autres succès importants de la Ire armée sur la suite des opérations de toutes les armées allemandes ne pouvait échapper au Haut Commandement. Mais l'opinion de l'officier du Grand Etat-Major, muni de pleins pouvoirs, était différente. La brèche entre les deux armées de droite menaçait donc de s'élargir encore. Le flanc et l'arrière de la I^re^ armée étaient à découvert, tandis que la situation de la II^me^ armée continuant à battre en retraite vers le nord-est, s'améliorait tout naturellement. Au cours des jours suivants on pourrait certainement s'attendre à exploiter les succès obtenus sur Maunoury. Mais la redistribution des troupes devenait nécessaire, il fallait rétablir les liens de subordination, assurer le ravitaillement en munitions et l'approvisionnement, faire déplacer les trains des équipages, protéger les communications — toutes mesures qui réclamaient beaucoup de temps. Toutefois les Anglais n'ayant été qu'arrêtés à Montbertoin, d'autres colonnes anglaises en se soudant à l'est et à l'aile gauche de l'armée plus mobile d'Espérey pouvaient tomber sur le flanc et dans le dos de la I^re^ armée arrivée à la limite de ses moyens. A moins de supposer des maladresses incroyables de la part de l'ennemi elle devait se retirer au nord-ouest, dans la direction de Dieppe, ou dans le cas le plus favorable, sur Amiens. Route longue et épuisante. La situation serait devenue toute autre si on avait amené les deux ou trois corps d'armée de Lorraine ou d'Alsace — demandés depuis longtemps, — afin de pousser à fond l'offensive de l'armée allemande ou de fermer les brèches. Après avoir quelque peu exploité le succès remporté sur Maunoury, la I^re^ armée se serait retirée sur Clermont-Compiègne par petites étapes en se protégeant par des arrière-gardes accompagnées d'artillerie lourde ; s'étant groupée à nouveau sur un terrain choisi elle aurait fait front et repris l'offensive en liaison avec la nouvelle armée, en attaquant en amont et en aval de Soissons.

Vu le changement complet de la situation, le Commandement en chef — conscient de la portée de la grave décision à prendre — ordonna la retraite immédiate vers le nord sur l'Aisne inférieure-Soissons-Compiègne. La décision prise, il fallait agir sur le champ. On ne pouvait admettre une heure de retard.

Ordres du Q. G. donnés à Mareuil, à 2 heures de l'après-midi et à 8 heures 15 du soir :

« La situation de la II^{me} armée exige qu'elle se retire derrière la Marne des deux côtés d'Epernay. Sur ordre du Commandement Suprême, la I^{re} armée se repliera dans la direction générale de Soissons, afin de protéger le flanc de l'armée. Une nouvelle armée allemande sera formée à St-Quentin. La I^{re} armée se mettra aujourd'hui même en mouvement. L'aile gauche sous les ordres du général von Linsingen, y compris le groupe du général von Lochow, se retirera d'abord derrière le secteur Montigny-L'Allier-Brumetz. Suivant la tournure de la bataille le groupe du général Sixt von Armin fera le même mouvement, en se retirant derrière le secteur Antilly-Mareuil. L'offensive du groupe du général von Quast continuera jusqu'au moment où il lui sera possible de se décrocher de l'ennemi et d'opérer sa retraite comme les autres armées.

(signé) von KLUCK. »

En outre, le même soir, pour le 10 septembre :

« Aujourd'hui l'aile droite de l'armée poussait victorieusement dans la direction de Nanteuil-le-Haudoin. La 5^{me} division d'infanterie et le II^{me} C. de cavalerie à son aile gauche attaquaient l'ennemi qui marchait vers Nanteuil sur Marne-Nogent-l'Artaud. — Par ordre du Commandement Suprême la I^{re} armée se retirera vers Soissons et à l'ouest derrière l'Aisne afin de protéger le flanc de l'armée ; la II^{me} armée se retirera derrière la Marne des deux côtés d'Epernay.

J'exprime aux troupes de la I^{re} armée toute ma reconnaissance pour le dévouement et les efforts immenses accomplis durant cette offensive.

Le gros de l'armée continuera le mouvement ordonné, jusqu'à la ligne de Gondreville au sud-est de Crépy-en-Valois, La Ferté-Milon et plus haut à l'Ourcq. L'aile gauche de l'armée, sous les ordres du général von Linsingen, y compris le groupe du général von Lochow, marchera à l'est de l'Ourcq, en dessous de La Ferté-Milon, ensuite son aile droite avancera sur la route La Ferté-Milon-Villers-Cotterets-croisement à 7 kilomètres au nord-est de Villers-Cotterets-Ambleny. Le groupe du général Sixt von Armin dirigera son aile droite par la route Antilly-Vauciennes-

Taillefontaine-Attichy. Groupe du général von Quast à sa gauche.

Le II^me^ C. de cavalerie et la brigade Kræwel protègeront le flanc gauche. La 4^me^ division de cavalerie a reçu l'ordre de marcher sur l'Aisne et d'occuper les ponts de Compiègne à Soissons. La brigade de réserve von Lepel et la 11^me^ brigade mixte de landwehr von der Schulenburg arriveront à Vic par Compiègne. — Il faudra arrêter l'adversaire en détruisant les routes et les passages de L'Ourcq supérieure et en livrant des combats d'arrière-garde. Le 18^me^ régiment du génie devancera la colonne à laquelle il est attaché pour arriver si possible sur l'Aisne, avec des voitures. — Demain on prendra des mesures pour remettre les corps en ordre. Le Q. G. se trouvera aujourd'hui à La Ferté-Milon. Les agents de liaison s'y présenteront à 7 heures du matin.

(signé) von KLUCK. »

Le soir du 9 le Haut Commandement vit s'écouler les colonnes de l'armée; le 10 commencèrent les regroupements des petites unités, suivis le même jour des unités plus importantes. D'abord immobile, l'armée Maunoury poursuivit ensuite avec hésitation, probablement parce qu'elle était épuisée, que ses unités étaient disloquées et qu'elle craignait des surprises désagréables de la part des Allemands. Cette appréciation de l'état de la 6^me^ armée française était exacte ; un communiqué officiel de l'Etat-Major français aux représentants de la presse le prouve. Dans le numéro de la *Gazette de Cologne* du 6 décembre 1914 qui reproduit ce communiqué il est dit : « Le soir du 8 septembre il devint clair que nos mouvements vers l'est avaient échoué. Au lieu d'envelopper l'aile droite allemande, Maunoury devait veiller à ne pas être encerclé lui-même. Afin d'échapper à ce danger, il concentra à son aile gauche, à Nanteuil-le-Haudoin, toutes les troupes encore disponibles du 4^me^ C. Ces détachements furent amenés par chemin de fer, par camions, par autos réquisitionnées à Paris, et à pied. La situation allait en empirant. Des troupes allemandes furent signalées à Baron sur la route de Nanteuil à Senlis, menaçant donc la retraite sur Paris. Tard dans l'après-midi du 9 septembre notre 4^me^ C. dut se retirer dans la région de Nanteuil et on se demandait déjà quelle serait la situation le lendemain matin. Le généralissime demanda cependant de résister à tout prix, afin de ne pas perdre le bénéfice de la bataille de la Marne. »

Ce qui précède montre le cas que faisait le G. Q. G. français des succès de la I^re^ armée sur l'Ourcq. Une réserve allemande de quatre à six divisions aurait provoqué la défaite de l'aile gauche française et par cela même amené un renversement dans la situation générale de l'aile droite allemande.

L'ordre du jour de Maunoury après la bataille de cinq jours sur l'Ourcq est en contradiction partielle avec cette description. « La 6^me^ armée s'est battue pendant cinq jours entiers sans interruption ni repos contre un ennemi nombreux, dont le courage avait été augmenté encore par les succès remportés jusqu'alors. La lutte a été âpre ; les pertes sanglantes, les efforts et le manque de repos et même d'approvisionnements ont dépassé toute imagination. Je ne trouve pas de mots pour exalter la force, la vaillance et l'endurance avec lesquelles vous avez tout supporté. Camarades, au nom de la patrie, le généralissime vous a demandé d'accomplir plus que votre devoir. Vous l'avez fait en dépassant les limites du possible. Grâce à votre bravoure la victoire couronne nos drapeaux. Gardez-la, maintenant que vous en connaissez la glorieuse satisfaction. Si j'y ai contribué pour quelque chose, je me sens récompensé par le plus grand honneur qui me soit échu dans ma longue carrière : celui de conduire des héros comme vous. Avec une profonde émotion je vous exprime mes remerciements pour vos exploits, car je vous dois ce à quoi tendaient depuis 44 ans tous mes espoirs et tous mes efforts, la revanche de 1870. Merci à vous et honneur à tous les combattants de la 6^me^ armée. »

Barais Deltour termine un examen de la bataille de la Marne en disant : « Personne n'osait prononcer le mot « victoire » ; ce n'est que quelques mois après qu'il fut inventé à propos de la bataille de la Marne. »

Le 10 septembre le gros de l'armée s'arrêta au nord des forêts de Villers-Cotterets, tandis que les arrière-gardes stationnaient au sud de ces forêts à peu près sur une ligne à l'est de Crépy-en-Valois-Grumilly, ce dernier au nord de l'Ourcq supérieure. En s'enfonçant dans la zone des forêts on devait rendre difficiles les reconnaissances ennemies. Le corps de cavalerie Marwitz et la brigade Kræwel protégeaient le flanc gauche et se trouvaient au soir dans la région de la Crise supérieure près de Soissons ; la réserve de brigade Lepel et la brigade de landwehr Schulenburg couvraient le flanc droit vers Compiègne ; la 4^{me} division de cavalerie occupait conformément aux ordres les ponts de l'Aisne d'Attichy à Soissons. Le Haut Commandement se rendit à Cœuvres et Valsery, où les chefs de tous les corps furent mandés. On devait y prendre toutes les mesures pour le retour des unités dans leurs corps, le mouvement des troupes, le renvoi des trains au delà de l'armée, et y régler les questions d'approvisionnement de munitions et de cantonnements.

En général la retraite se fit sans à-coups. Les colonnes et les trains avaient besoin d'être stimulés de temps à autre. L'ennemi ne poursuivit pas dans le vrai sens du mot. Les 9 et 10 septembre, il s'était attendu à la continuation de la bataille ; ce n'est que plus tard qu'il se rendit compte du changement de la situation. Les mouvements du corps de cavalerie et des troupes placées sous ses ordres furent ralentis parce que leurs routes étaient occupées par les trains et convois ; ils eurent à subir des combats d'arrière-garde avec une forte cavalerie ennemie, probablement anglaise, mais purent se dégager sans dommages.

Dans son ordre donné le soir du 10 septembre à Cœuvres et Valsery, le Commandant en chef exposa la situation entre l'Ourcq supérieure et l'Aisne et entre l'Oise et la Marne ; il fixa les missions ultérieures de l'armée. Cet ordre démontre un allégement général dans la situation de la I^{re} armée encore répartie en groupes. Il fait voir comment les divisions commençaient à rentrer dans leurs corps, pendant que les trains et convois escaladaient les hauteurs au nord de l'Aisne tout en se regroupant, pour rendre libres les passages du fleuve devant les troupes combattantes :

« 1. Suivant des reconnaissances d'aviateurs faites cet après-midi l'ennemi marche avec de grandes forces de toutes armes sur Neuilly-St-Front et sur Chézy-en-Orxois.

De petits détachements sont signalés dans la région de Coulombs, Vendrest, Ourcquerre. Une puissante cavalerie ennemie avec une nombreuse artillerie a combattu des fractions de l'aile gauche de l'armée et le corps de cavalerie. Nous sommes sans rapports d'aviateurs sur la contrée à l'ouest de l'Ourcq inférieure. Une brigade de cuirassiers français et de l'artillerie ont fait leur apparition sur notre aile à l'ouest. La brigade de réserve Lepel s'est repliée hier sur Verberie après avoir soutenu un combat victorieux contre des forces supérieures dans la région de Rully. — La II^me^ armée se retire des deux côtés de Reims, derrière le secteur de la Vesle.

« 2. Demain la I^re^ armée passera l'Aisne à Soissons et à l'ouest en laissant de fortes arrière-gardes sur la rive sud, et mettra de l'ordre dans ses unités.

« 3. A 5 heures du matin, en avant de l'aile gauche de von Linsingen, les 7^me^ et 22^me^ divisions de réserve passeront l'Aisne à Fontenoy et à Pommiers. Le IV^me^ C. A. R. se concentrera au sud de Nouvron. Occuperont des positions d'arrière-garde fortifiées dès 5 heures du matin : la 5^me^ division d'infanterie, la brigade Kræwel et le bataillon d'obusiers lourds du III^me^ C. A. entre Belleu-Billy ; la 3^me^ division d'infanterie entre Saconnin et Breuil et le secteur de la Crise ; la 8^me^ division d'infanterie du nord-est de Laversine jusqu'à Saconnin et Breuil.

« 4. La 7^me^ division d'infanterie du groupe du général Sixt von Armin occupera en liaison avec la 8^me^ des positions d'arrière-garde dans la région à l'ouest de Laversine. La 4^me^ division d'infanterie partira à 5 heures du matin et avancera de Vivières par Ressons le Long-Fontenoy vers Pasly et s'y reposera.

« 5. La 6^me^ division d'infanterie du groupe du général von Quast partira à 5 heures du matin et marchera par Attichy-Bitry-Rivière-Tartier-Chavigny-Cuffies sur Crouy au nord-est de Soissons. Elle s'arrêtera dans la région de Tartiers, jusqu'à ce que la contrée à l'est de cet endroit soit libre des trains et convois. Une division du IX^me^ C. A. passera l'Aisne à Verneuil et y restera, l'autre division se tiendra pour le moment dans la région de Guise Lamotte.

« 6. Le corps de cavalerie protègera le flanc gauche à Acy-Serches et empêchera que la cavalerie ennemie ne tourne l'armée par Soissons et ne coupe ses communications. La 4me division de cavalerie couvrira le flanc droit de l'armée en avant du IXme C. A. sur la lisière de la forêt de Compiègne.

« 7. Demain Q. G. à Fontenoy. Les agents de liaison se présenteront à 6 heures du soir.

« 8. Demain le colonel von Berendt, du Haut Commandement, réglera suivant des instructions spéciales les mouvements des trains et convois. Tous les commandants des colonnes de munitions et de trains se présenteront demain matin à 6 heures chez le colonel von Berendt à la sortie de Soissons, vers Coucy-le-Château.

« 9. Demain, après l'exécution de ces mouvements, les commandements seront repris par les généraux de corps d'armée ».

Grâce à la puissance de travail des commandants, ainsi que des chefs d'états-majors de l'armée et des corps, le mouvement des troupes et le retour des divisions et d'autres détachements dans leurs unités respectives se firent sans à-coups.

Avant de quitter la Ferté-Milon le Commandant en chef avait communiqué à l'Empereur que la Ire armée avait remporté des succès dans la bataille de l'Ourcq, qu'elle avait pu s'arracher au contact de l'ennemi, se retirer sur l'Aisne inférieure et protéger le flanc droit de la IIme armée. Entre temps on avait reçu le 10 septembre de grand matin un radio du Commandement Suprême, parti à 2 heures 30 de la nuit : « La IIme armée s'est retirée derrière la Marne, aile droite à Dormans. La Ire armée s'échelonnera en arrière. Empêcher l'enveloppement de l'aile droite de la IIme armée par une contre-attaque. » Vers 9 heures du matin ces instructions furent complétées : « Lutte favorable sur toute la ligne. Protection du flanc droit de la IIme armée indispensable par intervention de la Ire armée. » A son arrivée à Cœuvres et Valsery le Haut Commandement apprit que la Ire armée était placée provisoirement sous les ordres du chef de la IIme. Par suite le Haut Commandement de la IIme armée demanda à 3 heures 25 de l'après-midi quand la I^{re} armée serait prête pour une nouvelle offensive. Ainsi qu'il résulte de l'ordre donné à Cœuvres et Valsery il ne pouvait être question d'une offensive immédiate. Le Commandant en chef se décida donc à amener l'armée avec toutes ses unités en premier lieu sur la rive nord de l'Aisne. Avant d'avoir rétabli l'ordre aux corps et fait les préparatifs de combat les plus urgents, il était impossible d'envisager une nouvelle attaque. La I^{re} armée ne pouvait guère être employée avant le 12.

Le soir du 10 le Haut Commandement communiqua que la II^{me} armée se retirerait le 12 derrière l'Aisne, son aile gauche sur Thuiry au sud-est de Reims, la III^{me} sur la ligne de Mourmelon le Petit-Francheville, la IV^{me} derrière le canal du Rhin à la Marne jusqu'à Revigny.

PASSAGE DE L'AISNE.

Le 11 septembre s'accomplissent les mouvements commandés pour le passage de l'Aisne et le retour des unités dans leurs corps respectifs, sans être trop gênés par l'ennemi. Le soir une division du IX^{me} C. A. se trouve au nord de l'Aisne à Berneuil, le IV^{me} C. A. R. sans sa brigade Lepel à Nouvron, la 4^{me} division d'infanterie vers Pasly au nord-ouest de Soissons, la 6^{me} armée à Tartiers à l'est de Nouvron. Au sud de l'Aisne, sur des positions fortifiées, la moitié du IX^{me} C. A., le IV^{me} C. A.; les 3^{me} et 5^{me} divisions d'infanterie sur la ligne Cuise Lamotte-Laversine-Saconnin et Breuil-Billy. Le Commandant en chef s'assure que le IV^{me} C. A. est en parfaite formation de combat, il assiste en outre à Pommiers, dans la vallée de l'Aisne en aval de Soissons, au passage, dans un ordre admirable, de la 22^{me} division de réserve. Aucune inquiétude, partout un esprit d'entreprise éprouvé, malgré le besoin de repos. Q. G. Fontenoy. La protection des deux flancs de l'armée était en mains sûres. Le départ des trains se faisait régulièrement.

Le soir seulement les avant-gardes de l'ennemi arrivèrent devant notre front consolidé. Coups de canon, sans combats importants.

Le matin du 11 septembre parvint l'ordre suivant du chef de la IIme armée : « Le 12 septembre, la IIme armée gagnera le secteur de la Vesle des deux côtés de Reims. Le 11 la Ire armée se retirera derrière l'Aisme et arrivera les 12 et 13 à l'abris du secteur de l'Aisme jusqu'à hauteur de l'aile droite de la IIme armée. Le secteur de la Vesle à Braisne et à Fismes sera barré de grand matin le 11 par une brigade mixte à chacun des passages. » D'après des communications ultérieures l'aile droite de la IIme armée se porte sur Chalons-sur-Vesle. La 13me division d'infanterie reste à Braisne et Fismes, le Ier C. de cavalerie plus au sud. L'ennemi suit l'aile droite de la IIme armée jusqu'à Ville en Tardenois. Suivant une communication du Commandement Suprême le IVme C. A. appartenant à la VIIme armée était en route pour St-Quentin et on attendait pour le 13 l'arrivée des dernières troupes combattantes. Si ces troupes s'étaient trouvées dix jours plus tôt à Soissons, la situation aurait changé considérablement en faveur de l'aile droite et en général de l'armée allemande.

La Ire Armée prend position au Nord de l'Aisne.

L'ordre donné à Fontenoy le 11 septembre à 8 heures du soir informait l'armée de l'apparition d'avant-gardes ennemies des fractions de l'armée Maunoury, de l'arrivée de la 13me division d'infanterie à Braisne-Fismes, de l'établissement de la IIme armée des deux côtés de Reims dans le secteur de la Vesle et continuait ainsi :

« 3. Demain matin la Ire armée prendra position au nord de l'Aisne.

« 4. Le reste de l'armée, qui se trouve encore au sud de l'Aisne, partira demain matin à 2 heures et passera sur la rive nord, en se couvrant contre l'ennemi. Les positions de repli sur la rive nord seront occupées par les divisions qui s'y trouvent déjà ; artillerie lourde sur la rive nord. Dès la pointe du jour le IVme C. A. R. occupera sur les hauteurs de Nouvron et Vaux les positions de repli du IVme C. A. Tous les trains et bagages seront immédiatement envoyés en avant par les routes qui leurs sont assignées dans le paragraphe 5. Aux défilés, dans les lieux habités, sur les ponts, on placera des officiers responsables de l'écoulement régulier des trains et bagages

« 5. Itinéraires : La 5me division d'infanterie du IIIme C. A., la brigade Kræwel et le IXme C. A. par Venizel sur les hauteurs de Condé. La 6me division d'infanterie de Tartiers par Bieuxy-Bagneux-Juvigny-Terny-Sorny jusqu'à Nanteuil-la-Fosse. La 3me division d'infanterie du IIme C. A. par Soissons sur les hauteurs de Crouy et de Bucy-le-Long. Soissons sera conservé. La route par Vaux sera réservée au IVme C. A. La 4me division d'infanterie occupera les hauteurs de Pasly. La 8me division d'infanterie du IVme C. A. marchera par Pernant et par Mercin et Vaux, sur Pommiers, ayant deux ponts à sa disposition jusqu'au nord de Juvigny. La 7me division d'infanterie ira par Ambleny-Fontenoy jusqu'à la région au sud de Tartiers. La 17me division d'infanterie du IXme C. A. occupera les hauteurs d'Attichy-Bitry ; la 18me marchera par Attichy et Vic sur Autrêches et au nord la brigade de réserve Lepel avancera de Compiègne à Nampcel.

« 6. Les 2me et 9me divisions de cavalerie du général von der Marwitz continueront à protéger l'aile gauche de l'armée ; elles resteront en liaison avec la brigade du VIIme C. A. à Braisne. La 4me division de cavalerie couvrira l'aile droite de l'armée en liaison avec le IXme C. A.

« 7. Les corps prépareront la destruction des passages de l'Aisne ; ils les occuperont après que les troupes les auront traversés et les détruiront en cas de poussée de l'ennemi. Les ponts militaires seront repliés après le passage des troupes. — Q. G. à Juvigny, où la 6me division d'infanterie enverra une compagnie d'escorte. Les agents de liaison se présenteront à 6 heures du soir. A partir de 6.30 heures du matin je me trouverai à Nouvron.

(sig.) von KLUCK. »

Après avoir terminé ces mouvements la Ire armée avait, en trois grandes étapes, du 9 au 12 septembre, rétabli la liaison avec la IIme armée, en rompant le combat, en regroupant ses unités et en se déplaçant vers le nord-est.

La brèche entre les deux armées était à peu près fermée. Nous mentionnerons encore le mouvement des échelons d'arrière qui pendant le repli du Grand Morin sur l'Ailette avaient acquis l'expérience de la guerre; de même que tous les trains, convois et bagages, ils avaient fourni des efforts moraux et physiques considérables :

« Le 1er échelon du IIme C. A. ira de Terny-Sorny par Margival à Chavignon ; le 2me de Leuilly par Vauxaillon-Anizy-le-Château à Chaillevois.

« Le 1er échelon du IIme C. A. de Juvigny par Leuilly à Vauxaillon ; le 2me de Crécy-au-Mont par Landricourt à Brancourt. Le 2me échelon du IIIme C. A. évacuera Leuilly avant 10 heures du matin. Le 1er échelon du IIme C. A. ne traversera Leuilly qu'à partir de 10 heures 30.

« Le 1er échelon du IVme C. A. de Vezaponin à Crécy-au-Mont, le 2me de Troisly-Loire à Coucy-le-Château. Les échelons du IVme C. A. R. resteront sur place. Le 1er échelon du IXme C. A. de Nampcel à Andignicourt, le 2me de Blérancourt à Saint-Paul-aux-Bois.

« De même que les troupes en colonnes, les échelons s'écouleront dans la direction du nord-est et se rapprocheront de la IIme armée. »

OFFENSIVE DES ARMÉES MAUNOURY ET FRENCH SUR L'AISNE.

Suivant des rapports parvenus le matin du 12 septembre, de fortes colonnes venant des environs d'Hartennes et de Fère-en-Tardenois sur l'Ourcq supérieure progressaient vers le nord : probablement des Anglais manœuvrant difficilement par masses. Des forces moindres étaient signalées à Mortfontaine-Cœuvres et Valsery ; des troupes appartenant à l'armée Maunoury avançaient de la région de Villers-Cotterets au nord. Le flanc droit de l'armée, sur la rive ouest de l'Oise, dans la région de Roye-Montdidier-Noyon était libre. L'après-midi l'ennemi s'approcha de l'Aisne et mit en action une puissante artillerie sur tout le front, principalement contre le IXme C. A. Il fallait compter d'autant plus avec une sérieuse offensive que les généraux Maunoury et French avaient tout intérêt à battre la Ire armée avant l'arrivée de renforts allemands.

L'ordre suivant fut donné à 1 heure de l'après-midi : « L'armée conservera ses positions. Le IXme C. A. a reçu l'instruction de couvrir le flanc droit de l'armée dans la région de Nampcel-Andignicourt-Autrêches.

Répartitions des secteurs :

IVme C. A. R., les hauteurs de Nouvron ;

IVme C. A. des hauteurs de Cuisy en Almont jusqu'aux hauteurs de Pasly, les deux inclusivement ;

IIme C. A. de Cuffies jusqu'au secteur de Chivres ;

III C. A. les hauteurs au nord de Condé, en gardant une division en réserve.

Corps de cavalerie Marwitz, Vailly. »

Les positions étaient fortes, le flanc droit assuré, l'aile gauche pourrait être étendue vers l'est par le IIIme C. A. reformé et par la cavalerie Marwitz ; ainsi on pouvait tendre la main à l'aile droite de la IIme armée, au VIIme C. A. R. arrivant de Laon à marches forcées. Le terrain de la rive nord est très accidenté, celui de la rive sud un peu moins. Des pentes escarpées, très variées et boisées, offrent un champ de tir réduit et insuffisant d'après les opinions qui prévalaient à ce moment. En beaucoup d'endroits les corps renoncèrent à tenir l'Aisne directement sous le feu d'infanterie et préférèrent occuper des positions plus au nord, sur les hauts plateaux qui offraient un champ de tir plus étendu.

Dans son rapport du 8 octobre 1914 sur la position occupée par la Ire armée sur l'Aisne, le général French s'exprime ainsi : « La position qu'occupait l'ennemi était très forte, aussi bien pour arrêter notre avance que pour livrer une bataille défensive. Une des particularités essentielles en était que du point le plus élevé d'un côté on ne pouvait voir ce qui se passait de l'autre, surtout à cause des petits bois qui recouvraient les pentes. Autre facteur très important : tous les ponts étaient directement ou indirectement sous le feu de l'artillerie. Tout le terrain au nord de l'Aisne offrait d'excellents abris pour dissimuler des troupes ; l'ennemi avait su en tirer parti fort habilement. Nous ne pouvions donc ni constater quelles forces il y avait mises, ni savoir de quelle façon il comptait empêcher le passage du fleuve par nos troupes. J'ai toutefois lieu de croire que de fortes arrière-gardes d'au moins trois corps occupaient les passages le 13 de grand matin ».

Déjà le 12, à 5 heures de l'après-midi, l'ennemi — Français et Anglais — avait pu passer l'Aisne avec de l'infanterie sur la ligne Attichy-Soissons ; plus à l'est il ne faisait avancer que de la cavalerie.

Vers cette heure-là arriva du Haut Commandement de la II^me^ armée l'ordre suivant : « L'ennemi a passé la Vesle en repoussant la division formant l'aile droite et a gagné les hauteurs de St-Thierry. La I^re^ armée enverra si possible encore aujourd'hui de grandes forces sur les derrières de l'ennemi, dans la direction de St-Thierry. Le restant de l'armée couvrira ce mouvement sur le flanc droit. Rapport immédiat sur ce qui se fera. » Une telle avance de la I^re^ armée dans la direction de St-Thierry était d'autant moins possible qu'entre temps la 13^me^ division, en avant de la II^me^ armée, avait dû replier son aile droite sur Bourg et Conun. La I^re^ armée ne pouvait accepter le combat que sur la position occupée ou reculer plus au nord en abandonnant la puissante ligne de l'Aisne. La brèche ouverte entre les II^me^ et I^re^ armées devait être fermée par une partie de la VII^me^ armée ; les avant-gardes de cette armée arrivaient déjà le 13 au sud de Laon. A 8 heures 50 du soir on communiqua au Haut Commandement de la II^me^ armée : « I^re^ armée fortement attaquée sur la ligne Attichy-Soisson ; elle s'attend à une bataille pour demain. Occupé la rive nord de l'Aisne Attichy-Condé. Peut encore étendre son aile gauche. Avance dans la direction de St-Thierry impossible. »

Le 12 septembre commença la guerre de position de la I^re^ armée sur l'Aisne. Avant d'achever cette esquisse des opérations stratégiques de l'armée il paraît utile de noter le passage à la guerre de position d'après les décisions et les ordres. Nous prouverons ainsi que, par la bataille de plusieurs jours sur l'Aisne, la I^re^ armée était destinée à ériger un des principaux piliers du futur front occidental allemand, de l'Aisne à l'Yser. Nous ajouterons également un extrait du mémoire adressé au Commandant en chef de la IIme armée.

Coup d'œil rétrospectif

Du nouveau Q. G. à Juvigny, près du front, derrière l'artillerie du IVme C. A., on communiqua, par l'ordre du 12 au soir, que l'ennemi avait réussi à passer l'Aisne devant l'aile droite du IVme C. A. R., et que le VIIme C. A. vers Braisne s'était retiré sur Vailly. La Ire armée devait tenir ses positions et les renforcer. Le IVme C. A. devait soutenir le IVme C.A.R. par l'artillerie lourde de la région au nord-est de Nouvron en entrant en liaison avec ce corps ; le IXme C. A. interviendrait des hauteurs à l'ouest de Morsain par un feu de flanc. La tâche du IIme C. A. en liaison avec les IIme et Ier C. de cavalerie consistait à empêcher l'enveloppement de l'aile gauche. La brigade Lepel devait attaquer de Compiègne sur la rive bord de l'Aisne vers Attichy, la 10me brigade de landwehr de Ribécourt dans la même direction. Les deux brigades devaient être placées sous les ordres du IXme C. A. La rive nord de l'Aisne, coupée par de nombreux ravins, ayant été plus ou moins dégarnie, on aurait dû y remédier suivant la volonté du chef.

Dans l'état actuel de l'armement de l'infanterie il aurait été utile, le 11, lors du passage de l'Aisne, de laisser dans les nids des ravins un fort rideau de mitrailleuses légères avec leurs servants. Quelques centaines de ces armes efficaces auraient arrêté dès le début les tentatives de passage de l'ennemi et nous auraient fait gagner du temps, à fin de renforcer la résistance suivant nos projets. Quelques canons et mortiers de tranchée auraient été aussi bien à leur place.

Malgré toutes ces mesures, le 13, à Attichy et à Vic, l'ennemi poussa une pointe sur la rive nord avec de l'infanterie et de l'artillerie; les troupes françaises attaquèrent à différentes reprises le IVme C. A. R. Les IXme C. A. et IVme C. A. R. reçurent l'ordre de rejeter l'ennemi jusqu'aux hauteurs avancées de l'Aisne. « Le IVme C.A. soutiendra l'attaque de toutes ses forces et amènera au IV^{me} C. A. R. un régiment d'infanterie et un détachement d'artillerie de campagne de Tartiers à Nouvron. Le terrain de combat de ce dernier corps sera réduit à droite sur Hors au nord-ouest de Roche, à gauche, à la lisière de Fontenoy. »

Le 14 au soir le Haut Commandement répéta l'ordre absolu de continuer à renforcer les positions qu'on devait tenir. Si les conditions étaient très favorables on pouvait tenter des contre-offensives en liaison avec les corps voisins et en prévenant autant que possible le Haut Commandement à Juvigny. Sur l'aile gauche devaient prendre l'offensive dans la direction du sud : Le II^{me} C. A. à l'est de Condé ; à la suite, le VII^{me} C. A. R. et la moitié du XV^{me} C. A. de la VII^{me} armée. Une batterie de mortiers et une batterie de canons de 10 cm. sous le commandement du colonel von Berendt devaient se mettre à la disposition du II^{me} C. A., pour le soutenir, ainsi que le II^{me} C. A.

Le soir du 15 septembre on pouvait communiquer à la I^{re} armée, du Q. G. de Vauxaillon situé plus en arrière du front, que toutes les positions avaient été tenues. Le VII^{me} C. A. R. de la VII^{me} armée avait pu résister à Bray-en-Laonois à des forces supérieures ; à l'est de ce corps les XV^{me} et XII^{me} C. A. livraient une bataille heureuse. Le 16 le VII^{me} C. A. R. avait continué son offensive, soutenu par le III^{me} C. A. Sous le commandement du général von Zwel le VII^{me} C. A. R. venant de Laon à marches forcées, était arrivé à temps. Son intervention énergique à un endroit particulièrement menacé du front de l'Aisne durant cette bataille critique de plusieurs jours sera pleinement mise en lumière par l'histoire.

En outre il fallait faire connaître l'heureuse nouvelle que les avant-gardes du IX^{me} C. A. R. de la VII^{me} armée étaient arrivées dans l'après-midi à Pontoise sur l'aile droite de la I^{re} armée. Le 16, en liaison avec le IX^{me} C. A. il devait rejeter l'aile gauche ennemie. La 4^{me} division de cavalerie devait protéger à l'arrière de l'armée les ponts de Chauny, de Condren et de Quierzy.

Qu'on se représente l'arrivée de ces trois corps au front occidental allemand dix jours plus tôt, sur la Marne.

Ainsi les forces des adversaires furent finalement égalisées. La bataille de l'Aisne diminuant d'intensité on passa à la guerre de position, qui prit immédiatement le caractère d'une guerre de siège acharnée, avec ses intermittences continuelles de repos et de combat et ses luttes d'artillerie ininterrompues. A ce moment commencèrent les immenses travaux pour l'aménagement des positions en plusieurs secteurs avec points d'appui, et soutiens réciproques pour la défensive et l'offensive ; l'élimination définitive des réserves mobiles, surtout après le départ des IV^me^ et II^me^ C. A.; la construction de refuges à ciel ouvert et de souterrains pour hommes et chevaux ; la réparation des chemins en mauvais état ; les soins hygiéniques les plus minutieux ; les approvisionnements de l'armée, le renforcement des effectifs, le renouvellement des munitions, le transport des canons lourds ; le fonctionnement des voies de communication à l'arrière du front, et bien d'autres travaux importants.

Les corps d'armée organisaient avec prévoyance, au fur et à mesure que les travaux de terrassement augmentaient, la relève des troupes qui veillaient et combattaient. Sous la direction éclairée de leur général, lieutenant-général Telle, les infatigables troupes du génie aidèrent l'infanterie dans ses travaux et s'acquittèrent, avec tout le dévouement de cette troupe d'élite, des missions les plus dangereuses dans la guerre de tranchée à ciel ouvert et souterraine, ensuite dans la guerre de mines. Des dépôts du génie sortirent du sol. L'artillerie, avec sa grande expérience de la guerre et bien qu'elle manquât de munitions, aidait l'infanterie autant que possible. Finalement cette crise fut surmontée et l'armée put penser à des entreprises plus importantes, celles de Vailly et de Soissons. Le service des étapes toujours sous les ordres du général von Bertrab, développait son activité avec intensité.

La bataille de l'Aisne finie, les vicissitudes de la guerre allaient permettre aux corps d'armée d'accorder à leurs soldats, enfants du Holstein, des Marches, de la Poméranie, de Saxe, du Sleswig, un repos bien mérité ; entre temps les cavaliers de Marwitz sous la conduite de leur célèbre chef se hâtaient vers le nord ; des armées venues de Lorraine s'ancraient pour plusieurs années dans le sol sanglant de l'Artois et des Flandres, jusqu'à la côte : base d'une guerre efficace à l'est et condition essentielle d'une offensive prochaine contre les deux ennemis à l'ouest.

Depuis le départ de la région entre le Rhin et la frontière ouest au nord d'Aix-la-Chapelle jusqu'à l'arrivée sur le Grand Morin à l'est de Paris, la I^re armée avait parcouru en trente jours sans repos, avec ses avant-gardes et ses masses, en luttant presque tous les jours, une distance de plus de 500 km. ; en comptant jusqu'à l'Aisne, bien au delà de 600 km., en formations variables. Des chefs comme les généraux Gronau, Kuhl, Linsingen, Lochow, Marwitz, Sixt von Armin, Quast s'étaient illustrés ; leurs expériences dans la conduite de troupes incomparables les mirent dans le courant des années suivantes à la tête d'armées, de groupes d'armées et les firent parvenir à des situations supérieures sur les fronts importants.

Durant les combats de septembre le succès tactique fut de beaucoup du côté allemand ; mais le succès stratégique, quoique limité, fut du côté ennemi, car il pouvait obliger le Commandement Suprême allemand à regrouper complètement son armée. Le 4 septembre le général Galliéni avait préparé la valeureuse 6^me armée française Maunoury à l'attaque contre la I^re armée, en liaison avec l'armée French ; leur tâche paraît plus facile que celle de la I^re armée obligée de tendre tous ses efforts pour remplir la sienne, dont les complications et les difficultés ne se rencontrent que rarement dans l'histoire des grandes guerres.

HASARDS DE LA GUERRE

Par suite de circonstances malheureuses qui ne sont pas encore éclaircies, le Commandement Suprême avait relâché la liaison avec l'extrême aile droite. L'exposé des opérations de septembre le prouvera ainsi que le communiqué suivant adressé le 16 septembre de Vauxaillon au Haut Commandement de la II^me armée. Les premières phrases démontrent qu'après avoir porté un coup à l'armée Maunoury la I^re^ armée aurait pu se soustraire au danger, en se retirant à temps sur l'Aisne.

« Il ressort du radio adressé le 15 septembre à 11 heures 55 heures du soir par le Commandement suprême à Luxembourg au Haut Commandement de la II^me^ armée qu'auparavant un autre ordre avait été donné, d'après lequel « la I^re^ armée devait protéger son flanc droit contre des surprises, en s'échelonnant comme il en avait été décidé ». Le 14 un ordre doit avoir été donné d'après lequel « la I^re^ armée avait à se soustraire à une dangereuse menace ennemie contre son flanc par la retraite dans la direction du nord ». Les deux ordres ne sont pas arrivés, ils n'ont été connus qu'au matin par le radio mentionné plus-haut.

« La I^re^ armée avait considéré que jusqu'à ce jour sa tâche consistait à couvrir le flanc de l'armée sur l'Aisne. L'aile droite avait été retirée jusqu'à Cuts, au sud de Noyon, l'aile gauche était au nord-est de Vailly. Suivant les dispositions prises à ce moment par le Haut Commandement de la II^me^ armée, l'aile gauche de la I^re^ armée devait attaquer avec de grandes forces dans la direction de Fismes, afin d'exploiter le succès de l'aile gauche de la VII^me^ armée. Suivant l'ordre de la II^me^ armée et pour se rendre à la demande urgente de la VII^me^, le III^me^ C. A. devait par conséquent attaquer ce jour dans la région de Condé-Vailly et au nord-est, en s'appuyant sur le VII^me^ C. A. R.

« En face de la I^re^ armée se trouvait un puissant ennemi qui attaquait d'une façon intermittente sur différents points. L'aile droite en retraite, formée du IX^me^ C. A. avait été menacée d'enveloppement entre Compiègne et Cuts. Le IX^me^ C. A. R. sous les ordres de la VII^me^ armée étant déjà dirigé sur Noyon, on aurait pu empêcher l'enveloppement en repoussant l'ennemi. Le IX^me^ C. A. et le IX^me^ C. A. R. devaient rejeter l'ennemi, ensuite l'aile droite devait se replier et le IX^me^ C. A. R. s'échelonner au nord de l'Aisne, dans la mesure, où la I^re^ armée pouvait en disposer.

« Si la I^re^ armée n'avait pu donner une information précise sur l'attaque menaçant le flanc droit de l'armée, c'est qu'il lui avait été impossible de se renseigner exactement. Les reconnaissances de cavalerie et d'aviateurs avaient fait complètement défaut ces derniers jours. Il n'y avait probablement qu'une forte cavalerie française, deux à trois divisions, en marche au nord de l'Oise. La forte colonne de toutes armes en mouvement au nord était celle qui se dirigeait de Compiègne sur Noyon. Le II^me^ C. de cavalerie avançait vers Chauny. — Je demandai si le centre de l'armée devait tenir ou non la ligne de l'Aisne. Une offensive de l'aile gauche sur Fismes ou un puissant soutien de l'aile droite de la VII^me^ armée n'était possible qu'à condition de garder la ligne de l'Aisne. Une retraite de la I^re^ armée « directement au nord » devant l'ennemi, immédiatement en face d'elle, aurait menacé sérieusement les VII^me^ et II^me^ armées. L'ennemi, retenu jusqu'alors par la I^re^ armée, aurait eu les mains libres. — D'après ce qui précède je jugeai opportun que la I^re^ armée se maintînt, en attendant, sur l'Aisne, que l'aile gauche soutînt la VII^me^ armée, que l'aile droite se repliât et que le IX^me^ C. A. R. s'échelonnât au nord de l'Oise : dès lors la menace d'enveloppement avait été évitée. Si un échelonnement plus étendu devait être ordonné, cela ne pouvait se faire qu'avec de nouvelles forces ou en abandonnant la ligne de l'Aisne ; mais il fallait tenir compte que partout la I^re^ armée avait un ennemi très fort devant elle. Si l'on voulait marcher directement au nord, ce mouvement ne pouvait être combiné avec une offensive de l'aile gauche et avec la couverture du flanc des VII^me^ et II^me^ armées.

(signé) von KLUCK. »

En plaçant passagèrement des armées sous les ordres d'une armée voisine on n'évitera que rarement des crises stratégiques ou tactiques. Par contre le Commandement Suprême y aurait réussi en plaçant — dans notre cas — les trois armées formant l'aile sous les ordres du chef le plus ancien en grade, et en lui enlevant en même temps le commandement de sa propre armée. Si l'on ne voulait pas appliquer aux immenses armées modernes cette pratique du temps de guerre, il paraissait utile qu'au nom de l'Empereur le chef d'état-major général dirigeât momentanément l'aile droite de l'armée entre Noyon et Reims. Des mesures énergiques ont raison des hasards de la guerre.

Par l'établissement de la I^{re} armée sur les hauteurs de la rive nord de l'Aisne une mission stratégique et tactique écrasante était terminée pour les glorieux corps d'armée et pour leurs chefs supérieurs ou inférieurs. En jetant un coup d'œil en arrière sur le long chemin parcouru, cette troupe héroïque pouvait se souvenir de sa gloire, de ses fatigues et de son abnégation en face de valeureux ennemis; elle pouvait se rappeler avec émotion tous ceux qui étaient tombés pour l'Empereur, l'empire et l'honneur sur d'innombrables champs de bataille, et penser aux souffrances des camarades blessés. Le courage et la volonté du devoir étaient restés intacts. Pour l'armée dans son ensemble l'action avait signifié tout, la gloire peu de chose.

Général von **KLUCK.**

LA CAMPAGNE AVEC THUCYDIDE

(Suite[1]*)*

La connaissance des hommes demeurant assez politique pour se fondre avec la texture du récit et ne comportant pas par conséquent la saillie de ces « portraits », qui sont le triomphe de notre XVIIe siècle et de nos historiens modernes, la connaissance des causes restera assez vivante et assez humaine pour s'unir avec les pensées et les paroles des hommes au moment où ils prennent les décisions qui ont donné son cours à l'histoire. De là les discours dont Hérodote ne fait qu'un emploi accidentel et que Thucydide le premier (peut-être sous l'influence de son maître Antiphon) attache à l'histoire comme une de ses pièces essentielles.

Les discours, aujourd'hui, ne nous paraissent plus cadrer avec l'histoire, parce qu'ils ne sont pas vrais. Et Thucydide nous prévient qu'aucun de ceux qu'il publie ne constitue une reproduction exacte. Il s'en est tenu au vraisemblable, en se rapprochant du vrai le plus possible, mais ce plus possible ne va peut-être pas très loin. En tout cas, si nous voulons doser exactement cette vérité, nous restons en plein mystère. Quelle trace écrite, précise laissaient les discours prononcés à la tribune aux harangues, du temps de Thucydide ? On ne sait. Il semble difficile d'admettre que lorsque Périclès ou Alcibiade étaient à la tribune, dans une circonstance grave, il ne se trouvait personne pour écrire au moins l'essentiel de leurs propos. Et pourtant ni les textes, ni même leur résumé, n'étaient conservés dans les archives de l'Etat, et ces archives, assez légères, se réduisaient dans les cités grecques à des documents diplomatiques et à des comptes financiers.

---

[1] Voir le numéro de Juillet.

Peut-être touchons-nous là un des faits cruciaux de la culture grecque. Les Grecs ont agi sur l'humanité par leurs livres et même la Grèce, à partir d'Alexandrie n'a existé pleinement et authentiquement que pour l'homme des livres. Il y a une Grèce idéale qui a pour Acropole depuis les Ptolémées la Bibliothèque et le Musée. D'autre part, quand en nous traînant sur ces deux béquilles de la Bibliothèque et du Musée nous essayons d'atteindre le centre vivant de la Grèce à sa grande époque, nous voyons en elle tout le contraire d'une civilisation écrite. Les civilisations écrites nous les trouvons dans les Empires orientaux, et surtout dans l'Egypte, cette plaque tournante du monde ancien, et il est nécessaire que nous les y trouvions : l'unité d'un empire étendu ne peut se faire que par une bureaucratie, une écriture, une place grandissante attribuée à l'homme de l'administration, au scribe, à côté et bientôt au dessus de l'homme de la conquête, du chef militaire. Dès qu'elle est conquise par lui l'Egypte conquiert son vainqueur, perse, grec, romain, en lui donnant l'idée du scribe. Les « yeux » et les « oreilles » de Darius, les archivistes d'Alexandrie, les *scrinia* d'Auguste et de Tibère, les Mektoubdjï turcs descendent également de ce scribe acroupi, admirable vivant qui placé aujourd'hui au milieu d'une salle du Louvre s'établit idéalement comme son noyau ou son armature au centre de l'Etat ancien ou moderne. En même temps que le pouvoir temporel, le pouvoir spirituel vit dans cette catégorie de l'écrit du *mektoub*. Chez l'Egyptien, le Juif, le Perse, le Musulman, la vie religieuse supérieure consiste à apprendre par cœur de l'écriture. La division mahométane des religions en religion du vrai livre, qu'il faut adopter, religions à livre, juive et chrétienne, qu'il faut tolérer, religions sans livres qu'il faut exterminer, répond bien à la pensée profonde de l'Orient.

Or la Grèce est par excellence la civilisation sans livres. Elle n'aboutit jamais à l'écrit que contrainte et forcée, et avec une mauvaise conscience. L'exemple de son livre fondamental, les poèmes homériques, est caractéristique. On ne croit plus guère aujourd'hui qu'Homère ait ignoré l'écriture, et l'on sourit un peu de cet argument qui paraissait naguère décisif, que ni *l'Iliade* ni *l'Odysée* n'en font mention. C'est que l'écriture paraissait à un Etat, à un public et à un poète d'alors, chose négligeable et sans éclat. Autant il était beau de montrer un aède comme Démodocus dans la splendeur de sa fonction, débitant devant les princes en s'accompagnant sur la lyre les poèmes magnifiques, autant il eût semblé ridicule de le mettre au jour avec le souffleur docile qu'eût été un rouleau de papyrus. Aujourd'hui encore le poète « chante », il n'écrit pas. L'écriture pour elle-même est toujours restée indifférente aux Grecs, ils n'y ont vu qu'un signe. Rien de pareil chez eux à cette science de l'écriture qui fait le fond de la civilisation des Chinois et qui est au principe de leur peinture. Jamais ils n'ont été tentés par la beauté lapidaire, spacieuse et durable des hiéroglyphes égyptiens, n'ont essayé d'en faire passer quelque chose dans leurs inscriptions, gribouillis qu'écrasent de si haut les belles inscriptions romaines. Ils ont emprunté leur écriture aux marchands phéniciens, quelque chose de simplifié, de rapide, de commercial, employé simplement à la notation du moment. L'art du beau livre, la calligraphie, n'apparaissent en Orient et en Occident qu'avec le livre sacré, Evangile ou Coran. L'art des Arabes consistera surtout en cela, les Grecs ont mis de l'art dans tout, excepté dans cela.

Il y a un texte célèbre du *Phèdre* sur lequel on voit pivoter tout cet ordre d'idées. La répugnance du Grec pour une civilisation du livre s'y exprime en plein.

Platon y reproche à l'écriture exactement ce que M. Bergson reproche au langage dont les idées sont une hypostase. Mais le langage visuel, ligotté par l'écriture, auquel notre pensée est aujourd'hui incorporée, ne ressemble pas à ce langage fluide, auditif, et qui sent encore la pensée comme le miel de ruche sent les fleurs. Platon dont le sens est ici d'une merveilleuse finesse flaire l'ennemi dans la direction d'où en effet il viendra. Le platonisme tel que nous le comprenons aujourd'hui, tel que l'exorcise M. Bergson lorsqu'il déclare que nous naissons tous platoniciens, c'est-à-dire philosophes d'une philosophie marquée par le péché originel de la spatialité, c'est bien ce platonisme immobilisé, momifié, lié par les bandelettes de Thot :

quel autre nom donner à celui de Zeller ou à l'extraordinaire *Ideenlehre* de Natorp ? Mais en ramenant vers sa direction contraire, vers la parole inécrite le dialogue socratique, peut-être le verrions-nous renaître à la vie de porteur de flamme et le platonisme lui-même éclairé de sa lumière vivante.

On conçoit dès lors comme naturel que les Grecs, bien que la gloire de l'orateur fût chez eux la plus enviée, se soient peu souciés de noter par écrit les discours prononcés dans leurs assemblées. L'essentiel du discours était son action, et l'orateur n'avait de raison d'être que par cette action : c'est un des sens du mot de Démosthène sur les trois qualités de l'orateur. Le type du parleur professionel et spécialisé, aussi florissant dans les Etats modernes que celui du bureaucrate, était déjà né pourtant dans les villes de Sicile, mais le mépris que l'on professe pour lui à Lacédémone est partagé en somme jusqu'à Thucydide par les Athéniens de bon goût. La reproduction tachygraphique exacte des discours ne peut apparaître comme à l'époque de Démosthène que dans un milieu où les parleurs professionnels constituent une corporation considérée et où leur parole toute nue est recueillie en son détail comme de la graine d'oracle. En France pour un vieux parlementaire, le régime de l'inquisition, des oubliettes et des paysans qui battaient aux grenouilles n'est rien à côté de celui qui, sous le scélérat du Deux décembre réduisait à un résumé de quelques lignes dans le *Moniteur* les discours prononcés au Corps Législatif. La souveraineté des parlementaires s'épanouit dans l'affichage comme celle des militaires dans l'éclat des revues ou celle du clergé dans la pompe des processions. Mais les Grecs à leur grande époque estimaient que lorsque la parole a fait son effet de parole, elle a rempli tout son rôle et qu'il n'y a plus rien à lui demander. Tout changera au IV^me^ siècle, au temps de Démosthène, d'Eschine, de Lycurgue. L'influence d'Isocrate, maître du discours écrit, précurseur de l'hellénisme cosmopolite et livresque, aura passé par là.

Si l'idéal de Thucydide avait été de publier autant que possible les discours dans leur texte exact rien ne lui était plus facile. Il nous dit qu'il s'est mis au travail dès le début de la guerre, comptant bien qu'il abordait un sujet qui surpasserait en intérêt celui d'Hérodote. S'il avait tenu à posséder les discours réels il les aurait fait noter par un assistant qu'il eût payé : c'eût été le moindre des frais que dût lui coûter son histoire, et peut-être après tout avait-il en effet quelques documents de ce genre, analogues à ceux sur lesquels Xénophon écrivit les *Mémorables* qui ne sont sûrement pas imaginés par lui. Mais cette besogne de critique et de grammairien est étrangère à l'Athènes de cette époque. Voici, je crois, quel est l'ordre d'idées, où se meut naturellement Thucydide. Le grand inconvénient de l'écriture c'est, comme le dit Platon, qu'elle est irrévocable, qu'elle n'admet plus les modifications, l'assouplissement, la végétation de la vie, qu'elle arrête la pensée comme la mort en un usage définitif. Elle comporte donc un germe de fausseté, puisqu'elle immobilise le vivant et que la vie c'est la mobilité. Un discours sténographié, c'est-à-dire dépouillé de son action, de son magnétisme, de l'auditoire qui l'inspire et qu'il inspire, de son mouvement, n'est pas plus reproduit au vrai qu'un homme ou un cheval qui courent ne sont reproduits au vrai par une photographie instantanée : ils ne sont reproduits au vrai que par un artifice propre à une certaine technique de l'expression, sculpture ou peinture, et il existe, pour reproduire au vrai un discours, une technique analogue, contemporaine de la grande sculpture attique, et qui apparaît à la fois avec des caractères semblables dans ces trois fruits sur la même branche que sont les discours de Thucydide, les entretiens socratiques, et la tragédie athénienne.

Le mot de Thucydide : « J'ai écrit ces discours à la manière dont il me semblait que leurs auteurs auraient parlé pour dire ce qui était le plus à propos » (I,22), conviendrait aussi bien aux dialogues de Platon et à la tragédie de Sophocle. Mais plus précisément, de même que la sculpture a pour objet de réaliser l'idée claire ou plutôt l'idée lumineuse du corps humain, la tragédie, le dialogue et le discours réalisent avec leurs moyens propres en la même lumière la première l'idée de la destinée humaine, le second l'idée de la recherche philosophique et le dernier l'idée de cause historique. Et tous trois sont amenés à employer les mêmes procédés qui comportent deux temps : abstraire tte idée, et la faire vivre par des hommes.

L'idée de la destinée tragique, c'est-à-dire la mise face à face, en pleine clarté, de l'homme et des puissances dont il dépend, est offerte aux Grecs par leur histoire légendaire. Les récits touchant les familles divines, héroïques ou royales fournissent un schéma, un motif musical, et l'œuvre du poète tragique consiste à donner à ce schéma, à ce motif une durée réelle, marquée et mesurée par des rythmes, constituée par la vie sous le masque dionysiaque de personnages de chair et d'os : de la scène, ces personnages se relient par le plan incliné du chœur à la foule qui les écoute, à l'humanité qui les encadre et les délègue. Le récit épique, l'épopée homérique animaient dans leur tableau cette même idée de la destinée : mais la tragédie attique naît de l'effort pour la sortir de cette gangue, pour la réaliser sous forme de personne, pour mener à bien, parallèlement à la sculpture, l'œuvre propre de la vie héllénique, la création intégrale de l'homme.

De l'exposé philosophique au dialogue, le pas est le même que de l'épopée à la tragédie. L'exposé présente l'idée de la recherche philosophique, de la découverte du vrai dans son être et son résultat et non dans son devenir et son progrès, sa durée et sa vie. Le dialogue donne au contraire à cette idée toute la nature humaine, l'incorpore à des hommes, à un protagoniste surtout, Socrate, autour duquel elle succède et se meut comme l'action tragique.

L'idée de cause naturelle est poussée, du temps de Thucydide, à sa haute et pleine conscience par le génie de Démocrite à qui les philosophes et les médecins d'Ionie avaient ouvert la voie ; mais Thucydide, le premier à notre connaissance, l'applique aux faits de l'histoire. Pour trouver un exposé didactique de causes naturelles historiques, il faudra attendre jusqu'à Polybe. L'exposé chez Thucydide est réduit à son minimum. Les causes des événements c'est la nature humaine, τὸ ανθρώπειον, et cette nature Thucydide comme le poète tragique et comme l'auteur de dialogues, l'incorpore à des hommes, la met en scène dans sa durée vivante et l'acte même de son humanité : de là les discours.

Dès lors le discours n'apparaît nullement comme un genre faux. Dans les cités grecques où le pouvoir appartenait à l'assemblée du peuple, les causes directes des événements, de la guerre elle-même et des modalités de la guerre, ce sont les décisions des assemblées. Ces assemblées se décident par des passions qu'éclairent des motifs, par des motifs que soutiennent des passions. Ces passions sont épousées, gouvernées, ces motifs sont exposés par des orateurs, dont la fonction est de classer et d'éclairer ce que chacun dans l'assemblée pourrait sentir ou penser obscurément. Le rôle des orateurs en face de la foule est analogue au rôle du chœur tragique ; ils sont chargés devant les événements politiques, comme le chœur devant les événements tragiques, d'exprimer la pensée passionnée, réfléchie ou juste de la foule. Seulement cette pensée, au lieu de se résoudre comme sur le théâtre en terreur et en pitié, se prolonge en action. L'orateur monté sur sa tribune voit ou est censé voir plus haut que la foule. Mais à son tour l'historien pour qui l'assemblée a un recul, l'événement un passé, la décision un fruit, voit plus haut et plus loin que l'orateur. Son optique n'est pas la même, ne peut pas être la même. L'orateur provoque à l'action, l'historien veut exprimer les causes de cette action. L'orateur anime les passions pour faire agir ; l'historien, qui voit l'action dans le passé, non dans l'avenir, ne peut que traverser cette action pour remonter aux passions et à l'intelligence, c'est-à-dire à la connaissance et aux groupements des causes. Il attachera dès lors au discours de l'orateur son maximum de causalité, d'explication, de lumière, il se servira de l'orateur pour parler à son lecteur. Il tiendra compte que l'orateur est entré dans l'histoire. Il verra derrière la foule de l'assemblée qui l'écoute une autre foule, amenée, elle, par l'historien lui-même et qui est la foule des lecteurs, de ceux qui veulent comprendre, apercevoir sous l'accidentel le permanent et l'humain. Le discours de l'orateur en passant à l'histoire s'incorpore à un ordre nouveau, prend place dans une durée historique ; parole mobile qui ne doit pas être fixée par l'écriture, il continue comme la parole de Socrate dans le dialogue platonicien à marcher jusqu'à l'historien qui l'arrête, et dans ce trajet il a vécu, développé ses puissances, achevé son mouvement. Il ne saurait à ce moment de la durée paraître le même qu'à un moment précédent.

Je songe ici surtout à certains discours essentiels de Thucydide, aux trois discours de Périclès avant et pendant la guerre, au discours de Nicias avant l'expédition de Sicile. Il est évident que, dans une mesure légère et subtile, Thucydide incorpore à ces discours sa propre connaissance de l'issue de ces guerres. Périclès et Nicias mettent précisément les Athéniens en garde contre ce qui s'est réalisé en effet, et il est à croire que, s'ils tombent si juste, c'est qu'ils parlent par la bouche d'un prophète du passé qui est l'auteur.

Soit, dira-t-on. Mais le parti eût été plus franc si Thucydide, n'attribuant à ses personnages rien qu'ils n'eussent expressément dit, avait pris à son compte toutes ces vues de causalité historique, s'était constitué lui-même et non l'orateur délégué de la postérité. C'est en suivant ce chemin qu'on arrive à faire dire au roi Edouard III : Et maintenant partons pour la guerre de Cent Ans ! — Est-ce sûr ?

Précisément parce que nos historiens modernes prêtent en style impersonnel, dans une sorte de discours indirect, librement des pensées à leurs personnages et des causes aux événements, ils le font avec une indépendance, une imagination, des probabilités hasardeuses, extrêmement éloignées de la prudence à laquelle Thucydide se croit tenu lorsqu'il prétend prêter à chacun le langage le mieux accordé aux circonstances où il se trouve placé. L'obligation de faire parler son personnage, de le faire vivre dans les limites de la vraisemblance, constitue un frein rigide et utile, assure un moyen terme entre ces deux nécessités contradictoires : ne prendre comme motif déterminant la conduite d'un personnage que ce qui était connu effectivement par lui, incorporer aux motifs de sa décision ce que nous savons de l'issue de l'événement. Nous savons que Bismarck a voulu après Sadowa ménager l'Autriche et dans toute sa carrière garder l'entente avec la Russie. Un Thucydide moderne, en se tenant le plus près possible des paroles authentiques, composerait aujourd'hui deux discours pour appuyer et expliquer ces deux lignes de conduite, s'attacherait à n'y garder que l'essentiel des raisons qui ont pu conduire Bismarck, et son but serait triple : donner par ces paroles mêmes une idée vivante et réelle de Bismarck, ne rien lui prêter qu'il n'ait pensé ou pu évidemment penser, imprimer à cet ensemble de raisons un mouvement qui le fasse descendre vers l'avenir que Bismarck ne connaissait pas et qui est pour nous du passé. Aucun autre procédé ne permettrait aussi économiquement et aussi puissamment que le discours la concentration, l'équilibre et l'harmonie de ces trois éléments.

⁂

Les discours marquent chez Thucydide les causes vivantes des événements historiques, les causes éprouvées par une sensibilité, animées par une passion, incorporées à la parole et à l'action d'un homme qui modèle une foule résistante ou docile. Mais au-dessus de ces discours prononcés par les personnages de l'histoire il y a un discours général dans lequel ils sont pris, qu'aucun d'eux ne peut tenir et que tient l'historien lui-même : c'est celui qui développe l'ensemble de la guerre, celui où les causes ne sont plus incorporées à des personnages, à des passions, à des discours, mais dégagées et formulées au-dessus des individus et des cités, comme des lois éternelles de la nature humaine. Là paraît à l'état géométrique et pur ce schéma de la causalité historique aussi neuf chez Thucydide que le schéma mathématique chez Pythagore, le schéma métaphysique chez Parménide, le schéma physique chez Démocrite.

Et, dans la mesure où le mot schéma a un sens quand il s'agit du dessein poétique, que le schéma de la poésie dans Homère. Précisément la façon dont Thucydide (I, 9) comprend les causes de la guerre de Troie nous apporte un exemple du schéma historique opposé à la genèse poétique. La guerre du Péloponèse a posé entre les cités grecques, et au sommet de l'histoire grecque, le problème de l'hégémonie. C'est à la lumière de sa guerre que Thucydide considère la guerre de Troie, comme à la lumière de 1914 nous voyons plus clair dans les guerres de la Révolution, de Louis XIV, de Charles-Quint, et le problème principal lui paraît celui-ci : les Grecs devant Troie étant commandés par Agamemnon, Mycènes devait être en Grèce la puissance prépondérante. Quelles étaient les causes de cette prépondérance ?

Thucydide ne veut pas que nous la révoquions en doute sous prétexte qu'on ne trouve rien de grand dans la Mycènes abandonnée de son époque. Si Lacédémone et Athènes, dit-il, subissaient le même sort, la postérité qui les jugerait sur leurs ruines croirait la puissance de Lacédémone bien inférieure et celle d'Athènes supérieure du double à ce qu'elles sont réellement. La puissance réelle d'une cité (δυνάμεις) ne correspond pas à son apparence (ὄψεις). L'hégémonie de Mycènes était donc possible. Etait-elle réelle ?

L'historien rejette comme une raison poétique la légende des serments que Tyndare, avant de donner sa fille au frère d'Agamemnon, fait prêter à tous les prétendants. Il cherche la réalité derrière ces apparences : la réalité est qu'on ne se fait obéir que si on est le plus fort, et le roi de Mycènes a commandé à la Grèce parce qu'il disposait des deux ressources en lesquelles la guerre du Péloponèse montre clairement l'essentiel de la force, à savoir de l'argent et une flotte, la puissance financière et la puissance maritime. D'après les traditions les plus vraisemblables la puissance des Pélopides leur vint des trésors apportés d'Asie en des pays pauvres (ἐς ανθρώπους ἀπόρους). D'autre part des textes d'Homère désignent Agamemnon comme un prince possédant une marine puissante. Il fournit des vaisseaux aux Arcadiens, et il règne sur des îles nombreuses. Or on ne règne pas sur des îles nombreuses si on n'a pas de marine. La puissance qui se trouvait alors à la tête de la coalition hellénique était donc la plus riche en or et en vaisseaux. Ainsi l'Empire Athénien a deux principes : les mines du Laurium et du Pangée, la force maritime créée par Thémistocle. Lacédémone ne le vaincra pour un temps que par les trésors des Perses et en constituant une confédération de peuples maritimes. La loi formulée implicitement par Thucydide à propos de la guerre de Troie et de la guerre du Péloponèse gouverne aussi exactement les guerres modernes. La tête d'une coalition est constituée nécessairement par la plus grande puissance financière et maritime, même si elle n'est pas la plus grande puissance politique : la petite Hollande est à la tête des coalitions européennes contre Louis XIV, l'Angleterre à la tête des coalitions contre la France de 1793 et l'Allemagne de 1914. Thucydide a vu le même κτῆμα ἐς ἀεί que l'Américain Mahan.

Si une coalition se forme ce sera donc autour de la plus grande puissance financière et maritime. Mais quand une coalition se formera-t-elle ? Et le problème est important, puisque coalition signifie menace ou réalité de guerre générale. Le livre de Thucydide, étiologie et psychologie d'une guerre générale, demeure aussi actuel que tous ceux d'aujourd'hui.

Thucydide a compris que la guerre de Péloponèse (et 1914 répéte 431) était née automatiquement de la mise en présence et de la rivalité de deux systèmes d'alliance, et que les causes profondes, les vraies racines de cette guerre ne s'étudiaient qu'avec la genèse de ces deux systèmes.

Les peuples s'allient par crainte d'un danger ; le danger fédérateur qui a fait sortir les cités grecques de leur isolement et de leurs haines locales c'est le grand roi. Avant les guerres médiques, « les Grecs ne se groupaient pas sous le commandement des grandes cités, ni ne se réunissaient d'eux-mêmes pour des expéditions communes » (1-15). Les guerres médiques donnent donc au monde grec le sentiment de sa solidarité d'intérêts contre les Barbares, et, après la victoire, cette solidarité doit subsister pour défendre au moins les Ioniens et les îles libérées contre les Perses. De là la nécessité d'alliances. « Lorsque les Grecs par leur union, eurent repoussé le Barbare, ils ne tardèrent pas à se diviser entre Athènes et Lacédémone, tant ceux qui avaient été délivrés du joug du Roi que ceux qui avaient combattu ensemble, car ces deux cités avaient paru puissantes entre toutes, l'une sur terre, l'autre par ses vaisseaux. Pendant quelque temps elles marchèrent d'accord, puis elles se brouillèrent et entrèrent en lutte, soutenues par leurs alliés » (I, 18).

Epure géométrique et loi constante : les choses ne peuvent se passer autrement, de par le jeu des passions humaines. Les forces de coalition contre un ennemi survivent à la défaite de l'ennnemi et nourrissent au sein de cette coalition deux coalitions rivales : c'est l'heure, alors de Tissapherne et de Talleyrand.

La coalition s'étant formée autour de la plus grande puissance financière et maritime, dès que le but a été atteint, dans cette coalition deux sentiments s'établissent, deux passions jouent : chez cette plus grande puissance, la conscience d'un droit à l'hégémonie, droit fondé sur sa force et sur les services rendus ; chez les autres puissances la défiance soupçonneuse de cette hégémonie, contre laquelle elles tendent à se grouper autour de la plus grande puissance militaire et continentale.

Ainsi la cause essentielle de la guerre c'est la volonté d'hégémonie liée à la plus grande puissance financière et maritime, volonté d'hégémonie qui lui est imposée par son être même et que ses forces morales sont impuissantes à arrêter. Il n'y a peut être pas dans le livre de Thucydide de mot qui porte un plus grand poids de vérité historique et qui ouvre une plus grande profondeur de κτῆμα ἐς ἀεί que celui qu'il met dans la bouche d'Alcibiade partant pour l'expédition de Sicile : « Nous ne sommes pas libres de modérer à notre gré notre volonté de commander ». C'est le cas de toute puissance essentiellement maritime. L'occupation des Indes a obligé l'Angleterre à s'installer au Cap, puis à Chypre, puis en Egypte, puis en Perse, demain peut-être à Constantinople et à Revel.

Il y a là une sorte d'ἀνάγκη politique qui remplace l'ἀνάγκη théologique d'Hérodote. La guerre est inévitable parce que l'agrandissement continuel de la plus grande puissance maritime est inévitable, parce que la défiance de cet agrandissement et la barrière mise, au moment qui lui semble le plus favorable, par le plus grand état militaire sont inévitables. On touche les élements d'Euclide de l'histoire.

* * *

Telles sont les causes de la guerre. Elles sont données dans une nature humaine, dans une nature politique, dans une nature géographique, c'est-à-dire qu'elles dépassent infiniment telle cause locale et momentanée que l'on est toujours, selon l'idée ou la passion qui vous anime, tenté d'isoler. Mais l'art historique consiste précisément à discerner dans cet organisme de causes, dans cette nature, les membres et les figures que sont les motifs, les responsabilités, les prétextes. Et aujourd'hui l'art de Thucydide peut servir d'école : l'historien de la grande guerre ne le méditera jamais assez, à l'exemple d'Ingres qui dans ses dernières années nourrissait encore en copiant des dessins de Holbein la perfection de son métier.

« Je crois que le véritable motif, et aussi le moins avoué, ce fut l'accroissement de la puissance des Athéniens et la crainte qu'elle inspirait aux Lacédémoniens, les forçant ainsi d'entrer en guerre (ἀναγκάσαι ἐς τὸ πολεμεῖν): je vais indiquer en outre les prétextes qui furent allégués de part et d'autre pour rompre les traités et passer à l'état de guerre ». (1—23).

C'est la cause la moins avouée, celle qu'aucun des deux partis ne mettra en avant, puisque ne faisant pas éclater en évidence l'injustice du parti adverse, elle ne rend rien à la rhétorique des jugements. Mais tous les plans de la causalité sont ménagés avec l'essentiel de leurs rapports dans cette seule phrase synthétique. L'accroissement de la puissance d'Athènes, c'est la volonté d'hégémonie inhérente à l'être d'une puissance maritime. Thucydide ne dit nullement que les Lacédémoniens voulaient cette hégémonie pour eux. Ils croient, eux et leurs alliés, principalement Corinthe, faire une guerre défensive inévitable, et précisément parce qu'ils jugent cette guerre défensive inévitable, ils en choisissent le moment et paraissent dès lors les agresseurs. Ce sont eux qui rompent le traité, déjà tiraillé et distendu par les Athéniens depuis que les affaires de Corcyre et de Potidée avaient commencé. Ils voyaient les Athéniens, tout au moins dans un avenir imminent « commander à la plus grande partie de la Grèce ». (1-8). Ayant laissé se former l'empire athénien jusqu'au moment où il est devenu une menace pour l'indépendance de toutes les cités « ils se décidèrent à réunir toutes les forces pour l'abattre, si possible » (1-118).

Dès lors le problème de la responsabilité d'une telle guerre ne se pose pas, ou du moins constitue une coupe arbitraire sur un problème plus général et plus vrai. Ce sont les Lacédémoniens qui ont déclaré la guerre, mais les Athéniens auraient aussi bien pu la déclarer sans que les rapports essentiels reconnus par l'histoire eussent été changés. Les Corcyréens parlent aux Athéniens exactement comme les Corinthiens et les partisans de la guerre parlent aux Lacédémoniens. « Notre affaire à nous, c'est de prendre les devants, nous en offrant et vous en acceptant de vous allier, et de prévenir l'attaque de nos ennemis, plutôt que d'avoir à le repousser » (1-33). Il y a donc un état de guerre générale virtuelle, où la Grèce vit depuis cinquante ans, état créé par l'extension continuelle de la thalassocratie athénienne et par la formation d'une ligue rivale entre les cités de terre et de mer qui redoutent cette extension ; cette guerre en puissance passe à l'acte offensif du fait de la ligue défensive.

Dans la conception d'Hérodote la cause des grandes guerres était l'ὕβρις humaine. Il transportait dans l'histoire l'idée tragique. Crésus, Cambyse, Xerxès, Pausanias sont conçus par lui comme Œdipe roi par Sophocle : ce sont des puissants ivres de leur bonheur, confiants dans leur chance et qui s'écroulent sous les coups de la destinée. Ainsi, disait Héraclite, le soleil ne transgressera pas ses limites, sinon l'Erynnis l'y ramènerait. L'histoire ourdie par les dieux comme une trame de théâtre met en scène de façon dramatique la suite de ces grands exemples ; la légende suit l'histoire comme une histoire de l'histoire, comme une sœur cadette intelligente et artiste, et l'historien pour entrer dans le cœur de son récit doit se faire une âme imprégnée de sagesse et porteuse de laurier d'Apollon. Le délégué d'Hérodote, le chef de ce chœur des sages qui assistent, pour la contempler, la raconter et la juger, à cette tragédie, c'est Solon d'Athènes à la cour de Crésus. Thucydide continue Hérodote exactement comme *l'Essai sur les Mœurs* continue le *Discours de l'Histoire universelle*. Cette ὕβρις qu'Hérodote élève sur une scène royale pour la faire foudroyer par les dieux, le réalisme et le sang-froid de Thucydide la voient incorporée à l'ordinaire de l'homme et aux nécessités politiques des Etats. Elle est donnée comme leur puissance de guerre à la thalassocratie athénienne et à la ligue péloponésienne. Elle porte un nom précis : c'est la nature propre de l'homme, l'ἀνθρώπειον. La nature humaine, avec la majoration qu'elle reçoit de la vie politique, voilà la cause suprême derrière laquelle il n'y a plus rien à chercher, pas plus que derrière les atomes de Démocrite.

Cette nature, le Voltaire de l'*Essai* la mettra en scène pour la railler, pour tirer en elle des fils de marionnettes, découpant d'ailleurs ses marionnettes avec un sens étonnamment limpide du schématisme historique. Thucydide regarde les passions, l'aveuglement, le fanatisme, comme il a regardé la peste, en homme qui en fut atteint lui-même et qui l'a observée pour qu'on la connût mieux, ou comme une suite inévitable de la qualité d'homme et de la vie politique, et qu'il est plus sain de comprendre lucidement que de juger précipitamment. La seule marque que l'on a maîtrisé les passions, c'est parler d'elles sans passion.

L'histoire d'Hérodote repose sur ce principe que la vertu est, pour les Etats comme pour les individus, une force et un danger. Pour les Etats comme pour les individus il importe de se concilier la faveur des dieux. Les prêtres de Delphes, patrons de l'historien et administrateurs de cette faveur divine, fournissent à Hérodote les exemples et les anecdotes à l'appui. Crésus a comblé de présents l'oracle d'Apollon. Quand il perd son royaume et sa liberté, il se plaint vivement de l'ingratitude du dieu. Mais l'oracle lui explique que la Lydie aurait dû succomber depuis longtemps et que c'est précisement en considération de ses présents et de sa piété qu'Apollon a retardé sa chute jusqu'à l'extrême limite. Tel Ulysse, en récompense du bon vin qu'il a fait boire au Cyclope, ne sera mangé que le plus tard possible, — le dernier. A l'époque de Thucydide ces idées sont en faillite, la Pythie, qui a une politique personnelle, est discréditée. Le succès et la chute des cités, vus de près et non plus à travers le voile de pourpre qui transfigurait en tragédie la destinée des monarchies orientales, apparaît sans rapport avec la faveur que doivent les dieux à la piété et à la vertu. Une des raisons qui ont fait choisir

Nicias comme chef de l'expédition de Sicile, c'est sa scrupuleuse piété, le grand nombre de devins que sa richesse lui permet d'entretenir, la bienveillance manifeste par laquelle les dieux l'ont jusqu'ici récompensé. Il est vrai qu'on lui adjoint Alcibiade, qui se moquait des dieux et ne manquait point d'ὕϐρις. Comme la bonne femme de Montaigne, c'était brûler une chandelle à Saint Michel et une à son serpent. Le malheur de Nicias en Sicile marque l'effondrement de cette conception. Des raisons comme celles que fournit Apollon à Crésus eussent été mal venues. Thucydide appelle simplement Nicias « celui des Grecs de nos jours qui par la réunion de ses vertus méritait le moins cet excès d'infortune ». (VII-86).

Thucydide, comme son temps et plus fortement que lui, a donc pu se convaincre que la paix avec les dieux n'est pas, ainsi que le pensaient tant Hérodote que l'ancienne génération athénienne, une force politique. La Sparte de Lysandre arrivera à la même conviction. Les idées d'Aristide et des vieux Diacriens, celles pour lesquelles vit et meurt Socrate, sont déclassées. Thucydide nous apparaît bien comme un fils de la thalassocratie athénienne par son réalisme et en somme son chrématisme secs. Ecoutons-le dans les premières pages de son histoire, où, obligé d'expliquer par des interprétations personnelles une antiquité mal connue, il laisse mieux apparaître ses sentiments propres. Avant Minos, l'état normal de la Grèce est la piraterie sur mer et le brigandage sur terre; tout le monde vit armé chez les Barbares. Mais plus tard l'ordre naît et les cités environnées de remparts peuvent s'installer sur le bord de la mer. Cet établissement de l'ordre tient pour Thucydide en une phrase : « L'intérêt engagea les faibles à se soumettre aux forts, et les plus puissants par leurs richesses assujettirent les petites cités » (1-4). Deux causes cyclopéennes, deux puissances brutales établissent le bienfait de l'ordre : la force matérielle et la richesse. La thalassocratie athénienne, héritière de celle de Minos, trouve sa paix et sa guerre, son être et sa ruine, sa vie en somme, dans leur double poursuite.

Thucydide les connut l'une et l'autre, et sans doute les aima l'une et l'autre. Général d'Athènes et maître des mines d'or, conscient de sa claire intelligence, il pensa peut-être un moment, comme Alcibiade mais mieux que lui, les posséder et les mener de front. La fortune clairvoyante distingua les deux destinées, lui enleva la force et lui laissa la richesse. L'histoire, la connaissance des causes, l'idée lumineuse et vivante de la guerre où il n'agissait plus, lui tinrent lieu de ce qu'il perdait. Mais par son opulente fortune, par les revenus que lui apporte l'exploitation de ses mines, il demeure lié à l'Athènes maritime, marchande, inquiète d'expansion, à laquelle s'était déjà attaché, hôte de l'Attique et colon de Thurii, l'ancien Hérodote. L'histoire ne saurait naître comme la philosophie, dans la pensée pure de Thalès, l'austérité de Pythagore et la pauvreté allègre de Socrate. Si éloignée de la commune humanité ce serait pour elle le meilleur moyen d'enfanter des chimères. La destinée qui fait et mûrit les hommes montre également la perfection de son art dans la manière dont elle attache Thucydide à son temps et à sa cité et dans le coup de main dont elle sait l'en détacher. Il est assis comme Macaulay sur toute la force et la richesse d'une thalassocratie, mais il n'en est pas le captif et le serviteur. Les mêmes lois du *Criton*, qui maintiennent Socrate dans sa prison comme dans le couloir de pierre avant l'investissement de la lumière éternelle, ont déraciné Thucydide (et des lois pareilles déracinent Hérodote, Xénophon, Polybe), l'ont délié sur la route libre et les voies royales de l'intelligence.

III

La Mer

Si on se refère aux racines homériques, la guerre du Péloponèse est à la fois une *Iliade* et une *Odyssée*. Une *Iliade* par son duel d'Athènes et de Sparte, une *Odyssée* par sa figure maritime. Et c'est, à la réflexion, ce dernier aspect qui domine, qui lui donne sa plus saisissante analogie avec la guerre de 1914. Elle pose en pleine lumière, avec tous ses traits décisifs, la question de la mer.

Au temps des guerres médiques, la guerre continentale avait été terminée, les questions continentales liquidées, du jour où les Perses avaient été repoussés plus loin que de la Grèce même, au-delà du Bosphore. Lacédémone qui avait pris la tête de cette guerre pensait mettre le point final, déposer le harnais. Il n'en était pas de même de la guerre maritime menée par les Athéniens. Celle-ci ne pouvait que se nourrir d'elle-même, l'activité d'une marine n'ayant pas plus de limites que l'élément sur lequel elle navigue, et qu'engendrer une thalassocratie toujours en quête de tributaires, de comptoirs, de colonies nouvelles. L'inquiétude féconde d'Athènes, l'ardeur perpétuelle à entreprendre, le τί νέον de l'action pareil au τί νέον de la pensée, sont liés à cette destinée maritime.

Athènes dans la grande guerre médique, avait eu précisément la fortune de posséder son Ulysse, Thémistocle. Ni Richelieu, ni Pitt, ni Bismarck n'ont joué dans la destinée politique d'un peuple un rôle plus décisif que cet homme. « Le premier il osa dire qu'il fallait consacrer à la mer ». Il avait achevé Athènes par le Pirée. « Il croyait le Pirée plus important que la ville haute, et souvent il conseillait aux Athéniens, s'ils venaient à être forcés sur terre, de descendre au port sur leurs vaisseaux pour s'y défendre contre tous » (1—93). Il avait été le créateur de la flotte athénienne, de cette ville de bois qui lorsque Xerxès entra en Grèce sauva Athènes, fut Athènes. Il avait vaincu à Salamine par la πολυτροπία du Laertiade. Il avait relevé en trompant Lacédémone les murailles d'Athènes, constitué en quelques années d'esprit, de labeur, de bonheur foudroyant un empire maritime, et fait de toute la mer Egée la ruche ardente et bleue de l'abeille attique. Puis, comme il était inévitable, il s'était trouvé poursuivi par la jalousie des dieux. L'historien pouvait conter en pur artiste homérique cette fuite de Thémistocle poursuivi par les envoyés d'Athènes et de Sparte comme Ulysse par la colère de Neptune, et ces scènes dramatiques, le foyer d'Admète, la barque de pêche, le banni qui à Suse demande au grand roi de reconnaître les bienfaits que tient du vainqueur de Salamine la maison royale de Perse, et cette fin mélancolique de satrape comblé qui a reçu pour son pain et son vin des villes entières d'Orient, mais qui souhaite seulement qu'après sa mort un corps contre lequel l'envie ne s'acharnera plus puisse reposer sur le rivage d'oliviers, de pierre nue et de mer retentissante où naquirent à sa vivante parole les magasins et les murailles du Pirée. Destinée si pleine, si puissamment composée par le génie épique immanent de la Grèce, que Napoléon, en se rendant sur le *Bellerophon*, s'en est enveloppé comme d'une image inégalée, ainsi qu'il versait sur le roi de Rome l'antique larme du nom d'Astyanax.

C'est un exemple de mutation brusque analogue si on veut à ceux de la Russie au XVIIIe siècle et du Japon au XIXe. Evidemment des historiens se trouvent toujours pour montrer que ces mutations brusques ne sont qu'apparentes, mais n'exagérons ni dans un sens ni dans l'autre. Quand nous-mêmes changeons, pouvons-nous dire si notre changement est une mutation brusque ou une évolution naturelle ? et si les deux raisonnements nous paraissent, lorsqu'il s'agit de nous-mêmes, aussi vraisemblables, que sera-ce lorsqu'il s'agira de faits aussi complexes que ceux de l'histoire ! Mais enfin c'est un fait que la puissance athénienne jaillit tout d'un coup après Mycale, pousse sur le sol, chaud encore de l'incendie, d'une façon aussi miraculeuse que l'olivier sacré.

Dès l'époque de Thémistocle, dès sa rivalité avec Aristide, cette politique maritime et conquérante d'Athènes est liée à la démocratie. Elle a pour elle tous les thètes qui servent sur les vaisseaux, y trafiquent, y ont une solde. Elle a contre elle les propriétaires grands et petits, attachés à la constitution de la Grèce en cités, favorables à l'entente avec Sparte et à l'équilibre hellénique.

Ainsi, liée à la démocratie, elle l'est à la richesse mobilière, et fatalement, à la ploutocratie. L'argent coule abondamment à Athènes, argent des tributaires qui devient argent public, argent des mines, argent du commerce. Avec l'argent, on a tout, le matériel d'abord, les hommes ensuite. Les vaisseaux sont montés en partie par des matelots étrangers. « La puissance des Athéniens est mercenaire bien plus que nationale ». Le jour où la puissance rivale aura à sa disposition les trésors de Tissapherne et de Pharnabaze, on se débauchera ses marins à coup de statères ou de dariques comme on se débauche ses soldats dans l'Italie de Sforza ou l'Allemagne de Wallenstein.

Démocratie et ploutocratie paraissent de mauvaises conditions pour s'embarquer dans une guerre décisive. Mais les nécessités de la marine viennent juste à point tempérer ce que l'une et l'autre présenteraient de dangereux. La marine a deux exigences, l'une et l'autre peu démocratiques, mais auxquelles doit se soumettre, si elle veut être une démocratie maritime : c'est la continuité d'efforts et l'unité de commandement.

Périclès, dans le discours que lui prête Thucydide, formule la loi d'après laquelle une marine ne s'improvise pas, se développe dans une durée, exige une tradition serrée et tendue : « Vous-mêmes qui vous êtes appliqués à la science navale depuis les guerres médiques, ne l'avez pas encore amenée à sa perfection..... La marine est affaire de pratique, comme le reste, elle n'admet pas d'être traitée accessoirement et par occasion, mais bien plutôt c'est elle qui n'admet aucune occupation accessoire » (1-142). La marine relève d'Athena Erganè. Elle implique, du haut en bas, une qualité particulière de labeur professionnel, une soumission naturelle à la compétence du pilote ou du chef, un enchaînement solide de coutumes contrôlées et de perfectionnement.

La marine donne également à un haut degré le sens de l'unité de direction. Dans la tempête il y a une discipline spontanée autour du pilote, comme à l'agora une anarchie spontanée autour du démagogue. A Salamine l'homme de la mer, Thémistocle, fait autour de lui, dans le plus grand péril, par son coup d'œil et son audace, l'ordre, l'obéissance. Et la constitution de l'empire athénien, avec le peuple-chef qui commande et les peuples tributaires qui sont commandés, réalise une sorte de monarchie, tandis que la ligue péloponésienne, ennemie des démocrates, mais où les grandes cités délibèrent sur le pied d'égalité, présente par là certaine faiblesse démocratique. Périclès, lorsqu'il développe les grandes lignes de la guerre future, fait remarquer que ce qui manquera au Peloponèse ce sera cette unité de direction et d'efforts, il rend sensibles cette irrésolution et ces intérêts divergents que les Péloponésiens avaient déjà manifestés à Salamine : « N'ayant pas de conseil unique, les Péloponésiens ne peuvent rien exécuter rapidement. Egaux en suffrage et différents en origine, ils poursuivent chacun leur avantage, d'où l'impossibilité de rien achever... Chacun croit que sa négligence importe peu et qu'un autre se débrouillera à sa place ». (1-141).

Ainsi la ville de bois, avec les nécessités qu'elle implique, est la cheville ouvrière d'Athènes. Toutes les batailles navales que raconte Thucydide mettent en relief l'habileté professionnelle et le courage obstiné des navires athéniens. Le système du triérarque responsable, pris parmi les riches, et de l'équipage de thètes, ce mélange d'aristocratie et de démocratie navales, donne d'excellents résultats. Mais le jour où la démocratie l'emporte à bord, où la ville de bois devient une cité politique menée par une agora, tout est perdu. Cela commence après l'expédition de Sicile. Les vieux équipages professionnels qui faisaient la force de la marine athénienne sont morts à leur bord, ou sur l'Asinaros, ou dans les Latonies, ou servent là-bas comme esclaves. Il a fallu improviser un personnel nouveau, moins expérimenté, moins discipliné, plus criard. La logique démocratiqs brise alors la marine en trois coups, Ce sont d'abord les événements de Samos, où la flotte devient une ville de bois insurgée contre le gouvernement de la ville terrestre. C'est ensuite l'affaire des Arginuses, où le peuple, formé en partie de marins débarqués, en envoyant à la mort les généraux qui ont donné la victoire à Athènes, démoralisent le commandement et fait tout pour que cette victoire soit la dernière. C'est enfin la journée d'Ægos-Potamos, où Lysandre n'a qu'à cueillir le fruit qui lui est préparé par l'indiscipline des marins athéniens. A ce moment d'ailleurs les équipages nationaux qui avaient fait la force de l'ancienne marine n'existent plus. Athènes comme Lacédémone recrute les siens, avec son argent ou celui des Perses, dans les marchés de mercenaires. La glorieuse histoire de la ville de bois, qui a été de Salamine aux Arginuses, est définitivement close. Mais l'histoire de Thucydide ne traite que de sa période agissante, de son âge héroïque, de sa lutte puissante pour l'hégémonie de la Grcèe et de la mer.

Or, en ce temps, si Athènes est une démocratie tempérée par les nécessités d'une marine, la marine athénienne est à son tour lestée plus qu'entravée par de solides attaches terriennes. Evidemment l'opposition subsistera toujours entre les propriétaires dont Aristophane est le porte parole et les hommes de la mer. C'est précisément ce qui fait la différence entre Athènes et une pure place de commerce comme Corinthe. Les grandes puissances maritimes et coloniales sont celles chez qui la vocation de la mer s'éveille après un temps d'isolement insulaire et d'économie rurale. C'est le cas d'Athènes comme celui de l'Espagne, de l'Angleterre, du Japon. Mais comme l'Espagne, et au contraire de l'Angleterre et du Japon, Athènes n'est pas une île. Comme l'Espagne et surtout comme la France, elle est prise un moment entre une destinée maritime et une destinée continentale; davantage inclinée vers la première que vers la seconde, elle ne connut pas dans la Béotie une Messénie à conquérir.

Les Corinthiens au contraire tiennent dans le Péloponèse une place analogue à celle des Phéniciens dans l'empire perse, à celle que les Grecs obtinrent en Egypte sous la dynastie saïte, à celle que les Vénitiens et les Hollandais remplirent pour les Etats continentaux de l'Europe centrale. Un peuple continental a besoin chez les anciens de faire un accord avec un peuple maritime, « soit pour l'exportation de ses denrées, soit pour l'échange des produits que la mer fournit au continent » (1-120). Les Corinthiens ne sont pas, à proprement parler, sinon par une chance précaire, des thalassocrates, mais courtiers de mer au service lucratif des continentaux.

* * *

Ici se pose un des problèmes les plus curieux de la guerre du Péloponèse. Par l'exposé de Thucydide nous savons à n'en pas douter qu'une des causes principales de cette guerre fut la rivalité commerciale, maritime, coloniale de Corinthe et d'Athènes. Nous le savons par son exposé, c'est-à-dire par les faits qu'il raconte, et aussi par notre interprétation des discours, mais non par son énumération des causes de la guerre, puisque celle-là n'y figure pas. C'est par une série de raisonnements et par la comparaison de cette guerre générale avec les guerres générales modernes que nous sommes amenés à regarder comme réelles et capitales ces causes économiques. Et nous nous comportons alors avec le livre de Thucydide à peu près comme Thucydide lui-même s'est comporté avec le récit homérique de la guerre de Troie. Il a cherché derrière les histoires dramatiques de rivalités personnelles et de conflits ethniques une réalité de puissance matérielle et politique, et il a trouvé que la guerre de Troie était une guerre économique et maritime, la plus forte marine se trouvant placée automatiquement, de leur bon gré ou par force, à la tête des Grecs, et portant la guerre là où l'exigeaient les intérêts d'une thalassocratie. Quand Bérard rattache l'importance de Troie et de la guerre de Troie à sa loi des isthmes il continue à la lumière de la géographie l'explication de Thucydide. Mais voici que Thucydide, ayant mis en lumière cette cause de la guerre de Troie, ne songe point à donner une cause pareille à la guerre contemporaine qu'il raconte et qu'il a suivie vingt-sept ans dans tout son détail. Serait-ce que cette cause n'existe pas ? Mais on reconnaît aujourd'hui qu'elle nous fournit seule un fil conducteur suivi, qu'elle explique seule la politique athénienne, le transfert de la guerre à des points comme Corcyre, Amphipolis, Syracuse. Alors ?

Alors nous sommes simplement en présence d'une des lois ordinaires et nécessaires de l'histoire. De loin, avec le recul du passé une grande guerre nous apparaît comme nécessaire, et lourde de la même impassible fatalité qu'un accident géologique. C'est une guerre finie, qui a cessé de nous intéresser, que nous ne songeons plus à modifier en idée et que nous acceptons, considérons comme un tout détaché, lointain, achevé. Ce sont là des conditions favorables pour voir les hommes agis et poussés malgré eux par des causes matérielles, physiques, par celles dont eux-mêmes se doutaient le moins, et qui n'étaient jamais mises en avant. Plus une guerre au contraire est proche de nous, nous intéresse, nous enveloppe, nous retient dans son action survivante et actuelle, et plus nous lui cherchons des motifs humains, psychologiques et moraux. Les expressions de Thucydide (ἀληθεστάτην πρόφασιν, ἀφανεστάτην δὲ λύγῳ) nous montrent qu'il faut déjà un grand effort de détachement, de recul et d'indépendance pour voir la cause principale de la guerre dans la rencontre automatique et fatale de deux puissances, l'une qui s'accroît sans cesse, l'autre qui voit venir vers elle l'accroissement comme une menace. Les causes les plus manifestes, les plus avouées, les plus repétées par l'un des deux partis sont toujours celles qui mettent en lumière les sentiments agressifs et injustes de l'autre. Ce sont celles sur lesquelles s'étendent complaisamment les orateurs dans les discours que leur prête Thucydide et sur lesquelles ils s'étendaient plus complaisamment encore dans leurs discours réels.

Mais pourquoi Thucydide n'a-t-il pas été jusqu'à cette cause économique, et pourquoi, d'une façon générale, l'explication économique des guerres est-elle une nouveauté qui date de la dernière moitié du XIX^e^ siècle ? J'avoue que je n'en saurais donner une explication totale. Sans doute malgré eux les historiens se placent à une sorte de point de vue royal où les besoins économiques sont sous-entendus, où une réalité politique indépendante et qui se suffise à soi-même est comme abstraite et hypostasiée. Voit-on la tragédie politique de Corneille mettant en avant comme motif d'action pour un Nicomède ou un César une question de blé ou de débouché ? L'histoire, qui était aussi un genre noble, gardait quelque chose de cette dignité, et ce n'est sans doute pas une simple coïncidence si elle s'est mise à parler de l'arsenic et des nègres au moment à peu près ou le drame romantique les introduisait sur le théâtre. Notons d'ailleurs que bien des pages de l'*Essai sur les Mœurs* annonçaient ici une transformation de l'histoire et que c'est vers 1750 que la haute société s'était mise à se passionner pour la question des blés. Il n'en est pas moins vrai qu'il a fallu attendre longtemps pour qu'un Sorel pût donner des guerres générales de l'Empire une explication en partie économique, les concevoir comme une attaque et une défense de la thalassocratie britannique, la lutte à mort d'un système et d'un blocus maritimes contre un système et un blocus continentaux. Mais l'ambition de l'ogre de Corse et le génie infernal de la mercantile Albion apparaissaient de l'un et de l'autre côté comme des causes parfaitement suffisantes, et avec raison puisque c'était cette eau-de-vie qui remontait le moral des combattants. Aujourd'hui encore on est mal venu dans tous les pays à chercher ailleurs que dans les faits moraux de perversité humaine les causes de ce qui nous affecte dans la guerre et dans la paix. Quand cela sera devenu du vrai passé, ne tiendra profondément personne dans sa chair et son âme, les froides interprétations économiques se lèveront d'elles-mêmes, absorberont tout.

* * *

Revenons à Corinthe. Elle a par position la plus ancienne, et, jusqu'à celle d'Athènes la plus florissante des marines grecques. C'est bien l'expansion de cette marine qui, amenant un conflit nécessaire avec celle d'Athènes, engendre le premier prétexte de la guerre. La rivalité d'Athènes et de Corinthe au sujet des bouches des l'Adriatique domine toute la première phase de la guerre du Péloponèse. Ainsi, de 1840 à 1914 toutes les guerres et les menaces de guerres générales, dans une Europe interéssée tout entière à la mer, naissent originellement de la triple question des trois bouches de la Méditerranée : Constantinople, Suez et le Maroc. Tout vient ici de la grande expédition entreprise par Corinthe et ses alliés pour fonder une colonie à Epidaure, le futur Dyrrachium, tête de pont des communications entre les terres grecques et les terres italiennes. Ils se trouvent en lutte avec Corcyre, ancienne colonie corinthienne qui a la troisième marine de la Grèce, entend ne pas être absorbée par sa métropole et recherche contre elle l'alliance d'Athènes. La guerre qui embrasse le monde entier naît d'une question de bouche maritime. Mais on peut fort bien admettre que cette cause seconde demeure prise dans le grand procès général de la rivalité entre Athènes et Lacédémone, ne pas trop déranger les perspectives d'ensemble de l'étiologie fixée par Thucydide.

* * *

Athènes se convertissant entière à une politique maritime il était naturel et nécessaire que cette politique maritime, comme celle de l'Angleterre, se gouvernât selon quelques rythmes simples. C'est ainsi que dès le principe l'Athènes de la guerre du Péloponèse suit les mêmes directions de géographie et d'histoire, de politique et de volonté que l'Athènes des guerres médiques. La conduite que préconise Périclès au début de la guerre est celle que Thémistocle a fait adopter, pour le salut de la Grèce, au moment de l'invasion de Xerxès : laisser l'Attique ouverte à l'ennemi et se confier à la ville maritime. Mais alors la ville maritime n'est plus seulement cette ville aux murailles de bois, la flotte où les Athéniens enfermèrent jadis leur patrie et leurs dieux. Elle comporte avec la flotte tout ce que relie, protège, approvisionne la flotte : les îles tributaires, le Pirée, Athènes reliée au Pirée par les Longs Murs : « Si nous étions insulaires, qu'y aurait-il de plus inexpugnables que nous ? Il faut donc en fait, visant dans nos résolutions le plus possible à cet idéal, que nous abandonnions campagne et maisons pour prendre la seule garde de la mer et de la cité » (1-143). A peine la guerre a-t-elle commencé qu'au centre de l'histoire grecque et de la Méditerranée orientale, microcosme de l'histoire planétaire et océanique d'aujourd'hui, se posent l'être, l'ambition et les luttes d'une thalassocratie insulaire.

Comme l'a déjà remarqué Thucydide au sujet de l'empire d'Agamemnon, (1-15), îles et flottes s'impliquent. Les îles sont donc nécessairement conquises par les villes grecques pourvues de grandes flottes. Pour garder une île il suffit d'être maître de la mer, tandis que, pour garder une côte, il faut des forces de terre contre les populations de l'intérieur. C'est l'armée d'Alexandre, et non la flotte d'Athènes, qui donneront définitivement l'Ionie à la Grèce.

Si les flottes servent à conquérir et à tenir les îles, la maîtrise de la mer engage sans cesse à la conquête d'îles nouvelles. Aujourd'hui toutes les grandes îles du globe (sauf celles du Japon) et la plupart des petites appartiennent à des thalassocraties britanniques ou hollandaises (la presqu'île de l'Inde collée à des chaînes inaccessibles et à des passes surveillées s'est comportée jusqu'ici comme une île). Aussi les Athéniens finissent-ils par poser ce principe que les îles grecques leur appartiennent de droit. Dans la guerre de Sicile tous les insulaires doriens et ioniens doivent s'armer pour Athènes. Parmi les insulaires voisins du Péloponèse « les Céphaloniens et les Corinthiens, dit Thucydide, étaient indépendants. Mais comme insulaires il leur fallait accompagner les Athéniens parce que ceux-ci étaient maîtres de la mer » (VII-57). Maîtres par conséquent des îles. Les visées sur la grande île de Sicile, drame central de la guerre du Péloponèse, prennent place dans la logique de cette guerre insulaire.

La conquête ou la domination des grandes îles était pour la thalassocratie athénienne une nécessité aussi vitale que l'avait été jadis pour les Spartiates la conquête de la Messénie. Et pour deux raisons : parce que les îles appartiennent de droit à la puissance maîtresse de la mer, parce que ces îles étaient elles-mêmes le siège de marines rivales.

Il y a pourtant une exception curieuse. La Crète a été, aux temps préhomériques, la tête de la grande thalassocratie minoenne ; elle a étendu sur la mer Egée la paix de Minos, elle a mis en relations la Grèce avec l'Egypte et l'Orient. A l'époque de la guerre du Péloponèse, il y a longtemps qu'elle a disparu de l'histoire: c'est une sorte d'Achaïe maritime partagée en cités paisibles qui gardent intacte la vieille discipline dorienne, et qui fourniront à Platon une bonne partie des traits politiques qu'il oppose à ceux de l'Etat gonflé d'humeurs. Jadis autel central des navigations d'Orient, elle est devenue comme notre Massif Central un môle qui sépare et qui fait s'écouler à part deux écheveaux divergents de routes. La dorisation du pays, son manque de ressources, son intérieur âpre et d'accès difficile, la rareté des relations avec l'Egypte après la conquête perse en détournèrent sans doute les Athéniens : si l'expédition qu'ils envoyèrent au secours d'Inaros avait réussi, peut-être leur eût-il paru intéressant de prendre pied dans la grande île.

La première grande île que conquiert Athènes, l'Irlande de cette thalassocratie, est naturellement Egine. Mais ce ne fut sans doute pas un hasard si la guerre du Péloponèse trouva sa cause occasionnelle dans les affaires de Corcyre. Corcyre à une marine grecque ouvre la porte de l'Occident, comme la Crète ouvrait la porte de l'Egypte, comme Chypre ouvrira la porte de l'Asie. L'île d'Alcinoüs tenait déjà cette place, ainsi que l'a montré Bérard, au temps de la thalassocratie phénicienne : d'où son importance dans le périple sidonien qui a servi de base à *l'Odyssée*. Lorsqu'elle devient l'ennemie de Corinthe et passe dans l'alliance d'Athènes, elle rompt définitivement le peu qui pouvait rester d'équilibre entre les deux grandes marines de la Grèce, celle des Athéniens et celle des Corinthiens, elle ouvre à Athènes la route de l'Adriatique et de l'Italie. L'expédition de Sicile n'aurait pu avoir lieu si les Athéniens n'avaient eu à Corcyre une place d'armes et un lieu de rassemblement pour préparer la conquête de la grande île. Et cette conquête devait devenir naturellement l'idée fixe de l'impérialisme maritime.

Lorsque les Athéniens décident de faire la guerre de Corcyre, premier acte de la guerre du Péloponèse, ils se résolvent difficilement et se déjugent de l'une à l'autre de deux assemblées successives. Il est fâcheux que Thucydide, qui nous donne les discours des Corinthiens et celui des Corcyréens, ne juge pas utile de faire connaître ceux qui furent tenus dans les deux assemblées d'Athènes. Il indique pourtant les deux raisons essentielles qui parurent décisives au parti de la guerre. D'abord « on sentait bien que l'on aurait la guerre avec le Péloponèse : aussi ne voulait-on pas abandonner aux Corinthiens une ville qui possédait une si forte marine ». Ensuite « Corcyre paraissait située favorablement sur la route de l'Italie et de la Sicile » (1-44). Déjà les Corcyréens, quand ils sollicitaient l'alliance athénienne, avaient fait valoir cette raison. « Corcyre, disaient-ils, vous permettra de couper les communications des Péloponésiens avec l'Italie et la Sicile et d'assurer les vôtres » (1-36).

Mais une troisième raison, exposée dans le discours des Corcyréens, dut sans doute agir fortement sur les politiques de la mer. Elle n'est autre que le principe britannique du *two powers standard*. «Il y a en Grèce trois marines qui comptent : la nôtre la vôtre et celle des Corinthiens. Si vous permettez à ces deux dernières de n'en faire qu'une et aux

Corinthiens de nous absorber, vous aurez à combattre les Corinthiens et les Corcyréens réunis ». C'est une réflexion sur ce sujet qui amènera l'Angleterre à ces deux maximes : entretenir toujours les divisions entre les deux plus fortes puissances maritimes, avoir toujours une flotte égale aux deux plus fortes flottes réunies.

Ce n'est pas seulement la guerre à outrance d'Athènes et de ses alliées contre Sparte et sa ligue, qui est en germe dans la décision de l'assemblée athénienne, c'est la déviation nécessaire de cette guerre en un impérialisme occidental, en l'expédition sicilienne. L'expédition de Corcyre, qui dut avoir contre elle les conservateurs héritiers de l'esprit de Cimon, comme Nicias, fut amorcée par le même parti et les mêmes arguments que le sera celle de Sicile lorsque Alcibiade continuera son oncle Périclès. Et probablement comme lors de la guerre de Sicile les partisans de la paix entrèrent dans l'aventure votée malgré eux, afin de la mener avec le plus de prudence : un des commandants de la flotte est en effet Lacédémonios, fils de Cimon.

L'expédition de Sicile, poignardée dans le dos par Alcibiade, son principal instigateur, et conduite par Nicias à la catastrophe la plus tragique, a été condamnée par l'histoire comme la campagne de Napoléon en Russie, et Thucydide, parce qu'elle a échoué, l'impute surtout aux ambitions et aux propos inconsidérés de quelques-uns. Pourtant le dessein de la guerre paraît beaucoup plus raisonnable que ne le fut sa conduite. Les raisons que font valoir les députés d'Egeste et leurs partisans sont assez considérables. Les Syracusains menacent d'établir leur hégémonie sur toute la Sicile. Ils ont une marine puissante, la troisième du monde grec. Ils sont Doriens, colonie de Corinthe, très attachée à sa métropole. Si la Sicile unie se fût jointe à Corinthe et à Lacédémone, cette ligue eût formé la thalassocratie la plus redoutable pour Athènes. Aussi Athènes ne pouvait-elle se désintéresser de la Sicile. Les Egestains avaient raison lorsqu'ils disaient « qu'il est sage de soutenir contre les Syracusains les alliés qui les combattent encore en Sicile » (VI-6). Une fois résolu d'intervenir en Sicile il fallait le faire, comme le montra Nicias, avec une expédition puissante, hors de proportion avec toutes celles qui avaient jusqu'ici quitté un port grec. On ne peut lui comparer que celles de Cyrus, de Cambyse, de Xerxès. Le Syracusain Hermocrate en fait la remarque dans son discours : « Rarement ont réussi ces grandes expéditions grecques ou barbares, opérant à d'énormes distances de leurs pays » (VI-33). Et il en donne les raisons : elles font l'union parmi les ennemis et perdent ainsi le bénéfice de leur nombre ; elles peuvent subsister difficilement sur un sol étranger.

C'est précisément dans ces deux sens et pour obvier à ces deux dangers que l'expédition est préparée avec la plus intelligente prudence par Alcibiade et par Nicias. Alcibiade veille à l'un et Nicias à l'autre. Ecoutons dans Thucydide les paroles du premier : « La nombreuse population des cités siciliennes est composée d'éléments très mêlés : changements et révolutions politiques y naissent facilement. Nul ne regarde la patrie comme un bien domestique, ne se soucie de prévoir des armes pour la défense de son corps, ni des règlements pour celle du territoire » (VI-16). Le περὶ τὸ σῶμα ὅπλυις ἐξήρτυται doit être évoqué comme une image précise et des plus importantes pour un Grec. Jusqu'à la guerre du Péloponèse en effet, la force défensive, tant morale que physique, d'une cité, est constituée par le nombre et la qualité des citoyens adultes, équipés à leurs frais avec armes solides et lourdes, tant défensives qu'offensives, et qu'on appelle hoplites. L'hoplite, soldat citoyen et propriétaire, équipé pour la protection de l'Etat et de ses biens, l'hoplite qui a brisé en bataille rangée les archers et la cavalerie des Perses, l'hoplite forme le vrai mur de la cité. Il est particulièrement armé pour la défense de la plaine agricole dont cette cité tire sa subsistance, et dont le ravage, objet principal de l'ennemi, amène, si on ne peut se ravitailler par le dehors, le plus grand péril de famine. La constitution et la discipline lacédémoniennes ont pour but unique de créer le parfait hoplite, comme toute une culture avait pour objet au moyen âge de former le chevalier. Evidemment la guerre du Péloponèse consacre, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire, la décadence de l'hoplite, et cette chute du mur annonce la chute de la cité. Le désastre des hoplites athéniens en Etolie et des hoplites lacédémoniens à Sphactérie, la nécessité où est Brasidas de partir en Thrace avec de simples hilotes armés comme hoplites, la campagne même de Sicile, où l'armement des hoplites athéniens fut presque toujours pour eux (à l'assaut des Epipoles comme dans la désastreuse retraite) une cause d'infériorité, préparent des idées militaires nouvelles, celles d'Iphicrate, d'Epaminondas, de Philippe, en même temps que la cité s'ouvre et s'effrite devant les idées politiques nouvelles. Pour les raisons mêmes que dit Alcibiade, cette classe d'hoplites manquait en partie en Sicile, et on pouvait à cette époque en conclure (ce qui ne se trouva d'ailleurs point juste) que c'était pour les Siciliens une cause de faiblesse.

Mais la cause la plus importante de la faiblesse des Siciliens, Athènes devait certainement la découvrir dans les dissensions qui ravageaient les villes de la Sicile bien plus encore que celles de la Grèce propre. Ces dissensions, il fallait quelqu'un dont le talent spécial pût les provoquer, les utiliser, empêcher l'union toujours facile dans un pays qui avait connu l'autorité des tyrans. Alcibiade, génie de souplesse et d'intrigue, est qualifié pour prévenir cette union, éveiller et employer les discordes. Et tant qu'il resta en Sicile, sa diplomatie réussit. Malheureusement l'armée et ses chefs demeuraient liés aux caprices d'une assemblée plus incohérente et plus absurde en ses mauvais jours que Xerxès lorsqu'il faisait fouetter la mer. Avec l'ordre de ramener Alcibiade la Paralienne emporta la fortune d'Athènes.

De son côté Nicias, bien qu'il eût préféré qu'Athènes ne s'engageât point dans cette aventure, prépare avec le plus grand soin tout le détail matériel et militaire de l'expédition, tel qu'il en présente dans son second discours l'inventaire aux Athéniens. La difficulté essentielle lui paraît celle-ci : la Sicile, pays d'une richesse inépuisable qui se suffit complètement à lui-même contient pour se défendre tous les avantages d'un continent ; pour en venir à bout il faut que l'expédition puisse se suffire pareillement, qu'elle possède tous ses approvisionnements au moins pour les quatre mois d'hiver pendant lesquels la navigation est suspendue. L'audace avec laquelle Athènes mobilise, alors et au moment où elle envoie le renfort de Démosthène, toutes les ressources de la République et joue sur ce grand coup de dés toute sa fortune, ne peut s'expliquer que par l'inéluctable nécessité d'aller jusqu'au bout des problèmes qu'impose la domination de la mer. L'habitude du commerce, du risque, du quitte ou double chez une puissance maritime porte facilement un tel peuple à ces grandes décisions que l'histoire juge d'après leur réussite. C'est dans l'enivrement de son *rush* économique et maritime que l'Allemagne s'est résolue au grand coup de dés où elle a perdu.

⁂

On a été souvent frappé de la place que tient, immédiatement avant le récit de l'expédition de Sicile, le dialogue des Athéniens et des Méliens. Ce simple rapport abstrait de position paraît plus saisissant, pour exprimer la Nemesis de l'histoire, qu'un apologue d'Hérodote ou un discours de Socrate. Il ne semble pas pourtant que l'idée morale, le mythe de Némésis, si naturel en ces époques tragiques puisqu'en notre guerre on s'y reportait invinciblement, ait signifié ici quelque chose pour l'intelligence sèche, lumineuse, aiguë de Thucydide.

Dans ce dialogue unique, qui est, comme schéma idéal, aux discours de l'histoire ce que ces discours eux-mêmes sont au récit des événements, les Athéniens ramassent, en des formules dont le poids et le marbre n'ont jamais été retrouvés, la doctrine de la force, la nécessité pour le puissant d'aller jusqu'au bout de son intérêt. Frédéric II et le Comité de Salut Public nous en rendront, dans la claire langue analytique du XVIII^e^ siècle, quelque chose, et ne justifieront pas autrement l'invasion l'un de la Saxe, l'autre des Pays-Bas. La différence est que nos modernes ont passé par le vestiaire de Teufelsdroeck et par la philosophie des habits, sont enveloppés et grimés par *l'Anti-Machiavel* et par les Droits de l'homme. Ni les principes de la belle nudité antique, ni l'art de Thucydide ne permettraient que les Athéniens parlassent aux Méliens avec ce contraste bizarre d'un langage vrai et d'un faux-nez. Les Athéniens exposent simplement aux Méliens qu'ils ont besoin de leur alliance, qu'étant les plus forts ils l'exigent et n'admettent pas leur neutralité : les Méliens, colonie de Lacédémone, ne voulant pas prendre part à la guerre contre leurs fondateurs, sont assiégés, les hommes massacrés, les femmes et les enfants réduits en esclavage. Cela se passe en l'hiver de la seizième année de la guerre, et c'est le même hiver que les Athéniens forment le projet de l'expédition de Sicile.

Thucydide ne croit nullement à une Némésis : à plus forte raison, habitué plus que personne à employer des mots pourvus d'une signification, ne trouverait-il pas le terme de justice immanente. La destruction de Mélos et l'expédition de Sicile sont simplement pris dans une même logique réaliste et historique, un enchaînement de nécessités qui se résument en une loi, la loi de la mer. Le dialogue, exempt de tout verbiage et vrai d'une vérité pure, nous place en plein dans cette loi comme un dialogue de Platon nous met dans celles de l'intelligence et du discours.

Toute la ligne de la situation et du dialogue tient cette phrase : « Les Méliens, colonie de Lacédémone, refusaient de se reconnaître ainsi que l'étaient les habitants des autres îles sujets d'Athènes » (1-84). L'être de la thalassocratie athénienne se confond avec le contrôle ou la domination des îles. Périclès appelait Egine une chassie dans l'œil du Pirée, et sa position rendit dès le début de l'empire athénien sa conquête nécessaire, mais toute île indépendante dans la mer Egée et ailleurs devait être pareillement une chassie pour la γλαυκῶπις attique. En aucun temps les maîtres de la mer ne peuvent, dans le cas d'une guerre générale, admettre la neutralité d'une position maritime importante : les Anglais à Copenhague en 1808, les Alliés en Grèce en 1916 ont été conduits à cette logique de la guerre maritime. La puissance continentale se charge d'ailleurs toujours de leur fournir sur terre des précédents qui leur enlèvent tout scrupule : Napoléon en Hollande et en Allemagne et les Allemands en Belgique traçaient leur voie aux Anglais en Danemark et aux Alliés en Grèce. Pareillement avant que la Mélos dorienne fût arrachée de la Grèce maritime, Platée, sorte de Mélos continental inverse, avait subi le même sort de la part des Lacédémoniens et de leurs alliés.

L'expédition de Mélos et celle de Sicile suivent donc la même ligne maritime et insulaire, se succèdent en raison comme elles se succèdent dans le temps. L'une est facile et l'autre difficile, les gagnants de l'une sont les perdants de l'autre, les sentiments de pitié humaine que tout homme mêle invinciblement à l'histoire vont également à toutes les victimes, et, devant ces tragédies aussi graduées et aussi poignantes que celles du théâtre, jouent encore les sentiments antiques, la terreur et la pitié. Mais l'abstraction historique ne retient de ce mélange humain que ce qui intéresse son objet, que la suite claire et nue de ses faits et de ses lois.

Et cette suite claire et nue parvient à des essences qui dépassent la tragédie. Toutes les puissances maritimes qui ont fait la grande Athènes se retrouvent en Sicile, silencieusement convoquées, pour sa ruine. Non par une Némésis décorative, mais par un enchaînement naturel qui eût satisfait l'intelligence d'un Démocrite. Nicias, dans son adjuration pathétique à ses marins qu'enferme la rade de Syracuse, leur rappelle qu'ils vont livrer la dernière bataille d'Athènes : si la flotte est vaincue, l'armée enfermée en Sicile n'est plus qu'une bête prise au piège : « Songez, chacun dans votre cœur et tous d'une seule âme, qu'il y a avec vous, sur vos vaisseaux, toute l'armée des Athéniens, et toute leur flotte, et ce qui reste de l'Etat, et le grand nom d'Athènes ». (VII-64). C'est exactemment dans ces termes que Thémistocle avant Salamine pouvait parler aux Athéniens. La chance de la plus grande gloire et la chance du plus grand désastre étaient donnés également dans la nature d'une puissance maritime, dans la destinée de cette ville de bois à laquelle Athènes, au moment culminant de ses deux grandes guerres, celle d'Hérodote et celle de Thucydide, se trouvait réduite. Ce n'est point Mélos, mais Pylos que Thucydide se rappelle à ce sujet. Il remarque qu'après la perte de la bataille la situation des Athéniens en Sicile était exactement celle où ils avaient mis les Lacédémoniens dans l'île de Sphactérie. Là encore un destin artiste a tout disposé pour grouper plus clairement autour des îles la vie et les guerres d'une thalassocratie.

Si l'*Odyssée* est dessinée d'après un périple ou plutôt un guide général des navigations phéniciennes, il est naturel que nous y retrouvions cette même place dévolue aux îles, l'île de Calypso et celle des Lotophages, la Sicile, la Sardaigne, Corcyre, et l'analogie conduisant le poète grec à rattacher cette épopée des îles occidentales à la dernière, vers l'Occident, des îles orientales, la pierreuse Ithaque. Devant le port des Phéniciens un îlot rocheux est le vaisseau pétrifié d'Ulysse : il y a un certain lointain de généralisation à la fois poétique et historique où les vaisseaux et les îles se confondent dans les mêmes lignes idéalisées et vraies, jusqu'à ne plus faire qu'une racine nue de l'être maritime et de la puissance navale.

L'épopée odysséenne n'est pas seulement le poème des îles, mais, comme le fait remarquer Bérard, le poème des bouches et des détroits. C'est là que sont localisés ses grands épisodes. Comme la politique navale anglaise autour de Gibraltar, de Suez, de Singapour, la vigilance de la thalassocratie athénienne se porte sur les lieux de passage, les pertuis. De là l'importance des affaires de Corcyre, de là la création d'un théâtre permanent de la guerre autour de Naupacte et en Etolie, c'est-à-dire à l'entrée du golfe de Corinthe que les Athéniens veulent fermer aux Péloponésiens. De là l'occupation malheureuse d'Héraclée par les Lacédémoniens, sur la route de mer qui menait les Athéniens en Thrace. En Sicile Charybde et Scylla sont occupées l'une par les Syracusains, l'autre par les Athéniens ; les deux flottes ennemies sont l'une à Messine, l'autre à Rhegion, ces deux villes riveraines du détroit, un Tarascon et un Beaucaire qui doivent nécessairement se haïr. Les nécessités de la navigation et du commerce ancien lient intimement à cette question capitale des détroits celle des isthmes, et Bérard s'appuie précisément sur l'occupation de Décélie pour justifier sa loi des isthmes qui explique tant de choses dans l'histoire maritime ancienne.

* * *

Notons que, dans la lecture de Thucydide, nous sommes toujours embarrassés par la même difficulté. Tout nous paraît de façon indiscutable rentrer dans les cadres d'une explication commerciale, économique, maritime : les détroits, les isthmes, les îles, les flottes font l'armature évidente de ces cadres. Mais dès que nous voulons passer au détail et savoir exactement dans quelle mesure la maîtrise et la liberté de la mer étaient pour les belligérants une question de vie et de mort, Thucydide ne nous apporte plus que des renseignements insuffisants ou nuls, auxquels les hypothèses des historiens modernes ne mettent pas une rallonge suffisante.

Il faut pourtant faire une exception pour Athènes. Il est certain que l'Attique en est au V^{e} siècle au même point que l'Angleterre d'aujourd'hui : elle ne produit qu'un tiers au plus de ses subsistances, et dépend, pour les deux autres tiers, de ses importations. La question du blé est donc la question vitale d'Athènes. Elle dispose d'une flotte aussi nombreuse qu'elle peut souhaiter. La matière d'échange est abondante : ce sont le vin et l'huile de l'Attique, vendus très cher dans toute la Méditerranée, et surtout l'argent des mines du Laurium, auquel se joint l'or de Thrace. L'abondance de blé étranger détermine en Attique ce surplus de population, grâce auquel Athènes répare tant bien que mal les brèches de la peste, de la guerre d'Archidamos, de l'expédition de Sicile. Cette importance du commerce du blé pour leur empire doit avoir amené les Athéniens à rechercher avant tout le contrôle des grands pays à blé. Il y en a quatre autour de la Grèce : l'Egypte, le Pont, la Thrace et la Sicile. De là la grande et désastreuse expédition d'Egypte, celle de Sicile, l'importance attribuée à la Thrace, puis au Bosphore, dans la conduite de la guerre contre Athènes, par la politique de Lacédémone.

Mais si Athènes ne peut vivre sans une abondante importation de blé, en est-il de même du reste de la Grèce, et en particulier du Péloponèse ? La question est importante : car, si ces pays ont besoin eux aussi des blés du dehors, l'expédition de Sicile prend un caractère de nécessité plus marqué qu'on ne l'imaginait. Ayant déjà le contrôle des blés du Nord, il s'agirait pour les Athéniens de couper pour leurs ennemis du Péloponèse la richesse capitale que conduisent dans leurs ports les vaisseaux de Corinthe, à savoir le blé de la Sicile et sans doute aussi de l'Italie méridionale. Dès lors le Péloponèse affamé aurait dû capituler. Telle est la thèse que soutient entre autres Grundy dans son livre nourri et attachant sur *Thucydide and the history of his age.*

Aucun pays grec, pense-t-il, sauf la Thessalie, ne peut suffire à sa nourriture. Tous sont obligés de vivre en ajoutant à leur récolte insuffisante le produit de l'échange de leur vin, de leur huile et de leur industrie contre les blés du dehors. Dès lors, pour ruiner une ville, il suffit de la bloquer et de dévaster au moment de la récolte ses champs, ses vignes et ses olivettes. C'est la destinée de la malheureuse Mégare, type de la ville affamée par ses ennemis. On peut donc croire légitimement que le blocus maritime et le ravage des terres, poussés rigoureusement, suffiront pour venir complètement à bout d'un ennemi. De là, au début de la guerre, la confiance des Athéniens dans le premier et des Lacédémoniens dans le second de ces moyens, l'espoir, des deux côtés, d'une guerre décisive, et, à mesure que la guerre s'allongeait dans le temps, l'extension, dans l'espace, de la périphérie où il fallait aller frapper pour tarir à l'ennemi les sources de son ravitaillement.

Evidemment ce doit être là une de nos idées directrices dans notre connaissance de la guerre du Péloponèse, bien que Thucydide, pour des raisons que nous avons cherchées, ne la formule pas de façon explicite. Mais il ne faut pas faire de cette idée directrice un système absolu. En particulier il est fort possible que le Péloponèse ait pu se suffire à peu-près à lui même, surtout si l'on tient compte des fissures inévitables de tout blocus (il y en avait bien à celui de Sphactérie), et trouver indéfiniment les ressources nécessaires. L'affirmation contraire des historiens économistes modernes est fondée surtout sur des considérations empruntées à l'économie agricole de la Grèce actuelle. Mais cela a pu changer beaucoup, et un texte formel, de Thucydide ou d'un autre, ferait bien mieux notre affaire. Or ce texte manque. Il est difficile de croire que les riches plaines de Laconie et de

Messénie n'aient pas pu nourrir entièrement leur population, et que les deux litres de farine, les deux quarts de vin et la portion de viande qui constituaient la ration de l'hoplite lacédémonien aient pu sérieusement manquer. On peut d'ailleurs croire qu'il y a eu dans beaucoup de cités belligérantes ou neutres, surtout les années de mauvaise récolte, des problèmes de ravitaillement et de rationnement assez délicats. On sait d'autre part qu'une grave crise économique sévit après la guerre dans le Péloponèse et en fait, sur certains points, un marché de mercenaires. Dans l'ensemble, nous sommes obligés de lire péniblement et mal, sur l'économique, quelques bribes hypothétiques et mutilées, entre les lignes denses, nombreuses et claires du politique.

* * *

Nous ne savons donc pas dans quelle mesure exacte la guerre du Péloponèse est une guerre économique, mais nous savons qu'elle tend de plus en plus, par son poids et sa logique, à devenir une guerre maritime et à finir par n'être plus que cela. Une guerre maritime, en ce sens surtout qu'elle met aux prises, comme nos deux guerres modernes, napoléonienne et germanique, le continent et la mer, et, selon la formule anglaise, l'éléphant et la baleine, cette figure facétieuse de nos luttes cosmiques.

Il n'y eut dans cette guerre que deux batailles décisives, deux batailles navales, Syracuse et Ægos-Potamos. Les Lacédémoniens, sans devenir jamais eux-mêmes des marins, commandèrent les marines de leurs alliés, et les subsides des Perses, joints à leur trésor public, leur donnèrent des vaisseaux et des équipages qui finalement balancèrent ceux de leurs ennemis. La victoire de Lysandre fut faite de sa suprématie maritime. La guerre du Péloponèse n'en conserve pas moins ce caractère fondamental d'une lutte de la terre et de la mer. La colère des Lacédémoniens se prend à tous les peuples maritimes, à tous les hommes de mer, à moins bien entendu qu'il ne s'agisse de leurs alliés. Ils massacrent les équipages des navires, tant neutres qu'athéniens, comme si tout ce qui est marin leur paraissait contraire à ce génie nu de la cité dont Lacédémone se fait gloire de conserver et de proposer en exemple l'épure parfaite. Comme la guerre de 1914 l'a mieux montré encore, les marines neutres, lorsqu'elles ne sont pas assez puissantes pour constituer une rivalité dangereuse, deviennent par position des annexes de la marine maîtresse, sont considérées par la puissance continentale comme des alliées de son ennemie. Les marines neutres ne peuvent en effet faire du commerce qu'avec celle-ci, lorsqu'elle est assez forte pour maintenir le blocus de l'Etat continental adverse. C'est, dans la mesure où le permettait l'état des marines antiques, la situation d'Athènes et du Péloponèse, puisque la flotte athénienne peut ravager à son gré les côtes péloponésiennes, institue des blocus locaux par ses stations de Naupacte et de Pylos, encercle même Corinthe par les stations de Salamine et de Minoa. Il est dès lors naturel que l'Etat continental, qui ne voit dans les marines neutres qu'un renfort pour ses ennemis, les détruise ou les empêche de naviguer s'il le peut. De là cette guerre aux neutres faite par les Lacédémoniens, pareille à ces autres guerres aux neutres que furent la guerre sous-marine des Allemands et le blocus continental de Napoléon, système pareil de ruine pour les marines réputées solidaires de la marine ennemie.

La possibilité pour les maîtres de la mer d'exercer le blocus maritime appelle naturellement chez la puissance prépondérante sur terre la tentation et la tentative d'un blocus continental. Le cas ne s'est point réalisé en 1914 puisque les puissances bloquées par mer étaient également encerclées par terre. Mais, comme Napoléon, Lacédémone est conduite à employer le procédé d'un blocus continental contre la puissance maritime d'Athènes. Cette idée se réalise en trois étapes.

Au début de la guerre elle prend sa figure la plus simple de bataille, attaque et riposte sans manœuvre. Les Lacédémoniens sont maîtres de la terre et les Athéniens de la mer. Chaque année les Lacédémoniens viennent s'installer en Attique et la ravager. Chaque année, en la bonne saison de la navigation, la flotte athénienne fait le tour du Péloponèse et en dévaste les côtes. Cette guerre de razzia, analogue à celle des tribus nomades aux sédentaires, peut durer indéfiniment sans résultat, au contraire de ce qu'on pensait d'abord des deux côtés.

Un blocus permanent prenant pour centre un point vital de la puissance ennemie représentera un progrès de manœuvre. C'est ce que comprend, la septième année de la guerre, la meilleure tête militaire qu'eussent alors les Athéniens, Démosthène. Il a jeté son choix sur Pylos, pays inhabité, rade naturelle de la Messénie à quatre cents stades de Sparte, où l'on pouvait établir des Messéniens, faire une seconde Naupacte, et où le bois et les pierres abondaient. L'idée de Démosthène est, chez un ennemi de Sparte maître de la mer, exactement la même que celle d'Epaminondas lorsqu'il rebâtit la ville de l'Ithôme, restaure au flanc de l'ennemi cette Pologne grecque qu'est la Messénie. Démosthène a contre lui l'opinion générale de la flotte, qui, comme il est naturel, préfère continuer à naviguer, aller à Corcyre. Il faut le hasard de vents contraires, qui retiennent les navires à Pylos, pour que, désireux d'occuper les équipages, les généraux laissent à tout hasard mettre en pratique l'idée de Démosthène. Quand la place, naturellement forte, est à peu près en état, la flotte repart, et Démosthène, qui tient à son œuvre, reste là avec ses vaisseaux. Les Lacédémoniens alarmés conduisent à Pylos un grand armement de terre et de mer, et tout y tourne contre eux : non seulement la position reste inexpugnable, mais leurs hoplites, abandonnés et capturés dans Sphactérie, vont jusqu'à la paix de Nicias peser lourdement sur leurs plans de guerre.

Dans cette bataille navale nul ne s'était signalé par de plus grands exploits que Brasidas ; il y perdit son bouclier, qui figura dans le trophée des Athéniens, mais ceux-ci allaient payer cher cette pièce d'équipement. Il prit sa revanche en traversant toute la Grèce au pas de course pour aller installer en Thrace, d'où les Athéniens tiraient une grande partie de leurs ressources, une Pylos continentale. La prise d'Amphipolis place les Lacédémoniens en l'un des centres nerveux de la chaîne athénienne, coupe aux Athéniens une partie de leur ravitaillement en bois de construction, en peaux, en blés.

Mais le véritable blocus continental d'Athènes, dans la mesure du possible, n'est établi que lorsque les Lacédémoniens se décident, sur le conseil d'Alcibiade, à l'occupation permanente de Décélie. Non seulement Athènes perd son territoire agricole, plus de vingt mille esclaves déserteurs, mais surtout la route terrestre de l'Eubée lui est fermée, les transports ne s'effectuent plus que par le cap Sunium, à grand temps et à grand frais, la route continentale de l'isthme étant, pour une marine antique qui redoutait les longs parcours, la suite nécessaire de la route maritime par le golfe Maliaque et l'Euripe.

Entre le blocus continental des Lacédémoniens et celui de Napoléon, il y a évidemment de grandes différences. Le premier se fait par places, le second par plan d'ensemble et fermeture générale. Le premier vise surtout à empêcher les importations de l'ennemi, le second ne peut pas toucher aux importations de l'Angleterre, et cherche à la faire périr de pléthore en l'empêchant d'exporter. Mais tous deux représentent deux idées qui s'imposent dans une lutte contre une puissance maritime, tous deux (de même que le resserrement du blocus allié et le contre-blocus des sous-marins allemands), n'ont pris corps que lorsque, toute une première partie de la guerre s'étant écoulée sans résultat décisif, il eût apparu qu'on ne pourrait vaincre qu'en tarissant le commerce d'où l'ennemi tirait les moyens de son inépuisable résistance. Enfin tous deux ou plutôt tous trois (si nous leur assimilons le contre-blocus sous-marin), en somme, échouent : la mer triomphe, ou n'est vaincue que par la mer. Ce n'est pas le blocus de Décélie qui livre Athènes à Lysandre, c'est la création d'une flotte plus forte que la flotte d'Athènes et la bataille navale d'Ægos-Potamos. Le blocus continental et le contre-blocus sous-marin provoquent évidemment une crise chez l'ennemi, mais une crise que l'ennemi surmonte : obligées de s'attaquer au commerce des neutres, les puissances qui les emploient se créent par là de nouveaux adversaires, Napoléon s'éffondre par l'Espagne et la Russie, l'Allemagne par les Etats-Unis. Ainsi, la loi qui veut que la victoire finale appartienne au maître de la mer n'a pas souffert jusqu'ici d'exception.

La première, la guerre du Péloponèse a montré dans le trident de Neptune le sceptre du monde, ici le monde grec, microcosme de la planète et bas-relief où figurent idéalisés tous ses rapports géographiques. Mais la guerre du Péloponèse n'est pas seulement une guerre, elle est plus qu'une guerre, elle est un livre, celui-ci.

Voici, sur l'Athènes marine, le fronton du Parthénon, où, dans la dispute éternelle du trident et de l'olivier, Neptune lui-même vainqueur de la guerre est surpassé par Minerve. Une guerre, comme toute grande chose humaine, lève une fleur, et la fleur de marbre ici cristallisée au-dessus du sang des peuples qui se haïssent pour l'or et se massacrent pour la domination, c'est la chose thucydidéenne de toujours, l'ordre de rapports abstraits dans lequel l'histoire, contractant sa chair lumineuse d'Idée et passant comme la Tyndaride aux portes troyennes, suscite sur les hommes qui souffrirent par elle la figure d'une justice vraie, cette justice de l'esprit qui dépouille tout le vêtement local et social pour ne faire qu'un avec la justesse de la pensée.

Albert THIBAUDET.

(A suivre.)

LA POLOGNE
ET LA
DÉSAGRÉGATION DE L'EMPIRE RUSSE

L'histoire de la Pologne au cours du XIX^me siècle nous montre que, isolée et non soutenue par ses voisins du nord et du sud, en face d'un empire disposant d'immenses réservoirs d'hommes, la Pologne est une chimère. Alexandre I et ses successeurs ont systématiquement violé tous les engagements qu'ils avaient pris au Congrès de Vienne ou ultérieurement. Pourquoi les bolcheviks, dictateurs russes actuels feraient-ils exception ? On incrimine la Pologne d'avoir eu des visées impérialistes à l'égard de ses voisins. En réalité celles-ci ne consistaient qu'à se créer une base de résistance contre la marée montante russe. Preuve en est que la Pologne a conclu un accord avec l'Ukraine sur la base de la reconnaissance de l'indépendance de celle-ci.

Une Pologne libre et indépendante est la négation de l'empire russe tsariste ou soviétiste, peu importe. Celui-ci ne peut tolérer l'indépendance d'aucun de ses anciens peuples-sujets, puisque ce dernier deviendrait infailliblement un foyer de rébellion pour tous les autres contre l'unification forcée des peuples, unification qui est la raison d'être de l'empire.

L'empire ne peut évoluer ni se transformer en une confédération de peuples, puisque celle-ci serait libre de créer un autre centre confédéral que celui de Petrograd ou de Moscou ; ce qui est fort probable, puisque la population russe est bien plus arriérée que les populations allogènes, et celles-ci naturellement graviteraient autour de nouveaux centres politiques, industriels ou commerciaux. C'est pourquoi la condition essentielle à la constitution d'une confédération se substituant à l'empire se trouve dans la libération préalable des peuples de toute suprématie d'aucun d'entre-eux. Nous voyons que ce n'est que depuis que les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves se sont libérés de l'hégémonie austro-hongroise qu'ils cherchent naturellement à s'entendre et à se rapprocher.

L'empire russe n'a été constitué qu'en vue de continuer la politique d'expansion territoriale de la Moscovie, lorsque celle-ci arriva à la limite de ses forces. Les éléments étrangers prenant de l'ascendant, parfirent le manque d'énergie nationale et s'attelèrent à la besogne. Le 90 % de la population resta aussi inculte sous l'empire qu'elle l'avait été sous le régime moscovite, car le principe vital de l'empire ne se trouvait pas dans le développement social ou économique de la population, mais uniquement dans son expansion territoriale.

Ne pouvant reculer ses frontières du côté de l'Occident civilisé, l'empire chercha à s'agrandir du côté de la Turquie ; il lui arracha la Bulgarie, mais se heurta à la résistance de celle-ci. Alexandre II fut empêché d'entrer à Constantinople qu'il convoitait. L'empire du reste n'avait que faire d'une issue libre dans la Méditerranée puisque tout son commerce d'importation et d'exportation était dans la main des étrangers.

Après avoir essayé de se répandre en Asie centrale et s'y étant butté contre la résistance anglaise, il jeta son dévolu sur l'extrême Orient, mais il y rencontra les Japonais. Le Japon ferma le cercle qui arrêta définitivement l'expansion territoriale de l'empire. Dès lors l'empire avait vécu.

Il n'avait plus, en effet, qu'à s'occuper de ses affaires intérieures. Mais dès que les forces vives du pays se reportèrent sur le pays lui-même il devint évident que le régime despotique qui était un facteur puissant pour l'expansion territoriale était au contraire un obstacle pour l'avancement social et économique du pays. D'autre part, l'unification de peuples différents par la race, l'histoire, la langue, les aptitudes, ne pouvait servir qu'à la domination sur d'autres peuples. Les rigueurs contre les tendances d'émancipation nationale ne faisaient qu'augmenter. Il n'aurait pu en être autrement, l'empire n'étant qu'une dictature militaire exercée par une minorité cosmopolite sur les peuples asservis. A cet égard déjà, du temps du tsarisme les révolutionnaires furent solidaires avec les autorités, ce qui explique la facilité avec laquelle les bolchéviks épousèrent l'esprit de domination de leurs prédécesseurs.

La conscience des peuples se réveilla et chacun d'eux chercha sa propre voie. La débâcle militaire survint et précipita la désagrégation de l'empire. Désormais les forces vives travaillent pour l'avenir même des peuples. Les adversités que ceux-ci subiront dans l'avenir ne pourront qu'affirmer la conscience nationale de chacun d'eux. Cette conscience imprégnant l'âme des peuples les préservera du retour à la domination de la classe cosmopolite qui était à la tête de l'empire et dont les représentants travaillent contre l'émancipation de leurs compatriotes révoltés.

C'est dans la classe paysanne que se manifeste l'opposition la plus irréductible à l'unification forcée et au retour au vieux régime. L'Ukraine, les pays des Cosaques du Don, du Koubani, du Terek, de l'Oural et de la Sibérie ne veulent plus de suprématie moscovite. Ce n'est que dans les régions de l'ancienne Moscovie, où le paysan est privé du droit de propriété individuelle et où il est soumis au système économique communautaire des biens, que subsiste encore l'ancien régime sous son aspect bolchéviste. C'est là aussi que les intellectuels dénationalisés cherchent à substituer l'internationale communiste à l'internationale tsariste et à continuer l'œuvre d'expansion territoriale.

Tout le secret du succès et de la solidité apparente du régime soviétique se trouve dans le fait que les bolchéviks ont su présenter la continuation et l'aggravation du régime tsariste sous la forme d'une révolution. Les anciens fonctionnaires et militaires tsaristes ont capitulé et ont pu s'arranger avec les nouveaux possédants du pouvoir parce qu'ils se sont trouvés dans des situations analogues à celles qu'ils occupaient avant. Quant aux paysans qui ne sont que des fermiers des terres de la commune ils sont trop écrasés par la misère et leur ignorance pour pouvoir se révéler un facteur social d'une importance quelconque, intéressé aux destinées de leur pays.

Si on examine les systèmes qu'employait le gouvernement du tsar et ceux auxquels ont recours les bolchéviks, on constate qu'ils sont identiques. La seule différence se trouve dans ce que le tsarisme les employait pour maîtriser la classe paysanne, tandis que les bolchéviks les ont appliqués à toute la population sans distinction, exception faite pour les dictateurs du pays et leurs acolytes.

Comparons brièvement les conditions sociales et économiques du régime soviétique avec celles de l'empire. Sous celui-ci le paysan, c'est-à-dire le 90% de la population, était privé d'instruction en vertu d'une loi qui interdisait à un paysan ayant obtenu un brevet de fin d'études dans un lycée de faire partie de la classe paysanne. Il avait à choisir entre le brevet et son droit de vote à l'assemblée communale ; en Russie où le paysan est communautaire il perdait en outre le lot de terre que lui confiait la commune. Cette loi privait donc la classe paysanne de tout élément instruit qui passait à la classe privilégiée.

Les bolchéviks ont supprimé l'instruction pour tout le monde en privant les éléments instruits des avantages que leur conférait l'instruction et en autorisant les illettrés à faire des cours à l'Université.

Sous l'empire, un paysan cherchant du travail en ville, ne pouvait quitter son village sans passeport. Les bolchéviks ont supprimé tout droit de déplacement et ont privé les ouvriers du droit de choisir leur métier ou de s'embaucher à leur convenance dans une fabrique. Ils les ont soumis à la « mobilisation du travail », c'est-à-dire au servage.

Sous l'empire le paysan russe soumis à toutes les restrictions tenant au régime communautaire ne pouvait se vouer au commerce et à l'industrie.

Les bolchéviks en soumettant toute la population au régime communiste ont privé celle-ci du droit de propriété individuelle et partant du droit de l'individu au produit de son travail. La mission économique russe à Londres a déclaré au Conseil économique « qu'il ne pouvait être fait de commerce qu'avec le seul gouvernement des soviets.» (*Journal des Débats* du 28 juin 1920).

L'empire n'était pas gouverné d'après la loi, consignée dans les codes civil et pénal, mais d'après les ordonnances « provisoires » de l'administration.

La mission économique russe à Londres a communiqué au Conseil économique que « la législation commerciale russe « était souvent modifiée et que fréquemment les règle-« ments étaient rapportés et remplacés par de nouveaux. » (*Journal des Débats* du 28 juin 1920)

Sous l'empire le paysan n'était pas jugé d'après le code civil et par les tribunaux de l'Etat, mais par des tribunaux composés de juges élus dans le sein de la commune et d'après les us et coutumes de celle-ci. Le paysan était donc hors la loi. La sentence de ce tribunal communal pour être valable devait être confirmée par un fonctionnaire, relevant de l'administration de la province. Les juges communaux n'étaient donc que des sous-ordres de ce fonctionnaire.

Les bolchéviks ont supprimé les tribunaux pour tout le monde et les ont remplacés par des tribunaux, dont les juges sont nommés par les commissaires.

Sous l'empire l'okhrana faisait la chasse aux éléments hostiles au régime tsariste.

Les bolchéviks ont couvert le pays d'innombrables *tchresvytchaïka*, dont les sbires arrêtent et fusillent sans aucune forme de procès tous ceux qui paraissent suspects aux autorités soviétiques.

Les nombreux fonctionnaires vénaux et fainéants qui remplissaient les administrations de l'empire sont devenus encore plus nombreux, plus fainéants et rapaces sous le régime communiste.

Le système d'administration sous l'empire était basé sur le choix des fonctionnaires étrangers par leur origine à la région qu'ils administraient. Le gouvernement était l'ennemi déclaré du *zemstvo* (administration municipale provinciale) pour la simple raison que les élus de la population faisant partie de l'assemblée et du Conseil administratif du *zemstvo* étaient forcément des représentants d'intérêts locaux. Pour tenir en main le *zemstvo* le gouvernement d'Alexandre III comprit les présidents des conseils administratifs du *zemstvo* dans la catégorie des fonctionnaires d'Etat.

Les conseils administratifs du *zemstvo* n'étaient pas autorisés à entretenir des relations de province à province, pas même des relations d'affaires. Pendant les disettes, qui étaient fréquentes et frappaient des provinces entières, le *zemstvo* d'une province ne pouvait confier au *zemstvo* d'une autre province l'achat des céréales dont avait besoin la population. C'est le ministère de l'intérieur qui se réservait la tâche du ravitaillement des régions sinistrées. Le gouvernement craignait que les élus du pays ne se liguent sous le couvert de relations économiques.

Les bolchéviks ont institué les soviets des pauvres pour provoquer la guerre civile et empêcher les éléments sains et actifs de la population de se liguer contre eux.

En matière de politique étrangère les bolchéviks s'inspirent des méthodes tsaristes. En envahissant l'Ukraine les bolchéviks instituent dans les villages des comités des pauvres qui forcent les paysans riches à leur céder leurs biens. Les bolchéviks ont exigé des Polonais d'indemniser les familles des soldats polonais tués pendant la guerre.

Or, que faisaient les gouvernements d'Alexandre II et de Nicolas II ? Le premier a libéré les serfs en Pologne pour y provoquer la guerre entre paysans et propriétaires fonciers et étouffer la révolution. Le gouvernement de Nicolas II faisait inscrire sur le budget finlandais des sommes destinées à l'achat des terres à répartir entre les paysans pauvres.

Le Gouvernement tsariste ne faisait du reste qu'appliquer à sa politique étrangère le système qu'il suivait dans l'empire même. Le journal libéral *Strana* (le Pays) dirigé par le professeur Maxime Kovalevsky, bien connu à Paris, signalait dans son numéro du 7/20 mars 1906 la constitution d'une association paysanne sous les auspices du ministère de l'intérieur. Nous extrayons de l'article du journal *Strana* les passages suivants :

« On nous communique une série de documents, jetant un jour cru sur la politique du ministère de l'intérieur à la veille des élections au premier « parlement » russe. Ces documents se rapportent à une association nouvellement formée avec l'approbation expresse de M. Dournovo sous le nom de « Grande Association panrusse — Paix du peuple ». On reconnaît, après un examen attentif que le but des fondateurs de l'association consiste à créer un Etat dans l'Etat. »

« Le fondateur de l'association « Paix du peuple » est un paysan du gouvernement de Smolensk, du district Viasemski, de la commune Ouspenskaïa et porte le nom de Vassili Jvanovitch Korenef. Ce paysan, comme le dit la circulaire de l'association, se trouve sous la protection expresse des autorités, du ministre Dournovo et du conseil des ministres. « Le gouvernement », lisons nous dans cette circulaire, « désireux d'améliorer le sort des paysans et « ayant pleine confiance dans le fondateur de l'association, « lui confère le droit, en cas de besoin, de s'adresser pour « les affaires de l'association directement aux ministres, « au conseil des ministres et à Sa Majesté l'Empereur « passant par dessus les autorités provinciales y compris « les gouverneurs des provinces. »

... M. Korenef se vante dans la même circulaire qu'il ne reconnaît aucune autorité. Il suffit qu'une dénonciation lui soit faite sur les abus d'un gouverneur pour qu'il procède immédiatement et « secrètement » à une instruction et fasse immédiatement des démarches pour que le fonctionnaire inculpé, fût-ce même le gouverneur de la province, soit puni ou révoqué. . . . . . l'association est formée exclusivement de paysans de vieille souche, dévoués au Tsar et à la patrie. »

. . . Nous avons dit plus haut que « l'association» — Paix du peuple — présente une seconde puissance dans l'Empire russe et en effet elle n'a pas seulement des membres, mais aussi des « sujets » qui prêtent serment à l'association de M. Korenef. Voilà le texte du serment: «au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit amen. En adhérant à la Grande Association panrusse — paix du peuple, devant le seigneur Jésus-Christ et son saint évangile, étant fidèle sujet de l'Empereur de toutes les Russies, dans le but, d'un côté, de satisfaire mes propres besoins par des moyens pacifiques et pratiques et d'autre part pour que les intentions de sa Majesté Impériale soient exécutées, je jure et promets de me conformer aux statuts de l'association — « Paix du peuple ».

Signature,
Signature du prêtre.

« Les illettrés peuvent autoriser d'autres personnes à signer à leur place. »

... Si les paysans d'une commune osaient ne pas adhérer à l'association et refusaient de prêter serment, M. Korenef exige que les autorités de la commune communiquent la raison du refus, exposée par écrit et que cet exposé soit signé par le *starchina* (président du Conseil administratif de la Commune rurale).

Dans sa conclusion le journal libéral russe disait :

« Faut-il nous étonner après tout de voir surgir une nouvelle dictature de « l'association » de M. Korenef ? Faut-il nous étonner de voir en tête des statuts les paroles fatidiques : confirmé par le ministre de l'intérieur P. Dournovo. Après la restauration des supplices nous avons appris à ne nous étonner de rien. Rien n'est impossible pour le cabinet Dournovo-Witte. »

Il est évident que la pseudo-dictature paysanne de Dournovo n'était que le prototype et le prélude de la pseudo-dictature du prolétariat de Lénine. Et en effet, les réactionnaires aussi bien que les révolutionnaires provoquaient artificiellement la guerre civile dans le pays, dont la population est indifférente aux affaires publiques. Les premiers le font pour consolider leur pouvoir, les seconds pour s'en emparer.

Le bolchévisme en substance n'est pas un régime nouveau. Ce n'est qu'une aggravation des tares dont souffrait le régime impérial. Le bolchévisme n'est que la décomposition du tsarisme.

L'Europe a pu observer les mêmes symptômes de décomposition du régime ottoman, l'empire turc étant fondé lui aussi sur l'unification forcée des peuples soumis et partout indifférents aux destinées de l'Etat impuissant à les unifier.

De même que l'Occident se laissa tromper par le parti jeune-turc se réclamant d'Union et de Progrès, qui n'était en réalité que la dernière phase du despotisme ottoman, de même l'Europe se laisse tromper pas le bolchévisme, se réclamant de socialisme international qui, lui aussi, n'est que le dernier spasme de l'agonie de l'autocratie.

Les peuples de l'empire ottoman avaient aussi peu d'espoir de trouver l'union et le progrès dans le régime jeune-turc, que les peuples de l'ancienne Russie trouveront de satisfaction pour les besoins et les intérêts économiques de leurs ouvriers et paysans dans le régime bolchéviste.

Les peuples qui surgissent à la place de l'empire russe sont tous plus vieux que celui-ci. Ils n'ont subi aucune altération de leur caractère national et n'ont qu'à reprendre le cours de leur vie antérieure à leur assujettissement. Le conflit des peuples en Russie n'est pas seulement un conflit de race, comme cela est le cas pour la Finlande, les pays baltes, la Lithuanie, la Ruthénie Blanche, l'Ukraine et les peuples du Caucase, mais aussi un conflit des populations de race russe, — mais dont les ancêtres avaient fui l'esclavage moscovite et avaient fondé les colonies des cosaques du Don, du Kouban, du Terek, de l'Oural et de la Sibérie.

Les luttes pour l'indépendance ne font que commencer et dureront sans aucun doute pendant une longue période. C'est la lutte elle-même qui, engagée pour des raisons d'intérêt matériel, comme la révolte des paysans ukrainiens contre les bandits moscovites, transforme l'âme du peuple engagé dans la lutte. Sa conscience nationale se réveille et la révolte se transforme en guerre sainte pour l'indépendance.

Ce qui est certain, c'est que l'empire russe a vécu, et que l'Europe, comme cela fut le cas pour les Balkans, devra s'adapter aux nouvelles situations des peuples recouvrant leur ancienne indépendance.

Le conflit polono-russe n'est qu'une des phases les plus importantes de la guerre de libération en Orient, qui, à son tour, n'est que le contre-coup de la grande guerre dans laquelle le monde civilisé s'est dressé contre les empiétements et les prétentions d'un despotisme suranné. Ce n'est que sur le fond de ce conflit entre la civilisation et la barbarie que le rôle de la Pologne apparaît à sa vraie valeur. Ce rôle est incompatible avec un « égoïsme sacré » et forcera la Pologne, qu'elle le veuille ou non, à s'entendre avec la Lithuanie et l'Ukraine qui luttent pour la même cause qu'elle.

Nicolas GAY.

LE PATRON

(Suite [1])

Et, en me donnant un coup de coude dans le côté, il sourit, cligna de l'œil ; puis il reprit, plus bas :

— Je puis Lui parler ainsi. A qui est-elle, l'âme ? L'âme est à Lui, Il me l'a donnée, Il me l'a reprise ; l'affaire est donc finie..... Il grogna avec colère et tout en passant ses mains sur son visage comme s'il se lavait, il insista encore :

— Je Lui dirai : « M'as-Tu donné une âme ? Oui ! Et après, me l'as-Tu reprise ? Oui. Donc le compte est réglé. Nous sommes quittes. Regarde Toi-même ce qui s'est amassé en mon âme, débrouille Toi-même ce fouillis...

J'étais mal à l'aise. La lampe était suspendue derrière nous, au-dessus de nos têtes et nos ombres s'étendaient sur le plancher, à nos pieds. Parfois le patron rejetait la tête en arrière ; la clarté jaune inondait tout son visage ; une ombre allongeait son nez et des taches noires se formaient sous ses yeux ; sa large face devenait effrayante. A notre droite, presqu'au niveau de nos têtes, se trouvait une fenêtre ; à travers les vitres poussiéreuses, je ne voyais que le ciel bleu et quelques étoiles jaunâtres, petites comme des pois. Le boulanger, homme paresseux et bête, ronflait ; les blattes se promenaient dans la pièce ; on entendait le crissement particulier des souris trottant et rongeant.

— Mais vous croyez pourtant en Dieu ? demandai-je au patron ; il loucha vers moi de son œil mort et garda un long silence, puis il répondit :

— Tu ne peux pas me questionner là-dessus. Tu n'as pas le droit de me questionner sur quoi que ce soit, excepté sur ton ouvrage. Moi, je puis te questionner sur tout ce que je veux et tu dois me répondre à tout. Où veux-tu en venir ?

— C'est mon affaire !

Il réfléchit, renifla et nasilla :

— Hein, est-ce une réponse, ça ! Tu es bien insolent!

Reprenant le livre qu'il avait glissé sous son séant, il en frappa son genou et le jeta sur le sol.

— Une histoire. Qui est-ce qui peut savoir mon histoire ? Toi, tu n'as pas d'histoire encore... et tu n'en auras jamais...

---

[1]) Voir le numéro d'août.

Il eut soudain un rire satisfait, un rire bizarre et sanglotant, grêle et doux, qui fit naître en moi un poignant sentiment de compassion pour cet homme. Il ricana :

— Je connais ça. J'en ai déjà vu, des oiseaux comme ça. Une des bonnes femmes que j'emploie dans ma succursale a un neveu, un étudiant vétérinaire, il a appris à soigner les chevaux et les vaches ; maintenant, c'est un ivrogne fini, c'est moi qui lui ai donné cette habitude-là. Il s'appelle Alkine. Parfois, il vient me demander dix copecks pour boire ; il est membre de la société des bras-pendants, maintenant. Lui aussi, il voulait arriver à la vérité. « La vérité, criait-il, elle doit être quelque part, dans le peuple ; mon âme est assoiffée de cette vérité, elle doit donc exister aussi en dehors de l'âme ! » Et moi, je le soûlais. Maintenant, il ne fait plus que cela, le gredin. Parfois, il me regardait en roulant les yeux, il les avait doux comme ceux des femmes mais pas fourbes... c'était comme un fou inoffensif, il criait : « Vassili Seménof, tu es le gel, tu es un homme effroyable dans la vie. »

Le moment de chauffer le four était venu ; je le dis au patron en me levant ; il ouvrit la huche, tapota la pâte et m'approuva :

— C'est vrai, c'est le moment...

Il sortit sans se hâter ni me jeter un regard.

J'étais heureux de ce que sa voix grasse et fanfaronne se fût tue et que ses propos cyniques eussent cessé de remplir le fournil.

Dans l'atelier des craquelins, des pieds nus claquèrent sur le sol, en trébuchant dans les ténèbres et Artème, tout ébouriffé, se heurta contre moi ; ses bons yeux au regard triste s'écarquillaient comme ceux d'un somnambule.

— Comme il tourne, le patron, autour de toi !

— Pourquoi ne dors-tu pas ?

— Je ne sais pas. On dirait que le cœur me fait mal... Comme il te cajole...

— Il est accablant !

— Je crois bien, il est en plomb ... Quel chien, tout de même.

Il appuya son épaule contre le four et soudain, changeant de voix, il fit avec une feinte indifférence :

— On m'a massacré mon petit frère. Sortira-t-il de l'hôpital vivant ou bien les pieds devant ?

— Voyons, voyons ! Dieu lui donnera la santé.

Il s'écarta du fourneau, retourna à son atelier en vacillant et répliqua d'une voix basse et morne :

— Dieu ne nous donne rien du tout...

XIII

Les conversations nocturnes avec le patron épandirent sur mon âme comme une buée de cauchemars : presque chaque nuit, après le premier chant du coq, à l'heure où les démons retournent aux enfers, lorsque le feu était allumé et que je m'installais un livre en main devant la flamme, le patron apparaissait.

Paresseux et rond, il roulait ainsi qu'une boule hors de sa chambre, s'asseyait en grognant sur le sol, au bord du caniveau et il y laissait pendre ses jambes nues comme dans une fosse ; il allongeait vers la flamme ses courtes mains ; de son œil vert à demi fermé, il les examinait et admirait le sang épais visible sous la peau jaunâtre et pendant deux heures il m'assommait de ses étranges conversations.

En général, il commençait par vanter son intelligence ; lui, un moujik illettré, il avait été fort pour créer et diriger un grand commerce, avec des ouvriers voleurs et bêtes. Il commentait sa réussite avec beaucoup de détails, mais d'une manière terne, avec de longues pauses et il soupirait souvent, presqu'en sifflant. Parfois, il semblait qu'il se fatiguât de dénombrer ses chances et on eût pu croire qu'il faisait un effort pour se contraindre à en parler.

Depuis longtemps, je ne m'étonnais plus de ses capacités, exceptionnelles, en effet, de son habileté à savoir acheter un lot de farine avariée ou mouillée et à vendre à un marchand morduan trois quintaux de craquelins moisis. Ces exploits commerciaux étaient lassants en leur uniformité criminelle et leur simplicité cynique qui mettaient en relief avec une cruelle netteté la rapacité et la bêtise humaines.

Les bûches flamboient dans le fourneau, devant lequel je suis assis à côté du patron ; son gros ventre repose sur ses genoux ; les roses reflets de la flamme tombent parfois sur son visage morne ; son œil gris, fixe et larmoyant comme celui d'un vieux miséreux, ressemble à une plaque de métal sur le harnais d'un cheval. La prunelle verte jaune joue constamment avec vivacité, telle celle d'un chat ; elle vit d'une vie spéciale, d'une vie aux aguets. La voix est étrange, tantôt féminine, aiguë et caressante, tantôt rauque, sifflante et irritée ; elle sème des paroles paisibles et cyniques :

— Tu es confiant, c'est un tort et tu parles beaucoup trop. Les gens sont des fripouilles ; il faut les diriger sans mot dire ; il faut les regarder sévèrement et se taire. Il est inutile qu'ils te comprennent, il faut qu'ils te craignent et devinent d'eux-mêmes ce que tu veux...

— Je n'ai pas l'intention de diriger qui que ce soit.

— Tu mens ! d'ailleurs il n'en peut être autrement !

Et il s'explique : les uns doivent travailler ; le rôle des autres est de guider ; et les autorités doivent veiller à ce que les premiers se soumettent docilement aux seconds.

— Et les inutiles, ouste ! Ceux qui ne sont ni cela, ni ceci, ni autre chose, il faut qu'ils filent !

— Où ?

— Ce n'est pas mon affaire. Les autorités sont là pour les fainéants, les voleurs, pour ceux qui ne sont bons à rien. L'homme capable n'a pas besoin de chef ; il est chef lui-même... Le chef de notre province ne peut pas savoir quelle farine il me faut et quelle farine ne me convient pas ; ce qu'il doit savoir, c'est quelles gens sont utiles et quelles gens nuisibles.

Il me semble parfois qu'une lassitude sincère résonne dans sa voix. Peut-être est-ce la nostalgie de quelque chose qu'il cherche sans le savoir ! Je l'écoute avec une attention extrême, avec le vif désir de comprendre la souffrance de son cœur, et j'attends d'autres paroles, d'autres pensées.

De dessus le four vient une odeur de souris, de tille, de roussi, de poussière sèche. Les murs sales nous envoient une humidité tiède ; le plancher piétiné et malpropre est pourri, des raies de lumière lunaire y gisent et éclairent des fentes noires. Les vitres des fenêtres sont toutes recouvertes de mouches et il semble que les insectes constellent le ciel lui-même. On est à l'étroit, on étouffe et tout est d'une saleté indécrottable.

Est-il digne d'un être humain de vivre d'une vie pareille ?

Le patron dévide lentement ses paroles les unes après les autres et il rappelle encore un mendiant aveugle qui tâte d'un doigt tremblant les sous qu'on lui a donnés.

— Eh bien, oui, la science... Qu'on m'apprenne donc à faire de la farine avec un bloc d'argile, ou avec de la poussière... Mais non, on a une immense bâtisse qu'on appelle université ; les élèves, ce sont de jeunes gens qui bambochent dans les cabarets, qui font des scandales dans la rue, qui chantent des chansons profanes sur St-Barthélemy et qui vont dans les maisons publiques... En général, ils vivent comme des commis... Et après, tout d'un coup, ils deviennent médecins, juges, professeurs, avocats ! Est-ce que j'aurai confiance en eux ? Ils sont peut-être pires que moi ! Je ne puis avoir confiance en personne.

Et avec des claquements de lèvres voluptueux il cite des détails répugnants sur la façon dont les étudiants se conduisent envers les filles.

Il parle souvent des femmes, avec un cynisme tranquille, sans excitation, d'un ton rêveur, inquiet, étrange et en baissant la voix ; en chuchotant presque. Jamais il ne décrit un visage féminin, mais seulement la poitrine, les hanches, les jambes ; et il est répugnant à entendre.

— Toi, tu parles constamment de conscience, de loyauté ; moi, je suis plus franc que toi. Malgré ton caractère soi-disant loyal, tu ne te conduis pas du tout d'un manière droite ! Tu as dit à un journaliste, dans un cabaret que, chez moi, les huches étaient pourries, qu'elles laissaient couler la pâte sur le plancher, qu'il y avait quantité de cancrelats, que les ouvriers avaient la syphilis et que la saleté régnait partout...

— Je vous en ai parlé à vous aussi...

— C'est vrai, tu m'en as parlé ! Mais tu ne m'as pas dit que tu étais capable de le répéter à un journaliste. Eh bien, il y a eu un article dans le journal ; la police est venue avec un employé du bureau de la salubrité ; je leur ai donné à tous ensemble un billet de vingt-cinq roubles et tu vois, hein ? (Il traça un cercle en l'air, au-dessus de sa tête). Tout est comme auparavant. Les cancrelats sont tous sains et saufs. Et voilà ton journal, et ta science, et ta conscience. Et tout cela peut se retourner contre toi, nigaud ! Dans tout le quartier, la police s'aplatit devant moi et les autorités vivent de mes aumônes ; que pourrais-tu faire contre moi ? C'est comme si un cancrelat voulait lutter contre un molosse. On s'ennuie déjà rien qu'en parlant avec toi...

En effet, il devait s'ennuyer ; son visage s'était élargi et avait tourné à l'aigre ; il ferma les yeux avec lassitude et bâilla bruyamment en ouvrant toute grande sa gueule rouge d'où sortait une mince langue de chien.

Avant de l'avoir rencontré, j'avais déjà vu beaucoup de vilenie morale, de cruauté et de bêtise ; j'avais été témoin aussi de manifestations généreuses et d'actions véritablement humaines. J'avais lu de beaux livres, je savais que depuis longtemps et partout, on rêvait à une vie meilleure, que çà et là, on avait essayé et on essayait sans se lasser de réaliser ces rêves. Depuis longtemps avaient surgi en mon âme les dents de lait du mécontentement contre l'ordre existant ; et avant d'avoir fait la connaissance de mon patron, il me semblait que ces dents-là étaient déjà assez fortes.

Mais maintenant, après chaque conversation, je sentais avec une amertume et une netteté croissantes combien mes rêveries et mes pensées étaient incohérentes et fragiles ; le patron les déchirait en lambeaux, il me montrait les vides obscurs qui existaient entre elles et il me remplissait l'âme d'une inquiétude douloureuse. Je savais, je sentais qu'il avait tort de nier tranquillement toutes les choses auxquelles je croyais déjà ; je ne doutais pas une seconde de mon bon droit, mais il m'était difficile de l'empêcher de cracher sur mon bon droit. Il n'était pas question de réfuter les arguments de cet homme, il s'agissait de défendre ma cité intérieure, où s'infiltrait, comme un poison, la conscience de mon impuissance en face du cynisme du patron.

Son intelligence brutale et lourde, telle une hache, morcelait la vie tout entière, la partageait en fragments réguliers, qu'elle entassait sous mes yeux comme une pile compacte de bois de chauffage.

Par ses paroles sur Dieu et l'âme, il avait enflammé ma jeune curiosité. J'essayais toujours d'amener la conversation sur ce sujet-là ; feignant d'ignorer mes tentatives, il me montrait combien je connaissais peu les mystères et les ruses de la vie.

— Il faut vivre d'une manière prudente ! La vie veut tout de toi, comme une maîtresse, par exemple... Mais toi, il ne te faut pas grand-chose d'elle, la jouissance seulement. Et il faut vivre avec souplesse, parfois il faut se montrer caressant, langoureux ; mais souvent, il faut de l'audace ; frappe fort et tout est à toi !

Quand, énervé par ses histoires, je lui posais des questions très nettes, il répondait :

— Cela ne te regarde pas. Que je croie, que je ne croie pas, c'est moi qui en répondrai, ce ne sera pas toi...

Et lorsque je me mettais à parler des idées qui me sont chères, il remuait la tête, comme pour chercher une bonne position ; il dirigeait sa petite oreille de mon côté et il m'écoutait avec patience sans mot dire ; mais il y avait toujours une expression d'indifférence profonde sur son visage plat et camus, semblable à un couvercle de cuivre bosselé au centre.

Un sentiment d'humiliation brûlante pénétrait mon âme, non pas pour moi-même ; j'avais déjà cessé de ressentir les outrages personnels ; je restais assez tranquille quand la vie m'assénait un coup et je me défendais par le mépris ; mais j'étais douloureusement humilié pour la vérité qui vivait et se développait en mon âme.

La honte la plus accablante, la suprême torture, est de ne pas savoir défendre dignement ce qu'on aime, ce dont on vit ; pour l'homme, il n'y a pas de pire souffrance que le mutisme du cœur...

XIV

Le fait que le patron venait converser avec moi la nuit me donnait une importance spéciale aux yeux des ouvriers qui faisaient les craquelins ; on avait cessé de me considérer soit comme un être dangereux et turbulent, soit comme un original ou un fou ; maintenant, la majorité dissimulait mal un sentiment d'hostilité et d'envie pour ma prospérité et on me qualifiait de rusé matou, d'aigrefin, adroitement parvenu à son but.

Kouzine me disait avec respect, en caressant sa barbiche poussiéreuse et grise et en dirigeant de côté son œil fourbe :

— Maintenant, mon petit, tu deviendras bientôt surveillant...

Quelqu'un acheva à voix basse :

— Et tu nous mèneras tambour battant...

Derrière moi, on lançait de temps à autre des paroles blessantes ;

— Qui langue a, à Rome va... et même plus loin...

Et déjà beaucoup me regardaient d'un air soumis et humble, si obséquieux que j'en étais humilié pour eux.

L'amitié naissante que le Tzigane, Artème et un ou deux autres ouvriers éprouvaient pour moi se nuança très désagréablement d'une attention soulignée pour tout ce que je disais ; un jour perdant patience, je me fâchai et je fis observer au Tzigane que cette attitude était blessante et inutile.

— Toi, tu ferais mieux de te taire ! fit-il ; il m'avait compris et il cligna gaîment de ses yeux rusés aux cornées bleuâtres. Puisque le patron, qui est plus intelligent que nous autres, discute avec toi, c'est qu'il y a bien quelque chose de vrai dans ce que tu dis...

Et Ossip, ce silencieux, ce renfermé, revenait vers moi plus souvent et avec moins d'embarras. Quand nous étions en tête à tête, ses petits yeux sombres avaient une flamme douce ; ses grosses lèvres s'allongeaient lentement en un sourire qui transformait ce visage pétrifié aux pommettes saillantes.

— Eh bien, ton travail est-il moins pénible ?

— Non, mais plus propre.

— S'il est plus propre, il est moins pénible ! disait-il sentencieusement.

Parfois le soir, quand l'ouvrage était achevé, ou à la veille des jours fériés, après le bain, le Tzigane et Artème venaient vers moi à la boulangerie. Ossip les suivait furtivement, à la dérobée. On s'asseyait autour du caniveau, devant le four, dans un coin obscur d'où j'avais enlevé la poussière et la saleté et qui était devenu plus agréable. Derrière nous et à notre droite, il y avait des rayons sur lesquels étaient posés les pannetons ; la pâte, en levant, se montrait un peu au-dessus des corbillons et on eût dit des têtes chauves se dissimulant et nous guettant du haut des murs. Nous buvions du thé de brique très chargé, que nous faisions dans une grande théière de fer blanc et le Tzigane demandait :

— Eh bien, raconte-nous quelque chose ou lis-nous des vers...

Dans ma malle, sur le poêle, j'avais Pouchkine, Cherbine, Sourikof, en petits volumes fripés, achetés chez le bouquiniste et je déclamais avec plaisir.

« Quelle est haute, ta mission, o homme !
« Lumière du visage divin tombée sur la terre.
« Il y a dans ton âme tout ce dont est rempli l'univers...
« En elle, tout trouve un écho, une réponse...

Les paupières plissées, le Tzigane jetait un regard de côté sur les pages et il murmurait avec étonnement :

— Voyez-vous çà ! Mais c'est comme les Saintes Ecritures. On dit que tous les imprimés civils, profanes, sont hérétiques ; eh bien, on pourrait le chanter à l'église, ce que tu viens de lire...

Les vers l'exaltaient presque toujours et lui inspiraient des idées de repentir ; parfois, quand il répétait un vers qui l'avait frappé, il gesticulait et se prenait aux cheveux, en disant amèrement :

— C'est bien vrai.

« La vie m'a donné en partage la misère.
« Qu'est-ce donc que j'attends d'elle ? »

— C'est vrai, ma foi ! Mon Dieu, on a parfois tellement pitié de son âme, mes amis, elle se perd. Le cœur se remplit d'angoisse et d'amertume... ah !... On se demande s'il ne vaudrait pas mieux se joindre à une bande de brigands... Mais on ne tue pas les moineaux avec des petits caillous et toi, tu répètes tout le temps : « Il faut de l'union, compagnons. » Nous, des compagnons ? Allons donc !

En entendant des vers, Artème sanglotait et se léchait les lèvres comme s'il avalait quelque chose de savoureux et de chaud. Il était toujours étonné par les descriptions de la nature.

« Les arbres, sous leur parure d'or.
« se penchent avec tristesse sur l'étang », lisais-je.

— Attends ! s'écriait-il, en me prenant par l'épaule, étonné, joyeux, rayonnant : çà je l'ai vu ; près d'Arsk, dans le parc d'une maison seigneuriale, je te le jure.

— Et puis, quoi ? Tu l'as vu et après ? s'irritait le Tzigane.

— Mais voyons, c'est bien simple ; moi, je l'ai vu et c'est écrit...

— Eh bien, tais-toi, choléra !

Une fois, Artème fut tout particulièrement charmé par une poésie de Sourikof intitulée *Hors de ville* ; trois jours de suite, malgré les injures des ouvriers qu'il ennuyait, il répéta sur un air de chanson de soldat :

« Je m'en vais ; où, je ne le sais.
« N'importe où, quelque part.
« Que m'importe la contrée.
« Où la vie me conduira. »

Les poésies ne touchaient pas Ossip ; il les écoutait avec une parfaite indifférence, mais il se raccrochait à de certains mots dont il cherchait ensuite le sens, en insistant pour obtenir des explications.

— Attends, attends ; urne, qu'est-ce que c'est que ça ?

Cette étrange poursuite des mots me troublait ; j'aurais voulu savoir ce qu'il cherchait.

Enfin, un jour, après l'avoir assailli de questions et de supplications, Ossip se rendit ; avec un petit rire condescendant, il fit :

— Eh bien, ça a fini par te prendre ?

Il regarda d'abord de tous côtés d'un air mystérieux ; puis il m'expliqua en chuchotant.

— Il y a une poésie magique ; celui qui la connaît peut tout faire ; c'est le charme du bonheur ! Seulement, jusqu'à présent, il n'a été donné à nul homme de la savoir en entier ; les paroles ont été réparties entre différentes personnes ; elles ont été disséminées par la terre entière, jusqu'à ce que les temps viennent. Alors tu comprends, il faut rassembler tous ces mots, recomposer tous les vers...

Il baissa encore la voix et se pencha vers moi :

— Et cette poésie-là, elle peut se lire à rebours aussi et c'est la même chose que lorsqu'on la lit du commencement à la fin ! J'en connais déjà quelques paroles, c'est un homme qui avait beaucoup voyagé qui les a dites, avant de mourir, dans un hôpital. Il y a des gens sans feu ni lieu qui errent par le monde et qui rassemblent tous ces mots mystérieux. Quand tout sera rassemblé, tout le monde le saura...

— Pourquoi ?

Il me toisa des pieds à la tête d'un air incrédule et me dit avec irritation.

— Pourquoi ? Mais voyons, tu le sais bien toi-même...

— Parole d'honneur, je ne sais rien du tout...

— C'est bon, grommela-t-il, en s'éloignant de moi. Fais semblant de ne rien savoir.

... Un matin, Artème accourut, tout ému et joyeux en avalant la moitié des mots, il déclara :

— Trombone ! J'ai composé moi-même une poésie, oui, moi...

— Vraiment ?

— Je te le jure ! Je l'ai sans doute composée en rêve : je me suis réveillé et elle me tournait dans la tête comme une rose. Ecoute.

Il se redressa (on eût dit que tout son corps se tendait en haut) et il commença à mi-voix et en chantonnant :

« Le soleil descend au-delà de la rivière.

— Bientôt le petit soleil se noiera dans la forêt.

« Le berger paît son troupeau.

« Et au village... et... et...

Plein de perplexité, il regarda au plafond, pâlit et garda longtemps le silence en se mordant les lèvres ; les paupières battaient sur ses yeux effrayés. Puis ses étroites épaules s'abaissèrent ; il eut un geste de confusion :

— J'ai oublié ; fi, quelle horreur ! Comme tout ça s'est échappé...

Et il se mit à pleurer, le pauvre garçon ; ses grands yeux laissèrent échapper d'abondantes larmes ; son visage sec et anguleux se plissa, tout en se tâtant machinalement la poitrine dans la région du cœur, il disait avec embarras :

— En voilà... une histoire... Et pourtant... elle était très bien... cette poésie... elle faisait palpiter le cœur... Ah ! ... Tu ne me crois pas ?

Il s'en alla à l'écart, tête baissée ; il resta longtemps dans un coin, le dos voûté et les épaules frémissantes ; enfin il se rendit sans bruit à sa besogne. Pendant toute la journée il fut distrait et irascible ; le soir, il s'enivra complètement, cherchant querelle à tout le monde, les poings serrés, il hurlait :

— Où est Yacha ? Mon petit frère, où est-il ? Soyez trois fois maudits...

Les autres voulurent le battre, mais le Tzigane intervint ; nous le ligotâmes avec une corde, après l'avoir roulé dans des sacs, et Artème s'endormit.

Il ne se rappella jamais la chanson qu'il avait composée en rêve.

XV

La chambre du patron était séparée de la boulangerie par une mince cloison recouverte de papier peint ; et souvent, quand je haussais la voix dans le feu du discours, le patron tambourinait à coups de poing sur la paroi, effrayait par ce bruit les cancrelats et les souris. Les camarades alors allaient se coucher sans mot dire ; les lambeaux de papier peint qui pendaient au mur bruissaient sous les pattes des blattes et je restais seul.

Mais il arrivait aussi que le patron se montrât soudain, en silence ; il émergeait de sa chambre, venait vers nous et disait d'une voix perçante :

— Vous veillez toute la nuit, et le matin, vous roupillez jusqu'à Dieu sait quelle heure !

Cette phrase s'adressait au Tzigane et à son équipe ; puis il grognait, à mon adresse :

— C'est toi, chantre d'église, qui as amené cette mode de passer la nuit à lire ! C'est toujours toi ! Prends garde, ils vont puiser de l'intelligence et de la raison dans tes livres et c'est à toi le tout premier qu'ils casseront les côtes...

Tout cela était dit avec indifférence, plutôt pour la forme que par désir de disperser la compagnie. Il se laissait lourdement tomber à terre, à côté de nous, et continuait d'un ton bienveillant :

— Eh bien, lis, lis. J'écouterai aussi ; peut-être deviendrai-je intelligent... Pavel, verse-moi du thé.

Le Tzigane lui proposait en plaisantant :

— Nous t'offrirons du thé, patron et toi, tu nous offriras de l'eau de vie.

Sans répondre, le patron lui faisait la nique.

Mais parfois, en venant vers nous, il déclarait d'une voix changée, plaintive :

— Je ne peux pas fermer l'œil, mes enfants... Ces maudites souris crissent ; dehors, la neige grince sous les pas, les étudiants rôdent par les rues ; et les filles entrent dans le magasin ; mais c'est pour se chauffer, les coquines. Elles achètent une galette de deux copecks et elles s'arrangent pour rester une demi-heure au chaud.....

Et le patron exposait sa philosophie :

— Tout le monde est comme ça : on ne veut rien donner, on veut seulement prendre. Vous aussi au lieu de travailler davantage et plus proprement, vous ne souhaitez qu'une chose, c'est finir au plus vite pour vous tourner les pouces...

En sa qualité de chef d'atelier, le Tzigane ressentait l'outrage et il entamait une discussion inutile :

— Ça ne te suffit pas, patron ? Nous nous éreintons au travail, comme les diables en enfer, et tu trouves que ce n'est pas assez. Ah ! quand tu étais ouvrier toi-même...

Le maître n'aimait pas ces évocations ; la bouche pincée, il écoutait un instant sans mot dire ; son œil vert fixait sévèrement le boulanger ; ensuite, il ouvrait sa bouche de crapaud et il répliquait d'une voix grêle :

— Ce qui est passé est passé ; ce qui se passe maintenant, c'est que je suis le patron ; je puis tout dire, tandis que toi, tu es obligé, de par la loi, de m'obéir. As-tu compris ? Continue, Trombone !

Une fois, je lus les *Frères Brigands* qui plurent beaucoup à tout le monde ; le patron lui-même dit d'un air rêveur en hochant la tête :

— Ça a pu arriver... pourquoi pas ? C'est bien possible ! Tout peut arriver à l'homme... tout...

Le Tzigane, l'air sombre et renfrogné, tournait entre ses doigts une cigarette sur laquelle il soufflait avec acharnement. Artème avait un vague sourire et répétait certains vers :

« Nous étions deux : mon frère et moi.

« La vie ne nous fut pas douce, dans l'enfance...

Subitement irrité, le patron se leva et cria :

— Assez !... Vous ferez mieux de travailler... Eh !... crapules, au travail !

Et il s'en alla...

... C'était un autre soir d'hiver.

La tempête de février hurlait et gémissait, soufflant avec fureur dans la cheminée et frappant aux vitres; la pénombre de la boulangerie, à peine éclairée par une petite lampe, s'agitait doucement; des jets de froid surgissaient on ne sait d'où et s'enlaçaient aux jambes avec ténacité ; je pétrissais la pâte et le patron, assis sur un sac de farine, près de la huche, disait de sa voix agaçante :

— Réfléchis à tout ce qui est, pendant que tu es jeune, avant que tu ne te consacres à un seul genre d'ouvrage ; réfléchis à toutes les affaires, regarde s'il n'y en a pas une qui convienne tout-à-fait à tes forces et à tes désirs... Réfléchis sans te presser...

Ses genoux étaient très écartés ; sur l'un, il tenait une carafe de kvass, sur l'autre, un verre à demi rempli d'un liquide roux. Je jetais parfois un coup d'œil plein de dépit sur le visage informe penché vers le plancher noir comme de la terre et je pensais :

— Tu pourrais bien m'offrir du kvass...

Le patron leva un peu la tête, prêta l'oreille aux gémissements de la tempête ; puis il interrogea, en baissant la voix :

— Tu es orphelin ?

— Vous me l'avez déjà demandé...

— Quelle voix brutale tu as, remarqua-t-il en soupirant et en secouant le chef. Et tes paroles sont brutales aussi. Tes parents t'ont bien mal pétri...

Ma besogne terminée, je me lavai les mains, j'enlevai la pâte qui s'y était collée ; le patron but son kvass, claqua des lèvres, remplit le verre et me le tendit :

— Bois !

— Merci.

— Bois ! Moi, mon ami, je vois du coup ceux qui savent travailler ; et ceux-là, je suis toujours prêt à leur rendre justice. Ainsi Pavel, le Tzigane, par exemple, c'est un fourbe et un voleur; pourtant je lui rends justice : il aime son travail et il n'y a pas de meilleur boulanger que lui en ville. Celui qui aime son travail, il faut lui témoigner de l'attention pendant qu'il est en vie et du respect après sa mort. C'est absolument nécessaire !

Après avoir fermé la huche, je m'en allai allumer le feu; le patron renifla, graillonna, se redressa et me suivit sans bruit, pareil à une boule grise. Il continua :

— Celui qui fait un ouvrage utile, on peut beaucoup lui pardonner; ce qui est mauvais en lui crèvera avec lui, mais le bon restera...

Laissant tomber les jambes dans le caniveau, il s'affaissa lourdement sur le plancher, plaça la carafe à côté de lui et se pencha pour regarder dans la bouche du four :

— Tu as mis trop peu de bois, tu verras !

— Il y en aura assez ! Il est sec et la moitié au moins est du bouleau...

— Ah ? Vraiment ?

Avec un petit rire aigu il me frappa sur l'épaule :

— Toi, tu calcules tout le temps, je l'ai bien remarqué. Et c'est une grande chose. Il faut économiser le bois et la farine...

— Et l'homme ?

— Nous y arriverons aussi. Ecoute-moi ; je ne t'apprendrai rien de mal.

Et, se caressant la poitrine qu'il avait aussi bombée et adipeuse que le ventre, il dit :

— Moi, je suis bon, au fond, j'ai du cœur... Toi, dans ta jeunesse et ta bêtise, tu ne peux pas le comprendre ; pourtant, il est temps que tu le saches, l'homme, mon ami, ce n'est pas comme un bouton de métal ; il a toutes sortes de manières de briller... Pourquoi fais-tu la grimace ?

— C'est que je voudrais dormir et vous m'en empêchez ; ce que vous dites est intéressant, mais...

— Eh bien, si c'est intéressant, écoute-moi ! Tu rattraperas ton sommeil quand tu seras patron...

Il ajouta, après avoir soupiré :

— Non, tu ne seras jamais patron ; tu ne fonderas jamais une maison de commerce... Tu aimes trop parler... Tu t'épuiseras, tu te dépenseras en paroles et le vent te dispersera sans profit... sans profit pour personne...

Après un moment de silence, il reprit :

— Je n'ai que quarante et un ans et je mourrai bientôt, d'ivrognerie. L'ivrognerie, elle, vient de l'inquiétude de la vie et l'inquiétude, elle... Est-ce que je suis fait pour un commerce comme celui-ci ? Moi, il me faudrait dix mille hommes à diriger. Je saurais si bien m'en tirer que les généraux en resteraient bouche bée...

Le patron tressaillit, regarda vivement le feu, et me lançant un regard sévère, il grogna d'une voix autoritaire et dure :

— Remets des braises ; qu'est-ce que tu attends ? Tu es là, à écouter...

Se hissant lourdement hors du caniveau, il s'arrêta pour se gratter le flanc et regarda longtemps par la fenêtre. Derrière les vitres, quelque chose blanc gémissait. Au mur, la flamme jaunâtre de la lampe crépitait et sifflait doucement ; le verre enfumé la cachait presque complètement.

— O mon Dieu, mon Dieu, murmura-t-il, et il s'en alla à l'atelier de craquelins en traînant pesamment ses pieds chaussés de pantoufles de feutre ; il plongea dans le trou obscur de l'arc.

Après avoir accompagné, je mis les pains au four, puis je m'absorbai dans mes rêveries.

— Fais attention, réveille-toi à temps ! La voix connue résonna au-dessus de ma tête.

Les mains croisées derrière le dos, le patron était devant moi ; son visage était mouillé et sa chemise humide.

— Il y a des montagnes de neige ; la cour en est pleine.

Il ouvrit la bouche toute grande et me regarda pendant un instant en faisant des grimaces ; puis, il dit lentement :

— Voilà, une fois, la neige tombera comme ça pendant une semaine, un mois, tout l'hiver et tout l'été et alors, tout le monde crèvera... Là, les pelles n'y pourront plus rien... Oui... Ce serait joliment bien... Les imbéciles crèveraient tous en une seule fois...

Vacillant sur ses flancs, comme un gros poids mis en branle, il roula vers le mur, et s'y perdit...

XVI

Tous les jours, à l'aube, je devais porter dans l'une des succursales un panier de pains blancs frais, et j'avais fait la connaissance des trois concubines du patron.

L'une d'elles était une jeune couturière aux cheveux bouclés, au corps superbe moulé dans une modeste robe grise ; ses yeux insignifiants, couleur d'eau, avaient toujours un air las et son visage blanc exprimait le chagrin, un chagrin funèbre. Même quand le patron n'était plus là, elle parlait de lui en baissant la voix avec timidité et l'appelait monsieur. Elle recevait la marchandise en s'agitant d'une manière risible, comme si c'était du bien volé.

— Ah ! les petits pains, les jolies petites galettes, disait-elle d'une voix doucereuse.

La deuxième, une grande femme âgée d'une trentaine d'années, avait un air cossu et correct ; ses yeux perçants s'abaissaient avec humilité et sa voix était calme et humble. En recevant la marchandise, elle essayait toujours de tricher ; elle y mettait une obstination comique. J'étais sûr que tôt ou tard, infailliblement, cette femme revêtirait son corps élancé et sans doute froid, de la robe rayée des prisonnières et qu'elle couvrirait sa tête d'un fichu blanc.

Ces deux employées m'inspiraient une invincible antipathie et je tâchais toujours de porter le pain à la troisième, dont la boutique était la plus éloignée ; on me cédait volontiers le plaisir d'aller voir cette bizarre personne. On l'appelait Sophie. C'était une femme grande et forte.

Elle avait une natte énorme de cheveux onduleux d'un bleu noir comme ceux des juives et elle était toujours mal coiffée ; entre les deux joues gonflées et rouges, le nez aquilin avait un air étrange ; des prunelles brun foncé voguaient sous de grandes cornées d'une transparence de cristal et elles rayonnaient avec une gaîté enfantine. La bouche était enfantine aussi ; petite et gonflée, tandis que le menton gras et informe s'appuyait sur une énorme poitrine trop haute, celle d'une femme obèse. Toujours échevelée, malpropre et sordide, les pieds nus dans des pantoufles, vêtue d'une blouse dont les boutons étaient absents, elle avait l'air d'une femme de trente ans, alors qu'elle n'en comptait que dix-huit. Elle était orpheline, on l'avait amenée de Baronsk et le patron l'avait trouvée dans une maison publique où elle était tombée, comme elle le disait elle-même :

— Comme ça, parce que ma vraie mère est morte; mon papa s'est remarié avec une Allemande et il est mort aussi; l'Allemande s'est remariée avec un Allemand; j'avais de nouveau un papa et une maman, et aucun d'eux n'était à moi. Ils aimaient tous deux à boire; moi, ils me donnaient souvent des coups sur la nuque et sur le dos. J'avais déjà treize ans et l'Allemand a commencé à tourner autour de moi. Ensuite, il a vécu avec moi. Un beau jour, ils se sont enfuis; tout a été perdu; la maison a été vendue pour payer les dettes et moi, je suis venue en bateau jusqu'ici avec une dame, j'étais malade. Quand j'ai été rétablie, on m'a fait entrer dans une maison publique... Quelle ignominie, tout cela! C'était seulement en bateau que j'étais bien...

Elle me raconta cette histoire lorsque nous fûmes amis et notre amitié eut des débuts bizarres...

Je n'aimais ni son visage sans harmonie, ni ses propos incohérents, ni ses gestes paresseux et son bavardage bruyant et obsédant. La deuxième fois que je lui apportai du pain, elle me déclara en riant :

— Hier, j'ai chassé le patron et je l'ai griffé au museau; as-tu vu ?

Oui, j'avais vu trois bafafres sur une des joues du patron et deux sur l'autre; mais je n'avais pas envie de parler avec cette femme et je gardai le silence.

— Es-tu sourd ? demanda-t-elle. Es-tu muet ?

Je continuai à me taire. Alors, elle me souffla au visage et dit:

— Imbécile !

Et ce fut tout, cette fois-là. Le lendemain, comme je m'étais accroupi pour ranger dans ma corbeille le pain rassis, couvert d'une couche de moisissure et qui n'avait pas été vendu, elle se laissa tomber sur mon dos; ses bras courts et mous m'enlacèrent avec force et elle cria :

— Porte-moi !

Je me fâchai, je lui dis de me laisser tranquille, mais elle se fit plus lourde et me talonna :

— Voyons, porte-moi !

— Laissez-moi, sinon je vous fais passer par dessus ma tête...

— Non, fit-elle avec conviction; tu ne le feras pas, parce que je suis une dame et qu'il faut faire ce que veulent les dames; entends-tu ?

Ses cheveux gras dégageaient une étouffante odeur de pommade; d'ailleurs toute sa personne répandait une grasse émanation d'huile, comparable à celle des vieilles machines typographiques.

Je la jetai par dessus ma tête et ses pieds donnèrent contre le mur; elle se mit à pleurer et à geindre, comme un enfant offensé.

J'eus pitié d'elle; j'étais un peu honteux. Assise par terre, le dos tourné vers moi, elle se balançait et recouvrait ses jambes blanches et polies de ses jupes qui s'étaient retroussées. Il y avait dans sa nudité quelque chose de faible et de touchant, surtout dans la manière dont elle remuait les doigts de ses petits pieds nus; elle avait perdu ses pantoufles.

— Je vous avais prévenue, murmurai-je avec embarras, en la relevant ; elle geignit et fit la grimace :

— Oïe, oïe... vilain gamin...

Et soudain, elle tapa du pied, se mit à rire et à crier :

— Va-t'en vers les taureaux et les loups ; va-t'en !

Plein de confusion, je sortis au plus vite en m'accablant d'injures. Au-dessus des toits des maisons fondaient les traces de la grise nuit d'hiver ; le matin voilé de brouillard se levait sur la ville, mais les feux jaunes des réverbères ne s'étaient pas encore éteints ; ils protégeaient le silence.

— Ecoute, cria la femme, en ouvrant sa porte, tandis que je m'en allais, n'aie pas peur. Je ne dirai rien au patron.

Deux jours plus tard, je lui portai de nouveau de la marchandise. Elle m'accueillit avec un joyeux sourire ; puis soudain, elle se mit à réfléchir et me demanda :

— Sais-tu lire ?

Et sortant du tiroir de la caisse un beau portefeuille, elle y prit un papier :

— Lis !

Je lus les deux premiers vers d'une poésie, tracés d'une écriture très lisible :

« Mon papa, célèbre prévaricateur.

« A volé au moins cinquante mille roubles ! »

— Ah ! quelle canaille ! s'exclama-t-elle en m'arrachant le papier des mains ; puis elle expliqua, embarrassée et loquace :

— C'est un petit imbécile qui m'a écrit cela ; c'est aussi un vilain garnement ; et il est étudiant. J'aime beaucoup les étudiants ; ils sont habillés comme les vrais officiers et il me fait la cour ! C'est de son père qu'il parle. Son père est un monsieur important, il a une barbe grise, une croix sur la poitrine et il se promène avec son chien. Ah ! je n'aime pas voir un vieillard qui se promène avec un chien ; ne peut-il pas se chercher une autre compagnie ? Son fils le traite de voleur ; il l'écrit même, comme tu vois...

— Qu'est-ce que cela peut vous faire ?

— Oh ! fit-elle en écarquillant ses yeux avec effroi. Est-il permis d'injurier son père ? Ce garçon qui vient prendre le thé chez une fille perdue...

— De qui parlez-vous ?

— Mais, de moi, voyons ! Comme tu es bouché ! s'exclama-t-elle, étonnée et vexée.

Dès lors se nouèrent entre nous des relations étranges, une sorte d'intimité de paroles ; nous parlions de tout, mais je crois que nous restions absolument fermés l'un à l'autre. Parfois, elle me racontait très sérieusement et avec beaucoup de détails des histoires si féminines que je baissais les yeux sans le vouloir en me demandant : « Me prend-elle donc pour une femme ? »

Je me trompais ; depuis que nous nous étions un peu liés, elle ne se montrait plus jamais sans être correctement vêtue ; sa blouse avait des boutons; elle avait été rapiécée sous les aisselles; et même, Sophie portait maintenant des bas ; quand j'arrivais, elle me déclarait avec un aimable sourire :

— Le samovar est prêt !

Nous prenions le thé derrière les armoires ; il y avait là un étroit petit lit, deux chaises, une table et une vieille commode, ventrue et comique, dont le tiroir du bas ne fermait pas. Et la jeune femme s'y heurtait continuellement, tantôt d'un pied, tantôt de l'autre ; elle tapait sur le dessus du meuble, se frottait le membre meurtri, grimaçait et grognait :

— Gros imbécile ! Tu es tout à fait comme le patron, gros, méchant et bête.

— Vous jugez que le patron est bête ? demandai-je une fois.

Elle haussa les épaules avec étonnement et ses grandes oreilles remuèrent en se redressant aussi un peu.

— Mais oui.

— Pourquoi ?

— Comme ça. D'après sa manière de faire.

— Mais enfin pourquoi, au juste ?

Ne parvenant pas à exprimer sa pensée, elle se fâcha :

— Enfin, enfin !... Enfin, c'est un imbécile, il est complètement idiot...

Un jour, elle m'expliqua avec une sorte de gêne :

— Tu t'imagines qu'il vit avec moi ? Là-bas, à la maison publique, oui, deux fois, mais jamais ici. Au commencement, je me suis assise sur ses genoux ; il m'a chatouillée et m'a dit de descendre. Il vit avec les deux autres ; moi, je ne sais même pas à quoi je lui sers. Cette succursale ne rapporte rien ; je ne suis pas bonne vendeuse et je n'aime pas le commerce. A quoi bon tout cela ? Quand je le lui demande, il glapit : « Ça ne te regarde pas ! Il y a partout des bêtises comme ça... »

Elle secoua la tête, ferma les yeux et son visage devint immobile, comme celui d'une morte.

— Connais-tu les deux autres ?

— Oui. Quand il a bu, il amène ici tantôt l'une tantôt l'autre et il me crie comme un fou : « Tape-lui sur la gueule ! » La jeune, je ne l'ai pas touchée, elle m'a fait pitié ; elle tremble tout le temps ; mais l'autre la grande dame, je l'ai souffletée une fois ; elle était saoûle aussi, je l'ai gifflée. Je ne l'aime pas. Ensuite, je me suis sentie si mal que j'ai griffé le patron à la figure.

Elle se mit à réfléchir ; elle se ramassa, sembla-t-il et ajouta tout bas :

— Il ne me fait pas pitié, ce cochon, et pourtant... Il est riche... Il vaudrait mieux qu'il soit pauvre, ou malade. Je le lui ai dit : « Quelle vie mènes-tu, imbécile ? Il faut vivre convenablement, d'une manière ou de l'autre... Ainsi, s'il épousait une brave fille, il aurait des enfants...

— Mais il est déjà marié !

Sophie haussa les épaules et dit sans y mettre de malice :

— Il a déjà empoisonné quelqu'un... il pourrait bien empoisonner sa femme aussi... cette vieille-là !... Il est fou, tout simplement... Et il ne veut rien...

J'essayai de lui démontrer qu'il n'était pas licite d'empoisonner le monde ; mais elle observa paisiblement :

— Pourtant, ça se fait...

... La vie devenait de plus en plus pénible avec ces gens qui semblaient peu complexes et qui, en réalité étaient terriblement embrouillés. La réalité se transformait en un cauchemar oppressant et ce dont parlaient les livres flamboyait avec une force, une beauté croissantes et devenait toujours plus lointain, comme les étoiles du ciel hivernal.

XVII

Un jour, le patron me regarda en face, de son œil vert qui, cette fois, était terne comme du cuivre non astiqué et me demanda avec un morne sourire :

— Tu prends souvent le thé, là-bas, à la succursale, à ce qu'il paraît...

— Oui...

— C'est bien ce que je dis...

Il s'assit à côté de moi, me poussa lourdement, et, avec un sentiment proche de l'enthousiasme, il se mit à parler, en ronronnant comme un chat, en claquant des lèvres et en suçant les mots :

— Elle est bien, cette fille, hein ? Ça, mon ami, ce n'est pas quelqu'un d'ordinaire. Ce qu'elle me dit... aucun pope, personne ne me le dirait de cette manière-là. Je la menace, pour voir ; je lui dis : « Je vais t'assommer et te chasser. » Et elle n'a pas peur... Elle aime dire la vérité, cette sorcière, elle aime la dire...

— Pourquoi avez-vous besoin de la vérité ?

— Sans vérité, on s'ennuie, fit-il avec une stupéfiante simplicité.

Ensuite, il soupira et me fixa d'un regard hostile et aigu ; comme si je l'avais offensé, il reprit en grommelant :

— Tu t'imagines que la vie est gaie ?

— Oh non ! Surtout quand on est près de vous.

— « Près de vous ! » répéta-t-il en ricanant ; il garda longtemps le silence, gonflant comme de la pâte ses joues qui devinrent pendantes, telles celles d'un vieux chien de garde quand il fait chaud ; ses oreilles s'abaissèrent ainsi que sa lèvre inférieure. Les flammes se reflétant sur ses dents les faisaient paraître rougeâtres.

— « Près de vous, près de vous... » C'est pour les imbéciles que la vie est gaie, mais pour l'homme intelligent... L'homme intelligent boit de l'eau de vie... il fait les cent coups... il est en butte avec toute la vie... Ainsi, moi, parfois, la nuit, je ne dors pas et je me dis : « Si seulement une puce me piquait ! » Quand j'étais ouvrier, les puces m'aimaient... C'est signe d'argent... toujours... Quand j'ai vécu plus proprement, elles sont parties... Tout s'en va. Il ne reste que la chose la moins dispendieuse, la plus importune, la plus pénible... les femmes !

— Et c'est d'elles que vous attendez la vérité ?

Il s'exclama avec irritation :

— T'imagines-tu connaître les affaires mieux qu'elles ? Elles ? Kouzine, par exemple, il craint Dieu et il aime rapporter la vérité... il pense que je la lui achèterai. Moi aussi, j'aime vendre de la pourriture à un bon prix, tiens, toi !...

Le patron fit la nique aux flammes du foyer.

— Jégor est une brute ; il est bête comme une cruche. Toi aussi ! Tu croasses : coua, coua, la vérité, la justice, et tu veux aussi faire la loi. Tu voudrais que tout le monde vive comme tu l'indiques ; et moi, je ne veux pas... Dieu Lui-même me laisse faire ce que je veux : « Vis à ta guise, Vassili Sémenof, a-t-il dit, je ne veux rien te prescrire »...

Son visage luisait et suait ; ses yeux s'étaient immobilisés et endormis, tandis que la langue se mouvait péniblement :

— Sophie me le dit en face, que je vis mal. « Je vis mal ? » — « Mais oui, comme un loup ou un cochon. » — « Et comment faut-il vivre, sotte ? » — Je ne sais pas, dit-elle, cherche-le toi-même. Tu es intelligent ; tu fais semblant de ne pas savoir, mais tu peux très bien deviner ce que tu dois faire ! » Ça, c'est la vérité... Si ce n'est pas la vérité, je ne sais pas ce qu'on peut appeler vérité ! Mais vous...

Après quelques affreux jurons, il reprit avec plus d'animation encore :

— Je l'appelle Chouette... Le jour, elle ressemble à une aveugle un peu toquée... la nuit, elle est toquée aussi ; c'est vrai... mais la nuit, elle a de l'audace...

Il se mit à rire tout bas ; et il me sembla qu'il y avait dans ce rire quelque chose de la tendresse avec laquelle il parlait à ses porcs quand il leur disait :

— Mes petits solitaires, mes petits coquins...

— J'en ai trois, continua-t-il ; une pour la satisfaction de la chair ; c'est Natacha, celle qui a les cheveux bouclés. Elle est corrompue, que c'en est inimaginable. On dirait qu'elle a peur de tout, et elle ne craint rien ; elle n'a ni peur, ni conscience ; elle n'a que de l'avidité... Une vraie sangsue. Elle viendrait à bout d'un saint. La seconde, je l'ai pour la distraction de l'esprit. J'aime la taquiner ; je lui dis « Tu as beau prier et brûler des cierges, les diables t'attendent ! » Elle a peur des démons, elle a peur de la mort. Elle écoule de la fausse-monnaie, en prenant des précautions inimaginables ; elle vient de me faufiler un billet de trois roubles qui ne vaut rien et il y a quelque temps, c'en était un autre de cinq roubles. Je l'ai interrogée ; elle dit qu'on les lui a donnés pour bons. Elle ment ; elle est sûrement affiliée à une bande ; c'est elle qui change les billets, elle a une commission. Elle est intelligente et rusée, cette femme. On s'ennuie avec elle, si on ne la met pas en colère ; mais alors, elle se monte à un tel point qu'elle me fait à moi-même un peu peur... Elle serait capable d'étouffer quelqu'un sous un oreiller. Oui, sous un oreiller, pas autrement. Et ensuite, elle se mettrait à prier : « Seigneur, pardonne-moi, aie pitié de moi ! » Ça, ce n'est pas un mensonge...

Quelque chose de caustique et d'énervant émanait de toute son informe silhouette bien éclairée par les flammes dont les reflets le léchaient avec une ardeur et une intensité croissantes. Il se détournait pour éviter la chaleur, il transpirait et il dégageait une odeur grasse et lourde comme une bouche d'égout pendant les journées torrides. J'aurais voulu pouvoir l'injurier, le battre, le mettre en colère, afin de l'entendre parler autrement ; et pourtant, il m'obligeait à écouter avec attention ses propos âpres et épicés.

— Tout le monde ment ; les imbéciles, par bêtise ; les autres, par ruse ; la chouette dit la vérité... elle la dit... non pas pour son propre avantage... ni parce que son âme le veut... est-ce que ça existe, l'âme !... Mais tout simplement, elle veut la dire et elle la dit...

Il était difficile de se rendre compte si le patron était ivre ou s'il était à jeun, mais malade. Il remuait la langue et les lèvres avec beaucoup de difficulté, comme s'il ne parvenait pas à adoucir les paroles rêches qu'il voulait employer. Ce jour-là, il était tout particulièrement antipathique ; je regardai la flamme tout en somnolant et cessai d'écouter sa voix ronronnante.

Les bûches étaient humides ; elles flambaient difficilement, en sifflant et en dégageant un sève bouillonnante, une abondante fumée bleuâtre. Le feu rouge enlaçait en tremblant les épais billots ; il s'irrisait et léchait de ses langues sinueuses les briques de la voûte basse, il s'allongeait en serpentant vers la bouche du four, mais la fumée l'étouffait, la fumée épaisse et pesante...

— Trombone !

— Quoi ?

— Sais-tu que tu m'as souvent bien étonné ?

— Vous me l'avez déjà dit...

— Ah ! oui...

— Vous feriez mieux d'aller vous coucher...

Il se mit à rire tout bas en hochant la tête et de la même voix geignarde, il fit :

— Je lui veux du bien, et lui, il m'envoie coucher...

C'était la première fois que je l'entendais prononcer le mot « bien » ; je voulus savoir à quel point il était sincère et je lui répondis :

— C'est à Yacha que vous devriez vouloir du bien...

Le patron ne répliqua pas ; il se contenta de hausser pesamment les épaules.

Deux jours avant cette conversation, le Grelot était revenu à l'atelier des craquelins ; propret, les cheveux coupés ras, il était transparent comme ses yeux devenus encore plus clairs à l'hôpital. Le petit visage avait maigri, le nez se retroussait encore plus haut ; l'enfant souriait d'un air rêveur et il marchait d'une manière un peu bizarre, comme s'il allait bondir loin du sol. Il prenait des précautions pour ne pas salir sa blouse neuve ; la propreté de ses mains le gênait visiblement et il les cachait dans les poches de son pantalon neuf aussi.

— Qui est-ce qui t'a nippé comme si tu allait à noce ? demandèrent les ouvriers ?

— C'est Julie Ivanovna, répondit-il d'une voix faible et touchante, en s'arrêtant à l'endroit où la question l'avait surpris ; il sortit de sa poche sa main gauche qu'il agita tout en racontant.

— C'est une doctoresse, la fille d'un colonel ; les Turcs lui ont coupé la jambe, à ce colonel, jusqu'au genou ; je l'ai vu lui aussi ; il est tout chauve et quand on lui parle, il répond toujours : « Ça n'a pas d'importance. »

Et il s'exclama avec enthousiasme :

— Ah ! mes amis, qu'on est bien là-bas, à l'hôpital ! Comme c'est propre !...

— Qu'est-ce que tu tiens dans ta main droite ?

— Rien ! répondit-il, et ses yeux s'arrondirent de peur.

— Tu mens ! Montre !

Tout embarrassé, il se tordit, baissant l'épaule et plongeant encore plus profondément sa main dans sa poche ; les ouvriers intrigués résolurent de le fouiller : on s'empara de lui, on le tirailla et on trouva sur lui une pièce de vingt copecks neuve et une petite médaille émaillée représentant la Vierge et l'Enfant Jésus. On rendit immédiatement l'argent à Yacha ; mais la médaille passa de mains en mains. L'enfant eut d'abord un sourire forcé en tendant ses petits doigts pour reprendre son bien ; puis il s'assombrit et quand le soldat Milof lui lança la médaille, Yacha la glissa négligeamment dans sa poche et s'éclipsa. Après le souper, il vint vers moi, tout triste, il était déjà éclaboussé de pâte et poudré de farine, mais il ne ressemblait plus à l'espiègle garçonnet d'avant.

— Eh bien, montre-moi ton cadeau ?

Ses yeux bleus se détournèrent.

— Je ne l'ai plus.

— Et où est-elle ta médaille ?

— Je l'ai perdue...

— Est-ce possible ?

Yacha soupira :

— Qu'as-tu ?

— Je l'ai jetée ! fit-il tout bas.

Je ne voulais pas le croire ; il s'en aperçut ; il fit le signe de croix en disant :

— Tu vois, je te le jure. Je ne te dis pas de mensonges. Je l'ai jetée au feu... elle a écumé comme de la résine et elle a fondu...

Il se mit soudain à sangloter ; appuyant sa tête sur ma poitrine, il me raconta, à travers ses larmes :

— Ces canailles... ils vous prennent tout... Le soldat l'a grattée avec l'ongle... il en a enlevé un petit morceau et il a la syphilis... ce vilain diable. Quand Julie Ivanovna me l'a donnée, elle l'a d'abord baisée... et elle m'a embrassé... et elle m'a dit : « Tiens, c'est pour toi ! »

Il était si profondement ému que j'eus beaucoup de peine à le calmer ; je ne voulais pas que les autres vissent ces larmes et en comprissent le sens humiliant...

— ... Et le gamin que fait-il ? demanda soudain le patron.

— Il est bien faible et il ne vaut rien pour l'atelier. Il serait préférable de le mettre au magasin...

Le patron réfléchit en se mordillant les lèvres, puis il décida, d'une voix indifférente :

— S'il est faible, il ne vaudra rien pour le magasin non plus. Il y fait froid, il tombera malade... et Sachka le rouera de coups. Il faut l'envoyer à la succursale, chez la Chouette... elle est négligente, il y a de la poussière et de la saleté, là-bas ; qu'il y aille travailler. Ce n'est pas pénible...

Jetant un coup d'œil dans le foyer, sur le tas doré des flammes, il sortit du caniveau.

— Remets de la braise, c'est le moment !

Je plongeai dans le foyer le long tisonnier, tandis que tombaient sur ma tête des paroles prononcées avec paresse et ennui :

— Tu es un benêt. Le bonheur rôde autour de toi, et toi... ah ! ces diables, ces diables...

(A suivre) Maxime GORKI.

(Traduit par Serge Persky.)

LES CHRONIQUES NATIONALES

ITALIE

L'ITALIE ET LE DRAME DE LA PAIX

I

En Italie, comme partout, l'armistice de 1918 fut salué par les explosions d'une joie délirante. Pour quelques semaines la nation se réconcilia tout entière dans une ivresse générale d'enthousiasme et d'espoir. Quand, vers la fin de décembre, le président Wilson vint faire sa visite au roi, il fut accueilli comme un véritable sauveur. De la frontière à Rome, de Rome à Milan et à Turin, son voyage fut un triomphe ininterrompu, inimaginable.

Cependant, sous cet enthousiasme et sous cette joie, un sourd travail s'accomplissait dans les esprits. Les partis occupaient leurs anciennes positions et préparaient de nouveau leurs batteries. Les socialistes, étourdis par la victoire complète et décisive de l'Entente qui remplaçait la défaite dont ils avaient été les prophètes, se tenaient à l'écart, et attendaient, n'espérant plus que dans les erreurs des vainqueurs. Dans le parti interventionniste, les deux tendances, qu'on pourrait appeler nationaliste et démocratique, comprimées jusqu'alors par la guerre, se manifestèrent ouvertement. Les nationalistes insistaient surtout sur les droits que la victoire conférait à l'Italie, sur les revendications territoriales, coloniales et économiques, qu'elle devait faire valoir. Les démocrates se préoccupaient davantage de la nécessité d'une réorganisation générale de l'Europe, qui assurerait la paix nécessaire à la reconstitution sociale du vieux monde. Les nationalistes ne réclamèrent pas seulement ce que les traités assuraient à l'Italie ; ils se firent les défenseurs ardents de la cause de Fiume et des Italiens de la Dalmatie, qui voulaient l'annexion à l'Italie. Les démocrates prirent sous leur protection l'idée de la Société des nations, que les socialistes combattirent avec un acharnement virulent, dès le premier moment

Il n'est point douteux que l'opinion publique, ou au moins la partie de la nation qui s'occupa, après l'armistice, de la paix et de ses conditions, se montra beaucoup plus favorable à la tendance nationaliste qu'à la tendance démocratique. Les anciens neutralistes se rallièrent presque tous au mouvement nationaliste. Les questions de Fiume et de la Dalmatie surtout passionnèrent vivement les classes supérieures. La Société des nations, au contraire, les laissa indifférentes, quand elle ne souleva pas leur hostilité. Un congrès, convoqué à Milan le 15 décembre 1918, pour organiser la propagande en faveur de l'idée, échoua complètement. Les adhésions furent peu nombreuses et l'intérêt pour les travaux du Congrès presque nul.

Faut-il conclure qu'en Italie aussi la victoire avait excité toutes les passions du nationalisme égoïste et exclusif, dont les dangers de la guerre semblaient avoir atténué l'ardeur ? Ce serait une exagération. Les masses ne se sont pas passionnées pour la Société des nations, parce qu'elles n'en comprenaient pas l'idée un peu abstraite et compliquée ; mais elles espéraient et attendaient, comme prix de la victoire, une paix sûre et durable, la certitude de ne plus revoir les horreurs dont elles avaient été victimes pendant plus de trois ans. Ce désir avait été surexcité pendant la dernière année de la guerre, car, après Caporetto, on leur avait largement promis, pour entretenir leur ardeur, la paix, la justice, la fin des guerres dans la réconciliation des peuples. Si les masses regardaient la lutte des deux tendances sans s'y mêler, elles n'étaient pas indifférentes au résultat ; et le résultat qu'elles désiraient n'était pas du tout une paix qui serait une courte trève pour se préparer à de nouvelles guerres.

D'ailleurs il ne faudrait non plus juger l'agitation à caractère nationaliste, qui s'est développée en Italie dans les premiers mois de l'armistice, par les exagérations rhétoriciennes de certains de ses chefs. Au fond, que réclamait la grande majorité de ceux qui adhéraient au mouvement ? Ce que les traités nous avaient promis, en y ajoutant Fiume et toute la Dalmatie. Or, Fiume n'aurait pas dû soulever de difficultés. Il est vrai que le traité de Londres attribuait Fiume à la Croatie ; mais à la fin de 1918 la Croatie n'existait plus ; comme entité politique elle avait été absorbée par la Yougoslavie. D'ailleurs l'attribution à la Croatie n'était pas un engagement envers celle-ci, mais un accord entre les quatre puissances signataires du traité qui pouvaient toujours modifier leur accord sans léser les droits de personne. Enfin il semble qu'en 1918, et après la catastrophe de l'empire d'Autriche, il aurait fallu tenir compte aussi de la volonté de la ville, qui n'était point douteuse. Il est vrai que, pour donner Fiume à l'Italie, il fallait lui attribuer aussi un certain nombre de Slaves. Mais comme il fallait sacrifier ou des Italiens à des Slaves ou des Slaves à des Italiens, il semble que l'Italie aurait pu réclamer pour soi un certain droit de préférence. Après tout, l'Italie a joué dans l'histoire de la civilisation humaine un rôle plus considérable que la Croatie ou la Serbie. Aucun intérêt d'aucune espèce n'aurait été lésé par l'attribution de Fiume, avec le petit territoire nécessaire à son existence. Si les deux ports les plus importants de l'Adriatique étaient acquis de la sorte à l'Italie, rien n'empêchait la création d'autres ports. L'Italie aurait en outre donné toutes les garanties commerciales qu'on voulait. L'Adriatique est une mer restreinte, très importante pour l'Italie, mais très peu pour la France et pour l'Angleterre. Quant à l'Amérique, elle n'y a aucun intérêt.

La question de la Dalmatie était plus complexe et délicate. Le traité de Londres l'avait compromise, en attribuant à l'Italie *une partie* de la Dalmatie. On peut discuter si la Dalmatie est italienne ou slave ; on ne peut pas mettre en doute qu'elle est, depuis des siècles, une unité. Comment la France, l'Angleterre et l'Italie ont-elles pu avoir l'idée, en 1915, quand elles criaient à tous les vents qu'elles se battaient pour les droits des petites nations, de couper en deux justement une de ces petites nations et de la partager par un méridien géographique, comme s'il s'agissait d'un territoire colonial dans le centre de l'Afrique ? Etait-ce là un exemple de la manière dont les démocraties occidentales entendaient respecter la volonté des peuples ? Les Italiens qui réclamaient toute la Dalmatie, en 1918, étaient plus logiques que les auteurs du traité de 1915. Mais même posée sous cette forme, la question était délicate et complexe. Il y a en Dalmatie des populations italiennes dont le sort ne peut être indifférent à l'Italie et dont la fidélité inébranlable doit toucher profondément la mère-patrie. Mais l'annexion présente pour celle-ci des inconvénients très graves surtout au point de vue militaire. L'histoire prouve qu'il est impossible de tenir la Dalmatie seule. Toutes les puissances qui ont conquis la Dalmatie en venant de la mer, ont dû peu à peu avancer à l'intérieur, traverser la chaîne de montagnes qui la barre au fond, descendre dans le vaste *hinterland* qui s'étend au delà des Alpes dinariques. Les Alpes dinariques ne peuvent pas être les frontières définitives de l'Italie, car elles seraient une frontière trop dangereuse. L'armée qui devrait la défendre n'aurait pas, derrière elle, le terrain nécessaire pour manœuvrer. Au premier échec elle serait jetée dans la mer.

En somme l'annexion de la Dalmatie pourrait bien un jour ou l'autre obliger l'Italie à s'occuper activement de ce qui se passe au delà des Alpes dinariques, c'est-à-dire à devenir une puissance balkanique, ou à intérêts balkaniques, telle que l'Autriche l'était. C'est une éventualité dont il est impossible de prévoir aujourd'hui si elle serait favorable ou funeste au bonheur de l'Italie, dans l'avenir. Il est évident toutefois que, dans le plan d'une paix se proposant surtout d'assurer à l'Europe un ordre solide et d'éviter, dans la mesure du possible, les causes de conflits futurs, l'annexion de la Dalmatie à l'Italie pouvait soulever des objections assez sérieuses. Une Europe voulant réellement sortir de l'ère misérable qui avait abouti à la guerre mondiale, aurait donc eu le droit de demander à l'Italie d'envisager cette question au point de vue de l'intérêt général. Et l'Europe, en ce cas, aurait été, j'en suis sûr, écoutée. Le parti que j'ai appelé démocratique, avait compris l'importance du problème et, malgré la force plus grande de la tendance opposée, il aurait réussi à convaincre, sur ce point, le pays, si les intérêts nationaux des populations italiennes de la Dalmatie avaient été sérieusement sauvegardés.

Le cas de M. Bissolati prouve qu'on aurait pu compter sur cette minorité agissante, convaincue et dévouée. Socialiste réformiste et interventionniste ardent, M. Bissolati avait représenté, dans les ministères Boselli et Orlando, les partis qui ne voulaient considérer le problème italien que comme une partie du grand problème européen. Après l'armistice, il quitta le ministère, justement pour pouvoir soutenir plus librement ses idées et faire comprendre au pays la portée européenne du problème de la Dalmatie. Sa démission, le discours qu'i prononça à Milan, en janvier 1919, firent une grande impression.

Ce serait donc injuste de reprocher à l'Italie, après l'armistice, des appétits excessifs ou de l'indiscrétion. Le pays tout entier était heureux d'avoir terminé une guerre si horrible par une si belle victoire. Les masses attendaient passivement, mais avec confiance, la paix définitive et bienfaisante qu'on leur avait promise et qui ramènerait la prospérité, la sécurité, le bonheur d'autrefois. Un parti cherchait avec succès à surexciter le sentiment national des classes cultivées ; mais la majorité de ce parti ne demandait que des clauses raisonnables. Le seul point qui était discutable, dans le programme, était la Dalmatie ; mais le correctif de ses exagérations sur ce point était déjà prêt dans l'autre parti, celui qui se préoccupait des conditions nécessaires à une paix générale solide. Seuls, à l'écart, les socialistes épiaient tous les mouvements du gouvernement, des partis, de l'opinion publique, pour retrouver dans l'opposition à la paix les moyens d'agitation que la guerre ne leur offrait plus. Mais personne ne faisait alors attention à eux. Jamais les journaux socialistes ne se sont aussi peu vendus que pendant ces mois. L'ordre, d'ailleurs, était parfait dans toute la péninsule.

Comment, d'une situation si pleine de promesses est sorti, en peu de mois, l'affreux désordre moral et politique où le pays se débat, cette espèce de convulsion épileptique, qui menace de le suffoquer ?

II

Pour répondre à cette question angoissante, il faut tourner nos regards vers Paris. C'est à Paris et dans le Congrès de la Paix que nous trouverons la solution de l'énigme, si toutefois nous réussissons à découvrir ce qui s'y est réellement passé. Ce congrès est encore un grand mystère pour tous, et probablement même pour ceux qui ont semblé les acteurs du grand drame. C'est la raison pour laquelle la situation du monde semble une énigme indéchiffrable, et parfois même un défi au bon sens. Nous allons donc faire une digression pour tâcher de découvrir le sens profond de ce qu'on pourrait appeler « le drame de la paix ». Seulement après avoir compris ce qui s'est passé à Paris, on pourra comprendre ce qui est arrivé en Italie, sans devoir supposer qu'une partie de la nation a été frappée par une folie subite.

L'histoire, en apparence si confuse et obscure, des négociations de paix, est dominée par un fait bien simple, qui a passé presque inaperçu, dont on a à peine parlé, qui s'est même produit au seuil du congrès et qui est la clef de toutes les difficultés présentes. Ce fait est le refus de l'Angleterre de discuter à la conférence de la paix la question que l'Amérique avait soulevée sous le nom de *liberté des mers*. Nous avons appris ce refus par M. Clemenceau, qui, dans le grand discours prononcé à la Chambre à la fin de 1918, nous raconta sa conversation avec Lloyd George à ce sujet. Lloyd George ayant demandé à M. Clemenceau si les Alliés auraient gagné la guerre sans la flotte anglaise, M. Clemenceau répondit que non et jugea justifiée la conclusion que M. Lloyd George tirait du fait : c'est-à-dire qu'il ne fallait en rien toucher à cette flotte sacrée et laisser l'Angleterre maîtresse des mers dans les mêmes conditions qu'avant la guerre mondiale. Personne ne semble s'être aperçu, ni alors, ni après, que l'attitude prise par l'Angleterre dans cette question, avec le consentement plus ou moins spontané de la France, *enlevait à l'Amérique le seul fruit de la victoire qu'elle pouvait désirer, annulait pour elle toute la valeur de la victoire et signifiait son exclusion des affaires de l'Europe par l'absence d'un intérêt suffisant.*

Pour quelle raison l'Amérique a-t-elle déclaré la guerre à l'Allemagne, en 1917 ? Pour une question relative au droit de guerre sur la mer. L'Europe, tout absorbée par les formidables intérêts continentaux que la guerre mettait en jeu chez elle, n'a peut-être pas apprécié exactement l'importance que cette question et les autres, de même nature, soulevées par le conflit mondial, avaient pour la grande république américaine. Le conflit mondial a révélé tout à coup aux Américains que dans le désordre actuel du monde il n'y a pas d'autre loi de guerre sur la mer que la volonté du plus fort, à peine limitée par des principes très vagues, des conventions très élastiques et des traditions sans force. C'est ainsi que l'Angleterre d'un côté, l'Allemagne de l'autre ont revendiqué le droit d'empêcher à peu près tout le commerce maritime de l'ennemi avec les neutres, en élargissant la définition de la contrebande jusqu'à comprendre tout ce qui peut avoir une certaine utilité pour la vie. Ce que les deux puissances belligérantes ont cherché à réaliser a été donc un véritable monopole des océans par la suppression totale des droits des neutres. La barbarie d'une telle conception a été encore aggravée par la prétention de l'Allemagne de s'assurer ce que j'appelle le monopole négatif de l'océan, c'est-à-dire d'y supprimer toute la navigation et d'y faire le désert, par un moyen aussi cruel que le torpillage des bateaux marchands. La révélation d'un tel état de choses a inquiété vivement, dès le début de la guerre, les Américains, qui ne voulaient pas laisser leur commerce maritime exposé aux interprétations plus ou moins capricieuses du droit de guerre naval qu'on pouvait faire à Londres ou à Berlin. Aussi les Etats-Unis ont eu, pendant toute leur période de neutralité, beaucoup de difficultés, non seulement avec l'Allemagne mais aussi avec l'Angleterre, sur la manière dont celle-ci envisageait le droit de blocus et la contrebande. L'Angleterre, plus faible et astucieuse, a su ménager, par des transactions et des concessions, les intérêts et l'amour-propre de l'Amérique, sans discuter jamais le fond de la question. L'Allemagne, avec son énergie féroce, a défié le destin et provoqué l'entrée en guerre de l'Amérique,

L'intérêt supérieur qui a poussé l'Amérique à la guerre, encore plus que l'éventualité d'une victoire allemande en Europe, a été la nécessité de mettre un peu d'ordre et de justice dans la sauvage anarchie de la guerre navale. La victoire de l'Allemagne représentait pour elle un danger lointain ; cette anarchie des mers était un danger actuel, qui pouvait se présenter de nouveau demain. C'est pour cela que M. Wilson avait mis dans son programme la liberté des mers. Mais le règlément de cette question, capitale pour les Etats-Unis, ne regardait pas seulement l'Allemagne, mais aussi l'Angleterre ; elle ne regardait même plus que l'Angleterre, après la capture de la flotte allemande qui avait rayé l'Allemagne du nombre des grandes puissances maritimes. Les Etats-Unis se sont trouvés, après l'armistice, dans cette bizarre situation qu'ils ne devaient plus réclamer le prix de la victoire à l'ennemi, mais à un de leurs alliés, l'Angleterre.

L'allié a refusé de payer ce prix. Quelle était, pour les Etats-Unis, la portée de ce refus ? La première conséquence était que le statut des mers restait tel que la guerre l'avait trouvé — barbare, confus, livré au bon plaisir du plus fort. Cette guerre qui devait renouveler le monde, commençait par ne rien toucher à cette partie de l'ancien ordre des choses, qui avait le plus grand besoin d'une réforme complète. Mais la seconde conséquence, encore plus grave, était que le danger résultant pour l'Amérique de l'anarchie des océans, était augmenté. Avant la guerre, cette anarchie était limitée par un certain équilibre des forces. La flotte allemande était alors un contrepoids à la flotte anglaise. La flotte allemande disparue, la flotte anglaise restait beaucoup plus libre d'abuser de sa force, sans aucune crainte ou limite, qu'avant la guerre. L'Amérique, en somme, par son intervention dans la guerre, a rendu encore plus dangereuse sa position sur les océans, en contribuant à altérer, au profit de l'Angleterre, l'équilibre des forces navales du monde. Cela est si vrai qu'elle est obligée aujourd'hui de rétablir cet équilibre en remplaçant la flotte allemande. Elle a donc gagné, en contribuant à battre l'Allemagne, de devoir aujourd'hui la remplacer sur les mers, c'est-à-dire augmenter énormément sa flotte et se préparer à la grande guerre qui pourrait un jour devenir inévitable, pour résoudre la question des mers à laquelle le Congrès de Paris n'a pas touché.

Tel étant pour les Etats-Unis, grâce au refus de l'Angleterre, le résultat de la guerre, leur position dans l'alliance changeait profondément. Il n'est même pas exagéré de dire qu'ils étaient presque expulsés de l'alliance par ce refus, car tous les problèmes de la réorganisation de l'Europe, qui exigeaient la continuation de l'alliance, ne les touchaient plus que d'une manière très indirecte. Prenons par exemple le problème capital, celui d'où tout dépend : le désarmement de l'Allemagne. Quel intérêt avaient encore les Etats-Unis à faire un effort sérieux pour empêcher la reconstitution de la puissance militaire de l'Allemagne ? Il est évident que, dans l'hypothèse la plus favorable à l'Allemagne, plusieurs générations passeront avant qu'elle puisse tenter une seconde fois, sur les mers, l'aventure qui a obligé l'Amérique à prendre les armes. En attendant, le grand danger pour l'Amérique sera la flotte anglaise. Faire un effort pour désarmer l'Allemagne signifiait, pour les Etats-Unis, garantir l'Angleterre contre les dangers d'une hégémonie militaire continentale, au moment où l'Angleterre se refusait à lui donner aucune garantie contre le danger d'une hégémonie navale mondiale. Quand a-t-on vu une alliance durer dans ces conditions ?

Sans doute la paix de l'Europe est aussi un intérêt américain. Mais il ne suffit pas qu'un pays ait intérêt au maintien de la paix dans un autre pays pour qu'il se charge de la maintenir. Les guerres et les révolutions d'Amérique touchent aussi l'Europe ; ce n'est pas une raison pour que l'Europe envoie des troupes au Mexique, en finir avec des guerres civiles qui pourtant lui ont beaucoup nui. La situation aurait été différente si la « liberté des mers » — comme les Américains l'appellent — avait fait partie d'un traité de paix qui aurait en même temps désarmé l'Allemagne et réorganisé l'Europe. Le statut maritime et le statut continental auraient été solidaires en se complétant ; et on aurait pu demander à l'Amérique de défendre le second pour sauvegarder le premier. Dépouillée, au contraire, du fruit de sa victoire, l'Amérique ne pouvait que se dégager le plus rapidement possible des affaires du vieux continent, qui ne la touchaient plus que de très loin. Pour mon compte je n'ai cessé de dire et d'écrire, depuis le printemps de 1919, que les Alliés ne pouvaient plus compter sur l'Amérique que d'une manière relative ; et je m'étonne que des hommes politiques, qui se vantent d'être réalistes, se soient fait tant d'illusions sur ce point.

En somme, quand le congrès de la paix s'est ouvert à Paris, l'alliance ou l'association des Etats-Unis avec l'Angleterre, la France et l'Italie était déjà brisée, malgré la volonté et — ce qui est plus étrange — à l'insu des gouvernements et des peuples, ceux de l'Amérique compris, qui auraient voulu la continuer et qui la croyaient encore existante. Mais comment une si grande alliance a-t-elle pu être brisée sans que personne ne s'en aperçoive ? Cet événement paradoxal, qui a transformé l'Europe en une énigme insoluble, a été à son tour l'effet de causes nombreuses et complexes, dont la plus curieuse est la position que M. Wilson avait prise au cours de la guerre mondiale. Dès que l'Angleterre avait refusé de discuter la question de la « liberté des mers », M. Wilson aurait pu retourner en Amérique ou au moins limiter son action au rétablissement de la paix entre les Etats-Unis et l'Allemagne, à l'exclusion de tous les problèmes purement européens. Le problème de la paix serait devenu très simple pour l'Amérique, et, tout en restant difficile, il serait devenu aussi plus clair pour les grands Etats de l'Europe. Mais une complication vraiment extraordinaire est née alors. L'armistice ayant été signé à la condition que la paix serait conclue sur la base des 14 points, M. Wilson devait rester comme le garant de l'application loyale de la charte de la paix, qu'il avait lui-même rédigée. Il est resté ; il a été même considéré et redouté, pendant toute la conférence, comme l'arbitre suprême et le juge ; ce qui a fait croire au monde entier que l'Amérique était encore et toujours le plus solide soutien et la grande force agissante de l'alliance victorieuse. En réalité, l'Amérique n'appartenait déjà plus à l'alliance ; elle n'avait plus qu'un intérêt bien indirect pour toutes les questions qu'elle aurait dû résoudre en dernier appel. Son Président restait à Paris pour y assurer l'application loyale à la paix d'une doctrine qui aurait pu être sérieusement appliquée seulement si l'Amérique avait été, comme tout le monde le croyait, le plus solide soutien et la plus grande force agissante de l'alliance.

Dans cette contradiction est la clef de l'horrible situation où le monde entier se trouve aujourd'hui, et dont l'Italie a fini par être une des victimes les plus innocentes. Je tâcherai de l'expliquer le plus clairement possible. Les illusions des hommes n'ont pas empêché, cette fois comme toujours, la logique des choses d'agir. Quand le Congrès de la paix s'est ouvert à Paris, l'Amérique ayant été exclue de l'alliance qu'elle semblait présider, le problème des réparations était devenu presque insoluble. M. Keynes a raison quand il dit que les indemnités imposées au vaincu, si grandes qu'elles soient, ne suffiront pas à résoudre ce problème sans un large et généreux concours des Alliés plus riches et moins atteints. Ce concours serait la seule manière de mettre d'accord le droit indiscutable de la France, de l'Italie et des autres puissances qui ont été les grandes victimes de la guerre, à être aidées dans l'œuvre de reconstruction, et la nécessité suprême d'une liquidation complète et rapide de la guerre et de ses conséquences... Mais ce concours n'était pas possible sans l'Amérique. Or, comment demander à l'Amérique de faire encore ce sacrifice, après ceux de la guerre, quand on lui avait refusé sa part de la victoire ?

Aussi il a fallu demander la réparation de ces horribles dévastations au vaincu seulement, c'est-à-dire lui imposer une indemnité qui sera écrasante pour l'Allemagne et insuffisante pour la France et pour les autres alliés. Mais une indemnité de guerre, qui engage deux générations, qui sera perçue en quarante ou cinquante ans, est un tribut. Pour l'exiger, il faut soumettre le vaincu à la pression continuelle d'une force tellement supérieure, que celui-ci désespère de pouvoir jamais la secouer. Les hommes d'Etat et les généraux qui ont préparé les traités de paix ne se sont pas fait d'illusions sur ce point. Ils ont cherché à organiser autour de l'Allemagne la pression de cette force invincible par tous les moyens : création d'une Pologne forte et d'une forte Bohême, anéantissement au profit des vainqueurs des autres alliés de l'Allemagne, alliance de la France et de la Belgique, alliance de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis ; désarmement unilatéral et contrôlé, c'est-à-dire protectorat de l'Allemagne.

L'avenir nous dira quel va être le résultat de ce grand effort. Mais il n'est en tous cas point douteux que le congrès réorganisait de cette manière l'Europe, non pour la paix mais pour la guerre, toujours redoutée comme possible et menaçante ; et que cette réorganisation inspirée par la crainte et par l'obsession de la guerre, était plus ou moins en contradiction avec les 14 points du Président Wilson. Ceux-ci avaient été conçus dans un tout autre esprit, c'est-à-dire pour faire servir la révolution allemande, qu'ils avaient contribué à provoquer, à la réconciliation de l'Europe et pour lui faire jouer dans cette réconciliation et dans le désarmement de l'Allemagne un rôle analogue à celui que la restauration des Bourbons en France avait joué en 1814. La paix venait fatalement à renier, au moins en partie, l'armistice, le mouvement d'idées qui l'avait préparé, les espoirs qu'il avait fait naître dans la possibilité d'une Europe où les peuples, maîtres de leur sort, sauraient vivre côte à côte sans se détester et se menacer continuellement. Cette déception était inévitable, après que l'Amérique était de fait sortie de l'alliance. Et la gravité de l'événement était augmentée par le fait que si l'Amérique était en réalité sortie de l'alliance, M. Wilson était présent au Congrès, avec le propos délibéré de défendre ses principes.

Ce n'est point un mystère que le congrès de Paris a été une lutte continuelle entre M. Wilson d'un côté, M. Clemenceau et Lloyd George de l'autre. Mais on sait moins que cette lutte étrange a été d'autant plus acharnée que les deux parties étaient, dans une certaine mesure, désarmées l'une en face de l'autre. M. Wilson n'avait aucun moyen puissant d'obliger les autres à respecter ses principes, que ceux-là au contraire étaient forcés par la marche des événements de violer à chaque moment. Si l'Angleterre avait consenti à donner satisfaction à l'Amérique dans la question de la « liberté des mers », on aurait pu demander à l'Amérique de se charger d'une partie des sacrifices nécessaires pour réorganiser rapidement l'Europe. Si l'Amérique avait consenti à ces sacrifices, elle aurait eu le droit d'exercer une influence modératrice sur la conclusion de la paix ; et elle aurait aussi eu l'autorité et le moyen de faire valoir ses opinions. Sa participation aux responsabilités de l'Europe aurait été la mesure de son droit à s'immiscer dans les affaires du vieux monde. L'Amérique n'ayant plus, au contraire, aucun intérêt direct dans la réorganisation de l'Europe, les moyens dont M. Wilson pouvait se servir pour défendre ses principes se réduisaient à deux : la fiction juridique de l'unanimité, requise pour les délibérations du Conseil suprême, qui rendait nécessaire le consentement du Président américain pour toutes les délibérations des Alliés ; les subventions en argent et en nature que l'Amérique faisait encore, après l'armistice, à ses aliiés. Mais de ces deux moyens, le premier avait le défaut d'être, pour ainsi dire, illimité dans son application, c'est-à-dire de ne pas avoir en lui-même un principe de force, mais de la tirer seulement de l'obstination personnelle de M. Wilson, ce qui était au fond une grande faiblesse. Il ne pouvait donc servir qu'à préparer de pénibles transactions. Le second était odieux, transitoire et tel, par sa nature, que M. Wilson aurait semblé en abuser, pour peu qu'il s'en fût servi.

En somme, l'exclusion de l'Amérique de l'alliance rendait impossible l'application des 14 points ; mais la présence à Paris de M. Wilson empêchait M. Clemenceau et M. Lloyd George de les écarter et de faire la paix sur le plan opposé. La situation était insoluble. On s'en est tiré comme on a pu, par des transactions continuelles, d'une valeur très inégale, dans lesquelles l'obstination et la faiblesse se sont succédées d'une manière très capricieuse. Ces transactions ont fini par mécontenter tout le monde et par faire beaucoup de victimes. L'Italie a été une de ces victimes. Pour quelle raison et comment ? C'est ce que nous allons expliquer.

III

L'opinion publique n'a pas compris, en Italie, le sens du drame qui se déroulait à Paris, pas plus qu'elle ne l'a compris en France, en Angleterre ou en Amérique. Elle ne s'est pas aperçue que, par le refus de l'Angleterre de discuter la question de la « liberté des mers », tout le système de l'alliance antigermanique s'était écroulé au seuil même de la Conférence de la paix. Elle ne s'est pas doutée que ce malheureux début entraînerait à sa suite les plus graves conséquences. Longtemps après que les représentants des grandes puissances se débattaient à Paris dans les difficultés insolubles que j'ai décrites, l'Italie, comme la France, l'Angleterre et l'Amérique, continuait à croire qu'ils refaisaient la carte politique de l'Europe et du monde en pleine liberté et en pleine puissance, et que le bonheur de chaque pays et de l'univers dépendait de leur bonne volonté et de leur sagesse. Ignorant la situation qui s'était créée depuis la conclusion de l'armistice, le pays a jugé les événements du Congrès de ce point de vue ; et qu'est-ce qu'il a vu, alors ?

Il a vu l'Angleterre déclarer que l'accord conclu avec l'Italie pour l'Asie mineure à St-Jean-de-Maurienne n'était plus valable, parce qu'il ne convenait plus à ses intérêts. Il a vu M. Wilson déclarer qu'il ne reconnaissait pas le traité de Londres conclu entre l'Italie, la France, l'Angleterre et la Russie, en 1915, et qui fixait nos droits en cas de victoire. Il a vu la France et l'Angleterre avouer, en le regrettant, leur impuissance à faire valoir le traité contre la volonté de M. Wilson ; et ainsi tous les traités, qui l'avaient entraîné à faire la guerre, se réduire à de pauvres chiffons de papier. Il a vu l'Angleterre, en février 1919, lui concéder avec la plus mauvaise grâce, un emprunt de 30 millions de livres, mais à la condition que ce serait le dernier, et que l'Italie donnerait comme gage les indemnités à percevoir des ennemis. Il a vu les Slaves, sujets de l'ancienne monarchie austro-hongroise, Croates et Slovènes, qui jusqu'à la dernière offensive autrichienne sur le Piave, en juin 1918, avaient combattu contre l'armée italienne avec tant d'acharnement, apparaître au Congrès de la paix parmi les vainqueurs, sous l'œil bienveillant de ses alliés, et de M. Wilson. Il les a vu revendiquer pour le royaume yougoslave Trieste et la frontière de l'Isonzo; et il a eu des raisons sérieuses, à certains moments, de soupçonner que ces prétentions avaient des partisans, au moins dans l'entourage de M. Wilson. Il s'est vu accusé d'impérialisme parce qu'il revendiquait des territoires qu'il avait toujours considérés, depuis 1848, comme appartenant à la nationalité italienne par la langue, l'histoire et la volonté. Il a vu les Polonais, les Tchèques, les Yougoslaves, les Grecs profiter habilement de la nécessité où l'Entente se trouvait de soumettre l'Allemagne à la pression d'une force invincible, pour réclamer des territoires appartenant à d'autres nationalités et dont les habitants ne voulaient en aucune manière se plier à leur domination. Il a vu le Congrès, pour satisfaire toutes ces prétentions, violer, par les interprétations les plus sophistiques, les 14 points, obliger leur auteur à approuver ces violations, appliquer les principes de la nationalité et de l'auto-décision avec une largesse qui les dénaturait. Il a vu la paix future du monde disparaître des préoccupations du Congrès; la question vitale des armements, de laquelle tout dépend, être écartée comme si elle n'existait plus ; l'idée même de la Société des nations ne se préciser qu'au milieu de luttes continuelles ; et tout le monde envisager la paix comme si la guerre mondiale n'était que le prélude de luttes encore plus gigantesques. Il a vu les questions qui le concernaient renvoyées continuellement dans la discussion; et quand finalement on s'est décidé à statuer sur le sort de Fiume, d'une petite ville de 25,000 habitants, il a vu tout se renverser: les traités, qui ne valaient plus rien quand il s'agissait de ses droits, devenir sacrés comme les pages d'un livre saint; les 14 points d'habitude si flexibles se raidir tout à coup comme une loi d'airain; la volonté des peuples ne compter plus pour rien ; l'opinion d'un homme décider sans appel du sort d'une communauté humaine qu'il n'avait jamais vue ni connue, à la fin d'une guerre dans laquelle on avait sacrifié des millions d'hommes pour délivrer le monde de toutes les tyrannies. Il a vu les raisonnements, les prières, les menaces, les manifestations les plus impressionnantes de la volonté populaire n'avoir aucun effet sur le Président Wilson ; il a vu les Alliés paralysés, hésitants, presque malveillants, l'abandonner dans la difficulté; il a vu la question de Fiume menacer de troubler tous les travaux du congrès, comme si le sort du monde dépendait de cette petite ville, après qu'on avait partagé en silence des royaumes entiers...

Au fond, la question de Fiume, si petite en elle-même, si terrible pour les répercussions qu'elle a eues sur la situation intérieure du royaume, n'a été dans le jeu obscur et compliqué de la Conférence, qu'une des revanches personnelles du Président Wilson. Obligé de céder continuellement sur tous les points, il se rattrapait de temps en temps sur quelque question spéciale, et alors il devenait intraitable. L'inconvénient était inévitable, étant donné l'absurde situation d'arbitre apparent et impuissant où les événements l'avaient placé. Fiume fut une de ces questions ; et quelques erreurs commises par nous, contribuèrent à le rendre inébranlable dans son opposition à nos demandes. Mais ce qui a exaspéré davantage l'opinion italienne, c'est justement qu'elle a trouvé devant elle la simple volonté d'un homme. Si derrière le Président Wilson il y avait eu, pour nous refuser Fiume, la volonté du peuple américain, ou quelque grande force de cette espèce, l'Italie se serait résignée plus facilement. Cette puissance d'un homme seul, tenant en échec un peuple entier, lui a semblé une tyrannie insupportable, monstrueuse, surtout après une guerre combattue pour la liberté et la démocratie. Que s'est-il passé alors dans son esprit ? Ne pouvant pas saisir la terrible complication d'erreurs et de fautes dont elle était victime, l'Italie a cherché une explication plus simple ; et elle l'a trouvée. Elle s'est persuadée qu'elle avait été trompée et trahie par ses alliés ; que ceux-ci lui avaient promis tout ce qu'elle désirait quand ils avaient besoin d'elle et lui tournaient le dos, maintenant que la guerre était finie. Elle s'est persuadée que la paix n'était qu'un partage brutal du butin, dans lequel les plus forts prenaient tout, en foulant au pied la justice et le droit. Elle s'est persuadée que les deux puissances anglo-saxonnes s'étaient mises d'accord pour s'emparer du monde et de ses richesses ; que M. Wilson agissait avec tant d'obstination dans la question de Fiume parce que la finance américaine voulait mettre la main sur le port de Fiume et dominer tout le commerce de l'Adriatique ; qu'il était donc un faux prophète, un faux idéaliste, un faux juge ; et qu'il avait caché sous des doctrines humanitaires les âpres convoitises d'un impérialisme sans scrupules.

Telle est la vision que l'Italie, c'est-à-dire les classes dirigeantes du pays, ont eue du Congrès de la paix et de ses conclusions. Tel est l'état d'âme qui s'est formé dans le pays, pendant la première moitié de 1919. L'Italie — hélas — est aujourd'hui persuadée d'avoir été trompée et trahie par ses alliés ; et combien cette opinion est enracinée dans l'esprit de la nation ! C'est une injustice, et personne ne la regrette autant que moi ; mais je demande aux lecteurs qui ont suivi cette longue exposition, de juger si cet état d'âme, douloureux pour l'Italie, dangereux pour l'Europe, n'est pas un effet de la manière incohérente et confuse dont les questions de la paix ont été traitées au Congrès. Les Alliés ont raison de se plaindre de ces jugements injustes; mais ils auraient tort de les attribuer à une malveillance préconçue ou à une excitabilité morbide de l'esprit public de l'Italie. La cause en est plus profonde ; il faut la chercher dans les erreurs de tous les Alliés et de leur politique ; il faut la chercher surtout dans la faiblesse avec laquelle la France, l'Amérique et l'Italie ont laissé l'Angleterre se dérober au devoir de résoudre la question des mers, en rendant impossible, par l'exclusion de l'Amérique, une réorganisation systématique de l'Europe. La cause dernière de toutes les déceptions dont le monde souffre est là.

Connaître les causes véritables d'un mal est le seul moyen pour en chercher le remède, si le remède est encore possible. C'est pour cela que je me suis livré à une si longue recherche sur l'état d'âme de l'Italie. Il serait absurde de tâcher de le modifier, sans savoir qu'il n'est pas né par génération spontanée et intérieure, mais qu'il est lié aux événements dont l'Europe a été le théâtre après la conclusion de l'armistice. Cependant, avant de chercher le remède, nous devons étudier les effets que cette crise morale, déterminée par la paix, a produite sur le pays, déjà fatigué par la guerre. Ces effets ont trop d'importance pour la situation générale de l'Europe. C'est ce que nous essayerons de faire la prochaine fois. Mais nous ne voulons pas finir cette étude sans signaler en quelques mots un de ses effets, le plus important peut-être au point de vue international. Cette crise morale a détruit presque complètement l'influence du parti que j'ai appelé démocratique, du parti qui se proposait surtout de concilier, dans la paix, l'intérêt national de l'Italie avec l'intérêt général de l'Europe. Ce parti aurait facilement triomphé et gagné le consentement du pays à ses thèses, si à Paris on avait étudié et réalisé, par des sacrifices mutuels, le plan d'une réorganisation générale de l'Europe dans la paix. Il aurait pu encore conserver une influence considérable et une autorité suffisante pour demander à l'Italie les sacrifices nécessaires en Dalmatie, dans un but supérieur de pacification et d'ordre universel, si on avait résolu rapidement, selon la justice, la question de Fiume. Mais l'obstination du Président Wilson a transformé la question de Fiume en une question d'amour-propre et de prestige. L'Italie ne veut plus seulement résoudre un problème national, elle veut prouver à elle-même et au monde qu'elle n'a pas été traitée, dans le Congrès de la paix, d'une manière différente des autres puissances ou mise dans une situation d'infériorité. Comment aurait-elle pu, dans ces circonstances, écouter le parti qui lui conseillait de ne jamais perdre de vue l'intérêt général, car le sien en était inséparable, quand le sentiment de cet intérêt général s'était obscurci dans la conscience de toute l'Europe, et consentir à des sacrifices pour la paix générale, quand personne ne s'en préoccupait plus ?

Ce parti donc a été sinon anéanti, au moins très affaibli par les vicissitudes et les conclusions du Congrès. Il ne pouvait pas en être autrement. Mais ce parti était celui sur lequel les Alliés pouvaient compter avec le plus de confiance, car il contenait les partisans les plus résolus de l'alliance. Nous verrons la prochaine fois ce que la décadence de ce parti peut signifier dans la sourde lutte d'influences qui se combat aujourd'hui dans chaque pays et dans laquelle se prépare l'Europe de demain.

Guglielmo FERRERO.

ROUMANIE

CONFLITS POLITIQUES. — LE PAYSAN. — UN CHANT DE DOULEUR DU POÈTE CHAIRIC.

Ce qui offre aujourd'hui le plus grand intérêt dans l'existence du peuple roumain, ce ne sont pas, certes, les aspects extérieurs de sa vie politique.

Cette vie politique vient de se modifier profondément. L'introduction du suffrage universel, déjà décidée par le Parlement de Jassy, aux heures atroces de la déroute devant l'invasion, a bouleversé les conditions de la lutte, constitutionnelle au moins en apparence, des partis. Ceux-ci, d'abord au nombre de deux, puis sous l'ambitieuse influence de M. Take Jonescu, de trois, étaient nés des divisions de l'ancienne classe des boïars, de leurs clients et de leurs suppôts.

Jusqu'alors le paysan ne votait que dans le troisième « collège » (il y en avait même eu d'abord un quatrième où il était relégué tout seul) ; et, comme le chiffre des illettrés est encore considérable, le plus grand nombre des ruraux n'exprimaient leur opinion que par le moyen d'une délégation. Les libéraux qui rêvaient d'exercer le pouvoir pour toujours, directement ou sous le couvert d'un gouvernement de simple façade, avaient bien pensé réunir tous les électeurs dans un seul collège. Mais comme il leur a fallu céder complètement au courant de la démocratie moderne, les campagnards sont restés les maîtres du terrain.

Cependant, pour tenir entre leurs mains ce pays où ils possèdent une écrasante majorité — plus de quatre-vingt pour cent — et dont ils sont les représentants les plus authentiques par la race, les travailleurs les plus laborieux, les défenseurs les plus dévoués, il aurait fallu aux paysans, sinon une culture supérieure — ils sont capables d'y suppléer par leur intelligence spontanée, qui est très vive, — au moins une éducation plus réelle et plus solide.

Or cette éducation ils ne l'ont pas reçue jusqu'à présent. Il existe bien une presse soi-disant populaire, mais elle s'adresse, avec son tirage qui ne dépasse pas cent mille exemplaires, aux classes inférieures des villes auxquelles elle offre des nouvelles à la main et des faits divers sensationnels. La lecture manque presque totalement aux simples. La propagande orale n'a jamais été active ; le gouvernement s'est borné à quelques démonstrations formelles ; quant aux esprits indépendants ils n'ont jamais disposé dans ce domaine de la liberté nécessaire.

Avant la guerre les paysans se sont laissés parfois séduire par des appels plus violents qu'adroits. L'ébranlement, la grande secousse morale des années tragiques les ont inclinés, plus que de coutume, à des superstitions qui vont jusqu'au fétichisme, en faveur de candidats à la popularité que ceux mêmes qui les invoquaient le plus connaissaient le moins. Une œuvre persistante de prédication intéressée a été soutenue par les fonds inépuisables des anciens partis et surtout des boïars anciens et nouveaux, qui se rebiffaient devant l'expropriation de leurs terres jusqu'à un certain taux, inadmissible pour leur désir de prépondérance. Il en est résulté que la Ligue du Peuple, devenue en avril le Parti du Peuple, a réussi à imposer à une certaine masse d'ignorants campagnards, comme un dieu nouveau, fait de gloire réelle et de politique suspecte, le général Averescu.

Appelé au pouvoir en mars 1920 par le roi, sous la pression de gens affolés qui parlaient déjà d'un mouvement bolchéviste, purement imaginaire d'ailleurs, le nouveau gouvernement, qui avait remplacé celui des Transylvains (parti national) et des éléments avancés de l'ancien royaume (nationalistes-démocrates et parti paysan, de création récente) s'est empressé de recourir aux anciens moyens propres à se procurer une majorité parlementaire. Faut-il dire qu'on y a réussi, grâce à la pression administrative et aux moyens d'une démagogie à bon marché ?

Mais cette victoire ne crée pas une situation durable et elle n'établit pas un nouvel état de choses. Le parti vainqueur — puisqu'il veut être un parti — se compose de personnalités très diverses, débris des partis anciens et qui n'ont pas remporté de grands succès électoraux là où elles se sont présentées à visage découvert (un seul siège au Sénat, une douzaine à la Chambre), ou bien d'une masse confuse d'ambitieux dont le but est encore très mal défini. Légalité à part, ce Parlement devra d'abord déterminer le vrai caractère d'une majorité qui n'a pas de programme unique, et dont le seul élément de cohésion, la fidélité au « général », garant de l'« ordre », est sujet à de brusques revirements. Sans compter la loyauté très suspecte des représentants de l'ancien régime qui ne pensent guère à abdiquer et travaillent souterrainement en attendant l'heure propice d'une revanche qu'ils espèrent prochaine. Déjà M. Take Jonescu et deux de ses adhérents, un ami personnel et un boïar moldave, ont réussi à pénétrer comme ministres dans une citadelle qu'ils comptent bien conquérir, et la presse libérale s'inquiète et menace sans pouvoir cacher plus longtemps sa peur d'un désastre électoral.

II

Mais ce ne sera ni le gouvernement Averescu, ni celui, de coalition, qui pourrait lui succéder, ni même le meilleur des gouvernements que pourraient donner les nouveaux partis d'avenir, groupés jadis dans le « bloc » de l'ancien Parlement et réunis aujourd'hui, dans la « Fédération de la démocratie nationale-sociale », qui donneront à la nation roumaine, orientée désormais vers de plus grandes destinées, l'énergie, l'essor moral, la confiance, l'esprit de continuité qui sont nécessaires pour assurer son avenir parmi les rivalités des nations fraîchement libérées et désormais seules responsables de leur sort.

Tout ce que la Roumanie gagnera dans ce difficile combat pacifique entre les races déchaînées elle le devra à elle-même.

Ces « paysans du Danube », ces bergers des Carpathes, ces patients laboureurs, ils ont montré dans les plus dures épreuves qu'ils appartenaient à une race *indestructible*. Pendant que la classe dirigeante, devant l'énormité d'un désastre qu'elle aurait pu prévoir, — faillite d'une tâche dont elle s'était chargée depuis cinquante ans — se désolait, cherchant parfois un asile à l'étranger, le paysan roumain a accepté avec une admirable et tranquille résolution de monter son calvaire, ignorant à quelle glorieuse ascension il aboutissait.

Ces Roumains qui étaient restés sous le joug des envahisseurs, Allemand implacable à les dépouiller, Magyar pressé de vengeance, Bulgare acharné et jusqu'au Turc enchanté d'avoir encore une fois sa part de butin sur l'ancien raïa, — ils ont eu, malgré des traitements qu'on aurait épargnés aux animaux, une espérance de résurrection qui a mis un reflet d'auréole à leur martyre. Ils croyaient voir des croix de lumière dans les cieux ; des oreilles attentives découvraient, montant de la terre ébranlée, l'écho des combats victorieux sur le Sereth et, dans la rougeur des nuits éclairées à des centaines de kilomètres par les incendies de la guerre, ils contemplaient des levers d'aurore. Pas un seul eût voulu croire à la perpétuité de cette domination abattue tout à coup comme un châtiment que seuls les bergers de ce troupeau paisible avaient pu mériter. Lorsqu'on leur parlait d'avenir, ils confessaient à voix basse, sur le ton d'une prière intime, qu'ils attendaient « la Roumanie qui reviendra ».

Cette « Roumanie » était jusqu'alors sur les inscriptions officielles, en tête des ordres et des communiqués de l'administration, dans les chapitres du livre d'école et le long des colonnes du journal ; après la grande épreuve, elle fut un article de foi dans l'âme des humbles, le premier et le plus sacré.

Maintenant ce Paysan, qui se cachait beaucoup et qu'on se cachait à soi-même dans les préoccupations d'avenir, est partout et toujours présent. Il a envahi les villes ; les brillants costumes des villages jettent leurs notes d'or, d'argent et de couleurs vives dans le fouillis des rues : là une multitude bariolée semble chercher avec angoisse, non pas le plaisir, dont elle fut si longtemps privée, mais le foyer abandonné devant l'invasion. C'est le peuple qui, surgissant de partout, a créé aujourd'hui, d'une manière parfois contraire aux lois strictes de la morale, de nouvelles fortunes, qui créera demain peut-être des chefs nouveaux, et après-demain, certainement, une nouvelle classe dirigeante. Elle aura moins d'expérience que l'actuelle, moins de talent sans doute, mais une vitalité supérieure, qui vaut ces qualités. Chez tous ces *liberti* de la guerre, on trouve, sinon un jugement compétent sur les rivalités et les querelles d'un monde nouveau, du moins un désir infini de s'instruire, une pénétration parfois étonnante, un courage de leur opinion dont les milieux qui se sont usés à la curée se montrent incapables, et aussi un esprit malin pour deviner aussitôt l'arrière-pensée de ceux qui veulent séduire cette innocence populaire.

Comme les villes en Transylvanie, en Bukovine, en Bessarabie — cités anciennes dans la province ci-devant hongroise, cités plus récentes dans les lambeaux d'Autriche et de Russie — arrachées aux serres des vieux aigles plumés, appartiennent presque entières à l'étranger, il n'y a, là aussi, que le paysan qui compte au titre de Roumain dans cette existence nationale qui recommence après tant des siècles de servitude. Nous l'avons connu d'un bout du territoire à l'autre, pendant la lourde captivité de Babylone ; nous avons eu, tout dernièrement, l'occasion de le revoir au cours d'une campagne électorale qui l'intéressait sans le corrompre. Sous le drapeau aux trois couleurs que des générations consécutives avaient vainement rêvé de faire flotter dans des villages ancestraux, au fond des vieilles forêts tutélaires et sur les montagnes du refuge historique, les foules accouraient au-devant des orateurs des différents partis, non pas, j'imagine, à cause de leurs idées mais pour écouter un discours roumain, prononcé librement par un autre Roumain, fils d'une terre imprégnée du meilleur sang de ce bon peuple. La moindre allusion, narquoise ou touchante, aux anciennes chansons, aux vieux contes, aux dictons traditionnels, faisait briller les yeux et plissait d'un sourire les lèvres de ces hommes taciturnes.

Grâce à la multiplication des banques populaires, à l'extension du mouvement coopératif, à l'accroissement, désormais indispensable, des écoles, à leur collaboration à la vie économique du pays, ces paysans montreront bien de quoi est capable ce reste de romanité orientale, pour revenir à son ancienne splendeur.

III

Déjà les expositions d'art populaire ont montré au public de Paris les œuvres originales et instinctives des femmes du Danube et des Carpathes. On a vu facilement quels mensonges se dissimulaient sous les mots, criés très fort, d'art hongrois, bulgare, russe, etc. On trouve partout les tapis roumains, de très archaïque tradition thrace : les tapis turcs n'ont pas une autre origine, qui portent les couleurs du drapeau national. Ainsi notre vie millénaire offre à l'Occident un élément nouveau d'inspiration qui se rattache à ce que l'antiquité rustique avait de plus noble et de plus délicat.

D'autre part nous avons déjà cherché dans l'*Anthologie roumaine*, en collaboration avec M. Septime Gorceix, à présenter des spécimens de la littérature roumaine qui garde, à travers toutes les influences rivales et les caprices des modes, un caractère de tradition. La nature de ce pays et l'âme d'un peuple qui ne s'en est jamais détaché, y sont réunies d'une manière si harmonieuse que le modernisme le plus hardi ne le détruira pas. L'avenir de cette littérature, sa place dans le mouvement intellectuel seront déterminés par la permanence de cette note originale que les meilleurs ont su conserver. Le plus précieux recueil de poésies de cette année dû au jeune poète Nichifor Chairic, paraît trouver de nouvelles formules pour cet esprit toujours vivant. Nous finirons ces brèves notes en en citant un morceau caractéristique, relatif aux douleurs de la guerre et aux espérances d'avenir dans les âmes fidèles au culte de leur nation.

* * *

« Tu as fait crouler sur nous ta vague, comme celle d'un océan sans bornes, catastrophale calamité ; sous la cascade des flammes et la grêle du fer tu as précipité sur nos âmes la cime de la montagne protectrice.

« Nous l'avons vue, irritée par les goinfreries barbares, se jetant enragée pour renverser tout le pays, pour le briser sous les sabots des chevaux, pour le déchirer des cornes, pour en jeter la poussière mobile aux vents, sur toute l'étendue de ses plaines. Nous l'avons vue, la bête féroce, rompant les chaînes des lois de l'humanité.

« Et dans ces jours de malheur et d'effroi, aux trop courts moments de repos sous la poussée sauvage, scrutant derrière nous l'horizon vibrant de clameurs, dans le crépuscule du jour d'automne, elle agonisait, notre gloire ensanglantée. Des archanges, non, — des démons rouges fermaient après nous les portes de notre paradis ! La douleur d'une nation expulsée était muette. Tristement se balançait dans l'air la lamentation des arbres dépouillés, et, de tout ce que nous possédions au monde, nous restions seuls pour nous seuls.

« Qui pourrait commenter cette Bible folle ? S'il y avait un péché, nous l'avions choisi très noble : quand une nation entière frémit de toute son âme, je m'incline devant cette pécheresse, et je la comprends. Mon sang m'apparente à elle et, selon mon sang, je plie sous le mystère terrible du poids qui la charge. Fier exilé, laisse-moi, laisse-moi porter un peu cette croix !

« Au carrefour de la douleur je torture ma raison harcelée par le doute. L'ancien pacte surgit des abîmes. Oh pourquoi, quand je m'en vais, cette argile collée à mon talon ? La terre t'impose de rester. Pourquoi donc, déchirant son vêtement, la forêt t'envoie-t-elle des feuilles en adieu ? Ce sont des espérances flétries qui te supplient de les accomplir.

« Et les exilés reprennent le calvaire auquel les oblige le destin. Chaque pas en avant fait retourner une pensée en arrière. Et sur les noirs chemins défilent les vieillards, défilent les femmes, défilent les soldats aux drapeaux en lambeaux comme leur propre cœur. L'essieu crie sous les chars, et, sous la rafale des pluies, tremblantes, ploient des mères sans enfants, des enfants sans mère. Sur les champs dévastés les fils de la vierge flottent. Le vent chasse les herbes mortes en tourbillon, ensemble avec la procession des exilés. Où sont les premiers rêves ? Devant elle serpente la route infinie.

« Sur nos cœurs lentement l'automne filtre sa petite pluie, le brouillard suspend dans l'air de grandes toiles qui ondulent, et le deuil recouvre cette bizarre compagnie. Qui sait ! Invisible par ces brumes, fraternellement, s'ajoute à nous le long convoi des siècles, les âmes exilées qui ont jadis subi comme nous les invasions barbares et qui revivent avec nous, après mille autres, leur ancien exil guidant les héritiers du mauvais sort que léguèrent les ancêtres.

« O tu n'es pas restée là où ton ciel est coupé de flammes rouges, ô patrie blessée ! Sur nos autels antérieurs tu demeures, sainte image flagellée par la douleur comme par l'orage. Image miraculeuse ! Tu nous rassembleras autour de toi comme autour de reliques très honorées car c'est de toi que naîtra le miracle de la résurrection. »

N. JORGA,

Membre de l'Académie Roumaine,
Correspondant de l'Institut de France.

TCHÉCO-SLOVAQUIE

Le Caractère Tchèque. — Les Événements actuels.

Il serait bien séduisant de commencer cette première chronique tchécoslovaque par une petite esquisse des rapports politiques et surtout intellectuels que les pays tchécoslovaques, et en premier lieu la Bohême, ont entretenu, à travers les âges, avec le monde latin. Cependant, puisque notre intention est non point de regarder en arrière mais au contraire en avant, nous renonçons à cette vue rétrospective. Nous renonçons même à rappeler au lecteur étranger l'histoire de la libération des pays tchécoslovaques et la part essentielle qu'y a prise la Bohême, et nous nous bornerons à donner les faits les plus importants des trois derniers mois.

Comment ne pas mentionner, d'abord, les fêtes fédérales des *Sokols* qui se sont déroulées au mois de juin. Les sociétés de gymnastique des *Sokols* ne poursuivent pas le seul but d'éducation corporel, mais, en même temps, celui d'éducation générale. Leurs exercices ne sont qu'un des moyens pour former harmonieusement l'individu au point de vue physique, culturel et social. Il faut considérer que cette institution synthétise l'ancien idéal hellénique de beauté et de bonté et l'idéal chrétien qui, au fond, est essentiellement social. Les sociétés de *Sokols* poursuivent la tâche de constituer, dans son plus complet achèvement, l'homme moderne. Elles suivent la tradition de l'honnête homme dans la France du XVII^{e} siècle, qui est devenu, plus tard, le gentleman anglais, mais sans insister, chez tous les deux, sur le caractère aristocratique et formaliste. Elles se rapprochent plutôt des « frères » et les *Sokols* entre eux, hommes et femmes, ne sont que frères et sœurs, comme on en trouve en diverses sectes religieuses. L'homme rêvé doit être doux, mais ferme, prudent sans être calculateur, très cultivé mais soucieux des autres, conscient des devoirs qu'il remplit envers eux ; il doit être religieux sans bigoterie, fort sans être impitoyable, et désireux de travailler au progrès humain.

En même temps que les fêtes de *Sokols*, les étrangers venus à Prague ont eu l'occasion de voir l'exposition d'un des meilleurs artistes tchèques, Josef Manes, dont on a célébré, le 12 mai, le centième anniversaire de naissance. Ses tableaux, ses peintures et gravures ont été exposés dans trois édifices : à la Maison d'Art, à l'Hôtel de Ville de Prague et dans la petite salle de la librairie de Topié. Cet art est inspiré du même idéal que les *Sokols*. Les figures aux expressions douces, aux traits arrondis y expriment une joie vive, mais calme; la nature, partout et toujours, est bonne. Tous ces tableaux chantent la tranquillité du bonheur simple, ainsi qu'une paisible joie de vivre.

Une autre exposition était ouverte dans les salles du château de Troja, près de Prague : celle de la révolution tchèque. Certes ce fut une étrange révolution, unique jusqu'ici, puisqu'elle n'a pas coûté une goutte de sang. Nous laissons de côté les persécutions de l'ancienne et barbare Autriche-Hongrie dont les autorités ont fait mourir tant de victimes innocentes. L'exposition offrait un aperçu des événements qui ont précédé la libération de la Tchéco-Slovaquie, de la vie des armées en France, aux Balkans, en Russie, en Sibérie, de la propagande faite en Suisse, en France, en Amérique, en Russie, etc. Tous ces témoignages, ces documents, respiraient la même âme, la même fermeté douce, la même résolution pleine de bonté. Par exemple les tableaux de la vie des armées tchécoslovaques en Russie, — où pourtant elles furent redoutables — ne faisaient nullement songer aux effroyables désordres de la guerre, mais à la vie familiale des nomades à travers la campagne. Là encore, sous des aspects différents, se révèle chez ce peuple le même caractère. Son origine remonte bien loin dans le passé, jusqu'à l'époque de Jean Huss. Les hussites non plus n'étaient pas des brutes barbares ; c'étaient des gens trop pleins d'enthousiasme, trop sûrs de leur vérité, mais très doux et enclins à la docilité avec quiconque ne contredisait pas leurs croyances.

C'est dans ce sens psychologique qu'évolue la nation. L'observateur le remarque même en politique. On a craint le bolchévisme. On en cherchait les symptômes dans la gauche du parti social-démocrate. Mais ceux qui y inclinaient n'étaient pas si intransigeants qu'ils le semblaient au premier abord. Et ils ont même protesté solennellement et énergiquement, à l'assemblée des délégués du parti, contre les expériences bolchévistes, en réclamant au contraire un programme d'évolutionisme fédératif et qui ne refuserait pas la collaboration des partis bourgeois. Il y a lieu de croire que la nouvelle république ne connaîtra jamais les horreurs à la moscovite.

De leur côté, les nationalistes ont aussi beaucoup redouté la propagande des Magyars en Slovaquie. Or, les déclarations d'un sénateur du parti ont démontrés que les Slovaques n'ont jamais songé sérieusement à se séparer de la République où ils ont trouvé la paix et l'ordre, et qui est promise à un bel avenir.

Une troisième question a fait beaucoup de bruit : la question de Teschen. Elle est résolue, et le Conseil suprême n'a contenté ni l'un ni l'autre parti. On a protesté contre sa décision en Bohême et en Slovaquie, toutefois on est, en général, trop prudent pour ne pas voir que le gouvernement doit accepter le cas de force majeure. Malgré la petite majorité (une voix) que le ministre des affaires étrangères a obtenue à la commission permanente de l'Assemblée nationale, l'opinion se montre résignée, mais la sagesse n'empêche pas les regrets.

Tout compte fait, la nation tchécoslovaque est entièrement d'accord avec son président, M. Mazaryk, et son gouvernement pour une politique de paix, d'équilibre, de justice, de progrès, on pourrait même dire d'humanitarisme.

On le voit assez quand on étudie la littérature tchèque et slovaque d'aujourd'hui. Je n'en veux donner que deux exemples, deux drames, qui, tous les deux, ont pour sujet la question sociale, le conflit de la richesse et de la pauvreté. Ce sont les *Corbeaux* de F. Bartos — qui ne rappellent nullement la pièce de Henri Becque — et les *Millions* de J. Langer. Mais tous deux laissent à désirer au point de vue littéraire, quoique le drame de Langer soit supérieur à celui de Bartos à ce point de vue. Il faut regretter aussi que le roman n'ait pas encore exprimé ce que l'âme tchécoslovaque a vécu depuis deux ans. Sauf quelques poèmes — ainsi ceux du capitaine légionnaire R. Meden — l'âme nouvelle, ou plutôt renouvelée, de la Tchécoslovaquie, n'a pas encore trouvé son expression littéraire.

PROKOP MIROSLAV HAŠKOVEC.

LA
CHRONIQUE INTERNATIONALE

LE CONGRÈS
DE LA DEUXIÈME INTERNATIONALE

Je suis revenu de Genève avec une impression de vive satisfaction.

Ce sentiment n'étonnera pas le lecteur socialiste qui n'a pas abandonné la conception démocratique et déteste les équivoques.

Genève m'a plu à un triple point de vue :

Le Congrès a épuré l'atmosphère.

Le Congrès a recréé un organisme d'action.

Le Congrès a défini une politique.

L'épuration était nécessaire. L'atmosphère des conférences de Berne, d'Amsterdam et de Lucerne manquait encore de cordialité réelle. On sentait que les rancunes de la guerre n'étaient pas apaisées. La majorité allemande n'avait pas dit ce qu'elle aurait dû dire depuis longtemps. Le mémoire qu'elle avait envoyé manquait de précision, et dois-je l'ajouter, manquait peut-être de courage moral. On y découvrait trop d'habiletés. Mais, fort heureusement, il s'est trouvé au sein de la délégation allemande, en dehors de Bernstein, un homme « qui a mis les pieds dans le plat ». Il s'est souvenu qu'il est le beau-frère du grand Adler, et il a traité la question de haut, avec clairvoyance et audace. Et il a entraîné son monde. Les Français, qui étaient venus pour marcher à fond contre la majorité allemande, ont été frappés de la sincérité d'Adolphe Braun, et malgré l'absence du parti officiel de France, les exclus et les démissionnaires du nouveau groupe ont joué en commission un rôle dont je ne veux pas sous-évaluer l'importance. Il était bon que les Français fussent là. Ils représentaient le sentiment d'une grande partie du prolétariat français, sinon officiellement, réglementairement, statutairement, tout au moins mentalement, intellectuellement, moralement. On peut approuver ou désapprouver leur politique en France. A Genève, ils ont fait œuvre utile. Ils n'étaient pas nombreux, mais ils ont travaillé comme s'ils étaient légion. Et je n'entends pas leur marchander le mérite de leur attitude et de leur perspicacité politique. Bref, Français et Belges ont trouvé dans les déclarations de la délégation allemande les raisons majeures d'un rapprochement fraternel. J'ai longtemps attendu ce moment. Je me félicite qu'il soit enfin arrivé. La résolution sur les responsabilités permettra à tous les partis socialistes et ouvriers des pays de l'Entente de travailler à la révision du traité de Versailles, dans un sens de modération et de justice.

Genève a été aussi un point de départ. Genève a recréé un organisme central et c'était nécessaire. Depuis l'armistice, comme fort souvent pendant la guerre, le secrétariat quasi seul a supporté le fardeau de la continuité d'action. Ce régime n'était plus tenable. Avant 1914, la Deuxième Internationale était basée sur les congrès triennaux, qui étaient souverains, avec, dans l'intervalle des congrès, un Bureau composé de trois délégués par pays et qui se réunissait au moins une fois par an. La section belge jouait le rôle de *Comité Exécutif*, et, en fait, c'était le secrétariat qui travaillait au jour le jour.

Ce système a été amélioré. Le Conseil International remplace le Bureau. Ce n'est qu'une modification verbale, mais le Comité Exécutif est composé désormais de délégués de diverses nationalités, de délégués qui peuvent se réunir rapidement. D'autre part, le centre n'est plus Bruxelles ; c'est Londres. Ce changement s'imposait, tout au moins temporairement. Londres est devenu la ville internationale par excellence. Le *Parti Ouvrier* joue en Grande-Bretagne un rôle important à cause de l'influence numérique de ses effectifs et de la solidité de l'organisation. Il est en relations suivies et excellentes avec la majeure partie des partis des autres pays, sans distinction de tendances, et l'on comprend, dans ces conditions, que le Congrès lui ait confié la tâche de négocier l'entrée et le retour des groupements, qui n'ont pas encore chaviré et restent fidèles aux principes traditionnels. Le secrétariat lui-même se transportera à Londres, si la section britannique y consent, et à partir de ce moment, il sera composé de deux Anglais auxquels je serai adjoint comme troisième afin d'assurer, pour une période déterminée, la continuité de l'œuvre. Nos camarades prétendent que j'ai acquis une certaine expérience dont ils pourraient profiter jusqu'à ce que la mise au courant ait eu lieu complètement. Je n'ai pas cru devoir marchander mon concours et, à partir du mois d'octobre, l'organisation sera très probablement telle que je viens de l'esquisser.

* * *

J'ai dit plus haut qu'en troisième lieu, l'Internationale a défini sa ligne d'action.

La faiblesse de la Deuxième Internationale, depuis l'armistice, a été qu'elle s'est laissé attaquer sans se défendre. Elle ne pouvait se défendre. Les Conférences de Berne, d'Amsterdam et de Lucerne avaient eu un caractère préparatoire. Nombre de partis s'étaient imaginés qu'il était possible de jeter un pont entre la conception démocratique et la dictature. On voulait ménager la chèvre et le chou, dans un but d'unité prolétarienne.

Il y avait une autre raison. Certains gouvernements s'étaient mis en tête qu'il fallait perpétuer le conflit en Orient pour en finir, et anéantir le bolchévisme. Ce qui leur avait réussi en Hongrie leur semblait possible en Russie. Ils comptaient sur Dénikine, sur Koltchak, comme ils comptent encore sur Wrangel. Fallait-il, à ce moment, déclencher une offensive d'idées contre Lénine et ses amis, au moment même où tous nos amis, qui se trouvent encore en Russie, nous priaient de n'en rien faire dans l'intérêt de la Russie ? La situation s'est modifiée aujourd'hui. La plupart de ceux qui s'imaginaient qu'il est favorable d'allier l'eau et le feu sont revenus de leur erreurs. Et d'autres sont allés carrément à la Troisième Internationale, ce qui est certes plus logique et plus honnête. Les positions sont claires. Trotsky a eu des succès militaires, et ses revers ne mettent pas encore le régime en danger : la Russie se défend, plus que jamais, par sa profondeur. Londres s'oppose donc intellectuellement à Moscou. Deux politiques sont symbolisées par les deux villes.

Londres représente le socialisme et la démocratie, — le respect de la loi des majorités, — le principe d'évolution.

Moscou représente un tsarisme retourné, la réalisation d'un socialisme nouveau-genre par la violence et par l'oppression, par la dictature, d'une minorité : la dictature sur le prolétariat.

Les résolutions adoptées, relatives au système politique du socialisme et à la socialisation sont fort claires à cet égard.

La deuxième Internationale n'entend pas faire des sauts dans l'inconnu. Elle sait que la classe ouvrière, — c'est-à-dire les travailleurs intellectuels et manuels, avec les producteurs autonomes, — auront la mission historique de prendre le pouvoir. Le capitalisme se désagrège et crée, pour ainsi dire automatiquement, les cadres du prolétariat.

Mais pour prendre ce pouvoir, les travailleurs doivent s'unir et s'organiser. Pour exercer ce pouvoir, il importe qu'ils aient la conscience de leur rôle, qu'ils voient le but à atteindre et connaissent également le chemin qu'il faudra suivre. Quelle sera cette voie ? La route du tsarisme et de la violence, ou la route de l'évolution ? Tout le problème est là. Le Congrès, sans repousser dans certaines circonstances la méthode de l'action directe, a nettement condamné la tendance qui consiste à vouloir transformer systématiquement les grèves industrielles en révolutions politiques. Cette méthode ne me dit rien qui vaille.

La classe ouvrière devra conquérir le gouvernement et alors *démocratiser* et *socialiser*. Elle démocratisera en maintenant le Parlement du suffrage universel, mais elle en complètera les rouages. Le Parlement représentera les intérêts généraux de la nation. Mais il pourra déléguer certains de ses pouvoirs aux groupements corporatifs ou industriels, qui pourront préparer la législation et indiquer leurs points de vue spéciaux. En d'autres termes, le Congrès s'est rallié à l'idée de parlement unique et démocratique. Il a adopté, comme pré-parlement, un régime qui a été souvent appelé la *représentation des intérêts*. Mais il a été entendu que les pouvoirs souverains ne pouvaient être délégués à des sections de la communauté. Les corporations seules ne seront pas les maîtresses de la destinée d'un Etat. Elles seront un rouage dans le cadre général. Elles auront leur mot à dire, mais le pouvoir de décision appartiendra à tous les membres de la communauté, par l'intermédiaire du Parlement qu'ils auront librement choisi.

Le système politique du socialisme de la Deuxième Internationale n'a donc rien de commun avec une dictature. Il repousse l'exception. Il rejette le tsarisme à rebours.

La démocratie devra aussi socialiser. Mais comment ?

On sait ce que veut dire le mot. On sait aussi quelles critiques les socialistes dirigent contre le régime souvent arriéré au point de vue technique. Mais faut-il socialiser d'un coup ? Non. Le Congrès a pensé qu'il faut socialiser progressivement, ce qui ne veut pas dire lentement. Il ne faut pas détruire. Il faut transformer. Il ne faut pas supprimer une production capitaliste, si le socialisme n'est pas encore capable d'y substituer un équivalent.

Autre question. Faut-il indemniser ? Le Congrès a répondu affirmativement. Tout d'abord parce qu'il serait injuste d'exproprier les uns et de ne pas exproprier les autres. Ensuite, parce qu'il ne faut pas jeter le trouble dans la production. Enfin, parce que l'indemnisation est en somme meilleur marché. Ce sera la plus-value capitaliste qui payera l'expropriation par l'impôt démocratique.

La socialisation révèle aujourd'hui trois aspects. Elle est nationale, municipale et coopérative. Des liens s'établiront entre ces formes diverses mais le régime n'exclut pas le maintien de formes individualistes, notamment dans le domaine artistique et dans la petite agriculture. Le Congrès a nettement mis en lumière que l'administration des industries socialisées devra être distincte du gouvernement politique des personnes, — une idée sur laquelle Vandervelde a beaucoup insisté dans ses ouvrages. Le contrôle doit rester à l'assemblée nationale, qui représente des intérêts généraux. Au point de vue de l'organisation intérieure des industries socialisées, le Congrès s'est largement inspiré des derniers travaux anglais et particulièrement de ceux de notre ami Webb. En résumé, le Congrès de Genève a voulu formuler des conceptions claires, et l'on peut dire que ces travaux auront une influence décisive sur la politique qui sera suivie en Occident par la classe ouvrière organisée.

Le Congrès de Genève s'est préoccupé également des problèmes du jour. Il a voté une résolution sur la sauvegarde de l'enfance dans les pays centraux, — sur les intrigues de la Hongrie réactionnaire contre l'Autriche, — sur le bureau international du travail, — sur la situation politique et la Société des Nations, — sur l'indépendance des peuples, — sur la situation en Pologne, — sur les persécutions en Hongrie. C'était là un travail de style qui n'a pas rendu nécessaire de grands débats. Les membres du Congrès étaient pratiquement d'accord sur tous ces points, et la tâche des commissions a été, en cette matière, de préciser simplement les points de détail.

Le Secrétariat publiera à bref délai le texte intégral de toutes les résolutions qui serviront d'instruction et de guide à tous les groupements affiliés.

Camille HUYSMANS.

LA FÉDÉRATION ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES

Tandis que le catholicisme, sur la base d'une autorité indiscutable, a su réaliser une unité étroite et la conserver, le protestantisme, à cause de son principe individualiste, a abouti à se différencier toujours plus au cours des siècles. Certes, durant cette évolution, il développa une plénitude de vie originale, il multiplia les personnalités libres et indépendantes, il fit surgir une grande abondance de corporations religieuses fortement organisées. Mais, en revanche, il perdit le sentiment d'une origine et d'un but uniques, d'une large existence commune et générale. On eut des églises, des chapelles et des sectes, mais pas « d'Eglise ». Et aujourd'hui les personnalités isolées, la concurrence des petites communautés ne suffisent plus à résoudre les problèmes spirituels ou les grands problèmes généraux de notre époque. Aussi la question se pose-t-elle : Est-il possible, après coup, de faire sortir de la Réforme une fédération générale qui concilie l'unité avec la liberté et qui fonde les individus et les groupements libres en un ensemble organique ? Tel est le problème qui se pose devant les églises protestantes.

Cette nécessité a été vivement ressentie surtout par le protestantisme américain, où la différenciation avait abouti, à côté de quelques très grands organismes, à une multitude de petites sectes. Il en résultait un incroyable gaspillage de forces, de temps, d'argent, d'hommes. C'est de là que partit un appel à plus de compréhension et d'entente. Déjà au milieu du XIX^{e} siècle, un Suisse, Philipp Schaff, professeur à l'*Union Seminary*, de New-York, prit une part importante à la réaction qui s'inaugura ainsi qu'à l'élaboration et a l’expression d’un programme unitaire protestant. Sans doute, l’idée n’était pas nouvelle. Elle relevait, entre autres, de la Réforme suisse. Zwingli, en particulier, avait eu la vision d’une unité évangélique ne dépendant que d’elle-même. « Si les canards eux-même, disait-il, s’unissent en troupe pour résister à un aigle, si les bœufs effrayent l’ours et les moutons le loup par la concorde de leur troupeau, les amis de l’Évangile ne doivent-ils pas s’abstenir de toute zizanie ? »

Le mouvement de l’évolution historique, qui a d’abord obligé le protestantisme à la différenciation, le ramène aujourd’hui, à redevenir plus homogène. Après avoir, dans sa première phase, développé pleinement la vie personnelle, il s’efforce de composer une unité nouvelle. Celle-ci n’est pas à chercher, elle existe à l’état immanent et il suffit de la traduire en une forme qui convienne au principe fondamental du protestantisme.

Cette tendance récente s’est exprimée dans les congrès internationaux et inter-ecclésiastiques qui ont eu lieu en Suisse et qui viennent de prendre fin. Non seulement ils ont manifesté, sous un certain aspect, l’ardeur religieuse qu’anime notre temps, mais encore ils ont apporté une contribution générale à l’étude des rapports de l’individu avec la communauté. Comment unir et concilier la liberté avec l’autorité ? Toutes les forces intellectuelles de l’univers travaillent aujourd’hui à résoudre ce problème. Chacun s’y efforce dans sa langue et par ses moyens. Les églises évangéliques sont particulièrement propres à cette tâche, car leur rôle civilisateur consiste à grouper des communautés, non pas au nom d’intérêts séculiers et impérialistes, mais en s’inspirant de la vie la plus intime de l’âme. Tant que le besoin existera chez l’homme de mettre en commun avec d’autres, des valeurs spirituelles, subsistera devant nous le problème de l’église.

L’unité à réaliser se présente aujourd’hui sous une triple forme. Ce peut être une fusion d’éléments identiques, ou bien une association d’éléments analogues réunis en une fédération libre, ou bien une réconciliation d’éléments opposés, cherchant une fraternisation en quelque sorte organique. Ces trois possibilités d’unification ne s’excluent pas, l’une peut être le prélude de l’autre.

La Conférence de l’*Alliance presbytérienne* qui vient de se tenir à Lausanne[1] est un exemple de la première hypothèse. Cette Alliance veut grouper les églises réformées de l’univers (type calviniste) qui se placent sur la base d’une confession de foi calvinienne et d’une constitution presbytérienne identique pour toutes. Elle rallie déjà maintenant la plupart des églises réformées. Les difficultés qu’elle doit vaincre tiennent surtout à la variété des langues, des races et des diverses rédactions du credo réformé, à l'importance plus ou moins considérable de l'élément théologique ou intellectuel dans l'expression de la foi. A côté de cette tâche nouvelle, un autre souci a donné à l'alliance une vie nouvelle. Elle s'efforce particulièrement d'aider les églises pauvres et de défendre les minorités réformées. Jusqu'à présent les églises suisses actuelles ont refusé d'envisager l'adoption d'une confession de foi dogmatique. Elles se sont délibérément détournées du dogmatisme, l'Eglise de Genève en premier peut-être, et, de plus en plus, elles cherchent à donner aux croyances une formule plutôt religieuse que théologique. Au cours d'une amicale entrevue les représentants de l'Alliance et les délégués suisses préparèrent un rapprochement d'où devra sortir un accord plus étroit. En développant ces relations avec l'Alliance, les milieux religieux, en Suisse, s'uniront plus étroitement au protestantisme occidental, au protestantisme réformé proprement dit. Il faut souligner sans réserve que, là encore, dans le domaine ecclésiastique, la Suisse doit remplir sa fonction médiatrice.

---

[1] Du 5-11 août réunissant une soixantaine de délégués de quinze pays différents, entre autres le D^r Park, de Belfast, Rev. Fleming, Professeur Curtis, d’Edinburgh, Rev. A. Brown, de New-York, les Pasteurs S. Gout et Merle d’Aubigné, de Paris, Pasteur Giampiccoli, de Rome, etc.

Ce fut la *Conférence préliminaire de l'Eglise du Christ « on life and work »* [1] récemment terminée à Genève, qui tenta de réaliser la seconde des possibilités que nous avons envisagées plus haut, soit la réunion des églises sur la base d'une libre fédération. L'initiative en vint d'Amérique, de Suède et de Suisse, au cours de cette mémorable assemblée de l'« Alliance universelle pour l'amitié internationale par le moyen des Eglises », à la Haye, en octobre 1919. Là, pour la première fois depuis la guerre, des représentants des Eglises des Etats belligérants s'y trouvèrent réunis. Tandis que l'Alliance est une assemblée de représentants non-officiels de divers milieux chrétiens, la Conférence préliminaire « on life and work » aspire à être une fédération des Eglises elles-mêmes, une sorte de Ligue des Eglises, qui puisse marcher côte à côte avec la Ligue des peuples et lui inspirer cette âme, cette conscience, ces indispensables forces morales, sans lesquelles elle resterait un moule vide. C'est bien ainsi que le Conseiller fédéral Chuard conçut la collaboration des églises dans le mémorable discours qu'il prononça en recevant les délégués de l'Alliance. Cette ligue des églises veut avant tout combattre les puissances chaotiques du matérialisme et de l'égoïsme qui menacent de décomposer toute notre vie sociale. Le but de cette fédération projetée est de pénétrer l'univers de l'esprit de l'Evangile, de l'esprit du droit et de la justice, de l'amour et de la liberté ; il est d'appliquer les principes primordiaux du christianisme non seulement à la vie privée des individus, mais aussi à la morale publique des peuples, à leurs relations entre eux ; il est de les réconcilier pour le plus grand bien de l'humanité. Un tel résultat ne peut être atteint que par une action solidaire et commune des églises. Ce sont elles qui conservent l'héritage sacré de l'amour et de la fraternité. Ce sont elles qui ont maintenu parmi les peuples un sentiment de solidarité supérieure à la nationalité, à la race, à la culture.

---

[1] Du 10-12 août avec 80 délégués représentant une quinzaine de pays. Parmi les délégués étrangers nommons l'archevêque Soederblom, d'Upsal, le Dr Macfarland et Dr Lynch, Rev. Merrill. Dr Turner, de New-York, l'évêque américain Cannon, Rev. Cramer, de la Haye, Dr Sigmund-Schultze, de Berlin, l'évêque Ostenfeld, de Copenhague, Dr Nightingale, de Londres, Dr McClymont, d'Ecosse, Prof. Allier, de Paris, pasteur Dumas, Paris, évêque Raffai, de Budapest.

La question de la culpabilité, de la responsabilité morale menace encore la compréhension mutuelle des frères ennemis. Et ici déjà, on voit combien il est difficile d'arriver à l'unité morale quand il s'agit de pardonner et de se réconcilier dans le domaine des relations internationales. Les opinions contradictoires qui se manifestèrent au cours de la discussion dont on reconnaissait la portée et la gravité n'ont cependant pas empêché l'assemblée de se mettre au plus vite au travail de reconstruction. Aussi une conférence mondiale des églises sera-t-elle convoquée en 1922. L'archevêque d'Upsal Soederblom l'invita solennellement et d'une manière pressante à se réunir en Suède.

Mais qui devra-t-on y inviter ? Invitera-t-on toutes les églises à une conférence œcuménique ou seulement les églises évangéliques ? La question est épineuse. Une séparation tranchante d'avec Rome et d'avec les églises orthodoxes rendrait aussitôt impossible l'adhésion de l'église anglicane. Cette dernière, en effet, par principe et d'une manière catégorique, rêve d'une conférence œcuménique qui puisse englober Rome et les églises d'Orient. Quant à l'église anglicane, elle considère que son principe épiscopal et sacramentel la rapproche de ces églises et elle espère pouvoir réaliser la synthèse de l'esprit évangélique et de la constitution ecclésiastique catholique. Elle veut être évangélique et catholique, catholique dans le sens d'une communauté ecclésiastique qui embrasserait toutes les autres. Le terme de « protestant » a pour elle un sens trop négatif et il éternise des antithèses dont il n'est pas impossible qu'on puisse triompher.

La Conférence « on life and work » s'est décidée pour l'idée œcuménique. Elle la considère comme une fin dernière, qu'on atteindra peut-être en plusieurs étapes. Le monde est aujourd'hui si enfoncé dans le mal et à tel point menacé de ruine que nous ne pouvons attendre le moment où l'on aura trouvé, dans tous les domaines, les formules d'unité. Nous devons commencer par créer une communauté qui agisse.

Les bases d'une telle synthèse sont à chercher dans les principes pratiques de vie que nous donne le christianisme. Tous les adhérents sont unanimement convaincus que ces principes doivent pénétrer la vie publique des peuples d'une façon toute nouvelle. Il y a là un programme immédiat, d'où peut découler une activité en commun. Il s'agit de pénétrer les relations internationales entre peuples de l'esprit de fraternité et de justice. L'égoïsme national doit céder sa place à la conscience d'une solidarité internationale. La Ligue des Nations, qui a créé la forme extérieure de cette solidarité, doit aussi être vivante dans l'âme des peuples, dans leur conscience. Cette mission éducatrice est du domaine des églises, dont l'activité et l'organisation s'étendent jusqu'aux plus humbles chaumières de tous les pays.

A ce programme d'action, dont s'occupera la prochaine conférence générale des églises, il faut ajouter encore l'introduction du principe chrétien dans la vie sociale et le régime économique des peuples. L'ancien libéralisme, qui prônait une liberté illimitée, blâmée déjà par Carlyle, n'a pas su empêcher de graves injustices. Les églises chrétiennes doivent assumer la tâche d'enseigner la solidarité aussi dans le domaine social et économique. Elles doivent donc accorder la plus grande attention au mouvement ouvrier, secourir ce qu'il y a de plus profond dans les aspirations populaires, et, loin des exagérations de polémiques, concilier ces aspirations avec les exigences de l'Evangile.

Il y a encore l'activité missionnaire. Du point de vue de la civilisation, elle constitue la plus grande œuvre éducatrice qui incombe à la chrétienté. Cette œuvre est aujourd'hui fort menacée et elle exige l'appui de tout le monde chrétien. Son but est si vaste qu'il s'étend à tout l'univers. N'ignore-t-on pas dans certains milieux l'existence de cette grande armée de plus de 20,000 missionnaires protestants ?

La protection des minorités religieuses est un des problèmes pratiques les plus urgents ; il devrait d'ailleurs intéresser également l'église romaine. Le « Federal Council » d'Amérique, la plus grande fédération d'églises américaines, embrassant environ 50 millions d'âmes, a déjà remis à la Société des nations la proposition de n'admettre que les pays qui garantissent à leurs habitants une entière liberté religieuse.

D'autres problèmes pratiques, précis, — tels que la protection des indigènes, la lutte contre la traite des blanches, l'immoralité de certaines affaires commerciales — supposent justement l'existence d'une conscience internationale qui seule peut engager efficacement le combat.

Ce fut un grand jour dans l'histoire des églises protestantes que celui où la plus grande partie d'entre elles se trouvèrent réunies pour un travail commun, en la personne de leurs représentants officiels Une nouvelle volonté se dresse, qui sera une force d'unification Le protestantisme a eu la vision de son unité et il est à la veille d'établir la synthèse entre l'individu et la communauté, dans le sens le plus large. Le fait qu'il tente la chose non par le moyen du dogmatisme, est aussi un signe des temps qu'il faut remarquer et qu'on peut rattacher à la nouvelle orientation psychologique de notre génération. C'est la volonté, non l'intellectualisme, qui dirige le mouvement. C'est dire qu'il s'agit de créer des valeurs, d'atteindre pes buts, bien plus que d'établir des formules. Cette volonté est excitée et liée par un idéal qu'on réalisera par un effort commun Des hommes d'action, comme l'archevêque d'Upsal Sœderblom, le docteur Macfarland et le docteur Lynch, de New-York, sont des personnifications marquées de cette volonté évangélique qui aspire à l'unité. L'heure du destin sonne pour le protestantisme. Il sera une unité spirituelle dans la liberté, ou il ne sera pas.

C'est d'un tout autre côté que le *Congrès «for Faith and Order»*, cherche la synthèse des Eglises. Comme le précédent, il vient de se tenir à Genève.[1] Il ne vise pas seulement à une vague fédération sur une base démocratique, mais à une unité organique définie. Il ne se contente pas d'une action pratique en commun, mais il cherche à créer l'unité en partant du centre dans des convictions déterminées, qu'il exprime en une formule précise. Quel est l'être même, le fait fondamental du christianisme ? Les organisateurs du Congrès ne le voient pas dans des convictions individuelles, mais dans le fait de l'incarnation. D'une façon générale, ce fait signifie la loi morale suprême, il signifie que le divin ne plane pas en une spiritualité abstraite, mais qu'il se réalise, qu'il se personnifie dans le monde concret. Tout ce qui est spirituel cherche un corps, cherche une incarnation. C'est le secret de la vie, représentée par l'incarnation de Jésus-Christ.

Le Congrès considère comme tout aussi importantes des convictions déterminées concernant la constitution de l'église. Ici, apparaît l'idée anglicane, qui est la plus grande force agissante du Congrès. L'église anglicane-épiscopale d'Amérique est en effet la véritable représentante de ce mouvement et c'est du sein de l'anglicanisme que le Congrès a reçu son renfort le plus puissant et le plus important.

Aussi ne sera-t-il pas déplacé de dire ici quelques mots de la position de l'église anglicane dans le monde chrétien d'aujourd'hui.

L'église anglicane, en particulier dans sa tendance sévèrement puseyste, n'a pas renoncé à l'ancienne conception catholique de l'église. Elle a plutôt voulu remplir d'un contenu évangélique l'idée primitive de l'église considérée comme une institution divine et mystérieuse, et de cette manière être à la fois catholique et évangélique. Elle repousse en général le terme de «protestant» comme une définition trop négative. Elle conserve du catholicisme la doctrine essentielle des anciens conciles, la constitution épiscopale de l'église, une préférence pour les anciennes formes du culte, ainsi qu'un certain sacramentalisme libre. Elle est tournée ainsi, tout au moins dans sa tendance la plus rigoureusement caractéristique, vers un catholicisme non-romain, non papal, aussi bien que vers les églises orthodoxes d'Orient. Celles-ci se sentent fortement attirées vers l'église anglicane qui fait tout pour cultiver avec soin cette sympathie. L'église anglicane critique vivement le principe individualiste du protestantisme proprement dit, en particulier du lutheranisme, et le rend responsable du subjectivisme et de l'éparpillement qui règnent dans le monde protestant d'aujourd'hui. Elle oppose à cet individualisme la doctrine profonde de l'incarnation, qui doit assurer l'objectivité et l'unité de la communauté chrétienne. Aussi ne parle-t-elle pas des églises, mais de l'Eglise, qui doit être le corps du Christ. L'authenticité de l'église lui sera assurée par la succession apostolique de la fonction épiscopale.

Cette position a fourni une base au congrès « for Faith and Order ». Et, dès le début, la notion de l'église fut au centre de la discussion. La communauté n'est pas le total d'une addition d'individus, le résultat de la volonté subjective de ses membres. C'est dans la notion de l'église que le problème sociologique de la communauté a, de tout temps, trouvé la solution religieuse et mystique la plus élevée. C'est là que la religion sous son aspect d'institution s'est manifestée, religion à qui importent la forme juste, la tradition juste, l'objectivité supérieure aux individus. En opposition à ce point de vue, les individualistes protestants représentent avec force la religion personnelle de la conscience et de la volonté individuelle, l'élément prophétique.

---

[1] Du 15-20 août avec 150 délégués et 80 Eglises.

C'est ainsi que deux tendances profondément différentes se partagent presque toute la vie religieuse. Le congrès de « Faith and Order » a reflété de la manière la plus évidente ces deux formes d'esprit. D'une part, le monde épiscopal, très intéressé par le côté ecclésiastique et sacramentel, par la dignité hiérarchique ; il est spécialement représenté par les anglicans, par des métropolites orthodoxes d'Orient, le patriarchat de Bysance, des prélats grecs, balcaniques, égyptiens. D'autre part les représentants de la piété protestante, réformés, luthériens, presbytériens, méthodistes, congrégationnalistes, etc., qui défendent les pensées démocratiques de l'Evangile, qui mettent par-dessus tout le sentiment intérieur et le don de soi-même. Un tel contraste était l'illustration concrète de l'histoire de l'Eglise. Le fait que l'opposition de ces contraires fut fraternellement supportée, grâce à un grand amour et une grande espérance, dénote peut-être l'annonce d'un temps nouveau. Toutefois la première tendance est la plus forte.

Le congrès semble admettre que l'unité des églises serait au mieux réalisée par l'unification des fonctions du clergé. Pour les Anglicans l'ordination épiscopale est toute désignée à cet effet, car elle assure la succession apostolique et, par là, la liaison historique. Il en résulterait une mesure pratique, appuyée par une déclaration de la conférence tenue à Lambeth par les évêques anglicans, à savoir que, pour l'action commune des églises, il faudrait faire réordonner par un évêque les ecclésiastiques qui ne le sont pas encore. Cet acte ne devrait pas exprimer une différence ni abolir la validité de l'ordination des autres ecclésiastiques. La réordination devrait plutôt être considérée comme une restauration en vue de créer l'unité. Le sens profond de cette exigence réside aussi dans la supériorité de l'action du facteur objectif sur celle du facteur subjectif. Les deux se tiennent : l'objectivité de la grâce divine et la subjectivité du don personnel. C'est ainsi que l'on conciliera l'autorité et la liberté. C'est par là que l'on garantira l'unité d'un passé commun afin de pouvoir poursuivre un but commun.

Autorité et liberté ! Ce problème qui, tant dans la réorganisation politique et sociale que dans la pédagogie et l'art, réclame aujourd'hui d'une façon brûlante, une solution qu'on ne peut trouver que dans la synthèse, ce problème divise et unit les hommes également dans la religion. Il oriente aussi l'opinion qu'on professe sur la Bible et le credo. Ceux-ci ont longtemps fait la loi de la croyance, pleins d'une sublime autorité, et régissant la vie la plus intime de l'âme... Les églises qui ont convoqué le congrès de « Faith and Order » ne formulent pas aujourd'hui de credo défini. Dans leur majorité elles ne se sont pas encore avancées de la conception théologique à la conception religieuse et elles n'oseront pas, comme le précédent congrès, réaliser l'unité simplement « in life and work ». Et cependant, au cours de la discussion et des votes, l'idée d'un credo, monument vénérable de l'autorité spirituelle, s'éclairait d'une nouvelle et rare lumière; elle perdait peu à peu ce caractère obligatoire qui menace d'enchaîner les sentiments les plus sacrés, et, de loi, devenait symbole de l'unité future.

Voilà qui est remarquable. Pendant des siècles, les Pères de l'Eglise se sont rassemblés pour rétablir par des opérations chirurgicales de l'entendement des différences d'ordre métaphysique. Ils ont ainsi donné au monde le spectacle d'une fatale dissociation dialectique. Aujourd'hui les représentants se rassemblent, appartenant à quatre-vingts églises de quarante pays différents, et méditent sur ce qu'est l'Eglise. Le problème intellectualiste est devenu social. L'individu s'est trouvé, il est fatigué de lui-même, de sa propre splendeur, de sa vie particulière, et il veut se relier à d'autres individus. Et il reconnaît que ce n'est ni l'argent, ni la crainte, ni l'intérêt, et ni peut-être même l'amour, qui créent la communauté dernière, permanente et sublime, mais que c'est Dieu, qui règne également en tous les hommes, qui les unit tous en les rattachant à lui.

Rude et douloureux est le chemin qui conduit le pèlerin vers ce but, mais c'est un chemin qui commence à s'éclairer d'une aurore.

Ne pesons pas la valeur respective de ces divers congrès. Chacun joue son rôle particulier, mais distinguons-les : 1. Le congrès de l'Alliance réformée, réuni à Lausanne, cherche d'abord à unir solidement les parties identiques et il y invite les églises réformées de la Suisse. 2. L'Alliance pour la fraternité internationale par le moyen des églises, réunie au Beatenberg du 26-28 avril, veut développer les éléments du christianisme susceptibles d'unir les peuples et avant tout au sein de la Société des nations. 3. La Conférence préliminaire « on life and work » regarde devant elle, elle a en vue le but et elle réunit toute les forces vivantes et agissantes des églises par une action commune et pratique. 4. Le Congrès « Faith and Order » jette d'abord ses regards en arrière, examine d'où nous sommes partis, nous qui nous sommes si éloignés les uns des autres, et ce qui nous a été confié en commun.

Mais tous ont, en une langue quelconque, entendu l'appel : *ut omnes unum sint.* Tous se mettent en route vers l'unité perdue. Ce qu'ils ont trouvé en route, la liberté au-dessus de tout, les riches diversités de la vie, ils ne veulent pas l'abandonner, mais l'ajouter au trésor des autres comme le butin de leur voyage. C'est encore l'heure des préparatifs, des méditations, c'est l'heure du reflux, qui a laissé des flaques sur la plage. Mais déjà monte le flot de la grande marée qui les remplira toutes et les réunira.

Cela n'ira pas vite et beaucoup de temps sera employé d'abord à former des groupements. Il semble que trois groupes précis doivent se constituer qui chercheront une synthèse finale. C'est d'abord le groupe catholique-romain. S'il pouvait unir son autorité à la liberté, les perspectives d'unité grandiraient dans le monde entier, car le monde protestant apprécie mieux aujourd'hui ce que signifie la catholicité, la communauté générale, l'unité. Mais l'aspiration à cette unité ne nous conduira pas à l'uniformité, pas plus que la résistance à l'uniformité qu'exige l'autorité ne doit nous conduire à la haine et à l'amertume.

Un second groupe serait formé par le principe épiscopal, par une conception identique de la fonction du prêtre. Ici s'accomplit quelque chose de nouveau et d'important par la rentrée des églises grecques-orthodoxes dans la vie chrétienne et dans l'aspiration unitaire de l'Occident. Leurs représentants ont pris part à trois des congrès. Le rôle intermédiaire est joué par l'église anglicane avec sa constitution épiscopale. Elle construit l'arche qui va de notre monde évangélique occidental à la solennité mystique de l'Orient. Aucune critique protestante inconsidérée ne doit détruire cette construction. On ne doit pas oublier que la religion en tant qu'institution n'est qu'un chemin qui mène à un idéal plus élevé et qu'elle est souvent la seule forme provisoire où puisse s'exprimer la vénération envers un secret inexprimable.

Le troisième groupe, qui veut embrasser dans l'unité d'innombrables communautés, serait constitué par l'ensemble des églises évangéliques qui soɿn sorties de la réforme allemande française et suisse. Il y a ici une unité qui n'a pas besoin d'être cherchée, mais qui doit être réalisée. Elle réside dans la foi et dans l'amour évangéliques, qui, tous deux, sont reliés à Jésus-Christ par un rapport personnel et de conscience. Plus cette unité sera vivante, moins importante sera son expression théologique. Déjà, au cours du premier de ces congrès, on a pu voir combien peu la théologie concourt à la formation d'une communauté et combien celle-ci est conditionnée par des forces spirituelles bien différentes.

Mais ces trois groupements ne constitueraient pas des divisions définitives. Le désir d'unité qui les a fait naître, doit les pousser à créer continuellement des synthèses nouvelles et plus hautes jusqu'à l'achèvement de la dernière et de la plus sublime, celle de la communauté humaine dans un même royaume de Dieu.

Adolf KELLER.

(Zurich.)

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Depuis quelques mois la vie internationale si longtemps suspendue reprend son cours avec une intensité croissante.

Avant la guerre les Associations internationales étaient au nombre de 400 environ ; 230 étaient régulièrement inscrites à l'Union des associations internationales de Bruxelles. Pendant la guerre ces associations ont pour beaucoup cessé tout travail ou perdu leur caractère international absolu en éliminant les éléments allemands ou pro-allemands et en devenant interalliées. Même sous cette dernière forme, ces associations restent une manifestation de la vie internationale, et leur évolution sera des plus intéressantes à suivre.

Sans prétendre refléter dans toute son ampleur le mouvement international et en dégager les leçons qu'il comporte, la *Revue de Genève* s'efforcera de consigner mois par mois les congrès qui se seront tenus, les associations nouvelles qui se seront fondées et annoncera les réunions imminentes.

Le « Mouvement international » dont nous commençons aujourd'hui la publication ne sera donc qu'un memento et n'excluera nullement les comptes rendus plus développés ou les études internationales qui continueront à trouver place dans le corps de la Revue. Dans sa concision forcée nous espérons qu'il rendra quelques services à ceux qui s'attachent au passionnant problème de l'internationalisme sous quelque forme qu'il revête.

* * *

Au point de vue religieux, il ne s'est pas tenu moins de quatre congrès en Suisse dans le courant du mois d'août : un à Lausanne, deux à Genève, un au Saint-Béatenberg.

La conférence de Lausanne (5-11 août), limitée aux églises presbytériennes et convoquée par l'Alliance générale presbytérienne, groupait une quarantaine de délégués de 30 églises de l'Empire britannique, d'Amérique, de France, de Belgique, d'Italie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et de Suisse. Le prochain congrès des églises presbytériennes se tiendra à Pittsburg en 1921.

A Genève s'est tenu du 10 au 12 août à l'hôtel Beau-Séjour sous le nom de Congrès œcuménique une conférence des églises réformées groupant 70 participants représentant les grandes églises de 15 pays. Le « Federal Council » américain qui avait pris l'initiative de ce congrès visait à préparer la constitution d'un grand centre chrétien qui pourrait agir sur la conscience du monde.

Immédiatement après ce congrès œcuménique s'est tenu du 12 au 24 août à l'Athénée une conférence présidée par Mgr. Charles-H. Brent, évêque de New-York, comptant 124 représentants venant des pays suivants : Grande-Bretagne 28 ; Etats-Unis 21 ; Suède 9 ; Suisse 8 ; Hongrie 5 ; Allemagne, Grèce, Italie, Tchécoslovaquie 4 ; Canada, Danemark, Japon, Serbie 3 ; Australie, Indes anglaises, Afrique du Sud, Bulgarie, Norvège, Pays-Bas, Russie 2 ; Chine, Espagne, Pologne, Turquie, Nouvelle-Zélande, Nubie, Egypte, Palestine 1. La présence des représentants de l'église grecque orthodoxe, venus d'Athènes, de Constantinople, d'Alexandrie et de Karthoum a été très remarquée. 80 églises représentées par 15 groupements prenaient part à cette importante assemblée. L'église catholique romaine seule s'était abstenue de prendre part à la réunion bien que le pape ait assuré de sa sympathie les organisateurs de ce mouvement.

Enfin du 26 au 28 août s'est tenu au Saint-Béatenberg l'assemblée nationale de la Ligue mondiale pour la coopération des églises. Ont envoyé des délégués l'Angleterre, la France, les Pays Scandinaves, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique, la Hongrie, la Lettonie, l'Esthonie, la Grèce, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, l'Allemagne, les Etats-Unis. L'église orthodoxe grecque s'est fait représenter. L'archevêque de Cantorbéry a été nommé président. La délégation allemande s'est abstenue dans ce vote. La Ligue mondiale pour la coopération des églises a été fondée en 1914 et a tenu déjà deux conférences : l'une à Berne en 1915, l'autre auprès de La Haye.

Les caractères propres de ces quatre réunions ont été dégagés ci-dessus sous la plume autorisée du pasteur Keller. Il suffit de noter ici le rôle prépondérant joué dans les réunions par le « Federal Council » américain qui groupe aux Etats-Unis 30 dénominations religieuses différentes et 50 millions de fidèles, et qui désire étendre son action au monde entier et travaille à l'unité chrétienne.

Quant à l'absence de représentants français au 2^{me} congrès de Genève, elle s'explique par des froissements survenus à la réunion de Champel et montre que même sur le terrain de la foi commune, les rapprochements entre Français et Allemands sont prématurés, les blessures étant trop vives, le parti-pris de méconnaître le passé trop flagrant. Au Saint-Béatenberg la délégation française a présenté une déclaration sur les conditions dans lesquelles elle pourrait coopérer aux travaux de la conférence.

Pendant qu'en Suisse, les Congrès religieux se multiplient, en Tchécoslovaquie se prépare un congrès international de la Libre pensée. Du 4 au 9 septembre doivent se discuter à Prague des questions telles que celles de la protection de la liberté de conscience au sein de la Société des Nations et des tâches de la morale laïque.

Au point de vue social, deux congrès simultanés se sont tenus à Genève au début du mois d'août : l'un socialiste tendant à reconstruire la II^{me} internationale de Bruxelles dressée vis-à-vis de la III^{me} internationale de Moscou, l'autre syndicaliste groupant les représentants des mineurs.

Dans la Salle Communale de Plainpalais (31 juillet au 6 août), sous la présidence de M. Thomas Shaw, ont été débattus les problèmes des responsabilités de la guerre et de la reconstitution de l'Internationale socialiste. Les pays représentés étaient au nombre de 17 et la répartition des voix s'établissait comme suit : Angleterre 30 ; Allemagne 20 ; Australie, Belgique, Russie, Suède 15 ; Danemark, Hollande, Hongrie, Pologne 10 ; Nouvelle-Zélande 5 ; Azerbeidjan, Géorgie, Italie, Lithuanie 4 ; France, Suisse 3. Le siège de la II^{me} internationale a été maintenu à Bruxelles. Le congrès a pris nettement position contre le bolchévisme, et s'est prononcé en faveur de la Société des Nations. M. Camille Huysmans, secrétaire général du Bureau socialiste international, exposera ici même les résultats de ce congrès.

Pendant ce temps (2 au 6 août) se tenait dans la Maison du Faubourg, le Congrès international des mineurs sous la présidence de M. Robert Smillie, président de la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne. Ce congrès, qui a donné une remarquable impression de cohésion et de force, s'est prononcé en faveur de la nationalisation ou socialisation, « seul moyen d'assurer la vie des peuples », et a chargé son comité international d'en suivre attentivement les progrès. Ses membres se sont déclarés prêts à décréter la grève générale mondiale en cas de politique militaire agressive d'un monarque ou d'un gouvernement quel qu'il soit. M. Albert Thomas, directeur du Bureau international du Travail, invité au congrès, en a suivi les travaux avec attention et a accepté la charge d'une enquête sur la production et la répartition du combustible dans le but d'aboutir à bref délai à la constitution d'un bureau international du charbon.

Les mineurs à peine dispersés, ce sont les travailleurs agricoles qui se réunissent en congrès à Amsterdam, le 18 août. Etaient représentées l'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, le Danemark, l'Autriche, la Belgique, l'Italie et la Hollande. Les délégués parlaient au nom de deux millions d'adhérents dont 750,000 allemands. Le congrès a jeté les bases d'une fédération internationale des travailleurs agricoles.

On annonce d'autre part la convocation d'un congrès de paysans à Budapest sur l'initiative du président de la Ligue des paysans autrichiens. Cette nouvelle Internationale prendrait le nom d'Internationale verte.

Les ouvriers des industries des denrées alimentaires enfin ont tenu un congrès à Zurich dans les derniers jours du mois d'août. Venus d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Suisse, de Danemark, de Suède, de Norvège, de Hollande, de Belgique, de France et de l'Amérique du Nord, ils ont décidé à l'unanimité de réunir en une fédération internationale unique des ouvriers et ouvrières de l'industrie alimentaire les trois associations existantes : boulangers, confiseurs et métiers similaires, brasseurs, bouchers. Cette fédération entrera en activité à partir du 1er octobre prochain et aura son siège à Zurich.

D'autre part la question des transports a été étudiée le 15 août à Washington par un congrès international sous les auspices de la Société des Nations.

Au point de vue du droit, Genève a vu se constituer récemment un Bureau international pour la défense du droit des peuples. Ce Bureau affilié à l'Union of Democratic Control de Londres publie un journal mensuel *Le Droit des peuples* dont le premier numéro a paru en août 1920. A ce mouvement se rattache l'activité du Bureau international pour la défense des indigènes, dont le siège est à Genève et le projet de création d'une Ligue internationale philarménienne qui va être débattu au cours d'une conférence internationale philarménienne le 10 septembre également à Genève.

Un des obstacles principaux que rencontre la volonté des hommes dans leurs essais de groupement international, est certainement la diversité des langues. On sait les efforts des partisans de l'espéranto pour faire accepter cette langue par l'univers entier. Les espérantistes viennent de se réunir en congrès international le 11 août à La Haye, dans la Salle des chevaliers, et la première séance a été présidée par un Genevois, le professeur Edmond Privat. Le congrès réunissait des délégués d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, de Grande-Bretagne, Espagne, France, Hollande, Italie, Finlande, Norvège, Pologne, Suisse, etc. Le bureau central espérantiste a été maintenu à Berne provisoirement. Une commission de réorganisation a été nommée, dont font partie deux membres de ce bureau.

Simultanément le 6^{me} congrès catholique espérantiste international a tenu ses assises au patronage Saint-Alphonse à La Haye.

* * *

Si Genève et la Suisse ont vu sur leur territoire se tenir des réunions internationales nombreuses dans le cours du mois d'août, Bruxelles et la Belgique à leur tour seront en septembre le théâtre de manifestations importantes, mais pour la plupart d'une forme internationale atténuée, c'est-à-dire n'admettant que les Alliés et les neutres à l'exclusion des Centraux. Telles seront l'assemblée de la Fédération internationale des étudiants (Conférence interalliée sous la présidence de M. Jean Gérard, président honoraire de l'Union nationale des associations d'étudiants de France), et la IV^{me} conférence interalliée pour l'étude des questions intéressant les invalides de la guerre (19 au 24 septembre). La III^{me} conférence s'était tenue à Rome en novembre 1919.

Faut-il rappeler d'autre part cette Internationale du muscle que constituent les Jeux olympiques d'Anvers, où les Etats-Unis d'Amérique s'adjugent de loin la première place devant la Finlande, l'Angleterre, la Suède, la France, et l'Italie. On sait que les Centraux n'ont pas été admis à participer à ces jeux. A l'occasion de ce concours athlétique, des fédérations internationales sportives ont tenu leurs assises et la question des rencontres entre athlètes alliés et des Empires centraux a fait l'objet de maintes discussions.

D'autres congrès sont annoncés à Bruxelles pour la même époque : le Congrès mondial des Associations internationales qui comprendra des sections pour le droit, la technique, l'enseignement et la politique sociale, la conférence pour l'Université internationale de Bibliographie et de Documentation (XXV^me^ anniversaire de l'Institut international de Bibliographie), le Congrès de l'Association internationale pour la propriété industrielle, la réunion des commissions des Unions internationales de Géographie et de Géophysique, l'assemblée de la Fédération internationale de la Presse périodique, la conférence pour la liberté commerciale, les réunions des comités de l'Union internationale des villes, de l'International Town Planing Association et du Congrès international des habitations ouvrières, etc.

Sans doute dans ces différents congrès il s'en trouvera ayant un caractère international absolu ; ce sera entre autres le cas de la conférence financière convoquée par le Conseil de la Société des Nations et que présidera le 24 septembre et jours suivants, M. Gustave Ador. L'Allemagne et ses anciens alliés sont invités à cette conférence.

Etienne CLOUZOT.

481

LA REVUE
DE
GENÈVE

OCTOBRE 1920. N° 4.

DIRECTEUR: ROBERT DE TRAZ
ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

POUR LA PUBLICITÉ, S'ADRESSER A
PUBLICITAS S.A., CORRATERIE, 15, GENÈVE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

LA REVUE DE GENÈVE

a publié dans son troisième numéro :

Charles S. **Macfarland** : Le peuple américain et sa responsabilité internationale; Général von **Kluck** : La marche sur Paris et la Bataille de la Marne, III; Albert **Thibaudet** : La campagne avec Thucydide, II ; Nicolas **Gay** : La Pologne et la désagrégation de l'empire russe ; Maxime **Gorki** : Le Patron, II.

LES CHRONIQUES NATIONALES

Guglielmo **Ferrero** : Italie *(L'Italie et le drame de la paix)* ; N. **Jorga** : Roumanie *(Conflits politiques. Le paysan. Un chant de douleur du poète Chairic)* ; Prokop Miroslaw **Haskovec** : Tchécoslovaquie *(Le caractère tchèque. Les événements actuels)*.

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE

Camille **Huysmans** : Le Congrès de la Deuxième Internationale, Adolphe **Keller** : La Fédération œcuménique des églises; Etienne **Clouzot** : Le mouvement international.

⁂

Dans ses prochains numéros, la *Revue de Genève* publiera la suite des œuvres en cours, et *La maison de Crève-cœur*, de Bernard **Shaw**, *Le Moyen-Age qui s'avance*, par G. **Prezzolini**, une nouvelle d'E. **Estaunié**, une étude sur Taine par Ernest **Seillière**, des lettres inédites de J.-J. **Rousseau**, un roman de **Geijerstamm**, une pièce de **Remisov**, des nouvelles d'Arnold **Bennett** et de **Kouprine**, des chroniques de Georges **Goyau**, du colonel **Feyler**, de Josef **Redlich**, de Georges **Guy-Grand**, etc. Son numéro du 15 novembre traitera de la Société des Nations, à l'occasion de l'assemblée qui se tiendra à cette date, à Genève.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (II^e^).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street, 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAARELSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères, Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16^{me} et 17^{me} rues, Avenue A. Cap Haïtien.

Pour l'**Italie**, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

MÉRIMEE[1]

On ne peut pas l'aimer vraiment, mais on sent bien qu'il mérite plus que de l'estime. Il n'a rien pour nous enflammer, et, si affectionné qu'on soit à nos meilleurs auteurs, on peut fort bien, des mois durant, ne pas penser du tout à lui, en dépit même de *Carmen*. S'il nous advient d'y songer, il nous retient plus qu'un moment.

Les souvenirs de sa personne, autant que l'impression de ses ouvrages, mêlent une sorte d'irritation à notre plus vive curiosité ; on ne parvient pas aisément à pénétrer ses raisons d'être ; il arrive même qu'on ne lui en découvre aucune. Dès que nous nous efforçons de le saisir tout entier, il nous échappe par quelque endroit, et c'est de le voir nous échapper, par un insaisissable glissement, qui met le comble à notre humeur.

Il a l'air de porter un masque ; on l'examine, on s'en convainc, et l'on cherche par où va percer, comme on dit, le bout de l'oreille ; mais nulle trace singulière, pas plus au menton qu'à l'oreille ; ce masque a tant de naturel qu'il se pourrait fort bien, en fin de compte, qu'il fût le visage même. Parfois une expression s'y montre qui paraît refléter le cœur ; on pense avoir saisi l'intrigue, mis enfin le doigt sur un nœud ; mais point, la trame est si une et serrée que toutes nos présomptions se dissipent à sa surface sans en rien traverser.

On est presque las de chercher, on se détourne de cet homme ; mais c'est par son immobilité même qu'il nous ramène à lui ; parce que, surtout, nous sentons qu'il ne l'affecte pas pour nous, et que cette réserve, et jusqu'à la contrainte même, lui sont tout aussi naturelles que le peuvent être à tant d'autres l'épanchement et l'indiscrétion.

---

[1] Né le 27 septembre 1803, Prosper Mérimée est mort le 23 septembre 1870. Cet achèvement de 50 années, depuis sa mort, qui fait entrer aujourd'hui ses œuvres dans le domaine public, peut permettre d'en considérer la figure en son ensemble, et donne, en tout cas, un prétexte à publier ce portrait.

* * *

Fils d'un peintre académique dont le père avait été intendant, et d'une institutrice irréligieuse, vive, sèche et peintre à ses heures, il tient de l'un son esprit ordonné, sa prudence normande, de l'autre sa haine des prêtres, un certain don de répartie, et le penchant le plus constant à ne pas pouvoir s'attendrir ; de l'un et l'autre, la faculté de voir net, de regarder précisément, et cette obstination particulière que n'ont ni les grands ni le peuple, et qui n'a jamais été en France la moindre des vertus bourgeoises. Il s'y ajoute encore ces étroites accoutumances, cette tyrannique ponctualité, cet asservissement à ses meubles qui font, le plus souvent, d'un fils unique un vieux garçon dès la vingtième année, et quand même il se résoudrait au mariage.

Cependant il pousse le soin jusqu'à l'élégance dans son esprit comme dans sa mise, applique son obstination au savoir, et sait donner à sa prudence le prix des amitiés les plus sûres.

Cette élégance vient corriger ce que son allure aurait, sans cela, de trop raide ; elle n'atteint pas au dandysme d'un Delacroix ou d'un Eugène Sue ; même dans le brillant de la jeunesse, il ne prendra pas l'air d'un *lion*, on ne lui verra pas cette « beauté du diable » qui fait que l'on raffole du jeune Musset. En dépit de sa tournure svelte, il lui manque ce visage assez beau, cette élévation dans la pensée, et cette distinction native qui haussent la petite noblesse d'un Lamartine ou d'un Vigny à la dignité de la grande. Sa mise n'a pas l'élégance intermittente de celle de M. de Balzac, ni celle parfois extrême, souvent incertaine et toujours conquérante de Beyle ; elle est habituelle, mesurée, sans aucun éclat tapageur, et se garde autant des outrances de la mode que des usages surannés.

Pour un peu guindé qu'il soit toujours, il n'en paraît pas militaire ; il montre plutôt, dès la jeunesse, cette sorte d'aisance à demi-compassée qu'on voit aux secrétaires d'ambassade, après qu'ils ont jeté dans les salons, avec leurs premiers feux, leurs premières maladresses. Il aurait pu, sans ridicule, endosser l'uniforme ; il portera sans effort et sans y croire, l'habit de sénateur ou d'académicien ; il eût porté tout aussi bien celui de ministre, s'il eût assez aimé ou méprisé les hommes pour souhaiter de les conduire.

L'élégance de son esprit est du même ordre. Elle est son objet quotidien, et faite de solide étoffe ; elle ne doit rien à l'ambition, non plus qu'au souci de briller. Si la vivacité de son œil ou quelque aigreur de sa nature ont pu rendre souvent Mérimée spirituel et lui valoir plus d'un succès, il s'en est distrait un moment, plus qu'il ne s'en est réjoui, et toute sa vie s'est nourrie du goût d'apprendre pour soi-même. Il a su le latin, le grec ancien, le grec moderne, l'anglais, le russe et l'espagnol, sans que vînt l'y contraindre aucune autre obligation que celle de sa curiosité.

Il veut tout savoir de ce qu'il sait, et ne voit pas d'inconvénient à tout ignorer de ce qu'il ignore ; s'il dissimule, c'est plutôt l'étendue de son savoir que celle de ses ignorances ; c'est assez peu la disposition du plus grand nombre, en un temps où chaque instituteur commençait à se croire plus savant qu'Aristote, et où tant de petits esprits se mettaient à répandre, obligatoirement, cette moitié de rien qui compose leur connaissance.

Si pourvu que soit son esprit, si raffinée qu'en soit l'élégance, il y met la même discrétion qu'à sa mise. Ce n'est pas lui que l'on verra faire étalage de ses dons, ou, le dos à la cheminée, se donner des airs de bellâtre ou des façons de beau parleur : il s'entretient d'un ton discret dans une embrasure de porte, dans un des coins du salon, d'où, de temps à autre, il décoche, haussant ou baissant la mire et le ton, une pointe prompte et acide. Ce ne sont qu'autant de flèches qu'il en faut pour protéger sa retraite.

Gardant toujours froide sa tête, il a autant de présence d'esprit dans ses relations que dans ses traits ; il n'a connu de déceptions que dans la mesure où il a pu parfois souhaiter un peu plus que de l'amitié ; mais il aura, de celle-ci, senti presque tous les aspects, peut-être pas les plus aimables ; les plus certains, à coup sûr. Le nombre de ses amis n'est pas vaste, mais ils sont de la sorte la plus honorable, et d'un commerce avantageux ; Victor Jacquemont ou Henry Beyle, Jean-Jacques Ampère ou Panizzi, ou Tourguénief.

Il impose à tous le respect, même à ceux qui ne l'aiment guère, et qu'il ne ménage pas ; on lui sait gré même d'être sincère, parce qu'aucune envie ne le guide, l'espérance d'aucun échange. Il vous donne ce qui lui plaît, sans attendre ou demander rien ; il sait vous rendre des services, grands ou petits, et les rendre avec discrétion. S'il est parfois d'humeur chagrine, et plus encore avec soi qu'avec les autres, c'est qu'il se juge avec la même netteté et sait tout ce dont sont capables les autres aussi bien que lui-même. Son extrême absence d'enthousiasme et d'illusions donne à son commerce une grande égalité qui eût été assez terne si les ressources et les grâces de son savoir n'étaient venues la relever. D'ailleurs, si pauvre que soit son idée des hommes, il ne va pas jusqu'à les haïr ; il trouve un plaisir pervers à mesurer ce dont ils manquent, et sachant d'avance à quoi il s'expose ainsi, il se résigne à ne leur demander que de distraire son ennui. Pourquoi aurait-il fui les hommes ? Il aimait la retraite, comme toutes choses, avec modération.

Extérieur, manières, langage, esprit, savoir et sentiments, il est de toutes parts honnête homme ; pas tout-à-fait au sens ancien. Victor Cousin qui le fréquenta, mais qui était de ces philosophes dont Pascal a dit qu'ils ne voient justement pas ce qui est devant eux, a déclaré que Mérimée était un gentilhomme. C'est bien précisément ce qu'il n'est pas, ce qui lui manque, ce à quoi il ne peut atteindre pour faire grande ou touchante figure, et forcer plus que notre estime.

Il est, non pas gentilhomme, mais « gentleman ». Ce n'est pas défaut de naissance, certains qui n'en eurent pas plus ont su à ce point s'ennoblir. On n'est gentilhomme qu'autant que l'on ajoute à une distinction de naissance ou d'esprit, celle de tenir ferme à quelque croyance, et qu'autant qu'on se sent préparé à tout y rendre, même la vie : fût-ce, croisé, pour le rachat d'un sépulcre, ou, si l'on est athée, en l'honneur de l'amour ou par pur amour de l'honneur.

Gentilhomme, on peut, à son gré, être désuet, ignorant, ou même insolent à ses heures, la grandeur et l'aisance des manières et du cœur savent en compenser les lacunes; là, peut-être plus que partout ailleurs, il est vrai que c'est la foi qui sauve. Faute d'une vaste foi, eût-on toute l'honnêteté du siècle, on n'est que « gentleman ». C'est l'honnête homme habillé à la mode de Londres, avec les conventions, les pratiques, le bon faiseur et la raideur ; fût-on né à Paris ou à Manchester, il n'importe; gentilshommes, Shelley ou Byron, mais seulement gentleman un Guizot ou un Mérimée. Au prix d'un gentilhomme, un gentleman est toujours un peu mesquin et étriqué ; on y sent mesurée l'étoffe, toujours présent le sentiment qu'il y a de l'imprudence à trop dépenser, de l'inconvénient à trop perdre. Le gentleman sait toujours le cours des valeurs de ce monde ; il lui manque de tenir pour vraies celles qu'on ne peut mesurer et d'avoir trop mis le respect où il faudrait mettre l'amour.

⁂

Né à l'aube de son siècle, un an après Victor Hugo, il naît à la littérature au moment même où s'épanouit le romantisme vers quoi rien de sa nature ne l'incline ; on peut même dire que tout l'en éloigne, hormis son goût pour la couleur et son sens dramatique. Mais combien sa plus sombre couleur est dosée, auprès des intempérances d'un Dumas père et d'un Hugo ! et pour son plus vif éclat, on ne le voit tirer ni sur le blanc des pâleurs lamartiniennes, ni sur le bariolage improvisé des *Orientales*. Il sait pourtant, mieux que personne, comment on peut en user avec le trompe-l'œil exotique : et dans ce concours de pittoresque imaginaire où rivalisent les romantiques, il dame le pion à tous, en fabriquant, en quelques semaines, sans quitter Paris, un prétendu recueil de portraits, d'impressions et de poèmes dalmates : la *Guzla*, où se laissèrent piper, entre autres, Gœthe et Pouchkine.

Il eût donc pu travailler dans le faux avec plus de bonheur que beaucoup d'autres, et, sans pouvoir les éprouver, prétendre de grands sentiments, de déchaînés et de sauvages, en dépit de son souffle court et de sa maigre poitrine. Il semble ne s'y être essayé que pour prouver combien le jeu en est facile ; et, suivant son penchant le plus vrai, s'il touche aux grands sentiments, ce n'est pas pour les boursoufler, mais, tout au contraire, pour en dénuder l'os.

Il est du dix-huitième siècle en cela, non de celui qu'on nous a fait selon Rousseau et ses neveux, mais bien plutôt du roi Voltaire. Je le vois venir de Montesquieu en droite ligne par Choderlos de Laclos, sans avoir la grande allure de l'un, la vive inquisition de l'autre. Il tient, de ces esprits au doute toujours préparés et qui disciplinent leur cœur, la balance de sa pensée et ce constant dessein d'être vrai avant tout qu'on ne voit guère à un autre écrivain de son temps, si ce n'est au Vigny de *Servitude et grandeur militaires*, et au Stendhal de la *Chartreuse.*

Jamais il ne donne dans la volupté qu'éprouve son époque d'étaler ses déboires et de se raconter sans trêve. Cacher son cœur ne suffit pas, il va jusqu'à dissimuler son nom, et quand il semble céder au goût que montre pour le théâtre tout le Cénacle, il le fait sous le couvert d'une comédienne espagnole, imaginaire et vraisemblable, dont il prétend traduire les œuvres, sans se soucier de les voir porter à la scène.

A vrai dire, le *Théâtre de Clara Gazul* peut passer pour un tour de force de la part d'un jeune homme de vingt-deux ans, en 1825 ; il faut bien avouer qu'aujourd'hui il n'offre qu'un médiocre intérêt, à l'exception de ces deux pièces qui ne parurent que cinq ans plus tard, l'*Occasion* et le *Carrosse du Saint-Sacrement.* Ni les deux parties d'*Ines Mendo,* ni l'*Amour Africain,* ni *Une femme est un diable,* ne valent qu'on les relise ; pourtant, si médiocres qu'elles nous apparaissent maintenant, du moins ne s'y lamente-t-on pas à l'extrême, n'y éclate-t-on pas en sanglots au moindre prétexte. Pour le reste, c'est le même genre de fables auquel se plaisait l'époque, et si la mesure qui s'y montre ne leur a pas communiqué de l'intérêt, elle les garde encore aujourd'hui d'être simplement ridicules comme tant de drames du même temps. Et même, dans les *Espagnols au Danemark*, sans compter que l'intrigue y est nouée de façon assez rare et habile, on rencontre un accent dramatique qui n'est pas sans force et des personnages tracés d'un trait qui ne manque pas de retenir, principalement celui d'une mère entremetteuse qui y est peinte avec une précision, un aisance et une vie qui ne se rencontreront pas toujours également dans ses meilleures œuvres.

Dès cette première œuvre de Mérimée, on voit paraître les deux obsessions de sa pensée ; la rouerie féminine et la canaillerie des prêtres. Pour celle-là il en reprendra le thème tout au long de sa vie d'écrivain : pour celle-ci, elle est le sujet même de *Une femme est un diable*, ou, en dépit du titre, on nous fait surtout paraître comment, pour être Inquisiteur, on n'en est pas moins homme, comment même on l'est plutôt plus. Dans *le Ciel et l'Enfer*, la cupidité et la malhonnêteté de l'inquisiteur sont peintes d'une main puérile et pourtant lourde, et dans *l'Occasion*, l'hypocrisie de Fray Eugenio, quoique tracée d'une main plus douce, n'en amène pas moins d'affreuses circonstances. On sent trop dans le jeune écrivain une fureur contre les prêtres qui n'est si vive que pour n'avoir pas de raison propre ni sentie ; elle n'est qu'empruntée aux sentiments de sa famille ; il la conservera pourtant toute sa vie, mais avec plus de ménagement, et se gardera, par égard au bon goût, de la répandre dans ses œuvres, avec une pareille insistance.

Qu'un homme qui ne croit à rien s'irrite à ce point des actions de ceux qui prétendent à vous faire croire, ou veulent seulement vous en faire accroire, c'est preuve seulement de jeunesse ; c'est un esprit qui jette sa gourme dans un procès de tendances, et qui s'y lance soi-même avec une ardeur d'autant plus vive qu'il la sait peu durable ; c'est un scepticisme qui tâche à s'éperonner, mais qui seulement se bat les flancs.

Pour la rouerie féminine que l'on verra paraître dans *Arsène Guillot*, dans *Tamango*, dans *Carmen* et jusque dans la statue de *la Vénus d'Ille*, elle se montre, dès la première heure, dans les *Espagnols au Danemark*, sous l'aspect semi-tragique de Madame de Tourville, entremetteuse perverse et bonhomme, sorte de Madame Angot qui aurait les *Liaisons Dangereuses* pour livre de chevet ; dans *Ines Mendo*, avec la séduction tragique de Dona Séraphine, la conspiratrice de haut vol ; dans le *Carrosse du Saint-Sacrement*, sous les traits mutins, ensorceleurs et plaisamment cyniques de Camilla Périchole.

C'est sous ce dernier aspect qu'elle est la plus vraie et vivante. Il est même singulier que Mérimée, qui se complaisait au drame dans la manière noire des Espagnols, et qui, par quelque endroit, en imite assez bien la manière, ne garde aujourd'hui de mérite de son *Théâtre de Clara Gazul* que là où il s'est montré le plus léger et délicat ; dans ces scènes de *l'Occasion*, où il a dépeint avec une grâce extrême l'éveil du sentiment de l'amour, ses extases, ses transes, ses ressauts de tendresse et de colère, ses emportements et ses retours, dans le cœur de toutes jeunes filles encore au couvent, de même que dans tout le *Carrosse du Saint-Sacrement.*

L'atmosphère, dans l'*Occasion*, de ce couvent à la Havane, les ravages qu'y exerce Fray Eugenio le confesseur, les rivalités et les passions de ces petites filles espagnoles, leurs pudeurs et leurs audaces sont évoquées avec une délicatesse de touche et un agrément qui peut faire placer la petite Maria de Mérimée entre la *Marianne*, de Marivaux, et la *Clara d'Ellébeuse*, de M. Francis Jammes. Pour le *Carrosse*, c'est un pur chef-d'œuvre, et, par une de ces ironies dont l'histoire littéraire offre plus d'un exemple, ce jeune auteur de drames n'aura vraiment réussi que dans une comédie, la plus preste et la plus légère qui soit. Il y a réussi au point qu'on se prend à regretter qu'il n'ait pas davantage tenté cette aventure, car, entre les sombres rochers factices de son œuvre dramatique et les stériles pierres de ses documents historiques, cette « saynète » a poussé comme une fleur charmante, inattendue et solitaire.

Le *Carrosse du Saint-Sacrement* relie les *Jeux de l'Amour et du Hasard* à *Il ne faut jurer de rien* ; tout y est mené comme en se jouant, tour à tour rênes hautes et brides sur le cou ; le secret du bonheur avec lequel Mérimée l'a conduit, c'est qu'il a osé laisser jouer cet esprit qu'il avait prompt et malicieux, qui tombait volontiers de ses lèvres, mais qui semble s'être noyé d'ordinaire dans son encrier.

On s'est ávisé récemment de remettre à la scène cette petite œuvre qui tomba jadis aux Français sous les sifflets de spectateurs trop prompts à prendre le parti de la religion prétendue outragée. On s'étonna de sa fraîcheur, de ses mille vertus ; ingéniosité de l'intrigue, vérité d'accent des personnages et leurs oppositions. Depuis la maladresse du secrétaire Martinez jusqu'à l'amoureuse crédulité du Vice-roi, de la colère contenue du licencié et de l'onctueuse bienveillance de Monseigneur jusqu'à la rouerie tour à tour insinuante, dégagée, humble ou arrogante de la Perichole, tout y est séduction, charme et verve. Que n'a-t-il plus souvent écrit de cette encre-là ? Il y coule tout le meilleur de sa jeunesse, de ce temps où il lui semblait encore qu'il vaut mieux sourire que de se lamenter de la malignité des femmes.

En s'éloignant de sa jeunesse, l'esprit de Mérimée ne distingua presque que les plus sombres aspects de la rouerie féminine, et il emploiera précisément le meilleur de son talent à peindre, avec noirceur, les femmes, alors qu'il en souhaite autour de lui la compagnie la plus nombreuse.

* * *

Elles ne lui en gardaient pas rancune. Il en eut beaucoup pour amies, il les aimait à sa manière, avec intérêt, sans amour, comme des enfants redoutables ; il se plaisait aux petits soins, et se montrait plein d'attentions, mais il se tenait sur ses gardes. A vraiment dire, il les craignait, il a toujours conservé quelque chose du sage fils unique qui n'oserait pas découcher de peur de perdre toute retenue, qui rentre pourtant assez tard pour s'offrir un peu de débauche, mais toujours assez tôt aussi pour pouvoir embrasser sa mère. Il tient bien à passer quelque peu pour mauvais sujet, cela séduit assez les femmes, mais il n'a pas le goût de l'être, ni la santé, ni le courage.

La peur d'être dupe le tient et la crainte bourgeoise des entraînements. Il va chez les femmes en visite, mais il ne saurait y séjourner et, pour les accueillir chez lui, le vieux garçon n'y consent pas. Il s'ingénie à leur déplaire juste au point qu'il faut pour les décourager de vouloir prendre sur lui quelque empire ; et comme d'autres affectent d'être aimables, il feignait la mauvaise humeur pour se mettre à l'abri des coups et s'attirer quelques douceurs. Vingt ans et plus il se livre à ce commerce dans les *Lettres à une inconnue.* Il déploie en même temps tout ce qu'il faut de séduction ou de sécurité pour les retenir. Il les traite en enfants terribles ; elles le traitent en enfant gâté. La vie se passe à ce manège.

Beaucoup d'hommes, quand ils ne les en méprisent pas, louent les femmes de les avoir aimés, et les autres se louent de les avoir aimées. Mérimée incline peu à louer, et soi-même moins que personne ; peut-être, au fond, n'y avait-il pas de quoi : et son goût était trop sûr pour ne pas sentir le médiocre. Les femmes qui ont pu se donner à lui l'ont dû faire pour un temps assez court, — hormis dans la correspondance — comme on en voit qui se donnent à leur médecin ou à leur confesseur, par dépit, oisiveté, perversité, besoin, pitié, ou camaraderie même, mais pas par amour ou passion. Du médecin et du confesseur, il a la discrétion professionnelle ; au reste ce ne serait pas d'un gentleman d'étaler ses bonnes fortunes dans ses propos ou dans ses livres ; ses préambules, ses prudences, en outre, étaient certes bien suffisants pour donner bientôt à ses conquêtes la pensée de l'amitié au lieu de celle de l'amour. Il jouait au plus fin avec les femmes comme avec les littératures étrangères et les monuments historiques : mais il y réussissait moins ; elles sont plus vives et moins froides ; et leur ardeur souvent se lassait assez vite de ne pouvoir échauffer cette nature réfractaire.

S'il est vrai — on prétend que non, mais la chose est dans sa manière — que Sainte-Beuve, voyant George Sand embarrassée de son tempérament et ne sachant à qui l'offrir, lui ait procuré Mérimée, le bon apôtre a dû s'en divertir, à part lui, bien longtemps après. On voit d'ici Joseph Delorme, bonasse et patelin, clignant de l'œil et se pourléchant les babines, à l'issue aussitôt prévue de cette étonnante conjonction ; c'est la rencontre, au petit pied, de don Juan et de Cléopâtre, ou peut-être plus simplement de la hase et du carpillon. Dès le matin suivant, la dame, quatre à quatre et tenant ses jupes, descendait l'escalier de Mérimée, emportant son papier, ses cigares, ses plumes et ses encriers ; à peine fut-elle chez elle, qu'elle écrivait à son « fournisseur » pour se plaindre de son envoi. Non, vraiment, cela ne faisait pas son affaire. Etait-il possible qu'on put se montrer disposé à la contenter sans y mettre au moins quelque extase ; les enthousiasmes les plus ardents s'échevelaient en écume sur un pareil iceberg ; les plus chauds débordements n'en aurait pas fondu la glace. George Sand ne put tenir devant cet œil inquisiteur que rien ne paraissait surprendre, devant cet homme dont les soins mesurés vous pouvaient dévoiler comme si vous eussiez été une inscription. Et pour tout dire enfin, elle ne demandait qu'à faire l'amour, même en public passe encore, puisqu'on le saurait par ses livres, mais pas sur une table d'opération.

Les bas bleus n'étaient pas le fait de Mérimée, il sut les tenir à distance plus encore que toutes les autres. Il s'entendait à décliner, non par absence de séduction ; si son visage n'en avait guère, son esprit avait bien des attraits et, même à deux doigts de la mort, il inspirait des sentiments. Il étalait volontiers un certain cynisme d'expression, un cynisme élégant qui n'est pas pour déplaire aux femmes, mais, si loin qu'il pût aller, ce n'était pas à l'aventure, il en était comme de ces audaces de vierges anglaises qui savent toujours où elles en sont.

Mérimée a toujours peur de perdre la tête, il sait fort bien que c'est surtout par là qu'il vaut.

Il fait le bravache, l'incrédule et le pervers en paroles, ou dans sa littérature ; on le croirait prêt à mettre en action l'impitoyable esprit des *Liaisons dangereuses,* mais il s'arrête au boudoir, tout au plus va-t-il jusqu'au seuil de la chambre à coucher. Il adore être avec les femmes, il peut malaisément se passer de leur compagnie, mais pour ce qui est de l'amour avec elles, il aime surtout en parler, et, tout naturellement, grison, on le voit encore secrétaire ponctuel, narquoisement galant, de la cour d'amour de Saint-Cloud.

Il y a des hommes qui ne se marient pas pour pouvoir dire du bien des femmes, comme il en est d'autres qui ne les épousent que pour en dire du mal ou en ressentir. Mérimée, qui n'eut pas à se plaindre d'elles, se retranche dans son célibat comme en une retraite où, d'une encre froide et d'une plume aiguë, il fait le récit renouvelé du perfide éternel féminin ; l'impitoyable femme conduite non par la passion ni par les sens, mais par la pure méchanceté, par le démon de la perversité, par l'attrait du mal fait pour le plaisir, par une sorte de désintéressement satanique dont la fleur suprême brille dans ce conte de *Carmen*, dernier témoignage de son imagination misogyne, et le plus célèbre.

Et pourtant, dans cette galerie de femmes méchantes qui va de *Madame de Tourville* à *Carmen*, ce ne sont pas les plus sombres qui retiendront le mieux son nom ; on ne lit presque pas *Carmen*, on s'en remet à l'opéra de Bizet qui l'a passablement déformée ; et la *Périchole* et *Colomba* qui ne sont que malicieuses et résolues auront plus longtemps des lecteurs.

L'opinion ne s'est pas trompée qui fait de *Colomba* le titre de gloire de Mérimée. *Mateo Falcone*, *l'Enlèvement de la redoute*, *l'Abbé Aubain*, sont de petits chefs-d'œuvre, mais on trouve dans *Colomba* une grandeur simple plus rare. Sans compter qu'il s'y est acquis le mérite d'avoir fait entrer d'un seul coup toute la Corse dans le domaine littéraire français, et, même après quatre-vingts ans, de se la conserver à soi seul. Mérimée y a accompli son plus grand effort d'imagination ; deux cent cinquante pages d'invention sont d'un souffle inaccoutumé pour qui d'ordinaire renchérit sur la brièveté. Certes, même au sujet de *Colomba*, il y aurait fort à redire ; le jeune homme Ors'Antonio y est d'une désespérante fadeur, et, pour son amoureuse miss Lydia, elle n'est guère qu'un fantoche qui tourne de la sécheresse, à la niaiserie ; on y voit des bandits un peu bien lettrés, un paysage un peu inconsistant ; mais la figure de Colomba anime, vivifie tout, fait oublier les faiblesses ; elle a la grandeur de l'idée fixe, une beauté presque antique, quelque chose à la fois de vaste et de borné qui est en même temps classique et inouï.

* * *

Ce grand effort de *Colomba* semble l'avoir épuisé ; ensuite, en cinq années, il n'écrira plus que trois contes — dont *Carmen*, il est vrai — puis c'en sera fait de l'auteur ; il ne tirera de sa plume que d'ennuyeuses études historiques, de froids rapports académiques, quelques excellentes traductions. A quarante-trois ans, il a tari sa veine qui semblait, au début, facile et abondante. Il est vrai qu'il est inspecteur des monuments historiques, qu'il est des Inscriptions et Belles-Lettres, et de l'Académie Française ; on pourrait croire qu'il ne s'est fait auteur que pour cette immortalité provisoire ; mais Mérimée était de ces esprits qui ne souhaitent les honneurs que pour en toucher de plus près la vanité. Le vrai est que sa jeunesse n'avait été qu'un feu de paille, et que la dernière étincelle s'en était éteinte avant l'âge. Tout ce que la jeunesse avait mis en lui de vif, de railleur et de fin s'en ira se refroidissant avec une promptitude extrême. Perdant la plupart de ses goûts, il ne lui restera plus que son naturel ; son naturel était pour l'ordre et ses goûts pour les libertés. Elevé dans la ponctualité et les fermes règles bourgeoises, il ressent pour qui les méprise une affection irrésistible ; l'aventurier, le paria, les « gitanos », les « banditti », sont les héros chers à son cœur. Il a commencé par un *Cromwell*, dès ses vingt ans, avant Victor Hugo : le sujet était dans l'air littéraire, Balzac aussi a débuté par là. On peut encore rendre le romantisme responsable d'un tel choix ; mais, plus tard, ce n'est ni romantisme ni simple hasard s'il s'en va choisir, pour les peindre, les voleurs et les gitanes d'Espagne, don Juan et Henri de Guise, les bandits corses ou don Quichotte, Catilina ou les faux Démétrius, tous ceux qui rompent en visière avec les lois et le pouvoir, pour le bon ou le mauvais motif, ou simplement pour le plaisir. De même, on l'a vu, plus près de nous, bien accueillir le Coup d'Etat, et ne désapprouver Napoléon III qu'au temps de l'Empire libéral.

Au fond, se sachant peu de force et peu porté à la violence, il aime à voir, en pensée, la force et la violence chez les autres. Il étouffe d'être gentleman, il s'aimerait assez voleur de grands chemins, un voleur avec des manières, cela va sans dire ; car il n'a pas de goût pour la force brutale et n'est aucunement militaire. Ce qui lui plaît, c'est cette violence composée que réclame l'apprêt des complots, et qui se rehausse, au besoin, de générosité ; son héros, comme pour plusieurs autres esprits de son temps, grandis entre les excès d'énergie des armées napoléoniennes et l'étiquette surannée de la cour des Bourbons, c'est le bandit homme du monde, qui conserve l'observance de la politesse dans le mépris des conventions ; pour lui, ce n'est ni *Zampa*, ni *Fra Diavolo* ; ce n'est point le bandit beau parleur, qui fait le boniment à l'entrée de la vallée qui ouvre sur la «liberté dans les montagnes», ou qui montre à tout venant la rondeur joviale de Don César de Bazan ; le sien est homme de parole, mais de peu de mots, sans familiarité ni rudesse ; il a la raideur souple de l'acier castillan, la galante hauteur de l'*hidalgo*.

On sent bien tout ce qui le portait vers l'Espagne ; il a bien pu imiter l'âme dalmate, comprendre l'Angleterre mieux qu'aucun homme de son temps, inaugurer la Corse, et, l'un des premiers, toucher à travers Gogol, Pouchkine ou Tourguénief, cette hybride fermentation russe : sa patrie de lettres, c'est l'Espagne. Dès avant son premier contact, il l'a comprise et aimée, et ses lettres d'Espagne de 1830 sont, encore aujourd'hui, pleines de vérité et de charme. Il a senti sans effort tout ce que l'Espagne a d'intense et de retenu ; cela s'accordait à son cœur ; c'était la projection vivante de tout ce qu'il eût voulu et n'osait être.

Au contact de cette chaleur sa jeunesse assoupie se ranimait encore : le cadre de l'Espagne a hanté Mérimée dès avant qu'il y fit son premier voyage, dès son premier livre. Pendant les vingt ans de son œuvre d'imagination, il ne cessera d'y emprunter : ce sont tour à tour des études sur *don Quichotte* et *Cervantès*, *la Famille de Carvajal* et la *Perle de Tolède*, les *Lettres d'Espagne* et *le Musée de Madrid*, *les Ames du Purgatoire*, *Carmen*, et *l'Histoire de don Pedro Ier, roi de Castille.*

Quand le goût d'écrire sera éteint en lui, quand il n'en conservera plus que l'habitude, quand sa dernière ardeur d'esprit aura passé, et qu'en lui, le chroniqueur aura tué le conteur, l'Espagne ne lui donnera plus l'inspiration souhaitable ; l'intense ardeur de l'âme castillane ou andalouse n'échauffera plus cet esprit glacé ; il se contentera de ce que lui apporte d'espagnol son impériale amie Eugénie de Montijo, et il ne verra plus de l'Espagne, à travers les brumes du souvenir, que ce qu'on en peut voir de Biarritz où il accompagne la cour impériale.

La hantise espagnole est la mesure de la vivacité d'imagination de Mérimée, la pierre de touche de son esprit ; quand il n'en sera plus ébranlé, son œuvre même sera finie, il ne fera plus que des travaux.

Vingt ans encore, ces travaux : chroniques d'histoire, traductions, rapports sur l'architecture, aideront à occuper l'ennui de cette nature sans flamme. Le goût qu'il avait pour le vrai l'avait toujours fait pencher vers l'histoire. Avant Vitet, avant le *Cinq Mars* de Vigny, ou la *Catherine de Médicis* de Balzac, avant *Notre-Dame de Paris*, les imitateurs de Walter Scott, et les *Trois Mousquetaires*, il avait écrit *la Jacquerie* et la *Chronique du règne de Charles IX*. Quoique écrites au printemps de sa vie, et dans l'une de ses meilleures époques, ce sont des œuvres ennuyeuses ; ce sera pis avec *Don Pedre*, une fois passée sa jeunesse. On sait bien que Mérimée n'avait ni l'ardente aigreur d'un Saint-Simon, ni ce pouvoir chaleureux de résurrection d'un Michelet. Il n'écrivait que des « chroniques » auxquelles il manquait nécessairement d'avoir été vécues par lui.

Si respectable qu'elle soit et en dépit de son abondance, et de quelque intérêt par endroit, toute cette partie de son œuvre n'aura eu de prix que pour lui, pour remplir ses devoirs d'inspecteur des Monuments historiques, ou plutôt encore pour remplir son temps ; car il trouvait moins d'ennui dans les uns que dans l'autre. Il tint ses fonctions en conscience, avec honnêteté, avec goût, comme il faisait toutes choses ; sans doute, il a sauvé de la destruction plus d'un monument du passé, mais, de toute cette encre répandue, seule nous paraît encore vive celle des traductions du russe, et de la précieuse brochure sur Stendhal.

En parlant de Beyle, Mérimée n'évoquait pas seulement l'auteur de la *Chartreuse*, mais ses propres années de jeunesse, le temps déjà lointain où il rencontrait Beyle chez les Stapfer, chez Delécluze, ou chez la comtesse de Teba ; où, débutant dans la carrière d'écrivain, il écoutait avidement l'ancien dragon et commissaire aux vivres, qui avait vu l'Italie, l'Allemagne, Moscou, et Napoléon, et qui n'en rapportait aucune grandiloquence, mais des anecdotes vivantes et précises, des saillies, des paradoxes et des histoires de femmes. Il comprit cet étonnant esprit où tant d'autres ne voyaient rien qu'un court et gros homme, un peu fat, et qui faisait la cour aux dames.

Il a compris Stendhal et il a aimé Beyle. «Peu d'hommes a-t-il dit, m'ont plu davantage, il n'y en a point dont l'amitié m'ait été plus précieuse.» C'est de quoi faire réserver une niche à Mérimée dans la chapelle stendhalienne. Mais on a voulu dire qu'il doit à Beyle presque tout : c'est aller un peu loin, c'est même aller de travers : et le surnom de *Stendhal maigre* qu'on a donné à Mérimée, si amusant qu'il soit, n'est pas juste. On a prétendu que Stendhal avait enseigné mille choses à Mérimée, et d'abord sa façon de voir : mais la vision d'un écrivain, est, de tout, ce que l'on ne peut pas lui enseigner : elle lui tient au corps : ces sortes de greffes ou de transfusions n'existent que dans l'invention de ceux qui croient qu'on se fabrique à volonté et que le naturel obéit aux programmes. Il n'a en commun avec Stendhal que son « voltairianisme » et son besoin de voir net : hors de cela, ils diffèrent plus qu'ils ne s'assemblent. Stendhal est un bon garçon, ingénu qui veut se donner l'air d'un roué ; il y a dans Mérimée la moitié d'un roué qui conserve à tout prix des allures de gentleman. Stendhal est tout en imagination, en premier mouvement, en générosité de cœur, il est toujours *amical*, il a le goût inépuisable de se donner ; ensuite il raisonne, lève des plans, pose des règles, décrète comment on séduit une femme, et le moment venu, c'est à peine s'il ose lui parler : il ne se tient plus, il est ardent et maladroit, spirituel et délicieux, il dit ce qu'il faut et ce qu'il ne faut pas, et cependant il n'y a pas d'esprit plus clair entre deux mouvements de son cœur. Mérimée n'a pas de premiers mouvements, ou plutôt ils sont rétractiles : il a un goût d'économie qui l'empêche de se donner. Stendhal gémit de la sottise de son temps, craint les espions à chaque pas, maudit la canaillerie des femmes, mais il sait trouver en tout lieu des raisons d'intérêt, d'indiscrétion et de passion, et, en fin de compte, il n'est d'endroit du monde où il ne s'amuse : car Beyle amuse Stendhal infiniment. Mérimée ennuie Mérimée.

* * *

Ce n'est pas un ennui tragique, un ennui littéraire à la Chateaubriand, rugissant à la Flaubert ou grinçant comme celui de Baudelaire, c'est un ennui qui se traîne et qui se tient bien, un ennui dont l'aigreur même ne va jamais jusqu'à la colère, un ennui qui montre cette sorte de patience et cette constante politesse que peut seule donner l'indifférence.

Cette indifférence croissante ajoute encore à sa première honnêteté. Parmi ce concours de pense-petit empressés à flatter l'Empereur et qui cherchent à s'assurer des places en le flagornant ou en l'attaquant, Mérimée sait rendre à César ce que lui offre César, et se contente de distraire, de son mieux, une impératrice qu'il voit toujours un peu comme au temps où, toute petite, il l'emmenait chez le pâtissier : elle lui rend à présent les gâteaux d'autrefois. De toute cette cour, il est peut-être le seul qui dise vraiment ce qu'il pense. On le voit aller et venir, de son allure toujours raide, dans ses vêtements très soignés, mais dont la mode légèrement attardée fait sourire un peu ces jeunes gens qu'il ne regarde pas, et dont les œuvres les meilleures lui ont paru, à tort, fort ridicules. On le voit aller et venir, ponctuel, d'un pas ferme, et sans hâte ; ceux qu'il croise ne l'aiment pas : ils savent qu'il les juge et ne s'en soucie guère, mais on l'estime pourtant et l'on envie son honnêteté, son sûr attachement à ses amis ; on sait qu'il a écrit, d'un style sec et juste, une demi-douzaine de contes qui dureront plus que bien des œuvres orgueilleuses. Les femmes, dont il a dit tant de mal, gâtent encore à qui mieux mieux, sa spirituelle incroyance. Il le leur rend en menus services.

Il va à l'Institut, au Sénat, aux Tuileries du même pas correct, de la même allure guindée, sans hâte . . . Soudain tout autour de lui s'écroule, l'empire s'effondre, la France est à feu et à sang. Il voit fuir ceux qui l'aiment, il emploie pour eux son dernier effort. Brisé, on le transporte à Cannes, pour le guérir. Quel soleil pourrait l'échauffer, il est à bout de tout, même de scepticisme. Sénateur, académicien, familier des grands, il meurt sans qu'on y prenne garde, et celui qui s'était plu au spectacle divers de la rouerie des femmes ardentes et résolues, s'éteint entre les bras chastes et complaisants de deux vieilles demoiselles anglaises.

G. JEAN-AUBRY.

LA FRANCE
VIS-A-VIS DE L'ALLEMAGNE[1]

Je suis heureux qu'une revue de Suisse m'ait posé une question qui revient à dire : « Dans quels rapports pensez-vous que la France et l'Allemagne puissent vivre après cette guerre ? » C'est un problème auquel les hommes qui ont coutume de réfléchir aux choses politiques doivent attacher leur esprit. Nous le traiterons sans passion, en partant des données expérimentales.

Au point de vue purement humain, il est normal et naturel qu'une guerre décisive, surtout quand elle a été une guerre de peuple à peuple, laisse au vaincu du ressentiment contre le vainqueur, tandis que le vainqueur, satisfait, ne comprend pas que le vaincu lui garde rancune. Telle a été, grossièrement résumée, l'histoire des relations franco-allemandes de 1871 à 1914. Cette histoire a été, si l'on veut, celle d'un énorme malentendu, mais d'un malentendu qui était fatal de la part des Allemands. Elle s'est terminée d'une manière qui, dans la suite des siècles, enchantera également les moralistes vertueux et les moralistes railleurs. Les vainqueurs de Sedan ont, d'eux-mêmes, remis leur victoire en question. Bismarck leur avait pourtant assez répété de sages conseils qu'il résumait par le précepte : *Quieta non movere.* A défaut de Bismarck, le bon sens indiquait (et c'est ce qui empêchait certains Français de croire à la possibilité de la guerre) que l'Allemagne devait éviter de casser quoi que ce fût dans une Europe formée à sa convenance, d'attenter à un état de choses dont elle était l'unique bénéficiaire, et au maintien duquel elle était la plus intéressée. L'empire allemand aurait dû être conservateur. C'est lui qui s'est chargé de tout renverser. A quoi cette formidable erreur a-t-elle tenu ?

---

[1] Nous publierons, dans un prochain numéro, une étude sur *L'Allemagne vis-à-vis de la France,* par un écrivain allemand.

Les Allemands vantent la méthode objective. C'est sans doute parce qu'ils sont les plus subjectifs des hommes. On peut dire que, de la paix de Francfort à la déclaration de la grande guerre, l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la France a été un cas d'inintelligence remarquable. Du commencement à la fin, elle s'est trompée sur le peuple français. Munis d'un service de renseignements perfectionné, les Allemands n'oubliaient de regarder qu'une chose : celle que tout le monde pouvait voir sans espions. Un de leurs plus célèbres caricaturistes a laissé, il y a déjà longtemps, ce portrait du «psychologue.» Sur la route, le psychologue passe. Dans le jardin d'une maison de campagne, une famille est réunie et, ce qu'elle fait, tout le monde le voit du dehors. Mais le psychologue s'approche, il colle son œil au trou de la serrure et il observe studieusement.

C'est à peu près ainsi que les Allemands avaient étudié la nation française et ils n'avaient pas aperçu ce que nul n'ignorait. Bismarck, puis Guillaume II ont plusieurs fois cherché à gagner l'amitié de la France. Ils l'ont cherché sans adresse, d'une main brutale, la douche froide alternant avec la douche chaude. Comme dans la chanson, ils semblaient toujours dire : « Si je t'aime, prends garde à toi. » Et puis, leurs avances avaient une arrière-pensée qui était d'enrôler la France au service de la politique allemande. Lorsque Bismarck favorisait nos entreprises coloniales, c'était avec le dessein de mettre en conflit la France et l'Italie, la France et l'Angleterre. La diplomatie française, et, mieux encore, la nation française, avec un instinct juste, perçait aisément ces calculs. La France restait polie et insensible. Alors l'Allemand dépité menaçait, justifiant notre réserve, provoquant lui-même nos précautions de légitime défense. Pendant quarante-quatre ans, l'Allemagne a commis erreur sur erreur dans ses rapports avec la France parce qu'elle tenait pour inexistante la question d'Alsace-Lorraine et la question de notre sécurité. Ces questions, que le monde entier connaissait, l'Allemagne ne se les posait même pas. Elle fondait sa politique sur la négation de ces réalités. Conserver des provinces françaises conquises contre le vœu de leurs habitants était pour elle l'exercice d'un droit naturel. S'armer sans cesse de manière à pouvoir à tout moment envahir ses voisins, c'était l'exercice d'un autre droit. Voilà les conditions dans lesquelles la France a réussi, pendant près d'un demi-siècle, à force de modération et de dignité, à vivre en paix avec la puissante Allemagne, sans aliéner son indépendance vis-à-vis d'elle. Durant cette période, les relations franco-allemandes n'ont pas été faites d'autre chose jusqu'à ce qu'elles fussent rompues par la volonté de l'Allemagne elle-même.

Mille ans d'histoire avaient vu déjà bien des changements, bien des retournements de situation entre l'Empire germanique et la France. La période 1871-1914 a été celle d'une expérience toute particulière. La France et l'Allemagne avaient achevé leur unité. Mais l'unité de la France était purement nationale, sans un protestaire. L'unité allemande comprenait des Français, des Polonais, des Danois, annexés par la force. De plus, l'Allemagne, jadis « République de princes », était devenue une monarchie militaire. La France était une démocratie pacifique. Entre cette Allemagne et cette France ainsi constituées, il n'y avait ni proportion, ni équilibre, ni moyen de vivre autrement que sous le régime de la paix armée. Cette expérience a été courte relativement à la longueur des siècles. Elle a été concluante. L'Allemagne s'est chargée de la démonstration. L'état de choses que la France et l'Europe subissaient, l'Allemagne, qui en recueillait les bénéfices, a été la première à le rendre caduc.

Ce coup d'œil en arrière était indispensable pour éclairer l'avenir. Quelle que soit l'immensité des évènements (et il ne peut y en avoir qui dépassent ceux de la guerre universelle) il existe toujours un lien entre la situation qui suit un bouleversement politique et celle qui l'a précédé. La continuité est la loi de l'histoire et elle apparaît à travers les plus grandes révolutions. Cette continuité s'expliquerait par le seul fait que les hommes qui conduisent ces révolutions ont vécu, ont formé leurs habitudes et leurs idées sous le régime antérieur. Les choses évoluent plus ou moins lentement mais il est contraire à la nature qu'elles marchent par bonds. Les générations se pénètrent trop intimement ; il y a, des vieillards aux jeunes hommes, trop de degrés pour que des sauts brusques, des métamorphoses complètes soient possibles. A cela s'ajoute ce qui ne change pas, c'est-à-dire les lois imposées aux peuples par leurs conditions géographiques et politiques, leurs intérêts et leur caractère. Les évènements qui se sont accomplis de 1914 à 1918 ont beau, par leurs proportions, avoir l'air d'échapper aux règles ordinaires, ils ont beau ressembler à une de ces catastrophes qui font table rase, ils ont eux-mêmes subi des antécédents historiques. Ils ont obéi à la loi commune. De la guerre à la paix, leur cours a dépendu sans doute pour une large part de la volonté des peuples (liée elle-même à leur hérédité) mais aussi, et pour une autre part, il a été déterminé par des forces étrangères à cette volonté. Pour ne citer qu'un exemple, M. Clemenceau, chef du Gouvernement français pendant la dernière partie de la lutte, chef de la délégation française pendant la préparation du traité, n'était-il pas, dans l'Assemblée de 1871, de ces députés républicains qui voulaient, avec Gambetta, la guerre à outrance ? N'était-il pas entré dans la vie politique, avant la chute du second Empire, comme républicain, c'est-à-dire avec l'idéalisme romantique de son parti, attaché au principe des nationalités, à la fraternité des peuples, au désarmement, à l'illusion de la fin des guerres ? M. Clemenceau appartient à une génération qu'on pourrait nommer celle de l'Exposition de 1867. En lui se rencontrent la plupart des courants du XIX^e^ siècle et il a eu sa plus grande période d'activité au XX^e^. Ce cas suffit à montrer combien le passé a tenu de place dans ce conflit qui apparaît comme une révolution et un renouvellement de la face des choses. En ce qui concerne la France et l'Allemagne, la guerre ayant fini par notre victoire, la paix étant conclue, que reste-t-il de ce passé ? Quels sont les éléments nouveaux ? Ici, pour ne pas nous égarer, il est nécessaire de remonter un peu plus haut dans le temps.

* * *

Vue d'ensemble, à très larges traits, l'histoire des rapports de la nation française et de la nation germanique peut se résumer ainsi. Il y a eu antagonisme, conflit violent, chaque fois que l'Allemagne a été une grande construction politique, que ce fût l'Allemagne d'Othon (Bouvines), de Charles-Quint (deux cents ans de lutte contre la maison d'Autriche) ou des Hohenzollern, avec toutes les différences que le régime des Othon, des Charles ou des Guillaume comportait. Au contraire, chaque fois que l'Allemagne s'est retrouvé formée de plusieurs Etats indépendants, n'ayant entre eux que les liens peu tendus d'une fédération plus ou moins cohérente, non seulement les guerres ont été rares, localisées et dépourvues de ce caractère national qui les rend impitoyables, mais encore les divers peuples allemands se sont montrés accessibles à la civilisation française. On ne peut citer aucune époque où l'empreinte germanique se soit marquée profondément sur la France. Il y a eu, au contraire, une époque où la France a trouvé en Allemagne des admirateurs, des alliés et des amis : c'est au XVII^{me} et au XVIII^{me} siècles, lorsque l'Allemagne, selon le mot du prince de Bülow, était une « mosaïque disjointe », au lieu de constituer un corps de nation.

L'expérience a donc prouvé que les deux peuples n'étaient pas impénétrables ni condamnés à une hostilité éternelle. Mais, jusqu'ici, cette entente entre Allemands et Français n'a pu être obtenue qu'à une condition : c'est que l'Allemagne fût décomposée en ses éléments naturels, qu'elle ne formât pas un seul Etat centralisé, en possession d'une puissance politique génératrice de la puissance militaire, et qui appelle elle-même cette puissance militaire. Un Etat allemand, étant donné la place que l'Allemagne occupe au centre de l'Europe, sans frontières déterminées, avec des territoires contestés sur tout son pourtour, des prolongements et des îlots germaniques qui créent un irrédentisme déclaré ou latent aussitôt qu'existe l'unité allemande, centre d'aimantation, cet Etat-là exige et postule le militarisme. Que ce soit celui des chevaliers de l'ordre teutonique ou celui de la Reichswehr, c'est tout un. Le germanisme a inventé le militarisme parce que le germanisme a besoin d'une grande force militaire dès qu'il est l'expression d'un Etat, c'est-à-dire d'une puissance politique. Ou, ce qui revient au même, le germanisme est alors persuadé qu'il a besoin du militarisme pour exister, pour protéger ses « marches » mélangées de races diverses. De la défense passer à l'agression, il n'y a qu'un pas : les motifs sont les mêmes. La possession d'un bon instrument militaire donne fatalement l'envie de s'en servir. Voilà ce qui a fait que la sécurité de la France et le repos de l'Europe, dans les temps anciens et modernes, ont été incompatibles avec une forte organisation politique allemande, que le siège en fût à Vienne ou à Berlin. Ce n'est pas seulement l'histoire de la France, c'est celle de la Pologne et de la Bohême qui conduit aux mêmes conclusions.

* * *

N'y a-t-il donc ni moyen ni espoir qu'une Allemagne, enfermée dans ses justes limites, ayant réalisé son unité nationale comme la France avait réalisé la sienne, vive en harmonie avec ses voisins ? Ayant obtenu son droit, tout son droit, mais rien que son droit, ne pourrait-elle devenir un membre pacifique de la famille européenne ? Admettons qu'à cet égard elle ait de son droit la même conception que les autres peuples. Nous voilà dans la pleine tradition politique du libéralisme. Nous voilà au principe des nationalités, à l'hypothèse qui a mis aux prises, dans la France du siècle dernier, la diplomatie spéculative représentée par Napoléon III et la diplomatie expérimentale représentée par Thiers. De Michelet à Jean Jaurès, une école ininterrompue a enseigné chez nous qu'une Allemagne dont les aspirations nationales seraient à la fois satisfaites et contenues dans leurs justes limites devrait vivre non seulement en bon voisinage, mais en amitié avec la France, cette grande Allemagne étant nécessaire à l'harmonie morale du monde. « Dieu nous donne, disait

Michelet [1], de voir une grande Allemagne !..... Le concile européen reste incomplet, inharmonique, sujet aux fantaisies cruelles, aux guerres impies des rois, tant que ces hauts génies de peuples n'y siègent pas dans leur majesté, n'ajoutent pas un nouvel élément de sagesse et de paix au fraternel équilibre du monde ». Qu'a-t-il manqué à ce rêve ? Michelet a vécu assez pour le voir. En février 1871, il écrivait sous le coup de la désillusion : « Pour nous, nous avions toujours désiré l'unité de l'Allemagne, l'unité vraie, consentie, non cette unité sauvage, violente, indignement forcée. » Et il rappelait, pour comparer ses sentiments d'alors à ceux de la veille, son émotion, l'émotion de Paris républicain « quand, à la fête du 4 mars 1848, nous vîmes devant la Madeleine, parmi les drapeaux des nations qu'apportaient les députations d'exilés de chaque pays, le grand drapeau de l'Allemagne si noble, noir, rouge et or, le saint drapeau de Luther, Kant et Fichte, Schiller, Beethoven... » [2] Ce drapeau noir, rouge et or, c'est celui qu'a relevé la nouvelle République allemande. Le vœu de Michelet serait-il accompli ?

Mais les évènements ne suivent jamais la voie qu'on leur assigne, surtout quand on veut que les choses soient autrement qu'elles ne sont, ce qui est, disait Bossuet, « le plus grand dérèglement de l'esprit. » Après Michelet, Jaurès a répété que si l'unité allemande avait été créée pacifiquement, par le libéralisme et la démocratie, alors une grande France et une grande Allemagne eussent été naturellement amies... Peu de paroles ont pu être aussi vaines que celles-là. Car nous ne savons qu'une chose, mais elle est certaine, c'est que l'unité allemande, tentée en 1848 par les idées du libéralisme et la démocratie, avait échoué et qu'elle a réussi en 1855 et en 1870 par Bismarck et par les Hohenzollern, par la diplomatie et par la guerre, par la force et par la conquête, par le fer et par le feu. Aucun regret, aucune hypothèse, aucune prophétie du passé, aucune « uchronie » ne changeront rien à ce fait. Ce qui a été a été. Sous sa première forme, l'unité allemande con-

---

Dans son livre *Nos fils* dont a préface est datée d'octobre 1869.

[2] *La France devant l'Europe*, par Jules Michelet.

quérante et victorieuse ne pouvait être suivie d'une amitié entre l'Allemagne et la France.

Or, en 1920, l'unité allemande survit à la défaite, à la chute des Hohenzollern et au traité de Versailles. Non seulement les Alliés l'ont respectée, mais encore ils l'ont consacrée de leur sceau, ils lui ont donnée la base juridique internationale qui lui manquait depuis 1871. Les constituants de Weimar se sont chargés du reste. Ils ont resserré l'unité nationale. L'empire de Guillaume II était, malgré tout, une fédération d'Etats. L'Empire républicain s'est centralisé et ne connaît que des « pays ». Or, cette Allemagne plus unie que celle d'hier, c'est encore par la guerre, malheureuse cette fois, qu'elle a réalisé sa fusion. Et ce nouveau déterminisme de la défaite pèse sur elle et sur l'avenir des relations franco-allemandes exactement comme le déterminisme de sa victoire après 1871.

A la tribune du Palais-Bourbon, pendant la discussion du traité de paix, nous avons entendu s'exprimer la pensée de Michelet, de Napoléon III et de Jaurès. On nous a dit que l'Allemagne, délivrée de ses Hohenzollern, convertie à la démocratie et au libéralisme, pouvait et devait être encore une grande Allemagne, que son unité était nécessaire, qu'elle serait bienfaisante et que cette Allemagne nouvelle, purifiée, amputée, pour son bien, de tout ce qui n'était pas allemand, vivrait en fraternité avec les peuples ses voisins. C'est la pure doctrine des nationalités, au regard de laquelle la nationalité allemande a autant de droits que les autres et doit, avec les autres et comme les autres, former la grande fédération humaine.

Après un sommeil de cinquante années, le principe des nationalités, inscrit sur les étendards des Alliés, a été appliqué avec toute la rigueur dont étaient capables les réalités humaines et l'esprit théorique des principaux négociateurs. Mais, comme entre 1860 et 1870, le principe des nationalités n'a pu jouer sans subir les nécessités et la pression de la politique, de la guerre et de l'histoire. Comme alors, il s'est résolu par des contradictions. Il a laissé des déceptions et des rancunes. Cela est vrai de quelques-uns des pays alliés. A quel point ne l'est-ce pas plus encore de l'Allemagne ! On dirait qu'un sort est jeté sur l'unité allemande pour la rendre incompatible avec la réconciliation de l'Europe.

Si l'unité allemande, telle qu'elle était sortie des victoires de 1866 et de 1870, n'a pu être un gage de fraternité et de paix, l'unité allemande, telle qu'elle sort de la défaite, ne promet pas mieux. Encore une fois, les antécédents l'auront voulu. Nous admettons, pour la commodité de l'exposition, que l'Allemagne restera républicaine et qu'elle sera une démocratie selon le mode et la conception des nations occidentales. Cette Allemagne démocratique, elle a à payer aux Alliés les frais de la guerre, à réparer les dommages immenses dont elle s'est rendue responsable. Pouvait-on l'en dispenser ? Non, sous peine de ruine pour les peuples victimes de son agression. A tous les points de vue, l'impunité eût été impossible. Elle eût été un scandale, une prime à l'immoralité politique, un encouragement à recommencer. Il résulte de là que 60 millions d'Allemands [1] formant un seul Etat, ayant derrière eux un grand passé, sont condamnés à payer une redevance dont le règlement s'étendra sur deux générations au moins. Aussi juste qu'insuffisante pour nous, cette redevance est ressentie comme exorbitante et inique par l'Allemagne. A mesure que s'éloigneront les souvenirs de la guerre et l'impression de la défaite, la force de ce sentiment croîtra. Nul n'y peut rien. Une autre fatalité l'a voulu. Insensés seraient les Français qui compteraient sur l'amitié du peuple allemand devenu leur débiteur, qui compteraient même, chez le vaincu, sans le désir naturel de déchirer un traité qui l'obligera à travailler trente ou cinquante ans pour acquitter son énorme dette.

A ces 60 millions d'hommes, citoyens d'un même pays, il n'a pas fallu seulement imposer le tribut. Il a fallu encore prendre contre eux des précautions légitimes et indispensables. Il a fallu fixer le nombre de soldats et de canons qu'ils seraient libres de conserver et, par conséquent, limiter le droit de souveraineté de l'Etat allemand. Ce n'est pas tout. Des frontières nouvelles ont été dessinées et ces frontières, auxquelles l'Allemagne se résignerait peut-être à l'ouest, ce serait miracle qu'elle consentît bien longtemps à les regarder comme définitives du côté de l'est. Là, ses conquêtes sur la Pologne lui ont été reprises et la Prusse, qui conserve ailleurs l'assiette territoriale que Bismarck lui avait donnée en 1866, est ramenée au point où elle se trouvait avant Frédéric II. Kœnigsberg, comme au XVIIIe siècle, est séparé de Berlin. C'est sur son flanc oriental que l'Allemagne a dû restituer le plus de ses biens mal acquis et c'est là qu'elle est encore la plus forte, ne face de pays jeunes et à peine formés, à l'endroit où les grandes nations occidentales n'ont pas sur elle de prise directe. La vieille Prusse est coupée en deux, comme au temps où l'Empire germanique était au régime de la *Kleinstaaterei.* Même alors, la Prusse n'avait eu de cesse que ses deux tronçons fussent réunis. Aujourd'hui, la *Kleinstaaterei* n'existe plus, et ce n'est plus seulement l'Etat prussien, c'est toute l'Allemagne, concentrée dans ses autres parties, qui aspirera naturellement à rétablir la soudure entre les deux Prusses. Par là un appel est lancé à l'avenir, aurait dit Frédéric. C'est, à notre sens, un des plus gros vices de la paix. Pour ressusciter la Pologne, il fallait tailler à même l'Allemagne. Mais, pour que la Pologne, et par conséquent tout l'édifice européen construit par la Conférence, fût en sécurité, il n'aurait pas fallu que l'opération fût tentée sur *une* nation allemande, ni sur *un* Etat allemand.

---

[1] « Douze à quinze de trop pour le territoire », disait Arthur Heichen dans la *Neue Zeit* du 3 octobre : quelques mots qui ouvrent d'étranges horizons.

Il en est de même en ce qui concerne l'Autriche. La logique du principe des nationalités eût voulu que les provinces autrichiennes de langue allemande, les provinces autrichiennes proprement dites, fissent retour à la grande Germanie. N'étaient-elles pas représentées en 1848 au Parlement de Francfort ? La réunion n'était-elle pas inscrite au plus ancien programme du libéralisme allemand ? L'évolution particulière de l'Autriche, hors des cadres de l'Empire restauré en 1871, avait tenu à une question dynastique. La maison de Habsbourg étant tombée comme celle des Hohenzollern, l'Allemagne étant devenue une nationalité libre, la réunion, l'*Anschluss*, ne trouvait plus d'obstacles politiques et s'imposait aux esprits. Cependant les Alliés ne pouvaient ni ne devaient y consentir. Admettre que l'Allemagne annexât l'Autriche, même par une « conquête morale », c'eût été encore lui reconnaître le droit de conquête. C'eût été la compenser territorialement de ce qu'elle perdait ailleurs, la favoriser au jeu de qui perd gagne, réaliser, au nom des principes de Wilson, le *Mitteleuropa* conçu par les pangermanistes. La réunion est du moins prohibée. Mais, comme pour la Pologne, la contradiction surgit avec les mêmes caractères. Elle réside dans les faits et dans les conséquences encore plus que dans les idées. Cette Allemagne à qui il est défendu, justement défendu, pour des raisons d'intérêt européen, de compléter son unité par l'*Anschluss*, elle garde d'autre part cette unité, inachevée à ses yeux. Elle reste un centre d'attraction puissant pour la petite République de Vienne. L'accessoire est séparé du principal. Et l'accessoire est sans défense, réduit à une vie misérable et précaire. L'empire austro-hongrois était encore assez vigoureux pour tenir une dizaine de millions d'Allemands en dehors de la communauté germanique. A portée de sa main, l'Allemagne a désormais ces millions de frères pauvres et nus, réduits à une situation politique et géographique paradoxale. Là encore, pour 60 millions d'Allemands, la tentation est trop forte. L'appel à l'avenir est trop évident. Ils ne nous le diraient pas qu'il serait encore certain que, pour eux, ces frontières du sud comme celles de l'est sont provisoires. De même que la Pologne affranchie, l'Autriche indépendante, pour durer sans péril, supposait en Allemagne des Etats allemands indépendants.

* * *

Telles sont les conditions dans lesquelles l'Europe fait, pour la seconde fois depuis 1871, l'expérience de l'unité allemande. Au point de vue de la politique et de la psychologie, ces conditions sont mauvaises. C'est ce qui nous a conduit à dire, dès que les grandes lignes de la paix eurent été connues, que cette paix était trop douce pour ce qu'elle avait de dur, et de nécessairement dur. Cette paix n'a pas eu elle-même des garanties suffisantes de stabilité.

A moins d'un acte de foi qui ne peut se donner rationnellement) dans l'influence bienfaisante de la démocratie, à moins de croire sans examen que l'Allemagne nouvelle, touchée de la grâce, se convertira à l'idée qu'elle est une grande coupable, une grande pécheresse, qu'elle a mérité son sort et qu'elle expie justement, à moins, pour tout dire, qu'un coup de baguette magique n'ait changé non seulement la nature allemande, mais la nature humaine et la nature des choses, à moins de cela, toutes les vraisemblances (et le devoir de la politique est d'en tenir compte), sont pour que l'Allemagne ressente et ressente de plus en plus comme insupportable le traité du 28 juin. Toutes les vraisemblances sont pour qu'elle prenne à tâche de s'en délivrer et de le détruire, avec les moyens qui peuvent rester à un peuple de 60 millions d'hommes pour briser ses chaînes. Il suffit de se souvenir des sentiments qu'avaient laissés en France les traités de 1815, sentiments qui ont gouverné notre politique intérieure et extérieure depuis la chute de Napoléon I^er^ jusqu'à l'avènement de Napoléon III.

L'Allemagne actuelle pourrait ne pas protester contre le traité de Versailles, en exécuter les clauses avec bonne volonté et d'un cœur contrit, que notre avis n'en serait pas changé. Cette bonne volonté, cette contrition n'existe pas, mais peu importe. Peu importent les protestations du gouvernement de Berlin et de l'opinion publique. Peu importe encore que ces protestations soient sincères ou qu'elles soient simplement de circonstance. Un peuple vaincu a plus de vingt-quatre heures pour maudire ses juges. Ce que nous examinons, et la seule chose, en vérité, que la politique doive retenir, c'est une situation prise en elle-même. C'est un problème de forces et de mécanique.

Les forces ne sont pas ajustées de telle sorte que les conditions nécessaires à une pacification profonde soient remplies. Celles d'une conciliation entre la France et l'Allemagne ne le sont pas non plus. Les Français ne peuvent pas renoncer à leur créance. Les Allemands jugent le tribut exorbitant et n'en reconnaissent pas le bien-fondé. Où peut être le terrain d'entente ? Il est en outre extrêmement peu croyable que l'Allemagne accepte comme définitives les frontières qui lui ont été fixées à l'est et au sud. Comment, du côté français, se reposer sur la confiance que les compétitions politiques sont finies ?

L'obstacle à la naissance de rapports amicaux entre les deux peuples ne tient pas tant aux cruels souvenirs et aux ressentiments de la guerre qu'aux dispositions du traité de paix. Le Français n'est pas vindicatif. Il est éminement sociable. C'est même un des traits de son caractère d'aimer à être aimé et d'être douloureusement surpris quand il s'aperçoit qu'il ne l'est pas. Pendant de très longues années, aux temps anciens, les Français et un grand nombre d'Allemands ont vécu, comme nous l'avons rappelé plus haut, dans une cordialité et une amitié complètes, au point qu'ils combattaient parfois sous les mêmes drapeaux. Le nom du maréchal de Saxe, célèbre par l'histoire et la littérature, illustre cette époque. Il n'y a donc pas incompatibilité d'humeur, hostilité de principe entre Français et Allemands. Pour qu'ils vivent en bon voisinage il suffit (mais il faut) que les conditions politiques nécessaires à cette compénétration aient recommencé d'exister.

Malheureusement, elles n'existent pas. Par quel endroit veut-on que la France prenne le bloc allemand ? L'influence morale de l'étranger glisse fatalement sur un peuple nombreux, uni par un lien national solide. Un Kurt Eisner, un Dorten se sont montrés accessibles à des sentiments de sympathie à notre égard. Ils ont été dénoncés comme des traîtres à la patrie allemande. Kurt Eisner a même été assassiné. Dorten a failli l'être. Ce n'est pas ce qui encouragera les autres.

Alors que nous reste-t-il à faire ? Ce que nous faisons : prendre nos précautions, nous tenir sur nos gardes, nous souvenir de nous méfier. Je sais qu'on reproche à la France cet état d'esprit. Il est créé et légitimé par les conditions de la paix. Ceux qui accusent la France de « militarisme » oublient que, depuis deux ou trois générations, nous subissons le harnois militaire, que nous ne l'avons jamais désiré et qu'une mauvaise organisation de l'Europe nous l'impose encore. Aucun homme raisonnable n'a jamais conçu comme une chose bonne et souhaitable que les

Français et les Allemands dussent, dans la suite des siècles, continuer à se regarder comme chien et chat. Mais il en sera ainsi tant que les circonstances propices à une conciliation n'auront pas apparu. Et ce n'est pas une question morale. C'est une question politique. Le traité de Versailles ne l'a pas résolue.

Jacques BAINVILLE.

MÉMOIRES DE MA VIE MORTE[1]

“RESURGAM”

J’étais à Londres lorsque mon frère m’écrivit pour me dire que ma mère était malade. Elle n’était pas instamment en danger, mais si son état devait s’aggraver, et qu’il me fallût venir, il me télégraphierait. Quelques heures plus tard on me remit une dépêche contenant ces quatre mots, « *Viens de suite — Maurice* ». C’est donc que ma mère est mourante, me murmurai-je à moi-même, et je restai hébété, prévoyant déjà qu’une garde me ferait entrer dans la chambre, qu’on me donnerait une chaise à son chevet : prévoyant déjà une main pendante hors du lit et qu’il me faudrait tenir jusqu’au moment où j’entendrais un râle, et où je verrais son visage devenir calme pour toujours.

Ce fut ma première vision ; mais au milieu de mes préparatifs de départ, je pensai que ma mère pourrait peut-être vivre encore bien des jours : l’amie si chère, qui repose dans le cimetière sous les Dunes, s’était bien soutenue pendant des semaines : chaque jour son mari et ses enfants l'avaient vu mourir sous leurs yeux ; pourquoi n'aurais-je pas une semblable infortune. Je ne sais pas quel Dieu je priai, mais je priai toute la nuit dans le train et à bord du bateau : et tout en priant, je pris le train à Broadstone.

---

[1] Le fragment des *Mémoires de ma vie morte* que nous publions ici est le dernier chapitre du volume de ce nom et la conclusion des retours que M. Georges Moore fait sur quelques épisodes de sa vie passée, dans cet ouvrage charmant, audacieux, narquois et spirituel, qui continue avec bonheur la trop rare lignée de Sterne et de son *Voyage sentimental*.

Après avoir maintes fois scandalisé le public anglais par la sincérité de ses aveux, après avoir publié sur l’art et la littérature de ce temps quelques-unes des meilleures études qui soient, après avoir, il y a plus de vingt ans, donné à la littérature naturaliste, en Angleterre, son plus durable chef-d’œuvre avec *Esther Waters*, M. George Moore est, à juste titre, considéré aujourd’hui comme l’un des meilleurs écrivains anglais. Son don de conteur, la personnalité et la sûreté de son style, la liberté de sa pensée, la grâce souvent irritante de son art se sont montrés tour à tour dans des volumes de souvenirs, *Confessions of a young man*, *Memoirs of my dead life*, *Ave*, *Vale*, *Salve*, dans ses romans *Evelyn Innes*, *The Lake*, *Mumer’s Wife*, et plus récemment dans *Brook Kerith*. La vigueur d’esprit de M. Moore est aujourd’hui plus vive que jamais, et l’on attend avec impatience son roman *Heloïse et Abelard* auquel il travaille actuellement. Les *Mémoires de ma vie morte*, dont la publication première remonte à 1906, mais qui ont été revus et augmentés par leur auteur dans une édition récente, n’avaient pas jusqu’alors été publiés en français : la traduction complète de cet ouvrage paraîtra en un volume dans le courant de l’hiver.

Ce voyage : comment le raconter ! La dernière partie doit avoir été assurément la plus pénible, aussi clairement que je m'en souvienne. Etrange agonie d'esprit éprouvée à reconnaître soudain des objets longtemps oubliés, un lac, un arbre ou un marécage. Ce pays familier, évocateur d'une grande partie de mon enfance, entraînait çà et là mes pensées. Elles vagabondaient comme les hirondelles : ces oiseaux venaient justement d'arriver et leurs vols elliptiques et brefs poursuivaient les moustiques au-dessus du vieux canal encombré de mauvaises herbes. Ce canal au long duquel le train passait ramena mes pensées vers les tout premiers temps de ma vie, lorsque je restais à la fenêtre de la voiture et que j'assassinais mon père et ma mère de questions sur la vie des chalands qui montaient et descendaient le canal. Se réveiller au sortir de ces souvenirs était affreux surtout avec le choc soudain de cette pensée que je m'en allais dans l'ouest pour voir mourir ma mère, que rien ne pouvait lui épargner à elle de mourir ni à moi de la voir mourir. « Rien, me dis-je, ne peut m'éviter cela, à moins de descendre à la prochaine station. » Et je me voyais prenant une voiture et m'enfonçant dans la campagne. Mais si je faisais une chose pareille on me prendrait pour un fou : « Nous sommes liés à une roue », murmurai-je, et je me remis à penser que des condamnés à mort doivent souvent se demander pourquoi ils ont été spécialement choisis pour une semblable destinée, et le mystère, l'énigme de tout cela doit être probablement le plus pénible de leur souffrance.

La matinée était une des plus belles que j'eusse jamais vues, et je me surpris à chercher quelle expression pittoresque pourrait la décrire. Il me semblait que l'on pouvait comparer la terre à un œuf, elle paraissait si chaude sous le ciel blanc, et le ciel était doux comme les plumes d'une colombe. Ce soudain aboiement de limier littéraire me fit penser que je mériterais de me donner des coups de pied à moi-même. La nature a oublié de nous doter d'une troisième jambe dont nous nous vengerions de ceux de nos instincts que nous ne pouvons contrôler. Un moment plus tard je me trouvais plongé dans des réflexions sur l'impossibilité où nous sommes de tenir nos pensées fixées assez longtemps sur quelque sujet que ce soit. Ces réflexions une fois faites, je me rejetai en arrière avec stupeur, me demandant si j'étais vraiment destiné à veiller près du lit de mort de ma mère. Et je fus alors frappé d'étonnement en sentant que j'avais perdu toute existence corporelle, que j'étais devenu un pur esprit, un bourdonnement de pensées : et en manière d'image il me parut juste de me regarder comme une mouche qui grimpe le long d'un dôme de verre, retombant, bourdonnant, et remontant encore. Jamais, me dis-je, je n'ai été quelque chose de plus qu'une mouche sous un dôme de verre. Et pourquoi faire ? Cela passe en vérité la cruauté de Néron.

Dans une aussi amère perplexité les questions de n'importe qui seraient intolérables, et je me rencognais dans la voiture chaque fois qu'un passant me rappelait, fût-ce vaguement, quelqu'un que j'avais pu connaître autrefois. La tension mentale s'accroissait mille après mille, à mesure que les noms des stations me devenaient plus familiers. A Roscommon j'essayai de me rappeler combien il y en avait encore avant d'arriver à Claremorris, la station où je devais descendre, le train ne s'arrêtant pas à Balla. Une heure plus tard le train ralentit, le conducteur cria : « Ballyhaunis », la station suivante serait Claremorris, et je me mis à regarder les champs attentivement les uns après les autres, voyant d'avance la longue route, moi d'un côté de la voiture, le cocher de l'autre : deux heures de chemin en silence ou en causant, — en causant, car il pourrait peut-être me donner des nouvelles de ma mère, si la nouvelle de sa maladie s'était répandue jusqu'à Claremorris.

A l'auberge où j'allai chercher une voiture, je m'enquis des nouvelles : on n'y avait entendu parler de rien. Ma mère avait dû tomber malade subitement : mais de quoi ? On ne m'avait pas dit qu'elle fût souffrante. Je ne me rappelais pas qu'elle eût jamais été malade. La voiture avançait par ce beau temps d'été, montant et descendant les routes faméliques de Mayo; à la fin, quelques arbres me rappelèrent que nous approchions de Ballyglass, et mes pensées s'en allèrent devant moi sur la longue route, jusque de l'autre côté de la colline: et j'y voyais (ne voyons-nous pas souvent, de mémoire, les choses aussi nettement que si elles étaient devant nous ?) les deux poneys couleur crème, *Ivoire* et *Primevère,* qu'elle avait coutume de conduire, et le phaéton, et moi dedans, petit enfant en robe, désireux par-dessus tout de voir passer la diligence. C'était un beau spectacle de la voir passer avec les sacs de la poste et les bagages, le garde soufflant dans sa trompe, les chevaux trottant superbement, les longues guides se balançant, et le conducteur la tête un peu penchée de côté pour empêcher que ne s'envolât son chapeau de castor gris.

Quel grand événement ç'avait été le jour où nous étions allés à Ballyglass, non pas cette fois pour voir passer la diligence, mais bien pour la prendre, car en ce temps-là le chemin de fer n'allait pas plus loin qu'Athenry: c'était ce jour-là que j'avais vu le canal et qu'à mon grand étonnement j'avais entendu dire qu'il y avait eu une époque, il y a longtemps (sans doute quand mon père était tout jeune), où les gens se rendaient à Dublin en chaland.

En surgissant de ces souvenirs, je vis que nous n'étions plus qu'à deux milles et demi de Moore. Encore une demi-heure et je saurai si elle vit encore ou si elle est morte, me dis-je, et je regardai trotter le cheval, prenant intérêt à son allure traînante, ou sans y prendre intérêt du tout, je ne sais plus. Dans les moments de grande tension nerveuse, on observe tout : maintenant c'était un bois, un peu après une cour de ferme, puis une rangée de cottages, un autre bois et, à l'une de nos portes, la maison du concierge. Un vieux scieur de long l'habitait alors, je lui en avais confié la garde. J'espérais que le bruit des roues de la voiture ne le ferait pas sortir, cela me mettrait au désespoir de le voir. Les sapins dans la plaine avaient quelque peu poussé durant ces trente dernières années, mais pas extrêmement. Nous arrivâmes au pont: nous le passâmes ainsi que le pavillon du garde et l'avenue qui y aboutit, les bois que je connaissais si bien, les buissons de lilas, les faux-ébéniers :

mon Dieu ! combien terrible était cette résurrection. Les brumes nous dérobent les montagnes, le présent nous dérobe le passé : mais il y a des moments où le présent n'existe absolument pas, où tous les brouillards sont balayés et où le passé se dresse devant nous dans toute sa nudité, et c'est pourquoi peut-être il m'est si pénible de retourner chez moi. La petite colline à l'entrée de l'avenue n'est qu'une petite colline, mais pour moi c'est bien davantage, tant elle est intimement liée à toutes les peines et tous les soucis de mon enfance. Tout ce parc était jadis pour moi comme un pays de contes de fées : ce n'est plus maintenant qu'une bien faible réalité, un livre que j'ai lu, et dont la simple pensée m'ennuie, tant il m'est familier. Voici le bosquet de lilas. J'avais l'habitude d'y aller avec ma mère il y a trente ans, à cette époque-ci de l'année ; et nous en revenions les mains pleines de fleurs. Encore deux tournants, et nous serons en vue de la maison. C'est la sensation que doivent éprouver les condamnés à mort. J'en suis sûr. A la dernière montée le cocher fit marcher son cheval au pas, mais je le priai de le pousser un peu, car je voyais des paysans sur les marches de la porte d'entrée : ils attendaient, sans doute, des nouvelles, peut-être en avaient-ils. « Nous avons de mauvaises nouvelles à vous donner », dirent-ils de ce ton plaintif que les gens ont dans l'ouest.

«Pas absolument mauvaises, me dis-je ; ma mère est morte, du moins m'a-t-il été épargné la douleur inutile, la torture d'esprit qu'il m'aurait fallu endurer si j'étais arrivé à temps. » Des roses de Chine, comme d'habitude, poussaient à travers les grilles : il ne restait que quelques fleurs. J'en remarquai quelques-unes, tout en montant les hautes marches et me demandant pourquoi je ne parvenais pas à rejeter le passé derrière moi. Si jamais il y avait eu un moment pour vivre dans le présent, c'était bien celui-ci : pourtant jamais le présent ne m'avait semblé plus lointain et jamais le passé ne m'était apparu plus clairement que lorsque j'ouvris la porte du vestibule et que je m'arrêtai dans le hall peint en gris et bleu, et pavé de dalles grises. Trois générations avaient joué là : c'est dans ce coin que j'avais appris à lancer ma première toupie et que je m'y étais acharné, y montrant une persévérance qui étonnait mon père. « S'il montre, disait-il, autant de persévérance dans les autres choses qu'il en met à jouer à la toupie, il arrivera. » Il me surprenait à essayer encore et encore de lancer cette toupie lorsqu'il descendait pour se rendre aux écuries voir ses chevaux de course qui lui tenaient tant au cœur: voici la chaise même sur laquelle il avait l'habitude de poser son chapeau et ses gants. A cette époque-là on portait des chapeaux hauts de forme à la campagne, et c'était l'affaire du valet de chambre de les tenir soigneusement brossés. Et je me rappelai comment ce petit vieux avait coutume de me surveiller, s'opposant quelque peu à ce lancement de toupie dans le hall, par crainte de me voir renverser la chaise sur laquelle le chapeau était posé : quelquefois cela arrivait, et alors, Seigneur ! . . En quête de quelqu'un, j'ouvris la porte du salon. Ma sœur s'y trouvait, pleurant notre mère qui était morte le matin.

Nous sommes ainsi faits qu'il nous faut des signes extérieurs à nos émotions, et surtout à notre chagrin ; nous doutons de sa réalité à moins qu'il ne s'accompagne de soupirs et de pleurs : et c'est pourquoi, je pense, les larmes de ma sœur me furent un soulagement, car, à vrai dire, j'étais quelque peu frappé de ma propre insensibilité. C'était assez stupide de ma part, je savais par expérience que nous ne commençons pas à souffrir aussitôt après l'accident: cela, comme le reste, demande un peu de temps, aussi bien la souffrance physique que le chagrin, mais dans un moment aussi terrible que celui que je décris, on ne réfléchit pas, on retombe dans cette convention que la douleur et les larmes sont aussi inséparables que le feu et la fumée. Si je ne pouvais pleurer, il était bon que ma sœur le pût, et j'accueillis ses larmes comme un tribut payé à la bonté de notre mère, une bonté qui n'avait jamais failli, car elle était instinctive. Je regrettai même que Nina dût s'essuyer les yeux pour me faire le récit de ces tristes circonstances : le moment de la mort de notre mère, sa maladie, le spécialiste qui n'était pas arrivé à temps ; j'appris que quelqu'un avait commis une maladresse, cela n'avait pas eu, à dire vrai, grande importance, car malheureusement notre mère n'aurait pu supporter une opération.

Tout en l'écoutant je me rappelai, malgré moi, comment nous parlions de la chère femme dont j'ai décrit l'enterrement dans les pages intitulées *Souvenirs.* Ses filles, son fils, son mari et moi, nous parlions d'elle tandis qu'elle agonisait dans la chambre au-dessus; nous étions tous très émus, et moi, du moins, je mesurais l'amour que je ressentais pour elle ; néanmoins notre conversation se trouva dévier tout-à-coup, et nous nous laissâmes entraîner à parler de choses indifférentes ; peut-être avait-il fallu que le maitre d'hôtel vînt nous dire que le déjeuner était servi. Combien de tels incidents détonnent avec nos plus beaux sentiments : il semble qu'ils avilissent la vie, à un tel point que nous nous sentons honteux de vivre et tentés de regarder la vie même comme une disgrâce.

Je prévoyais que dans cette maison carrée de style George, située au sommet d'une colline et dominant un long lac sinueux, ce serait les mêmes interruptions, les mêmes divagations parmi nous que parmi mes amis dans cette maison à l'italienne, sous les dunes, et parmi les bouquets de chênes toujours verts. Je n'eus pas longtemps à attendre l'une de ces déplorables divagations. Ma sœur eut à me dire quelles personnes étaient à la maison : une tante, sœur de ma mère, était arrivée ; un oncle, frère de ma mère, arriverait le lendemain. On peut aisément comprendre comment la seule mention de ces noms nous éloigna de ce qui aurait dû être l'objet de notre pensée. La pièce même nous fournissait une foule de distractions : tout cet ancien mobilier, la couleur des murs, l'atmosphère même de la pièce reportait ma pensée vers mon enfance. Le sofa sur lequel ma sœur était assise avait été cassé autrefois, et sans le vouloir je me rappelai comment il avait été cassé ; on l'avait mis dans une chambre de débarras : quelqu'un l'avait donc fait réparer. Je me pris à me demander qui cela pouvait être : ma mère très probablement ; elle veillait à tout.

J'ai dit que je venais d'arriver après un long voyage. Ma sœur ne put faire autrement que de parler de déjeuner, et nous passâmes dans la salle à manger ; au milieu du repas, mon frère survint avec un air si solennel que je me demandai s'il n'avait pas pris une expression de circonstance, je veux dire s'il n'avait pas involontairement exagéré l'expression de chagrin qu'il aurait dû naturellement avoir. Nous sommes ainsi faits que le vrai et le faux se chevauchent, et si subtilement qu'aucune analyse ne peut déterminer où l'un finit et où l'autre commence. Je me rappelais l'arrivée des parents et des amis ce jour d'enterrement dans le Sussex, chacun avec un visage grave, et nous interrompant inopinément au milieu d'une conversation futile : nous redevenions alors instantanément graves et nous parlions de la morte avec sympathie pendant quelques minutes : puis, à la première occasion, et avec un sentiment de soulagement, nous nous mettions à parler de choses indifférentes ; avec chaque nouvel arrivant c'était la même comédie, et retournant du passé au présent, j'écoutai mon frère me parler de la maladresse qu'on avait commise : comment le docteur qu'il ne fallait pas était venu à cause de..... on rejetait la faute sur quelqu'un, n'importe sur qui. Le sujet était pénible, et on aurait pu tout aussi bien le laisser de côté, mais il n'osait parler de rien d'autre que de notre mère, et nous faisions tous nos efforts pour soutenir cette conversation aussi longtemps que possible. Mais mon frère et moi nous ne nous étions pas vus depuis des années : il revenait des Indes après une longue absence ; je ne pense pas non plus que j'avais vu ma sœur depuis son mariage, il y avait longtemps de cela ; elle avait eu des enfants, et c'était la première fois que je la voyais dans son âge mûr. Nous avions envie de nous poser des questions, de savoir quelque chose les uns des autres, et nous avions envie aussi de voir le paysage que nous n'avions pas vu, du moins pas ensemble, depuis des années : la tentation de sortir de la maison nous venait de ce tendre soleil qui flottait sur la pelouse. Cette même journée suave de brume et de soleil que j'avais contemplée dès le petit matin s'était prolongée, et le soir différait à peine du matin : l'exaltation dans l'air était seulement un peu plus intense ; et je me mis à me dire : « Ma mère est morte par le plus beau jour que j'aie jamais vu, le plus séduisant, le plus blanc, le plus insouciant : un jour aussi chargé d'amour qu'une jeune fille qui s'arrête dans un sentier pour cueillir une branche d'aubépine. » Et je pensais qu'il était singulier que la mort pût venir emporter quelqu'un par un jour qui avait un pareil air de fiançailles, pour, aussitôt après, songer qu'il fallait être fou pour attendre de la nature qu'elle préparât un décor qui s'accordât à notre humeur. Nous n'échappons jamais à l'antique sauvagerie, si persuadés que nous soyons du peu de souci que prend la nature de nous tous, que nos souffrances ne lui importent pas le moins du monde, car notre instinct remonte à l'époque où le soleil était immobile et où les anges étaient partout. Mon frère et moi nous contemplions le jour en silence : nul doute que mon frère ne méditât lui aussi cette coïncidence, quoiqu'il ne me fît pas part de ses pensées; car personne n'ose en exprimer de semblables; elles sont cette substance originelle de nous-mêmes dont nous rougissons et dont la vulgarité nous effraye à moins que nous ne soyons des poètes ou des paysans.

Le jour passait lentement de l'après-midi au soir comme une jeune épousée que cache un voile blanc et dont les mains et le voile sont parés de fleurs blanches : mais un oiseau noir, de la grosseur d'un oiseau-mouche, s'était perché sur une touffe de fleurs, et il me sembla que le sinistre point noir qu'il y introduisait me faisait perdre de vue ce beau jour.

Nul doute que j'eusse pu penser à quelque chose de mieux si j'y avais appliqué mon esprit, mais c'est ainsi que je pensais, le jour où je parcourais la pelouse avec mon frère, honteux tout à la fois et contraint de parler de ce qu'avaient été nos existences pendant les années qui nous avaient séparés.

Comment pourrait-on être accablé de douleur parmi tant de circonstances distrayantes ? Tout ce que je voyais était nouveau et ancien à la fois. Je me retrouvais soudain avec mon frère et ma sœur, après ne les avoir vus, comme je l'ai dit, depuis des années : c'était notre première rencontre depuis l'enfance, et nous étions tous réunis dans la maison où tous nous étions nés. Le lierre avait poussé sur l'un des côtés de la maison, la disparition d'un des faux-ébéniers, la brèche faite dans le bois, tout cela était nouveau : mais le lac que je n'avais pas vu depuis ma petite enfance, je n'avais pas besoin de le regarder, tant je savais comment se courbait chacune de ses rives, et la place exacte de chaque île. Mes premières aventures avaient commencé sur cette longue grève, et point ne m'était besoin de détourner la tête pour la revoir, je savais que les arbres la masquaient : je connaissais tous les sentiers qui serpentaient dans les bois.

Cette longue grève jaune tachetée de touffes de joncs avait été ma première cour de récréation. Quand mon frère proposa d'y aller, pourtant, je trouvai quelque excuse : à quoi bon ? La réalité détruirait mon rêve. Quelle réalité égalerait jamais le souvenir que je gardais de ces sapins où les lapins se terraient, de la dèche où nous pêchions des grenouilles, de la longue grève avec le lac, à perte de vue, en été ? Je me rappelle si bien ce sable jaune, dur et tassé par endroits comme le plancher d'une salle de bal. L'eau y est si peu profonde que notre gouvernante nous laissait y vagabonder à notre gré et courir en avant à la poursuite de quelque bécasseau. L'oiseau tournoyait avec de petits cris : souvent nous croyions qu'il était blessé, peut-être faisait-il semblant de l'être pour nous éloigner de son nid.

Nous ne pensions pas qu'il fût possible de voir le lac sous un nouvel aspect ; pourtant il nous apparut tel que nous ne l'avions jamais vu auparavant, si calme, si doux, si gris, comme une écharpe de mousseline blanche déroulée entre l'île et la pointe. Le silence était si profond qu'il faisait songer aux contes de fées de jadis, aux bois dormants et aux châteaux hantés : les châteaux se trouvaient dans ces îles, posées sur cette eau embrumée, vagues comme des rêves. Par moments, un pinson lançait son petit gazouillement perçant du haut des branches de grands mélèzes, et les canards jacassaient dans les roseaux, mais leur jacassement n'était qu'un doux murmure, qui ne s'entendait guère plus que le bruissement des roseaux alors en pleine floraison. L'ombre des roseaux et de l'île semblaient fixées à jamais comme un miroir magique, un miroir sur lequel on aurait respiré : et en écoutant le murmure de l'eau sur le galet crayeux, on croyait entendre l'éternité murmurer son refrain monotone et triste...

Le lac se creuse vers la terre et forme dans les bois une baie attrayante : sur une flaque de sable quelques pins ont pris racine, ils y vivent tant bien que mal en dépit de rudes sautes de vent durant l'hiver. Au long de la rive, des roseaux morts, sur trois pieds de profondeur, stagnent parmi les joncs : si on les y avait mis exprès, ils ne seraient pas plus réguliers ; il y a aussi un vieux chemin de halage où des aubépines poussent par-dessus le mur qui s'effondre. Le penchant de la colline est planté : d'un côté des hêtres superbes et des houx, de l'autre des espaces de gazon avec de grands cytises dont les branches chargées de baies répandent une ombre et des odeurs vagues. C'était l'admiration de mon enfance. Un chemin mène à travers le bois, et sous un pin rugueux on avait mis un siège, une pierre grossièrement taillée supportée par deux pierres debout. Pour une indicible raison, cette pierre me suggéra toujours, même lorsque j'étais enfant, l'idée d'un siège de pèlerin. J'imagine que cette idée m'était venue par ce que je savais que ma grand'mère avait coutume d'aller chaque jour au tombeau, à l'extrémité du bois, où reposaient son mari et ses fils, et où on la plaça elle-même, il y a bien longtemps, quand j'étais encore en robe : vingt ans plus tard, c'est là aussi qu'on déposa mon père.

Incessant retour des mêmes choses ! Un corbillard apparaîtra encore dans quelques jours, peut-être le même corbillard, les chevaux couverts d'une chose noire, et que rend ridicules ce deuil extravagant ; le cocher avec son air de bouffon ; l'ordonnateur de mauvais augure, qui, muet, dirige les autres de sa baguette ; il y aura une procession de parents et d'amis, portant du crêpe et des gants noirs, et songeant pour la plupart à pouvoir retourner bientôt à leurs affaires : cette mascarade, que nous appelons un enterrement ..... Appréhendant une inhumation prématurée (crainte fort commune), ma mère avait demandé qu'on différât ses obsèques jusqu'au moment où un changement naturel des éléments de son corps ne pourrait plus faire douter que la vie s'en était retirée. Je passai sur la rive du lac le temps qui sépara sa mort de son enterrement.

La même température jour après jour persistait ; il est presque impossible de trouver des mots pour exprimer la beauté du reflet gris des îles et des roseaux, les rives estompées flottant au loin, disparaissant dans cette brume de soleil, et le silence de ces rives, une sorte de silence enchanté, interrompu seulement, comme je l'ai dit, par le murmure de l'eau sur le galet crayeux. Par moments le chant d'un pinson venait le rompre, puis tout retombait au silence . . . . . « Un silence qui semble venir du cœur même des choses », me disais-je, et je m'arrêtais, prêtant l'oreille comme si j'eusse été au bout du monde : puis je marchais dans les ajoncs, l'herbe drue et les buissons de genévrier qui poussent en bordure du bois, admirant encore ce silence et le vide de cette campagne, qu'interrompaient seulement parfois quelques ramasseuses de bois mort, quelques vieilles courbées sous leur faix de fagots. Et je pensais que peut-être je les connaissais, elles étaient évidemment du village ; j'avais dû les connaître lorsque j'étais petit garçon, et je fus saisi soudain d'une terreur ou d'une timidité incroyables, causées sans doute par le sentiment de l'immense différence que le temps avait imprimée sur nous : elles étaient pareilles, mais j'étais différent. Les livres que j'avais examinés, les tableaux que j'avais vus m'avaient bien éloigné d'elles, simples âmes qu'elles étaient, et de sentir l'injustice de la destinée humaine me rendait pénible de les regarder dans les yeux. Aussi fus-je trop heureux de pouvoir passer derrière des buissons et m'échapper dans le bois sans qu'elles eussent pu m'apercevoir.

Arrivé à une agréable clairière, plus agréable même que celles dont j'avais conservé le souvenir, je m'étendis à terre, car, quoiqu'on ne fût qu'aux premiers jours de mai, l'herbe était chaude et les branches des grands cytises se balançaient doucement au souffle délicieux de la brise ; et cela me rappela les mots du vieux poète irlandais : « Le bois est comme une harpe entre les mains du harpeur. » Regarder les rameaux, écouter leur bruissement satisfaisait mon plaisir : je me pris à admirer le ciel bas chargé de flocons de nuages blancs, et la fleur blanche qui commençait à percer parmi les petites feuilles de la haie : et ce fut probablement cette aubépine qui soudain évoqua en moi la pensée de la femme aimée que j'avais perdue à jamais. La mort de ma mère avait un peu fermé cette blessure; mais, en un moment, toute ma douleur reparut, la blessure se rouvrit, et sans qu'il fût possible d'en étancher le sang.

Un homme ne peut pleurer deux femmes à la fois, et il n'y avait guère plus d'un mois que la plus belle chose qui eût jamais pris place en ma vie, une idée que, dès l'abord, je m'étais senti destiné à poursuivre, m'était apparue, m'avait tenu compagnie un moment, puis m'avait quitté. Toutes les amours partielles de ma jeunesse semblaient avoir enfin trouvé à s'exprimer dans une passion qui ne connaîtrait plus de changement. Qui expliquera jamais le mystère d'un amour que le temps ne peut pas modifier ? Le mot *fatalité* est le seul qui en renferme quelque idée, car à quoi sert de dire que sa chevelure était blonde et abondante, que ses yeux étaient gris et bleus ! J'avais connu bien des femmes avant elle : et beaucoup d'entre elles avaient des cheveux et des yeux aussi beaux ou aussi profonds que les siens, mais aucune autre n'avait eu le pouvoir de me faire éprouver ce sentiment de vivre plus intensément quand elle était près de moi que quand elle en était loin. C'est ce tressaillement de vie dont nous sommes toujours en quête, et qu'il nous faut peut-être devoir perdre afin de le vouloir conserver. Par un tel jour, sous les branches ondoyantes des cytises, la blancheur de ce lac voluptueusement incurvé entre ces rives basses ne pouvait manquer de me rappeler son corps : ce mystère me rappelait son mystère, mais la ligne mélancolique des montagnes courant sous le ciel vers le sud ne lui ressemblaient aucunement. On oublie ce qui est différent pour ne s'attacher qu'à ce qui est semblable... A force de songer à elle mes sens s'égarèrent, une sorte de folie me monta derrière les yeux, — ah ! l'adorable désespoir, — à la pensée de ne pouvoir jamais plus posséder cette splendide créature parfumée comme le temps de mai, de ne plus jamais tenir entre mes mains le doux ovale de ce visage, de ne plus jamais me pencher sur ces yeux si beaux; à la pensée que toute l'intimité de sa personne n'était plus rien qu'un souvenir que ne renouvellerait plus jamais la présence réelle; c'est à de tels moments de souvenir passionné qu'on éprouve la douleur véritable, une angoisse qui n'a probablement jamais trouvé son expression, si ce n'est en Niobé :

et même cette réunion d'événements traduit bien plutôt le désespoir que la douleur. Et c'était la douleur que cette femme m'inspirait qui m'empêchait de pleurer ma mère comme j'aurais voulu la pleurer, car elle avait été une femme parfaitement bonne, et ses vertus avaient brillé d'un admirable éclat pendant des années : et si j'avais vécu avec elle, si j'avais été près d'elle durant les dernières années de sa vie, sa mort m'aurait atteint comme le sentiment d'une perte personnelle, je l'aurais pleurée le jour de sa mort comme je la pleure à Londres quand, auprès du feu qui s'éteint, la douceur du souvenir se glisse près de moi et que je comprends tout ce que j'ai perdu en la perdant.

Nous ne pleurons pas les morts parce qu'ils se trouvent privés des plaisirs de la vie (en admettant que cette vie soit un plaisir), mais à cause de notre propre perte. Qui donc contestera un semblable égoïsme ? C'est pourtant ce que nous possédons de mieux : c'est notre moi lui-même. Songez à la honte qu'éprouverait une maîtresse si son amant lui allait dire qu'il l'aime parce qu'elle désire être aimée, parce qu'il pense que cela lui fera plaisir d'être aimée ; — elle le haïrait d'un tel altruisme, et le considérerait comme indigne d'elle. C'est ainsi assurément qu'elle penserait et elle détournerait de lui son visage un moment jusqu'à ce qu'un désir de possession la vienne rejeter vers lui. Nous ne pensons qu'à nous-mêmes, directement ou indirectement. Je pensais à moi-même quand la honte m'empêchait d'aller au devant de ces pauvres ramasseuses de fagots : elles n'auraient point du tout pensé à l'injustice d'avoir été laissées au travail des champs, tandis que j'allais au loin jouir de ce monde ; elles auraient pris plaisir à me revoir, et quelques paroles aimables leur auraient fait paraître plus légère la charge qui pesait à leur dos. Ainsi conduit par une involontaire association d'idées, je me mis à considérer que l'injustice est assurément une part de notre sort humain, car nous ne pouvons nous affliger passionnément que sur ce qui passe ou ce qui semble simplement passager : peut-être est-ce parce que la loi suprême nous est cachée.

Je pense maintenant à celle qui vient tout à coup parmi nous, nous offrir la tentation d'une couleur, fugitive comme celle d'une fleur, nous leurrer d'une lumière aussi soudaine que la lueur que jettent les ailes d'une colombe. Pourquoi, me demandais-je tandis que j'étais étendu sous les cytises, sommes-nous donc portés à pleurer si intensément un délice passager : pourquoi nous possède-t-il plus complètement que la tristesse que nous inspire celle qui a enduré pour nous le travail de l'enfantement, qui nous a peut-être allaité de son sein, dont le dévouement pour nous n'eut point de cesse, et qui est devenue plus tendre encore et plus détachée d'elle-même au fur et à mesure des années. Nul moyen d'échapper à l'injustice, pas d'une seule parcelle. Tout au plus pouvons-nous, et nous le devons même, admettre que le seul chagrin que nous puissions trouver dans nos cœurs à l'égard des personnes âgées est une sorte de tristesse douce, semblable à celle que l'année elle-même communique à nos sens en automne lorsque nous rentrons chez nous les mains chargées de ces beaux dahlias simples que les Hollandais ont aimés et peints, liés avec des brins de rouge vigne-vierge : nous rentrons le long des chemins ensoleillés que dominent si pathétiquement des hêtres jaunes, nous nous attristons sur l'année, mais nous ne souffrons pas passionnément : nos cœurs ne se brisent pas. Même alors nous ne parvenons pas à nous affliger comme les conventions le voudraient, en d'étranges habits. Le fait seul de porter du crêpe et des gants noirs nous rend étrangers à nous-mêmes ; nous ne sommes plus nous-mêmes : nous devenons des cabotins engagés dans la représentation d'une mascarade. « J'aurais pu mieux pleurer ma mère sans tout ce crêpe », m'écriai-je. On n'a jamais rien inventé de si horrible que les funérailles modernes. Le tableau du corbillard et des serviteurs muets s'éveilla dans mon esprit : et ce fut alors même que le chant du pinson reprit, et, juste au-dessus de ma tête, dans les mélèzes, éclata un vilain chant perçant d'une douzaine de notes terminé par une insolente petite fioriture. « Quel oiseau est-ce là, m'écriai-je, qui vient interrompre mes méditations ? » Et, m'étant levé, j'essayai de le découvrir parmi les branches de l'arbre sous lequel je me reposais. Le chant reprit dans un autre arbre un peu plus loin, puis dans un autre encore. Je le suivis et il me conduisit en contournant le bois vers le sommet de la colline au bas de deux courts perrons : le second, tout au moins en partie, a besoin d'être déplacé quand le caveau est ouvert. Ce caveau consiste, sans doute, en une seule pièce avec des tablettes de chaque côté : il y a peu de gens que la curiosité conduise dans des caveaux à moins qu'ils n'aient cent ans. Au-dessus du caveau se trouve le monument, très simple, une sorte de table : à l'enterrement de mon père, un prêtre y grimpa, ou y fut hissé par la foule, et y fit d'en haut son oraison funèbre.

Ce jour-là, les bordures de buis furent foulées aux pieds et l'on mit toutes les fleurs sur les lits. Ma mère, peut-être, se souciait peu des fleurs ou peut-être n'habita-t-elle pas là assez longtemps pour veiller à ce que ce jardin fût soigneusement entretenu : pendant des années il n'y avait pas eu d'enfants qui vinssent s'y promener, et l'on avait jugé suffisant de veiller à ce que le mur mitoyen pût empêcher le bétail d'y entrer. Aucun arbre n'avait été coupé en cet endroit, à l'époque où l'on émonde le bois; les pins et les ifs ont poussé si serrés que l'endroit en est tout obscur, et l'ombre sépulcrale n'y est pas éclaircie même en plein midi. Derrière le tombeau, dans le bois, les pierres de vieilles sépultures paraissent au ras du sol. la terre les a presque ensevelies, elles ne dépassent que de quelques centimètres les feuilles mortes : tout ce penchant de la colline a dû être autrefois un cimetière, il y a des centaines d'années, et cet ancien cimetière n'est jamais sorti de ma mémoire, à cause de ce qui m'y est arrivé autrefois, lorsque j'étais enfant.

Le mystère de ce bois tentait vivement ma curiosité, mais jamais je n'avais osé grimper par-dessus le mur fort bas qui le bornait jusqu'au jour où, laissant ma gouvernante en prière près de la tombe, je découvris une brèche par où je pouvais l'escalader. Mon escalade se trouva soudain interrompue par l'apparition, ou, l'imaginaire apparition, d'un être, revêtu d'un châle ou d'une robe brune. Il me sembla que c'était une femme : elle paraissait flotter au-dessus du sol; à sa vue, je fis un bond en arrière et je tombai, me blessant assez grièvement, dans ma hâte à fuir par la brèche. Ma peur avait été si vive que je ne dis mot de ma blessure à ma gouvernante, mais je lui parlai de l'être que j'avais vu, la suppliant de venir avec moi : mais elle n'y consentit pas et cela m'impressionna vivement ; je me disais : « Si elle n'avait pas cru qu'il y avait quelqu'un, elle y serait venue. »

La peur de la femme au châle brun dura longtemps ensuite, et je la suppliais toujours de ne pas traverser l'espace vide qui s'étendait entre la lisière du bois et le tombeau même. Il est possible de revivre en imagination une émotion déjà ressentie : tout ce que j'avais éprouvé, lorsque j'étais enfant, à propos des creux mystérieux du bois de hêtres derrière le tombeau, et la vieille pierre qui se trouvait là, et cet être que j'avais vu, vêtu d'un manteau brun, je pouvais les revivre, mais le bois lui-même n'éveillait plus en moi aucune sensation neuve. Tout me semblait quelconque : les marches du tombeau, le tombeau lui-même, le mur, et le bois enchanté même n'était à présent à mes yeux rien de plus qu'un simple bois. Quelques vieilles pierres y pointaient parmi les feuilles, c'était tout. Le merveilleux ne cesse point : quand on est jeune, on trouve merveilleux le monde extérieur, plus tard on trouve extraordinaire la vie intérieure et ce qui maintenant me semblait merveilleux, c'était que j'eusse dû tant changer. La vue du fantôme peut être mise au compte de mon imagination, mais comment expliquer le changement qu'avait subi ce bois; son mystère aussi n'était-il donc qu'un rêve, une simple imagination ? Où est la vérité ? L'expérience dépouille-t-elle le monde de son mystère, ou bien changeons-nous au point que les émanations furtives qui éveillaient soudainement notre attention et qui souvent prenaient forme y sont bien encore, mais que nos yeux ne sont plus capables de les discerner ? Est-ce donc impossible ? Comme un sens se développe, un autre s'atténue. Le mystique qui, au haut d'une colline, dans le recoin d'une caverne, passe sa vie à considérer les choses éternelles plutôt que les choses éphémères, atteint à des clartés, ainsi que fait l'enfant, d'une vie qui s'étend bien au delà de notre vie quotidienne. Ou peut-être ne pensons-nous ainsi que parce que l'homme ne se résigne point à mourir comme une plante ? Et tout en me demandant si l'éclair d'une autre vie m'avait été accordé au temps où mes sens étaient plus affinés, je descendis la colline, et je m'assis à l'ombre des mélèzes chargés de glands, essayant de me persuader que je n'avais pas espéré voir la dame brune (en admettant que ce fût une femme que j'avais vue) se pencher au-dessus des pierres de cet ancien champ de repos.

Un jour, le silence des bois fut rompu par les on du marteau d'un maçon, et m'étant informé auprès d'un ouvrier qui passait, son aide probablement, j'appris qu'en ouvrant le caveau on avait découvert qu'il n'y avait pas assez de place pour un autre cercueil. Elargir le caveau n'était point nécessaire, une ou deux tablettes de plus pouvaient suffire pour encore bien des années. Son idée était juste : avec deux tablettes de plus, il y aurait de la place pour mes frères, moi-même et ma sœur, mais il faudrait que la génération suivante fît faire une nouvelle excavation dans la colline ou cherchât un autre cimetière. Il restait là à me regarder, et je considérai un moment ce beau garçon, jeune, dont les yeux étaient pâles comme le paysage, et je me demandais s'il attendait que je lui dise ma satisfaction de voir que les choses se fussent arrangées ainsi..... Le bruit du marteau du maçon me donnait sur les nerfs et, sentant que le bois n'était plus un endroit propre à la méditation, je fis le tour du rivage jusqu'au vieux garage, me demandant comment il se pouvait que les paroles d'un simple paysan eussent réussi à produire en moi une aussi étrange révulsion de sentiment. Sans nul doute c'était l'intensité avec laquelle j'avais ressenti à quel point nous ne sommes jamais très loin de la mort, les uns et les autres, qui me donna la sensation de penser à ce sujet pour la première fois de ma vie. A peine atteignons-nous l'âge de la réflexion, la pensée de la mort n'est jamais très éloignée de notre esprit. C'est un sujet auquel nous pensons toujours. Nous nous couchons en pensant qu'un autre jour a passé, que nous sommes d'un autre jour plus près de notre tombe. Le moindre incident suffit à nous faire resonger à la mort. Ce matin même, j'avais vu deux mouches bleues se presser l'une l'autre dans le coin d'une vitre : et aussitôt je m'étais rappelé que la vie de toute chose a un terme, quelques mois pour la mouche bleue, et quelques années pour moi. On oublie comment on pensait vingt ans plus tôt ; mais j'incline à croire que les jeunes gens même méditent souvent sur la mort : il en doit être ainsi, car tous leurs livres contiennent des vers sur l'inconstance des choses; et plus nous avançons en âge, plus il semble que nous pensions à ce même sujet, car qu'est-ce que toute la littérature moderne sinon la fumée du regret que nous ne soyons rien que des bulles sur un fleuve ? Je croyais qu'on ne pouvait rien dire sur ce sujet éternel qui fût susceptible de m'émouvoir : et pourtant ce garçon de Derryany avait provoqué en moi cette pensée qui nous suit de la jeunesse à l'âge mûr, mieux qu'aucune littérature n'eût pu le faire : il avait surpassé tous les poètes, et cela non pas avec une simple phrase, c'était plutôt son attitude d'esprit vis-à-vis de la mort qui m'avait ému, et tout en marchant le long de la grève j'essayais de me rappeler ses propres mots. Ils étaient bien simples, assurément, si simples que je ne pouvais rien en retrouver, si ce n'est qu'ils m'avaient rappelé que Michel Malia (c'était le nom du maçon) m'avait connu depuis mon enfance ; je ne savais plus comment : je n'aurais pas pu exprimer l'idée moi-même, mais sans choisir ses mots, sans y prendre garde, en parlant inconsciemment comme il respirait, il me dit que si je tenais fort à avoir une certaine place, je n'avais qu'à le dire à Michel Malia et qu'il me la réserverait. Il y en aurait une convenable, juste au-dessus de mon grand-père, quand ils auraient assujetti la nouvelle tablette : il se rappelait avoir entendu dire que nous étions l'un et l'autre des écrivains. Je le remerciai et me mis à penser qu'il m'avait mis à ma place comme peut-être aucun poète ne l'avait fait. Je le verrai toujours, comme je le vis, s'éloigner d'un pas ferme à travers le bois verdoyant, son sac de chaux sur le dos.

Et assis au bord de ce paisible lac, je me dis : « Dans vingt ou trente ans je rejoindrai certainement les autres dans cet horrible caveau : rien ne peut m'en préserver. » De nouveau le présent m'échappa et mon esprit redevint clair comme du verre : le présent n'est que subconscient, sans quoi nous ne pourrions pas vivre. Je m'étais dit tout cela auparavant, et de nouveau je me faisais l'effet d'une mouche grimpant le long d'une vitre, retombant, bourdonnant et regrimpant encore. Tous les expédients que j'avais tentés s'étaient montrés illusoires. Chacun d'eux aboutissait à cette même conclusion que les morts sont impuissants. « Les vivants font de nous ce qu'ils veulent », murmurai-je, et je songeai à ceux de mes parents qui, catholiques, croient tous à l'intervention des prêtres et de l'eau bénite, à l'Immaculée Conception, aux indulgences papales, et à une foule d'autres choses que je ne pouvais me rappeler, tant était grande mon angoissse à la pensée que mon pauvre corps païen dût être livré sans secours à leurs pieuses mains. Je me rappelais leurs visages, je pouvais entendre leurs voix, celle de mon frère qui me faisait toujours penser à la voix d'un cardinal manqué bien plutôt qu'à celle d'un colonel ; je pouvais voir ses yeux pâles, humides de sa foi dans l'intercession de la Vierge : on peut toujours reconnaître de vue un catholique comme on reconnaît un poitrinaire. Le lac courbé, les montagnes pâles, les rives basses, le soleil et la brume ne contribuaient pas peu à m'effrayer ; la campagne donnait à ce moment une impression intensément catholique : mes pensées dévièrent, et je commençai à me demander si l'aspect d'une contrée n'emprunte pas son caractère aux idées de ceux qui y vivent. « Comment pourrais-je éviter ce caveau ? » m'écriai-je tout à coup. L'aide-maçon de Michel Malia m'avait dit qu'on pourrait me placer juste au-dessus de mon grand-père : mon grand-père était un homme de lettres, un historien dont je n'ai pas lu les histoires ; et au sein de l'horreur que m'inspirait mon probable enterrement, je trouvai quelque divertissement à la pensée que j'aurais aimé voir le vieux monsieur dont le portrait est pendu dans la salle à manger lire mes romans, et je me mis à imaginer ce que cet auteur d'une histoire de la Révolution française aurait pensé d'*Esther Waters*. La couleur de l'habit chocolat qu'il porte sur ce portrait se fixa dans mon esprit et je me pris à le comparer avec la couleur du vêtement brun que portait le fantôme que j'avais vu dans le bois. Grands Dieux ! si c'était son fantôme !

Et tout en écoutant le clapotis de l'eau du lac, j'imaginai un horrible colloque dans ce caveau. Il me vint tout fait à l'esprit, son dialogue et mon dialogue. « Ciel, m'écriai-je, il faut faire quelque chose pour l'éviter ! » Et mes yeux se tendaient par-dessus le lac vers l'île où un homme du pays de Galles avait bâti un château. Je voyais les bois qui descendaient jusqu'au bord de l'eau et je me rappelais ceux que je ne voyais pas. Tous les mélèzes qui poussaient aux flancs des collines revinrent à mon esprit tout d'un coup, et je pensai au merveilleux bûcher que l'on pourrait en faire. On n'avait pas coupé d'arbres depuis trente ans, j'en pouvais vivre encore trente : que de bois splendide l'on pourrait donc trouver là pour me faire un bûcher, un bûcher de cinquante pieds de haut, imprégné d'huiles odoriférantes, et moi couché tout en haut avec tous mes livres (quel bel oreiller cela me ferait sous la tête). Les anciens héros y étaient d'ordinaire couchés avec leurs armes auprès d'eux ; on abattait leurs chevaux pour que les esprits de ces chevaux pussent être libres de les servir dans les royaumes aériens où ils allaient habiter. Mon bûcher serait élevé sur l'île qui me faisait face : on en verrait les flammes à des lieues et des lieues, le lac en serait tout éclairé et mon corps deviendrait une sorte de phare : le phare de l'avenir païen qui attend la vieille Irlande. Le prix de semblables funérailles ne serait pas par trop excessif : quelques centaines de livres peut-être, le prix d'un millier de mélèzes, de quelques barils d'huiles parfumées et de la réjouissance, car tandis que je rôtirais, les assistants devraient manger du rôti et boire du vin et porter de gais vêtements, les hommes comme les femmes ; et l'on jouerait la musique la plus gaie : des passages du *Mariage de Figaro* ; et la scène du feu de la Walkyrie pour terminer ; mais ce n'est là qu'un choix improvisé, c'est une chose qui demande une attention soigneuse. Il serait beau, en vérité, que de telles funérailles (je déteste ce mot), qu'une telle incinération pût avoir lieu : il n'y a pas de raison pour que ce ne puisse être, à moins que la loi n'interdise de brûler en public des corps humains. Et mon visage alors s'assombrit ainsi que mon âme : je devins mélancolique comme le lac, comme les montagnes du sud, qui couraient sous le ciel plaintif, à la manière d'une mélodie irlandaise ; car ce bûcher dont j'avais si splendidement rêvé était impossible. Il me faudrait retomber sur le four crématoire, en Angleterre. Il n'y en a pas en Irlande, l'Irlande est liée à la croyance en la résurrection des corps. « Avant de décider quelles devaient être mes propres funérailles, me dis-je, il me faut voir quelles libertés funèbres la loi moderne et la morale chrétienne laissent à un citoyen, et je ne pourrai le faire avant de retourner à Dublin. »

C'est près de l'aimable Lough Cara que je commencai à imaginer mon entrevue avec le vieux notaire de la famille, vieil homme à tête blanche pleine de préjugés comme les rois d'une certaine sorte de pièces romantiques ; un dévot catholique qui n'entendrait assurément pas grand'chose à mon paganisme, mais je le tiendrais entre ces deux pointes bien aiguisées, à savoir : s'il serait capable, soit de commettre un acte aussi dénué de sens pratique que de refuser de faire un testament pour des raisons théologiques, soit de faire violence à sa conscience en aidant son prochain à disposer de son corps de façon à créer des difficultés au Tout-Puissant pour réaliser la résurrection des corps dans la vallée de Josaphat. L'embarras de la famille du notaire ne serait pas sans charme, et, s'il refusait de m'établir ce testament, il y aurait une foule d'autres notaires qui n'hésiteraient pas à établir tout ce qui me passerait par l'esprit à cet égard. Afin d'assurer le convenable ensevelissement de mon corps, mon intention était de laisser tous mes biens, terres, argent, tableaux et mobilier, à mon frère le colonel Maurice Moore, à condition que je serais incinéré et que l'on dispenserait mes cendres de l'humiliation des rites chrétiens. Au cas où les conditions du legs seraient trop désagréables au colonel Maurice Moore pour qu'il pût veiller à ce que mes restes fussent traités conformément à mes volontés, mes biens, terres, argent, peintures et mobilier iraient à mon frère Augustus Moore ; au cas où celui-ci déclinerait de faire exécuter mes volontés concernant mes restes, tous mes biens iraient à mon frère Julian Moore ; s'il se croyait tenu de refuser de veiller à l'exécution de mes dernières volontés concernant mes restes, tous lesdits biens devraient aller à mon ami Sir William Eden, qui prendrait, j'en suis sûr, un plaisir attristé à rendre effectifs les souhaits de son vieil ami. Un testament ainsi établi me donnerait toute assurance de n'être pas enterré avec mes ancêtres à Kiltoon, et, durant les deux jours qui suivirent, je méditai sur mon propre ensevelissement. Mon frère penserait probablement que ce serait là une assez grosse dépense, mais il ne m'abandonnerait pas.

Il m'avait déchargé du soin de voir les entrepreneurs de pompes funèbres, et de prendre les arrangements nécessaires pour faire dire les messes, arrangements qu'il m'eût été atrocement désagréable de faire, si bien que j'eus largement le temps de songer aux détails de mes propres funérailles, et je me félicitai de penser que j'échapperais à la honte d'un ensevelissement chrétien, honte qui ne m'était pas complètement apparue avant ces deux derniers jours, mais que j'avais néanmoins soupçonnée. Sans doute c'était la terreur de Kiltoon qui m'avait inspiré cette obsession de la mort à laquelle pendant les dernières années je n'avais pu échapper. Je suis d'une nature romanesque et c'eût été fâcheux de renoncer au bûcher que j'avais imaginé. Je me plaisais à la vision qui m'était venue, et j'imaginais le bûcher haut de cinquante pieds, brûlant splendidement et dégageant une chaleur si intense que les assistants devraient se rembarquer sur les bateaux. Quel spectacle ce serait là, en admettant que la loi le permît, mais la loi s'oppose à ce qu'on brûle des restes humains, et j'en serais réduit au four crématoire public. Mais où et de quelque façon que je sois brûlé, il me faudrait décider ce que je désirais qu'on fît de mes cendres, et, dans un moment d'heureuse inspiration, je conçus l'idée d'un vase grec, et je me mis à me remémorer tous les vases grecs que j'avais vus : ils sont tous beaux, même les vases gréco-romains ; ceux-ci sont parfois gauches et lourds, mais la sculpture en est bien dessinée et exécutée. Quelque vase grec que je décide, il me satisfera, à condition toutefois que le relief en représente quelque scène de Bacchanales : presque tous les vases grecs sont décorés de cette façon. L'achat du vase sera une dépense additionnelle ; sans doute je vais causer à mon frère une sérieuse dépense, cela devient de plus en plus difficile d'acheter de la sculpture grecque originale ; et dans un moment de parcimonie posthume, j'allai jusqu'à penser à une simple copie, en granit, d'un vase grec : le granit résiste mieux que le marbre. Ce serait amusant de prendre une feuille de papier et un crayon et de dessiner tout ce que je puis me rappeler des différents vases, de ces diverses scènes de débauches où l'on voit des hommes robustes portant des outres de vin, mêlés à d'aimables jeunes filles qui dansent avec grâce : des jeunes gens jouent de la flûte, et l'on voit parmi eux des faunes, cette aimable animalité des bois et des paysages antiques, du temps où les hommes commencèrent à traire leurs chèvres, et qu'un homme de la tribu, plus pensif, plus méditatif que les autres, descendit sur la rive du fleuve, coupa un roseau et découvrit la musique. Le vase que je me rappelle le mieux avait des anses droites formées de cous de cygnes. Il avait environ deux pieds de haut, peut-être un peu plus, et sa cavité aurait pu assurément contenir tout ce qui resterait de moi après mon incinération. Personne n'eût pensé, à voir ce sourire de satisfaction sur mes lèvres, que je songeais à une urne grecque et à un petit tas de cendres blanches.

« O Mort ! où est ton aiguillon ? » murmurai-je, et le crayon tomba de ma main, car je ne pouvais parvenir à me rappeler, plus qu'à moitié, le jeune homme qui dansait près d'une jeune fille sur l'épaule de qui il a placé son bras gauche. « Mais elle est plus impulsive que lui », me dis-je, et je me pris à me demander si la cause de son désir était une autre jeune fille ou un poème qu'il préfèrait à la compagne de ses ébats. Peu à peu la plupart des figures de cette saturnale me revinrent à l'esprit, car cette sculpture était si bien faite que les années n'avaient qu'obscurci ma mémoire, et, comme celle-ci s'éclairait, je vis la jeune fille qui dansait, le bras droit étendu, le bras gauche replié et agitant une écharpe. La forme continuait à se préciser dans mon souvenir, la place exacte des seins, et surtout le modelé du ventre, d'un dessin si parfait qu'il semblait que la jeune fille eût posé devant le sculpteur tandis qu'il travaillait. « Ingres et l'antiquité seuls ont su comment simplifier, m'écriai-je ; comme cette cuisse est délicieuse, comme elle avance bien ! et nous, pauvres modernes, nous vivons sur cette beauté-là depuis quelque chose comme deux mille ans. Mais c'est en vain que nous avons pu essayer d'imiter cette draperie qui flotte autour des chevilles, comme de l'écume qui se brise sur la crête d'une vague. Un svelte jeune homme est près d'elle, ses épaules se soulèvent, car il porte la flûte à ses lèvres, ses pieds sont joints, et près de lui un satyre danse avec une sauvage ardeur, frappant les cymbales en dansant. Il est suivi, il me semble — car il est difficile de préciser si c'est un souvenir d'un autre vase ou si la figure fait bien partie du même groupe — d'un faune si séduisant qu'il me décida à choisir ce vase comme le dépositaire de mes cendres et à spécifier, dans le testament que je voulais faire dès mon retour à Dublin, que le meilleur sculpteur possible serait requis pour en faire une copie. Il ne faut pas que mon testament soit trop compliqué, sans quoi on le contestera. Tout ce qui n'est pas commun peut être aisément présenté comme une folie par un avocat bavard devant un jury stupide. « Car qui donc, sinon un fou, demande l'avocat, se soucie à ce point de ce que l'on peut faire de ses restes ? » Tout le tribunal l'approuve, car chacun des membres du tribunal a le plus grand désir de prouver à son voisin qu'il est un bon chrétien. Tout est convention, et il est impossible que les cercueils de plomb et les cercueils de chêne soient considérés comme une preuve d'insanité, parce que les hommes croient encore à la résurrection des corps. Les Pharaons étaient-ils des fous ? Et la construction de la grande Pyramide était-elle un acte de démence ? L'affirmation courante, c'est qu'il importe peu ce que deviennent nos restes, et cependant le monde n'a cessé de s'employer à construire des tombeaux. Il n'y a que ces charmants satyres qui ne se soucient pas de tombeaux. Les satyres s'en vont vers quelque place secrète quand ils sentent que la mort les menace ; mais la pauvre humanité veut qu'on se souvienne d'elle. Le désir de n'être pas oublié, pendant quelque temps au moins après la mort, est un instinct aussi puissant que tous ceux qu'on pourra invoquer, et nous employons nos vies à nous assurer un peu d'immortalité. Qu'y a-t-il de plus naturel que voir chacun d'entre nous souhaiter que sa mort et son ensevelissement soient, autant que possible, conformes aux idées qu'il déclarait accepter durant sa vie : à quel autre propos peut servir la consécration de morceaux de terrain et l'érection de croix ? En cela tout au moins je ne diffère pas des autres, si je m'inquiète de mon incinération, c'est parce que je voudrais jusqu'au bout manifester et exprimer mes idées : et ni dans ma prose ni dans mes vers, je n'ai tracé mes pensées aussi complètement ni aussi parfaitement que je le fais dans ces instructions pour ma tombe. Un doute encore, pourtant, demeure dans mon esprit. Ou devrait-on placer ce vase ? Pas dans Westminster Abbey. Fi de tous les lieux de sépulture chrétiens. Un musée n'inspire qu'à peu de gens des pensées élevées. Goncourt parle de la glaciale admiration des foules. Pourquoi ne pas placer ce vase dans ce mur de pierre, dans ce même coin où j'apprenais à lancer ma toupie. Mais, tôt ou tard, une servante le briserait. La maison même deviendra la propriété de quelque autre famille, et des étrangers regarderont ce vase avec une nonchalante curiosité ou peut-être penseront-ils que c'est ennuyeux de m'avoir ainsi dans le hall. Et peut-être qu'un ordre me fera reléguer dans quelque grenier.

La question de savoir comment placer le vase me coûta beaucoup de recherche, et je prévoyais que, faute de tomber sur une idée qui me permettrait de le préserver à jamais de toute atteinte, mon projet serait privé d'une bonne moitié de sa valeur. J'étais assis et je réfléchissais quand j'entendis tout à coup un bruit de pas dans l'escalier. « Ils descendent le cercueil de ma mère, » me dis-je. A ce moment la porte s'ouvrit et on vint me dire que le funèbre cortège m'attendait. Mon frère, ainsi que divers parents et amis étaient dans le hall : à toutes les mains des gants noirs, du crêpe pendait de chaque chapeau. « Toute la mise en scène du chagrin, me dis-je, rien n'y manque. » Mon âme se révoltait contre cette moquerie. « Mais pourquoi dois-je plaindre ma mère ? Elle a souhaité reposer près de son mari : loin de moi la pensée de critiquer un tel désir ! »

Le cercueil fut hissé sur le corbillard. Un vieux jardinier d'autrefois vint me demander si je désirais qu'il y eût des pleureurs. Je ne compris pas d'abord ce qu'il voulait dire : il commença de m'expliquer, et je compris qu'il entendait par là les lamentations avec lesquelles les paysans de l'ouest accompagnent leurs morts jusqu'au tombeau. Abominable sauvagerie ! et j'ordonnai qu'il n'y eût rien de pareil, mais trois ou quatre femmes, incapables de se contenir, se précipitèrent et commencèrent leurs lamentations. Il était difficile d'essayer de les interrompre. J'imagine que chacun regardait de droite et de gauche pour voir s'il n'y avait pas de nuages au ciel, car on était à une demi lieue de la chapelle, nous aurions à marcher une bonne lieue au moins, et s'il pleuvait on attraperait probablement quelque bon froid. Nous pensions à l'humidité du bois qui s'égoutte du haut des branches mélancoliques des sapins et des ifs qui poussaient autour du sépulcre sur le penchant de la colline. Mais il n'y avait aucun danger de pluie : fondue et grise, Castle Island reposait dans l'eau embrumée et me rappelait quelles splendides funérailles j'aurais pu avoir si la loi n'était venue m'en empêcher. Et comme nous suivions cette famélique route grise d'Irlande, que bordaient, de chaque côté, de pauvres champs, des champs qui semblaient sur le point de s'effondrer en marécages, passé les maisons des pauvres gens, j'essayai de trouver un moyen de sauvegarder le vase. Mais Ramsès lui-même n'a pas réussi à protéger son corps de la violation : on l'a désemmaillotté : j'ai vu sa photographie dans le Strand ; et où il a échoué, comment réussirais-je ?

Vingt prêtres avaient été convoqués pour chanter la messe, et cependant qu'ils chantaient, mon esprit continuait à vagabonder, à la recherche de l'inaccessible, à la recherche de ce que Ramsès avait été impuissant à découvrir. Involontairement, au moment même où le prêtre commença à entonner le Pater Noster, je pensai à la haute mer comme au seul réceptacle propre et assez sacré pour le vase qui contiendrait mes cendres. Si on le jetait là où la mer est la plus profonde, il ne toucherait pas le fond, mais resterait suspendu dans les sombres régions immobiles où seuls quelques poissons circulent, dans un froid tombeau « fait sans le secours des mains, dans un monde sans tache », entouré d'une ronde gracieuse de Bacchantes, jeunes gens et jeunes filles, créatures sauvages des bois, humanité en son animalité primitive. Mais rien ne dure éternellement. Dans quelques millions d'années la mer commencera à se dessécher, et le vase qui me contiendra coulera à pic (mon seul espoir est qu'il coule sur quelque solide fondement de rochers et qu'il y reste debout, dans ce désert privé d'air et d'eau que sera la terre à ce moment). Ramsès a échoué, mais je réussirai. Environnée de jeunes gens et de jeunes filles dansant, ma tombe se dressera sur un roc élevé dans la solitude de la mer épuisée, de la planète abolie.

Des millions d'années passeront : et la terre après être restée comme morte pendant un très long hiver, comme elle l'est à présent pendant quelques semaines sous la glace et la neige, s'en ira, avec d'autres planètes tournoyantes, s'absorber dans le soleil; le soleil lui-même se verra absorbé dans de plus grands soleils : Sirius et ses semblables. Au regard de si graves moments, les millions d'années ne sont que des secondes : que signifient des billions pour nos esprits ? Au bout de, si l'on veut, quelques millions d'années, le suprême moment vers quoi tout s'est mis en marche depuis le commencement du monde sera atteint; alors le flot commencera de nouveau à se répandre : l'éternelle dispersion des choses de nouveau recommencera; des soleils s'éparpilleront au loin ; et l'on verra jaillir des planètes du sein d'effroyables tremblements de soleil ; dans de bruyants tremblements de terre ces planètes feront jaillir des lunes. Des millions d'années passeront, la terre deviendra glacée; du sein du limon primitif la vie resurgira sous forme de planètes, puis de poissons, puis d'animaux. Imagination folle! mais est-ce donc plus fou que la légende palestrinienne ? Et je crois que dans des billions d'années d'ici, dans des billions et des billions d'années d'ici, je serai assis dans cette même chambre où je suis maintenant, écrivant les mêmes lignes que j'écris à présent; je crois que de nouveau, quelques années plus tard, mes cendres flotteront dans les immobiles et silencieuses profondeurs du paisible océan, et que les mêmes figures, les mêmes faunes et les mêmes nymphes, mèneront encore autour de moi leur éternelle ronde.

George MOORE.

(Traduit par G. Jean-Aubry).

LA CAMPAGNE AVEC THUCYDIDE

(Suite[1])

LES SENTIMENTS ET LES IDÉES

Une guerre générale sert toujours de creuset à une transformation des sentiments et des idées. J'écris ces lignes dans un creuset de ce genre, au plein moment de la chauffe, position peu commode ; il n'est pas facile de définir l'opération avant qu'elle ait pris fin et que le produit ait pris forme. Nous serons placés plus favorablement dans quelques années. Il n'a pas fallu un plus grand recul à Thucydide pour saisir en un bref tableau, exprimer en un schéma où l'on voit, comme dans le Thésée du Parthénon, la place et le mouvement des muscles, la transformation de l'homme intérieur sous la main dure de la guerre. En attendant que l'analyse fasse ressortir du tumulte où nous avons vécu des lignes analogues, mettons-nous à cette école, tirons notre papier et notre crayon et dessinons avec fidélité d'après l'antique.

* * *

Le calme, la lucidité de Thucydide viennent en grande partie de ce qu'il se tient au centre de la nature humaine, comme le sculpteur au foyer du mouvement et à la racine intérieure des attitudes. Ce que la pensée humaine, avec son *Histoire*, acquiert peut-être de plus important, c'est une idée de l'ἀνθρώπινον, l'identification de la pérennité historique et des retours inévitables avec la pérennité humaine et les plis du cœur humain. Hérodote fait tout venir des dieux, tout retourner à eux. L'homme qui s'est élevé trop haut est abattu par leur jalousie. Un Athénien, qui a vu pratiquer l'ostracisme, qui écrit lui-même de l'exil, a reconnu cette jalousie dans le cœur des hommes assez clairement pour ne pas aller, quand il s'agit de Miltiade, de Thémistocle, de Cimon, de Périclès, d'Alcibiade, l'hypostasier chez les dieux.

---

[1] Voir nos numéros de juillet et septembre.

Thucydide est par là à la fois un contemporain de Démocrite et un contemporain de Socrate, et il formerait presque, si on voulait, le trait d'union entre ces deux natures si violemment divergentes. Non qu'il ait vraisemblablement connu ou estimé l'un ou l'autre : on ne se l'imagine guère s'intéressant à la spéculation philosophique, sinon peut-être aux livres moraux où le sage Démocrite avait condensé l'expérience de sa vie de voyages ; et la nature de Socrate (dont il dut se souvenir, si jamais il le connut, à peu près comme le Procurateur de Judée, dans le conte d'Anatole France, se souvient de Jésus) ne pouvait que rester absolument fermée à cet homme précis et posé, dont l'intelligence était toute construite de prévoyance et d'action mesurée. Mais si Thucydide voit le jeu de la nature humaine avec le détachement lucide, la curiosité sèche et lente dont Démocrite considère le jeu des atomes, il n'en est pas moins vrai que, pareil à Socrate, cet Athénien discerne, comme réalité dernière et support de tout, l'homme réel et vivant. Athènes, métropole de la culture classique, par Thucydide comme par Socrate et par les auteurs des frontons du Parthénon, apparaît comme le laboratoire de l'homme.

* * *

Cette lecture éternelle est sans doute la plus actuelle qui puisse nous retenir aujourd'hui. Le passage de Thucydide sur la transformation des idées morales au cours de la guerre péloponésienne s'applique à la vie que nous avons vécue dans la grande guerre et que nous vivons dans la paix précaire qui la suit. Il s'applique pareillement à toutes les époques de guerre générale, au XVI^e siècle et au temps de la Révolution. C'est un diagnostic de médecin, et, en cas pareil, la nature humaine fera toujours les mêmes maladies. Nul n'y échappe. Celui qui écrit ces lignes les reconnaît en lui aussi bien qu'en ses contemporains. Thucydide ne dit point de cette épidémie morale ce qu'il dit de l'épidémie de peste, qu'il peut en parler comme un homme qui en fut lui-même atteint, mais il serait étrangement contraire à toute vraisemblance qu'il en fût resté indemne. Il n'a pas toujours regardé les événements et les hommes de son œil purement lumineux d'historien, et de l'ombre de son platane, à Skaptè-Hylè. Il ne serait d'ailleurs pas raisonnable de tirer de Thucydide une leçon de pur pessimisme et de ne voir dans la nature humaine que l'éternelle pâture de telles maladies. Leur connaissance n'est pas stérile et leur description nous permet de nous prémunir contre elles. Nous pouvons le faire de deux manières qui ne se contredisent pas, l'une individuelle : nous donner par l'exercice de la pensée une âme robuste sur laquelle ces maladies ne mordent pas facilement ; l'autre sociale : plus difficile, créer une hygiène générale qui les empêche de se répandre ou qui limite leurs ravages. Si le livre de Thucydide n'eût pu absolument servir ni à l'un ni à l'autre de ces remèdes, il ne l'en eût pas moins écrit, poussé par les seuls besoins et les seules lois de l'intelligence artiste, et nous eussions pu répéter aujourd'hui à son sujet la phrase de Condorcet : « Le marin qu'une juste observation de la longitude préserve du naufrage doit la vie à des calculs qui furent faits deux mille ans auparavant par des hommes qu'animait une pure curiosité de l'esprit ». Mais Thucydide ne pense pas exécuter une description stérile, il prétend que ses écrits « donnent une connaissance claire du passé, et aussi de l'avenir dans la mesure où les lois de la nature humaine y ramènent les figures du passé » (1-22).

Un instinct conscient d'artiste lui a fait placer à la suite du récit des massacres de Corcyre le tableau de la transformation des idées et des mœurs telle qu'elle s'accomplit par le développement de la durée vivante et de l'être même d'une grande guerre. C'est de Corcyre que naît l'embrasement général comme il est né en 1914 des Balkans. Corcyre s'effondre la première dans son propre brasier, image insulaire, complète et réduite, de celui ou s'abîmera la Grèce épuisée : la troisième puissance maritime de la Grèce avant la guerre, sa prospérité commerciale disparaît avec le massacre de l'aristocratie commerçante par la plèbe maritime qu'appuient les Athéniens, et elle devient une barque passive à la remorque d'Athènes. Elle écrit en ces lettres de feu et de sang la destinée de la Grèce, comme les Balkans ont peut-être écrit d'avance la destinée d'une Europe balkanisée.

* * *

« De là, pour les Etats, une foule de calamités, celles mêmes qui se produiront et qui dureront toujours tant que la nature humaine subsistera (ἕως ἄν ἡ αὐτὴ φύσις ἀνθρώπων ᾖ) : calamités qui peuvent d'ailleurs être aggravées ou tempérées selon les circonstances. Durant la paix et quand tout va bien, Etats et particuliers ont un meilleur esprit, n'étant pas sous le joug de nécessités inéluctables ; mais la guerre, qui détruit le bien-être de chaque jour, est un maître violent, et conforme aux événements qu'elle provoque les passions de la multitude...

« On changea pour les adopter à cette façon d'agir le sens ordinaire des mots. L'audace irraisonnée passa pour courage à soutenir ses amis; la circonspection réfléchie pour une lâcheté déguisée; la modération pour le prétexte qu'allègue la mollesse; l'intelligence qui tient compte de tout pour une indécision que l'on porte en tout » (III-82).

Le tableau continue, pressé, abstrait, antithétique, avec des oppositions à la Gorgias, avec le souci grave et tendu de rendre visible par la densité du style le tragique des révolutions morales et les tournants du cœur humain. Il se résume en un mot : l'effondrement des cadres moraux et sociaux sous les puissances d'une guerre totale. Dans une société ancienne, où se sont opérés le tassement et la consolidation naturelle du temps, tous ces cadres se tiennent, et leur opposition de surface a moins d'importance que la solidité de leur charpente intérieure. La société qui réunit dans une cité un parti à un parti, dans un organisme maritime une colonie à sa métropole, dans une

Grèce ou une Europe, une cité à une cité ou une puissance à une puissance, et enfin dans cet ensemble qu'est aujourd'hui le globe terrestre ceinturé de communications et d'échanges un Etat à un Etat, une race à une race, un continent à un continent, cette société, ces sociétés ne se comportent pas autrement que la société la plus élémentaire, celle d'une famille, ou, plus élémentaire encore, celle de l'homme et de la femme unis pour passer ensemble la dernière moitié d'une vie humaine. Les chutes du Niagara tombent par les mêmes lois qu'une goutte de pluie. Quelles que soient dans une famille la profondeur des dissentiments et l'âpreté des querelles, cette famille est une réalité naturelle qui implique des liens naturels et qui venge toute rupture définitive par une sanction naturelle. L'intelligence substantielle et vraie se confond alors ici avec une indulgence et une bonne volonté raisonnées. Comme notre optique individuelle, notre tempérament individuel, nos passions individuelles vont d'un poids presque irrésistible à l'encontre de cette indulgence, de cette intelligence, de ce sens des ensembles et des sociétés, on reconnaît généralement ces lois naturelles trop tard, alors que gisent aux pieds de l'homme ou de la femme, par leur faute, les fragments d'une vie malheureuse ou brisée. Mais s'il est parfois trop tard pour agir, ou pour se retenir d'agir, il n'est jamais trop tard pour comprendre, et l'intelligence contient peut-être tous les esprits épurés de l'action. M. Bourget a écrit sur cette loi intérieure de la famille son récit du *Justicier*. Et le *Justicier* nous invite par son rythme profond, sinon par la volonté de l'auteur, à propager jusqu'à l'ensemble de la société humaine, comme les cercles concentriques sur l'eau, la leçon qu'il implique.

* * *

Et pourtant n'oublions pas que nous ne tenons là qu'une partie de la vérité. Nous ne vivons pas dans un univers simple, mais probablement dans un *pluratistic universe* à la William James; toute poussée logique qui prétend suivre indéfiniment une même piste conduit à une impasse, mais une pensée libre se sent à chaque instant à un carrefour.

Si la société élémentaire est une dualité, le dualisme est impliqué dans toute société, un dualisme d'autant plus irréductible, une fissure d'autant plus béante que cette société est plus complexe. Et cette fissure ressemble à une matrice, la guerre engendre la vie. Il y a aussi un rapport profond de société entre deux ennemis, dans l'instant où ils sont ennemis et dans l'acte qui les fait ennemis. Le lien est peut-être plus fort entre Dalila et Samson qu'entre Eva et le poète de la *Maison du Berger*. Que serait la Lorraine de M. Barrès sans ce qu'il appelle « les magnifiques luttes rhénanes » ? Que serait l'Espagne sans la reconquête sur les Maures, le Français sans la bataille contre l'Anglais ou le Germain, l'Anglais sans sa guerre avec le continent, l'Allemand sans sa double bataille avec les Latins et les Slaves ? Et si la France, ce sont les *Deux France* dont M. Seippel a fait l'ingénieuse psychologie, l'Angleterre n'est ce pas les deux Angleterre, l'Allemagne les deux Allemagne et la Russie les deux Russie, et la Suisse de M. Seippel les deux Suisse ? La vraie nature de ces cristaux nous reste inconnue tant que nous n'avons pas discerné leur plan de clivage. Au fronton occidental du Parthénon les Athéniens voyaient vraiment le centre essentiel, la cellule-mère de leur cité : cette violente rupture, cette dissonance superbe qui occupe le centre du fronton et sa plus grande dimension, Poséidon rejeté en arrière par l'impétuosité à la fois de la dispute avec Athéna et du coup formidable de son trident, Athéna qui se recule pour descendre de son char avec le don de l'olivier. Nous n'en avons conservé que le torse de Poséidon et ne connaissons l'ensemble que par le dessin dit de Carrey, mais ce dessin suffit pour nous rendre présente l'idée du sculpteur, l'idée même d'Athènes : au centre du triangle, ce vide occupé par une *aura* surnaturelle, par l'antagonisme des deux divinités attiques, par ce dualisme et cette lutte fondamentaux, auxquels Rome avait donné une forme plus matérielle et plus lourde en les symbolisant dans le fratricide de Romulus.

Jamais ces deux points de vue ne se rejoindront complètement, et, si notre pensée est une cité logique, cette cité participe à ce dualisme nécessaire de toute cité, cette pensée à ce dualisme élémentaire de toute pensée dont les antinomies de Kant découvrent la racine. Tout au plus pouvons-nous croire, en embrassant d'un certain biais les deux idées, que, de même que la vie est l'ensemble des forces qui luttent contre la mort, tout organisme comportant une force centripète et une force centrifuge, ces forces lui demeurant toujours présentes, l'ordre y est fait d'une certaine prépondérance de la première, le progrès d'une certaine prédominance de la seconde, la mort par maladie de la destruction de la première et la mort par usure de la destruction de la seconde. Ce n'est pas encore par là que nous allons bien loin, que nous sortons du carrefour et de notre univers plural.

* * *

Tout peuple, toute cité portent en eux la guerre civile comme une maladie en puissance; il n'est guère d'état de santé qui ne soit peu éloigné des frontières de cette maladie, et souvent on peut se demander si elle ne ressemble pas à celle du génie comme Rousseau, Byron ou Poë, proie d'une lutte intérieure dans une nature déchirée, et qu'on dirait un détour désespéré de la nature qui cherche à atteindre un étage et une hauteur nouvelles. Il y a de cela dans les révolutions. Il y eut de cela en somme dans la guerre du Péloponèse qui accoucha la Grèce à des tragédies aussi puissantes, aussi pathétiques, aussi éternelles que celles qui produisent au soleil du théâtre les familles des Labdacides et des Atrides.

Ces tragédies, nous les regardons aujourd'hui de la hauteur et du recul où nous sommes placés. Hérodote, avec son imagination religieuse et dramatique, savait les voir dans la grande guerre qu'il racontait. La pensée lucide et sérieuse de Thucydide ne conçoit pas l'histoire sous cet aspect. Il se refuse à l'idéaliser. Il l'a suivie de trop près, reconnue trop mêlée aux basses passions ; il a assisté à sa naissance quand elle était couverte des choses glaireuses et sanglantes dans lesquelles l'enfant paraît à la lumière et que les événements de Corcyre l'aident à symboliser.

Thucydide a vu et raconté la guerre civile de la Grèce, réfractée et multipliée dans chaque cité par la guerre civile des partis et dans les familles mêmes par la guerre qui dresse l'une contre l'autre deux générations. Les guerres médiques, la solidarité créée par l'invasion du barbare, avaient fait de la Grèce entière une même cité. Autour de Dodone, d'Olympie et de Delphes, elle se connaissait depuis des siècles habitée par les mêmes dieux, les mêmes hommes, et bruissante de la même langue. Devant la menace de Xerxès elle s'était sentie exposée au même danger. Mais à l'heure même de Salamine, entre Thémistocle et Eurybiade, le divorce de la ville de bois et de la ville de maisons, germe de la guerre du Péloponèse, s'affirmait déjà comme un motif secondaire que ne peut réussir à couvrir le motif principal, et qui, devenu principal, s'efforcera à son tour de le couvrir.

Si ce tableau des passions excitées dans les cœurs par une guerre générale, véritable pivot moral de l'histoire de Thucydide, est placé à la suite du récit des massacres de Corcyre, c'est donc peut-être que, par un instinct d'artiste et d'historien, il a vu dans ces massacres, dans cette histoire de luttes atroces, une sorte d'ouverture où se retrouvent, non pas idéalisés, mais ramenés à leur poids et à leur brutalité naturels tous les événements de la guerre qu'il raconte. Les voyages d'Ulysse s'étaient fermés sur Corcyre comme sur le moment de détente et de repos où une destinée orageuse s'apaise : l'île d'Alcinoüs l'avait recueilli, habillé, parfumé par les mains de Nausicaa et de ses belles servantes, afin que ses dix ans d'aventures et de labeurs ne fussent plus qu'un long et nombreux récit, par une nuit tiède, à la table d'un roi bienveillant comme un père et magnifique comme un dieu ; elle l'avait transmis, endormi, par une nuit légère, à l'Ithaque du retour. Elle apparaissait dans l'imagination homérique comme la lointaine porte d'or, ouverte vers la Grèce, et en deçà de laquelle s'étend le monde des monstres, des tempêtes, des enchanteresses, des Cyclopes, du barbare et du démesuré. Cette fois, au seuil de la guerre où les cités et la race grecques s'abîmeront, Corcyre met une porte de sang et de feu.

Thucydide fait partir des troubles de Corcyre la subversion morale de la Grèce, mais les troubles de Corcyre tels qu'il les décrit ne ressemblent pas à ceux que leur contre-coup provoqua dans le reste de la Grèce. La guerre du Péloponèse présente à ses débuts, dans Corcyre, un tableau analogue à celui que la grande guerre nous présente, à sa fin, dans la Russie bolchéviste. Les deux portes sont pareilles ; mais on entre par l'une et on sort par l'autre. A ces confins du monde grec, il y a probablement une populace plus grossière qu'ailleurs, mâtinée abondamment des barbares de la côte qui étaient, au temps d'Homère, les plus cruels de tous les hommes. Cette populace est gouvernée par une aristocratie qui la mène durement. Le conflit entre ces chefs et ce peuple, l'intervention de Corinthe et celle d'Athènes, créent comme en Russie l'état aigu de guerre étrangère, dans la fièvre duquel pourront éclater les puissances comprimées de révolte et de vengeance. Le tableau de Thucydide s'applique trait pour trait aux causes, à l'explosion et aux suites du bolchévisme russe. « On y commit tous les excès qu'on peut attendre d'un peuple longtemps gouverné avec plus de hauteur que de sagesse et qui trouve l'occasion de se venger ; toutes les violences suggérées par le désir d'échapper brusquement à une longue misère en s'emparant du bien d'autrui ; enfin toutes les cruautés, toutes les barbaries naturelles à des gens qui n'ont pas l'ambition pour mobile, mais qui, poussés par un sentiment aveugle d'égalité, s'acharnent impitoyablement sur leurs rivaux. [1]» (III-85.)

Thucydide marque bien ici ce qui distingue des vrais Hellènes ces demi-barbares, mal hellénisés. Et la distinction est sans doute analogue entre l'occidental, Français ou Allemand, et le moujik moitié asiatique de la Moscovie. Ceux-ci sont poussés par un sentiment aveugle d'égalité, ceux-là ont pour mobile l'ambition de s'élever au-dessus des autres. Même dans des révolutions en apparence semblables le barbare et le civilisé se distinguent : le barbare conçoit la révolution comme l'acte propre de la barbarie qui est de détruire ce qui le dépasse, et, simplement, de détruire ; le civilisé la conçoit malgré tout comme un acte de civilisation qui est, pour lui, de se construire lui-même au-dessus d'autrui, et, simplement, de construire. L'instinct d'égalité chez l'un, l'instinct d'ambition chez l'autre peuvent se ressembler momentanément dans leurs effets; ils ne se ressemblent pas durablement par leurs effets. Chez les civilisés la révolution, en déchaînant les ambitions, c'est-à-dire des puissances constructrices, aboutit à de la construction, produit ses conventionnels et son Bonaparte. Et, comme la barbarie est toujours un état provisoire, il se peut aussi que la révolution russe arrive à cet état constructeur. En Grèce, cette destruction apparente d'hommes qu'est la guerre du Péloponèse s'achève par une construction étonnante et imprévue : celle de ces grands types d'aventuriers cosmopolites, d'artistes raffinés, de philosophes solitaires qui, d'Alcibiade à Démétrius Poliorcète, d'Alcamène à Scopas, de Socrate à Aristote et à Pyrrhon, vont lever sur la Grèce tant de visages nouveaux de l'homme.

---

[1] Le texte est dans certains détails tellement obscur que je me sens à peu près incapable de le traduire comme je fais ailleurs : j'emprunte ici la traduction de Bétant qui s'attache au sens général. Arnold (dont j'ai toujours l'édition sous les yeux en rédigeant ces notes un peu anciennes) croit à une interprétation, à une imitation de Thucydide par un autre écrivain qui aurait voulu pousser à la caricature sa manière elliptique et ses anacoluthes, et il opine pour un chrétien de l'époque byzantine. Les raisons philologiques qu'il en donne sont peu concluantes ; le rythme de la pensée paraît bien authentiquement du pur Thucydide, bousculé et ravaudé çà et là par les copistes, et la psychologie d'une révolution faite par la populace y est prise, dans sa profondeur et ses dessous, avec le même génie schématique qui éclate dans les chapitres précédents.

La psychologie des sentiments soulevés par une guerre générale entre peuples de même culture n'a pas bougé beaucoup depuis Thucydide. Si nous ramenons ces trois paragraphes nus et forts de son histoire à un schéma plus essentiel encore, à une géométrie plus sèche, nous y discernons, tels que nous les retrouvons aujourd'hui, un certain nombre de sentiments simples.

Il est d'abord un fait matériel qui explique en grande partie sinon cette transformation des idées et des sentiments, du moins la rapidité de la pente sur laquelle elle s'accentue et se précipite. C'est la vie de misère et de périls, dont on prend si vite son parti pendant la guerre, mais qui si vite aussi transforme un homme et transporte son moral sur un registre nouveau. La guerre, non seulement au soldat mais au citoyen, enlève la plénitude coutumière de vie continuée, elle le fait naître à une autre durée. La paix implique, encourage, récompense l'effort prolongé, identique à lui-même dans le temps, et toutes les continuités régulières, celle de l'individu, celle de la famille, celle de la cité. La guerre nécessité une vie par explosions brusques, de grands efforts locaux et momentanés — être le plus fort à un moment donné sur un point donné, — et l'insécurité du lendemain met dans le moment présent un caractère d'importance et d'intensité uniques. Dans les anciennes guerres de mercenaires et d'armées de métier, la haine du soldat pour le paysan s'expliquait en partie par l'hostilité de deux natures qui conçoivent et sentent différemment la durée humaine, l'un qui développe sans hâte un effort suivi, l'autre qui vit, ne produit et ne consomme qu'en grands élans instantanés. Certains détours, certaines conditions historiques et militaires peuvent d'ailleurs rapprocher les deux états et communiquer à l'un les qualités de l'autre. La constance étonnante dans l'effort qui a marqué les soldats de la grande guerre tient en partie à ce que ces civils rapidement militarisés étaient engagés encore jusqu'aux reins dans la nature terrienne et la condition paysanne : les tranchées, ce fut le champ en profondeur. Inversement les Lacédémoniens s'efforçaient, par leur éducation militaire, de donner dès l'état de paix aux enfants les habitudes de la guerre, et sacrifiaient, quand il s'agissait du vol et du système D, la moralité civile à la moralité militaire. J'ai vu cette idée spartiate retrouvée spontanément par un poilu de mon escouade, le débrouillard Panurge, sur le torse de qui je regardais avec un silence éloquent et sarcastique un gilet qui m'appartenait — le fameux gilet du territorial — et que j'avais cherché vainement quelques jours auparavant. Panurge me rétorqua : « T'as des galons, t'es mon cabot, c'est pour m'apprendre à être assassin. C'est pas commode pour un honnête homme. Alors, tu comprends, je me fais la main en me mettant voleur. » Je fis observer à Panurge, selon la pure tradition lacédémonienne, que le premier article du système D était de ne pas se laisser prendre.

La guerre, qui πρὸς τὰ παρόντα τάς ὀργὰς τῶν πολλῶν ὁμοιοῖ et qui donne à la vie ce caractère d'explosion momentanée — nullement incompatible d'ailleurs avec les longs desseins de l'intelligence politique et de la direction militaire qui jouent sur un autre registre — confère nécessairement la primauté aux instincts violents et brutaux, au θυμός ; ce qui est énergie et audace, même sous les formes les plus sauvages, passe dans la catégorie du bien, dès qu'il est affecté de l'exposant de l'intérêt public. Et le phénomène sémantique indiqué par Thucydide indique en effet, comme une aiguille, ces changements de pression à l'intérieur de la machine. Son tableau de la vie des cités pendant la guerre peut se transporter aussi bien dans l'Italie du XVe siècle que dans l'Europe des guerres révolutionnaires et impériales et celle de la grande guerre.

* * *

Τὸ πρὸς ἅπαν ξυνετὸν ἐπὶ πᾶν ἀργον. — Peut-être Thucydide ici songe-t-il à lui-même. L'intelligence pratique, aiguë, subtile, débrouillarde est évidemment pour un temps de guerre une valeur. Mais une certaine intelligence lente, calculatrice et froide, sœur de l'intelligence contemplative comme Marthe l'est de Marie, et transportant dans l'action quelques-uns de ses traits, est considérée parfois comme un obstacle à l'action même et à ce goût du risque qui fait corps avec l'âme guerrière. L'expérience nous montre d'ailleurs que ces changements dans le sens des mots correspondent bien à des changements dans la nature des choses. La lenteur prudente, la modération, la grande intelligence ont coïncidé assez souvent, à des moments tragiques, avec une grande inertie, la plus dangereuse inertie. C'est le cas célèbre et typique de Cicéron. Exactement par ces qualités, Nicias perdit en Sicile la fortune d'Athènes, qu'Alcibiade, représentant des valeurs nouvelles comme le τόλμα ἀλόγιστος, eût probablement fait triompher. On reconnaît que Trochu, avec les mêmes qualités que Nicias, tient mal sa place, en 1870. Grouchy a agi évidemment à Waterloo avec plus de lenteur prudente, et Desaix à Marengo avec plus d'audace irréfléchie. Il ne serait pas invraisemblable que la μέλλησις προμηθής eût, à Amphipolis, fait perdre par Thucydide les douze ou vingt-quatre heures qui allaient compter si fort dans la vie de Brasidas et dans la sienne. Durant la grande guerre, l'expérience et la circonspection d'un Ribot, d'un Briand, d'un Painlevé ont été beaucoup moins à leur place que l'audace, le θυμός, nourri dans les discordes civiles et les haines privées, d'un Clemenceau. Cette audace ne reste d'ailleurs utile que jointe à une juste estimation des ressources qui la permettent.

N'oublions pas que les Etats de l'Europe propre, pendant la grande guerre, ont gardé, par l'ancienneté, la compacité, le ciment romain de leur organisation, une solidité et un équilibre que ne comportaient pas, sauf à Lacédémone, les mobiles, ardentes et fragiles cités grecques. Quant Thucydide écrit : « Ceux qui étaient les moins capables de pensée n'en avaient que plus de force. Sachant leur nullité et l'intelligence de leurs adversaires, ils avaient peur d'être vaincus par leurs discours ou par les artifices de leur esprit, et se portaient hardiment à l'action ; tandis que les autres, persuadés qu'ils sauraient toujours prévoir à temps, et qu'il n'était pas besoin d'agir là ou il suffirait de penser, demeuraient découverts et succombaient. » (14-83.) Ce passage ne pourrait même pas s'appliquer à Athènes. Le seul Athénien auquel on pourrait imaginer que Thucydide ait pensé serait Cléon. Et ce n'est pas invraisemblable. Cependant il n'aurait pas mis dans la bouche de Cléon des discours artificieux et subtils, si Cléon n'avait été en effet un remarquable orateur. Et il n'y a pas d'exemple que sans l'art de la parole quelqu'un ait pu exercer à Athènes une influence publique. Ainsi les Athéniens étaient préservés de ce dernier excès par leur goût du raisonnement et les Lacédémoniens par la solidité de leur institution. Mais dans les petites cités, particulièrement celles du Nord, et sans doute aussi à Argos au temps du scytalisme, cette figure ochlocratique devait donner un des visages naturels de l'état de guerre. La phrase de Thucydide s'applique assez à l'aventure des Girondins devant Henriot et la Commune au 31 mai. Elle s'applique mieux encore à celle de Kerenski et donne une excellente psychologie du bolchévisme.

Si la brutalité est une force, la ruse en est une autre, et toutes deux, bien qu'ennemies, comme Renart et Isengrin, vont ensemble. La guerre du Péloponèse est, comme toutes les guerres, une école de ruse, et, comme au XV^e^ siècle italien dans la *virtu*, la dissimulation prend place dans les valeurs à cultiver. L'esprit grec n'avait d'ailleurs pas beaucoup de chemin à faire pour se porter allègrement de ce côté. Nous sommes au pays d'Ulysse et de Thémistocle. Alcibiade trébuche dans les tromperies où il est passé maître. Sparte, qui se faisait d'abord honneur de ne pas recourir à ces procédés, produit, par la nécessité même de la guerre, un Lysandre qui estime qu'à la peau du vieux lion lacédémonien tel que Léonidas et Brasidas, il sied maintenant de coudre celle du renard.

* * *

Selon Thucydide, le souci du bien public disparaît et il est remplacé par les intérêts de parti. Quelle que fût leur étiquette politique, les chefs de parti, « sous le prétexte du bien public ne travaillaient qu'à se supplanter ».

Le schématisme de Thucydide est vrai, à condition d'être replacé dans la vie et mis au point par elle. En temps de guerre comme en temps de paix, l'union sacrée ne saurait constituer qu'un état de tension précaire et que toutes les forces de la politique attaquent pour le desserrer. Les discussions intérieures étaient très fortes au temps d'Aristide et de Thémistocle. On sut néanmoins y surseoir pour sauver la patrie. Au temps de Périclès et jusqu'à l'expédition de Sicile, ces luttes civiles sont loin d'obscurcir le souci de l'intérêt public. Il ne faut pas calomnier à l'excès la nature humaine chez l'animal politique. A travers l'inévitable contamination des passions humaines, il y eut vraiment dans l'Athènes de cette époque comme au temps de la Révolution Française, dans les pires discordes civiles, selon le mot d'Aristide à Salamine, un combat à qui rendrait le plus de services à la patrie. Les préparatifs de l'expédition de Sicile, l'utilisation parallèle d'Alcibiade, de Nicias, de Lamachos, témoignent d'un reste de cet esprit. Il semble que le changement, en grande partie réel, que condensent les formules de Thucydide, se soit produit à Athènes après cette *aura*, ce moment de trouble étrange, de doute tournant sur lui-même et d'horreur sacrée qui suivit la mutilation des Hermès. On crut reconnaître qu'Alcibiade, en faisant décider et en conduisant, sous couleur de l'intérêt athénien, l'expédition de Sicile, ne cherchait qu'à établir sa propre tyrannie. Et l'histoire intérieure d'Athènes est toute occupée à partir de ce moment par des conspirations et des intrigues : il semble qu'elle soit comme monnayée à l'image du génie d'Alcibiade. C'est pourtant dans cette série orageuse d'ambitions rivales et de conspirations que les Athéniens rencontrent le meilleur gouvernement qu'ils aient, de l'aveu de Thucydide, possédé, celui des Cinq Mille. Mais Thucydide songe surtout à ces cités où les deux partis se déchirent, s'exilent alternativement, entrent dans l'alliance d'Athènes ou dans celle de Lacédémone selon que le parti de l'aristocratie ou celui de l'oligarchie y domine. Le premier soin du parti abattu un moment et relevé par l'aide de l'une ou de l'autre ligue est naturellement de se venger. De là des tableaux comme ceux qu'Aristote retiendra dans sa *Politique*.

L'occupation d'une cité par l'un ou l'autre des deux grands adversaires y faisait naître automatiquement une explosion de proscriptions et de vengeances. Ce fut le cas d'Athènes elle-même lorsqu'elle eût été occupée par les Lacédémoniens et que le gouvernement des Trente y eût été installé. L'occupation étrangère, même dans un village, donne aux poisons des discordes intérieures une virulence nouvelle. On a su par les débats devant les conseils de guerre, après la paix, dans les affaires de dénonciations, comment les haines locales avaient parfois utilisé l'occupation allemande. J'ai vu pendant la guerre, en Alsace reconquise, des haines pareilles employées à faire expédier des ennemis privés dans des camps de concentration français. Elargissez ces villages à la dimension de cités grecques (ce n'est pas les élargir beaucoup), supposez l'occupation alternative par les Français et par les Allemands, les dénonciations également alternatives des deux partis ; supposez, avec des mœurs plus impitoyables, des camps de concentration sur place, remplis et vidés selon les méthodes de septembre 1792, vous aurez à peu près cette Grèce de Thucydide *and after*, telle qu'elle est comprise à peu près entre les massacres de Corcyre et le retour pacificateur de Thrasybule.

C'est dire que peu à peu les intérêts de parti envahissent et supplantent les autres intérêts. « Les divisions régnant partout, les démocrates appelaient les Athéniens, les oligarques les Lacédémoniens. » M. Sembat a défini la République le régime qui fait prédominer le souci des luttes intérieures sur celui des luttes extérieures. Les cités grecques sont de vraies républiques. On y est aristocrate ou démocrate d'abord. Evidemment Sparte fait une exception. Son étonnante constitution, la nécessité où les Spartiates ont toujours été de se serrer par une mobilisation continuelle sur le sol asservi et hostile où ils sont campés, la discipline morale dans laquelle ils sont élevés dès l'enfance, tout cela coupe la racine aux tentations naturelles de luttes intérieures. Le seul danger viendrait de la politique personnelle des rois: mais d'abord ils sont deux, précieuse garantie, et ensuite les éphores réussiront toujours, comme le conseil des Dix, à abattre ou à rendre impuissant le roi qui prétendra s'écarter par ambition per» sonnelle de la coutume des ancêtres. A Athènes, où ces conditions ne sont pas réalisées, les choses ne laissent point de se passer trop souvent selon la formule de Thucydide. Il y eut toujours dans l'aristocratie un parti laconisant, qui allait de pacifistes pondérés, patriotes, incapables d'une trahison, comme Nicias, à de jeunes oligarques dévorés d'ambition dont l'idéal était bien de devenir les maîtres d'Athènes, sous la protection d'une garnison lacédémonienne à l'Acropole. Ces oligarques, peu difficiles sur le choix des moyens et sur le passé des hommes qui pouvaient les servir, gagnèrent peut-être Alcibiade avant l'expédition de Sicile. Thucydide n'étant pas parvenu à élucider l'affaire de la mutilation des Hermès et celle de la profanation des mystères, personne n'y arrivera jamais. Mais du moins nous donne-t-il le résultat de l'enquête officielle, qui impliquait Alcibiade dans la seconde affaire, et rattachait l'une et l'autre à un complot contre la démocratie. Bien plus, Alcibiade est soupçonné d'intelligence avec les Lacédémoniens. Pendant l'enquête agitée que mènent les Athéniens et pendant qu'Alcibiade conduit heureusement en Sicile les intrigues et les opérations, un corps lacédémonien s'avance jusqu'à l'isthme dans des conditions mystérieuses qui font croire aux Athéniens qu'il y a chez eux un complot pour livrer la ville à l'ennemi (VI-41).

Thucydide rapporte ces terreurs et ces bruits sans y ajouter foi, sans non plus les déclarer faux : il voit la chose obscure, et, placé à cette hauteur où collaborent les esprits purs de la science et de l'art, il la peint comme un Montaigne se peint, dans cette obscurité même. Remarquons cependant que, décrété d'accusation, Alcibiade passe à Sparte, « sur l'invitation des Lacédémoniens, et muni d'un sauf-conduit, car il les craignait à cause de l'affaire de Mantinée » VI-88).

Alcibiade n'aurait pas eu ces inquiétudes s'il eût été vraiment depuis longtemps de connivence avec les Lacédémoniens. Mais puisque les Lacédémoniens le pressent de venir à eux, lui accordent un sauf-conduit, malgré les tours qu'il leur a joués et le mal qu'il leur a fait, ne semble-t-il qu'il faille croire que les laconisants authentiques, les défaitistes oligarques d'Athènes, dont le procès des mystères avait fait retrouver la piste obscure, eussent présenté Alcibiade aux Lacédémoniens comme un homme qui, animé avant tout d'ambition forcenée et de pouvoir personnel, décidé à ramasser ce pouvoir partout, fût-ce dans la ruine de sa patrie, serait l'homme tout indiqué pour gouverner contre la démocratie et fonder ce régime oligarchique vers lequel, plus fort chaque jour que ses traditions d'Alcméonide, le portait son génie ? En tenant ce langage ils n'eussent rien avancé que de rigoureusement vrai, comme le prouva Alcibiade lui-même.

Cette affaire de trahison, qui au moment le plus aigu de la guerre naît des mœurs et de l'esprit politique propres à une démocratie, elle nous figure — et il ne faut pas s'en étonner — les affaires de trahison écloses pendant la grande guerre dans une autre démocratie. M. Caillaux n'eut jamais cette souplesse heureuse d'intrigue, cette audace géniale, cette santé débordante et effrontée qui caractérise l'ambition d'Alcibiade. Il a joué en partie, il aurait pu jouer en plus grande partie, les circonstances l'aidant, un rôle analogue. Pas plus qu'Alcibiade avant sa désertion à Sparte, il ne semble avoir commis d'acte propre de trahison. Seulement ceux qui, dans l'intérêt de leurs jouissances ou de leur ambition personnelle, souhaitaient et favorisaient par des trahisons proprement dites la victoire de l'ennemi, considéraient M. Caillaux comme leur chef éventuel et l'homme d'état qui, désigné pour prendre le pouvoir en cas de victoire allemande, serait appelé à satisfaire leur avidité et leurs haines politiques. C'est sans qu'il le sût qu'on tirait sur lui une lettre de change, mais en se réservant de la présenter à un moment où il ne la protesterait pas. S'il ne connaissait pas officiellement l'existence de cette lettre de change, ses ennemis politiques et des patriotes la pressentaient ou la connaissaient. De là, en France, au début du ministère Clemenceau, un état d'esprit analogue à celui qui règne à Athènes lorsque les affaires des Hermès et des mystères mettent sur la piste de la trahison, des complots et de l'intelligence avec l'ennemi. Heureusement l'analogie s'arrête là, car M. Caillaux ne commandait pas d'armée. Mais l'histoire de la démocratie révolutionnaire vient ici relayer l'histoire de la démocratie républicaine. Les commissaires de la *Salaminienne* ressemblent aux trois commissaires de la Convention qui se rendent en 1793, pour arrêter le vainqueur de Valmy, à l'armée de Dumouriez, et qui, plus malheureux que leurs collègues athéniens, sont livrés par lui aux Autrichiens.

Ne voyons pas là des ressemblances fortuites, mais la mise en présence, pendant les grandes guerres générales, des intérêts nationaux et des intérêts de faction dans un pays divisé, labouré de haines politiques. Un ambitieux, un intrigant, un chef de parti est sans cesse exposé à la tentation de préférer la victoire de son parti à celle de son pays, où à celle plus subtile de sauver dans la déroute de son pays les intérêts de son parti : déroute d'abord considérée comme possible, puis escomptée comme probable, puis désirée comme avantageuse.

La discipline intérieure des partis suit alors en Grèce les mêmes méthodes que nous lui voyons employer aujourd'hui. Elle tend à se fortifier par des associations secrètes et à mettre au-dessus de toute qualité une certaine forme d'honneur, la fidélité à un clan.

L'obscurité répandue sur les affaires des Hermès et des mystères tient à ce qu'elles se relient probablement aux conjurations de sociétés secrètes. C'est à Athènes l'époque des hétairies. Elles portent la marque de toutes les associations de jeunes gens, qui s'en prennent volontiers aux monuments publics et aux institutions consacrées. Comme il est naturel que de telles associations soient républicaines sous la monarchie et monarchiques sous la république, elles sont oligarchiques dans une démocratie. Dans le discours d'Athenagoras, l'oligarchie est représentée comme l'opinion de la jeunesse, et ses railleries contre la démocratie, auxquelles les jeunes gens applaudissaient, firent de Socrate, en 399, une victime de la réaction démocratique. En réalité ces hétairies oligarchiques empoisonnent Athènes. Elles ne se contentent pas de casser le nez des Hermès et volontiers elles emploient l'assassinat. Et surtout leur acte est de trahir, puisque leur intérêt coïncide avec la dissolution de l'empire athénien, et, la domination d'Athènes étant dans toutes les villes liée à celle du parti démocratique, le triomphe de l'oligarchie la fait effondrer. Lorsque Pisandre s'efforce d'établir l'oligarchie dans les cités sujettes, celles-ci s'empressent d'y voir d'abord une occasion de secouer le joug athénien (VIII-64).

Ces hétairies forment les cadres de l'oligarchie comme les phratries formaient jadis ceux de l'aristocratie. Ce sont des groupes artificiels qui remplacent les groupes naturels que comporterait une aristocratie véritable. On peut les comparer aux sociétés de jacobins ou aux Compagnons de Jéhu, à la Congrégation ou à la maçonnerie. Elles naissent naturellement, dans la démocratie judiciaire d'Athènes, du besoin de s'entendre pour l'élection des stratèges, qui ne sont pas tirés au sort, et de se soutenir dans les procès. Au moment de la révolution aristocratique des Quatre-Cents, Pisandre « se mit en rapport avec toutes les associations qui s'étaient formées dans la ville pour les procès et les élections : il leur recommanda de se réunir et de concerter pour abolir la démocratie » (VIII-54), et les Quatre-Cents, une fois au pouvoir, s'empressent d'abord de procéder à l'exécution de leurs ennemis, puis d'envoyer un héraut à Décélie auprès du roi Agis « pour lui dire qu'ils étaient prêts à traiter, et qu'il aimerait sans doute mieux traiter avec eux qu'avec une démocratie qui ne méritait pas de confiance » (VIII-70). Et Décélie était le Noyon de l'Attique. Telle est la première démarche des oligarques athéniens, dès qu'ils ont réalisé leur Rubicon. Les oligarques ont seulement oublié que l'essentiel d'Athènes, c'est la ville de bois et que les thètes de la flotte, alors à Samos, servent de garde à la démocratie. Un véritable soviet de marins, d'intelligence avec Alcibiade, les renversera.

Ainsi la guerre produit à Athènes le contraire d'une union sacrée. Mais les unions sacrées ne sont, en pareil cas, que des périodes courtes de calme pendant lesquelles s'accumulent les nuées noires et de plus violents orages. Par une sorte de contamination ou d'endosmose, la tension de la guerre intérieure se règle sur celle de la guerre extérieure. Les guerres de la Révolution et de l'Empire ont laissé non seulement la France, mais tout coin de France divisé en deux camps, guelfes et gibelins, blancs et rouges, qui se maintiennent depuis cent ans. Dès le début un Tourangeau helléniste, Courier, en a vécu la vie injurieuse et, ce qui est mieux, en a fixé d'après l'histoire d'un village de vignerons, une physionomie vivante qui n'a guère changé. Et les nations sortent aujourd'hui de la guerre disposées à tout autre chose qu'aux baisers Lamourette.

L'état normal du temps de guerre fait de la neutralité un crime et ne tolère Dicéopolis que sur le théâtre. Mais précisément cet état de guerre se transporte tel quel dans cette guerre intérieure qu'engendre toujours plus ou moins la guerre extérieure. On reconnaît la tension des discordes intérieures à l'intolérance plus ou moins grande de l'opinion publique pour l'état de neutralité, que cette neutralité soit inspirée par le désir de rester sous sa treille, de soigner son vin et de se faire coiffer par Jeanneton d'un simple bonnet de coton, ou bien que la volupté de penser sur une hauteur des idées solitaires la nourrisse et l'exalte. Quand la Grèce est ébranlée en entier, c'est alors que « les citoyens qui n'adhéraient à aucun des deux partis succombaient, soit parce qu'ils ne luttaient pas, soit parce que leur sort excitait l'envie » (III-82). Au temps de l'affaire Dreyfus, celui qui n'appartenait ni à la Ligue des droits de l'homme ni à celle de la Patrie Française passait des deux côtés pour un égoïste tiède. Sous la Révolution, on était suspect non seulement quand on avait travaillé contre elle, mais quand on n'avait rien fait pour elle, et l'on trouverait la phrase de Thucydide développée inépuisablement dans la littérature jacobine.

⁂

Cette transformation des sentiments et des idées, analysée par Thucydide, dessine comme par une ligne intelligente et abstraite le grand tournant qui, plus peut-être que tout autre, fait de la guerre du Péloponèse et de la guerre de 1914 les espèces d'un même genre. L'esquisse de communauté hellénique née des guerres médiques s'effondre comme l'essai de communauté européenne né des traités de Vienne. Tout lien de culture ou d'origine, toute sympathie de tradition ou de croyance succombent devant la fureur de détruire un ennemi d'autant plus exécré qu'il vous ressemble davantage et qu'il peut remplir comme vous une place que vous n'entendez pas partager. Chez le subtil peuple de Grèce, cette logique impitoyable de la guerre était évidemment enveloppée dans la même rhétorique qui fait le même acte saint et sacré d'un côté de la bataille, criminel et infâme de l'autre côté. Les discours de Thucydide, épurés par son art et maintenus à un degré élevé de dignité littéraire, éliminent le plus possible cette éloquence facile qui devait manquer là-bas moins encore qu'en l'Europe d'aujourd'hui. Ils en retiennent les lignes logiques, la physionomie vivante, la passion réelle, les idées directrices, la musculature générale, de sorte que l'ensemble de ces discours ressemble à un album où ne manque aucune des attitudes de l'Athéna casquée ou du Doryphore, de la pensée instruite ou de l'homme armé pour de tels combats. Le jour où il a voulu aller plus loin encore dans cette voie, mettre la pensée de cette guerre en une lumière plus abstraite, atteindre une hyperbole de raccourci et de nu, exprimer, sous le dessèchement de toute communauté hellénique, ce fond rocheux de la pure violence, ce retour de Bia et de Kratos, il a composé le dialogue des Athéniens et des Méliens.

Evidemment on discerne là des influences littéraires. N'oublions pas que Thucydide écrit à l'époque où fleurit à Athènes le dialogue socratique, et qu'il a vu l'avantage de cette méthode par laquelle les raisons peuvent s'opposer une à une ou bien être alignées d'ensemble en les masses de deux discours suivis. Les Athéniens à Mélos emploient la nouvelle méthode dialectique comme on emploie l'armement ou la tactique du jour : « Laissez là les discours suivis, et examinez les questions au fur et à mesure qu'elles seront proposées. » Ces questions roulent, comme pendant notre guerre, sur le droit et la force, le juste et l'injuste. Mais les Athéniens les traitent avec une franchise à laquelle en notre temps on n'atteignit guère et qui ressemble à notre méthode comme la sculpture de nos places publiques rappelle celle du V^e^ siècle athénien.

A cette distance nous pouvons presque oublier que nous sommes en face d'un drame atroce, qui doit éveiller chez un homme normal des sentiments d'indignation ; et la forme abstraite que Thucydide donne à son dialogue indique que déjà il se dénudait assez l'âme pour vouloir l'oublier lui-même. Nous pouvons l'oublier nous aussi pour n'apercevoir que le poids d'airain et l'ombre inflexible d'une nécessité qui descend sur la mer par l'effet d'une force liée à l'ensemble d'une nature, ainsi que le soir y allonge l'ombre d'un promontoire. Curtius a parlé avec un sens géographique et historique parfait du caractère doux et bienveillant de la mer Egée. Mais à ce moment ce sont la même géographie et la même histoire qui donnent implacablement à la même mer Egée son caractère cruel et destructeur. La position de Mélos est telle que le trident de Neptune ne peut devenir sceptre à Athènes qu'en frappant d'abord Mélos. Une île dorienne, une île neutre dans la mer proche nommée du nom de son vieux roi, la « grande mer » qu'Athènes a pris à tâche de dominer, est détruite par la logique même de cette domination athénienne.

Cette raison de domination, les Athéniens l'exposent avec une inflexible lucidité : « L'ordre divin aussi bien que l'ordre humain implique une nécessité naturelle de vouloir dominer. »

Les Athéniens avouent que leur empire est fondé sur la crainte qu'ils inspirent à leurs tributaires : la neutralité de Mélos laisserait croire que cette neutralité est due à l'impuissance d'Athènes, et c'est une raison suffisante pour subjuguer l'île. La guerre en est à ce point que le respect de la neutralité d'un Etat n'est pas fondé sur un droit de cet Etat à demeurer neutre, mais sur l'avantage qu'ont les puissances belligérantes à respecter cette neutralité. Une telle logique de domination, dans cette guerre pour la mer, presse moins les Etats continentaux : dans le Péloponèse les cités d'Achaïe gardent facilement leur neutralité, ce qui est impossible à une île de la mer Egée. Tout ce que peut faire Athènes, c'est de raisonner avec les Méliens et d'essayer de les persuader. Les mêmes arguments ont pu être repris par le Directoire à l'égard des cantons suisses, par l'Angleterre en 1808 devant Copenhague, par l'Allemagne quand, en 1914, elle envahit la Belgique : « Vous ne vous laisserez pas mouvoir par ce sentiment de l'honneur qui, aux heures de dangers sans conteste et sans gloire, mène ordinairement les hommes à leur ruine..... Ne croyez pas déshonorant de céder à une grande république, qui vous fait des conditions modérées en vous demandant de devenir ses alliés et de payer le tribut pour vos terres. » (V-111.)

L'histoire est ici plus sombre que la fable. Le loup devant l'agneau, l'homme devant la couleuvre, restent tout de même au bout de leurs arguments et dans la lumière de leur injustice, et, après avoir tenté d'habiller la force par leurs raisons, doivent se résigner à l'employer nue. Mais, dans ce dialogue, les Athéniens gardent devant les Méliens, comme les Méliens devant les Athéniens, toutes leurs positions de raisonnement. Les deux « discours », comme ceux du juste et l'injuste dans les *Nuées*, s'équilibrent. Et puisque la fable est venue s'introduire dans ces propos, les deux destinées s'équilibrent aussi comme celle du rat et celle de la grenouille dans l'autre fable. L'épisode termine le livre V, dont les dernières lignes nous apprennent ceci :

« Les Athéniens mirent à mort tous les adultes de Mélos et réduisirent en esclavage les enfants et les femmes. » Alcibiade achètera même une captive de Mélos. Et le livre VI commence ainsi (je rappelle d'ailleurs que la division en livres a été faite postérieurement à Thucydide) : « Le même hiver, les Athéniens formèrent le projet de retourner en Sicile avec un plus grand armement que celui de Lachès et d'Eurymédon, pour la subjuguer si possible. »

Comprenons la juste froideur de Thucydide. Sachons, aux heures où il le faut, l'incorporer à notre intelligence. Mais ne la tenons pas pour un état dernier, pour un point d'arrivée de la Grèce, à un moment où toutes ses puissances se modèleraient sur la sécheresse dure de la destinée qui la conduit à sa ruine. Ce raisonnement des Athéniens, nous le retrouverons dans le *Gorgias* et la *République*, chez Calliclès et chez Adimante, et un grand athlète, Socrate, le rencontrera pour une lutte digne de lui et pour lui faire toucher terre. Et Mélos, ensevelie dans l'obscurité historique, brille pourtant sur les siècles par une double pointe, celle de ce dialogue tragique et celle du marbre aux bras coupés, l'Aphrodite qui enlevait par la seule persuasion de l'amour les armes d'Arès.

Ces pointes éternelles et fixes ne se dégagent que sur une Grèce effondrée et disjointe. Ce sont les forces de dissolution qui sont à l'œuvre et que Thucydide observe sur le corps hellénique, comme il a observé sur le sien la peste qui l'empoisonnait.

Les souvenirs de la guerre médique volent en éclats. La guerre du Péloponèse avait eu sa Mélos continentale, Platées. Les Béotiens et les Lacédémoniens sont alliés, et Platées, Bohême en miniature, est dans la chair béotienne une épine que les Lacédémoniens aident Thèbes à arracher. Les Athéniens à Mélos travaillent sur le modèle que leur ont donné les Lacédémoniens à Platées. Platées depuis le jour de la grande bataille contre les Mèdes, est, de par le serment qu'a prêté Pausanias, placée sous la garantie de tous les Grecs qui combattirent. Ces souvenirs héroïques ne pèsent point devant l'impitoyable nécessité d'une guerre que les hommes ne mènent pas, mais qui mène les hommes. Le roi de Sparte, Archidamos, est d'ailleurs un honnête homme, qui propose aux Platéens tous les expédients possibles et qui, triste de ces souvenirs, s'achemine avec répugnance à l'inévitable. Il faut que Platées soit extirpée du territoire béotien, et, après une défense héroïque, les Platéens restés dans la ville subissent le sort qui sera plus tard celui des Méliens. Les femmes deviennent esclaves et tous les hommes sont mis à mort. A Salamine les Eginètes avaient obtenu le prix de la bravoure. Mais, si Platées est une épine, Egine est une chassie dans l'œil du Pirée, et les Eginètes sont traqués, exterminés par les Athéniens. Ceux d'entre eux que Périclès avaient expulsés d'Egine et que les Lacédémoniens avaient installés à Thyrea en Cynurie sont eux-mêmes poursuivis et massacrés tous en haine de leur nom. Il ne reste aux Lacédémoniens et aux Athéniens qu'à mendier, en lui livrant des Grecs, l'alliance du grand roi, et ce pas est franchi dès la cinquième année de la guerre. Après le désastre de Sicile, il y a chez les alliés d'Athènes une révolte générale. Juste à ce moment les Péloponésiens ont une marine puissante. Il est donc naturel que le siège de la guerre se transporte en Ionie, où il s'agit, en détachant d'Athènes les Ioniens, de couper en deux l'empire athénien. Mais on ne peut les en détacher qu'en les attachant ailleurs, puisque les Péloponésiens n'auront jamais la force ni la volonté de les défendre contre les Perses. On les enlèvera à Athènes, avec l'alliance de Tissapherne, pour les donner à Tissapherne, les vendre aux Perses. Ainsi Sparte, qui avait commencé assez sincèrement la guerre pour affranchir les Grecs, est menée par la logique de cette guerre à prendre la tête du mouvement qui remet les Grecs dans l'esclavage. Le traité d'Antalcidas sera signé par un Spartiate, et il est possible qu'aux yeux des nouveaux Lacédémoniens le Pausanias muré dans le temple d'Athènes par sa propre mère apparaisse comme un précurseur méconnu et malheureux.

Tout conspire à disjoindre la Grèce, et tout aussi conspire à en composer une nouvelle. Cette dissolution apparente ne se fait pas dans un espace glacé, dans un infini où les mondes rayonnent de la chaleur et où se dissipe une énergie décroissante. Elle a lieu dans un monde fermé, où l'énergie que perd une idée révolue s'incorpore pour l'animer à une idée nouvelle, où l'hellénisme local glisse vers cet hellénisme humain que les grandes monarchies mettront au point, la conquête d'Alexandre, le gouvernement des Ptolémées et des Séleucides, l'empire de Rome. Il faut pour préparer ce brassage la terrible crise morale que Thucydide date des massacres de Corcyre. Mais l'histoire ne se répète pas et il serait bien vain et téméraire de voir dans la semblable crise morale déterminée aujourd'hui par la guerre l'amorce d'une fusion pareille. L'histoire, science du présent, ne permet de comprendre l'avenir que lorsqu'il est devenu du passé. C'est alors que pour le prophétiser, nous nous reculons vers un passé plus ancien, et cette prophétie continuelle du passé nous donne l'illusion qu'elle réussira encore, appliquée à l'avenir.

Tout au plus une transformation due à un changement purement quantitatif peut-elle se reproduire lorsque des quantités analogues croissent ou décroissent pareillement. Une Grèce nouvelle s'est d'une certaine façon répandue sur le monde, mais une certaine Grèce historique parfaitement définie, la Grèce de la cité, a été blessée à mort par une cause purement mécanique, qui est la perte d'hommes, l'extermination automatique des cités sous la guerre. Les neuf mille guerriers qui ont fondé la Sparte dorienne sont de plus en plus réduits, le temps n'est pas éloigné où il en restera trois cents et ce serait une belle chose que de restituer, comme Grainville fit du *Dernier homme*, ce dernier Spartiate, qui, au temps de Cymodocée et d'Eudore, a pu consciemment, amèrement, superbement exister. On imagine Chateaubriand, en 1806, évoquant sur les ruines de Sparte et enviant ce père inconnu. La population d'Athènes qui, au contraire de celle de Sparte, fut toujours mêlée, retrempée de sang allogène, ne se défait pas avec cette régularité sombre et belle de blocs qui se détachent, de citoyens qui forment les seuls murs de la cité et qui tombent un à un comme les pierres de ces murs. Mais rien ne peut compenser les énormes saignées que sont la grande peste, les désastres d'Egypte et de Sicile, les vingt-sept ans de guerre presque ininterrompue. La guerre du Péloponèse inaugure la maladie qui tuera le monde antique (la seule d'ailleurs qui puisse tuer vraiment un monde, un peuple, une cité), l'oliganthropie. Athènes et Sparte, qui périront par une oliganthropie successive, endureront peu à peu le sort qu'elles ont fait subir en bloc, en une de ces nuits d'horreur troyenne qui fut pour tout un peuple une nuit éternelle, à Mélos et à Egine, à Messène et à Platées. Successive ou subite, venue de la peste, de la longue guerre ou du massacre, l'oliganthropie n'est pas toujours incurable. Des peuples ont subi sans périr des saignées aussi cruelles. Il n'y a que l'espace d'une vie d'homme entre la France de Jeanne d'Arc, dépeuplée par la peste noire et la guerre, et la France de Louis XII débordante de population et de richesse, frémissante d'énergie inemployée. La guerre de Trente ans, en dévastant l'Allemagne, ne l'a point jetée dans une oliganthropie sans remède, et si un peuple dans l'histoire avait dû singulièrement périr de cette maladie, n'eût-ce pas été le peuple arménien, saigné aux quatre veines depuis les temps des Assyriens et réparant toujours la race par l'inlassable énergie de son sang ?

Mais peut-être faut-il, pour que l'oliganthropie soit mortelle, deux conditions, dont une seule était réalisée dans cette France, dans cette Allemagne, dans cette Arménie, mais dont nulle n'a manqué à la Grèce du III^e^ siècle qui précéde le Christ, ni à la Rome du III^e^ siècle qui le suit. Il faut qu'au dépeuplement imposé par la destinée se joigne le dépeuplement voulu par l'homme, qu'au dépeuplement qui fauche les générations vivantes se joigne celui qui refuse l'être à la poussée réparatrice, à la génération future. De sorte qu'il est rigoureusement vrai de dire qu'un peuple ne meurt que lorsqu'il le veut. La Grèce du III^e^ siècle, au moment même de sa plus grande oliganthropie, produit, avec les Praxitèle et les Scopas, les suprêmes sculpteurs de l'individu, les Epicure et les Zénon. Et ceux-là, en modelant la figure parfaite du sage, lui enseignent l'inutilité, la vanité, le danger d'une famille qui brouillerait les traits de la pure œuvre d'art. Et Rome s'affaisse de même quand une conspiration générale et tacite se forme pour éviter les mêmes charges. Le vide alors agit comme un appel d'air sur les masses extérieures, celles des Macédoniens et des Germains, qui s'y engouffrent et font tout écrouler. Les massacres de la grande guerre, les épidémies et la faim ont fait subir à l'Europe des pertes d'hommes relativement aussi considérables que celles qui épuisèrent la Grèce. A ces pertes d'hommes s'est ajoutée chez les survivants une perte d'énergie vitale. Et la perte d'hommes, la perte d'énergie sont suivies, ainsi que le corps par l'ombre, par des prodromes d'oliganthropie volontaire, une francisation (en un singulier sens) de l'Europe. Comme l'analogie porte alors sur des quantités mesurables, comme les causes des événements historiques envisagées ici sont quantitatives, les ressemblances peuvent être serrées de plus près, il est permis de conclure d'une époque à l'autre avec plus de vraisemblance, et de garder, en refermant Thucydide, certaine angoisse. Certes il serait bien aventureux, sur des indices peut-être temporaires et locaux, de croire à l'imminence générale de cette oliganthropie volontaire, d'accueillir les exemples grecs et romains plutôt qu'européens et chrétiens. Mais si par malheur ce revenant est en route, c'est un vieux rythme de la nature que l'histoire de l'antiquité nous aide à reconnaître et à classer.

Albert THIBAUDET.

(A suivre.)

LE PATRON

(Suite et fin[1])

XVIII

Avec précaution, comme s'il avait peur de se salir, le soleil de mars regardait dans les rues malpropres, recouvertes par l'ombre épaisse des vieilles maisons décrépites. Nous qui étions enfermés du matin au soir dans un sous-sol obscur, au centre de la ville, nous sentions l'approche du printemps par l'humidité sans cesse grandissante.

La dernière fenêtre de l'atelier laisse passer un rayon de soleil, pendant une vingtaine de minutes chaque après-midi ; le verre, tout irisé de vieillesse, reprend de la gaîté et de la beauté. Par l'ouverture du vasistas, en entend grincer les traîneaux sur les dalles dénudées de la chaussée ; tous les sons de la rue deviennent plus intenses et plus purs.

Dans l'atelier des craquelins, on chante sans s'arrêter. mais on n'est plus à l'unisson comme en hiver ; chacun fredonne à sa guise, en changeant d'air et de ton, comme s'il était difficile de trouver en cette. journée printanière une mélodie exprimant bien ce que l'âme ressent

« Tu m'as trompé si vite... »

chantonne le tzigane près du foyer, et Oulanof reprend avec expression:

« Tu m'as perdu à jamais... »

Et il s'interrompt brusquement pour dire sur le même timbre aigu :

— Encore une dizaine de jours, et on commencera à labourer, chez nous...

— Avant Pâques ?

— Pourquoi attendrait-on ?

— Puisqu'on peut, il est inutile d'attendre plus longtemps...

Ossip a fini de travailler la pâte ; le torse nu et luisant de sueur, il rattache ses cheveux épars avec un ruban de tille et regarde d'un air rêveur par la fenêtre.

Et sa voix sombre bourdonne doucement :

« Les pélerins du bon Dieu passent, passent.
« Les pélerins se taisent et ne me regardent pas. »

---

[1] Voir nos numéros d'août et de septembre.

Assis dans un coin, Artème raccommode des sacs ; il toussote et chantonne d'une voix féminine les vers de Sourikof qu'il a appris par cœur :

«Dans ton cercueil de planches,
Tu gîs, ô notre cher ami,
Tout livide et décharné.
Le suaire te recouvre jusqu'au cou.»

— Tfou ! — Kouzine crache à terre à l'adresse du chanteur. — Peut-on chanter des paroles pareilles, imbécile ! Ne vous ai-je pas dit cent fois, démons...

— Eh ! ma chère ! s'exclame le tzigane tout surexcité, en coupant la chanson. — Bientôt il fera bon vivre sur la terre !

Et il braille, en battant la mesure d'un pied agile :

«Une femme ivre vient par la rue,
Et elle rit de loin.
C'est bien celle qui fait battre le cœur !»

Oulanof reprend :

«Maria vient à bout de tous les garçons.
Quand vient le mois d'avril, elle veut aimer à tout prix!»

Dans cette musique fredonnée en chœur, dans ces conversations entrecoupées, on sent le puissant appel du printemps, qui absorbe toutes les pensées et fait toujours naître le désir de vivre d'une manière nouvelle. Des harmonies compliquées résonnent sans cesse, comme si les ouvriers apprenaient quelque air nouveau et un troublant torrent de sons chatoyants, unis et divers dans leur capiteuse beauté, coule jusque vers moi, dans la boulangerie.

Pensant moi aussi au printemps que je vois sous la forme d'une femme aimant généreusement tout le monde, je crie au Tzigane :

— Marie a vaincu tous les êtres humains !

Oulanof, détournant de la fenêtre irisée son large visage, couvre la voix du tzigane et gargouille :

«Ce chemin-là est pénible.
Ce sentier n'est pas pour le pécheur !»

Par les fentes de la mince cloison, arrive de la chambre voisine la voix pleurarde de la vieille patronne :

— Vassili, mon chéri...

Il y a déjà plus d'une semaine que le patron boit sans s'arrêter ; comme toujours, l'accès l'a surpris brusquement et ne lui laisse aucun répit. Il en est arrivé au point qu'il ne peut plus parler ; il rugit, ses yeux sortis de leur orbite se sont éteints et ne voient sans doute plus rien ; il marche comme un aveugle. Il est boursouflé et bleu ; on dirait un noyé. Ses oreilles ont grossi ; elles s'écartent de son crâne ; la lèvre pend et ses dents découvertes semblent superflues dans cet effrayant visage. Parfois, le patron sort de sa chambre ; il avance lentement ses courtes jambes ; il pose la plante du pied sur le sol avec une force et une lourdeur exagérées et il se dirige tout droit sur les gens qu'il écarte de son chemin par le terrifiant regard de ses yeux aveugles. Jégor, ivre-mort également, le suit et tient dans ses énormes pattes un carafon d'eau de vie et un verre. Son visage grêlé est tout constellé de taches jaunes et rouges ; ses yeux sans expression sont à demi-fermés et sa bouche se fend comme s'il avait avalé quelque chose de trop chaud et ne pouvait reprendre haleine.

Sans remuer les lèvres, il murmure :

— Voilà le patron... ouste !

Les deux hommes sont accompagnée par la patronne ; la vieille, toute grise, baisse la tête ; il semble que ses yeux larmoyants vont tomber sur le plateau qu'elle tient et se répandre sur le poisson salé, les champignons, les hors-d'œuvre placés sur les assiettes bleues...

Tout devient silencieux comme dans une cave, et l'atelier se remplit de quelque chose d'étouffant. Des odeurs fortes et excitantes s'élèvent derrière cette trinité d'insensés qui font naître la peur et l'envie ; quand ils ont disparu dans le corridor, l'atelier garde un silence accablant pendant quelques minutes.

Puis, on émet des exclamations prudentes, un peu retenues :

— Il s'en fera mourir !

— Lui ? Jamais de la vie !

— Et tous ces hors-d'œuvre, hein !

— Ils sentent bon !

— Il se perd, le patron !

— J'aimerais savoir combien il en avale !

— Il te faudrait plus d'un mois pour boire tout ça !

— Qu'en sais-tu ? demande Milof le soldat, avec une modestie qui n'exclut pas la confiance en soi-même. Essaie, paie-moi à boire pendant un mois !

— Tu serais flambé !

— Oui, mais j'aurai assez bu !

A plusieurs reprises, j'allai dans le corridor pour regarder le patron : au milieu de la cour brûlante de soleil, à l'endroit le plus chaud, Jégor avait renversé une vieille huche pourrie, semblable à un cercueil ; le patron, tête nue, s'était assis au beau milieu ; la carafe se trouvait à sa gauche et le plateau de hors-d'œuvres à sa droite. La patronne était juchée au bord de la huche ; Jégor se tenait debout derrière le maître qu'il soutenait sous les aisselles et étayait du genou ; le corps complètement rejeté en arrière, le patron regardait longuement le ciel pâle et tout gelé.

— Jégor... respires-tu ?

— Oui !

— Toute créature loue le Seigneur, hein ? Toute créature ?

— Oui...

— Ve-erse !

En s'agitant comme une poule effrayée, la patronne mettait dans la main de son mari le verre d'eau de vie ; il appliquait le verre à ses lèvres et il le suçait sans se hâter, tandis qu'elle se signait à plusieurs reprises très vite et par petits gestes ; et elle tendait les lèvres comme pour le baiser ; c'était lamentable et risible...

Puis, elle gémissait tout bas :

— Jégor, il mourra... s'il continue ainsi...

— Petite mère... ne te tourmente pas... rien n'arrive sans la volonté de Dieu, répondait Jégor ; on eût dit qu'il rêvait.

Et dans la cour, le soleil printanier luisait gaîment et se reflétait dans les flaques d'eau entre les pierres.

Une fois, le patron, après avoir considéré le ciel et les toits, chancela en avant, tomba presque face contre terre et demanda :

— A qui est-elle, cette journée ?

— A Dieu ! — répondit Jégor avec effort, et il parvint à grand'peine à retenir le patron qui allongea la jambe et continua de questionner.

— A qui est-elle, cette jambe !

— A vous !

— Tu mens ! A qui suis-je ?

— A Semenof.

— Ce n'est pas vrai ! A qui suis-je ?

— A Dieu.

— Ah ! je le savais bien...

L'ivrogne souleva sa jambe et se mit à piétiner dans une flaque ; la boue éclaboussa son visage et sa poitrine.

— Jégor, se mit à larmoyer la vieille ; mais l'autre répliqua en la menaçant du doigt :

— Je n'ose rien faire contre le maître, petite mère !

Sans essuyer la fange qui couvrait sa figure, le patron reprit en clignotant :

— Jégor ? Les cheveux ne peuvent pas tomber ?

— Non, pas sans la volonté de Dieu.

— Viens ici...

Jégor pencha sa grosse tête vers le patron qui, saisissant les boucles du Cosaque, arracha quelques cheveux, les examina à la lumière et les lui tendit en disant :

— Tiens... cache-les, pour qu'ils ne tombent pas.

L'homme prit soigneusement les cheveux collés aux gros doigts de la brute et il les roula en une boulette qu'il plaça dans la poche de son gilet à fleurs. Comme toujours, il avait l'air pétrifié et le regard mort ; seuls, ses gestes précautionneux et pourtant incertains décelaient sa profonde ivresse.

— Soigne-les, marmotta le patron. Il faudra rendre compte de tout, de chaque cheveu...

Ce n'était probablement pas la première fois que cette scène se jouait, car il y avait quelque chose d'arrêté dans les gestes des acteurs. La patronne avait l'air indifférent ; seules ses lèvres noires et sèches remuaient continuellement.

— Chante ! cria soudain le patron.

Jégor poussa sa casquette sur la nuque, prit un air rébarbatif et s'asseyant tout près de Semenof, il se mit à bourdonner, d'une voix grasse et avinée :

« Voilà ceux du Don... »

Le patron tendit la main en avant et replia ses doigts comme un mendiant quêtant une aumône.

« Eh ! les rameurs, hé, les jeunes Cosaques ! »

Sur ces mots, il se mit à sangloter, en rejetant la tête en arrière ; et sa figure morne se couvrit d'abondantes larmes ; on eût dit qu'il commençait à fondre.

Pendant l'un de ces concerts, Ossip qui se tenait debout à côté de moi dans le corridor, me chuchota :

— Tu as vu ?

— Eh bien ?

Il me regarda et sourit, d'un sourire vague, tremblant, lamentable ; il avait beaucoup maigri ces derniers temps et ses yeux de Mongol semblaient s'être agrandis.

— Que veux-tu dire ?

Ossip se pencha vers moi et me dit à l'oreille :

— Il est riche, hein ? Est-il heureux ? En voilà un bonheur ! Rappelle-toi !

XIX

Pendant que le patron buvait, Sachka se démenait dans les ateliers comme s'il était ivre lui aussi : ses yeux brillaient avec inquiétude ; ses boucles de cheveux roux tremblotaient sur son front en sueur ; on eût dit qu'il avait les bras cassés tant ils se balançaient. Tout le monde parle ouvertement de ses larcins et on a pour lui des sourires approbateurs.

Kouzine célèbre le commis avec des paroles doucereuses et chantonne :

— Oh ! c'est un aigle, Sachka, oui, et il lui sera donné de voler très haut.

Tous ceux qui peuvent voler le font, en jouant, semble-t-il, et tout ce qu'on a dérobé est immédiatement dépensé en boisson ; les trois ateliers vivent dans l'ivresse. Les gamins, qu'on envoie au cabaret pour y chercher de l'eau de vie, remplissent leurs poches de craquelins qu'ils échangent on ne sait où contre des sucres d'orge.

— Vous aurez bien ruiné Semenof de cette manière-là, — dis-je au tzigane. Il secoue sa belle tête :

— Chaque rouble qu'il engage lui rapporte trente-six copecks de bénéfice, mon ami...

Il parle avec assurance, comme s'il n'ignorait rien de la circulation des capitaux patronaux.

Je ris et le tzigane me blâme et se renfrogne :

— Tu es toujours indulgent... comment peut-on être ainsi...

— Non, ce n'est pas que j'aie trop d'indulgence, mais je ne comprends pas bien cet embrouillamini...

— On ne peut pas les comprendre, les embrouillaminis, — intervient Ossip. L'atelier tout entier prête une oreille attentive à la conversation.

— Vous louez le patron parce qu'il a eu l'adresse de monter un bon commerce, grâce à votre travail, et vous faites tous vos efforts pour que ce commerce marche à sa ruine...

Quelques voix me répondent à l'unisson :

— Voyons, est-ce qu'on peut le ruiner !

— L'occasion fait le larron !

— On veut seulement se reposer, pendant qu'il bamboche...

Mes paroles sont immédiatement transmises à Sachka ; mince et élancé dans son veston gris, il fait irruption dans le fournil et braille en découvrant les dents :

— C'est ma place que tu voudrais ? Non, non, attends, tu es rusé, mais un peu jeunet quand même...

Tout le monde tend le cou ; on s'attend à une bataille. Mais, si le commis est vif, il est aussi prudent ; nous nous sommes déjà colletés une fois ; ses menues vexations, ses piqûres d'épingle avaient fini par me lasser et je lui avais déclaré que je le rosserais, s'il ne me laissait pas tranquille. La scène se passa un jour que nous nous trouvions seuls les deux dans la cour ; c'était fête et tous les autres ouvriers étaient tous sortis.

— Viens ! dit-il, en jetant son veston sur la neige et en roulant les manches de sa chemise. Que le Seigneur te bénisse ! Seulement, il ne faut pas me toucher à la figure ; aux flancs, c'est permis ; mais la figure m'est indispensable à cause du magasin, tu comprends çà toi-même...

Lorsque je l'eus terrassé, Sachka me demanda :

— Ecoute, mon brave, ne dis à personne que tu es plus fort que moi ; je t'en prie très humblement. Toi, tu n'es ici qu'en passant, et pour un temps ; mais moi, il faut que je vive toujours avec ces gens-là ! As-tu compris ? C'est très bien et je t'en remercie. Viens chez moi, prendre le thé...

Tandis que nous vidions des tasses de thé dans sa chambrette, il me déclara avec animation, en mots choisis :

— En effet, mon ami, il semblerait que j'aie les doigts crochus, si l'on raisonne simplement ; mais si l'on considère toutes les circonstances... — Et se penchant vers moi par dessus la table, les yeux humiliés et étincelants, il se mit à se justifier d'une voix chantante :

— Suis-je pire que Semenof, ou plus bête ? Je suis plus jeune que lui, je suis beau garçon... je suis adroit.. qu'on me donne une toute petite occasion de faire mes preuves, qu'on me fournisse un petit commerce, je monterai tout de suite sur l'eau, j'ouvrirai les ailes, que les gens en resteront bouche bée d'admiration. Avec ma beauté, celle de mon visage et celle de mon corps, je puis épouser une veuve avec un capital, hein ? Et même une jeune fille avec dot... Pourquoi ne le pourrais-je pas ? Je pourrai nourrir des centaines de gens. Et Semenof, lui, qu'est-il ? Un vrai monstre...

Il sifflota, en plissant ses lèvres rouges et goulues.

Ce corps souple et bien proportionné, cette tête rousse me rappellent les dards antiques : les flèches entourées d'étoupe résineuse, qu'on allumait et qu'on décochait par les nuits sombres, pour le malheur et la ruine d'ennemis inconnus.

Et en ces jours où le patron s'enivrait, Sachka flambait avec une intensité particulière ; c'était charmant et révoltant tout à la fois de le voir s'agiter et saisir les roubles au vol, comme un vautour qui fond sur les petits oiseaux.

— C'est des affaires criminelles qui ont commencé, me bourdonne Ossip à l'oreille ; ne t'en mêle pas, tiens-toi à l'écart...

Il me témoignait toujours plus d'attention ; il me faisait la cour, pour ainsi dire, comme si j'avais été un être débile ; tantôt il me portait la farine ou le bois, tantôt il me proposait de pétrir la pâte.

Une nuit qu'il était assis près de moi à côté du four, il me dit :

— J'aimerais à me casser le bras... ou bien la jambe... ou bien à avoir une maladie qui prête à rire...

— Qu'est-ce que tu chantes ?

— Je voudrais avoir une infirmité qui apparût à tout le monde...

— Perds-tu la tête ?

— Pas du tout.

Après avoir jeté un coup d'œil autour de lui, il expliqua :

— Vois-tu, j'aurais voulu devenir sorcier : mon esprit était fort attiré de ce côté-là. Mon grand père du côté maternel était sorcier, l'oncle de mon père aussi. Cet oncle est un voyant et un magicien très connu dans notre pays ; c'est aussi un grand apiculteur. Il est renommé dans toute la province ; les Tatares, les Tchérémisses et les Tchouvaches eux-mêmes le révèrent. Il est déjà plus que centenaire ; il y a environ sept ans, il a pris une fille, une orpheline tartare et il en a des enfants. Mais il ne peut pas l'épouser ; il a déjà été marié trois fois.

Ossip poussa un profond soupir et continua d'une voix lente :

— Tu dis que tout cela est erreur et illusion. On ne peut pas vivre cent ans sur des illusions et des erreurs ! Tout le monde sait tromper, et cela ne console pas l'âme...

— Attends ? Pourquoi voudrais-tu être infirme ?

— C'est que mon âme a soif d'autre chose, j'aimerais à m'en aller par le monde le plus loin possible, d'un bout à l'autre de la terre... J'aimerais à regarder comment tout se règle et fonctionne, comment on vit, ce qu'on espère. Et peut-être trouverais-je les vers magiques qui feront le bonheur de tous. Voilà. Mais, avec ma figure et ma santé, je n'ai aucun prétexte pour vagabonder. Les gens me demanderont pourquoi je rôde et je ne pourrai pas me justifier. C'est la raison pour laquelle je voudrais avoir le bras paralysé ou bien des plaies... Les plaies, ce serait pire, les gens auraient peur...

Il se tut et ses yeux divergents se fixèrent obstinément sur la flamme.

— Tu es bien décidé ?

— Il ne faut pas parler de ce qu'on n'a pas décidé ! dit-il en soufflant.

Il eut un geste de désolation.

Artème tout ébouriffé arriva sans bruit ; il se frottait la tête et souriait vaguement :

— J'ai rêvé que je me baignais ; je voulais plonger, j'ai pris mon élan, et vlan ! je me suis flanqué la tête contre le mur ! J'ai vu trente-six chandelles... Des larmes dorées ont coulé de mes yeux.

Ses yeux étaient pleins de larmes, en effet.

Et je me dis :

« Artème est aussi de trop ici... comme Ossip... et comme moi... »

XX

Le surlendemain, pendant ma nuit, après avoir mis les pains au four, je m'étais endormi, lorsqu'un glapissement furieux me réveilla : le patron se tenait sous l'arc et dominant l'atelier des craquelins, il se répandait en jurons orduriers ;

— Il est six heures et vous roupillez ? Vous êtes contents parce que le patron n'est pas dans son assiette ? Vous voulez boire mon sang ?

L'atelier des craquelins bourdonna, piétina et traîna les pieds ; les bûches roulèrent, les plateaux d'osier bruirent.

— Je vais vous serrer la vis ! Sept sacs de farine à travailler !

Il en était toujours ainsi ; après ses accès de beuverie, le patron nous accablait d'une besogne presque double du travail ordinaire ; l'atelier ne faisait plus que gémir et au bout d'une semaine, les ouvriers étaient tous harassés et à bout de forces ; alors le patron les déchargeait d'un ou deux sacs. Pendant qu'il s'enivrait, on travaillait peu et mal; tantôt on ne cuisait pas suffisamment la marchandise qui moisissait très vite, tantôt on la laissait trop au four et elle perdait de son poids. C'est pourquoi tout le monde se sentant coupable envers le patron, personne ne protestait contre ses invectives et on acceptait comme une juste punition la besogne supplémentaire. Cette fois-là, le patron me dit :

— Tu porteras le pain à Sophie et tu resteras là jusqu'à ce que je vienne... Où est Sachka ?

— Je ne sais pas.

— Tu le sais ! brailla-t-il. Toi qui es honnête, tu trouves que c'est bien de couvrir les voleurs ?

Il haussa les épaules, rentra la poitrine et se précipita dans sa chambre.

Le tzigane accourut ; il était tout ridé, tout gris de frayeur, il avait oublié de se laver ; il me chuchota :

— Oïe, oïe, oïe, qu'est-ce qui va arriver... Nous avons fait du joli... et c'est par la faute de Sachka. On n'a jamais vu un voleur aussi rapace que lui... Ecoute, si le patron te demande où sont les trois sacs de farine à pâtisseries, tu lui diras qu'on les a ajoutés à la farine de second choix parce qu'elle était aigrie. Tu diras que c'est sur l'ordre du surveillant. Ne me vends pas, mon ami ; tu peux le couler, Sachka. D'ailleurs, il a des économies, si on le chasse, qu'est-ce que cela peut lui faire ? Ça lui est bien égal, ses affaires marchent bien !

Et le tzigane, se prenant aux cheveux — son geste manqua de sincérité, — siffla, les dents serrées :

— Il nous a fichu du travail comme à des forçats.

— Eh bien, refusez de le faire.

— Quoi ?

— Refusez.

— On ne refuse pas le pain quotidien.

— Le printemps est là.

— Oui, mais on n'embauche point d'ouvriers maintenant... les gens rentrent chez eux...

Il se mit à se gratter très vite à plusieurs endroits à la fois ; c'était comique ; puis, il murmura en clignant de l'œil avec un air rusé :

— Cette affaire de révolte des ouvriers que tu racontais, hein ? Chez ce... comment s'appelait-il ?... A la fabrique, hein ? Alors, c'est entendu... on refusera de travailler. Je dirais que c'est toi qui me l'a conseillé, c'est entendu ? Cela t'est bien égal, n'est-ce pas ?

Il se précipita dans l'atelier des craquelins où sa voix sonore s'éleva immédiatement :

— Camarades ! Artème, Ossip... attendez ! Supporterons-nous encore longtemps, mes frères...

Je sortis les pains du four ; les frôlements de la pelle empêchaient les paroles du tzigane de parvenir jusqu'à moi ; j'entendais seulement le son de sa voix chantante que couvraient les murmures et les clameurs irritées de tout l'atelier.

Tandis que je lançais sur les rayons les pains ronds et dorés qui me brûlaient les doigts, je pensais malgré moi :

« Sachka leur apprend à voler et moi à se révolter ; et le tzigane imagine que cela nous est bien égal à tous deux... »

La croûte des pains bruissait ; le tumulte augmentait dans l'atelier des craquelins, ainsi que dans la chambre de Semenof, où l'on discutait d'affaires et où tintaient les sous de cuivre ; on entendait les exclamations glapissantes du maître et les phrases doucereuses du commis : Artème accourut et déclara en chuchotant assez haut :

— On a décidé...

Au même instant la porte de la chambre du maître s'ouvrit avec fracas ; Sachka marchant à quatre pattes apparut sur le seuil. Il poussait de petits cris, tandis que le patron, les deux mains accrochées aux montants, lui lançait des coups de pied dans les flancs et à la poitrine.

— Oïe, tu vas me tuer... soupirait le commis.

— Tiens ! tiens ! — disait tranquillement Semenof à chaque coup de pied, en roulant devant soi le corps pelotonné. Chaque fois que Sachka essayait de se relever, il le faisait de nouveau tomber avec beaucoup d'adresse.

Les ouvriers de l'atelier de craquelins accoururent et s'assemblèrent sans mot dire en un groupe compact. Dans la demi-obscurité de la faible aurore, on ne voyait pas les visages, mais on sentait l'effroi général. Sackha roula aux pieds de ses camarades en geignant :

— Frères, il va me tuer...

Ils reculèrent en trébuchant les uns sur les autres, pareils à une palissade pourrie cédant au vent ; mais soudain Artème surgit et il cria à la figure même du patron :

— Ça suffit !

Semenof fit un pas en arrière ; Sachka plongea dans le groupe des ouvriers comme un poisson dans l'eau et disparut.

Un silence profond se fit ; il dura quelques secondes, silence angoissant durant lequel on se demandait qui aurait la victoire, de l'homme ou de la brute.

— Qui m'interrompt ? demanda le patron d'une voix rauque. La main en visière, il regardait Artème.

— Moi ! cria Artème d'une voix tonnante, moi, Artème.

Le patron marcha sur lui, mais Ossip s'avança et il reçut un coup de poing en pleine figure.

— Ecoute, fit-il tranquillement, en hochant la tête après avoir craché. Attends un peu et calme-toi !

Aussitôt, le tzigane, le soldat Milof, Laptief, le pacifique paysan, Nikita, le bouilleur, les mains cachées derrière le dos, dans les poches ou la ceinture du pantalon, se dirigèrent vers Semenof ; ils tendaient la tête et tous criaient à qui mieux mieux :

— Assez, assez ! Est-ce que tu nous a achetés ? Hein ! Nous ne voulons pas que tu nous battes !

Le patron était immobile comme s'il avait pris racine dans le plancher pourri. Il avait croisé les mains sur le ventre ; la tête un peu penchée de côté, il semblaient prêter l'oreille à des cris incompréhensibles. Les ouvriers, en un coin à peine éclairé par la flamme jaune de la lampe suspendue au mur, fonçaient sur lui avec des clameurs grandissantes ; parfois, une tête, qu'on eût dit arrachée, apparaissait dans un rais de lumière et découvrait les dents ; tout le monde criait, se plaignait et la voix sanglotante de Nikita le bouilleur dominait tout le tumulte.

— Tu as dévoré toutes mes forces ? T'en vanteras-tu devant le Seigneur, hein ? Eh ! les amis !

Les jurons bouillonnaient comme une écume fangeuse ; on commençait déjà à brandir les poings sous le nez de Semenof ; et celui-ci restait immobile, comme endormi.

— Qui est-ce qui t'a enrichi ? C'est nous ! criait Artème, tandis que le tzigane scandait, comme s'il lisait dans un livre :

— Sache donc que nous ne sommes pas d'accord pour travailler sept sacs de farine...

Les bras ballants, le patron tourna à droite et s'en alla sans mot dire ; sa tête remuait étrangement.

L'équipe des craquelins jubilait, paisible et animée. Tout le monde se mit au travail ; on se regardait avec des yeux nouveaux, semblait-il, des yeux confiants, affectueux ; le tzigane les excitait joyeusement :

— Remuez-vous, les amis, bougez les doigts ! Il faut que tout soit bien fait... honnêtement ! Nous lui montrerons ce que c'est que le travail, à ce chéri ! Hardi, au travail !

Laptief, un sac de farine sur l'épaule, s'arrête au milieu de l'atelier et dit en claquant des lèvres :

— Hein, voilà comment ça va quand on s'unit, quand on se soutient mutuellement.

Ossip pèse le sel et bourdonne :

— Quand on se syndique, on a toutes sortes de facilités, même pour battre son père...

Les ouvriers sont comme les abeilles au printemps ; Artème est particulièrement joyeux ; seul le vieux Kouzine nasille ses paroles coutumières :

— Petits démons, que le diable vous emporte ! Nettoyez donc les lampes saintes des icones...

XXI

Un glacial brouillard de plomb a enveloppé les clochers, les minarets et les toits des maisons ; on dirait que la ville est décapitée ; et de loin, les gens eux aussi semblaient ne plus avoir de tête. Une gelée blanche flotte, humide, et gêne la respiration ; tout est couleur gris d'argent terne, là où les lumières nocturnes ne se sont pas éteintes.

Sur les dalles de la chaussée, les gouttes d'eau tombant des toits s'écrasent lourdement ; les fers d'un cheval frappent les cailloux avec un bruit sonore et, très haut dans le brouillard, pleure la voix désolée du muezzin, conviant les fidèles à la prière matinale.

Je porte sur mon dos une hotte de pains et j'aimerais à marcher sans m'arrêter, à dépasser le brouillard, à déboucher dans les champs par la grand'route et à la suivre, très loin ; jusqu'à l'endroit où se lève sans doute le soleil printanier.

La rue devenait plus étroite, l'air encore plus humide ; le muezzin ne chantait plus ; le roulement des sabots sur les dalles s'éteignait au loin ; tout était silencieux.

Le tzigane très propret, en blouse et en tablier blanc, m'ouvrit la porte et tout en m'aidant à introduire ma hotte dans la boutique, il me prévint tout bas :

— Le patron...

— Eh bien ?

— Il est furieux...

Aussitôt, un appel, un grognement, retentit derrière l'armoire :

— Trombone, viens ici...

Il était assis sur le lit dont il occupait presque le tiers. Sophie était étendue sur le flanc et appuyait sa joue sur ses mains jointes ;

elle avait replié une de ses jambes, l'autre était allongée sur les genoux de Semenof et elle me regarda en souriant d'un œil étrangement transparent. Elle n'était nullement embarrassée par la présence du patron ; une partie de son épaisse chevelure était nattée, tandis que l'autre se répandait sur l'oreiller rouge et froissé. Tenant d'une main le petit pied de la fille, il lui donnait de l'autre main de légères chiquenaudes.

— Assieds-toi... Nous allons causer sérieusement...

Et tout en caressant le cou de pied de Sophie, il cria :

— Yacha, le samovar ! Lève-toi, Chouette !

— Je n'ai pas envie ! répondit-elle d'une voix paresseuse.

— Allons, allons, lève-toi !

Il écarta la jambe de la fille, toussota d'une toux rauque et prononça lentement :

— Qu'on ait envie ou non, quand il le faut, il le faut... Tu vivras aussi sans en avoir envie...

Avec des mouvements gauches, Sophie glissa à bas du lit, découvrant ses jambes plus haut que les genoux ; le patron l'apostropha :

— Tu n'as pas de pudeur du tout, Chouette...

Elle bâilla et demanda tout en nattant ses cheveux :

— Et pourquoi voudrais-tu que j'en aie ?

— Suis-je seul ici ? Il y a là un jeune homme...

— Il me connaît...

Les joues gonflées, le sourcil froncé, Yacha apporta le samovar.

— Ah ! diable ! jura Sophie ; d'un geste prompt, elle défit sa natte et rejetant sur ses épaules ses cheveux onduleux, elle se mit à table.

— Hé bien, commença le patron d'un air rêveur ; son œil vert était fermé à demi et l'autre complètement. C'est toi, hein, qui leur as appris à se révolter ?

— Vous le savez ?

— Naturellement. Pourquoi as-tu fait cela ?

— Ils sont malheureux !

— Voyez-vous ça, s'il vous plaît ! Et qui est-ce qui est heureux ?

— Vous êtes moins malheureux qu'eux.

— Moins, moins ! ricana-t-il. Tu y comprends grand'chose. Verse-lui du thé, Chouette. Y a-t-il du citron ? Je veux du citron.

Au-dessus de la table, le ventilateur rouillé d'un vasistas de ferblanc chantonnait ; le samovar fredonnait aussi et la voix du patron ne m'empêchait pas d'entendre ces rumeurs.

— Parlons brièvement. Puisque tu as su conduire ces gens au désordre, tu dois les ramener à l'ordre. Sinon, où irait-on ? Tu n'aurais aucune valeur. N'est-ce pas, Chouette ?

— Je ne sais pas, cela ne m'intéresse pas, répondit-t-elle tranquillment.

Le patron s'égaya soudain :

— Rien ne t'intéresse, petite sotte ! Comment vivras-tu ?

— Ce n'est pas toi que je prendrai comme modèle...

Elle était assise, appuyée au dossier de la chaise, et elle agitait une cuiller dans une petite tasse à thé bleu foncé où elle avait mis cinq morceaux de sucre. Sa blouse blanche s'entr' ouvrait et laissait voir un gros sein aux veines bleues gonflées de sang. Son visage plissé avait un air rêveur ou somnolent ; ses lèvres pendaient d'une manière enfantine.

— Alors, voilà, continua le patron en me jetant un coup d'œil rasséréné, je te nomme commis à la place de Sachka, hein ?

— Merci, je n'y tiens pas.

— Pourquoi ?

— Cela ne rentre pas dans mes cordes...

— Que veux-tu dire ?

— C'est un travail qui ne convient pas à mon âme !

— Ton âme ! encore ! soupira-t-il ; puis il glapit avec une ironie fielleuse :

— Si seulement on me la montrait une fois, cette âme, je l'aurais essayée avec l'ongle pour voir ce que c'est. C'est une vraie rareté, tout le monde en parle et on ne la voit nulle part. On ne voit rien nulle part, excepté la bêtise, gluante comme de la poix... Dès qu'un homme est tant soit peu honnête, il est sûrement bête...

Sophie leva lentement ses cils ; ses sourcils se haussèrent ; elle sourit et demanda gaîment :

— As-tu vu des gens honnêtes ?

— J'étais moi-même honnête, quand j'étais jeune ! s'exclama-t-il d'une voix que je ne lui connaissais pas, en se frappant la poitrine. Il tapa sur l'épaule de la fille :

— Et toi-même, tu es honnête ; et puis, qu'est-ce que cela te rapporte ? Tu es une imbécile aussi. Eh bien ?

Elle se mit à rire, mais il y avait, semblait-il, une note fausse dans son rire.

— Ah ! Eh bien, des filles comme moi... Tu en as vu, des gens honnêtes, ah oui !

Le patron, les yeux étincelants, cria :

— Parfois, je travaillais, je voulais secourir tout le monde, oui ! J'aimais cela ; j'aimais à venir en aide ; je voulais que tout fût heureux autour de moi... car enfin je ne suis pas aveugle ! Si tout le monde vous saute dessus comme des puces...

J'étais accablé à en pleurer. Quelque chose d'idiot, d'humide et de trouble comme le brouillard de la rue, s'infiltrait dans ma poitrine. Vivre avec ces gens-là ? On sentait qu'il y avait en eux un malheur incurable qui durerait toute leur vie, une sorte de difformité organique du cœur et de l'esprit. J'avais pitié d'eux ; ils me contaminaient du mal inconnu dont ils souffraient.

— Vingt roubles jusqu'à la Pentecôte, veux-tu ?

— Non.

— Vingt-cinq ? Voyons ? Tu auras de l'argent, tu auras des femmes tu auras tout...

J'aurais voulu lui dire quelque chose afin qu'il comprît qu'il m'était impossible de vivre, de travailler à côté de lui ; mais je ne trouvais pas les mots nécessaires ; j'étais gêné par son regard pesant.

— Laisse-le tranquille, dit Sophie, en remettant du sucre dans sa tasse. Le patron hocha la tête :

— Pourquoi consommes-tu autant de sucre ?

— Tu mesures le sucre ?

— C'est mauvais pour ta santé, nigaude. Tu deviendras énorme... Hé bien, quoi, alors ? Nous ne sommes pas d'accord ? Tu es tout à fait contre moi ?

— Je voudrais mon compte...

— Mais oui, naturellement ! dit-il en tambourinant sur la table d'un air rêveur. C'est ainsi... c'est ainsi. Qui refuse, muse... Bois ton thé, bois... Nous nous sommes liés sans joie, nous nous quittons sans querelle...

Nous prîmes le thé longuement, en silence. Le samovar roucoulait comme un pigeon repu et le vasistas geignait comme une vieille mendiante. Sophie regardait le fond de sa tasse et souriait, pensive.

Soudain, le patron lui demanda, d'une voix joyeuse :

— A quoi penses-tu, Chouette ? Dis vite !

Elle tressaillit, effrayée ; puis elle poussa un soupir et, prononçant es mots avec peine sur un ton morne, comme si elle était gravement malade, elle dit quelque chose de bizarre qui se grava à jamais dans mon esprit :

— Eh bien, je pense qu'après la bénédiction nuptiale, on devrait enfermer les jeunes mariés dans l'église pendant toute la nuit, tout seuls, alors...

— Tfou ! — Le patron cracha à terre avec colère. — Tu en as, des idées.

— Oui, fit-elle lentement, en fronçant les sourcils, alors, ce serait bien plus sérieux... et alors, vous, coquins que vous êtes...

Le patron se souleva sur sa chaise et poussa violemment la table :

— Finis ! Tu recommences encore...

Elle se tut et remit en place la vaisselle que le mouvement de Semenof avait renversée.

Je me levai.

— Puisqu'il en est ainsi, va-t-en ! murmura le patron. Va-t-en !

Dans la rue encore enveloppée de brouillard, les murs des maisons pleuraient des larmes troubles. De noires silhouettes humaines erraient solitaires dans l'obscurité humide. Des maréchaux travaillaient au loin ; deux marteaux résonnaient en cadence et semblaient demander :

— Ça, la vie ? Ça, les hommes ?

XXII

Mon compte me fut réglé le samedi et le dimanche matin, les camarades organisèrent un petit festin d'adieux en mon honneur. Ossip, Artème, le tzigane, Laptief, le paysan pacifique, Milof, le bouilleur

Nikita et Oulanof se rassemblèrent dans un petit cabaret, mal tenu, mais accueillant. Oulanof était vêtu de pantalons à passe-poils en lustrine, et d'un gilet effroyablement criard à boutons de cristal ; il avait également une chemise neuve en cotonnade rose. La fraîcheur et la couleur voyante de son habillement paraissaient éteindre l'éclat de ses yeux insolents ; son visage de vieux s'était encore rapetissé ; une prudence craintive se manifestait dans tous ses gestes ; il semblait avoir peur que son costume craquât ou qu'on enlevât de son étroite poitrine le gilet bigarré.

La veille au soir, tout le monde avait été se baigner ; et, le matin, on s'était mis de l'huile sur les cheveux, luxe des jours de fête.

Le tzigane veillait à l'ordonnance du festin et il criait de temps à autre, comme les marchands :

— Garçons, de l'eau bouillante !

On buvait du thé et, en même temps, de l'eau de vie ; aussi, tout le monde se grisa très vite, mais paisiblement et sans bruit. Laptief appuyait son épaule sur la mienne, me serrait contre le mur et m'exhortait :

— Pour la fin, dis-nous un mot... on en a tellement besoin... d'un mot qui soit franc, vrai !...

Assis en face de moi, les yeux fixés sous la table, Ossip expliquait à Nikita :

— L'homme, c'est quelque chose qui passe...

— Où aller ? soupira tristement le bouilleur. Et comment y aller ?

On me regardait d'une telle manière que j'en fus tout troublé ; une profonde tristesse m'envahit, comme si je m'en allais très loin et que je ne dusse jamais revoir ces gens, très proches et sympathiques aujourd'hui.

— Mais je reste ici, dans la ville, leur rappelai-je à plus d'une reprise, nous nous reverrons...

Lors le Tzigane, tout en agitant ses boucles noires et en se préoccupant de verser à tous du thé également fort, baissait la voix et disait :

— Quand même tu restes en ville, tu n'engraisseras plus nos punaises...

Et Artème ajoutait, avec un petit rire affectueux :

— Maintenant, tu n'es plus une parole de notre chanson...

Il faisait chaud dans le cabaret ; une odeur aigrelette chatouillait agréablement les narines ; la fumée bleue du tabac planait en un mince nuage palpitant comme une colombe. Dans un angle, une fenêtre était ouverte et le bruit enivrant d'une journée printanière pénétrait librement dans la pièce, secouant les fleurs violettes d'un fuchsia et en agitant les feuilles pointues.

En face de moi, une horloge était suspendue au mur et laissait tomber avec lassitude son pendule immobile ; le noir cadran dépourvu d'aiguilles ressemblait au large visage d'Ossip, dont l'expression d'inquiétude et de tension était plus accentuée encore ce jour-là que de coutume.

— L'homme, c'est une chose qui passe, répétait-il avec insistance. L'homme vient, et il passe...

— C'est un vagabond, quoi ! fit Milof d'un ton fâché.

— Non, le vagabond, c'est autre chose. Le vagabond, lui, ne laisse pas de traces ; il ne reste rien du tout après lui...

— Ecoute, Trombone, continua Ossip, en se tournant vers moi, — je suis ton aîné de douze ans et je veux te dire du fond de cœur : continue à vivre comme tu as vécu jusqu'à maintenant. Passe devant tout, traverse tout, ne touche à rien, suis ton chemin, marche ! Seul, seul avec toi-même ! Bien sûr, on peut aussi tromper son sort, comme par exemple Semenof ; mais à quoi bon ? Je ne donnerais pas dix centimètres de mes boyaux pour une existence pareille ! Et toi, marche ! Si tu rencontres un homme qui comprenne, dis-lui tout ce que tu as vu, tout ce que tu as pensé...

— Oui, c'est bien, très bien, affirma Artème.

— Des gens qui comprennent, il y en a partout... on en trouve partout...

Il se souleva, pesant, massif, les cheveux raides sur sa grosse tête, ses yeux au sourire aigre se fermaient à demi d'un air caressant :

— Eh ! j'aime à m'asseoir à la nuit devant le portail et à regarder passer les gens : ces inconnus qui passent, s'éloignent et vont on ne sait où...

De petites larmes perlèrent sous ses cils et disparurent immédiatement, comme si elles avaient séché du coup sur son visage enflammé ; il ajouta d'une voix sourde :

— Que Dieu leur donne tout, dans toute sa munificence ! Et maintenant, nous allons boire, à l'amitié, à l'affection, à l'amour !

On but et tout le monde s'embrassa bruyamment, en renversant presque la table et les verres. Des rossignols chantaient dans ma poitrine et en ce moment-là, j'aimai ces gens au point que le cœur me faisait mal. Le tzigane effilait ses moustache, effaçant en même temps un petit sourire qui jouait sur ses lèvres. Lui aussi prononça un discours :

— Ah ! mes enfants, comme l'âme peut parfois vibrer doucement, telle une guitare. L'autre jour, par exemple, quand on s'est tous dressés comme un seul homme contre Semenof, et aujourd'hui aussi, en ce moment... Je me sens tout à fait noble, parfaitement. Un vrai seigneur de la noblesse ! Et je ne céderai pas un pouce à personne ! Qu'on me dise ce qu'on voudra, n'importe quelle vérité, je ne me fâcherai pas !

Nikita, le bouilleur, prononça tout bas et tristement les premières paroles qu'il dit ce matin-là :

— Nous sommes tous très malheureux...

Mais dans la conversation générale, joyeuse et amicale, ces paroles restèrent inaperçues, de même qu'on ne remarquait pas dans cette société celui qui les avait soupirées ; il était très ivre et à moitié endormi ; ses yeux étaient éteints et son visage maladif et anguleux faisait penser à une feuille d'érable fanée.

Oulanof se trémoussait sur sa chaise et parcourant d'un œil enflammé le cabaret rempli de gens bruyants, il gémissait :

— Ah ! si on pouvait chanter, maintenant... Chanter...

Soudain, il se cramponna au siège de la chaise, rentra la poitrine, se recroquevilla et chuchota avec effroi :

— Ch... ch... le... le... patron ! ...

Le tzigane s'empara d'une bouteille pleine d'eau de vie, la glissa rapidement sous la table, mais presque aussitôt, il la remit à sa place et dit d'une voix ferme :

— On est au cabaret, ici...

— Mais oui, approuva très haut Artème ; tous se turent et feignirent de ne pas voir la silhouette ronde du patron qui roulait lentement avec dignité entre les tables et se dirigeait de notre côté.

Artème fut le premier qui remarqua Semenof et qui le salua gaîment, en se soulevant sur sa chaise :

— Bon dimanche, patron !

S'arrêtant à deux pas de nous, Semenof nous examina de son œil vert ; il garda le silence et les ouvriers le saluèrent sans mot dire.

— Une chaise ! fit-il à mi-voix.

Milof se leva précipitamment et lui offrit la sienne.

— Vous buvez de l'eau de vie ? demanda-t-il, en s'asseyant et en soupirant profondément.

— Nous prenons le thé ! dit le tzigane avec un sourire.

— Du thé en bouteille ?

Il semblait que le cabaret tout entier se fût tu et préparé à assister à un scandale; mais Ossip se leva, remplit d'eau de vie son verre qu'il tendit au patron, en proposant gentiment :

— Bois, patron, avec nous, à notre santé...

Un poids accabla les cœurs ; avec une lenteur qui semblait calculée, le patron tendit sa main courte et pesante et on ne pouvait deviner s'il allait prendre le verre ou le renverser.

— D'accord ! fit-il enfin, et ses doigts se serrèrent autour du pied du verre.

— Et nous, nous boirons à la tienne !

Le patron répéta, après s'être mordu les lèvres, tout en regardant l'eau de vie de son œil vert :

— D'accord... Eh bien, à votre santé, quoi !

Et il versa l'eau de vie dans sa gueule de crapaud. Le visage basané du tzigane se couvrit de taches tout en remplissant les verres très vite et d'une main mal assurée ;

— Ne sois pas fâché contre moi, patron, nous sommes des hommes, nous aussi... Tu as été ouvrier toi-même, tu sais, s'écria-t-il d'une voix sonore.

— C'est bon, c'est bon, ne fais pas la chattemitte, c'est inutile ! interrompit le patron, tout bas, d'un ton maussade ; il nous regarda tour à tour ; ses yeux s'arrêtèrent sur moi et il sourit en disant :

— Des hommes... Vous êtes des forçats, et non pas des hommes... Buvons, buvons !

La mansuétude russe, qui ne manque pas toujours de malice, étincela soudain dans ses yeux et cette flamme alluma aussitôt un incendie dans tous les cœurs. Un bon sourire apparut sur les lèvres des ouvriers ;

il y eut dans leurs regards une sorte d'embarras, comme un sentiment de culpabilité.

On trinqua, on but et le tzigane se remit à brailler :

— Je voudrais dire la vérité...

— Ne hurle pas ! fit le patron en fronçant le sourcil et en essayant de se débarrasser de lui. Et à quoi servirait-elle, ta vérité ? C'est la travail qui est nécessaire, et l'intelligence, mais pas la vérité !

— Attends ! Est-ce que je t'ai montré ce que c'est que le travail, ces trois derniers jours ?

— Tu aurais mieux fait de ne pas écouter les raisonnements d'autrui...

— Non, mais, dis-moi, t'ai-je montré...

— C'est ce qu'il faut.

— C'est ainsi que ce sera !

Le patron nous jeta à tous le même coup d'œil, secoua la tête et répéta :

— C'est ce qu'il faut. C'est très fort, je ne le conteste pas, c'est très bien ! Hé, Milof, commande douze bouteilles de bière...

Cet ordre fut comme un cri de victoire et accrut encore la bienveillance générale ; le patron plissa les paupières et ajouta :

— J'ai bu un lac d'eau de vie avec des étrangers, il y a bien longtemps que cela ne m'est pas arrivé avec des connaissances...

Et alors, ces cœurs humains, cuirassés par la vie cruelle, avides d'affection, s'amollirent et fondirent tout-à-coup ; on se serra les uns contre les autres et il sembla qu'Ossip parlât pour tout le monde :

— Nous n'avons pas du tout voulu t'offenser... mais nous sommes malheureux, nous nous sommes éreintés cet hiver, et voilà tout...

Je me sentais un intrus dans cette fête de réconciliation qui devenait de moins en moins agréable pour moi. La bière achevait de griser ces gens qui avaient déjà bu passablement d'eau de vie. Avec un enthousiasme croissant, ils regardaient d'un œil humble le visage cuivreux de Semenof, auquel je trouvais un air inaccoutumé ; son œil vert était confiant, affectueux et triste...

A mi-voix, avec l'insouciance de celui qui sait qu'on le comprendra à mi-mot, le patron parlait en enroulant sur ses doigts sa chaîne de montre :

— Nous sommes tous de la même famille. Nous sommes presque tous de la même province, du même baillage...

— Tu as raison, ami ! Du même baillage ! geignit d'un ton attendri Milof aviné.

— Pourquoi le chien prendrait-il les mœurs des loups ? Ces chiens-là ne valent rien pour garder la maison...

Le soldat criait très haut :

— Silence ! Ecoutez...

Sans qu'on s'en aperçût, je me levai et je sortis ; mais Artème me rattrapa ; il était un peu gris et il se mit à pleurer en disant :

— Tu t'en vas, frère... Ah ! frère... maintenant... je reste seul... je reste tout seul !...

XXIII

Je rencontrai plusieurs fois le patron dans la rue ; nous échangions un salut ; de sa main boursouflée il soulevait avec un air important sa casquette de fourrure et il me demandait :

— Ça va ?

— Oui.

— Eh bien, continue ! Après m'avoir octroyé cette faveur et considéré d'un œil scrutateur mes vêtements, Semenof portait plus loin son corps en forme de boule.

L'une de ces rencontres ayant lieu devant la porte d'une brasserie, il me proposa :

— Veux-tu prendre un verre de bière ?

Nous descendîmes les quatres marches conduisant à un sous-sol ; arrivé dans une petite salle, le bonhomme s'installa dans le coin le plus sombre et s'assit lourdement sur un tabouret aux pieds massifs ; il regarda autour de lui comme pour compter les tables ; il y en avait cinq, en plus de la nôtre et elles étaient toutes recouvertes de chiffons gris rosé. Derrière le buffet, une vieille femme en fichu noir tricotait un bas, tandis que sa tête blanche vacillait de sommeil.

Les murs de pierre grise, d'une solidité à toute épreuve, étaient ornés de tableaux rectangulaires ; l'un représentait une chasse aux loups, le deuxième le général Loris-Melikof qui avait l'oreille arrachée, le troisième, Jérusalem, et le quatrième, des filles aux seins nus, dont l'une portait sur sa large poitrine une inscription tracée en lettres d'imprimerie : « Vérotchka Galanof, aimée des étudiants, prix 3 cop. » ; une autre avait les yeux crevés. Ces taches idiotes que rien ne reliait engendraient l'ennui.

Par les vitres de la porte, on voyait au-dessus du toit vert d'une maison neuve le ciel vespéral et rouge où volait une innombrable bande de freux.

En reniflant de temps à autre, Semenof examinait avec attention ce trou déplaisant ; il m'interrogeait d'une voix paresseuse ; étais-je content de ma nouvelle place, quel était mon salaire ? On sentait qu'il n'avait pas envie de parler et que l'incurable ennui russe l'accablait. Il suça lentement sa bière, posa le verre vide sur la table et lui donna une chiquenaude sur le bord ; le verre se renversa et se mit à rouler ; je l'arrêtai.

— A quoi bon ? fit tout bas le patron. Tu aurais dû le laisser tomber ; s'il s'était cassé, on l'aurait payé...

Les cloches se mirent à sonner vêpres avec précipitation, au grand effroi des freux qui voltigeaient par le ciel.

— J'aime ces établissements, fit Semenof, en appuyant sa main contre le mur. C'est tranquille et il n'y a pas de mouches. La mouche aime le soleil, la chaleur...

Il eut soudain un sourire ironique :

— Sophie, cette nigaude, a pris un diacre pour amant. Il est chauve, il est phtisique et, naturellement, c'est un grand ivrogne. Il est veuf. Il lui chante des psaumes, et elle pleure, la petite sotte ! Elle se fâche contre moi ; mais qu'est-ce que cela me fait ! Cela m'amuse...

Un mot qu'il ne prononca pas sembla l'étouffer, puis il reprit en plaisantant :

— J'avais eu l'intention de te marier à Sophie... J'aurais regardé comment vous auriez vécu...

Cette idée m'égaya aussi et mon hilarité provoqua les rires du patron, des rires contenus, sanglotants.

—Quels diables ! fit-il en secouant les épaules. Ah ! ils ne sont pas de notre paroisse, ces démons-là... oh...

Il pressa sur ses paupières ; de petites larmes coulèrent de ces yeux.

— Tu sais, Ossip ? ... Il a quitté l'atelier, l'animal.

— Où est-il allé ?

— En pélerinage, je crois... Lui qui a la routine du métier et qui n'est plus tout jeune, il y a longtemps qu'il devrait être boulanger ; c'est un bon ouvrier, un excellent ouvrier... oui.

Il hocha la tête, but une gorgée de bière et mettant la main en visière, il regarda au ciel et remarqua :

— Quelle quantité de freux... Une vraie noce... Ecoute, frère Trombone : qu'est-ce qui est indispensable et qu'est-ce qui est superflu ? Personne ne le sait au juste, mon ami... Le diacre dit : « Ce qui est indispensable aux hommes est superflu pour Dieu » ; c'est quand il est soûl qu'il parle ainsi, naturellement. Chacun aime à excuser ses laideurs... La quantité de gens inutiles qu'il y a dans les villes, c'est inouï. Tout le monde boit et mange, et d'où vient la boisson, d'où vient la nourriture ? Oui... D'où tout cela est-il venu, et comment ?

Il se leva soudain, plongea une main dans sa poche et me tendit l'autre. Son visage s'était détendu et avait l'air rêveur ; ses yeux attentifs clignèrent :

— Il faut s'en aller, adieu...

Il sortit une bourse pesante et usée et, tout en y fouillant du doigt, il ajouta à mi-voix :

— L'inspecteur de police m'a questionné sur ton compte l'autre jour, au cabaret.

— Que vous a-t-il demandé ?

Le patron me regarda en dessous et répondit avec indifférence :

— Quel caractère tu avais, ce que tu racontais... Je lui ai dit : « Il a un mauvais caractère et la langue bien pendue. » Sur ce, adieu !

Et ouvrant la porte toute grande, il posa avec fermeté les pieds sur les marches usées et hissa avec lenteur son ventre pesant jusqu'à la rue.

XXIV

Je ne revis jamais Semenof ; une dizaine d'années plus tard, j'appris par hasard la fin de sa carrière commerciale. J'étais en prison ; mon geôlier m'avait apporté du saucisson enveloppé dans un bout de journal et sur ce fragment je pus lire ce qui suit :

« Le samedi de Pâques, notre ville a été le théâtre d'une scène assez singulière : Vassili Semenof, le boulanger et fabriquant de craquelins bien connu, a parcouru nos rues en voiture, le visage inondé de larmes. Il s'est rendu chez tous ses créanciers et il leur a affirmé en sanglotant qu'il était complètement ruiné, il les a suppliés de le faire mettre immédiatement en prison. Comme on connaissait le brillant état de ses affaires, personne n'ajouta foi à ses dires ; on ne fit que rire de son désir de passer le jour de Pâques en prison. Les fantaisies de cet homme original étaient célèbres dans toute la ville. Mais quel ne fut pas le douloureux étonnement du monde commercial, lorsqu'on apprit quelques jours plus tard que Semenof avait disparu, en laissant un passif de plus de cinquante mille roubles, après avoir vendu tout ce qu'il possédait. Le caractère frauduleux de cette faillite est absolument certain. »

Plus loin, on parlait des recherches infructueuses opérées pour retrouver Séménof, de la colère des créanciers, on citait divers exploits de mon ancien patron. Je lus ce papier sale et maculé de graisse et je me mis à réfléchir, debout devant la fenêtre. Ils sont trop nombreux chez nous, en Russie, ces cas de banqueroutes frauduleuses, imprudentes ou malheureuses, ces cas où le banqueroutier s'enfuit de la vie, comme un voleur, un poltron, un faible...

Qu'est-ce que cette maladie ? Qu'est-ce que ce malheur ?

Un être humain vit, il essaie de créer quelque chose ; il fait entrer dans les réseaux de ses projets une quantité de forces, d'intelligences, de volontés appartenant à autrui ; il dévore une masse de travail humain ; et puis, tout d'un coup, il abandonne tout capricieusement, rien n'est achevé, rien n'est édifié ; souvent même, il se jette lui aussi hors de la vie. Et le pénible travail des hommes s'écroule sans laisser de trace.

La muraille de la prison est vieille, basse et n'a rien d'effrayant ; immédiatement à côté d'elle se dresse vers le ciel printanier et caressant le lourd bâtiment de briques où sont installés les bureaux de régie du monopole de l'alcool ; plus loin, on construit une « maison du peuple » ; elle est encore entourée d'un échafaudage gris, semblable à une toile d'araignée.

Derrière s'étend la campagne au sol stérile, coupée de ravins profonds et recouverte de gazon vert ; à gauche, au bord d'un ravin, un groupe d'arbres à la teinte funèbre ombragent le cimetière israélite. Des aconits dorés se balancent dans les champs ; une grosse mouche noire s'agite contre la vitre sale et je me rappelle le patron disant à mi-voix :

— La mouche aime le soleil, la chaleur...

Soudain, le trou noir de la brasserie se dresse devant mes yeux, avec les tableaux criards qui en ornaient les murs humides : la chasse aux loups, la ville de Jérusalem, « Vérotchka Galanof, prix 3 cop. », Loris Melikof à l'oreille absente.

— J'aime ces établissements, disait le patron d'une voix attendrie.

Je ne veux plus penser à lui ; je regarde la campagne ; tout au fond, il y a une forêt bleue, en deçà de laquelle coule le Volga, le fleuve puissant ; il me semble que ses eaux coulent largement aussi au lit de mon âme et la lavent de tout ce passé.

— « Qu'est-ce qui est inutile et qu'est-ce qui est nécessaire ? » Les paroles de Semenof grimacent dans ma mémoire.

Dans ma poitrine, quelque chose fond et m'oppresse, comme si mon cœur se gonflait, se remplissait d'une indicible pitié pour l'homme qui ne sait que faire de soi-même, qui ne se trouve aucune tâche sur la terre, peut-être parce qu'il a trop de force et non pas seulement par paresse et par timidité de « recrue ».

Je le plains à en souffrir, quel qu'il soit ; je regrette la force qui périt sans porter de fruit, et cet homme-là fait naître en moi un sentiment passionné et contradictoire, comparable à celui qu'une mère éprouve pour son enfant : il faudrait le punir et on a envie de le caresser...

Sur les planches tachées de plâtre de l'échafaudage qui entoure la masse rouge de la maison en construction, les silhouettes des maçons se dressent avec audace ; les ouvriers minuscules comme des abeilles se collent au sommet de l'édifice ; ils l'élèvent toujours plus haut de jour en jour.

En regardant ce mouvement, ce travail, je me rappelle que par les routes entrelacées du grand pays inorganisé, Ossip marche, solitaire, sans hâte ; c'est « l'homme qui passe », il regarde tout d'un œil méfiant ; il prête l'oreille à toutes les paroles, afin de saisir les mots dont la réunion formera peut-être le magique « vers pour le bonheur de tous »...

Maxime GORKI.

(Traduit par Serge Persky.)

LES CHRONIQUES NATIONALES

ALLEMAGNE

Réflexions sur l'État actuel du Monde[1]

C'est en prenant comme point de départ une des idées fondamentales de la philosophie platonicienne que l'on se fera l'image la plus juste de l'état actuel du monde civilisé. Selon Platon, l'âme, originaire des sphères supérieures, vient se localiser dans la matière afin d'imposer à celle-ci la loi de la raison. Mais au lieu d'être consciente de sa destination et de sa haute origine, l'âme s'est laissé si bien asservir par les penchants et les incitations de la vie des sens, que le moi physique l'a absorbée, et qu'elle se trouve entièrement soumise à ses exigences. Chose plus grave encore : cette concentration de toutes les forces intellectuelles et psychiques sur les besoins de la seule nature animale a stimulé la vie physique d'une manière malsaine, et a produit une hypertrophie dangereuse de toutes ses fonctions. L'homme se trouve donc en état de maladie chronique : la force centrale de son être, qui est appelée à soumettre l'organisme physique à une règle supérieure et à le rattacher à l'économie universelle, cette force s'est mise au service des sens. Ainsi que l'exprime Méphistophélès, « il la nomme *raison*, mais il ne s'en sert que pour se montrer plus bestial que la bête ».

Or, cet état de choses s'est étendu de l'individu à la collectivité. Toutes les forces intellectuelles, toutes les ressources de la science, toutes les énergies morales ont été concentrées sur un but : transformer la vie de chaque peuple en un monstrueux mécanisme d'égoïsme réglementé, auquel tous les mouvements de la pensée et du cœur sont asservis. Dans son livre intitulé *Nationalisme*, Rabindranath Tagore dépeint avec une horreur profonde cet égarement mortel de l'esprit humain ; il prévoit l'écroulement prochain de la civilisation occidentale, si le triomphe de cet organisme sans âme qu'est « l'égoïsme collectif » doit avoir véritablement le dernier mot dans l'histoire contemporaine. La « bête » fantastiquement enflée d'orgueil qu'évoque la Révélation de St-Jean n'est pas autre chose que cette société moderne, où les ressources de l'intelligence et de la technique ont développé l'instinct de la vie et la soif d'expansion jusqu'à des proportions maladives. Au sein de cette société, les forces concurrentes ne connaissent pas d'autre moyen d'entente que de se mesurer par les plus grossières méthodes de la biologie animale. Ce sont les conséquences désastreuses de la solidarisation de l'individu avec cet égoïsme collectif qui inspirent ces paroles de l'Ange de l'Apocalypse : « Si quelqu'un adore la bête et son image et s'il en prend la marque au front, ou à la main, celui-là boira aussi du vin de la colère de Dieu, qui sera versé pur dans la coupe de sa colère. » La guerre mondiale est la condamnation prononcée sur « l'adoration de la bête » ; et là aussi est l'explication de la crise actuelle : l'humanité civilisée sera flagellée par le Destin jusqu'à ce qu'elle ait compris qu'elle ne saurait résoudre les problèmes qui se posent à elle par les seules méthodes de la force instinctive et brutale.

---

[1] M. F.-W. Förster, on le sait, est un des adversaires les plus éminents de l'esprit bismarckien et de la politique pangermaniste. Son attitude très digne fait valoir, par contraste, les réactions furieuses qu'elle suscite. S'il exerce une profonde influence sur les intelligences libres et consciencieuses, il est, par ailleurs, la bête noire de la plus grande partie de la jeunesse intellectuelle allemande qui déteste sa largeur de vues et peut-être son honnêteté. M. Förster, universitaire célèbre, a dû suspendre son cours à l'université de Munich devant l'opposition de ses étudiants. Il a quitté sa patrie, comme pendant la guerre.

M. Förster, qui nous donnera des chroniques sur le mouvement des idées en Allemagne, a voulu pour débuter exprimer ici ses réflexions sur l'état actuel du monde. Ce qui rehausse encore l'intérêt de ces pages, c'est de penser que leur auteur sera, dit-on, candidat aux prochaines élections à la présidence du *Reich*. *(N.D.L.R.)*

* * *

De tout temps, la politique a été regardée comme l'art par excellence de l'égoïsme collectif ; et ceci nous explique le caractère passager de toutes les œuvres qu'elle enfante. En effet, l'égoïsme ne peut rien fonder de durable ; il n'est d'ailleurs pas une force politique, mais au contraire un principe d'isolement ; aussi toutes ses créations ont-elles la tendance, après un succès momentané, à retomber dans l'état de désagrégation conforme à l'essence même de ce principe.

Le fédéralisme, né au moyen-âge de l'inspiration chrétienne, a apporté au monde une force organisatrice émanant d'une sphère supérieure, et, pendant des siècles, il opposa un puissant contre-poids aux forces de dissolution. A partir de la Renaissance, les forces de désagrégation reprennent le dessus, et avec elles la politique du *homo homini lupus* qui a trouvé son expression la plus logique dans l'esprit de Bismarck et de Treitschke. Sous l'empire d'une attitude intérieure purement égoïste, chaque peuple applique son effort à un objectif unique : s'assurer le maximum d'avantages. Consentir un sacrifice aux intérêts d'autrui, au bien sacré de la Paix, à la réalisation d'une unité supérieure, c'est là une idée qui ne saurait l'aborder. Ce serait une folie, une trahison, une vaine offrande à des dieux qui ne sont plus..... La seule chose *réelle*, c'est l'existence du *moi*, et la satisfaction de ses impérieux appétits.

Or, au cours de la guerre mondiale, et dans les temps qui l'ont suivie, un fait s'est imposé aux nations de façon frappante : l'impossibilité de l'isolement national et la réalité de leur dépendance réciproque. Ce n'est d'ailleurs que très lentement que les peuples prennent conscience des conséquences politiques et pratiques de cette solidarité. Déjà durant la guerre, le professeur B. Russell, dans un ouvrage intitulé « Réédification sociale »[1], a montré nettement la direction dans laquelle se développera la pensée politique lorsqu'elle aura médité et assimilé les expériences de ces dernières années. M. Russell voudrait voir remplacer dans la politique internationale le principe de *possession* par le principe de *création*. C'est là que se trouve, à ses yeux, le nœud du problème actuel : seules les forces morales créatrices qui tendent à l'épurement, à l'affermissement, à l'ennoblissement des conditions de la vie générale, qui ne reconnaissent aucun droit individuel s'imposant d'une manière anarchique et dans des proportions dangereuses pour l'équilibre de l'ensemble, — seules ces forces peuvent répondre à la situation nouvelle. C'est sur elles seules aussi que peuvent s'appuyer les groupements isolés, dont l'existence ne peut plus être assurée par le seul effort égoïste de leur volonté de puissance. En effet, l'existence de chaque grande unité est liée si intimement à la vie des unités concurrentes, sa prospérité dépend à tel point de la sympathie et de la confiance du monde qui l'entoure, que le maintien de cette prospérité n'est possible que par la voie sociale, par l'intérêt porté aux conditions de vie des autres nations, par la recherche d'une entente mutuelle sur la base d'une alliance à droits égaux. L'expression de Goethe selon laquelle « il faut sacrifier sa vie pour trouver la vraie vie » est valable aussi bien pour les grandes collectivités ; elle exprime la condition même de leur sécurité au milieu d'un ensemble de groupements économiques et politiques de plus en plus puissants. Toutes les sociétés organisées doivent apprendre à tenir compte les unes des autres, à s'entr'aider, à se sacrifier les unes aux autres. Chacun de leurs membres, et particulièrement leurs porte-parole et chefs responsables, doivent être amenés à croire, non seulement comme individus, mais encore et surtout en tant que parties du grand tout politique, à une justice qui frappe immanquablement, tôt ou tard, l'orgueil collectif, en déchaînant contre lui la coalition de toutes les forces démoniaques que cet orgueil a engendrées dans le monde. Le but suprême de n'importe quelle organisation d'Etat ne saurait donc être la perfection technique de l'édifice ; il doit être de créer dans cette collectivité une conscience qui fasse d'elle un centre moral ; à défaut de quoi l'Etat demeurera la « bête » nuisible de l'Apocalypse. Il est clair que la grande masse, quand bien même les individus qui la composent feraient preuve isolément de qualités de cœur et de jugement, continuera d'être soumise aux entraînements de l'instinct et d'agir, comme *Demos*, sans conscience ni raison. Mais, de l'immense et croissante détresse d'une humanité encore livrée aux brutaux instincts de lutte, sera du moins né un gouvernement nouveau, dans lequel le respect des bases morales de la vie politique sera aussi fermement garanti que l'est aujourd'hui le respect de ses bases économiques.

---

[1] *Social Reconstruction.*

Platon définit la vraie politique comme « l'art royal d'harmoniser les âmes ». C'est sur cette voie que le futur chef d'Etat comprendra que la politique n'est pas seulement « l'affirmation de soi », qu'elle est aussi et avant tout le rattachement de sa vie propre à la vie de l'ensemble, l'encouragement donné à la croissance d'autrui, l'expansion de l'idée de droit au delà de ses frontières, le fédéralisme pratiqué dans tous les domaines. Il comprendra que par ces moyens indirects on protège infiniment mieux sa propre existence, on repousse et on décourage infiniment plus d'agressions qu'il ne serait possible de le faire par le plus vaste déploiement de forces égoïstes. Si étrange que puisse paraître et si peu pratiquée que soit cette sagesse dans un monde encore possédé du délire de la *Realpolitik*, sa vérité demeure : La seule vraie politique c'est l'amour, c'est le geste qui donne, c'est la passion qui construit et dont l'effort créateur s'applique à réconcilier les grandes antithèses de la vie humaine ; — tout le reste n'est qu'apparence et mensonge, tout le reste s'appelle aujourd'hui Babylone, et sera demain un monceau de ruines.

* * *

Le défaut essentiel du pacifisme occidental et de la future alliance des peuples est, me semble-t-il, de mettre au premier plan les éléments de technique et d'organisation alors que les conditions morales et psychologiques en sont par trop négligées. Le principe moral de la « libre disposition de soi » n'est pas étranger aux difficultés considérables qu'offrent les nouveaux problèmes de la politique mondiale. Ce principe, en effet, n'implique encore qu'*une* des conditions morales d'une société fondée sur la justice. Le droit de libre disposition appelle un complément : le respect des uns pour la souveraineté des autres, la bonne volonté prête à se sacrifier pour la liberté d'autrui, ainsi que l'enseigne la parole de l'apôtre : « Portez les fardeaux les uns des autres. » S'il n'est pas appliqué dans ce sens social, le principe de libre disposition reste une force ne servant que l'égoïsme et la vanité des peuples, et exaltant à tel point les prétentions nationales, que Rabindranath Tagore a eu raison de décrire la Ligue des Nations fondée dans une pareille atmosphère comme une « alliance de chaudières sous pression. »

En vérité, le monde ne peut être sauvé que si, dans l'enfer actuel de l'isolement national, un amour véritable se fait jour, amour de chaque peuple pour les dons et les particularités des autres peuples, désir de trouver en eux de quoi se compléter et se réaliser lui-même. Ce désir, Platon le décrit comme l'instinct naturel du perfectionnement, l'Eros spirituel, l'aspiration du partiel vers le tout, de l'inachevé vers l'unité. Sur le terrain des relations internationales, cet instinct se révèlerait et s'affirmerait, comme une sorte d'Eros politique, par l'attirance réciproque des caractères nationaux les plus opposés. Tout au fond des aptitudes si diverses des peuples, se trouve caché cet Eros, qui a agi déjà de façon indiscutable au cours de l'histoire, entre les peuples hellène et romain, entre les races germanique et latine.

La même puissante force de différenciation qui a divisé les peuples modernes et les a dressés les uns contre les autres fera naître un amour d'une vigueur toute nouvelle entre les types opposés de vie. Ce n'est qu'au moment où cet amour prononcera ses premiers mots et accomplira ses premiers gestes que la fameuse « Alliance des chaudières » se transformera en une véritable Société des Nations, et remplacera l'époque glaciaire de la vie des peuples par l'ère nouvelle de la *Civitas humana.*

F. W. FŒRSTER.

FRANCE

La Paysannerie. — Bienfaits de la Victoire. Du Conservatisme Français

Je vous écris du fond de nos campagnes, mal placé pour vous raconter le détail des intrigues, mais qu'importe ? Le détail des intrigues n'a pas plus d'intérêt que le cinéma qui tourne à votre porte, et le fond des campagnes est un poste excellent pour entendre les choses de France. On le sait, mais on l'oublie, et ce constant oubli est cause que la France étonne si souvent. Elle étonne l'étranger, elle étonne le Français, je m'étonnais moi-même en parcourant ces provinces du centre (pourtant je ne les voyais pas pour la première fois) où j'allais visiter quelques amis éleveurs, vignerons, instituteurs, que je n'avais revus depuis le tocsin de 1914.

Je ne connais pas de terres plus belles, plus vénérables, plus douces. De puissants mouvements les animent, les élèvent, sans jamais les rendre inaccessibles à l'homme, ni rebelles à son travail : la vache rouge de Salers va brouter sur les pentes des volcans auvergnats. Depuis des siècles la guerre n'a sévi en ces lieux. Les villes (à peine des villes, vastes bourgs de campagne formés autour de l'église cathédrale et des nobles demeures) n'ont ni portes ni remparts ; elles sont ouvertes, et leurs jardins sont le chemin des champs. Les villages sont à peine des villages ; l'église, la mairie, l'école, le cimetière, quelques échoppes commerçantes, sont groupées au milieu du bocage ; le peuple est dans les hameaux, dispersé feu par feu dans les métairies invisibles, où le jour s'entr' appellent et répondent les coqs, la nuit les chiens. L'histoire de France fait peu mention de ces terres retirées ; la littérature les ignore ; le touriste les néglige ; tout conspire à les tirer dans l'ombre et le silence. Là pourtant palpite la France et murmure la source invisible qui produit sans cesse et sans gloire les heureuses et bonnes natures, les intelligences fermes et saines.

Quand j'avais quitté Paris à la fin de juillet, l'Europe semblait crouler pour la seconde fois. La Pologne tombait, l'armée rouge avançait, l'Allemagne l'attendait comme une armée de libérateurs, l'Angleterre et la France étaient en désaccord. Je ne serais pas un narrateur exact si je disais que l'opinion en France était profondément émue. Elle était en éveil, rien de plus. Six années d'événements l'ont accoutumée à ce jeu d'aventures qu'est devenu la destinée de l'Europe, l'ont formée aux hasards. Elle se tient aux partis pris conservateurs auxquels elle s'est arrêtée, elle néglige les détails, et elle attend. Peut-être apparaîtra-t-il un jour que cette stabilité imprévue était un bienfait pour l'Europe, l'ancre de son salut. Je l'espère, je le crois. Mais la stabilité française a elle-même son centre d'équilibre, son origine tenace, dans la volonté, la stabilité des terriens, et je me félicite d'avoir été leur hôte pendant ces jours de troubles.

Qu'elle est forte, cette paysannerie ! Elle occupe le fond de la scène, elle s'y tient en silence, et il semble pourtant que la brillante histoire ne travaille que pour son bien. Depuis les temps féodaux, elle surveille les domaines, les entoure et, morceau par morceau, les prend. La Révolution n'aurait été qu'un mouvement d'intellectuels, une fronde de rentiers déçus, si la paysannerie ne s'en était servi pour libérer la terre et l'occuper. Napoléon aurait été sans force pour administrer et combattre si la paysannerie ne l'avait choisi comme garant de ses agrandissements. A travers les agitations du XIX^e siècle, la paysannerie est demeurée une force séparée, incomprise ou méconnue par les politiques de tribune ou de plume. Elle a ignoré les rêveurs féodaux, les rêveurs démocrates. Elle a assuré, seule et sans phrases, sa destinée. En 1848, elle a arrêté net, par un vote péremptoire, la révolution socialiste, et de la France libérale elle a fait en un jour une puissance conservatrice. Pourtant elle n'était ni catholique ni légitimiste. Elle ne pensait qu'aux libertés de son travail, à la certitude de ses titres, à la garantie de ses biens. En 1878, elle a voté contre les châteaux aussi nettement qu'en 1848 elle avait voté contre les rouges, et son réalisme sceptique, son opportunisme à vues courtes mais fermes a soutenu la République comme il avait soutenu le Second Empire. Vint la guerre ; la paysannerie en a porté le poids : les ouvriers ont été rappelés à l'usine, mais les terriens sont restés aux tranchées. Leur sens de la patrie matérielle, leur instinct de la défense du sol, leur ténacité séculaire, leur résignation héroïque, ont tenu jusqu'à la victoire. Et, par un phénomène de justice bien rare, cette victoire militaire, qui leur est due, est pour eux une victoire économique. Les hauts prix enrichissent la paysannerie qui au lieu de gaspiller, comme tant d'autres, son papier-monnaie, le convertit en terres et consolide son pouvoir.

D'abord elle a remboursé sa dette hypothécaire. Dès 1916, par toute la France, l'opération s'est faite. Puis les achats ont commencé. En Normandie, on estime à 1000 fr. par an et par hectare la somme qu'épargne un fermier. Il résiste pourtant au relèvement de son fermage, et il peut résister car, les familles fermières étant rares, le propriétaire reçoit peu d'offres. L'intérêt de ce gros propriétaire est donc de vendre,de vendre en morcelant pour nourrir les enchères. Le petit propriétaire s'accroît ; le métayer devient petit propriétaire ; le journalier arrondit son jardin jusqu'à posséder un, deux hectares, une ou deux vaches parfois. Il n'est plus un journalier, il est un homme qui loue ses heures vacantes. Ainsi la population rurale est presque tout entière installée, soustraite aux humiliations, aux hasards de la vie prolétarienne, Il est curieux de remarquer que telles lois récentes, conçues, ingénieusement conçues, pour favoriser ce mouvement, cette ascension rurale, ne servent de rien. La loi sur la constitution du bien de famille insaisissable ; la loi sur le crédit à long terme ; la loi qui accorde au cultivateur blessé de guerre un capital de 10,000 fr. au taux de 1 ½, remboursable en 25 ans, pour être employé en acquisition de terre, sont à peu près ignorées des terriens qui en redoutent les complications ou les engagements. Les procédures normales, et leur argent, sont des moyens qui leur suffisent.

Il semble que ce mouvement déborde les limites de la paysannerie, et que nous assistions en ce moment à la formation d'une classe mi-paysanne, mi-ouvrière, dont l'influence ne sera pas négligeable. J'ai d'abord observé ce fait à Liancourt (Oise). Liancourt est un bourg où l'agriculture et l'industrie sont actives. L'espace n'y manque pas, à chaque habitation un jardinet, un rudiment de basse-cour ou de clapier sont attachés. Or, ce qui n'était autrefois qu'une distraction pour l'ouvrier tend à devenir une de ses occupations sérieuses ; les hauts prix l'incitent à produire, les courtes journées d'usine lui en laissent la force et le temps. Le voici qui loue, qui même achète un peu de terre, et développe activement sa petite exploitation. Dans un village de vignerons, Domérat, près Montluçon, j'ai vu des faits de sens inverse, mais analogues. Les usines voisines attirent les jeunes gens par de hauts salaires. Ils y vont, pourtant ils ne quittent pas la terre. La bicyclette les porte à l'usine ; le soir à six heures, ils reviennent, et vont aider leurs pères dans les vignes. La culture de la vigne est attachante comme un art et comme un jeu ; ils la continueront. On pourrait multiplier le nombre des exemples. Je trouve celui-ci dans un livre récent sur la reconstruction des régions dévastées *(Rising above the ruines in France*, par C.-H. Smith et C.-R. Hill p. 185*)* : « Nos ouvriers sont souvent de petits propriétaires paysans », dit un industriel de la région roubaisienne à l'Américain qu'il informe, « et cela leur donne le sentiment de la responsabilité, le désir de la stabilité politique. » C'est là, ne l'oublions pas, un bienfait des courtes journées du travail en usine, et la loi des huit heures est la charte sociale de cette classe, la garantie de son avenir.

* * *

Le paysan enrichi a très peu changé sa manière de vivre ; les dépenses un peu plus larges et les flâneries un peu plus longues aux jours de foire ; l'élégance des jeunes filles, le flacon de parfum qu'elles achètent, la bicyclette du garçon, voilà les signes muets de sa prospérité. Et la plainte, l'éternelle complainte paysanne occupe toujours sa conversation. L'homme du château, l'homme du bureau, le scribe, étaient ses anciens ennemis. L'ouvrier s'ajoute maintenant à la liste et y prend bonne place. Pendant la guerre, il l'a mécontenté par les privilèges qu'il a obtenus. Depuis la paix, il le mécontente par sa légèreté, ses exigences, son imprévoyance et ses gaspillages. La loi des huit heures, le repos du samedi, ont impressionné les ruraux à un point dont je n'avais pas idée. Tenus par le servage de la terre, et plus étroitement encore par le servage des bêtes qu'il faut soigner, nourrir, les paysans jalousent les repos de l'ouvrier moderne. Le facteur, membre d'une corporation puissante qui a su extorquer à l'Etat d'immenses avantages par la pratique des grèves, étonne les villages, et l'exemple de sa vie très commode est un scandale qui suffit à la propagande antisocialiste, antisyndicaliste. Les dispositions de la paysannerie ont déterminé dans un sens conservateur les élections de 1919. Tout donne à croire que, recommencées aujourd'hui, les élections seraient plus conservatrices encore. Le mouvement révolutionnaire de mai, la grève des ouvriers de chemins de fer ont accru le mécontentement. Les paysans connaissent « le cheminot ». C'est un des leurs. C'est presque toujours un rural, souvent un rural malhabile, et qui a abandonné la terre et ses risques. La grève de ce lâcheur, qui entrave le commerce des foires, qui arrête la machine ou l'engrais attendu, exaspère le paysan, dont la tendance très nette est de former, de resserrer, avec les industriels et les commerçants, une sorte de ligue des chefs d'entreprises contre la main-d'œuvre incompétente et révoltée.

* * *

Je cherche en ce moment à saisir les causes pour ainsi dire matérielles de cette stabilité sociale qui est aujourd'hui une caractéristique de la France. Sans doute il en est d'autres. Ni les hommes du peuple ni la bourgeoisie n'oublient qu'ils ont souffert ensemble, qu'ensemble ils ont été braves ; prêtres et instituteurs ont causé dans les tranchées, ils savent qu'ils se sont dévoués ensemble pour une même patrie. Les querelles renaissent, mais les souvenirs restent et rendent les querelles moins amères. Ces souvenirs, me dira-t-on, les vaincus les possèdent comme les vainqueurs. Sans doute ; les vainqueurs de cette guerre n'ont jamais contesté aux vaincus l'ardeur de leur dévouement ni la bravoure. Mais nos souvenirs à nous sont achevés par la victoire, qui supprime la récrimination, qui combat d'une manière très efficace les amertumes, et maintient entre concitoyens ce sentiment d'heureuse harmonie qui est la condition, et pour ainsi dire, l'atmosphère de la haute civilisaiton.

Ces bienfaits dont nous jouissons, ce n'est pas par insolence ou morgue que je m'efforce de les analyser en ces pages que liront sans doute des esprits affligés. Si je sentais en moi de telles velléités, je me garderais d'écrire sur le papier de cette revue. Je proteste qu'il n'en est rien, que mon souci est de penser, de parler en bon Européen. Mais le bonheur est une chose rare et merveilleuse dont il ne faut pas avoir honte. Le plus vrai service qu'un homme puisse rendre aux hommes, c'est de leur donner l'exemple du bonheur. Et tout de même un peuple parmi les peuples. Or la France — d'une manière toute relative, je le sais ; pour aujourd'hui, je ne l'oublie pas ; je ne présume pas l'avenir, Dieu m'en garde ! mais dans le chaos où nous sommes le présent est d'un grand prix — malgré ses deuils, ses ruines et ses dettes, la France est aujourd'hui, en Europe, le peuple heureux. Son bonheur ne peut-il se propager, ne peut-il commencer un nouveau bonheur de l'Europe ?

O difficulté de la conversation internationale ! Je devine maint lecteur qui sourit amèrement de ma naïveté, qui s'irrite contre moi, qui froisse la page imprimée ou plus simplement arrête sa lecture. Je le sais, la France victorieuse et conservatrice a moins d'amis en Europe que n'en avait la France combattante et saignante. Cette Europe dont je la vois la guérisseuse, je sais qu'on lui reproche de la tourmenter, de la réduire au désespoir par ses exigences, par ce qu'on appelle d'un mot son esprit militariste.

J'essaierai donc de répondre, et de répondre sans détour ni vaine plaidoirie. La France militariste, voilà l'accusation. Sans doute il conviendrait que je bondisse, car ce mot, *militariste*, comporte un sens outrageant. Pourtant j'écoute et je ne bondis pas. Militariste, c'est un mot. Le militarisme est une manière d'être de tous les peuples. La France a été victorieuse, sa victoire a été militaire, elle ne renie pas sa victoire. Il y a quelque élément de militarisme dans son attitude, je l'admets. Mais je voudrais qu'on me dise où est la tare, en quoi consiste l'exorbitance de son militarisme. Lui reproche-t-on de chercher par une exécution littérale, une interprétation judaïque du traité de Versailles, la ruine et le désespoir des peuples allemands ? C'est, je crois, la thèse des pacifistes anglo-saxons, des adeptes de M. Keynes et des rédacteurs de la *New Republic.* Si telle était notre volonté, j'accuserais moi-même notre courte vue. Mais je dis qu'il n'en est pas ainsi. Le fait est que nous portons nos blessures toujours béantes, que les ruines de nos villages, de nos villes, couvrent toujours et couvriront longtemps nos plus riches provinces ; le fait est que cette France victorieuse dont on accuse l'exigence est une France blessée dont peut-être on oublie les pertes. Nous mesurons nos dommages, nous chiffrons notre dû, et, je l'admets, nos orateurs, nos publicistes, refusent d'examiner les choses d'un autre point de vue et de s'intéresser pour le débiteur. Je dis qu'ils ont raison et que nous manquerions à ce que nous nous devons à nous-mêmes si nous allions larmoyer sur la misère de ceux qui nous ont fait un mal inguérissable. C'est leur affaire, et d'ailleurs on les aide. Quant aux décisions finales, nous en laissons le soin aux hommes d'Etat et aux techniciens qui nous représentent aux conférences. M. Millerand n'est pas un diplomate de salon ; c'est un homme de métier, rompu à la pratique des affaires, et il ne nous semble pas qu'il ait eu cette intransigeance dont on nous fait reproche. Il a consenti, sinon à une révision, du moins à des interprétations libérales du traité. Il y a eu, à notre parlement, quelques résistances ; elles étaient inévitables. Mais enfin M. Millerand a gardé son autorité, pleins pouvoirs lui sont laissés. Il n'y a aucune raison de penser que l'écrasement économique de l'Allemagne soit dans ses plans. Le choix qu'il a fait, pour représenter la France à Berlin, d'un homme tel que M. Charles Laurent est même un signe qu'il s'intéresse à la collaboration des industries métallurgiques et des charbonnages de France et d'Allemagne.

Mais je sens que j'écris en vain ; je sens que les préventions résistent à mes répliques. Elles ont des sources intérieures, et que je n'ai pas saisies, pas même touchées. Il semble que l'opinion européenne, lasse de la guerre et de tout ce qui la rappelle, se laisse intéresser par la plainte des vaincus et subisse la contagion de leur tristesse agitée. « Il nous faut une paix sans victoire ! » avait dit le Président Wilson en une formule malheureuse. Qu'est-ce que la paix ? C'est une stabilité. Qu'est-ce qu'une victoire ? C'est le signe de la stabilité obtenue. Une paix sans victoire est un monstre historique, une chimère, mais qui exprime exactement un rêve d'esprit fatigué. Je crois que ce rêve hante aujourd'hui beaucoup d'esprits. Or, la France reste, de tous les peuples qui ont combattu, celui qui oublie le moins sa victoire. Voilà de quoi on la blâme. Voilà de quoi j'estime qu'il faut la louer, la remercier au contraire. Un vainqueur n'a pas le droit d'être modeste. Dans un monde bouleversé, il y a de grands devoirs. Seul, il est en état de contenir, de soutenir. Les circonstances lui créent ces tâches. Il n'y a nulle insolence à les entreprendre, il y aurait lâcheté à les récuser. Je parle en ce moment du bien commun, c'est à l'Europe que je pense en même temps qu'à la France. Au lendemain des guerres napoléonienes, la Sainte Alliance fut le vainqueur : l'Europe n'en fut pas moins belle entre 1815 et 1848, son acceptation ne fut pas un asservissement.

Etait-il impossible d'espérer que l'Europe conservatrice et raisonnable, comprît enfin ce que signifie aujourd'hui la fermeté française ? Il ne s'agit pas de se soumettre, mais d'accepter ; il ne s'agit pas de signer un pacte éternel, mais de consentir un accord qui procure aux peuples d'Europe un repos nécessaire, et de s'assurer qu'on n'a jamais rien fondé sur le mécontentement des vaincus.

Daniel HALÉVY.

* * *

P.-S. — (27 septembre). Je me relis. Peu de jours ont passé depuis que je vous écrivis, mais en ce peu de jours beaucoup d'événements. Avons-nous fait une révolution, avons-nous commencé une nouvelle république, presque un nouveau régime ? Peut-être. Quarante-huit heures y auront suffi. Mais ce court laps de temps, cet instant, aura été le point de maturation d'un effort de vingt ans.

« J'accepte la présidence, » a dit M. Millerand, mais à condition qu'il soit d'abord entendu que, Président, je continuerai ma politique, et qu'un de ses points essentiels est la révision de notre constitution. » M. Millerand réussira-t-il cette révision ? L'intérêt de cette question est secondaire. Une constitution nationale est surtout un état d'esprit. M. Millerand, par la manière dont il s'est imposé, a donné force de loi à un état d'esprit nouveau, il a déjà révisé la pratique de la constitution sinon la constitution même. Et la pratique est l'essentiel. Puisse-t-il, déjouant les intrigues, nous donner un septennat solide, et procurer à nos administrations depuis si longtemps agitées, inquiétées, par l'agitation et l'inquiétude irréfrénées des parlementaires, le point d'appui qui leur manque. — D. H.

GRÈCE

La Grèce après le Traité de Sèvres

I

Le 10 août, jour où fut signé le traité de Sèvres, est une date sans pareille dans les annales de la Grèce moderne. Ce traité, c'était la Thrace rendue à la mère-patrie ; le Dodécanèse délivré d'une occupation qui, à côté d'autres inconvénients, avait ceux de rendre impossible une entente gréco-italienne et de constituer un dangereux précédent ; le district de Smyrne détaché de la Turquie et autorisé à se prononcer sur son sort ; par dessus tout, par la libération de la Thrace orientale, c'était l'unité territoriale rendue à la race hellénique.

Le traité de Bucarest, qui, par une coïncidence curieuse, fut signé sept ans exactement, jour pour jour, avant le traité de Sèvres, tout en permettant à la Grèce de garder Serrès et Kavalla, la forçait d'évacuer Dédé-Agatch et Xanthi. Or, cette reconnaissance aux Bulgares d'une région sur laquelle la théorie des nationalités ne leur donnait aucun droit et où, d'octobre 1912 à juillet 1913, leur présence avait été marquée par des sauvageries sans nom, coupait l'hellénisme en deux tronçons dont la soudure était plus que problématique. Pour comprendre ce déni de justice et s'expliquer comment la Grèce dut finalement renoncer aux territoires thraces, occupés alors par ses troupes et d'abord inscrits au premier rang de ses revendications, il faut se rappeller le rôle prépondérant que la Russie joua à Bucarest. Les illusions philobulgares avaient à Pétrograd la vie dure, de là les concessions dictées à la Serbie. On restait fidèle aussi à l'idée d'éloigner le plus possible la Grèce de la région des Détroits. « Si les Grecs veulent venir à Constantinople, il faut, disait le comte Ignatief, qu'ils y viennent en nageant ». Les Grecs n'ont pas Constantinople, mais du moins peuvent-ils aujourd'hui aller à Adrinople et à Gallipoli sans se livrer à des exercices de natation. Les opérations militaires toutes récentes ont prouvé de leur côté quelle étroite coopération pouvait relier les armées grecques de Thrace et d'Asie Mineure quand elles n'étaient séparées que par la Propontide.

L'Egée, politiquement mer grecque comme elle fut toujours ethnologiquement mer grecque ; l'unité rendue à la race hellénique, tels furent les deux faits reconnus à Sèvres.

La presse européenne en mettant en lumière leur importance incommensurable pour l'hellénisme, a un peu oublié (parfois de propos délibéré) une série d'autres faits qui, pour ce qu'on nommait jadis la philosophie de l'histoire, n'ont pas une importance beaucoup moindre. Et à savoir, entre autres :

1) La Grèce a reçu moins que ce que les Alliés ont offert aux gouvernements grecs neutralistes pour les induire à entrer en guerre.

2) Elle a reçu moins que ce que lui aurait donné l'application de la théorie des nationalités.

3) Elle a reçu moins que ce que M. Venizelos a demandé par son mémorandum à la Conférence de la paix.

4) La part qui a été faite à l'hellénisme est loin d'être disproportionnée aux services qu'il a rendus aux Alliés et aux sacrifices qu'il a consentis pour leur cause.

Au moment où je prends la plume pour développer ces propositions indiscutables, je me rends compte une fois de plus combien La Palisse avait raison quand il se plaignait de l'imperfection des choses humaines. En effet, Dieu sait combien souvent, nous qui appartenons aux petites nationalités, nous avons soupiré après une grande revue de langue française où nous pourrions en toute liberté exposer notre point de vue national. Aujourd'hui que, grâce à la *Revue de Genève*, ce qui nous paraissait un rêve est devenu une réalité, nous nous rendons compte combien il est difficile de plaider la cause de son propre pays. Comment expliquer les aspirations d'une nation sans mettre en lumière ses qualités, sans indiquer les espoirs qu'on doit fonder sur elle, sans montrer les injustices ou les méconnaissances dont elle a été ou est la victime. Or, l'individu qui fait son propre éloge passe à bon droit pour un individu mal élevé ; celui qui réclame son droit, pour un ambitieux, et celui qui gémit sur ses infortunes, pour un importun dépourvu de dignité. Et puis il y a autre chose. Turenne disait : « Je m'estime peu quand je me considère, beaucoup quand je me compare. » Beaucoup de peuples auraient pu parler comme lui. En tout cas, il est certain qu'on ne peut juger équitablement une nation que par comparaison avec ses voisines ou rivales. Or, comment se comparer avec les autres sans juger les autres ?

Il n'y a qu'un moyen d'éviter tous ces écueils : il consiste à se borner à des faits incontestés et à se limiter strictement à son propre pays ; malgré les inconvénients trop évidents qu'il présente, nous nous y tiendrons.

II

La question des offres faites à la Grèce pour l'attirer dans l'Entente gagnerait à être traitée par un homme mêlé à la politique plus étroitement que ne l'a été l'universitaire qui signe ces lignes.

Il est heureusement toute une série de démarches diplomatiques qui ont été rendues publiques depuis longtemps et qu'il est facile à tous de rappeler. Et tout d'abord, en décembre 1914, on demanda à la Grèce — dont on avait refusé le concours quatre mois auparavant — de participer à une campagne contre l'Autriche-Hongrie ; on offrait en échange « des concessions importantes dans la région de Smyrne ». Les négociations reprirent au moment de l'expédition des Dardanelles et, à M. Zographos qui trouvait l'offre un peu vague, on répondit qu'il fallait entendre par elle « tout le vilayet d'Aïdin ».

Quand, peu après, la Bulgarie démasqua ses batteries et que M. Venizelos, revenu au pouvoir à la suite des élections de juin 1915, rencontra des difficultés de la part de la couronne, les ministres de l'Entente vinrent l'assurer que « au cas ou cela pourrait décider le roi Constantin, les Alliés étaient prêts à joindre l'offre de la Thrace à celle du vilayet d'Aïdin » [1]. Simultanément M. Pachitch assurait M. Venizelos que la Serbie était prête à remettre à la Grèce le triangle Doïran-Ghergheli qui avait été pris par les Grecs pendant la guerre de 1915 et cédé par eux à la Serbie à la suite du traité de Bucarest [2].

Sur ces entrefaites M. Zaïmis, puis M. Scouloudis prirent le pouvoir ; c'est alors que se firent jour des offres de territoires qui, n'appartenant pas aux ennemis de l'Entente, seraient restés à la Grèce même si une paix blanche — dont on parlait beaucoup dans certains milieux grecs — était l'aboutissement de la guèrre. C'est ainsi que la Grande-Bretagne offrit l'île de Chypre. C'est ainsi aussi que la Serbie semble avoir été disposée à joindre Monastir à Ghergheli et Doïran [3].

En somme, on offrait : 1, Le vilayet d'Aïdin ; 2, La Thrace ; 3, Chypre ; 4, Une rectification importante des frontières du côté serbe.

Il est à noter que l'Entente, à laquelle s'était jointe l'Italie, qui n'était pas encore son alliée, avait aussi, dès octobre 1914, invité la

---

[1] L'offre de la Thrace, en septembre 1915, fut souvent mentionnée ; les termes précis dans lesquels l'offre a été faite ont été rendus publics par M. Venizelos lui-même au cours d'une séance organisée en décembre 1919 par l'œuvre bien connue de M. Doumergue « Foi et Vie », où MM. Hector Denis et Léon Maccas avaient pris la parole.

[2] L'offre de M. Pachitch a été également rendue publique par M. Venizelos à la suite d'une interpellation du député macédonien Chryssostali, dont il sera question tout à l'heure.

[3] A propos de ces « sondages » je sais personnellement ceci : En octobre 1915, peu après la chute de M. Venizelos, le représentant de la grande puissance qui s'intéressait le plus à la Serbie demande à une haute personnalité grecque si elle croyait que l'offre de Monastir pouvait entraîner le cabinet Zaïmis à suivre la politique de M. Venizelos. Treize mois après quand, en octobre 1916, Monastir fut repris sur les Bulgares, le *Drapeau* d'Athènes, journal de langue française passant pour refléter les vues serbes, publia un article de tête consacré à Monastir où il disait formellement que cette ville avait été offerte par la Serbie à la Grèce, l'année précédente.

Grèce à réoccuper l'Epire du nord évacuée par elle au printemps de a même année, et à rendre ainsi la paix à cette malheureuse province.

M. Venizelos, dans son mémoire à la Conférence de la paix, réclama pour son pays les régions précitées, abstraction faite du N° 4. Cette concession, comme il l'a expliqué à la Chambre grecque quand il a été assez violemment pris à partie par un député originaire de srégions intéressées [1], est dictée par le désir d'éviter tout ce qui pourrait porter ombrage à l'amitié gréco-serbe. La Grèce pouvait accepter des territoires offerts par son alliée, mais ne songeait pas à les lui réclamer et à revenir sur les renonciations contenues dans le traité de 1913.

Par contre, M. Venizelos réclamait le Dodécanèse que l'Italie n'avait jamais songé à offrir.

Il est d'ailleurs à relever que M. Venizelos basait ses demandes non sur les offres faites à la Grèce, mais uniquement sur la théorie des nationalités. Il avait, de plus, soin de marquer qu'il ne demandait pas tout ce que la théorie des nationalités aurait donné à la Grèce.

Dans une étude publiée en février 1919 dans la *Revue Politique et Parlementaire* et à laquelle je me permets de renvoyer le lecteur[2], je marquais ce que donnait à la Grèce la théorie des nationalités, et, après avoir montré le bien-fondé de toutes les demandes grecques, je relevais :

1) En ce qui concerne l'Asie Mineure, que, outre les populations grecques de la côte occidentale (l'ancienne Eolie et l'ancienne Ionie) dont nous réclamions l'annexion, il y avait les Grecs du Pont, de l'ancien empire de Trébizonde et que les revendications hautement affirmées de ces populations[3] devaient d'autant mieux être prises en considération que leur libération constituait une compensation pour les 457.048 Grecs micrasiates dispersés à l'intérieur du pays et qui, en conséquence, allaient rester Turcs ou devenir Arméniens.

2) En ce qui concerne la Thrace, que c'étaient des considérations de politique et non d'équité qui détachaient Constantinople du reste du pays. Dans le vilayet de Constantinople, la population se répartit comme suit :

Musulmans.	449.114
Grecs, sujets ottomans	364.459
Arméniens » »	159.195
Bulgares » »	4.331
Israélites » »	46.521
Divers sujets étrangers	150.055

Les Turcs paraissent avoir la majorité, mais cette majorité est à la fois provisoire et apparente.

---

[1] M. Chryssostalis ; le débat auquel nous avons déjà fait allusion date de quelques mois à peine.

[2] *La Grèce devant le Congrès de la Paix.* Cet article fut réimprimé en brochure.

[3] Les Grecs du Pont montrèrent la plus grande activité. Ils publièrent en toutes langues une série de brochures prouvant leur force numérique, leur situation intellectuelle et les terribles persécutions qu'ils eurent à souffrir des Turcs, et qui à elles seules suffiraient à rendre le maintien du régime turc aussi impossible sur les bords de la mer Noire qu'en Arménie (Voyez pour détails : *Les atrocités turques au Pont-Euxin*, Paris, 1919). Les Pontiens tinrent encore de nombreux congrès et envoyèrent une délégation à la Conférence de la paix. Ils sont représentés en Europe occidentale par un Comité permanent.

Provisoire, parce que, dans une très forte proportion, les Musulmans qu'on rencontre sont des gens venus de tous les coins de l'Islam, qui vivent aux dépens de l'administration turque et suivront celle-ci en Asie. On calcule à 150.000 les Turcs vivant *directement* ou *indirectement* de l'administration[1]; or, il suffirait que 20.000 partent pour que la majorité passe des Turcs aux Grecs.

Apparente, parce que des 150.000 portés sous le titre divers « sujets étrangers », plus de la moitié sont des sujets hellènes, venus de l'ancien royaume, mais installés à demeure à Constantinople.

Que ceux-ci, contre toute justice, ne fussent pas autorisés à voter, un referendum tournerait encore au profit des Grecs. Les Arméniens n'ont pas en effet caché qu'au cas où une pareille mesure serait autorisée, ils voteraient avec les Grecs. Or, 159.193 Arméniens joints à 364.452 Grecs donnent un total de 523.652, dépassant de 74.538 le total des Turcs (449.114).

En bonne justice la Grèce devait donc avoir Constantinople[2] et il est permis de s'étonner que le dogme des nationalités qui a servi de drapeau à l'Entente pendant la guerre et fut, comme on l'a dit, la base morale des quatre traités signés autour de Paris, ne soit pas étendu aux bords du Bosphore. Ceci d'autant mieux que si des considérations de haute politique s'opposent à ce que Constantinople et le Pont soient incorporés au royaume hellénique, rien n'empêche qu'on donne à la Grèce un mandat d'administration sur ces régions. En tout cas le maintien du croissant en face de Sainte Sophie est un défi aussi bien au droit des gens qu'à la chrétienté,

Mais, nous l'avons déjà dit, le présent article doit contenir des faits et non des jugements ; abstenons-nous donc d'appréciations et bornons-nous à constater que la Grèce a eu non seulement moins que ce que lui donne la théorie des nationalités, moins que ce qu'a demandé avec une modération que d'aucuns Grecs estimèrent excessive M. Venizelos, mais encore moins que ne lui offrirent les Alliés quand ils sollicitaient son concours. Si en effet on compare les offres faites aux résultats obtenus par le traité de Sèvres, on voit que :

1) On ne parle plus ni de Chypre ni de rectification des frontières macédoniennes.

2) Qu'en ce qui touche la Thrace, on a laissé à la Bulgarie non seulement les cantons du nord peuplés en majorité de Bulgares — ce qui était juste, — mais même les régions habitées par les Pomaks, ce qui était inconcevable, en premier lieu parce que cette combinaison ne correspondait nullement aux désirs des Pomaks, c'est-à-dire à la théorie des nationalités, et en second lieu parce qu'on a gratifié la Thrace occidentale grecque d'une frontière stratégiquement et géographiquement inconcevable.

---

[1] Voyez pour la justification de ces calculs Andréadès, étude citée, p. 10 du tirage à part.

[2] M. Joseph Reinach a établi ceci avec une grande richesse d'arguments dans sa conférence du 8 février 1919 sur les *Droits de l'Hellénisme*.

3) En ce qui touche l'Asie Mineure, au lieu de tout le vilayet de Smyrne. on n'a donné à la Grèce que la province de Smyrne et encore sous des modalités qui, sans rien laisser de tangible aux Turcs, qu'on voulait ménager, embarrassent l'action administrative de la Grèce. Pour le reste, une partie des districts orientaux du vilayet reste aux Turcs, tandis que tout le sud, avec la richissime vallée d'Aïdin et la ville de ce nom, tombe dans la sphère d'influence italienne.

4) Pour ce qui est de l'Epire du nord la question n'est pas encore réglée. On a peine à comprendre qu'elle reste en suspens. La Grèce a été chargée en octobre 1914 d'administrer ces régions parce que le régime grec répond aux vœux des habitants et qu'il est le seul qui puisse faire régner la paix et l'ordre. Ce mandat, donné par l'Europe, n'a jamais été révoqué. En août 1916, l'Italie fut amenée à occuper les districts d'Argyrocastro et Selvino « par la nécessité de combattre le service d'espionnage des armées austro-bulgares [1] » et c'est par des raisons également militaires que les autorités françaises de Macédoine ont justifié l'occupation du district de Koritza.

Aujourd'hui ces raisons n'existent plus. Il est vrai que les généraux italiens résidant à Argyrocastro et le colonel français résidant à Koritza ont cru bon, à une époque où les rapports entre les Alliés et le gouvernement d'Athènes étaient des plus tendus (automne 1916) de créer des administrations albanaises dans l'Epire du nord. Ces créations étaient nettement contraires et au mandat donné à la Grèce (octobre 1914) et au pacte de Corfou signé en mai 1914, entre les représentants des grandes puissances et les délégués de l'Epire du nord. Ce qu'il y a de plaisant, c'est qu'elles se tournèrent contre leurs auteurs. Les officiers italiens qui avaient complaisamment laissé s'organiser des troupes albanaises furent attaqués par elles jusque dans Vallona. Quant au colonel français qui organisa « l'Etat de Koritza » *(sic)* dont il se posait en haut protecteur, il fut obligé de pendre comme espions autrichiens les Albanais qu'il avait mis à la tête de « son » gouvernement.

Il reste malgré tout de l'action de ces militaires trop zélés, et dont quelques-uns agissaient peut-être de leur propre initiative, que la question de l'Epire du nord, définitivement réglée en automne 1914, fut rouverte et que les Albanais ont été encouragés à concevoir des ambitions démesurées, et ceci aux dépens des Grecs qui sont le seul peuple qui ait à la fois désir [2] et intérêt à les voir complètement indépendants.

L'injustice faite à la Grèce apparaît encore plus clairement si on considère que l'extension de son territoire est relativement beaucoup moindre que celle de la Serbie et de la Roumanie. La première forme aujourd'hui un état de 14½ millions d'habitants, la seconde de 17½ millions et la Grèce de 7 à peine [3].

---

[1] Notes italiennes à la Grèce en date du 26 août et 22 septembre 1916.

[2] Ce premier sentiment s'explique par le fait des liens de race.

[3] J'emprunte ces chiffres aux déclarations de M. Take Jonesco aux journaux français ; ils sont incontestables.

Dira-t-on que les avantages sont en proportion des sacrifices consentis et des services rendus ? Mais alors, pourquoi tous les Polonais et tous les Tchéco-Slovaques sont-ils libres, alors que — sans qu'il y ait là de leur faute — les services qu'ils ont rendus à l'Entente ont été relativement restreints ? Que si même on prend pour base des compensations accordées les souffrances endurées et les services rendus, les observations qui vont suivre prouvent que les Grecs ne l'ont cédé à personne à ce double point de vue.

III

Les souffrances endurées. — La race grecque est certainement celle qui, après les Arméniens, a le plus souffert de la grande guerre.

Il est des régions où elle a connu le risque d'être anéantie : il en fut ainsi notamment en Macédoine orientale, du fait des Bulgares, et en Asie Mineure du fait des Turcs.

Je n'ai pas envie, alors que la paix est enfin rétablie dans la péninsule balkanique, de raviver les haines et de rappeler tout ce que les Grecs de la Macédoine orientale ont souffert de 1916 à 1918. Un journaliste anglais qui a visité les lieux le lendemain même du jour où ils furent évacués par les Bulgares a pu dire que ceux-ci s'étaient montrés plus Huns que les Huns[1] et cette impression est malheureusement celle qui se dégage du rapport officiel de la commission interalliée[2] ou de celui du professeur R. A. Reiss de l'université de Lausanne[3].

Mais, tout en ne voulant pas trop appuyer sur un douloureux passé, je dois tout de même rappeler que si tant de dizaines de milliers de Gréco-macédoniens sont morts de famine, si un nombre encore plus considérable, transportés en Bulgarie, y sont morts de privations ou de mauvais traitements, c'est en dernière analyse sur l'autel de l'Entente qu'ont eu lieu ces sacrifices et qu'ils constituent pour la Grèce autant de titres à de justes compensations.

Il faut en dire autant du martyr des Grecs d'Asie Mineure et de Thrace. Ici les Turcs se sont montrés un peu moins systématiquement cruels que les Bulgares, mais comme ils opéraient sur une scène beaucoup plus vaste, le nombre de leurs victimes est encore plus grand.

La place me manque pour dépeindre, fût-ce de façon succinte, ces atrocités, mais on en aura une idée par ces quelques lignes d'une correspondance expédiée au *Morning Post* par son envoyé spécial en Turquie[4]:

---

[1] « Out-hunned the Huns » Voyez le *Daily Express* du 24 octobre 1918.

[2] Un fort volume sous ce titre : Rapports et enquête de la Commission interalliée sur les violations du droit des gens commises en Macédoine orientale par les armées bulgares (Paris 1919).

[3] *Bulgares et Turcs contre les Grecs* (Paris 1919).

[4] Voyez le numéro du 11 décembre 1918. Il convient d'ajouter une grande importance au *Morning Post*. Ce journal ultra-conservateur et fort riche n'est nullement porté aux campagnes humanitaires ou anti-turques, comme c'est le cas pour certains journaux libéraux.

« En résumé quatre cent cinquante mille (450.000) Grecs ont été déportés et sont morts ; cent cinquante mille (150.000) furent enrôlés dans les « bataillons du travail » [1] et sont morts ; six cent mille (600.000) se sont réfugiés en Grèce. »

En somme, 600.000 Grecs ont été tués d'une façon ou d'une autre par les Turcs et plus d'un autre demi-million ont dû quitter leurs foyers et leurs biens.

En vérité, les souffrances des Serbes, des Roumains et des Français des pays occupés, pour terribles qu'elles aient été, pâlissent devant tant d'horreurs.

Et le martyrologe de l'hellénisme ne s'arrête pas là. Il serait facile de l'allonger en énumérant tout ce qu'ont souffert la Macédoine grecque et l'Epire du nord englobées dans la zone de guerre[2], la vieille Grèce objet d'un blocus de six mois, mesure à la fois stupide et cruelle [3], les pertes effroyables de la marine marchande, la principale branche de notre activité nationale [4], etc., etc. . . . . .

Il est impossible aussi d'oublier que les péripéties de la guerre nous ont apporté le plus terrible des maux, la discorde intérieure. Après les guerres balkaniques, la Grèce était sans contredit le pays du monde qui jouissait de la plus grande paix au dedans. Le roi et le président du conseil y étaient également populaires ; un gouvernement sagace était en train de résoudre les questions agraire et ouvrière avant qu'elles ne fussent arrivées à l'état aigu. Les luttes électorales, dont le résultat au surplus était escompté par avance, avaient perdu toute acrimonie et les anciennes rancunes politiques étaient si assoupies que M. Venizelos confiait le plus naturellement du monde les postes et les missions les plus confidentielles à des hommes qui l'avaient précédé au pouvoir et ne s'étaient point ralliés à son parti [5]. Il est superflu de rappeler quels changements la guerre a apportés à cette situation idyllique ; rares sont les cœurs qui n'ont pas saigné et malgré les triomphes des traités de Neuilly et de Sèvres les plaies ne sont pas encore cicatrisées.

Oui, en vérité, quand on considère tout ceci, on est forcé d'admettre qu'aucune des nations qui ont participé à la victoire n'a souffert matériellement et moralement plus que la Grèce. Il faut d'autant plus lui tenir compte de ses souffrances que proportionnellement à sa population nul aussi n'a plus contribué à cette commune victoire.

---

[1] On nommait ainsi les bataillons dans lesquels on enrôlait les conscrits ou réservistes grecs, qu'on envoyait exécuter des soi-disant travaux publics dans des localités où, privés de tout, ils mouraient en masse et fort rapidement.

[2] Un des résultats de l'entassement des troupes de toute nationalité à Salonique et de la confusion qui en résultait, c'est que les mesures pour combattre le feu ne purent être prises à temps et qu'un incendie dévora en août 1917 la plus grande partie de la vieille ville de Salonique y compris la basilique de Saint-Démètre, ce joyau incomparable.

[3] Cruelle car elle affama la population et accrut en des proportions formidables la mortalité dans les classes pauvres et parmi les enfants ; stupide parce que, destinée à rendre impopulaire le roi Constantin, elle ne fit que refroidir l'enthousiasme que le peuple ressentait pour la cause des Alliés.

[4] Ces pertes se montèrent à 57 % de notre tonnage. La Grande-Bretagne elle-même ne perdit que 44 % du sien et les autres alliés eurent des pertes sensiblement inférieures.

[5] Ainsi MM. Dragoumis et Christaki-Zographos étaient nommés gouverneurs généraux de Macédoine et d'Epire, M. Alexandre Zaïmis, gouverneur de la Banque Nationale, M. Theotoky, ambassadeur extraordinaire.

Les services rendus. On a reproché à la Grèce d'être entrée en guerre bien tardivement. Cela vraiment n'a pas été de sa faute. Dès le lendemain de Charleroi et avant la Marne, M. Venizelos, fort à cette époque du consentement de la couronne, avait mis la Grèce à la disposition de l'Entente. On refusa notre alliance pour ne pas mécontenter la Turquie, qui avait déjà offert l'hospitalité aux navires allemands, mais ne s'était pas officiellement déclarée pour les empires centraux. Pendant les douze mois qui suivirent, l'espoir chimérique d'attirer les Bulgares fit qu'on ne voulut jamais donner à la Grèce la garantie de l'intégrité de son territoire. On fournit ainsi au cabinet Gounaris-Zographos un excellent motif pour ne pas sortir de la neutralité. En juin 1915, les électeurs grecs s'étant déclarés pour M. Venizelos et ayant voté pour l'entrée en guerre — événement rarissime dans les annales électorales du monde — on récompensa le peuple grec de son dévouement et de son courage en offrant à la Bulgarie la partie la plus hellénique de la Macédoine. Nul n'ignore non plus l'attitude de l'Entente pendant la crise de l'automne 1916 ; elle n'était pas pour donner au peuple grec le sentiment que M. Venizelos avait l'Entente derrière lui ou que l'Entente désirait l'entrée en guerre de la Grèce à ses côtés. D'ailleurs, et cela donne la clef de la véritable énigme qui a longtemps constitué la politique de l'Entente en Grèce, certains des Alliés, n'ayant en vue que les complications que le principe des nationalités apporterait au partage des dépouilles de la Turquie, ne désiraient point l'entrée en scène de l'hellénisme, et tâchaient de convaincre leurs partenaires que l'appoint matériel serait insignifiant. La France et l'Angleterre étaient convaincues du contraire et quand, après des vicissitudes sans précédents, le peuple grec put entrer en ligne, les résultats ne tardèrent pas à se faire sentir.

Les publications des grands chefs allemands ont montré la part prépondérante qu'a joué dans l'effondrement des Etats centraux la défaite macédonienne. C'est par elle qu'ils l'expliquent. Or, sur les cinq cent mille hommes environ que le général Franchet d'Esperey avait sous ses ordres, la moitié presque (45 %) était des Grecs. Bien mieux, une autre armée fraîche de 150.000 hommes était réunie en Grèce. Elle avait pour mission de marcher sur Andrinople tandis que la grande armée alliée, se dirigeant vers le nord, devait couper toutes les communications entre la Turquie et les Centraux et éventuellement marcher sur Vienne. L'existence de cette seconde armée, enlevant à la Turquie tout espoir d'attendre les secours promis du nord (il y avait encore des armées germano-autrichiennes en Roumanie, Russie, Ukraine, etc.) amena les Turcs, qui avaient d'abord annoncé qu'ils n'imiteraient pas les Bulgares, à capituler.

M. Boutroux n'a pas exagéré quand il disait en décembre 1918 : « C'est la Grèce qui a déclenché la victoire. »

Et cependant, de cette victoire, la Grèce fut longtemps la seule à ne pas cueillir les fruits. Des armistices conçus de façon singulière excluaient l'armée grecque de l'entrée en Bulgarie et ne désarmaient point les Turcs. Si bien que, quand des traités bien tardifs rendirent une partie des terres helléniques irrédimées à la mère-patrie, celle-ci dut se livrer à de véritables campagnes pour les occuper. Bien mieux, et ceci fut le comble, ses grands Alliés lui signifièrent qu'elle devait se charger de ces opérations à ses risques et périls, et, bientôt épouvantés par le bluff jeune-turc, lui interdirent toute action. Il fallut que Mustapha Kemal attaquât les Anglais à Nicomédie et les Français à Adana, pour que les mains du général Paraskévopoulo fussent déliées. En quinze jours, tout l'ouest de l'Asie Mineure était nettoyé et cinq jours suffirent pour débarrasser la Thrace d'une tyrannie de six siècles.

Ce fut alors un concert d'actions de grâce. On reconnut que la Grèce avait sauvé le prestige et les intérêts de l'Europe ; qu'après l'avoir déclenchée, elle avait assuré la victoire en Orient : que, sans elle, Mustapha et Tayar[1] auraient soulevé tout l'ancien Empire et, unis éventuellement aux bolchevistes, auraient allumé dans toute l'Asie un incendie d'autant plus terrible qu'aucun des grands associés n'était disposé à envoyer les troupes suffisantes pour l'éteindre, etc., etc. . .

Les Grecs ne peuvent être que touchés de ces manifestations si flatteuses pour leur amour-propre. Ils réfléchissent cependant aussi à ce que leur ont coûté les hésitations de l'Europe[2] et continuent à ne pouvoir se les expliquer.

Conclusion.

L'ignorance où l'on est à l'étranger des choses grecques, les exagérations répandues sur les avantages que la paix a rapportés à la Grèce, le silence presque complet gardé sur les souffrances des Grecs en Macédoine orientale, Thrace et Asie Mineure, ainsi que les services rendus par l'armée grecque, rendaient nécessaire une mise au point un peu détaillée.

Ceux qui parlent de la Grèce comparent stéréotypiquement sa situation d'après guerre avec celle qui lui aurait été faite si elle n'était pas sortie de la neutralité. Mais, vraiment, là n'est pas la question. Du moment que la Grèce est sortie de la neutralité et que, pour entrer en guerre, elle a tout risqué y compris sa paix intérieure, la seule question qui se pose est celle de savoir si elle a reçu tout ce à quoi elle avait droit.

---

[1] Tayar, l'émule de Kemal, l'épouvantail si souvent agité devant les yeux grecs, villégiature aujourd'hui bien tranquillement aux environs d'Athènes.

[2] Dès l'été 1919 la Grèce demandait la permission de marcher contre Mustapha Kemal et Tayar. Cette autorisation lui étant refusée, elle était obligée de tenir sur pied des armées qui lui coûtaient un milliard par an (quatre fois son budget de 1914) ce qui correspond à 20 milliards pour la France.

Je ne parle que des frais matériels, je laisse de côté les inconvénients moraux de cette situation si incertaine et ce qui aurait pu arriver si Mustapha Kemal avait attendu, pour attaquer, l'arrivée des Bolchéviks.

Je crois avoir montré péremptoirement que la Grèce n'a reçu ni ce qu'elle avait le droit de réclamer, ni tout ce qu'on lui a offert. C'est une démonstration qui méritait d'être faite. Après cela, il ne faudrait pas se méprendre sur le sens de cet article. Il apporte l'écho de certaines choses que les Grecs ont le juste sentiment de n'avoir pas été assez dites à l'étranger. Mais il n'y a pas pour autant refroidissement vis-à-vis de nos grands alliés, comme il n'y a pas de jalousie pour les peuples qui, plus heureux que nous, n'ont plus de frères irrédimés. La Grèce éprouve aussi un très sincère désir de s'entendre définitivement avec l'Italie et l'Albanie.

On a reproché jadis à la Grèce du roi Othon (*la Grèce contemporaine)* et même à celle du roi Georges, quelque exclusivisme et quelque mégalomanie. C'est là des travers auxquels peu de nouvelles nations ont pu échapper et les Grecs les ont eus peut-être moins que les autres, puisque, pendant tout le cours du XIX^me siècle, ils n'ont jamais cessé de poursuivre une coopération avec les autres états balkaniques[1].

Mais en admettant même que les Grecs aient jadis témoigné de quelque intransigeance, il faut admettre que, depuis vingt ans et plus, aucun peuple n'a montré plus d'esprit de conciliation. M. Venizelos — il n'a cessé d'ailleurs de le proclamer — ne faisait à ce point de vue qu'incarner les idées de la majorité de ses compatriotes.

Les Grecs sont encouragés dans cette voie par le sentiment d'une justice immanente, par la conviction qu'une nation qui a pour elle le bon droit, la volonté de vivre et d'agir, finit par triompher — comme les événements d'Asie Mineure et de Thrace sont en train de le prouver — des intérêts de la haute finance et des préjugés de la vieille diplomatie.

André ANDREADES,
Professeur à l'Université d'Athènes.

---

[1] Le programme de la Révolution grecque fut celui d'une confédération balkanique C'est en recherchant l'émancipation des chrétiens des Balkans avec le concours du Serbe et de Garibaldi que le roi Othon s'est attiré les foudres de l'Angleterre et de Napoléon III, qui tenaient à l'œuvre que symbolise la guerre de Crimée. Coumoundouros reprit cependant en 1867 les capitales balkaniques et c'est vers 1890 que Tricounis y fit son fameux voyage qui, par suite de la trahison de Stambulof, retarda, au lieu de la faire naître, l'œuvre réalisée seulement vingt-deux ans plus tard (1912).

LA CHRONIQUE INTERNATIONALE

DES ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES INTERALLIÉES PENDANT LA GUERRE[1]

C'est en août 1914, peu de jours après l'entrée en guerre avec l'Allemagne, que la première organisation économique interalliée se manifesta.

La France et la Russie s'entendirent en effet à ce moment-là avec le gouvernement britannique pour que leurs achats en territoire anglais bénéficient de l'appui du gouvernement et de l'institution d'un contrôle sur les prix. La marchandise était abondante sur le marché anglais, mais l'accroissement de la demande avait comme effet naturel la baisse des prix. Il était de l'intérêt du gouvernement britannique, ainsi que des autres gouvernements, d'enrayer cette hausse.

A la suite de pourparlers entre ces trois gouvernements, s'organisa à Londres la

COMMISSION INTERALLIÉE DU RAVITAILLEMENT

Cette Commission centralisait toutes les commandes que les pays alliés plaçaient sur le marché britannique. Le gouvernement s'était réservé le contrôle de toutes les industries essentielles du pays et fixait les priorités de fabrication et de transport. Aucun industriel ne pouvait accepter une commande, fixer une date de livraison ou obtenir des moyens de transport sans que la Commission interalliée de ravitaillement, dont le contrôle s'étendait aux commandes des particuliers aussi bien qu'à celles des gouvernements, eût donné son approbation.

L'établissement de cette institution présentait de nombreux avantages : elle préservait le marché anglais de l'envahissement des commandes alliées, elle permettait à la Trésorerie britannique d'exercer un contrôle très serré sur les avances de fonds consenties aux Alliés, elle facilitait le classement des besoins par ordre d'urgence décroissante, elle était le lien direct entre acheteurs et vendeurs, et enfin elle supprimait la concurrence entre acheteurs, supprimant de ce fait une des causes principales de la hausse des prix.

---

[1] A l'heure où les grands pays détenteurs de matières premières en profitent pour les vendre très cher et récupérer ainsi leur dette de guerre au lieu de les mettre en commun à la disposition des autres pays moins privilégiés, il n'est pas sans intérêt de constater ce que, sous la pression de la nécessité, l'Entente avait organisé dans ce domaine. Les renseignements fournis par cette étude sont puisés à une source excellente, si authentique même que notre collaborateur — il est Français — préfère dissimuler sa personnalité officielle (N. D. L. R.)

Cette organisation, dont les attributions subirent certaines modifications, subsista jusqu'après la signature de l'armistice. Elle fut complétée par la création d'une organisation similaire aux Etats-Unis qui prit naissance dans le courant de 1917 sous le nom de « War Purchasing Commission ».

Son institution fut le premier pas vers des organisations plus vastes, vers la coopération interalliée, vers la mise en commun de toutes les forces économiques des pays alliés et associés. Ces organisations, que nous passerons en revue tout à l'heure, constituèrent un véritable bloc qui, en matière économique, contribua pour une si grande part au succès de nos armes sur les champs de bataille.

* * *

C'est en 1916 qu'un nouveau développement se produisit. Avant d'en exposer les manifestations, il est nécessaire de faire un pas en arrière et d'examiner comment les Alliés furent amenés à la création de ces organisations nouvelles. M. Clémentel, ministre du commerce français, en fut, on peut le dire, l'instigateur. Il avait en effet sous son autorité le « Service du ravitaillement pour l'alimentation de la population civile » créé par décret en date du 8 septembre 1914 afin de faire face aux besoins alimentaires de la population civile en France.

L'arrêté du 10 septembre 1914 définissait comme suit les attributions de ce service :

« Le service du ravitaillement a pour mission de rechercher et d'évaluer les ressources existantes en denrées et marchandises essentielles à l'alimentation de la population civile.

« A cet effet, il fait connaître aux autorités les centres d'approvisionnement ou de dépôt et intervient pour faciliter le transport et la répartition des ressources selon les besoins de la consommation. Il fait procéder à des enquêtes et au recensement des entrées et sorties de marchandises, principalement dans nos ports; il veille à la reconstitution des stocks au fur et à mesure de leur épuisement et se préoccupe des quantités qu'il y a lieu d'importer de l'extérieur ; il s'entend avec l'autorité militaire pour faire concorder suivant l'intérêt général les dispositions à prendre ; en un mot, il centralise tous les renseignements et prend toutes les mesures de nature à concourir au ravitaillement de la population civile. »

Cet arrêté donnait donc au service du ravitaillement civil un rôle très étendu comme informateur et conseiller, mais ne lui donnait aucun pouvoir d'action commerciale directe.

La prolongation de la guerre cependant amena dans l'activité du service du ravitaillement des changements profonds qui se manifestèrent dès le début de 1915. Les récoltes commençaient en effet à faiblir, les produits de l'agriculture devenaient de moins en moins abondants, les prix devenaient plus élevés, et les achats à l'étranger et les transports d'outre-mer se faisaient plus malaisément.

Le Ministre engagea alors lui-même des opérations commerciales et l'ampleur de ces opérations fut en rapport avec la tâche qui lui incombait d'assurer pour le blé l'approvisionnement de toute la population civile, et, pour le sucre, l'approvisionnement du pays tout entier.

La loi du 16 octobre 1915 donna à l'action du service du ravitaillement civil en tant qu'acheteur et répartiteur de blé, sa base juridique et ses moyens matériels.

Le service, achetant à l'étranger des blés et des sucres, dut alors s'assurer les moyens de transporter, au moyen d'affrètements au temps et au voyage, au moyen même d'achats de navires. Le Ministre constitua alors une flotte qui, à la fin de 1916, représentait un tonnage de plus d'un million de tonnes.

* * *

A cette époque (fin novembre 1916), le Ministre du commerce, M. Clémentel, se rendit à Londres pour expliquer au gouvernement britannique les difficultés relatives plus particulièrement aux transports maritimes. Ces difficultés se faisaient sentir, non seulement en France, mais encore en Angleterre et en Italie.

Les pays rapprochés (Etats-Unis et Canada) ayant eu une récolte très déficitaire, il fallait envisager le transport d'approvisionnements des pays éloignés : Argentine, Indes, Australie, ce qui, étant donné la distance, diminuait considérablement nos capacités de transport.

Il apparut en outre que le danger ne consistait pas seulement dans le manque de tonnage, mais dans le manque de marchandises et l'élévation des prix. Les besoins des Alliés importateurs étant évalués à 89,800,000 quintaux, le surplus des pays grands producteurs n'était évalué qu'à 82,000,000 quintaux, soit un déficit de 7,800,000 quintaux. Les prix avaient de plus monté sur tous les marchés.

Le gouvernement britannique, par la voix de Sir Walter Runciman, son éminent Président du Board of Trade d'alors, exprima le désir de trancher avant les autres la question du blé. Il accepta sans hésiter le principe que les intérêts des trois Alliés seraient pris en égale considération et leurs ressources mises en commun. Il y a lieu de remarquer à cet égard que l'Angleterre détenait à ce moment-là, par ses colonies, près de 70 % du surplus exportable en blé, et fournissait environ 90 % du tonnage nécessaire à le transporter.

Le projet élaboré par les représentants des trois pays paraissait propre à assurer l'unité dans les achats, l'équité dans leur répartition et la meilleure utilisation du tonnage.

Ce projet prévoyait l'institution d'un Comité exécutif du blé (Wheat Executive) avec pleins pouvoirs, comprenant seulement un représentant de chacun des trois pays alliés.

Le Comité, formé le 29 novembre, entra en fonctions le même jour. L'accord qui le constituait fut signé par MM. Clémentel, Runciman et Raineri.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DU BLÉ OU « WHEAT EXÉCUTIVE »

Le rôle et les pouvoirs du «Wheat Executive» étaient les suivants :

Les Alliés s'engageaient à effectuer en collaboration les achats dans les pays exotiques et le transport en Europe des quantités de céréales qui leur étaient nécessaires.

La France, la Grande-Bretagne et l'Italie désignaient chacune un représentant à Londres, muni de pleins pouvoirs, pour former avec ses deux collègues alliés un Comité Exécutif d'achat et de transport de céréales.

Ce Comité devait établir le bilan des consommations et des ressources pour la campagne du 1er novembre 1916 au 31 août 1917, ces chiffres pouvant être modifiés mensuellement par le Comité. Les quantités de blé à prendre dans les pays exotiques devaient alors être reparties entre les Alliés acheteurs au prorata de leurs besoins.

Le Comité avait de plus la charge d'effectuer lui-même les achats d'établir un prix moyen de ces achats, et de répartir les grains entre les Alliés à un prix moyen de revient.

En ce qui concerne le transport, chacun des Alliés devait apporter au Comité toutes les ressources dont il disposait à ce moment-là.

L'Amirauté britannique s'engageait à assurer le surplus au moyen de bateaux anglais ou, en cas de besoin et exceptionnellement, au moyen de bateaux neutres.

Le Comité devait lui-même prendre la direction de sa flotte en vue de réaliser le maximum d'efficacité dans son exploitation, l'Amirauté britannique ayant le contrôle exécutif de tous les transports de blé.

Un des articles ajoutait encore à l'importance du « Wheat Executive » en lui donnant le droit de prendre, s'il le jugeait utile, le contrôle de toutes céréales autres que le blé.

Un autre article garantit à chaque contractant le bénéfice des contrats conclus antérieurement à l'accord.

* * *

Le premier délégué de la France au « Wheat Executive » fut M. Ernest Vilgrain qui devint plus tard sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement et le second fut M. Jean Monnet, actuellement sous-secrétaire général de la Société des nations. Tant M. Vilgrain que M. Monnet avaient collaboré intimement avec M. Clémentel, Ministre du commerce d'alors, le « père »des organisations interalliées, et tant dans l'organisation du service du ravitaillement en France que dans l'élaboration des accords interalliés.

* * *

Cet accord, dont les effets bienfaisants ne tardèrent pas à se faire sentir, servit de modèle type et bientôt il fut suivi d'accords similaires s'appliquant aux *sucres* (Sugar Executive), aux *graines oléagineuses* (Seed Executive), aux *laines* (Wool Executive) et aux *viandes et corps gras* (Meat and Fat Executive).

L'exécution de ces accords nécessita l'institution à Londres de missions interalliées composées pour la plupart de techniciens choisis parmi les hommes d'affaires des différents pays. Ces missions étaient placées sous l'autorité du délégué dû Ministre compétent. Dans les différents ministères également, tant en France que chez nos Alliés, se créèrent de véritables services interalliés, groupant des autorités dont la compétence devait assurer un succès complet aux organisations que nous venons d'énumérer et à celles qui vont suivre.

A la fin juillet 1918, les Ministres du ravitaillement des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie se réunirent à Londres pour examiner les mesures à prendre pour améliorer la coordination des programmes de ravitaillement de chacun des pays alliés en ce qui concernait leurs besoins d'importation, leurs moyens de transport, leurs moyens financiers, et l'élimination complète de la concurrence tant dans les achats de marchandises que dans leur transport.

Il fut alors décidé de créer un Conseil interallié du ravitaillement, composé des ministres du ravitaillement des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Ce conseil devait se réunir en principe tous les trois mois et arrêter les programmes d'importations comprenant les besoins de tous les pays alliés, et examiner toutes questions d'intérêt commun et de politique économique.

Il fut décidé de plus que les Ministres du ravitaillement des pays sus-mentionnés désigneraient chacun deux représentants au Conseil interallié du ravitaillement et dont les bureaux seraient à Londres.

Un Représentant du Conseil allié des transports maritimes (dont il est question ci-après), ainsi que du Conseil interallié des finances et de la Commission scientifique interalliée furent invités à assister aux séances et à prendre part aux discussions du Comité des représentants.

Les fonctions du Comité des représentants étaient de rassembler et de coordonner les programmes de ravitaillement des Comités exécutifs du blé, des viandes et graisses, du sucre et des graines oléagineuses, de réunir ces différents programmes en un programme général de ravitaillement des pays alliés, d'être le seul intermédiaire entre les différents Comités exécutifs mentionnés plus haut et le Conseil allié des transports maritimes et celui des finances ; de modifier d'un commun accord les programmes de ravitaillemen d'après les circonstances et en général de servir en quelque sorte de secrétariat permanent du Conseil interallié du ravitaillement.

Le Comité des représentants se réunit pour la première fois le 30 Juillet 1918.

Les différents Comités interalliés de ravitaillement se trouvèrent ainsi groupés en une seule institution, les programmes d'importations coordonnés et la politique économique des Alliés unifiée.

Parallèlement à cette organisation complète du ravitaillement, fonctionnait une organisation non moins complète des transports maritimes. Le Conseil interallié des finances complétait enfin ces deux grandes organisations.

Pour exposer comment fut formé le Conseil allié des transports maritimes, il me faut remonter jusqu'en décembre 1916, époque où fut signé le premier accord dit « du tonnage ».

* * *

L'accord du Wheat Executive fut bientôt suivi de l'accord du « tonnage » signé le 3 décembre 1916.

L'objet de cet accord était de coordonner l'utilisation des navires au service de la France et de la Grande-Bretagne et de déterminer les rapports entre les deux pays en ce qui concerne l'utilisation par la France des navires anglais placés à sa disposition.

Si l'on tient compte du rôle des transports maritimes pendant la guerre, cet accord est un des plus importants qui aient été conclus entre les deux pays en matière économique.

Il traitait de plus de la question du transport de charbons entre l'Angleterre et la France et établissait le principe de l'élaboration en commun des programmes de chacun.

Il instituait enfin un Bureau interallié des affrètements neutres (Neutral Chartering Committee) dont le siège fut établi à Londres.

Aucun affrètement de navires neutres ne pouvait être conclu sans qu'une licence ait été accordée par le dit Bureau. Il assurait la répartition du tonnage neutre entre les Alliés.

Un Bureau des achats de navires (Ship Purchasing Committee) fut également constitué pour assurer la répartition équitable entre les Alliés des navires neutres offerts à la vente.

* * *

Ces organisations interalliées, dont le rôle était intimement lié à celles du ravitaillement, prirent plus tard un nouvel essor et nous assistons, avec la création de l'« Allied Maritime Transport Council », à une collaboration maritime complète entre tous les Alliés.

La création de l'A. M. T. C. fut décidée par la Conférence de Paris de Décembre 1917. Le 15 février 1918, une conférence avait lieu au Foreign Office entre les représentants des Etats-Unis d'Amérique de la France et de l'Italie, au cours de laquelle les attributions de cette institution furent définies, les membres du bureau désignés et les représentants nationaux accrédités.

Il avait été reconnu en effet que le moment était venu de transformer et d'améliorer les organisations maritimes interalliées existantes.

L'allocation arbitraire d'un tonnage défini, dont l'importance n'était pas exactement en fonctions des besoins variés des différents Alliés, n'atteignait pas en effet le but désirable. Il n'existait de plus aucune organisation permettant d'étudier en détail et comparativement les besoins de chaque pays allié.

Il apparaissait également nécessaire de coordonner intimement les services des transports avec ceux du ravitaillement. En effet, s'il était logique que la quantité de marchandises à enlever dans chaque pays d'origine fût fixée par le service des transports, il était illogique que ce fût ce même service qui déterminât également le choix des marchandises. Cette sélection devait être faite exclusivement par les services du ravitaillement.

La Grande-Bretagne avait déjà reconnu ce dernier principe en instituant un Comité de priorité de tonnage, sous la présidence de Sir Leo Chiozza Money, membre du Parlement.

Il importait enfin d'établir d'un commun accord la proportion de tonnage à affecter par chaque Allié aux transports de munitions et aux transports de produits d'alimentation. L'affectation du tonnage en bloc à chaque Allié avait en effet présenté à la pratique certains inconvénients.

Enfin, cette nouvelle organisation était devenue nécessaire par suite de l'entrée de l'Amérique dans la guerre.

Ce n'était plus à la Grande-Bretagne seule qu'incombait la lourde tâche de combler le déficit de tonnage des Alliés. L'Amérique allait contribuer, et il était en conséquence devenu difficile, sinon impossible, de laisser à la France et à l'Italie le soin d'effectuer indépendamment leurs allocations de tonnage. Un organe coordinateur était devenu essentiel.

C'est pour ces raisons que la Conférence de Paris, dont il est question plus haut, décida la création de l'A. M. T. C. Le but de cette institution peut se résumer en trois points :

1. Utilisation la plus efficace et, partant, la plus économique du tonnage placé sous le contrôle de tous les Alliés.

2. Allocation de ce tonnage aux différents Alliés conformément à leurs besoins respectifs et de la façon la plus effective dans l'intérêt général de la conduite de la guerre.

3. Ajustement des programmes des besoins des différents Alliés permettant l'utilisation la plus efficace du tonnage disponible.

Les premiers pas franchis par l'A. M. T. C. furent en conséquence d'établir des Comités d'experts dans chacun des articles indispensables, furent placés sous deux Conseils : le Conseil du ravitaillement et le Conseil des munitions.

Ces différents Comités et Conseils saisissaient l'A. M. T. C. de leurs besoins. Celui-ci étudiait alors les réductions à effectuer pour ramener les besoins à la capacité du tonnage disponible.

Le Conseil lui-même consistait en deux ministres français, deux ministres italiens, deux ministres anglais et deux délégués des Etats-Unis. Des représentants étaient chargés de s'assurer que leurs gouvernements respectifs faisaient mettre en pratique les décisions prises par le Conseil.

Le travail courant du Conseil était assuré par l'« Allied Maritim Transport Executive », organisation permanente consistant en 4 sections nationales dont le siège était à Londres.

Chaque pays conservait le contrôle exécutif sur ses propres navires.

Les transports maritimes étant le facteur prédominant dans l'établissement des programmes de ravitaillement des Alliés, tant en produits alimentaires qu'en munitions et en matières premières, l'organisation interalliée qui venait d'être créée devait prendre une importance capitale.

La complète adhésion des Etats-Unis, qui eut lieu en septembre 1918, augmentait encore l'autorité du Conseil qui devenait ainsi un des plus puissants blocs interalliés.

A titre documentaire, je tiens à indiquer ci-dessous le détail de la composition des bureaux :

I. — A. M. T. C.

Représentants français : M. Clémentel,
M. Loucheur.
» britanniques : Lord Robert Cecil.
Sir Joseph Maclay.
» italiens : Signor Villa.
Signor Crespi.
» américains : Hon. R. B. Stevens.
Hon. G. Rublee.

II. — Comité Exécutif.

Représentant français : M. Jean Monnet.
» britannique : Mr. J. S. Salter.
» italien : Prof. Attolico.
» américain : Hon. G. Rublee.

III. — Comité du Tonnage.

Représentant français : M. Th. Revillon.
» britannique : Mr. L. Browett.
» italien : Lieut. Farina.
» américain : Mr. L. H. Shearman.

IV. — Comité des Importations.

Représentant français : M. J. du Halgouet.
» britannique : M. G. M. Booth.
» italien : Prof. Attolico.
» américain : M. D. W. Morrow.

Ainsi se trouvaient groupées autour des tables interalliées des personnalités dont on ne saurait trop faire l'éloge et qui personnifiaient vraiment l'esprit interallié. Nous retrouvons en effet dans la constitution de l'A. M. T. C. les promoteurs des premiers accords économiques interalliés dont les efforts se continuaient sans relâche.

Les Comités de l'A. M. T. C. avaient dans leurs attributions les laines, les cotons, les lins, les chanvres, les jutes, les peaux et cuirs, les tabacs, les papiers, les bois, le pétrole, le charbon et le coke.

Un Conseil du ravitaillement coordonnait les travaux des Comités pour les céréales, les graines oléagineuses, le sucre, les viandes et saindoux.

Enfin un Conseil des munitions groupait des sous-comités pour les nitrates, les matériaux d'aviation, les produits chimiques, les explosifs, l'acier, etc.

Le Comité des affrètements neutres se trouvait naturellement englobé dans l'A. M. T. C. de même que le Comité des achats de navires.

Il ne m'est pas possible de développer ici les sphères d'activité de ce Conseil et la participation qu'il a prise dans la conduite victorieuse de la guerre. Un volume ne suffirait pas pour en relater les travaux. Il est aisé cependant, d'après l'exposé ci-dessus, d'imaginer les effets bienfaisants d'une telle institution.

* * *

Avec la création du Conseil suprême économique, nous arrivons à une coordination complète de toutes les organisations interalliées dont il a été parlé dans cette étude ; à l'institution d'un seul organisme.

Sa création fut décidée par le Conseil Suprême de guerre dans sa séance du 8 février 1919.

Le but du Conseil Suprême de guerre en décidant la création de cet organisme était de se décharger de toutes les questions ne présentant pas un caractère militaire, mais qui pourraient être soumises plus avantageusement à des délégués des différents gouvernements compétents en finances, ravitaillement, transports maritimes et matières premières.

D'après les termes mêmes du Conseil suprême de guerre, le Conseil suprême économique devait absorber ou prendre la place de telle organisation interalliée et de ses pouvoirs, qu'il jugera nécessaire d'après les circonstances.

Il fut décidé de plus, puisque la Conférence de la paix avait réuni à Paris les représentants des pays alliés et les techniciens qui leur étaient attachés, que le Conseil suprême économique aurait son siège à Paris.

Il se réunit pour la première fois le 25 février 1919 au Ministère du commerce, à Paris. Y assistaient des représentants des Etats-Unis, de l'Empire Britannique, de la France et de l'Italie.

Il y fut décidé que le Conseil coordonnerait, par l'intermédiaire d'un Secrétariat, les travaux des cinq grands Conseils suivants :

1. Conseil allié des transports maritimes.
2. Conseil interallié du ravitaillement.
3. Conseil supérieur interallié du ravitaillement général.
4. Comités de programmes.
5. Conseil supérieur du blocus.

Les Conseils existants et leurs organismes administratifs étaient donc maintenus. Ils devaient simplement rendre compte à chaque séance du Conseil suprême des décisions prises par eux et lui soumettre toutes questions sur lesquelles ils n'auraient pu arriver à aucune décision.

Le Conseil suprême économique fut investi bientôt de nouveaux pouvoirs qui étendaient chaque jour son rôle.

C'est ainsi que le Conseil supérieur des Alliés le chargeait d'examiner quelles mesures économiques il convenait de prendre en commun pendant la période de reconstruction consécutive à la guerre, à l'effet d'assurer :

1. La fourniture de matières premières et autres produits nécessaires pour la restauration des régions dévastées.

2. La restauration économique des pays qui ont le plus souffert de la guerre.

3. La fourniture aux pays neutres et ex-ennemis, sans nuire à la fourniture correspondant aux besoins des pays alliés et associés.

Le Conseil décida alors la création dans son sein de sections de finances, de blocus, de matières premières, de ravitaillement et de transports maritimes. Le Conseil supérieur interallié de ravitaillement devint la « section du ravitaillement » du Conseil suprême économique qui joignit à ses fonctions antérieures celles du Conseil interallié du ravitaillement. Le Comité des représentants du Conseil interallié du ravitaillement à Londres subsista, mais devint sous-comité de la section du ravitaillement.

Le Conseil interallié des transports maritimes devint de son côté « section des transports maritimes du Conseil suprême économique » et continua à fonctionner jusqu'en mars 1919. A cette date, il fut supprimé, le Conseil suprême économique assumant lui-même la responsabilité des décisions d'importance majeure au sujet des transports maritimes. Le Comité exécutif allié des transports maritimes fut reconstitué et siégea à Londres. Enfin, un Conseil interallié des transports maritimes fut constitué, siégeant à Paris, son but étant uniquement d'apporter sa collaboration technique au Conseil suprême, sans autres pouvoirs. Seul le Comité exécutif des transports à Londres était responsable vis-à-vis du Conseil suprême.

La principale mission des Comités de transports maritimes de Londres et de Paris était en premier lieu l'administration du tonnage ennemi d'une part et la fourniture du tonnage pour le ravitaillement des régions libérées et celui des pays ennemis d'autre part. La fourniture du tonnage supplémentaire à la France et à l'Italie était devenue en effet une question de négociations directes entre ces pays et la Grande-Bretagne plutôt qu'une question interalliée.

Un Comité de presse fut formé en mars 1919. Il était composé d'un représentant des Etats-Unis, de l'Empire Britannique, de la France et de l'Italie ; il était chargé de fournir des éléments à la presse de ces différents pays et d'établir le « communiqué officiel » à transmettre à la presse.

Une section de « voies et communications » vint compléter l'organisation du Conseil suprême économique.

Le programme du Conseil suprême économique fut, comme on peut le voir, bien chargé, et son rôle des plus importants.

* * *

Il n'est pas exagéré de dire que les organisations interalliées pendant la guerre étaient un acheminement tout naturel ver la Société des nations. Comme on l'a vu au cours de cette sommaire étude, la création des organisations interalliées était indispensable pour permettre aux Alliés de faire face à leur ravitaillement, à leurs transports, à leur vie économique pendant la guerre. Les Alliés se sont ainsi habitués à envisager les questions multiples qu'ils avaient à résoudre sous un jour « interallié » et chacun contribuait à élucider les solutions. Toutes les ressources étaient mises en commun pendant les heures troublées de 1914—1918.

L'état de paix règne maintenant dans la plus grande partie du monde : les problèmes qui restent posés pour le maintien de cette paix si durement gagnée sont nombreux et comme les problèmes qui se posaient au Conseil suprême économique, par exemple, leur solution ne peut dépendre que d'une entente constante entre les nations, par l'établissement d'un organisme international réunissant dans son sein le plus grand nombre de puissances, pour ne pas dire toutes, et examinant en commun toutes les questions économiques qui influencent la vie des peuples.

Le Secrétariat de la Société des nations s'est organisé suivant es mêmes principes que ceux que nous avons vu appliquer, en petit, par le Conseil suprême économique.

Il réunit dans son sein une section politique, une section économique et financière, une section du travail, une section légale, une section de la presse, une section sociale, une section des mandats, une section des commissions administratives, une section du transit, etc.

Ces sections sont placées sous l'autorité d'éminents techniciens et, parmi eux, nous avons plaisir à retrouver des figures « interalliées » connues et sympathiques.

Autour de Sir Eric Drummond, nous remarquons en effet M. Jean Monnet, sous-secrétaire général, dont l'activité incessante a eu des résultats si bienfaisants dans les relations interalliées, M. Paul Mantoux qui a suivi les travaux des organisations interalliées depuis leur début jusque et y compris ceux de la Conférence de la paix, M.

J. A. Salter à qui le Conseil allié des transports maritimes a une si grosse dette de reconnaissance, le Professeur Attolico qui a, pendant toute la guerre et depuis l'armistice jusqu'à la signature de la paix, si dignement représenté l'Italie dans les groupements interalliés, M. Pierre Comert dont le concours a été si précieux à la presse interalliée, la Doctoresse G. Dixon, qui a personnifié au cours des réunions interalliées la compétence feminine.

Avec l'expérience que nous avons eue des groupements interalliés que je ne saurais trop rapprocher de la Société des nations, nous ne pouvons que témoigner la plus grande confiance à la réussite de cette institution mondiale qui nous aurait paru, en 1914, d'un idéal encore trop élevé et qui, maintenant, nous semble accessible.

X***.

LA CONFÉRENCE FINANCIÈRE DE BRUXELLES

La Conférence financière internationale, qui s'est réunie à Bruxelles le 23 septembre, après de nombreux ajournements, n'est pas, comme on l'a dit souvent dans la presse, la première manifestation publique de la Société des nations. Deux conférences internationales du travail, qui sont des manifestations de la Société des Nations au même titre que la Conférence financière, se sont déjà réunies à Washington et à Gênes. Mais pour n'être pas la première, la Conférence financière n'en est pas moins un événement de grande importance. Cette question de priorité ne lui enlève rien de sa signification.

La Conférence financière a groupé les représentants de trente-sept Etats, parmi lesquels on relève les anciens Etats centraux (Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie) et plusieurs pays neufs, non encore reconnus par les puissances et qui ne sont pas membres de la Société des nations, comme l'Arménie, l'Esthonie et la Lettonie. Enfin, les Etats-Unis ont envoyé une délégation.

A ce titre, la Conférence financière de Bruxelles est la plus universelle des conférences qui se soient encore réunies. La presse a fait, entre ces pays, toutes sortes de distinctions. Elle a prétendu que l'Allemagne n'avait été admise qu'à titre « consultatif », que les Etats-Unis n'étaient représentés qu'à titre « officieux ». Tout cela est partiellement faux, partiellement dépourvu d'importance. L'Allemagne et les autres Etats centraux ont participé à la Conférence exactement avec les mêmes droits que les autres pays. Quant aux Etats-Unis, leur représentant a pris la parole, il a fait partie des commissions, il a participé aux votes, et rien n'a manifesté, en apparence, la réserve de droit qu'avait cru devoir faire son gouvernement pour tenir compte des susceptibilités du Sénat de Washington.

Il existe un type nouveau de conférences internationales, dont le modèle a été donné par les Conférences du travail que nous avons rappelées à dessein. On sait que dans celles-ci, chaque pays est représenté par des délégués de son gouvernement, de ses patrons et de ses ouvriers. A la Conférence financière, chaque gouvernement a envoyé un représentant de l'Etat, un de la finance et un du commerce. Parmi les membres, on peut relever quelques-uns des plus grands noms de la finance et du commerce mondial, M. Delacroix, président du Conseil belge, ministre des finances, M. Grabski, ministre des finances de Pologne, M. de Glasenapp, de la Banque d'Empire allemande, Dr. Reisch, ministre autrichien des finances, etc. La Serbie a envoyé ses ministres du commerce et de l'agriculture, la Grande-Bretagne, un gouverneur de la Banque d'Angleterre et un directeur général de la Lloyd's Bank ; le Portugal, M. Alfonso Costa. La délégation italienne s'est distinguée par son importance et la qualité de ses vingt-six membres. Enfin la Suisse était représentée par MM. de Haller, Alfred Frey et Henri Heer, qui ont tous joué un rôle remarqué dans les commissions et en séances plénières.

Le but de la conférence n'était pas et ne pouvait pas être, comme l'opinion publique l'a cru avec une hâte excessive, la stabilisation des changes. Lorsque l'on appelle un médecin au chevet d'un mourant — et l'on a beaucoup parlé de médecine pendant cette conférence — cela ne peut pas être pour lui apprendre à danser. La stabilisation des changes ne peut pas précéder la reconstitution économique de l'Europe. Avant de danser, il faut que le malade marche. La stabilisation des changes sera la tâche de l'avenir.

De quoi s'est donc occupée la conférence financière ?

Elle a entendu, tout d'abord, l'exposé de la situation financière de chaque pays. Il ne faut ni exagérer ni méconnaître l'importance de cette publicité : c'est la désinfection de la plaie. Ce n'est pas un remède, mais c'est une condition de la guérison. Dans l'ensemble, ces exposés ont été assez sincères. Faits par les ministres des finances des différents pays, ou sur leur ordre, ils ont en général péché par optimisme, car un ministre ne peut pas vanter sa marchandise au dedans et la déprécier au dehors. Mais cet optimisme recouvrait — et dissimulait à peine — de tels précipices, qu'il n'en donnait pas moins froid dans le dos, et le but était atteint.

La Conférence s'est ensuite occupée de divers problèmes pratiques. Mais elle s'en est occupée, nous verrons pourquoi dans un moment, à un point de vue théorique.

La Conférence s'est subdivisée en quatre commissions. La première a étudié la question des finances publiques et spécialement les problèmes suivants : moyens d'équilibrer un budget, par la réduction des dépenses militaires et des interventions de l'Etat dans tous les domaines où elles ne sont pas absolument nécessaires ; moyens d'augmenter les recettes de l'Etat et mérites respectifs des divers procédés d'imposition ; limitation des emprunts et leur consolidation.

La deuxième commission a étudié la question du change et de la circulation monétaire. Elle a envisagé les moyens de réduire l'inflation monétaire, de revenir à l'étalon-or, d'établir un taux uniforme d'escompte et d'intérêt, enfin de stabiliser le change par l'émission d'une unité monétaire internationale.

La troisième commission s'est occupée du commerce international et des restrictions qui le limitent. Elle a prêté une attention particulière à la liberté des échanges.

Enfin, la quatrième commission a étudié la question du crédit international et des moyens de le rétablir. Elle a notamment discuté la proposition du premier ministre de Belgique tendant à l'établissement d'un Institut international de crédits, et la proposition d'un délégué hollandais, visant l'institution de crédits internationaux, gagés par des marchandises.

Il est inutile de souligner l'importance de tous ces problèmes pour le relèvement du monde. L'énumération seule montre qu'il était impossible d'espérer un résultat positif sur tous les points. Mais il faut signaler, comme un phénomène heureux, que l'opposition que l'on pouvait craindre entre les pays dits riches, c'est-à-dire dont le change est élevé, et les pays pauvres, à change déprécié, ne s'est pas produite dans la mesure où l'on s'y attendait. A ce point de vue, la Conférence a fait preuve d'un esprit de solidarité internationale caractérisé et très réjouissant.

Les difficultés sont venues d'ailleurs — et non pas seulement de l'immensité et de la complication intrinsèque du sujet. Elles sont venues, d'une part de l'organisation même de la Conférence, d'autre part des limites artificielles qui avaient été posées à son action.

Au contraire des membres des Conférences du travail, qui sont munis, par leurs gouvernements, de pouvoirs réguliers, et dont les décisions sont, dans certaines limites, obligatoires pour tous les pays, les membres de la Conférence financière n'avaient aucun pouvoir régulier, et leurs votes n'engageaient qu'eux-mêmes. Leurs décisions ne pouvaient dans ces conditions, malgré l'autorité scientifique et morale qui s'y attache, avoir qu'un caractère académique.

De plus, le Conseil de la Société des nations avait décidé au dernier moment, sur la proposition d'un de ses membres que les décisions de la Conférence devraient être prises à l'unanimité, ce qui interdisait toute proposition accentuée.

Quant à ses objets mêmes, la Conférence a été limitée par le fait que les Alliés ne sont pas encore parvenus à arrêter la dette de l'Allemagne, du chef des réparations, et qu'ainsi il n'a pas été possible d'envisager, comme on l'avait espéré, les moyens de mobiliser cette dette dans l'intérêt du crédit international. Pour éviter toute critique du traité de paix et de sa politique économique, la

France avait en outre exprimé officiellement plusieurs réserves sur le programme de la Conférence, qui ont eu pour effet de rendre une partie des débats inopérants.

Cependant — et cela montre bien la confiance croissante que les organismes internationaux doivent inspirer aux peuples — malgré ces difficultés et ces limitations, la Conférence financière internationale a fait du travail utile, et même beaucoup de travail bienfaisant. Non seulement elle est parvenue à prendre sur certains points, comme le crédit international, des résolutions positives et qui trouveront certainement l'agrément des gouvernements et des instituts financiers chargés de les réaliser, mais encore elle a manifesté avec force la solidarité économique des peuples, elle a montré avec clarté qu'il est possible par cette méthode de porter remède aux maux de l'Europe, et que ce n'est possible par aucune autre ; en un mot, elle a démontré que la Société des nations est une nécessité économique autant qu'une nécessité morale.

La Conférence financière est terminée. Et cependant, elle se continue. Elle se continue par l'organisme durable qu'elle a créé elle-même, par le Secrétariat de la Société des nations qui suivra les questions dont elle s'est occupée et les résolutions qu'elle a prises ; enfin par la Conférence prochaine, qui ne manquera pas de se réunir, par la force des choses, et avec des pouvoirs accrus.

Car, si les moulins de Dieu travaillent lentement, ils ne cessent jamais de moudre.

X**.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Du 6 au 19 septembre s'est tenue à Bruxelles une quinzaine internationale, quinzaine un peu écourtée, la fête terminale et la journée de Gand qui devaient la suivre ayant été contremandées, et d'un internationalisme relatif, ses participants appartenant surtout aux pays alliés et neutres. Aussi bien la Belgique est-elle encore trop près des années d'épreuve pour ouvrir ses portes à tout venant. Le programme, qui comportait une visite aux ruines de Louvain, n'était visiblement pas pour plaire à tout le monde. Et qui donc oserait en blâmer les organisateurs ?

Les événements marquants de cette quinzaine ont été l'inaugudu Palais Mondial, la création de l'Université internationale et le vœu du Congrès des Associations internationales demandant la révision du pacte constitutif de la Société des Nations.

Dans une aile du palais du Cinquantenaire, construit comme on sait à l'occasion de l'exposition de 1880, MM. Henri Lafontaine et Paul Otlet ont transporté les 12 millions de fiches bibliographiques qui somnolaient dans les sous-sols de la rue de la Régence, aménagé des salles nationales et des salles internationales, exposé une riche collection d'appareils télégraphiques de tous les âges et de toutes les formes, sans oublier les bras articulés du système Chappe, des pavés de tous calibres et de tous grès pour l'édification des ingénieurs des ponts-et-chaussées, des modèles d'avions et des avions authentiques grandeur nature, suspendu aux murs, des cartes, des plans de villes, des diagrammes, des coupures de journaux illustrés, garni des vitrines de livres et de brochures ; et cette aile du palais du Cinquantenaire est devenue le Palais Mondial.

L'inauguration de ce Palais, dit la presse belge, « fut une fête très calme et cependant enthousiaste de l'Idée ». Rien ne saurait mieux rendre le caractère de cet extraordinaire musée qui ne contient ni objet précieux, ni rareté, mais dont l'intérêt réside uniquement dans les méthodes de classification. Seuls des idéologues déterminés pouvaient concevoir une succession d'une centaine de salles symbolisant les relations entre les hommes, routes de la terre ou de l'air, transmission de la pensée par le livre imprimé ou par le courant électrique, avec un pareil mépris de la forme et de la présentation. Si les Etats, si les Instituts internationaux viennent à reconnaître l'intérêt direct qu'ils ont à se prêter à cette publicité permanente que leur offre Bruxelles et se donnent la peine d'organiser des stands et de les tenir à jour, le Palais Mondial méritera vraiment son nom.

Non moins audacieuse apparaît l'Université internationale projetée, dont les grades vaudront peut-être un jour à leurs titulaires des postes enviés dans les ministères de la Société des nations, mais qui exige une dotation en rapport avec ses visées, pour ériger des chaires modèles de droit international et attirer à Bruxelles l'élite des étudiants du monde.

On ne saurait contester le bien-fondé de cette conception et le Conseil de la Société des nations, saisie du projet, dans sa huitième session à Saint-Sébastien en août dernier, n'a pu moins faire que d'exprimer aux auteurs « sa profonde sympathie et ses bons vœux les plus sincères pour leur succès, tout en réservant la question de patronage formel durant ce premier stade de la formation de ladite Université, alors que beaucoup d'éléments indispensables à sa marche prospère sont encore indéterminés ».

Le Bureau de la Fédération internationale des Etudiants[1], qui s'est réuni à Bruxelles du 10 au 15 septembre, a adhéré en principe à l'Université internationale.

---

[1] Un congrès important a été omis dans la précédente chronique. C'est le congrès de la Fédération universelle des Étudiants chrétiens.

Le premier congrès de la Fédération universelle des Étudiants chrétiens après la guerre s'est tenu à Saint-Beatenberg, du 29 juillet au 8 août, sous la présidence

Palais Mondial, Université internationale, chimères d'hier seront peut-être demain des réalités. Assurés d'un local, certains de l'appui du gouvernement belge qui ne peut que favoriser un mouvement susceptible d'intéresser la Société des nations, leurs promoteurs trouveront un levier puissant dans l'Union des Associations internationales, le jour où cette Union cesserait d'être un simple bureau d'enregistrement des associations existantes et deviendrait une Fédération avec laquelle la Société des nations elle-même pourrait avoir à compter.

Jusqu'à ce jour les congrès des associations internationales ont gardé un caractère purement spéculatif et il ne saurait en être autrement si l'on considère le disparate de ces associations s'occupant, qui de morale, qui de science, qui de sport, qui de travail. Sur quatre ou cinq cents associations internationales existantes, un peu plus de la moitié se trouvent régulièrement enregistrées à Bruxelles. Encore étonnerait-on beaucoup de dirigeants de ces dernières en leur apprenant qu'ils font partie d'une Union. Sans doute constate-t-on qu'un bon nombre d'entre elles sont représentées à chaque congrès. La Quinzaine de Bruxelles en groupait, paraît-il, 188. Sans contester la réalité de ces chiffres on peut présumer que le nombre des congressistes leur est resté sensiblement inférieur. Pareils congrès en effet intéressent, non des associations, mais des individus, esprits distingués qui, membres de plusieurs associations et conquis eux-mêmes à l'idée de l'Union, se font donner ou acceptent plusieurs mandats représentatifs sans pouvoirs effectifs et assistent en dilettantes aux séances. En gens avisés les membres du bureau de l'Union se gardent de demander des cotisations et une participation réelle aux associations représentées, mais se bornent à soumettre au vote des résolutions qui ne peuvent porter ombrage à personne. L'utilité pratique de l'Union des associations internationales n'est pas niable cependant. Elle s'est traduite par la publication en 1909 et en 1911 de deux volumineux annuaires qui reflètent réellement dans sa plus grande partie la vie internationale d'alors.

Le Conseil de la Société des nations a parfaitement reconnu les avantages présentés par cette centrale. Il a publié en décembre dernier, avec son concours, une liste sommaire des associations internationales existantes et tout récemment il a voté à l'Union une subvention de 1500 livres sterling pour la publication d'un « Code des vœux et résolutions des Congrès internationaux ». Nuls n'étaient mieux quali-

---

de M. John Mott. Il réunissait une centaine de délégués représentant 38 nations, y compris l'Egypte, l'Inde, la Chine, le Japon, l'Australie, l'Afrique du Sud.

Pour la première fois, les étudiants chrétiens des anciens pays belligérants se trouvaient en présence. De part et d'autre s'est manifesté un effort de compréhension. Les problèmes abordés concernent l'organisation du mouvement des étudiants chrétiens dans toutes les universités du monde.

La Fédération des Étudiants chrétiens tient tous les deux ans des congrès internationaux. Les derniers avaient eu lieu à Constantinople (1911) et Lake Mohong, États-Unis (1913). Cette Fédération groupe 200.000 étudiants appartenant à toutes les dénominations chrétiennes. En fait, elle est surtout développée dans les pays protestants et orthodoxes.

fiés que MM. Lafontaine et Otlet pour mener à bien cette publication qui résumera les vœux de la société humaine.

La Société des nations, on le voit, fondée sur le principe de l'union des forces nationales, ne méconnaît pas la valeur de l'Union des associations internationales fondée, théoriquement du moins, sur le principe opposé. De son côté l'Union des associations internationales a pesé les mérites de la Société des nations, a donné son approbation de principe, mais a formulé des réserves. Les conclusions qu'elle a votées tendent nettement à la révision du pacte de la Société des nations.

Ces conclusions disent textuellement :

Le pacte qui constitue la Société des nations doit être amélioré, notamment sur les points suivants :

a) La Société des Nations doit être nettement distincte de toute ligue tendant à favoriser la réalisation de certains buts politiques particuliers. L'essence de cette Société est d'être universelle, au triple point de son objet, de ses membres et de ses méthodes. Les circonstances peuvent exiger que certains membres soient soumis à des conditions spéciales, notamment à des garanties à fournir avant d'être placés sur un pied d'égalité avec les autres. Mais la nature, la forme et la modalité de ces garanties doivent être fixées d'avance et non pas laissées à l'arbitrage de ceux qui en décident. Le régime des alliances particulières au sein de la Société doit être précisé et harmonisé avec ses propres conditions.

b) La nature des décisions auxquelles doivent obtempérer les membres de la Société ne saurait demeurer incertaine et douteuse. Il y a lieu de distinguer les décisions d'ordre législatif, judiciaire, administratif et politique, et de séparer nettement les organes ou pouvoirs qui ont à les prendre. Les droits primordiaux des membres doivent être protégés par une organisation judiciaire contre toute décision d'une majorité artificiellement constituée. Mais, d'autre part, un mécanisme doit exister pour ajuster en tous temps les relations aux nécessités nouvelles et donner naissance régulièrement à un droit nouveau, quand le droit ancien ne répond plus à l'ensemble des conditions dans lesquelles il a pris naissance. Il faut aussi que la règle de la majorité soit instaurée, tout au moins en la matière administrative et pour tout ce qui concerne la bonne gestion des services publics.

c) L'abolition absolue de la guerre doit être proclamée, comme le principe fondamental avec ses conséquences : abolition du droit de conquête et de domination, transformation des armements nationaux de manière à constituer une grande force internationale de sanction, normalisation et renforcement du système des sanctions de manière à rendre inutiles des conventions défensives, toujours périlleuses entre les membres de la Société.

d) L'autorité de la Société des nations, la souveraineté mondiale, doivent résider dans une assemblée dont les délégations soient désignées par les Parlements nationaux et disposent d'une puissance de vote proportionnelle à la puissance du pays (coefficient international dont les facteurs tiendraient compte de diverses données objectives telles que : nombre des habitants, étendue du territoire), l'importance du commerce extérieur, l'état de culture du peuple (nombre d'alphabets ou chiffre des dépenses d'instruction publique par tête d'habitant).

* * *

Au cours de la Quinzaine de Bruxelles se sont tenus encore divers congrès spéciaux, mais ce n'est pas une raison suffisante pour en parler ici. Mieux vaut les situer à leur place logique à côté des congrès de même genre dans l'ordre des connaissances humaines.

Deux congrès bruxellois néanmoins ont droit à la première place en raison de leur caractère général : le Congrès international de bibliographie et le Congrès international de la presse périodique.

La conférence internationale de bibliographie a réuni un grand nombre de délégués de différents pays. Les rapports présentés ont conclu au développement immédiat de la classification décimale. On sait en quoi consiste cette classification. Toutes les connaissances humaines sont réparties en 10 compartiments principaux : 0, Ouvrages généraux, 1, Philosophie, 2, Religion, 3, Sciences sociales et droit, 4, Philologie, 5, Sciences naturelles, 6, Sciences appliquées, 7, Beaux-arts, 8, Littérature, 9, Histoire et géographie. Chacune de ces divisions, à son tour, se subdivise en 10 compartiments nouveaux. Par exemple : 21, Théologie naturelle, 22, Bible, Evangile, 23, Théologie dogmatique, 24, Pratique religieuse, dévotion, 25, Œuvres pastorales, 26, L'Eglise, 27, Histoire de l'Eglise, 28, Eglises et sectes chrétiennes, 29, Religions non chrétiennes. A son tour, 28, Religions chrétiennes, pourra se subdiviser en 10 compartiments : 281, églises orientales, 282, églises catholiques, 283, église anglicane, etc.

De prime abord cette méthode de classement est infiniment séduisante et satisfait au besoin naturel d'ordre et de discipline qui est l'apanage de maints bons esprits. N'est-il pas réjouissant de penser que le même livre pourrait être classé sous la même cote dans toutes les bibliothèques du monde, et qu'il suffirait au chercheur de retenir une fois pour toutes l'indice représentant l'objet de ses préoccupations pour aller, armé de ce nombre magique de trois, quatre, cinq, six chiffres, ou plus, suivant sa place sur l'échelle du général au particulier, épuiser en une séance les ressources du British Museum ou de la Bibliothèque nationale sans avoir besoin d'affronter les dédales de leurs catalogues. Le fâcheux est que cette méthode, inattaquable tant qu'on reste dans les généralités, devient de plus en plus scabreuse au fur et à mesure que les chiffres s'ajoutent aux chiffres. Déterminer la cote rigoureuse et complète d'un livre devient un problème angoissant pour le bibliothécaire comme pour le lecteur, si l'on considère qu'un Essai en espagnol sur la politique extérieure anglo-allemande au XIX^e^ siècle relativement au commerce maritime se traduit par 327 (42:43) « 19 » : 387.5 (04) =6.

Il y a de quoi faire reculer les plus braves. C'est peut-être ce qui explique par quel mystère la classification décimale qui remporte tant de succès dans les congrès est si rarement appliquée, en Europe tout au moins.

Au Congrès international de la presse périodique, tenu le 15 septembre sous la présidence de M. Otlet, quatre pays seulement étaient représentés, la Pologne, la France, l'Espagne et la Belgique. C'était, semble-t-il, plutôt une sous-commission du Congrès de l'Union qu'un véritable congrès.

A Prague, pendant ce temps, se tenait le XVIIIe Congrès universel de la Libre Pensée auquel prirent part des délégués anglais, belges, français, hollandais, italiens et suisses. Au nom des libres-penseurs tchéco-slovaques, le Dr Randuitz déclara que la Tchéco-Slovaquie voulait travailler en commun en faveur de la paix. C'est peut-être cette déclaration qui a conduit le Bureau de la presse tchéco-slovaque à annoncer l'ouverture d'un Congrès international de la paix (5 septembre). Ce congrès a été l'occasion de manifestations en l'honneur de Jean Huss, et de réjouissances nationales. La Libre Pensée tchèque en effet, qui comptait parmi ses sommités Otokar Hostinsky, T. G. Masaryk, François Krejci, a eu une grande part dans l'affranchissement de la Tchéco-Slovaquie. Dissoute pendant la guerre, ses publications confisquées, ses chefs poursuivis, elle voit dans le Congrès du 5 septembre la consécration de ses efforts.

A Bratislava (Presbourg) s'est ouvert le 29 août le Congrès de l'Union mondiale du sionisme orthodoxe. Le représentant du gouvernement a déclaré à l'assemblée que le président Masaryk et le Ministère reconnaissent les juifs tchéco-slovaques comme un élément de consolidation gouvernementale. Le congrès a décidé le transfert de Zurich à Londres, du secrétariat central, la constitution d'un comité central de 45 membres, l'envoi d'une délégation en Amérique ainsi que l'achat d'un domaine en Allemagne d'une valeur de 5 millions de marcs pour y organiser un centre d'études agronomiques à l'usage des corilegionnaires qui veulent partir pour la Palestine.

A Genève, le vendredi 11 septembre, a été ouverte, à l'hôtel de la Métropole, une conférence internationale philarménienne dont le principal résultat a été la fondation d'une Ligue internationale philarménienne ayant son siège à Genève et comptant dans son comité exécutif 15 membres dont 7 au moins résideraient à proximité de Genève. Cinq membres suisses, trois anglais, trois américains, un français ont déjà été désignés pour faire partie de ce comité. Au conseil international l'Amérique et la Grande-Bretagne auront chacune 10 délégués, la France probablement 6, dont 2 désignés par la Société française lorsqu'elle sera constituée ; le Danemark, la Suède, la Belgique auront chacune 2 délégués; la Norvège, la Hollande et l'Albanie un, l'Italie 3, l'Allemagne 5 et la Suisse 6. Trois Russes sont également proposés.

A Christiana, c'est le Congrès international des femmes qui tenait dans le Storting, du 8 au 18 septembre, ses séances quinquennales.

Le *Womens' International Council* se différencie entièrement de l'Alliance suffragiste internationale. Les membres qui le composent sont généralement d'opinion moins avancée. Beaucoup se recrutent dans les milieux conservateurs. Certains sont même anti-suffragistes. Le Conseil international des femmes compte dix commissions : finances, presse, paix et arbitrage, lois concernant la position légale des femmes, suffrage et droits civiques, égalité, morale et trafic des femmes, hygiène publique, éducation, émigration et immigration, métiers et professions. 26 pays étaient représentés au Congrès. Les organisations féminines allemandes avaient fait savoir qu'elle ne pourraient prendre part aux congrès internationaux tant que l'Allemagne ne ferait pas partie de la Société des Nations, et Frl. Dr. Phil. Alice Salomon, de Berlin, s'est désistée de ses fonctions de secrétaire correspondante du Congrès.

Pendant 23 ans, la présidente a été la marquise d'Aberdeen et Temair, LL.D. Elle vient de se retirer et celle qui lui succède est une Genevoise, Mme Chaponnière-Chaix qui s'est consacrée durant de longues années à la direction de l'Union des Femmes de Genève, puis du Conseil national des femmes suisses. Sa candidature avait été soutenue par 15 pays.

Les séances du Storting se sont déroulées au milieu d'un cérémonial parfaitement ordonné. Les déléguées des Conseils nationaux occupaient les places désignées par leur drapeau national. Vingt jeunes filles en blanc, portant des écharpes aux couleurs norvégiennes, remplissaient l'office de pages pendant l'assemblée.

Le Conseil international des femmes a une devise : « Faites à autrui ce que vous voudriez qu'on vous fît à vous-même », et un chant, présenté par le Conseil suédois et adopté à la Haye en 1913 :

« Au vent que notre drapeau flotte
Qu'il soit le noble et pur flambeau ;
Préparons la grande récolte,
Le but est loin, mais il est beau. »[1]

* * *

Les congrès du travail, nombreux en août, semblent terminés en septembre. Un congrès international des marins s'est tenu à Bruxelles le 10 août et les jours suivants. Une cinquantaine de délégués de Belgique, France, Angleterre, Etats-Unis, Hollande, Suède, Norvège et Danemark y ont pris part. La journée de 8 heures, la semaine de 48 heures en mer, de 44 dans les ports, la question d'un barème international des salaires y ont été discutées. M. Wauters, ministre de l'industrie et du travail, a présidé la séance d'ouverture. C'est en quelque sorte une suite de la Conférence de Gênes, d'un internationalisme atténué.

Le huitième congrès international des ouvriers métallurgistes qui s'est tenu à Copenhague à la fin d'août n'était pas non plus au complet. Les Italiens et les Anglais s'étaient excusés. L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Tchéco-Slovaquie, la Belgique, la France, la Hollande, le Danemark, la Suède, la Norvège avaient envoyé au total 40 délégués. Des représentants italiens et luxembourgeois arrivèrent le second jour. Il semble s'être produit des confusions dans les dates de convocation, que les uns plaçaient au 15 juin, d'autres au 20 août. On est allé jusqu'à prononcer le mot de sabotage du congrès. Des résolutions ont été votées principalement sur la conduite à tenir pour empêcher les guerres, conformément aux décisions de l'Internationale d'Amsterdam. Le siège du bureau international des métallurgistes a été transféré en Suisse et Conrad Ilg a été désigné comme secrétaire international.

---

[1] Si le but est beau, le poème l'est moins. *(N.D.L.R.)*.

A Lucerne, les 12 et 13 septembre, ce n'est pas un congrès de travail que l'on enregistre, mais un congrès sportif du travail. Dans la Maison du Peuple, l'Union internationale d'éducation physique et sportive du travail a tenu ses assises. Sur la demande des délégués français, la reprise des relations internationales se traduira au cours de la saison qui s'ouvre par de grandes démonstrations sportives internationales. Dès à présent des pourparlers sont engagés par la section française avec les sections allemandes, belges, suisses et anglaises, pour des matches de football association. De grandes olympiades de gymnastique auront lieu à Prague et celles d'athlétisme à Seraing (Belgique). Pour le cyclisme et le cross-country, c'est en France que ces championnats du monde se dérouleront.

* * *

Faut-il classer le congrès de la Fédération aéronautique internationale parmi les congrès sportifs ou parmi les congrès scientifiques ? Le congrès qui s'est tenu à Genève, à l'Université, du 8 au 10 septembre relevait de l'un et de l'autre point de vue. Officiers, ingénieurs, sportsmen d'Angleterre, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis, de France, d'Italie, du Japon, des Pays-Bas et de Suisse s'y sont rencontrés sous la présidence du prince Roland Bonaparte, membre de l'Institut de France, géographe distingué et alpiniste émérite. On a surtout parlé records et accusé ainsi le caractère sportif des délibérations, records d'altitude, de vitesse, de durée. La Fédération a décidé de ne pas homologuer les records mondiaux entre août 1914 et janvier 1920. Elle a admis les Aéro-Clubs de Pologne et de Tchéco-Slovaquie et décidé la publication d'un annuaire international condensant tous les renseignements utiles aux aviateurs, terrains d'atterrissage, centres d'aviation, signaux, etc.

Si l'on en juge par le communiqué officiel, le grand problème des relations internationales par voie aérienne n'a pas été abordé. La Fédération a seulement demandé d'avoir un délégué dans la commission internationale de navigation aérienne prévue dès 1919 par les puissances de l'Entente. En attendant, des conventions se signent entre pays pour la réglementation de la circulation aérienne. L'Angleterre, la France, l'Allemagne ont échangé avec la Suisse la liste de leurs places d'atterrissage et de leurs ports d'amerrissage et d'alaquage au point de vue douanier.

Mi-sociale, mi-médicale, la IV^e^ conférence interalliée pour l'étude des questions relatives aux mutilés s'est tenue à Bruxelles sous le patronage du Roi et de la Reine, du 19 au 24 septembre. Cette conférence, qui était surtout médicale à ses premières sessions, évolue de plus en plus vers l'étude des questions sociales. Et cette évolution est toute naturelle, l'invalide n'en est plus à la période de soins, son coefficient d'infirmité est déterminé, il faut lui assurer maintenant sa place dans la société. Aussi voit-on porter à l'ordre du jour des séances des questions telles que la situation de l'invalide sur le marché du travail, la protection interalliée de l'invalide, la prothèse du travail, l'indemnisation des invalides, les emplois réservés. Le sort de l'invalide préoccupe grandement nombre de personnes et d'institutions. Le Bureau international du travail a créé une section spéciale pour le travail des invalides et la Croix-Rouge aurait sans doute aussi son rôle à jouer vis-à-vis de ces courageux amoindris qui s'évertuent à reprendre leurs anciens métiers ou à en apprendre de nouveaux mieux appropriés à leurs forces.

Ce double caractère médical et social reparaît au Congrès de la Fédération abolitionniste international qui, du 27 au 29 septembre, groupait à Genève, dans les salles de l'Athénée, des représentants qualifiés de treize pays différents. Hygiénistes, docteurs, féministes notoires, se sont concertés pour étudier les moyens les plus propres de mener à bien la lutte contre les maladies vénériennes.

Plus exclusivement scientifiques sont le congrès international de physiothérapie, tenu à Anvers le 12 septembre, la conférence internationale de psycho-technique appliquée à l'orientation professionnelle, ouverte à Genève le 27 septembre, le congrès international de mathématiques tenu à Strasbourg du 20 et 30 septembre, et le congrès international d'anthropologie tenu à Paris les 13 et 14 septembre. Ce dernier congrès a été l'occasion de l'inauguration d'un Institut international d'anthropologie fondé à Paris. Aux termes du règlement chaque pays doit être représenté par quatre délégués et la France par vingt. Parmi les délégués étrangers présents aux séances on relève des noms de savants belges, suisses, tchèques, portugais, serbes et hollandais.

* * *

Au point de vue des échanges commerciaux, il n'est pas sans intérêt de signaler le premier congrès international des philatélistes qui a groupé à Zurich plus de 200 participants appartenant aux pays suivants : Belgique, Bulgarie, Etat libre de Dantzig, Allemagne, France, Grèce, Grande-Bretagne, Italie, Yougoslavie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Hongrie, Etats-Unis. Avec l'extension extraordinaire de la philatélie et les difficultés que crée aux bourses de timbres la diversité des changes il n'est pas surprenant que les principaux commerçants aient songé à se grouper. Le fait de la guerre qui a interrompu les relations commerciales internationales a nui nécessairement beaucoup au commerce du timbre-poste par suite de l'impossibilité de se procurer des timbres de pays ennemis. La cote des timbres a fait également l'objet d'une discussion, et un congressiste suggéra l'idée de mettre dans les catalogues de timbres, à la place de la valeur en papier-monnaie, la valeur des timbres en or, le prix des timbres à l'intérieur du pays pouvant toujours être calculé en papier-monnaie.

Les foires et les expositions se résument en une foire internationale de pelleterie à Lucerne, du 22 au 26 septembre, une exposition internationale de machines agricoles à Rome, le 18, et une exposition internationale de photographies à Londres, le 10 septembre. Près de 400 photographes ont envoyé environ 4000 photographies de l'Amérique, du Canada, des Indes, d'Australie, de l'Afrique du Sud, de l'Egypte, du Japon, de l'Espagne, de France, de la Hollande et de la Norvège. Les envois de Los Angeles ont été particulièrement nombreux ce qui n'est pas surprenant, puisque c'est le pays de la lumière par excellence au point de vue photogénique.

Le vendredi 24 septembre s'est ouverte à Bruxelles, à la Chambre des Représentants, la Conférence financière internationale convoquée par la Société des Nations. A cette conférence prenaient part 300 délégués de 29 pays, à savoir : l'Angleterre, l'Argentine, l'Australie, l'Afrique du Sud, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, le Guatémala, la Hollande, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Tchéco-Slovaquie et la Yougoslavie, qui sont des Etats sociétaires, ainsi que l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie. De plus, les Etats-Unis participaient aux travaux ; la Finlande, le Luxembourg, l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie étaient invitées à suivre les débats.

Nos lecteurs ont pu voir, dans une autre partie du numéro, le compte rendu de cette conférence, rédigé par un de nos amis de Bruxelles.

Etienne CLOUZOT.

REVUE DES REVUES

Suisse. — La *Semaine littéraire* (Genève) salue avec trop de sympathie la *Revue de Genève* pour que nous ne lui rendions pas la pareille. On connait la vitalité, la sincérité, la hauteur de vues qui la caractérisent. Elle exprime véritablement le meilleur de la Suisse romande, dans le domaine littéraire et le domaine moral. Elle en formule les aspirations critiques, son goût de vérité et de bon sens, sa curiosité d'esprit, et ce qu'il faut appeler d'un mot son libéralisme. La *Semaine littéraire* donne depuis plus de vingt ans un exemple de probité et d'intelligence que nous nous efforcerons d'imiter.

Dans *Wissen und Leben* (Zurich) M. Ernest Bovet salue notre naissance avec beaucoup de cordialité et nous ne nous priverons pas de l'en remercier. Nous ne nous sommes pas toujours sentis d'accord avec tel ou tel de ses articles, mais nous nous plaisons à louer la haute tenue intellectuelle de sa revue, son courage, le sens aigu qu'elle montre de l'époque moderne.

France. — *L'Opinion* est un hebdomadaire plein de vie et qui a su grouper une collaboration très remarquable. Nous aurons l'occasion de signaler les articles politiques de MM. Colrat et Jacques Bardoux ; nous voulons dès maintenant louer ceux de M. Jean-Louis Vaudoyer, consacrés à l'art, d'une sensibilité ornée et d'un choix réfléchi ; ceux de M. Jean de Pierrefeu qui témoignent, dans la critique théâtrale, d'une bien rare indépendance ; et enfin ceux de M. Jacques Boulenger. M. Boulenger est en train de prendre une des premières places dans la critique littéraire : il est parfaitement informé ; nous dirons que c'est un esprit libre, bien que cet éloge paraisse peut-être désuet, en un temps comme le nôtre, tout en formules et en consignes ; ajoutons qu'il a du goût, ce qui suffit à le distinguer de plusieurs de ses confrères, un goût vrai, nourri, racé ; enfin on sent chez lui un amour invétéré pour la langue française. Il sait juger et si ses jugements portent, c'est qu'il est compétent : voilà l'exceptionnel. Ce qu'il a écrit l'autre jour de la *Symphonie pastorale* est excellent : ses remarques sur les silences de Gide, sur l'ironie de Gide, sur l'art souverain, souple et calculé de Gide, sont du premier ordre. De même ses réflexions récentes sur le stendhalisme.

L'Europe nouvelle est un hebdomadaire aussi, qui contient des articles fort intelligents de M. René Gillouin, mais qui donne moins de place à la littérature qu'à la politique et aux finances. Dans un de ses derniers numéros, M. Benjamin Crémieux écrit : « C'est à travers notre langue (la langue française) que les autres peuples de la terre doivent se connaître les uns les autres. Un Suédois doit aborder la culture espagnole au moyen de livres français et un Brésilien la culture polonaise. L'Allemagne avant la guerre essayait de s'imposer dans ce rôle. L'occasion est unique pour la France de remplir sans conteste cette fonction d'intermédiaire, d'agent de liaison intellectuel entre les nations. » Cette tâche, c'est précisément celle que la *Revue de Genève* a assumée. Ce peut être ainsi grâce à nous que des Suédois, Brésiliens, Espagnols, Polonais pourront s'aborder. Nous avons la même foi en la langue française que M. Crémieux. Elle est le véhicule nécessaire d'une Europe plongée dans la confusion, et qui a besoin d'un verbe clair tout d'abord pour se définir elle-même, d'un verbe critique.

Les revues mensuelles, en France, se multiplient, mais presque toutes ont un caractère doctrinaire. Il n'y faut chercher ni scepticisme, ni éclectisme. Mais comme le nombre des idées n'est pas considérable, moindre peut-être que celui des revues, ces dernières se gênent un peu les uns les autres, s'empruntent leurs théories et leurs programmes, finissent par se recouvrir. La *Revue universelle*, une des plus récentes, est pour l'ordre, et l'ordre partout, ce qui correspond bien à un besoin actuel. Si elle réalise, et fort bien, programme « réactionnaire », il semble qu'elle perde un peu de vue son programme « universel ». C'est sans doute que ces deux termes s'excluent, et qu'un nationalisme français sera toujours ennemi des nationalismes étrangers. La revue défend les intérêts d'une politique et d'une forme de civilisation, plus peut-être que toutes les formes civilisées. On ne s'explique pas toujours par exemple le ton sévère qu'elle prend à l'égard de l'Angleterre : l'opinion française en plaidant, comme une revanche personnelle et d'une manière systématique, la cause des sinn-feiners ou de l'Egypte, commence d'indisposer l'opinion de son alliée nécessaire. M. René Johannet est un magister rigoureux.

Doctrinaire aussi, mais moins politique, plus universitaire, trop universitaire parfois, la *Minerve française*. On aime sa préoccupation de littérature, l'élégance de sa présentation. MM. Thérive, Henriot, Georges le Cardonnel sont parmi ses meilleurs collaborateurs. Mais nous les retrouvons presque tous à la *Revue critique des idées et des livres*, également doctrinaire, mais avec un accent plus jeune que ses sœurs. Celle-ci est dirigée par M. Eugène Marsan, un esprit très fin, très cultivé, qui sait rendre au souvenir choisi le culte qu'il mérite. Son numéro consacré à Moréas était une chose fort réussie. Dans un fascicule plus récent nous avons lu avec intérêt une étude de l'étonnant M. Henry Bidou — étonnant par la variété et, en chaque ordre, l'excellence de ses dons — sur la marche de l'armée allemande en Belgique et en France. Disons ici qu'à la suite du mémoire du général von Kluck que nous avons publié, nous avons reçu, d'un abonné hollandais, une brochure fort curieuse intitulée *La manœuvre autour du Limbourg néerlandais en 1914*, d'où il semble bien résulter que c'est l'obligation pour les Allemands de respecter la neutralité hollandaise — par crainte de l'Angleterre — et de contourner lentement ce long promontoire limbourgeois, qui leur a fait perdre un temps précieux ainsi que la possibilité de la victoire. Plus on y réfléchit, plus on constate que les Allemands ont été perdus par leur infériorité d'exécution : leur plan était raisonnable, ils n'y ont consacré ni les effectifs, ni la durée qu'il exigeait. Et ils étaient battus d'avance à l'heure même où, pleins d'orgueil et de force, ils s'ébranlaient.

A côté de ces revues à partis pris, la bonhomie parfois un peu incohérente du *Mercure de France* rafraîchit et repose. C'est un des périodiques les plus variés, les plus riches en renseignements qui soient. Les années passent, et il ne vieillit pas. Il aurait pu prendre le ton sentencieux, devenir la *Revue des deux mondes* du symbolisme : pas du tout, il est resté jeune, et sa fantaisie est extrêmement sympathique. Qui donc, sauf lui, publierait les admirables articles de M. Paul Léautaud ? En somme, ce rôle de Mentor littéraire parfois un peu gourmé, d'introducteur des nouveautés, c'est la *Nouvelle revue française* qui le joue, avec une intelligence extrême, certaines étroitesses, et des indulgences parfois incompréhensibles. Ses collaborateurs sont mélangés : quelques-uns d'entre eux, disons même la plupart, sont les écrivains les plus remarquables, à des titres divers, de ce qu'il est convenu d'appeler la jeune génération... Nous citerions volontiers le sommaire de son dernier numéro, mais on a négligé de nous l'envoyer.

Notre intention est de donner sous cette rubrique, dorénavant, un compte rendu rapide des revues de tous pays.

LA REVUE
DE
GENÈVE

NOVEMBRE 1920. N° 5.

DIRECTEUR: ROBERT DE TRAZ
ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

POUR LA PUBLICITÉ, S'ADRESSER A
PUBLICITAS S.A., CORRATERIE, 15, GENÈVE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

LA REVUE DE GENÈVE

CHRONIQUES NATIONALES DE LA REVUE DE GENÈVE

Allemagne	F. W. FÖRSTER.
Amérique latine	Robalino DAVILA. Alfonso REYES. M. Oliveira LIMA.
Angleterre	C. E. BECHHOFER.
Autriche	Joseph REDLICH.
Belgique	Louis PIÉRARD.
Etats-Unis	John ERSKINE.
Espagne	Ad. SALAZAR.
France	Daniel HALÉVY. Edmond JALOUX.
Grèce	André ANDREADÈS.
Hollande	Hermann ROBBERS.
Hongrie	Comte J. ANDRASSY. Frédéric RIEDL.
Italie	Guglielmo FERRERO. Giuseppe PREZZOLINI.
Pologne	Jan KUCHARZEWSKI.
Roumanie	N. JORGA.
Russie	Nicolas ROUBAKINE.
Serbie	Lazare MARKOVITCH.
Suède	Anton BLANCK.
Suisse	DIVERS.
Tchécoslovaquie	HASBOVEC.

Ont collaboré aux quatre premiers numéros de la *Revue* : MM. André SUARÈS, Albert THIBAUDET, Général VON KLUCK, Joseph CONRAD, Maxime GORKY, PER HELLSTROEM, G. FERRERO, Edmond JALOUX, Daniel HALÉVY, F. W. FÖRSTER, Robalino DAVILA, N. JORGA, Charles MACFARLAND, L. MARKOWITCH, HASBOWEC, Camille MAUCLAIR, Camille HUYSMANS, Paul SEIPPEL, Ad. KELLER, Jacques BAINVILLE, Georges MOORE, A. ANDREADÈS, Louis PIÉRARD, Nicolas GAY, Etienne CLOUZOT, Jean-G. AUBRY, etc.

La *Revue* a publié un ballet inconnu de DESCARTES.

Dépositaires généraux de LA REVUE DE GENÈVE :

FRANCE : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (II^e).

ANGLETERRE : Messageries HACHETTE, King William Street, 16, London W. C. 2.

BELGIQUE : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

HOLLANDE : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAELSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

HONGRIE : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

COSTA RICA : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

HAÏTI : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16^me et 17^me rues, Avenue A. Cap Haïtien.

Pour l'ITALIE, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Cristoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

POUR L'ASSEMBLÉE

La Société des nations est née d'un grand espoir. Cet espoir sera-t-il déçu ? Voilà la question qu'en tous les pays du monde, se posent à l'heure actuelle des millions d'hommes et de femmes, les uns avec confiance, les autres, la plupart, avec angoisse. Voilà la question à laquelle la première Assemblée qui se réunit à Genève le 15 novembre 1920, va donner une réponse peut-être finale et décisive.

L'humanité demande à la Société des nations qu'elle mette un terme à cet anachronisme sanglant qu'est la guerre. Elle veut en supprimer les causes, en faisant régner la justice parmi les peuples et en leur assurant à tous un égal droit à la vie et au progrès matériel et moral. Elle veut en empêcher le déchaînement, en organisant la résistance de sa volonté pacifique contre les révoltes de l'égoïsme nationaliste et contre les attaques de l'impérialisme dominateur. Elle veut soustraire la politique internationale aux intrigues qui la corrompent et aux violences qui la souillent. Sachant que les crimes se préparent à la faveur de la nuit, elle veut que les négociations entre les Etats soient conduites à la clarté du grand jour. Voilà pourquoi elle demande à la Société des nations de répandre la lumière de ses informations précises, impartiales et complètes sur les pourparlers engagés entre les gouvernements. Voilà pourquoi elle répudie la diplomatie secrète et exige la publicité des traités.

Voilà pourquoi aussi l'humanité salue l'Assemblée. Elle s'attend à ce que ses membres soient plus que les représentants de leurs seuls gouvernements. Elle acclame en eux les champions de son idéal inquiet, les réalisateurs de ses ultimes espérances pacifiques.

Pour que l'Assemblée puisse supporter le fardeau de ses écrasantes responsabilités historiques il faut qu'elle en partage le poids avec tous les hommes de bonne volonté du monde entier. Pour qu'elle puisse mener à chef sa tâche magnifique et nécessaire, il faut que s'établisse et se maintienne entre elle et eux un contact étroit, une véritable intimité. Pour cela il ne suffit pas que les portes de la salle de ses délibérations soient largement ouvertes. Il faut encore que les peuples reconnaissent, à l'accent de sincérité des paroles qui y seront dites, l'écho de leurs propres préoccupations et trouvent, dans la généreuse hardiesse des décisions qui s'y devront prendre, l'exaucement de leurs propres désirs.

L'heure n'est plus aux habiletés diplomatiques, aux savantes combinaisons de couloirs, aux résolutions vaines ou équivoques, adoptées par des unanimités factices à la faveur même de leur insignifiance ou de leur ambiguïté. L'heure présente est bien trop grave. La prudence excessive serait aujourd'hui la plus dangereuse des témérités. Car si, comme trop souvent, la prudence excessive conseillait l'attente et l'abstention, elle n'aboutirait qu'à déchaîner les cataclysmes de la rage déçue et du désespoir des peuples.

⁂

Avant l'armistice, la Suisse, avec le reste du monde civilisé, avait applaudi presque unanime aux fameux messages du président Wilson annonçant une ère nouvelle de justice internationale. Après la paix, il a fallu une longue et laborieuse campagne populaire pour faire adhérer notre démocratie au Pacte de la Société des nations.

Pourquoi cela ? C'est que le Pacte n'a pas tenu toutes les promesses de ces messages. Le souci d'égalité et d'universalité internationales, de justice pour tous et de scrupuleuse impartialité, qui avait inspiré ceux-ci, semblait s'être atténué et déformé au cours des délibérations d'où est né celui-là. « L'association générale des nations » prévue pour le maintien de la paix du monde était devenue une ligue des vainqueurs, où les neutres paraissaient tolérés et d'où les vaincus étaient exclus. « L'égalité de droit entre les nations grandes et petites, entre celles qui sont puissantes et celles qui sont faibles, » semblait avoir fait place à des distinctions arbitraires fondées sur la force. Le droit de libre disposition des peuples, la liberté des mers et le libre accès à la mer, la liberté du transit, l'égalité économique, le désarmement, la publicité des traités, la suppression des alliances particulières, autant de principes proclamés par le président Wilson et qui semblaient, dans le Pacte et le Traité de Versailles dont il fait partie, ou violés et méconnus, ou imparfaitement sanctionnés, ou appliqués seulement au profit des uns et aux dépens des autres.

Ces disparités expliquent la déception, les hésitations et les méfiances de notre peuple, invité à s'associer à l'œuvre nouvelle. Mais cette déception, ces hésitations et ces méfiances ont été surmontées. Dans un magnifique élan de foi au progrès et de volonté pacifique, la Suisse est entrée dans la Société des nations. Elle est prête à assumer des responsabilités nouvelles et heureuse de mettre au service de la collectivité mondiale son expérience séculaire de liberté, de fédéralisme républicain et de tolérance démocratique. Sa décision a été un acte de confiance et non une abdication. Reconnaissant avec regret que le Pacte ne répondait qu'imparfaitement à son idéal, elle y a accédé cependant, non en désavouant son idéal, mais avec la ferme résolution de contribuer de toutes ses forces à en assurer la réalisation progressive sur le plan mondial.

Tous ceux qui ont collaboré à la campagne de persuasion et d'exaltation politiques qui a précédé et déterminé la décision du peuple suisse ont conscience aujourd'hui de la responsabilité particulière qu'ils portent devant lui. Ils croient plus que jamais à la justice de la cause qu'ils ont défendue et à la nécessité de son triomphe pour le salut de l'humanité. Mais ils constatent avec douleur tous les obstacles que les nationalismes aveuglément égoïstes opposent encore à ce triomphe nécessaire.

Forts de leur foi, mais émus d'angoisse, ils se tournent vers l'Assemblée et ils la conjurent de poursuivre à Genève l'œuvre commencée à Paris avec la volonté indomptable de la compléter, de l'élargir, de la consolider, de la parfaire.

* * *

Notre cité et notre patrie, à qui revient le redoutable honneur d'héberger les premières assises de l'Assemblée, aspirent à être plus et mieux que le lieu géographique du grand rendez-vous international. Si les fondateurs de la Société des nations ont tenu à ce que son siège fût établi sur le sol genevois et helvétique, c'est qu'ils espéraient y trouver un milieu politique et intellectuel favorable à leurs aspirations.

Il ne nous appartient pas d'apprécier la sagesse de leur décision. Mais il nous incombe de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour la justifier aux yeux du monde.

La *Revue de Genève* voudrait y contribuer pour sa part. Elle a donc demandé à quelques-uns des hommes en qui la Société des nations se doit de vénérer ses créateurs d'exposer ici leurs espoirs et leurs ambitions. Non sans joie ni fierté elle les a vus se rendre à sa requête et, en leur ouvrant toutes grandes les portes de la maison, elle tient à leur en exprimer sa plus vive gratitude. Elle sait qu'aucun membre du grand parlement mondial ne restera sourd à la parole autorisée de ces maîtres de l'opinion internationale, ni indifférent aux appels entraînants de ces héros de la démocratie contemporaine.

Rapprocher les noms de lord Robert Cecil, d'Albert Thomas, de Branting et du colonel House, c'est dresser tout un programme de coopération internationale et d'action vigoureuse et loyale en faveur de l'humanité nouvelle issue de la guerre[1]. Nul n'ignore le rôle joué par ces hommes dans la vie publique de leurs patries respectives au cours de ces dernières années, ni la part qu'ils ont prise à la constitution de la Société des nations et à la propagation de ses principes dans le monde. Nul ne doit ignorer davantage leur amitié pour notre pays.

---

[1] Ces lignes étaient écrites lorsque M. T. Tittoni a bien voulu nous remettre les pages que nous donnons plus loin. On sait l'autorité que l'éminent délégué de l'Italie exerce au sein du Conseil et avec quelle lucidité, quelle persévérance romaines il poursuit les réalisations pratiques du pacte universel. On connaît aussi les sympathies précieuses qu'il nourrit à l'égard de notre pays.

Notre histoire nationale dira un jour ce qu'a été pour la Suisse, pendant les durs mois du blocus de guerre, l'appui effectif qu'elle rencontra auprès de lord Robert Cecil, représentant de la Grande-Bretagne au Conseil maritime interallié, d'Albert Thomas, membre du gouvernement français, et du colonel House, confident et conseiller du président Wilson. Notre pays n'oubliera pas non plus le réconfort qu'il puisa dans la sympathie qui l'unissait aux pays scandinaves, dont Branting fut un des chefs politiques les plus influents et les mieux inspirés. Il retrouva ces sympathies scandinaves et la loyale collaboration de Branting à Paris, au printemps 1919, lorsque les Etats neutres furent admis à faire valoir leurs revendications relatives à la Société des nations. Il eut l'occasion aussi d'éprouver à nouveau la fidèle amitié d'Albert Thomas qui, devenu directeur du Bureau international du travail, tint, en cette qualité, à venir s'installer à Genève en précurseur du Secrétariat de la Société des nations. Quant au colonel House et à lord Robert Cecil, la Suisse tout entière et Genève tout spécialement leur garderont un souvenir d'éternelle reconnaissance civique pour les services éminents qu'ils leur rendirent à la Conférence de la paix. Ces services ne sont pas encore généralement connus de nos contemporains, mais ils seront révélés à nos enfants lorsque nos archives, qui en conservent le témoignage fidèle, s'ouvriront aux recherches des historiens futurs.

Nous sommes particulièrement heureux de voir le colonel House s'associer de loin, de bien trop loin, hélas! aux émotions de Genève en ces solennelles journées de novembre 1920. La *Revue de Genève* est flattée de sa collaboration puisque, comme il nous l'écrit, « il enfreint, à la faveur de nos intentions, une règle de toute sa vie » en prenant la plume pour nous adresser un message de sympathie et d'espoir. Mais nous en éprouvons une joie et un réconfort plus profonds aussi puisque, grâce à lui, la voix de l'Amérique, la grande absente, n'est pas tout à fait muette parmi nous.

L'humanité tout entière porte le deuil de l'absence des Etats-Unis à l'Assemblée de la Société des nations. Mais, si douloureuse qu'elle soit, cette absence ne saurait faire oublier que c'est à la grande république d'outre-mer plus qu'à toute autre puissance, et à son infortuné président plus qu'à tout autre homme d'Etat, que les nations doivent de former dès aujourd'hui une véritable société et que Genève est redevable de l'honneur d'en être la capitale.

Cette absence qui, en se prolongeant, pourrait devenir fatale à l'œuvre tout entière, ne peut et ne doit être que momentanée. A cela aussi l'Assemblée peut et doit pourvoir. Puisse-t-elle y mettre un terme, en confondant les sceptiques et en entraînant les irrésolus, par la dignité et la généreuse fécondité de ses délibérations, par la sagesse et la grandeur de ses décisions !

Ainsi, en fondant définitivement la paix universelle sur le droit, elle justifiera les espoirs suprêmes de l'humanité et méritera à jamais les bénédictions des générations à venir.

William E. RAPPARD.

LA COLLABORATION DES PEUPLES

Il est très rare qu'un homme qui a eu le privilège d'assister aux premières manifestations d'une grande réforme ou d'un mouvement national ait la chance de vivre assez pour en considérer aussi l'achèvement, ou même pour en pouvoir constater un progrès appréciable. Et il ne se rencontre pas de cas qui soit plus probant à cet égard que celui de la Société des nations. L'illusion dans laquelle le public s'est longtemps fortifié, et qui voulait que le projet d'une ligue des peuples fût un projet tout récent, est maintenant dissipée. Toutefois, quoiqu'il y ait plusieurs années que l'on ait conçu l'idée de la ligue, elle reste quelque chose de tout à fait nouveau aux yeux du monde, qui n'a commencé de s'y intéresser que pendant les derniers mois de la guerre européenne et les discussions desquelles sortit le Pacte de la ligue, lors de la Conférence de la paix, à Paris. Mais nous, qui avons pu nous affliger plus âprement que jamais nos aïeux n'en eurent sujet sur la férocité des batailles modernes et sur l'affreux gaspillage qu'elles provoquent, nous avons eu pourtant le bonheur de voir la Société des nations naître à la réalité, dès après le commencement de la lutte qui a marqué ses débuts dans le monde. Assurément, il se trouve des gens pour dire que ceux-là même qui ont montré naguère le plus d'enthousiasme font aujourd'hui paraître une tiédeur singulière ; d'autres raillent le propos qu'a formé la Ligue de maintenir la paix sur la terre, et de l'y assurer, tandis qu'il n'est bruit chaque jour dans la presse que de guerres déchaînées ou probables. Il en est d'autres qui n'ont pas fini de se récrier sur l'absurdité, évidente à leurs yeux, d'un projet dont la réalisation impliquerait une communauté de désir entre des races que leurs traditions, leurs idéals et toutes les conceptions qu'elles ont de la vie opposent à tout jamais ! Je ne saurais contester qu'il n'y ait encore, même dans les races les plus civilisées et dont la culture est la plus étendue et la plus élevée, une disposition naturelle à se venger quand on leur a fait du tort, et qu'elles ne soient très promptes à la querelle, sitôt qu'elles ont sujet de craindre qu'on cherche à leur nuire. Mais je suis persuadé que la plupart seront d'accord avec moi si j'affirme que le recours à la violence entre individus, dans le cas où ils ont à se défendre, se fait de plus en plus rare à mesure que les années marchent. La procédure légale a fait partout une concurrence victorieuse à la méthode des cartels et des duels qui offrait jadis à la bouillante jeunesse et aux hommes emportés tant d'occasions de calmer la chaleur de leur sang. Dans plusieurs pays déjà, le duel aboli appartient à l'histoire du passé. On peut d'ailleurs observer que les gouvernements, et à leur exemple les classes sociales et les partis politiques, s'accoutument de plus en plus à choisir des arbitres pour juger leurs différends. Si l'on ne peut attendre d'eux qu'ils aplanissent toujours toutes les difficultés, au moins leur intervention contribue-t-elle à modérer la fureur des luttes qu'il est impossible d'éviter.

Il me paraît que ce progrès s'est affirmé à la faveur du pouvoir croissant des grandes masses, et de la liberté plus générale du suffrage parmi les peuples de toutes les nations qui, à des degrés différents, se sont civilisées. Ceux qui furent autrefois les instruments misérables des ambitions et des passions des grands ont réussi peu à peu, au prix de quelles peines ! à convaincre leurs maîtres d'autrefois du droit qu'ils avaient, eux aussi, à disposer de leur vie et de leurs biens. Leur esprit s'est lentement éveillé à l'idée obscure que toutes les guerres dans lesquelles ils étaient entraînés malgré eux n'étaient pas toujours des guerres nécessaires ni légitimes. Et, bien qu'il leur arrivât d'en retirer quelques avantages, selon que la fortune avait favorisé leurs chefs, ce n'était pas un peu d'or ou de terre qui pouvaient compenser, quand ils trouvaient la mort, la perte irréparable que faisaient une mère, un père ou un enfant. La gloire des victoires n'entrait pas d'un air aussi familier dans les masures que le deuil inévitable qui l'y avait précédée. Il est certain que, parmi les classes qui n'ont point été invitées à prendre part aux brillants tournois et aux grandes mêlées politiques, on s'est montré beaucoup moins sensible à l'idée de l'honneur national et de la victoire du pays qu'à la dure misère que la guerre a causée.

A dire vrai, les seuls esprits qui ont pu estimer avec justesse les valeurs internationales sont ceux-là à qui il fut donné de les apprécier sans qu'un désir de combattre troublât leur jugement. Dans le nombre, de jour en jour plus imposant, de ceux qui répugnaient à se ruer à la guerre, on compta des hommes que leurs croyances religieuses amenaient à travailler pour le règne de la paix sur la terre, et qui rêvaient de mettre à la portée de toutes les mains les choses qui font belle la vie. D'autres souhaitaient l'ère de paix parce qu'ils y voyaient des occasions très favorables d'augmenter la richesse matérielle et le bien-être des peuples. Mais ceux-là ne sont point les hommes dont l'influence peut élever l'humanité à tenter de plus hauts desseins, car leur égoïsme s'accommode souvent de la misère des grandes villes industrielles où, dans les quartiers surpeuplés, la maladie et le vice guettent les enfants malingres et débilités.

Un tel état de choses a entraîné une guerre d'une nouvelle sorte, et le fait est que cette guerre-là, déclarée déjà dans plusieurs pays, en menace d'autres. C'est pour combattre dans leurs rangs et prévenir ces calamités que le Bureau international s'est enfin mis à l'œuvre.

Les philanthropes, hommes d'Etat, penseurs, tous en des moments différents, depuis dix siècles, ont eu des représentants en vue qui ont fait de leur mieux, malgré le scepticisme ambiant, pour prouver combien il est vain, de la part des pays civilisés, de considérer la guerre comme le seul moyen de régler les questions d'honneur national. Et leurs efforts, combinés avec le lent triomphe des grandes masses populaires qui ont conquis le droit de manifester leur volonté, ont créé un courant d'idées qui a trouvé de nos jours son expression la plus élevée dans ce vœu qu'ont formé les peuples de voir naître une Société des nations pour assurer la paix du monde. Il est vrai qu'une des nombreuses critiques que l'on trouve à faire à la Société est qu'elle n'est pas, dans sa constitution même, assez démocratique. Mais si, par exemple, à la première assemblée, on remarque parmi les représentants des nations une proportion trop forte de représentants des gouvernements, qu'en faudra-t-il conclure ? Que c'est seulement une des erreurs qu'il faut souhaiter de voir disparaître, au fur et à mesure que se complétera l'expérience internationale. On n'a jamais eu l'intention d'imposer le Pacte, à la façon des lois des Mèdes et des Perses. Il a été conçu comme il a été offert au jugement du monde, par des hommes qui ont cru qu'en dépit des défauts qu'on y peut relever et dont eux-mêmes se rendaient compte, le Pacte était pourtant assez intelligible et assez décisif pour qu'on y pût trouver les bases sur lesquelles il appartient à d'autres de bâtir.

L'essentiel était alors d'entreprendre, et de prouver que le projet n'était point chimérique. Et cela, je suis heureux de pouvoir le dire, a été fait. Personne ne saurait soutenir raisonnablement qu'il faut inférer, du fait que l'ordre ne s'est pas rétabli sur le champ dans le monde bouleversé, en janvier dernier, au moment où le Traité de paix saluait l'avènement de la Société des nations, que cette ligue des peuples suivra celle qui l'ont précédée dans la voie malheureuse où elles sont mortes avant d'avoir vécu. On ne peut, du jour au lendemain, avoir raison du désordre général qu'a provoqué la guerre récente. Et, du reste, plusieurs cas importants, dans lesquels il faut voir quelques-unes des causes du bouleversement actuel, n'ont été soumis à la Société des nations qu'au moment où les choses étaient terriblement avancées. Ce que je ne crains pas d'affirmer, c'est que dans tous les cas où le Conseil a été consulté et a pu agir, il a obtenu des résultats tels que, de toutes parts, il a reçu des marques d'approbation et d'encouragement. Et cela est vrai au point de me convaincre combien il est nécessaire que tout le monde se persuade, en chaque pays civilisé, d'avoir voix au chapitre dans le règlement des affaires internationales ; celles-ci n'échappent point aux lois morales qui gouvernent la vie individuelle.

Voilà le domaine où l'union des bonnes volontés trouvera à accomplir son meilleur ouvrage. Les gouvernements peuvent promulguer des lois et publier des déclarations, les hommes peuvent les contester ou les soutenir ; des révolutions et des guerres peuvent éclater. Mais on trouvera toujours dans chaque pays, des esprits justes, qui ne s'excitent point, et auxquels appartient, en définitive, de rétablir l'équilibre social et politique.

Si ceux-là, un jour, se pénètrent de cette vérité, durement enseignée par la guerre, qu'il est inévitable, pour les nations comme pour les personnes, de souffrir du mal qu'elles commettent, et que nulle, désormais, ne peut souffrir sans les autres, — alors s'accomplira le vœu de la Société des nations.

Robert CECIL.

SI LES PEUPLES VEULENT ENCORE VIVRE...

Telle qu'on l'avait conçue au temps de la paix, la Société des nations n'était qu'un grand rêve sage, dans le repos du monde. Il a fallu que la guerre mutilât le monde tout entier pour que la Société des nations, effective et réelle, sortît du cerveau des hommes, durement accouchée par la nécessité. Si la guerre ne se fût déchaînée, sauvage et véhémente, et chaque jour marquée de plus affreux excès, la Société continuerait de vivre dans l'esprit des hommes de bonne volonté, d'une vie embryonnaire, intermittente et vaine. Aux grandes réformes, il faut les grandes crises, pour les féconder; c'est seulement alors qu'on les voit prendre forme et consistance, qu'elles portent leurs effets et que les belles idées engendrent de belles actions.

Le monde est né très lentement à ce semblant de civilisation des temps modernes. Seule l'expérience des siècles a peu à peu achevé de ruiner la vieille créance que la force prévaut contre le droit. Les nations les plus polies possèdent des lois qui proclament le respect de la propriété d'autrui, la garantissent et protègent les personnes. Mais les lois et la morale internationales ne se sont point inspirées jusqu'ici de la morale et des lois auxquelles sont assujettis les peuples dans les limites des patries.

On ne peut plus à présent tuer quelqu'un et lui prendre son bien sans risquer un châtiment prompt et rigoureux. Hé bien ! c'est précisément cette morale et ces lois qui règlent heureusement les rapports qu'entretiennent entre eux tous les enfants d'un même sol, que la Société des nations veut s'efforcer d'étendre jusqu'aux confins de la terre, qui est la commune patrie de tous les peuples.

Si l'on admet que c'est du maintien de l'ordre et d'une exacte obéissance à des lois justes que dépendent le bonheur et la prospérité d'un peuple au cœur d'un Etat, il n'y a point de raison pour empêcher que les Etats, soumis tous ensemble à ces mêmes règles dont chacun tire tant d'avantages dans le particulier, ne trouvent d'identiques avantages, et de plus considérables, dans le maintien d'un ordre et dans l'observation de règlements universels qui assureraient la paix du monde.

Chaque Etat s'est vu amené à décréter des lois dont la contrainte est nécessaire pour que son peuple vive et jouisse librement des bienfaits du travail. La grande guerre met semblablement tous les Etats et tous les peuples dans l'obligation de s'unir, rangés sous les mêmes lois, pour s'entr'aider et pour se protéger les uns les autres. Si les peuples manquent à s'unir maintenant qu'il est encore temps, c'en est fait de tous. Mais la nécessité a toujours excité le génie des hommes, et les hommes nouveaux sauront trouver la voie nouvelle, et la suivre vers l'union.

Peut-être y aura-t-il en quelques endroits, dans le Pacte fraternel, des faiblesses et des insuffisances. Il faut travailler à l'affermir sur ses bases et à l'approprier aux contingences, selon que le temps ira et que les circonstances commanderont. Mais il ne faut pas que le Pacte reste sans effets, si, au lieu de reculer jusqu'aux ténèbres anciennes, la Civilisation doit marcher rayonnante dans la jeune lumière.

⁂

Genève, belle cité, sera le centre du monde nouveau. Aucune autre ville ne pouvait mieux répondre aux vœux des nations qui ont fixé leur choix sur elle. Et nul d'entre ceux qui connaissent son peuple et sont instruits dans son histoire ne doute qu'elle ne se rende digne de la confiance des nations.

Genève est la cité extrême d'un petit pays dont les habitants sont libéraux, fiers de leur patrie et jaloux de leur liberté. Les nations ont fait sagement en l'arrêtant pour leur capitale. Et c'est là qu'on les verra se réunir, pour y promulguer la paix du monde et y concerter le bien-être des hommes.

E.-M. HOUSE.

LES PROPOSITIONS SCANDINAVES

Dans les trois pays du Nord. la Suède, le Danemark et la Norvège, on travaille depuis longtemps à faire comprendre à l'opinion publique l'idéal d'une paix universelle. Ce n'est pas sans raison que le grand prix « Nobel » en faveur des pacifistes a été institué par un Suédois qui a confié au parlement norvégien le soin de le distribuer tous les ans. Il n'est guère d'autres pays où l'horreur de la guerre considérée comme un phénomène barbare, indigne d'une véritable civilisation, ait pénétré aussi profondément dans la conscience et les sentiments des masses ; nulle part ailleurs, peut-être, n'a-t-on plus énergiquement condamné l'idée que la guerre est un élément nécessaire dans le système du monde. Le mot du vieux Moltke que la paix éternelle est un rêve et pas même un beau rêve, trahit une manière d'envisager la vie qui est profondément étrangère à l'âme des peuples germaniques du Nord.

C'est la guerre mondiale elle-même qui, à force de malheurs et de souffrances, a amené les esprits à concevoir une Société des nations dont la tâche essentielle serait de prévenir les conflits armés. L'utopie de quelques précurseurs, les résolutions des conférences socialistes, encore impuissantes contre la politique des milieux dirigeants, se transformèrent grâce aux quatorze points de Wilson en un programme pratique soutenu par une grande puissance. On comprend que les pays scandinaves aient été gagnés d'avance à ce projet et qu'ils lui aient donné leur appui enthousiaste.

Mais la guerre a été trop longue et conduite dans des proportions trop vastes, en vertu de la règle aussi fausse qu'immorale que, plus on est dur, plus la victoire est rapide ; aussi lorsque les champions de cette doctrine furent enfin battus, les conditions d'une paix de conciliation immédiate n'existaient plus. L'idée d'une Société des nations ne fut toutefois pas abandonnée ; elle s'érigea, malgré tout, comme le portique du traité de Versailles ; sa présence proclame que celui-ci comporte quelque chose d'autre et contient plus de promesses d'avenir que la longue énumération d'obligations imposées au vaincu par le vainqueur et qu'on trouve dans la plupart des traités de l'histoire. Il est vrai que la Société des nations constituée par le pacte du 28 juin 1919 n'était au début qu'une association des puissances alliées et associées. La possibilité pour les Etats restés neutres pendant la guerre d'y entrer plus tard était prévue, mais ils ne furent admis que dans une très faible mesure à participer à l'élaboration du pacte. Quant aux anciens ennemis, leur admission future fut renvoyée à un avenir assez incertain.

Toutefois le premier grand pas était fait. Ceux qui pensaient qu'un monde incomplet et si lent, hélas ! dans sa marche en avant, allait inventer, dans l'excès même de son malheur, un moyen parfait et absolu d'empêcher toutes les guerres, pourraient seuls trouver dans le défaut évident d'universalité de ce qu'on a appelé avec méfiance « la ligue des vainqueurs », un motif valable de refuser leur adhésion. Quant aux nouvelles obligations qui résultaient d'une organisation internationale pour la paix, elles n'étaient pas non plus de nature à écarter les Etats qui se sont efforcés d'observer la neutralité et ont eu le bonheur d'y réussir.

Dans les trois pays du Nord, restés tous trois en dehors de la lutte mondiale, l'opinion sur la Société des nations n'était pas répartie d'une façon identique. En Danemark elle était unanimement favorable à l'adhésion. En Norvège, les socialistes qui, contrairement à ceux des deux autres pays scandinaves, penchent en politique pour les idées extrêmes, firent une opposition qui demeura isolée. En Suède, le parti socialiste mena avec les libéraux une campagne énergique en faveur de l'adhésion, tandis que la droite s'y opposait non moins résolument en raison de l'inquiétude que lui causait toute restriction, même justifiée, à l'exercice de la souveraineté nationale. Il va de soi que le petit parti bolchéviste, suivant l'exemple russe, s'efforça lui aussi, de jeter la suspicion sur la Société des nations qu'il dénonça comme un instrument de «l'impérialisme de l'Entente».

Il faut ajouter immédiatement que, la lutte terminée, et une fois que les deux Chambres du Riksdag eurent donné leur approbation à une majorité de deux tiers au projet du gouvernement libéral-socialiste d'adhérer à la Société, la droite déposa aussitôt les armes et se déclara prête à unir loyalement ses efforts à ceux des autres partis en vue d'améliorer le pacte. Ces améliorations ont été formulées par le Riksdag suédois, dans sa réponse au gouvernement, en cinq points :

1. Admission, aussitôt que possible, des Etats non encore invités ;

2. Représentation plus satisfaisante, au sein du Conseil, des puissances secondaires ;

3. Règlement plus net sur l'Assemblée et ses attributions, ainsi que sur les compétences respectives des différents organes de la Société des nations ;

4. Création, dans un délai aussi court que possible, du Tribunal international mentionné dans le pacte; définition plus serrée de l'institution d'arbitrage prescrite dans le pacte.

Comme dernier point, mais non le moins important ·

5. Limitation universelle des armements, promise à l'article 8 du pacte, entreprise sans délai.

Le Riksdag invita le gouvernement à utiliser toutes les occasions de contribuer au développement de la Société suivant ces lignes générales. Pour mieux indiquer la politique que la Suède comptait suivre au sein de la Société, ce programme en cinq points fut annexé à l'acte d'adhésion même (9 mars 1920).

* * *

Déjà pendant la première phase de la guerre, les trois pays du Nord avaient collaboré au moyen de délégués nommés par les gouvernements, et qui se réunissaient de temps à autre afin de préparer ensemble les mesures propres à sauvegarder les intérêts de leurs pays. Lorsqu'il s'agit plus tard de présenter certains vœux relatifs à l'avant-projet de pacte, l'entente se fit de la même façon et s'est poursuivie depuis lors pour élaborer les projets soumis aux délibérations de la première assemblée, à Genève, et dont nous allons donner un exposé sommaire. Ces projets ont été envoyés au Secrétariat en juillet d'abord. puis en octobre. Les uns proposent des modifications aux articles 3, 4, 13 et 16 du pacte, les autres s'occupent du projet de Cour permanente de justice internationale élaboré comme on sait par une Commission de juristes — en vertu de l'article 14 — ainsi que de l'institution des Commissions de conciliation et des modifications qui en résultent pour les articles 12 et 15 du pacte.

Dans tout l'essentiel, les projets suédois s'accordent avec les projets norvégiens et danois. Mais, quelques petites différences n'ayant pu être aplanies, chaque gouvernement s'est réservé la faculté d'envoyer son propre projet.

La modification que nous désirons voir apporter à l'article 3 vise à renforcer les prérogatives de l'assemblée. C'est pourquoi le gouvernement suédois propose que l'assemblée se réunisse chaque année à une époque fixée dans le pacte même et qu'en outre, elle soit convoquée si la demande en est faite par un certain nombre de membres de la Société, nombre qu'il fixe à dix.

Le projet d'amendement à l'article 4 porte sur la durée des mandats accordés aux Etats que l'assemblée désigne pour siéger au Conseil. Il est de la plus haute importance qu'un grand nombre d'Etats puissent être successivement représentés au Conseil, en même temps qu'un certaine continuité soit maintenue dans la composition de ce Conseil. Il est très désirable que les dispositions du pacte à cet égard soient bien précisées. Nous proposons que chacun de ces Etats siège au Conseil pendant quatre ans, qu'il ne soit pas rééligible immédiatement, et que l'assemblée, à chaque réunion annuelle, fasse choix d'un nouvel Etat. Pour établir un tel système, nous suggérons à titre de disposition transitoire que, lors de la première élection, c'est-à-dire à la première réunion de l'assemblée, les quatre

Etats dont il est ici question, soient désignés simultanément mais pour des périodes différentes, soit trois, quatre, cinq et six années.

L'article 13 énumère certaines catégories de différends que les membres de la Société sont tenus « généralement » de soumettre à une décision arbitrale. Cette réserve indiquée par l'expression « généralement » devrait être supprimée et ainsi l'obligation de recourir à l'arbitrage deviendrait plus absolue et plus précise.

Nous proposons enfin d'apporter une modification très importante à l'article 16 au sujet de la participation des Etats secondaires au blocus économique. Celui-ci constitue certainement l'arme la plus efficace de la Société des nations et il est essentiel qu'elle puisse être appliquée d'une façon aussi rapide et effective que possible. Mais il est évident aussi que pour certains Etats qui ne sont pas très forts militairement et dont la situation est particulièrement exposée du fait de leur voisinage avec d'autres Etats plus puissants, une rupture complète des relations économiques avec de semblables voisins pourrait présenter de graves dangers. On peut en effet se représenter que le grand Etat serait alors tenté d'occuper le territoire du petit pour sauvegarder les importants intérêts économiques que le blocus compromet. Nous aimerions par conséquent que l'article 16 laissât au Conseil la possibilité dans des cas de ce genre de permettre qu'un Etat conserve certaines relations avec l'Etat en rupture du pacte.

Il semble que les gouvernements néerlandais et — sauf peut-être quant à l'article 13 — suisse, appuieront les projets suédois. La Suisse et la Hollande ont déjà été renseignées sur leur portée.

Comme nous l'avons dit plus haut, des amendements à l'avant-projet instituant une Cour permanente de justice ont été déposés en octobre au bureau du Secrétariat. A propos de l'article 5 (désignation des membres de la Cour) nous proposons que le nombre des candidats présentés par chaque Etat soit fixé à six au lieu de deux. Cet amendement tend à faciliter l'élection définitive des juges et à accroître notamment des chances de réaliser l'accord entre l'Assemblée et le Conseil. Quant à l'article

28, nous critiquons l'idée de conférer à une partie dont la nationalité n'est pas représentée dans la Cour, le droit de désigner un juge. Il aurait pour conséquence que la nouvelle Cour ressemblerait aux tribunaux d'arbitrage habituels qui s'inspirent de principes de droit, mais en même temps de raisons d'ordre bien différent. En outre, nous croyons utile que tous les juges résident au siège de la Cour et que les fonctions de juge soient incompatibles avec toutes autres fonctions publiques. De là des modifications aux articles 16, 22 et 29, alinéa 4.

Enfin les Scandinaves viennent de soumettre à l'assemblée un projet de procédure de conciliation. Voici ce que nous entendons : Les différends internationaux non soumis à un tribunal d'arbitrage ou à la future Cour permanente de justice, devraient être examinés en premier lieu non par le Conseil ou par l'Assemblée — comme l'exige le pacte, — mais par des commissions nommées à l'avance et composées d'un président impartial et de membres désignés en nombre égal par les parties en litige. Nous objectons avec raison que le Conseil a un caractère politique trop accusé et que l'Assemblée est trop nombreuse pour pouvoir avantageusement assumer une tâche de conciliation. Dans le cas où cette procédure n'aboutirait pas, il ne resterait naturellement plus qu'à soumettre le différend à l'examen du Conseil ou de l'Assemblée. Mais par ce moyen le différend viendrait devant le Conseil après avoir déjà fait l'objet d'une enquête aprofondie et celle-ci serait due à des hommes choisis par les parties elles-mêmes.

On voit qu'aucun de ces moyens n'est de nature révolutionnaire. Il n'aurait pas été opportun de proposer dès le premier jour des modifications profondes à un pacte né de tant de travaux et de tant d'efforts pour concilier les intérêts divergents. Pourtant, notre conviction à nous, qui nous sommes occupés de ces choses dans nos pays du Nord, est que l'adoption de ces petits changements améliorerait beaucoup la fermeté et la stabilité d'une institution dont l'importance est immense pour l'avenir de toute notre civilisation.

⁂

Il reste encore à dire quelques mots d'une autre question, celle qui, selon la résolution du Riksdag suédois, fut déclarée « non la moins importante », la grande question de la limitation des armements.

On comprendra facilement, vu la force des idées pacifistes dans les pays du Nord, qu'on attend chez nous de la Société des nations qu'elle institue sur ce point une ère nouvelle. Bien que le militarisme continental n'ait jamais pu s'emparer complètement de nos petits peuples scandinaves, la contagion de la concurrence des armements, à l'époque d'avant-guerre, nous avaient néanmoins gagné, entraînant, surtout en Suède, une augmentation très considérable de charges militaires aussi bien au point de vue personnel que, surtout, au point de vue économique. A cet égard on avait si bien dépassé la volonté de la nation que l'orientation à gauche qui s'est produite d'une façon si prononcée à la suite des élections de 1917 doit être attribuée en grande partie aux promesses d'allègement qui avaient été données à ce sujet aussi bien du côté socialiste que du côté libéral et que le cabinet libéral-socialiste commença immédiatement à remplir. Le gouvernement socialiste de 1920 a fait accepter de nouvelles réductions.

Ce n'est pourtant que sur une base internationale qu'il sera posssible de prendre des mesures vraiment effectives pour réduire les armements. Cette idée une fois admise, les différents partis politiques de nos pays sont unanimes à reconnaître l'importance capitale de telles aspirations. Aussi les ministres d'Etat et les ministres des affaires étrangères des trois pays, représentant « la droite » en Norvège, « la gauche » en Danemark et les démocrates-socialistes en Suède, se sont-ils aisément entendus pour la résolution suivante, qui a été notifiée au Secrétariat général et communiquée par lui aux membres de la Société pour examen :

« La Conférence a examiné la décision du Conseil de la Société des nations relative à l'institution de la Commission concernant la réduction des armements, prévue à l'article 9 du Pacte.

« La Conférence exprime l'espoir que les travaux de cette commission, malgré les divergences d'opinions auxquelles peuvent donner lieu les principes appliqués pour sa composition, soient exécutés sans retard de sorte qu'il soit possible de fixer bientôt les bases d'accords concernant une limitation effective des armements, sans laquelle la paix ne pourrait être assurée. »

On sait qu'actuellement cette commission est composée uniquement de militaires. Sans méconnaître la nécessité d'une collaboration technique pour traiter ces questions, il faut pourtant dire que l'opinion publique de nos pays doute qu'on puisse attendre de spécialistes les initiatives qu'exigent sur ce point les peuples après la guerre. L'avenir prochain répondra. Mais, en attendant cette réponse, les gouvernements des trois peuples du Nord ont voulu encore une fois insister sur leur opinion commune : sans une limitation réelle des armements, le paix ne pourrait être assurée.

L'observateur qui ne regarde que la surface juge peut-être que le monde actuel n'est pas mûr pour une politique de désarmement. La violence y persiste et ne respecte guère l'autorité de la Société des nations. Mais le développement du monde ne se déterminera pas seulement par des faits brutaux qui se produisent là où les intérêts s'entrechoquent et où l'équilibre fait encore défaut. La force silencieuse des millions d'êtres humains qui comprennent par l'instinct que le monde périra si les peuples continuent d'en appeler aux armes au lieu de se soumettre à la décision du droit démocratique, selon l'idée fondamentale du Pacte — cette force n'apparaît pas dans les nouvelles à sensation du jour, mais elle existe néanmoins. Après les révolutions qui ont renversé les monarchies militaires, il serait absurde de croire que le désir quasi-unanime des masses laborieuses — désir de paix et d'entente internationales — soit longtemps impuissant contre ceux qui tiennent au vieux système de la paix armée, toujours prêt à la guerre.

HJALMAR BRANTING.

LA RÉPARTITION DES MATIÈRES PREMIÈRES[1]

Si la Société des nations veut vraiment atteindre le noble but qu'elle se propose, et faire régner la paix et la justice dans l'univers, elle doit s'efforcer de réduire autant que possible l'inégalité entre les nations.

La Société des nations veut assurer à tous les Etats, même les plus petits et les plus faibles, une situation de droit basée sur l'égalité complète. Mais la place importante que les questions économiques ont conquise dans le monde rend inutile l'égalité si elle ne s'étend pas aussi à ce genre de problèmes et si elle reste dans la limite des questions politiques et juridiques. La dépendance économique d'un Etat par rapport aux autres s'oppose à son indépendance politique. L'une ne peut pas subsister sans l'autre.

Certes, il est matériellement impossible de supprimer toutes les inégalités. Des relations prolongées entre les peuples pourront amoindrir les différences qui viennent du caractère, des mœurs, du degré d'instruction, d'éducation, de progrès, d'expérience politique. Il n'y a pas de doute qu'à cet égard un nivellement s'opère lentement, mais graduellement, dans le monde. Mais il y a des différences géographiques et physiques qui sont et resteront irréductibles.

---

[1] Rapport présenté au Conseil de la Société des Nations, récemment tenu à Bruxelles. (N. D. L. R.).

Le lieu d'origine des matières premières ne peut évidemment être changé; les minéraux sont là où la nature les a placés, quand les continents ont surgi du fond des mers; et les végétaux se trouvent là où le climat et le sol leur permettent de prospérer. Mais ce caprice de la nature, mère pour certaines régions, marâtre pour d'autres, constitue une grande injustice et une source intarissable et empoisonnée de dissensions, de troubles et de guerres. Les conditions favorables de climat et de fécondité dont jouit une contrée peuvent être annulées par le défaut de matières premières. En revanche, l'abondance des matières premières augmente pour ainsi dire le territoire et la population d'un Etat; une quantité de matières premières supérieure à ce qui est nécessaire au développement industriel d'un pays en augmente le commerce. D'ailleurs, pour certaines matières premières, leur valeur est surtout déterminée par la rareté, de sorte que le pays qui les détient ne profite pas de ses capacités ou de son travail, mais seulement de la pénurie des autres. Nous ne vivons pas sous un régime de libre concurrence où le travail intellectuel, le travail manuel et le capital disputent en des conditions souvent uniformes les raisons respectives de leurs profits, mais sous le régime d'un vrai monopole. Car les pays qui disposent des matières premières en règlent l'exportation et en élèvent les prix au maximum.

Il est évident que les variations dans les quantités des produits qu'on offre aux pays qui en ont besoin rendent la situation de ceux-ci encore plus grave. Une diminution dans le rendement, une interruption de travail, une modification des frêts, un ralentissement des transports provoquent la hausse des prix et rendent le monopole encore plus lourd. De telles variations peuvent paralyser des industries entières.

Il y a donc un double ordre de causes qui peuvent augmenter les prix, les unes naturelles, les autres créées artificiellement par les Etats qui détiennent le monopole, et qui recourent soit aux droits d'exportation; soit à une majoration des prix pour l'étranger dont les effets correspondent aux droits d'exportation; soit encore à une distribution inégale des produits monopolisés entre leur propre territoire et les autres ; soit enfin à des tarifs spéciaux de chemins de fer, à un régime particulier de la marine marchande ou à un traitement préférentiel dans les colonies.

On se demande vraiment si c'était la peine de faire tant de bruit avant et pendant la guerre contre le *dumping* allemand pour arriver, après la guerre, à un système de protectionnisme à outrance qui rend plus âpres les inégalités préalables et en crée de nouvelles en multipliant les chances de rivalité et de conflit entre les nations.

Je ne parlerai pas de l'augmentation usurière des prix vis-à-vis de certains pays, qui résulte de leur change défavorable, car on ne peut pas en rendre responsable les Etats monopolisateurs de matières premières. Le change dépend de la valeur intrinsèque de la monnaie d'un pays et de la balance des paiements : si certains pays n'ont pas assez de produits à échanger avec les autres, il est naturel que le taux du change leur soit défavorable. Mais la difficulté de se procurer les matières premières et leur prix excessif rendent impossible à ces pays de produire ce qu'il faudrait et d'équilibrer ainsi leurs exportations et leurs importations. Le danger et le dommage pour les pays moins favorisés deviennent plus grands encore quand les pays riches en matières premières, non seulement règlent selon leur bon plaisir la quantité et le prix d'exportation, mais encore cherchent à étendre leur monopole aux matières premières des autres pays en les faisant accaparer par de grands trusts capitalistes qu'appuie leur diplomatie. Quand de grands trusts réussissent à assurer le contrôle d'un produit, ils exploitent tous ceux qui en ont besoin et réalisent des profits scandaleux. La première forme du monopole des matières premières a été déjà appliquée au charbon, au fer, aux phosphates, la seconde forme de monopole (par l'accaparement de certains produits partout où ils se trouvent) a été appliquée au pétrole. Ces questions ont été traitées à la Conférence internationale du travail, à Washington, au point de vue du chômage, au Congrès international des mineurs à Genève, relativement au charbon, et à la Conférence financière de Bruxelles comme un des éléments de la crise économique qui sévit dans le monde.

Je n'entrerai pas pour le moment dans les détails ; je me réserve de le faire plus tard et avec toute l'ampleur possible. J'engage les représentants de tous les Etats qui, comme l'Italie, se trouvent arrêtés, étranglés dans leur développement économique, à en faire autant

Je me borne aujourd'hui à constater que la guerre qui avait pour but de faire triompher la Justice partout a eu pour résultat de créer dans le domaine économique des injustices flagrantes, et de mieux river les chaînes de l'oppression qu'on avait eu l'illusion de briser. Le protocole de la Conférence économique des alliés, à Paris, en 1916, contient la promesse entre alliés de s'ouvrir réciproquement leurs marchés; l'article 23 du pacte de la Société des nations promet à tous les Etats qui en feront partie un traitement commercial équitable. Quelle ironie amère découle de ces stipulations si on les compare au régime actuel de monopole et de protectionnisme outrancier ! Jamais, entre les Etats, il n'y a eu tant d'entraves et de barrières commerciales.

L'article 23 du pacte de la Sociétédes nations doit être une réalité et non une fiction.

L'assemblée générale qui va se réunir prochainement doit en assurer l'application. Je conclus en demandant de lui proposer de nommer une commission qui présente des propositions concrètes de contrôle des matières premières, actuellement monopolisées par les Etats ou par les grands trusts internationaux, et d'assurer à tous les pays un traitement commercial équitable.

Il serait très imprudent et très dangereux de mettre le monde en face de ce dilemme : ou l'exploitation par la monstrueuse coalition des capitalistes internationaux, ou les abominables aberrations du communisme et de l'anarchie. Pour l'honneur de l'humanité, pour la sauvegarde de la civilisation, il faut qu'il y ait autre chose, il faut la paix et la justice assurées et garanties à tous les peuples par la Société des nations.

T. TITTONI.

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

« Le Bureau International du Travail sera établi au siège de la Société des nations, et fera partie de l'ensemble des institutions de la Société. »

Ainsi parle l'article 320 du Traité.

Les délégués qui viendront à Genève à l'Assemblée générale de la Société des nations, s'ils sont soucieux de connaître l'ensemble des institutions de la Société, devront donc gravir le chemin de Pregny et venir à l'ancien collège Thudicum rendre visite aux reclus du Bureau.

C'est que le Bureau est chair de la chair de la Société des nations. C'est qu'il procède du même mouvement de pensée. Le préambule de la partie XIII du Traité de Paix le rappelle : « La Société des nations a pour but d'établir la paix universelle, et une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale. »

En contribuant à réaliser la justice sociale, le Bureau accomplit une part essentielle de l'œuvre commune. Point de justice sociale, point de paix durable ! Mais qui ne sent également que si le monde ne s'organise en tous ses domaines, dans une volonté commune de paix, l'œuvre même de justice sociale demeurera précaire et vacillante ?

Organiquement, constitutionnellemant, le Bureau est lié à la Société des nations. Le Secrétariat général est sa chancellerie : c'est le Secrétariat qui transmet aux divers Etats les projets de conventions votés par les Conférences du travail ; c'est lui qui reçoit les ratifications formelles des gouvernements. Il enregistre les traités de travail comme tous les autres.

Le Secrétariat général est encore pour le Bureau international son Ministère du trésor. Le Bureau international sans doute a son budget indépendant, budget discuté et voté par son Conseil d'administration ; et les douze délégués gouvernementaux reçoivent des instructions de leurs Etats respectifs. Mais, aux termes de l'article 399, c'est le Secrétariat de la Société des nations qui « rembourse au Directeur les dépenses faites par le Bureau ». Aussi l'Assemblée trouvera-t-elle, dans le projet de budget, les sommes prévues pour le budget particulier du Bureau international. Grosses sommes, ont dit certains. Mais ceux qui savent la vie du Bureau, ceux qui conçoivent à quelles destinées il peut être appelé, estiment qu'elles sont bien modestes. Tant que le budget global de la Société des nations, tant que le budget de la vie sociale universelle n'aura pas atteint au moins le chiffre d'un milliard, pourra-t-on parler d'une Société des nations réellement existante ?

Le Bureau est donc lié par toutes les fibres de son corps, à la Société des nations. La preuve en est dans les attaques même que les extrémistes ou bolchévistes adressent aux syndicats qui participent à la vie quotidienne du Bureau du travail. Aux hommes de l'Internationale d'Amsterdam, Zinovieff et Lozowski reprochent de soutenir «la Société des nations capitalistes et impérialistes ».

* * *

Mais, à la vérité, malgré ces liens étroits, le Bureau a son autonomie. Autonomie de constitution ; autonomie d'action.

Il a son Assemblée générale à lui, sa Conférence internationale du travail, avec ses représentants quasi-permanents, avec ses sessions régulières au moins une fois par an.

Il a son Conseil exécutif, je veux dire son Conseil d'administration, Conseil qui ne se contente pas de contrôler et gérer ses finances, mais Conseil qui donne « des directives », et où représentants gouvernementaux, patronaux et ouvriers définissent la politique commune.

Bien plus, les membres de l'organisation et ceux de la Société des nations ne sont pas exactement les mêmes. La qualité de membre de la Société des nations entraîne bien celle de membre de l'organisation Internationale du Travail, mais il y a des nations qui déjà font partie de l'organisation et qui ne sont pas encore membres de la Société.

L'Assemblée générale du 15 novembre n'envisagera peut-être même pas l'admission de l'Allemagne. L'Allemagne et l'Autriche, par contre, ont été admises par 71 voix contre une et une abstention par la Conférence de Washington dans l'organisation du travail. Deux représentants de l'Allemagne siègent au Conseil d'administration du Bureau. L'Allemagne enfin a été invitée à payer sa contribution à l'œuvre commune.

Dans ses initiatives même, le Bureau a gardé jalousement son autonomie. Cela est une condition de son existence et de son avenir.

Lorsqu'il s'est agi d'envoyer une mission d'enquête en Russie, unanime, le Conseil d'administration a décidé de bien distinguer sa mission de la mission de la Société des nations. Celle qu'envoyait le Conseil exécutif n'aurait pas manqué d'avoir quelques conséquences politiques. La mission du Bureau ne pouvait en avoir : elle aurait perdu ainsi la haute autorité morale qu'attribuaient par avance à son jugement les chefs ouvriers.

Plaisamment, un jour, un membre considérable du Conseil exécutif résumait ainsi cette situation : « Vous êtes, me disait-il, un enfant illégitime que nous avons eu avant mariage. Nous voulons bien vous reconnaître, mais n'oubliez pas que vous êtes de la famille ! »

L'honorable membre du Conseil peut être pleinement rassuré. Nul, au Bureau international du travail, n'oublie « qu'il fait partie de l'ensemble d'institutions » qui doivent assurer au monde la paix sociale.

Mais il est, dans l'histoire, des bâtards qui ont apporté puissance et autorité aux plus aristocratiques familles. Si, en raison de ses relations ouvrières et syndicalistes, le Bureau peut paraître à quelques timides engagé dans un monde aventureux, il a devant lui une tâche assez définie et assez belle pour qu'il se lance dans la vie en pleine confiance.

* * *

Cette tâche est connue. Le traité de paix l'a bien fixée dans sa précision et dans son immensité.

Elle est telle que le Bureau vivra, quoi qu'il advienne.

D'abord, réalisant dans sa plénitude le rêve à peine ébauché il y a vingt ans par les initiateurs de l'Association internationale pour la protection des travailleurs, le Bureau sera pour tous les problèmes sociaux le laboratoire d'études, le grand *Clearing House* des informations et des renseignements sur les conditions de travail et les conditions de vie des travailleurs.

Il publiera, comme le faisait déjà l'Office de Bâle, les lois ou décrets adoptés en différents pays pour protéger les ouvriers. Il publiera, en deux langues au minimum, une grande revue périodique. Il centralisera et distribuera tous les résultats du travail scientifique.

Puis il est chargé de promouvoir la législation internationale du travail, de préparer les projets de conventions, les recommandations soumises aux votes des conférences générales annuelles : il est chargé d'organiser le travail de ces conférences, d'insister auprès des gouvernements, des Parlements, de l'opinion pour la ratification des conventions ; enfin il devra, quand toute la grande machine sera mise en marche, veiller, par l'envoi des commissions d'enquêtes, à l'application de la législation internationale ainsi établie.

Mais le traité de paix ne s'est pas contenté d'attribuer ainsi à l'organisation internationale du travail les tâches immédiates que nous venons de rappeler : il lui a donné mission de travailler à la justice sociale. Il a énuméré dans le préambule « les injustices, les misères et les privations » auxquelles l'organisation devait remédier. Il a dit la nécessité d'initiatives nouvelles pour lutter contre le chômage, pour garantir des salaires assurant des conditions d'existence convenables, pour protéger enfants, adolescents, femmes, vieillards ou invalides, pour défendre les travailleurs occupés à l'étranger, pour assurer le respect de la liberté d'association syndicale. Il a, dans l'article 427, en reprenant les revendications des Congrès nationaux et internationaux, établi une charte du travail. Il a proclamé solennellement neuf grands principes qu'il a considérés

« comme propres à guider la politique de la Société des nations... et propres à répandre des bienfaits permanents sur les salariés du monde ».

Bien plus, il a, dès alors, défini que ces principes mêmes pouvaient « n'être ni complets, ni définitifs » (art. 427). Il a admis, par l'article 396, que la Conférence, usant de sa pleine autorité, pouvait attribuer au Bureau international du travail « tous autres pouvoirs et fonctions » qu'elles jugerait convenables. Il a ainsi donné au Bureau et à son Conseil d'administration une possibilité d'initiative qui est la condition même de la confiance que les grandes organisations professionnelles patronales et ouvrières peuvent garder en lui.

* * *

Car il ne faut pas se dissimuler que l'organisation internationale du travail ne pourra avoir efficacité et vertu, qu'elle ne pourra remplir son grand rôle historique que si elle répond aux nobles espérances qui ont été conçues lors de la signature du traité de paix.

En toutes réformes sociales, en effet, il est deux choses à considérer : d'abord la réalité pratique, l'amélioration certaine apportée au sort des travailleurs, mais aussi et surtout la valeur morale qui lui est attribuée, soit que cette réforme apparaisse comme une haute conquête de civilisation, soit qu'elle promette des progrès nouveaux.

La plus belle et la mieux appliquée des législations sociales peut être sans vertu pour la stabilité d'une société ou pour la paix universelle.

Or, le Bureau international du travail est né en un moment singulier, étrange. Il est né lorsqu'après la guerre, après les sacrifices énormes consentis à la tranchée, dans les usines, dans les champs par le peuple producteur, ouvrier et paysan, ceux qui détenaient la puissance économique et politique ont décidé que les aspirations vers le mieux-être et vers une liberté plus grande qui depuis déjà des lustres tourmentaient les travailleurs, devaient être, par un grand acte de volonté, enfin satisfaites. Il est né au moment où les classes ouvrières ont eu, de leur côté, confiance en la droiture de cœur, en la clairvoyance d'esprit de ceux qui avaient dans la société actuelle charge et responsabilité de la direction économique. Il est né au moment où les uns et les autres ont pensé qu'en dépit des antagonismes d'intérêt et de la lutte des classes, une coopération, cependant, était possible, pour le bien commun.

Le Bureau international du travail ne vivra que s'il conserve pour ainsi dire dans son action de chaque jour le souvenir de cet instant inouï.

Un poète anglais disait que la poésie est le souvenir des visites que la Divinité a faites en une âme humaine.

Il n'y aura de grandeur et d'autorité morales pour l'organisation internationale du travail que si elle dégage et précise les principes auxquels, dans un élan unique du cœur, les uns et les autres unanimement, ouvriers et patrons, ont adhéré et si elle cherche, coûte que coûte, à les réaliser dans les faits.

On a dit abusivement : ou GENÈVE ou MOSCOU.

Deux mots ne peuvent suffire à résoudre le difficile problème de reconstitution de tout un monde bouleversé par la guerre.

Ceux qui méconnaîtraient, à l'heure actuelle, ce qu'il y a de profond et de naturel dans les poussées révolutionnaires qui agitent les masses ouvrières, incertaines du lendemain, et qui souffrent, seraient de piètres hommes d'Etat. Mais ceux qui, ayant reçu en mains quelques-uns des outils forgés par le concours de tous en une heure de clairvoyance, hésiteraient à les manier et reculeraient devant la responsabilité des initiatives, seraient indignes des espérances qui ont pu être mises en eux.

Pour que le Bureau international du travail et la Société des nations poussent profondément dans le sol de chacun des peuples les racines de la vie universelle nouvelle il faudra sans doute beaucoup de prudence, il faudra beaucoup d'habileté. Mais ces qualités courent le monde. Ce qui est plus nécessaire et plus rare, c'est la foi en l'avenir et c'est l'audace quotidienne.

ALBERT THOMAS.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS A L'ŒUVRE

Un vieux proverbe qui renferme une vérité jeune à jamais prétend que nul n'est prophète en son pays.

Voilà sans doute pourquoi la Société des nations, qui n'a point de patrie ou qui plutôt voudrait se réclamer de toutes celles de notre terre, est en butte à des attaques variées, parfois même violentes.

En effet, l'ironie aux yeux et le sarcasme à la bouche, ses détracteurs vont répétant qu'elle est impuissante et qu'elle le restera toujours. Ce sont des pessimistes, car à les en croire, la méchanceté de l'homme est incorrigible et tant qu'elle aura bec, ongles ou fusil, rien ne la détournera de s'en servir. On pourrait aisément répondre à ces attristés qu'ils manquent d'amour-propre ou d'empire sur eux-mêmes.

Quant aux zélateurs trop enthousiastes, ils reprochent à la Société de ne point assez faire encore. Ils la voudraient voir déjà tancer celui-ci, mettre sous tutelle celui-là et régenter l'univers. Son jeune âge les vexe et comme elle ne peut usurper tout soudain l'ascendant d'une maturité imposante, ils lui voudraient la présomption de l'âge ingrat.

On permettra peut-être à quelqu'un de mieux placé pour donner un compte exact de la réalité, de résumer ici, aussi rapidement que possible, le travail accompli par la Société des nations et la tâche qui l'attend encore.

La Société, comme on sait, existe officiellement depuis le 10 janvier 1920, date de la ratification du traité de Versailles, où sa charte est insérée sous la forme de vingt-six articles.

Vingt-huit pays sont membres depuis le début ; sur leur invitation, treize pays neutres, dont la Suisse, ont adhéré à leur tour, formant un total de 41 nations indépendantes sur les 78 que l'on compte dans le monde entier. Ces 41 nations représentent environ les 3/4 de la population du globe. Pour des raisons diverses, trois grands pays, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Russie ne font pas encore partie de la Société.

Les délégués des 41 pays constitueront *l'Assemblée* qui se réunit pour la première fois à Genève, le 15 novembre. Cette Assemblée, où petites et grandes nations seront placées par le vote sur un pied d'égalité, aura pour tâche « de discuter les moyens propres à favoriser l'entr'aide internationale et à assurer la paix et la sécurité du monde ».

Voici l'ordre du jour qui fait l'objet de son attention et de ses décisions éventuelles :

1. Administration du bassin de la Sarre et de la ville libre de Dantzig.
2. Admission de nouveaux Etats dans la Société.
3. Commission permanente des armements.
4. Budget de la Société.
5. Rapport sur l'activité du Conseil.
6. Rapport du Secrétariat.
7. Projet pour une Cour internationale de justice.
8. Fondation d'une institution permanente d'hygiène.
9. Fondation d'une institution permanente de transit.
10. Mandats, administration des pays placés sous leur régime.
11. Recommandations de la Conférence financière de Bruxelles.
12. Emploi de la coërcition économique par la Société.
13. Coordination des statistiques.
14. Unification des monnaies, poids et mesures.
15. Répression du commerce des alcools en Afrique.
16. Répression du commerce des armes et munitions.
17. Surveillance et réglementation relatives aux femmes et aux enfants.
18. Répression et réglementation du commerce de l'opium et d'autres substances nocives.

L'Assemblée, on le voit, a devant elle un programme aussi copieux qu'utile.

Jusqu'au moment de sa convocation, le *Conseil* aura été l'autorité suprême de la Société des nations. Composé provisoirement de quatre membres permanents représentant quatre grandes puissances, (France. Grande-Bretagne, Italie et Japon) et de quatre membres temporaires nommés par la Belgique, le Brésil, l'Espagne et la Grèce, le Conseil a tenu dix sessions à Paris, Londres, Rome, St-Sébastien et Bruxelles. Au cours de ces sessions les représentants de divers gouvernements ont tranché de nombreux problèmes politiques, d'une grande importance. Leurs discussions sont connues de tous par les informations de la presse quotidienne.

Comme on peut le constater, la tâche du Conseil n'a pas sensiblement différé de celle qui incombera à l'Assemblée, et la mise au point, pour l'avenir, de leurs relations réciproques, sera chose fort délicate. En effet, les compétences des deux corps sont à peu près semblables : le Conseil a des périodes d'activité plus fréquentes, alors que l'Assemblée (qui reste l'instance suprême pour les questions d'ordre général) ne peut guère, en pratique, se réunir plus d'une fois l'an.

L'organisation du *Secrétariat*, dont le siège, précédemment à Londres, est fixé désormais à Genève, a requis un grand effort, et sa tâche dans la Société est considérable puisqu'il est le seul organe permanent. Tout le travail administratif est de son ressort : la préparation continue du programme d'action, la documentation, la garde des archives, la correspondance avec les Etats membres de la Société. D'une manière générale, il doit assurer aussi la liaison entre le Conseil et l'Assemblée d'une part, et les organisations, commissions et personnalités dépendant de la Société ou en rapport avec elle, de l'autre.

Le personnel du secrétariat est recruté sur la base des capacités de chacun et sans distinction de sexe, parmi toutes les nations membres, et autant que possible au prorata du chiffre de leur population.

Qu'ils aient appartenu ou non à leurs gouvernements respectifs, les membres du Secrétariat ne peuvent plus, dès leur nomination, représenter leur pays ou entretenir avec lui des rapports officiels, sous réserve de l'approbation du Conseil. Ils sont nommés par le *Secrétaire Général*, Sir Eric Drummond, qu'assistent trois sous-secrétaires généraux : MM. Jean Monnet (France), Anzilotti (Italie), Nitobé (Japon), et plusieurs directeurs de Sections.

Avant d'énumérer ces sections, il y a lieu de rappeler que celle des Finances, dirigée par sir Herbert Ames (Canada), a pour fonction de recevoir les contributions des divers pays membres et d'assurer l'équilibre du budget.

En outre les services administratifs — bibliothèque, archives, administration intérieure, interprètes et traducteurs, procès-verbaux — constituent les rouages des Secrétariats en même temps que de certaines conférences périodiques.

Les sections dites techniques sont au nombre de dix.

1. La centralisation des faits politiques du monde entier offre un vaste champ d'activité à la Section que dirige M. Paul Mantoux (France), économiste et historien que ses fonctions de traducteur officiel à la Conférence de la paix ont mis à même de connaître mieux que tout autre les réalités de la politique actuelle.

2. La Section des Commissions administratives, dirigée par M. Erik Colban (Norvège) est en contact avec les Commissions chargées par la Société d'administrer des territoires comme le bassin de la Sarre ou la ville libre de Dantzig et son « hinterland ». Ces deux cas extrêmement complexes au point de vue social et politique, illustrent d'une façon saisissante le côté pratique de l'activité de la Société des nations.

3. Il en sera de même de la Section des Mandats qui fonctionnera sous les ordres de M. W. Rappard (Suisse) et devra gérer au mieux des intérêts indigènes les anciennes colonies allemandes et certaines provinces de la Turquie d'Asie.

4. La Section du Transit et des voies de communications — Directeur Prof. Attolico (Italie)— est en contact permanent avec la Commission auxiliaire du transit et des communications qui s'est réunie à Paris en 1919 et 1920 et qui se compose de spécialistes du sujet. Cette Section contribuera pour beaucoup aussi au travail pré-

paratoire de la Conférence du transit dont les assises se tiendront après la clôture de l'Assemblée.

5. La Section Economique et Financière, est placée sous la direction de M. Layton, ancien professeur à l'Université de Cambridge. Elle a activement participé à l'organisation de la Conférence financière internationale de Bruxelles et a constitué le Comité consultatif pour la coordination des statistiques. D'une façon générale elle suit le mouvement économique mondial et prépare les solutions à apporter aux problèmes qui surgissent.

6. La Section Juridique (Directeur Dr. Van Hamel, Hollande) est appelée à proposer une solution aux nombreux problèmes de droit international soulevés par l'application du Pacte et qui doivent être soumis à l'Assemblée, au Conseil ou au Secrétaire général. Il lui est adjoint une sous-section de l'enregistrement des traités. Le pacte exige en effet que tout Etat membre de la Société des Nations fasse enregistrer les accords qu'il conclut avec d'autres Etats. On espère ainsi en finir avec la méthode des conventions secrètes, si contraire aux aspirations nouvelles.

7. A la Section de l'Information, dont le chef est M. P. Comert (France), est dévolue la mission de renseigner la presse du monde entier et de publier le « Journal Officiel » de la Société des nations. C'est la section la plus nombreuse et ses membres se recrutent dans presque tous les pays de l'Europe.

8. La Section des Bureaux internationaux, sous la direction du Dr Nitobé (Japon), entretient des relations étroites avec les diverses et nombreuses organisations internationales, de caractère privé ou officiel, qui, chacune dans leur domaine, au cours de ces dernières années, ont préparé l'avènement de la Société. Elle compte dans sa sphère d'influence près de 500 associations internationales qui visent certains buts de solidarité humaine intéressant la sécurité et la paix universelle.

9. Enfin les questions relatives aux Croix-Rouges, à l'hygiène, à la traite des blanches sont étudiées dans un service que dirige M^lle^ Rachel Crowdy (Angleterre). On lui doit en grande partie la réunion de la Conférence internationale de l'hygiène, tenue à Londres en

avril 1920, et dont le projet d'un Bureau international de l'hygiène sera soumis à l'approbation de l'Assemblée.

* * *

Et maintenant que nous avons passé en revue les nombreuses activités du Secrétariat, il nous reste encore à citer toute une série d'entreprises en cours de réalisation et qui prouvent que la Société, malgré les difficultés innombrables qu'elle rencontre sur son chemin, ne décevra pas les espoirs de l'humanité.

C'est par elle que l'interdiction du trafic de l'opium sera appliquée, car ses membres, du fait qu'ils ont signé le pacte, ont en quelque sorte ratifié la Convention de la Haye, établie en 1912, et qui jusqu'à présent était restée lettre morte.

C'est elle qui, de concert avec le Comité international de la Croix-Rouge, a pu mettre à exécution le rapatriement des 200.000 prisonniers de guerre qui ont survécu à la maladie et à la famine, en Russie et dans les plaines sibériennes.

C'est elle qui, apportant son concours à la Ligue des Sociétés de Croix-Rouge, va entreprendre la lutte contre les épidémies qui font rage dans l'Europe orientale.

C'est elle encore qui, s'interposant à temps, évitera à la Suède et à la Finlande, l'irritation et peut-être les dangers d'un conflit aigu au sujet des îles Aaland.

Enfin, c'est elle qui, demandant à une réunion de dix éminents juristes de nationalités diverses, un projet de Cour de justice permanente et internationale, fait entrevoir la création d'une juridiction supérieure dont les arrêts seront au besoin appuyés par la force.

Il était bien difficile d'être bref sans être aride dans un exposé comme celui-ci, mais nous voulons espérer que le lecteur impartial y aura vu le témoignage véridique de ce qui a été tenté pour assurer la paix par l'union de tous les peuples.

X.

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

C'est avec joie que je salue l'arrivée de la Société des nations en Suisse.

Genève fera à ses hôtes illustres un accueil conforme à ses meilleures traditions.

Le Comité international, gardien et défenseur des principes d'entr'aide, de solidarité internationale et de charité qui ont inspiré il y a plus de soixante ans les fondateurs de la Croix-Rouge, se félicite tout particulièrement de voir le siège de la Société des nations à Genève.

La collaboration effective entre la Société des nations et la Croix-Rouge est proclamée par le Pacte comme indispensable pour adoucir l'immense souffrance du monde.

A cette œuvre commune le C. I. C. R. apportera son concours le plus loyal et le plus désintéressé. Organe central des sociétés nationales de Croix-Rouge, il s'efforcera d'entretenir la flamme sacrée de l'amour, pour que leur activité s'inspire toujours de la loi divine et humaine de la charité.

Durant la dernière guerre, le C. I. C. R. s'est efforcé de remplir au mieux de sa conscience et des moyens dont il disposait, le rôle que lui avaient assigné les conventions internationales et les circonstances nées des événements de chaque jour. Depuis lors, il a été heureux de voir le conseil de la Société des nations, si brillamment représenté par le Dr Nansen, mettre sa puissante influence au service d'une des œuvres auxquelles a consacré dès longtemps ses efforts : le rapatriement des prisonniers de guerre retenus encore en Allemagne, en Russie, en Sibérie et dans le Turkestan.

Malgré les difficultés de tous genres, d'ordre politique, économique et sanitaire, plus de 150.000 de ces victimes de la guerre ont déjà pu, depuis cinq mois, grâce à l'étroite collaboration de la Société des nations et du C. I. C. R. rentrer dans leur foyers. Mais la tâche est loin d'être achevée. Aussi les transports par terre et par mer continuent-ils activement afin de soustraire le plus grand nombre possible de prisonniers aux rigueurs de l'hiver.

Même lorsque l'idéal d'équilibre, de justice et de paix évoqué par la Société des nations sera réalisé entièrement comme le souhaitent de tout cœur ceux qui fondent sur elle les plus hautes espérances, les principes d'humanité et d'entr'aide universelle auront toujours à être exprimés, ranimés ou défendus.

La X^{e} Conférence universelle des sociétés de la Croix-Rouge que le C. I. C. R. a convoquée à Genève pour le 30 mars 1921 aura, entre autres, à définir l'activité de la Croix-Rouge en temps de paix, l'assistance internationale et les rapports avec les grandes associations philanthropiques.

Etre le conseiller moral et juridique de l'institution de la Croix-Rouge, défendre les principes posés par les conventions de Genève et de La Haye, signaler les injustices, plaider la cause des faibles et des opprimés, telles seront quelques-unes des tâches qui incomberont encore au C. I. C. R. en temps de paix.

Il s'efforcera de s'en acquitter en dehors de toute préoccupation politique et sur le terrain purement humanitaire.

Ainsi le secrétariat de la Société des nations et le C. I. C. R. se proposent l'un et l'autre de faire régner dans le monde la justice, le respect des conventions internationales et l'entr'aide charitable.

Unissant et coordonnant leurs efforts à Genève, ils sont en droit d'espérer que leur travail contribuera au bonheur de l'humanité.

GUSTAVE ADOR.

VŒUX

Le principe sur lequel s'appuie la Société des nations, et qui est celui d'une paix internationale assurée par le bon vouloir de tous les hommes, est si juste et en même temps si bienfaisant que l'on peut espérer qu'avec le temps tous les peuples non seulement l'admettront, mais encore tiendront avec fidélité leurs promesses. Tout ce qu'on peut dire en ce moment, à la veille de la première assemblée de la Société des nations, c'est que beaucoup d'entre ces nations ont donné leur adhésion ; mais elles n'ont fourni que de faibles témoignages de leur attachement aux buts élevés qu'elle annonça lors de sa fondation. L'attitude de la plupart des gouvernements, comme celle de la plupart des individus, est simplement cynique ; les gouvernements jurent des lèvres qu'ils la serviront, en appellent à la Société des nations toutes les fois qu'ils ont lieu d'en attendre quelque avantage et, quand il s'agit de tenir leurs engagements, ils feignent de douter de son existence même. Et les peuples, dans l'esprit desquels leurs propres gouvernements se sont discrédités. n'ont pas sujet d'attendre d'une réunion de plusieurs gouvernements un progrès du côté de la sincérité.

Ce cynisme, ce découragement qui se manifestent partout avec évidence sont dûs, dans une large mesure, aux conséquences de la guerre. Les espérances les plus hautes ne sont point réalisées ; les sacrifices les plus beaux sont restés sans effet. La fièvre héroïque qui soutint les combattants aux premiers jours de la guerre est tombée : leur esprit de totale abnégation a fait son temps. On a tourné casaque, et les hommes d'Etat, les journalistes et même les prêtres n'ont pas honte de s'autoriser, pour justifier chaque crime, de théories singulièrement opportunistes. Dans plusieurs pays la situation se présente sous l'aspect le plus noir ; ailleurs, elle paraît désespérée, et les peuples perdent leur assiette et leur courage.

Des riches honnêtes coudoient le profiteur ; d'honnêtes pauvres applaudissent aux doctrines communistes ; il semble que toute droiture et toute dignité s'écroulent.

Qu'une ligue des gouvernements puisse, par ses seuls moyens, rétablir l'équilibre compromis du monde, cela est douteux. La Société des nations a besoin du secours de chacun, soit qu'on agisse en tant qu'individu, soit que des groupes apportent leur concours dans cette lutte pour les principes que défend la Société des nations. Tout homme, toute femme qui garde un esprit courageux et un espoir ferme au cœur doit se transformer en missionnaire, encourager ceux qui sont déprimés, convaincre de leur erreur les cyniques et les tièdes, combattre l'esprit de guerre qui anime les autres. Après tout, il y a plus de gens qu'on ne pense qui sont prêts à défendre la cause du droit ; il ne faut qu'un mot d'ordre pour qu'ils se lèvent en masse et, ce mot, le moment est venu de le donner.

Pendant que les hommes, individuellement ou en groupes, travaillent pour la Société des nations, il est une organisation qui travaille, non pour elle, mais avec elle, dont le but est, en définitive, le même, dont l'action souvent se développera parallèlement à la sienne, sur laquelle on pourra toujours compter et dont l'aide, parfois, ne sera pas inutile. Le nouveau mouvement de la Croix-Rouge s'affirme en faveur de la Paix, et il favorise, aux heures de trouble, l'entr'aide fraternelle entre les nations et les hommes. Il veut aider les gouvernements à rétablir et à maintenir la santé du corps et la santé de l'esprit dans l'humanité. Parce que la Ligue des Croix-Rouges ne dépend d'aucun gouvernement et n'a point de part aux querelles politiques ou confessionnelles, elle peut marcher librement dans le chemin de son idéal. Et peut-être se sentira-t-on plus réconforté, plus rassuré, aux étapes difficiles de la Société des nations, si l'on voit flotter sur la même route la bannière de la Croix-Rouge.

David HENDERSON

Director-General, League of Red-Cross Societies.

LA CAMPAGNE AVEC THUCYDIDE

(Suite et fin[1])

V

Les Deux Guerres

La ressemblance de la guerre du Péloponèse et de la grande guerre d'Europe frappait en Allemagne, dès le début, bien des esprits[2]. Dans les pays anglo-Saxons au contraire on était plus sensible aux analogies de notre guerre avec la guerre de Sécession[3]. En France les politiques avaient une tendance à y voir une suite et une forme nouvelle des grandes guerres européennes depuis Charles-Quint[4]. Les trois ressemblances existent et gardent leur raison d'être. La première se réfère mieux à l'idée de la guerre générale, à la permanence de ses formes abstraites : elle paraît cependant paradoxale quand on songe à la différence profonde d'un Etat moderne et d'une cité grecque. La deuxième correspond à un rapport de rythme intérieur et de conditions matérielles ; mais les dissemblances restent énormes, et, tandis que la guerre de Sécession comportait un terme, une fin absolue dans la victoire de l'un des partis, la guerre européenne n'a point posé par sa victoire une conclusion, mais le principe de discordes nouvelles. Enfin, si cette guerre a continué les vieux procès européens, elle les a pris dans un rythme mondial, elle les a subordonnés à tout un ensemble terrestre, elle les a rendus secondaires en enlevant à l'Europe, et surtout aux vieilles puissances de l'Europe, leur place prépondérante et centrale. Toutes ces analogies ne seront donc vraies que d'un angle spécial et momentané, et seront d'autant plus vraies qu'elles éprouveront davantage le besoin les unes des autres et seront disposées à se relayer.

---

[1] Voir nos numéros de juillet, septembre et octobre.

[2] Voir article d'Erich Beths, in *Neue Jahrbücher für Klass. Altertum* 1917.

[3] Voir le résumé de ces vues dans Roupnel, *Grande Revue*, 1915.

[4] Voir Bainville. *Histoire de Deux Peuples*.

Cependant, pour une pensée à la fois géométrique et plastique, l'abstraction qui retrouve sur le visage de notre guerre les traits de la grande guerre grecque me paraît la plus claire et la plus satisfaisante des trois. On a montré souvent comme la Grèce est une miniature de l'Europe, comme dans la Grèce même l'Attique est une réduction de toute la Grèce. Il s'agit, dans les trois cas, aux trois échelles, d'une presqu'île découpée, élancée d'une masse continentale, avec des plaines intérieures qui nourrissent des populations agricoles, un développement de côtes qui la met en contact avec les mers les plus vitales de la circulation humaine. Quand une de ces presqu'îles sera engagée dans une guerre générale, dans une guerre de vie ou de mort, ce sera pour une question d'hégémonie née d'une question plus générale encore, celle de la domination des mers.

Ces deux guerres exhaustives et totales servent de conclusion et de sommation à une tradition invétérée et à un état endémique de guerres particulières. Elles ne naissent pas subitement, elles sont précédées d'autres guerres, d'éruptions locales qui tendaient à se généraliser et qui naissaient des mêmes problèmes. Entre les guerres médiques et la guerre du Péloponèse, la ligue athénienne et la ligue péloponésienne s'étaient répandues en guerres incessantes, coupées de trêves, le reste des Grecs se rangeant plus ou moins d'un côté ou de l'autre, « continuelle alternative de trêves et de combats soit entre eux soit contre les alliés qui les abandonnaient ». Tout indiquait que les problèmes pendants ne pouvaient être résolus que par la guerre. De même avant la grande guerre européenne les problèmes locaux ne demandaient qu'à prendre figure de problèmes généraux, suscitaient les guerres locales de Mandchourie et des Balkans, qui dessinaient une guerre générale, se tendaient vers elle comme vers leur accomplissement et leur forme.

Les deux guerres sont amenées par le moyen même qu'on avait cru expédient pour éviter la guerre : les alliances. Elles se produisent automatiquement au moment où toutes les grandes puissances ici de la Grèce et là de l'Europe sont partagées en deux alliances rivales. Dans les deux cas, chacune de ces alliances s'est formée expressément et sincèrement avec le dessein de maintenir la paix, de garantir aux participants une chance supplémentaire de paix. Et inévitablement, par l'effet d'une claire logique, ces alliances ont tourné en un engrenage de guerre, ont multiplié les chances de guerre. L'alliance de Lacédémone avec la grande puissance maritime du Péloponèse entraîne, dès que Corinthe entre en conflit avec Athènes, Lacédémone dans une guerre maritime. L'entrée des Corcyréens dans l'alliance d'Athènes amène Athènes à une guerre contre Corinthe. Du jour où la plus grande partie de la Grèce est inscrite soit dans l'alliance péloponésienne soit dans l'alliance athénienne, aucune guerre ne peut demeurer localisée. Du jour où toutes les grandes puissances de l'Europe se sont trouvées partagées entre l'Entente et la Triplice, il était inévitable que tout conflit local amenât une conflagration générale. Ce n'est pas à dire que les alliances sagement entendues ne puissent fournir une garantie réelle de paix. La politique de Cimon a valu à la Grèce gloire et prospérité. Et, dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, l'alliance franco-autrichienne a assuré la paix de l'Europe. S'allier, c'est pour les peuples comme s'attacher pour les alpinistes : la corde est par destination un instrument de salut, et procure parfois ce salut, mais il arrive aussi qu'elle entraîne toute la cordée dans la chute. Le malin est parfois celui qui tient, comme Tartarin et Bompard, son couteau prêt au bon moment.

En Grèce comme en Europe, les deux ligues n'entrent pas de gaîté de cœur dans la guerre générale. Les Péloponésiens, et surtout Lacédémone, ne veulent pas plus la guerre que ne la voulait l'Entente en 1914. Du côté adverse il y a, il est vrai, dans les mois qui précèdent les hostilités, une volonté formelle de guerre. Guillaume II en 1914 a cherché la guerre comme Périclès en 432 et comme les Girondins en 1792. Mais chez Périclès comme chez le

Kaiser (la Gironde a été obligée, sitôt née, d'improviser ses révolutions), la volonté de guerre ne s'est pas produite sans un long conflit intérieur, des doutes et des angoisses. Et (quelle que soit la différence entre la claire intelligence de Périclès et le cerveau faible et fumeux de l'ancien empereur), aucun des deux ne semble avoir envisagé clairement la possiblité de ce qui, en fait, se réalisa: la ruine, ici de la Grèce et là de l'Europe, et plus profondément que de tout autre peuple celle de leur patrie.

Les deux guerres n'éclatent point d'abord en pleine lumière sur une question vitale, centrale, mais de façon détournée et oblique, à propos d'un incident singulier et d'un pays en apparence secondaire, dont deux membres des alliances rivales se disputent la domination : les affaires de Corcyre font pendant à l'affaire de Serbie. Ici et là Corcyre et Serbie sont deux expressions géographiques qui signifient la même idée : l'une et l'autre figurent une porte, la porte essentielle d'un monde, une part significative et précieuse des biens pour lesquels doit s'engager la guerre. Corcyre, comme au temps d'Ulysse, est encore pour les marines grecques la porte de l'Occident, et la Serbie est pour l'Europe centrale une porte de l'Orient, un passage vers la Méditerranée.

Les deux guerres paraissent dès le début aux esprits clairvoyants se comporter comme des forces de la nature, qu'il est impossible d'arrêter avant qu'elles aient donné leur plein effet, occupé et épuisé une totalité d'espace et de temps.

Dans l'espace, elles s'étendent plus loin qu'aucune des guerres qui les ont précédées. Dans la guerre du Péloponèse, le Péloponèse lui-même n'est pas la partie du monde grec le plus directement touchée, mais tout le monde grec, depuis l'Euxin jusqu'à la Sicile, subit successivement l'ébranlement de la guerre générale. L'Asie Mineure, Chypre, l'Egypte sont attirées dans le tourbillon. Le monde grec de la Méditerranée orientale et centrale se comporte comme un monde fermé et total, et c'est dans la planète entière qu'en 1914 il trouve son analogue, lorsque l'entrée en scène du monde britannique, de la Chine et du Japon, de l'Amérique du Nord et du Sud transforme pour la première fois — et non certainement pour la dernière — une guerre locale en une guerre planétaire.

Chaque fois la raison est la même : c'est qu'il s'agit d'une guerre pour la domination de la mer et que tous les peuples de la mer y sont intéressés. Mais de l'une à l'autre guerre la situation est renversée. Tandis que la plus grande partie du monde grec se lève contre la thalassocratie athénienne, s'efforce de briser ses ambitions d'hégémonie, la plus grande partie de la planète se place de 1914 à 1918 à côté des dominateurs de la mer et vient en aide contre l'Allemagne à la thalassocratie britannique. C'est que cette suprématie maritime de l'Angleterre ne s'est pas accompagnée jusqu'ici d'une domination politique, dont un peuple insulaire n'est d'ailleurs pas capable. L'Angleterre, moitié de son bon gré et moitié de force, n'exerçait pas sur la planète d'hégémonie; elle a ajouté beaucoup à la prospérité matérielle générale, elle a peu enlevé à la liberté générale, et dans le cours de son histoire, lorsque ses intérêts vitaux n'étaient pas en jeu, l'a respectée à peu près comme avait fait l'aristocratique Sparte. Ce qui, en Grèce comme en Europe, a toujours été redouté comme la menace la plus grave pour la liberté des peuples, ce n'est pas une pure thalassocratie, Carthage, Venise, Hollande et, dans une certaine mesure, Angleterre, c'est la conjonction en un même Etat de la plus grande puissance militaire et de la plus grande puissance maritime. Tel était en Grèce le cas d'Athènes qui avait la flotte la plus considérable du monde grec et qui, ainsi que le montra l'expédition de Sicile, était seule capable de mettre sur pied des armées relativement énormes, qui rappelaient celles des rois de Perse et des Carthaginois. Le danger de cette conjonction est apparu plusieurs fois dans l'histoire moderne ; à chaque fois il a déterminé contre la puissance qui aspirait à la double domination une coalition dont l'Angleterre était une des pièces principales : Espagne au XVI^e^ siècle, Louis XIV au XVII^e^, Napoléon au XIX^e^, Allemagne impériale au XX^e^. Derrière le front haut de Périclès comme derrière le casque romantique de Guillaume II, la Grèce et le monde ont aperçu le péril de cette double hégémonie et se sont levés contre elle. Au contraire, des Phéniciens aux Anglais, les thalassocraties ont toujours permis une division du pouvoir, l'ont empêché de se concentrer dans le globe d'or porté par une seule main, et le trident de Neptune n'a jamais été à lui seul le sceptre entier du monde. Quand les deux pouvoirs ont été réunis, on a eu l'empire romain, et les imaginations d'outre-Rhin ont forgé sur ce modèle un empire germanique. L'Angleterre, appuyée sur une ligue des peuples libres, a eu pour la quatrième fois la chance de briser, après Philippe II, Louis XIV et Napoléon, ce rêve des deux pouvoirs réunis. Il est possible qu'il soit repris par un peuple de l'Ancien ou du Nouveau Monde. Il est possible aussi que la fédération anglo-saxonne, par la force des choses, par le débordement des Indes sur l'Asie antérieure, par la vassalité, la portugalisation des petites nations incapables de se suffire, soit amenée insensiblement à l'exercer elle-même, à joindre au contrôle des mers le contrôle des continents : d'où nouvel empire romain, ou nouvelles guerres planétaires.

Ainsi l'extension inévitable d'une telle guerre dans l'espace se lie nécessairement à son extension dans le temps. Nous sommes devant des forces telles qu'il est aussi impossible de les borner en durée que de leur assigner une limite sur la mer. Thucydide nous dit que, dès le début de la guerre, il en a prévu la longueur. C'est possible. Et, dans les discours qu'il prête à Périclès à Athènes, et surtout à Archidamos à Sparte, toute la guerre est mise en lumière avec ses perspectives de durée interminable et de lente usure. Le 1^er^ août 1914, M. de Bethmann-Hollweg eût lu avec un grand profit le discours du roi de Sparte. Les Lacédémoniens, dit Archidamos, pourront dévaster le territoire athénien, mais avec la maîtrise de la mer les Athéniens pourront toujours réparer leurs pertes et retrouver des ressources. Dès lors la guerre sera sans fin. « Il ne sera plus possible de quitter les armées avec honneur, surtout après avoir été les premiers à les prendre » (I-80). Les Athéniens ne se rendront pas esclaves de leur territoire. Pas plus que les Français. « A moins d'être les plus forts sur mer ou de leur enlever les revenus qui alimentent leur marine, nous subirons plus de mal que nous n'en ferons. » C'est toute l'histoire de l'Allemagne pendant la guerre. Il est vrai qu'elle a complété l'alternative d'Archidamos et essayé d'un troisième parti que les Grecs n'avaient pas prévu : être la plus forte sous mer, — ce qui ne lui réussit pas.

L'opinion que Thucydide prête à Archidamos ne paraît pas avoir prévalu à Lacédémone. Sparte, comme Berlin, confiante dans la supériorité de ses forces continentales, croit à un coup de massue, à une guerre courte. « Nous nous sommes trompés sur la durée des hostilités, dit Brasidas aux Chalcidéens. Nous avions espéré avoir promptement raison des Athéniens ». Brasidas a compris à la fois l'extension inévitable de la guerre dans l'espace et son extension inévitable dans la durée, l'une et l'autre solidaires. La guerre est pour lui une guerre qui portera sur les points vitaux, lointains, de l'empire athénien, de même qu'elle devra aller dans le temps jusqu'à la destruction d'Athènes. Ou plutôt son tempérament militaire est de ceux qui, installés dans la guerre, ne pensent qu'à la guerre, en prennent leur parti comme d'une chose permanente et nécessaire, se trouvent par là en communion avec sa nature profonde.

Cette nécessité inflexible d'une guerre générale lancée jusqu'à son terme d'épuisement et qui ne peut s'arrêter auparavant, il fallait précisément, pour sa plus grande évidence, que des hommes raisonnables, paisibles et de bonne volonté s'efforçassent d'y contrevenir, et de chercher loyalement à ramener les bienfaits de la paix. Ce fut, après la mort de Brasidas et de Cléon, la paix de Nicias et d'Archidamos, — équivalent à peu près à la paix d'Amiens en 1802, et dont le spectre, sous le nom de paix blanche, rôda tout le long de notre guerre. Une telle paix laisse plus de difficultés pendantes qu'il n'y en avait au moment où la guerre a éclaté, maintient donc intactes, et plutôt accrues, les raisons de conflit. Comme en 1802 la question des restitutions ne peut se résoudre heureusement. Surtout la paix, par les mécontentements qu'elle engendre chez les alliés des deux partis, ceux qui se disent sacrifiés, menace d'engendrer de nouveaux systèmes d'alliances et par conséquent de nouvelles fermentations guerrières. La grande difficulté de la paix de Nicias provient de ce que les Athéniens sont obligés de choisir dans le Péloponnèse entre les Argiens et les Lacédémoniens, les Lacédémoniens de choisir dans la Grèce du Nord entre les Béotiens et les Athéniens ; une alliance entre les ennemis de la veille pour imposer la paix à ceux qui la refusent est un paradoxe qui ne tient pas. Quand la paix se fait sans vainqueur ni vaincu, chacun des deux partis s'estime, selon l'occasion et la revendication du moment, vainqueur ou vaincu. Et nul mieux que Nicias lui-même, dans le discours qu'il prononce, avant l'expédition de Sicile, n'indique les raisons pour lesquelles sa propre paix est précaire. « Au moindre échec que nous viendrons à subir, nos ennemis s'empresseront de nous attaquer, d'abord parce qu'ils ont traité à la suite de revers, par nécessité, puis parce que le texte du traité comporte une ample matière à conflit » (V-10). Les deux raisons capitales dans tous les cas pareils...

Aussi une telle paix est-elle bientôt rompue par la logique de la guerre, et, sans violation délibérée, tombe-t-elle d'elle-même comme une attitude artificielle et forcée. Il faut que la guerre soit menée à son terme naturel, qui est la victoire d'un des deux adversaires, tenant l'autre à sa discrétion. Lysandre et Foch ont eu cette victoire.

La situation de 404 et celle de 1918 présentent bien des analogies. L'épuisement d'Athènes, les ressources et le génie de Lysandre ont permis une victoire toute militaire, la force d'Athènes est abattue, Lacédémone et ses alliés délibèrent en pleine souveraineté sur le sort de leur ennemie. Achèvera-t-on sa défaite par sa destruction ? C'est le parti qui doit être évidemment soutenu par les voisins les plus immédiats d'Athènes, les Corinthiens et surtout les Thébains. Tant qu'il y aura une Athènes, la marine de Corinthe ne sera que la seconde de la Grèce, et toujours menacée. Tant qu'il y aura une Athènes, Thèbes ne sera pas en sécurité ; malgré la destruction de Platées, sa domination sur la Béotie demeurera mal assise ; seule la disparition d'Athènes lui permettra d'exercer dans la Grèce du Nord une hégémonie analogue à celle de Sparte dans le Péloponèse. Cette dernière raison ne saurait convaincre Lacédémone et l'entraînerait assez naturellement à contrecarrer le vœu des Thébains. Mais c'est pour d'autres causes encore que Sparte résiste à la volonté de ses alliés et conserve l'existence de sa rivale.

Certes le conte grandiose du chœur d'*Electre* : « O fille d'Agamemnon, je suis venu vers ta demeure rustique... » qui, récité à la table des généraux vainqueurs, aurait sauvé Athènes en interposant l'image de son génie et de sa poésie, a été inventé plus tard. Il est impossible pourtant qu'il n'implique pas une vérité profonde, une vérité morale, vivante au cœur de Sparte. Au moment où Lacédémone avait obtenu ou croyait avoir obtenu tout ce qu'elle pouvait souhaiter comme fin de la guerre, l'être de la Grèce, obscurci depuis vingt-sept ans par la poussière des batailles, lui apparaissait de nouveau avec cette pureté raisonnable qu'il revêtait autrefois à Athènes aux yeux de Cimon. Elle avait dû céder aux Thébains dans l'affaire de la destruction de Platées, malgré la répugnance d'Archidamos, gêné par le souvenir de Pausanias et de la grande victoire où, sous un roi de Sparte, la Grèce avait été sauvée. Sans Platées, il y avait pourtant encore une Grèce. Sans Athènes, il n'y en avait plus. On entendait par Grèce un composé de plusieurs génies tantôt complémentaires et tantôt hostiles. Le jour où le génie d'Athènes manquerait à la Grèce, il n'y aurait vraiment pas plus de Grèce que si Xerxès eût vaincu à Salamine ou Mardonius à Platées, et pour Sparte même, alors, vaudrait-il la peine de vivre ? Sparte, qui s'était sauvée elle-même par la force de sa tradition lacédémonienne, sauva Athènes par la force de sa tradition hellénique.

Athènes ne fut pas détruite, mais elle perdit son empire et toute sa puissance maritime. Elle ne gardait que son territoire continental, devait démolir les Longs Murs du Pirée, ne conserver que les vaisseaux qui lui seraient laissés par une décision ultérieure. C'était là qu'aboutissaient l'effort formidable et le rêve démesuré d'un empire athénien sur une Grèce asservie. Et les conditions ainsi acceptées le 25 avril 404 nous rappellent singulièrement celles de l'armistice de 11 novembre 1918.

L'armistice du 11 novembre et le Traité de Versailles constatent l'écrasement de l'Allemagne, mais d'un autre côté ils lui assurent et lui garantissent un être qu'ils pouvaient lui retirer. Elle perd tout ce qui lui donnait figure extérieure d'Empire, mais garde l'armature intérieure qui en fait un Etat. L'histoire saura un jour, ce que nous ignorons aujourd'hui, les avis qui furent émis parmi les vainqueurs sur la destinée de l'Allemagne. Comme au quartier général de Lysandre, ces avis furent sans doute partagés, et pour des motifs analogues. Une partie éclairée, considérable en qualité, de l'opinion française, voulait la destruction de l'Allemagne, je veux dire la destruction de son unité, de son synœcisme, le retour à son état de division, comme la population d'Athènes rasée en serait revenue, si elle n'avait pas été vendue, à l'état de dispersion antérieur à Thésée. (C'est exactement le traitement que Sparte en 384 infligea à Mantinée). Il est naturel que la rupture de l'unité allemande ait été demandée par les Français, toujours menacés immédiatement et dangereusement par cette unité, et dont les raisons étaient meilleures encore que celles des Thébains. Cette rupture, cette destruction, ce retour à l'état des traités de Westphalie, n'étaient nullement impossibles. Si la France eût été seule, et toute puissante, et gouvernée par des réalistes incroyables, elle eût été jusqu'au bout de ses intérêts, de sa tradition, de sa logique géographique et historique. Quelle image s'interposa pour sauver l'Allemagne ?

Je ne prétends instituer ici aucune comparaison entre ce que représente Athènes et ce que représente l'Allemagne du point de vue de la civilisation générale, du point de vue de ce capital moral dont le prestige peut être à un moment donné une défense contre des ennemis, du point de vue de ces morts auxquels Sylla, lorsqu'il eût pris à son tour Athènes, prétendit accorder la grâce des vivants. Mais ce qui était vrai du temps de Sylla ne l'était pas encore en 404. En 404, tout l'éclat intellectuel et esthétique d'Athènes consiste dans son théâtre et sa céramique, la sculpture est encore la propriété indivise du génie grec entier, et la grande école exclusivement athénienne ne paraîtra qu'au siècle suivant ; la philosophie athénienne n'existe qu'en l'étrange personnage qui boira la ciguë cinq ans après et qui est bien le dernier Athénien auquel on puisse penser à la table de Lysandre ; l'histoire athénienne dort encore ignorée en le manuscrit qu'achève Thucydide. L'éclat d'Athènes lui vient de sa grandeur militaire et navale, de ses luttes pour la liberté de la Grèce, de ce génie saisissant qui fait qu'elle existe puissamment en Grèce et que son nom représente une grande chose grecque qu'un Grec sent et ne peut dire.

C'est un fait que la destruction de l'unité allemande n'a trouvé aucun écho auprès des Anglais et des Américains, dont l'opinion fut en somme prépondérante. L'Angleterre n'avait d'intérêt primordial qu'à la destruction de la puissance maritime allemande, et elle sut y veiller. Mais la dissolution de l'unité allemande, contemporaine de la dissolution de l'unité russe, n'eût laissé subsister sur le continent européen qu'une seule puissance de premier ordre, malgré ses terribles saignées, la France. L'Angleterre ne le jugea sans doute pas plus utile que Sparte n'estima expédient de ne laisser dans la Grèce continentale qu'un seul Etat fort, Thèbes. Une France et une Allemagne constamment ennemies, jamais abattues, l'Angleterre en a besoin dans son échiquier politique. Ce besoin, en 1814 et 1815 — comme auparavant en 1713, — s'employa au service et au salut de la France de même qu'il a pu s'employer en 1914 au service (et peut-être au salut) de l'Allemagne. Attendons (métaphoriquement) ce qu'amènera vers 2013 ou 2014, si ce rythme par centenaires continue, le même jeu de bascule.

Il est intéressant de noter, à ce propos, que la décision de Sparte qui sauva Athènes allait procurer rigoureusement quarante ans plus tard à Sparte son propre salut. L'éventualité qui pouvait paraître en 404 la plus problématique se réalise. Thèbes échappe de l'alliance de Sparte, acquiert autour du génie d'Epaminondas une formidable puissance, inflige à Sparte une défaite pire qu'Ægos-Potamos ne l'avait été pour Athènes, puisqu'amputée de la Messénie et réduite à un millier de citoyens, elle cessera d'être dans le Péloponèse l'Etat prépondérant. Peu s'en faut, à deux reprises, qu'Epaminondas n'achève son triomphe par la prise de Sparte. Si sa victoire n'est pas totale, c'est que les forces d'Athènes, alors reconstituées, se portent tout entières contre lui, et qu'il doit compter après

Leuctres avec la levée en masse, sous Iphicrate, de douze mille hoplites athéniens. Lorsque, dans sa dernière campagne, il marche sur Mantinée avec cette grande armée de trente-trois mille hommes qui doit achever la ruine de Sparte, c'est la cavalerie athénienne qui sauve Mantinée et dans ces jours tragiques diffère jusqu'à sa mort la victoire stérile du héros thébain. Athènes abattue en 404, Sparte l'eût donc suivie inévitablement dans sa chute.

La politique suffit à expliquer la ligne suivie par Sparte en 404, par l'Angleterre en 1918. Pour organiser sa paix, l'Allemagne pensa trouver en Erzberger exactement le même homme qu'Athènes en Théramène. Mais y eut-il à Versailles, dans la pensée des uns ou des autres parmi les Cinq, et en Europe et outre-mer, dans le chœur de ceux qui écrivent, réfléchissent ou sentent, une idée où pût s'amorcer une légende analogue à celle du chœur d'Euripide ? L'Allemagne sur le bord de l'abîme a-t-elle été protégée par un grand souvenir de civilisation, par une lumière de son génie? L'Allemagne a gardé auprès des peuples anglo-saxons, de langue et de religion en somme germaniques, le bénéfice de ce fait qu'elle est le foyer et l'ordre du germanisme. Le nationalisme français, avec M. Barrès et M. Maurras, et aussi M. Boutroux, a conspiré à cette idée : il s'en est pris au germanisme en son entier, en son bloc, en son être, depuis Odin jusqu'à Kant, depuis Luther jusqu'à Nietzsche. Il était assez naturel qu'une telle doctrine de guerre répondît chez nous aux divagations allemandes sur la décadence des races latines. Il n'était pas moins naturel que chez les peuples du Nord, chez les Anglo-Saxons, une certaine solidarité spirituelle, septentrionale et germanique, se dessinât, suffisante pour conserver à l'Allemagne son être politique, mais non pour la soustraire aux réparations légitimes et aux garanties nécessaires, surtout quand ces réparations et ces garanties concernaient l'empire de la mer.

On objectera peut-être que la destruction de l'unité allemande n'eût pas été une mesure absolument dirigée contre le germanisme entendu comme capital de civilisation, comme étiquette d'une culture, puisque le génie intellectuel et esthétique de l'Allemagne s'est développé avant l'unité allemande, et paraît même avoir été stérilisé par cette unité. Les nationalistes français les plus absolus, comme M. Barrès, admettent, glorifient même certaines formes de la civilisation allemande, celles qu'ils appellent rhénanes, et qui sont en contact sympatique avec le génie latin et français. Il y a cependant un grand bloc d'humanité, qui va de Stockholm à San-Francisco par Londres, où règne un point de vue assez différent, et où l'on sent obscurément le besoin spirituel d'une métropole du germanisme qui, dans les conditions politiques actuelles, implique bien une Allemagne, et non des Allemagnes. Observons d'ailleurs qu'une concession a été faite à la France, et que l'idée française « des Allemagnes » a reçu un fragment de satisfaction avec l'interdiction faite à l'Autriche allemande de s'agréger au Reich. Mais entre l'intérêt français, qui voulait que la balkanisation de l'Europe centrale s'opérât juqu'au Rhin, et l'intérêt anglo-saxon qui exigeait qu'elle s'arrêtât aux monts de Bohême et à la Vistule, si le second l'a emporté, c'est, entre autres raisons, que des images de culture commune, de religion commune ont donné à cet intérêt une bonne conscience et un couronnement idéaliste. Quelle que soit la part du calvinisme dans la formation religieuse de l'Angleterre et de l'Amérique, de M. Lloyd George et de M. Wilson, une légende future pourrait faire jouer au choral de Luther en 1914 un rôle assez analogue au chœur d'Electre en 404.

Cette balkanisation n'a pas son origine dans la perversité de politiques machiavéliques, mais dans les nécessités de la politique et dans la nature historique de l'Europe centrale. Balkaniser, c'est diviser pour commander. « Le monde ne peut rester en repos tant qu'il existera un peuple français, disait une proclamation prussienne en 1815. Partageons-le en Neustrie, en Aquitaine . . . » Le malheur pour la Prusse était qu'il y a une France indivisible, et que les mots de Neustrie et d'Aquitaine n'existent que pour l'histoire du moyen-âge. Bavière, Saxe et Prusse ont un peu plus d'existence politique, et Bohême, Croatie, Pologne en ont encore davantage. Pour balkaniser l'Europe centrale, il suffit de la laisser retomber dans son état naturel, qui est la division. C'est une garantie de suprématie pour les grandes puissances. Ce n'est pas une garantie pour une paix générale, que les pays danubiens séparés ne paraissent pas devoir assurer beaucoup mieux que l'Autriche-Hongrie d'hier. Balkanisme ne signifie précisément concorde. La proclamation prussienne que je citais tout à l'heure finissait ainsi : « Ils se déchireront entre eux, mais le monde sera tranquille pour des siècles ». En se déchirant entre eux les peuples des Balkans n'ont pas contribué précisément à la tranquillité du monde. C'est d'ailleurs ici que commence le rôle de la diplomatie. Quand la France eût par les traités de Westphalie assuré la division de l'Allemagne, elle ne crut pas son travail fini et sut conserver cette division par les mêmes moyens et la même prévoyance qui l'avaient créée. Si la paix de Brest-Litovsk avait été définitive et l'Allemagne finalement victorieuse, l'Allemagne eût appliqué exactement à une Russie maintenue en état de division la politique des traités de Westphalie.

Quand la guerre du Péloponèse touche à sa plus claire conscience, ce sont des questions analogues qui se posent, c'est une politique analogue qui se propose ou s'impose aux vainqueurs. Il suffisait d'enlever à Athènes son empire maritime pour détruire sa puissance. Mais les deux autres Etats qui à des moments et à des degrés divers pouvaient aspirer à l'hégémonie, Thèbes et Sparte, étaient continentaux, et tout l'effort diplomatique et militaire de l'un devait tendre à diviser l'autre. Au congrès de 371, qui doit rétablir, sous la médiation du grand roi, la paix entre Grecs, Sparte rompt avec Thèbes en refusant d'accepter l'unité béotienne, en déniant à Epaminondas le droit de signer au nom de la Béotie. Epaminondas répond à Agésilas que les cités béotiennes ont exactement vis-à-vis de Thèbes qui est la plus forte d'entre elles le même droit à l'indépendance qu'ont vis-à-vis de Sparte les cités de Laconie. Le seul argument en faveur du bon droit spartiate et contre le mauvais droit thébain, c'est que l'union forcée des Laconiens sous Sparte est plus ancienne que l'union forcée des Béotiens sous Thèbes. Belle occasion pour un sophiste d'appliquer au droit l'argument du tas de sable ou celui du chauve, et de décider à quel moment la force a assez d'ancienneté pour se nommer droit ! Un dialogue entre Allemands et Anglais, les premiers parlant Irlandais quand les seconds eussent parlé Polonais, n'eût pas laissé d'être construit pittoresquement sur ce modèle.

La parole passa aux armes, et la réponse des armes s'appela Leuctres. Le plus grand soin d'Epaminodnas fut alors de rendre à la division ce Balkan du Balkan qui s'appelle le Péloponèse, naguère en partie groupé sous l'hégémonie de Lacédémone. Deux Etats nouveaux se créent de la substance de Sparte : l'Arcadie autour de Mégalopolis, la Messénie reconstituée dans son indépendance autour de Messène. La situation nouvelle de Sparte entre l'Arcadie et la Messénie est à peu près celle de l'Autriche allemande entre la Tchéco-Slovaquie et la Serbo-Croatie. Outre qu'elle cesse d'être une puissance, elle est absolument ruinée : les citoyens spartiates perdent avec la riche Messénie et ses nombreux ilotes les domaines et le travail servile qui les faisaient vivre. Tout le pays est plongé dans une misère telle que les Laconiens se feront en foule mercenaires dans les nouvelles armées qui remplaceront pour les cités dépeuplées les vieilles phalanges d'hoplites, et qu'Agésilas lui-même sera obligé d'aller faire pour le compte de l'Etat le-métier de condottiere au service des satrapes d'Asie-Mineure.

Epaminondas, ayant ainsi balkanisé le Péloponèse, y recueille peu de sujets de satisfaction. Le pays tombe dans une anarchie dont le récit de Xénophon nous donne une idée suffisante. Arcadiens et Eléens entrent en lutte, se battent en pleine enceinte d'Olympie. Argos, avec les massacres du scytalisme, devient une nouvelle Corcyre. L'Achaïe se refuse, malgré les efforts d'Epaminondas, à l'alliance thébaine. Mantinée l'abandonne. Ces Etats nouveaux végèteront jusqu'à la conquête romaine dans les discordes et les révolutions. L'histoire continuera à ne faire de place qu'aux anciennes cités, Athènes et Thèbes, qui joueront dans les luttes de l'indépendance un rôle digne de Thémistocle et d'Epaminondas, et Sparte dont la poignée survivante de citoyens, conservant en quelques têtes toute l'âme de la cité, décroîtra et s'éteindra dans une tragique splendeur. Le nouveau Péloponèse finira, très tard, par produire un homme, Philopœmen, et sa mort illustra de façon saisissante les haines intérieures qui dressent les uns contre les autres tous ces petits peuples. Je suis loin de penser que ce très petit Balkan d'autrefois nous présage en ces traits le destin du très grand Balkan qu'est l'Europe centrale d'aujourd'hui. Reconnaissons cependant que, sous toutes les différences, il y a bien d'une époque à l'autre un petit noyau identique, notre κτῆμα ἐς ἀεί.

⁂

Cette analogie des deux guerres paraîtra peut-être au lecteur d'autant plus articielle et forcée que la différence entre l'étendue de leur domaine est plus considérable : comment comparer les cités miniatures de la Grèce, leurs petites armées et leurs petites batailles à l'énorme cataclysme qui a bouleversé l'Europe, à cette guerre qui laisse derrière elle le merveilleux homérique lui-même, puisqu'on s'y bat du fond de la mer jusqu'au lointain des airs, plus loin que le sommet de l'Olympe ? Comment comparer les intérêts des cités à ceux des Etats modernes ? La première n'est-elle pas à la seconde ce que la *Batrachomyomachie* est à l'*Iliade* ? Notons d'abord que toute guerre entre une puissance continentale et une puissance maritime est à sa façon une *Batrachomyomachie*, et que dans la nôtre les grenouilles furent précisément sauvées par l'arrivée des grands crabes d'outre-mer ; notons-le pour maintenir, autant qu'il convient à notre modestie, le point de vue de Sirius. Mais, pour parler sérieusement, les conditions de culture scientifique et de civilisation dans lesquelles s'est conduite la dernière guerre n'ont-elles pas tendu, par leur perfection même, à lui rendre une certaine figure de guerre antique, que les guerres modernes avaient perdue ?

La rapidité des moyens de transport — transport de la matière et transport de la pensée — a diminué les distances au point qu'un grand Etat moderne représente des espaces réellement moindres, une réalité sociale plus simplifiée et plus condensée qu'une Laconie ou qu'une Attique. Le monde qui était encore si grand au temps de Napoléon est devenu plus petit qu'au temps des Grecs, où il était circonscrit à la Méditerranée. Nous avons vu la France réduite pendant quatre ans aux dimensions, à la nature, à l'action d'une ville assiégée ; le grand quartier général était informé plus vite de ce qui se passait d'un bout à l'autre du front que ne l'étaient des incidents militaires Périclès, quand Archidamos tenait la campagne et que les Lacédémoniens ravageaient l'Attique. Le peuple, stationnant devant les dépêches ou lisant les journaux, suivait la guerre sur tous les fronts, jusqu'aux Dardanelles et à Kiao-Tchéou, de façon plus instantanée et plus sûre qu'un Platéen ne connaissait autour de sa ville les progrès du siège. Si le monde est petit, il est devenu d'autant plus grec. Il s'est d'autant mieux replié sur la mesure de l'homme, et la maxime de Protagoras donnerait ici son plein effet.

Car la vie sociale, la politique, et même la nature ont eu beau être bouleversées de haut en bas, la valeur suprême, dans ces deux guerres, demeure la même, c'est l'homme. Au-dessus de la guerre du Péloponèse se lève ce type parfait et plein, l'hoplite, l'homme pesamment armé qui ramasse solidement sur lui toute la substance de la cité, qui transporte là où il se bat un fragment authentique de sa muraille, ou qui même et plus purement est, comme le citoyen de Sparte, la seule muraille qu'elle juge digne de la défendre. Au dessus de notre guerre nous avons vu, de ce côté de la frontière (le temps viendra plus tard de donner à cette guerre un sens européen qui fasse pendant au sens hellénique de l'autre), le poilu français, le mûr vivant de l'Yser et de Verdun. *Civis murus erat*, la devise du monument des Trois Sièges à Saint-Quentin, réunit dans une même image l'homme des Deux Guerres. Toutes deux ont été à la fois un massacre d'hommes et un laboratoire d'hommes. La guerre du Péloponèse a ouvert de façon irrémédiable cette plaie de l'oliganthropie par laquelle a coulé si vite le sang le plus beau de la terre. Et notre guerre laisse la France et une partie de l'Europe, jusqu'à la Russie autrefois pullulante, devant un problème pareil et pareillement terrible. Mais si la quantité humaine décroît jusqu'à l'effondrement, la qualité humaine prend une vigueur, une intensité, des nuances nouvelles.

Nous avons vu l'homme, à la guerre, acquérir une valeur insoupçonnée. Cette valeur a été payée très cher et il est bien possible qu'elle ne couvre pas ses frais. Mais elle existe. La guerre a été une révélation pour plusieurs pays et pour des millions d'individus, qui ne connaissaient pas la beauté de leur âme et qu'elle a accouchés à une forme supérieure d'eux-mêmes. Chacun de nous l'éprouve en lui avec la somme et la qualité de son expérience, et c'est l'essentiel. Mais il faudra encore une génération pour que cette sculpture morale apparaisse, dans le recul, les proportions, l'intelligence nécessaires, répartie sur toute l'Europe, avec les tragédies propres à l'âme de chaque nation et sous le tourbillon commun qui a fait jaillir de ces âmes, au contact les unes des autres, leur feu propre. On en aura une idée en considérant la maquette, pleine de bon vouloir et d'utilité, qu'a donnée M. Barrès dans les *Familles spirituelles de la France* : de ces touchantes et naïves figures de bois peut sortir une grande statuaire à la Thucydide, où l'on trouvera plus d'art et de vérité, mais à laquelle des simples à une extrémité et des raffinés à l'autre pourront préférer le vieux ξόανον.

La guerre du Péloponèse fut l'atelier idéal d'une telle sculpture. Comme trois vers d'Homère donnent à Phidias l'idée de son Zeus Olympien, les vieilles figures homériques paraissent prendre en une atmosphère nouvelle et sous l'inspiration d'un génie suprême des formes plus complexes, plus puissantes, plus universelles, Hector à Sparte, Ulysse à Athènes, Achille partout. Un Brasidas et un Lysandre, un Périclès et un Alcibiade sortent de la guerre comme des bronzes de la fonte. Sans la guerre, Clemenceau aurait fini en vieux bougon à épigrammes pour couloirs du Sénat et colonnes mal écrites du journal ; la guerre en a su dégager les puissances d'étonnante vitalité, modeler comme un Rodin le Français dont les qualités héréditaires ont saisi la victoire et dont les défauts traditionnels en ont gaspillé en partie les fruits. En tout cas le psychologue de la guerre retiendra cette figure avec le même soin que l'historien de la guerre du Péloponèse et de la fortune d'Athènes retient la figure d'Alcibiade. Le poids dont ont pesé sur les destinées de la planète les individualités d'un Clemenceau, d'un

Lloyd George, d'un Wilson, leur impuissance quand elles ont voulu aller contre certaines lois de la politique et de l'histoire, le conflit de ces erreurs et de ces lois, de ces tempéraments et de ces nécessités appelleront sur ces hommes, plus tard, un pinceau de lumière particulier, feront d'eux l'occasion des plus curieux problèmes. Comme tout monde qui se transmue, ce temps apparaîtra non avec la figure harmonieuse et uniforme de plateau, mais avec la forme dentelée qui fait saillir sur l'horizon des individualités, chaîne des Alpes plutôt que Jura. Quand, les yeux fermés, on veut réaliser l'image la plus exacte de la guerre, s'identifier avec elle, comme un sculpteur avec les masses et les poussées du corps humain, c'est à cet intérieur psychologique qu'il faut recourir, à ces valeurs d'hommes, à ces images d'individus, à la ligne de vie unique qui réunit, comme celle d'une main idéale, un poilu bleu horizon à un Clemenceau et à un Foch, un fantassin *feldgrau* à un Ludendorf. Une ligne pareille, il me semble que, Thucydide en main, et aussi Euripide et Aristophane qui en donnent la chronique vivante, on la voit se dessiner et vivre, avec le recul de l'histoire, dans la guerre du Péloponèse.

* * *

Mais peut-être, par delà cet intérieur psychologique, la méditation nous en fait-elle découvrir un autre plus profond encore : nous le voyons sous la forme d'un problème moral élémentaire et omniprésent, pesant et obscur, dont il faudrait chercher les analogues dans les espaces de la tragédie, dans une *Orestie* ou un *Œdipe*. N'oublions pas d'ailleurs que la conscience tragique, d'Eschyle à Euripide, est liée à l'histoire d'Athènes comme la conscience historique d'un Thucydide.

La guerre du Péloponèse finit théoriquement par la paix de Lysandre comme la guerre d'Europe finit par le traité de Versailles. Mais la paix de Lysandre ne fut pas une fin réelle : toutes les puissances, toutes les fatalités de la guerre du Péloponèse continuèrent de jouer, d'agir, de porter leurs fruits de vie et surtout de mort. Evidemment, l'histoire étant une continuité, il n'y a pas de fins réelles en histoire, il y a seulement des chaînons dans une chaîne continue. Mais il y a des fins relatives, et à des bouleversements des conclusions normales qui annoncent le retour d'un ordre normal : la fermeture des portes du temple de Janus par Auguste est une conclusion normale des guerres romaines, l'expulsion des Anglais une conclusion normale de la guerre de Cent ans, les traités de Westphalie une conclusion normale du conflit gallo-germanique, les traités de Vienne une conclusion normale de la première grande guerre générale d'Europe. Conclusion normale ne signifie pas d'ailleurs conclusion définitive, mais arrangement qui permet aux parties en conflit pour la suprématie et l'existence une vie normale, une tolérance réciproque, un ordre de choses acceptable. Cela, la paix de Lysandre ne l'apporte pas plus que ne l'avait apporté la paix de Nicias, et que ne l'apporteront, comme le montre Sorel, les traités de Bâle, de Lunéville et d'Amiens. La paix de Lysandre ne l'apporte pas et cela pour des raisons plus profondes et plus graves que Bâle et Amiens. Celles-ci laissaient pendantes et envenimées les deux questions capitales et solidaires de l'équilibre européen, de la division des pouvoirs entre puissances continentales et puissance maritime, mais ces questions n'étaient pas insolubles et elles furent résolues en effet, après quinze ans de guerre nouvelle, par les traités de Vienne, qu'on a appréciés fort diversement, mais qui ont donné à l'Europe cent ans sinon de paix, tout au moins de stabilité relative pendant lesquels le génie européen a fait subir à la planète entière une transformation dont il n'y a d'exemple même lointain dans aucune époque. Il est même bien possible que ces cent ans apparaissent pour longtemps dans l'histoire comme un îlot aussi lumineux et un paradis aussi perdu que le siècle des Antonins : grande occasion de relire ou plutôt de refaire, en la plaçant en 1914, l'*Uchronie* de Renouvier.

La fermeture du temple de Janus était une fin parce qu'elle consacrait l'existence d'une réalité, l'empire romain. Les traités de 1815 étaient une fin parce qu'ils mettaient sur pied une réalité, — une Europe. Les traités de la banlieue parisienne (Versailles, Saint-Germain, Neuilly), ne sont pas une fin, parce qu'ils consacrent et précipitent l'effondrement de cette réalité ancienne qu'était l'Europe, et n'arrivent pas à en faire sortir la réalité nouvelle de la Société des nations. La paix de Lysandre n'était pas une fin, parce qu'après comme avant elle, il n'y avait pas de Grèce, parce qu'après comme avant elle, le mot Grèce restait une expression dont le contenu signifiait intérêts incompatibles, discordes nécessaires, cités ennemies, individualisme. Il fallut que la « société des cités » fût imposée du dehors, et à un prix plutôt élevé, par la Macédoine. Ce qui demeure de l'Europe au sens politique, au sens que l'on place dans le mot de puissances, ne consiste plus que dans les liens qui unissent les trois seules « puissances » subsistantes, l'Angleterre, la France, l'Italie. Le reste est tombé en débris après la grande explosion centrale. Cette mise en présence des deux puissances anglo-saxonnes et d'un moignon d'Europe ici, d'un cadavre d'Europe là, aurait-elle pu fournir, peut-elle fournir encore un milieu pour ce type nouveau d'existence que serait la Société des nations ? Chaque puissance intéressée affirme aujourd'hui plus ou moins haut que tel n'est pas son avis.

De sorte que nous devons envisager comme notre destinée la plus probable pour longtemps encore la nécessité de vivre dans un monde de nationalités jalouses, d'égoïsmes méfiants, tendus, acharnés, de déclamations et de déclarations, de jalousies rentrées et de fureurs théâtrales, — et tous ces égoïsmes nationaux devenant souvent chez les individus des écoles d'abnégation et de pureté. La grande guerre laissera un monde européen pas très différent du monde grec que laissait la guerre du Péloponèse. L'homme intelligent et délicat qui aura pratiqué avant 1914 la vie cosmopolite mettra dans le mot d'Europe un accent de légende et de nostalgie et redira la phrase de Talleyrand sur l'ancienne douceur de vivre.

Si l'Europe de demain présentait partout ce caractère, elle serait relativement simple ; mais l'expérience nous permet de prévoir qu'elle portera des forces individualistes et internationalistes aussi vives, aussi convaincues, aussi ardentes à se connaître une bonne conscience et à se chercher des ennemis que les forces nationalistes.

Avant la guerre, dans l'ancienne Europe, il s'était produit un équilibre relatif entre ces trois forces, comme entre les puissances politiques, et chacune s'était à peu près creusé un lit où elle avait ses basses eaux et ses débordements, mais qui permettait de la classer paisiblement dans une géographie générale idéologique. Elles connaîtront maintenant de longs espaces de trouble et de vagabondage, des poussées de mouvement et de violence.

Le jeu des passions humaines recommencera comme au lendemain de la guerre du Péloponèse, et pas très différent. Durant tout le IVe siècle, dans les cités grecques, nationalisme, individualisme, panhellénisme s'exaspèrent également en des formes aiguës comme des vases communiquants où le niveau de l'un serait réglé par les niveaux des autres. Le XXe siècle vivra probablement d'après ce type. Toute la vie morale se trouvera sinon transformée, du moins haussée à un ton et à des valeurs tragiques. Il se peut que nous allions vers un siècle d'invention morale succédant à un siècle d'invention matérielle, — sans que celle-ci en soit d'ailleurs nécessairement gênée.

Que se passera-t-il alors dans l'âme des individus ? Les idées toutes faites, les pentes faciles, naturelles, inconscientes de l'esprit deviendront sans doute insuffisantes et de peu d'usage pour résoudre les problèmes nouveaux. Nationalisme, internationalisme, individualisme se heurtent aujourd'hui dans des impasses, tourbillonnent dans des impossibilités, sont pris à des contradictions qui rendront nécessaires de vigoureuses décisions et de lucides examens de conscience. Tous trois auront à lutter contre les esprits de paresse, contre le poids d'automatisme et de matière qui les mène d'eux-mêmes à leurs formes mortes.

Il y a une forme morte du nationalisme, qu'il atteint lorsqu'il prétend se répandre sur des terrains qui ne lui appartiennent pas, où il apparaît dépaysé et ridicule ; lorsqu'il prétend suffire par l'intensité du sentiment patriotique à toutes les fonctions de l'esprit. C'est cette forme morte qu'il revêt lorsqu'il veut devenir une religion, intéresser l'au delà, le divin, à notre morcellement et à nos partialités terrestres, étiqueter selon ses catégories propres un univers moral qui n'est pas le sien, transporter les incompatibilités et les haines nationales dans le monde de l'intelligence, arracher des pages à l'Evangile, interdire à un Français, sous peine d'exécrables injures, la philosophie de Kant et la musique de Wagner. Il est facile d'apercevoir tout un domaine où une ruée de nationalisme immodéré amènera la déchéance de l'Européen moderne.

Il y a une forme morte de l'internationalisme, et il y arrive beaucoup plus vite et beaucoup plus fatalement que le nationalisme n'arrive à la sienne. C'est qu'il renferme beaucoup moins d'être et de vie. Le nationalisme a pour contenu une réalité d'une abondance, d'une richesse, d'une densité infinies, tout le passé vivant, toute la mémoire d'une grande nation, d'une longue tradition, d'un acquis positif et d'une passionnante histoire. S'il est fondé en second lieu sur la haine de l'étranger, il est fondé en premier lieu sur l'amour d'un pays vrai. L'internationalisme, au contraire, n'est fondé que lointainement sur l'amour d'une humanité réelle, positive, — il est établi d'abord et surtout sur l'indifférence à l'égard de son propre pays et sur la haine, sinon de ce propre pays, tout au moins de classes, d'hommes, d'idées qu'on identifie plus ou moins avec lui et qu'on veut atteindre même à travers lui. L'internationalisme a jusqu'ici, et pour cette raison, manqué de style. On y a trouvé toujours quelque chose de facile, de lâché, de mollasse. Cela ne signifie nullement qu'il en sera continuellement ainsi. Lui aussi peut acquérir un style. L'Eglise, au moyen âge, était une puissance internationale dont le style n'a probablement été égalé par aucune puissance nationale. Cela tenait en partie à ce qu'elle se solidarisait avec l'intelligence, à ce que le clergé s'incorporait automatiquement presque toutes les têtes pensantes de tous les pays. Il n'est pas interdit d'envisager la possibilité d'un internationalisme ainsi lié étroitement à l'intelligence, mais on ne saurait même en apercevoir aujourd'hui les amorces. Il est curieux de constater que les Juifs eux-mêmes sont conduits (sans compter le nationalisme sioniste) à faire du nationalisme dans tous les pays où ils ont influence ou pouvoir.

Il y a évidemment une forme morte, et même bien des formes mortes, de l'individualisme ; ce sont celles où il correspond à un manque de contrôle, toujours, par conséquent, de style. L'individualisme grec a trouvé son style dans les grandes écoles philosophiques. Le style le plus haut, pareil dans l'ordre de la vie à celui de Thucydide et des vieux Attiques dans l'ordre de la parole et de l'écriture, fut celui des Stoïciens. La fortune de l'individualisme, des individualismes de demain, est suspendue à la qualité du τόνος qui les fera tendus et forts, qui les raidira contre leur pente facile et leur automatisme naturel.

L'Europe politique s'effondre, laissant sur ses ruines des nations isolées et hostiles. L'intelligence peut en tirer deux conclusions opposées. Ou bien, croyant ne plus trouver son atmosphère et son lieu naturel, elle prendra acte de cet effondrement, elle se réduira à la mesure de ces nations isolées et hostiles, de celle de ces nations à laquelle elle appartient originairement, elle se refusera à penser du point de vue d'un fantôme qui n'existe pas et qui ne peut qu'affoler le vivant substantiel et vrai. Ou bien elle ne verra dans cet effondrement qu'une occasion de restituer plus hardiment, plus audacieusement, dans un ciel plus pur, un véritable esprit européen.

Je songe plus longtemps, peut-être, éperdûment
A l'autre, au sein brûlé d'une antique Amazone.

Mais plus probablement, dans deux domaines différents et hostiles, elle tentera les deux entreprises. C'est par là que passera la plan d'une division des esprits qui élèvera aux proportions d'un grand drame humain un vieux drame français, l'affaire Dreyfus.

Le nationalisme français est à l'heure présente le seul qui offre une véritable organisation intellectuelle, une doctrine. Sans doute l'exemple de la France agira-t-il (en partie contre la France) comme un aiguillon, et une grande poussée de pensée nationaliste germe-t-elle aujourd'hui obscurément sous toute terre d'Europe. Naturellement et par définition, ces nationalismes se heurteront, et même si nous devions entrer dans de longues années de paix matérielle, il faudrait prévoir une suite de conflits spirituels entre les génies des peuples d'Europe, les anciens et les nouveaux. Ces courants nationalistes n'iront pas sans des courants internationalistes et des courants individualistes (dans la mesure où l'individualisme prend la forme grégaire d'un courant). Toutes ces formes de vie spirituelle tendront à s'exaspérer, à s'opposer par le contraste. Et aussi, ne l'oublions pas, à se féconder. L'une naît de l'autre. Il y a dans ce monde de l'esprit une véritable génération des contraires comme celle du *Phèdon*.

L'essentiel est que chacune de ces trois tendances se réalise dans un style mâle, puissant et dur, nourri de réalités, d'énergie, de beauté, non en ces formes faciles qu'elles prennent d'elles-mêmes dans la vie spontanée. Il y faut donc la présence du génie. Il y faut des hommes.

Le passé et le présent nous font toucher la loi du style nationaliste. Un Fichte en Allemagne, un Barrès et un Maurras en France, attestent qu'un nationalisme parvient à la plénitude de son style mâle sous deux conditions. Il faut d'abord qu'il s'adresse à une nation blessée ou menacée, pour la défense de laquelle tout sera justifié d'avance : n'est-ce pas la prospérité de l'Angleterre qui a donné à son nationalisme cette platitude béate étalée chez Macaulay ? Il faut ensuite qu'il naisse d'une nature violemment individualiste, qui aura enfanté ce nationalisme dans l'atmosphère d'un drame intérieur et dans l'acte d'une tension. Ce n'est pas un hasard si le nationalisme vivant de Barrès sort du culte du Moi, comme le nationalisme vivant de Fichte sortait de la philosophie du Moi.

M. Maurras a appelé l'Eglise catholique la seule Internationale qui tienne. Il y a là un élément de vérité. Tout au moins est-elle une Internationale qui a tenu pendant une longue période, jusqu'au XVI^e^ siècle, jusqu'aux Eglises nationales et aux nationalismes religieux. Elle est la dépositaire d'un style international archaïque qu'elle n'a point mis en valeur pendant la guerre. D'une manière générale, tout style international de poids et de durée n'a revêtu jusqu'ici d'autre forme que religieuse. L'Internationale socialiste et ouvrière est et sera probablement une grande force. Mais son style humain paraît d'une grande pauvreté. Le titre du livre de Marx : *Philosophie de la Misère*, est plus vrai qu'il ne pense. Israël arrivera-t-il à tirer de son âme religieuse héréditaire un style pour l'internationalisme et saura-t-il, comme l'a rêvé Darmesteter, lui infuser son prophétisme ?

Quand à l'individualisme, l'étrange génie de Nietzsche en a formulé, après la guerre franco-allemande, un style qui reste encore singulièrement vivant, attirant et tragique au sortir de la guerre de 1914. Cette Engadine, cette lumière sèche, cette aire solitaire de Zarathoustra nous demeurent aujourd'hui d'incomparables toniques. Il parle après les guerres et le cataclysme, dans leur poussière et leur clarté. Je crois que sa postérité va commencer.

Ce Thucydide qui était un des héros ordinaires du philologue de Bâle, voilà que ces pages l'ont quitté. Mais elles n'ont pas quitté les images, les anticipations, les présences de la Grèce. Ces courants d'idées qui vont circuler dans les lendemains de notre guerre, nous y reconnaissons ceux qui ont circulé après Thucydide, dans les lendemains de la guerre qu'il a racontée. Les noms de Platon et d'Antisthène, d'Isocrate et de Démosthène, d'Aristote et de Pyrrhon, de Zénon et d'Epicure, nous permettraient de formuler dans la Grèce du IIIe et du VIe siècle, microcosme de l'Europe du XXe, un κτῆμα ἐς ἀεί des rapports intellectuels, comme Thucydide nous a permis de reconnaître un κτῆμα ἐς ἀεί des rapports politiques. Les années qui viennent nous donneront des figures pour composer ce tableau et pour animer par des vivants d'aujourd'hui ce paysage abstrait.

Albert THIBAUDET.

LA DECOUVERTE

— Moi, commença-t-il, c'est dès l'enfance que j'eus la perception nette, totale, de l'isolement dans lequel toute vie d'homme est condamnée à s'étioler. Pareille précocité n'a pas de quoi surprendre. On ne comprend presque jamais les enfants. On soupçonne si peu leur avance, le degré de raison auquel ils prétendent et surtout la vivacité de perception qui les rend sensibles à l'impalpable ! L'âme enfantine est un fruit du matin : le plus léger contact en altère la fleur. Combien de destinées furent décidées parce qu'une phrase imprudente a été prononcée par hasard devant un petit qui paraissait ne pas écouter !

Pour en revenir à mon aventure, j'avais alors neuf ans et elle coïncida avec ma première grande équipée : bonne raison pour en retenir, à défaut de date précise, les moindres détails.

Ce jour-là, un jour torride de septembre, nous étions assis sur le banc qui est au bout du parc de grand'mère : ma sœur Adrienne, mon ami Jean et moi.

Il devait être quatre ou cinq heures du soir, c'est-à-dire que déjà le soleil déclinait. La chaleur pourtant semblait, avant d'expirer, avoir un dernier sursaut. Autour de nos têtes les mouches faisaient une danse folle, et l'on avait les oreilles pleines de la musique indéchiffrable mais continue et puissante qui anime l'espace, quand la terre est surchauffée. Sans parler, nous regardions la haie qui était devant nous et plus loin, en contrebas, l'immense plaine plantée de vignes, où çà et là des morceaux de champs et des boqueteaux faisaient figure de chasseurs embusqués dans les cépées.

Aujourd'hui encore, en évoquant cette fin d'après-midi, je revis a fatigue dont elle m'accablait. Il y a des moments où l'on souffre de partout sans savoir où l'on a mal, sans qu'on puisse même distinguer si le malaise qu'on éprouve est dû à une cause intérieure ou à quelqu'autre du dehors. J'étais ainsi. Ma sœur et Jean devaient également partager ma sensation pénible ; toutefois, aucun n'en montrait rien.

Avant d'aller plus loin, deux mots à leur sujet sont nécessaires.

Ma sœur, d'abord. Elle avait alors dix-huit ans. Très grave, très triste et portant lourdement la vie, comme il arrive à ceux dont la jeunesse fait face à des responsabilités précoces. Elle me servait de mère depuis qu'ayant perdu nos parents, nous avions été recueillis chez ma grand'mère. Je l'aimais avec despotisme, c'est-à-dire que j'avais pris l'habitude de la sentir toute à moi et tremblais sans cesse d'en être séparé. Il suffit, au surplus, que la mort passe quelque part pour que demeurent après elle une inquiétude permanente et l'involontaire pensée que les êtres restés auprès de nous pourraient tout à coup s'échapper à leur tour. Quant à Jean, c'était l'ami que, par grande grâce et pour égayer mes premières vacances d'orphelin, on avait invité à faire un séjour chez nous.

L'ami !..... Terrible mot, et comme il change de valeur suivant l'âge ! Pour en saisir le sens à cette heure de ma vie, je vous invite à remonter le cours de vos propres souvenirs. Durant votre existence d'homme, je ne doute pas que vous n'ayez eu en effet des amis : ainsi, du moins, nommiez-vous certains êtres pour qui vous nourrissiez une sympathie particulière ou dont le commerce vous attirait. Rapprochez toutefois ce sentiment glacé de ceux qui vous ont agité près du premier compagnon que s'était choisie votre enfance : se peut-il qu'on désigne du même nom des choses si étrangères ? A neuf ans, on *aime* l'ami : non point au sens grossier du terme, mais d'une manière délicieuse et sans que rien ternisse le don complet qu'on tente de soi-même. A neuf ans, je n'imaginais donc pas de plus grand bonheur que la compagnie de Jean ; je n'acceptais pas que la vie dût jamais nous désunir ; le soupçon d'une réticence ou d'une duperie de sa part n'effleurait pas ma pensée, et croyant en lui de toute mon âme, je m'énivrais de sa simple présence.

Cette fois, vous voici au fait des personnages : il n'y a plus qu'à suivre les événements.

Et d'abord, il ne se passa rien ou, plutôt, ce qui se passa échappe à l'analyse.

Tandis que pareils à trois mouettes sur une drague, nous restions tassés et silencieux sur notre banc, tout à coup je perçus un léger frémissement chez ma sœur : en même temps, des pas firent grioter le gravier derrière nous ; ma grand'mère venait nous rejoindre.

N'imaginez pas que ce fut là une approche quelconque. Grand'mère représentait à mes yeux la forme vivante et redoutable de la Justice. Il paraît qu'elle nous aimait beaucoup, mais cela ne se voyait qu'une fois l'an, la coutume étant, ce jour-là, d'embrasser les enfants. Par contre on connaissait auprès d'elle la sécurité que donnent les traditions bien établies, le commerce des ancêtres, et le respect dû à la famille Les usages ont changé depuis lors. Faut-il s'en plaindre ? En tous cas je sais bien que, si nous ressentions à l'égard de cette puissance supérieure moins de goût que de salutaire éloignement, il suffisait qu'elle approchât pour procéder aussitôt à un examen de conscience et goûter l'âpre saveur du devoir.

Donc, qu'Adrienne eût tressailli en entendant venir grand'mère il n'y avait là rien que de naturel. Aux heures où l'on rêve, le moindre frisselis est cause de trouble. On sursaute pour un bruit de feuille a fortiori si quelqu'un vient.

Pourquoi, cependant, sachant cela, éprouvai-je moi aussi une telle inquiétude que mon cœur, un instant, cessa de battre ? Il y a des presciences que rien n'explique. Les dangers inconnus ne se touchent pas, ils se respirent. Dix fois par jour, ma grand'mère venait à nous de la même manière et je ne songeais pas à m'en préoccuper : à ce moment, au contraire, le seul bruit de son pas m'avait mis un frisson sous la chair. En même temps, je crus remarquer que si ma sœur reprenait son apparente impassibilité, ses yeux étaient devenus singulièrement hostiles. Elle aussi, j'en étais sûr, devait s'attendre à une complication déjà soupçonnée.

Ce qui suivit fut si insignifiant qu'il y aurait eu de quoi rire. Arrivée près de nous, grand'mère, en effet, dit simplement :

— Adrienne, tu as oublié qu'il faut compter le linge. Laisse les enfants et rentre.

Et ce fut tout, ou du moins tout le visible.

Déjà le regard de ma sœur s'éteignait, comme une bougie sur laquelle on souffle. Il va de soi que Jean n'avait pas remué. Quant à moi, je m'étais remis à écouter le bruit décroissant du pas de grand'mère qui s'éloignait. Tout à l'heure, j'avais eu l'intuition d'une chose redoutable apportée par elle : la chose était repartie, ou je m'étais trompé. Rien à la surface, sinon de nouveau la vie ordinaire, et du linge à compter.

Quelques secondes s'écoulèrent, après quoi je m'aperçus que ma sœur résignée à obéir, se levait, et c'est alors que surgit au fond de moi une onde dont j'ai peine aujourd'hui à concevoir l'origine rationnelle. Au moment même ou je cessai de sentir le contact de ma sœur, j'eus soudain la certitude que, si elle s'en allait, je ne la retrouverais plus jamais. Une peur atroce, déchirant le voile des apparences, m'obligeait à découvrir derrière elles un piège magique où le seul être qui prît soin de moi risquait de disparaître. Subitement dressé d'une voix méconnaissable, je criai :

— Adrienne ! ne pars pas !

Stupéfaite, ma sœur se retourna :

— Qu'est-ce qui te prend ? murmura-t-elle.

Je n'aurais pu répondre. Mon visage qu'elle continuait d'interroger ne pouvait non plus rendre l'inexprimable qui me bouleversait. Renonçant à comprendre, elle haussa les épaules, et sans insister, se remit en marche.

Anéanti, je la regardai s'éloigner. Uniquement parce qu'elle s'en allait de la sorte, je me sentais maintenant suspendu par un fil fin au-dessus d'un gouffre — celui-là où sont, je l'ai découvert depuis, tou les silences, toutes les pensées incommunicables, tous les secrets.... Jusqu'à cette minute j'avais pu douter que mes appréhensions correspondissent à cette réalité : une fois, j'étais sûr que non seulement ma terreur d'une chose qui se passait ne me trompait pas, mais que de plus ma sœur ne voudrait jamais, ne pourrait même pas me révéle cette chose.

— Adrienne ! appelai-je encore de toute ma force.

Hélas ! aucune réponse ne vînt. En revanche, mes yeux qui avaient auparavant erré au hasard tombèrent sur Jean. Indifférent, il venait de ramasser un bout de branche et, à mille lieues de ce qu se passait, traçait sur le gravier des lignes sans dessin reconnaissable

Je saisis son bras :

— A quoi songes-tu ? Ne vois-tu pas.....

La fin de la phrase expira sur mes lèvres : tout à coup la pensée que j'aie pu traverser un tel émoi sans qu'il s'en aperçut m'avait glacé.

— Ce que je médite ? répondit-il d'un ton léger : tu serais bien étonné si je le disais !.....

Mais quel projet aurait pu me surprendre en un pareil moment ? En vérité je crois que je m'attendais à tout, et la suite me parut même parfaitement naturelle, tant elle cadrait avec mes sensations présentes.

La main tendue vers l'horizon, Jean continuait en effet :

— Comme ce serait chic de s'en aller !

— Où ?

— Je ne sais pas.

— Pourquoi faire ?

Il ne répondit pas directement.

— Plus de devoirs, plus de leçons, se lever à l'heure qu'on veut, manger ce qui plaît.....

Et ses mots devinrent lents : on aurait cru qu'il sortait péniblement le fruit de réflexions laborieuses.

— ...Surtout cesser d'être traité en gosse ! Est-ce que chez toi c'est comme chez nous ? Il suffit que j'entre, on ne finit plus les phrases, on cligne de l'œil et la conversation change. Sous prétexte qu'on ne raconte rien devant moi, on croit que je n'ai pas envie de savoir...

J'écoutais maintenant, à la fois ravi et repentant. Dire que j'avais cru mon ami si loin de moi ! Ce qu'il exprimait, n'était-ce pas au contraire l'angoisse même dont je souffrais, avec ceci de plus, que lui du moins parvenait à l'emprisonner dans des phrases précises, tandis que je ne l'aurais pu.

— Ainsi, murmurai-je, toi aussi...

Il cravacha l'air d'un geste rude :

— Moi ?

Puis ayant l'air de renoncer décidément à livrer sa pensée entière

— Mettons que je me suis tu : il n'y a rien de fait.

Une nouvelle anxiété m'étreignit.

— Jean ! puisque tu as commencé de parler, tu ne vas pas t'arrêter. Tu as une idée : laquelle ?

Il m'examina une seconde. Il semblait mesurer par avance l'accueil que j'offrirais à sa proposition. Ensuite, à mi-voix, comme lorsqu'on glisse à l'oreille un propos graveleux :

— Si on prenait ce soir la clé des champs ?.....

Je ne compris pas tout d'abord. Il s'en aperçut.

— Hé bien oui, reprit-il avec violence, s'en aller... partir !.....

Cette fois, de la main, des yeux, de tout ce que sa personne pouvait posséder de désirs, il semblait déjà saisir l'espace qui était devant nous.

— Avoue, poursuivit-il, que ce serait étonnant ! On se décide, on se sauve et on va..... on va jusqu'à Paris..... jusqu'à la mer..... je ne peux dire où.....

Je balbutiai :

— Tu es fou.

Il haussa les épaules :

— Justement, ce soir, on nous laisse seuls. Personne pour s'apercevoir du départ, et j'ai quinze francs dans mon porte-monnaie. Quinze francs ! De quoi attendre huit jours, un mois peut-être, enfin le temps d'en gagner plus..... Mais non, toi, tu n'oserais pas.....

Cependant, impérieux, il m'obligeait en même temps à me lever et soudain, me regardant avec une expression que je ne lui avais jamais vue :

— Veux-tu ?

J'ai dit déjà quelle amitié me liait à lui : moins un sentiment qu'une foi, moins de la tendresse qu'une religion. L'idée ne m'effleura même pas qu'il pût parler ainsi par vantardise ou par jeu. D'ailleurs à l'âge que nous avions, tout est implacablement sérieux, car on n'a pas encore joué avec le cœur d'autrui. Cependant j'hésitai.

Il le sentit, lâcha prise et, méprisant, conclut :

— Capon !

J'eus une révolte :

— Je n'ai pas peur.

— Mais tu canes !

— Pas plus que toi qui ne partiras pas.

— Où l'as-tu pris ? Vois plutôt.

Comiquement, il enfonça son chapeau sur la nuque.

— Ainsi, tu ne plaisantes pas ?

— Si je plaisante !.....

Il approchait maintenant du portillon qui coupait notre haie.

— Jean ! m'écriai-je, ne pouvant croire encore que ce fût vrai.

Il ne parut pas s'apercevoir que je le rappelais.

— Jean !

Il s'éloignait toujours, pénétrait déjà dans les premiers buissons.....

Alors à la pensée que lui aussi me quittait *vraiment*, une houle de détresse chavira ma cervelle.

— Jean ! attends au moins que je t'aie rejoint !

Cette fois, il daigna répondre de loin :

— Tu te décides ? En ce cas, trotte vite : ouste !

Et voilà comment, sans cause exprimable ni définie, presque sans débat, simplement grisé de mots, j'acceptai un soir d'abandonner ma sœur, après avoir tremblé qu'on me la prît — ceci pour suivre mon ami. Si je n'avais eu auparavant l'intuition et la peur d'un drame ignoré entre ma sœur et ma grand'mère, si Jean ne m'avait pas laissé entrevoir je ne sais quelles impressions pareilles ressenties par lui, il est très probable que j'aurais continué à être un petit garçon bien sage. Mais les enfants obéissent plus aux assonances de sentiments qu'à raison. Jamais équipée, après m'avoir d'abord épouvanté, ne me parut plus logique. J'y entrais comme de plain-pied, et déjà je ne concevais pas qu'une autre solution eût existé pour guérir mon malheur imaginaire.

Donc, nous partimes..... A grandes foulées, chacun dévalait le long du coteau abrupt sur lequel notre parc était juché. En vérité, je ne savais ou nous allions, comment on vivrait, ni quels lendemains nous attendaient, mais j'étais avec le seul être à qui j'eusse livré mon absolue confiance, et cela me suffisait. Saluez pareille candeur, tandis qu'elle existait encore !

Il pouvait être environ six heures. Déjà la nuit venait. Tandis qu'au dessus de nos têtes, le ciel se couvrait de cendres, un peu partout, dans les creux, et pareilles à des fantômes, des masses blanches se levaient, brouillard naissant dont on recueillait au passage le contact humide.

Toujours en avant, Jean avait piqué à travers les vignes, car une fuite dans les règles exclut l'usage des grandes routes. En proie à une sorte de délire et à l'attrait de l'inconnu vers lequel nous courions ainsi, je suivais. J'avais cessé de refléchir. Où irait mon ami, j'irais : en dehors de cette règle de conduite parfaitement simple, je ne concevais rien. Le souvenir de la maison, la certitude de ne revoir jamais ceux que j'y avais laissés, ne troublaient pas ma pensée, et moins encore un doute sur la légitimité de ma conduite ou le placement de ma confiance.

Cependant l'obscurité croissait. La lune parut : mais mordue par les nuages, tour à tour visible ou cachée, elle ne servait qu'à masquer la forme véritable des obstacles. A chaque pas, nous butions contre une souche ou trébuchions dans un revers de sillon. Bientôt, il fallut ralentir. Nous n'avions déjà plus l'air de gamins qui galopent par jeu, mais de passants que la nuit talonne.

Et puis ce fut tout à coup cette nuit complète et la sensation que le soir s'abat sur la tête, comme un capuchon. Tout a changé. Des bruits vagues peuplent l'obscurité de rôdes menaçantes. L'espace qu'on ne voit plus prend des dimensions inouïes. On se sent jeté dans une immensité vide et on ne cesse pas d'être collé contre un mur.

Ah ! qu'on a raison de dire que la nuit fait peur ! Déjà, dans un logis confortable, bien abrité par des serrures, elle oblige le cœur à rester aux aguets. On n'entend que la nuit les craquements du parquet, la vrille du ver au cœur d une table ancienne, le jeu d'une porte en train de se disjoindre. Mais dehors, dans les champs, quand on ne sais plus ni où on est, ni où on va, c'est bien pis ! Une déroute de l'âme. On prétend marcher, et les jambes se dérobent ; on voudrait parler et la langue colle au palais ; on souhaiterait s'arrêter, et on ne cesserait pas de fuir !

Depuis combien de temps étions-nous partis ? Une heure et demie peut-être.... Je me rappelle qu'alors je commençais d'avoir les épaules glacées. Je me souviens aussi — détail absurde et prosaïque — qu'ayant goûté sommairement, j'avais faim : une vraie faim de gosse, c'est-à-dire, venue en coup de vent et qui déchire l'estomac.

Soudain Jean qui n'avait pas cessé de tenir la tête, s'arrêta net.

— Repos !

Et je m'arrêta aussi. Toutefois ce fut pour m'affaler à terre: je me sentais épuisé.

Il me regarda sans mot dire. Il avait l'air de trouver naturel que nous fussions là et sa silhouette ne marquait pas de fatigue ; quant à ses traits, je ne les distinguais pas, tant l'obscurité était profonde.

Après un court silence, ce fut moi qui demandai :

— Quand crois-tu que nous pourrons dîner ?

Il parut égayé par la question.

— Tout à l'heure, rassure-toi.

Je repris :

— On ferait bien de ne pas demeurer ici trop longtemps: j'ai faim.

— Moi, pas.

— Tu n'as pas froid ?

— Non plus.

Il continuait de rester immobile, l'air pensif. Enfin il soupira, puis acheva d'un ton détaché :

— D'ailleurs, je pense qu'on pourrait maintenant rentrer.

Je crus que la foudre tombait.

— Rentrer !... où cela ?

— Mais... là-haut !... on doit se demander ce que nous sommes devenus.

Craignant d'avoir mal entendu, je me levai violemment :

— C'est toi qui le proposes ?

— Pourquoi pas ? Si ce que nous faisons est idiot, est-on obligé de continuer ?

— Tu vas...

— Evidemment ! Comptais-tu par hasard gagner la Sibérie ?

Il se baissa, prit une pierre, et la lança à la volée.

J'entendis celle-ci retomber au loin et crus recevoir le coup sur ma poitrine. Un flot de paroles montait à mes lèvres, mais je n'aurais pu émettre un son.

Inquiet de mon silence, Jean prit une seconde pierre et la lança encore.

— Hé bien quoi ? fit-il, en voilà une affaire pour une balade au clair de lune ! N'aurais-tu plus assez de souffle pour remonter ?

Derechef, il riait avec affectation. Ecroulé sous l'avalanche de mes pensées, j'eus enfin le force de murmurer :

— Jean, explique-moi.....

Mais il m'interrompit :

— Ah ! tu ne vas pas maintenant me reprocher de m'occuper de toi et de renoncer à ce qui me plaisait, parce que je te vois incapable d'avancer ? Assez de laïus ! Cherchons la route : plus vite on sera au gîte, et moins il y aura de compliments à recevoir.

Peu soucieux d'entendre ma réponse, il pivota ensuite sur lui-même, franchit un fossé, et m'abandonnant à mon sort, piqua droit dans une direction nouvelle. Après un temps dont je ne songeai point à apprécier la durée, j'entendis de nouveau son appel :

— Par ici ! Je l'ai trouvée !

La route, en effet, était beaucoup plus proche que je ne le supposais. On pouvait même se demander si en réalité, Jean l'avait jamais perdue de vue.

— Vas-tu encore poser longtemps ? Arrive donc !

— C'est bon : je viens ...

Hébété, je m'orientai sur la voix, découvris à mon tour le ruban clair d'une chaussée.

— Plus vite !

— Vas à ton pas : j'irai au mien.

Il ne se le fit pas répéter deux fois. Il avait envie de courir sans doute, soucieux comme il disait de réduire « les compliments ». Je cessai de l'entendre et me retrouvai seul.....

Comprenez-vous maintenant pourquoi j'ai raconté tant de détails insignifiants ? La nuit à ce moment n'était ni plus oppressante, ni plus opaque ; le silence n'était ni moins profond, ni moins sournois : mais un événement formidable venait de les effacer. Auparavant, mes yeux avaient guetté les moindres flottements d'ombre, derrière chaque buisson j'avais imaginé des bêtes en arrêt, prêtes à sauter sur leur proie : soudain l'univers venait de se vider pour moi de toutes les craintes puériles : je n'étais plus qu'un être *seul* sur une route, un être parti avec une confiance ingénue dans la parole de son ami, et qui rentre, sa foi assassinée !

Oui, c'est bien là, sur ce chemin désert, dans l'horreur d'une nuit froide, que j'ai reconnu le monstre ; là que pour la première fois j'ai entrevu l'isolement total auquel l'homme est condamné !

Lentement je remontai la côte. J'étais ivre de douleur plus que de fatigue. Je ne me souciais aucunement de m'épargner, à moi aussi, les compliments qui attendaient ma rentrée. En revanche et inlassablement, je me demandais : « Pourquoi Jean a-t-il fait cela ? »

Avait-il obéi à une de ces minutes d'exaltation où l'on ne mesure plus aucune réalité, puis renoncé par peur, ou comme il le prétendait apitoyé par ma fatigue ? Etait-ce farce, jeu, vérité, mensonge ? Oh ! les innombrables formes du possible qui explique un fait ! Forêt où chaque lumière ne luit que pour égarer.....

Vous riez. Vous songez : « A quoi bon tant d'affaires ! En pareil cas, on va droit au fait. Une question posée, les yeux dans les yeux, et tout se serait expliqué. » Erreur ! Je n'avais, pour en être assuré, qu'à me rappeler le motif de ma propre fuite : est-ce que ma sœur, interrogée, avait *voulu* ou *pu* me dire la chose redoutée qui l'appelait auprès de grand'mère ? Non. Hé bien, Jean, interrogé de même, n'aurait rien dit. Jamais, si bien que mes yeux fussent plantés sur les siens, je n'aurais pénétré le mobile grâce auquel je me trouvais là, ne croyant plus en mon ami. Désormais je doutais de tout excepté de *cela* — et c'est *cela* que j'appelle découvrir la solitude. Entre un amant qui désespère d'atteindre le mystère enfoui derrière le sourire de sa maîtresse, et l'enfant que je vous montre, désespéré pour un mauvais tour de son premier ami, la différence est nulle : la vie ne varie ni ses procédés ni ses douleurs.

Ma rentrée à la maison allait d'ailleurs compléter la leçon — combien prophétique dans sa simplicité !

J'arrivai, en effet, épuisé et voici ce que je trouvai.

Jean, attablé, dévorait à belles dents. Il avait dès son arrivée conté une superbe histoire : comme quoi ayant voulu nous promener à travers champs, nous nous étions égarés, grâce à l'obscurité ; comme quoi encore, après beaucoup de temps perdu, nous avions par bonheur retrouvé la grande route ; comme quoi, enfin, me voyant très las, il avait pris les devants pour calmer les inquiétudes.

On l'avait cru. On ne nous fit aucun accueil pénible. On semblait trouver parfaitement naturel ce récit, l'air de Jean, le mien. Non seulement pareil mensonge ne choquait pas, mais répondant au désir de tranquillité de tous, il était devenu plus vrai que la vérité. Moi-même, par crainte des questions gênantes, je n'aurais eu garde de me rebiffer contre lui. J'y entrais comme dans une belle allée, la seule où il fut possible de marcher.

Lorsque Jean, son repas terminé, voulut regagner sa chambre, ma grand'mère me demanda en effet d'un ton sec :

— L'as-tu au moins remercié pour s'être ainsi dévoué et nous avoir rassurés plus tôt ?

Et je n'hésitai pas : j'obéis, non sans avoir auparavant contemplé à la dérobée Adrienne et Jean. Avant de m'engager dans la voie nouvelle qui m'était ainsi imposée, je tenais à m'assurer que je ne me trompais pas et que ni l'un ni l'autre ne trahiraient rien d'eux-mêmes. Allons ! ce qui s'était passé entre Adrienne et ma grand'mère, ce que Jean avait voulu en conduisant de la sorte notre aventure, était bien enfoui derrière le calme des visages : comme chacun, je n'avais qu'à me taire et à dire, non pas ce qui est, mais *ce qui ne dérange pas les convenances.*

Une heure plus tard ma sœur vint, suivant sa coutume pour me souhaiter le bonsoir.

— Est-il bien vrai que vous vous soyez égarés ? me demanda-t-elle.

Il était évident qu'elle supposait le contraire.

Je répondis, poussé par une force intérieure :

— Si c'est vrai ! Pour quelle raison serions-nous, sans cela, partis à l'aventure et revenus de même ?

Je poursuivis, l'air innocent :

— Mais, toi-même, qu'avais-tu quand grand'mère est venue te chercher ?

Et ce fut son tour de répliquer :

— Qu'aurais-je pu avoir, sinon l'ennui de te laisser ?

Nous échangeâmes ensuite un regard profond — mon premier regard d'homme, en vérité !

Et c'est tout. Certainement elle avait compris que moi non plus je ne parlerais plus jamais du vrai passé, car elle m'embrassa et partit sans insister. Ensuite, je crois m'être endormi très vite. J'avais la conscience libre, bien que j'eusse menti ; j'étais certain de n'avoir plus ni sœur, ni ami : mais je ressentais une sorte de libération. On doit éprouver le même mélange d'accablement et de légèreté, quand on revient à soi, après une opération longtemps redoutée....

Comme le récit paraissait terminé, j'eus la curiosité de demander :

— Votre impression, à propos de votre sœur, avait-elle seulement une apparence de raison ?

Il réfléchit :

— J'ai cru deviner plus tard que ce jour-là, en effet, il a été question de marier ma sœur, c'est-à-dire de me l'enlever ; mais comme celle-ci est restée fille.....

Il haussa les épaules :

— Avouez en tous cas que pour un premier voyage, le sort m'a comblé : non seulement j'avais découvert la solitude, mais, depuis lors, elle ne m'a plus quitté. Au moment de mourir serai-je même plus seul que le soir dont je viens d'évoquer le souvenir ?

Edouard ESTAUNIÉ.

LES CHRONIQUES NATIONALES

ANGLETERRE

L'Impasse

La grande tourmente qui vient, pendant six années, de ravager l'Ancien Monde, n'a pas épargné l'Angleterre. Je ne parle pas du cruel tribut payé en vies humaines, non plus que des milliers de jeunes carrières brisées par la guerre ; ce sont là des malheurs communs à tous les belligérants. En Angleterre, le principal effet de la guerre a été d'amener à leur point d'achèvement tous les graves problèmes qui, auparavant déjà, se dessinaient à l'horizon de notre vie nationale. Cette guerre, qu'au début beaucoup d'insouciants optimistes saluaient comme l'anonciatrice de temps meilleurs et d'une prospérité nouvelle pour le peuple anglais (qu'une telle opinion apparaît donc aujourd'hui folle et stupide !), cette guerre a déclenché toutes les maladies latentes qui rongeaient notre organisme politique. Si de grands efforts et le sacrifice de nombreuses vies nous ont préservés de l'agression étrangère, nous sommes menacés aujourd'hui par un danger non moins grave à l'intérieur.

En un mot, notre édifice politique et notre ordre économique chancellent. Ce sont deux corps qui agonisent : autour de leur lit de mort se querellent d'avides et nombreux prétendants, mais aucun n'étant digne de s'intituler successeur, les médecins s'appliquent à conserver un souffle de vie dans ces deux organismes mourants. En vain : malgré toute leur habileté, la vitalité des patients décline à vue d'œil.

En politique, c'est la tradition parlementaire qui se meurt. Le prestige de notre Parlement, si longtemps article de foi, — non seulement aux yeux des Anglais, mais à ceux du monde entier — ce prestige n'existe plus. Déjà, avant la guerre, s'était développé un courant de méfiance à son égard, et des révélations fortuites avaient excité les soupçons des simples citoyens. L'affaire Marconi, par exemple, laissa penser que les membres du gouvernement étaient des hommes comme les autres, ne craignant pas de se livrer au Stock Exchange à des transactions fructueuses, facilitées par des renseignements qu'ils devaient à leurs fonctions. Malheureusement ce scandale n'était pas un cas de corruption déclarée ; la faute des ministres offensait les traditions plutôt que la loi. Aussi échappèrent-ils aux sanctions, et le blâme tomba moins sur eux que sur le système gouvernemental qui leur avait permis de monter au pouvoir et de s'y maintenir. D'autres incidents encore ont prouvé de façon absolue la collusion des deux *Front Benches* («bancs de devant») de la Chambre des Communes. Beaucoup de chefs du parti conservateur et du parti libéral se trouvaient être parents par le sang ou par l'alliance, et, chose curieuse, restaient personnellement amis au milieu des rivalités politiques les plus venimeuses et les plus violentes. Un nombre considérable de membres du Parlement étaient représentants de grands consortiums industriels, de compagnies de chemins de fer ou d'autres intérêts financiers. Quant à la Chambre des Lords, la campagne de plusieurs années menée contre elle par le parti libéral, avait prouvé que bien peu de ses membres étaient les authentiques descendants d'une vieille noblesse et que, parmi cette infime minorité, rares étaient ceux qui avaient conservé quelques vestiges des anciennes vertus aristocratiques. La plupart de ces « lords » avaient d'ailleurs acheté leur pairie (tout comme on achète un billet de théâtre dans une agence) par des contributions versées aux fonds secrets des partis. Les libéraux, sur ce point, étaient aussi coupables que les conservateurs. Les prix même des divers grades honorifiques étaient chose connue. Chacun savait que le titre de chevalier avec le nom de « Sir » et le droit pour l'épouse de s'appeler « Lady » se payait tant et tant. La pairie était naturellement taxée beaucoup plus haut ; néanmoins chaque grande association industrielle pouvait compter sur un siège à la Chambre des Lords. Je ne prétends pas que nous soyons, sous ce rapport, pires que les autres pays ; mais nous aurions précisément dû leur être supérieurs. Pendant des siècles, l'Angleterre a montré la voie du progrès en matière politique ; mais ces derniers temps, au contraire, nous semblons donner le signal de la décadence. Je ne crois pas nécessaire de m'étendre davantage sur la situation telle qu'elle était avant la guerre.

Durant la guerre, la vie politique anglaise a laissé apparaître mieux encore les faiblesses dont souffre notre Parlement. Pour abréger une longue histoire, nous dirons que le triomphe de M. Lloyd George a marqué la fin du prestige de ce Parlement. Nous sommes bien loin de nier les vertus de M. Lloyd George ; il a de l'énergie, du brio, du discernement, et bien d'autres qualités, excellentes ou fâcheuses suivant l'usage auxquelles elles sont appliquées. Or, M. Lloyd George a mis toutes ses facultés au service de son propre avancement. L'Angleterre a eu toute espèce de premiers ministres : de bons, de mauvais, d'indifférents. Mais avant M. Lloyd George elle n'en a jamais eu un dont on puisse dire aussi justement que chacun de ses gestes vise à son propre succès et à la consolidation de sa position dans le pays. En Angleterre, le premier citoyen venu vous dira que « la politique est un sale jeu » ; nous n'avons pas d'insulte plus cinglante que le reproche d'être un « politicien ». Néanmoins, jusqu'à l'avènement du régime actuel, cette opinion paraissait encore discutable : elle ne l'est plus maintenant pour personne.

C'est à M. Lloyd George, ex-radical, à M. Bonar Law, chef du parti conservateur, et à Lord Beaverbrook, — un Canadien, grand spéculateur sur les terrains, qui leur a servi d'intermédiaire — que l'Angleterre doit la forme actuelle de sa majorité parlementaire : la « Coalition ». L'alliance secrète des deux principaux partis de la Chambre a eu pour inconvénient d'introduire dans son sein une grande quantité de membres insignifiants, et parmi eux quelques hommes foncièrement stupides ou corrompus. M. Asquith, détrôné par M. Lloyd George et la « Coalition », continue à mener un petit groupe de libéraux mécontents, les «indépendants » ; ceux-ci se réclament des principes assez peu idéalistes et tout à fait discrédités du parti libéral d'avant 1914. Il existe un « parti ouvrier » qui n'est pas important en nombre, mais qui croît journellement en force, sans d'ailleurs gagner en intelligence. Les députés du « parti ouvrier » sont généralement, tout comme les autres, les représentants d'intérêts financiers. Tandis que M. A. de la « Coalition » est le mandataire attitré des Compagnies de chemins de fer, M. B. du Parti Ouvrier est le porte-parole des Syndicats de cheminots.

Une lassitude, une atmosphère lourde et factice pèsent sur notre Parlement. Ses membres font penser à des acteurs conscients de jouer une pièce qui a depuis longtemps cessé d'intéresser le public. Le *Labour Party*, qui n'a obtenu qu'en dernière heure un bon rôle, voudrait bien que le public appréciât son talent ; les autres acteurs tiennent à n'être pas discrédités et désirent tirer les avantages pécuniaires et sociaux du « pouvoir ». Ils s'efforcent de faire opposition au *Labour Party* et de le déjouer. Ici et là se produit un incident sensationnel. Il arrive que l'un des acteurs oublie son rôle, que l'autre s'empare de celui du voisin. Parfois la représentation est au bénéfice d'un seul, qu'on veut pousser au ministère. En somme, la vie de « derrière les coulisses » poursuit son train ; mais le directeur du théâtre — en l'espèce, la nation — considère tristement des sièges vides. Le Parlement a bien décidément cessé de plaire et d'attirer. Qu'est-ce donc qui va le remplacer ?

⁂

L'essentiel de la chose publique a définitivement passé, en Angleterre, du domaine politique au domaine économique. Nous avons vu qu'au Parlement les intérêts financiers de toutes sortes sont largement représentés. Mais il y a plus : la politique gouvernementale, qui mène le Parlement bien plus qu'elle ne lui obéit, est elle-même fortement soumise aux influences économiques s'exerçant derrière la scène. C'est à cela qu'il faut attribuer en partie les échecs du *Labour Party.* Il est sans grandes perspectives d'avenir dans les conjonctures présentes, la forteresse qu'il assiège étant elle-même défendue par la forteresse bien plus puissante de la finance et par la situation économique dans son ensemble. C'est donc sur les conditions économiques de notre époque qu'il nous faut reporter notre attention.

Quand je dis que la situation est critique, je crois ne pas exagérer. Durant l'année qui vient de s'écouler, j'ai vu dans l'est de l'Europe des pays en regard desquels l'Angleterre et ses maux semble encore le paradis. Mais ce paradis est instable ; il a l'équilibre d'un train express lancé à toute vapeur. Si la voie ferrée s'arrête brusquement, l'étendue du désastre qui s'ensuit est déterminée par la vitesse et la puissance de la machine : plus grande est la force motrice, plus terrible la catastrophe. L'Angleterre a longtemps joui d'un si ferme équilibre et d'une si grande prospérité, et, par suite, elle a vécu sur un si grand pied que, si la catastrophe vient à se produire, elle sera d'une gravité incommensurable. Et puis une considération dépasse toutes les autres : l'Angleterre produit juste assez de nourriture pour faire vivre un peu plus de la moitié de ses habitants. Si l'apport de l'étranger vient à lui manquer, elle doit forcément périr.

J'ai fait cette digression pour montrer comment, en dépit de la facilité et de l'éclat apparents de la vie anglaise, nous sommes toujours périlleusement suspendus au-dessus d'un abîme.

Economiquement parlant, l'Angleterre est à l'état de chaos et devra faire face dans un avenir rapproché à une série de problèmes des plus graves. Les prix haussent quotidiennement ; la production ne répond plus aux besoins du simple citoyen ; au lieu d'objets de première nécessité on fabrique des articles de luxe que le commun des mortels ne peut se procurer, ou des articles destinés à être exportés en échange d'autres produits de luxe. On peut facilement acquérir un hôtel particulier à l'heure présente, en Angleterre ; mais ni pour or, ni pour argent on ne peut se procurer une modeste petite maison. On n'a jamais tant bâti, mais on ne construit que des édifices d'apparat ou des théâtres. La fabrication des automobile est florissante, mais les fabriques de chaussures se ferment parce que la demande diminue. Le lecteur ne suppose pas que les Anglais se proposent de marcher nu-pieds, à l'avenir. Le fait est qu'ils ne peuvent payer la chaussure ce qu'elle coûte. Le processus est d'ailleurs bien clair : quand les prix s'élèvent, la demande diminue, et les fabriques s'arrêtent ; de là beaucoup d'ouvriers sans emploi et un appauvrissement général, excepté pour les toutes grosses fortunes, qui tiennent le haut bout de l'échell
Il est vrai que, pendant la guerre et depuis lors, les salaires ont au

menté en Angleterre ; mais en réalité, c'est-à-dire en proportion du coût de la vie actuelle, ils sont plus faibles qu'autrefois. D'autre part, des centaines ou des milliers de gens des classes moyennes, bien qu'ils touchent peut-être des intérêts légèrement plus élevés, se voient en fait appauvris au point que leurs ressources représentent le tiers ou le quart de ce qu'elles étaient avant la guerre. Nation de nouveaux riches et de nouveaux pauvres — voilà ce que nous sommes aujourd'hui. Un pareil groupement de la société est contraire à toute saine économie ; une société où fleurissent les commerces de luxe, où la production ne correspond pas à la demande, où des besoins généraux et immenses restent insatisfaits, — une société ainsi constituée (et l'Angleterre n'en est pas loin) n'est pas seulement favorable au bolchévisme : elle le nourrit dans son sein.

Je n'ai pas besoin de faire la longue énumération des troubles industriels qui nous ont rendu la vie fastidieuse depuis la fin de la guerre. Les grandes Trade-Unions, les plus anglaises d'entre les institutions anglaises, se distinguent par cette myopie qui est une caractéristique de notre esprit national. Une partie des Trade-Unions, voyant les prix monter, réclament de plus forts salaires. Si elles les obtiennent enfin après une longue période d'inactivité et de vaines controverses, tous les autres trade-unionistes constatent que leurs ressources ont diminué grâce à la hausse inévitable des articles fabriqués par l'industrie qui s'est vue contrainte d'augmenter ses ouvriers. Les syndicats anglais n'ont pas encore su créer un organisme central chargé de coordonner les demandes et les aspirations de leurs éléments constitutifs, et d'éliminer les sous-groupements inutiles ou nuisibles. Bref, le Trade-Unionisme n'a pas encore de cerveau.

J'ai constaté, dans mes séjours à l'étranger, que les observateurs de la vie anglaise ne la prennent pas très au sérieux. Cette manière de voir est justifiée jusqu'à un certain point par notre isolement des autres pays et par la criante artificialité de notre vie. L'Angleterre d'aujourd'hui ne sait pas ce que signifient les mots «invasion, famine, épidémie, révolution» — c'est-à-dire qu'elle en a désappris le sens. Elle a cependant vécu ces choses, et le souvenir en est gravé quelque part dans les profondeurs de la conscience nationale. L'Angleterre est aujourd'hui le facteur principal de la politique internationale, position que lui assurent son vaste empire et le contrôle des mers. On peut donc admettre qu'à la grandeur de ses destinées doit correspondre un développement croissant de sa conscience. L'Angleterre a inventé le syndicalisme et, depuis lors, ce mouvement n'a cessé de progresser dans différentes directions. Si, vus du dehors, les Trade-Unions peuvent sembler à leurs confrères de l'étranger des blocs apathiques et stupides, il faut néanmoins supposer que des aspirations s'éveillent chez elles, plus ou moins claires et définies, aspirations non seulement aussi vastes, mais encore dépassant de beaucoup celles des ouvriers français, italiens et allemands. Tel est en effet le cas. L'ouvrier anglais tâtonne encore et se fourvoie, se heurte la tête contre les murs ou marche dans des directions contradictoires, Mais quelque part en lui, on le sent, une lumière s'est faite et grandit de jour en jour.

Quel est cet élément nouveau ? Ce n'est pas le marxisme sous l'une ou l'autre de ses formes, bolchévisme ou menchévisme. L'ouvrier anglo-saxon, se défiant de la logique marxiste, ne croit pas à l'inévitable triomphe d'une Divinité économique. Peut-être la vieille tradition catholique joue-t-elle encore son rôle dans la vie anglaise et repousse-t-elle la fatalisme « orgastique » de Marx comme une dégradation. L'ouvrier anglais a trop le sentiment de sa richesse et de son importance pour accepter le facile cynisme des marxistes de l'étranger. Il est vrai qu'il se glorifie d'un bien-être, d'une liberté et d'un sens des responsabilités qu'il ne possède pas en réalité, ou ne possède qu'à un degré rudimentaire. Quoi qu'il en soit, sa confiance dans ces biens désirables prouve non seulement qu'il les a possédés une fois, mais encore qu'il nourrit le vœu persistant et informulé de les posséder à nouveau. Les hommes riches qui, de plus en plus, gouvernent l'Angleterre, ont cru pouvoir détruire chez l'ouvrier le sens conservateur et le sens inné des responsabilités ; mais c'était là une folle illusion. Les Trade-Unions ont quelque chose qui rappelle l'éléphant, soit par leur force énorme, soit par leur excessive prudence. Aussi, tout comme l'éléphant est le roi des animaux, les organisations ouvrières anglo-saxonnes sont supérieures à toutes les autres associations du même genre, et le temps le prouvera certainement.

Mais à quoi tendent-elles ? Il serait plus facile de répondre à cette question indirectement. Nous savons, par leurs essais répétés et infructueux, quelles sont les choses qu'elles ne veulent pas. Les ouvriers anglais n'ont plus foi dans l'action du Parlement en tant que remède aux maux économiques. Ils ne croient pas au socialisme d'Etat, qu'il se nomme « collectivisme », « nationalisation » ou de tout autre nom. Ils ne croient pas que les grèves destinées à obtenir des hausses de salaires puissent améliorer efficacement leur situation matérielle.

Et néanmoins toutes les fois que s'élève quelque conflit industriel, ceux des syndicats qui sont en jeu, sous l'empire d'une sorte d'auto-hypnose, prétendent de nouveau ajouter foi à ces méthodes d'action. Ils revendiquent à nouveau des augmentations de salaire, crient que l'industrie devrait être « nationalisée » et déclarent entre eux que s'il y avait au Parlement une majorité ouvrière, tous les maux sociaux disparaîtraient. Comme l'a fort bien dit un écrivain socialiste, M. Orage[1] : « Chez l'Anglo-Saxon, c'est l'être conscient qui forme des projets, mais c'est l'être inconscient qui agit. Il n'y a pour ainsi dire aucune chose dont vous ne puissiez convaincre un Anglais, mais il n'en fera pas moins tout ce qu'il avait projeté d'abord, même si c'est l'exact opposé de ce dont il vient d'être persuadé ». Réflexion très juste. Nous voyons nos syndicats suivre comme des somnambules les voies accoutumées du socialisme, conscients pourtant qu'ils se servent de méthodes surannées et que ces chemins aboutissent à un cul-de-sac. Mais voilà l'extraordinaire : en même temps qu'ils usent de vieilles formules, ils commencent à donner les signes d'une compréhension nouvelle de la situation économique et de leur propre destinée. Ils en sont même venus à soulever la question du contrôle ouvrier. Jusqu'ici, dès que paraissait à l'horizon la vision de ce que nous appelons « syndicalisme », c'est-à-dire l'industrie propriété de l'ouvrier et dirigée par lui, l'ouvrier anglais rentrait dans sa coquille, ne voulant rien avoir à faire avec des opinions aussi extrêmes. Mais, graduellement, la notion du « contrôle ouvrier » pénètre dans le cerveau conscient des Trade-Unions. On trouve même cette idée associée à des idées opposées, telles que collectivisme, revendications de salaires, etc., et certainement ceux qui la soutiennent auraient peine eux-mêmes à expliquer cette contradiction. Mais ce qui est bien significatif, c'est que cette idée grandit, tandis que les autres sont peu à peu délaissées. Il suffit d'examiner la situation actuelle avec un peu de compréhension et de sympathie pour être convaincu que cette conception nouvelle est destinée à devenir l'élément central du développement des Trade-Unions.

---

[1] Rédacteur d'un journal hebdomadaire très remarquable, *l'Age Nouveau.*

* * *

La nouvelle organisation ne prendra pas la forme bolchéviste (à moins toutefois que le bolchévisme ne nous soit imposé malgré nous). Elle ne se développera pas sous la dictature prolétarienne ni dans une atmosphère de « guerre des classes ». La prudence innée et le conservatisme de l'ouvrier anglo-saxon nous en donnent la garantie. Comment sera-t-elle donc réalisée ? Certains théoriciens, en Angleterre, tenant compte des conditions économiques présentes, des aspirations formulées et informulées de l'ouvrier, de la croissance et de traditions des Trade-Unions et, par-dessus tout, du caractère national, ont élaboré une théorie du trade-unionisme qui excite un intérêt très vif parmi les intéressés et dans le public anglais en général, pour autant que celui-ci prend la peine de réfléchir à la situation présente. Cette théorie est connue sous le nom de théorie des « Compagnies Nationales[1] ». Dans ses grandes lignes, elle suggère l'association de tous les travailleurs d'une même industrie, — depuis le plus obscur jusqu'au plus haut placé — qui, tous ensemble, constitueraient un vaste syndicat professionnel lequel exploiterait la dite industrie en coopération avec l'Etat. La conduite intérieure de l'entreprise, ses méthodes de production, les questions de discipline et de règlement seraient sous la surveillance de la Compagnie ;

---

[1] "*National Guilds*". — Les principaux ouvrages parus sur ce sujet sont : *National Guild*, par S. G. Hobson et A. R. Orage; *The Meaning of National Guilds*, par M. B. Reckitt et C. E. Bechhofer; *Self-Government in Industry*, par G. D. H. Cole. Les revues traitant de la même question sont *The New Age* (hebdomadaire); *The Guildsman* (mensuel).

mais pour toutes les questions concernant les relations avec le monde extérieur, celle-ci entrerait en rapport avec l'Etat et par lui avec cette partie de la collectivité que son industrie intéresse. Ce plan paraît la seule alternative possible en face de la mort imminente de la forme de production capitaliste. Au lieu des salaires basés sur la concurrence que crée le « marché du travail » on instituerait un « traitement coopératif» *(guild-pay)* qui demeurerait le même pendant le travail et pendant le chômage. Ceci suppose une production destinée non au profit de quelques-uns mais à l'usage et à l'intérêt de tous. Cette organisation de l'industrie offrirait à la société, mieux que ne peut le faire aucune autre dans nos conditions de vie moderne, la garantie d'une production soignée et de premier ordre. La concurrence a d'ailleurs cessé, de nos jours, d'être un aiguillon de bonne production, par suite de la formation des cartels et de l'appauvrissement des classes moyennes et nécessiteuses, dont les moyens sont si restreints qu'elles ne peuvent émettre d'exigences sur la qualité de la marchandise achetée.

La théorie des « Compagnies Nationales » répond à beaucoup de problèmes ; elle a soutenu les attaques de ses adversaires plus victorieusement que n'importe quel autre projet qui ait été avancé contre le capitalisme. En Angleterre, elle s'impose véritablement comme la seule alternative qui nous reste en face du bolchévisme.

Heureusement pour ses partisans, l'idée des « Corporations Nationales » s'est trouvée un succès partout où elle a été mise en pratique. Depuis quelque temps, il existe, principalement dans le nord de l'Angleterre, des « Compagnies de Construction » qui ont pris en main la terrible crise des logements dont nous souffrons depuis la fin de la guerre. Tandis que les entreprises privées capitalistes méprisaient la construction de maisons modestes comme étant de trop mince rapport et ne bâtissaient que des théâtres, un certain nombre de Trade-Unions ont conclu des arrangements avec les municipalités de plusieurs villes anglaises (Manchester en premier) et ce sont engagées à construire pour elles. L'expérience — comparée surtout aux résultats de l'entreprise privée — a admirablement réussi. Il faut reconnaître que ces jeunes « Compagnies » sont encore à certains égards à l'état embryonnaire ; ainsi ce sont les municipalités qui ont fourni les terrains, le matériel, et les plans de construction. Toutefois les Trade-Unions ont apporté le facteur vital : le travail, qui a été sous leur entière direction. Il ne faudra plus bien longtemps pour que les Compagnons maçons s'unissent à des Compagnies d'architectes et à d'autres compagnies similaires et pour qu'elles arrivent à fournir aussi le matériel et les plans nécessaire. Alors la première « Compagnie Nationale » volera de ses propres ailes. Il est intéressant de noter que les garanties financières que les municipalités exigent toujours des entreprises privées ont été refusées par les Compagnies de construction. Celles-ci alléguèrent que leurs membres, en fournissant leur travail, apportaient ce sans quoi aucune entreprise, garantie ou non, ne saurait être menée à bien.

Nous pouvons donc terminer sur une note d'espoir cette revue plutôt pessimiste de l'état des choses en Angleterre. Dans les « Compagnies Nationales », les Anglais trouveront peut-être le remède au chaos politique et économique où les a menés la prédominance excessive des considérations d'argent. La politique, en libérant l'industrie de son joug, se libérera elle-même automatiquement. Ce sera là un de ces divorces qui apportent le soulagement aux deux parties, tout en assurant le bonheur des enfants.

C. E. BECHHOFER.

AUTRICHE

I

Un Peuple qui agonise

La chronique de la République autrichienne née, il y a à peu près deux ans, de la catastrophe des Empires centraux, est une chronique de misère. Misère politique, économique et sociale d'un peuple brisé par la guerre, déshonoré par la défaite, puis reconstitué en un Etat soumis au lourd fardeau d'une indépendance dont il ne veut pas et qu'il n'a jamais voulue, car elle lui paraît le symbole d'un isolement intolérable. La première question que le chroniqueur se pose est de savoir s'il ne doit pas débuter à la *Revue de Genève* en étalant le tableau du désastre autrichien et en montrant d'abord l'infortune de Vienne, où se trouve presque un tiers de la population de la République.

Sans doute, je n'ai pas besoin de répéter ici l'histoire lamentable de la famine dont les villes autrichiennes souffrent dans une mesure croissante depuis plus de cinq ans ; de la détresse de leurs enfants, de leurs vieillards et de leurs veuves ; de la ruine complète de la classe moyenne cultivée. Cette histoire n'est que trop bien connue sur tout le globe. Je veux plutôt exposer brièvement les forces politiques et sociales qui animent la jeune République d'Autriche. Je veux décrire combien grande est la misère de ce pays en la mesurant à l'ampleur de l'œuvre charitable qui combat depuis l'armistice les dernières et les plus terribles conséquences de la guerre et du blocus. Cette œuvre a été inaugurée par la Suisse, continuée par elle, par la Hollande, par les nations scandinaves et par beaucoup d'Anglais et d'Américains. C'est la première et jusqu'à ce jour la seule manifestation de cet esprit de solidarité des nations, qui, pendant la guerre, avait été prêché par le président Wilson dans ses fameux messages. Cette œuvre de charité internationale a sauvé la vie de milliers de bébés à

Vienne ; elle a, par l'intermédiaire de la « Société des Amis », d'Angleterre, guéri d'innombrables mères; elle a, par l'énergie et l'humanité de M. Hoover et de ses compatriotes, nourri depuis deux ans plusieurs centaines de mille enfants dans les écoles de Vienne et des centres industriels. Elle nous a prodigué des consolations inestimables, car non seulement nous avons bénéficié d'une si magnifique charité, mais encore l'humanité tout entière, écrasée par cette guerre terrible, en a profité moralement. C'est donc un devoir sacré que le chroniqueur autrichien remplit ici en célébrant de tout son cœur une telle manifestation fraternelle, qui restera à jamais la gloire des petites nations d'Europe. Elles se sont montrées les dépositaires fidèles de l'antique humanisme de notre continent, les apôtres d'une bienfaisance touchante.

Néanmoins, si grande que paraisse cette œuvre de secours à laquelle participent maintenant presque toutes les nations de l'Europe et de l'Amérique, la misère non seulement des masses, mais encore davantage des classes moyennes, ne saurait être méconnue. Car elle n'est pas la conséquence d'une situation provisoire, ni de l'incapacité passagère d'un peuple sur le point de se rétablir. Au contraire, ses causes matérielles et morales sont trop puissantes pour être vaincues par un peuple affaibli et écrasé. Nous allons le prouver en analysant la situation politique et économique de l'Autriche.

II

Pour bien saisir le caractère politique de la nouvelle République, il faut se rappeler son origine. La dissolution de l'empire des Habsbourg a été provoquée — il est curieux de le constater — par l'empereur lui-même quand il lança son manifeste du 11 octobre 1918. Toutes les nationalités de l'Etat — à l'exception de la Hongrie — y étaient solennellement invitées à se constituer en corps politiques séparés sur la base du fédéralisme. Il va sans dire que les auteurs de ce manifeste, ainsi que l'empereur, comptaient que cette réorganisation s'accomplirait d'une manière paisible et que les nouveaux Etats nationaux resteraient les éléments d'un grand empire fédératif sous le sceptre du souverain. Mais cet espoir était irréalisable puisque les Tchèques, les Yougoslaves et les Polonais, ces derniers tacitement. étaient reconnus par les vainqueurs comme des nations amies et alliées. Quant à la Hongrie, elle avait déclaré son indépendance dès que la situation militaire de la Bulgarie avait fait prévoir le désastre. Le manifeste eut pour conséquence d'obliger les Allemands autrichiens à proclamer eux aussi la constitution d'un Etat national indépendant. En se réclamant du principe de *self-determination* mis en avant par le président Wilson et accepté comme base de l'armistice. les trois partis allemands réunis au Parlement de Vienne insistèrent pour que le nouvel Etat à créer comprît tous les territoires allemands de l'empire dissous. Ils revendiquèrent donc comme parties intégrantes de l'Autriche les districts allemands de Bohême, de Moravie, de Silésie, habités par plus de trois millions de leurs compatriotes, de même que les vieilles provinces allemandes des Alpes, les deux Archiduchés, la Styrie, le Tyrol, etc.

Mais de ce principe fondamental les Autrichiens allemands tirèrent une autre conclusion. Ils considérèrent d'emblée le nouvel Etat allemand comme une partie intégrante de l'Allemagne. Cette manière de voir fut enregistrée sans retard dans la constitution provisoire votée par l'assemblée nationale, immédiatement après l'abdication de l'empereur Charles. Pour juger équitablement ce fait historique, il ne faut pas perdre de vue que les provinces autrichiennes allemandes, qui représentent toutes les anciennes possessions de la maison de Habsbourg, n'avaient jamais constitué une entité politique, mais avaient toujours appartenu à un Etat plus vaste. Pendant des siècles elles ont été comme un grand fief privilégié du « Saint-Empire Romain de la Nation Allemande »; plus tard, elles ont formé une partie de l'Empire d'Autriche et en même temps de la Confédération allemande créée par le congrès de Vienne. Cela dura jusqu'à la dissolution de cette confédération, après la bataille de Sadova. Il est donc tout naturel qu'au moment de la catastrophe de l'empire des Habsbourg, les Allemands autrichiens se soient tournés vers leur patrie historique, la grande Allemagne, d'où leurs ancêtres étaient venus en suivant le Danube ou les vallées de ses affluents. Sans doute les chefs des socialistes d'un côté, et des libéraux nationalistes d'un autre, étaient amenés par des motifs très différents à proclamer la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Mais il saute aux yeux qu'ils n'auraient pas été suivis de leur peuple si l'opinion publique en grande majorité n'avait considéré cette voie comme la seule possible.

Pour quiconque connaît notre peuple, il n'y a pas de doute que l'idée de la fusion avec l'Allemagne n'est pas née au moment de la chute de l'empire. Au contraire, elle s'est développée depuis la révolution de 1848. C'est celle-ci qui suscita pour la première fois en Europe les forces du nationalisme moderne. Aussi provoqua-t-elle la première crise de la monarchie des Habsbourg. Durant tout le règne de François-Joseph, pendant plus de soixante ans et jusqu'au grand incendie de 1914, l'Autriche a été le pays classique des nationalismes, le pays où s'étalaient toutes les fureurs, tous les rêves et toutes les passions de ce phénomène moderne. Ainsi préparée, l'idée d'une politique exclusivement nationale a été mûrie par la guerre aussi bien chez les Allemands que chez les Slaves qui habitent l'empire. L'accueil favorable que le livre fameux du Dr Naumann *Mitteleuropa* trouvait parmi toutes les couches de la société allemande d'Autriche, est une preuve caractéristique que l'idée de l'union avec l'Allemagne était déjà très populaire. Une littérature abondante montre que les classes moyennes considéraient comme certain qu'une fois la victoire acquise, l'Autriche serait rattachée pour toujours à l'empire allemand et que la maison des Habsbourg ne pourrait résister à ce mouvement. La création d'une république allemande, le jour même de la catastrophe finale, eut pour conséquence immédiate un changement de front des socialistes autrichiens. Restés fidèles pendant la guerre à leur programme internationaliste et opposés à l'opportunisme de leurs congénères d'Allemagne, ils décidèrent alors tout à coup que le sort de l'Autriche ne saurait être réglé que sur la base de l'idée nationale.

Aussi, quand les socialistes allemands prirent le pouvoir, les socialistes autrichiens n'hésitèrent pas à réclamer l'union perpétuelle avec la grande patrie allemande. Une fois détruite cette « Ligue de nations » qu'avait créée au cours des siècles l'impérialisme dynastique, l'union avec l'Allemagne de Bebel et Liebknecht devenait tout naturellement le but de tous les socialistes et ouvriers de Vienne et de la Bohême allemande. Mais plus encore que du sentiment national, les chefs socialistes s'inspiraient du fait que l'Autriche allemande n'avait pas même les moyens de nourrir son peuple ni de conserver l'industrie et le commerce dont y vivent tant de milliers d'ouvriers.

Cependant ce désir général d'union avec l'Allemagne se heurta à la volonté déterminée des vainqueurs. Les traités de Versailles et de Saint-Germain témoignèrent de la ferme résolution de la France et de l'Angleterre d'empêcher à tout prix la création d'une *greater Germany*. Si, grâce au veto du président Wilson, le grand but de la politique de M. Clemenceau, la destruction de l'Allemagne, ne pouvait être atteint, l'on s'opposerait du moins à la formation d'une grande Allemagne comprenant l'Autriche. Du reste les vainqueurs, en fixant les frontières de la Tchéco-Slovaquie, avaient exclu dix millions d'Allemands de la nouvelle République d'Autriche. Cette dernière, refoulée dans les limites du traité de St-Germain, n'était plus qu'un torse amputé. Mais, de cette façon, on écartait le seul principe qui aurait pu servir à la nouvelle République de base pour sa résurrection politique et sociale, c'est-à-dire l'idée nationale. Car le projet d'une fédération danubienne, suggéré par l'opinion française, n'offre aucune chance de réalisation en présence du refus violent que lui opposent Prague aussi bien que Budapest et Belgrade.

Dès les premiers jours de son existence la nouvelle République subissait donc une grave crise politique. Ceux qui l'avaient fondée et pourvue d'une constitution avaient espéré que les sept pays dont elle se composait, héritage vénérable de la dynastie renversée, seraient en mesure de former un Etat unitaire, puisque, depuis plus de cinq cents ans, ils avaient été gouvernés sous un seul régime par les mêmes princes. Les tendances séparatistes qui éclatèrent aussitôt à Graz et à Linz de même qu'à Salzbourg et à Innsbruck, prouvèrent que ces espoirs n'étaient qu'une illusion. On avait aussi oublié que ces pays, même à l'époque de l'absolutisme le plus rigoureux, avaient conservé intactes leur individualité politique et leur vie corporative ; tantôt revêtant des formes féodales, tantôt, sous le régime constitutionnel, se prévalant d'une autonomie provinciale moderne. Les socialistes de Vienne n'avaient de plus tenu aucun compte du fait que la démocratie moderne, par sa nature même, n'est pas, à l'instar d'un prince victorieux, capable de fondre dans un Etat unitaire des territoires différents, bien qu'habités par la même race et traditionnellement habitués à vivre en commun. La seule forme que la démocratie moderne puisse ériger en «Etat» ou en «Empire» est celle de la fédération par consentement mutuel. Le modèle à suivre n'était pas la république française unitaire des Jacobins de 1793 mais celle des Etats-Unis d'Amérique, du Brésil, du Canada, de l'Australie, de l'Afrique du Sud.

En conséquence tout l'édifice de la République autrichienne, à peine construit, se mit à trembler. Les deux grands partis, les socialistes et les conservateurs, qui se nomment chrétiens-sociaux, s'opposèrent d'abord les uns aux autres comme centralistes et fédéralistes. L'Assemblée constituante élue au mois de mars 1919 ne parvint pas à voter une constitution. Hors de Vienne le mouvement fédéraliste, antisocialiste et anti-viennois gagnait du terrain de jour en jour, appuyé par des arguments économiques et politiques. La coalition parlementaire des deux grands partis réussit tout de même à subsister malgré des dissensions parfois très pénibles. Le gouvernement dirigé par l'habile chancelier M. Renner sut, au moyen de compromis incessants et grâce au désir des partis associés de continuer à jouir du pouvoir, faire marcher la machine législative et administrative ; il réussit même à produire l'apparence d'un Etat « souverain » qui maintenait tant bien que mal l'ordre, et auquel l'Entente pouvait finalement dicter la paix.

Mais ce système compliqué et fragile s'écroula enfin au mois de juin, soi-disant par un fâcheux hasard, mais en vérité parce que les conflits entre socialistes avancés et chrétiens-sociaux s'étaient trop aggravés. Le pacte de coalition fut rompu à cause de la politique suivie par l'aile extrême du parti socialiste au sujet des conseils (soviets) de soldats, calqués sur le modèle bolchéviste, qu'elle voulait conserver dans les nouveaux régiments. Vu les élections à l'Assemblée constituante, qui étaient prochaines, on ne renonça pas immédiatement à la coalition. On se contenta d'élire les secrétaires d'Etat proportionnellement à la force numérique des trois partis. Ceux-ci déclarèrent toutefois d'une manière formelle qu'ils n'accordaient aucune confiance aux ministres délégués par les autres partis. Par ce moyen terme l'on espérait maintenir l'administration jusqu'aux élections. Celles-ci ont eu lieu en octobre et ont été l'occasion d'une victoire pour les chrétiens-sociaux. Néanmoins l'orientation politique de l'Autriche dans l'avenir reste obscure. Rien ne saurait caractériser mieux la misère de ce malheureux pays. En effet, il se présente comme une création artificielle, superposée aux pays historiques, manquant elle-même d'une idée claire ou d'une raison d'être ; c'est un produit de la diplomatie étrangère, destiné à satisfaire les exigences de gouvernements étrangers, mais qui ne tient aucun compte des nécessités vitales de ses propres citoyens.

III

La condition politique de l'Autriche ne saurait être entièrement comprise si l'on n'envisage pas sa situation économique. Même ceux qui l'ont créée à Paris ne sauraient plus douter qu'à ce point de vue elle est incapable de vivre. Un Etat de six millions et demi d'habitants, obligé d'importer presque 90 % du charbon nécessaire, manquant des matières premières indispensables à son industrie, à l'exception du bois et du minerai de fer, n'ayant ni laine, ni lin, ni peaux brutes, ni cuivre ; un territoire capable de nourrir ses habitants tout au plus pendant trois ou quatre mois de l'année ; un pays formé pour les deux tiers de longues chaînes de montagne, contenant nombre des plus hauts sommets de l'Europe ; possédant à son extrémité orientale une capitale, Vienne, qui était autrefois la métropole d'un des plus grands empires, voilà les traits les plus saillants de cette invention du Congrès de Paris. Depuis l'armistice, la population vit presque entièrement des denrées envoyées par l'Angleterre et par l'Amérique. Les emprunts nécessaires pour payer ces envois diminuent inévitablement la valeur des billets émis par la banque autrichienne. L'inflation énorme, due en première ligne à la guerre et ensuite à la situation financière désespérée de la jeune République, augmente chaque jour, surtout en raison de la hausse des traitements des fonctionnaires et des ouvriers d'Etat. Cette inflation est une conséquence directe de la disette invraisemblable de toutes les marchandises, soit des denrées alimentaires, soit des produits manufacturés et même des prétendus articles de luxe. L'émission continuelle de nouveaux milliards de billets de banque — devenus de vrais assignats — entraîne à son tour une nouvelle hausse des prix, et par là contraint le gouvernement à hausser encore les salaires des fonctionnaires. Ajoutez à ce tableau d'un organisme agonisant la diminution effrayante de production que l'on constate chez un peuple affaibli et soumis au régime obligatoire de la journée de huit heures.

Je ne puis décrire ici de quelle façon l'Etat contrôle la distribution de tous les aliments nécessaires à la vie. Mais en passant je remarque que ce système a considérablement développé le commerce illicite qui est si général que presque tout le monde, hommes et femmes, sans distinction de classe, s'en rend coupable, car c'est le seul moyen de se nourrir. C'est aussi la cause la plus abondante de la corruption de tout le peuple autrichien. Un tel système, adopté par l'absolutisme militaire au début de la guerre, a été continué par le gouvernement de la République. Il est vrai que la suppression du commerce libre au profit d'une organisation bureaucratique a provoqué une opposition très accentuée des districts ruraux contre les villes et les centres industriels, opposition qui tend même à la séparation complète. Par là un esprit de fédéralisme social est né, expression la plus vive de l'antipathie profonde des paysans pour les villes, et notamment pour Vienne. L'on peut dire que la misère autrichienne est centralisée et développée au plus haut degré dans cette grande ville industrielle qui formait jadis le centre politique, administratif et commercial de plus de 52 millions d'hommes, tandis que maintenant, abandonnée par son propre peuple, elle ne vit que de la bienfaisance des gouvernements étrangers. Le manque de charbon empêche la circulation régulière des trams, de chemins de fer reliant Vienne aux provinces. Toute la vie économique et sociale est ainsi paralysée, comme en témoignent les restrictions dans la distribution du gaz et de la lumière électrique. On peut deviner combien un tel régime entrave le travail industriel à Vienne. D'un autre côté nous assistons au spectacle révoltant des nouvelles fortunes qui se constituent au moyen de spéculations hardies et immorales, basées entièrement sur la hausse continue des prix et sur la contrebande intérieure. Les nouveaux riches, qui se signalent par un luxe criard et effréné, ont — cela va sans dire — attiré sur eux la haine et l'indignation des honnêtes gens appauvris par la guerre et par la révolution. Vienne est un vrai pandémonium de toutes les forces instinctives, latentes dans le fond de la société moderne, et qui ont trouvé un essor rapide dans cette ville infortunée.

IV

La terrible décomposition qu'a subie l'Autriche durant les cinq dernières années a été amenée par trois causes : la guerre, la ruine de l'empire, et la révolution. La famine et la cherté des choses sont les deux grands agents auxquels doivent, en dernière analyse, être attribuées toutes les autres conséquences funestes. La jeune République, héritière d'un chaos, ne pouvait qu'employer des moyens précédemment utilisés, mais en vain, pour remédier à cette décomposition. Le nouveau gouvernement continue l'augmentation incessante du papier-monnaie par la simple raison qu'il ne peut agir autrement puisqu'il veut venir en aide aux masses accablées de misère. C'est pourquoi il ne faut pas lui reprocher d'avoir recouru à cette méthode détestable, qu'avait suivie la monarchie pendant les quatre années de guerre. Mais je dois faire observer à nouveau que le mal dont nous souffrons paraît inguérissable, non pas en raison des exigences financières, mais parce que ces dernières ne sont pas proportionnées à l'action productive du peuple. Ce manque de productivité, toutefois, n'est causé qu'en partie par cette aversion des masses pour le travail, qui se manifeste dans toute l'Europe. Assurément la réduction considérable de la journée de travail à huit heures, imposée par les socialistes, y est pour beaucoup. Mais les vraies raisons de la diminution énorme de la production, laquelle s'étend parfois jusqu'à l'arrêt complet de certaines industries, sont à chercher dans le fait que notre pays a été privé de la plupart des ressources dont il disposait, qu'il est ébranlé dans son crédit et accablé d'une énorme dette de guerre.

Quiconque observe la situation actuelle de l'Autriche constate dans une clarté douloureuse les effets terribles de son isolement, ensuite de sa séparation des anciennes provinces de l'Empire détruit et de l'Allemagne. Les classes jadis prépondérantes sont aujourd'hui privées de toute influence politique ou sociale. La couche supérieure de l'ancienne bourgeoisie et la haute noblesse riche, qui est du reste peu nombreuse, sont encore en mesure de maintenir, en partie au moins, leurs traditions et leurs habitudes. Mais ce sont des exceptions. Les vrais dépositaires de l'ancienne culture autrichienne, la classe moyenne, liée au pays par des racines profondes, les représentants des corps enseignants, les professeurs des écoles supérieures, les milliers de juges et de fonctionnaires d'Etat et de communes, les petits rentiers. tous sont voués méthodiquement à la mort. Et, à l'instar des hommes, les institutions. L'enseignement scientifique, artistique et industriel, à Vienne et dans les capitales des provinces, jadis si florissant, est condamné à périr. Les universités et écoles polytechniques manquent du matériel nécessaire. La vie scientifique de la vénérable université de Vienne, et notamment de sa fameuse faculté de médecine, s'arrête. Les professeurs comme les étudiants appliquent leurs forces déjà si affaiblies à maintenir simplement leur existence physique. Les arts, la littérature et les théâtres sont atteints gravement. Dans ces circonstances l'on ne saurait s'attendre à un mouvement intellectuel. Et c'est déjà une preuve manifeste de l'esprit foncièrement artiste du Viennois, qu'on ait pu, dans ce pays ravagé par une telle misère, organiser récemment une fête musicale, qui dura trois semaines, consacrée à la musique la plus haute, avec une perfection d'exécution orchestrale qui n'a pas de pareille dans toute l'Europe.

L'influence paralysante du change se fait cruellement sentir dans le domaine intellectuel. La valeur presque nulle de la couronne autrichienne, qui nous interdit depuis longtemps les achats en France et en Angleterre, nous sépare maintenant aussi de l'Allemagne. Non seulement les ouvrages français, mais encore la musique et les livres allemands sont devenus d'un prix inabordable pour les classes moyennes ; si bien que nos grandes bibliothèques elles-mêmes ne peuvent plus se tenir au courant des progrès d'une littérature qui est nôtre par la langue. Cette atonie croissante de la vie intellectuelle et artistique marche de pair avec celle de la vie industrielle et commerciale. Ce qui se passe sous nos yeux à Vienne et dans les autres villes d'Autriche, c'est une lente et irrésistible désagrégation, l'écroulement d'un peuple tout entier et d'une grande et ancienne culture.

Où est le remède ? Comment parer au désastre imminent ?

C'est là la question que cherchent sans cesse à résoudre les Autrichiens et leurs amis de l'étranger. Ce n'est point la tâche de votre chroniqueur d'exposer et de critiquer ici les différentes solutions qu'on a tenté de donner au problème. Mais voici ce que je tiens à dire : Le sort de l'Autriche, et avant tout celui de Vienne, n'est plus depuis longtemps dans les mains du peuple autrichien. A ceux qui, depuis deux ans, détiennent le pouvoir absolu et la liberté de décision, incombe la responsabilité de créer, dans l'Europe centrale et orientale, en lieu et place de l'ancien régime détruit par la guerre, un nouvel ordre de choses aussi durable que le précédent. Et cela aussi est certain : tant qu'on n'aura pas véritablement assuré à l'Autriche, et principalement à Vienne, sa place légitime dans l'ensemble économique actuel, lui donnant ainsi la possibilité de mettre en valeur les forces matérielles et spirituelles qu'elle a en réserve, la reconstruction de sa vie économique et sociale, si profondément ébranlée, est tout à fait impossible. D'ici là, elle restera vouée à son sort lamentable.

Mais ceux d'entre nous qui ont conservé quelques-uns des espoirs éveillés par le président Wilson et son programme de paix, comptent fermement que le premier effort des représentants de la Société des nations, réunis sur le sol suisse, sera d'étudier avec tout le sérieux voulu le problème autrichien, et qu'ils y consacreront l'énergie et la sympathie compréhensive dont l'Autriche a besoin, si une vie nouvelle doit refleurir sur son sol.

Joseph REDLICH.

BRÉSIL

La Guerre, la Paix et la Neutralité

Le Brésil prit à la grande guerre une part qu'on peut bien appeler platonique. La division navale envoyée en Europe en vue de patrouiller les mers infestées de sous-marins, arriva juste à temps pour célébrer l'armistice ; de contingent militaire il n'en fut guère question, quoique le ministre du Brésil à Londres trouvât dans une interview que les soldats brésiliens étaient plus aptes que les roses fils de la fraîche Albion à supporter le climat brûlant de la Mésopotamie. Ils eussent doublé ainsi dans sa pensée les Sénégalais et Marocains envoyés par la France.

Le tempérament national au Brésil est foncièrement anti-militariste, bien que susceptible et fier, et le service obligatoire a toujours rencontré une opposition plutôt passive que décidée, mais assez forte et assez générale pour braver les lois et les punitions. Ce service n'existe que nominalement en dépit des efforts des autorités ; le gouvernement aurait provoqué une révolution s'il avait insisté pour jouer un rôle plus actif dans la conflagration européenne. Le ministre des affaires étrangères qui conduisit le Brésil à la déclaration de guerre, M. Nilo Peçanha, dut même assurer que « pas un fils ne serait arraché aux bras de sa mère », ce qui est vraiment agir en pacifiste.

Cela ne veut pas dire que la guerre fût indifférente au pays ; tout au contraire, les sympathies se dessinèrent vite et les enthousiasmes s'affirmèrent pour et contre, mais surtout en faveur des Alliés, qui se disaient les champions de la liberté et du droit. Dès le début, en effet, on fut ententophile ; la France latine, héritière des civilisations romaine et hellénique, s'imposait aux esprits cultivés d'autant plus que l'instruction au Brésil se donne en très grande partie au moyen de livres français.

L'invasion de la Belgique, de son côté, éveilla beaucoup de pitié pour un petit pays forcé de défendre sa neutralité, ce qui revenait à défendre son indépendance. La propagande allemande, moins étendue et moins outillée que ses rivales, et qui disposait de moins de ressources que la propagande franco-britannique, fut incapable d'arrêter un mouvement que la guerre sous-marine, habilement exploitée à l'étranger, fit tout-puissant. Même des gens qui d'abord tenaient à rendre justice à l'Allemagne furent entraînés, et aussi ceux qui avaient su découvrir, dans la nouvelle croisade menée au son du canon, des intérêts d'ordre commercial et d'ambition personnelle, recouverts des oripeaux de la phraséologie révolutionnaire, si chère aux néo-latins, surtout sous le climat tropical.

Le Brésilien est, par l'esprit et même par le sang, un descendant des peuples méditerranéens. Il possède leur logique foncière qui empêche l'imagination de prendre un trop large essor. La subtilité grecque, la froide raison romaine, l'à-propos espagnol, le bon sens portugais, sont autant de correctifs à la tournure aventureuse qui distingue cette race et qui lui a fait produire les plus grands conquérants de l'histoire, dans le monde physique comme dans le monde moral. Sancho Pança et Don Quichotte cohabitent dans le même pays et s'entendent à merveille.

C'est pour cela que le Brésilien, épris de la France et de ce qu'elle signifie pour l'humanité, a été, avec le Japon, le premier des ennemis officiels de l'Allemagne à lui restituer l'admiration qu'elle mérite pour sa science, pour son organisation et pour sa discipline morale que la souffrance a pu entamer, mais n'a pas pu détruire.

Il ne faut pas perdre de vue que l'attitude prise par le Brésil était due en très grande partie à la pression diplomatique exercée sur lui par les Alliés ainsi que par l'entrée en guerre des Etats-Unis. Ajoutons qu'on avait tellement dénoncé à l'avance le « péril allemand » qui menaçait les provinces méridionales du Brésil, qu'on ne put s'empêcher d'être surpris du loyalisme des colons d'origine germanique, après que le Brésil eût fait cause commune avec les Alliés.

Le gouvernement impérial lui-même n'accabla pas le Brésil de sa haine. Il devina que ce pays colossal est politiquement faible et se trouve exposé aux influences des grandes puissances, une fois le droit des gens supprimé par la guerre. Pour conjurer ce danger pressant il fallait la force de résistance et la volonté de fer du Président Irigoyen, de la République Argentine ; les hommes d'Etat de cette espèce n'abondent pas, même en temps de crise.

On doit cependant bien dire que le Brésil ne fut pas victime de sa politique, en ce sens qu'il ne fit pas dépendre son concours d'un motif positif. Sa collaboration avec les Alliés fut dictée par des motifs idéologiques, c'est-à-dire que son gouvernement fut convaincu que la civilisation du monde était en danger et qu'on devait opposer partout une barrière formidable à cet « ennemi du genre humain » qu'est l'empereur Guillaume II. On flatta du reste le Brésil comme une grande puissance d'après-guerre. Il ne mit toutefois pas beaucoup de temps à s'apercevoir que, loin de gagner au jeu, il y avait plutôt perdu, et que ses profits avaient été réels mais indirects ; ils provenaient de la hausse énorme des prix de toutes les denrées et de la différence considérable entre les exportations et les importations.

Les questions d'ailleurs que le Brésil avait à traiter au Congrès de Versailles n'étaient nullement de nature politique. Si le sort de la Pologne a fait gémir ses poètes, le sort de l'Irlande a fait vibrer ses orateurs. Mais les questions purement brésiliennes étaient moins sentimentales, ayant trait au café et aux navires allemands.

Le café ne fut jamais mis en discussion. Le gouvernement allemand s'était emparé de celui qui était en dépôt à Hambourg et à Anvers, mais ne se refusa jamais à le payer. Seulement, comme l'argent eût été aux banquiers anglais et français qui avaient pris part à l'affaire dont ces dépôts formaient la garantie, le gouvernement allemand déclara que la liquidation se ferait à la fin de la guerre ; la valeur totale du café en question fut déposée chez les banquiers Bleichroeder et les intérêts s'accumulèrent d'année en année.

Quant aux navires, au nombre environ d'une cinquantaine, ils furent pendant longtemps simplement tenus à l'abri, dans les ports brésiliens, d'une capture par l'ennemi. Quand les rapports entre le Brésil et l'Allemagne se troublèrent, on décréta leur « occupation fiscale », c'est-à-dire que des douaniers furent mis à bord. Enfin on les réquisitionna. Le gouvernement brésilien, cependant, suivant sa politique traditionnelle qui est favorable à l'inviolabilité de la propriété privée sur mer comme sur terre, déclara qu'il ne les confisquait pas et que le droit de leurs propriétaires serait respecté au point qu'on leur verserait plus tard une indemnité.

Une grande partie de ces bateaux fut affermée à la France, le Brésil se réservant une douzaine des meilleures unités pour augmenter la flotte du Lloyd brésilien. La France maintenant désire garder ces bateaux et pour rien, c'est-à-dire qu'elle veut que la distribution des navires réquisitionnés se fasse, non pas d'accord avec les différents pays, mais proportionnellement aux pertes subies et au tonnage des bateaux marchands d'avant-guerre. Au Congrès de Versailles, le Président Wilson prêta son appui au délégué brésilien, lequel fut d'ailleurs élu Président à son tour pendant sa mission à l'étranger.

On négocie depuis lors, ce qui explique la froideur relative survenue dans l'enthousiasme brésilien pour la France, qui ne sut pas comprendre ce que cet enthousiasme avait de sincère et de désintéressé. L'arrivée récente au Brésil d'un savant allemand, le docteur Fédor Krause, appelé par un de ses collègues brésiliens pour opérer son enfant — d'une opération très délicate — fut l'occasion de vives démonstrations sympathiques qui le touchèrent profondément et qui ont dû être pour l'Allemagne humiliée un suave réconfort. Le D^r^ Krause prononça des discours émouvants et des conférences scientifiques d'un grand intérêt. Il ne faut pas oublier que la science médicale au Brésil, qui est très avancée, est née sous l'influence allemande. Le Brésil est donc retombé dans sa neutralité ancienne et il est redevenu aujourd'hui ce que l'Amérique doit être : un champ ouvert à toutes les activités et fermé à toutes les jalousies.

MANOEL OLIVEIRA LIMA.

FRANCE

La troisième République française devant l'Europe

La République française, troisième du nom, a célébré officiellement le 11 Novembre 1920 le cinquantenaire de sa naissance. Célébration officielle seulement, personne n'ignorant que l'acte de sa naissance véritable doit être daté du 4 septembre 1870 ; c'est d'ailleurs cette date exacte que, malgré l'abstention des pouvoirs publics, un certain nombre d'associations républicaines, quelques municipalités, plusieurs journaux et revues ont effectivement commémorée.

On a beaucoup épilogué sur ce changement de date. On a dénoncé de machiavéliques calculs politiques où il n'y avait, vraisemblablement, que des raisons de haute convenance qui ne se sont trouvées, par la démission de M. Paul Deschanel, que trop justifiées, et des raisons beaucoup plus médiocres de commodités bureaucratiques et parlementaires. Les fondateurs de la république, dans leur naïveté, n'avaient pas pris garde d'accorder leur enthousiasme avec les vacances de leurs successeurs ! Mais la passion politique ne se pouvait satisfaire de ces raisons prosaïques, il en fallait de plus relevées. Toute une campagne s'est donc engagée. La presse de droite n'a voulu voir dans le 4 septembre, le « Sedantag », que l'anniversaire de la défaite ; celle de gauche a soupçonné le gouvernement d'avoir cédé aux injonctions des adversaires du régime. Polémiques qui mesurent la partialité des partis. S'il est vrai que la république est née de la défaite, il est non moins éclatant que cette défaite n'était pas la sienne, mais la défaite de l'empire ; c'est le gouvernement républicain de la Défense nationale, qui, en poussant la résistance jusqu'aux extrêmes limites du possible, a sauvé l'honneur du pays. Depuis, la victoire est venue — la victoire, non la revanche — et qu'on l'ait célébrée le 4 septembre ou qu'on l'exalte le 11 novembre, la république française peut se rendre cette justice, surtout au lendemain de la plus terrible épreuve qu'elle ait subie, qu'elle a gardé à la France et la vie et l'honneur. Beaux et graves présents à déposer dans la corbeille des noces d'or.

Pourtant ne le méconnaissons pas : cette opposition de dates pourrait présenter un sens, un sens précis et inquiétant. A voir ce choix du 11 novembre, certains amis de la France pourraient croire — et certains Français ne les y poussent que trop — que le gouvernement a voulu glorifier non seulement la victoire, ce qui est légitime et juste, mais la seule victoire. Cette interprétation serait dangereuse, parce qu'elle tendrait à fortifier des erreurs commises, avec plus ou moins de bonne foi, sur la France d'aujourd'hui ; elle donnerait plus de crédit à la légende d'une France plus « impérialiste » et « militariste », au lendemain de la plus grande guerre des temps modernes, qu'elle ne l'a jamais été. Impérialiste et militariste, la France de la victoire ne l'est pas plus que ne l'était la France d'avant la guerre. Elle n'est pas non plus devenue « cléricale », pas plus que n'était « sectaire » la France de la Séparation. Il est urgent de mettre au point sur toutes ces questions des accusations lancées par des politiques passionnés, et souvent acceptées en toute innocence par des étrangers qui nous connaissent mal. (Il est si difficile aux peuples, même alliés ou associés, mais modelés par des traditions si différentes, de se bien connaître !) Un retour sur l'histoire de ces cinquante années y aidera.

Qu'on nous permette encore un mot pour éviter tout malentendu. On ne trouvera pas ici une apologie systématique. Un citoyen épris de vérité ne flatte pas plus son pays, ni son parti s'il est d'un parti, que les autres pays et les autres partis ; il n'est préoccupé que des justes proportions des choses. C'est donc d'un regard dépouillé d'illusion qu'un Français républicain, et qui n'a pas oublié le sens de la république, contemple la France de 1920 ; les motifs de sévérité ne lui manquent pas. Un mot de Jaurès, un des derniers qu'il ait prononcés va loin. Une guerre, disait-il, est toujours une catastrophe, parce que vaincu on perd la patrie, et vainqueur la liberté. La France victorieuse n'a pas perdu la liberté ; elle se retrouve avec ses institutions intactes, prête aux améliorations qui s'imposent. Mais il est vrai que l'esprit républicain, la mystique républicaine, comme aimait à dire Charles Péguy, a subi de graves atteintes. Il y a loin du splendide idéal qui a déterminé au sacrifice les plus purs des combattants aux réalisations dont nous sommes les témoins. Ni dans le nouvel équilibre de l'Europe, ou ce que l'on nomme de ce nom, ni dans les rapports intérieurs des classes et des citoyens on ne trouve le sujet d'entonner le pæan. La justice est trop blessée par les impérialismes collectifs ou les appétits individuels plus insolents que jamais. Sans méconnaître tout le positif des traités, la réparation des injustices qui les honore, les germes d'avenir dont ils sont gros, il faut avouer que la « politique », pour parler encore comme l'auteur de *Notre Jeunesse*, a fait subir à la « mystique » des outrages plus graves que ceux auxquels on eût pu, dans un désabusement qui n'entraînait pas une répudiation d'espérance, se résigner. Et puisque le nom de Péguy vient naturellement à l'esprit, quand on songe à l'absolu de l'esprit républicain, on peut assez aisément imaginer quelles seraient ses réactions devant un pareil déchet. Le dreyfusiste intempérant, qui jugeait la France en état de péché mortel parce qu'elle avait violé, dans l'instruction et la revision du procès d'un seul individu, les règles de la pure justice, qu'eût-il dit de l'Europe du lendemain de la guerre ? Quel « cahier » formidable, quel ouragan d'épithètes et d'invectives, quels retours massifs et frénétiques n'eût pas déchaînés, chez l'homme qui a donné sa vie pour elle, la prostitution de la mystique la plus haute par les politiques les plus sceptiques ? Tout n'eût pas été juste, sans doute, dans ce réquisitoire, non plus que dans les précédents, et les plus équitables eussent été les plus mal traités ; mais en apportant dans son jugement plus de mesure, de nuances, de raison que n'en mettait Péguy, il faut dire que la commémoration de 1920, si elle est celle d'une victoire juste et bonne, enveloppera dans ses hymnes plus d'ombres et de regrets qu'on n'en eût attendu le 11 novembre 1918. Et cela est amer, très amer.

On n'est donc pas ici disposé à la louange jaculatoire. Toutefois, ce qui doit blesser, dans les accusations portées contre la France d'aujourd'hui, non seulement un Français, mais tout homme raisonnable, c'est la méconnaissance de la justice, la disproportion entre les accusations et la réalité. C'est, sur un autre plan, la répétition du sophisme principal de la guerre, lequel consistait à prétendre que les responsabilités de la France étaient aussi lourdes, et même davantage, que celles des empires centraux. Sans nier la part de notre politique dans les causes générales de guerre, il y avait loin, quand on serrait de près la question, de ces causes générales et vagues aux responsabilités précises. Aujourd'hui, avant de parler avec passion du militarisme et de l'impérialisme français, il faudrait vraiment se demander où sont, dans le monde de 1920, les manifestations les plus démesurées d'impérialisme, soit politique, soit mercantile ; la France n'a rien à craindre d'un pareil examen. Mais les jugements qu'on porte sur notre pays sont déterminés, non seulement par sa situation présente, mais par son histoire, et son passé le plus lointain pèse toujours sur le plus récent. A ce point de vue encore, un coup d'œil sur l'histoire de la troisième république peut, si l'on est sans passion, dissiper bien des préventions.

On la peut résumer, cette histoire, par le caractère que vient de suggérer l'évocation de Péguy, le conflit entre la mystique et la politique, ou pour parler comme le commun, entre le romantisme et le positivisme, l'utopie et la tradition, l'idéal et le réel, et le passage de l'un à l'autre. Quand j'écris romantisme, je sens que je pourrais aussi bien dire absolu de l'esprit classique, car il y a dans la perfection de l'esprit républicain à la fois l'absolu du sentiment humanitaire, qui enflammait un Michelet, et l'absolu de la raison abstraite que Taine dénonçait chez les premiers révolutionnaires. Et il pourrait bien être plus profond que ne le croyait son auteur, ce mot de Jean Moréas mourant à Maurice Barrès : « Romantisme et classicisme, tout ça, c'est des bêtises ! » L'histoire de la république est une perpétuelle correction du sentiment par l'expérience et de la géométrie par l'esprit de finesse. Mais ce passage ne sera pas nécessairement apprécié, ainsi qu'il l'était par le fondateur des *Cahiers de la Quinzaine*, comme une irréparable souillure. On ne se rebelle pas contre les lois de la vie. La république était belle sous l'empire, plus belle encore dans la pensée des hommes de 48 ; elle est un peu fanée à son cinquantenaire. Mais cette réalité a sur les rêves les plus beaux l'avantage d'être bien en chair ; elle reste malgré tout, par delà ces ingrats commencements d'existence, une possibilité infinie d'espérance. On se rend mieux compte aujourd'hui de ce qu'il y avait d'étrange et d'injuste dans l'idée de faire remonter la déchéance de la république au moment précis où elle commençait à prendre vie dans les institutions. Un Gambetta, un Jules Ferry, un Waldeck-Rousseau, un Millerand, et il faut ajouter un Jaurès, n'ont pas réalisé tout ce que leur propre idéal leur présentait comme souhaitable. Ils se sont colletés avec la vie, avec les responsabilités du pouvoir ou de l'action ; leur œuvre en est résultée. C'est ce que ces pages voudraient, brièvement, établir. Seulement, tout en reconnaissant la nécessité pour l'Idée de s'insérer dans les faits, il faut éviter qu'elle ne s'y enlise ; un excès de positivisme serait la mort de la république. Ainsi vont de pair la pensée et l'action. Les purs mystiques sont portés par leur soif d'absolu à repousser avec mépris les premières et pénibles réalisations ; les purs politiques, tout à leurs combinaisons et à leurs intérêts d'un jour, ont tendance à prendre ces balbutiements pour des épanouissements. L'esprit vraiment critique s'efforce d'embrasser, d'un coup d'œil large, tout le réel et tout l'idéal, et de situer les choses les plus humbles dans l'exacte perspective qui va se perdre à l'infini.

⁂

Prenons d'abord cette accusation de *militarisme* qui est, de toutes celles qu'on jette à la face de la France, la plus répandue, la plus venimeuse, la plus redoutable aussi. On comprend qu'elle puisse être lancée, de bonne foi, par un étranger superficiellement informé de nos institutions et de nos mœurs d'aujourd'hui. Cet étranger considère notre histoire ; dans cette histoire, vue surtout de l'extérieur, il y a deux noms qui dominent tout, qui écrasent tout : Louis XIV, Napoléon. Il y a aussi la Révolution ; mais la Révolution, détournée à partir de la Convention victorieuse de sa mission philosophique et politique, c'est encore l'épopée conquérante qui fait le lit de l'empire. Après la période de repliement et de tassement de la Restauration et de la monarchie de Juillet, c'est un Napoléon encore, pâle doublure du premier, qui réussit à si bien inquiéter l'Europe, tout en se laissant manœuvrer, que la France reste isolée en 1870, quand Bismarck a réussi son coup. Précédents dangereux, qui pouvaient mettre en éveil, non seulement les étrangers, mais tous les Français épris de liberté. Au lendemain de nos désastres, en 1872, un Renouvier pouvait encore écrire, en réponse à Guizot, que la République française et la philosophie du XVIII^e siècle n'étaient qu'un accident dans notre histoire[1]. Il faut ajouter aujourd'hui à cet accident cinquante ans de démocratie, et cela compte ; quand la jeune république allemande aura un demi-siècle d'existence et d'esprit politique, il est probable que l'Europe respirera plus largement. Mais ne nous étonnons pas outre mesure que certains Anglais, notamment, ne voient encore dans l'histoire de la France que l'incendie du Palatinat.

A cette politique conquérante s'oppose directement l'idéal républicain. Car la république, si elle est à l'intérieur le respect des droits du citoyen et du producteur, au dehors se manifeste par le respect du droit des peuples. Respect qu'il s'agit de bien entendre, qui ne donne pas plus à une nation le droit de s'agrandir démesurément et de menacer ses voisins qu'il ne donne à un individu le droit d'être, par sa richesse ou sa puissance excessive, une menace d'asservissement pour les autres citoyens. Mais respect qui est toute la raison d'être de la république. Il était déjà, dans sa période romantique et mystique, le principe des Etats-Unis d'Europe, de la République Universelle qu'exaltaient, avec toute la génération de 1848, les Lamartine, les Hugo, les Michelet ; il gonflait l'idée révolutionnaire, confuse encore et équivoque, et dangereuse par cette équivoque même, du principe des nationalités ; il inspirait la Marseillaise de la Paix, les toasts aux Celtes et Bretons de Grande-Bretagne, aux Polonais, aux Italiens, aux Grecs, à toutes les victimes des nationalités opprimées. Aujourd'hui encore, dans la période positive de la République, après les déceptions, les corrections, les mises en garde, il reste l'idée dominante de la Société des nations, et le noyau vivant de cet organisme encore si fragile. La France n'y a pas renoncé, elle désire seulement — et qui l'en blâmerait — que cet organisme soit mieux armé, car là est sa plus sûre sauvegarde.

Mais ce respect du droit des peuples, cet élémentaire principe de justice qui empêche de faire à autrui ce qu'on ne voudrait pas qu'on nous fît, il va contre toute cette impulsion conquérante qui vient du fond de notre histoire, et dont la dernière vague s'est brisée dans la plaine de Sedan. Elle animait encore les partisans de la revanche, dont le dernier paladin aura été Déroulède. Elle ne peut pas mourir en un jour dans l'âme d'un peuple. Pourtant elle est sans issue, car sa persistance hérisserait sans cesse les peuples contre nous, et elle se heurte à l'idée morale qu'incarne le régime. La république ne peut ni flatter l'esprit de conquête, ni transformer comme par un décret de la Providence les traditions guerrières d'un peuple. Il faut lui trouver d'abord un dérivatif. Ce dérivatif, ce seront les expéditions coloniales. Elles permettront à la France de continuer à s'affirmer comme un grand pays militaire, lui éviteront cette « politique de pot au feu » où Jules Ferry voyait le « grand chemin de la décadence », ouvriront à l'industrie les marchés nouveaux que rendra de plus en plus nécessaires la concurrence économique, et panseront les plaies de la défaite sans compromettre l'équilibre de l'Europe. Telle est, à partir de 1880, après la première décade où les républicains ont dû refaire le pays et assurer le régime, la grande idée d'un Gambetta et d'un Jules Ferry, puis de leurs successeurs. Leur dessein fut-il toujours aussi net, aussi préconçu qu'il apparaît à distance? On n'en jurerait pas ; mais tout se passe comme si cette belle ordonnance était préméditée. En tout cas l'œuvre se crée. En 1881, c'est l'expédition de Tunisie ; en 1885, celle du Tonkin ; de 1880 à 1886, celle du Congo ; de 1888 à 1898, celles du Soudan ; en 1895, celle de Madagascar, à partir de 1904, celles du Maroc.

---

[1] *Critique philosophique*, t. I.

Ces expéditions nous rendent en effet en Europe notre prestige et notre rang ; mais il ne faudrait pas croire qu'elles aient groupé l'unanimité des Français. Une opposition acharnée leur fut faite, réalisant, comme il arrive dans presque toutes les luttes politiques, la conjonction des extrêmes. Et d'abord l'opinion moyenne, au dix-neuvième siècle comme au temps de Louis XV, répugne instinctivement, autant qu'aux guerres, aux aventures lointaines ; on ne s'intéresse pas plus à l'Extrême-Orient que le roi Voltaire aux Indes et au Canada. Puis nationalistes de droite et de gauche, dont l'humeur batailleuse voit le danger prochain et l'adversaire immédiat, ne quittent pas du regard le continent ; ils ne veulent pas que les horizons exotiques fassent dévier les yeux des Français de la ligne du Rhin. Ils montrent l'«ennemi héréditaire» approuvant, facilitant cette politique de diversion. Dans une séance mémorable, « Ferry le Tonkinois » mord la poussière sous la rude dent de Clemenceau, et connaît la saine impopularité. Pourtant, ce Tonkinois était un Vosgien... Et il est exact que Bismarck ne voyait pas d'un mauvais œil notre politique coloniale,et qu'il y était plutôt favorable ; mais ses raisons — il est à peine besoin de le dire — ne s'inspiraient d'aucune tendresse à notre égard. « Continental », lui aussi — il semble que ces robustes lutteurs cherchent pour leurs pugilats le terrain solide de la terre ferme, par méfiance du mobile et perfide élément liquide —. il était avant tout préoccupé de cimenter l'unité allemande, qui ne lui paraissait pas à l'abri de tout séparatisme ; il espérait au surplus que cette expansion nous mettrait en rivalité avec d'autres peuples colonisateurs, comme il arriva en effet en Tunisie et à Fachoda. Le chancelier de fer disparu, Guillaume II bouscule sa prudence, inaugure la *Weltpolitik* et proclame, au commencement du vingtième siècle, que l'avenir de l'Allemagne est sur l'eau. Le discours de Tanger souligne l'entrée de la Germanie dans les conflits coloniaux. Il fallait dès lors défendre l'œuvre créée, sans faiblesse, mais sans intentions provocatrices ; la double alliance, puis l'entente cordiale, contre-poids opposé à la triple alliance, y pourvoient. Et sans doute nous entrons ici dans ce système d'équilibre et de paix armée qui devait, par ses répercussions, amener la catastrophe. C'est la zone dangereuse, la région des répercussions redoutables.

On peut se demander, en imaginant une Uchronie à la façon de Renouvier, ce qui fût arrivé si Bismarck avait, dès le départ des puissances européennes pour l'expansion coloniale, énergiquement réclamé la part de l'Allemagne. On se demandera aussi s'il incombait à la France seule de payer les conséquences de cette abstention initiale et volontaire.

Et cependant, cette expansion légitime, les républicains en qui bouillonne, avec une intensité extrême, le sentiment démocratique, la surveillent jalousement, et n'admettent qu'une « pénétration pacifique » purgée de tout militarisme et de toute attache financière. Qu'on se rappelle les interventions de Jaurès, plus généreuses que toujours impartialement documentées, contre nos expéditions marocaines. Notre gouvernement lui-même, vers la fin de 1911, sous la pression de la gauche et de l'extrême-gauche, a poussé les concessions jusqu'au point où elles émurent douloureusement l'opinion, qui cependant ratifia. Il ne fut pas de politique moins agressive. Aujourd'hui encore, dans les prescriptions les plus immédiates et les plus impérieuses d'une paix dont on semble croire que la France fut seule à la faire, dans la destruction de la flotte et la dépossession complète des colonies allemandes, qu'on se demande si la France a la responsabilité la plus lourde. Et nous avons, plus que jamais, des anti-coloniaux, qui ne manquent pas d'arguments impressionnants. Ils montrent la France épuisée, avec sa population diminuée et déclinante, et les ruines de ses régions les plus riches. Ils veulent que nous nous ramassions sur nous-mêmes, que nous cicatrisions nos blessures, et que nous renoncions pour cette œuvre urgente à toute expansion excessive que nous ne serions plus en état de supporter. Problème vraiment tragique, le même, au lendemain d'une guerre victorieuse, que celui qui s'est posé il y a un demi-siècle après nos désastres. La prudence, la nécessité peut-être nous obligent en effet à nous limiter, à marquer l'arrêt. Mais l'abstention de la France, c'est d'abord le champ libre à l'impérialisme démesuré des concurrents moins fatigués (on peut déjà mesurer le recul de notre influence en Orient) ; c'est ensuite l'abandon de ce rôle civilisateur où notre pays a fait la preuve qu'il excelle, et à quoi il ne peut renoncer sans dommage pour la civilisation elle-même.

Car, si ce n'est pas diminuer la politique coloniale de la troisième république que d'y voir, à l'origine, un compromis entre nos traditions guerrières, qui ne pouvaient s'évanouir comme par enchantement, et la renonciation de nos hommes d'Etat à toute guerre européenne, même de juste revanche, on n'en aurait qu'une idée bien imparfaite et fausse si l'on ne voyait pas la valeur propre de cette expansion colonisatrice, et les résultats obtenus. Assurément, dès qu'on parle des expéditions coloniales, une question préalable se pose, qui est celle de leur légitimité. On peut en condamner jusqu'au principe, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; d'absolus théoriciens vont parfois jusque là. Mais si l'on comprend d'une façon moins sommaire, plus soucieuse des différences concrètes entre les peuples, ce principe idéal, on ne contestera pas le droit, ou plutôt le devoir de tutelle des peuples civilisés sur les races encore inférieures. Et l'on objectera encore que cette tutelle prend parfois des formes bien étranges, que des erreurs, des crimes ont été commis, que des agents coloniaux ont poussé l'avidité jusqu'à la férocité. Il y a des pages atroces dans cette histoire coloniale, Il y a aussi — il faut les voir et faire la balance — quelques-uns des chefs-d'œuvre les plus accomplis de l'énergie humaine. Sans nier ni approuver ces erreurs et ces crimes, qu'on se demande si la France mérite à ce point de vue les plus sévères critiques, et qu'on n'oublie pas la politique des chefs responsables, la douceur et l'humanité d'un Brazza, le génie organisateur d'un Gallieni et d'un Lyautey.

L'œuvre à créer a suscité et empoigné les ouvriers ; elle a fait surgir des hommes qui ne pouvaient donner leur mesure que là, mais qui l'ont donnée. La race des grands colonisateurs, qui avait enfanté les Dupleix et les Montcalm, a produit de notre temps ces grands soldats, qui sont aussi de grands administrateurs, créateurs de choses et excitateurs d'énergies. Voyez seulement comment parlait, au commencement de 1895, le commandant Lyautey du colonel Gallieni, qui pacifiait le Tonkin : « A ce travail militaire, le colonel Gallieni unit un travail simultané d'organisation, routes, télégraphes, marchés, concessions européennes et indigènes, de sorte qu'avec la colonisation avance, comme une tache d'huile, une grande bande de civilisation. Ce sont de vrais confins militaires. C'est du meilleur Bugeaud ». Et trois ans plus tard, en 1898, le disciple heureux offre au chef, pour qui il avait un « culte », les résultats obtenus à Madagascar en appliquant sa méthode : « Je lui ai présenté à mon tour l'œuvre naissante, la vie surgissant, les régions constituées, les marchés rouverts, la route ébauchée, les écoles, les ateliers professionnels en plein exercice. »[1] A cette prospérité matérielle, qu'on ajoute les établissements de tout ordre, ouverts tant par les congrégations religieuses que par la Mission laïque française, qui distribuent aux indigènes l'instruction qu'il peuvent recevoir, du rudiment de l'école primaire aux disciplines de l'enseignement supérieur. Et si l'on songe enfin à la vie politique des indigènes, là encore on retrouve l'éternel conflit entre la logique abstraite, qui pousse à l'assimilation complète des races de couleur aux européennes, qui voudrait leur accorder du premier coup les droits complets du citoyen, et l'observation positive qui oblige aux précautions et aux gradations. D'un excès de liberté on est allé parfois à un excès d'assujettissement. En tout cas, la contribution de nos colonies à la guerre, leur loyalisme qui a résisté à toutes les manœuvres de l'ennemi, en même temps qu'ils sont la consécration la plus parlante de cette œuvre coloniale, indiquent dans quel sens elle doit se continuer. Il s'agit de hausser de plus en plus les indigènes, avec la prudence qui s'impose mais sans perdre de vue les principes, à la dignité de citoyens. Le nouveau président de la République en a donné l'assurance formelle dans son message présidentiel. En échange de la dette, a-t-il dit, « payée largement et sous toutes les formes » par les colonies à la métropole, celle-ci « saura reconnaître à son tour ce qu'elle leur doit, en les associant de plus en plus intimement à sa vie politique et morale ».

---

[1] Général Lyautey : *Lettres du Tonkin et de Madagascar.*

Les expéditions coloniales sont la dernière forme de l'expansion militaire du peuple français, et l'on vient d'en dégager le vrai caractère. On voit donc ce qui reste de l'accusation de militarisme. La troisième république est l'histoire d'un grand peuple qui, après avoir renoncé à toute conquête européenne et à toute revanche par les armes, a su donner à ses conquêtes coloniales une marque hautement civilisatrice, et se trouve prêt à accorder cette légitime expansion avec celle des autres puissances. Il n'y a militarisme, au sens exact du mot, que lorsqu'il y a intervention directe de l'élément militaire dans la conduite des affaires politiques. De cette intervention l'histoire de ce demi-siècle n'offre qu'une tentative, et avortée, le boulangisme. On songe aussi au seize mai ; mais le maréchal de Mac-Mahon n'a agi que comme chef d'Etat, non comme soldat ; il s'est d'ailleurs heurté à la résistance finalement victorieuse de l'opinion républicaine. L'aventure boulangiste aura été le dernier effort d'un militaire pour mettre la main sur le pouvoir civil : on sait comment finit le général au cheval noir. Plus tard le dreyfusisme fut, dans sa pureté initiale, l'opposition énergique du sentiment civique à l'altération, par des juges militaires, des règles de la justice. Il est enfin bien remarquable que la dernière guerre, qui, parce qu'elle fut victorieuse, eût pu faire craindre une mainmise des généraux vainqueurs sur les organes gouvernementaux, n'a donné naissance à rien de tel. Il y a eu, il devait y avoir une dictature de guerre : elle fut civile ; l'autorité du Grand Quartier, quoique absolue et trop longtemps incontrôlée, est restée purement technique. Ni Joffre, ni Pétain, ni Foch ne sont apparus comme voulant jouer le rôle d'un Monk ou d'un Boulanger : ils ont servi et ils ont sauvé, ils n'ont pas dominé. Et le bruit d'une candidature militaire à la présidence, auquel on a essayé dans certains milieux de donner quelque consistance, s'est évanoui comme une fumée ridicule. Qu'on pèse ces faits, car ce sont des faits : ils permettront de mettre exactement au point la légende du militarisme français.

Il est vrai que l'on donne parfois, surtout à l'étranger, un autre sens au mot militarisme ; on désigne par là le développement, l'existence même de l'appareil militaire, sans se demander si cet appareil est exactement ou non ajusté à sa fonction, qui est de défendre. A ce point de vue, le type d'une nation « militariste », on peut dire que c'est la Grande-Bretagne, par le souci que tous les partis, outre-Manche bien plus que chez nous, donnent à la flotte. Personne cependant n'aura l'idée d'accuser l'Angleterre de militarisme parce qu'elle prend soin de protéger ses côtes et son empire ; qu'on n'accuse pas non plus la France d'entretenir une armée forte, car les dangers auxquels elle doit faire face, jusqu'à ce que la Société des nations soit pourvue de sanctions effectives, sont principalement terrestres.

On voudrait n'écrire ici que des paroles exactes, sans passion, dégagées des battements du cœur. Il est impossible cependant de ne pas marquer l'étonnement douloureux qu'éprouve un Français épris de justice et qui, au nom même de cette justice ne se dissimule pas les faiblesses de la paix et les fautes de sa diplomatie, à voir la campagne menée en ce moment contre la France, dans des pays, hier alliés ou associés, par une presse qui se réclame de l'esprit démocratique. Voici un pays qui a tout donné, qui s'est épuisé à soutenir le premier la cause de tous. On lui promet solennellement des garanties contre le retour d'une semblable agression. Ces garanties, Covenant ou promesses d'alliances, s'en vont les unes après les autres ; et comme les plus belles régions de ce pays sont ruinées, on juge profitable de faire du commerce avec des pays moins abîmés. Son principal débiteur menaçant d'être insolvable, on voudrait que la France lui fît remise d'une partie chaque jour plus grande de sa créance, sans parler (ce que faisait au moins M. Keynes) d'une remise parallèle de la dette formidable qu'elle a contractée, pour la cause de tous, envers ses propres créanciers — ses alliés et associés. Et quand la France, abandonnée financièrement et politiquement, est obligée de chercher d'autres sûretés que celles sur lesquelles elle comptait tout d'abord, c'est elle, et elle seule, comme si elle était la puissance la plus favorisée par le traité en Europe et dans le monde, qui se voit accuser de « militarisme » ! Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage ! dit Martine dans les *Femmes Savantes* : on songe invinciblement à ce dicton populaire. Encore une fois, qu'on apprécie exactement les responsabilités, de la paix comme de la guerre. Qu'on constitue d'autre part une vraie Société des nations, une vraie solidarité financière, de vraies réparations et de vraies garanties. Si la France refuse d'y souscrire, alors, mais alors seulement, on aura le droit de l'accuser.

S'il est un reproche, au contraire, que l'on peut à plus juste titre adresser à la République — et que ses adversaires ne se font pas faute de lui lancer — c'est celui d'avoir parfois négligé de prendre toutes les mesures défensives nécessaires dans une Europe armée jusqu'aux dents. Là encore, le souci excessif de l'idéal, qui est la paix entre les peuples et le désarmement, a souvent conduit les républicains à oublier qu'ils n'étaient pas seuls au monde, et que tous les peuples, même européens, n'étaient pas au même niveau. En 1867, l'opposition de gauche fait partie de la majorité qui repousse le projet du maréchal Niel, et Jaurès a pu écrire que « l'insuffisance des effectifs disponibles a rendu à peu près irréparables les défaites premières. »[1] Dès que le régime s'affermit, sa tendance constante est d'établir, en ce qui touche le service militaire, le maximum d'égalité dans le minimum d'obligation : 5 ans, 3 ans, 2 ans, avec suppression de toutes les dispenses et comme aboutissant la « nation armée ». Le rétablissement du service de trois ans, par la loi du 7 août 1913, bien qu'il soit de toute évidence une réponse à l'accroissement des armements allemands, soulève des tempêtes qui ne sont pas encore oubliées, et groupe à la Chambre une opposition de plus de 200 voix. Que cette loi ait été réellement efficace on en peut discuter, de même qu'il faut proclamer que les assemblées parlementaires ont toujours voté les crédits demandés par les ministres de la guerre et de la marine ; mais il est malheureusement certain que la plupart des radicaux et des socialistes qui combattirent la loi de trois ans ne croyaient pas au péril allemand. Les républicains les plus ardents ont méconnu les avertissements des vrais connaisseurs de l'Allemagne, depuis Quinet jusqu'à Andler ; aujourd'hui encore ils se refusent à croire aux dangers subsistants du pangermanisme, que par ailleurs, il faut le dire, une certaine politique semble tout faire pour entretenir. Les hommes qui, par contre, ont fait preuve du plus de clairvoyance en ce qui touche la défense nationale, semblaient frappés de cécité quant à la politique non moins nécessaire de larges réformes sociales, et les techniciens n'ont pas toujours montré l'esprit d'invention et d'adaptation qu'il eût fallu. Dans le monde d'après la guerre, si les forces françaises interviennent un peu partout pour assurer l'ordre instable du traité, n'est-ce pas qu'on les laisse à peu près seules ? On aimerait que l'esprit européen disciplinât un peu mieux les intérêts divergents des puissances. Il n'est pas juste de charger la France seule de l'isolement à la Ponce-Pilate où la laissent les co-auteurs de la paix.

---

[1] Cité par Joseph Reinach, la *Renaissance*, 4 septembre 1920.

Reconnaissons toutefois que les étrangers qui, de bonne foi, méconnaissent ainsi le vrai génie de la France républicaine, ont une excuse. Ils la jugent, dans la doctrine, d'après les écrits d'un groupe d'écrivains nationalistes qui voudraient faire revivre en effet intégralement la politique d'hégémonie européenne de l'ancienne monarchie, et qui font la guerre au régime selon eux incapable d'avoir une politique extérieure soutenue. Ils la jugent aussi, dans l'action, d'après les actes d'une diplomatie où l'on trouve bien de la continuité, mais une continuité si généralement antidémocratique que le *Temps* pouvait écrire, il y a trois ans : « La diplomatie de la République française s'est rarement avisée qu'elle parlait au nom d'une démocratie, et quand elle s'en avisait, ce n'était d'ordinaire que pour s'en excuser [1] ». Mais il convient, là aussi, de faire les corrections nécessaires. Les écrivains groupés autour de M. Maurras, si brillant que soit leur talent, et, quelques services que rende au régime leur critique aiguë, ne représentent qu'une petite minorité dans l'opinion, laquelle a définitivement renoncé à toute politique impérialiste. Et quant à la diplomatie, il ne faut pas plus exagérer son action que méconnaître ses services. Elle représente, comme en général les états-majors de toutes les grandes administrations, la tradition, cette tradition aussi vivante, et sans doute bien davantage, à Downing-Street qu'au quai d'Orsay. Elle a la connaissance de l'histoire, et nourrie des enseignements de la politique royale elle a tendance à la continuer. Elle a mis sur pied la Triple-Entente qui, en définitive, jusqu'à la guerre européenne, s'est trouvée plus solide que la Triple-Alliance. Pour pratiquer cette politique de négociations, elle avait besoin d'avoir l'oreille des cours, des chancelleries, des salons, de tous les milieux où l'influence française se diffusait surtout en parfum aristocratique ; elle se pliait à des mœurs et donnait de la France une image qui était loin d'être celle de la France républicaine. Elle ne refusait pas non plus ses sourires à l'universelle souveraine, la finance cosmopolite. Qu'elle fût obligée dans une certaine mesure d'agir de la sorte, puisque c'était la règle du jeu dans les monarchies européennes d'avant la guerre, il y aurait sottise et injustice à le nier. On ne peut faire œuvre utile dans un milieu qu'en s'ajustant à ses conditions ; mais peut-être cette adaptation était-elle par trop un asservissement. Il y a, dans un pays, autre chose que des réceptions et des revues de parade, il y a des peuples dont il faut comprendre la vie. L'immense Russie, on s'en est aperçu trop tard, n'était pas tout entière autour du tzar et des grands-ducs. On eût aimé, chez les représentants de la République française, un peu de fierté républicaine.

---

[1] *Temps*, 27 mars 1917.

Les circonstances ont changé. Les trônes se sont écroulés, ceux qui restent ne sont que des fauteuils d'apparat. Les peuples, si rudement mis à contribution dans la mêlée qui vient de prendre fin, auront de moins en moins tendance à se laisser déposséder de leurs droits. Les méthodes de l'ancienne diplomatie, déjà en partie inadaptées au monde d'avant 1914, devront, pour être efficaces, subir des retouches sérieuses et même une refonte. Les doctrinaires en attendent une diminution de l'influence française. « On s'apercevra, écrit le plus fin d'entre eux, M. Jacques Bainville, qu'il y a dans le monde quelque chose qui n'est pas changé à notre avantage, quand nous aurons affaire à des ministres qui n'ont pas eu de précepteurs français et qui n'ont étudié que dans les universités allemandes, si ce n'est à l'école du socialisme allemand[1]. » Il se peut. Il faut même dire que ce serait probable si la France d'après la guerre méritait vraiment l'éloge que fait d'elle M. Bainville, d'accord sur ce point avec les socialistes extrémistes, d'être devenue « le pays le plus réactionnaire du monde. » Sur le terrain de la réaction pure il est en effet impossible au peuple français, façonné par plus d'un siècle de vie démocratique de s'égaler à ceux chez qui le pli de la servitude est à la fois plus récent et plus invétéré. Mais d'abord il faut repousse ce dangereux éloge. Un pays n'est pas devenu « réactionnaire » parce qu'au lendemain d'une guerre épuisante il aspire au repos et à l'ordre, et parce que cet ordre est conditionné, à la différence des pays purement industriels ou de grande propriété comme l'Angleterre et l'Italie, par une classe de petits propriétaires paysans qui répugnent naturellement au bolchévisme et à tout ce qui en approche. Il y a de la marge entre le nationalisme intégral et le soviétisme, comme entre tous les absolus ; l'action n'est pas nécessairement un coup d'état, et le fantôme du pouvoir personnel, dont s'est alarmée tout récemment l'opinion républicaine, qui, elle non plus, n'a pas oublié l'histoire, s'est évanoui devant la décisive parole du nouveau président de la République : « le suffrage universel est le maître. » Il y a suffisamment de causes de tristesse dans la mainmise, qui n'est pas particulière à la France, de la finance sur la politique intérieure ou extérieure, sans y ajouter des craintes vaines.

---

[1] *Revue hebdomadaire*, 25 septembre 1920.

Mais pour que ce jugement, inexact actuellement, ne mérite pas un plus grand crédit, il faut que reprenne consistance, même dans l'activité diplomatique, l'autre tradition vivante dans le peuple, et aussi chez les peuples étrangers, celle de la France libérale et démocratique. Car, tandis que la diplomatie de carrière se pliait aux mœurs monarchistes, l'image qu'ont gardée de nous les peuples étrangers est celle de la France de la Révolution, libératrice des nations opprimées. Même d'un point de vue purement « réaliste » cela est une force aussi, qu'on n'a pas le droit de négliger, et que les mises au point et les corrections n'ont pas abolie. Elle fut d'abord poussée à l'excès, dans l'ivresse de la liberté conquise. Les peuples, les yeux fixés en 1830, en 1848, sur notre pays, attendaient, de la France affranchie, leur propre libération. L'esprit positif et les conditions de la politique européenne vinrent mettre une sourdine à cette mystique. Il n'est plus question — est-ce vraiment le signe d'un progrès ? — de croisades humanitaires. Mais il ne faudrait pas que, pas plus sur ce point que sur les autres, la « politique » réussît à étouffer la « mystique », car il ne resterait rien pour faire contre-poids aux forces de réaction, et la méconnaissance de la vraie grandeur de la France moderne serait complète. Si une force peut faire obstacle, dans la pensée des ministres de l'Europe d'aujourd'hui, à l'esprit des universités allemandes et du socialisme allemand, c'est bien le large esprit libéral des universités françaises et la tradition démocratique du socialisme français. Et si une force peut résister à la vague de mercantilisme et de réalisme financier, à la « diplomatie du dollar » qui nous écrase, c'est la force de l'esprit. Il convient donc, dans le monde démocratisé d'après la guerre, si l'on veut garder à la France son prestige, de pénétrer d'esprit républicain les hommes qui ont la charge de notre politique et les représentants de la France à l'étranger, comme il convient que les gouvernements instruisent davantage l'opinion des problèmes de la politique extérieure. Il n'y a plus à craindre de messianisme romantique ou d'excès de l'esprit logicien ; l'expérience a lesté les ailes de l'idéal. Le danger serait plutôt maintenant dans un excès de positivisme, aussi court dans ses calculs que le chimérisme est inconsistant. C'est par une démocratie vraie, généreuse, humaine et belle, et non par les fils de fer barbelés ou les cordons sanitaires, qu'on exorcisera dans les âmes l'attrait du mysticisme de Moscou. Les prophètes de la république ont rêvé, ses fondateurs ont réalisé.

Il reste à souhaiter que cette politique de prudence, bien assise dans la réalité, retrouve la beauté du rêve qui seule peut gagner l'âme des peuples.

* * *

Ce conflit entre l'idéal et le réel, que nous venons de suivre dans notre politique extérieure, on le retrouve dans l'histoire intérieure de la troisième république ; on peut dire qu'il en éclaire singulièrement les péripéties. Quel est le rêve républicain ? C'est la libération complète de tous les hommes, leur affranchissement de toutes les puissances de contrainte, dans l'ordre politique, économique, international. C'est la démocratie politique, le socialisme démocratique, la république internationale. Tel est le cri de toutes les révolutions à leur aurore, la promesse de toutes les oppositions tant qu'elles sont minorités. « Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ! » clamaient les premiers révolutionnaires, ceux de 92. L'utopie des hommes de 48 est moins guerrière encore, toute trempée d'évangélisme et de fraternité chrétienne. Le programme de l'opposition républicaine sous l'empire — au temps que la république était belle — est « radical » : complète liberté des citoyens, complète gratuité de l'enseignement, complète laïcité de l'Etat, complète suppression des armées permanentes, élection de tous les fonctionnaires : voilà le programme que Gambetta présente, en 1869, aux électeurs de Belleville. Et les premiers socialistes, qui reprochent à ce programme d'être trop exclusivement politique et trop individualiste, font miroiter à leur tour une transformation sociale radicale, par la conquête des pouvoirs publics et la socialisation des moyens de production et d'échange. Jules Guesde, disciple de Marx, constitue le parti ouvrier. Ceux des ouvriers qui, à la suite de Proudhon, se méfient des influences politiciennes et combattent l'Etat, rêvent de leur côté sa suppression radicale par le fédéralisme économique. Ce qui fait aujourd'hui l'attrait du Léninisme, ce sont ces affirmations absolues auxquelles ne s'oppose, théoriquement, aucun frein.

Mais la réalité ne se laisse pas faire plus violence par les rêves les plus généreux que par la logique abstraite. Devenus chefs de majorités, accédant aux responsabilités du pouvoir, les hommes de l'opposition doivent considérer, en même temps que leur idéal, la matière où il doit s'insérer. Cette matière, c'est le pays tout entier, avec ses traditions et ses mœurs, et non seulement l'ardente poignée toute brûlante de leurs espoirs. En France, pays faiblement industrialisé, surtout il y a cinquante ans, et où le régime républicain n'a pas encore pu modifier profondément des traditions bureaucratiquss régaliennes et bonapartistes, l'élément dominant est une classe bourgeoise qui a su arracher le pouvoir à la noblesse, mais entend le garder pour elle, et une classe de petits propriétaires qui constitueront la clientèle la plus fidèle du parti radical et montreront l'esprit le plus résolument républicain, mais dont le bon sens éprouve une instinctive aversion pour les solutions excessives. Une telle physiologie est incompatible avec toute politique «radicale» ; les radicaux en prennent leur parti. Après une période de dix ans où les républicains doivent défendre, contre les monarchistes heureusement désunis, le principe de la république, et obligent à se démettre le président de coup d'Etat qui n'a pas voulu se soumettre, voici les radicaux au pouvoir. Tout aussitôt Gambetta, qui annonçait en 1872 l'avènement d'une « couche sociale nouvelle » et se voyait traité par Thiers de « fou furieux », se découvre « homme de gouvernement et non homme d'opposition » et parle de « sérier les questions » ; et Ferry s'écrie que « le péril est à gauche ». L'« opportunisme » est né, ou plutôt politiquement baptisé, car il correspond à une nécessit d'adaptation qui ne disparaîtra qu'avec la vie. Il est nourri chez un Ferry par la méditation d'Auguste Comte, qui tempère le progrès par la soumission, car la culture des fondateurs de la troisième république est positiviste ; l'influence de Littré est sur eux plus sensible que celle de Michelet ou de Renouvier. Mais les purs logiciens et les hommes de bataille reprennent contre ces constructeurs l'intégralité du programme radical. Clemenceau démolit Gambetta sous l'accusation de dictature, comme il démolit Jules Ferry ; Clemenceau qui depuis... Que l'histoire est mélancolique, et comme on conçoit la genèse de l'idée de « justice immanente », quand on voit aujourd'hui le vieil homme d'Etat, assagi sur le tard par le pouvoir, écrasé à son tour, dans son propre parti, par l'impopularité que sa jeunesse destructrice a déchaînée sur les fondateurs du régime qu'il lui a été donné de sauver ! Expérience qui d'ailleurs n'apprendra rien à personne...

Le même rythme se continue. Après la fièvre boulangiste, dernière tentative d'une politique à la fois radicale et chauvine, où les adversaires de bonne foi d'une constitution qu'ils jugeaient trop monarchiste finissent par s'apercevoir qu'ils prêtaient la main, sous prétexte de revision, à la destruction du régime parlementaire, le gouvernement des modérés semble bien établi. Comme il a tendance à pencher vers le conservatisme, il se forme, vers 1893, une opposition « radicale-socialiste », qui groupe les radicaux restés fidèles au programme de 1869 et ceux des socialistes qui abdiquent quelque chose de l'absolu du leur. Car l'opportunisme n'épargne pas non plus le socialisme qui veut agir dans les cadres de la vie française contemporaine. Il s'y appelle d'abord, d'un nom expressif, le « possibilisme » ou le « revisionnisme » ; il détache du socialisme les plus précis ou les plus pressés des réalisateurs : un Millerand, dont le « cas », lors de son entrée dans le ministère Waldeck-Rousseau, passionne son parti jusqu'à ce qu'il le quitte ; un Viviani, un Briand. Jaurès réussit, contre le coupant Guesde, le tour de force de concilier, dans une large synthèse, l'aspiration révolutionnaire du socialisme et les traditions de la culture bourgeoise. Et Guesde à son tour... Guesde renouvelle sur le plan socialiste, pendant la guerre, le Canossa du radical Clemenceau. Déchéance, disent les « purs » restés dans l'opposition, abdication et crépuscule des héros. Peut-être ; mais aussi acceptation nécessaire des conditions de la vie par les hommes qui veulent agir. Que l'on compare le gouvernement de Lénine, si opportuniste à sa façon, à la doctrine de Lénine, et l'on retrouvera, sous une autre latitude, un autre aspect de la même loi générale.

Pour revenir à la France, on voit donc que les « réalisateurs » doivent sacrifier à l'opportunisme ; mais il est bien remarquable que le sens des possibilités du moment, même chez les politiques les plus rassis, ne fait pas oublier l'idéal. Ce n'est pas un énergumène, c'est le plus froid, avec Ferry, des hommes d'Etat de la troisième république, Waldeck-Rousseau, qui constitue, après l'affaire Dreyfus, contre la menace d'une réaction, le gouvernement, de « défense républicaine »; c'est Millerand qui le seconde, en faisant passer dans la législation du travail l'essentiel du programme de Saint-Mandé. Quand le parti radical-socialiste arrive à son tour au pouvoir, il achève de réaliser, avec une hardiesse qui soulève parfois des protestations passionnées, les principales promesses du programme de 1869. Gambetta et Ferry avaient déjà fait voter les libertés essentielles et les lois sur l'instruction qui en étaient la contre-partie. Il s'y ajoute, en 1905, la séparation des Eglises et de l'Etat. La même année, à défaut des milices que l'état de l'Europe ne permettait pas d'instituer, le service militaire est réduit à deux ans. A la veille la guerre, les Chambres votent l'impôt progressif sur le revenu, aussi âprement combattu par la bourgeoisie conservatrice que la loi de trois ans par l'opposition socialiste et une partie des radicaux. Si bien que lorsqu'on l'examine après cinquante ans, ce programme « radical » qui paraissait si subversif à l'opposition conservatrice, on le trouve presque entièrement passé dans les lois à l'exception de sa partie militaire encore utopique aujourd'hui comme hier, et de dispositions, comme l'élection de tous les fonctionnaires, qui témoignaient d'une insuffisante discrimination de ce qui est proprement politique et de ce qui est technique. Et voilà qui devrait inspirer des réflexions pleines de sagesse sur le sens relatif du mot « radical »... Aujourd'hui, dans cette période de tassement, de lassitude — et aussi de digestion — inévitable au lendemain d'une grande crise, les partis républicains d'avant-garde ne se résignent pas à faire d'ordre démocratique le synonyme de stagnation. A la politique, qu'ils jugent conservatrice, du « Bloc national » ils opposent de nouveau l'idéal républicain, qu'ils veulent incarner dans une nouvelle « Union des gauches ». Y réussiront-ils ? Les jours prochains le diront. Il y a quelque imprudence dans des attaques qui risquent de briser une politique d'union aussi nécessaire pour refaire la France que pour la délivrer de l'ennemi ; mais il est bon aussi qu'une opposition saine empêche de confondre une politique d'union avec une satisfaction d'appétits. Et il était essentiel de montrer qu'aujourd'hui, comme aux premiers jours de la république, se retrouvent les deux forces dont la composition constitue l'histoire : la conservation et le progrès.

* * *

Qu'on jette d'ailleurs un coup d'œil sur l'œuvre législative de la troisième république, on sera frappé du caractère résolument, quoique prudemment, démocratique de cette législation. Prudente, elle l'est, et « bourgeoise », les socialistes le lui reprochent assez. On en a vu les raisons en quelque sorte physiologiques. Cette timidité se manifeste surtout en matière fiscale et sociale. La législation fiscale française n'a pas la hardiesse de celle de la Grande-Bretagne. L'impôt sur le revenu, tardivement voté, après bien des résistances, ne rencontre pas toujours dans la conscience du contribuable l'esprit de discipline civique qui assurerait son plein rendement ; la proportion des impôts directs et des taxes indirectes est le contraire de celle qu'exigerait la justice. Qu'on veuille bien réfléchir cependant que, malgré ces critiques justifiées, que ne s'épargnent pas des Français se jugeant eux-mêmes, ce pays vient de charger d'un seul coup, après la terrible saignée qu'il a subie, les épaules de ses contribuables d'un fardeau proportionnellement plus lourd que celui qui pèse sur les citoyens des Etats moins éprouvés. L'accusation de timidité fiscale est une de celles qu'il faudra rayer des papiers. Mais qu'on ne s'étonne pas de voir les Français, après avoir soutenu les chocs les plus meurtriers d'une guerre qu'il n'ont pas désirée, ne pas vouloir de charges fiscales plus lourdes que celles de leurs agresseurs, et marquer quelque amertume d'une absence de solidarité du sang.

L'infériorité de la législation sociale de la république française, auprès du système d'assurances de l'ancien empire allemand, par exemple, était un des points sur lesquels insistaient le plus volontiers les adversaires du régime, tant les monarchistes que les socialistes révolutionnaires. Ils rappelaient sans cesse l'intervention de Jules Guesde contre Jaurès, à ce congrès d'Amsterdam de 1904 où fut battu le leader du socialisme démocratique : le projet de loi des retraites ouvrières lui aussi passionnément combattu, n'accordait pas aux ouvriers français le dixième de ce que la monarchie des Hohenzollern avait donné aux ouvriers allemands. Ils y ajoutaient l'apostrophe de Bebel, qu'en Allemagne on n'envoyait point de troupes dans les grèves, tandis que les grèves en France étaient sanglantes. Et il est de fait que l'Allemagne a été dotée par Bismarck, à partir de 1883, d'un système d'assurances sociales plus complet que celui qui fut accordé, en France, par le législateur républicain. Il n'est pas douteux que lorsqu'il ne se trouve pas, au sommet de l'Etat, une autorité forte pour peser, au nom de l'intérêt général, sur les égoïsmes collectifs des classes possédantes, les puissants intérêts corporatifs ou individuels tendent à l'emporter sur la solidarité nationale ; nous en constatons aujourd'hui une nouvelle preuve dans l'insuffisance des poursuites contre les gros spéculateurs. Mais de ces autorités fortes, dans la souveraineté incontestée de la finance, nous n'en trouvons plus aujourd'hui nulle part. Et il faut voir, là le revers, ici la face de la médaille. En accordant, sous l'influence des « socialistes de la chaire », des avantages matériels aussi considérables aux ouvriers germaniques, Bismarck faisait un calcul ; il espérait les détourner du socialisme, les garder ou les ramener sous sa férule. Le calcul fut déjoué : les travailleurs allemands acceptèrent les réformes et continuèrent à peupler les rangs de la Sozial Demokratie et des syndicats, bien que Bismarck déniât aux ouvriers le droit d'association. Ils n'en devinrent, d'ailleurs, ni plus désireux de liberté, ni plus influents sur la politique du Reich ; c'est ce que Jaurès pouvait répondre à Bebel, quand il opposait la richesse des caisses socialistes et l'abondance des effectifs du parti à l'impuissance politique de la Sozial Demokratie. On sait d'ailleurs que, malgré les quatre millions d'électeurs dont elle se glorifiait, elle fut impuissante à empêcher la guerre.

Tout autres sont les caractères du mouvement ouvrier français : il est avant tout épris de liberté. Bien que la devise de la Confédération du Travail soit *Bien-être et Liberté*, la liberté, chez les travailleurs français, passe avant le bien-être. Liberté qui parfois s'exaspère et confine à l'anarchie. Le syndicalisme français a connu lui aussi les outrances des théories absolues, du « mythe » de la grève générale, de l'antipatriotisme cru, et certaines grèves furent tumultueuses ou sanglantes. Mais cette passion même indique que nos foules ouvrières, à l'inverse de ces foules allemandes dont Bebel soulignait involontairement la passivité, ne sont pas moutonnières ; malgré la pauvreté de leurs caisses et le petit nombre de leurs adhérents, les organisations d'extrême-gauche française ont parfois pesé davantage sur l'orientation politique que les lourds effectifs des syndicats allemands. D'ailleurs, à l'école de l'expérience, le syndicalisme français a subi, lui aussi, sa crise de croissance. Le révolutionnaire Jouhaux, succédant au réformiste Niel, est à son tour traité d'opportuniste par les radicaux du syndicalisme ainsi que le zimmerwaldien Merrheim. Si l'actuelle Confédération du Travail, fortifiée par la guerre, a vu depuis ses effectifs diminuer par suite des excès des extrémistes, ses dirigeants n'en poursuivent pas moins une œuvre constructive qu'on peut diversement apprécier, mais qui constitue un remarquable effort de synthèse ouvrière. Par cette œuvre organisatrice, les syndicats ouvriers justifient la confiance qu'avaient placée en eux, dès 1884, l'auteur de la grande loi sur les syndicats professionnels, qui est aussi celui de la loi de 1901 sur les associations. «Nous avons choisi la liberté, faisons-lui confiance », s'écriait Waldeck-Rousseau. Confiance à la liberté, union étroite de cet esprit de liberté et de l'esprit d'organisation, tels sont les caractères de notre législation sociale. Ils ne doivent pas détourner des améliorations positives ; les différentes lois sur la durée des conditions du travail dans les usines, sur le travail des enfants et des femmes, sur la libre prévoyance assurée par les sociétés de secours mutuels, la toute récente loi sur la capacité civile des syndicats, sont là pour le prouver. Bien des progrès encore sont à réaliser, soit par le législateur, soit par les intéressés eux-mêmes, groupés dans leurs associations et les fédérations d'associations. Mais c'est un trait qu'il n'était peut-être pas inutile de tirer hors de pair, et qui est caractéristique de la démocratie française, cet appétit de liberté qui l'emporte sur le bien-être comme le spirituel sur le corporel.

Mais c'est surtout dans l'œuvre proprement politique, et, si l'on peut dire, pédagogique de la troisième république, qu'apparaît cet esprit de liberté. Là encore il n'est pas poussé à l'absolu. La république française n'est pas, ne peut pas être une démocratie pure ; il n'y a plus de démocratie pure, pas plus qu'il ne subsiste aujourd'hui, en Europe, de monarchies intégrales ; ni son volume, ni ses traditions ne permettent à la France de pratiquer le gouvernement direct. Elle est une démocratie parlementaire, et si elle est aussi une démocratie bourgeoise, c'est que la bourgeoisie s'est trouvée jusqu'à présent à peu près la seule classe réellement en possession de la capacité politique, si bien que les chefs de partis qui aspirèrent à la supplanter ont été eux-mêmes de grands bourgeois. Mais l'évolution n'est pas figée; la voie est libre, et pour que de nouvelles « couches » populaires participent plus effectivement à la vie politique et au contrôle du parlement, il leur suffira d'utiliser plus pleinement les instruments créés pour leur usage par les fondateurs du régime, les libertés essentielles du citoyen et les moyens de s'informer.

Dès l'établissement définitif de la république, au lendemain de « l'ordre moral », les républicains victorieux, ayant à leur tête Jules Ferry et Waldeck-Rousseau, accordent aux citoyens les libertés exigées par le régime : liberté de la presse et liberté de réunion en 1881, liberté syndicale en 1884, charte municipale en 1884 encore, liberté d'association en 1901, liberté religieuse en 1887 (loi sur la liberté des funérailles civiles) et surtout en 1905, par la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. Et pour que le citoyen ainsi libéré soit à même de faire un usage intelligent des libertés qui lui sont concédées, ainsi que du suffrage universel qu'il possède depuis 1848, le même Jules Ferry, complétant l'œuvre de Guizot et s'inspirant de Condorcet, met sur pied ou amorce, de 1881 à 1886, le système de nos lois scolaires, l'enseignement primaire obligatoire, gratuit et laïque. Victor Duruy, grand ministre de Napoléon III, le soutient au Conseil supérieur pour l'organisation de l'enseignement secondaire, et apporte tous ses soins à celui des jeunes filles, institué aussi en 1880. Les réformes de 1890 et de 1902, diversement appréciées, s'efforcent d'adapter l'esprit toujours vivifiant des humanités classiques aux besoins de la société moderne. Et dès 1883 aussi, Ferry songe à « la possibilité de constituer un jour des Universités rapprochant les enseignements les plus variés, gérant elles-mêmes leurs affaires », réforme réalisée par la loi de 1896, qui institue des Universités dotées d'une vie propre et autonome. Œuvre évidemment inachevée, incomplète, fait remarquer un de ses auteurs, M. Buisson, surtout du côté de l'enseignement post-scolaire et de l'enseignement professionnel et technique (là encore le souci de l'éducation de l'esprit l'a parfois emporté sur celui de l'utile) et qui appelle sur bien des points des refontes dont les esprits les plus actifs sentent le besoin ; mais œuvre cohérente, aux fondations solides, et qui apporte, en même temps que la liberté, la possibilité d'éclairer le citoyen.

Quant à l'autre déesse du régime, l'égalité, elle ne cessa pas non plus d'inspirer le législateur, tout en subissant aussi l'épreuve de l'expérience. L'esprit d'égalité farouche des premiers révolutionnaires fait place à une conception plus souple, plus respectueuse des supériorités véritables, tout en suivant la logique dont une démocratie ne peut se dépouiller qu'en renonçant à être. En 1872, par la nécessité d'imiter la Prusse l'égalité devant la loi se traduit par l'obligation pour tous du service militaire, nonobstant de nombreuses exceptions qui sont successivement réduites, pour aboutir en 1905 à la suppression de toutes les dispenses. L'égalité des enfants devant l'instruction, assurée au premier degré par l'obligation de l'enseignement primaire, se poursuit aujourd'hui chez les plus ardents par les projets de gratuité de l'enseignement technique et professionnel. Et l'on voit reparaître, chez de jeunes universitaires encore tout frémissants de l'amitié fraternelle des tranchées, et sous le nom d'« école unique », le rêve sublime de Michelet demandant de faire asseoir quelques mois sur les bancs de la même école tous les enfants de la nation, qui garderaient dans les diversités et les inégalités de la vie l'empreinte bienfaisante de cette première fraternité. Rêve qui n'est pas encore réalité, mais qui s'annonce comme la la tâche des nouvelles générations.

Un point, dans cette œuvre politique et scolaire, est assez souvent mal compris à l'étranger et a suscité, en France même, les polémiques les plus acerbes : c'est le caractère laïque de cette politique, et son anticléricalisme. Il y faut insister, car on se trouve ici en présence d'une notion qui est, philosophiquement, le caractère propre de la république française, ce que Jules Ferry appelait, avec les poètes, son « pilier d'airain ». Il y a des démocraties religieuses, qui s'appuient sur l'adage *vox populi, vox Dei*. Tel n'est pas le cas de la troisième république française. Par là elle se distingue de ses aînées, la première étant, dans l'esprit de Robespierre, disciple de Rousseau, pénétrée d'inspirations théocratiques, et la seconde baignée d'évangélisme chrétien. La troisième république n'est pas, comme le prétendent ses adversaires, antichrétienne, ni athée ; elle est, dans ses institutions, *neutre*, et, dans l'esprit de ses fondateurs, *positiviste* : Auguste Comte les a convaincus que les âges théologique et métaphysique étaient révolus. Et ce n'est pas à dire que, dans le fond des choses et pour la vie morale des individus, cette « loi des trois états » soit de tout point exacte ; mais elle l'est pour les Etats, qui ont dépassé le stade des disciplines théocratiques ou métaphysiques. La troisième république ne fait d'ailleurs que continuer la politique actuelle de tous les Etats même monarchistes, et en particulier la politique des rois de France, qui furent les premiers des anticléricaux ; mais elle exprime cette politique sans voiles, avec netteté et logique, en rejetant franchement les affinités persistantes que dans d'autres Etats la monarchie temporelle trouve dans ses rapports avec la grande monarchie spirituelle qu'est l'église. Il faut, pour bien comprendre sur ce point notre histoire, ne pas oublier que la France a été l'un des pays les plus pétris par les institutions catholiques, que l'Eglise l'a longtemps appelée sa fille aînée, qu'elle n'a jamais renoncé officiellement à lui donner de nouveau ce titre, et que les partisans de la liberté doivent lui opposer une résistance dont les pays protestants, par exemple, ne peuvent avoir aucune idée. Aux yeux des catholiques, pour qui les institutions doivent être pénétrées par l'esprit de l'Eglise, tout effort de l'Etat moderne pour conquérir cette autonomie apparaît comme « sectaire » ; mais aux yeux des hommes épris de liberté ce prétendu sectarisme est affranchissement. « L'anticléricalisme, écrivait en 1904 Waldeck-Rousseau à M. Millerand, est une manière d'être constante, persévérante et nécessaire aux Etats ».

Voilà ce qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on veut pénétrer la vraie signification des lois scolaires. Quand Jules Ferry, en 1882, déclare l'école publique laïque et neutre en même temps qu'obligatoire ; quand son successeur Goblet fait voter en 1886 que l'enseignement, dans les écoles publiques, sera exclusivement confié à des laïcs, ils ne persécutent pas la religion. L'église, le temple, la synagogue s nt là, à côté de l'école, pour que l'enfant reçoive, des ministres compétents, l'enseignement religieux ; des dispositions sont prises pour faciliter les rapports. Mais les religions sont diverses, et l'école est la maison de tous ; il ne convient pas d'y introduire ce qui divise. Tel est le sens de la neutralité : elle concilie le souci de ce qui unit avec la liberté des élèves et des parents. Et si ceux-ci ne veulent pas de l'école publique, l'enseignement « libre » leur est ouvert ; car neutralité n'est pas monopole, Clemenceau le rappellera énergiquement au Sénat. Les fondateurs de l'école laïque poussent même si loin le respect des traditions qu'ils conservent, dans l'enseignement de la morale, le chapitre des devoirs envers Dieu et l'enseignement de la « religion naturelle » : prescriptions qui ne pouvaient avoir une valeur éternelle, car la religion naturelle n'est encore qu'un dogme philosophique, et il y a sur les bancs de l'école des enfants dont les pères ne croient pas à Dieu. Mais un large et intelligent enseignement moral sait toujours faire comprendre ce qu'il y a de vivant et de fécond dans les religions positives. Il faut seulement que l'instituteur ne prenne pas pour patron M. Homais.

En même temps qu'on défend l'école, il faut défendre la société civile. « Il y a entre la société civile et la société religieuse, déclare Ferry à la Chambre en 1889, une divergence profonde, irréductible » ; l'une défend les libertés, l'autre les juge condamnables. Un homme d'Etat tolérant, mais clairvoyant, ne peut pas non plus ignorer qu'il existe en France, à côté de l'Eglise qui n'a pas désavoué le Syllabus, des ordres religieux ardents et batailleurs, dont la puissance est décuplée par l'association, et des entreprises de qui il faut se garder. Voilà pourquoi, par son fameux article 7, Jules Ferry voulait interdire l'enseignement public et privé aux membres des congrégations non autorisées, c'est-à-dire militantes, et mettait ensuite ces congrégations en demeure de se dissoudre. Voilà pourquoi Waldeck-Rousseau, s'il accordait à toutes les associations le droit de se former sans autorisation ni déclaration, faisait une exception pour les congrégations, et les soumettait à l'autorisation d'une loi : il n'oubliait pas les manœuvres des «moines d'affaires» et des « moines ligueurs », ni la puissance de la mainmorte. Et l'on peut ici discuter. Les libéraux absolus et les libertaires n'ont pas admis ces exceptions. Mais l'homme d'Etat voit dans ces dispositions le souci de maintenir ce que Waldeck-Rousseau appelait « les prérogatives nécessaires de l'Etat » et les droits de la société civile, souci qui vient contrebalancer une liberté absolue, peut-être liberticide. Ces réserves d'ailleurs ne sont justifiées que dans la mesure où elles sont nécessaires. Quand le ministère Combes fait repousser en bloc par le parlement les demandes d'autorisation présentées par les congrégations, Waldeck-Rousseau proteste contre la déformation de son œuvre ; l'Etat a le droit de se défendre, non celui d'opprimer à son tour. La grande loi de 1905 vient mettre le sceau à cette politique religieuse. L'Etat, après l'Ecole, séparé des Eglises, ce n'est pas non plus la persécution ; c'est l'affranchissement et pour les institutions, et pour les Eglises mêmes, dont certaines ont su mettre à profit la liberté conquise. Le rétablissement des relations diplomatiques avec le Vatican, s'il s'accomplit, sera exclusivement motivé par des raisons, d'ailleurs discutées, de politique extérieure ; même ses partisans tiennent pour intangibles les lois fondamentales de la république.

Reconnaissons pourtant, si l'on va au fond de ces idées de neutralité et de laïcité, qu'elles ont une portée plus profonde que l'idée d'une protection légitime de l'enfant, du citoyen et de l'Etat contre la domination séculaire de l'Eglise ; elles sont grosses implicitement de toute une philosophie. Cette philosophie dépasse le positivisme de stricte observance tel que l'entendait Auguste Comte ; elle l'élargit jusqu'à une nouvelle métaphysique, car toute doctrine vraiment grande suppose une métaphysique. Cette doctrine, c'est essentiellement un grand acte de confiance dans le pouvoir de l'homme de se sauver lui-même, d'organiser sa politique, son économie, sa morale en dehors de tout appel au surnaturel, par l'action de sa raison disciplinant ses aspirations vers la justice et vers la bonté. A cette hauteur, la philosophie de la république, si l'on peut donner son sens plein à un mot dont l'usage est généralement plus restreint, c'est l'*humanisme*, c'est-à-dire le plein épanouissement de toutes les puissances de l'homme, sous le contrôle de la plus humaine des facultés, la raison. Confiance qui n'est pas aveugle, qui n'ignore rien des tares ancestrales ni des survivances animales, mais qui fait crédit au génie humain pour se purifier toujours davantage de ces survivances et affirmer progressivement la victoire de l'esprit sur la nature. Et l'on sent bien qu'ici est le choix suprême. Beaucoup, même parmi les républicains, ne croient pas que soit possible le salut de l'homme et des sociétés sans le recours à la puissance surnaturelle qui les enveloppe et les dépasse. L'originalité de la troisième république française, entre toutes les nations, est d'avoir affirmé, par ses institutions, que l'homme peut se sauver tout seul. Cette croyance est à la racine du soin jaloux avec lequel ses hommes d'Etat veillent sur l'idée de laïcité ; elle les pousse à pénétrer de cette idée même son expansion lointaine : à côté des établissements religieux, et sans manquer aux lois de la tolérance et de l'amitié, la Mission laïque française veut faire pour les indigènes ce que Ferry a fait pour les citoyens de la métropole. Et l'on peut trouver que c'est orgueil, présomption, sacrilège. Peut-être. En tout cas, comme le disait Socrate de l'immortalité de l'âme, beau risque à courir. Cette victoire de l'homme sur l'homme, cette confiance en la raison exaltée par la justice et corrigée par l'expérience, c'est tout le risque républicain...

⁂

On peut maintenant jeter un coup d'œil d'ensemble sur l'œuvre de la troisième république française. Que cette œuvre soit encore timide et imparfaite, c'est ce que les républicains les plus ardents sont les premiers à proclamer. Leur générosité est ferment de progrès ; les réalités sont là d'autre part pour tempérer le rêve, et enfin toutes les avenues sont ouvertes, il n'y a plus qu'à s'y engager. Politiquement le suffrage universel n'est ni complet, ni organisé. D'autres nations ont devancé la France dans la voie du suffrage féminin : qu'on veuille bien noter, sans voir dans cette remarque une justification, que chez ces nations la question religieuse ne s'est pas posée avec la même acuité que chez nous. Le jour où le Sénat, après la Chambre, accordera aux femmes le droit complet de suffrage, comme le jour où sera instituée la complète représentation proportionnelle, dont nous n'avons encore qu'une informe ébauche, ces jours-là de grandes victoires auront été remportées par les principes sur les appréhensions de l'opportunité.

D'autre part, la composition, la fonction et le mode d'élection de nos Chambres délibérantes ne sont pas immuables. Des réformes sont à prévoir qui éclaireront les assemblées politiques par la collaboration de toutes les compétences, en même temps que prendront forme ces tentatives de Parlement économique qui s'ébauchent sous nos yeux, et qui marquent la nécessité de résoudre les questions sociales, après les questions proprement politiques. Le régime parlementaire, tel que le connaissent traditionnellement les nations occidentales, est appelé sans doute à subir de profondes modifications. En haut il faudra maintenir dans les organes essentiels la continuité, l'autorité et la responsabilité, sans quoi rien de durable ne se fait. En bas il faudra organiser des formes de plus en plus démocratiques du contrôle populaire, car celui-ci deviendra plus pressant à mesure que des cercles plus larges du peuple prendront part effectivement à la gestion de la chose publique et de la production. Exigences si non contradictoires, du moins qui risquent de se heurter, tant que la capacité des citoyens et des producteurs, aussi bien que la bonne volonté des élites, n'aura pas assuré leur nécessaire composition. La démocratie n'est pas un régime facile ; mais comme les sociétés occidentales n'échapperont pas à sa logique, l'attitude la plus virile est de regarder en face les difficultés, au lieu de leur chercher des remèdes illusoires.

Une seule voie de salut est ouverte pour tout concilier, c'est l'éducation de plus en plus approfondie du peuple. Démocratie, a dit Proudhon, c'est démopédie. Là encore l'œuvre de la troisième république, si poussée qu'elle soit, n'est qu'un commencement. On a indiqué qu'il reste beaucoup à faire pour l'éducation technique et professionnelle ; une tâche énorme est à accomplir pour mettre réellement l'enseignement secondaire à la portée du peuple, pour assurer la sélection par le mérite et non par la fortune. Et la rénovation des Universités est liée à la renaissance de la vie économique des régions françaises, elle-même cas particulier de la décentralisation administrative. Problèmes urgents, vues d'avenir : ce sera le développement logique des principes posés par les pères de la république, de même que les transformations de la puissance publique et du régime parlementaire seront les conséquences naturelles du régime démocratique. Toujours tend à se réaliser davantage, sous les formes que déterminent le volume et l'histoire des sociétés, le gouvernement du peuple par lui-même.

Et dans les questions fiscales, et dans celles qui intéressent la défense nationale, et dans l'ordre international, on a indiqué les étapes déjà réalisées et les lacunes qui subsistent. Toujours plus de justice, répartition toujours plus équitable des charges publiques selon les facultés des contribuables, tel est en matière d'impôts le vœu des républicains, qui doivent ici veiller à ce que le beau mot de liberté n'abrite pas l'égoïsme des citoyens se refusant à toute discipline fiscale. Nous avons beaucoup à faire, sans aller jusqu'à une démagogie simpliste qui tarirait toutes les sources de l'activité et de l'invention. En matière militaire, après l'effort surhumain et l'épuisement des quatre années de guerre, chacun aspire au repos, à une nouvelle politique de « recueillement ». Une opposition se dessine contre le maintien à deux années de service militaire, qu'on trouve encore au-dessus de nos possibilités et que des spécialistes critiquent d'ailleurs an nom d'une conception plus scientifique et synthétique de la défense nationale. Question étroitement liée, on l'a vu, à celle de notre politique extérieure, où nous avons à la fois à maintenir notre influence et à ne pas excéder nos forces. Sans approuver toutes les orientations de notre politique au dehors, on peut estimer, répétons-le une dernière fois, que la sérénité nous serait plus facile si l'on constatait, dans la paix comme dans la guerre, la solidarité de toutes les puissances alliées, n'ayant pour règle que la justice. L'horizon international est noir par suite de la faiblesse de la Société des nations, qui ne peut réfréner les appétits nationalistes des nouvelles nationalités, oublieuses des oppressions et des principes d'hier, et d'ailleurs désireuses d'imiter les anciennes. Mais de cette faiblesse nous sommes les premiers à pâtir, bien que nous ne renoncions pas à l'espérance.

Tassement, repliement, prudence ; tristesse des meilleurs qui ne trouble pas le cynisme des profiteurs indifférents à la cherté de la vie qu'ils ont créée ; réaction de l'ensemble de la nation contre les excès des révolutionnaires extrémistes, et même contre les institutions organiques des classes ouvrières ; initiatives contestables d'une diplomatie qui ne se décide pas à faire confiance au peuple pour le contrôle de sa politique extérieure, comme l'ont fait Jules Ferry pour la politique proprement dite et Waldeck-Rousseau pour l'organisation du travail : tels sont les symptômes sur lesquels on s'appuie pour prétendre que la république française, au lendemain d'une guerre victorieuse et d'une paix décevante, est devenue « réactionnaire ». Epithète inexacte, répétons-le. Il n'y a qu'un temps d'arrêt, un phénomène historique normal, qu'il ne faudrait pas croire définitif. De l'excès de logique et d'idéologie nous sommes présentement tombés à un excès de réalisme. Mais l'histoire ne s'arrête pas ; l'esprit républicain, sans méconnaître les enseignements de l'expérience, reprendra son vol ; il entraînera la démocratie française dans sa ligne droite, qui n'est celle ni d'un ordre monarchiste dépassé, ni d'un mysticisme simpliste auquel sont réfractaires les hommes d'Occident. La France ne serait vraiment devenue réactionnaire que si, comme essaient de le faire croire les écrivains nationalistes, elle voulait, non corriger, mais répudier les principes qu'elle a proclamés dans les grandes heures de 89, de 48 et de 1914, et revenir au « réalisme » machiavélique et à la souveraineté d'un seul, de l'ancienne monarchie française. Mais on ne constate rien de tel ; le peuple qui a fait trois révolutions pour conquérir les droits politiques ne consentirait pas à s'en laisser dépouiller. Il veut organiser et discipliner ces droits, non les rejeter. La France méritera de plus en plus le beau nom de pays de l'ordre, mais d'un ordre consenti, gros de tous les progrès qui s'amorcent. Et, bien entendu, tout dépendra d'abord de sa vitalité, de son aptitude à créer des hommes et des richesses, car tout peuple qui se renonce est mûr pour la disparition ; mais cette aptitude même sera fonction de sa santé politique et morale, qui dépendra de sa faculté d'accorder l'ordre et le progrès.

On parle quelquefois — c'est même le nom d'une association politique — d'une quatrième république qui succéderait à la troisième, de qui les noces d'or seraient en même temps les funérailles. Soit ; on peut se livrer au jeu innocent de numéroter les républiques comme les internationales. Mais par delà les formes éphémères il n'y a vraiment qu'une seule chose qui importe : ces que les républiques, première, troisième ou dixième, réalisent de plus en plus, dans la mesure où le permet l'infirmité humaine, toutes les promesses de la République...

Georges GUY-GRAND.

ITALIE

Poètes et Philosophes contemporains

Si l'étranger devait juger de l'état de notre littérature par les vitrines des libraires et les kiosques des gares, pleins de couvertures en couleurs représentant de petites dames se dévêtant ou déjà dévêtues, il ne pourrait comprendre comment on célèbre aujourd'hui le quatre-vingtième anniversaire de Giovanni Verga (né le 31 août 1840, à Catane), l'artiste le plus chaste et le plus austère qu'ait vu l'Italie. Pour en trouver un aussi grand que lui, il faut remonter jusqu'à Alexandre Manzoni.

Le phénomène des romans gais est, à vrai dire, récent et ne relève pas de la littérature. Mais plutôt du commerce. Il est tout à fait de marque milanaise et doit son origine au renchérissement du livre français. Quand on voulait lire des nouvelles amusantes et pimentées, notre public s'adressait aux livres français. Mais à présent que ceux-ci ont renchéri, beaucoup de nos fabricants de livres se sont aperçus qu'ils peuvent très bien satisfaire un tel besoin du public et ils se sont mis à produire des romans et des nouvelles avec une monotonie de clichés qui les rend assez ennuyeux, et cela avec une tenacité pareille à leur désir de lucre. A la page 10 une femme s'abandonne, à la page 20 une jeune fille perd sa virginité, à la page 30 quelqu'un regarde par le trou de la serrure ce qui se passe dans une chambre d'hôtel, à la page 40 une femme mariée raconte ses sensations, lors de sa première nuit de noce, et ainsi jusqu'à la fin. Il n'est point question d'une hydre, mais d'un porc à têtes nombreuses et répondant à de nombreux noms. Les auteurs ont tous cependant, le même système et le même besoin de gagner vingt à trente mille francs par année en salissant les âmes et le papier. Par bonheur, ces éditions durent peu, parce que le papier d'après-guerre est mauvais. Elles sont la joie des dactylographes, des petits employés, des industriels fatigués de leur travail, des retraités et de beaucoup de femmes désœuvrées. Mais c'est un phénomène social et non littéraire, économique et non artistique, et encore plus financier qu'économique.

La littérature italienne est vraiment dans une autre voie. Dernièrement a paru une anthologie des lyriques modernes compilée par deux écrivains de la nouvelle génération : Pietro Pancrazi et Giovanni Papini. Elle a été très critiquée, surtout par ceux qui en étaient exclus et par ceux qui s'y trouvaient mal traités (et quand est-ce qu'un homme de lettre se déclare bien traité ?) mais quels que soient ses défauts, elle dépeint cependant assez bien ce qu'a été le mouvement lyrique de la nouvelle génération, venue après le commencement du siècle, et elle nous permet de donner un coup d'œil général sur les sentiments qui y sont exprimés.

Pendant les quinze années écoulées depuis le commencement du siècle jusqu'à la guerre, l'Italie a subi une transformation évidente dans sa culture, ses goûts artistiques et sa poésie. Une nouvelle manière de penser et un art nouveau se révèlent dès ce moment. Ils ne suivent pas la même ligne, mais ils sont nettement détachés de ceux de la génération précédente.

Par la nouvelle littérature italienne, il faut entendre celle qui est en dehors de l'influence de la triade Carducci, D'Annunzio, Pascoli. C'étaient trois divinités. Leur langue a presque toujours été riche ; leurs vers toujours réguliers et bien travaillés. Souvent ils étaient ou paraissaient préoccupés de problèmes supérieurs : ou la patrie, ou la grandeur de l'idée ou l'humanité. Ils avaient des modèles idéalisés : Carducci, le citoyen de la révolution française, D'Annunzio, le surhomme et Pascoli, l'enfant de la campagne.

La nouvelle littérature s'orienta vers ce dernier. Elle « pascolisa », elle fit l'enfant. Elle chercha des hommes simples. Sa langue fut modeste et prosaïque ; ses vers pleins d'irrégularités comme s'ils étaient de quelqu'un qui commence... ou recommence. Elle n'eut pas de grands souvenirs, elle ne nourrit pas un idéal grandiose, elle ne s'occupa pas de problèmes supérieurs. Pour le reste, on finit par s'éloigner aussi de Pascoli, quand celui-ci, ayant abandonné l'impressionnisme du début, voulut se faire le chantre de l'idéal grec et, ce qui est encore pire, de l'idéal patriotique.

Carducci, D'Annunzio et Pascoli avaient eu beaucoup de disciples et des admirateurs à l'infini. Ce fut d'abord positivement un culte patriotique : Carducci avait pénétré dans les écoles et faisait partie de l'éducation nationale ; D'Annunzio était plus discuté et plus attaqué : mais il avait marqué au front le plus grand nombre et cela d'une manière indélébile ; Pascoli, lui, restait dans un cercle intime ; mais ils étaient tous trois les modèles d'une quantité de jeunes. Ils dominaient par leurs goûts et par leurs rythmes.

La nouvelle génération rompit avec toutes leurs écoles et tout le bruit qu'ils firent. Elle chercha la sincérité et la personnalité quelque modeste qu'elle fut. Elle préféra appeler les choses par leur nom plutôt que de manquer de sincérité et cela avec une certaine note d'intimité, de mécontentement, de confession. Elle ne construisit rien qui ne fût senti. Elle voulut une poésie prosaïque inspirée par la faiblesse morbide et l'humilité humaines, une poésie de tous les jours, autobiographique, tendre et de ton mineur.

Carducci avait été le poète de l'histoire de la patrie; D'Annunzio de la glorification du «sens panique» et du plaisir; Pascoli de la vie rurale et du mysticisme. Les jeunes poètes, eux, furent les poètes du souci quotidien, du sentiment individuel, du découragement moderne, de la recherche de la liberté, du désir ardent de nouveauté. Les trois pères de la poésie et surtout Carducci et d'Annunzio respiraient un air de santé qui jurait avec l'air de maladie de ces fils rebelles, dont deux des plus célèbres sont morts phtisiques; d'autres sont déséquilibrés et tous plutôt éloignés de la vie d'artisan robuste de Carducci, de celle du puissant viveur D'Annunzio et de l'arcade Pascoli. Dans tous, plus ou moins, sincère et artificiel, un air de repos, d'étude, de sensibilité offensée, de vitalité peu développée, de retenue, de nerfs à découvert et de cérébralité. L'impression devient encore plus forte si on compare cette littérature à celle d'un Verga qui est triste, religieuse, sévère dans sa contemplation de la vie.

Sergio Corazini, âme sensible, plutôt morbide, eut la réputation en Italie d'avoir été l'initiateur de la nouvelle manière de chanter. Ses poésies sont brèves, légères, mélancoliques. On y voit paraître les orgues de Barbarie, les religieuses, les cérémonies du culte, en même temps que des amours de mauvais lieu, jusqu'à des dialogues de marionnettes, des désespoirs, des consomptions et des fatigues spirituelles et physiques. On y sent l'écho de la poésie belge : de Mæterlinck, de Rodenbach et de tout le symbolisme français et surtout de Jammes. Comme pour tout le reste, dans toute la jeune poésie italienne, on sent l'étude approfondie de la poésie française. Un grand nombre des poètes lyriques nouveaux, d'Onofri à Soffici, de Lucini à Folgore, d'Ungaretti à Marinetti, se sont appliqués à faire connaître la poésie lyrique française et quelques-uns même, ont écrit en français. Avec cela, on ne peut dire que la jeune poésie italienne est une copie de l'autre, mais elle a été certainement réveillée par la poésie française, et c'est par elle qu'elle s'est libérée. En somme, Carducci, D'Annunzio et aussi Pascoli, au moins pour la facture des vers, peuvent être considérés comme des parnassiens à l'égard des jeunes qui rompent, déchirent, hâchent, allongent les vers, abolissent les rimes et les répètent à l'intérieur, se contentent de vagues assonnances, cherchent le vers libre et les lois nouvelles. Désarticulant la syntaxe, ils n'ont plus aucun respect pour la forme traditionnelle ; ils sont lyriques dans une prose scandée et nombreuse et qui n'a jamais été entendue dans la forêt touffue de la littérature italienne. En cela ils se rattachent, dans un certain sens, à la période symbolique de la littérature française. L'amour de Sergio Corazzini pour les sentiments langoureux et mélancoliques, pour le provincialisme et le franciscanisme, toute la réaction de simplicité et d'humilité contre la poésie déclamatoire se retrouve dans le groupe des amis de Corazzini, dénommés les « crépusculaires » comme dans F. M. Martini, dans Marino Moretti, dans Aldo

Palazzeschi. Chacun cependant évolue pour son compte et à sa façon. La même manière se retrouve aussi dans d'autres comme dans le Govoni des premiers temps et surtout dans Guido Gozzano (né à Turin en 1883, mort en 1915, première édition 1906), qui est certainement le plus connu du grand public parmi les nouveaux poètes, quoiqu'il n'en soit pas le plus aimé parce qu'il a paru à bien des gens qu'il a su cueillir les fruits d'une gloire qui n'était pas sienne. Mais le grand public n'eut pas tort de le préférer à d'autres, peut-être plus originaux et plus audacieux, parce qu'il a su donner aux nouveaux sentiments une forme « classique » (dans le sens le plus précis et le plus saisissant). Ce n'est que par lui que le grand public s'est aperçu que les temps étaient changés et, flatté, il a écouté l'éloge des choses de « mauvais goût », des cantilènes enfantines, de l'amour pour les amours passées et non assouvies, pour les choses voulues et non faites, pour les plaintes vaines qui font songer.

Mais Aldo Palazzeschi (né à Florence en 1885), qui a eu son moment de célébrité pendant le futurisme (à qui il se rattachait quoique n'étant pas futuriste, simplement parce que le futurisme représenta à un moment donné un regroupement des artistes d'avant-garde et un mouvement pratique donnant l'essor à ses propres idées). Aldo Palazzeschi a une toute autre personnalité poétique que Gozzano, en ce que, en lui, la matière poétique vraie et lui appartenant, c'est-à-dire le sens de la couleur, les images, la conception nouvelle et dénuée de préjugés, sont des signes dominant ce tissus de « positions poétiques » qui étaient dans l'air à ce moment-là. Sa poésie commence à se développer parmi les monastères et les béguines, comme celle des Belges et de Mæterlinck en particulier, avec un certain parfum de mystère, avec une pointe de tragique et de sensualité aiguë. Mais la rigidité des paysages rectilignes et ordonnées et la coloration inusitée plus fraîche, plus aiguë et plus directe, ainsi qu'un rythme plus varié et plus soutenu, font déjà présager en lui l'épanouissement de la poésie plus originale qui viendra. Ce sont des visions enfantines et un peu morbides de pays nostalgiques, illuminés de rayons ou trop vifs ou trop blêmes, de parcs humides où déambulent des femmes superbes, des reines mystérieuses, de temples fermés où ne vivent que les figures des vitraux projetant leur lumière sur les pavés de marbre ; de palais en cendres, d'assemblées de spectres dans ces vieilles salles fermées de temps immémorial.

Mais de ces images nostalgiques et enfantines qui se rattachent encore à la poésie pour ainsi dire corazzinienne, surgit, dans les années qui suivent, une toute autre forme et un autre rythme d'un poète désormais vieux et désillusionné qui, avec un cynisme féroce, joue, plaisante et dénigre tout et même la poésie. Il déclare qu'il est le « saltimbanque de son âme » et va jusqu'à prôner son abandon complet de toute décence et de toute légalité, dans le fameux petit poème « Laissez-moi m'amuser », où chaque syllabe est employée à former des vers quelconques qui servent à amuser et à faire rire le poète.

Finalement l'expérience de la guerre le porte à compatir à la douleur humaine et il publie alors son dernier volume : « Deux empires manqués ». Ce sont des confessions personnelles et une conversion au christianisme qui ressemble à celle d'Oscar Wilde.

Corrado Govoni (né à Tamara, province de Ferrare en 1884), depuis le moment où il s'est libéré du premier dannunzianisme et des premiers essais de poésie intime, a montré une personnalité de gros garçon heureux qui passe par la cité et la nature comme à travers une foire où tout lui plaît et tout brille et où il absorbe tout et achète toute chose avec le son, la couleur et l'éclat des images forgées par lui, selon le besoin. Pour lui, la poésie est un besoin naturel comme le boire et le dormir. Il voit tout avec des yeux impressionnables, sous l'angle poétique, et les fixe intantanément avec des paroles douces comme des baisers, légères comme l'air, nostalgiques et mélancoliques comme les orgues de Barbarie qui lui sont chères. Il ne sait pas choisir et il sort de là une poésie nombreuse et descriptive à jets intarissables et sans vicissitudes ni réflexions intérieures. Poésie fragmentaire dont le charme s'exhale des découvertes heureuses de la sensibilité, des rapprochements inattendus, des images acrobatiques, de l'impression générique d'une caravane des « Mille et une nuits » et d'un cinématographe d'images réalistes et drôles, justes et incroyables.

Le plus grand nombre de ces écrivains nouveaux furent accueillis par des revues de jeunes, dont les principales sont *la Voce*, fondée par Giuseppe Prezzolini, et *Lacerba*, fondée par Giovanni Papini.

Celui-ci est l'homme de lettres le plus en vogue parmi les jeunes et celui qui a le plus impressionné les Italiens en ces derniers temps, non seulement comme écrivain, mais aussi comme divulgateur des goûts et des attitudes de l'esprit. Il est bien difficile et ce serait certainement long de faire l'histoire des expériences, d'énumérer les œuvres, variable comme il l'est par caractère et par parti pris. Instruit en anthropologie et en psychologie, dilettante en philosophie et en histoire littéraire, se rapprochant de tous les courants du siècle et de toutes les littératures des temps passés, cultivé jusqu'à l'érudition ou léger comme un journaliste, sentimental et cynique, élégiaque et réaliste, cultivant les classiques et le toscanisme, il a été un peu tout et un peu avec tous, restant pourtant toujours lui-même, même quand après avoir voulu la guerre avec ferveur, il s'en désintéressa, s'en lassa, chercha un refuge dans le christianisme et ne vit que là le salut de l'humanité.

Il a compris toutes les exigences de la nouvelle poésie et de l'état d'âme où se trouvaient les élégiaques dans leur faiblesse et leur rebellion à toutes règles, parce que ces exigences, il les a comprises avec une âme de critique qui suit la poésie avec sa conscience. Il est, de toute la génération le plus génial dans le sens romantique du mot, c'est-à-dire le plus prêt à se manifester avec enthousiasme et une grande puissance d'assimilation rapide et d'improvisation.

Il personnifie bien un nouvel aspect de la génération d'aujourd'hui à l'égard de celle qui est passée, c'est-à-dire l'amour pour les idées. Carducci et D'Annunzio étaient des hommes d'imagination et des rhétoriciens; Pascoli non plus ne savait pas raisonner. Les nouvelles générations d'Italie se sont orientées vers la pensée. Il s'est fait ces dernières années une grande consommation de philosophie et de lectures sérieuses. On a étudié les problèmes de l'idéalisme et du socialisme. Quel contraste avec les anciens qui n'en voulaient rien savoir et n'y comprenaient rien ! L'idéalisme italien et allemand, la philosophie de Bergson, le pragmatisme américain ont apporté leurs ondes rénovatrices.

Papini, plus que d'autres, en a tiré des motifs de dilettantisme et de poésie. Les siens sont plutôt des goûts et des préférences de poète et des occasions d'écrire qu'un intérêt plus profond à la vie de l'esprit. Mais, ce qui est bien significatif, c'est que les causes de ces transports ont été plutôt Kant, Spencer et Hegel ou des figures littéraires déjà colorées par des interprétations philosophiques, comme Hamlet et le Juif errant, que les femmes et l'amour, les aventures et les voyages, les intrigues et les intérêts matériels et charnels.

Parmi les autres écrivains, je crois devoir mentionner Ardengo Soffici (né à Rignano sur l'Arno, en 1879), ami de Papini pendant ses batailles artistiques. C'est un type assez curieux de bohème gentilhomme, peintre tout à fait moderne de l'école de Cézanne. Il a évolué jusqu'au cubisme et au futurisme, écrivain plein de couleur et d'esprit qui a enseigné aux jeunes Italiens le goût et la passion de l'impressionnisme et la peinture française moderne, tandis qu'avec ses écrits tout en fragments et en ébauches, et à petites impressions, il reprenait la meilleure tradition toscane, donnant pourtant à ce vêtement un peu provincial un air d'élégance parisienne.

Pierre Jahier (né à Gênes en 1884) est un écrivain de caractère religieux, d'origine protestante (Vaudois du Piémont) qui a su utiliser de la manière la plus originale toutes les innovations de la technique moderne pour se construire un style qui a quelque analogie avec les versets de la Bible. Il y a en lui une humanité profonde et un grand amour pour le peuple italien, surtout pour celui des montagnes dont il a recueilli les chants de paix et de guerre.

Alfredo Panzini (né à Senigaglia, en 1863) est un homme de la génération passée, devenu cependant célèbre pendant celle-ci, et je dirai aussi par le mérite de cette dernière, qui, plus que la précédente, a su reconnaître le talent de cet auteur. Il écrit très purement l'italien et ses meilleures œuvres sont empreintes d'une nostalgique comparaison avec les temps passés, plus sereins que les temps actuels, si troublés, si secoués et immoraux. Les meilleures pages sont celles dans lesquelles, à travers l'Italie, dont l'histoire, le paysage et la poésie lui inspirent des sentiments profonds, il fait revivre avec une imagination sincère les figures et les sentiments passés qui, par la comparaison avec le présent, suscitent l'ironie et le regret. Dans ses livres plus populaires cette tendance à se moquer du temps présent et surtout des femmes et à les critiquer, occupe la plus grande place, au grand dommage du lyrisme plus pur et plus réaliste des autres volumes.

Aujourd'hui les derniers courants montrent une certaine tendance à faire machine arrière. On en trouve l'expression dans une revue, la *Ronda*, dans laquelle la principale figure est celle de Vincenzo Cardarelli, qui veut redonner de la valeur à la construction et à la pensée dans l'œuvre d'art. Cette revue constitue une réaction contre la sensibilité et l'extrême liberté dans lesquelles se complaisait surtout le groupe futuriste, qui, maintenant, est réduit à néant. Y collaborent quelques jeunes déjà mûris et de talent sérieux, comme Antonio Baldini, romain de nationalité, écrivain nonchalant, d'un goût extraordinaire, qui écrit comme s'il était du XVII^e^ siècle, et Emilio Cecchi, critique nerveux et aigu, profond connaisseur de la littérature anglaise dont il acclimate en Italie les dernières productions, comme Chesterton et Belloc. Cette revue est intéressante comme un signe des temps.

La personne qui aurait lu les principaux ouvrages de ces auteurs pourrait dire qu'elle connaît assez la littérature de l'Italie moderne. Mais ces évolutions de l'esprit littéraire ne se sont point produites sans qu'il y eût un changement contemporain de la pensée. Sur tous ces poètes intimes et crépusculaires, ce qui est évident, par exemple, c'est l'influence de la philosophie renaissante de l'idéalisme, qui a été une secousse et a troublé la conscience des jeunes en Italie. La réaction contre le positivisme, le matérialisme, contre la méthode historique qui, dans d'autres camps se manifeste en même temps, fut un signe certain du lien qui se faisait entre les divers événements. Même, s'ils étaient adversaires entr'eux, comme il arriva parmi les jeunes de la nouvelle génération, ils appartenaient véritablement à un même moment spirituel, au même climat intellectuel.

Le mouvement idéaliste a été plus profond, plus original, plus organisé et plus influent par le mérite de Benedetto Croce (né à Pescasseroli, dans les Abruzzes), la tête la plus carrée que l'Italie possède maintenant et qui forme le contraste le plus absolu avec toute la jeune poésie dont nous avons parlé jusqu'ici. Benedetto Croce représente, en effet, l'ordre et l'organisation, la pensée systématique, le respect du passé, le goût de l'étude et de la préparation, vis-à-vis du désordre, de l'imprévoyance, de la variabilité des autres. Il est classique et les autres sont romantiques. Il oppose à leur nostalgie et à leur esprit chagrin, la sympathie pour ce qui est sain et solide, pour ceux qui ont des projets définis. Il réussit à atteindre son idéal.

Benedetto Croce a conçu un système de philosophie, mais surtout il a donné une éducation à la nouvelle génération italienne non orientée du côté de la poésie. Il a réveillé le sentiment du devoir en opposition avec l'égoïsme dannunzien, et le sentiment de l'héroïsme en opposition avec l'enfantillage des pascolistes, et le sentiment de l'exactitude à la critique verbeuse d'un grand nombre d'esthètes.

On ne peut comprendre l'Italie contemporaine si on ne connaît pas Croce, car c'est lui qui a eu la plus vaste influence et qui a formé la jeunesse studieuse. C'est par lui que se sont établies une infinité d'habitudes, des manières de penser et de considérer les problèmes, de donner à la critique une forme nouvelle. Le champ le plus profondément labouré et le plus rigoureusement cultivé fut celui de l'esthétique et de la critique. Mais il s'est aussi occupé avec une versatilité tout italienne des problèmes économiques, de lettres, de politique et de vie morale. Dans la ville de Naples où il réside, il mène une vie de travail méthodique, productif et régulier tout à fait extraordinaire. C'est ce qui explique comment il peut être nommé aujourd'hui ministre de l'Instruction publique, quoiqu'il n'appartienne pas à la politique militante.

Il est désormais traduit dans toutes les langues du monde où il occupe, non seulement en Italie, une place de premier ordre.

A côté de lui il y a des disciples nombreux et solides, mais il faut mentionner surtout la figure significative d'un de ses amis, Giovanni Gentile, philosophe qui, peut-être plus que lui, possède un sens mystique et religieux de la vie, mais qui a dans ses expressions une obscurité qui a longtemps tenu éloigné de lui les nombreux lecteurs de Croce.

A une certaine distance de Croce, mais en partie dans son orbite, quoique plus tard et involontairement il ait été un étendard pour les jeunes qui ne reconnaissaient pas la supériorité de Croce, il y a eu un esprit lucide, un littérateur humaniste en la personne de Renato Serra (né à Cesena, mort au front en 1915). Il a vécu en province, loin des grands centres, il a révélé une telle puissance de goût et de finesse pénétrante qu'il peut être comparé à notre grand de Sanctis. Le principe nouveau de sa critique consistait à ne considérer que les passages des auteurs empreints de la vérité de l'art, négligeant le reste comme étant du remplissage. De cette façon la critique (la critique pure comme on l'appelait) ne donnait aucune importance à l'élément constructeur, au squelette, pour ainsi dire, de l'œuvre, mais seulement à la forme et à celle particulièrement des fragments où se révèle le mieux l'intuition artistique. Ainsi c'était un excellent liseur et sa critique constituait à suivre l'œuvre de poète et à l'analyser avec un goût parfait, avec une sensibilité raffinée, dégustant chaque mot et mettant en évidence la force, la beauté, la couleur et l'harmonie.

Voici les noms et les notices nécessaires pour qui veut connaître un peu la littérature contemporaine de l'Italie, et pour ne pas prendre un livre au hasard sans savoir ce qu'on y trouvera. Aujourd'hui la tendance s'oriente nettement vers l'ordre : ordre dans la forme comme dans la substance. De plusieurs côtés, on se tourne vers le catholicisme, quelquefois dans ses formes précises, plus souvent comme vers un drapeau hiérarchique. Il est curieux de noter que le mouvement socialiste et bolchéviste assez vivace dans certains points de l'Italie (par exemple à Turin où le Groupe du « nouvel ordre » a créé toute une théorie sur les conseils de fabrique) n'ait eu aucune répercussion dans la littérature. La littérature italienne reste, même aujourd'hui, éloignée du peuple. Il y a un travail assez réconfortant pour la culture populaire et l'on peut dire que, dans ces années de guerre, le désir de savoir, la passion de la lecture a pénétré où l'on aurait jamais cru : dans les campagnes, par exemple ; dans les classes moyennes, parmi les femmes et les enfants. On achète beaucoup plus qu'auparavant des livres de tout genre, non seulement des romans, mais aussi des œuvres sérieuses et illustrées. Pourtant il n'y a pas de littérature populaire. La scission, survenue on peut dire au temps de la Renaissance entre le peuple et les écrivains, n'a pu encore être comblée. Et ce problème surgit de nouveau de temps à autre pour retomber bien vite dans l'oubli, bien que ce soit un problème fondamental pour la vie intellectuelle de la nation.

Giuseppe PREZZOLINI.

* * *

La *Revue de Genève*, qui a déjà comme collaborateurs italiens Ferrero et Prezzolini, publiera prochainement des études de Benedetto Croce et Giovanni Papini, ainsi que des nouvelles de Piero Jahier. En attendant, voici quelques références bibliographiques :

Sergio CORAZZINI : « Liriche », Ricciardi, Naples, 1914.
Corrado GOVONI : « Poesie scelte », Taddei, Ferrare, 1918.
Guido GOZZANO : « I colloqui ». Trèves, Milan, 1911.
Piero JAHIER : « Con me e con gli alpini », *La Voce*, Rome, 1919.
    « Ragazzo », *La Voce*, Rome, 1920.
Aldo PALAZZESCHI : « L'incendiario », Milan, 1914.
Giovanni PAPINI : « Un uomo finito », Vallechi, Florence,1 912.
    « Cento pagine di poesia », Vallecchi, 1915.
    « Giorni di festa », Vallecchi, Florence, 1913.
Renato SERRA : « Scritti critici », *La Voce*, Rome, 1920.
    « Esame di coscienza », Trèves, Milan, 1918.
    « Le lettere », *La Voce*, Rome, 1920.
Ardengo SOFFICI : « Arlecchino », Vallecchi, Florence, 1913.
    « Kobilek », Vallecchi, Florence, 1918.
Enrico THOVEZ : « Il pastore, il gregge e la zampogna », Ricciardi, Naples, 1920.
Benedetto CROCE : « Opere », Laterza, Bari, 1903 et suiv.
G. PAPINI et P. PANCRAZI : « Poeti d'oggi », Vallecchi, Florence, 1920.
G. PREZZOLINI : « Discorso su Giovanni Papini », *La Voce*, Rome, 1920.
C. CASTELLANO : « Benedetto Croce », Laterza, Bari, 1920.

POLOGNE

LA QUESTION AGRAIRE. — PRÉDOMINANCE DE L'INTÉRET GÉNÉRAL. LA FRONTIÈRE DE L'EST.

Les conditions dans lesquelles s'effectue actuellement la reconstitution de l'Etat polonais rappellent, sous bien des rapports, les époques analogues de son passé. La Pologne, émiettée à partir du XII^e siècle par le système patrimonial du partage des terres parmi les descendants des rois, ramassa, deux siècles après, ses membres épars et se reconstitua en état indépendant. Entourée de tous côtés par des voisins belliqueux et agressifs, elle arbora hardiment le drapeau de la liberté politique et civique.

En 1430, les Polonais obtinrent la garantie légale de la liberté personnelle *(Neminem captivabimus, nisi jure victum)*, devançant ainsi de deux siècles et demi l'acte anglais de l'*Habeas Corpus* et de plus de trois siècles et demi la Déclaration des Droits de l'homme. Pendant la seconde moitié du XV^e siècle, ils établirent peu à peu le régime parlementaire, et, en 1573, ils instituèrent le régime républicain sous les apparences d'une royauté éligible et non pas dynastique. Les libertés polonaises exercèrent un attrait puissant sur les peuples voisins et c'est par une union volontaire et spontanée que l'Etat polonais s'agrandit. En 1386, la Pologne s'unit à la Lithuanie par un mariage dynastique ; en 1413, cette union prit la forme légale d'une union dynastique régulière et, en 1569, d'une union réelle définitive des deux peuples, liés par des institutions communes. En 1454, les terres prussiennes se soumirent à la suprématie polonaise pour échapper au joug teuton ; en 1561, la Courlande les imita, fuyant la domination de Moscou.

Il n'était guère facile de concilier les intérêts de l'Etat avec le principe de la liberté individuelle, si développé au sein de la société polonaise. La Pologne, fidèle à son système parlementaire qu'ignoraient les autres Etats du continent, était entourée de tous côtés par des monarchies absolues et succomba au XVIII^e siècle à sa tâche aussi glorieuse que périlleuse. Elle fut, selon l'expression d'un auteur français, le premier martyr de la démocratie européenne. Malgré cet esprit démocratique, son édifice politique et social était suranné, la nécessité d'une réforme radicale s'imposait. Aussi, au déclin de son existence, voyons-nous toute une génération d'hommes d'Etat procéder vaillamment à une grande réforme, basée sur la participation de toutes les classes à la gestion des affaires politiques. La constitution du 3 mai 1791, ce testament politique et social de la République, préconisa l'évolution de l'ancien système fondé sur les privilèges d'une noblesse tellement nombreuse (12 % de la population) qu'elle en était devenue une espèce de démocratie. Cependant, les trois Etats copartageants n'admirent pas la régénération de la Pologne qui cessa d'exister comme Etat indépendant, au moment même où elle s'engageait résolument dans la voie des grandes réformes. Après les partages, toute propagande de l'esprit démocratique fut étouffée en Pologne. Ce n'est qu'à l'époque de la grande émigration qui suivit l'échec de l'insurrection de 1830-1831, et qui se dirigea d'abord vers la France, que les Polonais purent répandre leurs idées de progrès. Ils fondèrent en 1832 « la Société démocratique » en France, dont la devise fut « Liberté de la Pologne par la liberté du peuple ». Toutes les tentatives d'établir un gouvernement national en Pologne après 1831 débutèrent invariablement par des décrets d'affranchissement des paysans et d'abolition de tous les privilèges sociaux. Tel fut le manifeste du gouvernement national de Cracovie, le 22 février 1846, et celui de Varsovie, le 22 janvier 1863. Ces proclamations reflétaient sans aucun doute la pensée réelle des classes dirigeantes, ce qui n'empêcha pas les gouvernements copartageants, après l'abolition du servage, de répandre par leurs agents, dans la population rurale polonaise, l'opinion que ces classes désiraient le retour de l'ancienne servitude des paysans et qu'au cas d'une restauration de la Pologne, elles en profiteraient pour la rétablir.

⁂

Lorsque la Pologne, après la guerre, put enfin se reconstituer, elle se demanda si elle allait suivre la voie indiquée par les meilleurs esprits de son passé. Il ne manquait certes pas d'esprits malveillants pour prophétiser que la Pologne ne serait qu'un pays rétrograde, agressif envers ses voisins, et oppresseur dans sa politique intérieure. On connaît depuis longtemps cette méthode que des auteurs français, initiés à l'histoire de la Pologne, comme Marius-Ary Leblond, ont appelée jadis « l'organisation de la calomnie », et dont ils voyaient l'auteur dans le libelliste royal de l'ancienne Prusse. Les trois Etats copartageants ressentaient le besoin de justifier en quelque mesure le crime qu'ils avaient commis. Or, il semble bien que cette action séculaire est loin d'être abandonnée. Certains auteurs, tel un collaborateur de la *Deutsche Politik*, la recommandent plus ou moins ouvertement, sous le nouvel euphémisme « d'offensive morale ».

Il est donc très important de se rendre compte de la politique intérieure du nouvel Etat. La situation de la Pologne, au moment où enfin elle se débarrassait de ses oppresseurs séculaires, était des plus périlleuses. Pour des masses insuffisamment éclairées, passer soudainement de la servitude politique, où elles ne jouaient que le rôle d'instruments passifs du despotisme étranger, à une liberté complète et à une puissance souveraine, a donné lieu plus d'une fois dans l'histoire de l'Europe à des phénomènes d'anarchie spontanée, d'où résultait ensuite un despotisme déguisé sous des formes populaires. Le désarroi russe en est l'exemple le plus récent. Or, les tyrans de la Pologne ont tout fait pour y perpétuer l'ignorance, pour y diviser les classes sociales, en semant surtout les zizanies entre les riches propriétaires fonciers et les paysans, en faisant en un mot usage de tous les moyens propres à maintenir une nation dans un état de faiblesse et de désagrégation complètes.

L'agitation communiste, alimentée par des émissaires de Russie, faisait des progrès inquiétants dans les villes et dans les campagnes. La cherté de la vie et même le manque absolu de certains produits de première nécessité, s'aggravaient d'un mois à l'autre et compliquaient la crise. Le prolétariat des campagnes, si nombreux dans ces pays, commençait à s'agiter d'une façon dangereuse. Les grèves agraires se propageaient avec la force d'une contagion sociale. Les élections au Parlement, en 1919, qui virent les différents partis renchérir les uns sur les autres et prodiguer au peuple des promesses séduisantes, attisèrent l'effervescence générale.

En face d'une situation si grave, le gouvernement polonais adopta une tactique résolue, décidé à conjurer le péril de l'anarchie par le moyen le plus sûr, celui des réformes radicales. Il convoqua une Diète, élue d'après le système électoral le plus démocratique de l'Europe. Les députés du peuple forment à la Diète la majorité absolue, aussi les questions sociales et surtout la question agraire y furent-elles jusqu'ici l'objet de leur intérêt le plus vif. Dès qu'elles sont mises à l'ordre du jour, les débats deviennent ardents, souvent houleux, comme partout où d'importants intérêts de classe s'entrechoquent. Cependant, dès la convocation de la Diète, il fut de plus en plus évident que la lutte sociale quittait les champs et les rues et se transportait dans le domaine parlementaire. D'autres arènes, moins bruyantes, mais importantes aussi, furent les assemblées des institutions rurales et municipales. Les « diétines » des provinces, où les représentants du peuple sont en énorme majorité, ont un caractère démocratique très prononcé. Le législateur et l'administrateur polonais, dans cette phase critique de l'histoire nationale, ont été une fois de plus heureusement inspirés, et ont sauvé la paix intérieure par la hardiesse et la promptitude de leur action réformatrice. En Pologne, sous le régime étranger, chaque essai collectif des ouvriers industriels ou agricoles pour améliorer leur condition matérielle, était traité de révolte politique.

L'Etat polonais, dès ses débuts, en 1917, a rompu radicalement avec ces traditions. Le ministère du travail préparait déjà à cette époque une législation sur les assurances sociales. Plus tard, la Diète vota une loi sur les assurances-maladies destinées aux travailleurs intellectuels aussi bien que manuels. La journée de huit heures fut adoptée. Le ministère du travail, créé par le gouvernement polonais du temps encore de l'occupation allemande, et plus tard la Diète, ont voué une sollicitude particulière aux conditions d'existence des ouvriers agricoles. Sous le triple régime de la Pologne partagée, ils étaient soumis au pouvoir absolu des autorités. L'arbitrage de l'Etat sous la domination russe se réduisait à l'intervention du gendarme qui rappelait à l'ouvrier agricole son devoir, qui était d'obéir passivement, et lui infligeait des coups de crosse ou le mettait en prison. En Pologne allemande, où la législation sociale était la plus avancée, l'ouvrier agricole, jusqu'à l'adoption du nouveau code civil de 1900, était, en vertu de la *Gesinde-Ordnung*, légalement passible de peines corporelles infligées par le patron.

En avril 1918, encore sous l'occupation allemande, le Ministère du travail créa un département spécial pour la protection des ouvriers ruraux. Bientôt, un des actes les plus importants de la Diète polonaise fut la loi sur le règlement des conflits collectifs entre les propriétaires et les ouvriers agricoles. Cette loi, votée au mois de mars 1919, et des décrets supplémentaires ultérieurs mirent sous la surveillance de l'Etat les contrats collectifs du travail et créèrent des commissions d'arbitrage obligatoires. Le pouvoir arbitraire du propriétaire fut ainsi supprimé et en même temps les ouvriers perdirent toute raison de régler les conflits par des moyens illégaux. Le propriétaire n'a plus le droit de congédier l'ouvrier sans motif suffisant. Des inspecteurs du travail agraire veillent à la stricte exécution de ces prescriptions.

Des voix nombreuses ne manquèrent pas de dénoncer ces immenses concessions sociales comme les prodromes d'un bolchévisme imminent. C'est le régime Kerensky, disait-on, et le régime Trotsky ne tardera pas à suivre. Ces prophètes oubliaient que le régime Trotzky fut la conséquence de l'aveuglement du gouvernement tzariste et de son entêtement réactionnaire, plusieurs fois séculaire. En Pologne deux camps étaient en présence, d'une part des propriétaires fonciers syndiqués, d'autre part des unions ouvrières de différents types : socialiste, réformiste modéré (national), confessionnel. Les efforts du gouvernement tendirent à rapprocher ces partis adverses, divisés par l'intérêt de classe. Après de longs et pénibles débats, après cent-dix séances tenues conjointement par les représentants du travail et les représentants de la propriété, avec participation des délégués de l'Etat, un règlement fut signé au mois de février 1920, fixant la situation légale des ouvriers agricoles vis-à-vis des propriétaires. En face du danger bolchéviste, en juillet dernier, cet arrangement fut encore corroboré et complété par un accord supplémentaire. Ce fut un gros succès pour les ouvriers et pour la nation. Tandis que les bolchévistes attachaient de grands espoirs à une révolution agraire qui devait éclater en Pologne au moment de l'invasion, celle-c ne déclencha qu'une résistance spontanée de la nation entièrement unie. Un certain nombre de communistes polonais se déclarèrent solidaires des envahisseurs bolchévistes, mais ils ne représentaient qu'une infime minorité du prolétariat. La supercherie de ces prétendus bienfaiteurs du peuple était par trop manifeste. Selon le témoignage récent de Dittmann *(Freiheit)* il n'y a pas en Russie plus de 604.000 bolchévistes des deux sexes, ce qui ne fait qu'un cent-cinquantième de la population totale. En outre, dans ce nombre-là, il n'y a que 11 % d'ouvriers et 1 % de travailleurs de commerce. Le reste, soit 88 %, sont des fonctionnaires salariés du parti bolchéviste. Ce qui était une révélation pour Dittmann et ce qui ne semble pas encore absolument établi aux yeux de certains milieux occidentaux, était bien connu en Pologne où l'on observe le régime bolchéviste de trop près pour se faire des illusions à ce sujet.

La campagne polonaise fut toujours représentée par les détracteurs de la Pologne comme le pays de l'arbitraire, comme une citadelle de la réaction, comme le paradis des hobereaux. Aujourd'hui cependant, dans le domaine de la législation agricole, la Pologne a devancé les autres nations. La Convention de Washington de 1919 n'a accordé aucune garantie légale dont ne jouissaient les travailleurs de la terre en Pologne.

* * *

La réglementation des rapports entre propriétaires et ouvriers ne représente qu'un côté de la question agraire en Pologne. Un autre, était le morcellement de la grande propriété. La Diète vota en 1919 une loi qui traçait les grandes lignes de cette réforme et, l'été dernier, une nouvelle loi fixait son mode d'exécution. Il s'agissait de remplacer la grande propriété par la petite, qu'on remettait aux mains des gens qui s'occupaient en personne de la mise en valeur de leur terre. Cette loi aura comme conséquence de diminuer le prolétariat des campagnes, en donnant aux paysans privés de terre et aux propriétaires de fermes minuscules la faculté de se procurer des propriétés de dimensions suffisantes. Eloignée de toute idée collectiviste, cette loi, bien au contraire, a pour base la propriété privée du sol, et son effet sera d'en consolider le principe en y faisant participer de plus larges masses. Les socialistes y opposèrent un projet fondé sur la socialisation du sol, mais ce n'était qu'une restriction de théorie, car au moment du vote, ils donnèrent leurs voix aux promoteurs de la loi, de crainte que son rejet n'entraînât un renforcement de la réaction sociale. En vertu de cette loi, un fonds de terre sera créé, destiné au morcellement et composé avant tout des ci-devant domaines de la couronne, des apanages des princes impériaux et des biens de main-morte. Ensuite, on procédera au rachat des terres des propriétaires expropriés. Le maximum qu'une seule personne ou une seule famille pourra posséder dorénavant est, sauf certains cas exceptionnels, de 180 hectares. Les biens qui ont une importance particulière pour l'économie nationale, pourront être soustraits à l'expropriation. L'Etat procédera en premier lieu à l'expropriation des terres mal administrées, des biens qui pendant les années dernières ont plusieurs fois changé de propriétaires, des biens achetés grâce aux profits amassés au cours de la guerre. L'Etat rachètera les propriétés moyennant un maximum la moitié de leur valeur actuelle et fera en outre une défalcation progressive qui peut s'élever jusqu'à 30 % du prix établi, ce qui réduit le montant des sommes touchées par les très grands propriétaires à 35 % de la valeur de leurs biens. Les terres situées à proximité des villes sont exemptées du morcellement, étant destinées à devenir la propriété des communes urbaines ou de l'Etat. Ce sont les invalides de guerre, les ouvriers agricoles ou les propriétaires de petites fermes, voisines du bien exproprié, qui auront la priorité. L'étendue d'une parcelle ne peut surpasser, en règle générale, 15 hectares. Les bénéficiaires jouissent, pour rembourser le prix d'achat, d'un crédit à longue échéance, accordé par l'Etat. Au lendemain du vote de la réforme agraire la Diète consacra un demi-milliard de marks à assurer les opérations de la période la plus rapprochée. Les invalides et les soldats qui se sont distingués dans les luttes pour la libération de la patrie, obtiendront gratuitement leur lot de terre.

La Pologne, décriée naguère comme un pays gouverné par la noblesse, a fait là une réforme agraire, inconnue dans nombre de contrées démocratiques. L'issue pacifique de ce grand conflit social a contribué puissamment à la consolidation de l'Etat polonais, aux heures du danger suprême, qui ne fut conjuré heureusement que par l'effort commun de toutes les classes.

* * *

Si le sacrifice fait par l'individu au profit de la communauté est au point de vue social, le trait essentiel de la démocratie, la Pologne peut à bon droit revendiquer sa place au premier rang des démocraties modernes. La limitation du droit de propriété s'y fait sentir aussi bien dans les villes que dans les campagnes, car les locataires sont protégés très efficacement par la loi. La loi de 1919 restreint sensiblement la faculté du propriétaire d'augmenter les loyers, ceux-ci ne pouvant être augmentés au-delà de 10 ou 50 % comparés aux loyers d'avant la guerre et en proportion de la grandeur du logement. Il est interdit au propriétaire d'augmenter le loyer des locataires indigents. Il est interdit de congédier le locataire, sauf s'il ne paye pas son terme ou s'il trouble la tranquillité de la maison. Même en cas d'insolvabilité, le tribunal, en prononçant la sentence, ajourne son exécution, si le locataire se trouve dans une situation matérielle pénible, et surtout s'il ne peut trouver de travail salarié. L'ajournement cesse, lorsque le locataire refuse le travail qui lui est offert par le bureau officiel de location. Une autre loi décrète le maximum de pièces qu'on peut habiter et soumet à la réquisition l'excédent, au bénéfice des personnes privées d'abri. On n'accorde qu'une pièce par personne. Les familles, même les plus nombreuses, ne peuvent occuper plus de quatre pièces. Cette loi, justifiée par la pénurie des logements et appliquée rigoureusement, porte une atteinte sensible à la liberté individuelle et ne peut être motivée que par la nécessité sociale. L'individualisme outré qu'on attribue généralement aux Polonais a su se plier à la raison suprême du bien public.

L'instruction publique en Pologne, sous la domination étrangère était déplorable. En Pologne russe on comptait avant la guerre 50 % d'illettrés, sans compter les enfants de moins de dix ans. Le pourcentage d'illettrés en Galicie était moindre, mais tout de même énorme : 40 %. En Silésie de Cieszyn, il n'y en avait que 5 %, en Pologne prussienne, le nombre en était insignifiant. Dans le « Royaume du Congrès » sur plus de deux millions d'enfants d'âge scolaire, il n'y en avait que 370.000 qui fréquentaient les écoles publiques, donc à peine un peu plus du sixième. En Galicie, sur 1.400.000 enfants il y en avait 1.100.000, donc plus des trois quarts, qui fréquentaient les écoles publiques.

Il est manifeste que ce manque d'instruction n'était pas dû à l'incurie de la nation polonaise elle-même. Les Russes empêchaient exprès la multiplication des écoles publiques, et entravaient en même temps par tous les moyens le fonctionnement et le développement de l'enseignement privé. Mais aussitôt que les Russes en 1915 eurent évacué le pays, un désir spontané d'instruction surgit, non seulement parmi la population éclairée, mais aussi parmi la population paysanne, qui se mit à fonder des écoles entretenues à ses frais, au prix des plus grands sacrifices. Le nombre des écoliers des deux sexes dans le Royaume a doublé dans l'espace de quatre ans, de 1915 à 1919, et atteignait récemment le chiffre de 850.000. Cet état de choses est encore loin d'être satisfaisant, mais si l'on se souvient que, pendant les trois premières années 1915-1918, la grande guerre sévissait en Pologne, que ce fut aussi l'époque de l'occupation austro-allemande, et que la direction de l'instruction publique n'a passé dans les mains des Polonais qu'à partir de 1917, on a le droit de nourrir les meilleurs espoirs pour l'avenir.

* * *

La Pologne en voie de rétablissement est sous plus d'un rapport une terre inconnue pour les étrangers qui trop souvent sont enclins à lui attribuer des traits fantaisistes, ou bien des défauts réels, mais qui sont antérieurs aux partages. On manque généralement de notions claires et exactes sur les frontières nationales de la Pologne. Les Allemands qui, dans leur propre intérêt, ont si soigneusement étudié avant la guerre l'Europe centrale, ont avoué en 1916 leur surprise devant la prépondérance numérique des Polonais dans une grande partie de la Lithuanie. Rien d'étonnant si les autres peuples du monde, plus éloignés géographiquement, ont souvent à ce sujet des notions absolument erronées.

La frontière orientale de la Pologne n'est pas encore définitivement établie sur toute son étendue. Au mois de décembre 1919, les Puissances lui donnèrent une frontière provisoire administrative, connue sous le nom de « Ligne Curzon ». Cette ligne, dans sa partie septentrionale, coïncide avec la frontière qui séparait après le troisième partage (1795) l'ensemble des terres annexées par la Russie, de celles prises par la Prusse et par l'Autriche. Quant à sa partie sud, elle semble en outre laisser en suspens l'attribution définitive de la Galicie orientale à la Pologne. En choisissant la « Ligne Curzon » comme frontière définitive de l'Etat polonais, on décréterait que toutes les terres arrachées à la Pologne par Catherine II, et qui formaient près des deux tiers de la superficie de la République, sont à l'abri de toutes les revendications polonaises, dussent-elles se baser sur les droits de nationalité et sur la volonté des habitants de ces terres. Aussi l'Acte de décembre réserve-t-il à la Pologne le droit de faire valoir ses titres aux territoires situés plus à l'est. Il est intéressant de rappeler que la Russie, au début de la guerre, n'a pas hésité à proclamer la nécessité d'une réparation du crime des partages, mais qu'en même temps elle déclarait carrément que les terres annexées par Catherine II feraient à jamais partie intégrante de la Russie. « Il y a un siècle et demi que le corps vivant de la Pologne fut déchiré en morceaux, mais son âme ne mourut pas. » Telles étaient les paroles de la fameuse déclaration du grand-duc Nicolas. M. Hanotaux, en citant ses phrases, appela cette proclamation « le magnifique *mea culpa* de l'un des copartageants ». (*Figaro*, 16 août 1914). Or le coupable ne manifestait aucune intention de restituer les morceaux qu'il avait engloutis du temps de la tzarine et, en faisant à la Pologne la promesse fallacieuse d'une autonomie sous le sceptre des tzars, il n'entendait par cette Pologne que les terres échues à l'Autriche et à la Prusse au XVIII^e siècle, car ce n'est qu'en 1815, au Congrès de Vienne, que le Royaume de Pologne fut créé et rattaché à la Russie.

L'adoption invraisemblable de la ligne Curzon comme frontière définitive sanctionnerait l'œuvre de Catherine. Il importe donc d'établir si ces immenses terres, détachées de la Pologne n'ont jamais eu de caractère polonais ou bien si la Russie a su les dénationaliser durant le siècle et demi qu'a duré sa nomination. L'histoire du XIX^e et XX^e siècle a donné plus d'une fois une réponse nette à ces deux questions. Alexandre I^{er} ménageait la nationalité polonaise sur les territoires polono-lithuaniens et les Polonais habitants de ces terres, bien que privés de droits politiques, ont pu néanmoins y développer assez librement leur civilisation et surtout leur enseignement national, grâce à l'esprit patriotique des populations. Vilno, avec son université polonaise, était devenu pendant le premier quart du XIX^e siècle, le centre intellectuel de toute la Russie.

Plus tard, dès l’avènement de Nicolas Ier et surtout depuis la révolution polonaise en 1830, on procéda à la russification acharnée de cette « Russie occidentale ». La persécution en Lithuanie allait, après 1863, jusqu’à défendre de parler polonais dans les rues, les magasins, les théâtres et les gares de chemin de fer. Tous ces efforts n’ayant pas abouti, l’élément polonais sur ces terres semble inextirpable.

En 1915, les Russes évacuèrent ce pays et les Allemands s’y installèrent à leur tour. Comme ils n’admettaient à aucun titre la fusion des différentes parties de l’ancienne Pologne, ils séparèrent hermétiquement le Royaume du Congrès de la Lithuanie et fomentèrent par tous les moyens des scissions entre Polonais et Lithuaniens. Procédant systématiquement à la consolidation de leur domination sur ces territoires, les Allemands y firent en 1916 le recensement de la population qui, cependant, leur donna des résultats inattendus. Le mémoire présenté par von Beckerath au mois de janvier 1917 au haut commandement allemand explique leur surprise. Nous y lisons que « les Polonais constituent une majorité compacte à Vilno et dans les districts environnants. Dans les autres régions, ils forment des minorités importantes. On a sous-estimé à Berlin non seulement l’importance numérique de l’élément polonais, mais aussi sa valeur politique et économique. Les statistiques officielles russes que nous avons trouvées ici et qui ne répondent pas aux exigences scientifiques modernes, avaient sûrement été truquées aux dépens des Polonais, dont la force véritable n’en apparut qu’avec plus d’évidence. Notre recensement de 1916 a démontré que l’importance de l’élément polonais en Lituanie est de beaucoup plus considérable et que les Polonais y sont seuls à détenir les plus précieuses qualités politiques et créatrices. S’il est possible de gouverner sans eux en temps de guerre, il nous semble qu’il serait difficile de gouverner contre eux en temps de paix. Difficile et même dangereux, car les autres nationalités de la Lithuanie ne sauraient devenir un point d’appui sérieux et stable. »

Même en imputant des intentions spéciales à ce recensement allemand, il serait difficile d’admettre qu’elles aient eu pour but d’exagérer la puissance de l’élément polonais en Lithuanie. Or, d’après les données du document en question, il y avait dans la ville de Vilno 70.629 Polonais, 3.690 (trois mille six cent quatre-vingt-dix) Lithuaniens et 1907 Blancs-Ruthènes. Dans le district de Vilno, on comptait 148.200 Polonais (74%), 31.386 Lithuaniens (15%) et 4933 Blancs-Ruthènes (2,4%). On a constaté de même une prépondérance numérique de Polonais dans les autres districts voisins ainsi que dans les districts qui unissent le territoire de Vilno à celui du Royaume du Congrès. Il devient ainsi manifeste, au témoignage des adversaires les plus décidés de la Pologne, que non seulement Vilno a conservé son caractère éminemment polonais, mais que, loin d’être un îlot immergé dans une mer lithuanienne, cette ville est unie au Royaume par des territoires à majorité polonaise. Désormais, il est notoire que l’ancien grand-duché de Lithuanie qui, au moyen-âge, avait agrandi ses possessions par de nombreuses conquêtes, possède de nos jours au centre de son territoire historique et sur une étendue de plus de 40.000 km. carrés, une population polonaise, composée de toutes les classes de la société et formant la grande majorité des habitants. Les Polonais n'en ont jamais douté. En donnant à ce pays, Vilno comprise, le nom de Lithuanie, ils pensaient aussi peu reconnaître ainsi son caractère étranger, que Kosciuszko qui lançait à ses compatriotes « Lithuaniens » un appel en les sommant de s'unir à l'insurrection polonaise, ou que Mickiewicz qui commença sa célèbre épopée nationale par l'invocation : « Lithuanie, ma Patrie ! ».

Lorsqu'en 1916 un Etat polonais rudimentaire fut créé sur le territoire du Royaume du Congrès et, lorsqu'en 1917, à la tête de cet Etat fut placé le Conseil de Régence, les habitants des pays polono-lithuaniens, tout en se rendant compte de la compétence restreinte de ce Conseil, ne l'en considérèrent pas moins comme le symbole de la Pologne renaissante et comme un germe de gouvernement national. Sans tarder ils lui adressèrent des pétitions et requêtes nombreuses, demandant l'incorporation à la Pologne des terres de l'ancien grand-duché lithuanien. Il est établi que le nombre des personnes au nom desquelles furent présentées ces adresses dépassait 150.000. Ces manifestations étaient d'autant plus significatives que de telles démarches ne pouvaient se faire qu'à l'insu des autorités allemandes et que ces adresses ne pouvaient parvenir à Varsovie que par des voies clandestines. La Diète polonaise, dès le moment de sa convocation, reçut des pétitions innombrables de la Lithuanie historique conçues dans le même sens. On évalue à plus de 400.000 le nombre des personnes au nom desquelles furent présentées, en 1919, ces adresses. La volonté de la population se manifesta aussi, toujours dans le même sens, dans les « diétines » locales qui se sont réunies en été 1919 et qui, élues par la population entière sans distinction de classe, ont une importance et une autorité considérables. La « diétine » de Grodno, à elle seule, rassembla 444 délégués élus dans plus de 300 assemblées rurales.

Cette population ne saurait comprendre qu'on puisse statuer sur le sort de son pays en contredisant sa volonté expresse. Les dernières nouvelles, parvenues à ce sujet, semblent indiquer que ces espérances ne seront pas déçues. Il paraît que c'est au plébiscite que les Puissances désirent recourir quant aux territoires polono-lithuaniens. Si ce projet est réalisé dans des conditions qui garantissent l'entière objectivité de cette consultation populaire, la Pologne pourra attendre avec calme l'heure solennelle où ces terres, que la violence et l'intrigue maintînrent longtemps séparées, reviendront enfin à leur mère-patrie.

Jan KUCHARZEWSKI.

LA
CHRONIQUE INTERNATIONALE

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DOIT-ELLE S'ARMER ?

La guerre est-elle une loi sur notre pauvre terre ? On voudrait n'en rien croire et l'on craint que cela soit. Il en serait d'elle comme de ces matières en fusion qu'enveloppe l'écorce terrestre et dont la disparition nous apprendrait la fin de notre petit globe. Toujours prête à exploser dans le tréfond de notre activité naturelle, elle ne disparaîtrait qu'avec elle.

Problème angoissant pour les esprits soucieux de paix. Il reste posé perpétuellement, d'âge en âge. Nul jusqu'ici ne l'a tranché, ni le pouvoir spirituel par la Trève de Dieu ni le pouvoir temporel par les conventions de La Haye. Les peuples unis dans la Société des nations aboutiront-ils mieux demain ?

Au printemps 1919, trois ouvrages qu'il est intéressant à ce propos de rapprocher l'un de l'autre ont paru presque simultanément, œuvres d'esprits très différents, probablement même à certains égards opposés.

L'un est une petite brochure, *Wilson en Europe*, sans nom d'auteur : un comité, le comité des *Opinions suisses* à Genève, en a assumé la publication. Mais sous cette signature collective, la lecture laisse deviner l'inspiration d'un juriste.

Le germe de la guerre, écrit-il, c'est la diplomatie secrète, l'ingérence de petites oligarchies capitalistes dans les affaires de l'Etat, la politique tout entière conçue et menée dans l'intérêt d'une seule classe, voire d'une minime fraction d'une seule classe de la société, le système des alliances, la soif des conquêtes coloniales . . .

D'où cette conséquence que la guerre prendra fin lorsqu'à la diplomatie secrète et aux traités secrets aura été substituée une politique internationale discutée constamment au grand jour, et lorsqu'à l'organisation actuelle de nos sociétés politiques en aura succédé une autre qui rendrait inopérant l'instinct de domination et d'appropriation des hommes au pouvoir ou de leurs inspirateurs.

Le second ouvrage, plus développé, est dû à un naturaliste, M. Maurice Bedot, le directeur du Musée des sciences naturelles de Genève. Il est intitulé : *Essai sur l'évolution du règne animal et la formation de la société.* L'auteur estime que la cause de la guerre ne doit pas être cherchée dans l'état de société, mais bien dans l'établissement de la propriété collective, par quoi il ne faut pas entendre la propriété collectiviste ou communiste mais la possession par une collectivité d'un espace de terrain plus ou moins déterminé. Les seules sociétés animales qui pratiquent la guerre sont celles qui se trouvent dans cette condition là et jamais les autres. Telles les fourmis dont les convois sillonnent incessamment un vaste terrain qu'elles s'approprient pour l'occuper, et chez lesquelles nous voyons non plus seulement des luttes pour la protection de la demeure et de la famille, mais de véritables guerres défensives et offensives entre peuplades appartenant à la même espèce. Les hommes en agissent de même ; d'où la conclusion que la guerre ne cessera que lorsque la société qui, dans son évolution, a eu d'abord à franchir les limites de la famille, aura également renversé, pour continuer son développement, les barrières qui séparent les peuples. Encore faudra-t-il que d'ici là il n'apparaisse pas des caractères différentiels nouveaux entraînant une division spécifique de l'espèce humaine.

Le troisième ouvrage est un volume considérable publié par M. Frank Puaux, un des chefs du protestantisme français. Il nous dit l'activité du général Cavalier, ce chef camisard qui, plusieurs années durant, au début du 18^me^ siècle, mena la guerre dans les Cévennes contre le maréchal de Villars exécuteur militaire de la politique religieuse de Louis XIV. A diverses reprises des pourparlers de paix sont engagés : Laissez nous libres de nous réunir dans nos lieux de culte et d'exprimer nos convictions, et la guerre cessera aussitôt, déclare Jean Cavalier.

D'où cette conséquence que la cause, ou mieux les causes de la guerre doivent être cherchées non seulement dans l'organisation politique des sociétés, dans leurs conditions naturelles et dans le stimulant de leurs besoins ou de leurs désirs matériels, mais dans les domaines de l'esprit, de l'intelligence, de la foi. A ce propos, il n'est pas sans intérêt de constater que si l'homme parait toujours soucieux de vérité, il l'est moins parfois de s'y soumettre. Peut-être même lui préfère-t-il, dans le cours ordinaire des choses, ses désirs, ses suppositions, bref ce qu'il lui est agréable de tenir pour vérité, ou ce que la loi du moindre effort l'encourage à retenir comme telle parce que reçu des générations passées et enraciné par habitude et tradition. Pourtant, s'il est une chose qui doive éloigner la guerre, la seule peut-être c'est précisément la reconnaissance de la vérité, c'est-à-dire la constatation des choses conforme à la réalité. Quand nul ne peut plus se soustraire à cette constatation, c'est-à-dire lorsque la vérité est scientifiquement démontrée, échappant à toute démonstration qu'elle ne serait pas, il ne reste à tous et à chacun, sauf mauvaise foi, qu'à s'incliner devant elle. Avant Galilée, on aurait pu se battre sur la question de savoir si le soleil tournait autour de la terre ou la terre autour du soleil ; l'Eglise en faisait un acte de foi. Qui donc aujourd'hui consentirait à se battre pour ou contre une vérité à laquelle aucune intelligence ne saurait plus se soustraire ? Mais quel développement de l'instruction ne faudra-t-il pas, assisté de quelle tolérance et de quelle diffusion du doute scientifique qui l'encourage, pour que chacun, dans tous les domaines, consente à subordonner à la démonstration de la vérité, donc à la paix, ses intérêts, ses désirs, ses ambitions, ses croyances, ses suppositions chèrement caressées, ses convictions profondes encore qu'irraisonnées, et jusqu'à son ignorance qui couvre tout du manteau de la tranquillité !

Même les opinions les plus soucieuses du règne de la paix deviennent un encouragement à la guerre. Voyez, à titre d'exemple, ce qu'il est toujours advenu jusqu'ici de ce que l'on pourrait appeler le pacifisme parlementaire en France, c'est-à-dire cette hostilité de certains députés contre la préparation des forces militaires, hostilité fondée sur la conviction d'une paix désormais perpétuelle, garantie soit par les progrès de la fraternité des peuples, soit par l'impossibilité pratique — thèse de Jean de Bloch, — d'une entreprise devenue si coûteuse et si nuisible au vainqueur comme au vaincu. Depuis l'origine du régime républicain en France, ces convictions se sont constamment manifestées par les mêmes périodes oratoires. A la veille des guerres de la Révolution, à la veille de la guerre de 1870, à la veille de celle de 1914 le même spectacle s'est reproduit, extraordinaire de ressemblance. Et chaque fois le résultat fut le même. Le voisin, plus près de terre, a conclu que ses ambitions de conquérant allaient se trouver grandement facilitées ; que contre des poètes du pacifisme ses régiments entraînés auraient beau jeu.

Les discussions de la Chambre française des députés avant 1914 sont trop récentes pour qu'il soit besoin de les rappeler ; mais il est intéressant de remonter à celles du Corps législatif, à l'époque où le maréchal Niel réclamait la réforme de l'armée.On n'accusera pas des hommes comme Thiers, Jules Simon, Jules Favre d'être des destructeurs de la famille et des négateurs de la patrie. Sans doute, leur qualité de chefs de l'opposition parlementaire les conduisait à exagérer leur point de vue. Mais s'ils avaient pu croire au péril de la guerre, ils auraient certainement atténué leur hostilité aux précautions militaires qui leur étaient demandées.

Il n'en fut rien. Lorsque le maréchal Niel invoqua les effectifs que la Prusse et l'Italie pouvaient mettre sur pied, il ne rencontra qu'incrédulité : « Ces chiffres sont parfaitement chimériques, déclara M. Thiers . . . Je le demande, a-t-on jamais vu ces forces formidables ?

. . . Je le dis franchement devant mon pays, je ne suis pas partisan de cette loi parce que je crois qu'elle inquiètera la population . . . »

« On nous dit, s'écrie Jules Favre, qu'il faut que la France soit armée comme ses voisins ; que sa sécurité est attachée à ce qu'elle soit embrigadée, cuirassée, qu'elle ait dans ses magasins des monceaux de poudre et de mitraille. *Ma conscience* proteste contre de semblables propositions. » Jules Simon est dans le même état d'esprit : « J'espère qu'on nous rendra cette justice, que toutes les fois qu'il a été question d'organiser ce qu'on appelle la paix armée, on nous a trouvés en travers des mesures proposées pour arriver à ce but . . . Ce qui importe, ce n'est pas le nombre des soldats, c'est la cause qu'ils ont à défendre . . . »

D'après Pierre Lehautcourt à qui j'emprunte ces résumés, Ernest Picard allait plus loin encore et protestait contre l'existence même d'une armée : « Par quelle aberration le gouvernement peut-il songer à chercher les forces de la France dans l'exagération du nombre d'hommes ? Notre amendement porte la suppression absolue des armées permanentes et leur remplacement par les gardes nationaux. »

« Le militarisme est une plaie, proclame Emile Pelletan. Je comprends les pompiers armés en cas d'une invasion ; mais une invasion est-elle possible ? »

Un autre député, Darimont, expliqua qu'il votait contre la loi par suite de « considérations purement philosophiques et transcendentales. »

Il est clair que lorsqu'on en est là, lorsqu'on tient des mots pour des faits et de nobles espérances pour des certitudes, lorsqu'on s'imagine qu'il suffit d'être pacifique soi-même et désireux du bien pour convertir les esprits guerriers et supprimer le mal, lorsqu'enfin on prétend se persuader qu'hommes et peuples ayant tous été tirés de la même pâte il n'est différence entre eux ni de milieu, ni d'hérédité, ni même d'occasions ou de désirs, on est mûr pour toutes les désillusions et toutes les déceptions.

On assiste aujourd'hui, sous une autre forme, au même phénomène. On ne nous parle plus d'une fraternité des peuples qui vient d'être si brutalement contredite par les événements, mais d'une fraternité ouvrière qui dominera les antagonismes des nations. Sa première tentative pratique se traduit par le refus de ravitailler les Polonais en munitions, ce qui ne laisse pas que de surprendre les ouvriers de la Pologne bien placés pour savoir ce que leur prépare la fraternité de Moscou. Ils se demandent à quoi peuvent bien songer leurs frères d'occident pour refuser de les protéger contre les entreprises d'une petite oligarchie despotique qui ne se soutient que par le fer et par le feu.

Très sagement donc, considérant tous ces faits, et tant d'autres dont l'énumération serait longue, le Pacte des nations ne nous entretient pas de paix perpétuelle ; il borne son ambition à une « paix durable ». Relative, cette ambition n'en est pas moins digne d'appui. Pour l'ensemble de l'humanité, le bienfait serait inappréciable déjà d'un plus long espacement des guerres obtenu par la conciliation des conflits les moins violents.

L'autorité morale de la Société des nations suffira-t-elle à l'obtenir ? Pourra-t-elle être si haute qu'elle dominera les causes générales de lutte indiquées ci-dessus ? Le Pacte ne l'a point pensé, et sur ce point encore il a manifesté sa sagesse. Non qu'il faille nier cette autorité morale. On a le droit de penser raisonnablement qu'à la longue elle s'affirmera et se consolidera comme s'est consolidée l'autorité des cours de justice internationales des Etats à constitution fédérative. Tels les arrêts de ces cours, les conseils, sentences et résolutions de la Société des nations seront favorisés par les aspirations à la paix, plus répandues quand même que les vélléités de guerre. Le temps et les expériences aidant, on peut croire que pendant les intervalles de ces grandes crises humaines de malveillance générale qui voient la guerre emporter soudain les obstacles protecteurs de la paix, l'autorité morale de la Société des nations couvrira souvent les peuples désireux de travail et de tranquillité prospère.

Mais encore, pour s'établir, cette autorité aura-t-elle besoin d'une sanction qui la montre armée et capable de ne pas céder devant ceux qui lui seraient réfractaires ou devant des intérêts particuliers hostiles à la soumission. En cette matière, l'on est fondé à soutenir que le Pacte est insuffisant. Les événements dont l'Europe a été le théâtre depuis dix-huit mois peuvent être invoqués à titre de démonstration.

Voici d'abord la question du désarmement de l'Allemagne. Cette puissance ayant été au cours du XIX^{me} siècle la puissance guerrière et conquérante par excellence dont l'attitude a conduit à la crainte permanente d'une guerre européenne et par voie de conséquence à l'état de paix armée, le Pacte a vu dans son désarmement préalable une condition du désarmement général. Ce dernier, considéré comme un début de favorisation de la paix, doit être complété par les échanges d'informations des Etats membres de la Société sur l'état de leurs armements.

On sait assez à quels obstacles s'est heurtée l'application de cet article initial du programme de la paix, et avec quelle opiniâtreté le gouvernement de Berlin s'est efforcé d'écarter son engagement et d'en dissimuler l'inexécution. Quelle sera la situation de la Société des nations en semblable occurence, en présence d'un Etat qui recommencerait des armements précurseurs d'une guerre ? A quels Etats proposera-t-elle le mandat de le contraindre, c'est-à-dire d'envoyer leurs citoyens à la bataille ? Il y a beaucoup de chances pour que ceux-là seuls l'acceptent qui se sentiront directement menacés ou intéressés et qui, par conséquent, verront dans cette guerre moins celle de la Société que la leur qu'ils ne termineront qu'à leur convenance, lorsqu'ils s'estimeront protégés par l'écrasement suffisant de l'adversaire et assurés des réparations qui leur seront dues. Comment la Société des nations s'y opposerait-elle, sans forces et sans commandement effectif. Rien ne sera changé ; nous assisterons de nouveau à un conflit d'Etats rivaux, non à la lutte du droit de tous destinée à soumettre, au nom de tous, l'Etat violateur de ce droit.

Cette lutte-ci, la seule dont on devrait pouvoir dire qu'elle constitue la guerre juste, la Société des nations doit être en mesure de la conduire avec ses forces à elle, dans l'intérêt général, restant ainsi en situation de décider le moment où elle doit cesser, une victoire suffisante assurant le retour du droit.

Mais le Pacte ne prévoit-il pas le blocus économique ? dira-t-on. Le blocus n'est-il pas la sanction la plus redoutable, donc la plus efficace ?

Quelle illusion ! Examinez les plus récents événements. Que nous enseignent-ils ? Pense-t-on que le gouvernement de Moscou aurait imposé des conditions de paix moins dures à la Pologne, à l'heure où il croyait tenir le succès, si l'Angleterre qui l'en menaçait avait décrété le blocus ? De quel effet celui-ci pouvait-il se flatter ? Les importations de la Russie ne sont-elles pas déjà, sans aucun blocus, réduites à la part la plus congrue, et ses exportations n'ont-elles pas cessé ? Actuellement, la Russie s'est mise elle-même en l'état de blocus, et personne ne fera jamais mieux en ce genre.

Bien plus. Admettons le fonctionnement du blocus. La victoire russe aurait englobé la Pologne dans les limites de l'oligarchie soviétique ; les troupes rouges l'auraient occupée. Bloquerai-t-on la victime pour bloquer les coupables ? Le blocus serait-il celui de la Pologne comme celui de la Russie, et acheverait-il dans la famine les malheureux Polonais qu'il devrait protéger ? Belle justice et bien faite pour instaurer le prestige du droit humain représenté par la Société des nations !

Le blocus n'est rien devant une armée forte et mobile à qui des approvisionnements suffisants permettent la victoire avant qu'il ait agi. C'est une sanction très lente opposée à la sanction rapide du canon. Si les Allemands avaient battu les Alliés sur la Marne, quel sens aurait eu le blocus ? Trois années ont été nécessaires pour qu'il opérât, trois années et les victoires du maréchal Foch. Ludendorff l'eût-il emporté dans l'offensive d'Amiens, le blocus lui-même, tout avancés que fussent ses résultats, étaient condamné ; en trois semaines, le succès des armes reléguait dans le magasin des accessoires cette sanction de trois années.

On l'a dit cent fois : à très long terme, et pénétrant peu à peu le cœur de chaque individu, la morale trouve en elle même sa sanction. La conscience est sa force. Le droit, lui, veut le gendarme ; il n'existe pas sans cela. Si la Société des nations doit être la représentante du droit aux yeux des peuples, qu'on lui donne sa gendarmerie. La cour de justice et une gendarmerie, ce sont les premiers de ses besoins. Si non qu'on lui donne des béquilles.

Au fond, tout se résume en un mot de Pascal : La force doit être juste, mais il faut que la justice soit forte.

Colonel FEYLER.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

L'attitude de la Société des nations à l'égard des Associations internationales s'affirme de plus en plus conciliante. La section des Bureaux internationaux que dirige M. Inazo Nitobe ne s'est pas contentée de publier une liste de ces associations. Elle envoie aujourd'hui à chacune d'entre elles un questionnaire pour se renseigner sur leur principe, la composition de leur comité, leur puissance représentative et financière. Si les réponses à ce questionnaire ne vont pas simplement grossir des dossiers, si elles sont le prélude d'un contact plus étroit entre la Société des nations et les Associations internationales les plus vivaces, on peut attendre les meilleurs résultats de cette politique de conciliation.

Rien de plus typique à cet égard que la commission internationale de statistique constituée le 19 mai 1920 et qui s'est réunie pour la première fois à Paris le 12 octobre. Sur 25 membres 15 sont des représentants de bureaux internationaux constitués pour la plupart bien avant la fondation de la Société des nations. Ce sont :

3 représentants de l'Institut international de statistique et de son office permanent ;

2 représentants de l'institut international d'agriculture ;

2 représentants du bureau international du travail ;

1 représentant du bureau international des statistiques commerciales ;

1 représentant du bureau international du commerce ;

1 représentant de la chambre internationale de commerce ;

1 représentant du comité permanent des assurances sociales ;

1 représentant de l'office international d'hygiène ;

1 représentant de l'union postale universelle ;

1 représentant du bureau international de l'union télégraphique.

Faut-il rappeler aussi la collaboration étroite de la Société des nations avec le Comité international de la Croix-Rouge pour le rapatriement des prisonniers et avec la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge pour la lutte contre le typhus ?

Quelle ne sera pas la force de la Société des nations, si elle persévère dans cette voie et associe résolument à son action les 4 ou 500 bureaux internationaux publics ou privés.

D'ailleurs la Société des nations ne s'appuie-t-elle pas elle-même sur une association internationale ouverte à tous, sans caractère intergouvernemental. Du 10 au 16 octobre, s'est tenue à Milan une conférence des associations qui ont pour objet le progrès de la Société des nations. Les pays représentés auraient dû être logiquement au nombre de 39, mais en fait, il n'y avait que 17 délégations, toutes très importantes d'ailleurs, la délégation française à elle seule comptant 29 personnes et la délégation italienne plus de 50. La Chine et le Japon comptaient chacun une dizaine de délégués. Les Etats-Unis n'étaient pas représentés. La « Famiglia Italiana » qui constitue la société italienne de propagande pour la Société des nations, s'est fondée dès l'automne 1918 sur l'initiative d'un groupe de mutilés de la guerre, ce qui montre bien le caractère privé de ces associations.

Le Congrès de Milan, quatrième assemblée de la fédération, discuta entre autres questions le choix du siège du Bureau central et l'entrée des anciens Etats ennemis dans la Société.

Pour le siège de l'Association, trois villes étaient proposées, Paris, Bruxelles et Genève. Paris, qui avait été mis en première ligne par la Commission compétente fut écarté pour ne pas donner prise à l'opinion que la Ligue des nations n'est qu'une Ligue des Alliés. Bruxelles fut adoptée par 13 voix contre 3 (Angleterre, Norvège et Pays-Bas) et une abstention (Chine). Genève ne fut pas même mise au vote, ce qui provoqua la protestation d'un délégué anglais. Sans vouloir admettre que Genève aurait pu obtenir un plus grand nombre de voix que Bruxelles, l'assemblée passa à l'ordre du jour. Sans doute voulait-on laisser à la capitale belge, à défaut d'être le siège de la Société des nations, la consolation d'être le siège des sociétés de propagande en faveur de la Société des nations.

La question de l'entrée des centraux dans la Société des nations a fait l'objet d'une chaude discussion. La délégation italienne avait présenté la résolution suivante :

« Le Congrès exprime le vœu que, dans l'intérêt d'une paix véritable, tous les Etats, petits ou grands, y compris les ex-ennemis, soient admis sans nouveau délai à faire partie de la Société des nations.»

Ce vœu, soutenu par un délégué anglais, combattu par un délégué français et un délégué russe, a été finalement adopté avec un amendement présenté par la délégation polonaise et ainsi conçu :

« Pour faciliter la réalisation de ce vœu il serait désirable que les garanties demandées par le pacte fussent préalablement fournies. »

Pendant ce temps, à Munich (12 octobre), la ligue allemande en faveur de la Société des nations se réunissait sous la présidence de M. Bernstorff et pesait les chances de l'Allemagne d'entrer dans la Société des nations.

Quelques jours auparavant le IXe congrès pacifiste tenu à Brunswick le 1er octobre groupait des représentants d'Allemagne, d'Autriche allemande, de Suisse et de Turquie, et comme le congrès de Milan, étudiait les moyens d'empêcher l'entretien des haines entre Etats.

* * *

Dans le courant d'octobre de nombreuses réunions internationales ont traité des relations directes entre les hommes, par delà les frontières de leurs pays respectifs.

C'est d'abord le VII^e Congrès de l'Union postale universelle tenu à Madrid le 1^er octobre et jours suivants. L'Union postale est une des plus anciennes et des plus importantes institutions internationales existantes. Elle englobe tous les pays du monde et son action s'étend sur 1 milliard 684 millions d'habitants. Depuis sa fondation, en 1874, elle a tenu six congrès, à Berne, à Paris, à Lisbonne, à Vienne, à Washington et à Rome.

Le Congrès de Madrid a été ouvert par le roi d'Espagne.

Le parlement espagnol a voté un crédit de 4 millions de pesetas pour les fêtes qui devaient être données en cette occasion. Si l'on considère que le congrès précédent, celui de Rome, n'a pas duré moins de 56 jours, on comprendra qu'il est trop tôt pour parler ici des décisions prises par cette importance assemblée qui n'aura peut-être pas encore clos ses débats à la fin du présent mois.

A Washington s'est tenue une Conférence internationale des câbles sous-marins. Les Etats-Unis ont proposé d'internationaliser les îles Yap, par où passent plusieurs lignes sous-marines.

A Paris, c'est une conférence internationale des transports et formalités douanières, passeports, etc., qui s'est réunie sous les auspices de la Société des nations, groupant les délégués de 22 Etats ; à Prague une conférence internationale des chemins de fer, comprenant des représentants de l'Allemagne, de la Yougoslavie, de la Roumanie, de l'Autriche et de la Hongrie. Cette dernière conférence, limitée à un petit nombre d'Etats, peut être comparée à la conférence internationale du Danube qui depuis plus d'un mois, poursuit ses travaux pour la réglementation de la navigation et du stationnement sur ce fleuve.

La situation économique mondiale a fait l'objet de deux conférences successives dans le Caxton Hall à Westminster. La première (5-7 octobre) était une conférence libre échangiste convoquée par le Cobden-Club de Londres. La Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas, l'Autriche, la Hongrie, la Suède, le Japon, la Pologne, la Finlande, la Yougoslavie et la Russie avaient envoyé des délégués. Il est à craindre que le libre échangisme préconisé par la plupart des esprits clairvoyants pour la restauration économique ne réussisse pas encore de longtemps à vaincre le protectionnisme plus fort que jamais en maints Etats. La 2^me conférence économique internationale qui succéda à la conférence libre-échangiste était convoquée par le *Fight the Famine Council.* Les représentants allemands y plaidèrent la cause de leur pays, demandant des crédits pour l'achat des matières premières. Ils firent valoir l'accumulation d'objets manufacturés dans les stocks, notamment des chaussures. Il est certain que les possibilités d'exportation sont grandes. A la foire internationale de Trieste, ouverte le 9 octobre, les exposants allemands avaient déjà écoulé 300 wagons de matériel industriel avant même le jour d'inauguration.

Au point de vue industriel l'accord signé à Berne le 30 juin dernier pour la conservation et le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre a été ratifié le 30 septembre. L'Allemagne, la France, la Pologne, la Suède, la Suisse, la Tunisie, la Grande-Bretagne, le Maroc ont adhéré à cet accord. On attend encore la ratification des Pays-Bas, du Portugal et de la Tchéco-Slovaquie.

A La Haye, le Comité central de l'Alliance coopérative internationale a tenu ses assises en vue de la préparation du congrès coopératif international qui doit avoir lieu à Bâle, en 1921. Etaient représentées la Grande-Bretagne, la Belgique, la France, l'Allemagne, la Suisse, la Russie, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, la Tchéco-Slovaquie, la Géorgie, l'Arménie. C'est la première fois que les Allemands assistaient à une réunion internationale. A Genève, les autres nationalités avaient déjà exposé leur point de vue au sujet des responsabilités de la guerre. Malgré l'invitation pressante des délégués belges, les délégués allemands se sont refusé à faire aucune déclaration à ce sujet. La question sera reprise au prochain congrès international. Le gouvernement de Moscou, qui a mis la main sur toute l'organisation coopérative russe a demandé à l'Alliance internationale de destituer les représentants du Centrosoyus. Unanimement les membres de l'Assemblée de La Haye ont repoussé ces prétentions. L'Assemblée s'est élevée contre le blocus et en a réclamé la levée, tant dans l'intérêt de la population russe que dans celui de tous les pays.

* * *

Les réunions professionnelles ont été rares. Signalons seulement une conférence internationale des artistes et musiciens et un congrès de 600 notaires belges, français, anglais, hollandais et luxembourgeois qui se sont succédé à Bruxelles à la fin septembre et au début d'octobre. Aucun délégué des Etats centraux n'assistait à ces réunions.

* * *

Sur l'initiative de M. Léon Bourgeois, président du Comité national français de défense contre la tuberculose, les associations antituberculeuses des Etats-Unis et des Etats adhérents à la Société des nations ont été invitées à envoyer des délégués à Paris le 17 octobre et jours suivants pour constituer une union internationale. A vrai dire il existait déjà depuis 1902 une Association internationale contre la tuberculose dont le siège était à Berlin, qui publiait un périodique mensuel, *Tuberculosis*, et qui préparait les conférences internationales. Néanmoins, les représentants étrangers sont venus nombreux en France, d'Ecosse, de Belgique, des Pays-Bas, d'Espagne, des Etats-Unis, d'Italie, de Norvège, du Japon, de Roumanie, de Suède, de Suisse, de Yougoslavie, etc. Une Union internationale a été fondée dans le but : 1° d'établir un lien fédératif entre les œuvres et les institutions nationales de lutte contre ce fléau dans les divers pays du monde civilisé et de coordonner les efforts des œuvres et associations antituberculeuses des diverses nations; 2° d'étudier la législation comparée des lois et règlements relatifs à la tuberculose et à tous les problèmes d'hygiène sociale qui s'y rattachent ; 3° de recueillir et faire connaître aux organisations nationales adhérentes des renseignements sur toutes les questions concernant la défense sociale contre la tuberculose. Le siège de cette union sera Genève et ses membres se réuniront une fois chaque année dans l'une des capitales des pays qui la constituent. Elle se composera de membres conseillers désignés par les organisations nationales antituberculeuses des Etats, de membres titulaires élus par le conseil de direction de l'Union sur la présentation des organisations nationales ou des gouvernements adhérents et de membres d'honneur élus par l'assemblée générale sur la proposition du conseil de direction.

L'Union se réunira à Londres en 1921, en vue d'établir son organisation budgétaire et administrative.

A Genève, l'Union internationale de secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre a réuni les représentants des Comités centraux de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de Suède, d'Allemagne, des Pays-Bas et de Suisse. Des comités nouveaux viennent de se constituer en Arménie, en Turquie et en Finlande. Un appel sera lancé incessamment pour venir en aide aux enfants de l'Europe et du Proche Orient si durement éprouvés. La collecte des églises catholiques, protestantes et orthodoxes qui avait eu lieu le 28 décembre 1919 sera sans doute renouvelée le 28 décembre 1920.

Les 23, 25 et 26 octobre s'est tenu à Milan un congrès national et international d'assistance à la jeunesse. Les congressistes étaient surtout italiens, mais quelques étrangers de marque étaient venus à Milan pour cette réunion, le Dr Max Winter, vice-bourgmestre de Vienne et plusieurs docteurs autrichiens et suisses, M^{me} P. Luisi de Montevidéo, etc. M. Max Winter parla de l'internationalisation de certains sanatoriums pour enfants et annonça que l'institut ouvrier viennois désirait prochainement accueillir dans la colonie scolaire établie dans l'ancien palais impérial de Schœnbrunn, 50 enfants italiens. Faut-il en conclure que l'Autriche qui, depuis tant de mois, envoie des enfants amaigris par les privations à tous les coins de l'Europe, dans les pays scandinaves, aux Pays-Bas, en Angleterre, en Belgique, en France, en Espagne, en Suisse, en Italie, est maintenant en mesure de les nourrir et peut même hospitaliser des enfants étrangers ? S'il en est vraiment ainsi, il faut se féliciter de cette heureuse nouvelle qui permet de croire l'Autriche en bonne voie de restauration économique, et qui laisse entrevoir le temps où les équipes charitables de toutes nationalités réunies à Vienne pourront partir pour des pays plus éprouvés.

ETIENNE CLOUZOT.

ÉDITORIAL

Ce n'est pas se montrer sceptique que de s'intéresser surtout, dans cette fameuse assemblée de Genève, aux contrastes humains, à ce qu'un naturaliste appellerait les variétés de l'espèce. Nous sommes très sensible à la grande pensée de concorde qui anime tant de délégués, mais nous ne pouvons faire abstraction de leurs différences : elles éclatent jusque dans la manière dont ils conçoivent leur unanimité. La Société des nations entretiendrait une fâcheuse équivoque si elle laissait croire que les hommes sont tous pareils ; elle deviendrait elle-même une équivoque. Puissent ses législateurs n'être pas des unitaires à tout prix : puisse le sens du relatif inspirer les discussions de l'assemblée.

Au lendemain précis de la guerre, il était bon, il était nécessaire d'apporter aux âmes encore frémissantes, des paroles aussi frémissantes qu'elles. La grandiloquence du discours, l'espérance d'une régénération totale, l'appel à l'utopie étaient de saison. A la haine universelle, seule l'universelle fraternité pouvait faire contrepoids. Impossible de boucler le grand drame en quelques froides sentences, comme un notaire rassis rédige le contrat d'un mariage de raison. Et l'on vit le mysticisme, en même temps qu'il se formulait dans le projet d'une ligue des peuples, s'incarner dans le bolchévisme. Toutes les passions flottant sur le monde, comme les gaz délétères sur le champ de bataille, réclamaient l'infini, l'absolu pour se satisfaire.

Mais aujourd'hui ? Le mysticisme anarchique a évolué en Orient, nous voulons dire en Russie, comme on pouvait s'y attendre, vers ses fins naturelles du crime, de la destruction et de la folie. Quant au mysticisme occidental de la fraternité, il s'est évaporé, comme on pouvait également le prévoir. Car l'amour est une émotion individuelle. Il n'y a pas d'amour entre les peuples. On le constate au relâchement actuel des alliances, à ce retour aux égoïsmes nationaux que chaque Etat reproche à son voisin tout en y obéissant. Le souvenir du sang versé en commun ne scelle pas la fidélité, et pas davantage le souvenir des divinités invoquées ensemble à l'heure du combat : Justice, Liberté, Droit des Peuples, etc. Le ciel de la paix est moins peuplé d'anges que les nuées de la guerre.

Néanmoins, si la Société des nations ne saurait recréer les hommes sur un type unique, ni s'appuyer sur des enthousiasmes populaires maintenant atténués, son rôle est magnifique d'instituer progressivement la tolérance, le souci de se comprendre réciproquement, la volonté d'assurer *à tous le moyen matériel d'exister. Elle a cessé d'être une entreprise chimérique pour devenir un organe d'entre-aide pratique. Déjà les résultats qu'elle a obtenus en divers domaines témoignent d'un programme positif, réalisé par étapes. Voilà qui est de bon augure. Ne rêvons pas d'une cathédrale, mais d'une chambre de compensation. Pas de prophéties : des accords raisonnables conclus par des hommes lucides. Pas d'espéranto idéologique. De la psychologie appliquée. Et même la paix finira par s'établir, si l'on en écarte toutefois un grand nombre de pacifistes.*

Voilà pourquoi nous observons d'un œil attentif la multiplicité des délégués et pourquoi nous souhaitons qu'elle s'affirme. L'opposition des caractères ethniques amènera peut-être le ton des débats à certaines vivacités : alors l'on sentira mieux passer, dans la salle, le vent salubre du réel. Le grand danger qui menace les institutions nouvelles, c'est un internationalisme fade et théorique, oratoire, conventionnel, et qui, à la faveur des malentendus et des illusions, finirait par provoquer une guerre de plus. Les patries sont un fait. Et un fait bienfaisant. Qu'elles s'expliquent, qu'elles collaborent — l'avenir est là. Mais qu'elles ne renoncent ni à leur génie propre, ni à leur destinée personnelle.

Robert DE TRAZ.

NOTES

Théâtre Pitoeff. — Depuis plusieurs années, M. Georges Pitoeff, acteur remarquable et l'un des premiers metteurs en scène de notre temps, poursuit à Genève une œuvre unique. Dans un très petit théâtre, mais dont son imagination sait tirer parti, avec une troupe peu nombreuse, mais qu'il anime de sa ferveur, il monte des pièces étranges, émouvantes, imprévues, qu'il choisit dans tous les pays du monde. Son répertoire va de Tchekow à Claudel, de Bernard Shaw à Goldoni, de Synge à Heyermans, de Gogol à Sacha Guitry, de Przybysewsky à Rabindranath Tagore. L'univers défile sur son tréteau.

La saison qui s'ouvre offre de belles promesses. S'il est, dans la liste de Pitoeff, des ouvrages moins séduisants que d'autres — tels la *Tragédie Royale* de l'ennuyeux Saint-Georges de Bouhélier — nous relevons avec un vif intérêt le *Mangeur de rêves*, de Lenormand, *L'Amour du prochain*, d'Andréiew, *Au seuil du royaume*, de Knut Hamsun, *A cheval vers la mer*, de Synge, *Peer Gynt*, d'Ibsen, *La danse de la mort*, de Strindberg, *Fiançailles*, de Maeterlinck, *César et Cléopâtre*, de Bernard Shaw, et enfin, sans vouloir tout citer, l'*Eventail*, de Goldoni, *Mesure pour mesure*, de Shakespeare, et la *Dévotion à la Croix*, de Calderon.

Il est peu de théâtres en Europe où l'on montre plus d'audace à tenter l'aventure, plus de curiosité intellectuelle, plus d'invention dans la mise en scène et la décoration. Son public habituel, composé surtout de femmes, d'étudiants, d'écrivains et d'artistes, auxquels se mêlent quelques snobs, applaudit à ces efforts ou bien, désorienté, se refuse et témoigne d'une farouche indifférence. Ce n'est pas le moindre attrait de ces spectacles, qu'on s'y amuse de la salle autant que de la scène.

* * *

LES AMIS DE BENJAMIN CONSTANT. — Diverses publications récentes ont ramené l'attention publique sur l'auteur d'*Adolphe*. A une époque qui révise les jugements littéraires portés sur le XIX^e^ siècle et met à son rang, le premier, un Stendhal, il n'est pas moins nécessaire de rendre justice à cette grande intelligence sérieuse, à cet esprit original, vif, sarcastique, à ce romancier d'une lucidité bien rare, à cet analyste non romantique — malgré M. Pierre Lasserre — que fut Benjamin Constant. La *Revue de Genève* se devait de servir activement la mémoire de son illustre compatriote. Voici ce que nous comptons faire :

Nous publierons ici, à intervalles irréguliers, une chronique constantienne qui donnera des lettres et des textes inédits de Benjamin Constant, qui signalera ce qui s'écrit sur lui, pour l'attaquer ou le défendre, qui tâchera de préciser son influence, qui notera les rééditions, etc. Cette chronique sera rédigée par divers écrivains.

Puis nous constituerons les *Amis de Benjamin Constant*, simple groupement sans président, ni secrétaire, qui réunira tous ceux qu'une même déférence pour *Adolphe* rend sympathiques les uns aux autres. Il suffira d'envoyer son adhésion à la *Revue de Genève*, avec la somme de 30 francs, contre laquelle on recevra plusieurs fois par an, en tirage à part, sur papier de Hollande, les chroniques constantiennes. Etant donné que ces chroniques comporteront des inédits de Constant, des inédits de contemporains à son sujet, que leur tirage sera strictement limité, que l'impression sera faite sur papier de luxe, nous pensons que notre idée intéressera les amateurs de littérature et d'éditions choisies.

* * *

UN ROMAN INÉDIT DE TOURGUENIEFF. — On nous signale la publication possible, probable, d'un roman inédit de l'auteur de *Fumée*. Celui-ci aurait donné son manuscrit à M^me^ Pauline Viardot, à la condition que les héritiers de la célèbre cantatrice l'éditeraient dix années après sa mort. Or, M^me^ Viardot est décédée à Paris en 1910, à l'âge de 89 ans. Nous sommes en 1920, et pour peu de temps encore. Qui sont les héritiers de M^me^ Viardot, et se trouvent-ils vraiment dépositaires d'un si précieux manuscrit ?

* * *

UNE EXPOSITION INTERNATIONALE DE PEINTURE. — Nous apprenons qu'en décembre 1920 s'ouvrira à Genève, au Palais Électoral, une importante exposition internationale de peinture, sculpture, gravure, et arts décoratifs. Les intentions de promoteurs sont « de donner de l'envolée aux tendances nouvelles... qui sont nées ou transformées après cinq années de guerre. Le bouleversement universel n'a pu entraver la marche ascendante (?) de l'art. » Il s'agit également de « libérer l'art de toute spéculation mercantile, de l'affranchir de toute contrainte.» C'est, nous dit-on encore, « un geste de solidarité ». L'exposition se transportera ensuite à Paris, Londres, Munich, et Bruxelles.

Ce qui nous plaît plus encore que le lyrisme du programme, c'est la liste des exposants. Nous y relevons, pour la France, les noms de MM. Matisse, Luc-Albert Moreau, Valtat, Signac, Dunoyer de Segonzac, Bonnard, Picasso, Joseph Bernard, Marque, Bourdelle. La Belgique sera représentée par MM. James Ensor, Fabry, Victor Rousseau, Schirren, Dellerk, la Hollande, par M. Doesburg, la Serbie par M. Pechitch, la Pologne, par M. Kachinsky, etc. Sans compter tous ceux qui s'ajouteront encore. La Suisse sera principalement représentée par MM. Angst, Barraud, Haller, etc.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. Bouraine, le « Rivage », Chambésy, Genève.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de Belgique :
Franz Hellens : *Mélusine* (Editions de la Voile rouge, Bruxelles).
d'Italie :
Giuseppe Prezzolini : *Domini 22 e Città* 3 (Vallecchi, Firenze).
de France :
Régis Michaud : *Mystiques et réalistes anglo-saxons* (Colin, Paris).
Dr Mahokian : *Demos* (Bossard, Paris).
Jean Desthieux : *La leçon de Pyrrhus* (Bossard, Paris).
Robert de Souza : *Terpsichore* (Crès, Paris).
Francis Eon : *La Vie continue* (Edition du Divan).
Etienne-Fournol : *Les volets du diptyque* (Berger-Levrault, Paris).
Maurice Gervais : *La lumière qui n'est plus* (Société mutuelle d'édition, Paris).
Henri Crozat : *La Cité idéale* (Besson, Paris).
Graça Aranha : *Malazarte* (Garnier, Paris).
de Suisse :
Colonel Feyler : *La campagne de Macédoine* (Editions Boissonnas, Genève).
Alice de Bary : *Le feu dans l'âtre* (Payot, Lausanne).
Dr Alf. Fried : *Mein Kriegstagebuch* (Rascher, Zurich).
Ernest Robert : *Voyages au Canada français* (Atar, Genève).
Paul Banderet : *Vieux souvenirs* (Francke, Berne).
d'Angleterre :
Conal O'Riordan : *Adam of Dublin* (Collins Sons, Londres).
Frederick Niven : *A Tale that is told* (Collins Sons, Londres).
d'Espagne :
Almanac de la Revista (Corts Catalanes, Barcelone).
J. M. Lopez-Pico : *Dietari Espiritual* (Barcelone).
J. Farran I Mayoral : *Lettres à una Amiga estrangera* (Barcelone).
Joaquin Folguira : *Les Noves Valors de la Poesia catalana* (Barcelone).
du Mexique :
Luis G. Urbina : *Pœmas selectos* (Mexico).
Manuel M. Ponce : *Cultura* (Mexico).

801

LA REVUE DE GENÈVE

DÉCEMBRE 1920. N° 6.

DIRECTEUR: ROBERT DE TRAZ
ADMINISTRATEURS:
PAUL CHAPONNIÈRE; ALFRED NICOLE

POUR LA PUBLICITÉ, S'ADRESSER A
PUBLICITAS S.A., CORRATERIE, 15, GENÈVE

ABONNEMENTS: SUISSE: Un an, Fr. 36.—; Six mois, Fr. 19.—; Trois mois, Fr. 10.—. Prix du numéro, Fr. 4.— :: AUTRES PAYS: Un an, Fr. 44.—; Six mois, Fr. 23.—; Trois mois, Fr. 12.—. Prix du numéro, Fr. 4.50. :: La REVUE paraît le 15 de chaque mois. :: Reproduction et traduction des oeuvres publiées par la REVUE DE GENÈVE interdites pour tous pays. :: Les ouvrages envoyés pour compte rendu doivent être adressés à la REVUE DE GENÈVE en double exemplaire. —— Les manuscrits ne sont pas retournés. Les auteurs non avisés dans le délai de deux mois de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la REVUE où ils restent à leur disposition pendant un an. —— Toutes demandes de changements d'adresses, doivent être accompagnés de 1 franc en timbres-poste ou mandat. :: :: ::

Les abonnés qui désireraient recevoir les numéros de LA REVUE DE GENÈVE *rognés* voudront bien nous en faire la demande.

ADMINISTRATION: 46, RUE DU STAND, GENÈVE
TÉLÉPHONE 93-11. CHÈQUES POSTAUX: I. 1778

LA REVUE DE GENÈVE

CHRONIQUES NATIONALES DE LA REVUE DE GENÈVE

Allemagne.	F. W. Förster. von Prittwitz-Gaffron.
Amérique latine...	Robalino Davila. Alfonso Reyes. Ronald de Carvalho M. Oliveira Lima.
Angleterre.	C. E. Bechhofer. Edward Shanks.
Autriche....	Joseph Redlich.
Belgique....	Louis Piérard.
Etats-Unis..	John Erskine.
Espagne....	Ad. Salazar.
France....	Daniel Halévy. Edmond Jaloux.
Grèce......	André Andreadès.
Hollande....	Hermann Robbers.
Hongrie...	Comte J. Andrassy. Frédéric Riedl.
Italie.....	Guglielmo Ferrero. Giuseppe Prezzolini.
Pologne.....	Jan Kucharzewski.
Portugal....	Comte de Penha-Garcia.
Roumanie...	N. Jorga.
Russie......	Nicolas Roubakine.
Serbie......	Lazare Markovitch.
Suède......	Anton Blanck.
Suisse......	Divers.
Tchécoslovaquie......	Hasbovec.
Ukraine....	Choulguine

LA REVUE DE GENÈVE publiera dans ses prochains numéros des *Souvenirs personnels* de M^{me} Emile Ollivier sur l'impératrice Eugénie; des lettres inédites de Tolstoï; L'Esthétique du machinisme, d'Elie Faure; Les Pastorales basques, de G. Hérelle; Jock a la grace de Dieu, d'Arnold Bennett; L'Aventure du Commandant Rybkinoff, de Kouprine; L'Attitude de l'Allemagne vis-a-vis de la France, de Georges Bernhard; Les Mémoires d'un souverain déposé, de G. Ferrero; Beethoven, de H. von Hofmannsthal; Le Militarisme mexicain, de Blasco Ibanez; etc., etc.

Dépositaires généraux de La Revue de Genève :

France : Pour la fourniture en gros, s'adresser aux Messageries HACHETTE, 111, rue Réaumur, à Paris (II^{e}).

Angleterre : Messageries HACHETTE, King William Street, 16, London W. C. 2.

Belgique : Dépôt principal, Agence DECHENNE, 14, Galerie du Roi, Bruxelles.

Hollande : Fransche Bœkhandel FEIKEMA, CAAELSEN & Co, Singel 151-153, Amsterdam.

Hongrie : Librairie Ferdinand PFEIFER, ZEIDLER Frères Budapest, IV Kossuth Lajos Utca 7.

Costa Rica : Trejos HERMANOS, Apartado 869, San José, Costa Rica.

Haïti : Madame J. J. MANIGAT, Entre la 16^{me} et 17^{me} rues, Avenue A. Cap Haïtien.

Pour l'Italie, on peut s'abonner sans frais chez M. Ulrich HŒPLI, Libraire, Galleria de Christoforis, Via Vitt. Emmanuele, Milan.

RIANTES VÉRITÉS

L'Etat d'Ame des Grands Hommes

Il y a quelques années on pouvait constater en Europe une sorte de lassitude littéraire qui s'était glissée (et se glisse encore) dans toute sorte de romans ; le sujet de ces livres était toujours le dégoût qu'un artiste éprouve pour son art dans lequel il ne se reconnaît plus. L'*Oeuvre*, de Zola, en fut le premier exemple. La valeur d'un tel document, au point de vue de l'histoire littéraire, ce n'est pas d'être le témoignage des luttes intérieures qui bouleversent l'âme d'un artiste de génie, comme le croyait son auteur, mais bien l'analyse de la médiocrité stérile d'un incurable raté. Jamais un grand homme ne désespère de l'art, jamais il n'en doute. Il peut douter de soi, il peut désespérer de ses facultés artistiques, mais l'art lui-même, il ne le mettra pas en discussion. Il sera mélancolique, il éprouvera de profonds chagrins, les idées noires le conduiront presque à la folie; jamais cependant, s'il est un maître, il ne ressentira de dégoût pour son outil. Un grand violoniste, même abandonné de Dieu et des hommes, croira encore en son violon. Nul scepticisme ne saurait l'inquiéter là-dessus.

A celui qui en est digne, l'art donne un sentiment de force, d'assurance et de conscience personnelle. Et, si elle est légitime, cette conscience de soi rend heureux. Assurément l'art est une lourde, parfois très lourde charge et qui fait gémir celui qui la porte. Tel Sindbad sous le poids du géant. Mais l'art est un géant divin, et le servir, un sublime esclavage.

Donc, encore une fois : l'art puissant et vaste crée le bonheur, un bonheur grave et douloureux, néanmoins le plus grand des bonheurs sur cette terre. Seul l'homme faible est privé de ressort. Le dégoût est la part du médiocre.

De l'Originalité

Jamais un écrivain consciencieux ne recherchera l'originalité. Si sa personnalité est forte, il sera tout naturellement original, et plus encore que lui et ses lecteurs ne le désireraient. Si ce n'est le cas, il n'y a pas d'autre moyen pour parvenir à la véritable originalité, c'est-à-dire à une expression particulière, que de faire de son mieux. Celui qui obéit à cette règle et qui, par exemple, écrit une prose claire et raisonnable, se distingue par là même de la plupart des hommes, car rien n'est plus rare que la sobre vérité.

Le Criterium de la Vocation épique

Voici, selon moi, les indices d'une vocation épique : désirer une destinée innombrable, pleine d'actions ou d'événements, se réjouir des richesses multicolores du monde, — richesses des apparences, bien entendu, — éprouver la nostalgie des horizons lointains, âprement souhaiter l'air des hauteurs, bien au-dessus du terre à terre de chaque jour, oui, même au delà des limites du réel et des bornes de la raison.

Celui qui ne connaît pas ces aspirations, celui qui ne s'envole pas, rayonnant d'une témérité juvénile, sur les ailes de l'imagination, curieux de ce que l'Aventure rabattra devant lui, celui-là n'est pas, de nature, poète épique.

Faisons la preuve en opposant les signes caractéristiques de celui qui n'a pas la vocation épique : le penchant à la définition des caractères, à l'étude des âmes (donc aux problèmes psychologiques), à l'histoire du progrès des héros, aux narrations logiques, raisonnables, fortement motivées.

Le poète épique étudie parfois les caractères, quand il le veut, mais il ne saurait le vouloir à la longue, parce qu'il vise d'autres buts qui lui semblent plus importants. Certes il n'exprime pas de la même façon la colère d'Andromaque et celle d'Ajax, mais il lui arrive de montrer même un de ses principaux personnages dans un brouillard flottant, sans essayer de le préciser. C'est ce qu'a fait Homère pour Hélène, dont il ne sait rien et qu'il ne cherche pas à connaître ni à comprendre. Le poète épique en viendra à « caractériser » parfois, inconsciemment, involontairement, comme un musicien qui compose un choral, finit, qu'il le veuille ou non, par former une mélodie en groupant les différentes voix. Mais, pour lui, caractériser n'est jamais l'essentiel, ni même important.

Le poète épique éprouve pour la psychologie plus que de l'indifférence ; elle lui est antipathique. La règle suprême de son art n'est-elle pas de transfigurer des états d'âme en actes ? Dès lors, quelle faute à ses yeux qu'une analyse morale compliquée ! En revanche, manifester au dehors, de manière à le faire deviner immédiatement, un état d'âme qu'on suppose, voilà le triomphe de la poésie épique.

Deux exemples : Ulysse, outragé, n'étale pas ses combats intérieurs aux yeux du lecteur ; il se borne à secouer la tête. Le second exemple est encore plus typidans le poème italien de *Roland*, l'un des héros, Rinaldo, si je ne me trompe, après s'être en vain efforcé pendant des années de se faire aimer d'une femme, ne l'aime plus lorsqu'elle s'éprend de lui. Un auteur, sans faculté épique, que : un romancier, se croirait obligé de justifier ce changement par la psychologie, et cette justification serait une des parties essentielles de son récit ; elle ferait le sujet d'une étude approfondie, car le romancier commenterait les premiers symptômes des variations des sentiment chez le héros, puis il dépeindrait son conflit intime, jusqu'à ce que son amour se transformât en aversion. Et, puisqu'il s'agit d'un phénomène agissant en sens inverse chez les deux personnages, il faudrait par-dessus le marché multiplier toute l'opération par deux. De là un flot de complications et de détails à la Bourget.

Voyons maintenant comment un poète épique résout le problème. Il imagine une première source magique qui inspire l'amour à qui boit de son eau, puis une seconde qui lui inspire la haine. Donc, au lieu d'un moyen psychologique, il emploie un moyen absolument opposé, le plus superficiel, le plus invraisemblable, le plus fou : une gorgée d'eau. Et c'est là justement le triomphe de l'art dans l'épopée et le rayon le plus doré de la beauté poétique. L'homme capable d'une invention pareille est maître dans l'art épique.

Que l'on compare maintenant ces règles à celles du romancier. Il n'y a pas la moindre analogie entre elles ; elles sont absolument le contraire les unes des autres. Le contraste est tel que, pour moi, le fait seul qu'un homme écrit des romans me fait présumer qu'il n'est pas un auteur épique. Quel est le seul élément commun aux deux genres ? Le développement narratif. Autant comparer un colimaçon à un hussard. Bien qu'ils s'avancent sur la même route, on ne saurait traiter l'escargot de cavalier ! Il sera plus juste de conclure, se basant sur le fait que l'un d'eux rampe nonchalamment sur le ventre, que celui-ci n'est pas cavalier de naissance. Je le répète donc : le romancier n'est pas un auteur épique, mais exactement le contraire.

DE L'ETUDE DES CARACTÈRES

Etudier les caractères, tel est le mot d'ordre actuel. C'est ce que réclame tout lecteur cultivé et, pour le critique littéraire, voilà la pierre de touche avec laquelle juger de la valeur d'un ouvrage. Caractériser chacun de ses personnages est un devoir auquel un auteur ne saurait se soustraire, n'est-il pas vrai ?

Bien. Opposons maintenant deux ordres de faits :

A gauche. Dans des centaines de villes d'Allemagne, des centaines d'écrivains dépeignent plus ou moins bien chaque année des centaines de caractères ; il est rare qu'ils en manquent un complétement ; généralement ils y réussissent à peu près et même, dans un nombre étonnant de cas, ils y réussissent tout à fait. Nous lisons fréquemment dans les comptes rendus littéraires l'éloge de tel ou tel caractère « dépeint magistralement » ; des « types splendides et inoubliables » croissent dans ces romans aussi nombreux que les pissenlits dans les prés. Lors même qu'un critique condamne un livre, il est presque toujours obligé de faire une exception en faveur de l'analyse heureuse de l'un des personnages. Voulons-nous savoir au bout de cinq ans ce que sont devenus ces millions de caractères dépeints avec tant de maîtrise, nous devons les chercher ainsi que leurs auteurs et l'œuvre où ils figuraient, dans le néant de l'oubli. Aussi, j'en conclus avec logique : Si cette merveilleuse étude des caractères n'empêche pas une œuvre de sombrer, c'est qu'elle n'est ni essentielle ni primordiale en poésie. D'autres qualités, en effet, sont susceptibles de sauver une œuvre, malgré tous les défauts que celle-ci peut avoir.

A droite : La poésie à travers les siècles, la poésie de peuples entiers ignorait cette tendance à « caractériser. » Le moindre petit écrivain de campagne caractérise mieux ses personnages que Sophocle, Homère, Corneille et Racine. Jordan s'est cru obligé de corriger les caractères de la *Chanson des Niebelungen.* Et les caractères masculins dans Gœthe et Keller ? Ou bien les femmes dans Schiller ? N'importe quel Benz les dépeindrait mieux. Cependant Benz n'est pas un grand homme tandis que Sophocle et Homère, Schiller et Gœthe, Racine et Corneille le sont. Ma logique me dit : ce que l'on peut négliger, ou même supprimer sans causer de tort à l'œuvre, n'est ni essentiel ni important.

Conclusion : L'étude des caractères n'est ni primordiale, ni nécessaire en poésie. C'est un accessoire. Sa place est dans la prose, dans le récit et dans le drame réaliste. ainsi que dans le comique, la satire ou, dans la haute poésie, pour la peinture de personnages secondaires. Mais notre fabrique de caractères est un moulin de dilettantes.

Carl SPITTELER.

LE “PURGATOIRE” DE DANTE[1]

Au début de cette seconde partie du poème de Dante, l’impression ressentie est à peu près celle que l’on éprouve au haut d’une rude montée, au sortir de lieux sans charme, tristes et désolés, ou bien encore après une tempête et une nuit agitée, impression que le contraste rend plus douce et plus réconfortante encore. On arrive dans une île battue par la vague, qui fait plier les joncs dont sa rive est bordée. On y arrive à l’aurore ; une teinte bleu-pâle flotte, indécise, à l’horizon ; Vénus fait rire l’Orient ; de l’autre côté, quatre étoiles, nouvelles au regard des deux pélerins, brillent d’une très vive lumière, et l’on dirait que le ciel en ressent du plaisir. L’étonnement que cause cet aspect nouveau double l’allégresse que répand toute cette scintillation. Dès ces premières mesures du chant l’on sent, partout, la fraîcheur et la rosée. Peu après, l’œil découvre de loin le frémissement de la mer.

Au premier moment, solitude silencieuse. Personne ! Mais, soudain, voici qu’apparaît un vieillard, surgi d’on ne sait où, qui s’est rendu visible on ne sait comment, un vieillard de mine à la fois austère et digne ; première rencontre — ou aventure première — de cette seconde partie du voyage. Le vieillard est le gardien de ces lieux, sur terre il était le grand Caton. Les paroles qu'il adresse aux pélerins résonnent ainsi que celles d'un interrogatoire ; on dirait même un reproche anticipé. Mais l'un des voyageurs, tout de suite, l'a reconnu. En lui répondant, il mêle aux explications qu'il lui donne des allusions respectueuses à la vie passée, à l'héroïsme, aux affections de famille de son interlocuteur. Le vieillard traite ces paroles de flatteries, leur impose trêve et instruit les pélerins du rite qu'ils devront accomplir. Caton, d'ailleurs, est la haute figure en laquelle le poète incarne un des aspects de son idéal moral : la rigide droiture, l'accomplissement d'un devoir élevé qui, semble-t-il, ne saurait précisément s'accomplir, ou qui ne saurait revêtir, vis-à-vis de ceux qui doivent le remplir, qu'un aspect ardu, l'aspect quelque peu défiant de celui qui veille toujours sur soi-même comme sur les autres. C'est pourquoi Caton se tient toujours distant, ne répond qu'en tant qu'il le juge nécessaire et ne converse point. Il n'ouvre la bouche que pour blâmer, éconduire, chasser et secouer les gens.

---

[1] Voir les *Notes*, à la fin du numéro.

A l'aspect, si doux, de la terre promise et découverte, de l'aube qui baigne la plage, de l'herbe fraîche qu'on y cueille, de tout ce qui sait dérider et rafraîchir le visage triste et las de ceux qui sont venus de l'enfer, s'ajoute, tout auprès, la vue de la barque des âmes qui vogue sur l'onde et que guide l'ange, par le seul mouvement de ses ailes dressées vers le ciel. Quelque chose de fulgurant, d'éblouissant que cette blancheur des ailes, clarté et senteur de paradis, qui viennent et qui repartent rapides, laissant sur la plage toutes les âmes troublées. Première de ces apparitions faites de blancheur et de lumière ; plus loin, on verra d'autres créatures splendides, vêtues de blanc, toujours, et dont la figure semble « une étoile matinale tremblotante ». De leurs ailes ouvertes « qui paraissent être des ailes de cygnes », elles emportent en les éventant les deux pèlerins. Concrétisation sensible de ce qu'on peut concevoir de plus spirituel et de plus pur. Cependant, les âmes, transportées de la terre en ces lieux, sont, ainsi que les deux pélerins, ignorantes de l'endroit. Entre ce groupe et le duo s'échangent alors demandes et explications, demandes de voyageurs à d'autres voyageurs également inexperts. On imagine que Dante doit avoir éprouvé d'infinies jouissances, dans la réalité comme en imagination, à voyager, à voir du nouveau, à connaître d'autres personnes et d'autres choses, à noter des incidents, des rencontres inattendues, étonnantes ou joyeuses, à courir, enfin, par monts et vaux, aux clairs matins de printemps, parmi l'unanimité accueillante de l'air, des cieux, du soleil, du gazon et des plantes.

Au milieu de toutes ces âmes, il est reconnu, et il reconnaît. Il avance et embrasse son ami Casella ; Casella l'artiste, qui lui rappelle ses jeunes chansons, leur musique et le plaisir avec lequel il les entendit, autrefois, s'élever des lèvres de son ami. Au charme de la nature s'ajoute alors — nouveau réconfort après les horreurs de l'enfer — celui qu'éveillent les noms de poésie et de musique, et, avec ces noms, le désir de les évoquer, de les posséder, de les ressentir à nouveau en leur entière-puissance. Et Casella chante. Il chante une chanson célèbre de Dante. Tous, Dante, Virgile et les âmes qui étaient venues avec le chanteur, tous sont transportés « comme si aucun d'entre eux n'avait jamais eu d'autres soucis ». Qui donc interrompt le chant ? Qui donc brise leur ravissement ? C'est le vieillard intègre, Caton, qui survient ; il arrache brutalement les âmes à leur extatique loisir ; il les pousse vers le monde de la rédemption. Et les âmes, effrayées, s'éparpillent et fuient en désordre vers la côte, ainsi que des colombes abandonnant effarouchées la nourriture qu'elles becquetaient en paix. Virgile et Dante, pris de honte, s'empressent de partir, eux aussi. Scène d'agitation et d'égarement, bien qu'illuminée, toute, d'un doux sourire. Elle semble dire : Sans doute, il est beau d'aller au Paradis ; mais le chant est beau, lui aussi, et l'homme est si faible que, parmi toutes ses autres faiblesses, celle qui consiste à se complaire dans l'art n'est point la plus grave, encore qu'elle le distraye pour un instant des plus urgents devoirs. Ce n'est qu'un péché « mignon », commis par des enfants, commis par des hommes qui ne méritent que d'être grondés comme des enfants encore et qui, toujours comme des enfants, s'enfuient en désordre aussitôt qu'apparaît un pédagogue sévère.

Une équivoque suivie des explications habituelles, au sujet de l'ombre que projette Dante et que ne projettent pas les âmes, amène brusquement quelques paroles de Virgile, au sujet desquelles on pourrait dire que la musique est bonne et le livret mauvais. C'est là une de ces effusions d'âme, rapides, sobres, retenues, effusions propres à celui qui a vécu et travaillé, qui connaît les erreurs et les difficultés, qui a souffert et qui souffre encore, et qui sermonne autrui tout en se bornant à soupirer pour lui-même : « ...Ici, il inclina la tête. Il ne dit plus rien, et resta troublé. » Nous voici arrivés, cependant, au pied de la montagne, abrupte au point qu'il est impossible d'y monter sans chercher au préalable un endroit où l'on puisse poser le pied avec quelque sécurité. Nous rencontrons ici, en groupe ou à la file, d'autres âmes, dont les figures expriment, selon le poète, les qualités amènes et les sentiments très doux dont il est animé maintenant ; la délicatesse, le respect, la pudeur, le calme, la résignation, la paix, la mansuétude, le pardon des offenses la bienveillance universelle. Elles ont eu déjà, ces âmes, d'autres qualités, des élans passionnels autrement plus soudains, plus violents, plus sanguinaires ; mais les voilà changées et adoucies. Elles regardent vers le passé. Elles sourient, dégagées enfin de cette mêlée ardente à laquelle elles ne savent déjà plus comment elles ont pu participer jadis avec tant de fureur. La vie du salut éternel n'est plus la vie terrestre : à présent, encore qu'elles se souviennent, elles ne souffrent plus des offenses subies, des blessures reçues, de l'injustice des autres, de leurs propres erreurs, de leurs propres péchés ; c'est dans cette disposition d'esprit, sereine et douce, que Dante va placer un de ces personnages pour lesquels, abstraction faite du rôle qu'ils avaient joué dans les hasards de la vie politique, il éprouvait une haute admiration et même une sorte d'amour, en homme qui s'émeut de trouver le Généreux, le Preux, le Grand, le Noble, l'Artiste : Manfred. Manfred, le roi chevaleresque de Sicile, persécuté à mort par les papes, haï par les Guelfes, coupable de lourdes fautes, mais « blond, beau et d'agréable aspect », au cœur aimable, et bien digne de se ressaisir à la fin et de sauver son âme en Dieu. L'âme de Manfred n'est nullement responsable devant les hommes ; elle l'est seulement devant Celui qui volontiers pardonne ; Il le soulèvera et le prendra avec Lui tandis que les prêtres assouvissent leur haine cléricale sur son corps tué dans la bataille et que ses os sans sépulture sont battus de la pluie et du vent. Nul accent de polémique ni de parti n'anime ou n'endurcit ce qu'il dit : il juge, désormais, papes et cardinaux comme il se juge lui-même ; il discerne leurs torts comme les siens, comme les raisons de la Sainte Eglise.

Le sourire qui, en diverses occasions, brille durant ces premiers chants du « Purgatoire », sous une forme et avec une intensité variées, tantôt compassé et contenu, tantôt doux et réconcilié avec les hommes et avec les choses, tourne ici à l'observation comique, devient presque du rire, alors que débute la montée vers cette hauteur du purgatoire. Dante, soutenu par son guide, monte, fatigué et haletant : lorsqu'il s'assied, la première étape franchie, le besoin de comprendre la position nouvelle où le soleil se montre à lui le pousse à réclamer et à écouter les explications de Virgile. Puis sa pensée revient à la dure montée. Il demande combien de temps encore il lui faudra aller. Dès que Virgile lui a donné satisfaction et l'a encouragé en lui promettant le repos qu'il trouvera au terme du voyage, une voix, lasse à la fois et ironique, se fait entendre de dessous une grosse pierre, pour lui donner un avertissement : « Tu auras à te repentir de t'être assis » !

C'est une de ses connaissances de la vie terrestre, c'est Belacqua, le paresseux par excellence, qui est là au Purgatoire, comme il était, toute la journée, dans sa boutique de Florence, assis, entourant de ses bras ses genoux, entre lesquels il appuie sa tête baissée. Pour Belacqua, Dante n'est qu'un fou, qu'un extravagant, qui se propose des problèmes d'astronomie. Lui seul, Belacqua, est sage, lui seul est normal, qui ne cultive point semblables recherches inutiles. Dante a tort, qui s'épuise à monter ;

c'est lui, Belacqua qui a raison, car il prend les choses paisiblement. Il a même la philosophie de son attitude : peine perdue que de se hâter ! « Aller là-haut, à quoi bon ! » Puisque de toute façon il ne saurait entrer...

Mais Dante n'est point un Don Quichotte : il ne lui manque pas le sens de la réalité. Belacqua n'est pas davantage un Sancho Pança, expression du bon sens. Belacqua est, bien plutôt, la voix de la paresse, qui résonne en nous au sein de nos efforts, et que nous connaissons désormais assez bien pour qu'elle ne nous fasse pas peur. Nous pouvons ne pas lui faire mauvais visage ; nous pouvons badiner avec elle et reconnaître même ce qu'il y a parfois de raisonnable dans ses exagérations. Prendre, en somme, les choses sans colère. Belacqua ne parle, ma foi, pas mal du tout ; et pourtant l'avertissement provient d'un homme qui n'inspire ni confiance ni respect. C'est pourquoi les lèvres de Dante s'agitent pour « rire quelque peu ». Car de qui rit-on jamais, si ce n'est de soi-même et cela même quand il semble que l'on rie des autres ?

Il y a des événements que nous avons vus et dont nous avons entendu parler, des morts, des assassinats, des actes de cruauté, que nous conservons toujours au fond de nos cœurs, et au souvenir desquels la sympathie et la pitié s'éveillent toujours en nous ; voici trois de ces événements qui se personnifient en Jacob de Cassero, en Buonconte et en la Pieuse.

Le premier d'entre ces trois personnages s'était attiré l'hostilité du comte d'Este, qui le persécuta jusqu'à la mort. A l'instant même où il se croyait définitivement en sécurité, passant sur territoire padouan, le voilà découvert par les sbires de son ennemi. Il fuit. Il eût été sauf, il serait encore parmi les vivants si, dans sa fuite, il avait pris une autre direction et s'il ne s'était embourbé dans un marécage, où il fut rejoint et tué. Toute l'émotion est pour cette vie humaine, fauchée au moment où elle s'efforce de se soustraire à l'imminent destin qu'elle se flatte déjà d'avoir vaincu. Le second personnage est l'ennemi valeureux que l'on a combattu, que l'on a redouté, que l'on a admiré, et qui, au plus fort de la lutte, s'est dérobé soudain aux regards, a péri on ne sait comment, tué peut-être par une main irresponsable, dans un coin obscur, sans qu'il demeure trace du fait. L'imagination répond alors à la curiosité avide qui cherche des nouvelles et des preuves en échafaudant hypothèses sur hypothèses ; le poète s'arrête volontiers à l'une d'entre elles. Fuyant et mortellement blessé, Buonconte expira en invoquant le nom de Marie ; il fut, par là même, sauvé. Mais le démon, irrité de voir l'ange lui arracher cette âme, s'était jeté sur le corps inanimé et l'avait entraîné et perdu dans le fleuve grossi ; il l'avait entraîné, désenlaçant ses bras rigides qui, au dernier instant de vie, s'étaient mis en croix, symbolisant ainsi l'humble soumission à la justice et à la miséricorde divine. Dante, l'imaginatif, se laisse aller tout à la fois au vague souvenir et à l'amplification fantastique des détails d'une journée historique, de cette bataille de Campaldino et de l'orage qui suivit la victoire des Florentins. La Pieuse, elle, était bien connue pour sa piété et sa bonté ; il lui suffit donc d'être appelée de ce nom. Ses paroles sont si ténues qu'elles semblent soupirées bien plus que prononcées. Elles accompagnent ce pauvre et doux nom comme une musique. Elles sont féminines ; elles s'inquiètent du long voyage et du repos de celui auquel elles s'adressent (« et, reposé de son long parcours... »). La Pieuse se rappelle son lieu de naissance et celui où elle est morte, et fait allusion sans le nommer (et sans autre détail) à l'homme qui, autrefois, l'aima et l'avait faite sienne, à celui qui sait comment et pourquoi elle est morte ; il le sait en effet, puisque celui qui passa à son doigt l'anneau de mariage lui donna ensuite la mort.

Toutes ces âmes, et d'autres, supplient qu'on intercède là-bas pour elles ; elles entourent le pélerin qui vient de la terre et qui va y retourner. Et il se libère avec peine de leurs multiples, de leurs instantes prières. Ici, encore, une impression teintée de sourire. Elle fait songer au petit manège qui s'opère au jeu, lorsque les spectateurs, quittant le perdant, s'empressent autour du gagnant pour en obtenir un pourboire : il répond de ci de là, donne de droite et de gauche, et se défend comme il peut des inconvénients de la victoire... Le dialogue philosophico-théologique de Dante avec Virgile, au sujet de l'efficacité des prières, absurde quant aux subtilités de sa solution théologique, n'est nullement dénué de ce même sentiment de joie souriante ; au nom de Béatrice, prononcé par Virgile, Dante, en effet, s'aperçoit soudain que la côte est plus agréable ; désormais c'est lui qui presse et excite son guide.

Mais il semble que Dante soit, maintenant, satisfait des figures si nombreuses, si douces qu'il a évoquées et qu'il retourne de nouveau, pour un instant, à son idéal le plus vrai, à son idéal proprement dantesque, à celui de la volonté énergique, de la passion, mais délivré désormais de toute souillure (de l'enfer), purifié et accompli, dans la dignité de la vertu. Sordello reste seul à part, altier et digne ; il ne manifeste aucun étonnement et ne dit pas un mot ; il contemple « ainsi qu'un lion qui se repose ». Il n'a, lui, que l'immense amour pour sa patrie. A l'ouïe du nom de sa terre natale, il bondit, aussi ému et affectueux qu'il semblait tout d'abord froid et impassible. Sordello est tout entier dans ces quelques strophes ; elles suffisent cependant à le graver dans l'esprit du lecteur. Puis il descend de son piédestal, c'est-à-dire qu'il abandonne sa première attitude poétique pour se joindre en guide tranquille aux voyageurs et leur donner des renseignements. C'est dorénavant — *quantum mutatus ab illo* ! — le « bon Sordello », servant d'instrument au poète pour les deux effusions politiques qui suivent : son invective à l'Italie et son jugement sur les princes d'Europe, comparés à leurs ancêtres. Ce sont là deux fragments robustes et magnifiques, et le jugement politique sur les princes se change en un tableau dans lequel, derrière les figures de premier plan — celle des ancêtres — aux attitudes si caractéristiques — l'on découvre les autres — celles des descendants — brossées de façon non moins vivante ; derrière Ottocar de Bohême, qui s'efforce de consoler son ancien rival Rodolphe de Habsbourg, triste, comme assiégé d'un remord, on voit Venceslas, son fils, « barbu, adonné à la luxure et à l'oisiveté » ; le « petit nez », Philippe le Hardi, s'entretient avec Arrigo de Navarre, « qui a un aspect si bénin », et tous deux se querellent à propos de leur fils et gendre, Philippe le Bel, « le mal de

France ». L'invective à l'Italie surgit à l'improviste; c'est une véritable digression (ainsi que le dit d'ailleurs le poète lui-même) trop longue, compilée pour être adaptée à la situation qui ne permettrait d'ailleurs que les trois premières strophes. Dante, au contraire, déclame tout un morceau d'éloquence, où figurent divisions, chutes habiles, exclamations, exhortations, ironies, sarcasmes, comme s'il était pris subitement d'une fureur passionnée ; mais il n'oublie rien de ce qu'il lui tient au cœur de dire, pour l'effet de nature politique auquel il se propose d'atteindre.

La poésie du cœur renaît, fraîche, lorsque Dante, trouvant « vain » d'entendre de la politique, et se détournant de Sordello et de ses discours, observe avec attention ce qui se déroule autour de lui et assiste à un des mystères de l'âme : d'une âme qui tremble, qui prie et qui invoque l'aide de Dieu contre la tentation du mal. Cette lutte intérieure prend corps dans le groupe des ombres qui sont dans la vallée, dans cette « gentille armée » qui récite sa prière, puis regarde là-haut, ayant l'air d'attendre, « pâle et humble ». La crainte et l'espoir, la défiance et la confiance, le sentiment de la faiblesse vis-à-vis de l'embûche et le sentiment de la sécurité, tout cela est réuni dans cet acte de prière. Et l'âme s'emplit d'un mélange de douleur et d'amour, à cette heure embuée de mélancolie, alors que le soleil s'est couché et que le soir approche, heure où les absents qui voyagent sur terre et sur les océans ressentent, le plus vivement, la hantise du foyer et celle des amis, heure où le cœur se serre au son d'une cloche qui appelle les fidèles à complies.

Le drame de la tentation vaincue, par la suite, s'extériorise et prend, en conséquence, un caractère quelque peu superficiel dans le combat que Dante met en scène entre deux anges, qui descendent du ciel : sorte de « mystère » sacré dont on entend d'autres échos dans cette seconde partie du poème. Durant les entr'actes de cette petite représentation à laquelle on assiste, le poète dédie quelques strophes affectueuses à un ami et à la fille de cet ami, qui se souvient de lui, tandis que sa femme, elle, l'a sans doute oublié au cours de ses secondes épousailles dans lesquelles elle ne trouvera point l'amour qu'elle a possédé d'abord ; d'autres strophes, chaleureuses de gratitude et de haute louange, s'adressent à une maison seigneuriale qui accueillit et protégea Dante, proscrit et fugitif.

Dante ne grimpe point jusqu'à la porte du Purgatoire : il s'y trouve transporté par la grâce, d'une manière surnaturelle, durant le sommeil dans lequel il a été plongé. Pendant ce sommeil, il songe, et son rêve est moins une de ses allégories accoutumées que la traduction en termes fantastiques de ce qui lui arrive réellement. Il songe qu'un aigle, le saisissant dans ses serres ainsi qu'il a saisi Ganymède, l'emporte vers les cieux jusque dans la sphère du feu : la brûlure, alors, coïncide avec son réveil. Puis le voyage reprend, agrémenté de nouvelles et étonnantes rencontres : la porte du Purgatoire, l'ange qui en est le gardien, le cérémonial avec lequel on ouvre cette porte aux voyageurs. Au premier plan du Purgatoire, Dante contemple une série de hauts-reliefs et, plus loin, sur le sol, une série de bas-reliefs, les premiers étant les exemples d'une digne humilité, les seconds ceux d'un orgueil vaincu et puni. Il décrit les principaux de ces chefs-d'œuvres Mais l'effet que produit Dante est bien plutôt une admiration sans borne pour l'art triomphal qui se dégage de ces monuments que la mortification et le respect. De même que l'on avait admiré il y a un instant la puissance du chant, sortant des lèvres de Casella, on s'extasie maintenant devant la puissance de la sculpture, atteignant à la perfection, en des œuvres surhumaines ou géniales ; sculpture à laquelle s'adresse un hymne de louanges, fait d'emphatiques descriptions. La première de ces scènes, resplendissante dans la blancheur des marbres, est parlante (ainsi que la caractérise le poète lui-même) ; la seconde, muette, est vivante encore dans les massacres et les meurtres qu'elle retrace. Dante saisit, cueille, pour ainsi dire, l'art à l'instant où il a pénétré l'âme, quand il n'apparaît ni sensuel ni intellectuel. C'est un « parler visible » ; c'est tout ensemble ce qui se voit, ce qui se touche, ce qui s'entend, ce qui se sent, et ce n'est rien de chacune de ces sensations, prise séparément. Devant l'art, la réflexion sur les sens dit à la fois oui et non. La figuration quelconque d'un art particulier, dépeinte ou imaginée par un autre art, est d'ailleurs toujours une confirmation (ou une révélation) du fait que les arts ne sont séparés que par des limites vagues et changeantes, que tous s'entremêlent, que la sculpture, enfin, ne serait pas la sculpture si elle n'était *parlée* par celui qui la crée ou la recrée, et que la poésie ne serait pas la poésie si elle n'était *sculptée* par celui qui la crée ou la recrée également. L'ange de l'Annonciation ouvrant la bouche, dit *Ave*, et la Vierge répond : *Ecce Ancilla Dei.* Les insignes de de l'Empire, sur la pierre immobile, ne s'ébranlent point au souffle du vent, et la veuve, auprès du cheval de Troie, « baignée de larmes et de douleur », tient avec l'empereur un dialogue, tacite sur la pierre, mais vivant dans l'esprit, et parlé et revécu par le poète.

La série des figures, qui va se dérouler tout au long du Purgatoire, commence avec les âmes des orgueilleux qu'on voit courbées et humiliées. Suivent les curieux aux cils cousus, les colériques enveloppés de fumées, les nonchalants poussés à la course, les avares à plat ventre, les gourmands mourant de faim et de soif, les luxurieux brûlant à petit feu. On dirait que ce sont là aussi des bas-reliefs ou des hauts-reliefs, sculptés à la perfection avec la seule parole, tant ces martyrs sont criants de vérité. Commençant par les orgueilleux, semblables à ces statues accroupies qui, les genoux à la poitrine, semblent soutenir de leurs efforts un édifice, et expriment la peine et le labeur, on passe tour à tour devant les envieux aux teintes livides, appuyés à la roche blafarde, et qui lèvent le menton en guise de regard, devant les gourmands, qui n'ont plus que la peau sur les os, et sur le visage desquels les orbites semblent des « anneaux sans pierres précieuses ». Ce sont là des effigies d'hommes qui souffrent et qui, patiemment, expient les fautes commises, conscients de leur péché ; par là même devenus bons, puisqu'ils avouent, puisqu'ils acceptent avec docilité et résignation leur nouveau sort, juste et salutaire pour eux, encore que douloureux. C'est ce sentiment qui emplit l'âme du poète, tout à la fois pitoyable et respectueux, se souvenant des erreurs de ces pénitents, mais décrivant leur douceur et leur docilité, avec l'espoir qui les anime.

Tel est donc le sentiment général et commun qui imprègne cette représentation générale et commune. De temps à autre seulement, ce sont des renseignements que donne sur elle-même une de ces âmes dont Dante croit devoir faire mention, pour une raison ou pour une autre. D'autres fois se font jour au-dessus de ce sentiment ou à côté de lui, d'autres sentiments, d'autres affections. Sur ce premier plan du Purgatoire, entre les pécheurs d'orgueil, Humbert Aldobrandesco fait encore entendre l'orgueilleuse formule de ses honneurs d'antan, lui qui est fils d'un « grand Toscan », de Guillaume Aldobrandesco lui-même, homme de race antique et connu pour les aventures galantes de ses ancêtres ; des lèvres d'Oderisio da Gubbio s'élève le poème lyrique mi-mélancolique, mi-résigné qui dit la caducité de la gloire humaine ; chez Provenzano Salvani, l'orgueil, d'un élan généreux de l'âme, remporte sur soi-même et tout d'un coup la victoire. De là à établir une comparaison entre l'image de la gloire immortelle et celle de la renommée terrestre, il n'y a qu'un pas. Rares sont les philosophes qui ont dissocié ces deux idées, et montré que la gloire immortelle est tout entière dans l'œuvre, dans sa portée éternelle, opérant et agissant sans cesse, que le nom qui y fut lié tout d'abord existe encore ou ait sombré dans l'oubli.

Mais si l'on n'établit pas cette distinction — et l'établir est chose bien dure pour l'homme, qui désire que quelque chose survive de sa propre vie, et tout au moins son nom — on est bien vite vaincu par un sentiment de vain effort, d'*omnia vanitas*, de pessimisme, d'abattement, qui fait toucher du doigt la profonde vérité que voici : agir ou ne pas agir, vivre mourir, mourir enfant, sans avoir rien fait ou mourir vieux après avoir beaucoup travaillé, cela est tout un, cela est indifférent, puisque tout est enfoui également dans l'oubli. C'est ce qu'exprime et ce que ressent le poète à ce moment, en passant en revue dans son esprit la succession, récente encore, des grandes célébrités de l'art, de la peinture, de la poésie, et se jetant lui-même aussi dans le gouffre de l'oubli futur, lui qui est à présent à l'aube de la renommée. Si ce sens de la vanité ne devient point, chez lui, pessimisme désespéré ou cynique, c'est seulement parce que l'image de l'Eternel qui dissout toutes choses est aussi l'image d'un Eternel divin ; cette image ramène avec elle le devoir et la joie de bien faire et, terrassant la vanité, restaure la gloire véritable. Provenzano, si orgueilleux de nature. était au sommet de la fortune, cette fortune qui rend insolents ceux-là même qui ne le sont pas de caractère. Et voici : apprenant que son ami est prisonnier de guerre et attend sa rançon, son chagrin est tel que tout orgueil l'abandonne, il chasse toute pudeur et se met à demander l'aumône, sur la place de Sienne, pour recueillir la somme nécessaire à la rançon. Il y avait donc chez cet orgueilleux autre chose que de l'orgueil, quelque chose d'assez énergique pour vaincre cet orgueil : triomphe de la bonté humaine sur les plus grands obstacles, qui sont précisément les obstacles inférieurs. Triomphe qui est donc, en tant que dramatique, d'autant plus significatif de la force indomptable de cette bonté, et d'autant plus apte à secouer l'âme, à la réjouir comme d'un événement heureux.

Dante se sait quelque peu atteint du péché d'orgueil. Il l'avoue lui-même avec bonne grâce, en disant la crainte qu'il éprouve et l'angoisse qui lui étreint le cœur à la perspective de devoir s'incliner et se faire tout petit sous le lourd fardeau du supplice expiatoire. Il n'y a pas de componction bien profonde dans cette espèce de contrition ; il se glisse peut-être, au contraire, une ombre de satisfaction et de nouvel orgueil dans cette humilité apparente. Dante avoue ce péché au moment même où il se reconnaît libre, autant qu'il est donné à l'homme, de tout péché d'envie. Cette petite scène elle-même, dans laquelle il s'aperçoit tout à coup qu'il se sent plus léger, sans en deviner la raison, et, à l'ouïe de la réponse de Virgile, cherche son front pour trouver qu'un des sept P qui avaient été inscrits par l'ange était tombé, cette scène même a quelque chose de gracieux : Dante se réjouit de cette surprise enfantine et tout se termine au mieux par un sourire de Virgile. Le sentiment de l'envie est décrit sans cette sympathie qui ne manque pourtant pas aux portraits des grands orgueilleux, artistes comme Oderisi ou généreux esprits comme Provenzano. L'envie est dépeinte, au contraire, comme une maladie singulière et incompréhensible, une monstruosité, une folie. Voyez le récit de la dame de Sienne narrant l'inconcevable ardeur qui lui brûlait le sang et l'étrange conduite de son âme ; envie telle qu'elle jouissait plus des malheurs d'autrui que de ses propres joies, souffrait de voir un homme heureux, et, envieuse de ses concitoyens, pria Dieu qu'il ne les laissât point vaincre dans le combat qu'ils soutinrent contre les Florentins ; elle se réjouit de la fuite à laquelle ils se voient contraints et de la chasse que leur donnent les ennemis ; il lui paraît enfin avoir touché, à ce moment, au comble du bonheur et de la chance.

Et voilà Dante repris du démon de la passion politique, du « mal civique ». La configuration d'un coin du Purgatoire lui rappelle celle d'une région de Florence, de la région « bien disposée », ainsi qu'il la nomme sarcastiquement. La vue de la dame curieuse de Sienne lui suggère une satire contre ces gens vaniteux (« plus vaniteux que les Français ») ; il s'amuse de leur mégalomanie et de leurs illusions, avec leur eau de Diane et leur port de Talamon, ce port où ils gaspillent leur peine et leur argent, où ils leur semble déjà voir des flottes levant l'ancre qu'oncques elles ne lèveront et où ils se pavanent en imagination, comme des amiraux qu'il ne seront jamais. Dante met dans la bouche de Guido del Duca une revue des différentes populations de Toscane, qu'il figure par des porcs, des loups et des renards ; ce même Guido décrit la décadence et la corruption des populations de la Romagne, qui regrettent en vain les temps passés, la « gentillesse » disparue, les femmes vertueuses, les chevaliers, leurs nobles fatigues et leurs récréations, faites d'amour courtois et chevaleresque. Ici, l'on rêve, l'on regrette, l'on pleure et l'on dédaigne : la politique devient un sentiment de l'âme tout entière. Plus loin, Marc le Lombard fait un portrait semblable de la région lombarde, où trois vieillards seulement — l'époque ancienne — réprimandent l'époque nouvelle. Hugues Capet fait le procès de ses descendants, dégénérés et pervers, avec assez d'indignation pour se consoler de la seule attente de la vengeance que Dieu médite contre eux en secret : Forèse lance une invective contre les dames effrontées de Florence. Et l'on distingue un mouvement et un ton oratoires dans cette diatribe qui éclate soudain sans opportunité bien justifiée.

Les visions extatiques, les songes, se multiplient en cette partie du « Purgatoire », le poète se surprend en train de s'y abandonner ou de s'en défendre au contraire, l'esprit clos en lui-même, fermé à toute perception extérieure, émerveillé de cette puissance imaginative qui soustrait l'homme au monde extérieur et qui ne peut venir que du ciel. Tout absorbé par les images qui l'occupent, il marche les yeux voilés et les jambes comme enveloppées « ainsi que celui que le vin ou le sommeil ont prostré ». Puis, soudain, l'âme revient aux choses « qui sont en dehors d'elle » ; bien plutôt, le poète erre de pensée en pensée, glisse de l'une à l'autre, jusqu'à ce que ces yeux se ferment et que sa pensée se mue en sommeil. Quels sont donc les fantômes dans lesquels se perd son imagination ? Ce sont des vestiges de choses entendues, de choses lues, revenant à la surface grâce au lien qu'elles possédent avec nos pensées et nos sentiments présents; ces paroles, qui toujours restent gravées au fond des âmes, revivent alors en ce qu'elles ont de saillant, en leurs traits significatifs. Le souvenir de Jésus quittant les siens et allant discuter avec les docteurs prend corps, chez le poète, dans la vision d'un temple où sont groupés beaucoup de gens, dans la vision d'une femme, d'une mère qui, sur le seuil, dit avec des accents touchants : « Mon fils, pourquoi nous as-tu traités de la sorte ? » L'anecdote de la fille de Pisistrate est cueillie tout à la fin, lors du dialogue de Pisistrate avec sa femme, dans la réponse philosophique et bienveillante du roi. La vie de saint Etienne, elle, est tout entière dans l'instant où le jeune homme tombe à terre sous les coups de ses bourreaux, levant les yeux au ciel et demandant à Dieu de pardonner à ses persécuteurs. Du récit du dernier livre de l'Enéide émerge le personnage de la jeune fille pleurant à chaudes larmes et s'exclamant : « O reine, pourquoi as-tu voulu, de colère, t'ôter la vie ? » Moins heureux et plus artificiel sera le rêve de la femme bègue, image-idée, qui n'est ni tout à fait une image, ni tout à fait une idée et qui contient de l'allégorie dans son sens, pourtant faussé.

C'est dans cette partie également que commencent à devenir fréquentes et étendues les digressions, ou mieux, les intermèdes didactiques : Virgile explique comment il arrive que, plus l'amour de Dieu est répandu sur beaucoup, plus il rend riche ceux qui l'ont en partage. Marc le Lombard réfute l'idée erronée selon laquelle la corruption du monde est due à l'influence du ciel ; il montre au contraire l'origine de cette corruption dans l'esprit humain, qui n'a pas su maintenir séparés et également vigoureux les deux pouvoirs qui doivent régir la société, l'épée et la crosse ; Virgile, de nouveau, fait une page de morale sur le bien ou le mal qui peuvent naître d'un amour loyal ou perfide, excessif ou insuffisant, sur l'inclination naturelle de l'amour, sur l'intervention, chez lui, de la liberté morale. Stace disserte de la physique et de la physiologie, il développe la théorie de la génération. Cette poésie doctrinaire de Dante ne représente point la genèse ardente et troublée de la vérité ni l'esprit enthousiaste que l'on sait annonciateur de vérités nouvelles, originales, révolutionnaires, elle ne figure pas davantage le choc des opinions et des arguments dans le dialogue et dans la polémique. Le caractère dramatique de ces passages a quelque chose de doctoral ; tel celui qui irait à l'école d'hommes fort savants, possesseurs de ce savoir qui lui manque, et qui écouterait leurs leçons. Virgile, ayant terminé une de ces explications, regarde avec attention le visage de Dante afin de voir s'il est satisfait, et Dante, préoccupé déjà d'une nouvelle question à poser, se tait par timidité. Son interlocuteur, s'apercevant de cette velléité timide et qui n'ose se manifester, va en quelque sorte à sa rencontre par la parole, et l'encourage. Dante est saisi de la même timidité devant Stace ; il tente de commander, s'arrête, se retient, semblable, dit-il, « à la petite cigogne qui, soulevant son aile avec l'envie de voler, n'ose abandonner son nid et la laisse retomber ». Stace l'encourage et lui dit en souriant : « Tu as déjà bandé l'arc de la parole ; tire maintenant. » Cette poésie, donc, est tout imprégnée de l'âme du maître qui sait, qui entend rendre claire l'idée qu'il expose, et qui se penche vers l'élève pour le prendre dans ses bras et le hausser jusqu'à la vérité. C'est pourquoi les idées qui y sont exposées se revêtent d'images éclatantes et robustes. La forme substantielle, distincte, mais unie à la matière, possède une vertu spécifique, qu'on ne ressent que dans la seule action et qui ne se manifeste que par son effet, « ainsi que la vie dans les plantes se traduit par leur vert feuillage ». Les premières notions, les premiers appétits sont chez l'homme « ce qu'est, chez les abeilles, le zèle à fabriquer le miel ». Dans le processus de la formation de l'embryon, lorsqu'on arrive à l'articulation du cerveau, Dieu intervient : « il se tourne dès l'abord vers lui, heureux de cet art si merveilleux de la Nature... » On dirait qu'il admire ce que la nature, créée pourtant par lui, a créé elle-même ; il y souffle l'intelligence, et « il se produit une seule âme qui vit, qui sent et qui se reploie sur elle-même » ; de même (encore une comparaison) la chaleur du soleil, s'unissant au liquide qui coule du raisin, devient du vin. Ce serait cependant diminuer la poésie didactique de Dante que de la réduire aux images sensuelles et splendides dont elle s'enguirlande de toutes parts. Elle est poétique par son allure même, qui marque de son empreinte jusqu'aux détails quels qu'ils soient, qu'ils naissent de la clarté fantastique des images ou de la clarté intellectuelle des distinctions et des divisions, des syllogismes, des dilemmes et des arguments. A l'exception du troisième chant, toutefois. La dialectique, ici, se mue en spectacle esthétique, auquel Dante se complaît ; ici, vraiment (ainsi que l'avait dit le poète lui-même dans une de ses chansons didactiques) la philosophie « tombe amoureuse d'elle-même ».

Parmi toutes ces visions et ces doctrines, les personnages du drame ou de la comédie humaine ne cessent de transparaître. Le Pape Adrien V se retrouve parmi ceux qui, à plat ventre, purgent la peine de l'avidité et de l'avarice. Il avait été pape ; maintenant, c'est une âme comme les autres, dans sa nudité, et il rappelle à Dante qui s'agenouille devant lui comme s'il était encore revêtu de la dignité suprême, qu'il est maintenant, lui comme les autres, un des « co-esclaves » d'une même puissance, Dieu. Avide jadis et ambitieux, il s'était, au prix de grands efforts, haussé jusqu'au pontificat. Mais le mois (ou à peine) durant lequel il remplit cette haute charge ne lui valut pas de satisfaire ses ambitions; il lui fit, au contraire, sentir la vanité de l'ambition, réaliser le mensonge quotidien de la vie terrestre. Ce mois lui a donné le sentiment de la responsabilité, l'a rempli d'humilité. Arrivé au faîte, il s'est aperçu de sa petitesse et de sa misère. Le dévouement que lui gardent ses amis, ses parents, ses clients, ses courtisans, tous méchants et égoïstes, ne parvient même pas à le consoler, aujourd'hui. Tournant sa pensée vers la terre, il ne fait qu'apercevoir là-bas, dans la foule des vivants, une nièce, Alagia, qui deviendra bonne si elle n'est pas corrompue par le triste exemple des siens ; il lui envoie un salut affectueux et l'attente tacite de son approbation. « Elle seule m'est restée là-bas. »

Qui n'a, parfois, caressé le rêve de revoir, en triomphant de la mort, ses amis, ses chers disparus, de reprendre avec eux les conversations sur les choses aimées et familières, d'en apprendre des détails inconnus et de raconter ce qui est arrivé durant ce temps, comme si l'on se retrouvait après une longue absence, un voyage ou quelque autre séparation ? Cette idée poétique domine la rencontre de Dante avec Forese Donati, l'ami de jeunesse, le camarade des plaisirs et des erreurs, avec lequel le poète se querelle et contre lequel il se met en colère. Il l'aime pourtant, et l'a beaucoup pleuré lorsque la mort l'a enlevé. Quelle vie, combien de moments ont-ils vécu en commun ? « Combien j'ai été avec toi, combien as-tu été avec moi ! » Ils font silence, à présent, sur leurs folies communes et réciproques, ou ils n'y font que des allusions voilées. En ces instants si pleins de douceur renaissent les personnes aimées, les créatures immaculées qui sont le plus pur élément de leurs communs souvenirs. La femme de Forese, toute bonté, qu'il appelle « Nella mia » ou bien « ma petite veuve », ne l'a point oublié; elle lui a conservé sa foi, elle l'a pleuré, elle a prié pour lui.

De même Piccarda, sa sœur, « Ma sœur, dont je ne sais si elle était plus belle ou plus bonne », cette sœur qui est au Paradis et qui l'attend. Ainsi purifiée, l'amitié se ravive, douce et tendre; après s'être promenés ensemble quelque temps, après que Forese lui a montré les personnes et les choses de l'endroit où il se trouve, alors qu'ils doivent de nouveau se séparer, son ami lui demande avec amour, avec ardeur : « Quand te reverrai-je ? » Comme s'il oubliait la terre et la mort, comme si cette séparation préludait simplement à un nouveau voyage. Les autres péripéties de cet épisode, comme les invectives contre les femmes de Florence, dont nous avons parlé, ou la prédiction du meurtre prochain de Corso Donati, n'ont aucun lien avec le sens poétique et sont casées là parce que Dante a voulu les y caser, pour ses propres fins.

Qui n'a parfois été témoin de l'émotion de deux hommes se connaissant et s'aimant de réputation et que le hasard fait se rencontrer sans qu'ils sachent être en présence l'un de l'autre ; l'un parle de son désir de connaître l'autre, ils se dévoilent tous deux de la sorte, un sourire se mêle à leur émotion et à leur étonnement réciproque. Tel est le motif poétique de la rencontre de Stace et de Virgile. Ainsi, peut-être, Dante devait-il rêver parfois de rencontrer quelqu'un des grands du passé, après s'être rendu digne d'eux, après avoir été, comme eux, porté sur les ailes de la renommée; de les rencontrer, comme un élève retrouve son maître ; un disciple qui aurait fait honneur à son maître et qui l'aurait dépassé. Le maître, lui, admirerait, se complairait à reconnaître cette filiation et à découvrir chez son élève les pensées nouvelles, les trouvailles, les œuvres originales qui, toutefois, seraient siennes par quelque côté puisqu'issues de son enseignement. « Pour pouvoir contempler Virgile, déclare Stace qui ignore se trouver présicément en sa présence, je resterais volontiers un an encore au Purgatoire. » Et Virgile de sourire et de se tourner vers Dante « avec un visage silencieux qui a l'air de commander le silence ». Dante sourit à son tour, en faisant de l'œil un signe à Virgile. C'est Dante qui le présente à Stace. Viennent ensuite les conversations entre les deux poètes romains. Stace, converti au christianisme, encore que clandestinement, peut dire au païen Virgile que lui-même n'est pas seulement devenu poète grâce à l'*Enéide*, qui fut sa mère, sa nourrice, sa règle constante en art, mais qu'il lui doit aussi, qu'il doit à sa poésie prophétique son évolution vers la foi nouvelle, vers le bonheur : « Tu as fait comme celui qui, dans la nuit, porte un flambeau derrière soi : il n'est pas éclairé, mais il instruit ceux qui viennent après lui. » Il lui demande, ensuite, des nouvelles de leurs « confrères » en poésie et en littérature, « de notre antique Térence », de Cécilius, de Plaute, de Varron : Virgile le renseigne sur eux, et sur d'autres encore ; sur ce poète grec «que les Muses ont nourri de leur lait, plus qu'aucun autre», sur les héros et les héroïnes que Stace avait chantés en ses poèmes. Le cœur de Dante se gonfle d'amour et de désir à l'ouïe de toutes ces choses, en entendant célébrer la Poésie et le poète, «ce nom qui honore et qui dure le plus longtemps ». Ravi, il écoute les noms des grands poètes et des héros légendaires, dont ils s'entretiennent tous deux comme de personnes familières. Et ces conversations, qu'il appelle « la douce raison » l'initient aux secrets de la poésie. Il est facile de constater la richesse de toute cette représentation quand on la compare à l'énumération sommaire et au catalogue onomastique traitant le même motif au début de l'*Enfer*.

Dans quelques-uns des chants qui suivent, on passe de la littérature ancienne à la littérature moderne, voire contemporaine de Dante : des professions de foi, des jugements approbatifs ou dépréciatifs, des allures polémiques succèdent au ton solennel de l'admiration pour la poésie telle que la conçoit Dante ; classique ou soi-disant classique. Le poète, alors, énonce la théorie qu'il applique dans sa poésie amoureuse : il salue en Guido Guinizelli «son père et le père de ceux qui sont meilleurs que lui», lesquels n'ont jamais écrit de rimes douces et gracieuses. Il affirme la supériorité d'Arnaldo Daniello sur tous les autres poètes et romanciers. Il fait remarquer la réputation surfaite de rimeurs en vulgaire italien, confirmant ainsi la justesse de ses appréciations et de sa décision de suivre une autre voie. Ce sont là des vers tous restés célèbres dans l'histoire des lettres, continuellement cités. Leur importance au point de vue de la critique est rehaussée encore par la beauté de l'écriture, de la grammaire et de la forme.

Dante est d'avis, semble-t-il, que lorsque les poètes pèchent, ils ne le font point par bassesse, par vulgarité ou par méchanceté, mais bien par sensualité ou incontinence seulement. Stace se trouve parmi les prodigues, Bonagiunta parmi les gourmands, Guido et Arnaldo parmi les luxurieux. Dante lui-même doit à présent expier ses menus péchés, ses «peccadilles» d'amour et passer à travers les flammes ; avec un peu de honte, dirait-on ; honte de « surface » ne venant point du cœur. Ce n'est ni pudeur, ni abattement, ni humiliation, c'est en quelque sorte une rougeur d'enfant pris en faute, qui sait peut-être qu'il s'y fera prendre à nouveau et qu'il rougira une seconde fois. Les images dont use le Dante, pour nous montrer sa soumission peureuse et hésitante lors de son passage à travers les flammes qui le lèchent, sont toutes de sentiment ou d'attitude enfantins : il se fait pousser, rassurer, réconforter par celui qui le conduit ; il se fait montrer la belle pomme qu'on lui donnera en récompense, une fois l'effort accompli : cette pomme, ce n'est rien moins que le revoir de la femme aimée, Béatrice, divinisée tant que l'on voudra, mais qui n'en reste pas moins la femme aimée. Malice ? Ironie ? Mots que l'on n'ose jamais prononcer à propos de Dante : ils détonnent, en tout cas, si on les prononce d'un ton absolu. Il n'en est pas moins certain que l'intensité de ses sentiments, la spontanéité de ses élans, la sereine véracité du poète sont rebelles à tout parti pris : tous ces facteurs au contraire, amènent les situations les plus imprévues, les plus délicats envols de l'âme, comme ils amènent leurs contrastes, qui sont parfois des alternatives de sérieux et de jovialité.

On dirait même que dans cette attraction, dans l'attention prêtée à des spectacles aussi variés, à des pensées et des paroles aussi nombreuses et aussi agréables, ce sentiment d'admiration et de jouissance se voit perdu, qui aspire, dans les premiers chants du Purgatoire, au voyage, à accomplir ces excursions enchanteresses, même avec les fatigues accompagnant l'escalade d'une montagne abrupte. Ou bien on ne le ressent que par moments fugitifs ; soit qu'on ait devant les yeux la route montagneuse et déserte, « de la couleur livide des pierriers », ou que l'on soit blessé par les rayons « crépusculaires et étincelants » du soleil qui se couche forçant à se couvrir les yeux de la main ; soit encore qu'après avoir passé au travers de la fumée, l'on revoie le soleil, qui transparaît faiblement à travers d'humides et épaisses vapeurs, ou que l'on contemple, enfin, dans le ciel, la lune quelque peu diminuée, « gerbe de feu qui brûle tout ». Mais ce sentiment revient dans sa plénitude lorsqu'on atteint le sommet de la montagne, où se trouve le lieu qui a été autrefois le paradis terrestre. Virgile, Stace et Dante, tandis que le soir tombe, s'arrêtent parmi les rochers, et s'étendent comme un troupeau lassé, guidé par son pâtre. On n'entrevoit, de là, qu'un petit lambeau du ciel ; mais, sur ce lambeau, les étoiles brillent déjà, plus grandes et plus claires que d'habitude. Dante, s'étant levé à l'apparition du soleil, s'enfonce, avide de nouveau, dans la forêt « divine », épaisse et vivante.

Qu'est-ce que cette forêt amène, où une belle jeune femme, seulette, s'en va chantant et cueillant çà et là des fleurs pour apparaître au poète ? Beaucoup de critiques se sont scandalisés du coloris profane de ce tableau et des comparaisons que Dante établit avec Proserpine et Vénus, les trouvant incompatibles non seulement avec la conception générale du poème dantesque, mais encore avec la situation particulière. En vérité, on ne conçoit point comment ils ont pu attendre jusque là pour éprouver ce sentiment : bien d'autres passages des chants précédents eussent pu, déjà, l'éveiller en eux ; il suffit pour cela de chercher dans la *Comédie* ce qui n'y est pas et d'ignorer ce qui s'y trouve. Pour nous, nous n'imiterons pas cet exemple. Et nous accepterons telle quelle cette vingtaine de strophes sur Matelda comme une de ces expressions nombreuses, mais des plus belles, de l'inspiration qui porte l'homme à créer en imagination des paysages enchanteurs, animés d'enchanteresses figures féminines. La poésie lyrique provençale ou italienne avait décrit, peu auparavant, beaucoup de ces jardins, de ces bosquets, de ces forêts, de ces prés, de ces bergères et de ces pucelles, si belles, cueillant des fleurs, dansant et chantant. Dante reprend ce motif commun, le développe avec beaucoup de charme, en une forme nouvelle d'une perfection exquise, où l'éclat de la jeunesse, de la beauté, de l'amour, du rire, s'exalte dans chaque image (« Elle m'a accordé de lever les yeux.— Elle riait, debout sur l'autre rive, attirant, de ses mains, plus de couleur. — Chantant comme une femme amoureuse... ») Rien d'autre ; car, déjà dans la seconde partie de ce chant, Matelda remplit en quelque sorte la charge d'informatrice (bien que le « corollaire » qu'elle ajoute à la fin « comme une grâce » ne soit en réalité à la fois qu'une correction mignarde et qu'une confirmation des fantaisies sur « l'âge d'or » qu'élaborent les deux poètes latins : à cette explication, ils se mettent à rire) ; puis Matelda est appelée à d'autres charges importantes, plus ou moins allégoriques, qui n'ont rien à voir avec l'inspiration poétique qui l'a fait naître et apparaître pour la première fois dans le poème. On dira que Dante a eu d'autres inspirations meilleures que celle-ci. Mais ce qui importe, c'est qu'il a eu également celle-ci, et que celle-ci est belle d'une beauté particulière et gracieuse. Cette stylisation qui se manifeste dans la représentation de ce lieu agréable et plus encore de cette belle femme, de chacun de ses actes, de ses pas, de ses gestes, est encore parfaitement à sa place dans ce tableau. Lequel exprime d'ailleurs ce qui est agréable, dans son aspect général exprime aussi la jouissance de la belle nature et de la belle créature féminine, deux jouissances qui s'accroissent l'une l'autre et qui se fondent en une impression unique de béatitude terrestre.

Tandis que le poète marche aux côtés de Matelda, il entend une mélodie, il aperçoit dans la forêt un feu allumé. Puis la mélodie se fait distincte comme un chant et on discerne mieux la lueur ; c'est le feu de sept candélabres enflammés, derrière lesquels vingt-quatre vieillards s'avancent deux par deux en chantant. Lorsqu'ils ont passé, voici quatre animaux avec six ailes couvertes d'yeux. Entre eux, un char tiré par un griffon, or et blanc ; à droite trois femmes dansent, l'une vêtue de rouge, une autre de vert, la troisième de blanc ; à gauche quatre autres femmes vêtues de pourpre ; celle qui les dirige a trois yeux sur le front. Viennent ensuite deux vieillards, l'un en habit de médecin, l'autre une épée à la main ;

quatre encore, humbles d'apparence ; un dernier enfin, qui marche en dormant, avec un visage plaisant. La procession s'arrête : dans un nuage de fleurs, une femme voilée de blanc, ceinte d'olivier, en manteau vert et en robe de feu, apparaît sur le char. C'est Béatrice. Elle parle à Dante. Elle le réprimande et l'amène à avouer ses fautes et à se repentir ; elle le fait plonger dans le fleuve de l'oubli, le Léthé, puis se découvre à lui. La procession repart. Béatrice descend du char que le griffon attache au tronc d'une plante dénudée. Celle-ci, tout entière, se recouvre de feuilles. Béatrice s'assied à son pied, entourée de ses femmes. Impétueux, un aigle fond du haut du ciel, s'attaque à l'écorce, aux feuilles et aux fleurs nouvelles de l'arbre ; il brise la roue du char. Un renard s'élance tout-à coup, Béatrice s'enfuit. L'aigle redescend et couvre le char de ses plumes. Puis la terre vomit un dragon qui brise le char et en entraîne une partie avec lui ; ce qui en reste se couvre d'herbages. La bête, soudain, exhibe trois têtes à deux cornes et quatre tête à une corne ; elle devient un monstre sur lequel s'assied une prostituée qu'un géant, son surveillant, couvre de baisers. La femme, regardant autour d'elle, arrête ses yeux sur le poète. Son amant, alors, la flagelle et délie le monstre sur lequel il fuit avec elle dans la forêt. Béatrice, là-dessus, annonce à Dante la venue d'un messager de Dieu qui tuera les deux impies, la prostituée et le géant qui pèche avec elle.

On a rapproché ces scènes du dernier chant du Purgatoire d'un drame liturgique ou d'un *auto sacramental :* ce rapprochement a quelque chose de juste. Mais cette sorte de représentation, les figures singulières et étranges qui y apparaissent, les actes qui s'y accomplissent, les événements qui s'y passent, tous cela sert à frapper l'imagination et attirer par là l'attention. Il s'agit de graver dans notre esprit un enseignement ou une admonestation, illustrée d'ailleurs par le commentaire qui suit l'évocation de chaque figure, par les paroles que le poète leur fait prononcer, ou encore par les explications qui servent pour ainsi dire de livret. Ces douces images, n'ont pas en elle-même et à proprement parler la valeur de poésie. Elles sont au contraire des signes, des moyens utilisés en vue d'un autre but : l'on procède ainsi, aujourd'hui encore, dans les abécédaires illustrés pour enfants ; une jolie image, figurée à côté de chaque lettre, attire la curiosité, permet de lire cette lettre, et l'imprime dans la mémoire. (Je laisse de côté les traces de représentations de ce caractère religieux, qu'on retrouve encore dans les fêtes de campagne). Et lorsque l'explication manque, lorsque les commentaires font défaut, l'on aperçoit qu'une simple mascarade, un défilé d'images bizarres, incohérentes ou à peine cohérentes, sans aucune signification intrinsèque ni même extrinsèque. En l'occurence, l'explication, soit le commentaire de Dante lui-même, manque. Et l'on peut indiquer l'idée qui préside à ces représentations d'une façon approximative ou générale (telle l'histoire de l'Eglise) ou discerner certains détails (tels la prostituée et le géant, qui sont l'Eglise romaine et le roi de France) ; mais il serait vain de prétendre les déterminer dans leur entité (aux yeux de Béatrice, fixés sur le griffon, la bête rayonne de façon différente, se conduit diversement selon le moment. Cela ne signifie-t-il pas que la théologie, bien que basée sur la personne de Jésus, le considére tantôt comme Dieu, tantôt comme homme) ; de sorte qu'il faudrait en conclure, ainsi que certains critiques le font en effet, que ce que Dante nous offre tient le milieu entre l'allégorie non poétique et la mascarade non moins poétique. Mais si ce rapprochement avec le drame liturgique et avec les *autos sacramentales* a quelque chose de vrai, il ne l'est pas entièrement, il ne l'est même pas du tout dans sa substance ; car, ici, le poète ne conçoit point ; il recrée et il imite (et cette différence est primordiale) les péripéties d'un drame liturgique auquel il lui arrive d'assister et de prendre part.

En d'autres termes, le drame liturgique, ici, s'abaisse et devient matériel ; que sa signification soit rendue ou non obscure, la conception du poète y prédomine ; il voit se dérouler devant lui quelques-unes de ces nombreuses images, fleuries de mystères, auxquelles la littérature biblique ou chrétienne et l'art sacré avaient accoutumé les esprits. De là cette poésie toute spéciale dont on ressent les effets et dont on jouit dans cette première partie du poème ; elle se soustrait à la froideur de l'allégorie, attendu qu'elle ne lui est pas subordonnée, mais qu'elle la suppose et qu'elle s'en sert. Une peinture qui n'a pas sa raison d'être en elle-même sera allégorique et manquera de poésie, car elle ne sera que la reproduction conventionnelle de certains pensers.

Telle autre peinture, au contraire, ne sera pas plus prosaïque ou allégorique, qui s'inspirera de la première et restaurera l'impression que celle-ci a suscitée chez l'artiste. Dante cite ici expressément les sources auxquelles il a puisé, il énumère « ses » auteurs : « Lis donc Ezechiel... Jean est avec moi » ; Dante admire en artiste les visions qui se présentent à lui : « Rome n'a pas offert à l'Africain ou à Auguste de char aussi somptueux, celui même du soleil s'effacerait devant celui-là » ; il les enveloppe de couleurs et de sons : « Et voici une splendeur était épandue tout au travers de la grande forêt... Et une suave mélodie traversait l'air lumineux... ».

C'est dans ce décor de provenance et d'aspect apocalyptique que se déroule, comme s'accordent à l'affirmer les commentateurs de Dante, le drame humain ; au cœur de ce poème, il s'en trouve un autre, qui, pour être compris, doit se dépouiller de toute allégorie, et particulièrement de l'allégorique figure de Béatrice. De même Virgile, subitement disparu des côtés du poète, ne représente pas ici la raison ou telle autre abstraction ; il redevient notre compagnon de route et notre guide, dont l'image ne se sépare pas des impressions et des émotions éprouvées jusque là. Aussi, avec le poète, éprouvons-nous une douloureuse émotion en constatant qu'il a disparu, que nous l'avons perdu ; nos joues se baignent de larmes tièdes ; Béatrice, de même, est simplement la femme aimée en sa première jeunesse, l'idéal autour duquel et en lequel s'exaltent tous les autres idéaux de générosité, de pureté, de bonheur, d'affection et de bonté, de noble labeur et de sublime religion. Puis cet idéal s'est détaché de nous ; le hasard, la mort, ou bien notre faute nous l'a enlevé. Et notre vie a poursuivi d'autres idéaux, étroits, inférieurs, changeants, sans suite, poussée en quelque sorte par des élans qui peu à peu, se sont développés, se sont manifestés de manière violente, toujours soumis, cependant, aux contingences, à la société qui nous entoure, aux circonstances qui nous ont enveloppés, à la logique des passions qui nous ont entourées. Lorsque la satiété, le dégoût, le remords nous saisissent, lorsque nous nous sentons empoisonnés par les venins que notre action fébrile ou notre passion même a distillés, quand nous nous en sentons, le plus, détachés et éloignés, voilà que cet idéal, alors, se présente de nouveau. Nous sommes changés et fatigués, mais il n'a pas changé, lui. Il est même devenu plus beau, plus vivant, plus rayonnant, durant tout le temps écoulé et grâce à la distance qui nous sépare désormais de lui. Nous le reconnaissons : nous baissons la tête, saisis de douleur et de honte ; il nous reconnaît, nous fait des reproches, il a pitié de nous, il se prépare à nous consoler et à nous soutenir. Il se sent, en effet, lié à nous, il fut nôtre et se sent nôtre encore en cette angoisse même, en cette honte, en cet égarement dans lesquels il nous voit plongés et chancelants.

La situation ayant beaucoup changé, Béatrice, qui n'est pas ici une allégorie, n'est pas davantage la Béatrice des rimes juvéniles et du juvénile livre de dévotion. C'est un personnage renfermant en soi l'histoire de la première Béatrice, résumant un passé qui, avec un nom immuable, lui confère une auréole de souvenirs. Mais c'est là une Béatrice nouvelle, solennelle, sévère, sage, consciente, et cependant aimable. Comme Dante ne peut plus l'aimer à la façon d'autrefois, elle aussi ne peut l'aimer et le considérer à la façon d'antan. L'amour, certes, est toujours au fond de ces deux cœurs, mais il a désormais changé d'allure : Dante est comme un sujet devant celle qu'il aima dans sa jeunesse et qui est devenue maintenant une reine. Son amour a conscience de sa valeur amoindrie, il n'ose aimer, tout en aimant. Béatrice a devant elle un homme qui aime, et en même temps un fils faible et égaré. Elle l'aime et elle est maternelle à la fois, maternelle dans les soins qu'elle a pour lui, maternelle aussi lorsqu'elle fronce le sourcil. Tous les rêves de jeunesse reviennent avec elle, plus beaux qu'ils ne furent jamais, ils reviennent en cette apparition fulgurante et majestueuse, voilée et pourtant reconnaissable à travers son voile blanc ;

le premier moment est celui du reproche infligé (un reproche qui s'exprime par la présence même de Béatrice, avant qu'elle ait parlé) et de la douloureuse contraction. Moment qui dure jusqu'à ce qu'un mot compatissant d'autrui vienne détendre cette contraction, liquéfier cette douleur et faire jaillir des larmes bienfaisantes. Tout l'être s'abandonne à l'exquise douceur de ces instants. Le second moment, plus apaisé, est celui du souvenir, où repassent les espoirs, les promesses, les bonnes intentions d'autrefois, et, comme un contraste, l'égarement survenu qui n'a pourtant pas réussi à annuler les premières et naturelles dispositions; elles revivront et revivent déjà à cet instant. Le troisième temps provoque et obtient l'aveu timide et balbutiant de celui qui se rebelle à fixer son esprit sur la grossièreté honteuse du péché commis ; il se termine par la blessure du remords, blessure si cuisante que l'homme, secoué par tant d'émotions, s'évanouit. Dans cet état, l'amie de Béatrice le plonge dans l'onde grise du fleuve de l'oubli. Peu après, Dante, qui a assisté au mystère du char, qui a entendu la prophétie de la bouche de Béatrice et a été investi de sa mission, revient, dans sa conversation, sur l'étrangeté de ce mystère et déclare avec candeur ne pas se souvenir de s'être rendu coupable d'aucun péché ou d'aucune erreur ; Béatrice, alors, peut enfin lui sourire, le regarder avec bienveillance, et lui répondre : « Si tu ne te souviens pas, tu voudras au moins te rappeler que tu as bu l'eau du Léthé ! ».

Benedetto CROCE.

(Traduction de René Gouzy.)

LE FRUIT QUI SE DORE

A PIERRE LAPRADE.

Assis à ma table, devant cette croisée à tous vents ouverte, et aux feuilles qui tourbillonnent, je regarde la lumière, à l'aide d'irrésistibles secousses, s'arracher au jardin qui s'endort. Oiseau par oiseau, il se tait ; il s'éteint, rose par rose. Je vois cependant très haut dans le ciel qui descend vers moi une première abeille d'argent se débattre dans les mailles de l'invisible.

Cependant, sous le crépuscule qui commence à peser, le jardin laisse échapper une vie innombrable. Mille circulations ténébreuses se font en lui, insensibles et sourdes. Des échanges de lucioles unissent aux cyprès les tilleuls qui rêvent tout debout, sous leur armure niellée d'or. J'entends chaque feuille de parchemin, craquante, ajouter à celles qui sont déjà mortes ce fardeau qu'elle a failli être. Et le jet d'eau roule sous la voûte d'ombre cette bulle de cristal qui roucoule et se gonfle comme le cou d'une tourterelle et qui s'abandonne de nouveau à l'écume où elle fond.

Là-haut, maintenant, la ruche bourdonne. D'innombrables ailes d'argent battent et tremblent sur des milliards de cellules superposées. L'œil ne peut plus distinguer l'un de l'autre tous ces vols qui vibrent sur place ; la pensée hésite à donner un nom à ces insectes sidéraux, qui peuplent on ne sait quoi de leur palpitation unanime. Et le vent d'automne qui court tout à coup sur deux pieds de gaze et d'or, ouvrant le tombeau des feuilles, fait à demi vaciller, dans la cire fluide où elles sont prises, ces myriades de vivantes étincelles !

Deux roses, sur mon bureau, desserrent leur étreinte et abandonnent leurs feuilles ; les as des bougies s'inclinent quand le vent souffle à mon visage son odeur de boue et de buis. Par terre, traîne un masque blanc. Un manteau noir, bordé de cerise, gonfle sur un fauteuil sa forme pesante et vide. J'ouvre distraitement un antique carnet de bal, où les dates se suivent, prises entre les parois d'ivoire ; des souvenirs de danses s'y succèdent ainsi pendant deux siècles, comme si plusieurs fantômes se le fussent passé de main en main !

Et puis, je vois soudain courir au ras du sol, courir et sauter, mêlé au vent, mêlé aux feuilles, le rayon d'une lanterne d'or. Je ne bougerai mie, je ne veux pas savoir qui, aux heures froidissantes du jour, tourne autour du jet d'eau, affronte l'Apollon de sel qui tend son arc contre les peupliers. Je ne veux pas savoir quels pieds ouvrent, comme une étrave, le lourd flot des jonchées, ni à qui appartient ce bras pur, nu, scintillant, qui passe entre les arbres et qui secoue leurs branches.

J'écoute, j'écoute ; d'autres pas sonnent dans ma mémoire ; d'autres lanternes s'allument sous les tilleuls ; d'autres murmures font alterner au hoquet du jet d'eau les sanglots doux des chouettes. O splendeur de la nuit d'automne ! L'immense cri des futaies en déroute n'est pas tel que l'on n'entende, à travers son gémissement, les prophéties obscures de notre propre cœur, ni cet appel désespéré que jette notre conscience aux mirages qui l'ont trahie.

Mais qui donc se penche sur la fontaine, qui donc passe en chantant ? Laquelle de ces femmes que j'ai rêvées sans les connaître, ni les rencontrer jamais, a pris une apparence corporelle, une densité, pour se lever sur les frontières de ma rêverie ? Laquelle rompt au passage une branche de ce lilas des Indes, dont la fleur de dentelle chiffonnée a la couleur du plus vieux corail ?

Est-ce lady Patricia que j'ai attendue longtemps et qui unissait dans ses veines le sang des vieux navigateurs saxons à celui des légères Apsarâs ? Je la vois s'avancer à pas lents et tranquilles, interroger d'un beau regard de panthère captive l'énigme de ce monde, d'un geste de la main susciter devant moi flambeaux et palmiers. Tout ce qu'elle porte est lourd, somptueux, chargé d'ans, tissé de pierreries. Ses pieds nus, faits de bronze, glissent entre les herbes sans les écraser. Elle m'apporte une confuse et riche ivresse, pleine de génies qui combattent, de vierges guerrières qui psalmodient des versets en brandissant leur arc, et du sommeil terrifiant des dieux lassés qui rêvent !

Est-ce Rhodocléia aux pures épaules qui aimait que l'écume lavât ses jambes et y fit serpenter autour d'elles sa charpie marine et flottante ? Je veux l'écouter, elle sait les secrets de l'éternelle sagesse : regardez-la, blanche comme le jet du lait qui mouille le pis de la vache sacrée ! Ne l'avez-vous pas vue auprès d'Ulysse quand il raillait les sirènes au beau ventre ; auprès d'Antigone, quand elle opposait aux décisions de l'homme qui passe la justice de la loi qui demeure ; auprès de Socrate quand il superposait sa cité vaine et réelle à la cité réelle et vaine. Elle bondit comme une antilope, elle bondit comme la Jeunesse qui court après l'Illusion, elle bondit, vous dis-je...

Mais il n'y a plus rien sous les arbres qu'un manteau de vent qui disparait...

Non, je n'ai saisi ni lady Patricia, ni Rhodocléia, et j'ai poursuivi la Jeunesse sans la retrouver. Elle errait cependant dans le jardin ; un vaste enchantement, fait de rayons, de sylphes et de musiques, s'évanouissait derrière ses pas. Des fleurs nouvelles, par leur croissance, m'indiquaient son chemin, des constellations inconnues, au fond du ciel, me révélaient la place de ses regards ; des sources fraîches, de-ci, de-là, me disaient qu'elle avait eu soif !

La Jeunesse est loin. L'automne souffle. Chaque arbre se dépouille et sacrifie ses trésors. Le jet d'eau sanglote. Ni sylphes, ni rayons, ni musiques ne raniment le noir jardin. Mais ne vois-je pas tout à coup la Sagesse, plus majestueuse que lady Patricia, plus subtile que Rhodocléia, plus séduisante que le Printemps même ? Elle arrête d'un mot le vent qui court, elle console le jet d'eau et me pacifie moi-même, la Sagesse, première apparition de la mort, la Sagesse, dernière illusion de la vanité humaine, la Sagesse, qui ressemble à la Vérité, comme un masque de carnaval ressemble à un visage de chair et d'os. !

Les roses sont mortes. Le jet d'eau s'est tu. Je me lève,je regarde. Il n'y a rien dans le jardin, torche, lanterne, ni bras nu. Les feuilles pourries font au pied des arbres un fumier végétal qui s'alourdit et grouille. Au sommet d'un cyprès, la dernière étoile bat de l'aile, comme une mouche de feu dans la toile d'araignée qui l'enveloppe. Un grand nuage cotonneux étouffe le monde et le prend à la gorge, un éclair blanc se disloque, et je vois à sa lumière dans l'espace, assis à la droite du Père, un enfant ailé, un enfant nu, qui pleure !

PREMIÈRE PLUIE EN PROVENCE

A PAUL MORAND.

C'est la première pluie de l'année. Longtemps, les nuages ont tourné autour de nous, tantôt noirs et tantôt livides ; parfois, de leurs flancs qui traînaient à terre, de lourds grondements s'échappaient, ou bien de brusques lueurs de volcan. Maintenant la pluie danse sur le sol, elle se sert, pour jouer, de chaque arbre comme d'un instrument différent, sonore quand il s'agit du platane, plus grêle avec les cèdres. La terre s'assombrit, il monte d'elle une odeur d'argile mouillée, fraîche, rude, saine, une odeur amoureuse et lente, qui réconforte et qui attriste à la fois.

Je me tiens sur le seuil de ma porte. J'écoute le chant de l'eau. A l'horizon, une lueur d'or monte de l'horizon, au-dessus du bouclier rouge du soleil ; tout le ciel est noir, sauf en ce coin béant, d'où la clarté s'écoule à gros bouillon, comme d'une artère crevée. C'est la première pluie de l'année... C'est aussi le premier jour de froid, la première flèche de l'automne. L'été s'en va ; dans la beauté des jours, je vois quelque chose qui ressemble à une ride au front d'une belle femme, à un fil d'argent dans sa chevelure ; c'est la crevasse et la fissure secrète par où tout glisse et disparaît ; c'est une menace épouvantable qui se lève partout à la fois !

Menace épouvantable, en effet ! J'ai peur, ce soir, et j'ai le désir de me serrer contre un être humain, et de me perdre en lui comme une épave dans la mer. Mouvement animal qui revient à certaines heures, comme une époque terrible de l'âme humaine : adhérer à une femme, sentir ses bras comme un câble froid autour de son cou, ses cheveux vivants contre sa bouche et croire qu'à deux on défie la vie et qu'on redoute moins la mort ! Voilà la plainte misérable qui s'élève soudain de l'homme, quand il est aveuglé par l'abîme ouvert à ses yeux et qu'il refusait de voir !

Cette tendresse qui vient tout à coup, secrète et vague et poignante, et cet appétit d'aimer toute chose, avec désespoir et avec pitié, de quoi donc sont-ils faits ? Je sens en eux une angoisse intolérable et le désir de la dissolution, et je ne sais plus si c'est la mort ou si c'est l'amour dont j'ai faim et soif, tant cette tendresse immense et presque sans objet ressemble au désir du néant !

Il passe à travers ma songerie des villes et des voyages, des sifflets de locomotives et des cris de sirènes. Il passe le Généraliffe et son pavillon le plus élevé, tout baigné par le soleil couchant, et ces terrasses suspendues au-dessus de la ville couleur de porcelaine, avec la Sierra-Nevada à gauche et la plaine illimitée et nue devant soi. Il passe des soirs de Venise, et cette brume qui fait de Saint-Georges Majeur une tour de verre filé, à demi dissoute dans le brouillard. Il passe les trois bassins de la Villa d'Este, l'un couleur de turquoise malade, et l'autre gris, et celui-ci plus vert que la mousse, et aussi cette allée de cent fontaines qui toutes se taisent maintenant...

Et il passe à travers ma songerie des rêves innombrables. L'un est oublié et l'autre perdu, et celui-là vieillit en silence. Tous, je voudrais les revivre, et je dirai à tous : «Mon esprit vous est fidèle. Je ne vous oublierai pas. Donnez-moi votre illusion et approchez-la de mon cœur, il bat plus vite près de vous. Vous voilà ! vous voilà ! Asseyons-nous ensemble et ne nous quittons plus ! Vous ne croyiez pas à ma constance ? Y croyez-vous maintenant? Toutes mes promesses, ne les ai-je pas tenues ? Comme autrefois, j'ai besoin de vos mensonges, comme naguère, de vos irisations ! »

Ce petit salon où je passe mes soirées solitaires n'est-il pas plein d'eux, comme d'un parfum tenace et mordant ? Un magnolia achève d'y mourir dans une coupe ébréchée, sur un secrétaire vermoulu : c'est sur lui que j'écris ces lignes. Il fait obscur et noir, mais si l'un d'eux revenait, ma demeure serait plus belle qu'une cathédrale, Fantômes créés par l'amour des hommes, Jessica, Béatrice, Madeleine, Josine, j'ouvre mes bras, mes faibles bras, pour vous écraser sur mon cœur.

Et il passe dans ma pensée des souvenirs et des agonies. Tous ces morts que j'ai connus conserveront-ils longtemps encore un tabernacle où reprendre visage humain ? Quant à mon tour, je m'étendrai dans mon linceul, ne mourront-ils pas de nouveau ? Pauvres morts sans gloire, morts tout entiers, qu'avez-vous à me reprocher ? De ne pas me consacrer à vous ? Pourquoi m'en vouloir de vivre loin de vous les années que les dieux me donnent ? J'en aurai tant d'autres à demeurer à vos côtés !

Ainsi, reviennent avec la pluie les mélancoliques rêveries d'automne, ballades où s'épanche notre âme. rondes où tournent nos souvenirs ! C'est une revue mélancolique de nous-mêmes, un crible de nos sentiments ; et l'homme debout sur sa porte songe à ce qu'il demandait à la vie, à son imagination, à sa réalité. A-t-il compris le monde ? A-t-il même compris une âme ? Tout s'échappe et tout le fuit ; il n'y a que formes qui se modifient et passent, feuilles qu'un vent emporte, dessins tracés sur une eau courante. De mon âme, des fumées montent, c'est toute ma destinée qui se consume ; et, dans ces spirales bleues qui tournent et qui fondent, je recrée mon passé entier.

Mille caprices s'échappent ainsi, mille caprices vaporeux et rapides. C'est une fenêtre qui s'ouvre dans une vieille maison, une femme paraît, tenant une lampe à la main ; elle la hausse, et j'aperçois soudain un miroir éteint et un pan de rideau noir, un galop de cheval retentit sur la route, elle laisse tomber une lettre, et la fenêtre se referme pour toujours. C'est un coin de parc, où des feuilles tombent, la brume y monte de toutes parts, obsédante et molle, sur de vieilles murailles, où des vases anciens se suivent, réunis par de longues lianes. Eurydice est assise sur un banc, subtile et douce, inaccessible ; elle regarde sans fin tomber les feuilles, et quand elle lève les yeux, elle voit passer un oiseau blanc, un oiseau qui fuit à jamais...

D'autres, d'autres songes encore ! Voici un salon circulaire où tout est noir, où un homme sans âge considère au dehors la brume jaune de Londres qui rampe derrière les fenêtres. A la pesante horloge noire, pendue au mur, il regarde tourner l'aiguille. Il attend une femme qui doit venir, il attend, et des gouttes de sueur perlent à son front. Enfin, s'ouvre la porte, mais il voit entrer le Temps, le Temps lui-même, avec sa faux et son sablier. Et partout, j'entends des adieux, partout monte une longue marée de cris et de larmes. Une main glacée se tend vers moi ; une main que je baise une dernière fois...

La pluie tombe toujours, et la nuit vient. Quelle fantasmagories n'ai-je pas distinguées dans ces derniers nuages, quelle vaine et triste image de mon âme et de mon destin ? Fumées qui montent de mon cœur et tournent dans l'air du soir, je les suis des yeux ; elles disparaissent. En elles seules à présent je trouve mon plaisir ; ce qui est réel m'échappe et me fuit, et je les aime maintenant plus que tout, ces fumées légères et gracieuses, qui incarnent mes pensées et qui se perdront si vite dans cet univers insaisissable, où tout nous fuit à jamais !

EDMOND JALOUX.

FREUD ET LA PSYCHANALYSE

La *Revue de Genève* est la première à donner une traduction française du célèbre neurologiste viennois.

Freud — il n'est pas de savant qui, aujourd'hui, soit plus diversement apprécié. Pour ceux-ci, un pauvre détraqué, dont les « élucubrations » n'ont aucune valeur scientifique. Pour ceux-là, un des plus grands noms de la science contemporaine, la révolution qu'il apporte dans les disciplines de l'esprit n'étant égalée que par celle que Darwin a accomplie dans la biologie : on dira un jour « la psychologie *avant* et *après* Freud ». D'autres encore émettent des jugements mitigés. On le compare à Gall, le célèbre protagoniste de la phrénologie, pour laquelle on s'emballait il y a un siècle comme on se passionne aujourd'hui pour la psychanalyse ; Gall, observateur de génie, mais dont le sens critique n'était pas à la hauteur des intuitions profondes. Ou encore on l'assimile à Lombroso, dont les idées discutables, ou même tout à fait erronées, ont cependant ouvert des horizons nouveaux, et engendré dans une foule de domaines des progrès considérables.

Depuis quelques années, son nom a dépassé les frontières des milieux médicaux et scientifiques. Mais, dans cette marche à la popularité, ses idées ont été le plus souvent dénaturées à tel point qu'il n'en est plus parvenu au grand public qu'une grotesque caricature. Preuve en soit l'article-charge qu'un maître, pourtant, de la biologie française, le zoologiste Yves Delage, n'a pas craint de consacrer à la psychanalyse, dans le *Mercure de France* du 1er septembre 1916.

Assurément, il est fort tentant, pour peu qu'on ait le sens du comique, de tourner en ridicule Freud et ses adeptes, en poussant à l'extrême leurs méthodes et leurs théories. Peut-être même, dans certains cas, ce persiflage est-il justifié. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit là de plaisanteries trop faciles pour être vraiment spirituelles, et je crois qu'il est plus profitable de rechercher, en dehors de tout parti pris, ce qu'il peut y avoir de juste et de fécond dans ces conceptions nouvelles, si hasardées nous paraissent-elles, et si fantaisistes que puissent être certaines d'entre elles. Car chacun sait que même des erreurs peuvent être fécondes. Toute l'histoire des sciences nous l'apprend.

Il convient en effet de ne pas oublier que les faits dont la psychanalyse a courageusement tenté de rendre compte — les symptômes hystériques, les phobies et les obsessions, les extravagances des rêves, les oublis, les tics, les calembours, la tendance au mensonge ou la kleptomanie, les extases des mystiques et les rites des francs-maçons, et cent autres bizarreries de la vie normale ou morbide — ces faits étaient jusqu'ici entièrement inexpliqués. Pourquoi cette honnête mère de famille, qui aime profondément ses enfants, est-elle jour et nuit poursuivie par la crainte obsédante de les empoisonner ? D'où vient la tendance de cet incendiaire à mettre le feu aux meules de foin qu'il trouve sur son chemin ? Que signifient les légendes ? Pour quelle cause cet écolier manifeste-t-il une haine irraisonnée pour son maître ou pour l'un de ses camarades ? Pourquoi ce jeune homme fuit-il les femmes ? — Feuilletez tous les traités de psychologie du monde, vous n'y trouverez aucun élément vous permettant de répondre à des questions de ce genre. Et cependant, ce sont justement des faits de cette catégorie qui intéressent la pratique de la vie, dont ont journellement à s'occuper les éducateurs, les médecins, les criminalistes, les historiens. Mais ces faits innombrables, pour la psychologie courante, ne constituent qu'un amas chaotique et obscur.

Dans ce maquis touffu, Freud a percé quelques allées directrices et taillé quelques ouvertures grâce auxquelles l'explorateur désorienté y voit un peu plus clair. Ces faits si disparates, il a proposé une théorie qui les embrasse tous. Vraie ou fausse, cette théorie générale a au moins l'avantage, et ce n'est pas rien, de les relier entre eux, de les coordonner, de les rapprocher tout en marquant ce qui les distingue, de leur assigner à chacun un déterminisme précis, de les faire dériver tous de quelques principes généraux, auxquels a conduit l'observation elle-même. Or, en science, une hypothèse, même si elle est loin d'être définitivement démontrée — et y a-t-il une théorie qui puisse se flatter de l'être ? — est légitime si elle rend mieux compte que les précédentes des phénomènes qui l'ont suscitée. Elle a légitimement le droit de régner jusqu'à ce qu'une théorie meilleure la détrône.

Que la théorie psychanalytique constitue une hypothèse qui mérite d'être prise en considération, c'est le moins qu'on puisse dire d'elle. Et les phénomènes dont elle s'occupe sont d'une telle importance, elle étend son empire sur tant de domaines qui intéressent l'humanité, qu'il n'est plus admissible aujourd'hui que le public cultivé nourrisse à son endroit des préventions ridicules, attitude vraiment trop naïve en face de l'édifice imposant que constitue aujourd'hui la somme des travaux de l'école nouvelle.

Mais il est indéniable qu'au premier abord, les théories freudiennes prêtent à rire. Les explications proposées ont souvent l'air diablement « tirées par les cheveux », et l'on se prend, en les lisant, à dire « aïe ! », comme à l'ouïe d'un trop mauvais calembour. De plus, elles font un appel constant aux vicissitudes de l'instinct sexuel, et souvent paraissent répugnantes, — à tel point qu'une revue allemande de philosophie catholique, qui pourtant a coutume de châtier ses expressions, allait récemment jusqu'à qualifier la psychanalyse de *Kloset-*

psychologie ! — Si l'on ajoute que la doctrine freudienne, née et grandie au contact de l'observation, a subi une évolution constante qui l'a, sinon transformée, du moins renouvelée au fur et à mesure que s'enrichissait l'expérience du maître, si l'on songe qu'elle recourt à une foule de néologismes, de concepts nouveaux et souvent mal définis, on comprendra aisément que l'œuvre de Freud n'ait pas été l'objet d'une étude attentive, surtout dans les pays de langue française.

Deux ou trois ans avant la guerre, comme je rendais visite au Dr Freud, celui-ci me montra un rayon de sa bibliothèque où s'alignaient ses principales œuvres dans les langues les plus diverses, anglaise, hollandaise, russe, polonaise, hongroise, italienne...

— Pas une seule traduction française ! remarqua-t-il.

Et il semblait en être d'autant plus étonné qu'il n'a jamais caché l'influence qu'avaient eue sur l'éclosion de ses théories, et son stage à la Salpêtrière, chez Charcot, et les premiers travaux de Pierre Janet sur l'automatisme psychologique. Il s'était figuré que l'esprit latin, si souple, serait plus apte à saisir les finesses de la vie mentale et les sous-entendus du subconscient, et lui accorderait, sinon le suffrage, tout au moins l'attention que ses compatriotes lui refusaient de la façon la moins courtoise. Ses premières communications dans les sociétés médicales de Vienne, il y a vingt ou vingt-cinq ans, avaient été en effet accueillies avec un silence glacial, et peu à peu, le vide s'était fait autour de sa personne, à tel point qu'il se comparait lui-même à Robinson dans son île.

Mais, chose inattendue, les Français ont été les tout derniers à s'intéresser à son œuvre. La première fois qu'ils en entendirent parler, ils en firent des gorges chaudes. Même M. Janet ne paraît pas avoir saisi ce qu'elle a de spécifiquement original et de fécond. La psychologie française semble répugner à la conception dynamique de l'activité mentale, qui s'est répandue avec profit dans d'autres pays, et qui est l'une des caractéristiques de la psychologie freudienne. Serait-ce qu'elle subit encore l'influence de Condillac et des idéologues, et de Taine, leur admirateur, qui, de peur d'ouvrir la porte à quelque entité métaphysique, décrivaient les choses de l'esprit plutôt qu'ils ne les expliquaient, et fermaient les yeux aux preuves de son activité propre ? — Quoi qu'il en soit, ce n'est que tout récemment que quelques rares neurologues ou psychiâtres ont commencé à emboîter le pas et à rendre au médecin viennois la justice qui lui est due. Le premier, resté longtemps le seul, est le Dr Morichau-Beauchant, de Poitiers ; puis vinrent les Drs Régis et Hesnard, et maintenant ce sont les Drs Dupré et Trepsat qui n'hésitent pas à se compromettre... N'oublions pas d'ajouter à ces noms celui du vieux psychologue Ribot qui, à la fin de sa vie, montrant en cela bien plus de fraîcheur et de liberté d'esprit que maints de ses disciples, a parfaitement distingué tout l'intérêt de la doctrine nouvelle. Ce n'est cependant pas un psychologue de carrière, mais un littérateur, il est vrai, fort bon psychologue à ses heures, M. Paul Bourget, qui, en France, me semble avoir le mieux aperçu le génie du novateur viennois ; dans son roman *Némésis* (1918), il l'appelle « un des plus originaux parmi les psychiâtres modernes », et salue sa « doctrine profonde », qu'il résume en quelques lignes pittoresques : « Notre âme ressemble à ces archipels où des îlots émergent à la surface des vagues, sommets visibles d'invisibles soubassements, de tout un relief sous-marin qui seul expliquerait ces rochers, ces terres, leur distribution, la nature de leur sol. Nos pensées, nos sentiments, nos volontés, reposent de même sur toute une substruction psychique dont les assises nous restent cachées, à nous et aux autres. »

Genève, il faut le dire, avait fait exception, dans les pays de langue française, à ce mouvement général d'ostracisme ou d'indifférence. A peine parus, les premiers travaux de Freud étaient cités et commentés par M. Flournoy, dont la perspicacité avait vite saisi leur valeur, et dont les idées, d'ailleurs, se rencontraient sur plus d'un point avec celles de l'illustre auteur autrichien, ainsi qu'on peut s'en persuader en parcourant *Des Indes à la Planète Mars*, publié au début de 1900, alors que la *Traumdeutung* n'apparaissait que dans le courant de la même année. — Dans la suite, la psychanalyse a trouvé chez nous des défenseurs dans la personne de MM. P. Bovet, G. Berguer, F. Morel, Ch. Baudouin, H. Flournoy, R. de Saussure, pour ne parler que des auteurs de livres ou de travaux relatifs à cette question. Il faudrait ajouter à cette liste le Dr Maeder qui, bien que Genevois, est un des représentants distingués de l'« Ecole de Zurich », groupe de psychanalystes qui, depuis une douzaine d'années, sous le patronnage des Drs Bleuler et Jung, cultivent la psychanalyse d'une façon indépendante, et la développent dans des directions un peu différentes de celle suivie par Freud lui-même. Notons encore l'ouvrage récent d'un Suisse romand, M. J. Vodoz, sur *Roland* (Paris, 1920) où la psychanalyse est appliquée à l'interprétation de la Chanson de Roland et du poème de V. Hugo sur l'immortel héros de la chevalerie française, et la traduction par M^lle^ Malan, de Genève, d'un ouvrage du pasteur Pfister sur la psychanalyse au service de la cure d'âme (Berne, 1920). La psychanalyse, on le voit, commence à être l'objet d'un certain nombre de publications dans notre langue.

Le moment est donc venu de donner enfin une traduction française d'une œuvre du maître lui-même. On ne pouvait mieux commencer, je crois, que par ces *Cinq leçons sur la psychanalyse* (professés en 1909), soit parce qu'elles sont le premier exposé systématique que Freud ait fait de ses théories, soit parce que, destinées à un public cultivé, mais pas spécialement médical, leur auteur s'est efforcé d'être aussi clair qu'il était possible.

Avant de lui laisser la parole, nous pensons utile de donner ici quelques indications générales qui faciliteront la lecture de ces leçons à ceux qui sont restés étrangers jusqu'ici à la « littérature » psychanalytique.

Le mot « psychanalyse » — qu'on écrivait tout d'abord et qu'on écrit encore souvent psycho-analyse ; mais nous pensons qu'il vaut mieux adopter l'orthographe simplifiée que nous utilisons ici — en est venu peu à peu à s'appliquer à quatre choses notablement différentes, quoique intimément unies entre elles :

1. (Et c'est son sens propre), une *méthode d'examen*, visant à l'exploration du subconscient par le moyen d'une analyse psychologique d'un genre spécial ;

2. Une *méthode de traitement* ;

3. Une tentative d'appliquer rigoureusement à la vie mentale le principe du *déterminisme*, en cherchant à expliquer une quantité de phénomènes (comme les rêves, les oublis, les délires, etc.) considérés jusqu'ici, sinon comme étant sans cause, du moins comme étant fortuits, produits aveugles du hasard ;

4. une *hypothèse générale* consistant à considérer toutes les créations de l'esprit humain (art, science, religion, philosophie) et la plupart de nos réactions journalières, comme exprimant des désirs subconscients de la nature humaine, ou comme étant plus ou moins sous l'influence de ceux-ci.

Ces quatre faces de la psychanalyse constituent-elles de véritables nouveautés ? Freud est-il véritablement un novateur ?

La plupart de ses critiques lui appliquent volontiers la maxime connue, que ce qui chez lui est bon n'est pas nouveau, et que ce qui est nouveau n'est pas bon. Voyez par exemple le Dr Heckel, dans un ouvrage récent (*La névrose d'angoisse*, Paris 1917) : « Il n'y a rien de nouveau dans la méthode de Freud, sinon l'amplification, sans solide étayage, d'un petit point de technique... Débarrassée de sa pompe et de sa grandiloquence, cette psychoanalyse de Freud est employée depuis les temps les plus reculés par les aliénistes de tous les pays.. » Mais cela n'empêche pas le Dr Heckel de tomber à bras raccourcis et sur la méthode « qui n'a aucune consistance » et sur la théorie qui en est sortie, sur les « pauvres élucubrations du spécialiste viennois. »

Nous pourrions donner d'autres citations de ce genre. Elles expriment, le plus souvent sous une forme discourtoise, une impression qui ne laisse pas d'être juste, cette impression que l'on a, en effet, en abordant la psychanalyse, d'y trouver à la fois, exposées dans un language abstrus, des vérités vieilles comme le monde, et des conceptions tellement nouvelles qu'elles en paraissent abracadabrantes. Mais cette impression ne saurait aucunement constituer un verdict de condamnation. Chacun sait que les grandes découvertes n'ont pas tant consisté dans l'avènement de faits absolument inédits, que dans la mise en valeur de certains phénomènes auxquels on ne prêtait pas l'attention, dans leur rapprochement alors qu'on les considérait comme dissemblables. Refuse-t-on à Newton la gloire d'avoir découvert la gravitation universelle, parce que son trait de génie n'a guère consisté — mais c'était tout ! — qu'à rapprocher des données qui *toutes* avaient été établies avant lui, à tirer parti des études mathématiques de Descartes et de Fermat, des expériences de Galilée sur la chute des corps, de celles d'Huygens sur la force centrifuge, des observations de Képler et de Hooke sur le mouvement des planètes ? Sans doute, tout, dans le domaine de la gravitation, avait été découvert, sauf, justement, la loi de gravitation elle-même. Eh bien, nous pouvons dire aussi que rien, dans la psychanalyse, n'est entièrement nouveau sauf, précisément, la psychanalyse.

Pour illustrer cette affirmation, et en même temps pour bien montrer tout ce que nous devons au professeur Freud, prenons quelques-unes des grandes idées qu'il a lancées — le refoulement, la signification des rêves, et d'autres. Nous allons voir que chacune d'elles rappelle des faits qui nous sont très familiers, ou même qui ont pû être déjà signalés, mais qu'en même temps le créateur de la psychanalyse est bien réellement le premier à en avoir saisi l'importance, à les avoir dénommés, codifiés et systématisés. (Il ne peut s'agir ici que de quelques brefs exemples, et nullement d'un exposé ou d'une discussion des opinions de la nouvelle école).

1. *Le refoulement* : Lorsqu'une impression, ou un souvenir, nous sont pénibles, nous les chassons de notre pensée, nous les refoulons de notre conscience. — Quoi de plus vulgaire, de plus évident ! Qui n'a jamais « chassé de son esprit » une pensée désagréable, une vision répugnante, un souvenir triste, un désir blâmable ? Et cependant, vous aurez beau chercher dans les plus gros traités de psychologie, vous ne trouverez signalé nulle part ce phénomène si banal, et, à plus forte raison, vous n'y découvrirez rien non plus sur son mécanisme, ni sur son rôle, ni sur ses conséquences.

2. *Action des éléments refoulés* : Ces pensées refoulées et devenues subconscientes, cloîtrées qu'elles sont dans le sous-sol de notre moi, et y restant sous pression, pour ainsi dire, continuent à avoir sur notre conduite, et indépendamment de notre volonté ou de notre jugement, une influence souvent décisive. — Ici encore que de faits montrent la justesse de cette conception ! Dans sa *Sixième promenade*, Jean-Jacques nous raconte qu'il avait pris l'habitude de faire un détour lorsqu'il approchait d'un certain boulevard. S'étant demandé d'où provenait cette habitude « machinale » : « Voilà — répond-il — ce que j'y découvris en réfléchissant ; car rien de tout cela ne s'était offert jusqu'alors distinctement à ma pensée » : il s'agissait d'éviter un petit mendiant dont le babil était déplaisant. « Nous n'avons guère de mouvement machinal, remarque Rousseau, dont nous ne puissions trouver la cause dans notre cœur, si nous savions bien l'y chercher ». Mettez « subconscient » à la place de « cœur », et vous avez dans toute sa pureté l'essence même de la doctrine psychanalytique. On voit qu'il n'y a pas là de quoi effrayer les populations !

C'est exactement la même idée qui est exprimée par Pascal dans son fameux aphorisme : « Le cœur a ses raisons, que la raison ne connaît point. »

Un biologiste français du siècle dernier, Durand (de Gros), trop méconnu, et qui l'un des premiers s'était occupé du subconscient, appelait les « moi » de la subconscience, « les souffleurs cachés, les suggesteurs secrets de nos sentiments, de nos pensées, de nos résolutions ». Mais cette remarque si profonde est restée complètement inaperçue ou incomprise.

Souvent la pensée refoulée, au lieu de se traduire par un acte, ne se trahit que par un malaise. Cette fois, nous sommes en plein dans le domaine des constatations les plus vulgaires. Qui n'a éprouvé les tourments de la « mauvaise conscience », causés par le refoulement du souvenir de nos fautes, quand nous n'osons pas les regarder en face, nous les avouer ? ou les bienfaits de la confession (cette psychanalyse avant la lettre) qui, en donnant issue à ces états refoulés, délivre l'âme du poids qui l'oppressait ? — Et rappelons aussi les désagréments de l'ambition « rentrée », de la colère rentrée, même des discours rentrés. De ces refoulements, on n'en souffrirait pas seulement, on en mourrait parfois, à en croire notre Tœpffer qui, dans le *Docteur Festus*, fait trépasser l'astronome Apogée, le dix août à quatre heures, d'un « astre rentré »... (Qu'il y a plus de psychologie, dans ces aimables récits, que dans bien des traités savants !)

3. *Le déguisement* : Les sentiments ou les désirs refoulés, pour pouvoir se donner issue, trompent la censure qui les avait refoulés, en se déguisant, de façon à être méconnus par elle. — Voilà une des parties de la doctrine freudienne qui a déchaîné le plus de sarcasmes. Cependant, ce fait même du déguisement a été constaté de tout temps ; on y fait allusion dans une foule de proverbes ou de locutions familières, on a même donné à certaines de ses modalités des noms connus de tous (symbole, métaphore). Lorsque le poltron siffle dans le bois, n'est-ce pas pour se dissimuler à soi-même sa peur ? C'est, à n'en pas douter, une réaction de peur, mais qui revêt l'aspect de la tranquille assurance, pour pouvoir s'exprimer au dehors sans froisser l'amour-propre toujours chatouilleux du moi. Lorsque Ponce Pilate s'est « lavé les mains », il a donné issue à un impérieux besoin de purification, sans avoir à s'avouer, chose toujours pénible, que c'était son âme de lâche qui avait réellement besoin d'être nettoyée. Dans *Macbeth*, de Shakespeare, on retrouve ce même symbole de la culpabilité chez Lady Macbeth qui fait le simulacre de se laver sans cesse une tache de sang imaginaire. Et l'on a décrit des impulsions analogues dans des cas de psychose criminelle.

Et toutes les métaphores ! Combien d'entre elles qui n'ont pas d'autre but que d'esquiver une représentation désagréable, tout en lui permettant tout de même de s'exprimer à l'entourage. On m'excusera si, comme exemple typique, je rappelle la façon de désigner, par deux initiales (empruntées à une langue étrangère pour que le déguisement soit plus complet encore), ou par quelque nombre conventionnel, certains petits locaux de nos appartements, dont il est tout à fait malséant de prononcer le nom véritable. Parfois, l'idée pénible, pour mieux se dissimuler, met le masque de son contraire : « C'est du propre ! » s'écrie la ménagère, lorsque son chat, ou son enfant, a fait « du sale » dans un coin de la cuisine.

Le déguisement peut prendre encore la forme bien connue de la justification ; les dictons « qui s'excuse s'accuse », « les raisins sont trop verts », « quant on veut tuer son chien, on dit qu'il est enragé », etc., montrent que cette façon d'agir de l'esprit a depuis longtemps été observée par la conscience populaire. — Mais Freud est le premier à avoir songé à en sonder les causes psychologiques, à avoir recherché ce que tout cela signifiait, à avoir montré l'extension considérable de ce mécanisme de déguisement, et son rôle dans une foule de phénomènes sociaux et pathologiques.

4. *Le rêve* : Le rêve représente la réalisation déguisée d'un souhait refoulé. — Comme on s'est moqué de cette hypothèse, lorsque Freud, en 1900, l'a lancée ! On considérait alors le rêve comme le résultat désordonné de l'association des idées dansant, livrées à elles-mêmes, une incompréhensible farandole... Et voilà qu'on nous raconte que le rêve a un sens, un sens profond, qu'il exprime même parfois ce qu'il y a de plus personnel en nous ! Quelle idée saugrenue ! On trouve un écho de cette stupéfaction dans un ouvrage du Dr Dide, paru à Paris en 1918 : « Je ne m'attarderai pas, dit-il, à discuter le sophisme de Freud, qui voit dans le rêve la réalisation déguisée d'un désir réprimé. Cette conception unilatérale naît d'une vue dogmatique, et il faut remonter à la scolastique moyenageuse... » etc. Et le Dr Heckel, déjà cité, n'est pas plus tendre : la théorie de Freud, dit-il, n'est qu'« un exemple de cette myopie ordinaire aux spécialistes d'éducation germanique, dont la culture médicale est aussi faible que le goût de l'obscurité et de la rumination spéculative est développé. »

Mais ici encore la théorie de Freud s'harmonise avec la conception la plus ancienne que l'on ait eue du rêve : l'humanité, dès ses débuts, en cherchant à interpréter les songes, n'a-t-elle pas implicitement reconnu que ceux-ci avaient un sens ? Freud n'a fait qu'expliciter cette croyance confuse et quasi instinctive.

Du reste, la plupart des auteurs — même ceux qui n'ont rien de germanique — qui se sont occupés du rêve ont signalé en passant son caractère révélateur. Le Dr Tissié, dans son livre sur les rêves (1890) racontait déjà que le baron de Trenck, enfermé dans son cachot et pâtissant de la faim, voyait en rêve des tables bien servies. Un autre auteur, Alfred Maury (1878) avait remarqué que « dans le rêve, c'est surtout l'homme primitif qui se révèle ». Et Alphonse Daudet, qui n'est pas un Austro-allemand, je crois, a écrit : « le rêve est une soupape ». Ce qu'il y a de plus plaisant, c'est que ceux qui ont le plus maltraité Freud en viennent — sans s'en douter, faut-il croire — à s'approprier sa manière de voir. Yves Delage, par exemple, déclare que les rêves correspondent à des « velléités de la vie réelle », ayant « une signification intime » ; « le rêve, dit-il, tel un subtil Asmodée, soulève les couvercles des crânes, fouille dans le creux des circonvolutions cérébrales pour y trouver des pensées si secrètes que la méditation la plus approfondie ne les aurait pas découvertes. Ces pensées pourront rester cachées au rêveur sous leur déguisement... » Et le Dr Dide, — ça, c'est un comble ! — trois lignes après celles que nous venons de citer, où il répudiait la doctrine freudienne du rêve, déclare « que la trame des rêves est faite surtout de désirs et de craintes réalisés ou refoulés » !

L'analogie entre le rêve et le désir avait d'ailleurs dès longtemps été remarquée par la conscience populaire, qui a cristallisé dans le langage cette observation vieille comme l'humanité, en donnant le nom de « rêves » à nos plus ardents désirs.

5. *La compensation de la réalité* : Lorsque la vie réelle ne répond pas aux aspirations du moi, celui-ci produit toute une efflorescence de fantaisies destinées à servir de substitut, d'*Ersatz*, à ce que la vie terre à terre et concrète ne fournit pas. — Freud n'a pas découvert ce phénomène si souvent signalé ; mais il est le premier à l'avoir mis en vedette, à en avoir tiré pleinement parti, à montrer qu'il a dans la vie psychique une importance qu'on ne soupçon-

nait pas. Alphonse Daudet, dans le *Nabab*, raconte les aventures de M. Joyeuse, un commis de bureau : « Au bureau, les chiffres le fixaient encore... ; mais dehors, son esprit prenait la revanche de ce métier inexorable... il inventait alors des aventures extraordinaires, de quoi défrayer vingt romans-feuilletons. » Et Daudet ajoute : « La race est plus nombreuse qu'on ne croit de ces dormeurs éveillés chez qui une destinée trop restreinte comprime des forces inemployées, des forces héroïques. » Flournoy avait, lui aussi, interprété les cycles somnambuliques de M^lle^ Smith comme « une revanche éphémère et chimérique de l'idéal sur le réel, du rêve impossible sur les nécessités quotidiennes, des aspirations impuissantes sur le destin écrasant et aveugle ». Nous pourrions multiplier de telles citations.

Ce processus de compensation se retrouve dans une foule de manifestations diverses, et en constitue la raison d'être : il établit ainsi une parenté entre le rêve, l'art, le mythe, la légende, la philosophie, la névrose, la folie. Tous ces phénomènes ont pour trait commun de servir d'exécutoire aux désirs inassouvis, de réaliser fictivement l'idéal souhaité. C'est le mérite de l'école psychanalytique de l'avoir montré, bien que la chose ait été parfois signalée avant elle. Ainsi Nietzsche, qui a si souvent développé des théories toutes freudiennes affirmait déjà que sous les systèmes philosophiques les plus impersonnels et objectifs en apparence se cachait l'idéal du philosophe. Et, dans *Le crime de Sylvestre Bonnard* (1881) Anatole France fait dire au jeune Gélis : « Dans tous les arts l'artiste ne peint que son âme... Qu'admirons-nous, dans la *Divine Comédie*, sinon la grande âme de Dante ? Et les marbres de Michel-Ange, que nous représentent-ils d'extraordinaires, sinon Michel-Ange lui-même ? Artiste, on donne sa propre vie à ses créations... ». « Que de paradoxes et d'irrévérences, s'écrie le vieux Bonnard. Mais les audaces ne me déplaisent pas dans un jeune homme. » Grâce à Freud, nous comprenons aujourd'hui que ce qui semblait paradoxes et audaces il y a quarante ans pourrait bien n'être que l'expression d'une vérité très profonde.

Freud devient le père d'une critique artistique et littéraire d'un genre tout nouveau, et qui va bien plus profond, dans l'analyse des chefs-d'œuvres, que cela n'avait jamais été le cas jusqu'ici. Le mérite de cette nouvelle forme de critique, c'est d'être essentiellement compréhensive. Le bizarre, l'inédit, prennent un sens à ses yeux.

Pour se rendre compte des progrès qu'a fait accomplir à l'analyse psychologique des œuvres littéraires la psychanalyse, qu'on se reporte à trente ans en arrière, à l'ouvrage fameux alors du Dr Max Nordau, *Dégénérescence.* Combien surannée, combien courte et superficielle cette ancienne manière de critique ne nous semble-t-elle pas ! « Dégénérés et imbéciles, détraqués, individus aux centres de perception émoussés » ; Mæterlinck, il atteint « les bornes extrêmes de l'idiotie », Verlaine, un « effrayant dégénéré, au crâne asymétrique, vagabond impulsif et faible d'esprit », Baudelaire, un « dégénéré égotiste », Ibsen, un « détraqué méchant et antisocial »... tels sont quelques échantillons des diagnostics vraiment un peu simplistes du psychiâtre lombrosien.

Sans doute, comme l'avait fort bien aperçu le regard perçant de Lombroso, il y a parenté entre le génie et la folie ; mais quelle est la nature de cette parenté, il n'a pas su le dire, et c'est Freud qui nous le dévoile aujourd'hui.

6. *La pensée symbolique* : Le penser par symboles représente un stade inférieur de la pensée. — L'école de Freud oppose la pensée symbolique à la pensée logique, et montre que, dans le rêve, dans l'aliénation, il y a régression à la pensée symbolique, à la pensée du primitif. Or Nietzsche avait exprimé la même opinion : « L'homme raisonne aujourd'hui dans le rêve comme l'humanité raisonnait à l'état de veille il y a plusieurs milliers d'années. Le rêve nous reporte à des états lointains de la civilisation, et nous fournit un moyen de les mieux comprendre ». Et Berthelot (1863) : « L'enfant se plaît dans le rêve, et il en est de même des peuples qui commencent. »

Le rapprochement entre le rêve et la folie, qui s'est montré si fécond pour la compréhension de certaines démences, ce rapprochement avait été déjà établi jadis. Au XVIII^e^ siècle, un nosologiste, Sauvage, déclare que la folie est « véritablement le songe de celui qui veille », et bien souvent depuis on a dit que les fous sont des hommes qui rêvent éveillés. Moreau de Tours, en 1855, allait même jusqu'à affirmer qu'« un seul mot peut exprimer les rapports qui existent entre la pensée-rêve et la pensée-délire ; ce mot, c'est : « identité ». Et Gérard de Nerval définissait le délire « l'épanchement du rêve dans la vie réelle », etc., etc.

Mais tout cela, ce n'étaient que de simples remarques en passant, et Freud est le premier qui ait tiré de ces rapprochements une théorie féconde des troubles mentaux.

7. *Le refuge dans la maladie* : La névrose a une signification fonctionnelle, dynamique, elle est une manifestation défensive de l'individu qui se réfugie dans la maladie pour échapper aux conflits qu'il ne peut surmonter. — Cette doctrine, qui projette une lumière si vive sur tout le fouillis obscur des psychoses, est peut-être une des parties les plus complétement neuves du système freudien. Et cependant, là encore, l'inédit rappelle du connu : nous trouvons en effet que cette manière de concevoir les affections mentales s'harmonise admirablement avec la conception moderne des maladies physiques, regardées aujourd'hui comme des réactions défensives contre une cause nocive (l'inflammation, la fièvre, la purulence, etc.). « *Flucht in die Krankheit*, doctrine profonde qui étend au monde mental cette forte vue de la pathologie que la maladie n'est qu'une manifestation défensive de la vie » a dit Paul Bourget.

On a découvert à ce propos à Freud un ancêtre, qu'il était lui-même loin de soupçonner : Schopenhauer, qui, dans une page curieuse, expose la théorie du refoulement, et explique la maladie mentale comme en étant une conséquence : « C'est dans la résistance de la volonté à laisser parvenir à la lumière de l'intelligence ce qui lui répugne que l'on doit voir la source de la folie. » N'est-ce pas là exactement le sens de la conception psychanalytique ?

Un fait qui me paraît être une éclatante confirmation de cette manière de voir, c'est le sentiment qu'ont parfois les malades eux-mêmes d'être à leur aise dans leur maladie, et, quelque désagréables que soient les symptômes dont ils souffrent, de les aimer cependant. « Au fond, j'ai peur d'être guérie, j'aime ma maladie » me disait une jeune fille, victime d'obsessions fort pénibles. Et le Dr Schnyder, de Berne, a publié en 1912 dans les *Archives de Psychologie* le journal intime d'une jeune hystérique, ignorant complétement les théories freudiennes, et dans lequel elle parle ainsi de sa névrose : « N'est-ce pas un refuge tout indiqué pour quiconque, affaibli, diminué, dominé par le sentiment de son impuissance, se sent hors de combat ? Puisque ce refuge se présente de lui-même à moi, pourquoi ne l'accueillerais-je pas à bras ouverts ? ».

8. *La libido* : L'instinct sexuel est le mobile fondamental de toutes les manifestations de l'activité psychique. — Voilà, sous sa forme la plus simple, la doctrine fameuse du « pansexualisme », qui a provoqué le grand scandale. Celui-ci eût sans doute été moins vif si l'on n'avait moins souvent ignoré que, pour Freud, la notion de libido dépasse de beaucoup celle de sexualité. J'accorde volontiers que Freud et ses disciples n'ont guère été bien clairs à ce propos ; mais il faut savoir lire entre les lignes, et saisir l'esprit, et non la lettre de la théorie. *Libido*, cela signifie le plus souvent le désir impétueux, — dont, il est vrai, le désir sexuel est, selon Freud, le type et le premier représentant, dans l'évolution de l'individu — ; c'est ce désir de bonheur, ou de jouissance, cet intérêt pour tout ce qui est de nature à satisfaire nos besoins, que personne ne niera être le principe même de toute notre activité. « Car tous les hommes désirent être heureux, a dit Pascal. Quelques différents moyens qu'ils y emploient, ils tendent tous à ce but. C'est le motif de toutes les actions de tous les hommes, jusqu'à ceux qui se tuent et qui se pendent... Tout ce qui est au monde est concupiscence de la chair, ou concupiscence des yeux, ou orgueil de la vie : *libido sentiendi, libido sciendi, libido dominandi* ». — Chacun sait d'ailleurs que les moralistes chrétiens ont toujours rapproché les divers modes de la sensualité, et regardé la sensualité génitale comme le type de toute

luxure. Sans s'en douter, Freud ne fait, ici, que répéter saint Augustin.

Mais il est vrai que, à côté de cette doctrine générale, Freud a échafaudé sur l'évolution et le rôle de l'instinct sexuel, toute une série d'hypothèses qui sont discutables et discutées. Je n'ai pas à les examiner ici. Je tiens seulement à faire remarquer que — exception faite de certaines règles de conduite que l'école de Vienne a cru pouvoir en déduire, et auxquelles je suis loin de souscrire — la théorie en elle-même n'a rien de scandaleux. L'adjectif scandaleux ne saurait s'appliquer à une théorie scientifique qui est une interprétation sincère de faits loyalement recueillis. La seule question qui se pose est celle de savoir si cette théorie est vraie ou fausse, est probable ou improbable, ou encore dans quelle mesure elle est juste, si on a des raisons pour ne pas l'adopter intégralement.

Nous devons noter que si Freud a donné aux tendances sexuelles un rôle de premier plan parmi celles qui forment la trame de notre sous-conscience — ce qui s'explique très bien par le processus du refoulement, car ce sont évidemment les tendances de cette nature qui viennent se heurter à la censure — l'importance de ces tendances dans la genèse des névroses a été reconnue par la plupart des médecins, et leur influence dans la vie de tous les jours est un fait quasi-évident.

Il est inutile d'accumuler ici des attestations médicales. Je me borne à deux citations. L'une est tirée d'un ouvrage récent de M. Léon Daudet (*L'hérédo*, 1916) : « Le désir, quel que soit son objet, relève toujours de l'instinct génésique pur ou à l'état de dissimulation. » L'écrivain français admet une sorte d'intercommunication nerveuse entre les centres d'énergie du système sexuel et ceux des autres systèmes psychiques, de telle sorte que l'énergie non utilisée ici peut venir se dépenser là. « L'instinct génésique... peut être l'instrument de l'initiative créatrice... Ce qui est dépensé dans l'amour et la fécondation véritable n'est pas employé à la libération des hérédismes... Inversement, ce qui concourt à la libération littéraire, artistique, scientifique, politique, des hérédismes est autant de pris sur la dépense amoureuse... » N'avons-nous pas là, exprimée sous une autre forme, la théorie freudienne de la *sublimation*, selon laquelle la tendance sexuelle peut se transmuer en une tendance plus élevée, plus compatible avec les obligations sociales ou morales ? Et cette théorie de la sublimation de l'amour sensuel, qui est aussi l'un des principes nouveaux et féconds proposés par Freud, avait été entrevue par Secrétan, ainsi que l'a rappelé M. Pierre Bovet, dans son livre sur l'*Instinct combatif*.

La seconde citation, je l'emprunte au Dr Dide, qui, tout à l'heure, maltraitait si fort son collègue de Vienne. Dans un paragraphe intitulé « L'héroïsme dans ses rapports avec l'instinct génital », l'auteur résume les observations qu'il a faites au cours de la guerre : « Une ancestrale puissance pousse les hommes à agir de façon à mettre en lumière leur valeur, leur courage... J'y vois la preuve d'un instinct qui remonte plus haut que les origines humaines et dont le but métaphysique est l'amour... En fait, consciemment ou non, l'instinct génital domine toute la première partie de notre existence, et en affirmant que nos bouillants guerriers sont souvent des héros en amour je ne fais que répéter l'observation de tous les psychologues... Au fond de tout renoncement sublime existe un peu d'amour féminin... »

⁂

Mais en voilà assez, je crois, pour montrer que la psychanalyse n'est pas une construction en l'air, fantaisie baroque engendrée de toutes pièces par l'imagination luxuriante — ou luxurieuse — d'un homme. Non pas. Elle repose au contraire sur une multitude de faits qui, pour avoir été complètement négligés par les psychologues, ont été cependant presque tous plus ou moins distinctement aperçus. Le génie de Freud, c'est d'avoir glané tous ces faits, que la psychologie dédaignait, d'en avoir saisi la valeur, d'en avoir fait une gerbe imposante.

La psychanalyse n'a d'ailleurs pas la prétention — Freud insiste là-dessus — d'être une théorie complète de l'activité mentale. Elle ne s'oppose pas à la psychologie courante, mais, fille émancipée, elle a vécu jusqu'ici d'une vie indépendante, s'est forgée un langage à elle, et ne s'est pas fait faute de mépriser sa mère naturelle, qui du reste le lui a bien rendu. Le moment serait venu de rétablir les liens familiaux qui doivent les unir, de réintégrer la psychanalyse dans le foyer maternel qu'elle enrichira et revivifiera.

Sans doute pourrait-on reprocher aux psychanalystes d'affecter trop souvent une attitude sectaire et dogmatique, qui n'a rien de scientifique ; il leur arrive de confondre les hypothèses avec les faits, d'ignorer le doute méthodique, et ils s'imaginent volontiers qu'une théorie est un credo. Aussi les voit-on en proie aux querelles intestines, divisés en petites chapelles ennemies entre elles, et hermétiquement closes aux profanes, qu'ils abordent avec un air semi-mystérieux de supériorité satisfaite, comme s'ils étaient les hiérophantes de quelque doctrine ésotérique. — Mais ce sont là faiblesses humaines, et les infirmités ou les étroitesses des disciples ne sauraient entrer en ligne de compte dans l'appréciation objective de la théorie, ni par conséquent en amoindrir la valeur.

Et cette valeur est grande. En insistant sur le côté dynamique des phénomènes subconscients la psychanalyse est pour la psychologie un ferment vivifiant. La psychologie expérimentale, qui s'est appliquée à nous renseigner sur le mécanisme des processus mentaux a presque complètement oublié de sonder les raisons des mouvements de ces mécanismes. Ce sont ces ressorts cachés que la psychanalyse a cherché à découvrir et à décrire.

Par la nouveauté des idées qu'elle nous suggère, par la fécondité dont elle a fait preuve, l'œuvre de Sigmund Freud constitue l'un des événements les plus importants qu'ait jamais eu à enregistrer l'histoire de la science de l'esprit

EDOUARD CLAPARÈDE.

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE LA PSYCHANALYSE

I

Ce n'est pas à moi que revient le mérite — si c'en est un — d'avoir mis au monde la psychanalyse. Je n'ai pas participé à ses premiers commencements. J'étais encore étudiant, absorbé par la préparation de mes derniers examens, lorsqu'un médecin de Vienne, le Dr Joseph Breuer[1] appliqua pour la première fois ce procédé au traitement d'une jeune fille hystérique (cela remonte aux années 1880 à 1882). Il convient donc de nous occuper tout d'abord de l'histoire de cette malade et des péripéties de son traitement[2]. Mais auparavant encore un mot. Ne craignez pas qu'une éducation médicale soit nécessaire pour suivre mon exposé. Nous ferons route un certain temps avec les médecins, mais nous ne tarderons pas à prendre congé d'eux pour suivre le Dr Breuer dans une voie tout à fait originale.

La malade du Dr Breuer était une jeune fille de vingt-et-un ans, très intelligente. Elle manifesta au cours des deux années de sa maladie une série de troubles physiques et mentaux plus ou moins graves. Elle présenta une contracture des deux extrémités droites avec anesthésie ; de temps en temps la même affection apparaissait aux membres du côté gauche ; en outre, trouble des mouvements des yeux et perturbations multiples de la capacité visuelle ; difficulté à tenir la tête droite ; toux nerveuse intense ; dégoût de toute nourriture et, pendant plusieurs semaines, impossibilité de boire malgré une soif dévorante. Elle présentait aussi une altération de la fonction du langage, ne pouvait ni comprendre ni parler sa langue maternelle. Enfin elle était sujette à des « absences », à des états de confusion, de délire, d'altération de toute la personnalité ; ce sont là des troubles auxquels nous aurons à accorder toute notre attention.

---

[1] Le Dr J. Breuer, né en 1842, est bien connu par ses travaux sur la respiration et sur la physiologie du sens de l'équilibre.

[2] L'exposé détaillé de ce cas se trouve rapporté dans les *Studien über Hysterie*, publiées à Vienne, en 1895, par Breuer et Freud.

Il semble naturel de penser que des symptômes tels que ceux que nous venons d'énumérer, révèlent une grave affection, probablement du cerveau, affection qui offre peu d'espoir de guérison, et qui sans doute conduira promptement à la mort. Les médecins diront pourtant que dans une quantité de cas aux apparences si graves, on peut formuler un pronostic beaucoup plus favorable. Lorsque des symptômes de ce genre se rencontrent chez une jeune femme dont les organes essentiels, le cœur, les reins, etc., sont tout à fait normaux, mais qui a eu à subir de violents ébranlements *affectifs*, et lorsque ces symptômes se développent d'une façon capricieuse et inattendue, les médecins se sentent rassurés. Ils reconnaissent en effet qu'il s'agit là, non pas d'une affection organique du cerveau, mais de cet état bizarre et énigmatique auquel les médecins grecs donnaient déjà le nom d'*hystérie*, état capable de simuler tout un ensemble de troubles graves, mais qui ne met pas la vie en danger et qui laisse espérer une guérison complète. Il n'est pas toujours facile de distinguer une telle hystérie d'une profonde affection organique. Mais il ne nous importe pas ici de savoir comment on établit ce diagnostic différentiel ; notons simplement que le cas de la jeune fille de Breuer est de ceux qu'aucun médecin habile ne manquera de ranger dans l'hystérie. Il convient de rappeler ici que les symptômes de la maladie ont apparu alors que la jeune fille soignait son père qu'elle adorait, au cours d'une maladie à laquelle il devait succomber, et que sa propre maladie l'obligea à renoncer à ces soins.

Les renseignements qui précèdent épuisent ce que les médecins pouvaient nous apprendre sur le cas qui nous intéresse. Le moment est venu de quitter ces derniers. Car il ne faut pas s'imaginer que l'on a beaucoup fait pour la guérison lorsqu'on a substitué le diagnostic d'hystérie à celui d'affection cérébrale organique. L'art médical est le plus souvent aussi impuissant dans un cas que dans l'autre. Et quand il s'agit d'hystérie, le médecin n'a rien d'autre à faire qu'à laisser à la bonne nature le soin de réaliser le rétablissement complet qu'il est en droit de pronostiquer[1].

Si le diagnostic d'hystérie touche peu le malade, il touche beaucoup le médecin. Son attitude est tout autre à l'égard de l'hystérique qu'à l'égard de l'organique. Il n'accorde pas à celui-là le même intérêt qu'à celui-ci, car son mal est bien moins sérieux, malgré les apparences. N'oublions pas non plus que le médecin, au cours de ses études, a appris, par exemple dans des cas d'apoplexie ou de tumeurs, à se représenter plus ou moins exactement les causes des symptômes organiques. Au contraire, en présence des singularités hystériques, son savoir, sa science anatomique, physiologique et pathologique le laissent en l'air. Il ne peut comprendre l'hystérie. En face d'elle il est incompétent. Ce qui ne vous plaît guère quand on a l'habitude de tenir en haute estime sa propre science. Les hystériques perdent donc la sympathie du médecin. Il les considère comme des gens qui transgressent les lois, tout comme un fidèle considère les hérétiques. Il les juge capables de toutes les vilenies possibles, les accuse d'exagération et de simulation intentionnelle; et il les punit en leur retirant son intérêt.

Le D^r Breuer, lui, n'a pas suivi une telle conduite. Bien que tout d'abord il fût incapable de soulager sa malade, il ne lui refusa ni sa bienveillance ni son intérêt. Sans doute sa tâche fut-elle facilitée par les remarquables qualités d'esprit et de caractère dont elle témoigna. Et la façon sympathique avec laquelle il se mit à l'observer lui permit bientôt de lui porter un premier secours.

---

[1] Je sais que cette affirmation n'est plus exacte aujourd'hui, mais elle l'était à l'époque où nous nous sommes transportés, avant 1880. Si, depuis lors, les choses ont changé, les études dont j'esquisse ici l'histoire ont contribué pour une bonne part à ce changement.

On avait remarqué que dans ses états d'absence, d'altération psychique avec confusion, la malade avait l'habitude de murmurer quelques mots qui semblaient se rapporter à des préoccupations intimes. Le médecin se fit redire ses paroles et, ayant mis la malade dans une sorte d'hypnose, les lui répéta mot à mot, espérant ainsi déclancher les pensées qui la préoccupaient. La malade tomba dans le piège et se mit à raconter l'histoire dont les mots murmurés pendant ses états d'absence avaient trahi l'existence. C'étaient des fantaisies d'une profonde tristesse, souvent même d'une certaine beauté, nous dirons des *rêveries*, qui avaient pour thème une jeune fille au chevet de son père malade. Après avoir exprimé un certain nombre de ces fantaisies, elle se trouvait délivrée et ramenée à une vie psychique normale. L'amélioration, qui durait plusieurs heures, disparaissait le jour suivant, pour faire place à une nouvelle absence que supprimait, de la même manière, le récit des fantaisies nouvellement formées. Nul doute que la modification psychique manifestée pendant les absences était une conséquence de l'excitation produite par ces formations fantaisistes d'une vive tonalité affective. La malade elle-même qui, à cette époque de sa maladie, ne parlait et ne comprenait que l'anglais, donna à ce traitement d'un nouveau genre le nom de *talking cure* ; elle le désignait aussi en plaisantant, du nom de *chimney sweeping*.

On remarqua bientôt, comme par hasard, qu'un tel nettoyage de l'âme faisait beaucoup plus qu'éloigner momentanément la confusion mentale toujours renaissante. Les symptômes morbides disparurent aussi lorsque, dans l'hypnose, la malade se rappela, avec extériorisation affective, à quelle occasion ces symptômes s'étaient produits pour la première fois. Il y avait eu, cet été-là, une période de très grande chaleur, et la malade avait beaucoup souffert de la soif, car, sans pouvoir en donner la raison, il lui avait été brusquement impossible de boire. Elle pouvait saisir le verre d'eau, mais aussitôt qu'il touchait ses lèvres, elle le repoussait comme une hydrophobe. Durant ces quelques secondes elle se trouvait évidemment en état d'absence. Elle ne se nourrissait que de fruits, pour étancher la soif qui la tourmentait. Cela durait environ depuis six semaines, lorsqu'elle se plaignit un jour, dans l'hypnose, de sa gouvernante anglaise qu'elle n'aimait pas. Elle raconta alors, avec tous les signes d'un profond dégoût, qu'elle s'était rendue dans la chambre de cette gouvernante et que le petit chien de celle-ci, un animal affreux, avait bu dans un verre. Elle n'avait rien dit, par politesse. Son récit achevé, elle manifesta violemment sa colère, restée contenue jusqu'alors. Puis, elle demanda à boire, but une grande quantité d'eau, et se réveilla de l'hypnose le verre aux lèvres. Le trouble avait disparu pour toujours[1].

Arrêtons-nous un instant à cette expérience. Personne n'avait encore fait disparaître un symptôme hystérique de cette manière et n'avait pénétré si profondément dans la compréhension de ses causes. Quelle découverte grosse de conséquences si la plupart de ces symptômes pouvaient être supprimés de cette manière ! Breuer n'épargna aucun effort pour en faire la preuve. Il étudia systématiquement la pathogénèse d'autres symptômes morbides plus graves. Dans presque chaque cas il constata que les symptômes étaient comme des résidus, pour ainsi dire, d'expériences émotives que, pour cette raison, nous avons appelées plus tard *traumas psychiques* ; leur caractère particulier s'apparentait à la scène traumatique qui les avait provoqués. Selon l'expression consacrée, les symptômes étaient *déterminés* par les scènes dont ils formaient les résidus mnésiques, et il n'était plus nécessaire de voir en eux des effets arbitraires et énigmatiques de la névrose. Cependant, contrairement à ce que l'on attendait, ce n'était pas toujours d'un seul événement que le symptôme résultait, mais, la plupart du temps, de multiples *traumas* souvent analogues et répétés. Par conséquent, il fallait reproduire chronologiquement toute cette chaîne de souvenirs pathogènes, mais dans l'ordre inverse, le dernier d'abord et le premier à la fin ; impossible de pénétrer jusqu'au premier trauma, souvent le plus efficace, si l'on sautait les intermédiaires.

---

[1] *Studien über Hysterie*, 3^{me} édition, p. 31.

Vous souhaiteriez sans doute d'autres exemples de symptômes hystériques que celui de l'hydrophobie engendrée par le dégoût d'un chien buvant dans un verre. Mais pour rester fidèle à mon programme, je me limiterai à très peu d'exemples. Breuer raconte que les troubles visuels de sa malade se rapportaient aux circonstances suivantes : « La malade, les yeux pleins de larmes, était assise auprès du lit de son père, lorsque celui-ci lui demanda tout à coup quelle heure il était. Les larmes l'empêchaient de voir clairement ; elle fit un effort, mit la montre tout près de son œil, et le cadran lui apparut très gros (macropsie et strabisme convergent) ; et puis elle tâcha de retenir ses larmes afin que le malade ne les vît pas[1] ». Toutes ces impressions pathogènes, remarquons-le, dataient de l'époque où elle s'occupait de son père malade. « Une fois, elle s'éveilla, la nuit, très anxieuse parce que le malade avait beaucoup de fièvre et très énervée parce qu'on attendait un chirurgien de Vienne pour une opération. Sa mère n'était pas là ; Anna était assise au chevet du malade, le bras droit posé sur le dossier de la chaise. Elle tomba dans un état de demi-rêve et vit qu'un serpent noir sortait du mur, s'approchait du malade pour le mordre. (Il est très probable que, dans le pré, derrière la maison, se trouvaient des serpents qui avaient déjà effrayé la malade et fournissaient le thème de l'hallucination.) Elle voulut chasser l'animal, mais elle était comme paralysée ; le bras droit, pendant sur le dossier de la chaise, était « endormi », c'est-à-dire anesthésié et parésié, et, lorsqu'elle le regarda, les doigts se transformèrent en petits serpents avec des têtes de mort (les ongles). Sans doute fit-elle des efforts pour chasser le serpent avec la main droite paralysée, et ainsi l'anesthésie et la paralysie s'associèrent-elles à l'hallucination du serpent. Lorsque celui-ci eut disparu, elle voulut, pleine d'angoisse, se mettre à prier, mais la parole lui manqua, en quelque langue que ce fût. Elle ne put s'exprimer qu'en retrouvant enfin une poésie enfantine *anglaise*, et put alors penser et prier dans cette langue[1]. » Le ressouvenir de cette scène, dans l'hypnose, fit disparaître la contracture du bras droit qui existait depuis le commencement de la maladie, et mit fin au traitement.

---

[1] *Studien über Hysterie*, 3^{me} édition, p. 26.

Lorsque, bon nombre d'années plus tard, je me mis à appliquer à mes propres malades la méthode de recherche et de traitement de Breuer, je fis des expériences qui concordèrent avec les siennes.

Une dame de 40 ans environ avait un tic, un étrange claquement de langue, qui se produisait sans cause apparente. L'origine de ce tic venait de deux événements différents, qui avaient ceci de commun que, par une sorte de contradiction, elle avait fait entendre ce claquement à un moment où elle désirait vivement ne pas troubler le silence : une fois pour ne pas éveiller son enfant endormi, l'autre fois, lors d'une promenade en voiture, pour ne pas surexciter les chevaux déjà effrayés par un orage. Je donne cet exemple parmi beaucoup d'autres qu'on trouvera dans les *Etudes sur l'hystérie*.

Nous pouvons grosso modo résumer tout ce qui précède dans la formule suivante : *les hystériques souffrent de réminiscences*. Leurs symptômes sont les résidus et les symboles de certains événements (traumatiques). Symboles commémoratifs, à vrai dire. Une comparaison nous fera saisir ce qu'il faut entendre par là. Les monuments dont nous ornons nos grandes villes sont des symboles commémoratifs du même genre. Ainsi, à Londres, vous trouverez, devant une des plus grandes gares de la ville, une colonne gothique richement décorée : *Charing Cross*. Au XIII^{me} siècle, un des vieux rois Plantagenet qui faisait transporter à Westminster le corps de la reine Eléonore, éleva des croix gothiques à chacune des stations où le cercueil fut posé à terre. *Charing Cross* est le dernier des monuments qui devaient conserver le souvenir de cette marche funèbre [1]. A une autre place de la ville, non loin du *London Bridge*, vous remarquerez une colonne moderne très haute que l'on appelle « The Monument ». Elle doit rappeler le souvenir du grand incendie qui, en 1666, éclata tout près de là et détruisit une grande partie de la ville. Ces monuments sont des « symboles commémoratifs » comme les symptômes hystériques. La comparaison est donc soutenable jusque là. Mais que diriez-vous d'un habitant de Londres qui, maintenant encore, s'arrêterait mélancoliquement devant le monument du convoi funèbre de la reine Eléonore, au lieu de s'occuper de ses affaires avec la hâte qu'exigent les conditions modernes du travail, ou de se réjouir de la jeune et charmante reine qui captive aujourd'hui son propre cœur ? Ou d'un autre qui pleurerait devant le « monument » la destruction de la ville de ses pères, alors que cette ville est depuis longtemps renée de ses cendres et brille aujourd'hui d'un éclat plus vif encore que jadis ?

---

[1] *l. c.*, p. 30.

Les hystériques et autres névrosés se comportent comme les deux Londoniens de notre exemple invraisemblable. Non seulement ils se souviennent d'événements douloureux passés depuis longtemps, mais ils y sont encore affectivement attachés ; ils ne se libèrent pas du passé et négligent pour lui la réalité et le présent. Cette fixation de la vie mentale aux traumas pathogènes est un des caractères les plus importants et, pratiquement, les plus significatifs de la névrose. Vous allez sans doute, en pensant à la malade de Breuer, me faire une objection qui certainement est plausible. Tous les traumas de cette jeune fille provenaient de l'époque où elle soignait son père malade et ses symptômes ne sont que les marques du souvenir qu'elle a conservé de la maladie et de la mort de son père. Le fait de conserver si vivante la mémoire du disparu, et cela peu de temps après sa mort, n'a donc, direz-vous, rien de pathologique; c'est au contraire un processus affectif tout à fait normal. — Je vous l'accorde volontiers : chez la malade de Breuer, cette pensée qui reste fixée aux traumas n'a rien d'extraordinaire. Mais, dans d'autres cas, ainsi pour ce tic que j'ai traité et dont les causes remontaient à quinze et à dix ans dans le passé, on voit nettement que cette sujétion au passé a un caractère nettement pathologique. Cette sujétion, la malade de Breuer l'aurait probablement subie aussi si elle ne s'était pas soumise au traitement *cathartique* peu de temps après l'apparition de ses symptômes.

---

[1] Ou la reproduction postérieure d'un tel monument. Le nom *Charing* signifie d'après le Dr Jones : Chère Reine.

Nous n'avons parlé jusqu'ici des symptômes hystériques que dans leurs relations avec l'histoire de la vie des malades. Mais nous avons encore à considérer deux autres circonstances dont Breuer fait mention et qui nous feront saisir le mécanisme de l'apparition de la maladie et celui de sa disparition. D'abord insistons sur ce fait que la malade de Breuer, dans toutes les situations pathogènes, devait réprimer une forte émotion, au lieu de la laisser s'épancher par les voies affectives habituelles, paroles et actes. Lors du petit incident avec le chien de sa gouvernante, elle réprima, par égard pour celle-ci, l'expression d'un dégoût intense ; pendant qu'elle veillait au chevet de son père, son souci continuel était de ne rien laisser voir au malade de son angoisse et de son douloureux état d'âme. Lorsque plus tard elle reproduisit ces mêmes scènes devant son médecin, l'émotion refoulée autrefois ressuscita avec une violence particulière, comme si elle s'était conservée intacte pendant tout ce temps. Bien plus, le symptôme qui avait subsisté de cette scène présenta son plus haut degré d'intensité au fur et à mesure que le médecin s'efforçait d'en découvrir l'origine, pour disparaître aussitôt que celle-ci eut été complétement démasquée. On put, d'autre part, constater que le souvenir de la scène, en présence du médecin, restait sans effet si, pour une raison quelconque, il se déroulait sans être accompagné d'émotions, d'« *affects* ». C'est apparemment de ces *affects* que dépendent et la maladie et le rétablissement de la santé. On fut ainsi conduit à admettre que le patient tombé malade d'émotion, déclanchée par une circonstance pathogène, n'a pas pu l'exprimer normalement, et qu'elle est ainsi restée « coincée ». Ces *affects* coincés ont une double destinée. Tantôt ils persistent tels quels et font sentir leur poids sur toute la vie psychique, pour laquelle ils sont une source d'irritation perpétuelle. Tantôt ils se transforment en processus corporels anormaux, processus d'*innervation* ou d'*inhibition* (paralysie), qui ne sont pas autre chose que les symptômes physiques de la névrose. C'est ce que nous avons appelé la *conversion hystérique.* Dans la vie normale, une certaine quantité de notre énergie affective est employée à l'innervation corporelle et produit le phénomène de l'expression des émotions, que nous connaissons tous bien. La conversion hystérique n'est pas autre chose qu'une expression des émotions exagérée et qui se traduit par des moyens inaccoutumés. Si un fleuve s'écoule dans deux canaux, l'un de ceux-ci se trouvera plein à déborder aussitôt que, dans l'autre, le courant rencontrera un obstacle.

Vous voyez que nous sommes sur le point d'arriver à une théorie purement psychologique de l'hystérie, théorie dans laquelle nous donnons au processus affectif la première place. Une deuxième observation de Breuer nous oblige à accorder, dans le déterminisme des processus morbides, une grande importance aux états de la conscience. La malade de Breuer présentait, à côté de son état normal, des états d'âmes multiples, états d'absence, de confusion, changement de caractère. A l'état normal elle ne savait rien de ces scènes pathogènes et de leurs rapports avec ses symptômes. Elle les avait oubliées ou ne les mettait pas en connexion avec sa maladie. Lorsqu'on l'hypnotisait, il fallait faire de grands efforts pour lui remettre ces scènes en mémoire, et c'est ce travail de ressouvenir qui supprimait les symptômes. Nous serions bien embarrassés pour interpréter cette constatation, si l'expérience et l'expérimentation de l'hypnose n'avaient montré le chemin à suivre. L'étude des phénomènes hypnotiques nous a habitués à cette conception d'abord étrange que, dans un seul et même individu, il peut y avoir plusieurs groupements psychiques, assez indépendants pour qu'ils ne sachent rien les uns des autres. Des cas de ce genre, que l'on appelle « double conscience » peuvent, à l'occasion, se présenter spontanément à l'observation. Si, dans un tel dédoublement de la personnalité, la conscience reste constamment liée à l'un des deux états, on nomme cet état : l'état psychique *conscient,* et l'on appelle *inconscient* celui qui en est séparé. Le phénomène connu sous le nom de suggestion post-hypnotique, dans lequel un ordre donné au cours de l'hypnose se réalise plus tard, coûte que coûte, à l'état normal, donne une image excellente de l'influence que l'état conscient peut recevoir de l'inconscient, et c'est d'après ce modèle qu'il nous est possible de comprendre les phénomènes observés dans l'hystérie. Breuer se décida à admettre que les symptômes hystériques auraient été provoqués durant des états d'âmes spéciaux qu'il appelait *hypnoïdes*. Les excitations qui se produisent dans les états hypnoïdes de ce genre deviennent facilement pathogènes, parce qu'elles ne trouvent pas dans tous ces états des conditions nécessaires à leur aboutissement normal. Il se produit alors cette chose particulière, qui est le symptôme, et qui pénètre dans l'état normal comme un corps étranger. D'autant plus que le sujet n'a pas conscience de la cause de son mal. Là où il y a un symptôme, il y a aussi amnésie, un vide, une lacune dans le souvenir, et, si l'on réussit à combler cette lacune, on supprime par là même le symptôme.

Je crains que cette partie de mon exposé ne vous paraisse pas très claire. Mais soyez indulgents. Il s'agit de vues nouvelles et difficiles qu'il est peut-être impossible de présenter plus clairement, pour le moment tout au moins. L'hypothèse breuerienne des états *hypnoïdes* s'est d'ailleurs montrée encombrante et superflue, et la psychanalyse moderne l'a abandonnée. Vous apprendrez plus tard tout ce qu'on a encore découvert derrière les états hypnoïdes de Breuer. Vous aurez aussi sans doute, et à bon droit, l'impression que les recherches de Breuer ne pouvaient vous donner qu'une théorie incomplète et une explication insuffisante des faits observés. Mais des théories parfaites ne tombent pas ainsi du ciel, et vous vous méfieriez à plus forte raison de l'homme qui, dès le commencement de ses observations, vous présenterait une théorie sans lacune et complètement parachevée. Une telle théorie ne saurait être qu'un produit de la spéculation et non le fruit de l'étude sans parti pris de la réalité.

Sigmund FREUD.

(A suivre.) *(Traduit par Yves LeLay.)*

POUVOIR DE FEMME

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre premier

C'est dans un café que je rencontrai pour la première fois l'homme dont ce livre raconte l'histoire. Bien des années se sont écoulés depuis lors. Je venais d'arriver à Stockholm, et bien que la capitale ne me fût pas inconnue, je n'étais au courant de rien de ce qui s'y passait. J'étais entré dans une brasserie, et, une fois les journaux lus ou feuilletés, je m'amusais à observer ce qui se passait autour de moi ; puis, la fatigue vint, je me mis à rêvasser, et réussis à m'abstraire si complètement de tout ce qui m'entourait, que je n'entendais même pas le bruit assourdissant des conversations qui remplissait le vaste local. Tout à coup, je fus réveillé de ma songerie par la sensation très nette que quelqu'un dans la salle me fixait depuis un certain temps déjà. Je levai les yeux et regardai autour de moi. Persuadé que j'avais été le jouet d'une illusion, j'allumai une cigarette et repris un journal. Pour la seconde fois, alors, j'eus l'impression, aussi vive que la première, que deux yeux étaient braqués sur moi. De nouveau, je fouillai la salle et mes regards tombèrent sur un homme d'un certain âge déjà, qui, lui aussi, était assis seul à une table. J'étais persuadé que c'était cet homme qui m'avait regardé, bien qu'il n'y eût rien, dans son attitude, qui m'autorisât à croire qu'il s'occupait de moi ; au moment où je l'aperçus, il était penché sur la table et semblait perdu dans ses pensées. Néanmoins, mon attention se trouvait éveillée, car l'inconnu avait quelque chose dans sa personne qui forçait à s'intéresser à lui, une fois qu'on l'avait remarqué. Il paraissait avoir dépassé la cinquantaine et, bien que sa toilette fût loin d'être élégante, on n'en devinait pas moins, chez lui, un homme de bonne compagnie, mais qui avait trop conscience de sa valeur personnelle pour se plier aux exigences de la mode. Il avait un profil accentué, un front aux lignes très pures, des mains fines et soignées, et semblait se soucier fort peu de ce que les inconnus qui l'entouraient pouvaient penser de sa songerie solitaire. J'étais en train de me demander quelle pouvait bien être la situation sociale de cet homme, lorsque nos regards se croisèrent. Le sien avait une expression qui me confirma dans mes suppositions premières ; mais l'instant d'après ses yeux se détournèrent de moi comme s'ils avaient eu honte d'en avoir trop dit. Devant cette retraite subite, je ne me sentis plus le courage d'aller vers lui et de l'aborder sous un prétexte quelconque. Mais son regard me poursuivait toujours ; son éclat et sa profondeur témoignaient de graves préoccupations intérieures qui devaient l'agiter en ce moment. Les yeux eux-mêmes étaient beaux, chargés de rêve et de mélancolie, avec cette expression de lassitude que l'on remarque chez les gens qui ont souffert. La rapidité avec laquelle ce regard se voilait et rentrait en lui-même, trahissait une personnalité qui ne se laissait pas facilement approcher, et qui éprouvait une certaine fierté à s'isoler. La bouche, ironique et un peu sensuelle, révélait l'artiste ; mais quand elle était close, elle prenait une expression énergique et virile, qui contrastait étrangement avec l'air de lassitude et d'accablement que toute sa personnalité dégageait. Quelques instants après, l'inconnu se leva et sortit. Sa démarche était élastique et ferme comme celle d'un homme dans la force de l'âge, avec une certaine lenteur grave qui paraissait voulue. Il portait la tête haute, légèrement rejetée en arrière. Lorsqu'il eut franchi la porte du café, je ressentis un regret si vif de ne pas l'avoir abordé que je faillis courir après lui pour le rappeler.

En rentrant chez moi, plus tard, je le rencontrai encore une fois. Les mains enfoncées dans les poches de son pardessus, il suivait lentement la chaussée qui conduit à Humlegarden. La nuit était claire et froide ; au moment de tourner le coin de ma rue, je le vis arrêté sur le trottoir et contemplant le firmament où scintillaient des millions d'étoiles.

Chapitre II

Quelques semaines plus tard, je me trouvais à dîner chez le banquier Charles Bohrn, avec quelques-unes des sommités littéraires et artistiques de Stockholm, et c'est dans ce milieu que je revis pour la première fois mon inconnu du café. On me le présenta comme le Dr Hugo Brenner et, en entendant prononcer son nom, je fus étonné de ne pas l'avoir immédiatement reconnu.

Sans le connaître personnellement, je l'avais, en effet, rencontré quelquefois, jadis, et je me rappelais avoir entendu citer son nom à propos de quelque histoire singulière dont les détails m'étaient sortis de la mémoire. Avait-il vieilli, avait-il rajeuni, ou bien la vie avait-elle modifié sa physionomie, c'est ce que j'aurais été incapable de dire ; mais je savais maintenant que c'était un écrivain, et qu'il jouissait d'une grande estime dans notre monde littéraire.

Les articles qu'il publiait, à de longs intervalles, dans une revue ou dans l'un ou l'autre de nos grands journaux, révélaient une personnalité de premier ordre, mais laissaient deviner en même temps qu'il avait eu, à ses débuts, des ambitions qu'il ne lui avait pas été donné de réaliser. Tout ce qui sortait de sa plume était solide et faisait autorité, mais, avec quelque chose de réservé et de distant, qui empêchait le lecteur de se souvenir du nom de l'auteur. Il devait sa notoriété et sa situation à sa collaboration à l'une de ces grandes compilations encyclopédiques qui commençaient alors à avoir la vogue, et qui rapportent à l'éditeur de gros bénéfices, et au mercenaire qu'il y emploie, à peine de quoi vivre. Cette modeste situation lui permettait de prendre part au mouvement intellectuel qui a eu, pendant ces dernières années, un essor si prodigieux en Suède, et, en même temps, de vivre dans une retraite absolue, loin des cénacles et des coteries. Son existence était celle d'un anachorète : c'est à peu près tout ce qu'on savait de lui dans le monde.

On s'explique donc la surprise des invités de Bohrn quand ils virent Hugo Brenner assister à un dîner. Tous ceux qui se trouvaient là étaient des amis intimes, ou, du moins, se connaissaient de près. Ils avaient l'habitude de se rencontrer dans cette maison où l'on pratiquait une hospitalité cordiale et généreuse, où le ton était libre tout en restant de bonne compagnie, et dont les maîtres, admirateurs éclairés du Beau dans toutes ses manifestations, aimaient à s'entourer d'artistes et d'écrivains et à les choyer. Aussi les invités se sentirent-ils vite à l'aise dans ce milieu sympathique, et, pendant le repas, régna la plus franche cordialité, comme si l'on se trouvait entre membres d'une même famille. Et cependant, un observateur sagace pouvait remarquer, ou plutôt sentir, qu'il existait entre ces hommes, unis par les liens de l'amitié ou par la communauté des idées, une disharmonie secrète, des dissonances intimes, que chacun s'efforçait de ne pas laisser éclater au grand jour. Ils étaient tous trop artistes pour troubler, par une note discordante, le charme de cette réunion. Mais, à certains regards échangés à la dérobée, à certains sourires ironiques, à certains éloges dont l'exagération révélait l'insincérité, on devinait que tous ces gens-là s'imposaient une trêve momentanée, et qu'en réalité chacun n'était préoccupé que de soi et ne voyait dans les autres que des concurrents ou des adversaires.

Je ne tardais pas à constater que Hugo Brenner était du petit nombre de ceux qui savent voir la réalité derrière le masque, et qu'il ne se faisait aucune illusion sur ces champions professionnels de l'Idéal, dont la vie en est souvent si complètement dépourvue. Il paraissait perdu dans ses propres pensées et ne prêtait qu'une attention distraite à ce qui se passait autour de lui, mais on aurait dit que des nuages passaient sans cesse sur son visage et son âme ne semblait pas seulement se refléter dans le jeu de sa physionomie, mais s'exprimer encore par les muscles, et même par la peau de sa figure. Il ne perdait aucune parole et, sous les paroles, il lisait la pensée vraie de celui qui discourait. Je remarquai que, tout en écoutant, son attention n'en était pas moins attirée d'un autre côté. Lorsqu'il levait les yeux, son regard cherchait toujours le maître ou la maîtresse de la maison, et j'eus l'impression qu'il existait entre ces trois êtres une intimité d'un caractère tout particulier. Comme nous nous levions de table, je demandai quelques éclaircissements à un de mes amis.

« Comment, tu ignores ce qui est connu de tout le monde ? Brenner fréquente ici tous les jours et ne s'abstient d'y paraître que lorsqu'il y a du monde. »

Je ne pus le questionner davantage, car la maîtresse de la maison s'approchait de nous, et je quittai la salle à manger avec les autres. Au salon, je surpris un regard que Brenner échangeait avec Madame Bohrn, et je me dis qu'il devait exister une entente d'âme entre ces deux êtres, sans supposer un seul instant, cependant, qu'elle eût un caractère coupable. Par hasard, je regardai au même moment le maître de la maison. Il souriait, les yeux fixés sur sa femme et sur son ami, qui répondirent à son sourire et s'assirent l'un très près de l'autre. Tout ce jeu muet est difficile à décrire, et aucun des invités ne le remarqua. Quant à moi, j'en ressentis une impression profonde, et je devinai qu'il existait entre ces trois êtres un grand secret commun, qui les unissait dans la joie comme dans la douleur, et qui ne devait être connu de personne au monde en dehors de ceux qu'il concernait.

Cela me semblait d'autant plus étrange que je connaissait les bruits qui couraient sur le ménage Bohrn, et qu'il n'y avait rien d'extraordinaire à ce que la femme du banquier eût une liaison extra-conjugale : Tout Stockholm, en effet, était au courant des nombreuses frasques de celui-ci, sur lesquelles on potinait ferme, entre hommes, au café, et dans les réunions féminines, et on savait qu'elles avaient eu, à plusieurs reprises, une fâcheuse répercussion sur ses affaires. Mais il y avait un mystère que personne ne parvenait à percer ! Madame Bohrn était-elle au courant des infidélités que lui faisait son mari, ou bien les ignorait-elle ? Si elle était informée, ses meilleures amies affirmaient qu'elle savait admirablement cacher son jeu, car, devant le monde, elle lui témoignait une tendresse et un dévouement qui eussent été touchants, si on avait pu croire à leur sincérité.

Quant à moi, qui étais jeune alors et avais l'indignation facile, je préférai admettre, en dépit de ce que cela avait d'invraisemblable, que Madame Bohrn ignorait les écarts de conduite de son mari. Je me ralliais d'autant plus volontiers à cette explication que j'éprouvais pour la personnalité franche et séduisante de l'épouse trahie une admiration sincère, et que je l'eusse moins estimée si j'avais pu croire qu'elle n'ignorait rien et qu'elle gardait le silence. J'étais trop jeune, alors, pour comprendre tout ce qui pouvait se cacher derrière ce silence de générosité et de grandeur d'âme, Quant à Bohrn lui-même, il m'inspirait un sentiment étrange fait d'admiration, et en même temps de mépris.

Et, cependant, la découverte de cette intimité toute particulière entre l'ami et les maîtres de la maison, n'éveilla en moi aucun soupçon ayant quelque rapport avec ce que tout le monde savait de la vie conjugale des deux époux. Il me semblait que l'atmosphère était trop pure autour d'eux pour que des germes délétères eussent pu s'y développer.

Cette impression ne se modifia pas pendant la longue causerie qui commença immédiatement après le dîner.

Je n'échangeai pas une parole avec Hugo Brenner pendant toute la soirée, et, cependant, j'étais tellement occupé de lui que je me souviens seulement qu'il fut question du dilettantisme dans l'Art. La discussion fut vive et passionnée, le dilettantisme étant, naturellement, le pire ennemi de tous ceux qui se trouvaient là. Mais si j'ai oublié ce qui s'est dit dans le courant de la soirée, je n'en ai que plus présent à l'esprit le cadre tout entier où la scène se déroulait. C'était une grande pièce aux tons éteints, recouverte de tapis de Smyrne rouges, et garnie de meubles bas ; deux lampes, placées chacune dans un coin de la pièce, sur une console de bronze, projetaient une lumière crue sur les visages enfiévrés et tendus en avant, comme dans une attitude de provocation et de combat. La fumée des cigares montait en spirales légères jusqu'au lustre et, à côté de moi, je voyais distinctement le visage encore jeune de Madame Bohrn, qui suivait la discussion avec un intérêt manifeste.

Personne ne se serait douté, à la voir ainsi, qu'elle avait dépassé la cinquantaine. La taille était restée svelte et élégante ; comme elle était assise dans la pénombre, les rides légères du visage disparaissaient, tandis que les yeux avaient un éclat juvénile sous la chevelure ondulée, déjà fortement grisonnante. Pour la première fois, je fus frappé de l'allure toute jeune de cette femme. J'avais 26 ans alors et, à cet âge, on a de la peine à trouver qu'une quinquagénaire est jeune. Sans jamais se mettre en avant ni demander quoi que ce fût pour elle-même, elle portait à tous ceux qui, par le pinceau ou par la plume, défendaient la cause de l'idéal, un intérêt si dévoué, si profond, qu'il semblait que leurs victoires ou leurs défaites fussent ses triomphes et ses défaites à elle. Quand elle s'attachait à quelqu'un, elle l'aimait avec toute son âme, mais ne cherchait jamais à s'imposer à lui et à le dominer. Et, cependant, elle n'était pas de ces femmes dont on dit qu'elles savent se faire valoir. Elle était à la fois impulsive et réservée, franche et concentrée, douce, et pourtant énergique et forte. Le charme irrésistible qui émanait d'elle venait probablement de ce qu'elle comprenait tout le monde, mais ne se livrait qu'à très peu de personnes.

Tout cela se révéla à moi pendant que j'étais assis à ses côtés, et que j'écoutais la conversation qui suivait son cours. Tout à coup, je la vis devenir inquiète, ou, plutôt, je sentis autour de moi des effluves électriques, et, instinctivement, mes regards cherchèrent Hugo Brenner.

Il était assis à l'autre bout du salon et, cependant, j'avais eu tout le temps l'impression qu'il se trouvait tout près de moi. Il n'avait pas ouvert la bouche, mais il n'y avait rien d'agressif ou de dédaigneux dans son silence; il paraissait, au contraire, jouir de la conversation dont il ne perdait pas un mot, et son visage expressif, qui révélait une nature énergique et ardente, réflétait manifestement toutes les impressions qu'il ressentait. De temps en temps, des ombres passaient sur sa figure : on sentait qu'il déplorait de ne pas trouver cette note de sincérité et de vérité qu'il s'attendait à rencontrer dans une réunion comme celle-là et qu'il était en lutte avec lui-même pour savoir s'il prendrait la parole ou garderait le silence. Rien de tout cela n'échappa à Madame Bohrn, et sa nervosité grandissait de minute en minute. Il semblait q'uelle était en parfaite communauté de pensées avec lui, avant même qu'il eût exprimé son sentiment et qu'elle en était comme exaltée.

J'ai rarement trouvé à des yeux de femme une expression aussi vivante, aussi mobile, aussi radieuse, et je reconnais que Brenner était digne d'y avoir allumé ce rayonnement. Il en avait conscience, d'ailleurs, car sa figure s'illumina d'un discret sourire intérieur, qui révélait le bonheur qu'il éprouvait au fond de lui-même de se savoir si bien compris. Lorsqu'il leva enfin les yeux et commença de parler, sa voix tremblait, non pas d'émotion ou de nervosité, assurément, mais parce qu'il savait que, parmi ceux qui l'écoutaient, il se trouvait un être qui connaissait ses pensées avant qu'il ne les formulât. Il y avait tant de noblesse dans sa manière de concevoir les choses, que les traits de son visage s'adoucirent, tandis que sa voix avait un accent rude, comme s'il parlait sous l'empire de la colère.

Au début, il s'exprima d'une façon sèche, décousue, par petites phrases hâchées, où les pensées paraissaient se serrer les unes contre les autres pour trouver leur place. Il ne regarda pas une seule fois les assistants, et fixait obstinément un coin de la pièce, comme s'il ne parlait que pour lui-même et ignorait qu'on l'écoutât. Une fois la glace rompue, et se sentant bien maître de son auditoire, il prit son vol et devint presque éloquent. J'observais Madame Bohrn qui était suspendue à ses lèvres, et dont la figure rayonnait d'une secrète fierté. Il y avait dans son éloquence quelque chose de si précis, de si objectif, que l'on oubliait les imperfections de la forme dont il enveloppait sa pensée. C'est précisément contre le culte exagéré de la forme qu'il s'élevait.

Il commença ainsi :

« Il a été dit, ce soir, des choses que je ne puis réfuter en détail. Il a été question de l'Art. Eh bien, si, comme on l'a affirmé, la mission de l'Art est uniquement de produire des tableaux et des livres, il n'a jamais été dans une situation plus prospère. Quant à moi, je lui reconnais une mission plus haute. L'Art doit créer de la vie ; mais cet Art-là je le cherche vainement autour de moi ! Si l'Art ne collabore pas avec la vie pour former des hommes, des hommes dans le sens élevé et complet du mot, il n'est, si je puis me servir de cette expression biblique, « qu'un airain qui résonne, qu'une cymbale qui retentit ». L'œuvre d'art, considérée en elle-même, abstraction faite de celui qui l'a créée, n'est rien, le poème n'est qu'un morceau de papier noirci, le tableau, une toile barbouillée de couleurs, la statue, une pierre taillée. Ce sont des objets inertes, sans vie, en dépit de la perfection de forme qu'ils peuvent avoir. Le seul qui puisse les rendre vivants, c'est l'Artiste, c'est le Maître, et la vie de celui-ci n'est que trop souvent la négation même de l'Art. »

Un sourire ironique éclaira une seconde son visage, qui reprit aussitôt sa gravité hautaine.

« En un mot, je crois qu'il y a encore un autre sujet sur lequel la critique peut s'exercer, et qui est aussi grave que la question du dilettantisme dans l'Art : je veux parler du dilettantisme dans la vie. »

Il prononça ces dernières paroles sur un ton qui ressemblait à de la colère ; mais ce n'était, manifestement, qu'un artifice, pour ne pas laisser voir à quel point ce qu'il disait était l'expression de sa conviction la plus intime. Il continua :

« Si le dilettantisme ne régnait pas dans l'Art, serait-il possible qu'il remplît ainsi tout, autour de nous, dans la vie ? Est-ce que nous n'aimons pas en dilettantes, et nos haines ne sont-elles pas tout aussi superficielles et à fleur de peau ? Est-ce que notre idéal ne se borne pas à n'avoir ni souci, ni tracas, et demandons-nous à la vie plus qu'un bonheur médiocre et terre à terre ? Qui oserait affirmer que l'Art n'a pas sa part de responsabilité dans cet aveulissement de l'Idéal dont nous sommes témoins ! De nos jours on lit, que dis-je, on dévore plus de livres en dix ans qu'autrefois en cinquante ans ! Et à quoi cela nous sert-il, je vous le demande ? Est-ce que l'on constate le moindre progrès moral chez ces gens qui sont au courant de tout, et qui triomphent bruyamment des progrès indéniables que nous avons faits dans le domaine de l'art, comme dans celui de la littérature. Est-ce que l'Art n'est pas un objet de luxe plus qu'une source bienfaisante qui réchauffe le cœur et réconforte la vie ? Je suis un de ces milliers d'êtres anonymes dont se compose le public et, quand j'ouvre le livre d'un poète, je m'attends à y trouver l'enseignement d'un Maître. Certes, j'en ai rencontré qui ont compris la grandeur de leur mission ; mais combien d'autres, au contraire, dont les œuvres vous laissent perplexes, et qu'il est impossible de prendre au sérieux ! »

Il haussa le ton de la voix et poursuivit :

« Je prétends que l'idéal de tout artiste devrait tendre, avant tout, à réaliser en lui-même l'idéal de l'homme. S'il n'a pas cette ambition, il se sert de ceux à qui il s'adresse comme de jouets ; et cela est criminel ! Or, ce crime se commet tous les jours, et nous en sommes les premiers responsables. Est-ce que tous nos efforts ne tendent pas à isoler l'œuvre d'art de l'artiste qui l'a créée, alors que nous ne devrions jamais les séparer l'un de l'autre ? Est-ce que nous n'allons pas jusqu'à dire : « J'apprécie l'œuvre telle qu'elle s'offre à moi, l'auteur ne me regarde pas. » Je considère cela comme un blasphème ! Qui donc a pour mission de travailler au perfectionnement moral de l'humanité, si ce n'est l'artiste inspiré, et de quel droit abandonnerions-nous cette tâche aux moralistes de profession qui ne sont, le plus souvent, que des imbéciles ou des charlatans ?

En ce qui me concerne, il m'est impossible de séparer une œuvre d'art de son auteur, et si j'ai l'impression que celui-ci est, en tant qu'homme, un être vulgaire ou médiocre, son œuvre, fût-elle un chef-d'œuvre, ne saurait m'inspirer que du mépris. C'est pour cela que, conséquent avec moi-même, et dédaignant le reproche d'intransigeance et de paradoxe que l'on peut me faire, je condamne toutes ces œuvres d'art, hâtives et fausses, prétentieuses et tarabiscotées, devant lesquelles le monde s'extasie, et je déclare qu'elles ont été produites par des dilettantes de la vie.

« Ce sont ces jongleurs frivoles et impudents qui ont inventé la doctrine absurde et criminelle de « l'Art pour l'Art », derrière laquelle ils abritent leur médiocrité et leur impuissance. Incapables de produire une œuvre d'art digne de ce nom, ces eunuques ont toujours à la bouche les mots de « technique », « forme », « style », « écriture », comme s'ils ignoraient que sur un corps difforme, le vêtement le plus magnifique n'est qu'une loque et qu'un haillon.

« Je me résume : l'Art et la vie sont inséparables, et le but de l'Art, c'est de produire la vie, de l'élever, de l'ennoblir. C'est là sa mission sublime, et quand il y faillit, il est indigne de son nom.

« Avant d'admirer une œuvre d'art, j'exige que l'auteur soit un homme dont la vie commande le respect, et non un charlatan qui, après s'être galvaudé lui-même, n'est plus bon qu'à noircir du papier ou à barbouiller une toile. »

Le Dr Brenner se rassit au milieu d'un silence impressionnant, presque pénible, et personne ne se montra disposé à reprendre la discussion. Ce fut Madame Bohrn qui prit la parole, et j'eus l'impression que si elle répondit à son ami, c'est qu'elle ne se doutait nullement, dans la bonté de son cœur, de l'effet que les paroles enflammées de celui-ci avaient produit sur les assistants.

« Je partage pleinement la manière de voir du Dr Brenner, dit-elle. J'ai beaucoup réfléchi aux questions qu'il vient de soulever, et je suis arrivée à cette conviction qu'on trouverait peut-être les artistes les plus parfaits parmi ceux qui n'ont jamais publié une ligne, qui n'ont jamais tenu en main un pinceau ou un ciseau. Tout ce que nous créons de vie belle, noble et élevée, est une œuvre d'art ; pourquoi le perfectionnement de notre être moral ne serait-il pas le plus grand des chefs-d'œuvre ? »

Elle prononça ces paroles d'une voix douce, mais pleine, qui parut aller droit au cœur du Dr Brenner ; en effet, celui-ci leva un instant ses yeux, et ils rencontrèrent ceux de son amie. Pour la seconde fois, je surpris un regard limpide et radieux, qui semblait contenir plus que ce qu'une vie entière peut exprimer.

La conversation redevint peu à peu plus familière et plus banale. Au moment du départ, quand les derniers hôtes eurent quitté l'antichambre, je vis Charles Bohrn poser sa main sur l'épaule de Brenner, comme s'il l'invitait par ce geste à rester encore. Je m'étais arrangé pour être le dernier à prendre congé de nos hôtes, dans l'espoir que je pourrais partir avec Brenner et m'entretenir encore avec lui. Au moment où la porte de l'appartement se referma sur moi, je me retournai et je vis les maîtres de la maison et le vieux Monsieur, à la démarche juvénile, aux idées paradoxales sur l'art, rentrer ensemble dans le salon désert.

CHAPITRE III

Pendant le temps qui suivit, je rencontrai fréquemment Hugo Brenner. Malgré la différence d'âge qui nous séparait, nous ne tardâmes pas à devenir presque amis. Ce qui contribua tout particulièrement à me gagner sa sympathie, ce fut l'aveu que je lui fis, au hasard d'une rencontre, de l'impression qu'il avait produite sur moi, le soir où je l'avais observé dans le café. Il sourit et m'avoua que lui aussi m'avait observé, pendant que je lisais le journal. Il me dit cela sur un ton légèrement ironique ; mais, sous l'ironie, je devinais cependant une sympathie secrète pour moi, qui me réconcilia avec lui. Depuis ce jour, nous ne nous rencontrâmes jamais sans échanger au moins quelques paroles. Peu à peu, nos entretiens se prolongèrent ; commencés dans la rue, ils se terminaient invariablement au café, et nous finîmes par nous voir fréquemment, comme si nous nous connaissions de longue date.

Ce qui me frappa chez Hugo Brenner, dès le début de nos relations, ce fut le sentiment qu'il avait de sa valeur personnelle, et qui se manifestait dans toute sa manière d'être, comme dans les moindres jugements qu'il portait. Je ne crois pas que beaucoup d'hommes aient le courage d'exprimer leurs pensées avec une franchise aussi hautaine, aussi absolue. Quand il parlait des grands génies de l'humanité et jugeait leurs idées ou leurs œuvres, il le faisait toujours avec infiniment d'aisance et de naturel, comme s'il s'agissait de gens avec qui il était en relations intimes, ou qu'il fréquentait journellement. « J'aime la bonne compagnie, me dit-il un jour, et l'autre, je ne la supporte pas, surtout pas chez moi ! »

Conséquent avec les principes qu'il avait affirmés chez Bohrn, il affectait de ne s'intéresser qu'aux écrivains dont la vie était en harmonie avec leurs œuvres, ou dont le perfectionnement lent et progressif commandait le respect. A l'égard des autres, même si c'étaient des personnalités illustres, il témoignait d'une indifférence hautaine, ou les condamnait sans merci. Un jour, la conversation s'étant portée sur les écrivains de l'antiquité, je me risquai à lui dire, pour le provoquer, que, s'il voulait rester conséquent avec lui-même, il était obligé de les rejeter en bloc, puisque leur vie nous est à peu près inconnue. « Comment, vous ne voyez pas quelles vies supposent des œuvres pareilles ? » me répondit-il en éclatant de rire, et ce rire montrait qu'il éprouvait une véritable jouissance à défendre, sans faire la moindre concession, une thèse qui lui était particulièrement chère. Sur cette question des rapports de l'Art et de la vie, il était d'une intransigeance farouche, et quand on y touchait, il accumulait les affirmations les plus paradoxales avec une vigueur qui stupéfiait.

Quant à moi, j'avoue que je n'ai jamais été tenté de sourire de cette prétention de Hugo Brenner de *traiter*, pour ainsi dire, *d'égal à égal* avec les grands génies de l'humanité et de vivre dans leur intimité. Bien qu'il n'eût produit lui-même aucune œuvre littéraire ou scientifique importante, il n'y en avait pas moins, dans toute sa personnalité quelque chose qui justifiait pleinement cette prétention. Et, cependant, cet homme, qui affichait une si haute opinion de lui-même, ne se faisait aucune illusion sur le rôle qu'il jouait ou qu'il était appelé à jouer un jour dans le développement intellectuel et moral de sa patrie, encore moins de l'humanité. Je crus trouver l'explication de cette contradiction dans ce fait que Hugo Brenner était entré dans la carrière avec de hautes et légitimes ambitions auxquelles la vie avait cassé les ailes, et que sa fierté lui venait moins de ce qu'il était que de ce qu'il aurait pu être. Je le répète, cette particularité du caractère de mon ami, qui s'alliait, du reste, à une droiture et à une franchise absolues, ne m'a jamais choqué ni fait sourire. Cette franchise dans l'expression de la pensée, cette vaillance morale qui ne fléchissait devant aucun sophisme, devant aucun préjugé, exercèrent sur moi une influence profonde et, en quelque sorte, libératrice. En effet, j'avais eu à souffrir cruellement, comme tant de mes camarades, des barrières presque infranchissables qui, à cette époque, existaient dans le domaine de la pensée et du sentiment entre les jeunes générations de Suède, et leurs aînées. C'étaient deux mondes qui n'avaient aucun point de contact, et qui s'ignoraient mutuellement. Ces barrières, élevées par la sottise et l'orgueil, sont en train de tomber ; mais alors, des relations d'amitié entre un jeune homme comme moi et un homme d'âge mûr comme Hugo Brenner étaient une pure impossibilité. Ainsi, ce n'était pas uniquement la personnalité de mon ami qui m'attirait ; le fait seul qu'il avait le double de mon âge prêtait à mes rapports avec lui un charme tel, que pendant longtemps je préférai sa société à tout autre.

GUSTAF AF GEIJERSTAM.

(A suivre.) *(Adapté du suédois par W. Bauer.)*

LES CHRONIQUES NATIONALES

ALLEMAGNE

Les Influences asiatiques dans la Vie intellectuelle de l'Allemagne d'aujourd'hui

Née du sol antique de l'Asie, la culture européenne s'en est détachée par un double processus. Son premier épanouissement eut lieu en Grèce, après que ce pays se fut affranchi de l'esprit de l'Orient et eut repoussé le joug des Perses. Le christianisme naissant marqua cette culture d'une empreinte décisive, non sans que, toutefois, l'esprit de la philosophie grecque et du droit romain n'eût plié à ses formes la nouvelle religion venue d'Orient. Prise de conscience et affirmation toujours plus nette de sa mentalité spécifiquement occidentale, — tel a été le fondement de la grandeur de l'Europe. L'histoire de ce développement occupe un intervalle de deux mille années, et son aboutissement, c'est le spectacle de l'Occident se déchirant lui-même.

L'Europe s'est accoutumée à identifier son histoire avec celle de l'univers. Bossuet et Hegel se rencontrent dans cette opinion. Ranke, plus modeste, parle de l'histoire des peuples « germano-latins ». Dès le début du XX^e siècle, il devient évident que ce groupe de peuples a cessé de régner sur le développement de la civilisation. Avec la guerre russo-japonaise, un élément du grand cosmos asiatique s'est introduit dans l'histoire de façon décisive. On ne tarda pas à voir que l'Asie s'apprêtait à sortir de son sommeil millénaire. Non seulement l'Orient, mais encore l'Inde, et l'antique, l'énigmatique Chine étaient travaillées par une fermentation profonde qui donnait le jour à des forces intellectuelles et politiques encore ignorées. L'Europe a cessé d'être le théâtre essentiel et décisif de l'histoire universelle. Un des penseurs les plus en vue de l'Allemagne, Max Scheler, dont les considérations historiques et philosophiques nous inspirent ici, a, déjà durant la guerre, exprimé le vœu que l'Europe « cessât enfin de prendre sa propre pensée pour la pensée universelle ». Il constate qu'elle s'y achemine, et ce fait capital ouvrira, pense-t-il, de nouvelles perspectives à l'humanité : « Elle approche, l'heure la plus mystérieuse que recèle dans son sein l'avenir de l'humanité, l'heure où l'Europe et l'Asie aborderont une discussion de principes des fondements de leur vie religieuse et métaphysique [1]. »

Au moment où ses lignes furent écrites, une attitude nouvelle se dessinait déjà en Allemagne à l'égard du monde asiatique. Comme de tous les mouvements intellectuels de l'heure présente, on peut dire de ce nouvel *orientalisme* (nous le désignons par ce terme imparfait qui a du moins l'avantage de la brièveté) que la guerre mondiale a eu pour effet de le rendre plus évident et d'en intensifier les causes déterminantes. Toutefois, les débuts de ce mouvement datent d'avant la guerre. Il faut en chercher l'origine dans l'insatisfaction que créait parmi l'élite intellectuelle d'Allemagne et d'ailleurs, la substance de notre culture moderne. Le réveil de la conscience métaphysique, qui s'est annoncé dans les années précédant la guerre par un renouveau de la philosophie et par des besoins religieux plus intenses, cherchait dans l'esprit de l'Orient une sanction, un aliment, une force fécondante. *Ex Oriente lux* : l'antique adage reprit une signification nouvelle. Et, sans s'être donné le mot, on travaillait de toutes parts à pénétrer les divers domaines de la culture asiatique. L'Orient avait trouvé de nouveaux pionniers.

Au cours de cette évolution, un rôle d'intermédiaire incomba en Allemagne à l'esprit juif, si curieusement dirigé vers l'Est et l'Ouest en même temps. Ce fut Martin Buber qui redécouvrit les sources ensevelies de la mystique juive orientale [2]. S'appuyant sur d'anciennes traditions presque oubliées, il réédifia la doctrine des « chassidim », secte juive qui avait été fondée en Podolie vers le milieu du XVIIIe siècle, par le Rabbin Baal-Schem. Buber chercha dans la mystique chassidienne les éléments d'une rénovation du judaïsme, et il en trouva les tendances fondamentales dans les trois idées de l'Unité, de l'Acte et de l'Avenir. En vérité, Buber s'exagère beaucoup l'importance du judaïsme quand il va jusqu'à voir dans la rénovation de cette religion le chemin qui doit mener à une renaissance complète de l'esprit occidental. Même s'il était exact, comme ses partisans le prétendent, qu'une affinité puissante et mystérieuse reliât la doctrine chassidienne à la métaphysique de Bergson, cela ne suffirait point à nous convaincre de la mission de la race juive à l'égard de l'Europe moderne. Ce n'est pas le judaïsme, mais le christianisme qui demeurera la religion de l'Occident, et si l'Europe se trouve à la veille d'une renaissance religieuse, ce n'est pas dans la sphère étroite d'une secte juive aujourd'hui oubliée que ce mouvement puisera sa force, mais aux sources abondantes de la tradition chrétienne. Si ce christianisme nouveau s'ouvrait au courant des forces religieuses venant d'Asie, le contact ne pourrait s'opérer — du moins selon Scheler — que sur le terrain de l'église catholique, laquelle, ainsi que Scheler l'établit de façon convaincante, constitue de par son origine et son principe même le pont naturel entre les métaphysiques religieuses de l'Asie et de l'Europe. Vouloir annexer le christianisme à l'idée judaïque, c'est là une prétention qui ne peut être dictée que par un nationalisme outrancier.

---

[1] Max Scheler *Krieg und Aufbau* Leipzig, 1916, p. 363. Voir dans le même volume le chapitre sur le « Christianisme oriental et le Christianisme occidental ».

[2] Citons parmi les ouvrages : « Les Contes du rabbin Nachmann », *(Die Geschichten des Rabbi Nachman)* 1906. « Les Légendes de Baal-Schem » *(Die Legenden des Baal-Schem)*. 1908. « Confessions inspirées par l'extase ». *(Ektasische Konfessionen)*, 1909. « Daniel, discours de la réalisation ». *(Daniel, Gespräch von der Verwirklichung)*, 1913. « L'esprit du judaïsme ». *(Vom Geist des Judentums)*, 1916. Evénements et conjonctures. *(Ereignisse und Begegnungen)*, 1917. La Parole, la Doctrine, le Chant. *(Die Rede, die Lehre und das Lied)*, 1917.

Mais Buber lui-même ne pouvait se confiner dans le judaïsme. C'est lui qui redonna vie à cette antique notion « que l'Orient forme une entité naturelle, manifestée par sa pensée et par ses œuvres, et qu'une âme unique habite les divers groupes de ses peuples, les différenciant de manière évidente et absolue de la destinée et du génie de l'Occident ». Buber, cherchant à définir l'essence de cet esprit oriental, a trouvé que sa marque caractéristique est ce qu'il nomme « la doctrine ». Il désigne par là une révélation, qu'on ne peut nommer ni science ni loi, et dont le contenu toujours identique (sous des modes d'expression divers), est la proclamation de l'Unité parfaite et seule nécessaire ; révélation qui ne peut trouver son accomplissement intégral que dans une personnalité humaine centrale et transcendante, et qui s'est manifestée par trois fois dans l'histoire : dans la doctrine chinoise du *Tao*, dans la doctrine hindoue du Salut, dans la doctrine « juive », ou chrétienne primitive, du Royaume de Dieu.

Cette étude des philosophies asiatiques conduisirent Buber à transcrire en allemand les *Discours et paraboles de Tchuang-Tse*[1]. C'est dans cette œuvre de traducteur, bien plus que dans l'activité qu'il a déployée en faveur d'une renaissance du judaïsme, que nous voyons la grande valeur de cet écrivain. Les paraboles de Tchuang-Tse nous introduisent dans la mystique intime de l'ancienne Chine. Fait curieux à constater : le « taoïsme » a été accueilli avec enthousiasme en Allemagne ; il a exercé déjà pendant les dernières années de la guerre, et depuis lors, une force d'attraction surprenante sur beaucoup des plus doués parmi la jeunesse intellectuelle allemande. Le petit livre de Tchuang-Tse est devenu un véritable évangile dans des milieux comme celui de la *Freideutsche Jugend*. Le champion influent de son idéal éducatif, Gustave Wyneken, directeur de la *Freie Schulgemeinde*, à Wickersdorf, a publié dans sa revue une traduction du : *Tao-te-King* de Lao-Tse. En même temps, d'autres versions du même ouvrage paraissaient chez des éditeurs en vue. « Aucun livre ne peut lutter avec celui-ci », écrivait récemment

---

[1] Leipzig, 1910, actuellement 3^{me} édition.

Linke Poot dans la *Neue Rundschau* (avril 1920), « car il les contient tous. Il les domine tous au sens hégélien du mot, c'est-à-dire que, sans les annihiler ni les réfuter, il leur assigne à chacun sa vraie place. Ce livre devrait être édité dans un petit format pratique, et il le sera ; il sera le bréviaire de poche d'un grand nombre d'Européens pendant le demi-siècle qui va suivre : car ce livre nous pose une question d'importance vitale. »

La mystique taoïste est actuellement la religion secrète d'une élite de notre jeunesse. Qu'en devons-nous conclure ? Qu'elle se détourne de l'activité intellectuelle et de toute espèce d'autre activité, qu'elle se dirige vers un idéal nettement accusé de vie quiétiste et contemplative. La politique, au sens le plus étendu de ce mot, est mise de côté au profit d'une vie spirituelle plus intense.

A la sagesse chinoise est venu s'ajouter le message de l'Inde primitive. Les textes de la mystique védique et bouddhiste sont étudiés parmi les jeunes. La revue *Freideutsche Jugend* a publié une livraison spéciale [1] consacrée à l'Asie antique et renferment d'intéressantes notes bibliographiques. Presque chacun de ses numéros, d'ailleurs, contient des articles faisant allusion à cet ordre de pensées. L'influence hindoue a été grandement fortifiée par l'impression puissante qu'ont produite les ouvrages de Rabindranath Tagore. Dans *Sadhana* on a étudié sa théorie de la « réalisation de la vie », ses poésies ont fait connaître l'ampleur cosmique et le naturalisme panthéiste du vieil esprit arien ; enfin son livre sur le *Nationalisme* lui a conféré en matière de morale une autorité qu'on peut dire « supernationale ». Sa critique de l'esprit de la moderne Europe a le caractère d'un avertissement, et réclame de nous le sérieux examen des fondements de notre culture.

Ce sont les courants intellectuels que nous venons de mentionner qui ont fait naître les premiers germes de doute sur la valeur prééminente de notre culture. Doutes qui ont reçu une terrible confirmation dans la récente catastrophe, fruit de cette culture tant vantée : la guerre universelle. En France également, quelques penseurs ont constaté la crise de l'esprit européen [2]. En Allemagne, l'effondrement de l'ancien régime que suivit la révolution a fourni à ce courant d'opinion un nouvel aliment. La jeunesse intellectuelle d'esprit révolutionnaire incline à déclarer la banqueroute définitive (banqueroute intellectuelle, politique et morale) du monde occidental. Et, à vrai dire, l'esprit du traité de Versailles et l'échec du programme Wilsonien semblent en donner les signes évidents. Des esprits radicaux sont même allés jusqu'à condamner la tentative de réorganisation démocratique de l'Allemagne inspirée, disaient-ils, par les idéaux déjà usés de la civilisation occidentale. On s'est tourné d'autant plus passionément vers l'Est. La Russie, l'« Orient » de l'Europe, se glorifiait de pouvoir élever dans le sang et la terreur un nouvel ordre humain. Dans un enthousiasme quelque peu anarchique, souvent mêlé d'aspirations religieuses, plus d'un milieu de la jeunesse cultivée en appela à l'idéal bolchéviste. D'ailleurs, à ceux-là même qui se tenaient en dehors de toute activité politique, l'âme « large et humaine » de la nation russe apparaissait comme la source où se renouvelleraient l'Allemagne et l'Europe. Ce n'est pas Gœthe, pas davantage Nietzsche, mais Dostojewsky, qui est le grand héros littéraire de la jeunesse allemande. Hermann Hesse en a fait la constatation inquiète. « Jetez un coup d'œil sur la poésie actuelle, écrit-il[1], vous y observerez partout la même affinité avec Dostojewsky, là-même où il ne s'agit que d'une franche imitation dont l'effet produit est enfantin. L'idéal des Karamazov, vieil idéal asiatique empreint d'occultisme, devient peu à peu l'idéal européen, tend à engloutir l'esprit occidental. C'est ce que, pour ma part, j'appelle la ruine de l'Occident. Cette déchéance est une rentrée dans *l'alma mater*, un retour à l'Asie, aux sources, aux « mères » dont parle Faust et il va de soi que, comme toutes les morts, cette mort engendrera une nouvelle naissance . . . C'est l'abandon de toute morale solidement établie, au profit d'une mentalité qui admet tout et conçoit tout possible : nouvelle, dangereuse, terrible souveraineté. » Toutefois cette tendance, Hermann Hesse le reconnaît lui-même, peut être mise en valeur de façon positive ou négative. Ses partisans déclarent que l'Allemagne doit détourner enfin les yeux de la culture pétrifiée et vieillie de ses voisins de l'Ouest ; que si la France a fait luire autrefois le flambeau de l'esprit, la flamme en est depuis longtemps étouffée sous la cendre. L'art et la poésie française offrent le spectacle d'une belle et lourde maturité automnale, période admirable, il est vrai, mais qui ne renferme plus de promesses d'avenir. Il paraît significatif que ce soient justement les auteurs français qui sont appréciés en Allemagne comme l'expression d'une intellectualité nouvelle qui rencontrent en France le moins d'approbation et ne se voient compris que dans de petits cercles très restreints. On ne croit plus en l'esprit français, enchaîné dans les liens d'un rationalisme inflexible, qui s'avère aussi étroit et doctrinaire chez Barbusse que chez les idéologues libéraux du XVIII^e^ siècle. On ne croit plus aux idées de 89 ni à leurs succédanés, dont la France se sert pour mener sa propagande officielle.

---

[1] Numéro d'octobre 1918. Ed. « Freideutsche Jugend » Ad. Saal, Hambourg.

[2] Voir l'important article de Paul Valéry « La crise de l'esprit » (Nouv. Revue Française, août 1919).

La tendance vers l'Orient et l'idée de la banqueroute européenne ont été largement propagées par le livre d'Oswald Spengler : *Der Untergang des Abendlandes*, (« La décadence de l'Occident ») 1918, ouvrage qui a joui au début d'un brillant et peut-être trop grand succès d'actualité. C'est une philosophie de l'histoire, philosophie sceptique qui s'affirme avec un certain orgueil comme la seule interprétation possible des événements de l'heure présente ; livre aussi inconsistant quant à ses bases philosophiques, que suggestif par sa fine analyse des époques historiques successives et remarquable par la prodigieuse richesse de la matière traitée. Spengler aussi attribue à l'élément russe un rôle décisif dans l'avenir de la civilisation.

---

[1] *Neue Rundschau*, Mars 1920.

Le nouvel orientalisme a reçu sa plus forte impulsion de ce besoin de délivrance teinté de vagues aspirations religieuses que la situation actuelle du monde a créé dans les âmes. Aussi, — nous l'avons déjà donné à entendre, — ce mouvement est-il avant tout un mouvement antipolitique ou « métapolitique ». Le Comte Hermann Keyserling, qui a apporté dans son « Carnet de Voyage d'un philosophe » (1919) la riche moisson de pensées et d'opinions que peut faire naître un tour du monde dans l'esprit d'un penseur, et qui a assumé une tâche de conducteur par la création à Darmstadt d'une académie de philosophie, voit la mission future de l'Allemagne[1] dans la victoire de la conscience métaphysique sur la conscience politique. Il attend de cette transformation une nouvelle hégémonie, celle-là purement spirituelle, de l'Allemagne en Europe. Le type accompli de l'être humain, est, à ses yeux, celui qui s'élève jusqu'à la spiritualité. La sagesse hindoue lui paraît être pour le moment l'expression la plus haute, l'art chinois la manifestation inconsciente la plus parfaite de cette spiritualité. L'Europe aussi devrait, renonçant à son genre de pensée matérialiste et intellectualiste, tendre à un état de spiritualité conforme à sa nature propre.

Les façons diverses dont se fait sentir dans chaque domaine de la vie intellectuelle allemande cette orientation vers l'Asie (et cela en dépit des autres tendances qui lui font concurrence) ne sauraient faire ici l'objet d'un exposé. Il suffit de rappeler les éléments slaves de la littérature allemande (Werfel, Brod, Meyrink), de sa peinture (Chagall, Kokoschka), de souligner l'importance nouvelle attribuée à l'influence de l'Orient sur l'histoire de l'art européen (Strzygowski), et dans le domaine de la théologie, la compréhension plus profonde des réalités religieuses[2], compréhension nourrie de l'étude des religions hindoues.

L'évolution que nous venons de décrire est-elle le signal d'une abdication prochaine de l'esprit occidental, ainsi que le veulent voir les pessimistes ? — S'agit-il d'une maladie qui doit être combattue à l'aide d'une discipline de fer ? — Ou encore, ne faut-il y voir que le contact fécondant de l'Occident et de l'Orient, contact dont nous oserions espérer un rajeunissement de l'âme européenne ? L'avenir le dira. Nous nous en tenons pour le présent aux mots de Gœthe :

« Dieu règne sur l'Orient — Dieu règne sur l'Occident.
« Terres du Nord, terres du Sud — Sont en sûreté dans sa main.[3] »

Ernst Robert CURTIUS.

---

[1] *Deutschlands wahre politische Mission*, Darmstadt, 1919.

[2] Voir Rudolf Otto, *Das Heilige* (1917) ; Fr. Heiler, *Das Gebet* (1918).

[3] « Gottes ist der Orient ! — Gottes ist der Occident ! — Nord- und südliches Gelände — Ruht im Frieden seiner Hände. »

La situation des Pacifistes en Allemagne

Dans tous les pays, mais plus particulièrement en Allemagne, les mouvements réformistes à visée internationale (socialisme, pacifisme, franc-maçonnerie, sionisme, espérantisme, arts, sciences, etc.) ont été interrompus, dénaturés, divisés, et, par le fait de la guerre, la plupart des apôtres d'une humanité meilleure renièrent du jour au lendemain leur idéal humanitaire, se mirent bénévolement au service de l'impérialisme et ne craignirent même pas de prendre des poses grotesquement patriotiques. Tel Hauptmann déclarant, dans une lettre à Romain Rolland, qu'il aimait mieux être appelé « fils d'Attila » pourvu que l'Allemagne triomphe, que si l'on écrivait « fils de Gœthe » sur la tombe de l'Allemagne vaincue. Tel le fameux manifeste des 93 intellectuels allemands qui restera comme le document le plus douloureusement représentatif de l'aberration de l'amour patriotique.

Pourtant quelques minorités restèrent fidèles à leurs idées d'avant-guerre. Mais, bâillonnées par une censure implacable, menacées de la prison préventive, elles durent se taire. Quant aux socialistes allemands, ce ne fut qu'après la courageuse déclaration de Liebknecht au Reichstag du 2 décembre 1914, qu'un premier noyau d'opposition d'environ vingt députés se forma (février 1915) sous le nom de « Parti des socialistes indépendants ».

En ce qui concerne les pacifistes allemands, la plupart d'entre eux prirent, comme les autres, ouvertement parti pour le militarisme contre leurs doctrines d'hier. Quelques-uns, comme le professeur Quidde et le député Haussmann, le firent comme à regret, cherchant à arrêter ou du moins à humaniser la guerre par des appels à la raison, mais ils soutinrent tous la thèse officielle d'une Allemagne traitreusement attaquée par l'Entente. Quelques autres réussirent à s'évader en Suisse. Tels le professeur Nippold (réadoptant sa nationalité suisse), le Dr Fried (rééditant à Zurich son organe *Friedenswarte)*, l'auteur du livre *J'accuse* (préférant garder l'anonymat), le Dr Muehlon (renonçant à sa brillante carrière pour pouvoir crier la vérité) et enfin l'équipe plus radicale de la *Freie Zeitung*, dont je me fais un honneur d'avoir été (mais seulement pendant les trois premiers mois) l'inspirateur principal.

En Allemagne, le courageux professeur Nicolaï tenta une contre-manifestation au manifeste des quatre-vingt-treize (mais ne trouva que trois signataires, dont le professeur Einstein[1]) et refusa le service militaire ; il fut renvoyé de l'université et mis en prison préventive à Dantzig, d'où il s'évada (printemps 1918) en aéroplane à Copenhague. D'autres héros plus modestes de l'idée pacifiste disparurent tout simplement de la vie publique sans qu'on connût jamais leurs crimes ; la plupart d'entre eux (dont Eisner) ne furent libérés que par la révolution.

---

[1] Einstein est Suisse (N. D. L. R.)

Malgré toutes les persécutions, il s'était formé à Berlin, dès la fin de 1914, un petit groupe de pacifistes sincères sous le nom d'« Association Nouvelle Patrie ». Sous la conduite de son énergique fondateur, le comte de Tepper-Laski, ce groupe prit bientôt une attitude d'opposition, critiqua les thèses officielles sur l'origine de la guerre, demanda une paix de réconciliation et lutta courageusement contre la folie annexionniste qui sévissait alors jusque dans les rangs socialistes. Mais le gouvernement veillait. Suspectant dans la « Nouvelle Patrie » une force subversive, il l'espionna et la persécuta si systématiquement que, pendant les dernières années de la guerre, elle n'était plus qu'une ombre.

Survinrent la défaite, la révolution et l'établissement de la nouvelle République allemande. Le programme de Wilson, qui enthousiasma alors le peuple allemand pendant quelques semaines, jusqu'à lui faire oublier la défaite, n'était autre chose que la mise en pratique de nos théories pacifistes. Il y avait longtemps, en effet, que nous avions préconisé cette idée bien simple que seule une entente entre tous les peuples rendrait possible le désarmement graduel et baserait la paix non plus sur la pointe des baïonnettes, mais sur l'arbitrage obligatoire des conflits internationaux.

La victoire de l'Entente, doublée de la démocratisation de l'Allemagne, gonflait nos cœurs d'un immense espoir. Est-ce que le programme wilsonien n'allait pas devenir, dorénavant, le principe directeur de la politique allemande et de celle de toute l'Europe ? Il nous semblait logique, par conséquent, que le gouvernement de la nouvelle République allemande fût formé de ces hommes qui, au risque de leur liberté, avaient prêché l'idée pacifiste et démocratique avant et pendant la guerre. Non seulement un tel gouvernement aurait inspiré confiance aux vainqueurs, mais il aurait, avant tout, éclairé le peuple allemand sur les véritables origines de la guerre ; il lui aurait fait comprendre que, puisque le régime des Hohenzollern en portait la responsabilité directe, les vainqueurs étaient en droit d'exiger de l'Allemagne certaines garanties et réparations.

Nous fûmes, hélas ! cruellement déçus. D'abord parce que ceux qui avaient aidé les Hohenzollern dans leur entreprise criminelle s'emparèrent effrontément du mouvement révolutionnaire pour le détourner de ses fins logiques ; ensuite parce que les vainqueurs n'hésitèrent pas à accepter ces serviteurs de l'ancien régime comme les représentants du nouveau. J'ose dire qu'ils le firent avec méthode, car le seul gouvernement sincèrement pacifiste qui s'était constitué en Bavière sous la conduite d'Eisner, fut ostensiblement mis à l'écart par la diplomatie alliée[1]. Ce fut Erzberger et les autres apologistes de l'ancien régime camouflé en républicains que les vainqueurs jugèrent dignes de négocier la paix au nom de la nouvelle Allemagne.

---

[1] Par l'entremise d'un de nos amis de Berne, Eisner avait prié Clemenceau d'entrer en pourparlers directs avec lui, en lui faisant comprendre qu'un homme comme

Pourquoi s'étonne-t-on aujourd'hui, dans les pays de l'Entente, que la mentalité du peuple allemand n'ait pas changé ? Après avoir refusé les avances d'Eisner et de ses amis, ils accréditèrent du même coup auprès du peuple allemand l'équipe Erzberger-Scheidemann, et il n'était que trop naturel que ces hommes en profitassent pour former la nouvelle Allemagne à leur image. C'est ainsi que les élections à l'assemblée nationale ne se firent point à propos de la question de culpabilité (comme il était logique de le faire), qu'Eisner n'y obtint même pas un mandat, tandis que les Erzberger-Scheidemann remportèrent, au lieu du coup de pied mérité, des majorités triomphantes.

Certes, il serait ridicule d'affirmer que cette tactique de l'Entente a créé l'Allemagne nationaliste d'aujourd'hui. Mais les historiens futurs constateront sans doute que la diplomatie alliée, ayant déformé le programme wilsonien au gré des différents intérêts nationaux en jeu, fortifia par là, à son insu, la position de la réaction allemande. En effet, de Scheidemann à Ludendorff, tous ceux qui avaient intérêt à cacher la vérité au peuple allemand, tous ceux qui se sentaient compromis et coupables, reprirent courage en voyant les efforts infructueux d'Eisner pour entrer dans les bonnes grâces de l'Entente. Dès lors, rien ne les empêchait de se faire, d'accusés qu'ils étaient en novembre, accusateurs à leur tour : « Vous voyez bien que l'Entente ne tient pas parole. Elle ne veut ni la démocratie, ni le désarmement universel, ni la Société des nations, mais seulement le morcellement, le désarmement et l'esclavage de l'Allemagne. Nous avions donc raison de vous prêcher la résistance jusqu'au bout ; mais les pacifistes et les socialistes ont fomenté cette sale révolution qui, en empêchant notre victoire, nous a livrés poings et pieds liés à l'ennemi. » Voilà, dès le mois de décembre 1918, le langage de la réaction, appuyé et confirmé indirectement par le nouveau gouvernement (qui, dès Noël 1918, sut se débarrasser de la collaboration des Indépendants).

Quels arguments pouvions-nous opposer à ces hommes qui réussirent ainsi à détourner les colères populaires de leurs propres fautes pour les attirer sur nous ? Hélas ! nous n'en avions pas, puisque toute la politique de l'Entente nous donnait tort. Pendant la guerre on citait nos écrits chez les Alliés, on nous félicitait de notre courage, on nous saluait comme les champions de la régénération allemande ; mais, après la victoire, pas un geste, pas une parole, pas un acte des vainqueurs ne sont venus confirmer la justesse de nos vues, encourager notre travail de reconstruction, populariser nos idées. Contradiction bien étrange dans la politique de l'Entente : après la victoire on « avait de la peine à prendre au sérieux » ceux qu'on avait loués avant

---

Erzberger n'offrait aucune garantie morale pour la conclusion de la paix. Clemenceau semblait d'accord lorsque, le lendemain, il se ravisa et fit dire à Eisner « qu'on avait de la peine à prendre sa demande au sérieux ». Ceux qui inspirèrent à Clemenceau cette réponse commirent un crime dont l'Europe entière souffre aujourd'hui.

comme les régénérateurs démocratiques de l'Allemagne ; et, pour conclure une paix en Europe, on se fia à ceux qui, comme Erzberger et Scheidemann, avaient pendant la guerre donné toutes les preuves imaginables de leur mauvaise foi.

Lorsque furent enfin connues les conditions du traité de Versailles, nous avions complètement perdu la partie, car ces conditions donnaient un démenti flagrant à toutes nos revendications. La réaction triompha sur toute la ligne : « Nous vous avions toujours dit que les grands mots de démocratie et de liberté des peuples n'étaient qu'une hypocrisie abominable pour masquer les instincts de proie des vainqueurs[1]. A bas, ceux qui, sous prétexte de vérité historique, accusent notre ancien gouvernement d'être responsable de la guerre. Ils veulent nous livrer davantage encore au couteau de vainqueurs irascibles. »

Le peuple allemand qui, je le répète, s'était enthousiasmé pendant quelques semaines pour nos idées, c'est-à-dire pour le programme wilsonien, se mit à nous haïr. La révolution allemande se rapetissait alors en un mouvement de salaires et de réformes sociales (comme si celles-ci pouvaient avoir une valeur quelconque sans une paix solide). D'un côté la bourgeoisie voulait sauver ses privilèges capitalistes, de l'autre le prolétariat voulait conquérir les avantages matériels que le socialisme lui promettait. Tel a été, tel est encore le sens véritable de la « démocratisation » de l'Allemagne. Quant à la politique extérieure, elle ne montre pas trace de « démocratisation ». Elle s'inspire du même nationalisme étroit et des mêmes méthodes diplomatiques que celles des Hohenzollern, à cette différence près qu'elle n'a plus (du moins pour le moment) de forte armée derrière elle pour appuyer ses ambitions. J'insiste sur le fait que la révolution allemande n'a absolument rien changé à l'esprit et aux méthodes de notre politique extérieure. Comme sous l'ancien régime on nous traite en niais et en utopistes quand nous demandons que l'Allemagne renonce une fois pour toutes aux vieilles méthodes pour ne chercher dorénavant son salut que dans une politique sincèrement pacifiste.

Quelle peut bien être, dans ces conditions, la situation des pacifistes dans la nouvelle Allemagne ? Eh bien, elle est pire que sous l'ancien régime. Isolés, détestés et persécutés, les pacifistes sont regardés en quelque sorte comme les grands responsables de la défaite et du traité de Versailles. La colère de toutes les réactions se décharge d'autant plus brutalement sur nous que nous n'avons aucun parti politique, aucune presse, aucune puissance matérielle pour nous défendre.

Dès le commencement de 1919, les excitations de la réaction commencent à porter leurs fruits. L'association « Nouvelle Patrie » qui, avec la révolution, s'était fortement réorganisée, en supporte les premières conséquences. Ses présidents, ses secrétaires et ses membres influents sont tour à tour arrêtés, maltraités, fouillés et fusillés à l'occasion. Descentes et perquisitions dans les bureaux de l'association, saisie de sa correspondance, attaques furieuses dans la presse qui vont jusqu'à la menace de mort : le régime Noske fait la sourde oreille à toutes les plaintes et réclamations des intéressés. Même lorsque, au cours d'une de ces perquisitions, on vole au Dr Gumbel des effets pour plusieurs milliers de marks, le parquet ne bouge pas ; et, comme le volé insiste, on lui répond que les soldats qui ont commis ce délit ont déserté depuis et qu'il n'y a rien à faire.

---

[1] Tout observateur de l'Allemagne me confirmera le fait étrange que parmi tous les hommes d'Etat de l'Entente, c'est Wilson qui est le plus détesté en Allemagne. Du point de vue nationaliste, on comprend Clemenceau qui était pour ainsi dire dans son rôle de vainqueur. Mais on ne pardonne pas à Wilson d'avoir, avec de grands mots, trompé l'Allemagne qui lui fit confiance.

Nos lecteurs ont certainement en mémoire les assassinats de Liebknecht, Luxembourg, Eisner, Jogische, Landauer, Futran, Haase et quelques autres hommes de valeur. Pourquoi les a-t-on assassinés ? Eh bien, c'était moins à cause de leur activité comme membres d'un parti politique que la haine s'excita jusqu'au geste meurtrier, c'était plutôt à cause de leurs idées pacifistes, de leur croyance dans la générosité des vainqueurs, de leurs prêches contre l'idée de revanche. Et le rouge me monte au front quand je pense que les assassins de tous idéalistes sont tous en liberté. L'assassin d'Eisner fut même acquitté parmi les ovations d'une foule en délire « patriotique » ; du commencement à la fin, ce procès fut le triomphe de l'assassin et la diffamation de ce pauvre grand Eisner. Dans le cas de Hugo Haase, le criminel fut déclaré aliéné par les médecins-experts.

Le 22 mai 1920, une patrouille militaire tue le pacifiste Hans Paasche dans sa propriété. Sous prétexte qu'il était affilié aux communistes et cachait des armes chez lui, on venait faire une perquisition. Paasche, connaissant les habitudes de la soldatesque, essaie de fuir, mais est tué d'une balle dans le dos. Comme toujours, l'enquête ne donne aucun résultat ; encore aujourd'hui on ne connaît pas même l'homme qui commanda l'expédition. Par contre, le peuple allemand est persuadé que Paasche fut de la bande des traîtres qui ont vendu l'Allemagne à l'étranger. Car, pour voiler toute la hideur du crime, le gouvernement allemand, au lieu de faire faire une enquête sérieuse et impartiale, fit publier par sa presse des notes diffamatoires sur le caractère et l'activité de Paasche. Il n'y a plus que ses amis qui savent qu'il était un esprit généreux, l'auteur de plusieurs brochures pleines d'un profond amour de son pays et qui vivait, depuis son échec inévitable dans la politique, dans la stricte intimité de ses livres.

Voici un autre cas caractéristique : dans une conférence pacifiste à Osnabrück, des soldats armés pénètrent dans la salle et, sans crier gare, l'un d'eux blesse très grièvement d'un coup de revolver le fils de l'organisateur du meeting. On réussit à trouver le coupable qui fait des aveux complets. Mais le parquet, forcé de l'arrêter, le relâche dès le lendemain, sous prétexte « qu'il n'y a pas de fuite à craindre ». Le père, l'avocat, la société organisatrice du meeting insistent, se plaignent, réclament justice. Réponse de l'autorité militaire : On a suspendu l'enquête contre inconnu, car d'abord on était sûr de rien trouver et ensuite, parce que le bataillon auquel appartenait probablement le coupable a été dissous entre temps.

Voici encore quelques faits pour compléter le tableau des persécutions auxquelles sont exposés aujourd'hui les pacifistes allemands :

Le 23 novembre 1919, on interdit au poète bien connu Andreas Latzko une lecture de ses œuvres sous prétexte que c'était le dimanche des Morts. Et pourtant certains théâtres jouaient la comédie ce soir-là. A Hambourg, on sabote une réunion où le grand comédien Moissi devait réciter des vers antimilitaristes.

En mai dernier, on expulse de Munich le Dr Fried, titulaire du prix Nobel pour la paix, sous prétexte que les logements font défaut. Pourtant, le général Ludendorff, poursuivi pour haute trahison à la suite de l'aventure Kapp, trouve, tout Prussien qu'il est, un logement tout prêt à Munich, d'où il pourra en toute tranquillité continuer à se moquer de la justice du Reich.

Le professeur Nicolaï, voulant faire sa leçon de rentrée à l'université, y est reçu par un chahut formidable et doit se retirer sous les huées injurieuses des étudiants nationalistes. L'affaire est portée devant le Sénat universitaire qui décide, malgré les insistances du ministre de l'instruction publique (prenant pour une fois la défense d'un pacifiste), que Nicolaï s'est conduit en traître pendant la guerre et, par conséquent, est indigne d'enseigner la jeunesse. Voilà Nicolaï de nouveau exclu de l'Université. Ce n'est qu'à grand'peine, et grâce à l'intervention énergique de ses amis, qu'il y fut réadmis.

Le professeur Einstein, une gloire de la science, mais... pacifiste convaincu et juif par-dessus le marché, fut également conspué par ses étudiants au point de renoncer à ses cours. Dans une réunion où il avait été invité et où on lui avait promis une critique scientifique de sa théorie sur la relativité, il constata qu'il était tombé dans un piège antisémite. Comme il se retirait, un étudiant cria, aux acclamations de l'auditoire, « qu'on devrait couper le gorge à ce juif » !

Dans une réunion publique où il comptait parler sur la question de l'extradition des responsables de la guerre, le journaliste bien connu H. von Gerlach voit tout à coup s'avancer vers la tribune des soldats déguisés en ouvriers qui le maltraitèrent si brutalement qu'il en serait mort sans l'intervention courageuse de quelques femmes. La police, le parquet, le gouvernement haussèrent les épaules, n'ouvrirent même pas une enquête, quoiqu'on sût de quel côté venait cette lâche agression.

Le colonel von Beerfelde, qui dévoila le retentissant mémoire de Lichnowski (et récolta plusieurs mois de prison préventive), a été plus particulièrement l'objet des attaques réactionnaires[1]. Arrêté plusieurs fois, relâché ensuite sans explication ni excuses, on le molestait et brutalisait si systématiquement qu'il s'est décidé à quitter l'Allemagne, ne pouvant plus y vivre. Le professeur Einstein avait pris une décision analogue, mais ses amis réussirent à l'en faire revenir.

---

[1] N'est-il pas étrange que ce même colonel von Beerfelde se trouve sur la liste d'extradition de l'Entente « pour avoir pillé la bibliothèque du Palais de Justice à Laon » ? Beerfelde n'a pas eu de peine à prouver qu'il n'a jamais eu connaissance de ce pillage. Ce petit fait montre bien la désinvolture avec laquelle l'Entente traite ceux des Allemands qu'elle aurait, au contraire, tout intérêt à soutenir dans leurs terribles luttes.

* * *

La conclusion de tout cela est vite tirée. Ceux qui combattent en Allemagne, en dehors et au-dessus de tous les partis, pour libérer l'humanité du fléau de la guerre, ceux qui prêchent le relèvement de l'Europe dans la paix et la réconciliation des peuples, ceux enfin qui représentent en face du militarisme renaissant la nouvelle Allemagne et l'idée grandiose de la Société des nations, sont aujourd'hui les hommes les plus détestés. On s'attaque beaucoup moins aux éléments bolchévistes et spartakistes parce qu'on sait qu'il y a derrière eux des organisations, une presse et des députés au Parlement. Quant à nous, on ne nous craint pas. On nous méprise, on nous injurie, on nous maltraite et on nous assassine à souhait. On sait que nous ne trouvons même pas, dans toute l'Allemagne, un grand quotidien pour exposer nos idées et nous défendre. On sait que nous sommes en quelque sorte des hors-la-loi et que nous ne possédons que la force d'une idée et la fière certitude d'être dans la vérité. Et notre lutte est singulièrement compliquée par le fait que la politique des vainqueurs semble ignorer nos revendications et se désintéresser de notre action.

L'Entente a-t-elle intérêt à une vraie démocratie allemande ? Veut-elle éviter que la vague de bestialité qui remonte à vue d'œil en Allemagne ne déferle un jour à nouveau sur l'Europe ? Veut-elle que le peuple allemand, au lieu de se rebiffer chaque jour davantage contre le traité de Versailles, l'accepte et l'exécute enfin (modifié, bien entendu, dans ses parties les plus ouvertement antidémocratiques), comme la charte d'une nouvelle humanité délivrée de la guerre ? En d'autres termes : L'Entente veut-elle faire de la Société des nations, instituée par ce traité, une réalité vivante et puissante, afin de consolider la paix ?

Qu'elle aide donc ceux qui, en Allemagne, ont le même intérêt qu'elle à maîtriser et à détruire la réaction militariste qui est en train de reconquérir le pays.

Si l'Entente continue sa politique d'aujourd'hui, qui fortifie la réaction, c'est la guerre dans cinq ans, dans dix ans, dans vingt ans ou plus tard peut-être, n'importe. Mais c'est la guerre ! Toutes les précautions d'ordre militaire n'y changeront rien. La force engendrera éternellement la haine entre les peuples. Et tant que la force restera le principe directeur de la politique, la guerre en sera toujours la conséquence terrible, mais inéluctable.

Il n'y a de salut que dans un rapprochement franco-allemand, encadré par la Société des nations qui gouvernerait l'Europe d'après les principes du pacifisme et de la démocratie !

Hermann Fernau.

FRANCE

Les Fêtes : Le Louvre ; Le Onze Novembre.
Réflexions sur le Problème social et la Dotation syndicale.
Un livre sur les conditions politiques le l'Europe.

Nous voici de retour à Paris ; des fêtes publiques, intimes les unes, nationales les autres, ont accompagné notre rentrée automnale. Le Louvre a rouvert quatre salles nouvelles. Il nous avait déjà rendu les Italiens, les Espagnols, les Hollandais, la plus ancienne peinture française. Il nous rend cette année les maîtres français du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècles. Dans un an, au printemps prochain peut-être, plus beau, mieux disposé qu'il n'était autrefois, il nous offrira toutes ses richesses.

Les nouvelles salles sont plaisantes. Quatre paires de cloisons basses, interposées dans la longue, la trop longue galerie, limitent les époques, contiennent et dirigent la vue, l'esprit même. Les Poussin, les Lesueur, les Lorrain, ont leur domaine. Un autre est réservé aux Chardin, aux Lancret, aux Watteau. Quelle parfaite assemblée ! Dix toiles, alignées sur la cimaise, composent un merveilleux poème de réalité, de fantaisie humaine. Prudhon est le dernier des maîtres cette année remis en honneur. Sa forme, son pinceau, tel Mozart d'un coup de son archet, termine l'art ancien que la Révolution, l'Industrie et la Science ont brisé. La qualité exquise de ce dernier apport tient la pensée en suspens, en regret. « Tout allait si bien », dit un jour Debussy, « tout allait si bien alors ! quel dommage que le vieux sourd soit venu ! » Le vieux sourd, c'était Beethoven. Debussy était ce jour-là en humeur de boutade, voire de sacrilège. Mais beaucoup sont intervenus, qui ont tapé comme des sourds, et ne s'appelaient pas Beethoven. Musant, devisant ainsi, nous rendons visite aux maîtres d'autrefois, et quand nous nous souvenons qu'il y a si peu de temps quelques toiles, trop grandes pour qu'on les déplace, restaient seules accrochées à ces murs ; que les tuyaux des pompes à feu, à toute heure prêtes à servir, s'allongeaient dans les galeries vides et démesurées, alors nous sentons mieux ce qu'il faut bien appeler notre bonheur. Ces salles du Louvre, rouvertes une à une, sont une des récompenses de notre lente convalescence.

D'autres fêtes nous trouvent également prompts à l'attention, à la badauderie, à l'enthousiasme. Je parle des fêtes du Cinquantenaire. Leur chronique est tout un chapitre d'histoire où se montrent très à nu nos passions, nos ardeurs factieuses, nos croyances profondes et grandes. Elles s'annonçaient d'abord indifférentes et froides. La République devait être fêtée. Or, notre régime a des adversaires acharnés : ce sont les royalistes de l'*Action Française*. Et ses partisans sont d'autant plus paisibles qu'aucun péril ne le menace. Il existe, on lui sait gré d'exister. « Une constitution qui dure cinquante années devient, en nos temps agités, un phénomène intéressant », écrivait à l'occasion des Fêtes un rédacteur du *Journal des Débats*. Tel est le sentiment commun des Français, tel le ton de leur pensée. C'est un ton, un sentiment placides, et qui n'animent pas les rues.

Cette fête, quand et comment la fêter ? Tout de suite on en discuta. Le Quatre Septembre ? C'est la vraie date. Mais le quatre septembre 1870 est à deux jours près la date même de Sedan, la même date que l'Allemagne fêtait autrefois et fête peut-être encore dans le secret de son cœur. Sedan a produit la République. La France va-t-elle célébrer le Cinquantenaire de Sedan ? Les monarchistes posaient la question avec leur art, leur force coutumières. Leur insistance eut plein succès : il fut arrêté que les fêtes seraient données au Onze Novembre. Singulier anniversaire, qu'on fixait à la date d'un autre événement ! Au vrai, et sous la pression des monarchistes, on commençait d'exclure la République de sa propre célébration. On continua. Le programme, quel serait-il ? L'intention première avait été de porter au Panthéon le corps de Gambetta. Mais le Panthéon est un lieu suspect. C'est un temple révolutionnaire. On y garde Rousseau. On y a mis Zola. La bonne société n'y va pas. Or, la famille de Gambetta, que la bonne société a conquise, refusa, sous divers prétextes polis, le corps qu'on lui demandait. On se souvint alors que le cœur de Gambetta reposait à part, dans un jardin de Ville d'Avray. On convint de le mettre au Panthéon, et qu'un pompeux transfert serait la substance de la fête. Quoique le culte antique des reliques soit toujours fort dans le peuple français, il y eut quelques sourires. La disproportion était évidente, et le gouvernement ne laissait pas de penser avec ennui à cette journée du Onze Novembre. Mais il était écrit que la fête serait belle ! Tout le voulait ; le peuple, le lieu, les circonstances, les souvenirs toujours puissants de l'armistice.

Vers la mi-octobre, la nouvelle nous vint qu'à Londres on allait porter à Westminster la dépouille d'un soldat inconnu. L'idée avait été déjà émise en France, mais négligée. Elle fut aussitôt reprise, et acclamée. Ni Gambetta ni la République n'avaient provoqué l'enthousiasme. Le soldat inconnu le provoqua soudain. Le 29 octobre, douze jours avant la fête, la solennité nouvelle fut décidée : joint au cœur de Gambetta, le mort anonyme irait au Panthéon.

Mais aussitôt les royalistes s'émurent. La Fête allait devenir magnifique ; Gambetta profiterait de cette magnificence ; et le Panthéon, abritant un tel mort, en recevrait la considération qui lui manque. Donc il ne fallait pas que le mort inconnu allât au Panthéon. La protestation, d'abord politique, acquit très vite l'ardeur, la violence d'une protestation religieuse : car les catholiques s'émouvaient aussi, et la guerre religieuse, qui ne fait jamais que sommeiller en France, fut près de recommencer. Elle recommença même, très courte, mais violente. Le Panthéon a été une église : la République l'a désaffecté pour y ensevelir Hugo. Le Panthéon est un temple laïque, il ne recouvre pas une terre chrétienne. Or deux cent mille familles françaises pleurent un fils, un mari, un père, sans connaître sa tombe. Chacune peut penser, chacune pense aussitôt que le mort anonyme est son mort. Deux cent mille souvenirs, suivent, honorent la dépouille inconnue, et s'attachent à elle. A cette multitude d'enfants, de femmes en pleurs, imposera-t-on la tombe suspecte et diffamée ? Le mort ne doit donc pas aller au Panthéon. Mais où doit-il aller ? Le difficile est de dire où. L'*Action Française* propose les Invalides. Difficulté nouvelle : le lieu des tombes, aux Invalides, est une chapelle. Or le mort est peut-être un protestant, un athée, peut-être un juif. Là encore, danger de sacrilège ! Il n'est pas commode d'organiser une fête ancienne dans cette France dont les unions sacrées n'interrompent pas les discordes. *Rerum concordia discors*. Et il ne faut pas qu'elles soient interrompues. Elles tiennent à trop de fibres, et pour étrange qu'il paraisse, elles sont l'une de nos forces.

Le palais des Invalides avait d'ailleurs un autre défaut : écarté dans la ville, il ne convient pas aux manifestations grandioses. Que faire donc ? La date inévitable approchait, et la dispute devenait violente. Alors Jouvenel, dans le *Matin*, proposa l'Arc de Triomphe. Il n'y eut pas un doute : Jouvenel avait trouvé. Jouvenel est un journaliste expert dont personne n'eût attendu un agrandissement des traditions, des légendes nationales ; mais les circonstances inspirent et disposent. L'idée de Jouvenel, car elle est à lui seul, sans lui elle ne fut pas venue, ennoblit à jamais notre ville. Quelque chose manquait à cet arc triomphal qui domine les riches avenues. C'était le signe du Triomphe antique, païen, aveugle, ignorant des humbles qui le font, des ombres qui le suivent.

Toi, dont la courbe au loin, par le couchant dorée,
S'emplit d'azur céleste, arche démesurée ;
Toi, qui lèves si haut ton front large et serein,
Fait pour servir de base à quelque aigle sublime
Qui viendra s'y poser et qui sera d'airain !

... Toi, que l'homme par qui notre siècle commence,
De loin, dans les rayons de l'avenir immense,
Voyait, tout ébloui !
Non, tu n'es pas fini, quoique tu sois superbe !
Non, puisqu'aucun passant, dans l'ombre assis sur l'herbe,
Ne fixe un œil rêveur à ton mur triomphant !

...A ta beauté royale il manque quelque chose.
Les siècles vont venir pour ton apothéose
Qui te l'apporteront...

Hugo imaginait, pour achever le monument superbe, la ruine survenue, qui dégrade les pierres, et le lierre entre elles logé. Cette lacune que le poète avait sentie, un journaliste parisien la supprime, la comble. Il manquait à l'arc guerrier la présence et peut-être la plainte d'un des souffrants qui portent sa magnificence ; il ne lui manque plus rien [1].

Quoiqu'elle déçût les républicains, puisqu'elle privait leur Panthéon d'un grand souvenir et d'une indiscutable présence, la solution enfin trouvée fut admise, à peine discutée. Mais les détails de la solennité restaient à régler et une querelle occupa les cinq ou six jours qui restaient. Sérieuse querelle, âprement, justement débattue entre les tenants de l'un et l'autre culte : le culte de la patrie armée, appelant ses enfants pour la défense, la glorification de ses traditions et de son sol ; le culte de la patrie républicaine, appelant ses enfants pour la défense d'une idée, d'une espérance qui, au delà de la nation même, cherche l'humanité. Le catholicisme ne paraissait dans la discussion que pour s'allier à l'un des deux partis. Les Républicains furent vainqueurs dans le dernier combat. Ils avaient admis que le corps du soldat ne reposerait pas au Panthéon. Par contre ils demandèrent que le cœur de Gambetta fût admis aux honneurs de l'Arc de Triomphe, qu'il passât sous la voûte, qu'il y reposât quelques heures. Au Sénat, la réclamation fut impérieuse, et le gouvernement dût promettre à ces libres penseurs que les deux dépouilles mortelles participeraient aux deux cultes. C'était à la veille même du Onze Novembre. Il était temps que tout fût décidé. O peuple français, religieux entre tous ! Je ne dis pas que quelque ironie n'ait accompagné la dispute. Elle l'accompagnait au contraire, mais c'était en *sotto voce* et toujours retenue, comme le scepticisme de Beyle en marge du grand siècle.

Le résultat fut magnifique. Dès l'heure matinale, l'enchantement des grands jours vida la ville, ses faubourgs, sa banlieue. Un peuple immense, patient, frémissant en silence, regarda passer l'humble corps, posé sur une énorme pièce de deux cent quarante, et les trois cents drapeaux de l'armée, comme un nuage ailé, massés autour. La soirée fut éblouissante de lumière, et un spectacle réussi. La foule était heureuse, décente. Mais il manquait la noblesse du deuil, l'ombre même de notre triomphe. Et qui donc, cette nuit-là, s'avisa de penser qu'à l'heure de son plaisir une multitude tragique, l'élite d'un Empire disparu, autrefois notre intime allié, quarante mille êtres enfin, eût été proclamés encore nos amis, étaient jetés dans la mer de Crimée par l'armée rouge de Trotzki ?

---

[1] En 1840, quelques-uns avaient proposé que le corps de Napoléon fût placé dans l'Arc de Triomphe. Lamartine avait combattu la proposition. L'Arc, disait-il, est trop païen pour servir de tombe. Aurait-il combattu la proposition récente ? Je ne le pense pas. Lui-même peut-être l'eût trouvée.

* * *

C'est sans doute la dernière des fêtes de la victoire, et il convient que ce soit la dernière. Le plaisir de se souvenir et de glorifier, s'il se prolonge, a des inconvénients. Il empêche de clairement comprendre qu'une victoire est un commencement plus encore qu'une fin. Il rend moins sensible l'urgence des problèmes. Cette urgence, je crains que nous ne la méconnaissions. Voici, par exemple, le problème social. Je l'isole, je l'examine à part. Nous sommes satisfaits, en France, de la résistance que nous avons opposée aux amertumes de l'après-guerre, au fanatisme slave. Notre satisfaction est fondée : d'abord il fallait résister. Mais résister enfin n'est pas répondre, et le problème est là. Quelle réponse avons-nous proposée, essayée ? Le bolchévisme est un marxisme exaspéré, son discrédit est porté au compte du marxisme, et la défaite du marxisme (une défaite allemande encore) nous ouvre, à nous Français, un champ immense, nous donne occasion de rentrer en maîtres dans un domaine où nous étions, avant 1848, avec nos voisins les Anglais, initiateurs et maîtres. Il y faut un énergique effort. Nos sociologues, nos politiques, nos écrivains l'ont-ils donné ? Je ne dis pas qu'ils n'ont rien fait, et tout à l'heure je vais chercher ce qu'ils ont fait. Mais ont-ils assez fait ?

Le marxisme avait fait tomber en oubli les suggestions coopératives, mutualistes, bancaires, syndicalistes, des Saint-Simon, des Owen, des Fourier, des Proudhon. «Cette perte d'une pensée et de la souveraineté morale qu'elle portait avec elle», écrivait récemment un écrivain sur lequel j'aurai à revenir, M. René Favareille, « était aussi grave que celle du sol. » Le marxisme avait substitué à nos écoles constructives, réalisatrices, positives, un système de métaphysique historique, une mixture de matérialisme et de messianisme puissamment combinés pour fasciner les masses et les retenir dans un état de fanatisme, de passivité et d'attente. Cette bizarre attitude était très favorable aux entreprises d'un état absolu : l'idéologie allemande travaille très souvent pour la servilité. Le marxisme fut l'utile complice de l'Etat prussien, dont les légistes construisirent ce pesant édifice de protection et de coercition qui s'est imposé comme un modèle aux autres Etats. Soumission à un formulaire abstrait, soumission à des bureaucraties absolutistes, telle fut, pendant un demi-siècle, la condition morale et légale des masses ouvrières dans l'Europe germanisée. La victoire anglo-saxonne et française modifiera-t-elle cette double condition, favorisera-t-elle un retour vers les réformateurs de France et d'Angleterre, une rénovation de leur esprit ?

Cette rénovation, on pourrait la souhaiter plus énergique, mais enfin on l'essaye, et c'est déjà beaucoup en ces jours dont la trépidation épuise la pensée. Rien n'est construit encore. C'est un chantier ouvert, où quelques individus, quelques équipes laborieuses, jalonnent le travail. Voici le Conseil Economique du Travail ; la Confédération de l'Intelligence et de la Production ; les organisations familiales de l'abbé Viollet ; le groupe des écrivains du *Producteur*, MM. Ferdinand Gros, Gabriel Darquet, Henri Clouard, Gilbert Maire ; enfin les belles études de M. René Favareille.

Mais qu'il est difficile de créer, de réaliser en toute clarté d'esprit une œuvre bonne et réfléchie ! Ces chercheurs que nous avons nommés, des traditions puissantes les mènent, des entraînements aveugles les menacent, et trop souvent les annihilent. *Le Conseil Economique du Travail* fut conçu, organisé par quelques militants syndicalistes, parmi lesquels je crois pouvoir nommer MM. Jouhaux, Laurent, Dumoulin. Ces vrais et notables représentants de la classe ouvrière française, répugnant à reprendre, au lendemain même de l'armistice, l'ancienne guerre sociale, se proposèrent de former avec les délégués du patronat une société d'étude pour l'examen des problèmes du travail. Tel devait être leur conseil, mais il ne fut pas tel. Les patrons, invités par les syndicalistes, se réservèrent, s'abstinrent. Peut-être ils voyaient juste, et la collaboration eût été impossible. Mais une épreuve les eût-elle si fort engagés ? On regrette qu'ils ne l'aient essayée. A cause de leur refus, le *Conseil Economique du Travail* perdit équilibre. L'abstention des patrons rendait vaine la tentative des syndicalistes. Ceux-ci, toutefois, persistèrent. Ils invitèrent, au lieu des patrons, les ingénieurs dont l'union syndicale venait d'être instituée. Les ouvriers avaient raison d'appeler les ingénieurs. Mais les ingénieurs syndiqués eurent tort de penser qu'unis aux ouvriers ils possédaient l'expérience totale de l'Industrie. Car tout de même que l'ouvrier ignore la technique de l'ingénieur, l'ingénieur ignore celle du directeur, et l'abstention patronale condamnait le *Conseil Economique du Travail*, soit à se dissoudre, soit à produire l'utopie. Se dissoudre eût été héroïque. Le « C. E. T. » fut humain et se mit à produire l'utopie. Ses membres occupèrent leurs soirées de l'hiver 1919-1920 à combiner de vagues et informes projets où l'étatisme honteux se cache derrière le syndicalisme, et le syndicalisme honteux se cache derrière l'étatisme: « *nationalisation* » est le mot dont se couvrent ces néants. En avril 1920, le *Conseil Economique du Travail* paraissait à beaucoup une institution considérable. Il fournit de mots d'ordres le mouvement révolutionnaire, tout informe et vague lui-même, de mai 1920. Ce mouvement avorta, et le « C. E. T. », en juin 1920, n'était plus rien. Il tombait en sommeil, il sommeille encore, peut-être au prochain trouble il se réveillera. L'analyse exacte, un instant cherchée, ayant été négligée, les esprits s'en étaient retournés au verbiage, au désordre, aux aspirations instinctives.

Le « C. E. T. » s'était perdu par la méconnaissance de l'ordre et des facteurs réels de la production. C'est à bien connaitre cet ordre, ces facteurs, que s'attachent les écrivains dont j'ai plus haut donné les noms. M. Georges Valois, qui est l'économiste de l'*Action Française*, suit la tradition constante des catholiques : il considère la corporation comme un ensemble solidaire où le travail, honorable, honoré en chacun de ses degrés, se répartit en tâches différentes. Celle du patron consiste à commander dans le présent en prévision de l'avenir. L'expérience catholique est ferme et sûre, elle préserve ceux qui la suivent des erreurs grossières[1]. Mais les conclusions qu'elle apporte ont un caractère absolu, en quelque sorte cristallin, qui les isole du milieu ambiant et diminue leur fécondité. M. Valois ne veut pas reconnaître, ne consent pas qu'on reconnaisse les unions intercorporatives où la classe ouvrière se forme avec sa puissance de masse, puissance aveuglément hostile à toutes les autres classes, puissance mauvaise. Il ignore donc la Confédération Générale du Travail. Il la condamne comme une erreur de l'esprit et une faute du cœur. Il invite ses amis (patrons, ingénieurs, ouvriers), à former dans chaque corporation un groupe où s'exerce, où s'incarne, la saine activité corporative. Ainsi limite-t-il son activité. Limitée, elle existe pourtant. M. Valois, qui est éditeur, vient d'organiser à Paris une sorte de congrès de l'Industrie du Livre dont les résultats pourront être utiles à tous et durables. Son autorité eut été plus grande si les deux organisations de classe, l'ouvrière et la patronale, y avaient participé.

J'en viens maintenant au groupe du *Producteur*. Je lis quatre noms sur le sommaire du premier numéro : Ferdinand Gros, Henri Clouard, Gabriel Darquet, Gilbert Maire. Or, MM. Gros et Darquet sont des hommes d'industrie. MM. Clouard et Maire sont des hommes de lettres. Le directeur de la revue est M. Gabriel Darquet. Il y a là une association de savoirs et d'expériences qui est nouvelle et excellente. Le groupe du *Producteur* est intéressant à un autre point de vue : MM. Darquet, Clouard et Maire ont été longtemps liés à l'*Action Française*, ils sont les premiers qui s'en détachent pour former une école nouvelle. Sans doute, le dogmatisme monotone de leur première école les aura lassés, et je ne m'en étonne pas. Mais je crains qu'échappant à la direction longtemps acceptée d'un maître, leurs esprits n'hésitent et ne se dirigent mal.

Les rédacteurs du *Producteur* se rattachent à la lignée saint-simonienne. Le titre de leur revue est celui même que choisissaient en 1825 les disciples de Saint-Simon. Leur maître leur avait montré la place du producteur dans le monde moderne. Il y prime, comme le guerrier, comme le seigneur aux temps antiques ou féodaux. Les sociétés les plus fortes seront celles qui produiront les producteurs, les industriels les plus capables. C'est une production difficile. Sans la science, point de réalisation industrielle : il faut donc une culture abstraite très poussée. Sans audace inventive, sans larges vues, point d'essor industriel : il faut donc une haute culture esthétique et morale.

---

[1] Le catholicisme a plus de force qu'on ne croit dans les milieux ouvriers. Le 21 novembre dernier eurent lieu des élections prud'hommales. Les syndicats indépendants, qui sont pratiquement des syndicats catholiques, ont emporté beaucoup de sièges. La lutte féroce présentement engagée entre syndicalistes modérés et syndicalistes révolutionnaires facilitait leur victoire. Elle n'en est pas moins notable. « Le syndicalisme a eu son seize novembre, » écrivait l'*Atelier*, organe des dirigeants de la C. G. T. Le seize novembre, date des élections conservatrices de 1919, qui produisirent la Chambre actuelle.

Enfin, considération élémentaire, utile pourtant à rappeler, sans industriels — c'est-à-dire sans des hommes de caractère et d'énergie — point d'industrie. Donc il faut trouver des hommes, les meilleurs hommes, et pour les trouver il faut que le peuple entier soit instruit, sollicité ; il faut qu'un système bancaire renouvelé, vivifié, distribue le crédit dont l'intelligence a besoin pour s'exercer sur la matière. Ainsi, la production étant prise pour centre, un vaste ensemble de problèmes se trouve posé, lié, et les solutions amorcées.

M. Darquet et ses amis ont trouvé une position très forte, d'où la vue porte loin. Ils cherchent à voir et à dire. Ils savent très bien montrer l'importance des initiateurs, des inventeurs, dans la construction des entreprises. M. Ferdinand Gros a écrit là-dessus des pages remarquables. Ce sont des considérations simples, mais les économistes les ont longtemps négligées. La classe ouvrière ne fait que commencer à les voir, et les accepte à grand'peine. Cette part de leur tâche, les rédacteurs du *Producteur* s'en acquittent excellemment. Mais le danger qu'ils courent, je crois, est de céder à l'une des pentes où se laissent aller tant d'hommes de notre temps, et qui mène au culte insensé de la production pour la production. La production devient pour eux la fin même de l'homme, et ils subordonnent à l'industrie tout ce qui sert à l'industrie. La science, par exemple, et l'ouvrier, sont utiles à l'industrie. Penserons-nous que leur utilité soit le fondement, et donne la mesure de leurs droits ? « Qu'on ne nous demande nos opinions, ni en politique intérieure, ni en politique extérieure », écrit M. Darquet. « Pour le moment du moins, nous ne saurions répondre que d'une manière détournée, par des mots tels que : charbon, azote, engrais, houille blanche, crédit, bureaux d'organisation, culture technique, culture générale.... » La culture générale est nommée, mais bien tard. Vient-elle ainsi dernière parce qu'elle est au sommet, la plus haute ? Peut-être. Il y a toujours un doute sur le sens de la dernière place. Est-ce le seuil de l'indifférence ou le terme de la progression ? La dernière place, dit-on à ceux qui l'occupent, est la plus noble... Ainsi on les console, et puis on les néglige.

Pas plus que la science ne sera satisfaite par les subventions de l'usine, l'ouvrier ne sera apaisé par la distribution bancaire des crédits. Une rénovation intelligente du crédit est une des entreprises les plus souhaitables qui soient. La gloire des saint-simoniens est de l'avoir compris dès le principe, et le mérite des écrivains du *Producteur* est de ne l'oublier jamais. Mais le crédit enfin n'aide que l'intelligence, l'aptitude technique et ses bienfaits n'iront jamais atteindre et rafraîchir ces multitudes salariées, ombre, amertume, vivant reproche de notre temps. De ces multitudes, de leurs problèmes, M. Darquet et ses amis, trop hommes d'affaires les uns, trop intellectuels les autres, semblent n'avoir pas la notion pressante.

* * *

M. René Favareille la possède au contraire. Le sentiment, la force de l'analyse, l'expérience, font la valeur de l'opuscule léger de poids, dense de pensées, qu'il intitule *La Dotation Syndicale.* M. René Favareille est un homme très exercé. Il a été auditeur au Conseil d'Etat ; il s'y est ennuyé. Il s'est fait un industriel ; il s'y est intéressé, il y a réussi. Et il revient maintenant à l'étude des problèmes civiques. Son livre sur *La Réforme administrative par l'autonomie et la responsabilité des fonctions* est un des meilleurs qui aient été publiés depuis la guerre. *La Dotation Syndicale* [1] ne lui cède en rien, c'est un travail simple et logique.

Cherchons avec l'auteur, interrogeons, répondons avec lui. Pourquoi l'ouvrier est-il mécontent ? Parce qu'il ne possède pas ! Les sociétés qui l'occupent n'admettent ni son contrôle, ni même son regard.

Il n'y a pas de question sociale pour le paysan qui possède, ou qui peut posséder son instrument de travail. Il y en a une pour l'ouvrier qui ne le possède pas. Il faut, pour le satisfaire, le faire accéder à la propriété industrielle, la seule qui soit de son domaine. Comment y parvenir ?

Le contrôle de l'ouvrier est-il concevable ? C'est une solution qui est en vogue, elle fait son tour du monde, frappant à toutes les portes et d'ailleurs n'en ouvrant aucune. Le contrôle ouvrier est impossible, répond M. Favareille. « Les salariés ne peuvent pas plus assumer la direction de l'entreprise que ses propriétaires, les actionnaires. Le représentant de ces derniers, le Conseil d'administration, ne l'assume lui-même que nominalement et, en réalité, c'est un seul homme, administrateur délégué ou directeur, qui est responsable de l'affaire. La nature des choses le veut ainsi et il n'y a rien à faire là-contre. » Le remède sera-t-il la nationalisation, autre invention récente, autre mode ? Non, déclare notre auteur. « La nationalisation, outre qu'elle n'est théoriquement appliquable qu'aux grandes industries, ne changerait rien à ce fait que la distribution individuelle des bénéfices aux employés n'aboutit qu'à une infime portion pour chacun d'eux. La *nationalisation* d'ailleurs, est un mot nouveau, mais qui déguise une chose bien visible, une véritable *panne* qu'on n'ose plus avouer, tant elle est périmée, l'*Etatisme.* Bien plus, la *nationalisation* ou mieux l'*étatisation* coupe dans sa racine tout espoir d'affranchir le salariat, puisque l'Etat est un patron perpétuel dont les salariés ne peuvent jamais espérer prendre la place. » La participation aux bénéfices va-t-elle apaiser le mécontentement ouvrier ? C'est une ancienne idée et dont les maigres fruits décèlent la défectuosité. Pourtant elle séduit toujours. On a proposé, ces temps-ci, de l'imposer par une loi à tout industriel. M. Favareille analyse l'idée et la montre fausse. L'ouvrier n'a pas droit au bénéfice parce qu'il ne le produit pas. Le bénéfice résulte du talent des inventeurs et des administrateurs, de la technique et de la gestion. Si d'ailleurs l'ouvrier est en droit de participer aux bénéfices, il est en droit de demander à participer à la gestion, ce qui est impossible. La participation aux bénéfices est une idée qui a pour principe une erreur et pour suite une impossibilité. Quoi donc tenter ? Ne reste-t-il qu'à constater un malaise, un désordre éternels ?

---

[1] *La Dotation syndicale,* Berger-Levrault, éditeurs.

Non pas. M. Favareille ne va pas chercher dans les nuées les semences de la terre. Mais il n'est ni un sceptique ni un découragé. Il répète la parole d'Auguste Comte, l'un de ses maîtres : « Il faut incorporer dans la société moderne le prolétariat qui n'y est encore que campé[1]. » Le problème n'est pas chimérique. Il ne doit pas être insoluble. Comment incorporer, ou, pour employer une expression maurrasienne, comment installer le prolétariat dans la société ? Par la possession. L'homme n'est installé dans la nature et parmi les hommes que si un patrimoine le munit.

Mais il n'est pas indispensable, observe M. Favareille, que ce patrimoine soit individualisé. L'association des capitaux et des personnes, infiniment variée en ses modes, a produit depuis cent ans la civilisation capitaliste et bourgeoise. Pourquoi ne créerait-elle pas une civilisation ouvrière ? Mais pourquoi ne l'a-t-elle pas créée, pourquoi ce retard de l'ouvrier sur le bourgeois ? M. Favareille voit à cela deux raisons. L'une légale : jusqu'en 1884, la classe ouvrière a été exclue du droit à l'association. L'autre, réelle : l'association a besoin pour être féconde, d'un capital initial et, dans le cas qui nous occupe, le capital manque. Or la société ne peut-elle pas, ne doit-elle pas pourvoir à sa formation ? M. Favareille le pense. Il n'est pas seul à le penser. D'autres, en ce moment même, essayent la voie qu'il indique : M. Loucheur prévoit, dans son projet de réorganisation des chemins de fer, que des actions d'apport, actions de travail, seront attribuées au personnel associé. Quelques grands patrons parisiens ont décidé de perfectionner le mécanisme de la participation aux bénéfices en attribuant la somme globale au personnel associé. Ces deux exemples nous mènent assez près de la pensée de M. Favareille. Mais M. Favareille n'est pas favorable aux actions de travail, et nous savons d'ailleurs que ce n'est pas au bénéfice industriel qu'il demandera le patrimoine initial, *la dotation syndicale.* « L'imputation serait erronée, » dit-il avec la brièveté d'un comptable. L'ouvrier n'a pas droit au bénéfice parce qu'il ne le produit pas. Que produit-il enfin ? Le produit. C'est là qu'il faut chercher et mesurer son droit.

C'est *un certain pour cent du chiffre de la production brute* qui doit être affecté, non par la bienveillance patronale, mais par l'effet d'une prescription légale, à la main d'œuvre ouvrière. Cette dotation ne sera pas l'objet d'une répartition individuelle, qui la rendrait infime et vaine en son emploi. Elle sera collective et portée en compte aux associations corporatives qui se constitueront pour recevoir et pour administrer. Les voies d'une telle réforme sont tracées : une loi récente a créé l'impôt sur le chiffre d'affaires. C'est l'instrument fiscal dont il est besoin pour atteindre la production brute. Une autre loi vient de donner aux syndicats la capacité civile : les voici aptes à recevoir, et un tant pour cent de l'impôt sur le chiffre d'affaires sera leur patrimoine légitime.

---

[1] Laissez-moi vous rappeler un mot de M. Charles Maurras que je vous citais dans ma première lettre : « Le problème ouvrier est un problème d'installation. » Incorporation, installation, mots analogues, expression d'une même pensée, toute conservatrice, toute positive, et je dirais volontiers toute romaine dans son humanité.

La classe ouvrière, ainsi dotée, commencera de créer sa civilisation, sa culture. Bureaux de placements, de contentieux, caisses de retraites, caisses dotales, crèches, enseignement professionnel et général, toutes ces œuvres deviendront siennes. La classe ouvrière réalisera ce que l'Etat essaye pour elle avec tant de roideur bureaucratique, un si médiocre effet, et la plus triste inefficacité morale. Les bienfaits qu'elle recevra, elle-même les aura produits, et ce mode d'emploi de son activité ne sera pas le moindre des bienfaits obtenus. L'une des souffrances de l'ouvrier est que l'usine exerce ses mains seules et que son esprit est laissé dans un état de friche et de stérilité. L'administration de son patrimoine occupera, exercera, ces facultés que l'oisiveté dégrade.

La proposition de M. René Favereille est une invention, une idée. Rien n'est si rare dans la mêlée politique et sociale qu'une invention, une idée qui soit juste, qui s'ajuste au réel. Rien n'est si désirable, rien n'est si bienfaisant. Je vous racontais tout à l'heure l'idée de Jouvenel : elle a apaisé une querelle, su cité une fête magnifique et une commémoration séculaire. Je pourrais vous dire une autre idée, qui s'apparente davantage à celle de M. René Favereille : c'est l'idée du sursalaire familial, dont le regret tardif me vient de n'avoir pas longuement parlé. Conçue dans la région de Grenoble, je crois, pendant la guerre, cette idée, tout à fait saine, et très pratiquement agencée, s'est réalisée de proche en proche avec une rapidité singulière. Il est aujourd'hui question de la généraliser par une loi qui rendrait obligatoire le sursalaire familial. Ce n'était, voici quatre ans, qu'une idée. Ce peut être, d'ici peu, une pièce considérable dans l'ensemble de nos institutions et de nos mœurs. L'idée de M. René Favareille me paraît, dans un même ordre et dans une direction très analogue, aussi saine et praticable que l'idée du sursalaire familial. Quel patron voudra l'essayer ?

Quel parti, quel homme politique voudra l'inscrire dans une loi, et apporter à notre classe ouvrière la dotation de ses enfants, de ses malades, de ses vieillards ? Il faut, pour bien conclure la grande guerre non pas une sèche répression des utopies, mais l'ordre et le bienfait dans l'ordre.

* * *

J'ai négligé la chronique. Mais qui ne la connaît ? Wrangel vaincu, la Grèce retournée vers son Hohenzollern, la Pologne à nouveau menacée, tel est le bilan de notre arrière-automne. La force grecque nous était fort utile en Orient où, alliés avec elle, nous affrontions les nationalistes turcs. Si elle vient à manquer, la tâche, lourde pour nous en ces régions lointaines, deviendra trop lourde peut-être, et nous devrons penser à nous en dégager...

L'occupation de Syrie n'est qu'à demi populaire. Des traditions catholiques nous attachent là-bas et sont cause qu'on accepte d'y être. Mais l'occupation de la Cilicie est nettement impopulaire, et le coût des deux entreprises monte à douze cents millions l'an, vies humaines non comptées. L'Orient est un sérieux problème, rendu plus délicat encore par la considération de prestige que ne doit pas négliger cette grande puissance musulmane qui est aujourd'hui l'Etat français. C'est un problème. Il en est tant !

Je termine en vous recommandant la lecture du livre que M. Jacques Bainville vient de publier sur *Les conséquences politiques de la Paix*. M. Jacques Bainville est un remarquable écrivain politique. Sa manière élégante et sagace rappelle celle de M. Charles Maurras dans son *Kiel et Tanger*. M. Jacques Bainville a moins de passion, plus de rapidité, et le même sens aigu, suraigu, de cette sanglante partie de cartes que les nations jouent *in saecula saeculorum*. Si Talleyrand avait écrit (il ne daignait), tels, j'imagine, eussent été ses livres. Mais qu'ai-je à faire de vous écrire ainsi ? Vous connaissez Jacques Bainville, vous avez lu quelques-unes de ses meilleures pages dans le numéro d'octobre de la *Revue de Genève*.

Daniel HALEVY.

SUISSE

L'INDÉPENDANCE DE GENÈVE A TRAVERS LES SIÈCLES

« Si l'on se demande, en philosophe, ce que c'est que le caractère genevois et si l'on cherche, en historien, à travers le temps, on reconnaît bien vite que ce qui fait le fond de ce caractère, c'est l'esprit d'indépendance. C'est parce que, non seulement à une époque, mais durant des siècles, il y a eu une population pénétrée jusqu'aux moelles de cet esprit, c'est-à-dire passionnément éprise de liberté, que Genève, jamais accrue dans l'ordre matériel, jamais puissante, mais toujours laborieuse, toujours opiniâtre, a conservé jusqu'à nos jours, comme une cité antique, son individualité nationale. »[1] Il s'est trouvé de plus que ce point géographique était au confluent de deux grandes races, de deux races qui ont enfanté l'Europe civilisée.

Le Rhône, à Genève, marquait au temps de César, dans la région des Alpes, l'extrême limite de l'empire de Rome et le pont du Rhône, qui conduisait par le pays des Helvètes aux vastes plaines de la Germanie, était une des portes du monde latin. Quand l'empire romain se fut écroulé, le pont que César lui-même avait fortifié à l'extrémité occidentale du lac Léman et la cité allobroge, bâtie sur le rocher qui le dominait du côté du midi, devinrent burgondes. Gondebaud fit de Genève sa capitale et y réunit les auteurs du code de lois fameux qui porta son nom, la loi Gombette. C'est à Gondebaud, en guerre avec Clovis, que remonte la première enceinte fortifiée de la cité, dont on a mis à jour récemment l'imposante muraille, au-dessous des terrasses de la rue Calvin.

Charlemagne, à son tour, vint à Genève. Avant d'aller ceindre la couronne d'Italie, il y tint le conseil de ses guerriers. L'empereur Conrad le Salique, au XI^e siècle, y fut sacré roi de Bourgogne par l'archevêque de Milan (1034). C'est, comme on le sait, sous son règne, que la féodalité reçut sa consécration légale et l'on y fait remonter la souveraineté de l'évêque de Genève qui apparaît dès lors comme le prince de la ville, dont le comte de Genevois, investi de l'avouerie du diocèse, est le protecteur féodal.

---

[1] Charles Borgeaud, *Genève Canton suisse,* Edition Atar, Genève 1914, p. 10.

Ce protecteur, qui a pour résidence le vieux château fort de Gondebaud, à la porte principale de la cité, saisit toutes les occasions de substituer son autorité à celle de l'évêque et, au siècle suivant, l'évêque Arducius doit recourir par deux fois à l'empereur Barberousse pour recouvrer ses droits méconnus. Ce sont les bulles impériales accordées par Barberousse qui ont établi définitivement l'indépendance politique de Genève, c'est-à-dire, selon le droit public du temps, sa mouvance directe de l'empire.

Formation de la commune des citoyens et bourgeois au XIII^e siècle.

En 1285, dix ans après le sacre de l'empereur Rodolphe de Habsbourg par le pape Grégoire X, à Lausanne, la commune des « citoyens et bourgeois », constituée sans doute pendant le grand interrègne, apparaît dans les chartes. Comme le comte de Genevois a réussi à faire placer son propre frère, Robert de Genève, sur le trône épiscopal, les bourgeois de la ville, déjà soucieux de leur indépendance, liés par des serments, organisés en commune jurée, font appel au comte de Savoie, rival du leur, lequel traite avec eux, s'engageant à maintenir « leurs biens, leurs droits et leurs franchises » et promettant de les soutenir jusqu'en cour de Rome. Au même moment, pour ne pas rester en arrière, l'évêque adresse une lettre à ses sujets, reconnaissant de fait leur commune. Mais le comte de Savoie, Amé V, qui poursuit la politique de proie que son oncle Pierre, le petit Charlemagne, a inaugurée par l'occupation des villes du pays de Vaud, s'autorise de son traité pour s'installer, lui aussi, dans Genève, se saisissant du château de l'Ile qui commande le pont du Rhône et dont l'évêque ne pourra plus le chasser (1287).

Désormais quatre personnages vont se disputer l'exercice du pouvoir dans la ville impériale. Le prince-évêque, le comte de Genevois, le comte de Savoie et la commune des citoyens, qui se développe petit à petit, profitant de la querelle incessante des premiers, apportant tour à tour à l'un ou à l'autre le renfort de sa milice, de ses maisons fortes, des chaînes qu'elle tend la nuit à travers les rues, des sommes d'argent qu'elle sort de ses coffres. Fidèle à son prince ecclésiastique, tant qu'il sera fidèle à la ville, la commune l'abandonnera lorsqu'il mettra la crosse au service de l'étranger.

Les Franchises de la cité.

Parmi les évêques dont la mémoire du peuple a conservé un souvenir reconnaissant, il faut mentionner Adhémar Fabri qui, monté sur le trône épiscopal en 1385, fit aussitôt rédiger et confirma, en

1387, le code des franchises et coutumes de la cité. Natif de La Roche en Faucigny, c'est-à-dire du diocèse, confesseur du pape d'Avignon Clément VII, qui n'est autre que le dernier comte de Genevois Robert III, Adhémar Fabri, appelé par lui-même au siège de Genève dont le titulaire, Jean de Murol, pour lui faire place, était pourvu d'un autre évêché, me paraît avoir eu pour mission de signer cette charte protectrice. C'est en effet, comme on l'a reconnu de nos jours, sur plusieurs points, une reproduction de celle de la petite localité voisine de Cruseilles que, quinze ans auparavant, à l'occasion de son élévation à la pourpre cardinalice (1372) le futur pape d'Avignon, qui s'appela dès lors et jusqu'à son élection par un conclave (1378) le cardinal de Genève, avait accordé aux sollicitations de ses premiers sujets, et c'est le seul souvenir qu'Adhémar Fabri ait laissé d'un épiscopat qui prit fin, l'an d'après, par sa mort, survenue en Avignon où il était retourné.

Il semble que Clément VII, en prévision de ce qui devait se passer après lui, le transfert de tous les droits de sa maison comtale à celle de Savoie, ait voulu assurer aux Genevois le seul héritage dont il pouvait disposer en leur faveur : le bouclier de leurs franchises. Peut-être fut-il conseillé en ceci par un autre de ses familiers, de même origine diocésaine, le célèbre Jean de Brogny. Futur chancelier de l'Eglise, Brogny devait à son tour porter très haut le nom de Jean de Genève, qu'il prit également comme cardinal appelé à la présidence du Concile de Constance, et il mourut lui aussi sur le trône épiscopal de la cité qu'il aimait entre toutes et où il a voulu avoir sa sépulture.

L'état des sources dont l'histoire dispose ne permet pas de préciser autrement les relations de Clément VII et des Genevois ; mais la tradition, une tradition qui s'est conservée jusqu'à nos jours avec un témoin retentissant, attribue au désir de perpétuer son souvenir le nom de *Clémence* que porte la maîtresse cloche de la cathédrale de Saint-Pierre, celle qui a appelé de tous temps les citoyens de Genève à leur Conseil général et qui, le 15 novembre 1920, a sonné l'ouverture de l'Assemblée des Nations. Fondue en 1497, sous l'épiscopat du successeur immédiat d'Adhémar Fabri, Guillaume de Lornay, ancien chapelain de Clément VII, cette cloche qu'on a malheureusement été obligé de refondre de nos jours à cause d'une fêlure, portait sur son cordon une devise significative : *Laudo Deum verum. Plebem voco. Congrego clerum.* « Je loue le vrai Dieu. J'appelle le peuple. J'assemble le clergé. »

Le Code des franchises, il est vrai, ne mentionne pas expressément le Conseil général des citoyens, mais il a constaté et légalisé l'existence des quatre *syndics*, élus chaque année par lui pour gérer les affaires de la commune, et le *Plebem voco* de la Clémence s'applique indubitablement aux assemblées du peuple, qui reviennent deux fois l'an et qui ont lieu au cloître de Saint-Pierre,

Au XV^e^ siècle, le comte de Savoie Amédée VIII, qui s'est assuré pour quarante-cinq mille francs d'or, payés au dernier neveu de Clément

VII, le château et tous les droits de châtelain de Genève (1401), devient duc (1416) puis prince de Piémont (1418), puis pape, le pape Felix V (1439), et comme pape se fait offrir l'évêché (1444). Les trois seigneuries féodales se trouvent ainsi réunies dans la même maison.

C'eût été la fin de l'indépendance genevoise si Félix n'eût abdiqué, avant de ceindre la tiare, la couronne de Savoie en faveur de son fils aîné Louis Ier et si la commune n'eût été assez forte pour obtenir reconnaissance et confirmation de ses Franchises. L'évêque à la triple couronne les respecta. Mais il prit ses précautions pour que le siège épiscopal restât dans sa maison en y faisant appeler d'avance, après lui, par le pape Nicolas V, — son obligé parce qu'élu au saint-siège à sa place et de son consentement, — son petit-fils Pierre de Savoie, qui lui succéda de la sorte, comme évêque, à sa mort, avant d'avoir dix ans (1451).

Quelques années plus tard, en 1457, le duc Louis, père de l'évêque mineur, revendiquait la souveraineté de Genève et, comme les Genevois repoussaient catégoriquement cette prétention, leur faisait sentir sa puissance en arrêtant tous leurs approvisionnements. C'est le premier blocus économique dont notre histoire fasse mention. Les Genevois s'en tirèrent en payant deux mille écus d'or, puis, leur évêque étant mort à l'âge de quinze ans, le duc, son père, le faisait remplacer par un autre de ses enfants, Jean-Louis de Savoie, âgé d'un an de plus et déjà titulaire d'un archevêché et de douze bénéfices (1460).

La lutte pour la liberté au XVe siècle.

Jusqu'à cette époque, il n'est pas superflu de le dire, les petits bourgeois, originaires des campagnes voisines, et les gens de métier avaient été partisans de la cour de Savoie, qui venait, aux grandes occasions, faire entrées et festins dans la ville. Les redevances féodales que la cité payait aux princes au jour de leur majorité, à l'occasion de leur mariage, au début de leurs entreprises, ne sortaient pas de leur poche et ils les votaient assez allègrement en Conseil général. Mais à partir du moment où le vent de Savoie, au lieu d'être favorable au commerce et à l'industrie de la ville, lui devient fatal, un revirement se produit. Lorsque le duc Louis Ier décrète la famine dans Genève en supprimant la liberté, jusqu'alors complète, de ses approvisionnements, non seulement en Chablais et en Faucigny, mais sur l'autre rive du lac, dans le pays de Vaud dont il est le maître, le Conseil général est gagné du coup à la politique de résistance inaugurée par le Conseil aristocratique des syndics. Genève tout entière se lève et la lutte commence, opiniâtre, entre le duc, qui veut avoir sa capitale à la tête du lac d'azur dont toutes les rives sont à lui, et la ville impériale où l'esprit public s'affirme toujours mieux et qui est appelée à d'autres destins.

L'histoire de la première phase de cette lutte est celle de la cité jusqu'à la Réforme. On peut se faire une idée de l'esprit de sacrifice avec lequel elle fut conduite par ses syndics et leur conseil, que l'évêque, dominé par le duc, ne soutenait plus, en parcourant les registres de leurs délibérations.

Genève, bâtie au carrefour des routes commerciales du continent, avait été enrichie par ses foires périodiques tenues quatre fois l'an, et où se rencontraient les marchands venus du nord et du midi. En 1463, le roi de France Louis XI porta un premier coup à cette prospérité en instituant, à Lyon, des foires rivales et en obligeant ses sujets à s'y rendre. Le duc Louis de Savoie, son beau-père, qui le lui avait conseillé, rendit cette concurrence plus redoutable encore en interdisant aux siens le marché de Genève. Sous ce double interdit, les foires de Genève étaient tombées et avec elles la fortune avait quitté le pays. En 1512, comme les envoyés du duc Charles III offraient le rétablissement des foires au prix d'un serment d'hommage des syndics : « Que sont nos foires au prix de la liberté ? » fut la réponse du parti de l'indépendance et l'on trouve au registre des délibérations du Conseil cette déclaration qui la souligne et qu'on peut considérer comme l'extrait de naissance du peuple dont Jean-Jacques Rousseau sera un jour le porte-voix dans le monde : « Il vaut mieux vivre libres et pauvres que riches et assujettis au joug de la servitude. »

Les combourgeoisies avec Fribourg et Berne.

Pour sauvegarder une liberté si chèrement achetée, les Genevois recherchèrent l'alliance des Suisses, la plus forte qu'on pût alors contracter. Des relations d'affaires avec les marchands de Fribourg et de Berne, qui d'ancienne date apportaient, par le lac, aux halles du Molard les produits de leurs alpages et de leurs industries, devaient acheminer des traités. Le premier fut conclu en 1477 par l'évêque lui-même, rapproché de ses « citoyens et sujets » par l'issue désastreuse pour sa maison de la guerre de Bourgogne, puis, l'évêque étant redevenu l'instrument de règne de la maison de Savoie, par les syndics de la cité en 1519 et 1526, malgré lui. Ces derniers traités, qu'on appelle les combourgeoisies, résultat de l'effort de patriotes comme Besançon Hugues, Philibert Berthelier, Bonivard, assurèrent aux Genevois l'appui de Fribourg et de Berne. Ils ne firent pas entrer Genève dans la Confédération des treize cantons.

Cette Confédération était alors une ligue de pays et de villes germaniques dont certains membres seulement étaient devenus, à la suite des guerres de Bourgogne et d'Italie, souverains de territoires burgondes. Elle n'était pas encore prête à recevoir sur le pied de l'égalité des confédérés romands. Genève devait attendre trois siècles avant d'être Canton suisse, elle devait traverser la plus grande crise de son histoire, devenir par cette crise, la Réformation, une République souveraine, puis faire preuve, pendant une longue veillée d'armes, d'une énergie, d'une valeur morale qui lui ont valu le respect de l'Europe.

La Réformation et l'indépendance.

« Cette crise, de son nom du XVI^e siècle, la Réformation, allait secouer profondément toute la chrétienté, enfanter une Europe nouvelle et ébranler jusque dans ses fondements l'alliance séculaire des Suisses. A Genève, elle se présentait sous le double aspect d'une révolution religieuse et d'une révolution politique. Le souci de l'indépendance, menacée par la collusion du prince ecclésiastique, et l'évêque, et du duc de Savoie, devenu l'ennemi, devait rapidement mettre de son côté toutes les énergies du caractère genevois. Lorsque le dernier évêque, Pierre de la Baume, quittant pour toujours sa ville épiscopale, lança, en 1533, une sentence d'excommunication contre les Conseils et tous ceux qui soutenaient leur politique révolutionnaire, le grand Conseil, dit des Deux Cents, répondit par un décret héroïque, ordonnant l'état de siège et la destruction des faubourgs, de peur que l'ennemi, qui allait faire rage autour de la ville, ne pût s'y fortifier.

« Ces faubourgs, dont la démolition fut immédiatement commencée, contenaient un bon tiers de la population urbaine, qui de la sorte fut délogée sans sursis. A la limite des espaces ainsi dégagés, on construisit l'enceinte fortifiée du XVI^e siècle, une enceinte continue de hautes murailles.

« La Genève opulente, joyeuse, gauloise, la Genève des foires et des fêtes, des riches marchands, des gentilshommes et des moines, pour rester libre devenait une forteresse. C'est cette transformation mémorable que Bonivard a célébrée dans deux vers latins, destinés à une image gravée de la Genève nouvelle et qu'on peut traduire ainsi :

— A mon honneur j'ai sacrifié ma parure.

— Je fus belle autrefois. Je suis forte aujourd'hui et je m'appelle Genève ! »

« Bonivard était Genevois d'abord, prieur de Saint-Victor ensuite ».

La veillée d'armes de la République huguenote

« A partir du moment où le peuple de Genève, assemblé en Conseil général, le 21 mai 1536, eut, d'un vote unanime et solennel, ratifié les décrets de réformation, il fut un peuple de soldats citoyens, perpétuellement sur le qui-vive derrière ses bons murs. C'est une veillée d'armes qui dure un siècle. Et, pendant ce temps, la population autochtone se double d'une population immigrée : les réfugiés qui, ayant fait à leurs convictions religieuses le sacrifice de leur propre nationalité, viennent de France et d'Italie, apportant à la cité du refuge une richesse de culture intellectuelle et d'énergie morale qui la fait grande. Ceux-là aussi sont des indépendants. Genève devient leur foyer, leur patrie, une patrie éperdument aimée par des hommes qui ont souffert de n'en avoir plus. La fusion s'opère dans la tourmente. Et l'esprit national, qui s'est affirmé par la résistance de la ville épiscopale à la maison de Savoie, s'accentue par les luttes de la république protestante, grandie par la bataille et devenue la capitale d'une foi religieuse, le centre d'un monde intellectuel.

« Aux temps de la Réforme, qui sont les temps héroïques de son histoire, les Genevois sacrifient à leur indépendance non plus seulement leurs intérêts matériels, mais leurs habitudes, leurs penchants, leur genre de vie.

« Ils acceptent la discipline de fer, le renoncement de chaque heure que leur apporte un réformateur à l'âme d'acier[1]. »

Du calvinisme Genève reçoit l'initiation qui fera d'elle cette école de martyrs que Michelet a décrite en une page immortelle. Du calvinisme la démocratie moderne, à son berceau, reçoit les principes et la trempe de caractère qui la rendront conséquente, qui la feront durer et conquérir. Les calvinistes apprendront au monde ce que peut la discipline de la liberté.

Au XVII^e^ siècle, l'indépendance genevoise, sauvée par l'échec de l'Escalade savoyarde de 1602, est maintenue par la fidélité des combourgeois de la Suisse réformée où Zurich a remplacé Fribourg aux côtés de Berne, et par la bienveillance des puissances protestantes. L'Europe, que la guerre de Trente ans a coupée en deux moitiés saignantes, s'est habituée à considérer Genève comme une cité à part, dont la disparition serait une perte pour la civilisation. L'Eglise de Genève, dont les envoyés ont eu la place d'honneur au synode de Dordrecht, l'Ecole de Genève, dont les maîtres illustres sont ceux de la jeunesse lettrée qui est venue d'Angleterre et d'Ecosse, de France, de Hollande, d'Allemagne, de Suède, de Bohème, de Pologne même, étudier sur les bancs de l'Académie de Calvin, sont des foyers de vie morale et de culture qui rayonnent au loin. Lorsque Henri de Rohan, le plus grand capitaine du parti protestant après Gustave-Adolphe, tombera sur le champ de bataille de Rheinfelden, il demandera que son corps soit porté à Genève pour y avoir son tombeau.

Les luttes politiques du XVIII^e^ siècle.

Au XVIII^e^ siècle, les énergies genevoises, que le péril extérieur ne menace plus, s'absorbent dans la lutte politique intérieure. La tourmente dont sortira l'Etat moderne commence à Genève, comme on l'a dit, dans un verre d'eau. Elle met aux prises, sous le nom de *négatifs* et de *représentants*, parfois en armes, le patriciat et la bourgeoisie, l'aristocratie dont les chefs s'invitent aux soirées de Voltaire, dont le Petit Conseil fait brûler l'*Emile* et le *Contrat social*, et le peuple, dont Rousseau est devenu le grand citoyen.

---

[1] *L. c.*, p. 131.

Ce peuple, qui ne comptait à l'origine que des bourgeois d'ancienne date, adressant cérémonieusement leurs représentions aux Magnifiques Conseils, s'augmente alors de la masse de ceux qu'on appelle les « natifs », fils d'étrangers reçus à l'habitation sans droit de cité Le droit naturel, que Burlamaqui, disciple de Pufendorf, a enseigné dans l'Académie et que Jean-Jacques a proclamé, implique l'égalité de tous.

Après que la bourgeoisie a fait rétablir, en 1738, la souveraineté du Conseil général des citoyens, après qu'elle a conquis, en 1768, le droit d'élire, outre les magistrats, la moitié des membres d'un Conseil représentatif, elle s'ouvre aux natifs, en 1781, par un édit qui abolit en principe tous les privilèges féodaux; puis, comme le gouvernement, fort de l'appui du résident de France et du cabinet de Versailles, refuse d'exécuter l'édit libérateur, le peuple s'empare de l'Hôtel de Ville, au printemps de 1782, et le gouvernement est renversé.

Cette révolution sans excès, c'était le triomphe de la démocratie genevoise. Mais c'était aussi la provocation recherchée par le parti de la réaction, qui fit appel à l'intervention étrangère. Les monarchies voisines et l'aristocratie bernoise, redoutant pour leurs sujets la contagion de l'exemple, ne se firent pas prier longtemps et une armée française, sous le marquis de Jaucourt, assistée d'un corps sarde et de deux régiments bernois, vint braquer ses canons tout autour de la cité téméraire. Le Conseil de défense dut capituler. Le gouvernement déchu fut rétabli, un édit de réaction, restaurant tous les privilèges et tous les abus, qu'on appela l'Edit noir, remplaça l'Édit blanc de 1781 et les chefs du parti populaire furent bannis ou s'exilèrent. Ces chefs s'appelaient Du Roveray, Clavière, Vieusseux, Etienne Dumont, Salomon Reybaz, Mallet Du Pan, François d'Ivernois. La plupart se rendirent à Paris où devait les recevoir leur compatriote, le banquier Necker, déjà ministre d'une monarchie qui tentait de se régénérer. Albert Sorel a dit qu'ils furent pour son pays des « précepteurs de révolution. »

Trois d'entre eux, Du Roveray, Dumont et Reybaz allaient avoir pour tâche de préparer quelques-uns des manifestes les plus retentissants de la tribune française, les discours de Mirabeau. Clavière, un peu plus tard, devenu l'un des dirigeants du parti girondin, devait entrer, comme ministre des finances, dans le premier gouvernement parlementaire de la France nouvelle.

Le blocus économique et l'annexion à la France.

Dès ce moment, l'avenir de Genève se décide ailleurs que dans ses murs. L'appel à l'intervention armée de l'étranger, pour détruire l'œuvre populaire a creusé entre l'aristocratie et le peuple un fossé que rien ne pourra plus combler et la discorde des Genevois livrera leur patrie. Clavière est parti l'âme ulcérée, la haine au cœur et, citoyen Français, il est l'auteur du premier projet d'annexion, qui devient pour ses anciens compatriotes une réalité menaçante, lorsque la Savoie tout entière est réunie à la France en 1792. Par bonheur, le gouvernement aristocratique, cédant aux conseils des modérés, a fait sa paix avec l'opposition, dès 1789, en abrogeant l'Edit noir. Les bannis ont été rappelés, la démocratie représentative a été organisée. Un syndic clairvoyant, Pierre-André Rigaud, a obtenu que sa patrie fût agrégée, comme république alliée, au système de la neutralité helvétique. Genève est assez unie pour faire face au danger. Elle a appelé les Suisses et se met tout entière sous les armes. Le général de Montesquiou, qui a l'ordre de s'emparer de la ville, est assez généreux pour attendre à la frontière le résultat d'un recours à Paris et ce recours, qui fait voir clair et grand au gouvernement girondin, est couronné de succès. La petite république est sauvée une fois encore par son courage et par l'amitié de Madame Roland. [1]

Toutefois les ennemis, non pas à proprement parler de Genève, mais de son indépendance, ne désarment pas. Ils ne sont point à Paris, où le Comité de Salut public enjoint à son envoyé de respecter cette indépendance. Ils sont aux portes de la cité, dans cette Savoie dont elle a été pendant des siècles le point de mire et où l'on poursuit avec passion le projet de l'annexer. Même révolutionnée, même passée après sa révolution au creuset de la Terreur, c'est toujours la cité de Calvin. Pour les gens de Carouge et de Saint-Julien, c'est la ville hautaine, aux portes fermées à la nuit tombante, aux clochers dressés derrière les murailles comme des tours de défense, où l'on est obligé d'aller faire ses achats, traiter ses affaires et où l'on n'est pas citoyen. Pour ceux d'Annecy et de Chambéry, et surtout pour ce clergé savoyard, qui depuis Thermidor a reçu pour mission de restaurer peu à peu le culte catholique dans le diocèse qu'il n'a cessé d'appeler, comme avant la Réforme, le diocèse de Genève, c'est la cité rebelle, restée huguenote à travers ses constitutions révolutionnaires, et c'est une œuvre pie que de concourir à sa réunion.

La campagne, le siège, dure six ans avec des alternatives de succès et de revers. Dès les premières années, l'assaillant fait appel à l'arme redoutable des ducs de jadis : la ceinture douanière. On s'évertue à paralyser le commerce, à rendre difficile, parfois impossible, le ravitaillement de la place. Les Genevois protestent, rappelant le droit des traités. Ils envoient à Paris mission sur mission. Dans la capitale on n'est pas éloigné de faire droit à leurs justes requêtes. Les administrations des départements limitrophes de l'Ain et du Mont-Blanc reçoivent de temps à autre des instructions favorables. Mais la contrebande, qui suit pas à pas les cordons de douanes trop serrés, sévit dans le réseau des postes frontières. Des incidents surviennent, on les grandit, parfois on les fait naître et cela sert à indisposer les bureaux de Paris, où on les exploite, à agacer les militaires qui sont appelés à intervenir.

---

[1] Voir Danielle Plan. *Un Genevois d'autrefois, Henri-Albert Gosse, 1753-1816* Paris et Genève, 1909.

Le Directoire, qui n'a point eu lui-même, on ne saurait trop le répéter, l'idée d'annexer Genève, y est amené, après Fructidor, quand on lui dit que les Genevois n'ont pas d'autre désir que de faire partie de la grande nation, tandis qu'on affirme aux Genevois que le gouvernement de la grande République a décidé de leur sort et qu'ils n'ont rien de mieux à faire que de s'y soumettre de bonne grâce. Félix Desportes, le résident qu'il a dans la ville, l'ex-abbé Soulavie, son prédécesseur à ce poste, embusqué dans un bureau du ministère des relations extérieures, Talleyrand le ministre et Gauthier de l'Ain, député au Conseil des Anciens, partagent devant l'histoire la responsabilité de ce double mensonge et des manœuvres décisives que les derniers syndics, de braves gens sans expérience des chemins de la diplomatie, ne savent pas déjouer à temps.

Le 15 avril 1798, un corps de troupes de l'armée d'Helvétie, répondant à l'appel de Desportes, entoure l'Hôtel de Ville où délibère une Commission de salut public terrifiée et lui arrache un vote de réunion. « Genève a voté sa réunion à la France dans un élan d'enthousiasme. Elle est au comble du bonheur... J'ai accepté en votre nom le vœu du peuple genevois. » Ainsi s'expriment les dépêches du résident au Directoire, qu'on publie dans les journaux français. Le Directoire ratifie aussitôt l'acte de son agent et trois siècles d'indépendance s'achèvent dans un guet-apens.

Veut-on le jugement d'un contemporain, étranger à toute la conspiration, mais bien placé pour en connaître les détours ? Voici ce qu'on a retrouvé, il y a peu d'années, dans les papiers du député Girod de l'Ain et qui fait partie d'un discours, préparé pour le Conseil des Anciens afin de l'éclairer sur ce qu'on appelle la réunion de Genève :

« Je n'examinerai point si cette réunion est le produit d'un vœu librement et régulièrement exprimé, si les menaces, le blocus le plus rigoureux, la crainte d'essuyer un sort semblable à celui de la Suisse,— on est au lendemain de la prise de Berne, — la prohibition de l'entrée de tous les comestibles et la violation des lois sur cet objet, la mort de deux individus qui avaient voulu user de cette faculté si légitime, dont l'un était une laitière, la perspective de la détresse de la faim, de la misère, la lettre adressée par le résident le 25 germinal aux syndics et conseils, l'entrée des troupes le 26, n'ont point influé sur cette détermination... Je me bornerai à envisager le traité uniquement sous le point de vue propre à nos intérêts véritables.

« Ce sont des vues faibles, étroites, novatrices ou tracassières de quelques colporteurs d'intrigue qui, pour se faire valoir, ou pour d'autres motifs, ont trompé le gouvernement et lui ont fait voir de l'avantage où il n'existait que perte, ruine et destruction. »[1]

---

[1] Papiers de Girod de l'Ain, communiqués à M. Frédéric Barbey, pour son volume sur *Félix Desportes* (Paris et Genève, 1916), par le baron Girod de l'Ain.

Veut-on maintenant savoir le sentiment des victimes de ce coup de force indigne de la nation généreuse à qui ses auteurs l'ont fait endosser ? Voici ce qu'on a lu, le soir, toutes portes closes, sous le manteau des cheminées, aux enfants genevois. L'auteur, Pierre Bérenger, un ancien chef du parti des natifs, s'adresse à la grande cloche de Saint-Pierre, qui a sonné l'assemblée du dernier Conseil général :

« *A la Clémence.* Clémence, toi dont les sons harmonieux et nobles furent si souvent pour nous la voix de la liberté ; toi qui semblais donner plus de vie à la patrie et nous rappelais à son amour, faut-il que tu sois condamnée au silence par un peuple qui se dit libre et qui s'annonce vouloir rendre libres toutes les nations qui l'environnent ? On nous donne la liberté ; on le dit... Mais que celle d'un grand Etat ressemble peu à celle dont nous jouissions ! Là elle est gênée et pesante : il y faut un grand pouvoir pour faire marcher ensemble un grand empire et l'abus est toujours lié au pouvoir. Il faut une multitude de mains pour conduire dans le cœur de l'Etat le sang qu'elles tirent des veines qui se multiplient et s'étendent au loin et il s'en échappe par toutes ces mains. Il faut des masses de bras armés pour le défendre et en comprimer les parties, et ces bras ne se meuvent pas sans froisser tout ce qui les environne...

« Tais-toi, Clémence, garde ton silence morne. La Patrie n'est plus. En un jour fatal, sa tête s'est penchée. Elle tomba sans éclat et sa chute ne fut entendue que des cœurs genevois. Elle n'est plus, tais-toi. L'air vibrant sous tes coups ne ferait que nous rappeler des souvenirs cruels, que faire verser des larmes amères. Couvre-toi d'un voile funèbre. Tu seras placée près de la tombe de la Patrie comme tu le fus de son berceau. »

Ni la force, ni l'intrigue ne peuvent créer le droit. On n'a pas de peine à comprendre, après avoir étudié d'un peu près les circonstances de la chute de l'indépendance genevoise, pourquoi la France de 1798 n'a pas conquis le cœur de ses nouveaux citoyens. Pourtant, il faut le rappeler, on s'efforça de panser la blessure. Par ses savants, par ses lettrés, l'Académie de Calvin était en relations anciennes et suivies avec la capitale. Genève comptait des amis éclairés et sincères dans les Conseils de la République. En dépit des protestations intéressées, ils lui accordèrent le rang de chef-lieu d'un département nouveau, créé pour elle : le *Léman*. Sous le consulat, Bonaparte, qui n'avait point oublié ce que sa jeunesse studieuse avait reçu de Jean-Jacques Rousseau, assura aux Genevois, dans les corps représentatifs et dans l'administration, la place que méritaient leur culture, leurs talents et dont les corps électoraux savoyards les avaient privés. Il n'eut pas à s'en repentir. Mais bientôt, sous l'empire, des influences religieuses s'exercèrent dans l'entourage de Napoléon, qui l'indisposèrent peu à peu contre la ville qu'on s'était mis à appeler, depuis qu'elle était française, la Rome protestante et où Madame de Staël avait transporté le salon qu'il ne lui était plus permis d'avoir à Paris. L'empereur s'avisa qu'on y parlait trop bien l'anglais et qu'il fallait « effacer les traces d'indépendance et d'Etat à part qui subsistaient encore dans ce coin de France ». Aux dernières années de son règne, il sanctionna des mesures douloureuses aux cœurs genevois et lorsque sa puissance s'écroula sur le champ de bataille des nations, à Leipzig, ce fut pour eux un signal de délivrance.

La restauration de l'indépendance genevoise.

Un comité d'indépendance se forma en 1813 et, le 31 décembre, avec l'assentiment du général autrichien comte de Bubna, commandant de l'avant-garde des alliés qui venait d'occuper le Léman, le comité devenait un gouvernement provisoire qui restaurait la République.

Une telle restauration n'eût pas eu de lendemain, elle eût été absorbée par celle du royaume de France ou par celle du royaume de Sardaigne, si Genève n'eût été pour l'Europe que ce que l'annexion l'avait faite, un chef-lieu de département. Mais elle était Genève, une des capitales de la chrétienté. Son Eglise respectée, son Académie, restée debout dans l'Université de Napoléon, — et si célèbre que Washington et Jefferson, aux jours sombres de la Révolution, avaient songé à lui faire franchir l'océan pour devenir le noyau d'une université fédérale américaine, — la tenaient en contact avec tous les centres de culture. Ses hommes d'Etat, ses pasteurs, ses savants, ses lettrés avaient des correspondants dans toutes les cours alliées. L'ambassade qu'elle envoya aux souverains réunis à Bâle, aux premiers jours de la campagne de France, reçut de chacun l'assurance que sa protection ne lui ferait pas défaut. L'un d'eux, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, avait ajouté à son témoignage d'attachement : « Mes alliés vous portent les mêmes sentiments. Nous ferons en sorte que Genève recouvre tout ce qu'elle désire pour son indépendance. »

Ce qu'elle désirait, c'était de devenir Canton suisse. Depuis le XVI^e siècle, toute son histoire l'y avait préparée et tout son cœur l'y portait. La Suisse, dont le nom était dans toutes les bouches des Genevois redevenus eux-mêmes, leur apparaissait en 1814 dans une auréole de gloire que l'état précaire de ses relations intérieures, suite fatale de la chute du régime napoléonien de la Médiation et de l'entrée des armées alliées sur son territoire, ne diminuait pas d'un rayon. C'était la Suisse de Tell et des hommes du Grütli, que l'histoire et que la poésie, se tenant par la main, que Jean de Müller et que Schiller venaient de faire vivre dans les imaginations, de faire vibrer dans les âmes avec une puissance incomparable. C'était la liberté, c'était l'indépendance, c'était la paix.

Les traités de 1815 et de 1816.

Il semble que, devant un tel concours de bonnes volontés, la formation du Canton de Genève ait dû être chose facile et l'une des moindres tâches de la diplomatie européenne. Point du tout. Au premier congrès de Paris, où la question fut introduite et longuement agitée, rien ne put être décidé à ce sujet. L'insertion d'une modeste parenthèse, disant à propos du rétablissement de toutes les anciennes frontières entre le territoire français, le pays de Vaud et les différentes parties de la République de Genève, que celle-ci ferait partie de la Suisse, retarda de huit heures la conclusion du traité de paix générale. Au congrès de Vienne, Genève, malgré les efforts de ses envoyés et de ses nombreux amis, n'obtint pas un pouce de rectification territoriale du côté de la France et reçut uniquement, de la Sardaigne, en échange de divers fiefs impériaux de l'ancienne République de Gênes, qui étaient à la disposition des puissances, Carouge et cinq villages formant un arrondissement administratif. Au second congrès de Paris, après des négociations qui remplissent un demi-volume de la correspondance de Pictet de Rochemont, la frontière militaire que demandait la Diète helvétique lui fut définitivement refusée et elle dut se contenter de la cession de Versoix, avec le territoire indispensable pour établir la contiguïté de Genève et du Canton de Vaud et le reculement derrière le Jura des postes de douanes du pays de Gex. Le seul cadeau que les Alliés purent faire au Canton qu'ils présentaient à la Confédération fut la commune de Saint-Julien, occupée par l'Autriche.

Est-ce à dire que ceux qui plaidaient la cause du vingt-deuxième Canton suisse n'eussent aucun droit historique à faire valoir pour qu'il fût doté d'une frontière militaire ? Non pas. Le pays de Gex, jadis cédé par la maison de Genevois à la maison de Savoie, est devenu français au XVI^e^ siècle à la suite d'une guerre et d'une conquête faite par les Genevois à l'instigation du roi de France. Henri IV, en s'en attribuant le profit en dépit des traités qui l'avaient promis à leurs combourgeois de Berne, leur assignant à eux-mêmes les bailliages voisins semblablement occupés par leurs troupes jusqu'aux frontières naturelles de la République, ne leur a de plus remboursé qu'une partie de leurs frais. Il faut dire, à la décharge du Béarnais, que l'affaire s'était compliquée pour lui d'une question religieuse dont le libre examen, depuis son abjuration du protestantisme, ne lui appartenait plus. En se faisant attribuer la baronie de Gex par le traité de Lyon, qui consacrait l'échange du marquisat de Saluces contre la Bresse, il avait l'intention, on en a plus d'une preuve, de la donner à ses fidèles alliés de Genève. Mais le légat du Saint-Siège, médiateur de la paix, ayant été averti de ce projet, l'avait déjoué en faisant insérer dans le traité que le dit territoire ne pourrait être séparé de la couronne de France sous aucun prétexte. Le droit de Genève à la rive du lac et à la frontière du Jura de ce côté parut si fort, en 1814, que, lors du premier échange de vues à ce sujet, le plénipotentiaire français Laforêt, après en avoir référé à son gouvernement, signa un protocole qui accordait l'une et l'autre. Du côté de la Sardaigne, le Chablais et le Faucigny, détachés de leur ancien souverain par la Révolution française, demandaient par des pétitions couvertes de signatures d'électeurs et de notables, l'union au futur Canton ou à la Confédération helvétique.

Comment expliquer dès lors l'insuccès final à cet égard des négociations conduites avec tant de dévouement et toute la compétence nécessaire par les représentants de Genève et de la Suisse à Paris, à Vienne, Pictet de Rochemont et d'Ivernois ? Par la raison majeure que la Genève dont il s'agissait était un Etat protestant, tandis que les populations en cause étaient de confession catholique. On pouvait faire à Louis XVIII, comme à Victor Emmanuel Ier, au roi de France comme au roi de Sardaigne, une question de conscience de céder de leurs sujets à une République qu'on leur représentait comme encore animée de l'esprit d'intolérance du XVIe siècle, et tour à tour Talleyrand et le comte de Valaise jetèrent adroitement dans la balance cet argument décisif.

C'est ainsi que la filleule des puissances qui venaient de reconstituer l'Europe entra dans la Confédération, où elles entendaient qu'elle eût sa place, sans la dot qu'elles avaient promise, ou du moins avec une dot réduite à l'indispensable et qui ne correspondait pas aux conditions posées par la Diète de Zurich.

L'année suivante, lorsque Pictet de Rochemont dut se rendre à Turin pour négocier le traité particulier, prévu à Paris, il savait qu'il n'obtiendrait aucune cession nouvelle et qu'au contraire les considérations religieuses pèseraient de plus en plus lourdement sur les négociations qu'il avait à entamer. Son principal effort se concentra sur ce qu'il pouvait réclamer sans se heurter aux objections de l'Eglise, c'est-à-dire sur l'exécution du désenclavement de Jussy, moyennant une compensation territoriale équivalente, et sur le reculement des postes de douanes sardes au delà des monts voisins. Ce «désétranglement» de Genève, ainsi que l'avait appelé Capo d'Istria à Paris, fut obtenu du côté de la Savoie, comme il l'avait été du côté de Gex. Mais comme il n'avait point été prévu, comme l'autre, par Henri IV et payé par les Genevois aussi largement, il le fut par l'adjonction au territoire cédé, Saint-Julien, des droits sur le Salève obtenus à Vienne.

Si les traités de 1815 et de 1816 n'ont pas permis au nouveau Canton d'apporter à la Suisse une frontière naturelle, ils ont eu l'avantage, en réduisant au minimum nécessaire à son existence les acquisitions de territoire que lui avait fait entrevoir la protection des puissances, de ne laisser aux populations voisines aucune raison de regretter sa naissance. L'éloignement des lignes de douanes était dans l'intérêt de la région agricole dont la ville de Genève était l'unique marché, autant que dans le sien, et le siècle de prospérité que cette union économique a valu à toutes deux a été, à la différence de tous les précédents, un siècle entier de bonne intelligence et d'amitié réciproques.

Genève Canton suisse.

On vient de voir comment l'indépendance genevoise, assurée de la sorte par l'entrée de la petite République dans une Confédération de peuples libres et par la solution libérale du problème de ses relations économiques avec un territoire étranger, qui l'enveloppe sans la comprimer, a cessé d'être une source de conflits. Il me reste à montrer comment cette indépendance est devenue, comment elle est appelée à être toujours davantage une source de bienfaits.

Dans le discours inoubliable qu'il a prononcé le 15 novembre 1920 à l'ouverture de la première séance de la Société des Nations, le président de la Confédération a dit à nos hôtes : « La Suisse est un pays simple, elle tient à le rester. Genève ne peut vous offrir dans cette saison les splendeurs de sa nature et le sourire incomparable de son lac. Elle est, par son histoire et par son génie, de toutes les cités suisses, celle qui se tourne le plus délibérément vers les préoccupations de la vie internationale. C'est par ce caractère qu'elle était destinée à devenir le berceau de la Croix-Rouge. Le Secrétariat général de la Ligue — auquel j'adresse également l'expression la plus cordiale de notre sympathie — s'y trouvera à son aise. L'opinion publique secondera son effort. »

L'opinion publique de Genève, appelée à représenter aux côtés du Secrétariat de la Société des Nations l'opinion de la démocratie européenne et à seconder, par les manifestations de sa vitalité, la plus grande œuvre que le monde civilisé ait jamais entreprise, n'est-ce pas là la magnifique récompense d'une lutte séculaire pour un idéal supérieur ? Pour avoir une opinion publique, il faut être un peuple de citoyens et pour être un tel peuple, il faut avoir souffert pour son indépendance, il faut avoir combattu pour sa liberté, il fait avoir peiné pour l'humanité. Genève a eu le privilège de le faire. C'est ce qui la rend capable de répondre à l'appel du président Motta.

Tout un passé, école de foi dans l'avenir, l'a désignée pour devenir un forum de peuples. Elle tient à la pensée française par les hommes de la Réforme et par ceux de la Révolution. Par Knox et par Calvin, elle tient à l'Ecosse presbytérienne et à l'Angleterre puritaine ; par le catéchisme d'Heidelberg, elle tient à l'Allemagne réformée, par les Pères pélerins du « Mayflower » elle tient aux colonies de la Nouvelle-Angleterre et aux ancêtres de la démocratie américaine, par Sismondi et par Cavour elle tient à l'Italie, par Eynard et par Capo d'Istria elle tient à la Grèce et à la Russie d'Alexandre I^er^...

Toutes les nobles pensées qui ont pris leur essor dans ses murs, toutes les mains qui se sont tendues et serrées autour d'elle pour leur réalisation lui ont frayé le chemin des entreprises de solidarité humaine. Lorsque de simples citoyens genevois, réalisant une idée de J.-J. Rousseau, ont pris l'initiative de convoquer une conférence internationale pour la centralisation des œuvres de secours aux victimes des guerres, en 1863, cette conférence a réuni des délégués officiels allemands, français, anglais, italiens, espagnols, hollandais, suédois ; l'année suivante, seize Etats puissants étaient représentés au congrès qui a signé la Convention de Genève. Avant la fin du siècle, ils seront trente-trois. En 1906, le congrès qui se réunit au siège du Comité international de la Croix-Rouge comprend les représentants de toutes les nations.

Au seuil du XX^e^ siècle, la démocratie genevoise, sans oublier ce qu'elle doit à la réforme du XVI^e^, a levé tous les obstacles qui pouvaient encore éloigner d'elle les peuples d'une autre confession, en consacrant, par un plébiscite, le régime nouveau de la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat. Les représentants de tous les cultes et de toutes les philosophies ont pu, dès la première moitié du XVIII^e^ siècle, se rencontrer librement dans la cité de Calvin. Ils y sont aujourd'hui sur un pied d'égalité parfaite et rien ne peut plus s'opposer à ce qu'ils voient en elle la cité des Nations.

A un monde qui veut se renouveler, il faut une conception nouvelle des relations sociales comme des relations entre Etats. La liberté, fondée sur le respect de la conscience individuelle, non moins que sur le sentiment profond de la solidarité humaine, qui suscite le dévouement, sont indispensables à la société qui surgit de tant de ruines et de tant de deuils. L'ordre public enfin, sans lequel rien ne peut naître de durable, est garanti dans ce pays d'indépendance par l'initiation séculaire qu'ont reçue d'âge en âge, de génération en génération, des dynasties de citoyens.

Le président Wilson a dit, le 11 novembre 1918, en communiquant au congrès des Etats-Unis les termes de l'armistice conclu avec l'Allemagne :

« Le présent et tout ce qu'il contient d'espoir appartient aux peuples qui conservent la maîtrise d'eux-mêmes et respectent l'ordre de leurs gouvernements. L'avenir est à ceux qui s'affirmeront, par leurs actes, les véritables amis de l'humanité. Triompher par les armes, c'est remporter une victoire temporaire, conquérir le monde en gagnant sa confiance et son estime, c'est faire une conquête définitive. Je suis sûr que les nations qui ont appris la discipline de la liberté et qui sont arrivées, par la possession d'elles-mêmes, à en jouir dans l'ordre, dans la paix, sont aujourd'hui sur le point de conquérir le monde par la seule force de l'exemple, joint à une volonté active envers toutes les autres. »

La voix du Président Wilson a été, à l'heure la plus grave de l'histoire contemporaine, la voix de la conscience des peuples. Son message s'est inscrit en traits de feu dans le ciel sombre de notre temps. Il vivra dans la mémoire des hommes. Et je suis fier de pouvoir ajouter que ce message, en la forme qu'il a revêtue le jour du grand armistice, est particulièrement encourageant pour la Suisse et pour Genève dont l'indépendance, conquise à l'école du patriotisme, est le bien plus cher. La haute mission qu'il propose à la démocratie d'aujourd'hui et de demain est celle que tout leur passé leur assigne et dont elles s'efforceront certainement de s'acquitter toujours mieux au siège de la Société des Nations.

Charles BORGEAUD

LA
CHRONIQUE INTERNATIONALE

LA LIBERTÉ DES COMMUNICATIONS ET DU TRANSIT

Le Conseil de la Société des nations, réuni à Saint-Sébastien au mois d'août, a décidé que la première conférence générale des communications et du transit — composée des représentants de tous les Etats membres de la Société — se réunira à Barcelone le 21 janvier 1921.

Cette conférence aura à délibérer sur un cerain nombre de projets de convention internationale, proposés à la Société des nations par la Commission internationale « pour l'étude de la liberté des communications et du transit ». La Suisse a pris une part active à l'élaboration de ces projets de convention.

Le moment paraît venu de publier quelques indications générales au sujet des principes qui ont présidé à l'élaboration de ces futures bases du droit international des communications.

Les études juridiques préliminaires des associations suisses de navigation avaient contribué à attirer l'attention, plusieurs années avant la guerre, sur la nécessité d'un progrès du droit international des communications et du transit par les voies navigables.

Si les dures expériences de ces six années de guerre ont ouvert les yeux de nos autorités et de la grande majorité du peuple suisse, ces associations ont eu le mérite de se livrer, par la parole et par la plume, à une propagande indispensable, dans le but de tirer parti de ces leçons et de faire comprendre non seulement en Suisse, mais à l'étranger, la nécessité absolue, — si l'on veut rétablir et assurer une paix durable, — d'entreprendre immédiatement une nouvelle codification du droit des transports et, pour empunter le langage du Pacte (art. 23 lettre *e*), d'obliger les Etats membres de la Société à « prendre les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société. »

Il faut rendre aux autorités fédérales cette justice qu'elles firent des efforts, pendant la guerre, pour faire respecter par les belligérants, dans une certaine mesure, notre droit au transit, à l'accès de la mer. Les protestations et les réclamations furent parfois entendues, mais dans son trafic fluvial du Rhin par exemple, de même que dans son commerce avec les pays d'outre-mer, la Suisse fut néanmoins soumise, sous l'empire de considérations d'intérêt militaire ou commercial, à un ensemble de mesures parfois inutilement vexatoires, restrictives de la liberté de transit, et dont les effets désastreux se font sentir aujourd'hui encore. On n'avait pas oublié, dans notre pays, les effets du « blocus continental » de Napoléon I^er^; en comparaison des maux causés par le blocus de fait subi par la Suisse pendant les années 1915 à 1919, celui de Napoléon semble avoir été un jeu d'enfant. Or, l'isolement auquel nous avons été soumis de force n'aurait pas été possible si la Suisse n'avait été obligée, *en l'absence de tout droit à la liberté du transit international*, de se borner à faire appel aux sentiments d'amitié ou à l'intérêt des Etats belligérants.

La dernière guerre a mis en lumière cette vérité que l'Etat enclavé n'est indépendant que de nom, et qu'il ne peut demeurer neutre, en temps de guerre, à moins que, malgré la guerre même, son droit à l'existence ne lui soit désormais garanti par l'insertion — dans le droit international — du droit à son libre transit, à son libre accès à la mer, spécialement de son droit à un minmum de navigation fluviale et maritime. En inscrivant ce droit parmi ses fameux points, le Président Wilson conquit nos suffrages.

Lorsqu'on apprit que la Conférence de la paix de Paris s'occupait d'une révision du régime des fleuves internationaux, le Conseil Fédéral Suisse demanda à être entendu et ses délégués exposèrent à la Conférence de la Paix, en mars 1919, les demandes de la Suisse, non seulement au sujet de l'amélioration du régime du Rhin, mais aussi en vue de la reconnaissance, dans les traités en préparation, du principe de libre transit international et du libre accès à la mer, spécialement en faveur des Etats enclavés.

Ensuite de l'accueil favorable fait à cette première note, une délégation de la Suisse fut entendue une seconde fois à Paris par la « Commission du Régime international des ports, voies ferrées et voies fluviales » de la Conférence, à laquelle elle exposa d'une manière plus complète ses vues au sujet de ce que devrait être le futur régime juridique de la liberté du transit international par les voies ferrées, les voies navigables, les télégraphies, etc., en temps de paix et en temps de guerre.

Quelques-unes des principales puissances réunies à Paris étaient animées de préoccupations analogues, et avaient décidé d'inviter les Etats demeurés neutres pendant la guerre, et en premier lieu les Pays-Bas et la Suisse, à collaborer à la codification du droit international des communications. Il n'est pas possible, d'ailleurs, de modifier utilement le régime juridique du Rhin, par exemple, sans le concours de ces deux pays riverains.

Après la signature de la paix de Versailles, et du Pacte de la Société des nations, art. 23 *e*, déjà cité, les Pays-Bas et la Suisse reçurent, de même que les Etats vainqueurs, une invitation du gouvernement français à participer aux travaux d'une commission internationale chargée de la rédaction de projets de convention sur la liberté des communications et du transit.

Il ne m'est pas possible de donner ici un aperçu, si bref soit-il, de la composition, de la méthode de travail et de délibération de cette commission. Celle-ci a travaillé, sans interruption notable, depuis la fin de novembre 1919 au milieu de juin 1920. Après trois lectures successives de chacun des projets de convention, elle a décidé à l'unanimité — sauf quelques réserves de détail — des délégations des dix-huit Etats représentés, de recommander aux membres de la Société des nations l'adoption des projets de convention ci-après, rédigés par cette commission :

1. Règlement d'organisation de la Conférence générale et du Comité permanent des communications et du transit.
2. Convention sur la liberté du transit.
3. Convention sur le régime international des voies navigables.
4. Résolution relative au régime international des ports maritimes.
5. Convention sur le régime international des voies ferrées.
6. Convention sur le droit au pavillon des Etats enclavés.

Avant d'analyser brièvement chacun de ces projets de convention, il importe de remarquer ceci :

Il ne s'agit pas ici de textes élaborés par un corps savant, ou par une association sans mandat, principalement préoccupé de dire « le droit désirable », mais de projets de convention élaborés par des délégués officiels, recevant des instructions de leur gouvernements, et cherchant avant tout à résoudre une tâche parfois difficile : tenir compte de ces instructions — parfois contraires à celles d'autres délégations — et se borner le plus souvent à une solution transactionnelle, de nature à satisfaire à la fois leur conscience juridique, leur désir de se conformer à l'esprit d'association qui dirige la Société des nations, et, en un mot, rédiger des conventions acceptables par la grande majorité des Etats membres de cette Société ; tâche d'autant plus malaisée, parfois, que la Société comprendra environ une cinquantaine de membres lors de la prochaine conférence générale des Communications, et que, pour qu'une recommandation, un projet de résolution, soit adopté au vote final par la conférence — et reçoive force de loi de la Société des nations après ratification par les membres de cette Société — une majorité des 2 /3 des voix des délégués présents à la conférence sera probablement requise.

Si l'on songe que, pour limiter à dix-huit le nombre des Etats qui ont préparé ces textes, il avait fallu se borner à convoquer, parmi les Etats asiatiques, le Japon et la Chine, et, parmi les Etats américains, l'Argentine et l'Uruguay (les Etats-Unis s'étant retirés au cours des délibérations pour des motifs de politique interne), il est facile de se rendre compte des motifs pour lesquels la Commission a cru devoir renoncer parfois à telle solution juridique hautement *désirable*, et s'en tenir à telle autre qu'il lui paraît *possible* de faire adopter par la Société des nations. En outre, la majorité des délégations, représentant les Etats alliés et associés dans la dernière guerre, étaient tenues de se conformer aux traités passés entre vainqueurs et vaincus, et les Etats neutres, de leur côté, ne pouvaient guère avoir la prétention de faire adopter aujourd'hui des principes en opposition à ces traités.

Enfin il ne faut pas oublier que les Etats de l'Europe occidentale, par le degré de développement des communications internationales, de leur commerce et de leur industrie, par leurs traditions séculaires, par leur histoire et leur souffrances communes, sont particulièrement désireux de substituer le droit au bon plaisir, la solidarité internationale à l'égoïsme national, tandis que les Etats nouveaux ou ceux qui se sont récemment ouverts aux idées de l'Europe occidentale ne se rendent pas compte, au même degré, de la nécessité de prendre les mesures communes prévues par l'art. 23, lettre *e* du Pacte.

Les conventions proposées constituent donc, aux yeux de leurs rédacteurs, un minimum acceptable par l'ensemble des membres de la Société des nations et par les anciens Etats centraux qui seront tenus de se soumettre à ces conventions générales en vertu des traités de paix.

Il serait prématuré de publier aujourd'hui le texte des articles, car on se trouve en présence de simples projets de convention, qui peuvent être encore modifiés par la Conférence générale de Barcelone, mais il est indispensable au succès de cette entreprise législative que l'opinion publique, — principal appui de la Société des nations, — connaisse et approuve les principes essentiels qui ont inspiré la rédaction des textes. Dans les pays démocratiques, qui formeront la majorité de la Société des nations, cette consultation préalable sera d'autant plus nécessaire que les Parlements nationaux ne seront pas appelés à se prononcer sur ces conventions avant leur adoption par la conférence générale.

Organisation permanente

On sait que la Société des nations, pour améliorer le sort des ouvriers, a créé une « organisation permanente » chargée de travailler à la réalisation de son programme, organisation comprenant (art.388 du traité de Versailles) : 1. Une conférence générale des représentants des membres de la Société des nations. 2. Un Bureau international du Travail sous la direction d'un Conseil d'administration.

Sur la proposition de la Commission pour l'étude de la liberté des communications et du transit, le Conseil de la Société des nations créa, en février 1920, sous réserve de ratification de l'Assemblée générale de la Société des nations réunie à Genève, une *organisation permanente* analogue, pour traiter les questions de communication et de transit.

Par analogie à l'Organisation du travail, celle des communications comprendra :

1. *Une Conférence générale* annuelle des membres de la Société des nations, à raison d'un représentant par Etat, accompagné des experts nécessaires.

2. *Un Comité permanent des communications et du transit* chargé :

a) de l'examen préalable de toutes questions devant faire l'objet des délibérations de la Conférence (projets de conventions internationales, de résolutions ou de recommandations, etc.).

b) en cas de différend entre Etats, des enquêtes, rapports, tentatives de conciliation et autres opérations préliminaires à la solution, par arbitrage ou par la Cour permanente de justice internationale, de tous différends relatifs à l'interprétation des conventions du droit international des communications.

La Commission a élaboré, en outre, un projet de règlement relatif à l'activité de ce comité consultatif et technique et du fonctionnement de la conférence générale. Il serait superflu d'insister ici sur l'importance considérable du rôle auquel sera appelée cette organisation permanente des communications. Aujourd'hui, déjà, la même Commission, constituée en Comité *provisoire* des communications, s'est mise à l'œuvre et a entrepris, sans bruit, certaines enquêtes utiles, d'une urgence particulière.

Quant à la composition du Comité permanent, elle est le résultat d'une transaction entre le désir des grandes puissances de s'assurer chacune un représentant permanent dans le Comité, — le vœu des autres puissances, soit de la grande majorité des membres, de ne pas être écartées de ce Comité et par conséquent de garantir un certain « roulement », — et d'autre part la necessité de limiter au strict nécessaire l'effectif total de ce corps consultatif.

Quant au mode d'élection et de renouvellement partiel des Etats membres du Comité, la Commission, après mûr examen de diverses solutions, adopta les propositions transactionnelles d'un délégué suisse, dont le but est d'assurer à chacun des Etats secondaires membres de la Société des nations la possibilité de faire partie, à son tour, du Comité, tout en permettant à la conférence générale d'assurer, par son libre vote, la réélection à peu près constante des Etats-membres qui auront contribué, par leurs lumières et leur action dans le Comité, au progrès du droit des communications, et au développement des bonnes relations internationales.

Il va sans dire que non seulement l'Europe, mais les autres continents, en premier lieu les deux Amériques et l'Asie, seraient représentées dans ce Comité, qui comprendra probablement, au début, moins de 15 membres.

Les Etats enclavés, et avant tout la Suisse, étant les plus directement intéressés à *un accès à la mer* par territoire étranger, soit au maintien et au développement de la liberté de transit et des communications internationales, on peut espérer que la Conférence de Barcelone leur attribuera une représentation équitable dans le Comité, où les Etats maritimes, aux intérêts parfois contraires à ceux des Etats enclavés, auront en permanence, par le fait des Grandes Puissances, une importante majorité.

Liberté de transit

Ce projet de convention, après adoption par la Conférence générale, sera, de même que les autres conventions dont nous dirons quelques mots, — soumis non seulement à la ratification de tous les membres de la Société des nations, mais encore à celle de toutes autres puissances qui en recevront communication officielle du Conseil de la Société des nations; pourront être contractants les anciens Etats centraux, par exemple, de même que les Etats-Unis, même s'ils ne font pas partie de la Société des nations. C'est-à-dire que les auteurs de ces conventions désirent leur donner un caractère *universel*, mais qu'elles ne déploieront leurs effets qu'en faveur des Etats qui ratifieront. En revanche, elles n'auront pas un caractère perpétuel, toute puissance ayant ratifié pouvant dénoncer au Secrétariat de la Société des nations la convention à l'expiration d'une période de dix ans dès sa mise en vigueur, et pouvant ainsi en provoquer, entr'autres, la révision.

Etant donné, d'autre part, l'ensemble de garanties générales fournies par la pacte de la Société des nations contre toute tentative de sécession, ce système paraît préférable à celui des conventions universelles de 1815, par exemple, car il assure aux garanties juridiques essentielles une durée et une valeur supérieure à la prétendue « perpétuité » de l'acte final de Vienne.

En ce qui concerne les dispositions qui garantiront et maintiendront désormais la liberté du transit et les modes de communication les plus importants, soit par voie ferrée ou par voie d'eau, nous avons déjà signalé leur importance particulière pour la protection des droits et des intérêts économiques des *Etats enclavés*, tels que la Suisse, la Tchécoslovaquie, etc.

Rappelons encore que, jusqu'ici, à part les traités spéciaux relatifs à quelques fleuves ou canaux internationaux, et les arrangements spéciaux à quelques rares chemins de fer tels que le Gothard, les traités passés entre Etats civilisés leur garantissaient la liberté réciproque des communications de l'un à l'autre, mais non le *libre passage*, même en temps de paix, à destination d'un troisième Etat.

La présente convention générale constitue une innovation d'une portée considérable, d'autant plus qu'elle renferme pour la première fois — sur l'initiative et les instances de la Suisse — *la garantie générale du maintien de la convention sur la liberté du transit international en temps de guerre*, « dans *toute la mesure* compatible avec les droits et les devoirs des belligérants *et des neutres* ». Disons ici, pour ne pas y revenir, que cette même garantie a été insérée non seulement ici, mais dans les conventions sur le régime international des voies navigables, des ports et des voies ferrées.

Il appartiendra à la Société des nations de codifier ultérieurement et de développer peu à peu ces notions des « devoirs des belligérants » et des « droits des neutres », et de préciser tout d'abord ces droits et ces devoirs réciproques *entre membres de la Société des nations*[1], en s'inspirant de l'esprit « confédéral » qui devra désormais être leur règle de conduite entre Associés.

Tout en respectant, dans toute la mesure légitime, les droits de souveraineté ou d'autorité des « Hautes Parties contractantes » sur les voies affectées au transit, et en ne les obligeant nullement, par exemple, à construire une voie spéciale au transit ni à renoncer à des mesures de sauvegarde nationale nécessaires à la sûreté de l'Etat, à le sécurité publique, la convention renferme une série de dispositions animées d'un esprit libéral et destinées à faciliter de toutes manières le transit international des personnes, marchandises, envois postaux et tous moyens de transit, sans distinction de nationalité, de provenance, de destination, etc.

RÉGIME INTERNATIONAL DES VOIES NAVIGABLES

La convention générale sur la liberté du transit est une innovation. La liberté de la navigation fluviale, en revanche, a donné lieu, déjà précédemment, à des conférences européennes. A Vienne, en 1815, la conférence élabora un règlement de la liberté de navigation sur les fleuves internationaux, « loi fondamentale du droit fluvial international » qui, de même que le traité de Versailles, devait constituer la règle de droit applicable à toutes les grandes voies de communication par eau.

---

[1] Par exemple, en cas de guerre de la Société contre un Etat voisin de notre pays, mais ne faisant pas partie de la Société.

Non seulement le Rhin, mais encore l'Escaut, la Meuse, le Danube, le Congo, le Niger, divers fleuves internationaux américains, etc., ont donné lieu à des négociations laborieuses précédant l'adoption de traités spéciaux ou généraux, et chacun, à Buenos-Ayres comme à Bâle, sait que ce ne sont pas seulement les controverses au sujet du droit de navigation sur le Danube ou sur l'Escaut qui ont provoqué des conflits périodiques entre riverains ou entre ces derniers et les non-riverains ! Quelle est l'importance du port de Fiume pour l'Italie, par exemple, au regard du maintien de la liberté de navigation sur le Rhin libre, pour la Suisse, par exemple ? Chacun apporte ici, avec ses opinions plus ou moins arrêtées, ses traditions et parfois son amour-propre national, une certaine résistance à toute tentative de porter atteinte aux intérêts de son pays. D'aucuns se refusent même à toute modification des textes existants, au nom de leur prestige national. Or, les traités de Versailles, de St-Germain, de Sèvres, etc., qui lient la plupart des Etats les plus intéressés à cette réglementation, renferment des dispositions qui, sur certains points importants, sont contraires aux droits acquis ou aux intérêts les plus légitimes de tel ou tel Etat neutre, non lié par ces traités !

C'est dire que la Commission avait à naviguer prudemment, sur une mer semée d'écueils redoutables. Aujourd'hui encore, il n'est pas certain que toutes les dispositions essentielles de cette convention trouvent grâce auprès de la conférence générale de Barcelone, bien que les délégués des dix-huit Etats représentés dans le Comité provisoire soient tenus de recommander, chacun dans son pays, l'adoption de cette convention, qui représente, on peut le dire, un ensemble de solutions moyennes, de concessions faites en faveur de l'intérêt général, aux dépens, parfois, de droits incontestables ou d'intérêts nationaux des plus respectables.

Si la dernière guerre a prouvé à certains belligérants la nécessité d'une Société des nations, et surtout d'un nouvel effort de collaboration internationale, elle a laissé, chez d'autres, de l'amertume et de la méfiance, même à l'égard de leurs alliés de la veille ; les Etats nouveaux, surtout, tiennent à n'abandonner aucune parcelle de l'indépendance et des droits quelconques qu'ils viennent d'acquérir au prix de lourds sacrifices. Les progrès du droit international leur paraissent sans utilité au regard du maintien de ces droits, de cette souveraineté nationale.

Pour apprécier les résultats, l'importance des progrès réalisés par cette convention, il faut songer à tous ces obstacles et se réjouir surtout du désir manifeste, unanime, de conciliation internationale qui a présidé à l'œuvre commune des dix-huit Etats. Pour la Suisse, la voie paraît toute tracée. Elle doit faire tous ses efforts pour faire adopter cette convention, dont les principes généraux lui garantissent ses droits essentiels. Cette future loi internationale des communications par voie d'eau applique l'art. 23, lettre *e* du Pacte sans arrière-pensée. Non seulement *elle étend* considérablement *la définition* et par conséquent *le nombre des voies d'eau d'intérêt international*, non seulement *elle soumet à la juridiction de la Société des Nations toute la règlementation de ces voies d'eau « internationales »*, mais *elle introduit* dans le droit international *écrit*, codifié, un *nouveau principe* d'une importance capitale : 1. *le droit de libre communication entre Etats, par toutes les voies d'eau nationales,* non seulement naturelles, mais artificielles (canaux, etc,) et :

2. l'égalité de traitement à l'égard de toutes les H. P. C. sans distinction, en ce qui concerne les transports d'importation et d'exportation directe sans transbordement, étant entendu que cette liberté nouvelle ne fera pas obstacle à l'établissement de services publics ou monopolisés de remorquage ou de hâlage.

La Convention débute par une *nouvelle définition des voies d'eau internationales* dont nous ne nous croyons pas autorisés à donner aujourd'hui le texte. On peut affirmer cependant que ce dernier ne soulèvera aucune critique en Suisse, par exemple.

Il est entendu que, si le principe général de la liberté des communications (de l'art.23, lettre *e*) du Pacte de la Société des nations est désormais appliqué sur toutes les voies d'eau quelconques, la convention « sur le régime international des voies navigables » ne régira que certaines de ces voies, soit celles que la convention définit comme internationales. Ce mot ne signifiant nullement qu'elles sont exterritorialisées, ni qu'elles sont neutralisées *ipso facto* en temps de guerre, par exemple, mais simplement qu'elles sont *d'intérêt international* et que, par conséquent, ces voies d'eau seront grevées de certains droits en faveur de tous.

Citons quelques-unes des garanties expressément convenues :

Libre exercice de la navigation des bateaux portant pavillon de l'une des autres parties contractantes — à la réserve des « transports locaux » de voyageurs et marchandises (petit cabotage fluvial).

Egalité des biens et pavillons dans l'exercice de cette navigation, en particulier *reconnaissance expresse du pavillon maritime des bateaux des Etats enclavés, tels que la Suisse, lorsqu'ils sont enregistrés en un lieu déterminé du territoire enclavé.*

Egalité de traitement des ressortissants, des biens et des pavillons dans l'utilisation des *ports* situés sur une voie d'eau internationale, de leurs installations et notamment quant aux droits de douane, d'octroi, etc.

Egalité des droits de douane entre les ports-frontières fluviaux et les autres frontières douanières d'un même Etat.

L'adoption de ces principes d'égalité emportant la suppression et l'interdiction de tous accords particuliers contraires, mais non la suppression des facilités plus grandes accordées à la navigation des pavillons étrangers.

D'une manière générale, toute la convention est dominée par cette tendance excellente, de contribuer à ramener la paix entre les usagers et les riverains des voies d'eau internationales, en garantissant à la fois la liberté de navigation et l'égalité des pavillons et en respectant la souveraineté, les droits et intérêts des Etats riverains dans toute la mesure compatible avec le progrès économique.

C'est ainsi que, par égard notamment pour les Etats danubiens, ou pour certains Etats américains ou asiatiques qui hésitent à permettre aux pavillons étrangers le petit cabotage fluvial, le droit d'exécution des transports locaux de voyageurs et de marchandises entre les ports d'une même voie d'eau internationale pourra, dans certains cas exceptionnels, être réservé par chaque Etat riverain à ses nationaux. Mais il est entendu *que les droits acquis seront respectés*. Sur le Rhin international, entre Rotterdam et Bâle, par exemple, le petit cabotage ne pourrait plus être interdit aux non-riverains. Sur le Rhône, en revanche, la France et la Suisse pourraient s'entendre pour se réserver réciproquement, en faveur de leurs pavillons, ces transports locaux.

Pour tenir compte de la situation financière difficile d'un grand nombre d'Etats obligés de faire des travaux considérables dans l'intérêt de la navigation, la Commission a dû se résoudre à admettre en faveur des Etats riverains, le droit à la perception de redevances équitables, étant bien entendu toutefois — ici encore — que les *droits acquis* en faveur de la navigation, c'est-à-dire l'exemption de redevances, *seront respectés*, *notamment sur le Rhin entre Rotterdam et Bâle.*

Les articles de la convention relatifs aux travaux et à l'administration de la voie d'eau internationale ont donné lieu à de très vives controverses, mais toujours courtoises et même amicales, entre un certain nombre de délégations, et les solutions adoptées, sans donner une satisfaction complète à l'une ou l'autre des tendances divergentes, constituent l'un de ces compromis par lesquels nous avons parfois l'habitude, en Suisse, de mettre fin aux conflits entre Etats cantonaux ou entre confédérés.

Pour pouvoir apprécier à leur juste valeur les solutions réalisées après de longues discussions, dans la commission internationale, il faudrait pouvoir citer le texte même des articles de la convention et les commenter.

La Commission était unanime à reconnaître que tout Etat riverain a non seulement le droit, mais le devoir d'entretenir et améliorer une voie d'eau internationale.

Mais jusqu'où vont ce droit et ce devoir ? Ici les divergences sont profondes. D'une part la majorité de la Commission était obligée de tenir compte (entr'autres traités existants) de l'article 358 du traité de Versailles, qui donne à la France victorieuse des droits très étendus, mais avec l'obligation de ne pas « *nuire à la navigabilité ni réduire les facilités de la navigation, soit dans le lit du Rhin, soit dans les dérivations qui lui seront substituées* », si elle exécute les travaux que l'Allemagne lui a reconnu le droit de faire ; cette majorité était portée à admettre l'utilité et même la nécessité de certains travaux contraires aux intérêts de la navigation ; elle faisait état de l'importance nouvelle de *l'utilisation des forces hydrauliques.* La minorité, d'autre part, sans méconnaître l'importance des divers modes d'utilisation d'un fleuve navigable, faisait valoir ceci :

Tout d'abord on ne peut, d'un trait de plume, faire disparaître les droits acquis en faveur de la principale utilisation du fleuve, soit de la navigation.

Sur ce point la majorité finit par se rendre à l'évidence. Un Etat riverain ne pourra porter atteinte à ces droits acquis, s'il ne justifie agir avec le consentement unanime des Etats riverains ou représentés à la Commission internationale, s'il en existe une.

En outre, la minorité faisait valoir que l'utilisation des forces hydrauliques d'un cours d'eau n'est qu'un moyen d'augmenter la production industrielle de la région traversée par la voie fluviale. Fermer cette voie de communication à la navigation ou réduire les facilités de celle-ci, ce serait agir contre l'intérêt même des populations riveraines et de leurs industries, en les privant du mode de transport le plus simple, le moins coûteux, le plus nécessaire à leur vie, à leur commerce et à leur industrie.

La navigation internationale, loin de perdre de son importance par suite de l'utilisation des forces hydrauliques du fleuve, sera un facteur croissant de rendement des usines hydro-électriques.

Les fleuves soumis à cette convention sont, par définition, internationaux dans leur cours navigable depuis la mer ; or, en règle générale, ils sont précisément d'un médiocre rendement au point de vue de l'utilisation de la force hydro-électrique ; les frais d'établissement des ouvrages indispensables sont ici relativement beaucoup plus élevés que ceux des usines hydro-électriques établies sur un barrage naturel, sur un obstacle à la navigation. C'est dire que, pour compenser cette infériorité résultant de la plus grande élévation de leur prix de revient, les industries utilisant l'énergie électrique d'un fleuve international, navigable de la mer, ont un intérêt supérieur à réduire leurs frais de transports par eau.

Cet ensemble de considérations semble justifier l'attitude prise à cet égard par la Suisse, basée sur la prééminence des droits et intérêts légitimes de la navigation sur les fleuves internationaux, relativement peu nombreux.

Il serait intéressant de connaître dès aujourd'hui l'accueil qui sera fait en Suisse aux deux innovations ci-après :

Lorsqu'un Etat riverain n'exécutera pas les travaux nécessaires d'entretien de la voie d'eau internationale, il pourra être tenu désormais de les laisser exécuter par les Etats intéressés, sous réserve d'une répartition des dépenses entre ces derniers.

Il sera tenu même d'exécuter ou de laisser exécuter des travaux d'amélioration de la voie d'eau, aux frais des Etats qui en feront la demande, à moins qu'il ne soit prouvé que cette amélioration de la voie d'eau le lèse dans des intérêts légitimes tels que ceux du maintien du régime normal des eaux, de l'irrigation ou de l'utilisation de la force hydraulique.

Il importe de relever que, *dans le cas d'un différend entre Etats* au sujet de l'interprétation ou de l'application de cette convention, tout Etat intéressé pourra saisir le *Comité permanent* des communications et du transit, et, cas échéant, en appeler à la *Cour permanente de justice internationale*, même s'il n'existe entre les Etats intéressés aucune commission d'administration commune, ou aucune convention spéciale relative au règlement de leurs différends. Ceci amènera à parler d'une confusion fréquente que la convention contribue à dissiper :

On a souvent oublié que les droits d'un Etat riverain d'un fleuve international ne dépendent pas de l'existence d'une commission internationale, ni même du fait que cet Etat riverain aurait été admis à faire partie de cette commission. Le fait que le Pô n'est pas pourvu d'une Commission internationale ou que la Suisse n'a pas fait partie, jusqu'ici, de la Commission internationale du Rhin, ne modifie pas le droit applicable à la navigation de ces fleuves, dans son élément essentiel : liberté de navigation de tous les pavillons, et notamment égalité de droit de tous les Etats riverains de la voie navigable jusqu'à la mer. Le riverain qui ne fait pas partie de la Commission conserve, en droit des gens actuel, la plénitude des droits d'administration et de police découlant de sa souveraineté territoriale.

La création d'une Commission de chaque fleuve international et d'une administration et réglementation communes est cependant désirable sur les fleuves internationaux, ainsi que nous le savons par expérience ; seule, une Commission internationale s'inspirant exclusivement des intérêts de la navigation, et en rapports directs avec le Secrétaire général de la Société des nations, pourra exercer une véritable influence pour le maintien et le développement de la navigation internationale et des bonnes relations entre les Etats intéressés — à la condition toutefois, de se confiner dans son rôle et de s'abstenir de toute action politique. Certains riverains du Danube, par exemple, se plaignent du rôle joué par les Commissions qui, jusqu'ici, étaient chargées de l'administration commune de ce fleuve, et s'ils sont disposés à consentir à l'internationalisation de voies d'eau jusqu'ici purement nationales, c'est à la condition, entr'autres, que leurs droits souverains soient respectés.

Pour tenir compte de leurs objections, ainsi que des réserves de certains Etats asiatiques, le projet de Convention stipule expressément que la création d'une commission internationale comprenant des Etats non-riverains demeurera facultative, et ne pourra résulter que d'un accord particulier au fleuve international.

Quant aux attributions générales de toute commission internationale, elles seraient déterminées dans l'acte de navigation de chaque fleuve et la Convention de la Société des nations se borne à énumérer les attributions les plus indispensables (pouvoir de réglementation, d'inspection de la voie d'eau, communication des projets de travaux d'amélioration des Etats riverains si l'acte de navigation ne prévoit rien à ce sujet.)

Droit de Pavillon maritime des Etats enclavés

Nous avons vu que, pour éviter tout malentendu au sujet de la portée du droit de pavillon sur les voies d'eau internationales, la convention spéciale à la navigation fluviale reconnaît expressément le pavillon maritime des Etats enclavés et par conséquent son droit à l'égalité de traitement sur ces voies d'eau y compris les ports fluviaux.

Mais le droit des gens renfermait encore une lacune. Par les traités de Versailles, de St-Germain, etc., les puissances signataires se sont accordées à reconnaître le pavillon des navires de toute *puissance alliée ou associée* qui n'a pas de littoral maritime, lorsqu'ils sont enregistrés en un lieu unique déterminé situé sur son territoire, ce lieu devant être considéré comme le port d'enregistrement de ces navires.

Un délégué de la Suisse, bienveillamment appuyé d'ailleurs par les délégués d'autres Puissances secondaires, réclama, non seulement au nom de son pays, mais également au nom des autres Etats enclavés ne faisant pas partie des bénéficiaires « Alliés et associés » de ces traités, le même droit à la reconnaissance de leur pavillon maritime, sous les mêmes conditions d'enregistrement.

La Commission fit droit à cette demande justifiée, en adoptant un projet de convention qui se borne à affirmer à nouveau, en l'étendant à tous les Etats enclavés, quels qu'ils soient, le droit au pavillon maritime de ces Etats.

Résolution relative au Régime international des ports

Désireuse de s'en tenir aux mesures acceptables par la majorité des membres de la Société des nations, la Commission pour l'étude de la liberté des communications et du transit jugea prématuré de proposer la conclusion d'une convention internationale générale sur le régime des ports maritimes.

En revanche, étant donné que la Société des nations exercera l'autorité sur un certain nombre de ports, et que d'autres vont être ou sont déjà placés sous un régime international, il paraît urgent de soumettre à la Conférence générale un projet de statut-type de certains ports, qui pourrait être adopté par la Conférence sous forme de « recommandation » aux membres de la Société des nations.

Le régime proposé est conçu de manière à n'imposer à aucun Etat des charges incompatibles avec ses intérêts nationaux, mais à garantir dans les ports internationaux (francs ou non) la liberté d'utilisation du port et l'égalité des pavillons, et à empêcher toute mesure fiscale ou technique tendant à léser le port internationalisé en faveur de ports nationaux concurrents.

Convention sur le Régime international des Voies ferrées

Après s'être mise d'accord sur les applications les plus urgentes du Pacte, soit sur les garanties indispensables à la liberté du transit et à la liberté de la navigation par voie d'eau internationale, la Commission internationale, confiante désormais dans le résultat de ses travaux, décida de ne pas se séparer sans avoir traité spécialement le problème des relations par voie ferrée entre les peuples.

Le transit n'est qu'un des modes de communication garantis par l'article 23, lettre *e* du Pacte.

Pour réaliser, dans son esprit d'association, le Pacte de la Société des nations, les membres de cette Société ont désormais le devoir impérieux d'assurer sur leurs voies ferrées, dans toute la mesure possible, l'unité technique, et — chose plus difficile — un ensemble de garanties contre « d'injustes préférences » tarifaires ou autres, basées sur la nationalité des voyageurs, l'origine des marchandises, le pavillon du navire transporteur, etc.

Le projet de convention sur le régime international des voies ferrées, contrairement à celui des voies navigables, a été adopté non seulement à l'unanimité des délégués des dix-huit Etats représentés à Paris, mais même sans aucune réserve. Toutefois des divergences profondes, ne touchant pas au corps même de la convention, se sont manifestées au sujet du degré de liberté des Etats, pour la réalisation de buts de politique économique. Il ne m'est pas possible d'en parler ici, malgré toute l'importance qu'elles présentent pour notre pays.

Actuellement, il ne serait pas possible d'édicter, pour l'ensemble des Etats de l'univers, un Code des « obligations de droit international » des chemins de fer. La convention se borne aujourd'hui à proposer aux Etats la conclusion d'accords spéciaux, entre administrations d'un même groupe géographique, par exemple d'un même continent ou d'une même partie de continent, en vue de réaliser ensuite, par l'unification progressive de ces ententes particulières, l'accord universel.

En d'autres termes, cette convention n'est qu'un cadre et, pour la Suisse par exemple, déjà liée par une série d'accords de ce genre, — notamment par la convention de Berne, du 14 octobre 1890 (transports de marchandises), le progrès ne sera guère perceptible au début. Toute l'organisation créée par la convention de Berne subsistera, par exemple, et le fait que le bureau international des chemins de fer entretiendra désormais avec la Société des nations les rapports prévus à l'article 24 du Pacte ne portera aucune atteinte à la liberté d'action des Etats régis par cette convention.

La Société des nations entend se borner à construire sur la base des institutions internationales existantes, à les consolider. A cet effet, le projet de convention propose aux Etats membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux autres puissances (Allemagne, Autriche, Bulgarie, etc.) qui seront officiellement invitées à adhérer, de reconnaître, en application du principe de la liberté des communications, le droit de chaque Etat, sur les chemins de fer d'un autre Etat signataire, à toutes les facilités indispensables à sa propre vie, et en conséquence, de reconnaître « hautement désirable », sur leurs voies ferrées, l'adoption de toutes les mesures propres à faciliter les transports internationaux des voyageurs, marchandises et bagages, l'établissement de services avec billets directs, à éviter les transbordements, à faciliter l'utilisation réciproque du matériel.

Là où des conventions spéciales n'existent pas encore, elles devront être passées pour garantir l'application de ces principes, et l'on cherchera à y régler également les rapports entre les transports ferroviaires et la navigation fluviale ou maritime. Tout en interdisant les différences de traitement basées sur la nationalité, etc., la convention laisse toute liberté aux Etats d'établir des tarifs intérieurs différents de ceux d'importation ou d'exportation ou de combiner librement des tarifs entre chemins de fer et navires.

⁂

Les lignes qui précèdent n'ont eu d'autre prétention que d'essayer d'attirer l'attention du public suisse sur l'un des premiers résultats de l'œuvre de collaboration internationale entreprise sous les auspices de la Société des nations, en vue de la restauration économique du monde, et de dissiper certains préjugés régnant dans notre pays au sujet de l'esprit qui anime cette œuvre.

Dans son introduction au remarquable rapport et commentaire analytique des travaux préparatoires de la Commission pour l'étude de la liberté des communications et du transit, le distingué secrétaire général de cette Commission, M. Robert Haas — auquel nous tenons à rendre ici un hommage mérité — a insisté avec raison sur son sentiment de confiance dans l'avenir de cette partie de l'œuvre législative et administrative de la Société des nations. Ce sentiment est basé sur l'expérience de la Commission d'étude, « expérience peu à peu gagnée dans la confiance mutuelle », et lui dicte la conclusion suivante, à laquelle s'est associée « la Commission unanime » :

« La Commission compte fermement, au terme de ses travaux provisoires d'organisation, que la Conférence s'inspirera définitivement des principes de liberté hautement comprise et d'égal respect des droits et des intérêts de tous les peuples qu'elle s'est toujours efforcée de maintenir et d'affirmer, à travers la difficulté de problèmes techniques et la complexité des situations acquises et à conséquences parfois contradictoires.

« Il n'entre aucunement dans sa pensée que les solutions proposées soient les seules possibles où doivent être maintenues pour toujours, ni que les projets qu'elle présente sont les seuls actuellement nécessaires. Elle prétend apporter, à un édifice qui ne se construira que lentement, les premiers matériaux, base déjà solide. si toutefois les efforts de tous — sans souci excessif des sacrifices légers et passagers que chacun doit faire à l'œuvre commune — veulent bien, dans l'intérêt de tous, aujourd'hui et dans l'avenir, la cimenter et l'élever. »

Nous partageons à la fois cette conviction et cet espoir. Malgré ses imperfections, ce premier essai de codification du droit des communications constitue pour la majorité des Etats enclavés, tels que la Suisse, un ensemble de garanties juridiques essentielles, de promesses de pacifique et féconde collaboration internationale dont les générations futures apprécieront, mieux que nous sans doute, toute la bienfaisante et durable action.

La seule énumération des principales innovations des conventions sur la liberté des communications et du transit suffira sans doute à convaincre tout homme de bonne foi de la nécessité d'apporter un concours sans réserve à cette œuvre de paix durable, qui substitue le droit à l'arbitraire, l'esprit d'association à l'égoïsme individuel des Etats, en temps de guerre comme en temps de paix.

James VALLOTTON.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Certains indices laissaient présumer que l'attitude de la Société des nations à l'égard des Associations internationales serait plutôt conciliante. Le rapport sur les travaux du Conseil de la Société présenté à la première session de l'Assemblée par le Secrétariat général permet de l'affirmer aujourd'hui de la manière la plus catégorique. Le chapitre IV et avant-dernier de ce rapport est en effet intitulé : « Assistance donnée par la Société aux associations qui ont pour objet le développement de la coopération internationale. »

A vrai dire ce chapitre est bref, une demi-page à peine, et souligne uniquement les bonnes relations de la Société des nations avec le Comité international de la Croix-Rouge, avec l'Union des associations internationales et avec la Fédération des associations nationales en faveur de la Société des nations. Mais le principe est posé et l'on peut dire qu'il a reçu sa consécration à l'Assemblée puisque le 23 novembre, celle-ci dans un vote unanime et solennel, a souscrit à la résolution déposée par la délégation de la Colombie en l'honneur du Comité genevois fondateur de la Croix-Rouge, gardien des traditions plus que semi-séculaires de cette institution et qui fait montre en ce moment même d'une vitalité si magnifique dans l'œuvre du rapatriement des prisonniers de guerre.

M. Inazo Nitobé, chef de la Section des bureaux internationaux au Secrétariat de la Société des nations, a bien voulu se prêter à une interview et nous faire connaître son opinion personnelle sur les relations à venir entre la Société des nations et les Associations internationales. Il distingue comme de juste les institutions publiques des institutions privées. Les premières au nombre d'une soixantaine, fondées sur des accords internationaux engageant les Etats signataires auront l'opportunité de se rattacher à la Société des nations si elles en expriment le désir. Encore faudra-t-il que ce désir soit exprimé non par les bureaux internationaux eux-mêmes, mais par les assemblées plénières qui en assument le contrôle. Selon nous, les tendances actuelles de ces bureaux ne semblent pas pour un rapprochement trop intime, comme on le verra ci-dessous. Les bureaux internationaux publics, qui seraient à créer dans l'avenir, prendraient place d'office dans les cadres administratifs de la Société des nations.

Pour les quatre ou cinq cents associations relevant de la vie internationale privée, la question est infiniment plus complexe. L'enquête ouverte par M. Nitobé encore qu'en très bonne voie, est loin d'être achevée. Le Secrétariat de la Société des nations se doit à lui-même de puiser ses renseignements aux meilleures sources, et d'être parfaitement édifié sur la valeur respective de chacune de ces associations, le but qu'elles poursuivent, les moyens dont elles disposent avant de porter la question devant l'Assemblée. Il serait surprenant que la présente session puisse aborder le problème dans toute son ampleur, mais dans une session ultérieure l'Assemblée, qui a manifesté si nettement ses sympathies à l'une des plus anciennes institutions internationales privées, ne manquera pas sans doute d'affirmer dans une plus large mesure son désir d'assister au moins moralement les associations ayant pour objet le développement de la coopération internationale.

⁂

Le puissant intérêt que soulèvent, à Genève, les séances de l'Assemblée de la Société des nations ne doit pas faire perdre de vue le mouvement international dans son ensemble.

A Paris, les 12, 13 et 14 novembre, s'est réuni le Comité catholique d'études internationales. Ce Comité se propose «d'étudier. et autant que possible de préciser, les solutions que comportent les problèmes internationaux de l'heure présente, d'après le droit des gens inspiré par les enseignements du christianisme ; de donner conscience aux milieux catholiques du rôle bienfaisant que pourrait être amenée à jouer la Société des nations et de rechercher la ligne de conduite qu'il convient de suivre vis-à-vis de cette Société pour servir les intérêts de l'Eglise et de la civilisation (admission pontificale). »

Le parti catholique, tout en reprochant à la Société des nations d'avoir voulu ignorer le Saint-Siège, se montre ainsi résolu à la soutenir. Devant une centaine de délégués de pays très divers, Belgique, Chili, France, Italie, Tchécoslovaquie, Suisse, etc., la Belgique et la Suisse sont entrées une fois de plus en compétition courtoise, comme chaque fois qu'il y a lieu de fixer le siège d'un bureau international. L'Université catholique de Louvain représentée par son recteur Mgr Deploige semble l'avoir emporté sur Fribourg malgré les efforts du baron de Montenach.

Toujours en marge de la Société des nations, le Bureau international du droit des peuples a tenu les 1, 2 et 3 novembre, à Genève, des réunions où ont été étudiés les vœux des Albanais, des Géorgiens, des Ukrainiens, des Monténégrins, des Hongrois, des Bulgares, des Egyptiens, des Turcs, etc., et la Ligue internationale philarménienne, assemblée également à Genève le 11 novembre, a fait appel aux gouvernements alliés et associés pour leur demander une intervention militaire en faveur du peuple arménien.

*
* *

Au point de vue social, l'antagonisme de la II^e internationale, dite de Genève, et de la III^e internationale, dite de Moscou, s'accuse de plus en plus violent. Les extrémistes de Moscou envoient lettres sur lettres en Italie, en Suisse, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en intimant aux communistes qui font campagne en faveur des 21 articles de la III^e internationale, de chasser violemment ceux d'entre eux qu'ils accusent de contaminer le parti, « opportunistes formant l'aristocratie ouvrière, éléments réformistes ou libéraux bourgeois ».

Le ton dictatorial de ces épîtres n'est pas sans déconcerter même les plus chauds partisans de l'internationale communiste. Les dissidents de la II^e internationale qui ne veulent pas adhérer sans réserve à la III^e cherchent à se réunir en congrès. Constance, Berne ont été successivement proposées comme lieux de réunion. Berne verra sans doute en décembre la tenue de ce congrès.

Entre temps, du 22 au 27 novembre, se sont réunis à Londres 85 délégués appartenant à 16 pays différents et représentant 24, 816,000 travailleurs syndiqués. L'importance de ce congrès qui peut puissamment contribuer à la reconstitution de la II^e internationale a eu le don d'exaspérer Lénine, Zinoviev, Radek, Quelch et Bela Kun. Dans une lettre ouverte adressée à l'Internationale syndicale d'Amsterdam, ils traitent ce congrès de congrès de chefs jaunes : « Vous avez, écrivent-ils, aidé les bandits de la Ligue des nations à fonder un bureau du travail qui essaye de boucher les yeux aux ouvriers de tous les pays en leur faisant croire que la bourgeoisie prend soin de la protection du travail. Au fond du cœur, chacun de vous sent parfaitement que le bureau international du travail est une organisation capitaliste. Conscients de leurs forces défaillantes et de la mort de la II^e internationale, les traîtres tentent de substituer à celle-ci l'Internationale syndicale jaune, mais l'Internationale syndicaliste de Moscou la détruira. »

Cette épître fulminante ne semble pas avoir autrement ému les congressistes qui ont continué à traiter les questions inscrites à l'ordre du jour, problème du change, distribution des matières premières pour l'industrie, socialisation des moyens de production, etc., et ont adopté par 22,122,000 voix contre 150,000 et 2,300,000 abstentions la résolution présentée par la commission compétente « contre la soi-disant internationale syndicale de Moscou ». Cependant, à Genève, le Bureau international du travail continue ses enquêtes, élabore un annuaire international du travail, prépare un Bureau international de répartition du charbon, et est choisi pour arbitre entre armateurs et gens de mer.

* * *

A Leicester, au Trade Hall, quatre enfants ont été voués au Mouvement international socialiste. L'officiant les prenant successivement dans ses bras a prononcé l'invocatton suivante : « Je te voue au Mouvement socialiste international dans l'espoir que tu grandiras pour travailler et combattre en faveur de la cause de l'émancipation humaine et que toi et tes enfants connaîtrez un monde meilleur que celui qu'ont connu tes père et grand-pères ». Un bouquet de fleurs blanches attaché avec un ruban rouge a été remis par un jeune écolier à chacun des bébés et l'assistance a chanté un hymne de circonstance « Hail to the child of humanity » ! Salut à l'enfant de l'humanité !

A Madrid, les délibérations du Congrès postal universel se poursuivent dans le plus grand mystère. Les décisions qui, pour être valables, doivent être prises à l'unanimité ne seront publiées qu'à l'issue des débats. Tout ce qui a percé jusqu'ici est la suppression de la taxe de 25 centimes pour les lettres et la faculté laissée à chaque Etat de fixer ses taxes internationales sur la base du franc or, limitant toutefois à 50 centimes le maximum de la taxe des lettres.

L'Assemblée de la Société des nations a été sollicitée de donner son avis sur la modification éventuelle du barême et a demandé des renseignements à Madrid. Les décisions définitives ne sont donc pas encore près d'être prises.

A Milan, c'est le personnel des postes, télégraphes et téléphones qui tenait ses assises internationales les 1, 2 et 3 novembre. L'Internationale P. T. T. ne groupe qu'une partie du personnel de l'Union postale universelle, à savoir l'Autriche, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Hollande, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Argentine. Doivent entrer prochainement dans l'association, le Danemark, les Etats-Unis, le Luxembourg, la Norvège, le Portugal, la Yougoslavie, la Roumanie, la Pologne, la Finlande et la Russie. La question du travail féminin a paru nécessiter un examen approfondi et le soin de l'étudier a été laissé au secrétariat qui devra présenter un rapport concret à la prochaine assemblée.

Le congrès a émis le vœu que la T. S. F. dépende de l'Etat qui représente la collectivité et ne soit pas exploitée par des compagnies privées. Une motion tendant à ce que le 1er mai fût célébré par une suspension générale du travail pendant 24 heures fut écartée, une décision de cette espèce n'ayant aucune chance d'être suivie. Les échanges d'enfants qui ont été largement pratiqués entre fonctionnaires postaux de pays à pays voisins seront facilités à l'époque des vacances par le secrétariat de la Fédération.

A Berne s'est tenu à la fin d'octobre le Congrès international des relieurs. Treize pays avaient envoyé des délégués, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Hollande, la

Norvège, l'Autriche, la Suède, la Suisse, la Hongrie, la Russie, la Tchécoslovaquie. Les délégués russes auxquels les autorités suisses avaient interdit l'entrée du territoire helvétique réussirent à éluder la surveillance aux frontières et parvinrent à Berne le dernier jour du Congrès. L'ensemble des délégués représentait, sans compter la délégation russe, 265,867 adhérents. Les secrétaires des organisations internationales des typographes et des lithographes assistaient aux séances. Le siège du secrétariat a été fixé en Suisse.

* * *

Le 1er novembre, la station radiotélégraphique de la tour Eiffel lançait à 11 ½ heures, le premier radio météorologique. Ce service qui fonctionnait avant la guerre avait été interrompu le 2 août 1914 pour ne pas informer l'ennemi de l'état atmosphérique du globe. Dans la seconde quinzaine de novembre, un congrès international s'est ouvert à Londres pour régler les échanges de rapports météorologiques par radios.

A Rome, l'Institut international d'agriculture qui ne s'était pas réuni depuis 1913, a tenu du 3 au 9 novembre son assemblée générale. Sur 59 Etats participant à l'entretien de l'Institut, 48 étaient représentés. Les délégués étaient au nombre de 125. L'assemblée a dû naturellement voter le principe d'une augmentation des contributions des Etats pour assurer le maintien et l'amélioration des services de l'Institut très éprouvé par quatre ans de guerre. Le roi d'Italie accorda immédiatement une subvention d'un million et demi de lires.

La délégation américaine proposa de développer les services de statistique dans le sens d'une rapidité plus grande des informations. Les problèmes touchant la météorologie agricole, les maladies des plantes, la condition des populations rurales ont fait l'objet d'un examen attentif. Une convention spéciale a été signée entre un certain nombre d'Etats qui se sont engagés à prendre les mesures nécessaires pour la lutte contre les sauterelles.

L'Institut international d'agriculture, fondé en 1905 et entretenu par des subventions gouvernementales est un de ces Bureaux internationaux publics qui devraient logiquement être rattachés au Secrétariat de la Société des nations. L'assemblée de Rome n'en a pas jugé ainsi. Sur la proposition de M. Adrien Dariac, député et ancien ministre de l'agriculture en France, elle a voté une résolution « assurant l'autonomie et l'indépendance de l'institut, tout en réalisant une collaboration cordiale et confiante avec la Société des nations ». Ce désir très net d'indépendance que l'on constate à l'Institut international d'agriculture reparaît non moins accusé à l'Institut international du commerce, à l'Institut international de statistique et dans les autres Instituts internationaux représentés dans la Commission internationale de statistique instituée par le Conseil de la Société des nations[1]. Cette commission en effet, par 9 voix contre 3 a consacré le principe de l'autonomie des institutions existantes reliées entre elles par une Commission consultative, et écarté les propositions de la minorité tendant à ce que toutes matières se rapportant à l'établissement des statistiques et à la délimitation des sphères d'action des diverses organisations soient de la compétence de la section de statistique du Secrétariat de la Société des nations et non de celle d'un organisme privé tel que l'Institut international de statistique.

De son côté, le Conseil général de la conférence parlementaire internationale du commerce, réuni à Paris le 22 novembre, sur les représentations du délégué de l'Institut international du commerce à la Commission de statistique internationale, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Considérant qu'il est nécessaire de ne pas entraver la féconde émulation de l'initiative privée, le Conseil général de la Conférence parlementaire internationale du commerce insiste auprès de la Société des nations pour qu'elle borne sa tâche, chaque fois qu'elle le peut, à mieux harmoniser les efforts. »

« Il insiste auprès des gouvernements pour qu'ils n'accordent leur concours à de nouveaux organismes internationaux que dans la mesure où ceux-ci ne feraient pas double emploi avec ceux déjà existant, afin de prévenir la constitution d'une bureaucratie internationale dont le résultat serait d'entraver l'initiative privée et d'enfler démesurément, sans objet comme sans utilité, le budget de la Société des nations ».

Que des fondations telles que l'Institut international d'agriculture ou l'Office international d'hygiène publique cherchent à conserver leur autonomie, que d'autre part la Société des nations s'abstienne de revendiquer la centralisation de ces fondations dont elle préfère peut-être ne pas assumer la responsabilité, rien de bien surprenant. Néanmoins, il faut espérer que dans l'intérêt même de ces fondations aussi bien que dans celui de la Société des nations, un rapprochement plus intime s'opérera entre les premières et la seconde. On conçoit difficilement l'équivoque se prolongeant et les nations entretenant d'une part des bureaux techniques internationaux, sans aucun lien les uns avec les autres, et d'autre part se réunissant en une Société au programme vaste et compréhensif, sans chercher à centraliser l'administration de bureaux semés dans toutes les parties du monde.

* * *

Parmi les autres manifestations de la vie internationale, on peut citer la création à Bruxelles d'un bureau central des brevets d'invention approuvée par la France, la Belgique, la Roumanie, le Brésil, la Pologne, la Tchécoslovaquie. Ce bureau semble devoir faire double emploi, jusqu'à un certain point, avec le Bureau pour la protection de la propriété industrielle établi à Berne depuis nombre d'années.

---

[1] Voy. *Revue de Genève*, n° 5, p. 792.

On annonce à Zurich la constitution d'un consortium pour la création dans cette ville d'un théâtre international, et à peine la 12me exposition artistique internationale de Venise a-t-elle fermé ses portes que Genève se prépare à inaugurer une exposition similaire. A Londres c'est une exposition internationale de la réclame qui s'organise sous les auspices de la grande presse anglaise (fin novembre) et à Amsterdam, une exposition internationale du sport (16 novembre-5 décembre).

Dans le monde des sports une des plus anciennes associations, l'Union cycliste internationale, fondée il y a 20 ans, ce qui est vieux pour le sport, prend l'initiative de réunir en un groupement nouveau toutes les unions et Fédérations sportives internationales sous le titre d'Union des Fédérations internationales sportives (U. F. I. S.). Une vingtaine de fédérations internationales représentant toutes les modalités du sport et de l'athlétisme sont invitées à se faire représenter à Lausanne les 31 mai et 1er juin 1921. Le rôle principal de la nouvelle Union serait de fixer le calendrier des championnats du monde.

Etienne CLOUZOT.

ÉDITORIAL

Carl Spitteler, dont nous publions, en tête de notre numéro, quelques pages choisies par lui-même pour nos lecteurs, vient de recevoir le prix Nobel. Il ne nous déplaît pas d'en tirer quelque orgueil. A vrai dire, nous ignorons de qui est composé le jury suédois, et quelle est la compétence de ses membres : or la valeur d'un prix dépend de qui l'attribue. Décerner la gloire n'est pas à la portée d'une académie, d'un cénacle, d'un groupe, dont l'audace est grande d'usurper le privilège de la postérité. Nous aimerions bien connaître les noms et les références du Comité Nobel.

Néanmoins, il nous paraît avoir bien jugé en couronnant l'auteur du Printemps Olympique, *premier poète vivant de langue allemande. On ne saurait trop faire foisonner l'admiration autour de cet inventeur de mythes, nourri d'idées méditerranéennes. Nous donnerons d'ici peu une étude sur son œuvre due à un écrivain suisse qui la connaît fort bien, M. G. Bohnenblust. Mais nous voulons en attendant traiter un point particulier, et faire remarquer que ce génie épique, appelé à une gloire universelle, est né d'une petite patrie. Cette grande âme créatrice, et qui fut citoyenne en un jour décisif, n'appartient pas à une grande nation.*

Il n'est pas saugrenu de le dire à l'heure où se déroule le phénomène suivant : d'une part, en Europe, se multiplient les Etats « à intérêts limités », selon le cruel euphémisme de la diplomatie (et quand on pense à l'Irlande, à la Catalogne, au séparatisme bavarois, on songe que cette évolution n'est pas achevée). D'autre part, hors d'Europe, s'affirment les gigantesques empires, celui des dominions anglais, celui de l'Amérique du Nord, le bloc ibérique, et demain, peut-être associés, l'empire russe, *l'empire chinois, l'empire indou. Alors que s'aggrègent ces masses d'hommes soumises à l'autorité de quelques chefs et d'idées simples, notre Europe se différencie, se fragmente en populations variées, ramifie son système nerveux. La question est de savoir si c'est là un progrès ou une décrépitude.*

Pour notre part, nous pensons que cette différenciation croissante permettra une mise en valeur plus féconde de tous les hommes. L'ère des « grandes puissances » et de leurs rivalités, n'a rien eu pour nous séduire. Quand on songe aux méthodes tyranniques, aussi bêtes que féroces, de Berlin et de Vienne, on ne peut s'empêcher d'espérer beaucoup des peuples qui ont échappé à une pareille stérilisation. Ne s'épuisant plus dans l'opposition, ils pourront déployer leur génie. Que de voix, jusqu'ici réduites à gémir tout bas, vont se faire entendre! Ces collaborations renouvelleront peut-être la civilisation, lui apporteront des éléments de jeunesse et d'enthousiasme, et le sentiment d'une communauté élargie.

Si ce type doit se répandre, que vaut un petit Etat ? Est-il capable, au même titre qu'un autre plus nombreux et plus fort, de produire des valeurs morales et intellectuelles ? Dans ce cadre étroit, est-il possible à l'homme de prendre toute sa stature ? La réponse est facile. Il suffit de citer une fois de plus les républiques grecques, Florence ou Venise, l'Angleterre de Shakespeare, la Hollande, les cantons suisses, jadis les Allemagnes. Dans l'Assemblée des nations qui se tient en ce moment à Genève, est-ce que des hommes comme le Belge Hymans, le Norvégien Nansen, le Suédois Branting, le Suisse Ador ne sont pas parmi les plus respectés, les plus bienfaisants ? Est-ce que la délégation hollandaise ne plaide pas admirablement la cause d'une juridiction suprême et obligatoire ? Précisément parce qu'ils sont dépourvus de force matérielle, dégrisés de tout impérialisme, les petits Etats réclament avec le plus d'ardeur l'organisation de la règle internationale, le recours au droit. Ainsi travaillent-ils dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Car un jour viendra peut-être où Londres ne sera plus la capitale d'innombrables colonies, devenues indépendantes ; où la France limitée dans sa race, l'Italie, limitée dans son territoire, s'apercevront en face de l'Amérique et de l'Orient, qu'elles ne sont plus que les premières de ces « petites puissances ». N'est-il pas capital de faire jouer aux nations secondaires, nous entendons celles qui ne sont restreintes que par leur sol ou leur fortune, un rôle capital dans la société qui s'élabore ? Les majoriser, comme ce fut à Genève le cas déjà, les faire plier sous le poids et non sous la raison, c'est commettre une très grave erreur.

L'essentiel de notre espèce n'est pas la foule, mais l'homme. Qu'importe des myriades d'êtres à peine vivants ? Une seule âme intelligente et sensible, réfléchie et active, artiste et organisatrice, triomphe de tant d'anonymes. Spitteler prouve qu'elle peut exister là où l'Etat lui est proportionné, là où un rêve immense et collectif ne l'enivre pas, là où elle n'est ni perdue, ni séparée de ses semblables par une hiérarchie trop haute.

Né concitoyen de ce Jacob Burckhardt qui chérissait l'antiquité et le quattrocento pour avoir été des pépinières humaines, Spitteler vit dans

Lucerne. Nous avons eu l'heureuse chance de l'y rencontrer et de l'entendre, un soir d'hiver. Dans un français très pur, légèrement guttural, il parla de ses rêves; le sourire et l'émotion passaient sur ce beau visage argenté, aux yeux clairs. Sa simplicité était si majestueuse, sans le vouloir, sa courtoisie si pleine de raffinement que nous éprouvions le noble plaisir d'admirer non seulement une œuvre écrite, mais son créateur et son témoin. Et songeant à sa petite ville endormie sous la lune, au lac désert, à la montagne silencieuse, nous nous disions qu'une nature supérieure se fait toujours un cadre à sa taille, qu'il est des solitudes infiniment peuplées, des fortunes sans prix, et qu'enfin, malgré les prétentions de la quantité, malgré les dures exigences de la force, de l'argent et de la masse, c'est la valeur qui l'emporte.

Robert de TRAZ.

NOTES

Benedetto Croce. — Le bel article que nous publions de M. Croce attirera, nous l'espérons, des admirateurs nouveaux à ce grand philosophe. Peu d'hommes ont davantage écrit, et pour dire plus de choses. Ce n'est pas un pur esprit spéculatif, il nourrit sa pensée de vues réelles, d'observations précises. Il ne s'attache pas à l'homme en soi, il le cherche dans la littérature, dans l'art, dans le passé, dans la vie, dans la biographie des grands artistes. L'économie politique l'a retenu longtemps. Pendant quelques années il fut socialiste : il ne l'est plus.

La grande œuvre de M. Croce, en quatre volumes, a été publiée sous le titre de *Philosophie de l'Esprit*. Elle se compose de l'*Esthétique comme science de l'expression et linguistique générale* (1902), d'une *Logique*, de *Philosophie de la pratique*, et enfin de *Théorie et histoire* *de l'historiographie*. Ajoutons des essais variés et nombreux, dont nous citerons celui sur Hegel et celui sur Vico. La philosophie allemande a eu une influence considérable sur cet esprit éminent.

M. Benedetto Croce a fondé et dirige la *Critica*, revue mensuelle qui paraît à Naples, pleine d'idées et de discussions. Ajoutons que ce philosophe qui a toujours eu le sens du réel est actuellement ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Giolitti. Né en 1866, on peut attendre encore beaucoup de lui, pour l'Italie elle-même, pour le monde contemporain dont il est une des figures les plus fortes et les plus hautes.

L'étude sur le *Purgatoire* fait partie d'un volume à paraître bientôt, *Poesia di Dante*, chez Laterza, à Bari.

* * *

NOUVEAUX COLLABORATEURS. — Nous avons le plaisir d'annoncer l'entrée à la *Revue de Genève*, à titre de collaborateurs réguliers, de MM. Choulguine (Ukraine), Edward Shanks (Angleterre), Penha-Garcia (Portugal), von Prittwitz-Gaffron (Allemagne) et Ronald de Carvalho (Brésil).

* * *

PHYSIONOMIE DE L'ASSEMBLÉE.— M. Hymans, qui préside aux débats des nations, est vif, malin, net ; ses cheveux gris spirituellement le rajeunissent ; ses sourcils froncés et touffus lui donnent une expression grondeuse, puis, soudain, par malice, se relèvent très haut, et l'on découvre des yeux rieurs. Sous son dais présidentiel, regardant de haut mais partout, le maillet d'une main, la cloche de l'autre, il mène droit la discussion dans un style rapide et choisi. A sa gauche, sir Eric Drummond est immobile et comme insensible. A sa droite, un traducteur impétueux transforme à la seconde en anglais, son langage.

Paisible, barbu, broussailleux, les bras croisés, le nez attentif, M. Léon Bourgeois a l'air d'un bon gros terre-neuve, à l'entrée de sa niche, gardien fidèle. Exemplaire bien rare de vieillard convaincu ! M. Hanotaux est proviseur dans un lycée de province. M. Viviani, qui a de l'encolure, est rude et ennuyé, peut-être mélancolique, mais traversé tout à coup d'une admirable inspiration oratoire : un tempérament assombri s'anime alors, s'enflamme, jette les grandes lueurs mouvantes d'un bûcher qui crépite.

M. Nansen ressemble à Henri de Régnier devenu subitement robuste, carré, militaire. M. Branting, c'est un grenadier du Premier Empire, moustachu comme un Charlet, et l'on éprouve le désir absurde de lui voir un bonnet à poil. M. Tittoni a été surnommé dans la tribune de la presse le « renard argenté » : il est menu et habile, fin, et tout étincelant d'intelligence, tandis que M. Maggiorino Ferraris, avec sa paire de grosses moustaches, ses cols évasés, est « risorgimento » à s'y méprendre. M. Bénès a des prunelles perçantes, une mine de profond politique qui sait agir. M. Motta parle, et parle fort bien : c'est un des rares hommes politiques suisses qui évoquent Dante dans leurs harangues. M. Gustave Ador a un beau prestige : dans sa barbe blanche et bonne, il figure le grand-père Croix-rouge.

Les Hollandais, aussi bien que les Espagnols, pratiquent, depuis des siècles, la tradition de la grande politique ; leur autorité, leur courtoisie, leur goût diplomatique viennent d'un noble passé : ils ont du style ! Les Sud-Américains, en revanche, montrent quelque inexpérience des affaires cosmopolites et de l'étiquette entre peuples, mais manifestent avec vivacité des revendications démocratiques qui étonneraient dans la bouche d'un ambassadeur madrilène. Très bien habillés, ils emploient, pour réclamer que l'espagnol devienne officiel, un français d'une pureté impeccable. M. Pueyreddon, quand il met son lorgnon d'écaille, a l'air d'un oiseau moqueur, rapporté des tropiques : malheureusement on a laissé la cage ouverte. MM. Rodrigo Octavio, Da Cunha, Velasquez, Blanco, sont d'excellents, d'éminents orateurs.

Les Chinois, les Japonais, les Siamois sont parmi les plus attrayants. Silencieux, méthodiques, mélange de suavité et de puissance, race extraordinairement ancienne contemplant une nouveauté, ces êtres, très âgés avec des figures et des mains d'enfants, se taisent au nom de quatre cent millions d'individus pour écouter le représentant de Haïti. O ces yeux qui vous renvoient votre regard, comme un miroir opaque ! Ce sourire incessant, infini, qui déplace à peine les traits, mais suffit pour vous éloigner, vous diminuer, ce sourire cruel ou bien, presque sans changer, d'une délicatesse bizarre et triste. Tout Européen, à côté d'eux, semble grossier et barbare.

Et les Anglais ! Les voilà donc, les maîtres du monde ! Comment rendre l'accent ingénu et railleur de cet homme long, sur deux longues jambes, dont les cheveux blancs et légers semblent une couronne de roses : l'honorable J. T. Balfour. Il a l'air de se jouer des problèmes les plus difficiles, de s'en amuser même, avec une expression d'innocence qu'on rencontre dans les *nurseries* : et ses rires soudains, en se prolongeant juste un peu trop, clouent un interlocuteur. Il a dans sa poche droite un carnet politique et, dans sa poche gauche, un carnet philosophique, et c'est à celui-ci qu'il tient, et c'est celui-ci qu'on voudrait lire. A-t-il, sur les « bases de la croyance », assis un scepticisme ? Séduction d'une grande intelligence cultivée, simplicité aimable d'un homme qui, par définition, est à l'aise partout, et exerce le pouvoir comme une chose naturelle, d'après un usage de famille. Mais n'est-ce pas d'être trop comblé qu'on devient dilettante, et qu'on rit, de ce rire qui fait semblant d'être naïf ? Reste-t-il, à un Anglais de cette haute espèce, quelque chose à désirer ?

Lord Robert Cecil est peut-être, comme l'a dit un taquin, « le délégué des Cafres », mais sa figure a la beauté d'un type. Voilà l'effigie du libéralisme. Et les libéraux sont nécessaires, comme le ciel est nécessaire au-dessus des champs de blé. Quelle force de conviction dans ce visage anguleux, dégarni, ce visage d'aigle puritain ! La voix est pleine, elle ne devient éloquente qu'à force d'insister et malgré l'orateur. Il ne plaide pas, il rend témoignage ; il ne brille pas, ni ne prétend briller : il traduit consciencieusement sa conscience. Quelle grandeur, songe-t-on en l'écoutant, dans l'honnêteté.

Mais le plus charmant de cette assemblée illustre, le plus jeune, le plus gai parfois, le seul sans doute qui soit artiste, le seul, certes, qui soit pathétique, c'est M. Paderewski, lion à crinière rose, tantôt si bonhomme et gentil qu'un enfant caresserait sa fourrure, tantôt passionné au point qu'on ferait cercle à distance, respectueusement. Lyrique, chargé d'une gloire en quelque sorte visible et qui reluit en rayons, interprète du génie et du peuple, cet homme qui a vécu toutes les émotions sublimes, rappelle par sa majesté à qui tenterait même de ne pas s'en souvenir, que la Pologne éternelle a roulé la pierre de son sépulcre.

Dans la vaste salle, au long des discours, ce monde divers et cosmopolite vit, remue, s'agite, cause au hasard des rapprochements alphabétiques, ou tient des conciliabules prémédités. Il n'y a pas de « couloirs », ici, et le travail des coulisses se montre sur la scène. Etrange spectacle, prodigieusement inédit, que ces nations coude à coude, et s'occupant ensemble des mêmes intérêts, avec un poignant mélange d'idéalisme et de calculs politiques. Penché à la tribune, observer sous la lumière douce des lustres ces rangées d'hommes, cette juxtaposition de races qui seront toujours différentes, c'est connaître un moment unique des annales du monde. L'histoire s'est constamment répétée, sauf là.

Mais on sort, et si l'imagination travaille, on heurte dans les escaliers, dans les vestibules, des personnages que chacun ne voit pas, des apparitions mystérieuses qui n'ont pas de cartes d'entrée, mais obsèdent parfois les orateurs de la salle. Et c'est l'Arménie blessée, agonisant peut-être tandis que nous buvons et mangeons. Et c'est le fantôme silencieux de l'Allemagne, qu'il vaudrait mieux humaniser au dedans que laisser comploter au dehors, et qui, pour retrouver la puissance, fera peut-être demain une ligue contre celle de Genève. Et c'est le spectre haineux, sanglant et pitoyable de la sainte Russie.

Quant aux U. S. A., ils n'ont pas besoin de la S. des N.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu de France :

Ernest Seillière : *George Sand* (Alcan, à Paris).
Georges Duhamel : *Confession de minuit* (Mercure de France, Paris).
François Mauriac : *La chair et le sang* (Emile Paul, Paris).
François Mauriac : *Petits essais de psychologie religieuse* (Soc. litt. de France, Paris).
Henry de Montherlant : *La relève du matin* (Soc. litt. de France, Paris).
Joseph Conrad : *Sous les yeux d'Occident* (Nouv. Revue française, Paris).
Marcel Proust : *Le Côté de Guermantes* (Nouv. Revue française, Paris).
B. I. T. : *Les conditions du travail dans la Russie des Soviets* (Berger-Levrault, Paris).
Pierre Trocmé : *Appassionata* (Sansot, Paris).
Dr Mitkovitch : *Une voix serbe* (Payot, Paris).
Henri Malo : *Marguerite Burnat-Provins* (Sansot, Paris).
Jules Bertaut : *Le roman nouveau* (La Renaissance du Livre, Paris).
Jacques Bainville : *Les conséquences politiques de la paix* (Nouvelle librairie nationale, Paris).
Louis Chadourne : *L'inquiète adolescence* (Albin Michel, Paris).
L. Hersch : *L'inégalité devant la mort* (Recueil Sirey, Paris).
Georges Migot : *Essais pour une esthétique générale* (Figuière, Paris),
Maurice Rosile : *Chansons, frissons et voluptés* (Maison française, Paris).
Camille Mauclair : *Princes de l'esprit* (Ollendorff, Paris).

d'Allemagne :

F. W. Foerster : *Mein Kampf gegen das militaristische und nationalistische Deutschland* (Friede durch Recht, Stuttgart).

d'Italie :

Maria-Luisa Perduca : *Fante d'Italia* (Quintieri, Milan).
Filippo Burzio : *Ginevra, Vita nuova* (Fratelli Treves, Milan).
Nicolo Tommaseo : *Studii filosofici* (Carabba, Lanciano).

de Belgique :

Gérard Harry : *Léopold II* (Brepols, Turnhout).
Maurice Lecat : *Pensées sur la science et la guerre* (Lamertin, Bruxelles).
Henri Lambert : *Pax economica* (Lamertin, Bruxelles).

de Suisse :

Silvio Pagani : *Programma di Bellagio* (Cœnobium, Lugano).
Charly Clerc : *Les chemins et les demeures* (Delachaux, Neuchâtel).
René-Louis Piachaud : *Les jours se suivent* (Editions Sonor, Genève).
Pierre Bovet : *La Réforme scolaire à l'Université* (Edition Forum, Neuchâtel).
Otto Karmin : *Sir Francis d'Ivernois* (Bader et Mongenet, Genève).
Ad. Ferrière : *L'éducation dans la famille* (Edition Forum, Neuchâtel et Genève).
Charles Naine : *Socialisme solidariste* (Ed. Forum, Neuchâtel et Genève).

d'Espagne :

El plano oblicuo (Madrid).

TABLE DES MATIÈRES

DE

LA REVUE DE GENÈVE

TOME I : JUILLET-DÉCEMBRE 1920

Gustave ADOR : *Le Comité international de la Croix-Rouge*, N° 5, novembre, p. 680.

Jean-G. AUBRY : *Mérimée*, N° 4, octobre, p. 483.

Jacques BAINVILLE : *La France vis-à-vis de l'Allemagne,* N° 4, octobre, p.501.

Hjalmar BRANTING : *Les propositions scandinaves*, N° 5, p. 656.

Lord Robert CECIL : *La collaboration des peuples*, N° 5, novembre, p. 649.

Edouard CLAPARÈDE : *Freud et la Psychanalyse*, N° 6, décembre, p. 846.

Joseph CONRAD : *L'Associé*, N° 1, juillet, p. 88.

Benedetto CROCE : *Le Purgatoire de Dante*, N° 6, décembre, p. 807.

René DESCARTES : *La Naissance de la Paix*, N° 2, août, p. 173.

Edouard ESTAUNIÉ : *La Découverte*, N° 5, novembre, p. 710.

Siegmund FREUD : *Origine et développement de la psychanalyse, I*, N° 6, décembre, p. 846.

Nicolas GAY : *La Pologne et la désagrégation de l'empire russe*, N° 3, septembre, p. 411.

Gustaf af GEIJERSTAM : *Pouvoir de femme, I*, N° 6, décembre, p. 876.

Maxime GORKI : *Le Patron*, N° 2, août, (I), p. 242 ; N° 3, septembre, (II), p. 421 ; N° 4, octobre, (III), p. 571.

Sir David HENDERSON : *Vœux*, N° 5, novembre, p. 682.

Per HŒLLSTROM : *L'éternel masculin*, N° 2, août, p. 228.

Colonel HOUSE : *Si les peuples veulent encore vivre*, N° 5, novembre, p. 654.

Edmond JALOUX : *Le fruit qui se dore. — Première pluie en Provence*, N° 6, décembre, p. 835.

Général von Kluck : *La marche sur Paris et la bataille de la Marne*, N° 1, juillet (I), p. 31 ; N° 2, août (II), p. 200 ; N° 3, septembre (III), p. 331.

Charles-S. Macfarland : *Le peuple américain et sa responsabilité internationale*, N° 3, septembre, p. 323.

Camille Mauclair : *La critique française devant l'étranger*, N° 2, août, p. 186.

Georges Moore : *Mémoires de ma vie morte*, N° 4, octobre, p. 515.

Johan Nordstrom : *Un ballet de Descartes*, N° 2, août, p. 170.

William-E. Rappard, *Pour l'Assemblée*, N° 5, novembre, p. 643.

Carl Spitteler : *Riantes vérités*, N° 6, décembre, p. 803.

André Suarès : *Amour et nature*, N° 1, juillet, p. 10.

Albert Thibaudet : *Un ballet de Descartes* ,N° 2, août, p. 163.
La Campagne avec Thucydide, N° 1, juillet (I), p. 64 ; N° 3, septembre (II), p. 369 ; N° 4, octobre (III), p. 543 ; N° 5, novembre (IV), p. 684.

Albert Thomas : *Le Bureau international du Travail*, N° 5, novembre, p. 668.

T. Tittoni : *La répartition des matières premières*, N° 5, novembre, p. 664.

Robert de Traz : *Editoriaux*, N° 1, juillet, p. 3 ; N° 5, novembre, p. 797 ; N° 6, décembre, p. 954.

LES CHRONIQUES NATIONALES

ALLEMAGNE :

Ernst Robert Curtius : *Les influences asiatiques dans la vie intellectuelle allemande*, N° 6, décembre, p. 890.

Hermann Fernau : *La situation des pacifistes*, N° 6, décembre, p. 896.

F.-W. Forster : *Réflexions sur l'état actuel du monde*, N° 4, octobre, p. 593.

ANGLETERRE :

C.-E. Bechhofer : *L'Impasse*, N° 5, novembre, p. 720.

AUTRICHE :

Joseph Redlich : *Un peuple qui agonise*, N° 5, novembre, p. 729.

BELGIQUE :

Louis Piérard : *Etat intellectuel et moral. La question des langues. Nouveaux écrivains*, N° 2, août, p. 280.

BRÉSIL :

Manuel Oliveira Lima : *La guerre, la paix et la neutralité*, N° 5, novembre, p. 738.

FRANCE :

Georges-Guy Grand : *La troisième république française devant l'Europe*, N° 5, novembre, p. 741.

Daniel Halévy : *Hiver et Printemps* 1920, N° 1, juillet, p. 123.
La paysannerie. Bienfaits de la victoire. Du conservatisme français, N° 4, octobre, p. 597.
Les fêtes de novembre. Réflexions sur le problème social. Un livre politique, N° 6, décembre, p. 903.

Edmond Jaloux : *La littérature et la guerre. La jeune peinture. Un classicisme nouveau*, N° 2, août. p. 290.

GRÈCE :

André Andréadès : *Après le traité de Sèvres*, N° 4, octobre, p. 603.

ITALIE :

Guglielmo Ferrero : *Histoire politique de trois ans*, N° 1, juillet, p. 131.

L'Italie et le drame de la paix. N° 3, septembre, p. 442.

Giuseppe Prezzolini : *Poètes et philosophes contemporains*, N° 5, novembre, p. 767.

POLOGNE :

Jean Kucharewski : *La Question. Prédominance de l'intérêt général. La Frontière de l'Est*, N° 5, novembre, p. 776.

ROUMANIE :

N. Jorga : *Conflits politiques. Le paysan. Un chant de douleur du poète Chairic*, N° 3, septembre, p. 455.

SERBIE :

Lazare Markovitch : *Etat psychologique. Les partis et la politique intérieure*, N° 2, août, p. 294.

SUISSE :

Charles Borgeaud : *L'indépendance de Genève à travers les siècles*, N° 6, décembre, p. 915.

Paul Seippel : *Le verdict du peuple suisse*, N° 1, juillet, p. 167.

TCHÉCO-SLOVAQUIE :

Prokop Miroslav Hascovec : *Le caractère tchèque. Les événements actuels*, N° 3, septembre, p. 460.

LES CHRONIQUES INTERNATIONALES

Carrie Chapman-Catt : *Le Congrès de l'Alliance féminine*, N° 1, juillet, p. 159.

Etienne Clouzot : *Les prisonniers de guerre*, N° 2, août, p. 314.

Le Mouvement international, N° 3, septembre, p. 476 ; N° 4. octobre, p. 628 ; N° 5, novembre, p. 792 ; N° 6, décembre, p. 947.

Colonel Feyler : *La Société des nations doit-elle s'armer ?* N° 5, novembre, p. 786.

Camille Huysmans : *Le Congrès de la IIe Internationale*, N° 3, septembre, p. 463.

Adolphe Keller : *La Fédération œcuménique des églises*, N° 3, septembre, p. 467.

Sophy Sanger : *La réglementation internationale du Travail*, N° 1. juillet (I), p. 150 ; N° 2, août (II), p. 300.

James Vallotton : *Les libertés des communications et du transit*, N° 6, p. 931.

X*** : *Des organisations économiques interalliées pendant la guerre. La Conférence financière de Bruxelles*, N° 4, octobre, p. 614.

Dans chaque numéro, en outre, se trouvent des Notes, Revue des revues et bulletins bibliographiques.

AP
24
R4
t.1

La Revue de Genève

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY